



UNIVERSITÉ DE
STRASBOURG



Ecole doctorale 519 Sciences humaines et sociales – Perspectives européennes

UMR 7069 LinCS – Laboratoire interdisciplinaire en études culturelles

THÈSE présentée par :
Andrea BENEDETTI

soutenue le 18 décembre 2024

pour obtenir le grade de

Docteur de l'Université de Strasbourg

Discipline/Spécialité : Histoire contemporaine

**Le Bureau socialiste international : de boîte
postale à organisation intégrative, 1900-1918**

THÈSE dirigée par :

DROIT Emmanuel

Professeur des Universités, Université de Strasbourg

DUCANGE Jean-Numa

Professeur des Universités, Université de Rouen

RAPPORTEURS :

VIGREUX Jean

Professeur des Universités, Université de Bourgogne

CHRISTEN Carole

Professeur des Universités, Université Le Havre

AUTRES MEMBRES DU JURY / OTHER MEMBERS OF THE JURY :

KOUSTOVA Emilia

Maîtresse de conférences, Université de Strasbourg

DUPONT Alexandre

Maître de conférences, Université de Strasbourg

Table des matières

Remerciements	4
Sigles et abréviations utilisés.....	5
Introduction	9
Une institution insaisissable ?.....	9
Un Bureau qui tend à s'autonomiser ?	16
Une histoire politique transnationale de l'institution centrale	18
Un retour aux sources du BSI pour pallier dispersion et recours asymétrique	25
Développement de l'étude.....	28
 Partie I. Le dilemme d'une institution centrale pour une fédération décentralisée, 1877-1900	30
1. Les congrès comme seul horizon ? (1877-1896)	30
A. Une tension entre forme et perception : la reconnaissance d'une Internationale seulement dans les faits face à une institutionnalisation à minima.....	30
B. Un parlement sans gouvernement, ou une fédération décentralisée mise sous pression ?.....	56
2. La marche vers une fédération seulement coopérative ? (1896-1900).....	88
A. De Londres à Paris : un renouvellement du débat au prisme d'expérimentations infructueuses	89
B. La création du BSI : un aboutissement ou un début d'institutionnalisation ?	135
 Partie II – Inventer une institution : le BSI pendant le secrétariat de Victor Serwy, 1900-1904	173
1. Donner corps à un principe : entre <i>institution-building</i> rapide et difficultés de routinisation	173
A. Une architecture institutionnelle complexifiée par l'interprétation belge des résolutions internationales.....	174
B. Faire institution par-dessus les frontières.....	197
C. Un bilan administratif en demi-teinte	226
2. L'appropriation problématique de prérogatives de coordination politique	251
A. La « politique extérieure du prolétariat » : un bras de fer	252
B. Un Bureau à plusieurs vitesses ?	286
 Partie III – L'avènement de Camille Huysmans : un tournant immédiat, 1905-1907	324
1. « Du passé faisons table rase » ? Huysmans, l'homme de la réforme.....	324
A. Redonner confiance dans les institutions bruxelloises.....	325
B. Une rationalisation des logiques institutionnelles de l'Internationale	350
2. La relance de la coordination de mobilisations transnationales : vers une « politique internationale offensive »	383
A. Un arsenal inédit en soutien à la révolution	384

B. Face aux crises internationales : de la doctrine de la primauté des partis concernés à un BSI « force d'action et de coordination ».....	412
Partie IV. De l'apogée du BSI à la crise de l'Internationale, 1907-1914	437
1. Maturité institutionnelle ou improvisation efficace ?.....	437
A. Une quête de perfectibilité administrative	437
B. Faire rimer élargissement et cohésion.....	460
2. Un pouvoir de coordination politique défini au prisme de la « sainte croisade contre la guerre »	503
A. D'un BSI qui entraîne l'Internationale.....	505
B. ... à un BSI victime de l'Internationale	525
Partie V. Un secrétaire sans Internationale à l'heure de la guerre mondiale, 1914-1918	548
1. Préserver l'institution	548
A. Sortir de l'immobilisme	549
B. Réunir le Bureau ?.....	559
2. La Révolution russe peut-elle ressusciter le BSI ?	579
A. Stockholm : un espoir sous menaces	580
B. Épilogue : Huysmans « à l'ombre des titans » et des désillusions en chaîne.....	592
Conclusion.....	598
Sources et Bibliographie	605
1) Sources primaires	605
<i>Archives</i>	605
<i>Journaux et revues</i>	606
<i>Anthologies</i>	610
<i>Sources publiées</i>	611
2) Bibliographie scientifique.....	620
<i>Outils</i>	620
<i>Mouvement socialiste</i>	622
<i>Internationale(s)</i>	628
<i>Mouvements ouvriers et socialistes pendant la Première Guerre mondiale</i>	631
<i>Antimilitarisme et anticolonialisme</i>	633
<i>Biographies</i>	635
<i>Divers</i>	637

Remerciements

Dans ce long périple que peut être de prendre le chemin d'une thèse, et dans celui qui fut le mien, je souhaite remercier celles et ceux qui ont suivi mon parcours et qui m'ont aidé à différents degrés.

En premier lieu, j'adresse mes remerciements tout particulièrement à mes deux directeurs de thèse, M. Emmanuel Droit et M. Jean-Numa Ducange, qui m'ont permis de garder confiance dans mon projet et qui ont toujours été d'une aide précieuse et d'une bienveillance que je n'aurais pas les mots pour décrire.

Je souhaite remercier également les membres du jury qui ont accepté de me lire et de discuter ce travail : M. Jean Vigreux, Mme Carole Christen, Mme Emilia Koustova et M. Alexandre Dupont. Cela est un honneur de pouvoir échanger avec des chercheurs dont je suis les travaux avec admiration.

Je tiens aussi à remercier tous les collègues avec qui j'ai pu travailler ces dernières années au cours de mon expérience d'enseignement à Sciences Po Strasbourg, qui m'ont encouragé et conseillé à divers moments : Mme Camille Mahé, Mme Marion Aballéa, Mme Marie de Rugy, Mme Coline Perron, M. Mickaël Georgeault, M. Théophile Leroy, M. Nadir Amrouni, M. Alexandre Bibert. Je suis aussi très reconnaissant à l'égard du directeur de Sciences Po Strasbourg, M. Jean-Philippe Heurtin, pour sa bienveillance et l'accueil chaleureux qu'il m'a toujours réservé.

Enfin, un remerciement spécial pour celles et ceux qui m'ont soutenu au quotidien et sans failles, et sans lesquels ce parcours n'aurait pas été possible : mon plus cher ami Clément Fontannaz, ma femme Lola Romieux et mes parents Patrizia Checchi et Giampiero Benedetti.

Sigles et abréviations utilisés

Archives

AFS : Archives fédérales suisses (Berne)

AMSAB-ISG : AMSAB-Instituut voor sociale geschiedenis (Gand)

FMSH : Fondation Maison des Sciences de l'Homme (Paris)

IISG : Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis (Amsterdam)

Organisations

ACI : Alliance coopérative internationale

ACR : Alliance communiste révolutionnaire

AFL : *American Federation of Labor*

AIT : Association internationale des travailleurs

ASIEP : Association socialiste internationale d'éducation physique

ASL : *Australian Socialist League*

BIP : Bureau international de la paix

BSI : Bureau socialiste international

BSP : *British Socialist Party*

BRSDP : *Balgarska rabotnitchéska socialdémocratitchéska partiya*

CE : Comité exécutif (du Bureau socialiste international)

CIS : Commission interparlementaire socialiste

CJS : Commission des journalistes socialistes

CG : Conseil général

CGT : Confédération générale du travail

CGSI : Confédération générale des socialistes indépendants

CHS : Comité hollando-scandinave

CSB : Commission syndicale belge

CSDSC : *Československé sociálně demokratické strany dělnické*

FRA : Fédération révolutionnaire arménienne

FSAS : Fédération sportive athlétique socialiste
 FSI : Fédération syndicale internationale
 FTSF : Fédération des travailleurs socialistes en France
 GGD : *Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands*
 GFTU : *General Federation of Trade Unions*
 IAA : Internationale anti-autoritaire
 IFTWA : *International Federation of Textile Workers' Association*
 IFS : Internationale des femmes socialistes
 IJS : Internationale de la jeunesse socialiste
 ILP : *Independent Labour Party*
 IMF : *International Metalworkers Federation*
 INC : *Indian National Congress*
 IOS : Internationale ouvrière socialiste
 ISC : *International Socialist Club*
 ITF : *International Transport Workers Federation*
 IWW : *Industrial Workers of the World*
 LO : *Landsorganisationen* (Norvège, Danemark, Suède)
 LSDSP : *Latvijas Sociāldemokrātiskā strādnieku partija*
 LP : *Labour Party* (Grande-Bretagne)
 LRC : *Labour Representation Committee*
 MFGB : *Miners' Federation of Great Britain*
 MIF : *Miners' International Federation*
 MSzDP : *Magyarországi Szociáldemokrata Párt*
 NAP : *Norske Arbeiderparti*
 NUGWGL : *National Union of Gas Workers and General Labourers*
 PO : Parti ouvrier
 POB : Parti ouvrier belge
 POF : Parti ouvrier français
 POSDR : Parti ouvrier social-démocrate de Russie
 POSR : Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (France)
 PPS : *Polska Partia Socjalistyczna*

PSA : *Partido Socialista de Argentina*
PSB : Parti socialiste belge
PSC : *Partido Socialista di Cuba*
PSdF : Parti socialiste de France
PSF : Parti socialiste français
PSI : *Partito Socialista Italiano*
PSOE : *Partido Socialista Obrero Español*
PSS : Parti socialiste suisse
PSP : *Partido Socialista Português*
PSR-F : Parti socialiste révolutionnaire (France)
PSR-R : Parti socialiste révolutionnaire (Russie)
TUC : *Trade Unions Congress*
SAP-D : Sozialistische Arbeiterpartei (Allemagne)
SAP-S : Sveriges Socialdemokratiska Arbetareparti (Suède)
SDAP-N : *Sociaal Democratische Arbeiders Partij* (Pays-Bas)
SDAP-Ö : *Sozialdemokratische Arbeiterpartei* (Autriche)
SDB : *Sociaal-Democratische Bond* (Pays-Bas)
SDF : *Social Democratic Federation* (Grande-Bretagne)
SDHK : Parti social-démocrate Hentchak
SDKPiL : *Socjaldemokracja Królestwa Polskiego i Litwy*
SDP : *Social-Democratic Party* (Etats-Unis d'Amérique)
SDP-B : *Social Democratic Party* (Grande-Bretagne)
SERP : Parti ouvrier socialiste juif
SF : *Socialdemokratisk Forbund* (Danemark)
SFIO : Section française de l'Internationale ouvrière
SL-A : *Socialist League* (Australie)
SL-B : *Socialist League* (Grande-Bretagne)
SLP : *Socialist Labour Party* (Etats-Unis)
SMT : *Shakai Minshu Tō*
SP-L : *Sozialdemokratesch Partei* (Luxembourg)
SPD : *Sozialdemokratische Partei Deutschlands*

SPI : Secrétariats professionnels internationaux

SPoA : *Socialist Party of America*

SSI : Secrétariat syndical international

SSP : Suomen Sosialidemokraattinen Puolue (Finlande)

UIP : Union interparlementaire

UGT : *Unión General de Trabajadores* (Espagne)

USD-L : Union social-démocrate lettone

USPD : *Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands*

VMRO : Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne

VSAP : *Vlaamsche Socialistische Arbeiderspartij*

Introduction

« Ce qui à l'époque du premier Congrès de Paris semblait un rêve inaccessible est parvenu au rang de réalité tangible : la social-démocratie internationale a dépassé la période des contacts occasionnels et de la chaude sympathie pour devenir une organisation solide¹ »

En 1926, Victor Adler revient par ces mots sur la création du Bureau socialiste international (BSI). Des propos étonnants alors même que ce chef de file de la social-démocratie autrichienne a défendu avec acharnement l'autonomie de son parti vis-à-vis du Bureau. Ils démontrent néanmoins l'espoir qu'avait suscité en 1900 l'institutionnalisation de la Deuxième Internationale, censée pérenniser et rendre plus tangibles les liens de solidarité entre les ouvriers du monde entier. Elle concrétise en ce sens ce qui paraît aux contemporains comme étant la résurrection de l'Association internationale des travailleurs (AIT, 1864-1876), dont l'existence même avait symbolisé la société nouvelle à venir. D'autres figures de proue du mouvement socialiste portent ce même regard d'espoir, entre un Jean Longuet qui affirme que la constitution du BSI ouvre la « période organique² » de l'Internationale, un Karl Kautsky qui relève que c'est seulement à partir de ce moment que celle-ci « est devenue un corps vivant³ », ou encore un Émile Vandervelde qui note que c'est grâce au BSI que « s'organisa un superparti⁴ ».

Une institution insaisissable ?

Au lendemain de la dissolution de l'AIT, c'est pourtant l'idée contraire qui résulte majoritaire chez les socialistes, à savoir qu'une centralisation institutionnelle couperait les ailes aux partis ouvriers qui sont en train de se former un peu partout en Europe et en Amérique du Nord. L'éclatement de la Première Internationale en 1876 après les polémiques entre socialistes politiques et libertaires avait laissé un souvenir amer précisément quant au bilan du Conseil général (CG) de Londres. Durant le processus de gestation de la Deuxième Internationale se forment alors deux mythes fondateurs, censés la distinguer de la Première : le pragmatisme et

¹ Victor Adlers Aufsätze, Reden und Briefe, Vienne, Volksbuchhandlung, vol. 7, 1926, p. 218.

² Jean LONGUET, « Le mouvement socialiste international », in Adéodat COMPÈRE-MOREL (dir.), *Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière*, Paris, Quillet, 1913, p. 38.

³ Karl KAUTSKY, *Sozialisten und Krieg*, Prague, Orbis, 1937, p. 318.

⁴ Émile VANDERVELDE, « Histoire de la II^e Internationale (1889-1914) », in *Histoire de l'Internationale Socialiste*, Bruxelles, L'Églantine, 1924, p. 19.

l'autonomie absolue des partis nationaux, désireux d'éviter à tout prix de se retrouver mis sous tutelle par un organe autoritaire et dépourvu de toute représentativité des composantes nationales du mouvement. Comme le souligne Leo Valiani, la théorie d'organisation qui est appliquée à l'Internationale est conforme aux clarifications que Karl Marx apportait à Ferdinand Domela Nieuwenhuis en 1881 :

« La Deuxième Internationale aurait surgi [...] sur la base de la reconnaissance préalable de la diversité des programmes concrets et des tactiques, correspondant à la diversité des conditions spécifiques des différents pays. Les partis qui l'auraient formée auraient eu en commun, par contre, leur nature de classe, prolétarienne, l'objectif ultime du socialisme, le sens de solidarité internationaliste qui en découlait⁵ ».

Le meneur belge Jean Volders écrit dix ans plus tard :

« Ce qui fait précisément la force du mouvement socialiste international actuel, c'est l'indépendance, la liberté et l'autonomie des organisations nationales, forcées [...] d'agir chacune dans des milieux différents et obligées de tenir compte chacune aussi de difficultés ou de nécessités particulières⁶ ».

L'ambivalence de cette Internationale qui ne fonctionne pendant onze ans qu'au travers des congrès, « sorte de fédération sans pouvoir fédéral⁷ » comme la définit Marc Ferro, se trouve résumée dans la formule possibiliste d'« union provenant d'une libre entente, de la soumission volontaire aux décisions⁸ ». Les résolutions des congrès ont une force de loi morale, mais le congrès en lui-même se configure comme un pouvoir plus constituant que constitué, toute décision du précédent pouvant être renversée au suivant, et sa portée ne dépend que de la valeur que lui accordent les partis souverains. Ce qui configure une Internationale à la carte, légitimée de façon asymétrique selon les perceptions et en fonction des sujets, et où il existe *de facto* un droit de retrait sur la base de considérations nationales. Les congrès disposent d'une très faible normativité négative au sens foucauldien⁹ : réticents à sanctionner les déviations lorsque l'on reste dans le large éventail du socialisme dit politique, ils réalisent essentiellement des transactions au rabais pour surmonter les divergences – une manière de procéder que Paul

⁵ Leo VALIANI, « Dalla prima alla seconda Internazionale. 1872-1889 », *Movimento operaio*, vol. 6, n° 2, 1954, p. 198.

⁶ Jean VOLDERS, « L'Internationale socialiste », *Le Peuple*, 30 août 1891, p. 1.

⁷ Marc FERRO, *La Grande Guerre 1914-1918*, Paris, Gallimard, 1990, p. 70.

⁸ *Le Parti ouvrier*, 17 juillet 1889, p. 2.

⁹ Voir Michel FOUCAULT, *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France. 1977-1978*, Paris, Seuil/Gallimard, 2004.

Brousse revendiquait déjà en 1883 comme étant l'essence du possibilisme¹⁰, mais à laquelle une majorité de marxistes aussi se rallie —. L'Internationale reproduit donc en son sein l'environnement anarchique des relations internationales¹¹, qu'elle critique pourtant. Le congrès en ressort comme une institution diminuée, tout en restant la seule digne de ce nom. Ainsi, le mythe du pragmatisme de la nouvelle Internationale, vis-à-vis de « l'Internationale théorique¹² » qu'était l'AIT, se heurte à la recherche avant tout d'une mise en scène de la cohésion en dépit des divergences réelles. Paul Lafargue écrit sans ambages, à la veille de la création du BSI, que « les questions douteuses et qui ne réunissent pas l'unanimité sont écartées, afin de laisser à chaque parti national la liberté de les résoudre selon les circonstances¹³ ». Cette mise en scène à outrance de l'unité, et cette prédominance de logiques informelles dans une Internationale qui a pourtant des contours formels, rendent l'institution introuvable à bien des égards. Emmanuel Jousse parle à ce propos d'« internationalisme faible », voué avant tout à « établir un folklore, des emblèmes, une mentalité » par des « références partagées »¹⁴.

Empreint de cette tension entre une volonté de défendre l'autonomie des organisations nationales tout en se déclarant résolument internationaliste, le mouvement socialiste attend un quart de siècle avant d'acter un retour aux sources, au CG de l'AIT. Mais lorsque cela s'opère, l'institution centrale qui voit le jour s'avère être particulièrement fragile en même temps qu'intrinsèquement élastique. En 1901, le BSI est incapable de coordonner ne serait-ce que des interpellations parlementaires pour dénoncer les camps de concentrations britanniques en Orange et au Transvaal, mais en 1911 et 1912, il enclenche à deux reprises des démonstrations transnationales homogènes et simultanées respectivement contre la guerre italo-turque et la première guerre balkanique, avant de s'effondrer complètement en 1914 aux premières heures de la guerre mondiale. Des longues pages ont été écrites sur la « faillite » de la Deuxième Internationale, voire sa « trahison » dénoncée aussi bien par les bolcheviks que par les gauches zimmerwaldiennes. Le BSI a été souvent pointé du doigt comme ayant été l'un des coupables principaux de l'échec du socialisme face à la conflagration militaire. Mais une institution peut-elle détenir des responsabilités en dehors des personnes qui la composent, et qui ont pourtant eu des attitudes différentes face au conflit ? Si cette recherche porte sur un organe qui n'a pas

¹⁰ Voir Paul BROUSSE, « La Conférence internationale devant la presse », *Le Prolétaire*, 10 novembre 1883, p. 1.

¹¹ Voir Hedley BULL, *The Anarchical Society: A Study of Order in World Politics*, New York, Columbia University Press, 1977.

¹² Paul LAFARGUE, « L'Internationale », *Le Petit Sou*, 24 septembre 1900, p. 1.

¹³ *Idem*.

¹⁴ Emmanuel JOUSSE, « Le socialisme sans frontière. Les internationalismes ouvriers de 1864 à 1914 » in Éric ANCEAU, Olivier DARD, Jacques-Olivier BOUDON, *Histoire des Internationales, XIX^e - XX^e siècles*, Paris, Nouveau Monde, 2017, p. 73-77.

réussi à remplir l'objectif suprême qu'il s'était donné, le fil rouge de l'échec ne peut pas en être un. D'une part, cela reviendrait à limiter à une seule dimension tragique l'activité multiforme du BSI et l'impulsion qu'il a réussi à conférer à plusieurs reprises à l'action transnationale. D'autre part, cela poserait le risque de tomber dans le *teleological tunnel* décrié à juste titre par William Mulligan¹⁵. Il nous semble donc important de comprendre avant tout comment le BSI a pu développer progressivement un « comportement institutionnel¹⁶ », et dans quelle mesure ses pouvoirs lui permettaient de jouer un rôle en tant qu'institution dans la dislocation de l'Internationale en 1914.

Or, la question institutionnelle est déjà problématique en soi pour tout historien qui se confronte à la Deuxième Internationale. Moira Donald pointe que sa nature même en tant qu'organisation est « une énigme¹⁷ », et Jousse remarque que la logique sous-jacente à son fonctionnement repose « davantage sur une éthique de la discussion que sur des ressorts institutionnels¹⁸ ». Kevin Callahan montre en effet que le socle commun de l'Internationale repose moins sur ses institutions que sur sa pratique performative, centrée sur la symbolique des manifestations collectives et des expressions publiques (dont les congrès internationaux constituent l'apothéose), ce qu'il qualifie de *demonstration culture*¹⁹ : elle permet de matérialiser l'existence d'un même sentiment d'appartenance par-delà les frontières, en dépit des querelles nationales et transnationales, au travers des formes et références partagées. Julius Braunthal souligne quant à lui que la Première et la Deuxième Internationale suivent des schémas génétiques aux antipodes : tandis que la Première adopte dès sa naissance des statuts et une proclamation de principes et objectifs, la Deuxième écarte tacitement toute hypothèse de statuts, et élabore ses principes et objectifs au fur et à mesure, en fonction des sujets qui sont portés à son attention²⁰. Si le mode de déploiement des liens transnationaux entre ses composantes n'est pas établi dans des statuts associatifs, c'est à la fois pour ne pas s'exposer à d'éventuelles poursuites légales et pour ne pas renfermer l'effervescence du mouvement dans

¹⁵ Voir William MULLIGAN, *The Origins of the First World War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 227.

¹⁶ Voir Paul J. DI MAGGIO, Walter W. POWELL, « The Iron Cage Revisited: Institutional Isomorphism and Collective Rationality in Organizational Fields », *American Sociological Review*, vol. 48, n° 2, 1983, p. 147-160.

¹⁷ MOIRA DONALD, « Workers of the World Unite? Exploring the Enigma of the Second International », in Martin H. GEYER, Johannes PAULMANN (dir.), *The Mechanics of Internationalism: Culture, Society, and Politics from the 1840s to the First World War*, Oxford, Oxford University Press, 2001, p. 177.

¹⁸ JOUSSE, « Le socialisme sans frontière... », art. cit., p. 96.

¹⁹ Voir Kevin J. CALLAHAN, *Demonstration Culture: European Socialism and the Second International, 1889-1914*, Leicester, Troubadour, 2010.

²⁰ Voir Julius BRAUNTHAL, *Victor Adler and the Socialist International*, St. Anthony College (Oxford), Symposium on Aspects of the Second International, 1966, p. 4.

ce que James Keir Hardie qualifie de « camisole de force sous forme de constitution²¹ ». Volders remarque en 1891 qu'« il n'y a pas d'accord sur le papier, mais il y a identité d'idée quant au but final à atteindre et à la route à suivre pour y arriver²² », et en 1893 Adler souligne que « l'Internationale n'est devenue une puissance que lorsqu'elle est devenue superflue, lorsqu'il n'a plus été question de réunir une fédération avec des statuts²³ ». Pour les mêmes raisons, aucun libellé officiel n'est choisi, aucune carte individuelle de membre n'est mise en place, et aucun manifeste inaugural ne proclame la nature et les objectifs généraux de l'association. Aucun règlement général des congrès n'est adopté jusqu'en 1907 : s'il y a bien des procédures formelles, elles sont établies par à-coups, et chaque assise reste souveraine pour déterminer ses propres modalités de déroulement. Pourtant, une soif d'institutionnalisation se dégage déjà au lendemain de la dislocation de l'AIT, tant qu'il est difficile de parler d'une coupure nette entre un internationalisme formel jusqu'en 1876 et un internationalisme informel entre 1877 et 1889. Des congrès continuent bel et bien d'avoir lieu durant cette phase dite de transition, et en dépit de leur faible représentativité, non seulement ils se posent sans cesse la question de la réactivation du CG sous une forme ou une autre, mais ils s'assurent surtout de maintenir une continuité institutionnelle à minima entre les uns et les autres. De ce fait, au moins du point de vue institutionnel, la création de la Deuxième Internationale en 1889 n'en est pas une : il s'agit plutôt de l'officialisation de l'existence d'un réseau polycentrique entre partis qui partagent un socle commun. Dans cette Internationale, les congrès demeurent certes durant onze ans le seul cadre perçu comme étant institutionnel, mais leur suffisance est mise sous pression par les trois options systémiques qui se concurrencent, que nous pourrions qualifier suivant la sociologie des organisations²⁴ : une fédération décentralisée (où manque toute autorité régulatrice permanente), une fédération coopérative (où une autorité centrale existe avec un pouvoir de simple coordination, sans contrainte), et une fédération hiérarchique (où l'autorité centrale dispose de pouvoirs directifs et de moyens de sanction). Surtout, la définition que donnent les socialistes eux-mêmes du concept de centralisation est ambivalente : ils ont tendance en effet à distinguer une « centralisation sociologique » et une « centralisation politique »²⁵. La première

²¹ *The Glasgow Herald*, 14 janvier 1893, p. 9.

²² VOLDERS, « L'Internationale socialiste », art. cit., p. 1.

²³ *Arbeiter-Zeitung*, 17 mars 1893, p. 5.

²⁴ Voir Jean-Jacques LAFFONT, Jean TIROLE, *A Theory of Incentives in Procurement and Regulation*, Londres, MIT Press, 1993 ; James G. MARCH, Herbert A. SIMON, *Organizations*, New York, Wiley & Sons, 1958 ; Michael ZÜRN, « Global Governance and Legitimacy Problems », *Government and Opposition*, vol. 39, n° 2, 2004, p. 260-287 ; Elinor OSTROM, « Beyond Markets and States: Polycentric Governance of Complex Economic Systems », *American Economic Review*, n° 100, 2010, p. 641-672.

²⁵ *Le Parti ouvrier*, 24 mars 1893, p. 1-2.

se réfère à la concentration des forces ouvrières dans des organisations communes, dotées d'instances de coordination lâche et s'apparentant donc au modèle de fédération coopérative. La seconde désigne la concentration de pouvoirs directifs aux mains des institutions, s'apparentant donc au modèle de fédération hiérarchique qu'était l'AIT. Cependant, dès lors que les internationalistes songent avant tout à une meilleure centralisation sociologique, les poussées vers une centralisation politique s'avèrent récurrentes. Madeleine Rebérioux s'interrogeait ainsi à propos du Secrétariat typographique international de 1893-1914 :

« Internationalisme et centralisation : un couple en ascension ? [...] Comment en serait-il autrement dès lors qu'un pouvoir d'intervention plus centralisé apparaissait nécessaire au développement du mouvement ?²⁶ »

Au vu de ces éléments, il paraît d'autant plus difficile de saisir le rôle du BSI. Créé en 1900 au congrès international de Paris et installé à la Maison du peuple de Bruxelles, il se compose de deux délégués de chaque nationalité affiliée qui se réunissent annuellement la plupart du temps, parfois semestriellement. L'administration courante est confiée à un Comité exécutif (CE) composé de la seule délégation belge : Éduard Anseele est trésorier, Émile Vandervelde préside les réunions. Enfin, un secrétaire international s'occupe du travail quotidien de liaison entre centre et périphéries : Victor Serwy de 1900 à 1904, Camille Huysmans de 1905 à 1918. Cet organigramme lui-même évolue au fil des années, dès lors que le BSI se dote de commissions. La première historiographie de l'Internationale a eu tendance à émettre des jugements manichéens sur le Bureau. À une extrémité positive, nous avons l'optimisme de Lewis Lorwin :

« Au moyen d'appels, de circulaires, de correspondances et de meetings publics, le Bureau donnait aux socialistes de tous les pays des directives politiques communes, et développait un état d'esprit qui allait faire de la II^e Internationale ce que ses créateurs avaient voulu faire : un guide et un arbitre pour le mouvement socialiste et ouvrier du monde entier dans les questions économiques et sociales²⁷ ».

À une extrémité négative, le pessimisme de Milorad Drachkovitch :

²⁶ Madeleine REBÉRIOUX, « Naissance du secrétariat typographique international », in *Pour que vive l'histoire. Écrits*, Paris, Belin, 2017, p. 196.

²⁷ Lewis L. LORWIN, *Labor and Internationalism*, Londres, George Allen & Unwin Ltd, p. 69.

« Il était paradoxal d'attendre du BSI qu'il jouât un rôle efficace, dans l'évolution de la situation internationale alors qu'il n'avait jamais pu parvenir à unir les Partis socialistes d'Angleterre, de Russie et de Bulgarie²⁸ ».

Paul Sweezy²⁹ et George D. H. Cole³⁰ émettent cependant des avis plus équidistants, en dépit de présupposés méthodologiques étroits : ils soulignent l'autorité morale qu'a pu recouvrer le BSI dans diverses situations et dans le développement des contacts par-delà les frontières, et mettent l'accent plus sur l'importance des tentatives que sur l'ampleur de l'échec. La complexité de l'objet que constitue le BSI a été bien mise en avant par Georges Haupt et Jolyon Howorth, qui écrivent que l'étudier présuppose d'interroger

« les systèmes de relations établies sur le plan international entre les divers partis nationaux, les faisceaux des liaisons, les limites de la collaboration, les conflits, les initiatives et les résistances, la portée des décisions, les erreurs d'analyse et de dégager les attitudes fondamentales envers l'Internationale et l'internationalisme³¹ ».

En effet, face à toute tentation réductionniste, s'il y a bien un terme qui reflète les vicissitudes traversées par le BSI tout au long de sa vie, il semble être celui de contradiction. Contradiction d'abord entre sa nature administrative et politique, préfigurant un affrontement entre des délégués nationaux qui penchent plutôt pour l'une ou pour l'autre. Le BSI paraît subir en ce sens les effets des deux dynamiques concurrentes qui ont mené à sa création, entre ceux qui espéraient essentiellement dépersonnaliser l'organisation des congrès afin de les rendre encore plus à même de servir la *demonstration culture*, et ceux qui souhaitaient améliorer avant tout la coordination de l'action internationaliste pour la rendre plus conséquente et palpable. Contradiction ensuite dans le type d'internationalisme qui se négocie au sein de l'institution : par sa structure et sa logique de composition, une opposition se manifeste très vite entre un groupe de délégués qui raisonnent « inter-nationalement » (d'après le concept introduit par Callahan³²), reproduisant à petite échelle les dynamiques des congrès, et un autre groupe qui pense transnational, afin de pousser le BSI à dépasser les équilibres pour porter l'intérêt de

²⁸ Milorad M. DRACHKOVITCH, *De Karl Marx à Léon Blum : la crise de la social-démocratie*, Genève, Droz, 1954, p. 148.

²⁹ Paul M. SWEETZY, *Socialism*, New York, McGraw Hill, 1949, p. 165-167

³⁰ Voir George D. H. COLE, *The Second International, 1889-1914*, Londres, Macmillan, 1956, t. III, vol. 1, p. 45.

³¹ Georges HAUPT, Jolyon HOWORTH, « Édouard Vaillant, délégué au Bureau socialiste international : correspondance avec le Secrétariat international (1900-1915) », *Annali della Fondazione Giangiacomo Feltrinelli*, 1976, p. 219-220.

³² Kevin J. CALLAHAN, « "Performing Inter-Nationalism" in Stuttgart in 1907: French and German Socialist Nationalism and the Political Culture of an International Socialist Congress », *International Review of Social History*, n° 45, 2000, p. 51-87.

l'Internationale en tant que telle au lieu d'un bricolage au rabais d'intérêts nationaux. Une tension transversale émerge également, en tant que sous-produit de la précédente, entre le BSI comme organe collégial intermittent et le CE en tant qu'organe restreint permanent. En effet, le rôle joué par les Belges apparaît lui-même tout à fait paradoxal : si les membres du CE cumulent une double casquette, en tant que délégués nationaux et en même temps garants de l'institution transnationale, le secrétaire est certes le seul à n'avoir qu'un mandat transnational, mais les considérations nationales qui se font jour au sommet du BSI peuvent avoir des retombées sensibles sur son activisme. Contradiction, enfin, dans le degré d'intégration des politiques impulsées par l'institution : si elle crée pour compléter la « dimension symbolique et messianique³³ » des congrès, par souci d'un pragmatisme d'autant plus au service de la *demonstration culture*, elle est en même temps soumise à toute une série de règles non écrites qui limitent sensiblement ses marges de manœuvre en cas de blocages aux échelons nationaux. Mais si le postulat de l'autonomie nationale est théoriquement insurmontable, le secrétaire peut faire preuve de créativité pour réussir à mettre en mouvement tous les partis. De même, des domaines s'avèrent plus prometteurs que les autres : tandis qu'en 1900 l'Internationale trouve encore son sens premier dans la lutte pour les Huit Heures, c'est dans le combat pour la paix et dans la promotion de l'unité socialiste que le BSI finit par se montrer le plus performant et à s'autonomiser partiellement des droits de veto dont les partis continuent de disposer.

Un Bureau qui tend à s'autonomiser ?

Dans la riche historiographie de l'Internationale, le BSI est qualifié alternativement de trois adjectifs principaux : « organe exécutif³⁴ », « organe de coordination³⁵ », « organe de direction³⁶ ». L'objectif de notre thèse est de démontrer qu'ils sont tous pertinents à la fois, mais seulement dans une perspective évolutive et en fonction des différents domaines de son action, en nous inspirant de l'exigence méthodologique de Haupt de « connaître de manière précise [...] le rôle du BSI, ses compétences, la portée de ses initiatives, les limites de son influence, la nature, l'esprit et l'orientation de ses préoccupations et de son activité [...] en nous

³³ Elisa MARCOBELLI, *Solidarité en crise ? : les socialistes français, allemands et italiens face aux crises internationales au temps de la II^e Internationale (1889-1915)*, Thèse de Doctorat sous la direction de Christophe PROCHASSON et Oliver JANZ, Paris/Berlin, EHESS/ Freie Universität, 2015, p. 91.

³⁴ Georges HAUT, *La Deuxième Internationale 1889-1914. Étude critique des sources. Essai bibliographique*, Paris/La Haye, Mouton & Co., 1964, p. 48-61.

³⁵ Annie KRIEGER, « La II^e Internationale (1889-1914) », in Jacques DROZ, *Histoire générale du socialisme, vol. 2 : De 1875 à 1918*, Paris, PUF, 1983, p. 553-584.

³⁶ Jean-Numa DUCANGE, *Jules Guesde. L'anti-Jaurès ?*, Paris, Armand Colin, 2017, p. 149-174.

introduisant dans le mécanisme intérieur qui les déclencha et les mit en œuvre³⁷ ». Certes, comme le souligne Jousse, en 1914, l'institutionnalisation de l'Internationale paraît encore inachevée justement parce qu'« elle n'a pas résolu les deux questions qui la fragilisent depuis l'origine : celle des critères d'adhésion et celle de son autorité régulatrice³⁸ ». Mais le fait que le rôle exact du BSI ne soit toujours pas défini à la veille de la guerre mondiale ne signifie pas qu'il n'y ait pas eu de progression depuis sa création. Au contraire, l'institution est tellement sujette au changement qu'il est plus que problématique de fixer de manière univoque sa nature tout le long de sa période d'activité, puisque ses pouvoirs s'élargissent progressivement et ses champs de compétence s'avèrent être élastiques. Cette progression est certes lente, mais elle est sensible, et se configure en tant que reflet des rapports de force nationaux et transnationaux. L'expression de Haupt est restée célèbre : le BSI n'était à ses débuts qu'une « boîte à lettres³⁹ ». En réalité, cette idée avait été exprimée déjà en 1920 par Harry W. Laidler, qui en parlait aussi comme étant « rien de plus qu'une boîte à lettres et une adresse postale, un simple moyen de communication, sans pouvoir et sans réelle influence⁴⁰ ». Mais s'il est vrai que les pouvoirs du BSI sont très limités à sa naissance, la thèse d'une boîte postale n'est vraie qu'à moitié, en ce qu'elle a tendance à attribuer rétrospectivement à Huysmans tout le mérite d'avoir fait du BSI un organisme vivant, et à occulter le rôle joué par Serwy dans l'activation laborieuse et conflictuelle de toute la machine. Ainsi, il convient de nuancer aussi ce qu'en dit Gilles Candar, à savoir que les « échanges croisés de journaux complétés par quelques correspondances épisodiques constituent au moins jusqu'en 1905 la réalité concrète du socialisme international⁴¹ ». D'autre part, il ne fait aucun doute que le BSI n'ait jamais évolué en une institution directive *stricto sensu*. Même à son apogée, il reste soumis aux règles non écrites qui avaient façonné l'Internationale depuis la période dite de transition.

Dès lors, il nous semble pertinent d'étudier le fonctionnement du BSI au prisme de la centralisation progressive de ses compétences, afin de démontrer dans quelle mesure parvient-il à s'autonomiser des contraintes nationales pour produire une action transnationale. Aborder le BSI sous cet angle permettra de vérifier si son évolution peut être considérée comme une redéfinition du principe même d'internationalisme faible qui était effectivement à la base du compromis institutionnel de la fondation de l'Internationale. Plus spécifiquement, il s'agit de

³⁷ Georges HAUPT, *Bureau Socialiste International, vol. 1 : 1900-1907. Comptes rendus des réunions. Manifestes et circulaires*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1969, p. 16-17.

³⁸ JOUSSE, « Le socialisme sans frontière... », art. cit., p. 81.

³⁹ HAUPT, *La Deuxième Internationale 1889-1914...*, op. cit., p. 51.

⁴⁰ Harry W. LAIDLER, *Socialism in Thought and Action*, New York, Macmillan, 1920, p. 483.

⁴¹ Gilles CANDAR, *Édouard Vaillant. L'invention de la gauche*, Paris, Armand Colin, 2018, p. 83-123

comprendre quelles marges de manœuvre détenait le BSI pour rendre l'internationalisme palpable et moralement contraignant à l'heure où, au contraire, l'exacerbation des nationalismes en Europe provoquait des réticences chez les partis socialistes à transférer des prérogatives politiques hors de leurs frontières.

L'enjeu est donc de comprendre quels facteurs expliquent la transformation du BSI d'un simple outil de liaison à un organe qui ne cesse d'élargir ses sphères d'action et d'obtenir des clarifications de procédure pour faire face au droit de veto informel dont disposent les partis nationaux, afin de les mettre en mouvement malgré leurs réticences. En ce sens, nous démontrerons que le BSI s'apparente davantage au modèle adaptatif et synergique d'organisation intégrative (ou organisation organique) conceptualisé par Tom Burns et George Stalker⁴². Dans leur *Management of Innovation* (1961), ils mettent en avant cinq critères qui distinguent les organisations intégratives des organisations organiques : une flexibilité des structures qui leur permet d'être plus réactives face aux changements ; une hiérarchie souple qui emploie des canaux de communication transversaux, à la fois formels et informels, pour faire circuler l'information plus rapidement ; des rôles évolutifs pour permettre une coopération inter-fonctionnelle ; une culture de l'apprentissage continu pour s'adapter aux situations incertaines ou complexes ; un processus de prise de décision qui mêle verticalité et horizontalité pour conjuguer efficacité et respect des particularismes des composantes.

Une histoire politique transnationale de l'institution centrale

Il peut paraître paradoxal de proposer une histoire politique de l'institution centrale de la Deuxième Internationale à l'heure du *transnational turn*, où l'accent est mis de plus en plus sur l'« internationalisme par le bas⁴³ » conceptualisé par Marcel van der Linden. Jousse a souligné que « l'internationalisme se construit dans la continuité des représentations et des réseaux, et non par la rupture des institutions », ainsi que « sur un espace discontinu, en n'épousant pas systématiquement les frontières politiques ; en tissant des espaces de transition, de migrations et de métissages »⁴⁴. Il en conclut que « plus que d'Internationale, il faudrait donc parler d'internationalisme, davantage défini par les échanges d'hommes et d'idées, par l'adaptation à des contextes mouvants de principes communs, qui sont moins des dogmes que des règles

⁴² Voir Tom BURNS, George STALKER, *The Management of Innovation*, Londres, Tavistock, 1961.

⁴³ Marcel VAN DER LINDEN, *Workers of the World: Essays toward a Global Labor History*, Leyde/Boston, Brill, 2008, p. 159.

⁴⁴ JOUSSE, « Le socialisme sans frontière... », art. cit., p. 94.

discursives permettant à des groupes très différents de participer aux mêmes débats⁴⁵ ». Cependant, à notre sens une histoire transnationale par le bas et une histoire institutionnelle par le haut ne rentrent pas en contradiction. Elles sont même tout à fait complémentaires pour saisir les mécanismes *top down* et *bottom up* qui façonnent les possibilités de développement de l'institution justement au-delà du circuit restreint entre BSI et partis affiliés. Les transferts, circulations et réseaux majoritairement informels qui se placent à la base même de l'Internationale ne sont pas *ispo facto* centrifuges : il est en ce sens fondamental de saisir comment la création du BSI enclenche justement en parallèle des dynamiques centripètes, dans lesquelles les yeux se rivent souvent vers Bruxelles pour proposer, soutenir et concrétiser, des projets multiformes entrepris par le bas. De manière générale, suivant les analyses de Michael Zürn⁴⁶ et Pierre-Yves Saunier⁴⁷, les institutions dont se dotent les mouvements transnationaux assument un rôle structurant, offrant un cadre propice au déploiement des interactions en termes de ressources matérielles et symboliques. En ce sens, étant donné que les institutions peuvent contribuer à construire l'internationalité, il serait impossible de comprendre l'ampleur prise par la campagne de soutien à la Révolution russe de 1905 sans se pencher sur le rôle moteur du secrétariat du BSI, ou encore d'étudier les sociabilités informelles qui se nouent en marges des cadres formels de l'institution que sont ses réunions. En retour, adopter le point de vue de l'institution permet de comprendre la manière dont s'opère une standardisation des pratiques politiques par-delà les frontières et aux échelons inférieurs. En effet, si déjà le BSI ne peut rien imposer aux partis, il s'efforce néanmoins d'imaginer en quoi consiste une mobilisation transnationale en termes de formes et temporalités, et comment conjuguer impulsion d'en haut et organisation d'en bas pour légitimer ses prises d'initiative. Dans cette même optique qui vise à conjuguer approches verticales et horizontales, il nous a paru nécessaire de ne pas nous contenter de sélectionner une poignée de cas nationaux au prisme desquels vérifier la portée des transferts entre centres et périphéries. Conformément à l'aspiration œcuménique à laquelle prétendait le BSI lui-même, nous nous sommes efforcés d'inclure dans notre étude la majeure partie des organisations nationales qui ont pu dialoguer avec lui, aussi pour démontrer que si effectivement le sort de l'Internationale s'est jouée autour de la qualité des rapports entre une poignée de Grands (Français, Allemands, Autrichiens, Britanniques et Belges), l'activité de son

⁴⁵ *Idem.*

⁴⁶ Voir Michael ZÜRN, *A Theory of Global Governance : Authority, Legitimacy, and Contestation*, Oxford, Oxford University Press, 2018.

⁴⁷ Pierre-Yves SAUNIER, *Transnational History*, Londres, Red Globe Press, 2013.

organe permanent ne s'est pas limitée à « un rôle de trait d'union⁴⁸ » et à négocier des compromis au rabais avec ceux-ci. D'autre part, cet élargissement de la focale permet de donner un aperçu de la manière dont les acteurs nationaux ont pu dialoguer (et souvent polémiquer) entre eux au sujet de l'institution, sans forcément passer par elle : il s'agit de comprendre quels points de vue et coalitions transnationales ont pu se former pour appuyer, court-circuiter ou faire avorter l'agenda fixée par le BSI. Enfin, cela contribue à démontrer comment ce sont précisément des organisations de moindre importance qui font reposer sur le BSI les espoirs d'une meilleure intégration aux réseaux internationalistes, et comment celui-ci en retour n'est pas tout à fait à l'aise avec une décentralisation de son regard.

Un autre paradoxe apparent est celui d'écrire une histoire politique du BSI qui ne soit pas en même temps une énième histoire politique de la Deuxième Internationale, dont déjà Haupt constatait l'épuisement des perspectives à défaut de changements d'approche, et qui a pu faire émettre des constats pessimistes à la fois à Marcel van der Linden⁴⁹, Jürgen Kocka⁵⁰ et Patrizia Dogliani⁵¹. Toutefois, comme l'a souligné Callahan⁵², les recherches sur l'internationalisme socialiste de la Belle époque connaissent depuis une décennie un regain d'effervescence au prisme d'approches renouvelées, allant de l'histoire culturelle à l'histoire sociale, en passant par l'histoire des pratiques de solidarité. En ce sens, les travaux d'Elisa Marcobelli⁵³, Pierre Alayrac⁵⁴, Sebastian Schickl⁵⁵, Horst Lademacher⁵⁶ ou encore Nicolas Delalande⁵⁷ constituent des matériaux de premier choix pour remettre en cause la thèse de George D. H. Cole selon laquelle l'Internationale « malgré son importance fut seulement une fédération de groupements nationaux, ayant des possibilités réduites pour réaliser l'unité de ses éléments constitutifs », et

⁴⁸ Georges HAUPT, *Camille Huysmans, secrétaire de la II^{ème} Internationale*, Anvers, Fondation Camille Huysmans, 1971, p. 28.

⁴⁹ Voir Marcel VAN DER LINDEN (dir.), « The End of Labour History? », *International Review of Social History*, n° 38, 1993.

⁵⁰ Voir Jürgen KOCKA, « Losses, Gains and Opportunities: Social History Today », *Journal of Social History*, vol. 37, n° 1, 2003, p. 21-28.

⁵¹ Voir Patrizia DOGLIANI, « Socialisme et international », *Cahiers Jaurès*, n° 191, 2009, p. 12.

⁵² Voir Kevin J. CALLAHAN, « A Decade of Research on the Second International: New Insights and Methods », *Moving the Social*, n° 63, 2020, p. 185-199.

⁵³ Voir Elisa MARCOBELLI, *L'internationalisme à l'épreuve des crises : La II^e internationale et les socialistes français, allemands et italiens (1889-1915)*, Nancy, Arbre bleu, 2019.

⁵⁴ Voir Pierre ALAYRAC, *L'Internationale au milieu du gué. De l'Internationale socialiste au congrès de Londres, 1896*, Rennes, PUR, 2018.

⁵⁵ Voir Sebastian D. SCHICKL, *Universalismus und Partikularismus: Erfahrungsraum, Erwartungshorizont und Territorialdebatten in der diskursiven Praxis der II. Internationale 1889-1917*, St. Ingbert, Röhrig Universitätsverlag, 2012.

⁵⁶ Voir Horst LADEMACHER, *Die Illusion vom Frieden: Die Zweite Internationale wider den Krieg, 1889-1919*, Münster/New York, Waxmann, 2018.

⁵⁷ Voir Nicolas DELALANDE, *La Lutte et l'Entraide. L'âge des solidarités ouvrières*, Paris, Seuil, 2019

que le mouvement socialiste suivit « une ligne essentiellement nationale »⁵⁸. Quant au socialisme au sens large, l'approche globale semble d'ailleurs avoir définitivement remplacé l'approche comparatiste dès lors qu'on examine la différence entre une *Histoire générale du socialisme* dirigée par Jacques Droz et une *Histoire globale des socialismes* dirigée par Razmig Keucheyan, Jean-Numa Ducange et Stéphanie Roza⁵⁹, ou encore un *Internationalisms: A Twentieth Century History* dirigé par Glenda Sluga et Patricia Clavin⁶⁰. Or, un sujet reste néanmoins systématiquement esquivé, à savoir l'« examen plus approfondi du fonctionnement interne du Bureau socialiste international »⁶¹ que réclamait Callahan en 2020. Brauntal pointait en 1954 que déjà l'Internationale en elle-même n'est pas un corps à part entière flottant au-dessus du mouvement transnational, et que son pouvoir, son influence et sa trajectoire dépendent de ceux du mouvement. Mais il en arrivait à la conclusion que s'il y avait bien une histoire de l'Internationale, elle était essentiellement celle du développement de son idéologie et de sa politique reflétée dans les débats et résolutions du congrès, en tant que jonction entre la base et le sommet⁶². Dans sa *Geschichte der Internationale*, en 1961, cette même considération constituait déjà une prémisse : « L'histoire de l'Internationale est l'histoire du processus intellectuel qui représente la cristallisation de la pensée socialiste sur le plan de la doctrine et de la politique des partis socialistes »⁶³. Giuliano Procacci avait souligné pourtant trois ans plus tôt que de nombreuses « histoires-congrès » de la Deuxième Internationale l'abordaient sous un angle d'approche éminemment institutionnel sans pour autant s'attaquer à l'histoire de l'institution elle-même⁶⁴, envisageant par-là l'hypothèse d'une histoire à part entière d'un corps qui en réalité tend à s'autonomiser de ses composantes. Comme l'a relevé justement David Bidussa, c'est Haupt qui a accepté en premier le défi de s'émanciper de cette « histoire très institutionnelle, mais qui en arrivait paradoxalement à évincer l'histoire de l'institution elle-même »⁶⁵. Haupt en effet posait la question fondamentale de savoir s'il devait

⁵⁸ COLE, *The Second International...*, op. cit., p. XIV-XV.

⁵⁹ Voir Razmig KEUCHEYAN, Jean-Numa DUCANGE, Stéphanie ROZA, *Histoire globale des socialismes, XIX^e-XXI^e siècle*, Paris, PUF, 2021.

⁶⁰ Voir Glenda SLUGA, Patricia CALVIN (dir.), *Internationalisms: A Twentieth Century History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017.

⁶¹ CALLAHAN, « A Decade of Research... », art. cit., p. 199.

⁶² Voir Julius BRAUNTHAL, *The Historical Significance of the Socialist International: Lecture at the Indian Council of the World Affairs*, Delhi, 30 novembre 1954, p. 5.

⁶³ Julius BRAUNTHAL, *Geschichte der Internationale*, Hanovre, Dietz, t. I, 1961, p. 13.

⁶⁴ Giuliano PROCACCI, « Studi sulla Seconda Internazionale e sulla socialdemocrazia tedesca », *Annali della Fondazione Giangiacomo Feltrinelli*, 1958, p. 105-146.

⁶⁵ David BIDUSSA, « Les archives du Bureau socialiste international. Les enjeux d'un inventaire », *Cahiers Jaurès*, n° 203, p. 63-67.

s'agir d'« histoire de l'Internationale socialiste ou histoire internationale du socialisme ?⁶⁶ ». Si sa thèse avait été dès lors consacrée à cette histoire de l'Internationale en tant qu'institution du mouvement, à rebours de ce qui était déjà « le point de vue traditionnel⁶⁷ », ses travaux qui ont suivi spécifiquement sur le BSI rentraient dans le cadre d'un projet de grande ampleur conjuguant édition critique des sources et histoire politique de l'institution. En effet, il pointait déjà dans sa thèse la nécessité d'une étude à part entière sur le BSI pour comprendre quel rôle et quelle influence avait-il eu dans le mouvement, dans quelle mesure ses actes étaient-ils issus d'une politique concertée entre délégués nationaux ou bien de l'activisme du CE et du secrétariat, et dans quelle mesure les résultats obtenus étaient-ils conditionnés par « l'activité ou l'immobilisme de chaque membre de cette petite équipe de dirigeants délégués du BSI⁶⁸ ». De nos jours, même les Internationales informelles sont devenues à raison un terrain d'étude à part entière au prisme d'histoires politiques transnationales, qu'elles soient libérale⁶⁹ ou contre-révolutionnaire⁷⁰. Mais si ces travaux connaissent une orientation centripète, en ce qu'ils renouent les fils des mouvements transnationaux pour comprendre leurs possibilités de convergence en manque d'institutions formelles, les études sur l'internationalisme socialiste assument souvent une tendance centrifuge, en dissociant le mouvement de ses propres institutions pour vérifier précisément comment il se développe sans ou malgré elles.

Interrompu abruptement en 1978, le projet de Haupt n'a pas été repris depuis lors en dépit du regain de vitalité connu par l'historiographie de l'Internationale. Par conséquent, au sein de celle-ci, les analyses sur le BSI n'ont pas connu d'évolution sensible depuis les observations pionnières émises par Haupt alors même qu'il était encore en train de réunir laborieusement toute la documentation pertinente. Sa contribution à l'histoire de l'Internationale et de l'internationalisme a été incommensurable d'une multitude de points de vue⁷¹, tant qu'il constitue encore une référence incontournable pour comprendre la crise de l'Internationale à l'approche de la guerre mondiale⁷², les rapports entre le secrétariat du BSI avec Lénine⁷³ et

⁶⁶ HAUPT, *La Deuxième Internationale 1889-1914...*, op. cit., p. 62.

⁶⁷ *Ibidem*, p. 63.

⁶⁸ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 58.

⁶⁹ Voir Maurizio ISABELLA, *Risorgimento in Exile: Italian Emigres and the Liberal International in the Post-Napoleonic Era*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

⁷⁰ Voir Alexandre DUPONT, *Une internationale blanche : Histoire d'une mobilisation royaliste entre France et Espagne dans les années 1870*, Paris, Editions de la Sorbonne, 2020.

⁷¹ Voir Jean-Numa DUCANGE, Marion FONTAINE (dir.), « Georges Haupt, l'Internationale pour méthode », *Cahiers Jaurès*, n° 203, p. 5-136.

⁷² Voir Georges HAUPT, *Le congrès manqué. L'Internationale à la veille de la Première Guerre mondiale*, Paris, Maspero, 1965.

⁷³ Voir Georges HAUPT, « Correspondance entre Lénine et Camille Huysmans, 1905-1914 », *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. 3, n° 4, 1962, p. 582-665 ; vol. 4, n° 1-2, 1963, p. 56-116.

Vaillant⁷⁴, les approches internationalistes aux questions nationales⁷⁵ et coloniales⁷⁶. Cependant, ses conclusions générales sur le BSI, qui n'ont pas changé dans leurs contours généraux entre sa thèse et ses travaux plus tardifs, méritent d'être nuancées et approfondies. *Primo*, le refus catégorique de certains partis de se conformer aux recommandations du BSI et les résultats à demi-teinte des initiatives du CE et du secrétariat prouvent effectivement que « le BSI n'était ni un guide ni un arbitre du mouvement international⁷⁷ », mais cela dépend de ses phases évolutives et des dossiers qu'il se trouve à devoir traiter. Il en va de même à l'égard de ce qu'écrit Callahan, à savoir que « le facteur décisif qui a déterminé l'étendue de l'activité du BSI a été l'apport des sections nationales de l'Internationale⁷⁸ » : cela tend à reléguer au second plan le dynamisme avec lequel les secrétaires ont tenté de s'insérer dans les rapports de force inter-nationaux. *Secundo*, il est vrai que le BSI a « fait communiquer en permanence la périphérie du système avec un de ses centres moteurs⁷⁹ », mais cela ne commence pas tout à fait en 1905 comme le prétend Haupt, et ce n'est que de manière asymétrique qu'il réussit à faire profiter aux jeunes mouvements de l'appui matériel et politique des grands partis. *Tertio*, le BSI tente certes d'impulser « des actions à l'échelle mondiale, menées en commun autour d'un thème majeur » qui « n'ont pas eu pour seul but la propagande » et qui « ne sont plus, d'autre part, de simples prises de position »⁸⁰, mais il y a une différence entre rhétorique de l'action et action effective. Si effectivement le recours compulsif aux manifestes comme forme principale d'expression connaît une baisse quantitative depuis 1907, elle n'est ni tout à fait due à une meilleure assurance en termes de légitimité, comme le prétend Callahan⁸¹, car nous verrons que déjà les manifestes d'avant-1907 sont publiés souvent au bout de luttes intenses ; ni à un renoncement à une pratique essentiellement déclaratoire, comme le suggère Haupt, car nous verrons que celle-ci reste le *modus operandi* privilégié du BSI jusqu'en 1914, à part quelques rares exceptions, précisément en ce qu'elle n'engage à rien à part une autorité morale. *Quarto*, enfin, le BSI n'a pas été la seule « autorité morale suprême du socialisme international⁸² », car il se juxtapose plus à l'autorité des grands partis qu'il ne la surplombe.

⁷⁴ Voir HAUPT, HOWORTH, « Edouard Vaillant... », art. cit.

⁷⁵ Voir Georges HAUPT, Michael LÖWY, Claudie WEILL, *Les Marxistes et la question nationale, 1848-1914*, Paris, Maspero, 1974.

⁷⁶ Voir Georges HAUPT, Madeleine REBÉRIOUX (dir.), *La Deuxième Internationale et l'Orient*, Paris, Cujas, 1967.

⁷⁷ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 58.

⁷⁸ CALLAHAN, *Demonstration Culture...*, op. cit., p. 197.

⁷⁹ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 58.

⁸⁰ *Idem*.

⁸¹ Voir CALLAHAN, *Demonstration Culture...*, op. cit., p. 196-201.

⁸² HAUPT, *La Deuxième Internationale 1889-1914...*, op. cit., p. 59.

Manquant de cette histoire du BSI, les travaux sur l'Internationale, même lorsqu'ils ne reproduisent pas certains lieux communs hérités des analyses préliminaires de Haupt, ont tendance à accorder à l'institution un rôle accessoire dans le développement du mouvement. Le BSI apparaît ici et là entre 1900 et 1914, de manière discontinue et occasionnelle, pour pointer une fois sa force soudaine, une fois sa faiblesse patente. Les épisodes les plus récurrents sont sans doute les démonstrations transnationales qu'il organise en 1906 en soutien à la Révolution russe et en 1911-1912 contre la guerre, et, au-dessus de tous, sa dernière réunion plénière de juillet 1914. Mais en l'absence d'un aperçu global sur la vie de l'institution elle-même, il est peu aisé de comprendre comment puisse-t-elle passer d'un semblant de puissance en 1912 à, sinon un échec, au moins à une impasse en 1914. À notre sens, Marcobelli a introduit un prisme fondamental en étudiant les solidarités transnationales comme étant un parcours d'« apprentissage des temporalités des crises⁸³ ». Mais si elle suggère que le BSI suit lui aussi cette *learning curve*⁸⁴, une histoire des mécanismes institutionnels permet de démontrer que s'il y a certes un apprentissage, il conjugue améliorations procédurières et improvisation dynamique, souvent au gré de circonstances tout à fait fortuites. De même, il est réducteur de négliger le BSI d'avant 1905 au prétexte qu'il n'aurait guère été plus qu'une boîte postale. Les discussions qui s'y tiennent dans cette phase donnent déjà une quantité impressionnante d'informations sur la manière dont les partis perçoivent la nature même d'une mobilisation transnationale, et c'est bien avant 1905 que se façonne un principe resté depuis lors la principale épine dans le pied du secrétariat, à savoir la primauté des partis directement concernés par une affaire. S'il nous semble que cette tendance à ne considérer le BSI qu'à partir de 1905 est due au différentiel d'admiration porté par Haupt à l'égard de Serwy et de Huysmans (il dit même que « l'histoire de l'Internationale socialiste a été [...] inséparable de la personne de son secrétaire⁸⁵ »), il est d'autant plus important de réexhumer tout particulièrement l'activité du premier secrétaire, qui demeure encore de nos jours un illustre inconnu en dépit de son travail pionnier. Plus globalement, pour faire « une histoire des institutions dans leur vie quotidienne⁸⁶ », selon l'expression de Bidussa, l'histoire du BSI en tant qu'institution ne peut que prendre en compte des dynamiques à la fois impersonnelles et personnelles. Impersonnelles, d'une part, dans une logique *bottom up*, puisque les partis nationaux qui lui délèguent des compétences visent précisément à objectiver les dynamiques d'impulsion de

⁸³ MARCOBELLI, *Solidarité en crise ?...*, op. cit., p. 46.

⁸⁴ *Ibidem*, p. 91.

⁸⁵ HAUPT, *Camille Huysmans...*, op. cit., p. 25.

⁸⁶ BIDUSSA, « Les archives du Bureau socialiste international... », art. cit., p. 63-67.

l'action transnationale. Personnelles, d'autre part, dans une logique *top down*, puisque comme Haupt l'avait déjà entrevu, les succès et les échecs du BSI semblent liés à double tour aux personnalités qui ont animé son secrétariat. Étant les seuls dont le mandat n'est pas de représenter un parti national, Serwy et Huysmans sont aussi ceux qui s'efforcent le plus de penser transnational plutôt qu'inter-national. C'est avant tout de leur dynamisme, de la manière dont ils parviennent à surmonter les équilibrismes en jonglant entre des conceptions asymétriques de l'internationalisme et des « transferts déloyaux » du national au transnational, de l'informel au formel, que dépend le degré d'intégration de la politique proposée par le BSI. En outre, si déjà le BSI se configure comme l'*upper circle* de l'Internationale, ses délégués nationaux ne participent pas au même degré aux activités et aux processus décisionnels, et parfois même gardent une hostilité principielle vis-à-vis de l'institution dont ils sont pourtant membres. La vitalité du BSI dépend donc aussi du degré d'implication, et des soutiens et oppositions dont il fait l'objet en son sein au sujet de ses propres attributions, par des délégués qui expriment certes les positions de leurs partis, mais qui sont aussi souvent mus par des préoccupations tout à fait propres, qu'elles soient de bonne ou de mauvaise foi à l'égard de l'institution. Faire fi de ce carrefour entre personnel et impersonnel ne permettrait pas de rendre compte de deux aspects fondamentaux. D'une part, de l'histoire intérieure : comment la machine administrative et politique fonctionne-t-elle au quotidien, une fois que les délégués du BSI aient regagné chacun leur propre pays. D'autre part, de l'histoire ultérieure : comment est-il possible que le secrétariat du BSI survive à l'Internationale elle-même durant la Première Guerre mondiale.

Un retour aux sources du BSI pour pallier dispersion et recours asymétrique

En dépit des guides bibliographiques, répertoires et inventaires publiés par Haupt sur le mouvement socialiste international, la parution d'un seul volume – sur les quatre projetés – pour l'édition critique des documents du BSI a constitué jusqu'à nos jours un frein à la recherche historiographique. Si Haupt reconnaissait dans sa thèse qu'il s'agissait de « sources pratiquement inconnues⁸⁷ », il est aisé de constater qu'elles ne sont que très peu mobilisées encore de nos jours. Et ce, d'autant plus que, même au-delà des sources que l'on peut qualifier d'officielles (comptes rendus de réunions, circulaires, manifestes, rapports d'activité et bulletins), la volumineuse documentation du BSI se trouve dispersée à cause de vicissitudes

⁸⁷ HAUPT, *La Deuxième Internationale 1889-1914...*, op. cit., p. 60.

aussi bien politiques qu'historiographiques. Une partie des archives du secrétariat a suivi Huysmans dans ses pérégrinations durant la Première Guerre mondiale, de La Haye à Stockholm jusqu'à Londres. Dans l'entre-deux-guerres, il les a transférés encore de Bruxelles à Uccle, puis à Anvers en 1923. Mais lorsque le secrétariat de l'Internationale ouvrière socialiste (IOS) est rentré en fonction, les documents se sont à nouveau éparpillés entre Bruxelles, Londres et Zurich. Seul Albert van Laar a pu consulter ces documents dans l'entre-deux-guerres, en 1937. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, la partie récupérée par Friedrich Adler a été confiée à Braunthal, qui en a fait don en 1951 à l'*Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis* (IISG) d'Amsterdam : ces *Second International Archives* ont été numérisées en 2016 sous la direction d'Atie van der Horst. Cependant, la partie conservée par Huysmans a d'abord été mise sous scellé à la Bibliothèque municipale d'Anvers : l'ancien secrétaire n'a accordé l'accès qu'à Haupt en 1958, par souci à la fois de discrétion et de loyauté à l'égard de son organisation⁸⁸. Ensuite, Haupt a gardé une partie de la documentation qui lui avait été confiée, et depuis son décès en 1978, ce n'est qu'en 2015 que la Fondation Maison des Sciences de l'Homme (FMSH) de Paris l'a mis à disposition du public (*Archives du secrétariat du Bureau Socialiste International* dans le *Fonds Georges Haupt*), achevant par la même occasion en 2018 un travail de numérisation et de valorisation sous la direction de Julien Pomart, Landry Riche et Guillaume Martin, en partenariat avec le programme EUROSOC-Normandie. Quant à la partie conservée par Huysmans, celui-ci en a fait don progressivement à l'Archief en Museum voor het Vlaams Cultuurleven (AMVC) d'Anvers entre 1957 et 1964, et les copies microfilms des documents datant de 1914-1920 réalisées par Haupt en 1967 ont été versées par l'EHESS à l'IISG en 1979 : elles constituent les *Bureau Socialiste International Archives*. Enfin, les fonds conservés à l'AMVC ont été versés en 2009 à l'AMSAB-Instituut voor Sociale Geschiedenis (AMSAB-ISG) de Gand, qui a achevé le travail de numérisation en 2020 sous la direction de Gert van Overstraeten et en partenariat avec la *Stichting Wetenschappelijk Onderzoek Camille Huysmans* (*International Socialist Bureau* dans l'*Archief Camille Huysmans*)⁸⁹.

Notamment après la disparition de Haupt, cette dispersion documentaire a engendré une asymétrie dans le recours aux sources du BSI par les historiens. Les sources officielles éditées par Haupt pour la période de 1900-1907⁹⁰ ont pu être aisément mobilisées, même si sous le

⁸⁸ Voir HAUPT, *Camille Huysmans...*, op. cit., p. 26.

⁸⁹ Voir Gert VAN OVERSTRAETEN, *The Camille Huysmans Papers (1871-1968)*, Gand, AMSAB-ISG, 2021.

⁹⁰ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit.

prisme évoqué plus haut d'une concentration excessive autour de 1905-1907. Quant à la période 1911-1914, c'est déjà Haupt lui-même qui a mobilisé l'essentiel des documents officiels pour son *Congrès manqué*, et depuis lors ils ont pu être repris par l'historiographie. Cependant, les sources officielles de la période entre le congrès de Stuttgart et la crise d'Agadir ont été beaucoup moins exploitées. Il en va de même pour celles sur l'activité du secrétariat durant la Première Guerre mondiale, à l'exception notable d'historiens flamandophones et néerlandophones⁹¹, et d'historiens des mouvements ouvriers scandinaves⁹², mais qui se sont concentrés avant tout sur la période 1917-1918. Ainsi, les vicissitudes de Huysmans et de son nouveau Comité exécutif néerlandais entre 1914 et 1916 sont quasiment méconnues. Si déjà ce traitement par à-coups s'avère problématique pour suivre l'histoire de l'institution au fil de son existence, le débat sur l'hypothèse d'institutionnalisation qui a traversé l'Internationale durant la période dite de transition (1877-1889), puis celui sur l'éventualité de centralisation qui l'a traversé au fil de ses cinq premiers congrès dits ordinaires (1889-1900), a été largement négligé. De ce fait, il nous a paru indispensable de ne pas nous contenter de traiter du BSI qu'entre les dates conventionnelles de 1900-1914, mais de vérifier d'abord quelles conditions l'ont rendu possible dès le lendemain de la dislocation de l'AIT, et enfin quel rôle son secrétariat a tenté de se recouper à l'heure où la guerre mondiale produit des fractures multiscalaires au sein de l'Internationale.

Pour compléter les sources et les faire dialoguer, il nous a semblé important de ne pas nous borner à une étude des documents officiels édités ou répertoriés par Haupt. Ceux-ci constituent effectivement des « sources d'information, mais aussi documents directifs dont les implications étaient considérables » et « offrent l'avantage de ne pas séparer le mouvement national de l'international »⁹³ : ils permettent d'évaluer, en fonction de leur contenu, leur temporalité et leurs signataires, l'état des rapports de force ainsi que les dispositions prises au cas par cas pour assurer la liaison ou l'appel à l'action. Cependant, les quatre fonds d'archives mentionnés ci-dessus offrent une quantité impressionnante de matériaux divers pour saisir les logiques du « travail quotidien, obscur, mais infiniment plus varié⁹⁴ », qui était du ressort du secrétariat. Il s'agit non seulement de lettres et télégrammes reçus et expédiés, mais aussi des outillages employés par les secrétaires eux-mêmes pour assurer un suivi efficace à l'ensemble des

⁹¹ Voir Wim GELDORF, *Stockholm 1917. Camille Huysmans in de Schaduw van de Titanen*, Anvers, Uitgeverij Contact, 1996.

⁹² Voir Jean-Pierre MOUSSON-LESTANG, *Le parti social-démocrate suédois et la politique étrangère de la Suède 1914-1918*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1988, p. 223.

⁹³ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 17.

⁹⁴ HAUPT, *La Deuxième Internationale 1889-1914...*, *op. cit.*, p. 60.

dossiers. Nous avons eu recours également aux journaux et revues, socialistes et non, pour vérifier les réceptions accordées aux initiatives prises à Bruxelles, ainsi que les remontrances qui ont pu s'exprimer publiquement à l'égard du BSI avant même que dans les cadres institutionnels prévus à cet effet. Les mémoires et les anthologies de correspondances des grandes figures de l'Internationale nous ont permis d'approfondir la dimension intime de l'histoire institutionnelle, outre que de vérifier comment des coalitions transnationales se forment parfois elles aussi en dehors des cadres institutionnels, à l'égard du rôle que l'on compte accorder au BSI. Enfin, il n'a pas été possible, bien sûr, de faire fi de la documentation issue des congrès nationaux et surtout internationaux (comptes rendus, rapports d'activité, projets de résolutions, rapports explicatifs, etc). Ils permettent de comprendre quels projets sont mis en avant publiquement à propos du BSI au fil de son existence, sous quelles motivations, comment s'opère la sélection entre les différentes options et, surtout, comment l'institutionnalisation de l'Internationale et la délégation de compétences à son organe central sont conçues différemment aux échelons nationaux.

Développement de l'étude

Notre première partie est dédiée aux conditions d'émergence du BSI entre 1877 et 1900 dans un milieu internationaliste qui, tout en se considérant comme orphelin de l'AIT, se refuse de revenir au même organigramme que celle-ci. Nous verrons que l'hypothèse du retour à une centralisation institutionnelle ne cesse d'agiter tant les congrès qui sont organisés jusqu'en 1889, alors même que l'Internationale se prétend informelle, tant ceux qui se tiennent après 1889, lorsque la réactivation de l'Internationale est officielle mais que celle-ci continue de se configurer comme une fédération décentralisée.

Notre deuxième partie tente de comprendre pourquoi le BSI a pu être qualifié de boîte postale au cours du secrétariat de Victor Serwy, entre 1900 et 1904. Nous verrons que l'*institution-building* est particulièrement rapide sous l'impulsion des socialistes belges, mais que l'organisme peine à routiniser ses activités du fait de divergences quant à sa place dans le fonctionnement de l'Internationale, et particulièrement vis-à-vis de son rôle d'impulsion de mobilisations transnationales.

Notre troisième partie aborde le tournant que connaît l'institution centrale entre la nomination de Camille Huysmans au poste de secrétaire début 1905 et la consécration du rôle moteur du BSI dans la lutte pour la paix au congrès de Stuttgart de 1907. Il s'agira de vérifier

quelles innovations apporte Huysmans pour réviser le mode de fonctionnement du BSI, ainsi que dans quelles conditions celui-ci réussit à lancer des actions transnationales d'ampleur en soutien à la Révolution russe, tout en parvenant à obtenir une première clarification de son mandat en cas de menace de guerre.

Notre quatrième partie suit le BSI de son apogée après 1907 à la dislocation de l'Internationale en 1914. Il s'agira de vérifier, d'une part, dans quelle mesure cette phase de maturité institutionnelle continue d'être ponctuée de revirements et improvisations pour s'adapter aux nouveaux défis qui se posent au sein même du mouvement ouvrier et socialiste au-delà de la lutte pour la paix ; d'autre part, comment cette dernière finit par rythmer la vie tout entière du BSI, alors même que celui-ci ne détient finalement que peu de marges de manœuvre pour mettre en mouvement une Internationale de partis autonomes.

Notre cinquième et dernière partie se penche sur la situation institutionnelle paradoxale de 1914-1918 : un secrétariat du BSI qui continue de fonctionner malgré la dislocation de l'Internationale. Il s'agira plus particulièrement de comprendre les difficultés éprouvées par Huysmans dans la préservation de l'institution face aux dynamiques centrifuges d'un mouvement socialiste qui fragmenté, et comment la Révolution russe de février 1917 a laissé entrevoir pendant un court laps de temps l'espoir de retrouvailles générales de l'Internationale sous l'égide du secrétaire du BSI lui-même.

Partie I. Le dilemme d'une institution centrale pour une fédération décentralisée, 1877-1900

1. Les congrès comme seul horizon ? (1877-1896)

La dislocation de l'AIT provoque plus une reconfiguration de l'internationalisme formel que la cessation d'existence de l'ensemble de ses mécanismes, car s'il manque désormais une institution centrale permanente, des congrès internationaux continuent d'être organisés. Pour autant, suffisent-ils pour affirmer qu'une Internationale officielle est encore opérante ? Une tension entre forme et perception traverse ses héritiers au moins jusqu'en 1889, lorsque la majeure partie du mouvement socialiste reconnaît définitivement une structure qui n'avait pas arrêté de fonctionner depuis 1877 : une fédération décentralisée. Si ce modèle parvient à se maintenir dans ses contours généraux jusqu'en 1896, il est néanmoins systématiquement mis sous pression par la permanence de débats sur l'hypothèse d'un nouvel organe central, qui connaissent parfois déjà des expérimentations pratiques.

A. Une tension entre forme et perception : la reconnaissance d'une Internationale seulement dans les faits face à une institutionnalisation à minima

L'un des éléments qui distinguent l'Internationale de 1889 des Internationales informelles, existe sous les mêmes contours déjà depuis 1877, c'est-à-dire le maintien d'un lien de continuité entre des congrès réguliers dont le caractère formel est assuré par les procédures de formulation de l'ordre du jour, de vérification des mandats et de vote. Pour autant, le fait qu'une institutionnalisation transnationale perdure à minima ne signifie pas que les acteurs nationaux soient prêts à lui accorder une légitimation officielle, puisque la perception d'y « faire institution » est faible et à géométrie variable. Face aux craintes de répression et de retour à la centralisation politique, le mode de déploiement des liens transnationaux est repensé, en accordant à la pratique informelle de l'internationalisme une place prédominante. Ceux qui, nostalgiques de l'AIT, n'acceptent pas que l'Internationale formelle soit releguée à un statut résiduel, voire facultatif, tentent alors de maintenir au moins une centralisation virtuelle pour garantir une continuité institutionnelle entre congrès. Un tournant s'opère entre 1883 et 1888 au prisme d'une approche pragmatique : il est reconnu que, si des conditions préalables doivent

être remplies avant d'admettre officiellement l'existence d'une fédération transnationale et de procéder à son éventuelle centralisation, l'AIT est bel et bien en train d'être reconstituée sous une forme nouvelle à travers les congrès.

a) Un internationalisme polycentrique face aux craintes de répression et de centralisation politique

Depuis que l'AIT est « morte paisiblement⁹⁵ », les organisations ouvrières et socialistes sont traversées par deux tendances contradictoires : d'une part, la volonté de défendre leur autonomie et se préserver des répressions ; d'autre part, le besoin de maintenir des solidarités internationalistes qui demeurent leur marque de fabrique. L'*Appel à la classe ouvrière* émis à la conférence de Philadelphie de 1876 adhère à la primauté que Marx et Engels conféraient désormais à la structuration des organisations au plan national en tant que condition *sine qua non* d'une éventuelle relance de l'Internationale :

« Donnons à nos camarades travailleurs d'Europe quelque temps pour renforcer leurs organisations nationales et bientôt ils seront assez forts pour renverser les barrières qu'on a élevées entre eux et les ouvriers des autres parties du monde⁹⁶ ».

Les statuts, règlements et résolutions de l'AIT perdent toute force de loi, et surtout cesse de fonctionner son organe central, le Conseil général (CG). Face à cette disparition des structures transnationales que le mouvement avait connues depuis 1864, le fait que déjà à partir de 1877 les congrès internationaux reprennent ne suffit pas, aux yeux d'une majorité, pour que l'on puisse parler d'une Internationale formelle. Dans une logique du tout ou rien, ce concept est associé à l'organigramme de l'AIT dans son entièreté. Ce n'est que progressivement, au fur et à mesure que les congrès continuent de se tenir sans pour autant déboucher sur aucune centralisation politique, que l'on commence à concevoir qu'Internationale formelle ne rime pas forcément avec fédération hiérarchique. En attendant, le rétablissement de l'AIT demeure certes génériquement le « *desideratum* de tous les programmes ouvriers⁹⁷ », et les socialistes ont beau se répéter que « les frontières n'existent plus entre le prolétariat⁹⁸ » : ce n'est pas pour autant

⁹⁵ Chushichi TSUZUKI, *H. M. Hyndman and British Socialism*, Oxford, Oxford University Press, 1961, p. 112.

⁹⁶ Cité in LONGUET, « Le mouvement socialiste international », art. cit., p. 15.

⁹⁷ César DE PAEPE, « Le Congrès international de Londres », *Le Peuple*, 5 novembre 1888, p. 1.

⁹⁸ *Septième Congrès national du Parti ouvrier tenu à Roubaix*, Paris, Oriol, 1884, p. 6.

qu'ils sont disposés à revenir, du point de vue institutionnel, au *statu quo ante* 1876. Si parfois ils ne le peuvent pas, c'est surtout aussi qu'ils ne le veulent pas.

D'une part, après la Commune de Paris et l'adoption de la « propagande par les faits » par les anarchistes, l'arsenal répressif déployé par les autorités publiques réduit drastiquement les possibilités d'appartenir officiellement à une association transnationale. En France, l'affiliation à l'AIT est criminalisée par la loi Dufaure de 1872, qui cesse d'être appliquée lors de l'amnistie des communards de 1880, mais sans être abrogée. En Allemagne, le *Sozialistengesetz* de 1878 interdit les associations sociales-démocrates et, par-là, leurs connexions transnationales formelles ; et bien qu'il soit abrogé en 1890, il faut attendre jusqu'au *Gesetz betreffend das Vereinswesen* (dit *Lex Hohenlohe*) de 1899 pour que soit levé le *Verbindungsverbot*. En Cisleithanie, des suspensions temporaires et locales des droits civils peuvent être décrétées sur la base de la loi du 5 mai 1869, en application de l'article 20 du *Staatsgrundgesetze* de 1867 : à Vienne et en Basse-Autriche notamment, l'état d'urgence dure de janvier 1884 à juin 1891. Ailleurs en Europe, même lorsqu'une vaste législation d'exception n'est pas promulguée, règne un climat de paranoïa vis-à-vis de la propagation d'idées révolutionnaires : des dispositifs de coopération policière sont mis en place, des ordonnances répressives sont adoptées ponctuellement, et la liberté d'association, qui jouit de faibles garanties légales, se voit souvent entravée dans les faits.

D'autre part, comme le souligne Benoît Malon, « la grande question du centralisme et du fédéralisme [...] n'a pas encore cessé d'armer des combattants dans tous les champs clos de la politique moderne⁹⁹ ». En effet, le souvenir des diatribes qui avaient secoué l'AIT est très vif au lendemain de sa dissolution, et deux conceptions s'opposent quant à son éventuelle relance. Il n'y a au départ qu'une poignée de nostalgiques, pour la plupart des vétérans de l'Association, qui jugent leurs organisations comme tributaires de celle-ci, et songent donc à « la reconstituer dans sa forme initiale, seul modèle possible à leurs yeux¹⁰⁰ ». Ils sont issus principalement de pays de taille moyenne où règne un climat de libéralisme politique, comme Herman Greulich, Conrad Conzett et Johann Philipp Becker en Suisse, César de Paepe, Edmond van Beveren et Edouard Anseele en Belgique. Ils sont rejoints par les marxistes espagnols, dont Pablo Iglesias qui « a toujours présent en tête le schéma de la vieille organisation, gage selon lui de progrès¹⁰¹

⁹⁹ Benoît MALON, « Le Socialisme contemporain », *L'Intransigeant*, 20 novembre 1883, p. 2.

¹⁰⁰ Georges HAUT, Jeannine VERDÈS, « De la 1^{re} à la 2^e Internationale. Les actes des congrès internationaux, 1877-1888 : répertoire », *Le Mouvement Social*, n° 51, 1965, p. 114.

¹⁰¹ Jean-Louis GUERENA, « Les socialistes espagnols et la fondation de la Deuxième Internationale », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 16, 1989, p. 17.

», et britanniques, dont surtout Ernest Belfort Bax – un « général sans soldats¹⁰² » qui anticipe des thématiques chères aux bolcheviks¹⁰³ –, mais aussi parfois Henry Mayers Hyndman – « querelleur incorrigible¹⁰⁴ » d’après Engels, « apôtre du culte du chat sauteur¹⁰⁵ » selon John Burns, les faveurs qu’il accorde à la reconstitution de l’AIT et à son éventuelle centralisation changent essentiellement en fonction de ses humeurs –. Figurent aussi parmi les nostalgiques les exilés blanquistes, qui après la chute de la Commune s’étaient soudainement retrouvés en position de force au CG : le concevant « comme un centre d’impulsion et non comme un simple bureau de liaison¹⁰⁶ », ils avaient tenté de le transformer en un « organe de conspiration insurrectionnelle¹⁰⁷ », censé coordonner l’établissement de dictatures révolutionnaires. Ils avaient donc très mal vécu le fait que le congrès de La Haye, après avoir effectivement étendu les pouvoirs du CG, le leur confisque en décidant de le transférer de Londres à New York. Edouard Vaillant notamment regrettait ce choix en ce qu’il « signifiait la liquidation imminente de toute autorité effective, pratique, du Conseil général, dont le précédent renforcement statutaire demeurerait purement sur papier et dépourvu de toute substance¹⁰⁸ ». Face à ce camp hétéroclite de nostalgiques, se placent en chefs de file des réalistes les sociaux-démocrates allemands et autrichiens ainsi que les guesdistes : issus de grands pays en proie à la répression, ils ne ratent pas une occasion pour relever les complications à la fois tactiques et législatives qui se cachent derrière le mot d’ordre naïf de reconstitution de l’AIT, et accordent la priorité à « la nécessité d’implantation dans des cadres nationaux¹⁰⁹ ». S’ils acceptent en principe de réunir à nouveau des assises, c’est seulement pour « entrer en contact, échanger leurs vues, se raconter leurs expériences, s’apporter un soutien moral¹¹⁰ », mais sans que cela ne présuppose des obligations mutuelles issues d’une reconnaissance intempestive que le fait même de tenir des congrès implique bel et bien qu’une association transnationale formelle existe encore à minima. En ce sens, d’ailleurs, ils n’hésitent pas à se targuer du soutien de Marx et Engels. Le premier notamment écrit en 1881 :

¹⁰² Stanley PIERSON, « Ernest Belfort Bax: 1854-1926. The Encounter of Marxism and Late Victorian Culture », *Journal of British Studies*, vol. 12, n° 1, 1972, p. 39.

¹⁰³ Voir Seamus FLAHERTY, *H. M. Hyndman, E. B. Bax, and the Reception of Karl Marx's Thought in Late-Nineteenth Century Britain, c.1881-1893*, Thèse de Doctorat, Londres, Queen Mary University, 2017, p. 188.

¹⁰⁴ *Marx & Engels Collected Works*, Londres, Lawrence & Wishart, 2010, vol. 48, p. 417 (Lettre de F. Engels à F. A. Sorge, 7 décembre 1889).

¹⁰⁵ John BURNS, « The Paris International (Possibilist) Congress », *The Labour Elector*, 3 août 1889, p. 73-75.

¹⁰⁶ Maurice DOMMANGET, *Edouard Vaillant, un grand socialiste*, Paris, Table Ronde, 1956, p. 54.

¹⁰⁷ VALIANI, « Dalla prima alla seconda Internazionale... », art. cit., p. 181.

¹⁰⁸ *Idem*.

¹⁰⁹ HAUPT, VERDÈS, « De la 1^{re} à la 2^e Internationale... », art. cit., p. 117.

¹¹⁰ Yuri M. STEKLOV, *History of The First International*, Londres, Martin Lawrence Ltd, 1928.

« La situation critique pour une nouvelle association internationale des travailleurs n'est pas encore arrivée ; [...] tous les congrès ouvriers et/ou socialistes, dans la mesure où ils ne s'intéressent pas aux conditions actuelles et concrètes de telle ou telle nation, sont non seulement inutiles, mais nuisibles. Ils se termineront invariablement par une multitude de banalités généralisées et réchauffées¹¹¹ ».

Un élément central du choix attentiste est le bilan négatif qui est tiré, même chez certains nostalgiques, précisément de l'expérience du CG. Les diatribes sur sa composition, ses prérogatives et son mode de fonctionnement avaient fait rage tout au long de son existence, jusqu'à se dramatiser au tournant de 1871-1872 lors de l'affrontement entre centralistes et fédéralistes (dit entre marxistes et anarchistes), qui avait joué un rôle clé dans la crise finale de l'AIT. Les anarchistes s'étaient battus contre le CG avec la même véhémence dont ils avaient déjà fait preuve en 1859 pour abolir le comité permanent de l'Association internationale fondée en 1855 à Londres par des réfugiés français, polonais et allemands avec les chartistes britanniques¹¹², qu'ils avaient réussi à remplacer par un secrétariat central « toujours révocable¹¹³ ». Leur objectif avait donc été de faire en sorte que le CG ne dépasse guère les fonctions d'« un bureau central de correspondance, qui aurait pu seulement transmettre des résolutions [...] aux sections, mais sans avoir d'autorité réelle¹¹⁴ ». Mais même les plus fervents partisans de Marx n'avaient pas manqué d'avis sévères, à l'image de Jules Guesde qui avait signé la circulaire du congrès de Sonvillier du 12 novembre 1871, protestant contre un CG qui « de simple bureau de correspondance entre les sections qu'il devait être, s'était arrogé une autorité que nul ne lui avait consentie et était devenu, en fait, un gouvernement inamovible¹¹⁵ ». Le besoin d'un retour critique se fait alors ressentir durant la période de gestation de la Deuxième Internationale. En effet, alors que déjà le caractère institutionnel des congrès se voit rabaissé, l'hypothèse d'installer un organe central calqué sur le précédent se révèle des plus épineuses. Pendant que les anarchistes répètent qu'« il faut abandonner tout le vieux système de groupements autoritaires, de centralisation, de fédération avec conseil directeur¹¹⁶ », les socialistes dits politiques tentent plutôt de comprendre comment faire en sorte que

¹¹¹ Marx & Engels *Collected Works*, op. cit., vol. 46, p. 67 (Lettre de K. Marx à F. Domela Nieuwenhuis, 22 février 1881).

¹¹² Voir Arthur LEHNING, « The International Association (1855–1859): A contribution to the preliminary history of the First International », *International Review for Social History*, vol. 3, 1938, p. 185-286.

¹¹³ MARFORIO, « Les origines inconnues de l'Internationale », *Le Petit Bleu du matin*, 30 juillet 1896, p. 1.

¹¹⁴ Ernst JÄCKH, « The International », *Justice*, 19 mai 1906, p. 3.

¹¹⁵ Émile POUGET, *Variations guesdistes*, Paris, La Sociale, 1897, p. 6.

¹¹⁶ *La Révolte*, 17 septembre 1887, p. 1.

l'organigramme d'une nouvelle association transnationale puisse assurer une unité d'action sans pour autant empiéter sur l'autonomie tactique de ses composantes. En ce sens, les nombreuses critiques de l'AIT connaissent une même trame de fond : elle s'était « formée par le haut et non par le bas¹¹⁷ », car « les représentants des différentes nationalités qui formaient son Conseil général étaient des exilés et des émigrés, vivant à Londres, sans contact direct avec les organisations ouvrières de leur pays¹¹⁸ », cooptés par « la famille de Karl Marx qui en constituait le noyau¹¹⁹ ». Dans l'imaginaire collectif, le CG est alors associé à un état-major sans armée, qui avait concentré de trop grands pouvoirs de direction ayant rendu son action « autocratique¹²⁰ », alors qu'en même temps il était extrêmement faible aussi bien matériellement – par manque de fonds – que politiquement – par son hétérogénéité idéologique et par la fragilité des sections locales –. Francis de Pressensé explique à propos de l'AIT :

« Sa faiblesse fondamentale tenait à ce qu'elle avait mis la charrue avant les bœufs, à ce qu'elle avait prétendu constituer l'internationalisme avant d'avoir solidement assis le socialisme national. [...] La force résidait au sommet dans le conseil central, investi du coup, par la force même des choses, d'une sorte d'autorité dictatoriale et trouvant hors de lui moins d'appui encore que de résistance¹²¹ ».

Henri van Kol note de son côté que le CG « s'était révélé être un organe trop petit pour une âme trop grande et immortelle¹²² », ayant une ambition disproportionnée face aux capacités réelles et aux forces numériques des révolutionnaires. *L'Avanti!* lui fait écho en relevant que la crise du CG avait déterminé la chute de l'AIT tout entière, car il avait pour tâche de propager verticalement la doctrine et la pratique socialistes auprès de sections locales fragiles : il s'agit alors désormais de faire en sorte, grâce au développement de puissants partis nationaux, que la crise d'un éventuel organe central ne puisse suffire à elle seule à provoquer la dislocation l'Internationale¹²³.

Pendant que les réalistes parviennent à ajourner la reconnaissance officielle de l'existence d'une Internationale formelle, l'autonomisation des organisations nationales les unes des autres ne fait qu'augmenter au fur et à mesure que celles-ci approfondissent leurs structurations

¹¹⁷ VANDERVELDE, « Histoire de la II^e Internationale... », art. cit., p. 17.

¹¹⁸ *De Nieuwe Tijd*, vol. 5, 1900-1901, p. 286.

¹¹⁹ Enrico FERRI, « Une nouvelle œuvre internationale », *La Revue des revues*, vol. 35, n° 4, 1900, p. 236.

¹²⁰ *El Socialista*, 19 octobre 1900, p. 1.

¹²¹ Francis DE PRESSENSÉ, « Le Congrès socialiste international de Londres », *Revue des Deux Mondes*, t. CXXXVII, 1896, p. 158.

¹²² IISG, Archief Van Kol, 54, *Het Haagsche Congres*, s.d., p. 2.

¹²³ *Avanti!*, 30 septembre 1900, p. 1.

respectives. En effet, face aux succès enregistrés nationalement, l'interdépendance transnationale est de plus en plus perçue comme un élément de blocage. Elle est apparentée à un stade infantin du mouvement ouvrier, justifiable seulement par le fait qu'auparavant les différents groupements étaient individuellement trop faibles, et avaient donc besoin de recevoir des directives d'en haut et d'être insérés dans un système de contraintes mutuelles afin de puiser leur force avant tout dans leurs solidarités. Mais depuis la chute de l'AIT, la vulgate qui s'impose est que « bien que les socialistes soient nécessairement des internationalistes, chaque nation doit tenir compte de sa situation économique et de la force de sa classe oppressive¹²⁴ ». Ce qui finit par engendrer un cercle vicieux d'autant plus défavorable au rétablissement de l'AIT telle quelle. Comme le relève Basso, en effet, « puisque le capitalisme se développe dans des climats politiques différents et dans des environnements sociaux différents, les partis ouvriers en subissent l'influence, et leurs différences s'accroissent au lieu de s'atténuer¹²⁵ ». Par conséquent, d'après Haupt, « en présence de mouvements variés, aux programmes discordants, il était difficile, sinon impossible, de faire renaître une organisation réellement internationale¹²⁶ ». De facteur de puissance du mouvement, la perspective internationaliste semble désormais impliquer un potentiel de risque qu'il convient d'approcher avec prudence.

Cependant, durant cette période dite de transition vers la Deuxième Internationale, la menace répressive, le bilan négatif du CG et la primauté des autonomies nationales n'aboutissent guère à un retranchement des organisations derrière leurs frontières respectives. Seulement, la pratique internationaliste devient en large mesure informelle, et les liens transnationaux sont plus mouvants et moins ritualisés, généralisant une dynamique qui était déjà en gestation depuis la crise de l'AIT de 1872. Les unités politiques de base de l'Internationale articulent désormais leurs rapports en un réseau tentaculaire et centrifuge, une « longue chaîne flottante¹²⁷ » qui se configure comme un système adaptatif complexe, puisque ses modalités de déploiement ne sont pas fixées d'avance. Albert Thomas relève à posteriori qu'il s'agit surtout d'un changement d'échelle : ce n'est plus un organisme unique et hiérarchisé qui tente de coordonner et de rationaliser ces échanges, mais des organisations nationales qui reprennent le travail de l'AIT là où elle l'avait laissé¹²⁸. Ainsi, bien que l'insertion des liens transnationaux dans une institution perçue comme telle se trouve mise en suspens, il existe tout de même un sentiment

¹²⁴ Henry M. HYNDMAN, « The Revolution of Today », *To-day*, vol. 2, n° 1, 1884, p. 22.

¹²⁵ Lelio BASSO, « Prefazione » in Georges HAUT, *La II Internazionale*, Florence, Nuova Italia, 1973, p. X.

¹²⁶ HAUT, *La Deuxième Internationale 1889-1914...*, op. cit., p. 22.

¹²⁷ Gilles CANDAR, *Les souvenirs de Charles Bonnier*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2001, p. 193-218.

¹²⁸ Voir Albert THOMAS, « Le Congrès d'Amsterdam », *La Revue socialiste*, t. XL, 1904, p. 257-258.

ininterrompu d'appartenance à un milieu internationaliste qui partage les mêmes valeurs. Ce que Hjalmar Branting qualifie d'« internationalisme de l'esprit¹²⁹ » et Jean Allemande de « communion d'idées et d'intérêts, [...] similitude de souffrances et de revendications¹³⁰ », et qui faisait promettre en 1886 à Anseele que « quoique l'Internationale soit défendue par des lois, [...] nous resterons internationalistes quand même par le cœur¹³¹ ». L'internationalisme perdure donc en tant que caractère intrinsèque du mouvement socialiste de par sa lecture des rapports de classe, et se révèle même particulièrement effervescent. S'il faut relativiser certaines lectures rétrospectives excessivement emballées selon lesquelles « le sentiment de la solidarité internationale demeura plus vivace que jamais¹³² », il est vrai que les espaces transnationaux où se pratique l'internationalisme se réinventent et se multiplient, profitant pleinement de la modernisation des voies de communication. Si les Expositions universelles continuent de jouer un rôle de catalyseur pour renouer les liens transnationaux, les organisations se prouvent mutuellement que, peu importe la poursuite de congrès, elles n'ont pas besoin d'une instance d'intermédiation pour mettre en place des cadres de rencontre, dialogue et collaboration. Par exemple, même si selon le *Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands* (SAP-D) « entre frères il n'est point besoin d'ambassadeurs¹³³ », les congrès nationaux accueillent régulièrement des délégations étrangères venues assister aux travaux, ou du moins leurs messages de sympathie. Des organisations vont jusqu'à professionnaliser l'entretien de relations par-delà les frontières, en installant des instances *ad hoc*, à l'image de l'*International Committee* de la *Social Democratic Federation* (SDF). En dehors de ces cadres institutionnels nationaux, des dispositifs d'entraide matérielle et financière continuent d'être mis en place au besoin, et les meneurs traversent ponctuellement les frontières pour prêter main-forte lors de tournées de propagande à l'étranger. Même les voyages de plaisir se transforment parfois en séjours d'études et occasions d'échange en dehors de tout mandat établi. Et si les circulations physiques des grandes figures sont très nombreuses, celles de leurs idées le sont tout autant. Par les traductions d'ouvrages et programmes, la diffusion de journaux et revues, les chroniques de correspondants depuis l'étranger, les organisations ne cessent de s'étudier d'un pays à l'autre, oscillant entre critique et désir d'émulation, ce qui détermine souvent la transnationalisation de

¹²⁹ Hjalmar BRANTING, *Report of the Social Democratic and Trade Union movement in Sweden delivered to the International Socialist and Workmens Congress in Paris 1900*, Stockholm, Workmen Printing Establishment, 1900, p. 16.

¹³⁰ Jean ALLEMANE, « Le Congrès international », *Le Prolétariat*, 4 septembre 1886, p. 1.

¹³¹ *Le Prolétariat*, 28 août 1886, p. 2.

¹³² *Le Parti ouvrier*, 1^{er} mars 1895, p. 1.

¹³³ *Septième Congrès national du Parti ouvrier...*, *op. cit.*, p. 5.

débats nationaux. Ainsi, Jean Volders relève en 1886 que « les liens sont noués, des relations s'établissent chaque jour, les mêmes questions sont étudiées et mises à l'ordre du jour dans les organisations ouvrières de tous les pays¹³⁴ ». Cet internationalisme polycentrique est considéré par Hyndman et Engels comme une étape obligée, mais pas négativement : s'il montre que l'Internationale continue d'exister dans les faits avant même que dans la forme, il permet aussi de clarifier quelles dynamiques rendront possible, à l'avenir, une association transnationale tout à fait formelle mais sensiblement différente de l'AIT en termes de structure et d'objectifs, et non moins opérante pour autant. Le premier écrit en 1881 :

« Le socialiste d'Allemagne, le communiste de France, le nihiliste de Russie, chacun se retire d'abord dans sa mansarde solitaire ; mais tous se connaissent bientôt, suggèrent des idées d'action commune et se tiennent mutuellement informés des progrès réalisés dans chaque pays vers le but commun. Ainsi s'est reformée une organisation internationale plus redoutable¹³⁵ ».

Le second lui fait écho l'année suivante, en écrivant à Becker :

« L'Internationale *existe* toujours. Dans la mesure où elle peut être efficace, elle assure la liaison entre les ouvriers révolutionnaires de tous les pays. Chaque journal socialiste est un centre international [...], les fils se croisent dans toutes les directions et je ne vois pas vraiment comment, à l'heure actuelle, le groupement de ces petits centres autour d'un grand centre principal pourrait donner plus de force au mouvement ; il ne conduirait probablement qu'à des frictions plus grandes. Mais quand viendra le moment de concentrer nos forces, ce sera pour cette raison même l'œuvre d'un instant, et il n'y aura pas besoin de longs préparatifs. Les noms des pionniers d'un pays sont connus dans tous les autres et un manifeste signé et approuvé par tous aurait un impact énorme, tout autre chose que les noms largement inconnus de l'ancien Conseil général. Mais c'est précisément pour cela qu'il faut garder un tel manifeste pour le moment où il pourra vraiment faire mouche [...], et alors le moment sera venu d'un grand manifeste et de la création d'une Internationale *officielle*, formelle, qui ne pourra cependant plus être une association de propagande, mais simplement une association d'action. C'est pourquoi nous sommes fermement d'avis qu'une arme aussi magnifique ne doit pas être émoussée ni épointée pendant les jours relativement paisibles qui précèdent la révolution¹³⁶ ».

¹³⁴ VOLDERS, « L'Internationale », art. cit., p. 1.

¹³⁵ Henry M. HYNDMAN, « Dawn of a Revolutionary Epoch », *Nineteenth Century*, n° 1, 1881, p. 1-18.

¹³⁶ *Marx & Engels Collected Works*, op. cit., vol. 46, p. 197-198 (Lettre de F. Engels à J. P. Becker, 10 février 1882).

b) Le temps des nostalgies : la quête de continuité institutionnelle par une centralisation virtuelle

L'internationalisme polycentrique est certes foisonnant, mais un sentiment d'orphelinat vis-à-vis de l'AIT se diffuse dès sa dislocation. L'avis d'Eleanor Marx comme quoi « les relations continues entre les prolétaires de tous les pays – un des fruits de l'Association internationale – ont montré qu'il n'existe plus de nécessité d'une organisation formelle¹³⁷ », chante faux par rapport au besoin manifesté par plusieurs de ses camarades de réinstitutionnaliser les liens transnationaux. Si Ferdinand Hardijns, conseiller municipal de Gand et secrétaire de l'*International Federation of Textile Workers' Association* (IFTWA), regrette encore en 1897 l'inconsistance de cette phase où « l'internationalisme existe théoriquement et reste dans les tendances, dans les aspirations socialistes ; mais en fait, il n'y a ni entente, ni politique internationale¹³⁸ », dix ans plus tôt Bax déclarait déjà que l'autonomie nationale était contraire à l'objectif suprême du socialisme :

« Il n'y a aucune possibilité d'établir définitivement le socialisme où que ce soit sans un mouvement simultané du prolétariat de l'ensemble du monde civilisé. [...] Actuellement, bien que, pour des raisons évidentes, chaque nationalité doive élaborer son propre mouvement socialiste plus ou moins indépendamment, tous les socialistes reconnaissent que cette indépendance n'est que provisoire¹³⁹ ».

Les nostalgiques prennent alors très tôt des initiatives, qui se configurent comme une quête de continuité institutionnelle à l'égard de l'AIT, visant à réactiver autant que possible son même mode de fonctionnement, et finalement à faire comme si elle ne s'était pas définitivement disloquée. Comme le relèvent Haupt et Verdès, « lors de toutes ces tentatives pour faire revivre l'Internationale, les vieux thèmes prédominent, le poids et l'héritage de la Première Internationale paraissent prépondérants¹⁴⁰ ». En effet, les étapes sont brûlées et la perspective de rétablissement d'un organe central est posée immédiatement, comme un automatisme. Aux yeux des nostalgiques, l'Internationale formelle ne peut être ni résiduelle ni optionnelle, mais présuppose aussi bien des congrès que des structures centrales. Bien que les contours de la centralisation souhaitée demeurent plutôt flous, et que ses partisans soient très peu coordonnés, cette insistance produit des résultats ambivalents. D'une part, l'habitude de se réunir en congrès

¹³⁷ Eleanor MARX, « Karl Marx », *Progress*, n° 5, 1883, p. 288-294.

¹³⁸ Ferdinand HARDIJNS, « Une Politique Internationale », *Le Peuple*, 1^{er} février 1897, p. 1.

¹³⁹ Ernest B. BAX, « Will Socialism Benefit English People? », *The Commonweal*, vol. 3, n° 74, 1887, p. 185.

¹⁴⁰ HAUPT, VERDÈS, « De la 1^{re} à la 2^e Internationale... », art. cit., p. 117.

internationaux parvient à être maintenue : tout en manquant d'une perception unanime en tant qu'institution, par-là même une Internationale formelle continue néanmoins d'exister à minima. Et bien qu'entre 1877 et 1881 ne se rassemble qu'une poignée de délégués d'un nombre restreint de pays, la stabilisation des liens de continuité entre les congrès est garantie par le fait même que les nostalgiques parviennent à légitimer leurs initiatives derrière l'autorité morale des instances centrales qu'ils mettent en place, ne serait-ce que virtuellement, et au nom desquelles ils s'expriment. D'autre part, toutefois, la perspective de réactivation de l'AIT fait ressurgir les vieilles querelles de 1871-1872 en même temps qu'elle révèle qu'il n'est désormais plus envisageable de faire fi des nouvelles données que sont les législations prohibitives et l'autonomisation des organisations nationales. Ceux qui sont déjà réticents à reconnaître prématurément qu'une Internationale formelle existe encore, regardent avec d'autant plus de méfiance au fait que celle-ci puisse finir par reproduire un organigramme tant critiqué, ce qui oblige donc les nostalgiques à revoir à la baisse leurs espoirs.

Une première initiative d'envergure est entreprise par De Paepe aux assises de l'Internationale anti-autoritaire (IAA) d'octobre 1876 à Berne, où il convainc de convoquer un congrès international pour réconcilier tous les courants héritiers de l'AIT et « en voir sortir, sous la forme de *pacte de solidarité*, une nouvelle organisation universelle, semblable (quoique plus grandiose encore) à ce qu'était l'Association internationale des Travailleurs¹⁴¹ ». Mais lorsque ce congrès se réunit, les 9-14 septembre 1877 à Gand, il est vite acté « qu'un pacte de solidarité, qui implique nécessairement identité dans les principes généraux et dans le choix des moyens, ne peut être conclu entre des tendances qui ont des principes et des moyens différents¹⁴² ». L'absence d'entente de fond entre anarchistes et socialistes politiques limite sensiblement, par conséquent, la portée des décisions sur les questions de forme. Les positions étaient diamétralement opposées déjà en amont. La Fédération jurassienne d'abord¹⁴³, à son congrès de Saint-Imier d'août 1877, et l'IAA ensuite, à son congrès de Verviers début septembre 1877, avaient rejeté « le besoin de créer un nouveau bureau spécial¹⁴⁴ », et proposaient que le bureau fédéral de l'IAA assure directement toute éventuelle nouvelle liaison transnationale entre anarchistes et socialistes politiques. Ces derniers, refusant de se placer sous la tutelle d'un organe contrôlé par les anarchistes, s'étaient réunis séparément à Gand en marge des séances

¹⁴¹ *La Revue socialiste*, t. 57, 1913, p. 394 (Lettre de C. de Paepe à B. Malon, 11 octobre 1877).

¹⁴² *Bulletin de la Fédération Jurassienne*, 30 septembre 1877, p. 8.

¹⁴³ Voir *Bulletin de la Fédération Jurassienne*, 12 août 1877, p. 3.

¹⁴⁴ *Bulletin de la Fédération Jurassienne*, 23 septembre 1877, p. 4.

plénières¹⁴⁵ pour conclure « un pacte spécial¹⁴⁶ », qui non seulement pointait le devoir de se soutenir moralement et matériellement dans tous leurs efforts, mais envisageait aussi une institution centrale :

« Un Bureau fédéral sera créé, dont le siège sera établi à Gand jusqu'au prochain congrès, et qui sera également chargé de convoquer le prochain congrès et d'en effectuer les travaux préparatoires correspondants. Toutes les organisations qui ont adhéré ou adhéreront au pacte actuel sont priées d'envoyer régulièrement leurs journaux et autres publications au Bureau fédéral¹⁴⁷ ».

Une décision moquée par les anarchistes, qui soulignent que ce « groupement nouveau, [...] n'est pas une association, car [...] n'a pas de statuts¹⁴⁸ » – ce qu'ils perçoivent comme paradoxal pour des socialistes qualifiés d'autoritaires et bureaucratiques –. C'est donc dans ce climat schismatique que le congrès discute l'hypothèse d'une institution centrale commune aux deux fractions. Si un compromis est finalement trouvé, il est issu d'un jeu de faux-semblants s'articulant sur un principe de dépolitisation et sur une « forme la plus vague possible¹⁴⁹ ». L'on décide en effet d'installer un bureau qui devrait s'occuper seulement de correspondance et de statistique, et qui ne remplacerait ni le bureau fédéral de l'IAA, ni celui que les socialistes politiques venaient d'acter. Cristallisant la scission du mouvement plutôt que constituer un cadre propice à son dépassement, la portée de l'institution est éminemment symbolique. De Paepe a beau déclarer au congrès que « la statistique est justement un terrain neutre sur lequel [les fractions] peuvent se rencontrer¹⁵⁰ », il explique plus tard à Malon qu'en réalité il n'en est rien :

« En nommant ce bureau on pouvait être sûr d'avance qu'en tant que *statistiques* il n'aurait été (du moins pendant longtemps) que lettre morte ; seulement, comme *bureau de correspondance*, il était une sorte de symbole qui, vis-à-vis de la bourgeoisie, signifiait que, malgré les divergences d'idées et de méthode, les socialistes de toutes les fractions n'en étaient pas moins un tout, uni par ce centre de correspondance. [...] Ce bureau, je le répète, n'a pas la moindre autorité ; il n'est qu'un centre de correspondance *facultatif* et dont la majorité des organisations se passera ; il n'est [...] qu'un *symbole*, qu'une sorte de drapeau. Je ne redoute donc aucunement son action¹⁵¹ ».

¹⁴⁵ Participent notamment H. Greulich, Hales, Coenen, P. Robin, De Wit, L. Bertrand, D. Brismée, Stems, L. Frankel, De Paepe, M. Barry, A. Bert et W. Liebknicht.

¹⁴⁶ *Bulletin de la Fédération Jurassienne*, 30 septembre 1877, p. 8.

¹⁴⁷ *Vorwärts*, 19 octobre 1877, p. 3.

¹⁴⁸ *Bulletin de la Fédération Jurassienne*, 30 septembre 1877, p. 8.

¹⁴⁹ VALIANI, « Dalla prima alla seconda Internazionale... », art. cit., p. 192.

¹⁵⁰ *Bulletin de la Fédération Jurassienne*, 30 septembre 1877, p. 9.

¹⁵¹ *La Revue socialiste*, t. 57, 1913, p. 400-402 (Lettre de C. de Paepe à B. Malon, 11 octobre 1877).

Du côté anarchiste, James Guillaume, qui porte en haute estime la statistique ouvrière¹⁵², s'érige en porte-parole du compromis en fournissant des arguments similaires à ceux de De Paepe :

« Maintenant que deux organisations sont en présence, chacune avec son bureau particulier, aucune des deux ne peut avoir la prétention d'ériger ce bureau spécial en un centre général de correspondance. Il y a donc lieu, si un lien quelconque doit exister entre ces deux organisations, de créer à cet effet un bureau [...], de maintenir un lien, si faible soit-il, entre ces groupes qui n'ont pu arriver à s'entendre. Le bureau en question [...] n'aura pas une grande valeur pratique ; son activité sera probablement nulle ; mais ce sera, aux yeux de la bourgeoisie hostile, comme un signe extérieur de l'unité du socialisme, comparable à notre drapeau rouge qui, malgré nos divisions, n'en reste pas moins notre emblème à tous¹⁵³ ».

Guillaume semble conscient que la réunion privée des socialistes politiques n'est pas anodine, en ce qu'elle « constitue néanmoins à l'état de parti spécial les diverses organisations dont le programme est analogue à celui des socialistes d'Allemagne¹⁵⁴ ». Il voit donc dans le bureau commun la possibilité de donner un nouveau souffle à l'IAA déjà moribonde, tout en sortant de l'isolement dans lequel lui-même se trouvait en son sein face aux plus radicaux¹⁵⁵. De Paepe fait d'ailleurs une fleur à Guillaume en proposant que le bureau commun siège à Verviers et qu'il soit géré par les camarades locaux¹⁵⁶. Adoptée à l'unanimité, cette décision est des plus risquées pour les socialistes politiques, puisque le dernier congrès de l'IAA, tenu à Verviers, avait décidé de confier provisoirement à la section anarchiste de cette même ville les fonctions de bureau fédéral pour 1877-1878¹⁵⁷. Deux organes centraux aux attributions différentes auraient donc été concentrés aux mains des mêmes personnes, hostiles aux socialistes politiques – ce que Malon reproche à De Paepe¹⁵⁸ –. Mais hantés par le spectre du CG, ce sont les anarchistes eux-mêmes qui se sabordent, en imposant au congrès de Gand d'ajourner toute décision de détail sur l'installation du bureau et de le priver d'un budget propre¹⁵⁹. Les socialistes politiques, au contraire, tentent immédiatement d'élargir ses compétences. Greulich propose en effet de le charger « de faire connaître à tous les syndicats la résolution du congrès

¹⁵² Voir Jean-Charles BUTTIER, « James Guillaume et l'usage des statistiques : un savoir au service de l'émancipation », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 138, 2018, p. 41-58.

¹⁵³ *Bulletin de la Fédération Jurassienne*, 30 septembre 1877, p. 9-10.

¹⁵⁴ *Ibidem*, p. 8.

¹⁵⁵ Voir *Marx & Engels Collected Works*, op. cit., vol. 45, p. 277 (Lettre de K. Marx à F. A. Sorge, 27 septembre 1877).

¹⁵⁶ *Bulletin de la Fédération Jurassienne*, 30 septembre 1877, p. 10.

¹⁵⁷ James GUILLAUME, *L'Internationale. Documents et souvenirs*, Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, t. IV, 1910, p. 262-263.

¹⁵⁸ *La Revue socialiste*, t. XLVIII, 1908, p. 445-446 (Lettre de B. Malon à C. De Paepe, 6 octobre 1877).

¹⁵⁹ Voir *Bulletin de la Fédération Jurassienne*, 30 septembre 1877, p. 10.

sur le Pacte de solidarité [et] de convoquer l'année prochaine un congrès syndical universel afin d'organiser la Fédération internationale des métiers ¹⁶⁰ ». Mais après des protestations anarchistes, la résolution transactionnelle qui est adoptée se borne à souhaiter l'organisation d'un congrès syndical international sans faire mention d'une éventuelle intromission du bureau commun. Face à ce blocage, les socialistes politiques tiennent une seconde réunion privée à la fin du congrès, pour clarifier les compétences de leur propre bureau :

« Le bureau fédéral devrait être constitué au sein du cercle du parti socialiste de Gand, avec deux délégués de toutes les autres villes de Belgique dont l'organisation a donné son adhésion au Pacte. La mission du bureau sera de communiquer aux populations laborieuses de tous les pays la constitution du Pacte, et de les inviter à lui donner leur adhésion. Le bureau doit aussi choisir le lieu de rencontre du prochain congrès, et préparer l'ordre du jour de celui-ci ¹⁶¹ ».

Ainsi, à la clôture du congrès, il est déjà évident que le bureau commun est mort-né. Selon Cordillot, celui-ci sert avant tout pour affirmer un « désir d'aller de l'avant et tourner la page ¹⁶² ». Guillaume lui-même, dans ses souvenirs, le traite d'un point de vue éminemment sentimental : il s'agissait plus d'affirmer qu'anarchistes et socialistes politiques se quittaient « non certes en ennemis ¹⁶³ », que de recommencer une réelle collaboration. Yuri Steklov remarque alors à juste titre qu'« il fut franchement admis qu'il y aurait à l'avenir deux Internationales distinctes, chacune dotée de son propre bureau fédéral, et qu'aucun des deux bureaux fédéraux ne pourrait servir de centre de correspondance et de statistiques pour les deux organisations ¹⁶⁴ ».

Mi-octobre 1877, le bureau fédéral des socialistes politiques est déjà établi de son côté à Gand, au 5 rue courte du Bateau. Van Beveren, fondateur et dirigeant du *Vlaamsche Socialistische Arbeiderspartij* (VSAP), occupe le poste de secrétaire-correspondant, secondé par Anseele et par d'autres hommes de confiance ¹⁶⁵. Le bureau prend soin d'officialiser son existence ainsi que, de manière intempestive, celle d'une « fédération internationale qui prend le nom d'*Union générale du parti socialiste* ¹⁶⁶ ». Il diffuse à cet effet un *Manifeste aux organisations ouvrières socialistes de tous les pays* qui consiste en une déclaration de principes

¹⁶⁰ *London Evening Standard*, 18 septembre 1877, p. 2.

¹⁶¹ *Idem*.

¹⁶² Michel CORDILLOT, *Aux origines du socialisme moderne. La Première Internationale, la Commune de Paris, l'exil*, Paris, Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, 2010, p. 230.

¹⁶³ GUILLAUME, *L'Internationale...*, op. cit., t. IV, p. 277.

¹⁶⁴ STEKLOV, *History of The First International*, op. cit.

¹⁶⁵ K. Rouck (cigariers), De Backer (fileurs), Coryn (jeunes socialistes), Vanderheggen (métallurgistes), Beke (liniers), P. De Smet (peintes), Paul De Witte (section gantoise du VSAP), P. De Waechter (tisserands).

¹⁶⁶ *Bulletin de la Fédération Jurassienne*, 28 octobre 1877, p. 1.

sur « la nécessité de l'action politique¹⁶⁷ », surtout pour prendre ses distances vis-à-vis de l'anarchisme en proclamant le devoir pour les travailleurs de se constituer en parti politique et de participer aux élections. Et pendant que les libertaires se moquent de la faiblesse de ce « bureau de la nouvelle organisation des socialistes autoritaires¹⁶⁸ », ils ne voient pas arriver le coup que leur prépare De Paepe en parallèle à Bruxelles. Celui-ci en effet semble touché par les critiques reçues¹⁶⁹, tant qu'au dernier congrès régional de la Fédération belge de l'IAA¹⁷⁰, en décembre 1877, il reprend la main sur le bureau commun de Verviers en profitant d'une double conjoncture : l'affaiblissement des antiautoritaires belges et l'isolement accru des associations verviétoises à la fois des socialistes politiques et des anarchistes. Délaissant le rêve de réunir à nouveau les deux fractions, il mise désormais la relance de l'Internationale exclusivement autour de la ligne sociale-démocrate de Van Beveren et Anseele. Ainsi, lors d'un débat sur l'hypothèse de déplacer le conseil régional de l'IAA d'Anvers à Bruxelles, il obtient non seulement le transfert dans la capitale du bureau commun de Verviers (comme le lui avait déjà suggéré Malon), mais surtout la fusion de celui-ci et du conseil régional, sachant qu'à Bruxelles les camarades chargés de l'administration pencheraient du côté des socialistes politiques. Le bureau de Verviers n'aura vécu que deux mois, en théorie seulement puisqu'en fait il « n'a jamais fonctionné¹⁷¹ ». Une machination que Guillaume ne manque pas de dénoncer comme un « petit coup d'État [...] avec la résolution bien arrêtée de tout paralyser¹⁷² ».

Or, le coup de force de De Paepe a pour objectif de fusionner les deux projets de congrès internationaux qu'avaient été décidés à Gand – un syndical et un socialiste –, et de légitimer ce congrès unique par l'investiture conjointe des deux bureaux issus des assises. En cela, il se voit conforté par la constitution, fin 1877 à Londres, d'une *International Labor Union* composée d'autres nostalgiques de l'AIT, dont certains avaient même siégé à son CG en maintenant une position plus ou moins équidistante pendant les diatribes de 1871-1872 : J. Hales, H. Jung, J. Eccarius, J. Weston, T. Mottershead et H. Law, soutenus à distance par Malon. Par l'intermédiaire de Van Beveren, Belges et Britanniques s'activent pour organiser le congrès suivant, et décident d'en confier la responsabilité aux Français. Le programme prévoit un ordre du jour *De la nécessité des groupements ouvriers et de leur fédération*¹⁷³, mais l'espoir des

¹⁶⁷ *Vorwärts*, 19 octobre 1877, p. 3.

¹⁶⁸ *Bulletin de la Fédération Jurassienne*, 28 octobre 1877, p. 1.

¹⁶⁹ Voir César DE PAEPE, « Réponse à quelques critiques sur le Congrès de Gand », *Le Socialisme progressif*, n° 3, 1^{er} février 1878, p. 58-61.

¹⁷⁰ Pour le compte-rendu, cf. *Bulletin de la Fédération Jurassienne*, 4 février 1878, p. 2-3.

¹⁷¹ VALIANI, « Dalla prima alla seconda Internazionale... », art. cit., p. 192.

¹⁷² GUILLAUME, *L'Internationale...*, op. cit., t. IV, note n° 28, p. 301.

¹⁷³ *L'Égalité*, 12 mai 1878, p. 4.

nostalgiques d'achever par-là le rétablissement de l'AIT se heurte aux législations répressives. Le congrès est en effet interdit en vertu de la loi Dufaure, et ses organisateurs – dont Guesde – encourrent des peines de prison. En parallèle, le *Sozialistengesetz* oblige le SAP-D à se recentrer sur sa propre survie, et désorganise les liens qui venaient à peine de se reformaliser. Les Allemands ne pouvant pas adhérer officiellement à une fédération transnationale, ils vont en faire un *leit-motiv* pour ajourner indéfiniment la reconnaissance du caractère formel de l'Internationale qui continue d'exister entre-temps au travers des congrès. Trente ans plus tard, August Bebel, qui n'arrive même plus à se souvenir si le congrès de Gand eut lieu, souligne que « de toute façon [...] le parti était désormais confronté à des tâches internes plus sérieuses et plus coûteuses¹⁷⁴ ». La perspective de poursuite des travaux de 1877 revient alors sur les épaules des Belges, de par la double investiture reçue pour s'occuper des bureaux qui y avaient été créés. Fondé en 1879, c'est le Parti socialiste belge (PSB) lui-même qui en absorbe les fonctions pour agir comme centre de liaison. Anseele, qui occupe depuis Gand le poste de secrétaire du Conseil général du PSB, publie en juin 1880 un manifeste *Aux socialistes des Deux-Mondes* où il déclare :

« Un pas reste à faire pour reconstituer de fait l'association internationale des travailleurs ; et, dans les circonstances actuelles, ce pas semble être aussi le dernier qui nous sépare du but. Il faut que nous ayons un programme commun d'action¹⁷⁵ ».

C'est encore lui qui maintient les contacts avec le SAP-D à l'occasion de son congrès clandestin de Wyden en août 1880, obtenant son accord de principe pour confier à deux vétérans suisses de l'AIT – Conzett et Becker – l'organisation d'assises l'année suivante.

Ce congrès international se tient finalement à Coire les 2-4 octobre 1881, en l'absence des anarchistes qui décident de se réunir séparément en juillet 1881 à Londres. Si l'on pouvait s'attendre à que les socialistes politiques en profitent pour prendre des décisions d'envergure, l'ambiance est finalement morose. À cause de changements de date et de lieu, ving-cinq délégués seulement se réunissent pendant que Marx et Engels prennent leurs distances¹⁷⁶, et il n'y a finalement qu'une longue suite de renoncements sur fond de « constat d'impuissance¹⁷⁷ ». La théorie d'organisation des nostalgiques est défaite en tout point. La rédaction d'une plateforme revendicative, censée servir de dénominateur commun pour la réactivation officielle

¹⁷⁴ August BEBEL, *Aus meinem Leben*, Stuttgart, Dietz, t. II, 1911.

¹⁷⁵ *Le Révolté*, 10 juillet 1880, p. 4.

¹⁷⁶ Voir *Marx & Engels Collected Works*, op. cit., vol. 46, p. 66-67 (Lettre de K. Marx à F. Nieuwenhuis, 22 février 1881) ; p. 151-152 (Lettre de F. Engels à J. P. Becker, 4 novembre 1881).

¹⁷⁷ CORDILLOT, *Aux origines du socialisme moderne...*, op. cit., p. 236.

d'une association formelle, est remise à des temps plus propices. Rien ne vaut la demande du réfugié allemand Rackow de pouvoir disposer d'un « centre international d'assistance réciproque¹⁷⁸ », puisqu'Eduard Bernstein, appuyé par les Français, parvient à convaincre qu'il faut accorder la priorité au renforcement de partis nationaux, tandis qu'« un organe international de propulsion et de solidarité visible aurait été dangereux, pour le prétexte qu'il aurait offert à la répression¹⁷⁹ ». Les Belges avaient inscrit un ordre du jour libellé *Serait-il bon de reconnaître ou de créer un organe officiel central, dans lequel toutes les théories socialistes seraient discutées ?*, dont l'objectif était simplement de publier une revue commune pour favoriser les débats. Mais aux yeux d'une majorité, cela rime avec centralisation politique, et le projet est donc critiqué au prisme du bilan du CG. Le délégué étatsunien Peter J. McGuire craint « de voir l'organe officiel se transformer rapidement en porteur d'une vérité officielle¹⁸⁰ », alors que Bernstein considère qu'une revue rédigée en une seule langue « ne pouvait être l'organe officiel du socialisme international¹⁸¹ ». La motion d'ajournement déposée par les Suisses et adoptée à l'unanimité déclare alors « que la diversité des langues est un empêchement à la fondation d'un organe officiel international¹⁸² », ce qui permet de sauver la face des nostalgiques en faisant semblant que ce ne soit pas le principe même de revue centrale qui dérange. Au fil des renoncements, un argument est récurrent : le processus de restructuration des partis sur des bases nationales est qualifié de crise, et en ce sens il est placé au même plan que les répressions. Une motion rédigée par Malon est particulièrement parlante :

« Les *Partis ouvriers* sont en pleine crise ; les uns, comme ceux de France, de Belgique, de Suisse, de Hollande, d'Espagne, de Danemark et d'Amérique, sont en période de réorganisation ; les autres, comme ceux d'Allemagne, d'Italie et d'Autriche, sont en butte aux répressions gouvernementales¹⁸³ ».

En somme, il est contreproductif d'imposer aux partis des contraintes transnationales alors que nationalement ils traversent tous, d'une manière ou d'une autre, une phase délicate. Par-là, les délégués semblent vouloir surtout se rassurer au terme d'un congrès qui n'aura rien décidé : le déplacement de la focale au plan national n'est pas censé durer pour toujours, mais devrait seulement permettre la survie des partis. Avant de quitter Coire, un mandat peut donc être confié

¹⁷⁸ VALIANI, « Dalla prima alla seconda Internazionale... », art. cit., p. 208.

¹⁷⁹ *Idem.*

¹⁸⁰ CORDILLOT, *Aux origines du socialisme moderne...*, op. cit., p. 235.

¹⁸¹ Benoît MALON, « Congrès international de Coire », *L'Intransigeant*, 9 octobre 1881, p. 2.

¹⁸² *Compte rendu du 5^e Congrès National tenu à Reims du 30 octobre au 6 novembre 1881. Annexe : Rapport des délégués français au Congrès International de Coire*, Paris, Comité national du Parti ouvrier socialiste français, 1882, p. 105.

¹⁸³ MALON, « Congrès international de Coire », art. cit., p. 2.

à la Fédération des travailleurs socialistes en France (FTSF) pour organiser la rencontre suivante à Paris : un lien de continuité peut tout à fait exister en manque d'obligations mutuelles découlant de la reconnaissance du caractère institutionnel de ces mêmes congrès. Une situation paradoxale au vu du fait que le congrès anarchiste de Londres, influencé par les blanquistes qui se plaignaient de l'esprit de clocher qui traversait le mouvement socialiste¹⁸⁴, avait décidé de créer un bureau de renseignements pour assurer à nouveau, depuis la dislocation de l'IAA en 1877, la liaison entre des fédérations régionales complètement autonomes¹⁸⁵.

c) Le tournant pragmatique : la reconnaissance de conditions préalables

Les tâtonnements de 1877-1881 ont un mérite de clarification, au moins à la négative : même entre seuls socialistes politiques, les conditions ne sont pas remplies pour reconnaître officiellement l'existence d'une Internationale formelle, et *a fortiori* cette non-institution ne peut pas calquer l'organigramme centralisé de l'AIT. Les nostalgiques, qui en retour ne parviennent pas à légitimer une Internationale qui fonctionnerait seulement au travers des congrès, perdent en plus le contrôle sur ces derniers. En effet, les entrevues de 1883, 1886 et 1888 configurent surtout un embryon d'internationalisme corporatif : se focalisant sur des revendications économiques, elles « romp[ent] avec les préoccupations traditionnelles héritées de l'AIT¹⁸⁶ », et les marxistes ont du mal à se saisir du nouveau logiciel. Mais paradoxalement, ce sont précisément elles qui créent les conditions pour la reconnaissance officielle d'une Internationale formelle, en ébauchant un accord pragmatique sur ce qui était recherché depuis 1877 : une plateforme revendicative¹⁸⁷. Ouvrant une confrontation entre possibilistes et trade-unionistes quant à l'intervention étatique dans les questions sociales, elles jettent les bases d'une campagne de propagande de longue haleine pour une législation internationale de protection du travail. Menée nationalement mais autour d'un programme commun, elle va servir de dénominateur commun de la Deuxième Internationale depuis que les congrès rivaux de 1889 s'en emparent à leur tour. Mais même si avant 1889 aucune institution n'est mise en place pour coordonner l'agitation, la question de l'organe central s'y réinvite ponctuellement, parfois accidentellement, et les nostalgiques tentent de revenir à la charge.

¹⁸⁴ Voir Albert GOULLÉ, « Le clocher », *Ni Dieu, ni maître*, 7 août 1881, p. 2.

¹⁸⁵ Voir *Le Révolté*, 20 août 1881, p. 2.

¹⁸⁶ HAUPT, VERDÈS, « De la 1^{re} à la 2^e Internationale... », art. cit., p. 116.

¹⁸⁷ Voir János JEMNITZ, « The International Workers' Socialist Conference of Paris in 1886 (To the Prehistory of the II International) », *Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae*, vol. 32, n° 1-2, 1986, p. 97-112.

À la conférence internationale qui se tient à Paris du 29 octobre au 3 novembre 1883, l'ordre du jour *Des moyens de faire rapporter les lois qui s'opposent à l'établissement d'une entente permanente entre les sociétés ouvrières des différents pays* se solde par une motion d'ajournement¹⁸⁸ : le rétablissement officiel de l'Internationale n'est pas encore concevable juridiquement, il faut donc se contenter du maintien d'entrevues régulières. Mais loin de présenter cette conclusion comme un renoncement, les possibilistes essayaient de démontrer que c'est précisément là que réside le fait même que la relance de l'Internationale formelle soit bel et bien entreprise. Jean Allemane écrit que le succès consiste dans l'avoir décidé que « la présente Conférence devait être comme le premier jalon d'une série de Congrès ouvriers universels¹⁸⁹ », et Brousse¹⁹⁰ déclare de son côté :

« En présence de la loi Dufaure, on ne peut songer à réorganiser officiellement l'internationale. Mais [...] on peut continuer à entretenir les relations établies entre les partis ouvriers des divers pays ; on peut, chaque année, se réunir en Congrès international. [...] Le principal a été fait, [...] nous avons de nouveau une Internationale¹⁹¹ ».

L'on commence donc à concevoir, contre « les partisans du tout ou rien¹⁹² », que ce n'est pas parce qu'il peut y avoir seulement des congrès qu'une Internationale nouvelle ne peut déjà prendre forme par-là même. Si les lois répressives en empêchent encore l'officialité, ce n'est pas pour autant que les congrès ne seraient pas déjà des institutions fédératives suffisantes. Plus encore, il est suggéré que la future reconnaissance du caractère formel de cette Internationale ne présupposerait aucun recopiage de l'AIT, aucune nécessité de dépasser le fédéralisme décentralisé qui existait officieusement et par défaut depuis 1877. En effet, lorsque Charles Longuet attaque dans la presse le « modérantisme¹⁹³ » de la conférence, Brousse lui réplique :

« Il me tarde, je l'avoue, de connaître le texte de la résolution qu'eut formulée son impatience révolutionnaire. [...] Qu'eut demandé, en outre, M. Charles Longuet ? la restauration de quelque débris tiré du bric-à-brac de l'Internationale ? le Conseil général de papa beau-père ?¹⁹⁴ ».

La perspective d'un congrès universel ayant été posée, les marxistes se réorganisent de leur côté pour ne pas laisser à d'autres le soin de définir les contours de l'association transnationale. Un

¹⁸⁸ Voir *Le Prolétaire*, 10 novembre 1883, p. 2.

¹⁸⁹ Jean ALLEMANE, « Bonne besogne », *Le Prolétaire*, 10 novembre 1883, p. 1.

¹⁹⁰ Voir Marc VUILLEUMIER, « Paul Brousse et son passage de l'anarchisme au socialisme », *Cahiers Vilfredo Pareto*, t. 3, n° 7-8, 1965, p. 63-80.

¹⁹¹ *Le Prolétaire*, 10 novembre 1883, p. 2.

¹⁹² *Idem*.

¹⁹³ Charles LONGUET, « On lit dans la correspondance parisienne... », *La Justice*, 4 novembre 1883, p. 1.

¹⁹⁴ BROUSSE, « La Conférence internationale devant la presse », art. cit., p. 1.

projet de congrès international est initié au congrès du Parti ouvrier (PO) à Roubaix en avril 1884, et prévu à Londres pour 1885. Bien qu'il soit finalement ajourné puisque les partis impliqués se retrouvent absorbés par leurs propres conjonctures nationales, il n'était pas plus question que chez les possibilistes de formaliser davantage l'Internationale, ni de songer à une institution centrale. Les guesdistes partagent en effet le constat qu'une Internationale existe déjà par la volonté même de se réunir : ils écrivent aux Belges que « l'Internationale a pu être supprimée de nom [...], mais elle existe plus que jamais dans les faits¹⁹⁵ », et aux Néerlandais que « l'union n'est plus à faire, [...] il ne s'agit plus que de la consacrer par une action politique commune¹⁹⁶ ». L'objectif était donc essentiellement de faire en sorte que l'Internationale soit plus visible grâce à un meilleur accord sur les luttes à mener nationalement, notamment « une campagne commune en vue d'une législation internationale du travail¹⁹⁷ ». Mais lorsque la SDF se scinde fin 1884, Hyndman ouvre les colonnes de *Justice* à Adolphe Smith, qui dans sa jeunesse avait été proche de l'IAA¹⁹⁸, pour exiger le respect du principe de souveraineté des organisations nationales et attaquer les prétendues visées centralisatrices du clan familial Marx-Engels, qui avait apporté son soutien aux dissidents :

« L'amour de l'autonomie, de la liberté d'action nationale, dans la mesure où elle est compatible avec les principes généraux préconisés, doit être défendu contre l'apparence au moins, sinon la réalité, de la domination autoritaire d'une clique, d'un cercle de famille. C'est la vieille, vieille guerre qui a entraîné la dislocation de l'Internationale qui [...] sera rouverte [...]. Quels devraient être les principes régissant les relations internationales ? L'union sur les questions de principe, l'aide morale et matérielle dans la mesure du possible, mais pas d'ingérence dans les questions de détail et d'opportunité¹⁹⁹ ».

Face à la crise qui s'ouvre chez les marxistes, les possibilistes parviennent à maintenir le contrôle du processus d'entrevues, et fixent la suivante aux 23-29 août 1886 à Paris en concomitance de l'Exposition internationale ouvrière. Mais si blanquistes et guesdistes sont encore tenus à l'écart, le Parti ouvrier belge (POB) parvient à s'y faire représenter. Il y retrouve son rôle de chef de file des nostalgiques, tout en adoptant une posture plus fine qu'auparavant, qui n'aborde plus la centralisation de front. En effet, Anseele livre un spectacle avec une progression en climax. Si dans un premier temps il se rallie aux conclusions de la conférence

¹⁹⁵ *Septième Congrès national du Parti ouvrier*..., op. cit., p. 9.

¹⁹⁶ *Ibidem*, p. 9.

¹⁹⁷ *Ibidem*, p. 20.

¹⁹⁸ Voir Ernest B. BAX, *Reminiscences and Reflexions of a mid and late Victorian*, Londres, George Allen & Unwin Ltd., 1918, p. 53-55.

¹⁹⁹ Adolphe SMITH, « France and the International Congress », *Justice*, 27 décembre 1884, p. 3.

de 1883 comme quoi l'Internationale « existe de fait, car tous nous avons le même drapeau, les mêmes aspirations²⁰⁰ », il déclare ensuite regretter « que les relations entre les travailleurs de tous les pays ne soient pas assez suivies²⁰¹ », car « sans entente, sans union internationale, tous nos projets échoueront²⁰² », et demande alors sans ambages « la création d'un organe international des travailleurs²⁰³ », sans pour autant en définir les contours. Après quoi, il quitte la salle sous un tonnerre d'applaudissements, obligé de rentrer *illico* en Belgique pour purger une peine de prison pour outrage au Roi et excitation directe à la désobéissance aux lois – ce dont il dit avoir reçu communication à l'instant même, mais qui est très probablement mis en scène pour augmenter le pathos autour de son discours –. C'est donc De Paepe qui prend la relève pour amender la résolution *Coalitions ouvrières*. Tandis que la première version évoquait vaguement la « formation d'une Chambre internationale du travail²⁰⁴ », le nouveau texte est bien plus ambitieux :

« 1° Le Congrès international se déclare contre toutes les lois existant dans tous les pays pour empêcher les travailleurs de s'unir internationalement [...] ; 2° Il y a lieu de reconstituer l'Association internationale entre les travailleurs de tous pays ; 3° Il y a lieu de créer des Groupes corporatifs nationaux et internationaux ; 4° L'exécution de ces mesures est réservée au prochain Congrès²⁰⁵ ».

Il est donc acté que le congrès suivant, prévu pour 1889 et dont l'organisation est encore confiée aux possibilistes, aura pour tâche de mettre en exécution le rétablissement officiel de l'Internationale, mais sans en déterminer d'avance ni la nature (socialiste et/ou syndicale), ni le degré de centralisation. Une vague de satisfaction traverse le mouvement socialiste : Jean Volders note que « l'Association internationale des travailleurs [...] est donc bien près de renaître²⁰⁶ », et même Guesde écrit que « ce ne sont pas les clabaudages de la presse bourgeoise [...] qui empêcheront l'*Internationale* ainsi reconstituée d'aboutir²⁰⁷ ». Seul le SAP-D estime encore prématuré de rétablir l'Internationale, mais se dit quand même prêt à participer à des assises avec les autres partis. L'ancien clivage entre réalistes et nostalgiques finit donc par se réabsorber progressivement autour du constat que si la réactivation nominale de l'AIT est bel et bien déjà en cours, la forme effective qu'elle prendra reste tout à fait ouverte au débat.

²⁰⁰ *L'Intransigeant*, 25 août 1886, p. 2.

²⁰¹ *Le Cri du Peuple*, 29 août 1886, p. 2.

²⁰² *Le Prolétariat*, 11 septembre 1886, p. 1.

²⁰³ *L'Intransigeant*, 31 août 1886, p. 2.

²⁰⁴ *Le Prolétariat*, 18 septembre 1886, p. 2.

²⁰⁵ *Le Prolétariat*, 4 septembre 1886, p. 1.

²⁰⁶ VOLDERS, « L'Internationale », art. cit., p. 1.

²⁰⁷ Jules GUESDE, « Marche en avant », *Le Cri du Peuple*, 2 septembre 1886, p. 1.

La conférence de 1886 est louée pour son pragmatisme, ayant réussi à insérer l'ébauche d'une plateforme revendicative dans une méthode réaliste de légitimation de la réactivation officielle de l'Internationale, et par-là, à éviter la rupture avec le trade-unionisme. Au congrès des *Trade Unions* de septembre 1886 à Hull, James Mawdsley peut alors convaincre que c'est précisément grâce au pragmatisme auquel se sont ralliés les Français que « l'union universelle des ouvriers du monde entier est une chose plus faisable et plus prochaine qu'on ne pouvait le supposer²⁰⁸ ». Le *Trade Unions Congress* (TUC) décide donc de convoquer à Londres un congrès international interprofessionnel en 1888, au préalable des assises générales de 1889. Or, qu'ils soient favorables ou non à cette démarche, les nostalgiques comprennent eux aussi que le pragmatisme est la clé de voûte pour aborder la centralisation. Si les réflexions menées sont encore éparses, toutes confirment qu'est révolue l'époque où il s'agissait simplement de reproduire le CG. De Paepe notamment compte profiter pleinement du congrès de 1888 pour qu'y soient prises des décisions allant au moins dans le sens d'une fédération coopérative :

« Nécessairement, une résolution en faveur de l'entente permanente entre les ouvriers de tous les pays, amènera à la constitution d'un bureau fédéral, comité permanent, conseil général ou administration quelconque, qui servira de point de ralliement ou de centre des correspondances [...]. Sans compter qu'un organisme quelconque devra sortir de ce premier congrès pour organiser le congrès suivant [...]. Dès lors, on peut dire que les bases de la nouvelle Association internationale sont jetées et, cette fois, solidement ancrées dans le sol. [...] La première était née avant l'heure, et elle avait trop gardé des tendances idéalistes des révolutionnaires de 1848. La seconde vient à son heure, et [...] vise avant tout les réformes pratiques et immédiatement réalisables²⁰⁹ ».

En somme, la centralisation se justifie par un effet domino : l'Internationale doit faire preuve de pragmatisme et donc se focaliser sur la campagne pour une législation sociale ; mais du fait de la nature transnationale de ce sujet lui-même, un organe doit coordonner l'activité tout en garantissant la poursuite des débats par la tenue de nouveaux congrès. Vaillant, qui avait été membre du CG en 1871-1872 durant son exil, en arrive à des conclusions similaires mais à propos d'antimilitarisme. En février 1888, pendant que « le boulangisme attisait les flammes d'une véritable psychose de guerre en France²¹⁰ », il sollicite l'attention d'Andreas Scheu sur le

²⁰⁸ Louis KERRILIS, « Le XIX^e congrès des Trade's Unions », *Journal des économistes*, t. XXXVI, 1888, p. 95.

²⁰⁹ César DE PAEPE, « Le Congrès international de Londres », *Le Peuple*, 5 novembre 1888, p. 1.

²¹⁰ Jolyon HOWORTH, *Édouard Vaillant. La création de l'unité socialiste en France*, Paris, EDI, 1982, p. 323.

besoin d'une coordination transnationale effective en cas d'action urgente pour le maintien de la paix :

« De toutes les questions celle qui me préoccupe le plus, celle pour laquelle je voudrais voir toutes les forces du socialisme intervenir, c'est celle de la paix européenne. Pour garder cette paix d'où sortira infailliblement la Révolution émancipatrice des peuples et du prolétariat, rien ne doit être négligé, tout doit être fait. Et qui sait si à un moment donné un solide comité international, maître d'influences actives, ne pourrait, au moment où les gouvernements seraient décidés à la guerre, par une agitation fomentée partout, empêcher la guerre et sauver la paix²¹¹ ».

Vaillant montre certes par-là son attachement au principe de centralisation politique cher aux blanquistes, mais il parvient à l'émanciper de présupposés idéologiques étreints²¹². En effet, il n'est plus question d'un souhait romantique de créer artificiellement par le haut une homogénéisation de l'action par-delà les frontières, en conférant à un organe central des attributions basées sur une formulation abstraite de la division du travail militant entre structures nationales et transnationales. Il s'agit, au contraire, de cibler les domaines où la solidarité simplement déclaratoire risque de ne pas suffire pour garantir l'unité d'action, et d'y remédier par une institution ayant le pouvoir d'impulser les efforts. Et en l'occurrence, précisément sur l'antimilitarisme, Vaillant peut compter sur l'espoir d'action transnationale simultanée qu'avaient déjà exprimé d'autres meneurs, à l'image d'Hyndman en 1886 pendant une énième escalade franco-allemande :

« Si la guerre éclate, [...] nous devons être prêts dans chaque pays à prendre nos oppresseurs à la gorge. C'est la nécessité absolue d'une action internationale simultanée des ouvriers contre les classes pillardes dans l'ensemble du monde civilisé qui rend essentielle l'étude approfondie des affaires étrangères²¹³ ».

Hyndman n'avait pas explicitement préconisé de centraliser l'Internationale pour autant. Mais un an plus tard, pendant une polémique avec l'économiste William H. Mallock, il avait abordé la dialectique entre soumission sociale et discipline volontaire dans l'organisation ouvrière, et il en avait conclu que la centralisation idéale était celle qui reposait sur un principe de révocabilité :

« Ce qu'il faut pour une armée industrielle, c'est un Washington, pas un Napoléon ; un Cincinnati, pas un Sylla. [...] L'expérience montre que lorsque les ouvriers choisissent eux-mêmes leurs

²¹¹ IISG, Andreas Scheu Papers, 5, Lettre d'E. Vaillant à A. Scheu, 3 février 1888.

²¹² Sur le rapport de Vaillant au blanquisme, cf. Gilles CANDAR, *Édouard Vaillant. L'invention de la gauche*. Paris, Armand Colin. 2018, p. 47-82.

²¹³ Henry M. HYNDMAN, « The Camp Fires of Armageddon », *Justice*, 11 décembre 1886, p. 2.

directeurs, ils ne manquent certainement pas de trouver des administrateurs compétents pour leurs affaires. Il est illusoire de croire que les sociaux-démocrates souhaitent confier à un comité le commandement d'un navire ou à un conseil le contrôle d'un journal. Ils sont tout à fait disposés à conférer pouvoir et responsabilité à des individus lorsque cela est nécessaire ou souhaitable, mais ils conservent la possibilité de se débarrasser de leurs services par un vote²¹⁴ ».

De même, Vaillant reste plutôt mesuré dans son dessein. La centralisation qu'il souhaite est certes politique, mais avant tout fonctionnelle : l'institution centrale ne devrait pas traiter de toutes les questions, mais seulement de celles où les diverses politiques nationales se croisent, c'est-à-dire dans les affaires étrangères. Par-là, il anticipe déjà le défi institutionnel auquel l'Internationale sera confrontée entre 1900 et 1914, à savoir le besoin de dépasser le fédéralisme coopératif sans pour autant tomber dans un fédéralisme hiérarchique tous azimuts.

Or, les préparatifs du congrès de 1888 se font au milieu de querelles, puisque le TUC décide de le limiter aux seuls syndicats et impose des conditions d'admission qui rendent juridiquement inenvisageable la participation allemande et autrichienne. Le SAP-D prie alors ses alliés de boycotter ce « congrès croupion²¹⁵ », tandis que la SDF tente de convaincre de ne pas couper les ponts entre partis et syndicats²¹⁶ : elle trouve le soutien de POB et FTSF, qui comptent faire en sorte qu'un congrès corporatif en 1888 débouche effectivement sur un congrès à la fois syndical et socialiste en 1889. Les socialistes politiques, et les nostalgiques à leur tour, abordent donc divisés les assises à venir : si certains acceptent de figurer en tant que délégués syndicaux à celle de 1888, les blanquistes, les guesdistes et les sociaux-démocrates allemands et autrichiens préfèrent se concentrer sur celle de 1889²¹⁷. Malgré ce climat schismatique, l'entrevue de Londres, du 6 au 10 novembre 1888, est abordée avec détermination par les Belges, qui comptent qu'une « fédération internationale [...] sortira de ce Congrès²¹⁸ ». L'insistance avec laquelle Anseele entend pousser le pragmatisme à ses extrêmes conséquences finit par déclencher un débat sur la centralisation bien plus franc qu'en 1883-1886. Il propose en effet, pour démontrer que l'Internationale « renaît de ses cendres²¹⁹ », que des manifestations homogènes et simultanées se tiennent chaque année le premier dimanche de mai :

²¹⁴ Henry M. HYNDMAN, « Wealth and Ability », *The Fortnightly Review*, vol. 48, n° 251, 1887, p. 639.

²¹⁵ *Rump-Congress*, cf. *Justice*, 25 mai 1889, p. 1.

²¹⁶ Voir *Le Prolétariat*, 7 avril 1888, p. 1.

²¹⁷ Voir à ce propos Georg ECKERT (dir.), *Wilhelm Liebknecht: Briefwechsel mit Karl Marx und Friedrich Engels*, La Haye, Mouton & Co., 1963, p. 318-319 (Lettre de Paul Lafargue à Wilhelm Liebknecht, 27 avril 1888).

²¹⁸ *Le Peuple*, 11 novembre 1888, p. 1.

²¹⁹ *Le Temps*, 10 novembre 1888, p. 1.

« Le même jour, et si possible à la même heure, qu'ils se rendent en procession à un grand lieu de réunion, portant des bannières avec les mêmes devises, pour proposer simultanément, du haut de tribunes semblables, des résolutions identiques en faveur de la liberté d'association [...]. Ce serait la première pierre d'une nouvelle Internationale²²⁰ ».

Or, même si Anseele n'a guère parlé d'institution centrale, et encore moins de centralisation politique, c'est principalement là-dessus qu'il se fait attaquer par les autres délégués. L'on considère en effet que son projet présuppose un degré de coordination difficile à atteindre en l'absence d'une instance chargée d'en impulser l'exécution, ce qui ne manque pas d'agiter le spectre du CG. Ainsi, Costantino Lazzari déclare qu'il faut « réorganiser l'Internationale sans qu'il soit nécessaire de lui donner le même nom qui effraie trop, [et] se déclare contre la centralisation²²¹ », et le possibiliste Adolphe Montas estime qu'« une Internationale devrait être reconstruite, mais que son bureau central ou conseil ne devrait pas interférer dans les tactiques des différentes branches locales et nationales²²² ». L'idée d'Anseele est repoussée, et il en va de même pour la perspective de centralisation sectorielle envisagée par les motions de M. Rochman et A. van Hooydonk, qui proposent un bulletin central multilingue²²³, mais qui parviennent trop tardivement et ne sont pas soumises au débat²²⁴. Sur la question institutionnelle, seule la résolution du possibiliste André Gély est votée :

« Chaque parti dans chacune des nations formera un comité national, et ces comités nationaux seront en rapports constants pour établir une entente entre les ouvriers de toutes les nations sur toutes les questions qui les intéressent ; [...] dans le prochain congrès international seront discutés les détails de l'organisation internationale reliant les comités nationaux des divers pays²²⁵ ».

L'organigramme reste donc incomplet en l'attente du congrès suivant, car l'on se contente d'une rationalisation du mode de fonctionnement de l'internationalisme polycentrique : dans chaque parti, il ne devrait désormais y avoir qu'une seule institution chargée de correspondre officiellement avec l'étranger. Smith ne cache pas sa satisfaction :

« La leçon de l'échec de la vieille Association internationale des travailleurs semble avoir été pleinement retenue. On n'entend plus parler maintenant d'un Conseil général qui doit gouverner tout le monde ouvrier. La résolution sur l'action internationale pose le principe que l'organisation,

²²⁰ *Report of the International Trades Union Congress. Held in St. Andrew's Hall, Newman Street, London, on November 6, 7, 8, 9 and 10, 1888*, Londres, Roworth, 1888, p. 21.

²²¹ *Le Peuple*, 10 novembre 1888, p. 1.

²²² *Report of the International Trades Union Congress...*, op. cit., p. 22.

²²³ *Ibidem*, p. 28.

²²⁴ *Ibidem*, p. 24.

²²⁵ *Le Temps*, 11 novembre 1888, p. 1.

comme la charité, doit commencer chez soi. [...] L'Internationale future sera fondée sur les principes du *Home Rule*, et c'est là une réaction tout à fait naturelle après l'échec de la centralisation telle que l'avaient tentée les principaux chefs de l'ancienne Internationale. [...] L'organisation sur la base des principes fédéraux, par opposition à la centralisation, rencontre la plus grande faveur²²⁶ ».

Le congrès de Londres laisse néanmoins transparaître les deux axes autour desquels vont s'articuler désormais les approches pragmatiques pour une centralisation sociologique : des projets transnationaux concrets et aux contours communs mais dont l'application serait librement établie par chaque organisation nationale ; et un bulletin commun pour concentrer les renseignements et les diffuser largement pour que les organisations soient prêtes à s'activer au besoin. Et bien que l'hypothèse d'une centralisation politique n'ait été soulevée qu'accidentellement et rejetée *illico*, des bribes de débat sont alimentées en parallèle par la presse antisocialiste. En effet, si Henri Oppen de Blowitz invente de toute pièce l'existence d'une Internationale extrêmement disciplinée et hiérarchisée sous les ordres d'un comité général tout-puissant opérant depuis New York²²⁷, les blanquistes semblent presque regretter que cela ne soit pas le cas :

« Si les socialistes possédaient les moyens financiers et l'organisation que leur suppose M. de Blowitz, leurs idées seraient déjà appliquées, l'on ne parlerait plus des monarchies que comme d'une vieille histoire de brigands, et les travailleurs, affranchis, ne seraient plus exploités²²⁸ ».

Face aux tâtonnements de 1888, le soulagement des absents est néanmoins de courte durée. Les marxistes sont en effet déterminés à ne pas laisser aux possibilistes l'initiative du congrès de 1889, car il apparaît clairement que celui-ci pose l'enjeu de « la direction morale du mouvement socialiste international²²⁹ ». Ils songent alors à convoquer un congrès concurrent pour instaurer un rapport de force. Bien qu'une multitude de tractations unitaires aient lieu²³⁰, l'aggravation des clivages du socialisme français pendant la crise boulangiste les rendent finalement caduques. Les possibilistes revendiquent pour eux seuls la légitimité d'organiser les assises, tandis que les guesdistes internationalisent la résolution des fractures françaises, comme le leur conseillait Engels²³¹, et se rangent donc derrière la position jusqu'au-boutiste de Lafargue

²²⁶ Adolphe SMITH, *A Critical Essay on the International Trade Union Congress, held in London, November 1888*, Londres, Smith, 1889.

²²⁷ Voir *The Globe*, 4 octobre 1888, p. 6.

²²⁸ *Le Cri du Peuple*, 8 octobre 1888, p. 1.

²²⁹ HAUPT, VERDÈS, « De la 1^{re} à la 2^e Internationale... », art. cit., p. 116.

²³⁰ Pour un résumé, cf. VALIANI, « Dalla prima alla seconda Internazionale... », art. cit., p. 219-224.

²³¹ Voir Friedrich ENGELS, Laura LAFARGUE, Paul LAFARGUE, *Correspondance, vol. II : 1886-1890*, Paris, Éditions sociales, 1956, p. 204-206 (Lettre de F. Engels à P. Lafargue, 23 mars 1889).

d'opposer directement un congrès à un autre, dans le même lieu et au même moment. Ainsi, à la « date-défi²³² » du 14 juillet 1889, lors du premier centenaire de la Révolution française et en concomitance avec l'Exposition universelle, deux congrès rivaux s'ouvrent à Paris et « offrent au monde le spectacle de la discorde socialiste²³³ ».

B. Un parlement sans gouvernement, ou une fédération décentralisée mise sous pression ?

La formule de Charles Zorgbibe est tranchante : « la Deuxième Internationale est une organisation à structure très lâche – pendant dix ans, elle n'a même pas de secrétariat permanent²³⁴ ». Et d'après Haupt, « cette absence d'institution permanente ne tenait pas seulement à l'extension du mouvement, mais soulignait la permanence de l'attachement des sections nationales des Partis et organisations affiliées à leur autonomie²³⁵ ». La métaphore qui s'apparente le mieux à cette Internationale serait donc celle d'un parlement sans gouvernement, car elle existe avant tout à travers des congrès qui, une fois que leur caractère institutionnel soit reconnu, sont conçus comme des séances parlementaires du mouvement transnational, mais sans que l'on parvienne à attribuer à ce législatif transnational un exécutif qui le soit tout autant. Cependant, l'historiographie a eu tendance à gommer l'effervescence des débats qui, dès 1889, questionnent l'éventuelle centralisation de la nouvelle Internationale. En effet, si la tension entre forme et perception est en passe de se résoudre, une autre surgit à sa place : celle entre la force de loi qui est accordée aux résolutions internationales et la préservation de la souveraineté nationale dans leur mise en exécution. C'est précisément de ce fait que le fonctionnement de l'Internationale est loin d'être monolithique. Il est vrai que le compromis institutionnel continue de se faire autour d'une fédération décentralisée, largement préférée, à l'autre extrême, à la fédération hiérarchique qu'était l'AIT. Mais avant même que le modèle intermédiaire de fédération coopérative ne commence à être acté en 1896, l'organigramme est déjà systématiquement mis sous pression. Les deux assises de 1889, de par leur rivalité même, produisent des résultats ambivalents : si une centralisation permanente est rejetée, des soins

²³² VALIANI, « Dalla prima alla seconda Internazionale... », art. cit., p. 224.

²³³ Henry M. HYNDMAN, « The International Workers' Congress of Paris of 1889 and the German Social-Democrats », *Justice*, 6 avril 1889, p. 3.

²³⁴ Charles ZORGBIBE, « L'Internationale socialiste : structure et idéologie », *Politique étrangère*, vol. 34, n° 1, 1969, p. 84.

²³⁵ HAUPT, *La Deuxième Internationale 1889-1914...*, op. cit., p. 25.

palliatifs sont néanmoins administrés. Entre 1891 et 1893, les défaillances du modèle choisi se révèlent au grand jour lorsque, à cause du maintien de promiscuités organisationnelles et idéologiques, un changement de focale quant à l'organe central risque d'effacer l'Internationale politique au profit d'une Internationale corporative. Mais en parallèle, une centralisation à demi-mots ne cesse de se configurer dans les institutions temporaires des congrès eux-mêmes, c'est-à-dire les comités organisateurs, les bureaux des séances et les commissions de travail.

a) Aux congrès rivaux de 1889, la confirmation d'une structure lâche mais avec soins palliatifs

D'un point de vue d'*institution-building*, la fondation de la Deuxième Internationale en 1889 n'en est pas une. D'après Hardijns, les congrès qui se tiennent à Paris manifestent essentiellement « un impérieux besoin de sentir les coudes²³⁶ », recherchant l'entente plus dans le fond que dans la forme. Haupt et Verdès relèvent qu'ils « n'apparu[rent] aux contemporains que comme l'aboutissement de tous les efforts précédents et non comme ce tournant, ce commencement qu'il est devenu pour nous²³⁷ ». En parcourant les divers comptes rendus, l'on se rend compte aisément que le rétablissement officiel et définitif de l'Internationale n'est pas proclamé différemment à Paris que ce qu'avait déjà été fait auparavant lors d'élans sentimentaux. Ce sont d'ailleurs surtout les marxistes qui le font, puisqu'ils ne s'étaient pas réunis depuis plus longtemps par rapport aux possibilistes et à leurs alliés, tandis que ces derniers ont davantage l'impression de se situer dans un continuum depuis 1883. Et dans une situation fluide où il continue de manquer une institution centrale et des statuts, la réactivation de l'Internationale ne peut que suivre une temporalité qui dépend éminemment des perceptions des acteurs. Si certains étaient déjà prêts pour dire qu'elle était rétablie au milieu des années 1880, d'autres continuent de nier le rang d'Internationale formelle même après 1889. C'est donc surtout rétrospectivement que l'inauguration de l'association est faite coïncider conventionnellement avec les assises de 1889, puisqu'y est parachevé l'accord sur la plateforme revendicative autour de la législation internationale du travail, et la perspective des Huit Heures préfigure les manifestations du 1^{er} Mai en tant que « première action mondiale massive du

²³⁶ HARDIJNS, « Une Politique Internationale », art. cit., p. 1.

²³⁷ HAUPT, VERDÈS, « De la 1^{re} à la 2^e Internationale... », art. cit., p. 117.

prolétariat mondial²³⁸ » – mais aussi seule « expression visible²³⁹ » de l’existence même de l’Internationale en présence d’une très faible institutionnalisation –.

Or, même si les contours généraux du modèle de fédération décentralisée se voient confirmés en 1889, l’absence d’institutions transnationales en dehors des congrès commence néanmoins à recevoir des soins palliatifs. En effet, le fait d’avoir suggéré depuis 1877 que l’Internationale n’était pas encore formelle alors que pourtant des congrès avaient lieu, implique finalement que l’on en vienne à considérer que, pour être reconnue comme étant formelle, elle nécessite d’être centralisée d’une manière ou d’une autre. Voulant se démarquer des congrès précédents sans pour autant bouleverser l’organigramme, les délégués de 1889 expérimentent des mesures pour passer d’une institutionnalisation jusqu’alors destinée exclusivement à assurer la continuité des congrès, à une conçue aussi pour garantir la poursuite de l’action politique durant leur intervalle. Cela peut se faire car, même en présence d’assises rivales, la régularité des entrevues n’est plus perçue comme étant en danger. Mais plus encore, cela se fait précisément grâce au climat de concurrence : la quête d’institutionnalisation se configure comme résultante de ce rapport de force tout interne au mouvement transnational, puisqu’extérieurement chacun des deux congrès doit se montrer plus performant que l’autre et se donner les moyens pour atteindre les objectifs fixés. D’autant que marxistes et possibilistes entendent tous deux apporter un appui critique à l’initiative lancée en 1881 par Bernhardt Hammer, président du Conseil fédéral suisse, consistant à organiser une série de conférences intergouvernementales en faveur d’une législation internationale du travail industriel²⁴⁰. Un projet de loi de Zéphirin Camélinat soulignait déjà en 1885 que l’objectif des ententes intergouvernementales devait être, entre autres, « l’institution d’un bureau international de contrôle général, de statistique ouvrière et industrielle et de proposer les moyens d’étendre et de codifier la législation internationale du travail²⁴¹ ». En février 1886, cette perspective avait été reproposée telle quelle par les députés socialistes français à leurs homologues de la *Labour Representation Union*²⁴² durant la préparation de la conférence de Paris : le bureau souhaité par Camélinat figurait ainsi parmi les revendications à porter dans le cadre de l’agitation à « entreprendre simultanément²⁴³ ». Or, le

²³⁸ Wilhelm LIEBKNECHT, « Vorwort », in *Protokoll des Internationalen Arbeiter-Congresses zu Paris. Abgehalten vom 14. bis 20. Juli 1889*, Nuremberg, Druck und Verlag von Wörlein & Comp., 1890, p. V.

²³⁹ Karl KAUTSKY, *Das Erfurter Programm*, Stuttgart, Dietz, 1892.

²⁴⁰ Voir Nadjib SOUAMAA, « Les origines de l’OIT (1890-1950) : élaboration et premières expérimentations d’un modèle d’« Europe sociale » », *La Revue de l’Ires*, n° 87, 2015, p. 65-66.

²⁴¹ *La Revue socialiste*, t. I, 1885, p. 1127.

²⁴² Embryon du *Labour Electoral Committee* établi en septembre 1886, rebaptisé *Labour Electoral Association* en 1887.

²⁴³ *Le Peuple*, 27 février 1886, p. 2.

Conseil fédéral suisse avait relancé le processus le 15 mars 1889 en vue d'un congrès intergouvernemental à Berne à la fin de l'année (et qui se tiendra finalement à Berlin en mars 1890)²⁴⁴. Ainsi, les congrès rivaux songent tous deux à une institution centrale qui puisse assurer le lien avec un éventuel bureau intergouvernemental. Mais ils ne restent pas non plus indifférents à la bureaucratisation que connaissent au même moment des groupements transnationaux plus ou moins proches, qui se réunissent tous à Paris à l'été 1889. En juin, définitivement constituée, l'Union interparlementaire (UIP) avait installé un comité exécutif²⁴⁵. En parallèle, en prévision du congrès international d'agriculture, Henry George travaillait à un projet de confédération pour la réforme agraire dotée d'un comité central²⁴⁶. Et un congrès international des accidents du travail devait se réunir en septembre et discuter de l'installation d'un comité permanent de liaison et de statistique – ce qui fera déclarer à Luigi Luzzatti ne pas « croi[re] beaucoup aux Congrès, mais [...] aux Comités permanents de ces institutions²⁴⁷ » –. C'est donc aussi pour ne pas rester en arrière vis-à-vis de cette tendance, et pour pouvoir établir des rapports d'institution à institution, que les congrès rivaux se décident à ébaucher une centralisation sociologique. Mais leur climat schismatique, où la séparation physique contribue à pousser au paroxysme les méfiances réciproques, finit par déterminer en même temps le très faible degré de centralisation entrepris de part et d'autre. Chacun avance ses pions, mais d'une seule case : on admet seulement une institution centrale non-permanente, non-plurinationale, et au mandat très limité.

Des velléités de centralisation apparaissent de manière disparate tant en amont que pendant le congrès de la salle Pétrelle²⁴⁸, dit marxiste ou guesdiste. En août 1888, à son premier congrès à Barcelone, le *Partido Socialista Obrero Español* (PSOE) comptait que l'on établisse à Paris :

« La nécessité et la commodité de créer un Comité international qui, servant de lien d'union entre les Partis ouvriers de tous les pays, donne au mouvement socialiste révolutionnaire la plus grande unité d'action. Ledit Comité devra publier mensuellement ou trimestriellement, dans la mesure où les ressources disponibles le permettent, un périodique à travers lequel il informera de l'état

²⁴⁴ Voir Yves GUYOT, « La législation internationale du travail », *Journal de la société statistique de Paris*, t. XXXVIII, 1897, p. 364.

²⁴⁵ *Conférence interparlementaire. Salons de l'hôtel Continental*, Paris, Balitout et C^{ie}, 1889, p. 9-14.

²⁴⁶ Voir Alphonse GERMAIN, « Conférence agraire », *Le Parti ouvrier*, 13-14 juin 1889, p. 1.

²⁴⁷ *Congrès international des accidents du travail, t. II : Comptes rendus des séances et visites du congrès*, Paris, Baudry et C^{ie}, 1890, p. 397.

²⁴⁸ Faute de place, à partir du deuxième jour le congrès se réunit au théâtre Fantaisies parisiennes, rue Rochechouart.

des forces socialistes dans chaque pays et des actions les plus importantes que celles-ci effectuent²⁴⁹ ».

Le mois suivant, à la réunion de la Société républicaine d'économie sociale, le rédacteur de *L'Intransigeant* Henri Neveu faisait voter une motion pour « la constitution d'une commission internationale d'organisation socialiste du travail²⁵⁰ », vouée à coordonner la campagne pour une législation sociale. Et à l'ouverture du congrès, le secrétaire de la chambre syndicale des cochers de la Seine, Armand Dulucq, préconise un centre de correspondances composé de socialistes français, doté d'un bulletin et d'une caisse commune, qui s'occuperait à la fois de législation sociale et d'antimilitarisme²⁵¹, mais « sans porter la moindre atteinte à l'autonomie et aux usages des groupes [*sic*] et nationalités²⁵² ». Joseph Daumas, conseiller municipal radical-socialiste de Paris, et Léon Arrécot, délégué des couturières bordelaises, proposent plutôt que le bureau du congrès soit « chargé d'organiser un Comité International pour la défense des intérêts socialistes des Prolétaires de tous les pays ; ce Comité prendra les mesures nécessaires pour la publication d'un journal hebdomadaire imprimé en trois idiomes²⁵³ ».

Cependant, les Allemands ne peuvent toujours pas adhérer à une association formelle, et il ne faut donc pas les mettre dans l'embarras. Comme Bebel le notifie au préalable à Engels, « il ne peut pas être question d'une restauration de l'Internationale ; il ne peut et ne doit pas y avoir plus qu'un bureau d'échange d'opinions²⁵⁴ ». Dès lors, à la séance inaugurale, Vaillant doit déclarer que « le pacte d'union » que le congrès doit sceller « est déjà conclu par le simple fait de cette union fraternelle »²⁵⁵. Ce à quoi Liebknecht fait écho en relevant que « le mouvement ouvrier international est devenu trop vaste pour le cadre d'une organisation unique et unifiée », et que donc « la signification principale du congrès réside dans le fait de sa réunion, [...] le traité fédéral n'a pas besoin d'être conclu au préalable – il est conclu ! »²⁵⁶. De ce fait, lorsque le congrès se penche sur l'ordre du jour *Voies et moyens pour mettre en œuvre ces revendications* (sur la législation sociale), l'organigramme n'est pas projeté sur le long-terme. La résolution qui est adoptée à une forte majorité, élaborée directement par le bureau du congrès, est issue

²⁴⁹ *El Socialista*, 14 septembre 1888, p. 2.

²⁵⁰ *Le Cri du Peuple*, 15 septembre 1888, p. 2.

²⁵¹ Voir IISG, Jules Guesde Papers, 622-10, f° 1-7, Projet de résolution d'A. Dulucq, [juillet 1889].

²⁵² IISG, Jules Guesde Papers, 619-1, f° 2, Motion d'A. Dulucq, [juillet 1889].

²⁵³ IISG, Jules Guesde Papers, 619-1, f° 13, Projet de résolution de J. Daumas et L. Arrécot, [juillet 1889].

²⁵⁴ Werner BLUMENBERG (dir.), *August Bebel's Briefwechsel mit Friedrich Engels*, La Haye, Mouton, 1965, p. 363 (Lettre d'A. Bebel à F. Engels, 2 juillet 1889).

²⁵⁵ *Protokoll des Internationalen Arbeiter-Congresses zu Paris...*, op. cit., p. 3.

²⁵⁶ *Ibidem*, p. 4-7.

d'un projet déposé par les guesdistes G. Delory, A. Delcluze, R. Lavigne, J. Dormoy, E. Salembier et G. Deville²⁵⁷ sur la base d'un rapport du Cercle socialiste d'étude et de propagande de Beauvais²⁵⁸. Il est décidé « que le bureau du congrès ferait provisoirement œuvre de comité international²⁵⁹ » en attendant que soit instituée une « Commission exécutive des résolutions [...] en ce qui concerne la législation internationale du travail²⁶⁰ ». La décision est similaire à celle qui avait été prise le 13 janvier 1889 au meeting pacifiste international du Teatro Dal Verme de Milan, en présence de Liebknecht et Longuet, c'est-à-dire que, parmi les membres du bureau, « un comité permanent serait formé pour activer l'exécution des résolutions du congrès²⁶¹ ». La commission reçoit trois mandats, censés tous s'épuiser à l'ouverture des assises suivantes. Premièrement, elle doit convoquer et préparer matériellement celles-ci. Étant donné qu'elles vont se tenir en Suisse, il est prévu que la commission se compose exclusivement de cinq membres issus d'organisations de ce pays. *De facto*, c'est donc le comité d'organisation du congrès suivant qui va fonctionner provisoirement comme organe central, en tant que dépositaire des résolutions parisiennes. Celui-ci se constituant déjà le 28 juillet, ce n'est donc que virtuellement qu'une institution centrale provisoire mais à la composition plurinationale existe pendant une semaine au travers du bureau du congrès. Deuxièmement, la commission doit assurer la liaison entre l'Internationale et l'éventuel office du travail établi par le congrès intergouvernemental prévu à Berne, afin de porter à sa connaissance le programme socialiste. Troisièmement, enfin, elle doit mettre en exécution une motion à propos d'un bulletin commun :

« Sous le titre : *La journée de huit heures*, il sera publié, avec le concours des partis socialistes représentés au Congrès [...], un organe hebdomadaire destiné à centraliser tous les renseignements sur les divers mouvements nationaux en vue de la réduction légale de la journée de travail²⁶² ».

Bien que devant remplir un objectif très précis en vue d'appuyer un seul volet de la campagne phare de l'Internationale, l'organe n'a aucune durée préétablie, présuppose une première logique de mutualisation financière entre organisations nationales, et il est même possible d'envisager un comité de rédaction plurinationnel. Mais le fait de le confier finalement à la commission exécutive²⁶³ produit une révision à la baisse des ambitions : il est désormais censé

²⁵⁷ IISG, Jules Guesde Papers, 619-1, f° 11-12, Projet de résolution sur la 3^e question à l'ordre du jour, [juillet 1889].

²⁵⁸ IISG, Jules Guesde Papers, 611-7, f° 1-54, Rapport d'A. Bouchard pour le Cercle socialiste de Beauvais, s.d.

²⁵⁹ *Le Peuple*, 23 juillet 1889, p. 2.

²⁶⁰ *Le congrès marxiste de 1889. Le congrès possibiliste de 1889*, Genève, Minkoff, 1976, p. 38.

²⁶¹ *Le Parti ouvrier*, 16 janvier 1889, p. 2.

²⁶² *Le congrès marxiste de 1889...*, *op. cit.*, p. 38.

²⁶³ *Ibidem*, p. 39.

paraître seulement jusqu'au congrès suivant, son comité de rédaction est national, et c'est celui-ci qui doit déterminer comment réunir les articles et les contributions financières auprès des partis-frères.

Tout en se ralliant de façade à cette résolution, certains nostalgiques tentent un baroud d'honneur. Iglesias avait déjà été le seul qui, pendant la longue série de lecture des rapports d'activité nationaux, avait évoqué clairement l'idée d'une centralisation sociologique permanente²⁶⁴ – et il confirme d'ailleurs ses vues quelques jours plus tard lorsqu'il mène le « bloc des impatients²⁶⁵ » au premier congrès international des typographes, exigeant l'adoption immédiate de statuts pour donner corps à la fédération –. À la dernière séance, il cosigne un projet de résolution plus ambitieux avec son camarade José Mesa et avec Many, délégué des typographes de Bucarest et du journal *Gutenberg* :

« Considérant que toute organisation socialiste internationale serait vaine et impuissante sans un bureau avec comité qui serve de lien à tous les ouvriers socialistes internationalistes, le Congrès décide qu'un Comité général international sera nommé par le bureau permanent du Congrès. Le siège de ce Comité sera fixé par le même Comité²⁶⁶ ».

Mais les Espagnols, et encore plus les Roumains, occupent une place très secondaire dans les réseaux internationalistes. Les partis les plus puissants n'entendent pas se retrouver les mains liées, voire se mettre en danger, par les exigences de petites formations qui comptent puiser leur force depuis l'extérieur comme aux temps du CG. C'est Vaillant qui se retrouve alors à devoir « explique[r] que l'acceptation de cette demande était impossible compte tenu des lois de nombreux pays²⁶⁷ ». Le projet de résolution est immédiatement retiré, et le débat est clos.

Un résultat similaire est obtenu au congrès de la rue de Lancry, dit possibiliste, mais où le débat est bien plus franc et plus riche. Le libellé de l'ordre du jour qu'y est inscrit donne déjà le ton : *Des moyens les plus pratiques à employer pour établir des relations constantes entre les organisations ouvrières de tous pays, sans pour cela porter atteinte à leur autonomie*. De même, l'allocution inaugurale du secrétaire du comité organisateur, Aimé Lavy, précise immédiatement qu'il convient de « reconstituer une Association ouvrière internationale, mais à condition que cette association respecte absolument l'autonomie de chaque parti national et ne

²⁶⁴ Voir *Protokoll des Internationalen Arbeiter-Congresses zu Paris...*, op. cit., p. 67.

²⁶⁵ REBÉRIOUX, « Naissance du secrétariat typographique international », art. cit., p. 192.

²⁶⁶ IISG, Jules Guesde Papers, 619-1, f° 4-5, Projet de résolution de P. Iglesias, J. Mesa et Many, [juillet 1889].

²⁶⁷ *Protokoll des Internationalen Arbeiter-Congresses zu Paris...*, op. cit., p. 125.

tente pas d'intervenir dans les affaires intérieures²⁶⁸ ». Ce qui n'empêche pas que trois options s'affrontent finalement quant au type de fédération souhaitée. À un extrême, Alfred Greenwood, délégué de l'*International Glass Bottle Makers*, organisation syndicale proche de la SDF, préconise un comité central permanent qui représente à la fois partis et syndicats : il serait chargé « de recevoir, traduire et faire parvenir aux parties intéressées toutes les communications qui leur seront adressées, concernant les conditions sociales et industrielles des travailleurs », mais aussi, périodiquement, de procéder à « une publication statistique sur la situation morale, politique et sociale des travailleurs par nationalité »²⁶⁹. Il imagine cet organigramme à partir d'une expérience récente, à savoir les défaillances dont avait souffert la solidarité transnationale durant la dernière grève des verriers français²⁷⁰. Dans une position médiane, Hyndman dépose une motion censée garantir un équilibre entre organisations autonomes et liens réguliers :

« Le Congrès affirme le principe que chaque nationalité est le meilleur juge de la tactique politique et sociale qu'elle doit suivre. En vue d'une correspondance internationale, un bureau sera formé par les Chambres syndicales dans chaque pays. Un semblable bureau de correspondance sera formé par les partis socialistes dans chaque contrée où il n'existerait pas de Comité national ; dans ces derniers pays, le Comité national en remplirait la fonction. Ces Comités se réuniront une fois tous les trois mois, ou plus souvent, s'il est nécessaire, pour correspondre et s'entendre²⁷¹ ».

En somme, le comité national de chaque parti et de chaque syndicat s'occuperait séparément – soit directement, soit à travers des instances *ad hoc* – de la correspondance transnationale, et se réunirait à d'intervalles réguliers avec ses homologues étrangers pour traiter les affaires courantes, ou en voie exceptionnelle pour des questions urgentes. La centralisation sociologique se matérialiserait donc par intermittence, à l'occasion de ces réunions, mais pour lesquelles il n'est prévu aucun secrétariat permanent. Hyndman explique en effet qu'un système de liaison souple ferait mieux l'affaire qu'un organe exécutif permanent, plus susceptible de dégénérer en un outil de centralisation politique :

« Chacun doit être maître de sa tactique particulière. Il ne faut pas de Conseil permanent et central, qui, forcément, deviendrait autoritaire. Il suffit d'un Comité qui facilitera les communications [...], pas d'alliance qui porterait la main sur l'autonomie nationale [...]. Il faut que ces deux fractions [syndicats et partis] s'entendent entre elles, d'abord par nationalités, puis l'entente se fera

²⁶⁸ *The Times*, 16 juillet 1889, p. 5.

²⁶⁹ *Le congrès marxiste de 1889...*, *op. cit.*, p. 259-264.

²⁷⁰ *Le Parti ouvrier*, 21 juillet 1889, p. 2.

²⁷¹ *Le congrès marxiste de 1889...*, *op. cit.*, p. 257.

entre les nations, grâce à ce Comité [...]. Il faut que ce Comité se réunisse selon le nombre d'affaires à traiter²⁷² ».

Réputé pour être un « ardent défenseur²⁷³ » de la centralisation et un critique farouche du trade-unionisme, les propos d'Hyndman en suprennent plus d'un²⁷⁴. Deux considérations éminemment nationales, voire privées, expliquent l'organigramme qu'il imagine. D'une part, il compte sur le fait que des rapports plus réguliers entre trade-unionisme insulaire et syndicalisme continental réussissent ce que la SDF continuait d'échouer, c'est-à-dire une pénétration des idées socialistes dans le trade-unionisme. S'il fait donc une concession aux *Trade Unions*, c'est surtout pour leur tendre un piège. D'autre part, mis au ban du cercle informel Marx-Engels à cause d'antipathies aussi bien politiques que caractérielles, il vise à dépersonnaliser le fonctionnement de l'Internationale grâce à son institutionnalisation, mais avant tout pour flatter son propre égo en intégrant à nouveau l'*upper circle* du mouvement transnational, ce dont il avait toujours eu l'ambition²⁷⁵. Il avait en effet vécu comme un affront le fait que SAP-D et PO ne l'associent pas aux négociations pour la fusion des deux congrès, et avait donc dénoncées celles-ci comme étant une ingérence d'une clique étrangère dans les affaires nationales des possibilistes²⁷⁶ et une résurgence des mêmes intrigues qui avaient produit la crise de l'AIT²⁷⁷ – ce dont Engels lui renvoyait dos à dos la responsabilité²⁷⁸. C'est en ce sens qu'il faut lire son insistance sur une institutionnalisation transnationale immédiate mais sur des bases strictement égalitaires : elle servirait avant tout pour préserver l'autonomie nationale de la « frénésie de la fraternité obligatoire²⁷⁹ » d'inspiration jacobine qu'il impute à SAP-D et PO, et donc pour résister « à la dictature de leur clique bourgeoise²⁸⁰ », car « un conseil général autocratique ne pourrait siéger en toute sécurité qu'à Londres et dégénérerait en clique²⁸¹ ». Mais à l'autre extrême, une convergence de circonstance entre possibilistes, trade-unionistes et libertaires fait bloc contre toute révision de la résolution Gély de 1888, mais dans ce cas aussi en partant de considérations éminemment nationales. D'une part, face à l'institutionnalisation séparée entre

²⁷² *Ibidem*, p. 257-258.

²⁷³ TSUZUKI, H. M. *Hyndman...*, *op. cit.*, p. 125.

²⁷⁴ Voir John BURNS, « The Paris International (Possibilist) Congress », *art. cit.*, p. 73-75.

²⁷⁵ TSUZUKI, H. M. *Hyndman...*, *op. cit.*, p. 111.

²⁷⁶ Le début de sa motion est d'ailleurs repris presque à l'identique depuis une note de *Justice* qui dénonçait les manœuvres marxistes et particulièrement l'« influence étrangère » de Lafargue, cf. *Justice*, 23 mars 1889, p. 1.

²⁷⁷ TSUZUKI, H.M. *Hyndman...*, *op. cit.*, p. 114.

²⁷⁸ Voir *Frederick Engels, Paul and Laura Lafargue : Correspondence, vol. II : 1886-1890*, Moscou, Foreign Languages Publishing House, 1960, p. 277 (Lettre de F. Engels à L. Lafargue, 11 juin 1889).

²⁷⁹ Henry M. HYNDMAN, « The International Workers' Congress and the Marxist Clique », *Justice*, 15 juin 1889, p. 3.

²⁸⁰ *Idem*.

²⁸¹ *Pall Mall Gazette*, 20 juillet 1889, p. 6.

mouvements politique et syndical que préconise Hyndman, les possibilistes entendent préserver la vocation de trait-d'union de la FTSF. Allemane rétorque donc que « chaque nation, ayant son autonomie, est libre d'apprécier si ses intérêts exigent un ou deux comités pour les relations internationales²⁸² ». Les libertaires espagnols sont surtout préoccupés par leur affaiblissement suite à la dislocation de la FRTE en octobre 1888 au congrès de Valence, où il avait été décidé de séparer organisation politique et syndicale, alors même que PSOE et *l'Unión General de Trabajadores* (UGT) se renforçaient de leur côté. Ainsi Baldomero Oller, qui réunit un mandat de trois syndicats catalans (ébénistes, cylindriers et teinturiers), propose lui aussi qu'il y ait des comités de correspondance par nationalité plutôt que par organisation²⁸³. Il s'agirait par-là de faire en sorte que les libertaires, par leur puissance numérique, maintiennent le contrôle sur les relations extérieures de l'ensemble des organisations corporatives et politiques espagnoles. Le même objectif est recherché par Charles Fenwick, député Lib-Lab et délégué de la *Northumberland Miners' Association*. Il s'oppose à Hyndman, dont il a saisi le piège, en déclarant que son organigramme ne ferait qu'accentuer la division entre partis et syndicats²⁸⁴, profilant le danger d'une Internationale politique à part entière qui concurrence, voire tente d'imposer des vues radicales aux organisations corporatives. Fenwick devait surtout craindre que se généralisent par-là, en s'internationalisant, les critiques que ses positions libérales avaient déjà reçues par la *Labour Electoral Association* au congrès trade-unioniste de 1888²⁸⁵. D'autre part, l'idée de centralisation permanente est dénoncée tant par Oller, qui réclame « une union entre les nations fondée sur une autonomie complète²⁸⁶ », que par Lavy, qui estime « inutile de créer un Comité central international qui pourrait devenir trop dangereux, [...] on doit laisser ce mode de faire à ceux qui ont besoin d'une haute direction, d'un maître »²⁸⁷.

Pour trouver une solution, c'est directement le bureau du congrès qui retravaille les divers projets et qui laisse ensuite à Laurent Verrycken, du POB, le soin de présenter une résolution transactionnelle « favorable à la création d'un bureau de correspondance pour faciliter les relations internationales, mais sans pouvoir de donner d'ordres²⁸⁸ », et qui est adoptée à l'unanimité :

²⁸² *Le congrès marxiste de 1889...*, op. cit., p. 263.

²⁸³ *Ibidem*, p. 259.

²⁸⁴ *Pall Mall Gazette*, 20 juillet 1889, p. 6.

²⁸⁵ Voir George D. H. COLE, *British Working Class Politics, 1832-1914*, Londres, Routledge, 1941, p. 101-120.

²⁸⁶ *The Times*, 20 juillet 1889, p. 7.

²⁸⁷ *Le congrès marxiste de 1889...*, op. cit., p. 260.

²⁸⁸ *Justice*, 27 juillet 1889, p. 3.

« Le Congrès, désireux d'établir des relations permanentes entre les organisations des différents pays, mais résolu à ne pas laisser porter atteinte à l'autonomie de ces organisations, décide : 1° Que des relations permanentes doivent être établies entre les organisations socialistes des différents pays, mais que, dans aucun cas, et sous aucun prétexte, ces relations ne pourront porter atteinte à l'autonomie des groupements nationaux, ceux-ci étant les seuls et meilleurs juges de la tactique à employer dans leur propre pays ; 2° Qu'une invitation est adressée aux chambres syndicales et groupes corporatifs pour qu'ils se fédèrent nationalement et internationalement ; 3° Que la création d'un bulletin international rédigé en plusieurs langues est proposée à l'étude des partis socialistes [...] ; 5° Que dans chaque pays des Comités soient établis, s'il n'en existe pas, pour entretenir des relations internationales dans l'ordre corporatif et dans l'ordre politique et social ; 6° Que chaque année, et pour l'année seulement, le Comité national d'un pays fera l'office d'un organe central international de correspondance. Il est interdit à ce Comité de prendre une décision quelconque sortant du rôle qui lui est dévolu²⁸⁹ ».

La résolution songe surtout à la manière de se prévenir des risques d'un organe qui n'existe pas encore, plutôt qu'à le rendre réellement utile. Dans un équilibrisme exacerbé, elle n'adhère que de façade à l'idée de Greenwood pour compléter l'organigramme imaginé par Hyndman, tout en dépotentiant ses objectifs et son mode de fonctionnement afin de satisfaire les exigences trade-unionistes, possibilistes et libertaires. L'institution centrale relie bel et bien des comités nationaux à la fois politiques et syndicaux, mais elle a une composition nationale et tournante. Elle n'est donc permanente qu'en théorie, car si déjà son personnel change entièrement selon des délais courts préétablis, elle repose surtout sur une fiction. En effet, les comités nationaux qui s'en retrouvent investis n'ont pas besoin de mettre en place une structure *ad hoc* : ce sont eux-mêmes, en tant que tels, qui font office d'organe central, évitant par-là une superfétation d'institutions perçue comme risquée. De plus, si l'instance centrale doit se cantonner à des tâches postales (le rôle statistique lui étant finalement nié), son mode de fonctionnement est lui-même postal, puisqu'il n'est plus question de réunions physiques : elles sont perçues comme dangereuses en ce que, reproduisant à petite échelle le fonctionnement des congrès, elles auraient pu devenir des cadres décisionnels. L'interdiction de sortir de ce mandat étriqué, répétée aux limites de l'obsessionnel, se confirme lorsque Fernando Fulgueroso, délégué du syndicat des mécaniciens de Barcelone, propose de confier la publication du bulletin commun aux comités nationaux qui agiraient successivement en tant qu'organe central²⁹⁰ : cela est admis mais pas rajouté à la résolution Verrycken, puisque de toute manière celle-ci avait renvoyé aux

²⁸⁹ *Le congrès marxiste de 1889...*, op. cit., p. 263.

²⁹⁰ *Ibidem*, p. 265.

organisations nationales l'étude de faisabilité du bulletin. Cependant, à la toute fin des assises, une décision pragmatique vient contredire en partie la lettre de la résolution. Étant donné que le congrès suivant est prévu pour 1891 à Bruxelles, il est établi par la même occasion que le POB agira « comme directeur, pendant les deux années qui suiv[ent], d'un Bureau international de correspondance chargé de maintenir les diverses sections nationales en contact les unes avec les autres et de les informer de toute action internationale qui pourrait être entreprise²⁹¹ ». Le POB se trouve ainsi autorisé à faire office d'organe central pendant deux ans, au lieu qu'un, et surtout il est admis que, sans rien pouvoir imposer, il pourrait tout de même disposer d'un droit de proposition. Tout en l'acceptant, Jean Allemane et Théophile Blanvalet se disent déterminés à faire en sorte qu'aucune école ne puisse trouver dans cet organe le moyen d'« assujettir le prolétariat universel à une direction autoritaire²⁹² ». L'enthousiasme que reçoit la résolution Verrycken en dit long sur l'état d'esprit du congrès. Si Smith va jusqu'à déclarer que « ces votes réorganisent l'Internationale²⁹³ », Victor Dalle se félicite de « la prédominance de l'idée libertaire », en ce que « les idées de liberté, d'autonomie et de fédéralisme sortent triomphantes [...], le délégué exécute, le mandataire obéit ; ni l'un ni l'autre ne commandent ou ne dictent d'ordre à leurs commettant »²⁹⁴. Du côté de la SDF, Harry Quelch « célèbr[e] la fondation d'une nouvelle Internationale, fondée sur le principe du fédéralisme et de l'autonomie nationale, [...] cherchant à éviter les causes qui ont provoqué la dislocation de l'ancienne Internationale²⁹⁵ ». Le POB aussi participe au chœur : le nostalgisme de De Paepe, qui meurt en 1890, cède en effet le pas à une nouvelle génération qui n'a que peu connu l'AIT, et dont le réalisme est incarné par Gustave Defnet et Jean Volders. Le premier reprend fidèlement la vulgate possibiliste sur l'autonomie nationale²⁹⁶, et le second, un an plus tard, écrit que ce qui compte désormais n'est pas la centralisation mais l'évidente convergence des programmes nationaux des partis :

« Au fond, les tendances politiques et économiques [...] sont les mêmes, et sans organisation centralisée, [...] on suit partout la même politique et on arrive à voir grandir partout le plus grand parti de pacification, de réformes politiques et sociales qui ait jamais existé²⁹⁷ ».

Contrairement au congrès marxiste, celui de la rue de Lancy parvient certes à projeter sur le long-terme l'organigramme de l'Internationale, puisqu'il n'est pas censé s'appliquer seulement

²⁹¹ *Justice*, 18 juillet 1891, p. 4.

²⁹² *Le congrès marxiste de 1889...*, *op. cit.*, p. 275.

²⁹³ *Ibidem*, p. 264.

²⁹⁴ Victor DALLE, « Autonomie », *Le Parti ouvrier*, 21 juillet 1889, p. 1.

²⁹⁵ Harry QUELCH, « The New International », *Justice*, 27 juillet 1889, p. 2.

²⁹⁶ Voir Gustave DEFNET, « Les Congrès internationaux », *Le Peuple*, 22 juillet 1889, p. 1.

²⁹⁷ Jean VOLDERS, « Le Congrès de Halle », *Le Peuple*, 22 octobre 1890, p. 1.

jusqu'aux assises suivantes. Mais l'institution centrale est tellement dépotentiée que son inconsistance est parfaitement saisie par des observateurs extérieurs qui n'ont pas besoin d'affirmer la supériorité d'un congrès sur l'autre. Le *Times* remarque par exemple :

« Ainsi l'Internationale a été ressuscitée sur des bases diamétralement opposées à celles sur lesquelles elle avait été fondée. Il n'y aura pas de conseil central ayant le droit d'intervenir dans les partis ouvriers des différents pays ; mais un Bureau fédéral ouvrier, dépourvu de droits et de pouvoirs, et ayant pour seule mission de faciliter les relations entre les différents pays²⁹⁸ ».

Au lendemain des congrès rivaux, la base même du fonctionnement quotidien de l'Internationale continue d'être le réseau polycentrique entre organisations nationales. La résolution par laquelle la VII^e convention nationale du *Socialist Labour Party* (SLP) accueille les décisions de 1889 est parlante :

« Attendu que le moment est venu où cette solidarité doit trouver son expression dans une organisation internationale, [...] nous chargerons le prochain exécutif de rentrer en communication avec les partis et organisations socialistes des autres pays en vue de former une fédération internationale²⁹⁹ ».

Ainsi, les partis ont beau se répéter qu'ils ne sont « qu'une fraction de l'organisation internationale du prolétariat³⁰⁰ », celle-ci repose sur des bases tellement immatérielles que, pour certains, c'est comme si elle n'existait point, voire qu'on pourrait la défaire à tout moment avec une grande facilité. Si en 1891, à Bruxelles, après avoir encore refusé l'installation d'un organe central, Edward Aveling se voit obligé de déclarer que « l'Internationale n'est pas morte, le Congrès actuel en est une preuve vivante³⁰¹ », le congrès de Berlin du *Sozialdemokratische Partei Deutschlands* (SPD) en 1892 doit faire encore de la pédagogie envers les « gens qui pensent que l'organisation de congrès internationaux ne sert à rien³⁰² ». Surtout, le scepticisme d'Engels est une constante. Préoccupé que le développement des partis ne soit obstrué par les liens transnationaux, en 1889 il tente de convaincre que le SAP-D « ne peut se permettre de jouer à créer des organisations internationales qui sont pour le moment aussi impossibles

²⁹⁸ *The Times*, 22 juillet 1889, p. 5.

²⁹⁹ *Workmen's Advocate*, 26 octobre 1889.

³⁰⁰ Jean VOLDERS, « Au Congrès de Gand », *Le Peuple*, 5 avril 1893, p. 1.

³⁰¹ *Le Peuple*, 21 août 1891, p. 1.

³⁰² *Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands. Abgehalten zu Berlin vom 14. bis 21. November 1892*, Berlin, Vorwärts, 1892, p. 216.

qu'inutiles³⁰³ ». Et à l'ouverture de celui de 1891, il fait comme si l'Internationale n'avait pas encore été réactivée :

« Le Congrès n'aura plus grand-chose à faire de sérieux, à moins que les diverses velléités de reconstituer l'Internationale ne tentent de s'exprimer. J'espère que non, car cela provoquerait de nouvelles scissions et nous ramènerait en arrière [...]. C'est une absurdité à tous égards, surtout tant qu'il n'y aura pas en France et en Angleterre un parti fort et uni. Si tel était le cas, [...] le but serait alors atteint sans union formelle [...] En réalité, le mouvement est trop grand, trop vaste, pour être entravé par de tels liens³⁰⁴ ».

Ce n'est que lorsque ce même congrès prend une mesure de renvoi des libertaires qu'Engels admet que « là avait fini la vieille Internationale, par-là recommence la nouvelle³⁰⁵ ».

Or, les défaillances de ce mode de fonctionnement étant perçues par plusieurs meneurs, c'est précisément le fait même qu'après 1889 le fédéralisme décentralisé ne soit pas figé dans le marbre d'un quelconque statut qui continue de configurer la situation potentiellement évolutive qui caractérisait déjà la période précédente, articulée autour de trois exigences pragmatiques : une correspondance régulière, un échange de statistiques, et une exécution minimale des résolutions. Dès lors, la perspective d'une centralisation sociologique ne cesse d'être abordée, et le défi est encore que centralisme ne rime plus avec autoritarisme.

b) Face aux promiscuités, un déplacement risqué de la focale quant à l'institution centrale

La tenue d'assises concurrentes semble inscrire une fracture dans la durée. Lorsqu'en 1924 Vandervelde retrace l'histoire de la Deuxième Internationale, il définit le congrès possibiliste comme « un épisode sans lendemain », tandis que du congrès marxiste « sortit l'Internationale nouvelle »³⁰⁶. Les faits sont plus complexes, et l'Internationale qui parvient à se réunir en un seul et même congrès en 1891 est le fruit d'un compromis. De ce fait, jusqu'en 1896 elle continue de se caractériser par une grande promiscuité. Organisationnelle, d'une part, puisque coexistent en son sein des partis, des syndicats et parfois même des coopératives, sur un pied d'égalité en l'absence de statuts. Idéologique, d'autre part, puisque les sociaux-démocrates y

³⁰³ *Frederick Engels, Paul and Laura Lafargue...*, op. cit., p. 282 (Lettre de F. Engels à L. Lafargue, 28 juin 1889).

³⁰⁴ *Correspondance Engels-Lafargue*, Paris, Editions sociales, t. III, 1959, p. 89-90 (Lettre de F. Engels à P. Lafargue, 17 août 1891).

³⁰⁵ *Ibid.*, p. 95 (Lettre de F. Engels à P. Lafargue, 2 septembre 1891).

³⁰⁶ VANDERVELDE, « Histoire de la II^e Internationale (1889-1914) », art. cit., p. 18.

sont concurrencés par d'autres écoles, capables de tisser des alliances de circonstance. En effet, déjà bruyants en 1888-1889 même si en petit nombre, des syndicalistes-révolutionnaires continuent de se présenter aux congrès, ce qui configure selon Jean Longuet « le prolongement de la lutte entre marxistes et bakouninistes au sein de la vieille Internationale³⁰⁷ ». Sur la grève générale et l'antiparlementarisme, ils trouvent l'accord du *Sociaal-Democratische Bond* (SDB) de Nieuwenhuis et des allemanistes du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (POSR), exclus de la FTSF au congrès de Châtellerauld de 1890. Leur rejet de l'intervention étatique et leur insistance sur l'autonomie de l'action corporative leur concèdent les faveurs des trade-unionistes. Il n'est donc pas aisé de songer à une institution centrale alors que l'Internationale est traversée de diatribes entre factions irréconciliables. Les marxistes ne sont pas prêts à courir le risque que des éléments perçus comme anarchistes s'y installent et pervertissent l'Internationale en un outil de l'action directe ou de la chimère de la grève générale. C'est aussi de ce point de vue que la question des « conditions d'admission » aux congrès occupe une place fondamentale : l'Internationale se préoccupe avant tout de « la besogne purement négative de délimitation des frontières du socialisme, d'élimination des éléments hétérogènes qui s'efforcent encore de se glisser dans le mouvement et qui en nient les méthodes fondamentales³⁰⁸ ». Les anciens chefs de file des réalistes relèvent alors le défi de battre les extrêmes – le trade-unionisme et l'anarchisme –, tout en bloquant temporairement la centralisation. À l'ouverture des assises de 1891, les décisions institutionnelles de 1889 deviennent caduques : si celles du congrès marxiste le prévoyaient de base, l'organigramme adopté par le congrès possibiliste cesse tacitement de s'appliquer. Alors que les congrès de Bruxelles et de Zurich ne parviennent pas à résoudre en voie définitive les questions d'admission, le débat sur la centralisation recommence de zéro, mais ne retrouve de perspectives que par un déplacement risqué de la focale.

On l'a vu, les Suisses et les Belges avaient été chargés respectivement par les marxistes et les possibilistes de fonctionner provisoirement en tant qu'institution centrale. Les Suisses sont les premiers à se mettre à l'œuvre³⁰⁹ : ils installent la commission exécutive à Zurich (officiellement du fait de sa position géographique adaptée, mais en réalité puisque le SAP-D y possédait d'importants alliés et publiait ici même le *Sozialdemokrat* depuis 1879), composée

³⁰⁷ LONGUET, « Le mouvement socialiste international », art. cit., p. 38.

³⁰⁸ *Idem.*

³⁰⁹ Voir *Congrès international ouvrier et socialiste, tenu à Bruxelles du 16 au 23 août 1891*, Genève, Minkoff, 1977, p. 19.

de K. Bürkli, O. Lang, K. Manz, A. Merk et E. Wullschleger. Ce dernier est nommé secrétaire ainsi que responsable de l'édition de *La journée de huit heures*, dont le premier numéro paraît le 7 décembre 1889, mais que l'on compte publier à d'intervalles irréguliers en attendant la stabilisation financière de la commission. Pour lui assurer une large diffusion, l'on décide néanmoins qu'il sera gratuit et envoyé sans frais de port. Mais le congrès de la salle Pétrelle s'était séparé sans se soucier de fournir aux Suisses la liste d'adresses des délégations, et Wullschleger, qui doit la compiler laborieusement après coup, lamente d'importants retards ne serait-ce que pour identifier ses partenaires étrangers³¹⁰. À cet amateurisme en succède un autre, puisque si les Suisses comptaient avancer toutes les dépenses liées au bulletin, ils se retrouvent bientôt en déficit, et finissent par s'endetter durablement auprès des Allemands qui leur prêtent 1.000 marks³¹¹. En effet, plutôt que de mettre en place un système transnational de contributions fixes pour couvrir le coût prévisionnel du bulletin, qui s'élève à 15-20.000 frs/an, la commission en appelle simplement à un défraiement par des souscriptions volontaires. Si certains comme le PSOE s'empressent de contribuer³¹², il n'en va visiblement pas de même pour l'ensemble des partenaires. Qui plus est, le bulletin ne comble guère la soif de renseignements que traverse l'Internationale. Charles Bonnier se souvient en effet qu'à l'occasion du premier 1^{er} mai, en 1890, dans une période où *Le Socialiste* ne paraissait plus, il avait eu avec Guesde « l'idée de créer une agence socialiste internationale, à l'instar d'Havas, de Reuter ou de Wolff³¹³ ». Or, tandis que les Suisses, divisés entre Parti socialiste suisse (PSS) et *Grütliverein*, doivent mettre en place tant bien que mal une structure *ad hoc*, le POB peut aisément s'appuyer sur son Conseil général, déjà opérant depuis quatre ans : Defnet, qui vient d'être nommé secrétaire du parti ainsi que d'intégrer le comité de la *Miners' International Federation* (MIF)³¹⁴, est investi aussi en tant que secrétaire du bureau international de correspondance³¹⁵. Mais surtout, contrairement aux Suisses, le POB interprète à sa guise le mandat essentiellement administratif reçu rue de Lancry. De Paepe mettait en garde depuis 1888 contre l'idée « contradictoire et absurde » de deux Internationales issues d'un raidissement des diatribes, et appelait ses camarades à prendre les rênes de l'unification car « nous sommes, par nos relations, nos méthodes d'organisation, nos traditions et notre situation géographique, bien placés pour être le trait-d'union »³¹⁶. Les

³¹⁰ Voir IISG, Jules Guesde Papers, 610-13, f° 2, Lettre d'E. Vaillant à V. Jaclard, 23 novembre 1889.

³¹¹ Voir BLUMENBERG (dir.), *August Bebel's Briefwechsel...*, op. cit., p. 549 (Lettre d'A. Bebel à F. Engels, 24 juin 1892).

³¹² Voir *El Socialista*, 27 septembre 1889, p. 2.

³¹³ CANDAR, *Les souvenirs...*, op. cit., p. 193-218.

³¹⁴ *Le Peuple*, 26 août 1890, p. 2.

³¹⁵ *Justice*, 18 juillet 1891, p. 4.

³¹⁶ César DE PAEPE, « Un mot encore à propos du Congrès de Londres », *Le Peuple*, 7 novembre 1888, p. 1.

Belges n'avaient donc pas voulu choisir entre les congrès rivaux, et avaient envoyé des délégués aux deux avec pour mandat de parvenir à une fusion au plus vite et sans conditions. Dès lors, par la suite, plutôt que de fonctionner comme un bureau de correspondance d'une seule partie du mouvement, et consacrer ainsi sa division, le POB tente de s'imposer comme médiateur. De manière semi-confidentielle, et surtout sans en prévenir Hyndman³¹⁷ qui pourtant les avait désignés en premier pour cette responsabilité, les Belges déploient une diplomatie croisée en 1890 à l'occasion des congrès du TUC à Liverpool et du SAP-D à Halle. Déjà le 15 décembre 1890, une circulaire signée à la fois par le CG du POB et la Commission exécutive de Zurich, notifie qu'un seul et même congrès aura lieu en 1891, et que les Suisses remettent officiellement leurs pouvoirs aux Belges³¹⁸. Et pour qu'aucune faction ne puisse revendiquer la paternité exclusive des assises à venir, l'administration de *La journée de huit heures* cesse de fonctionner fin février 1891³¹⁹. Ainsi, la réunification de l'Internationale est obtenue précisément grâce à l'autonomisation des institutions centrales provisoires vis-à-vis du mandat étriqué qu'elles avaient reçu justement pour ne pas pouvoir prendre de décision d'autorité. Un paradoxe qui, pouvant légitimer une révision précoce du fédéralisme décentralisé, n'est guère relevé dans l'immédiat. Au contraire, qui plus est, craignant que la fusion renforce la clique marxiste qui l'ostracise, Hyndman mène une fronde contre l'« intrigue secrète ourdie dans l'obscurité³²⁰ » par le POB.

Une fois la fusion actée, les Belges inscrivent au congrès de 1891 un ordre du jour *Organisation sérieuse et pratique* qui est certes « un peu trop surchargé³²¹ », mais en même temps particulièrement exigeant³²². En effet, le rapport de Vandervelde sur l'agitation pour la législation sociale est sans appel : rien ou presque n'a été fait depuis deux ans, car les partis ont employé des moyens trop divers et globalement inefficaces. Pour y pallier, il indique qu'il faut « imprimer une direction commune au mouvement socialiste international³²³ » par une meilleure organisation des enquêtes statistiques et des correspondances. Il est donc décidé de

³¹⁷ Voir *Justice*, 8 août 1891, p. 4.

³¹⁸ *Congrès international ouvrier et socialiste, tenu à Bruxelles...*, op. cit., p. 21-22.

³¹⁹ Voir BLUMENBERG (dir.), *August Bebel's Briefwechsel...*, op. cit., note n° 5, p. 549

³²⁰ *Justice*, 1^{er} août 1891, p. 4.

³²¹ *Le Socialiste*, 12 septembre 1891, p. 3.

³²² Il se décline comme suit : A) de la correspondance ouvrière internationale ; B) de la statistique ouvrière universelle ; C) de l'entente internationale entre les ouvriers de tous les métiers, par la création d'un Comité syndical par nation et un Comité syndical international ; D) de la communication régulière de renseignements divers, au moyen d'un almanach et d'un calendrier socialistes internationaux, traduits dans toutes les langues et paraissant annuellement ; E) de la propagande et de l'agitation socialistes dans tous les pays.

³²³ *Congrès international ouvrier et socialiste, tenu à Bruxelles...*, op. cit., p. 61.

prime abord « de créer dans chaque pays un secrétariat national du travail, instrument d'action commune³²⁴ » entre partis et syndicats interprofessionnels – d'après une idée propagée depuis quelques mois par W. Thorne et E. Marx au nom de la *National Union of Gas Workers and General Labourers* (NUGWGL)³²⁵ –. La question se complique néanmoins lorsqu'est étudiée l'hypothèse d'un secrétariat international du même genre. En effet, le SDB et le POSR y sont favorables car le perçoivent comme un moyen de marginaliser les partis au profit des syndicats, et de pousser à la grève générale internationale, ce à quoi les marxistes ne peuvent pas souscrire. Dans un jeu de méfiances croisées, la centralisation sociologique proposée par les premiers entend éviter toute perspective de centralisation politique dont on suspecte les seconds³²⁶, mais ceux-ci perçoivent à leur tour le modèle des syndicalistes-révolutionnaires comme étant une tentative de centralisation politique à leur détriment. Tandis que les libertaires sont rejoints par des trade-unionistes, qui envisagent sans détours une fédération syndicale internationale et interprofessionnelle entièrement distincte de l'Internationale politique³²⁷, sans pour autant qu'il soit question de grève générale, les sociaux-démocrates peinent à faire bloc. Les Allemands, les Autrichiens et les Polonais évoquent des arguments de circonstance, à savoir que « l'élection d'un comité international [...] est impossible et inadmissible en vertu des lois³²⁸ », et demandent que l'on acte simplement « une *entente* et non une *organisation* internationale³²⁹ », à travers une résolution qui « laisse libres les pays d'agir dans la mesure du possible³³⁰ ». Aveling par contre déclare s'opposer à la centralisation par principe, car « une organisation paperassière ne condui[rait] pas plus près du but³³¹ ». Quant aux Belges, fidèles à leur esprit de compromis et à leur propre doctrine d'unité organique, ils s'opposent à une centralisation qui ne trouve pas encore de consensus, mais insistent tout de même pour que les secrétariats du travail configurent nationalement un terrain d'entente entre partis et syndicats – quitte à laisser la porte ouverte aux libertaires –, et qu'ils soient dotés « de larges attributions économiques aussi bien que socialistes³³² ». Seule la minorité sociale-démocrate du SDB soutient jusqu'au bout une conception intégrale : c'est-à-dire, d'après W. Vliegen, qu'il serait « parfaitement possible

³²⁴ Michel WINOCK, « Introduction », in *Congrès international ouvrier et socialiste, tenu à Bruxelles...*, *op. cit.*, p. 4.

³²⁵ Voir *Le Socialiste*, 8 avril 1891, p. 2-3.

³²⁶ Voir Auguste Antoine SACRÉ pseud. Arcès-Sacré, « Les Jacobins socialistes », *Le Parti ouvrier*, 18 août 1892, p. 1.

³²⁷ Voir *Congrès international ouvrier et socialiste, tenu à Bruxelles...*, *op. cit.*, p. 90.

³²⁸ *Berliner Volks-Tribüne*, 29 août 1891, p. 8.

³²⁹ *Le Rappel*, 22 août 1891, p. 2.

³³⁰ *Le Peuple*, 22 août 1891, p. 1.

³³¹ *Le Rappel*, 22 août 1891, p. 2.

³³² *Idem.*

d'organiser un bureau socialiste international³³³ » pour relier des secrétariats nationaux compétents sur des questions aussi bien corporatives que politiques. Encore huit ans plus tard, Hendrik Spiekman écrit que dans ce débat l'on ne pouvait « voir une autre intention que la création d'un organe administratif central qui [...] servirait à tous égards de bureau national, puis international, d'information et de statistique, mais au service de l'ensemble du mouvement ouvrier conscient³³⁴ ». C'est finalement la position belge qui résulte victorieuse dans la résolution votée³³⁵ :

« Comme, si désirable que soit une organisation centrale des forces ouvrières internationales, celle-ci se heurte pour le moment à des difficultés de toute nature, le Congrès, décidé à fournir à la solidarité ouvrière des divers pays un moyen commun de se manifester, recommande, partout où la chose sera possible, la *constitution nationale, dans chaque pays d'un secrétariat du travail* [...]. Les *Secrétariats du Travail* s'occuperont non seulement de la statistique corporative, mais également de la correspondance et des renseignements socialistes politiques³³⁶ ».

Même si la porte est laissée vaguement ouverte à des évolutions ultérieures, la centralisation n'apparaît pas « si désirable » que ça d'après les réactions de différents meneurs. Volders s'empresse en effet de rassurer qu'aucun cheminement vers une fédération hiérarchique n'est possible :

« On avait conçu autrefois le plan d'une Internationale ouvrière unifiée, ayant à sa tête une sorte de pouvoir central donnant une impulsion analogue à tous les groupements nationaux formant l'association. [...] Cette organisation n'est ni souhaitable ni possible. [...] La faiblesse d'une organisation socialiste centralisée consisterait dans sa centralisation même. La puissance du système actuellement appliqué provient précisément de la latitude laissée aux associations nationales³³⁷ ».

La SDF aussi, encore brusquée vis-à-vis du POB, se réjouit de la résolution. Même si elle marque un pas en arrière par rapport à l'embryon de centralisation obtenu par les Britanniques eux-mêmes en 1889, cela n'a pas d'importance tant qu'est éloigné le danger de dictature d'une clique marxiste personnellement hostile à Hyndman :

« Nous sommes heureux de dire que la proposition de créer un Comité international n'a pas été mise à exécution. Les pages de l'histoire du mouvement international ont été suffisamment

³³³ *Idem.*

³³⁴ Hendrik SPIEKMAN, « Arbeids-Secretariaten », *De Nieuwe Tijd*, vol. 4, 1899-1900, p. 656.

³³⁵ *Le Socialiste*, 26 août 1891, p. 1.

³³⁶ *Les Congrès Socialistes Internationaux : Ordres du jour et Résolutions*, Bruxelles, BSI, 1902, p. 46-47.

³³⁷ Jean VOLDERS, « L'Internationale socialiste », *Le Peuple*, 30 août 1891, p. 1.

brouillées et défigurées par les intrigues d'individus qui [...] se sont servis de la position qu'ils occupaient dans la vieille Internationale (une position nécessairement irresponsable, dans le sens où aucun contrôle effectif ne pouvait être exercé sur eux) pour étouffer toute action indépendante³³⁸ ».

Apparaît ainsi plutôt isolé l'avis de Guesde, d'après qui la résolution n'est qu'un premier pas :

« Les *secrétariats du travail* [...] seront un moyen permanent, non seulement de renseignements, mais d'action combinée, pour les travailleurs de toutes nationalités [...]. Ce n'est pas sans doute le *Bureau central* ou le *Comité directeur* que pouvait rêver l'impatience de quelques-uns. Mais dans l'état de morcellement, pour ne pas dire plus, où sont encore certains pays, [...] un pareil organe n'aurait-il pas été fatalement, au lieu d'une force nouvelle, un nouveau risque de division ? Ce n'est qu'après la centralisation des divers éléments nationaux – à laquelle aideront puissamment les *secrétariats du travail* – qu'il y aura lieu de passer à une véritable centralisation internationale³³⁹ ».

En somme, l'approfondissement institutionnel se fait pour l'instant exclusivement vers le bas. Michel Wincok va jusqu'à en conclure que « l'Internationale à proprement parler n'était pas reconstituée, [...] les congrès restaient le seul lien organique entre les différents partis³⁴⁰ ». Une impression qui est largement partagée par la presse, à l'image de *La Petite République* :

« Même le but spécial, l'objectif particulier du congrès a été rejeté : la reconstitution officielle de l'Internationale. L'organisation d'un comité ou secrétariat central servant de lien perpétuel à tous les groupes socialistes de l'univers a été écartée³⁴¹ ».

À l'approche du congrès de 1893, la bifurcation entre internationalismes se confirme lorsque le comité organisateur scinde un ordre du jour *Organisation nationale et internationale des syndicats professionnels*, d'un autre *Organisation internationale des démocrates socialistes*. Mais si les Belges critiquent comme étant un non-sens dangereux la séparation artificielle entre action économique et politique³⁴², le congrès finit par tracer exclusivement pour les syndicats un « plan complet d'organisation mondiale³⁴³ », ce qui éloigne d'autant plus la perspective d'une institution centrale réunissant des compétences à la fois corporatives et politiques. C'est d'ailleurs paradoxalement Volders qui établit la résolution sur l'organigramme syndical³⁴⁴,

³³⁸ John HUNTER WATTS, « The Brussels Congress », *Justice*, 29 août 1891, p. 2.

³³⁹ Jules GUESDE, « Le Congrès International de Bruxelles », *Le Socialiste*, 26 août 1891, p. 1.

³⁴⁰ WINOCK, « Introduction », art. cit., p. 4.

³⁴¹ JEAN-JACQUES, « À Bruxelles », *La Petite République*, 26 août 1891, p. 1.

³⁴² Voir *Congrès international ouvrier socialiste, Zurich 6-12 août 1893*, Genève, Minkoff, 1977, p. 145-146.

³⁴³ Filippo TURATI, « Il Congresso di Zurigo », *Lotta di classe*, 19-20 août 1893, p. 1.

³⁴⁴ Voir *Les Congrès Socialistes Internationaux...*, op. cit., p. 47-48.

soutenu non seulement par Greenwood (désormais secrétaire de la Fédération internationale des verriers), Many, Iglesias et Sanial, mais aussi par les libertaires. Il est recommandé aux syndicats de se fédérer nationalement et internationalement, selon des dynamiques tant professionnelles qu'interprofessionnelles, mais le lien entre mouvements politique et corporatif est assuré seulement nationalement par les secrétariats du travail. Une décision qui fait l'objet des mêmes réactions que celle de 1891 : si les Allemands et les Autrichiens insistent à la fois sur le danger et l'inutilité de formaliser les liens transnationaux³⁴⁵, les guesdistes répètent que « si la création d'un bureau central n'est pas encore praticable, au moins tel que nous le concevons, nous nous acheminons par ces agences de communication ouvrière vers l'organisation de l'avenir³⁴⁶ ». Mais si pour les syndicats les dynamiques d'institutionnalisation transnationale sont clairement définies, il en va tout autrement pour les partis, et l'Internationale politique paraît même s'effacer comme le souhaitent les libertaires³⁴⁷. En effet, la plupart des projets de résolution sont extrêmement génériques, à l'image de celui de la Fédération des groupes socialistes indépendants de France qui plaide pour qu'une commission spéciale soit chargée d'étudier les « voies et moyens pour arriver à l'union Internationale de tous les Socialistes, soit par la Coalition, soit par la Fédération³⁴⁸ ». Rares sont ceux qui envisagent clairement une institution centrale permanente, à l'image du PSOE qui confirme, à son congrès de Valence en septembre 1892, « réclamer, si les circonstances étaient favorables la création d'un Comité socialiste international et la fondation d'un journal, organe de ce comité³⁴⁹ ». Mais l'opinion qui prédomine est conforme à ce que les guesdistes exprimaient depuis 1891, et qu'ils avaient notifié à Zurich en transmettant une résolution adoptée par la fédération girondine du PO à son congrès de Libourne en juillet 1893 :

« Sur la question de la création d'une organisation centrale internationale, le Congrès, considérant qu'une pareille organisation ne saurait être que le couronnement des diverses organisations socialistes nationales, lesquelles n'existent encore que partiellement, écarte comme prématurées toutes les propositions à cet effet, et demande que le Parti ouvrier du pays où devra avoir lieu le prochain Congrès international soit chargé, jusqu'à ce Congrès, de servir de bureau de correspondance³⁵⁰ »

³⁴⁵ Voir par exemple *Victor Adlers Aufsätze, Reden und Briefe*, Vienne, Volksbuchhandlung, vol. 1, 1922, p. 74.

³⁴⁶ *Le Socialiste*, 2 septembre 1893, p. 3.

³⁴⁷ Voir Christiaan CORNELISSEN, *Les diverses tendances du Parti ouvrier international. A propos de l'ordre du jour du Congrès international ouvrier socialiste de Zurich (1893)*, Bruxelles, Société Nouvelle, 1893, p. 7.

³⁴⁸ *Congrès international ouvrier socialiste, Zurich...*, op. cit., p. 65.

³⁴⁹ *Le Socialiste*, 25 septembre 1892, p. 3.

³⁵⁰ *Le Socialiste*, 8 juillet 1893, p. 3.

Et tandis que les guesdistes en reviennent paradoxalement à l'organigramme imaginé rue de Lancry, les blanquistes espèrent ressusciter celui sorti de la salle Pétrelle, tout en rendant quelque peu plus élastiques les compétences de l'institution centrale provisoire. Leur projet de résolution indique :

« La Commission suisse d'organisation du congrès devient Commission exécutive de ses résolutions. Elle aura tout spécialement pour mandat de mettre en rapport les uns avec les autres les Secrétariats nationaux du travail de chaque pays et de rechercher les moyens de préparer, sinon de réaliser, une organisation internationale du Parti socialiste et du Prolétariat³⁵¹ ».

Cependant, faute de temps, l'ordre du jour *Organisation internationale des démocrates socialistes* n'est finalement pas examiné. Le congrès accumule en effet un retard considérable à cause des querelles sur les conditions d'admission, l'antimilitarisme et la tactique politique, et Vliegen demande alors de reporter aux assises suivantes les points restant à l'ordre du jour, car « sans discussion, un vote est absurde³⁵² ». Mais si les délégués étatsuniens et britanniques insistent pour maintenir la discussion sur l'organisation syndicale, personne ne lève le petit doigt pour faire de même quant à celle des partis. La résolution sur ce point est donc simplement notifiée à l'assemblée par sa commission, mais non mise au vote. Qui plus est, s'avouant impuissante compte tenu des législations répressives, elle renonce par la même occasion à toute centralisation ne serait-ce que provisoire ou symbolique :

« Considérant qu'il est désirable que les démocrates socialistes soient organisés internationalement sous un titre commun, mais attendu aussi que les restrictions imposées à la liberté d'association par les lois réactionnaires de plusieurs pays, sont un obstacle à la réalisation immédiate de ce désir [...], le Congrès recommande avec urgence [...] de *lutter sans cesse pour obtenir l'abrogation de toutes les lois restrictives du droit d'association*³⁵³ ».

Si des critiques s'élèvent contre la gestion de l'emploi du temps par le comité organisateur, plus intéressé à assurer une promenade en bateau vers l'île d'Ufenau que l'étude de questions aussi cruciales, le congrès se clôt sur une scène qui reconforte les opposants de la centralisation. Engels fait en effet une apparition surprise et, dans sa brève allocution, il tente surtout de saboter toute idée d'un nouveau CG :

³⁵¹ *Congrès international ouvrier socialiste, Zurich...*, op. cit., p. 96.

³⁵² *Protokoll des Internationalen sozialistischen Arbeiterkongresses in der Tonhalle, Zürich, vom 6. bis 12. august 1893*, Zurich, Buchhandlung des Schweiz. Grütlivereins, 1894, p. 47.

³⁵³ *Les Congrès Socialistes Internationaux...*, op. cit., p. 19-20.

« Nous l'avons vue renaître [l'Internationale], mais avec une forme plus élastique, mieux accommodée à la situation. Figurez-vous un conseil général voulant diriger l'Europe socialiste ; c'est une impossibilité. L'esprit de solidarité qui existe aujourd'hui fait le nécessaire et le Congrès vient compléter le résultat. Sous cette forme nouvelle, l'Internationale a grandi et s'est fortifiée ; elle est assurée maintenant de l'avenir³⁵⁴ ».

Comme le note Haupt, ce discours n'apporte pas grand-chose par rapport à ce qu'Engels répétait déjà³⁵⁵, et rien n'empêchera à l'Internationale, trois ans plus tard, d'essayer d'entamer exactement le procédé contraire. Bax, qu'Engels qualifiait de « savant de cabinet³⁵⁶ », note rétrospectivement :

« Cette déclaration d'Engels, qui fait autorité, présente sans aucun doute un intérêt considérable pour l'historien du parti socialiste, bien que le point de vue adopté aurait pu être, et a été en effet, traversé par ceux qui n'appartiennent pas à la section marxienne au sens étroit³⁵⁷ ».

Preuve que le débat restait ouvert, peu avant les assises zurichoises Van Kol avait étudié la dialectique entre autonomie et autorité dans son *Socialisme et Liberté*, en exprimant sans ambages une opinion radicalement différente par rapport à Engels :

« En temps de guerre, comme sur un bateau, tous doivent exécuter simultanément les ordres d'un seul et il se peut qu'un despotisme soit temporairement nécessaire. Mais les chefs, à qui nous confions le gouvernail, sont élus par nous. On ne leur a concédé l'autorité [...] que parce que la victoire l'exige. Mais cette mesure provisoire est-elle autre chose que la soumission collective à la volonté collective, dont quelques-uns sont l'organe exécutif ? Quelque méprisable que cela puisse paraître aux yeux des "individual sovereigns", n'est-ce pas là une nécessité pour toute association ? [...] Irons-nous, sous prétexte de liberté, rendre impossible l'action collective ? [...] Une telle discipline n'est pas de l'esclavage ; elle n'est que l'indice du bon sens, de la conscience qu'ont tous de se soumettre devant la lutte à une autorité spéciale³⁵⁸ ».

Des réflexions qui faisaient écho à celles que Bax ébauchait au même moment quant à la différence entre le système de commandement militaire et la discipline social-démocrate de « soumission volontaire de tout le prolétariat conscient³⁵⁹ », et qui arrivent à maturité en

³⁵⁴ Cité in Victor JACLARD, « Le Congrès socialiste international de Zurich », *La Revue socialiste*, t. XVIII, 1893, p. 308.

³⁵⁵ Voir HAUPT, *Camille Huysmans...*, op. cit., p. 27.

³⁵⁶ *Marx & Engels Collected Works*, op. cit., vol. 48, p. 417 (Lettre de F. Engels à F. A. Sorge, 7 décembre 1889).

³⁵⁷ BAX, *Reminiscences and Reflexions...*, op. cit., p. 151.

³⁵⁸ Henri VAN KOL pseud. Rienzi, *Socialisme et Liberté*, Paris, Giard et Brière, 1898 [1893], p. 249-250.

³⁵⁹ Ernest B. BAX, « The Accursed Word of Command », *Justice*, 8 juillet 1893, p. 3.

1898 lorsqu'il préconise une organisation où démocratie et dictature se légitimeraient et se complèteraient mutuellement :

« Dans le cas d'une armée révolutionnaire [...] il faut qu'il y ait une voix qui exerce un contrôle et une autorité sur les directions à suivre. [...] Le véritable point à déterminer est la nature et les limites de ce pouvoir dictatorial que nous devons admettre comme essentiel dans toute communauté organisée [...]. Ce qu'il faut, c'est la direction d'un petit comité composé, par exemple, de trois délégués compétents et dignes de confiance, qui rendraient compte de leur gestion et seraient réélus (ou rejetés) après avoir servi pendant un certain temps³⁶⁰ ».

Toutefois, c'est précisément le décès d'Engels le 5 août 1895 qui joue un rôle de déblocage psychologique non négligeable auprès de certains. Hyndman a l'impression de pouvoir de reprendre la main sur le socialisme britannique en parallèle que baisse sa crainte d'un contrôle clanique sur l'Internationale, d'autant que reviennent progressivement à la SDF les proches d'Engels qui avaient rejoint soit la *Socialist League* (SL-B), désormais en crise, soit l'*Independent Labour Party* (ILP), dont Aveling qui venait d'en être exclu. Les craintes qu'il avait pu exprimer sur une centralisation permanente disparaissent, et il perçoit dans la mise au bas des anarchistes la dernière étape à franchir pour que les procédures de l'Internationale puissent enfin fonctionner de manière disciplinée³⁶¹. La même dynamique s'opère chez Smith, révélant par-là que son antiautoritarisme d'antan en était moins un de principe que de circonstance, dicté surtout par des antipathies personnelles. D'autre part, la mort du Général propage un sentiment d'orphelinat chez ceux qui passaient par son intermédiaire pour s'enquérir sur le mouvement transnational et concorder des stratégies. Si déjà le 11 août, dans sa nécrologie, Adler dit que « l'universalité d'Engels [...] nous a appris à nous comprendre et nous a ainsi rapprochés et maintenus ensemble » dans une Internationale « qui s'est développée bien au-delà de la possibilité d'être dirigée par une ligue comme l'ancienne »³⁶², dix ans plus tard il confirme qu'« Engels a servi de point focal » et que « ce n'est que lorsqu'il nous a été enlevé que nous avons dû créer notre bureau international ; tant qu'il vécut, il accomplit ce service entièrement seul et avec un succès incomparable »³⁶³. Ainsi, à peine un mois après la mort d'Engels, certains meneurs vont jusqu'à songer d'établir une institution centrale, à la fois socialiste et ouvrière, en dehors de tout congrès. Le 4 septembre 1895, c'est dans la prison de

³⁶⁰ Ernest B. BAX, « Democracy and The Word of Command », *The Social-Democrat*, vol. 2, n° 5, 1898, p. 134-138.

³⁶¹ Voir Henry M. HYNDMAN, « The International Socialist Congress », *Justice*, 8 août 1896, p. 4 ;

³⁶² Victor ADLER, « Friedrich Engels », *Arbeiter-Zeitung*, 11 août 1895, p. 2-3.

³⁶³ Victor ADLER, « Ein Gedenktag », *Arbeiter-Zeitung*, 5 août 1905, p.

McHenry County, à Woodstock, où Hardie est allé rendre visite à Eugene Debs, que les deux souscrivent un « accord pour organiser le Bureau international de correspondance et d'agitation pour réunir dans des relations actives et harmonieuses toutes les organisations et personnes favorables à l'établissement d'un Commonwealth industriel ³⁶⁴ ». Mais bien qu'un organigramme provisoire soit confidentiellement mis en place³⁶⁵, deux mois plus tard le projet fait naufrage puisque Debs renonce finalement de s'y impliquer, se lamentant d'avoir « déjà la tête et les mains pleines à craquer³⁶⁶ ».

c) Une centralisation à demi-mots grâce aux instances temporaires des congrès

Les considérations sur le « Parlement éphémère³⁶⁷ » que sont les congrès sans un exécutif abondent rétrospectivement après la création du BSI. Mais durant cette même période de 1889 à 1896 où les assises peinent à démarrer la centralisation sociologique et écartent *illico* toute centralisation politique, ces deux types de mode opératoire sont progressivement appliqués dans une certaine mesure dans la pratique courante des congrès. Se manifeste en effet un besoin de préserver leur « procédure parlementaire³⁶⁸ » face à la cacophonie inhérente au fait que « se rencontrent des nationalités qui n'ont pas seulement des langues différentes, mais aussi des méthodes différentes pour expédier le travail parlementaire³⁶⁹ ». Des formes embryonnaires du mode de fonctionnement du BSI émergent ainsi depuis les modalités concrètes de déroulement des congrès, autour de trois instances intrinsèquement temporaires, mais qui doivent toutes « penser transnational » pour remplir leur tâche : les comités organisateurs, les bureaux des séances, et les commissions de travail. Héritées du temps de l'AIT et de la période dite de transition, leur portée et leurs prérogatives se retrouvent sans cesse renforcées dans un souci pragmatique d'efficacité, tant qu'elles deviennent incontournables et finissent donc par faire l'objet de diatribes, puisque l'Internationale se centralise avant même de se l'avouer franchement. Les expérimentations institutionnelles réalisées autour de ces trois instances préparent ainsi le terrain pour qu'à terme il y ait un organe central qui, sans les effacer pour

³⁶⁴ J. Robert CONSTANTINE (dir.), *Letters of Eugene V. Debs*, Urbana/Chicago, University of Illinois Press, 1990, vol. I, p. 102 (Agreement, 4 septembre 1895).

³⁶⁵ Debs président, Hardie vice-président, Thomas J. Morgan secrétaire, Frank Smith secrétaire-assistant.

³⁶⁶ CONSTANTINE (dir.), *Letters of Eugene...*, *op. cit.*, p. 112 (Lettre d'E. Debs à T. Morgan, 5 novembre 1895).

³⁶⁷ THOMAS, « Le Congrès d'Amsterdam », *art. cit.*, p. 259.

³⁶⁸ JEAN-JACQUES, « À Bruxelles », *art. cit.*, p. 1.

³⁶⁹ Wilhelm LIEBKNECHT, « Our Recent Congress », *Justice*, 15 août 1896, p. 4.

autant, chapeaute l'ensemble de leur travail. L'on se rend compte en effet, comme le suggère Smith déjà en 1888, que la délégation de pouvoirs à ces instances au détriment de l'assemblée dépend éminemment de la confiance que l'on a dans ceux qui les composent³⁷⁰. Surtout, les marxistes s'aperçoivent qu'elles constituent des armes redoutables pour pousser à la sortie les éléments perçus comme anarchistes.

Les comités organisateurs incarnent la forme la plus perceptible de continuité institutionnelle de l'Internationale. Bien qu'ils soient tenus d'être impartiaux et de fonctionner comme une simple courroie de transmission, et que leurs propositions n'aient de valeur que si l'assemblée les valide rétroactivement, ils détiennent le monopole de la communication officielle autour du congrès et d'importantes marges de manœuvre dans l'élaboration du programme provisoire. Au-delà de préparer les espaces de travail, l'impression de documents et l'accueil des délégations, ils assurent aussi l'édition des comptes rendus – qui ne manquent pas d'être critiqués justement de par les coupures et déformations qu'ils comportent à la défaveur de ceux qui ne jouissent pas des sympathies des comités –. En 1896, le comité fonctionne aussi en tant que « corps central³⁷¹ » pour assurer une liaison d'institution à institution vis-à-vis des congrès internationaux que différentes fédérations de métier tiennent à Londres au même moment. Pour remplir convenablement ces tâches, loin d'improviser, les comités ont même tendance à se sur-institutionnaliser. C'est le cas par exemple du comité de Zurich qui, dès sa création le 10 janvier 1892, doit composer avec trois organisations distinctes : PSS, *Grütliverein* et confédération syndicale. Dès lors, précisément pour imposer une stricte égalité des droits et devoirs, des règles de fonctionnement sont établies noir sur blanc³⁷², et le comité se dote même d'un exécutif (K. Bürkli est président, H. Greulich vice-président, R. Seidel secrétaire et A. Merk caissier). Il en va de même pour le comité de Londres, qui se constitue déjà le dernier jour des assises zurichoises parmi les diverses organisations socialistes britanniques³⁷³, s'adjoit ensuite des membres du *Parliamentary Committee* du TUC réuni à Norwich en septembre 1894, et finit par se doter lui aussi d'un exécutif (W. Thorne est secrétaire, W. Inskip trésorier, E. Aveling et A. Smith traducteurs), ainsi que de cinq sous-comités référents pour la réception des délégués, les festivités, les impressions, l'interprétariat, et la manifestation de Hyde Park.

³⁷⁰ SMITH, *A Critical Essay...*, *op. cit.*

³⁷¹ *International Socialist Workers and Trade Union Congress. London, 1896. Report of proceedings, List of British and Foreign Delegates, and Balance sheet*, Londres, Twentieth Century Press Ltd., 1896, p. 2.

³⁷² Voir *Congrès international ouvrier socialiste, Zurich...*, *op. cit.*, p. 17-18.

³⁷³ Voir *International Socialist Workers and Trade Union Congress...*, *op. cit.*, p. 1.

Bien que la charge administrative, financière et matérielle d'un congrès, jusqu'à celui de 1900 inclus, revienne exclusivement aux organisations du pays où celui-ci doit se réunir, il est envisagé à plusieurs reprises une évolution vers des comités à la composition partiellement ou totalement plurinationale. Par exemple, le comité bruxellois songe de confier la collecte des rapports d'activité nationaux « à un Comité international, composé de quelques délégués choisis par le Congrès et qui résumeront ou coordonneront ces rapports [...], en trois langues³⁷⁴ ». Durant la même période, en vue d'un congrès international que l'*American Federation of Labor* (AFL) comptait convoquer à Chicago pendant l'Exposition universelle de 1893, Samuel Gompers plaide pour nommer « un comité provisoire exécutif, dont les membres seront choisis, deux dans chaque pays et cinq dans l'Amérique³⁷⁵ ». Si ces idées ne trouvent finalement pas d'application, un principe de subsidiarité entre échelle nationale et transnationale émerge néanmoins lorsque les comités rencontrent des difficultés. Face aux incohérences d'une préparation exclusivement nationale d'un congrès international, des conférences préliminaires en présence de partis tiers commencent à être convoquées, et offrent des marges de manœuvre pour prendre des décisions d'autorité dictées par l'urgence. En 1889, pendant que deux comités rivaux se font face, le SAP-D assume une posture de « neutralité apparente³⁷⁶ » et, s'entourant de l'autorité morale dont jouit Anseele en tant que pragmatique, convoque lui-même une conférence d'unification à La Haye le 28 février. Il est prévu que les Français y assistent en tant qu'observateurs, ce qui placerait donc leurs comités sous une tutelle transnationale. Certes, l'objectif n'est pas atteint, puisque les possibilistes refusent de prendre part à ce qu'ils perçoivent comme des ingérences extérieures (ils considèrent comme une atteinte à l'autonomie nationale l'exigence guesdiste que le congrès lui-même dans son ensemble procède en premier lieu à la vérification des mandats, à la place de chaque délégation séparément), et que la SDF, laissée à l'écart au profit de la SL, qualifie alternativement l'entrevue de conciliabule, cabale et caucus³⁷⁷. Cependant, la conférence non seulement en appelle quand même à la fusion, mais établit aussi *ex nihilo* un ordre du jour provisoire, qui sera repris à la salle Pétrelle et qui ne diffère que très peu de celui de rue de Lancry. Surtout, malgré la mauvaise foi avec laquelle les guesdistes abordent la conférence, les Belges en ressortent convaincus au moins des bonnes volontés des Allemands, ce qui contribue au travail de réunification qu'ils entreprennent en 1890. Une autre conférence préliminaire a lieu en 1893 lorsque le comité zurichois est confronté

³⁷⁴ *Le Peuple*, 23 juillet 1891, p. 1.

³⁷⁵ *Le Parti ouvrier*, 11 août 1890, p. 2.

³⁷⁶ VALIANI, « Dalla prima alla seconda Internazionale... », art. cit., p. 222.

³⁷⁷ Voir *Justice*, 9 mars 1889, p. 1 ; 16 mars 1889, p. 3 ; 25 mai 1889, p. 1.

à des problèmes multiscalaires. *Primo*, pendant que Seidel est contesté pour son hostilité au SPD³⁷⁸, ses camarades peinent à couvrir entièrement les frais d'organisation : ils tentent une vente extraordinaire de timbres du congrès, mais qui n'est praticable réellement qu'à l'intérieur des frontières suisses et qui se solde par un échec, tant que Merk finit par prier les organisations ouvrières suisses d'envoyer des nouvelles contributions pour lui éviter à la honte de devoir demander de l'aide à l'étranger³⁷⁹. *Secundo*, réuni à Glasglow en septembre 1892, le TUC avait décidé de convoquer lui-même unilatéralement un congrès international sur la journée de huit heures, obligeant le comité zurichois à des démarches coûteuses et chronophages pour rayer le spectre de nouveaux congrès rivaux³⁸⁰. *Tertio*, le refus des Suisses de modifier les dates du congrès à la demande des Français, aux prises avec une période électorale, les avait exposés à des invectives au cours desquelles c'était le mode de fonctionnement même des comités organisateurs qui se voyait remis en question, le fond du litige étant de savoir si un comité issu d'une seule nationalité pouvait réellement garantir une égalité de traitement des autres, et surtout de celles avec qui il avait des divergences³⁸¹. Le comité zurichois préfère alors en appeler lui-même à une conférence de conciliation, afin de rassoier son mandat sur des bases solides. L'entrevue a lieu à la Maison du peuple de Bruxelles le 26 mars 1893. Contrairement à celle de La Haye, convoquée par des acteurs extérieurs aux comités français afin de résoudre les désaccords entre ceux-ci, celle de Bruxelles est souhaitée expressément par le comité suisse pour résoudre des problèmes qui lui sont extérieurs. Cependant, la dimension novatrice ne s'arrête pas là : en effet, les délégués profitent de l'entrevue pour régler toute une série de « questions de détails³⁸² » parmi lesquelles figure même l'épineuse question des conditions d'admission : le règlement provisoire qui est établi permet d'accueillir, aux côtés des syndicats, seulement « les partis et associations socialistes qui reconnaissent la nécessité d'une organisation ouvrière et d'une action politique³⁸³ ». La démarche est tellement inédite que, même s'il est entendu que « le Congrès reste souverain de prendre telle décision qu'il jugera convenable à ce sujet³⁸⁴ », les libertaires, tenus à l'écart de la conférence, l'accusent d'avoir été un « familial "entre-nous"³⁸⁵ ». Ce qui a pour effet d'inscrire dans la durée une perception

³⁷⁸ Voir BLUMENBERG (dir.), *August Bebel's Briefwechsel...*, op. cit., p. 549 (Lettre d'A. Bebel à F. Engels, 24 juin 1892)

³⁷⁹ Voir *Congrès international ouvrier socialiste, Zurich...*, op. cit., p. 56.

³⁸⁰ *Ibidem*, p. 34-38.

³⁸¹ Voir JACLARD, « Le Congrès socialiste international de Zurich », art. cit., p. 298.

³⁸² *Congrès international ouvrier socialiste, Zurich...*, op. cit., p. 46.

³⁸³ *Protokoll des Internationalen sozialistischen Arbeiterkongresses in der Tonhalle...*, op. cit., p. 5.

³⁸⁴ *Congrès international ouvrier socialiste, Zurich...*, op. cit., p. 84.

³⁸⁵ CORNELISSEN, *Les diverses tendances...*, op. cit., p. 21.

discordante, qui se confirme aux assises de 1896 jusqu'à y déclencher des querelles véhémentes : les syndicalistes-révolutionnaires comprennent qu'une certaine forme de centralisation politique se fait déjà à leurs dépens en dehors des congrès, tandis que les sociaux-démocrates se familiarisent avec cette centralisation qu'ils peuvent contrôler, et commencent à en concevoir plus les bénéfices que les dangers.

Quant au bureau des séances (*Standing Orders Committee*), il doit modérer les débats et les votes en assemblée et faire en sorte que l'agenda soit respecté. Etant donné que cette tâche est des plus délicates, car les allocutions ont tendance à s'étirer et sont régulièrement ponctuées d'interruptions, d'insultes, voire de bagarres, le bureau nécessite de la plus grande légitimité possible. D'où l'application d'un certain nombre de règles non écrites le concernant. Élu par les congressistes eux-mêmes parmi les grandes figures de l'Internationale, il assure en contrepartie « la participation de toutes les nationalités au travail d'administration³⁸⁶ », y compris par le recours à un système de quotas au cas où une même nationalité serait représentée par plusieurs organisations concurrentes. De par sa composition prestigieuse, le bureau jongle en permanence entre un caractère administratif, qui constitue sa raison d'être, et un plus nettement politique, qu'il se recoupe au cas par cas. C'est en effet pour réussir à mener à bout les travaux quoi qu'il en coûte, qu'il concentre progressivement d'importantes prérogatives de direction malgré le postulat de souveraineté des congrès et des délégations.

La nomination du bureau fait partie intégrante des rituels inauguraux des congrès, mais par les enjeux de pouvoir qui s'y cachent, elle fait l'objet d'une procédure garantiste particulièrement chronophage. Ainsi, des velléités de réforme se manifestent très tôt chez les marxistes : déjà au sortir de la salle Pétrelle, Liebknecht considère qu'« à l'avenir, la composition du Bureau devra également être convenue à l'avance – bien entendu sans anticiper les résolutions souveraines du Congrès³⁸⁷ ». Quant au mode d'organisation des bureaux, il s'avère particulièrement malléable. Le congrès de la salle Pétrelle, où règne une certaine homogénéité idéologique, peut se doter d'un bureau permanent qui fonctionne pendant l'intégralité des séances, mais où les diverses nationalités sont inégalement représentées et où un seul membre à la fois préside les séances. À l'inverse, le congrès de rue de Lancry, davantage hétérogène, opte pour qu'à chaque séance le bureau soit renouvelé et que sa présidence soit assurée à chaque fois par un Français et un « étranger ». En 1891, dans un souci de compromis

³⁸⁶ *Congrès international ouvrier et socialiste, tenu à Bruxelles...*, op. cit., p. 37.

³⁸⁷ LIEBKNECHT, « Vorwort », art. cit., p. IV.

entre les héritiers des congrès rivaux, la modalité choisie est hybride. Les membres du bureau sont permanents, y compris son secrétaire, et ils élisent en autonomie leur président interne (en l'occurrence Paul Singer), qui reste en charge pendant toute la durée du congrès, mais dont la tâche se résume à assurer le bon déroulement des réunions privées du bureau lui-même. Celui-ci en effet se professionnalise et tient des entrevues en amont des différentes plénières, « dans une place séparée pour prendre des mesures d'organisation et adopter le mode de division du travail³⁸⁸ ». Mais la co-présidence des plénières est assumée journalièrement par deux personnes différentes, selon un principe de rotation par nationalité que la presse qualifie de « présidence éphémère³⁸⁹ », et il n'est plus prévu que l'un des co-présidents soit issu d'office de la nationalité organisatrice. La nomination de co-présidents détient une forte valeur symbolique en ce qu'elle permet de mettre en scène la solidarité internationaliste, notamment entre des peuples dont les relations diplomatiques seraient tendues. Si déjà la séance inaugurale du congrès de la salle Pétrelle est co-présidée par Liebknecht et Vaillant en tant que « témoignage de la fraternité qui unit les socialistes d'Allemagne et de France³⁹⁰ », deux ans plus tard la rotation des co-présidences démultiplie la reproduction de scènes du même genre. La conférence préparatoire de Bruxelles formalise dans un règlement le mode d'organisation du bureau de 1893 : il est désormais admis que le bureau est entièrement souverain quant à l'attribution des rôles de président interne, co-présidents des séances, secrétaires et traducteurs. Ce qui est finalement adopté par un vote en bloc du règlement établi en amont, mais non sans susciter des remous. Le choix des traducteurs, en particulier, n'est pas anodin : il configure l'un des pouvoirs informels dont peut s'accaparer le bureau pour orienter le congrès, grâce à l'écourtement ou à la déformation des traductions, à l'emphase inégalement appliquée en fonction du contenu de l'allocution, et parfois même aux remarques personnelles que glissent les interprètes. Les polémiques à ce propos sont récurrentes depuis 1889. À la salle Pétrelle, l'anarchiste Francesco Saverio Merlino se plaint de l'inexactitude de la traduction de son discours, et Frank Kitz du fait que celui de Hardie « a été soigneusement, très soigneusement, traduit en allemand par Liebknecht, qui a ajouté [...] des commentaires de son cru pour démontrer la différence entre Morris et Hardie³⁹¹ ». En parallèle, rue de Lancry, c'est Smith qui catalyse les critiques car « en tant qu'interprète, n'oublia pas son esprit partisan³⁹² », appuyant Hyndman et Lavy contre

³⁸⁸ *Congrès international ouvrier et socialiste, tenu à Bruxelles...*, op. cit., p. 52.

³⁸⁹ *Journal de Genève*, 8 août 1893.

³⁹⁰ *Protokoll des Internationalen Arbeiter-Congresses zu Paris...*, op. cit., p. 2.

³⁹¹ Frank KITZ, « The Paris Congress: A Delegate's Report », *The Commonweal*, vol. 5, n° 187, 1889, p. 250.

³⁹² BURNS, « The Paris International (Possibilist) Congress », art. cit., p. 73-75.

Greenwood, adressant à ce dernier des remarques personnelles³⁹³, ou encore chouchotant à l'oreille de Lavy de ne pas choisir John Burns comme co-président étranger du bureau. Smith, en tout cas, avait clarifié déjà l'année précédente qu'il estimait avoir, malgré son rôle de traducteur, parfaitement le droit d'exprimer sa propre opinion³⁹⁴. À Londres, en 1896, ce sont les Aveling qui se font critiquer car « très partisans, [...] par la tournure d'une phrase, ou en mettant ou en omettant des mots, ils peuvent dire pratiquement ce qu'ils veulent lorsqu'ils traduisent³⁹⁵ ».

En manque de statuts, les compétences des bureaux se révèlent élastiques : leur capacité à s'imposer ne dépend que des volontés de ses membres face aux résistances qu'ils encourent en plénière. Si la majorité reste docile, cela justifie rétroactivement et implicitement l'existence d'un droit d'initiative. En 1889, tandis que le bureau possibiliste adopte une posture en retrait, le bureau marxiste est omniprésent. Il se propose de prendre en charge l'élaboration des résolutions plutôt que de mettre en place des commissions, il fait voter ses textes en bloc avant même de laisser en débattre – ce que même des alliés du SAP-D et du PO ne manquent pas de contester³⁹⁶ –, et est chargé de choisir le pays hôte et le nombre de membres de l'institution centrale provisoire³⁹⁷. C'est encore en lui que les délégués voient « l'autorité nécessaire³⁹⁸ » pour entreprendre une ultime tentative de fusion avec le congrès de rue de Lancry. En 1891, le bureau décide de retirer de l'ordre du jour deux points cruciaux – l'un sur le parlementarisme et le suffrage universel, l'autre sur les alliances avec les partis bourgeois –, sous l'impératif du respect de l'agenda, mais sans le soumettre au vote de l'assemblée³⁹⁹. Aussi, il désigne lui-même la date et le lieu du congrès suivant, et acte qu'il est impossible de le tenir à Chicago⁴⁰⁰. À partir de 1893, grâce aux décisions de la conférence préliminaire de Bruxelles, le bureau devient juge de première instance sur les conflits d'admission⁴⁰¹ : il peut alors se doter d'une commission *ad hoc* de vérification des mandats (*Mandatsprüfungskommission*), qui reproduit la commission plurinationale mise en place dans ce même objectif par le congrès marxiste de 1889⁴⁰². Si le bureau ne peut rien imposer, puisque l'assemblée demeure juge d'appel, il obtient

³⁹³ Voir *Le Parti ouvrier*, 21 juillet 1889 p. 2.

³⁹⁴ SMITH, *A Critical Essay...*, *op. cit.*

³⁹⁵ James K. HARDIE, « Looking Backwards », *Labour Leader*, 8 août 1896, p. 3.

³⁹⁶ Voir William MORRIS, « Impressions of the Paris Congress (II) », *The Commonweal*, vol. 5, n° 186, 1889, p. 242.

³⁹⁷ Voir *Protokoll des Internationalen Arbeiter-Congresses zu Paris...*, *op. cit.*, p. 121-123

³⁹⁸ *Ibidem*, p. 30.

³⁹⁹ Voir *Congrès international ouvrier et socialiste, tenu à Bruxelles...*, *op. cit.*, p. 114.

⁴⁰⁰ *Ibidem*, p. 126-127.

⁴⁰¹ Voir *Congrès international ouvrier socialiste, Zurich...*, *op. cit.*, p. 47-48.

⁴⁰² Voir *Protokoll des Internationalen Arbeiter-Congresses zu Paris*, *op. cit.*, p. 5.

néanmoins la capacité d'orienter de façon déterminante le choix ultime. De plus, le bureau de Zurich s'accapare lui aussi de pouvoirs informels. L'exemple plus célèbre est l'insistance avec laquelle il soumet au vote un amendement de Bebel aux conditions d'admission établies à la conférence préparatoire⁴⁰³, afin de définir explicitement qu'« action politique » signifie conquête de droits politiques et de l'appareil législatif, alors même qu'une motion de Volders adoptée précédemment excluait noir sur blanc la possibilité de revenir sur cette question. Le bureau finit donc par déclencher les protestations des libertaires⁴⁰⁴ et configurer le *casus belli* des querelles qui ouvrent les assises de 1896. Se dessine en effet progressivement le profil d'un bureau qui se dirige vers la centralisation politique, en ce qu'il est identifié par les sociaux-démocrates comme un instrument pour délimiter les frontières de l'Internationale, et à l'inverse, par les libertaires, comme le fauteur de leur exclusion.

Enfin, dans une Internationale qui a le pragmatisme pour mythe fondateur, la centralité des plénières se voit progressivement marginalisée par la place grandissante accordée aux réunions de travail des commissions, car l'on considère que leur cadre intime favorise l'esprit de compromis lors du triage des amendements et de la rédaction de résolutions. Et dès lors que les commissions parviennent à présenter des documents consensuels, le rôle qui reste aux plénières ne relève alors que du rituel, tant que Haupt remarque que celles-ci « n'apparaissaient souvent que comme des manifestations publiques où l'on accordait plus d'importance à la propagande qu'aux travaux⁴⁰⁵ ». C'est d'ailleurs selon cette même logique de laisser le plus de temps possible au travail de fond, que d'autres moments éminemment symboliques des plénières voient leur durée réduite au strict minimum, voire sont éliminés tout court. Par exemple, la lecture de rapports d'activité nationaux est remplacée dès 1891 par la simple mise à disposition d'imprimés, suivant les observations de Liebknecht⁴⁰⁶. Si le congrès fixe les contours généraux des commissions, celles-ci décident à leur tour de leur structuration interne : elles doivent nommer un rapporteur (et éventuellement un rapporteur de minorité), mais peuvent aussi se doter de présidents et secrétaires. De par l'autorité scientifique qu'on leur attribue, leur composition est particulièrement soignée par les partis : même lorsqu'une délégation nationale se compose de plusieurs dizaines de membres, l'on voit certains cumuler des places dans différentes commissions, tandis que les autres n'en intègrent aucune. En 1893, à cause de la

⁴⁰³ Voir *Protokoll des Internationalen sozialistischen Arbeiterkongresses in der Tonhalle...*, *op. cit.*, p. 9-10.

⁴⁰⁴ *Ibidem*, p. 12.

⁴⁰⁵ HAUPT, *La Deuxième Internationale 1889-1914...*, *op. cit.*, p. 39.

⁴⁰⁶ LIEBKNECHT, « Vorwort », *art. cit.*, p. IV.

mauvaise gestion de l'emploi du temps, des nouvelles réflexions émergent quant à la continuité du travail des commissions : il s'agit en effet de faire en sorte que les commissions dont les résolutions n'ont pas pu être votées n'aient pas travaillé pour rien pour autant. Les présidents et secrétaires des commissions deviennent ainsi responsables de la transmission de toute la documentation utile au comité organisateur du congrès de 1896, et il est entendu que celui-ci verra inscrits d'office à son programme les points laissés en suspens. Au-delà du fait qu'effectivement à Londres est reprise l'étude des ordres du jour ajournés à Zurich – y compris *Organisation internationale des démocrates socialistes* –, certains commencent à songer de maintenir des groupes de travail en activité tout le long de l'intervalle entre deux congrès, ce qui se concrétise à Londres par la décision de pérenniser la commission Education et développement physique. Cette tendance devient néanmoins caduque *de facto* après la création du BSI, puisque celui-ci va progressivement absorber les dispositifs de centralisation fonctionnelle ou sectorielle, et chapeauter le processus d'expertisation sur les points à l'ordre du jour en amont des assises elles-mêmes.

2. La marche vers une fédération seulement coopérative ? (1896-1900)

Au tournant de 1896-1900, l'Internationale entame ce que Huysmans qualifie rétrospectivement de « substitution du principe fédératif [avec un] principe de centralisation à outrance⁴⁰⁷ ». Même si l'opposition entre fédération et centralisation n'en est pas une, au vu de l'existence de différentes typologies de la seconde, donnant lieu à autant de modèles différents de la première, la locution « à outrance » employée par Huysmans en dit long sur l'élasticité inhérente du processus. Si déjà le modèle de fédération décentralisée était sans cesse fissuré, des bribes de centralisation aussi bien sociologique que politique émergeant ici et là sans qu'aucun *institution-building* cohérent et englobant ne s'ensuive, les ambitions réprimées pendant plusieurs décennies font que, lorsqu'on passe officiellement à une fédération coopérative, celle-ci contient déjà *in nuce* ses propres conditions de dépassement. L'ambivalence des résultats du congrès de 1896 réside en ce qu'il essaye d'entamer la phase « positive » de l'existence de l'Internationale, celle d'une coordination effective de l'exécution de ses résolutions, en même temps qu'il clôture sa phase « négative », en clarifiant le rejet des

⁴⁰⁷ Camille HUYSMANS, « Une Conférence sur l'Internationale », *Le Peuple*, 7 novembre 1907, p. 1.

deux positions extrêmes. De cette double ambition, il en ressort alors surtout un vœu explicite de centralisation sociologique, mais dont l'institutionnalisation demeure à demi-teinte. L'on s'aperçoit en effet que, pour une association qui se prétend pragmatique, toutes les conditions politiques ne sont pas encore réunies pour qu'il y ait des dispositions mentales suffisantes pour concrétiser la centralisation. Mais dans l'intervalle entre Londres et Paris, plusieurs contingences créent finalement un climat propice au renouvellement du débat sur l'organe central. Ainsi, aux assises de 1900, la création du BSI se configure non comme la mise en pratique d'un principe abstrait et a-temporel, mais comme l'aboutissement des leçons tirées par l'Internationale au prisme de ses propres exigences. De ce fait même, le chapitre est loin d'être clos : la centralisation choisie n'est que majoritairement sociologique, car elle préfigure déjà une centralisation politique résiduelle mais mal définie, et par-là même évolutive en fonction des perceptions et des besoins.

A. De Londres à Paris : un renouvellement du débat au prisme d'expérimentations infructueuses

Par son décalage entre ambitions et réalisations, le congrès de Londres marque une transition du point de vue de l'*institution building* : entre une première série des congrès qui « ont été d'abord, avant tout de grandes manifestations sentimentales⁴⁰⁸ », et une deuxième qui, à partir de 1900, ne cesse de perfectionner l'organigramme de l'Internationale. L'intervalle de Londres à Paris connaît des dynamiques clés pour créer un consensus avant tout pragmatique, plutôt qu'idéologique, autour d'une centralisation ne serait-ce que sociologique. En effet, l'institutionnalisation rudimentaire se montre largement inconsistante face à l'effervescence d'autres internationalismes et au retour de crises interétatiques d'ampleur. Qui plus est, la passation des pouvoirs du bureau du congrès de Londres aux socialistes français porte à son paroxysme les contradictions inhérentes à la coutume de l'organisation nationale d'assises internationales : les clarifications de principe qui sont apportées sous ce prisme à l'hypothèse d'une institution permanente se voient confirmées à l'épreuve des faits lorsque les querelles toutes françaises amènent à une gestion chaotique du congrès de 1900.

⁴⁰⁸ THOMAS, « Le Congrès d'Amsterdam », art. cit., p. 258.

a) À Londres, une délimitation des frontières réussie mais une centralisation avortée

Facteur de blocage non négligeable depuis la période dite de transition, l'hétérogénéité idéologique de l'Internationale connaît un tournant en 1896, lorsque le congrès de Londres affirme irrévocablement « la prépondérance absolue du parti politique en tant que forme supérieure d'organisation et d'action ouvrières⁴⁰⁹ ». Il consacre par-là le caractère avant tout politique de l'association, au prix de deux schismes imbriqués : un de façon directe et volontaire vis-à-vis des syndicalistes-révolutionnaires, « préparé [...] comme les renversements d'une farce⁴¹⁰ », et un de façon indirecte et involontaire vis-à-vis des trade-unionistes. Ce n'est donc pas un hasard si c'est au moment même que les extrêmes sont mis à l'écart, que la centralisation soit discutée sous un nouveau jour. Sur la base des expérimentations institutionnelles de 1889-1893, les agissements des instances temporaires du congrès confirment la perception selon laquelle des formes de centralisation existent déjà dans les faits et qu'elles sont favorables aux sociaux-démocrates. Cependant, les manières dont ceux-ci envisagent d'inscrire la centralisation dans la durée sont hétérogènes, et la déclinent tout d'abord de manière sectorielle. Enfin, la résolution Gibson ne produit qu'une acceptation seulement théorique d'un organe central permanent, puisqu'elle se solde par une série de renoncements concrets du point de vue de l'*institution building*.

C'est avant tout dans la préparation et la gestion des assises londoniennes, grâce au comportement du comité organisateur et du bureau, qu'émergent les prémisses du déblocage politique allant permettre à l'Internationale d'aborder de manière sérieuse son organigramme. Les deux instances agissent en effet comme des organes partisans, cristallisant les perceptions des syndicalistes-révolutionnaires et des sociaux-démocrates quant à la centralisation. Tout en répétant que « le Congrès est organisé de manière à ne choquer les susceptibilités de personne⁴¹¹ », le comité britannique s'attribue *ex nihilo* dès 1895 un droit d'initiative politique inédit. Comme concordé au préalable au fil d'entrevues informelles et confidentielles au café des Trois Suisses de Bruxelles entre les Aveling et les marxistes continentaux⁴¹², le comité apporte lui-même des précisions quant à la résolution zurichoise sur les conditions d'admission. C'est cette initiative qui, après des diatribes transnationales déjà durant la phase préparatoire

⁴⁰⁹ HAUPT, *La Deuxième Internationale 1889-1914...*, op. cit., p. 73.

⁴¹⁰ ALAYRAC, *L'Internationale au milieu du gué...*, op. cit., p. 171.

⁴¹¹ *Le Parti ouvrier*, 6 juin 1895, p. 1.

⁴¹² Voir ALAYRAC, *L'Internationale au milieu du gué...*, op. cit., p. 173 ; CANDAR, *Les souvenirs...*, op. cit., p. 193-218.

du congrès⁴¹³, marque le début des litiges en présentiel aussi. D'autant que le comité britannique organise en son propre nom une tournée de propagande de Liebknecht en Grande-Bretagne juste avant l'ouverture des assises⁴¹⁴. Le pouvoir qu'il s'est accaparé se complète de celui dont fait preuve à son tour le bureau. Ses attributions administratives et son mode de fonctionnement restent en principe les mêmes qu'à Zurich, mais son secrétaire permanent, Fred Brocklehurst, bien que membre de l'ILP, se démarque des « sentimentalismes⁴¹⁵ » de Mann et Hardie vis-à-vis des libertaires. De ce fait, le bureau peut prendre deux initiatives qui vont particulièrement dans le sens d'une centralisation politique. Premièrement, il décide lui-même, à la place du comité, des conditions de rédaction du compte-rendu officiel ; et si la tâche est finalement confiée à Aveling, le bureau se réserve quand même le droit d'approuver le texte avant la publication⁴¹⁶. Ce qui signifie non seulement qu'il s'invente un droit de censure, mais aussi qu'il prolonge *de facto* son existence au-delà du congrès. Il est donc acté qu'un bureau puisse rester provisoirement en fonction pour assurer la bonne exécution d'une tâche précise. Par ailleurs, il s'agit d'une première tentative de bouleverser une coutume quant à l'établissement des comptes rendus officiels, déplaçant cette pratique du plan national au transnational. Si quatre ans plus tard, à Paris, on en revient à un compte-rendu officiel confié au comité plutôt qu'au bureau, les défaillances du premier donnent raison finalement à ceux qui préféreraient attribuer cette responsabilité à une instance transnationale, et dès 1904 c'est donc le BSI qui se charge des comptes rendus officiels. Deuxièmement, sous sa propre proposition, et après ratification de l'assemblée, le bureau lui-même est chargé de rédiger l'invitation aux assises suivantes. La résolution élaborée à cet effet par Liebknecht, Vandervelde et Millerand avance déjà des conditions pour que « les scènes désagréables⁴¹⁷ » de Londres ne se répètent plus : l'admission est désormais possible seulement pour ceux qui reconnaissent la nécessité de l'action législative et parlementaire, et il est rajouté explicitement que « par conséquent, les anarchistes sont exclus⁴¹⁸ ». Le rapport étant adopté à la majorité au bout d'un débat écourté par le bureau sous prétexte de manque de temps, Vandervelde reconnaît que c'est à ce moment-là que « l'Internationale, pour la première fois, marque sa préoccupation de se donner des

⁴¹³ Voir par exemple Fernand PELLOUTIER, « Mémoire présenté au VII^e Congrès national des Syndicats et Groupes corporatifs de France », *Le Parti ouvrier*, 19 septembre 1895, p. 3 ; Edward AVELING, « Le congrès des Trade Unions de Cardiff », *Le Devenir social*, vol. 1, n° 7, 1895, p. 608-609.

⁴¹⁴ Voir Edward AVELING, *Wilhelm Liebknecht and the Social-Democratic Movement in Germany*, Londres, Twentieth Century Press, 1896.

⁴¹⁵ *Lotta di classe*, 8-9 août 1896, p. 1.

⁴¹⁶ Voir *International Socialist Workers and Trade Union Congress...*, *op. cit.*, p. 54.

⁴¹⁷ *Ibidem*, p. 52.

⁴¹⁸ *Idem*.

frontières⁴¹⁹ ». De même, Liebknecht justifie ce choix en expliquant que « les congrès internationaux sont des parlements, non pas pour les représentants de tous les partis, mais seulement pour les représentants du prolétariat de tous les pays engagés dans la lutte de classes⁴²⁰ ». Remarquons au passage que la procédure choisie pour exclure les libertaires est finalement moins ambitieuse que celle proposée par Henri Polak, du *Sociaal Democratische Arbeiders Partij* (SDAP-N), recommandant « la formation d'un Bureau international » *ad hoc* chargé de « faire rapport sur la bonne foi de tous les syndicats qui seront représentés au Congrès »⁴²¹.

En somme, loin de pouvoir se présenter comme instances simplement administratives et *super partes*, comité et bureau sont soucieux de définir eux-mêmes la nature de l'Internationale et d'orienter les plénières cacophoniques vers des décisions politiques d'envergure. Ainsi, la lecture qui en est faite est manichéenne, portant à son paroxysme l'affrontement autour de l'existence d'une centralisation politique officieuse. Du côté social-démocrate on loue leur attitude de manière presque inconditionnelle⁴²², et on y aperçoit la garantie d'une stabilisation politique entre les assises, tant que le SDAP-N trouve dans le bureau londonien « la base d'une organisation⁴²³ ». Si Gustave Rouanet estime que la volonté de trancher au préalable les conditions d'admission révèle la continuité de pratiques entre comités organisateurs depuis 1891⁴²⁴, Bernstein émet à ce même propos des considérations sur le lien entre souveraineté et pérennité institutionnelle des congrès :

« Certes tout congrès est souverain, mais si cela veut dire qu'il doit se considérer comme "provisoire" à chaque instant, alors la souveraineté devient le contraire : au lieu d'être maître d'elle-même, elle fait du congrès un jeu d'enfants. [...] Les scènes désagréables qui ont aigri tous les participants aux congrès précédents étaient aux neuf dixièmes le produit de la fausse démocratie, de l'anarchie qui y régnait. Le contrepoinç nécessaire à l'anarchie est l'arbitraire, et l'expérience a montré que moins le contrôle des congrès était assuré, plus un certain exercice de l'arbitraire devenait inévitable si l'on voulait rendre possible une gestion raisonnable. Ainsi, tout le débat sur l'abrogation de la résolution de Zurich aurait pu être évité si cette conception erronée de la souveraineté n'avait pas fait obstacle⁴²⁵ »

⁴¹⁹ VANDERVELDE, « Histoire de la IIe Internationale (1889-1914) », art. cit., p. 20.

⁴²⁰ *Protokoll über die Verhandlungen des Parteitagés der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands. Abgehalten zu Gotha vom 11. bis 16. Oktober 1896*, Berlin, Vorwärts, 1896, p. 136.

⁴²¹ Henri POLAK, « What Are We to Do? », *Justice*, 31 juillet 1896, p. 2.

⁴²² Voir par exemple LIEBKNECHT, « Our Recent Congress », art. cit., p. 4.

⁴²³ *De Nieuwe Tijd*, vol. 1, 1896-1897, p. 151.

⁴²⁴ Gustave ROUANET, « Le Congrès de Londres », *La Petite République*, 19 juillet 1896

⁴²⁵ Eduard BERNSTEIN, « Kritisches zum Internationalen Londoner Sozialisten- und Gewerkschafts-Kongreß »,

Il est donc admis encore plus ouvertement qu'auparavant, que s'il s'agit de combattre des anarchistes, les instances administratives peuvent dévier de leur rôle initial pour prendre des dispositions politiques, en étendant leurs prérogatives en fonction du besoin. À l'inverse, les syndicalistes-révolutionnaires ne cessent de dénoncer la façon illégitime dont ces instances sont sorties de leur impartialité pour imposer leurs vues. D'après eux, le bureau est manœuvré par un comité « plus royaliste que le roi⁴²⁶ », noyauté à son tour par les « hommes de confiance⁴²⁷ » des marxistes continentaux : au travers de stratagèmes mesquins, ces deux instances toutes-puissantes ont rabaissé le congrès au rang de chambre d'enregistrement de « résolutions arrêtées d'avance par les leaders du parti social-démokrat⁴²⁸ » durant des conciliabules. Si Bernard Lazare note que la « commission d'organisation se substitue au congrès⁴²⁹ », Cornelissen affirme que « le mouvement ouvrier international a démontré qu'au sein même de ce mouvement, les oppresseurs et les maîtres exerçant un pouvoir tyrannique peuvent s'élever : le "bureau" [...] était une véritable répétition du gouvernement bourgeois moderne⁴³⁰ ».

La délimitation des frontières idéologiques et organisationnelles de l'Internationale ne s'arrête cependant pas aux libertaires. Les trade-unionistes britanniques sont agacés des guéguerres doctrinaires et de l'inconsistance des résolutions, tant qu'ils refusent de rembourser au comité leur part de dépenses pour cette « farce internationale⁴³¹ ». De plus, la résolution sur les conditions d'admission consacre une primauté de l'action politique qu'ils jugent inacceptable. Ainsi, bien que la porte de l'Internationale ne leur soit pas formellement fermée, un « divorce institutionnel⁴³² » entre internationalismes socialiste et syndical s'amorce. Contre le refus de Nieuwenhuis de « changer la base économique de la vieille "Internationale" pour une Parlementaire⁴³³ », s'impose plutôt l'exigence de Vaillant de réunir « à l'avenir les Congrès politiques du socialisme international [...] laissant aux syndicats le soin de faire leurs Congrès internationaux corporatifs⁴³⁴ ». Le 7 septembre 1896, le TUC réuni à Édimbourg entérine cette bifurcation en décidant qu'« à l'avenir, les Congrès internationaux devront être composés de

Die Neue Zeit, vol. 14, n° 2, 1896, p. 647.

⁴²⁶ Jean ALLEMANE, « Le Congrès de Londres », *Le Parti ouvrier*, 8 novembre 1895

⁴²⁷ *Bulletin mensuel du Musée Social*, 17 septembre 1896, p. 69.

⁴²⁸ Eugène GUÉRARD, *Le Congrès de Londres*, Paris, Allemane, 1896, p. 3.

⁴²⁹ Bernard LAZARE, « Le Congrès Socialiste de Londres », *L'Echo de Paris*, 27 juillet 1896

⁴³⁰ Cité in *The Social-Democrat*, vol. 1, n° 3, 1897, p. 87.

⁴³¹ *The Conference Record*, 30 juillet 1896, p. 2.

⁴³² HAUPT, *La Deuxième Internationale 1889-1914...*, op. cit., p. 27.

⁴³³ *International Socialist Workers and Trade Union Congress...*, op. cit., p. 30.

⁴³⁴ Cité in HAUPT, *La Deuxième Internationale 1889-1914...*, op. cit., p. 26 (Lettre d'E. Vaillant à L. de Seilhac, 11 septembre 1896).

véritables (*bona fide*) représentants des organisations ouvrières⁴³⁵ ». Le congrès londonien produit ainsi une « politique du *chacun chez soi*⁴³⁶ » qui laisse les partis socialistes seuls aux commandes de l'Internationale, et c'est en cela que s'achève, selon Jean Longuet, sa « période constitutive⁴³⁷ ». Ayant clarifié plus qu'auparavant les critères d'admission à l'instance souveraine que sont les congrès, les organisations qui en restent membres peuvent considérer d'avoir atteint un niveau de compatibilité suffisant pour rajouter des pièces à leur maison commune. Comme le synthétise Haupt, « à mesure que se clarifiait la composition de l'Internationale Socialiste, se cristallisaient et s'affirmaient ses structures institutionnelles. [...] La question put enfin se poser de savoir s'il convenait de doter le "Parlement socialiste" d'un organisme exécutif⁴³⁸ ».

Bien que perçu comme secondaire par la presse, l'ordre du jour *Organisation* suscite de nombreux projets de résolution, qui démontrent une aspiration à franchir un cap vers une institution centrale à la composition plurinationale et existant indépendamment des exigences relatives à la seule bonne tenue des congrès. Toutefois, la plupart des projets s'avèrent plutôt distants les uns des autres. Certains restent très génériques, à l'image de celui de l'*Independent Tailors, Machinists and Pressers Union*, qui propose de manière lapidaire « d'établir immédiatement un Bureau international et d'élargir ainsi la sympathie qui doit aider à développer la concorde entre les travailleurs de toutes les nations⁴³⁹ ». D'autres se focalisent sur un aspect très circonscrit, comme celui du PSOE qui n'envisage cette fois-ci que la « publication d'un journal trimestriel contenant une description des principaux événements du monde Socialiste⁴⁴⁰ », ou celui du Club de lecture des sociaux-démocrates allemands de Paris qui imagine une institution centrale aux compétences strictement statistiques⁴⁴¹. Trois projets seulement, tous issus d'organisations britanniques, vont finalement constituer le terreau des travaux pratiques du congrès. D'une part, approuvé à sa conférence de Nottingham en avril 1896⁴⁴², le projet du Conseil administratif de l'ILP envisage une instance centrale à élire *illico*, à la composition élastique et aux finances mutualisées, mais qui serait provisoire et dont les

⁴³⁵ *Bulletin mensuel du Musée Social*, 17 septembre 1896, p. 93.

⁴³⁶ Georges RENARD, « Le Congrès international de Londres », *La Revue socialiste*, t. XXIV, 1896, p. 201.

⁴³⁷ LONGUET, « Le mouvement socialiste international », art. cit., p. 38.

⁴³⁸ HAUPT, *La Deuxième Internationale 1889-1914...*, op. cit., p. 27-28.

⁴³⁹ *Ordre du jour du Congrès International Socialiste des Travailleurs et des Chambres Syndicales Ouvrières. Londres, 1896*, Londres, Twentieth Century Press Ltd., 1896, p. 37.

⁴⁴⁰ *Ordre du jour du Congrès International Socialiste des Travailleurs...*, op. cit., p. 37.

⁴⁴¹ *Ibidem*, p. 36-37.

⁴⁴² *The Weekly Times & Echo*, 12 avril 1896, p. 4.

pouvoirs exécutifs seraient essentiellement administratifs, devant surtout élaborer des statuts pour l'Internationale :

« 1° De former une alliance socialiste internationale. 2° Qu'un petit comité sera nommé par ce Congrès, pour rédiger un projet de statuts dans ce but et le soumettre au prochain Congrès. 3° Que ledit Comité aura le pouvoir d'agir en qualité d'Exécutif provisoire d'ici au prochain Congrès, et que chaque nationalité, non représentée dans ce comité par l'élection faite au présent Congrès pourra déléguer un représentant à ce comité jusqu'à la réunion du prochain Congrès. 4° Que chaque nationalité représentée paiera les frais de son délégué et sa part des dépenses du Comité⁴⁴³ ».

D'autre part, au contraire, un jeune John Robert Clynes pour l'*Oldham and Districts Amalgamated Trades Council*, et Bax pour le Conseil exécutif de la SDF préconisent une instance immédiatement permanente. Mais si le premier se borne à quelques indications lapidaires sur son organigramme et son siège, envisageant « un comité exécutif international permanent, avec un Secrétaire responsable résidant dans un centre de l'Europe avec lequel les communications sont faciles⁴⁴⁴ », le second trace les contours d'une institution aux attributions plus politiques qu'administratives, et dont le mandat exécutif serait plutôt flexible de par un pouvoir d'impulsion :

« La politique du Parti social-démocrate, quelle que soit la nationalité, doit être de soutenir et de faire cause commune avec les peuples barbares dans leurs efforts pour maintenir leur indépendance contre les incursions de la civilisation européenne [...]. Il est donc décidé de nommer un comité international permanent qui suivra les événements et prendra de temps à autre les mesures qui paraîtront opportunes dans ce sens, inaugurant ainsi une nouvelle orientation dans le sens d'une politique étrangère à la fois unie et définie du Parti social-démocrate dans tous les pays, indépendamment des intérêts dits nationaux. Ce comité sera chargé de rendre compte en détail de son action au prochain Congrès international et de formuler des suggestions et des recommandations pour l'avenir⁴⁴⁵ ».

Il semble ainsi que cet organe pourrait disposer de marges de manœuvre pour passer outre l'autonomie nationale, ne serait-ce qu'en ce qui concerne la politique étrangère. Si en février 1885, au terme de la conférence de l'Afrique de l'Ouest, Bax écrivait que « la politique étrangère du grand parti socialiste international doit être de briser ces hideux monopoles raciaux

⁴⁴³ *Ordre du jour du Congrès International Socialiste des Travailleurs...*, op. cit., p. 35.

⁴⁴⁴ *Idem*.

⁴⁴⁵ Ernest B. BAX, « The True Aims of "Imperial Extension" and "Colonial Enterprise" », *Justice*, 1^{er} mai 1896, p. 8.

appelés empires, en commençant dans chaque cas par son propre pays⁴⁴⁶ », en février 1896 il écrivait sans ambages que « tout socialiste doit être un antipatriote [...] c'est pourquoi "tout autre pays que le sien" n'est pas une si mauvaise devise » pour « défendre jalousement l'égalité relative dont il est question contre les prétentions injustifiées de sa propre nationalité »⁴⁴⁷. Deux mois plus tard, lorsque la seconde guerre ndébélé éclate au Matabeleland et au Mashonaland, Bax précise que l'objectif de sa résolution est d'attaquer les empires sur deux fronts :

« Le barbare insurgé attaque la civilisation capitaliste envahissante dans l'intérêt d'une forme de société humaine précapitaliste, le prolétaire insurgé l'attaque dans l'intérêt d'une forme de société post-capitaliste. [...] Les ennemis [du système capitaliste] sont donc au nombre de deux, l'un à l'arrière et l'autre à l'avant : la barbarie et le socialisme⁴⁴⁸ ».

Dès lors, l'institution centrale devrait non seulement faire agir les partis à l'unisson contre les expansions coloniales, mais aussi établir un pont avec l'autre front, par une démarche conspirationnelle :

« Une demi-douzaine d'hommes énergiques, ayant l'expérience de l'entraînement militaire, pourraient faire des merveilles en très peu de temps dans l'organisation d'une défense puissante, avec un matériel de combat aussi excellent que certaines de ces races guerrières sud-africaines⁴⁴⁹ ».

Et comme Bax l'explique après les assises londoniennes, cette entrave à la colonisation ne signifierait guère la préservation du *statu quo* impérial, mais aurait une portée révolutionnaire en ce qu'elle précipiterait la crise d'un capitalisme incapable d'ouvrir des nouveaux marchés⁴⁵⁰, et permettrait par-là « le nouvel ordre mondial et l'aube de la société sociale-démocrate⁴⁵¹ » — ce qui s'insère parfaitement dans sa théorie de la catastrophe aux accents jacobins⁴⁵² —.

Or, tout étant loin de faire l'unanimité même au sein de la SDF⁴⁵³, le projet de résolution de Bax fait néanmoins l'objet d'appropriations transnationales en circulant par le biais de la presse⁴⁵⁴. En Belgique, Volders vient à peine de mourir que déjà sa doctrine d'un fédéralisme

⁴⁴⁶ Ernest B. BAX, « Imperialism v. Socialism », *Commonweal*, février 1885, p. 3.

⁴⁴⁷ Ernest B. BAX, « Socialism and Foreign Politics », *Justice*, 15 février 1896, p. 6.

⁴⁴⁸ BAX, « The True Aims... », art. cit., p. 8.

⁴⁴⁹ Ernest B. BAX, « South Africa Again », *Justice*, 27 juin 1896, p. 4.

⁴⁵⁰ Voir Ernest B. BAX, « Our German Fabian Convert; or Socialism According to Bernstein », *Justice*, 7 novembre 1896, p. 6 ; Ernest B. BAX, « Imperial Extensions and Socialist Intentions », *Justice*, 20 mai 1899, p. 4.

⁴⁵¹ Ernest B. BAX, « Kolonialpolitik und Chauvinismus », *Die Neue Zeit*, vol. 16, n° 14, 1897, p. 424.

⁴⁵² Voir John COWLEY, *The Victorian Encounter with Marx: a study of Ernest Belfort Bax*, Londres, British Academic Press, 1992, p. 94-102.

⁴⁵³ Voir TSUZUKI, H. M. Hyndman..., *op. cit.*, p. 125-126.

⁴⁵⁴ Pour élargir la perspective, voir Ciro DOTA, « Il dibattito sul problema coloniale nella stampa socialista (1887-

strictement décentralisé est révisée. En effet, le congrès de la Fédération bruxelloise du POB, le 21 juillet 1896, adopte à l'unanimité un rapport de Vandervelde sur la politique coloniale, où il recommande :

« Il y a lieu de constituer un comité international, ayant pour mission : a) de dénoncer aux fractions parlementaires socialistes des divers pays, les abus et les scandales de la politique coloniale ; b) d'organiser, le cas échéant, des protestations internationales contre ces abus ; c) de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'intervention pacificatrice de la démocratie socialiste, en cas de conflits entre les nations⁴⁵⁵ ».

Si les projets de l'ILP et de Clynes n'évoquent explicitement aucune fonction politique de l'organe central, détaillant seulement son mode de fonctionnement, ceux de Bax et de Vandervelde font l'inverse : ils se penchent éminemment sur les compétences politiques qu'il aurait en fonction de la situation internationale, vouant son existence tout entière à combattre la colonisation et ses crises, mais sans réfléchir à sa structure interne. Mais tandis que selon Bax l'organe devrait combattre la politique coloniale en tant que telle, d'après Vandervelde il devrait se cantonner aux abus de celle-ci. Son rapport adhère en effet à une perspective civilisationnelle, en déclarant qu'« il y a lieu de distinguer nettement la *colonisation* – expansion nécessaire des peuples les plus avancés – et les *procédés de colonisation*, dont l'ensemble constitue la politique coloniale pratiquée en régime capitaliste⁴⁵⁶ ». La convergence entre les deux projets semble alors d'autant plus improbable que, dans une violente polémique contre le « philistinisme » de Bernstein sur les questions nationales et coloniales⁴⁵⁷, Bax écrit préférer « la rudesse de la barbarie primitive à la misère de la civilisation moderne » et que « notre devoir de socialistes est de lutter bec et ongles contre toute avancée de la civilisation dans les pays barbares et sauvages »⁴⁵⁸. D'autre part, de par son insistance sur l'antipatriotisme, le projet de Bax est difficilement conciliable avec le patriotisme républicain des blanquistes, qui insistent sur la valeur révolutionnaire d'une défense nationale assurée par des milices populaires, sur la base de l'exemple de la Commune. Vaillant, qui au congrès de 1889 avait rédigé une résolution réclamant l'armement général du peuple à la place des armées permanentes⁴⁵⁹, insiste encore à la veille des assises londoniennes que « notre tradition révolutionnaire française et son

1900) », *Storia contemporanea*, vol. 10, n° 6, 1979, p. 1047-1087.

⁴⁵⁵ *Le Peuple*, 23 juillet 1896, p. 1.

⁴⁵⁶ *Idem*.

⁴⁵⁷ Voir Roger FLETCHER, « A Revisionist Looks at Imperialism: Eduard Bernstein's Critique of Imperialism and Kolonialpolitik, 1900-14 », *Central European History*, vol. 12, n° 3, 1979, p. 237-271.

⁴⁵⁸ BAX, « Our German Fabian Convert... », *op. cit.*, p. 6.

⁴⁵⁹ *Les Congrès Socialistes Internationaux...*, *op. cit.*, p. 75-77.

esprit patriotique ne sont nullement en contradiction avec notre internationalisme⁴⁶⁰ ». Mieux inséré que Bax dans les réseaux transnationaux, Vaillant était d'ailleurs conscient que l'idée d'une centralisation allant jusqu'aux questions militaires et coloniales était encore loin de faire consensus, et c'est pour cela qu'il s'était contenté d'insister sur les milices populaires⁴⁶¹.

Si déjà les socialistes imaginent différemment la forme et l'objectif de l'institution qui devrait sortir des assises, durant celles-ci les velléités de centralisation émergent tout d'abord au prisme d'approches sectorielles. Il est question de cibler au cas par cas des domaines pour lesquels les partis nécessitent de renforcer les liens en vue d'entamer des projets communs, et de pérenniser ces nouvelles coopérations à travers des structures *ad hoc* et à la composition plurinationale. Deux projets en ce sens sont rapidement avortés. D'une part, Hector Denis avait proposé au nom du POB de nommer « une commission internationale » chargée de publier en plusieurs langues « une collection d'extraits d'ouvrages des principaux socialistes »⁴⁶², mais ce vœu est d'abord renvoyé au point *Divers*, puis ajourné. D'autre part, sur l'ordre du jour *Question agraire*, la Fédération bruxelloise du POB avait demandé « de nommer un comité international chargé de recueillir tous les éléments, statistiques et autres⁴⁶³ », mais la résolution adoptée se borne à envisager « des relations internationales entre les Commissions d'études créées, ou à créer, dans les différents pays, afin de centraliser les documents, statistiques et autres travaux se rapportant à la question agraire⁴⁶⁴ ». Deux autres projets, par contre, aboutissent. En premier lieu, sous proposition d'Emma Ihrer, il est acté que la commission sur l'ordre du jour *Éducation et développement physique* poursuivra ses travaux dans sa composition actuelle⁴⁶⁵, fonctionnant par correspondance en vue de publier des brochures⁴⁶⁶. En second lieu, les délégués décident d'officialiser et d'institutionnaliser un travail de coordination transnationale entre leurs élus. Déjà en avril 1890, à propos d'un projet de bureau international de députés démocrates porté par Ferdinand-Camille Dreyfus et Paul

⁴⁶⁰ Cité in « Lettres d'Édouard Vaillant à Léon de Seilhac (1895-1904) », *Cahiers Jaurès*, n° 223-224, 2017, p. 137-147.

⁴⁶¹ Voir HOWORTH, *Édouard Vaillant...*, op. cit., p. 323.

⁴⁶² *Le Peuple*, 29 juillet 1896, p. 1.

⁴⁶³ *Le Peuple*, 23 juillet 1896, p. 1.

⁴⁶⁴ Marius MONTAGNARD, Louis GROS, « Rapport sur le Congrès International de Londres », *L'Ouvrier syndiqué*, 15 septembre 1896.

⁴⁶⁵ Les membres sont E. Stacy et S. Webb (Grande-Bretagne), N. Van Kol et E. Vinck (Belgique), C. Zetkin et F. Dietrich (Allemagne), P. J. Troelstra (Pays-Bas), E. Ferri (Italie), P. Robin (France), C. Perkins Stetson (USA), K. Klausen (Danemark), V. Adler (Autriche), J. Sigg et R. Seidel (Suisse), G. Plekhanov (Russie), cf. Pieter J. TROELSTRA, *Aan de Besturen der Sociaaldemokratische Onderwijzersvereniging, den Bond van Nederlandsche Onderwijzers en het Nederlandsch Onderwijzers-genootschap*, Utrecht, s.n., 1896.

⁴⁶⁶ Voir *International Socialist Workers and Trade Union Congress...*, op. cit., p. 37.

Janson⁴⁶⁷, *Le Peuple* remarquait : « L'idée n'est pas mauvaise en elle-même. Cependant, les Congrès socialistes internationaux [...] pourraient mieux que personne créer cet organisme international⁴⁶⁸ ». Aux assises de 1893 il avait été acté que « les représentants au sein des parlements nationaux devront s'entendre en vue d'une action commune pour l'introduction internationale, par la législation, de la journée de huit heures⁴⁶⁹ », avec une coordination laissée aux soins des partis eux-mêmes. Après le succès éclatant du POB aux élections d'octobre 1894, Guesde se plaignait que la presse antisocialiste⁴⁷⁰ agît le spectre d'un « groupe parlementaire socialiste international, [...] une nouvelle Internationale d'en haut [...] pour aggraver la loi d'exception de 1872 » à l'heure où les lois dites scélérates venaient d'être votées en France, alors que d'après lui « l'Internationale n'est plus à faire. Elle est faite : il ne s'agit plus que de la mener à terme » par « une action simultanée »⁴⁷¹. Et pendant que le POSR s'écharpait pour savoir si « un Concile à peu près permanent des élus [...] rendra parfaitement inutile l'action des Groupes ou des électeurs⁴⁷² », ou si au contraire celui-ci était un outil légitime en ce que ses membres « sont dépourvus de tout pouvoir de décision ; ils proposent, et n'exécutent pas⁴⁷³ », Vandervelde avait rectifié lui aussi le malentendu et enterré la perspective de groupement transnational formel⁴⁷⁴. L'*Adresse aux députés socialistes français* publiée le 14 novembre par le groupe parlementaire du POB se limitait alors à évoquer un projet d'« action commune et solidaire⁴⁷⁵ ». Ainsi, après un échange par correspondance, les députés socialistes français, italiens et allemands avaient déposé des projets de loi similaires pour la transformation des armées permanentes en milices populaires ; mais en l'absence d'un organe chargé du suivi de cette campagne, sa dimension transnationale avait peine à être mise en exergue. Liebknecht avait alors pris la relève en proposant de convoquer une conférence interparlementaire en marge des assises londoniennes, recevant l'appui de Vaillant qui regrettait que « c'est cette action politique concertée qui actuellement nous fait défaut et laisse le champ trop libre aux complots librement concertés de la réaction internationale surtout contre la paix », et qui espérait ainsi que la conférence substitue « une intervention active du socialisme international à sa trop grande passivité actuelle »⁴⁷⁶. De son côté, le congrès du Parti ouvrier français (POF) de juillet

⁴⁶⁷ Voir Ferdinand-Camille DREYFUS, « Contre-conférence », *La Nation*, 3 avril 1890, p. 1.

⁴⁶⁸ *Le Peuple*, 7 avril 1890, p. 3.

⁴⁶⁹ *Journal de Genève*, 11 août 1893.

⁴⁷⁰ Voir surtout *Le Patriote*, 17 octobre 1894, p. 1.

⁴⁷¹ Alexandre ZÉVAËS, « Interview de Jules Guesde », *La Petite République*, 21 octobre 1894, p. 1.

⁴⁷² Jean ALLEMANE, « Une étrange Fédération », *Le Parti ouvrier*, 18 octobre 1894, p. 1.

⁴⁷³ Maurice CHARNAY, « Faits économiques », *Le Cri du Peuple*, 21 octobre 1894, p. 2.

⁴⁷⁴ Voir SORGUE, « Les Socialistes belges », *La Patrie*, 19 novembre 1894, p. 2.

⁴⁷⁵ *Le Peuple*, 14 novembre 1894, p. 1.

⁴⁷⁶ IISG, Wilhelm Liebknecht Papers, 325, f° 134, Lettre d'E. Vaillant à W. Liebknecht, 24 avril 1896.

1896 avait mandaté ses délégués de relancer à Londres une action parlementaire coordonnée pour « réduire, par voies de conventions internationales, simultanément et graduellement le temps de service actif dans les armées européennes⁴⁷⁷ ». Finalement, après avoir risqué un ajournement en raison d'une superposition avec une réception offerte par le comité organisateur⁴⁷⁸, le soir du 28 juillet une conférence réunit au Queen's Hall ceux qui, parmi les délégués, sont élus dans différentes institutions représentatives⁴⁷⁹. Présidée par Vaillant en l'absence de Liebknecht, l'entrevue renoue avec le projet de fédération formelle enterré deux ans plus tôt. En effet, une motion de Guesde envisage la mise en place de deux bureaux : l'un composé d'élus parlementaires (*International Parliamentary Bureau*), l'autre d'élus locaux (*International Municipal and other Local Bodies Bureau*), censés fonctionner en tant qu'intermédiaires pour les correspondances et les transmissions de rapports. Pour exécuter la motion, la conférence décide qu'il convient d'abord d'élire une commission, composée d'un délégué de chaque nationalité et chargée d'établir les bases sur lesquelles les deux bureaux devraient être formés en vue « d'uniformiser le travail parlementaire dans tous les pays⁴⁸⁰ ». Et pour parvenir à la constitution effective de cette commission préparatoire, Vaillant est choisi en tant que référent postal, chargé de collecter ultérieurement les nominations, mais sans aucun pouvoir d'initiative et sans qu'une date butoir ne soit fixée⁴⁸¹. Cette décision de « doter l'Internationale d'un organisme rudimentaire de liaison » a certes le mérite de poser « la question de savoir s'il convenait de reconnaître l'existence réelle de la nouvelle Internationale et de la munir d'un organisme exécutif permanent »⁴⁸². Mais si chronologiquement c'est le tout premier pas franchi allant nettement dans le sens d'une centralisation sociologique permanente, elle n'a, au sortir du congrès, pas plus de garanties de se concrétiser que la commission Education.

Comme l'exprime *Justice* pendant les assises, depuis la relance de l'Internationale il y a un sentiment de « manque de continuité dans le travail des congrès internationaux⁴⁸³ ». Les dispositions prises sur la base des propositions d'Ihrer et de Guesde n'y pallient que partiellement : de par leur approche sectorielle, elles posent le risque d'un internationalisme asymétrique, où le degré de centralisation dépendrait du sujet, et où les pratiques nationales

⁴⁷⁷ *L'Avenir social*, t. I, 1896, p. 214-221.

⁴⁷⁸ Voir IISG, Wilhelm Liebknecht Papers, 325, f° 141, Lettre d'E. Vaillant à W. Liebknecht, 7 juillet 1896.

⁴⁷⁹ Voir *The Conference Record*, 30 juillet 1896, p. 8.

⁴⁸⁰ *Le Peuple*, 3 août 1896, p. 1.

⁴⁸¹ Voir *International Socialist Workers and Trade Union Congress...*, *op. cit.*, p. 45.

⁴⁸² HAUPT, HOWORTH, « Edouard Vaillant... », art. cit., p. 223.

⁴⁸³ *Justice*, 1^{er} août 1896, p. 4.

seraient coordonnées par des institutions non reliées les unes aux autres. Ce qui manque est alors précisément un organe central pouvant garantir une cohérence globale de l'exécution des résolutions. C'est donc à cela que tente de remédier la commission VII, chargée du point *Organisation*, est animée principalement par Charles A. Gibson du Conseil exécutif de la SDF et ancien candidat à Southampton à l'élection partielle de 1895 (contre MacDonald)⁴⁸⁴, James Murray de l'ILP et de la *Miners' Federation*, Jules Destrée du POB, W. Bock et M. Segitz du SPD, Raymond Lavigne du POF (l'un des « pères » du 1^{er} Mai) et Auguste Keufer de la Fédération du Livre de la Confédération générale du travail (CGT) (avec Fernand Pelloutier pour suppléant). Si déjà il s'agit de délégués qui n'étaient pas à l'origine des projets hétéroclites transmis au comité britannique, certains comme Murray et Keufer s'étaient déjà démarqués par leur volonté d'équidistance entre sociaux-démocrates et syndicalistes-révolutionnaires⁴⁸⁵, et d'autres comme Bock par leur franche opposition à toute centralisation⁴⁸⁶. De ce fait, les travaux se révèlent particulièrement longs : la commission se voit même rappelée à la discipline par le bureau⁴⁸⁷, et ce n'est qu'à l'avant-dernière séance, le 31 juillet, qu'elle rend son rapport en trois langues mais dont « la traduction française [soit] de plus défectueuses⁴⁸⁸ ». Lu par Gibson, il est très succinct. Il se compose d'abord de quelques remarques préliminaires :

« La commission désire établir que, parmi les résolutions qu'on a envoyées, elle a présenté celles qui apparaissent d'une manière précise dans les rapports et qui expriment les désirs exprimés par la majorité des résolutions. Nous n'avons pu recommander la publication d'un journal international [...] surtout à cause du prix et du fait que beaucoup de journaux socialistes existant contiennent des nouvelles sur le mouvement social des autres pays⁴⁸⁹ ».

Vient ensuite la résolution à proprement parler :

« 1° Dans l'opinion de ce Congrès on doit s'efforcer de créer un *comité international* permanent avec un *secrétaire* responsable, comité qui siégerait dans la partie de l'Europe la plus propre à son action. 2° Un comité restreint doit être nommé par le Congrès pour rédiger des propositions destinées à amener la réalisation du vœu présenté au n° 1, et pour en faire un rapport au Congrès. 3° Le comité en question doit avoir le pouvoir d'agir comme un *comité provisoire* pour le mouvement qui aura lieu entre la date actuelle et le prochain Congrès ; toute nationalité qui n'est

⁴⁸⁴ Voir *Labour Leader*, 29 février 1896, p. 5.

⁴⁸⁵ Voir par exemple *Report of the International Trades Union Congress...*, *op. cit.*, p. 22.

⁴⁸⁶ Voir *Verhandlungen und Beschlüsse des Internationalen Arbeiter-Kongresses zu Brüssel, 16.-22. August 1891*, Berlin, Vorwärts, 1893, p. 20.

⁴⁸⁷ Voir *International Socialist Workers and Trade Union Congress...*, *op. cit.*, p. 27.

⁴⁸⁸ RENARD, « Le Congrès international de Londres », *art. cit.*, p. 209.

⁴⁸⁹ *Les Congrès Socialistes Internationaux...*, *op. cit.*, p. 20-22.

pas représentée au comité par voie élective dans ce Congrès peut envoyer un représentant pour agir jusqu'à la réunion du prochain comité⁴⁹⁰ ».

Gibson insiste surtout sur le fait que la commission n'entend pas créer immédiatement un organe permanent, mais tout d'abord un comité restreint composé d'au moins trois membres, chargé de collecter des informations, d'explorer les pistes pour l'installation effective d'un exécutif permanent, et d'en faire rapport au congrès suivant⁴⁹¹ – ce que, rétrospectivement, Vandervelde qualifie de « Commission d'études en vue de l'institution d'un secrétariat international⁴⁹² » –. Par des termes très génériques, et en se taisant quant au mode de financement, la résolution tente une synthèse équilibrée des projets de l'ILP, de Clynes et de Bax, chacun traité dans un alinéa mais finalement dénaturé. L'organigramme correspond à celui que souhaitait Clynes, mais le comité serait d'abord provisoire comme l'indiquait l'ILP, sans pour autant être voué explicitement à la seule élaboration de statuts. Et si, jusqu'aux assises suivantes, son mandat exécutif pourrait présupposer vaguement des compétences politiques comme le préconisait Bax, cela n'est qu'à peine sous-entendu – et d'ailleurs aucune coordination anticoloniale et antimilitariste n'est spécialement prévue dans la résolution *Guerre* adoptée à Londres⁴⁹³ –.

D'après *Justice*, la résolution aurait été « acceptée avec une unanimité pratique⁴⁹⁴ », une formule qui tend à rayer le fait que quelques oppositions aient pu bel et bien voir le jour. Et effectivement les comptes rendus allemands parlent plutôt d'une « large majorité⁴⁹⁵ » contre « une petite minorité⁴⁹⁶ ». Cependant, les comptes rendus ne mentionnent ni le départage effectif des voix, ni la modalité de votation, ni le résultat du vote préalable en commission⁴⁹⁷, ni la teneur des éventuels débats au sein de chaque délégation nationale. Ce qui ressort, par contre, c'est que l'ambiance est loin d'être sérieuse. À cause de la fatigue manifeste des délégués après les diatribes des jours précédents, et alors que le congrès est très en retard sur son agenda, le point *Organisation* est victime du fait qu'il soit abordé entre deux autres – *Éducation* et *Guerre* – perçus comme bien plus clivants. Déjà, Gibson tient un monologue,

⁴⁹⁰ *Idem.*

⁴⁹¹ Voir *Justice*, 1^{er} août 1896, p. 2.

⁴⁹² VANDERVELDE, « Histoire de la II^e Internationale (1889-1914), art. cit., p. 19.

⁴⁹³ Voir *Les Congrès Socialistes Internationaux...*, op. cit., p. 79-81.

⁴⁹⁴ *Justice*, 1^{er} août 1896, p. 2.

⁴⁹⁵ *Protokoll des Internationalen sozialistischen Arbeiterkongresses in der Tonhalle...*, op. cit., p. 24.

⁴⁹⁶ *Vorwärts*, 1^{er} août 1896, p. 4.

⁴⁹⁷ En commission, le rapport aurait été « voté contre quelques amendements plus révolutionnaires », cf. Léon BOICERVOISE, *Le Congrès international de Londres*, Paris, Valéry, 1896, p. 21.

puisque son rapport « ne soulève aucune objection⁴⁹⁸ ». L'ajournement de l'idée du PSOE quant à un bulletin commun ne fait pas non plus l'objet de remontrances, le *Labour Leader* relevant même que c'est une bonne chose d'avoir écarté ce « rêve familial [...], ce spectre⁴⁹⁹ ». La résolution de la commission est alors votée « à la vapeur⁵⁰⁰ » pendant qu'une grande partie des délégués « pass[e] son temps à causer, ou à se promener, ou à aller à la buvette⁵⁰¹ » : le point *Organisation* n'aura duré en tout que « moins de quarante minutes⁵⁰² ». Le fait d'avoir voulu quand même passer au vote, au-delà de faire baisser la perception de légitimité de la résolution aux yeux des sociaux-démocrates eux-mêmes, est aussi dénoncé par les syndicalistes-révolutionnaires comme une preuve de la « parodie de congrès » établie par la « minorité directrice »⁵⁰³ qui siège au bureau. Le débat sur le siège du comité provisoire est lui aussi très expéditif. Alors que Gibson propose Londres, une seule alternative est envisagée, Zurich, préférée par Sanial au nom du SLP. À l'issue de deux votes (un par tête, un par nationalité), la capitale britannique résulte largement gagnante⁵⁰⁴ – la délégation suisse vote d'ailleurs elle aussi pour cette option –. Selon le *Labour Leader*, ce choix est fait par défaut, car à cause du *Verbindungsverbotes* et apparentés, « les Allemands et d'autres étaient empêchés par leurs lois de servir comme un tel comité⁵⁰⁵ ». Déjà la veille, Augustin Hamon et Marcel Sembat avait rédigé une motion pour réunir les congrès internationaux tous les deux ans à Londres en tant que « siège désormais fixé⁵⁰⁶ ». Mais aucune explication n'est fournie, ni pendant le congrès ni dans les comptes rendus des délégués, sur les raisons qui auraient poussé à écarter d'autres options pourtant viables comme la Belgique, retenue quatre ans plus tard lorsque le temps accordé à l'étude de la centralisation sera bien plus conséquent. Le choix de Londres semble plus se configurer comme un honneur accordé aux socialistes britanniques du comité et du bureau pour avoir su déjouer l'offensive des libertaires, qui, en retour, parient sur la composition exclusivement marxiste de l'institution centrale. Ainsi, Lazare écrit : « Il est bien entendu que

⁴⁹⁸ *Protokoll des Internationalen sozialistischen Arbeiterkongresses in der Tonhalle...*, op. cit., p. 24.

⁴⁹⁹ *Full Report of the Proceedings of the International Workers' Congress. London, July and August, 1896*, Glasgow/Londres, The Labour Leader, 1896, p. 27.

⁵⁰⁰ Alain-Marie BARRAT, « Résumé de ce qui s'est passé à Londres », *Le Parti ouvrier*, 6 août 1896.

⁵⁰¹ *Bulletin mensuel du Musée Social*, 17 septembre 1896, p. 87.

⁵⁰² *The Westminster Gazette*, 1^{er} août 1896, p. 7.

⁵⁰³ Bernard LAZARE, « Le Congrès de Londres », *L'Écho de Paris*, 4 août 1896, p. 3.

⁵⁰⁴ D'après les comptes rendus en Anglais le résultat est obtenu à 15 voix contre 4. Votent pour Londres : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Bohême, Bulgarie, France (majoritaires), Grande-Bretagne, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Russie, Espagne, Suisse. Votent pour Zurich : États-Unis, Danemark, France (minoritaires), Italie. Mais les comptes rendus en Allemand parlent de 15/5, et la dépêche Havas reprise par les comptes rendus en Français de 14/4.

⁵⁰⁵ *Full Report of the Proceedings of the International Workers' Congress...*, op. cit., p. 27.

⁵⁰⁶ IISG, Second International Archives, 120, f° 3, Motion d'A. Hamon et M. Sembat, 30 juillet 1896.

ce sera un nouveau rouage de l'administration marxiste et social-démocrate. Si M. Aveling ne devient pas secrétaire de ce comité, j'en serai fort surpris⁵⁰⁷ ». Émile Pouget, tout en soulignant ironiquement que le comité international est un moyen plutôt faible dont doivent se contenter les marxistes pour espérer retrouver leur puissance du temps du CG, en vient aux mêmes conclusions : « Inutile de demander qui fera partie de ce comité : la famille Marx ! Si on n'a que ça pour recréer la prépondérance marxiste, c'est maigre⁵⁰⁸ ».

Toutefois, loin d'être clos par l'adoption des conclusions de la commission, le point *Organisation* connaît deux renoncements successifs. Alors que les dernières séances préfigurent clairement la victoire des sociaux-démocrates, et que les pouvoirs directeurs que s'était accaparé le bureau ont été étirés comme jamais auparavant, les congressistes naviguent à vue. La perception du danger anarchiste diminuant, l'urgence de centralisation formelle baisse proportionnellement en retour. Ainsi, tandis que Gibson insiste pour élire immédiatement les membres du comité provisoire⁵⁰⁹, James Shaw-Maxwell de l'ILP rétorque que, par manque de temps, il est préférable que ce soit la commission Organisation dans sa composition présente qui continue de fonctionner⁵¹⁰. Dan Irving de la SDF faisant remarquer qu'il est difficile de savoir si les membres de ladite commission sont disposés à continuer leur tâche dans l'intervalle entre les congrès, la question est remise au lendemain⁵¹¹. Et si les dépêches des attachés de presse relèvent déjà le soir du 31 juillet que l'issue est plus qu'incertaine, le lendemain effectivement « le Congrès s'est séparé sans avoir fait cette élection⁵¹² ». Mais loin d'être un oubli comme le prétend Hamon⁵¹³, il s'agit d'un choix délibéré. En effet, sans le voter, il est tout simplement acté officieusement que la résolution Gibson ne sera pas exécutée. Le récit du *Labour Leader* est tragicomique :

« Afin de rendre le travail des congrès internationaux plus continu, il fut décidé de former un comité de trois personnes qui se réunirait à Londres pour recueillir des informations sur les moyens de créer une organisation permanente. Cette suggestion fut ensuite retirée, car on découvrit que les lois allemandes et autres interdisaient aux Allemands de siéger à un tel comité. [...] En raison des lois prohibitives en vigueur dans les États continentaux en général contre les

⁵⁰⁷ LAZARE, « Le Congrès de Londres », art. cit., p. 3.

⁵⁰⁸ Emile POUGET, « Le Congrès de Londres », *La Sociale*, 12 août 1896.

⁵⁰⁹ Voir *International Socialist Workers and Trade Union Congress...*, op. cit., p. 45.

⁵¹⁰ Voir *Justice*, 1^{er} août 1896, p. 2.

⁵¹¹ Voir *International Socialist Workers and Trade Union Congress...*, op. cit., p. 45.

⁵¹² RENARD, « Le Congrès international de Londres », art. cit., p. 210.

⁵¹³ Voir Augustin HAMON, *Le socialisme et le Congrès de Londres : étude historique*, Paris, Stock, 1897, p. 164.

coalitions internationales, les recommandations 1, 2 et 3 ont été finalement abandonnées après avoir été adoptées par le congrès⁵¹⁴ ».

Le prétexte paraît néanmoins contradictoire vis-à-vis des autres engagements institutionnels contractés par le SPD à Londres, de la motion Guesde à l'acceptation de tenir le congrès suivant en Allemagne. En tout cas, bien que la résolution Gibson soit déclassée au rang de vœu platonique, la stratégie est plutôt fine, puisque tout en ayant décidé de ne pas le mettre en œuvre, le fait que le document ait quand même été adopté officiellement permet de disposer d'un outil à réactiver rapidement en cas de nouvelles menaces anarchistes, ou de libéralisation des législations nationales. Il s'agit certes d'un pas en avant par rapport aux congrès précédents, mais cela explique aussi pourquoi, quatre ans plus tard, l'Internationale doit repartir de zéro sur cette question, et pourquoi les contours du BSI esquissés à Paris s'avèrent peu réfléchis en amont, allant provoquer des tâtonnements institutionnels pendant ses premières années.

L'opacité de la manœuvre d'enterrement du comité international crée une confusion extrême. Certains rapportent que l'on a simplement supprimé le troisième alinéa et fusionné les deux premiers⁵¹⁵, d'autres que c'est seulement le deuxième alinéa qui ne sera pas exécuté⁵¹⁶ – ce qui, au passage, aurait vidé de sens toute la résolution –, et le compte-rendu en Allemand n'en dit pas mot. Les Danois n'ont visiblement pas compris ce qui s'est passé : non seulement ils se félicitent que « l'Internationale se soit établie sous une forme moderne et avec son vieux centre comme siège⁵¹⁷ », mais aussi ils annoncent que c'est le comité international (et non le bureau du congrès) qui aurait été « autorisé à envoyer les invitations au prochain congrès⁵¹⁸ ». Et encore quatre ans plus tard, le compte-rendu du congrès de Paris relève simplement que celui de Londres « oublia de voter les subsides nécessaires⁵¹⁹ ». Les sociaux-démocrates s'exposent ainsi aux moqueries de leurs opposants, tant conservateurs que libertaires. Parmi les premiers, Jean Bourdeau écrit :

« Rien ne montre mieux le caractère superficiel et platonique des décisions de ce Congrès pour tout ce qui touche aux intérêts ouvriers proprement dits que ce qui s'est passé à propos du projet d'organisation d'une sorte d'Office du Travail socialiste international. On vote cette organisation,

⁵¹⁴ *Full Report of the Proceedings of the International Workers' Congress...*, op. cit., p. 27-39.

⁵¹⁵ Voir par exemple *La Sentinelle*, 22 septembre 1896, p. 2.

⁵¹⁶ Voir par exemple Eugène GUÉRARD, *Le Congrès de Londres*, op. cit., p. 23 ; Victor SERWY pseud. Zéo, « Le Congrès socialiste international », *L'Avenir social*, t. I, 1896, p. 179.

⁵¹⁷ *Social-Demokraten*, 4 août 1896, p. 2.

⁵¹⁸ *Social-Demokraten*, 5 août 1896, p. 1.

⁵¹⁹ *Cinquième Congrès Socialiste International, tenu à Paris du 23 au 27 septembre 1900. Compte rendu analytique officiel*, Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1901, p. 7.

mais on avait oublié d'en fixer la résidence. On choisit Londres contre Zurich ; mais il n'est pas question des ressources destinées à assurer le fonctionnement de cet Office⁵²⁰ ».

Et parmi les seconds, Nieuwenhuis relève que « l'influence de ce congrès est nulle, car qu'est-ce qu'on a fait que des résolutions innocentes et des exclamations platoniques qu'on lit peut-être, mais qu'on met de côté ?⁵²¹ ». Et Piotr Kropotkine retrouve dans les tâtonnements de Londres la preuve que le mouvement ouvrier ne peut plus être renfermé dans des instances formelles :

« Le fiasco du Congrès de Londres, c'est le fiasco du *gouvernement socialiste* que l'on avait voulu imposer au mouvement socialiste international. [...] L'impossibilité de gouverner, ou même de gérer le grand réveil du prolétariat et de l'homme libre en général, par aucune forme de parlement, soit national, soit international, soit permanent ou temporaire, a été complètement démontrée⁵²² ».

Il n'est donc pas étonnant qu'au lendemain des assises les sociaux-démocrates parlent si peu du point *Organisation*. Bebel n'en dit pas mot dans son rapport au congrès du SPD d'octobre 1896. Serwy, qui pourtant quatre ans plus tard allait occuper le poste de secrétaire du BSI, estime que le comité international et la commission interparlementaire ne représentent des décisions que très secondaires par rapport à celles sur la question agraire ou à l'exclusion des anarchistes⁵²³. Par contre, les plus réticents à la centralisation politique se félicitent du fait que le congrès n'ait même pas réussi à entamer l'étude de la centralisation sociologique. Ainsi, Francis de Pressensé relève que, du point de vue institutionnel, l'Internationale ne parvient plus à revenir en arrière aux temps du CG, ce qui confirme que sa puissance réside désormais avant tout dans celle des partis nationaux :

« Dans cette assemblée internationale, on peut dire que tout ce qui a eu un caractère délibérément international a été secondaire, sans intérêt, modelé sur le passé, tandis que chaque nation a apporté un élément nouveau [...]. Ce qui avait fait la faiblesse de la première Internationale, ça avait été précisément ce qui pouvait faire illusion sur sa force : à savoir, le fait que l'édifice avait été commencé par en haut, qu'il manquait de fondements et qu'il flottait en l'air. Au contraire, au congrès de Londres, on a pu se rendre compte de l'état inorganique, de l'absolue imperfection des

⁵²⁰ Jean BOURDEAU, « Le Congrès socialiste international de Londres », *Journal des débats politiques et littéraires*, 3 août 1896, p. 2.

⁵²¹ *Le Journal de Bruxelles*, 3 août 1896, p. 2.

⁵²² Piotr KROPOTKINE, « Les Congrès internationaux et le Congrès de Londres », *Les Temps nouveaux*, vol. 2, n° 18, p. 1-2.

⁵²³ *L'Avenir social*, t. II, 1897, p. 68.

institutions centrales de l'internationalisme, et de la puissante assiette du socialisme national dans chaque pays d'Europe⁵²⁴ ».

b) Des institutions inconsistantes face à une effervescence internationaliste

En manque d'un *institution-building* englobant, la centralisation sectorielle issue du congrès de Londres obtient des résultats à demi-teinte, avant de cesser de fonctionner déjà un an plus tard. Pour ce qui est de la commission Education et développement physique, elle tient une dernière réunion peu avant la fin des assises afin de centraliser en toute autonomie son mode de fonctionnement. » Il est acté en effet que « tous les renseignements et tous les rapports seront centralisés par un secrétariat général, d'où ils seront renvoyés de nouveau à tous les commissaires⁵²⁵ ». Emile Vinck, du POB, est désigné comme secrétaire, et il est décidé que chaque membre devra veiller à que les organisations de son pays appliquent correctement la résolution adoptée à Londres⁵²⁶ : d'après *Justice*, « cela permettrait aux délégués de compléter chacun le travail des autres, et de mettre dans leur travail l'unité qui est la première condition pour les résolutions internationales⁵²⁷ ». La commission va connaître néanmoins une existence éphémère, d'autant que Vinck lui-même est rapidement absorbé par d'autres projets, notamment autour du socialisme municipal à l'échelle belge puis transnationale. Les échanges s'estompent progressivement, et les partis ne sont saisis d'aucun projet d'édition. Si Louis de Brouckère peut revendiquer un lien de filiation entre la commission et l'Institut industriel qu'il fonde en 1899⁵²⁸, il n'y a pas d'intervention de l'instance transnationale dans la réalisation de son projet. Au congrès de 1900, son existence même est oubliée, d'autant que le sujet dont elle devait s'occuper passe à la trappe alors que l'Internationale traverse la dramatisation des affaires Bernstein et Millerand. Quant à la commission chargée d'étudier les conditions d'installation des deux bureaux d'élus, Vaillant prend particulièrement à cœur son processus de constitution, allant jusqu'à s'inventer un droit d'initiative face au mandat exigé qu'il avait reçu. Il fait part à Adler, en effet, que « l'union interparlementaire active des élus municipaux et parlementaires (socialistes) est peut-être l'organisation la plus facile à créer d'une action internationale si

⁵²⁴ Francis DE PRESSENSÉ, « Le Congrès socialiste international de Londres », *Revue des Deux Mondes*, vol. 66, t. CXXXVI, 1896, p. 164.

⁵²⁵ *L'Avenir social*, t. I, 1896, p. 171-172.

⁵²⁶ *Idem*.

⁵²⁷ *Justice*, 8 août 1896, p. 6.

⁵²⁸ Voir Louis DE BROUCKERE, « Le Socialisme et les "Intellectuels" », *Le Mouvement socialiste*, n° 13, 1899, p. 89. Voir aussi *Le Peuple*, 29 août 1899, p. 2.

nécessaire⁵²⁹ ». Le raisonnement est tactique : bien qu'une coordination globale reste l'objectif, pour l'atteindre il peut être plus aisé de commencer par une centralisation sectorielle. Vaillant parvient à obtenir rapidement une première série de nominations de correspondants⁵³⁰ : Bebel pour l'Allemagne, Vandervelde pour la Belgique, W. J. Barwick pour la Grande-Bretagne, Knudsen pour le Danemark, Ferri pour l'Italie, Branting pour la Suède, Bürkli pour la Suisse. Quant à la France, les querelles obligent de désigner deux correspondants : Vaillant lui-même ainsi que Jaurès. Un mois après la clôture du congrès de Londres, l'ancien communard peut déjà convoquer une « conférence internationale de délégués des groupes socialistes des parlements européens⁵³¹ » pour le 13 septembre 1896 à Bruxelles. Mais si l'entrevue est finalement ajournée, il n'en démord pas pour autant. Il poursuit à marches forcées l'institutionnalisation de sa commission et opère un choix de priorité. En effet, d'une part, il vise à établir l'instance déjà en voie définitive, alors qu'à Londres il avait été décidé que celle-ci devait seulement mener une étude de faisabilité. D'autre part, il se focalise principalement sur l'entente entre parlementaires, en délaissant celle entre élus locaux, face au constat que plusieurs partis n'avaient pas encore constitué de fédération nationale de leurs conseillers municipaux ou provinciaux. Il réussit donc à faire adopter, à l'unanimité par correspondance, deux motions d'organisation qu'il considère comme « les articles élémentaires d'une organisation qu'il appartient à nos efforts d'affermir et de développer, pour une action grandissante, et tout d'abord [...] pour le maintien et la certitude de la paix et de la solidarité internationale⁵³² ». La première esquisse le mode opératoire de la commission :

« Les élus socialistes des pays qui ont désigné ou désigneront un délégué seront en rapport permanent par leurs délégués, qui seront désormais leurs secrétaires correspondants. C'est par ces secrétaires correspondants que se transmettront toutes les propositions de réunions parlementaires et de tous les moyens de développer l'union, l'organisation et l'action internationale des élus socialistes⁵³³ ».

Le fonctionnement est similaire à celui que prévoyait la motion Hyndman de 1889, c'est-à-dire un système de correspondances complété de réunions qui matérialiseraient la centralisation sociologique en l'absence de secrétariat permanent. Ici, cependant, ce ne sont pas des représentants choisis au cas par cas par les comités nationaux, mais des délégués permanents,

⁵²⁹ Cité in HAUPT, HOWORTH, « Edouard Vaillant... », art. cit., p. 223 (Lettre d'E. Vaillant à V. Adler, 19 août 1896).

⁵³⁰ Voir *Le Peuple*, 20 novembre 1896, p. 1.

⁵³¹ Voir *Le Peuple*, 4 septembre 1896, p. 1.

⁵³² *Le Peuple*, 20 novembre 1896, p. 1.

⁵³³ *Idem*.

expressément désignés pour correspondre dans l'intervalle entre leurs réunions. De plus, la commission se réserve une compétence exclusive quant à la coordination d'initiatives transnationales entre élus, car il est admis que toutes doivent passer par elle au préalable. Quant à la deuxième motion, elle fixe, comme premier objectif, la diffusion d'informations :

« Les élus [...] s'engagent à faire parvenir par l'intermédiaire de leurs délégués ou secrétaires correspondants, dans la mesure du possible, aux élus socialistes des autres pays tous documents, projets de lois, rapports parlementaires, etc., essentiels à la connaissance du mouvement socialiste⁵³⁴ ».

Le 16 novembre 1896, dans une circulaire, Vaillant peut annoncer publiquement que « le vœu de la conférence interparlementaire et du Congrès de Londres est accompli : l'Union internationale d'élus socialistes est fondée⁵³⁵ ». Pour que son existence soit effective, il émet un souhait de régularité : « ce qui importe surtout, ce sont des rapports réguliers de correspondance, et ce n'est pas trop demander qu'ils aient lieu au moins une fois par mois⁵³⁶ ». Et par la même occasion, il soumet aux secrétaires-correspondants une nouvelle motion qu'il a élaborée avec Peter Knudsen :

« L'objet immédiat de notre correspondance pourrait être la préparation d'une action commune immédiate : 1° contre le militarisme et pour la paix ; 2° pour la législation et les conditions du travail, cette première entente par lettres devant préparer l'ordre du jour et la matière d'une prochaine réunion interparlementaire, pour une entente plus complète et une action mieux concertée et plus efficace⁵³⁷ ».

En somme, dans la définition des priorités de la commission en vue d'une première réunion physique, cette proposition reprend aussi bien la campagne autour de laquelle l'Internationale elle-même s'était relancée, c'est-à-dire celle pour la législation sociale, que la perspective antimilitariste pour laquelle Vaillant reconnaissait depuis longtemps un besoin accru de coordination transnationale. *Le Peuple* voit dans cette lettre-circulaire le franchissement d'une étape importante, notant que « l'œuvre de solidarité interparlementaire, décidée en principe, au congrès de Londres, est aujourd'hui un fait accompli⁵³⁸ ». Toutefois, l'enthousiasme se révèle bientôt infondé. La circulaire se termine en effet par les démissions de Vaillant, n'osant pas forcer davantage son impulsion :

⁵³⁴ *Idem.*

⁵³⁵ *Idem.*

⁵³⁶ *Idem.*

⁵³⁷ *Idem.*

⁵³⁸ *Idem.*

« Avec cette lettre cessent les fonctions spéciales de correspondance générale et d'organisation que m'avaient confiées la Conférence interparlementaire de Londres, les délégués actuels et ceux que d'autres pays non encore représentés éliront, devant désormais correspondre entre eux et décider sur toute proposition nouvelle⁵³⁹ ».

La commission est donc constituée, mais manque désormais d'un référent exécutif susceptible d'animer ses travaux. Elle va donc reproduire, à petite échelle, les mêmes dysfonctionnements que l'Internationale : dépourvue de centre de gravité, elle s'en remet aux bonnes volontés des seuls députés délégués par les partis nationaux, ce qui brise précocement son élan. Aussi rapidement qu'elle avait été créée, la commission sombre alors dans l'inaction. L'on semble s'attendre à que ce soit Vaillant lui-même qui fonctionne comme un centre de correspondance, mais celui-ci se plaint de cette passivité :

« Toutes les nations représentées au congrès – à l'exception de l'Autriche – sont représentées. Cependant l'échange de documents qui forme l'article 1^{er} de cette constitution d'union ne se fait guère. Seul je suis privilégié par l'envoi du Vorwärts, de l'Arbeiter Zeitung et du Grütlianer ainsi que du Berner Tagwacht que je recevais tous déjà depuis longtemps. J'espère qu'à l'avenir et peu à peu on fera mieux⁵⁴⁰ ».

Déjà en février 1897, aucune discussion ne s'engage à propos du vœu d'Hardijns, qui s'était saisi d'une polémique entre socialistes français et polonais sur la visite du tsar en France, pour réclamer que la commission d'élus produise une politique internationale cohérente :

« Du temps de la première internationale, le socialisme avait [...] une politique internationale. [...] La grande tâche qui reste à accomplir nous semble maintenant celle-ci : tracer la ligne de conduite du socialisme international dans la politique étrangère des états bourgeois. Le plus grand désastre qui pourrait frapper le socialisme international serait sans contredit une guerre européenne. Or, les causes qui pourraient l'amener résident précisément dans la politique coloniale [...]. Nous possédons un comité international socialiste parlementaire composé de députés des différents pays. Nous pensons qu'il remplirait un grand et un beau rôle en discutant cette question et en préparant une solution⁵⁴¹ ».

S'il est vrai, comme le souligne Gilles Candar, que la tentative de Vaillant « d'instituer un réseau d'échanges d'informations [...] préfigur[e] en quelque sorte le futur Bureau socialiste

⁵³⁹ *Idem.*

⁵⁴⁰ IISG, Wilhelm Liebknecht Papers, 325, f° 147-148, Lettre d'E. Vaillant à W. Liebknecht, 10 avril 1897.

⁵⁴¹ HARDIJNS, « Une Politique Internationale », art. cit., p. 1.

international⁵⁴² », sa commission est déjà une coquille vide bien avant le congrès de 1900, tant que celui-ci doit adopter une motion de principe pour recommencer le processus à zéro.

Les défaillances de coordination transnationale apparaissent de plus en plus clairement dans l'intervalle entre Londres et Paris. Et ce, précisément dans les deux domaines prioritaires identifiés par la motion Vaillant-Knudsen. D'une part, quant à la législation internationale du travail, après une revue à la baisse des ambitions lors de la conférence de Berlin de mars 1890 contre le *dumping* social, qui avait rejeté l'idée d'un office permanent, le Conseil fédéral suisse avait relancé depuis juin 1895 le projet intergouvernemental d'Hammer. Le 1^{er} juin 1896, il avait présenté un projet d'office international de protection ouvrière qui « devait centraliser les informations et les statistiques liées à la question sociale, tout en étudiant l'ensemble des lois concernant les travailleurs et les industries de chaque pays⁵⁴³ ». Un congrès international pour la protection ouvrière est alors organisé à Zurich les 23-28 août 1897 par des figures humanistes de la société civile suisse, et en présence de plusieurs délégations syndicales et socialistes européennes. Malgré l'adoption de résolutions ambitieuses y compris quant à l'office international⁵⁴⁴, leur portée est néanmoins platonique. Et alors que sa commission d'élus stagne déjà, l'Internationale est incapable de s'occuper de l'événement comme un seul et même bloc. Si les socialistes y défendent tous le programme de leurs congrès internationaux⁵⁴⁵, ils manquent tant en amont que par la suite d'une stratégie commune pour déboucher sur des mesures contraignantes entre Etats sous forme de conventions⁵⁴⁶. Ce qui se confirme un mois plus tard, les 27-30 septembre, lorsqu'au congrès international de législation du travail de Bruxelles, ils sont incapables d'empêcher aux représentants gouvernementaux d'enterrer à nouveau le projet d'office international. Denis apparaît plutôt seul, tant au parlement qu'au congrès, lorsqu'il défend acharnement l'intérêt scientifique d'un tel office⁵⁴⁷, tandis que la Fédération bruxelloise de son propre parti l'avait défini comme « anodin⁵⁴⁸ », et que les blanquistes disaient que « les éminents économistes du congrès [...] n'ont fait que prendre aux travailleurs l'idée des secrétariats du Travail⁵⁴⁹ ». L'inconsistance de l'Internationale se révèle finalement au grand jour lorsqu'en 1898 ce sont les conservateurs belges et autrichiens qui

⁵⁴² CANDAR, Édouard Vaillant. *L'invention...*, op. cit., p. 83-123.

⁵⁴³ SOUAMAA, « Les origines de l'OIT... », art. cit., p. 67.

⁵⁴⁴ Voir Albert DUFOURCQ, « Le Congrès de Zurich », *Revue d'économie politique*, vol. 12, n° 7, 1898, p. 598-619.

⁵⁴⁵ Voir *L'Avenir social*, t. III, 1898, p. 132-143 ; t. IV, 1899, p. 173-176.

⁵⁴⁶ Voir par exemple IISG, Jules Guesde Papers, 274-5, f° 1, Lettre de W. Liebknecht à J. Guesde, 20 mai 1897.

⁵⁴⁷ Voir *Le Peuple*, 5-6 mars 1897, p. 3 ; 1^{er} octobre 1897, p. 2 ; 1^{er} avril 1898, p. 2 ; 4 avril 1898, p. 1.

⁵⁴⁸ *Le Peuple*, 10 août 1897, p. 1.

⁵⁴⁹ Edmond DEGAY, « Législation du travail », *La Lanterne*, 2 octobre 1897, p. 1.

relancent le débat sur l'office international⁵⁵⁰, ce que divers députés socialistes vont appuyer, mais individuellement. D'autre part, des limites similaires apparaissent quant à l'antimilitarisme dans la période charnière de 1898-1899. Déjà incapables de dialoguer d'une même voix avec l'UIP, le Bureau international de la paix (BIP) et les Congrès universels pour la paix, les partis peinent à concorder des mobilisations transnationales. Les protestations contre la crise de Fachoda sont globalement déléguées aux seuls socialistes français et britanniques, mais qui sont divisés déjà nationalement sur le sens à donner à la campagne pour la paix, ce qui limite fortement les perspectives d'une action ne serait-ce que bilatérale. Contre la guerre hispano-américaine, aucune coordination n'est réalisée entre Espagnols et Etatsuniens, puisque ces derniers sont en pleine scission entre SLP et *Social-Democratic Party* (SDP-A), et que certains profitent de la passivité de l'Internationale pour aller jusqu'à soutenir ouvertement la campagne militaire de William McKinley selon des considérations paternalistes⁵⁵¹. Pour s'opposer à la seconde guerre anglo-boers, l'Internationale ne dispose d'aucune organisation affiliée en Afrique australe, mais assiste surtout aux déchirements du socialisme britannique⁵⁵², ce qui empêche par conséquent une action à l'échelle européenne. Seules les protestations contre la I^{re} conférence de la paix de La Haye – largement considérée comme une « hypocrite comédie⁵⁵³ » –, font l'objet sinon d'une coordination, au moins d'épisodes de convergence multilatérale. L'intensité et le contenu des protestations, aussi bien que leur degré de participation transnationale, divergent considérablement selon les cas de figure. L'initiative la plus large et la plus réussie est le meeting qui se tient au St. James Hall de Londres le 8 mars 1899, auquel Hyndman associe Vandervelde, Liebknecht et Jaurès pour dénoncer tant le pacifisme des diplomates que celui des libéraux humanistes, et pour réaffirmer que seul l'internationalisme ouvrier porte un projet pacifiste durable⁵⁵⁴. Mais à l'approche de l'ouverture de la conférence, la manière dont les partis comptent donner suite aux mobilisations éparses se configure comme une délégation territorialisée : le siège étant aux Pays-Bas, c'est aux seuls socialistes néerlandais que revient la responsabilité d'organiser des protestations concomitantes, peu importe que l'événement intéresse tous en même temps et en égale mesure. Le SDAP-N doit alors s'efforcer tant bien que mal d'arranger en toute autonomie, y compris financière, des

⁵⁵⁰ Voir *Le Peuple*, 31 mars 1898, p. 2 ; 29 décembre 1898, p. 1.

⁵⁵¹ Voir Roland C. MARCHAND, *The American Peace Movement and Social Reform, 1889-1918*, Princeton, Princeton University Press, 2015, p. 273-275.

⁵⁵² Voir F. BEALEY, « Les travailleurs et la guerre des Boers », *Le Mouvement social*, n° 45, 1963, p. 64-66 ; TSUZUKI, H. M. Hyndman..., *op. cit.*, 1961, p. 128.

⁵⁵³ *Le Peuple*, 29 mai 1899, p. 2.

⁵⁵⁴ Voir Adrien VEBER, « Mouvement social », *La Revue socialiste*, t. XXIX, 1899, p. 497-500.

meetings auxquels convier des orateurs étrangers. Ils se soldent par des motions platoniques et court-termistes, où il est surtout question de déclarer le refus de voter les crédits pour l'organisation de la conférence de La Haye⁵⁵⁵, tandis qu'aucune autre forme de coordination transnationale n'est envisagée dans la durée. Or, les critiques de cette inconsistance de l'Internationale en politique étragère ne manquent pas, mais une minorité seulement continue d'évoquer clairement la perspective de centralisation qui irait de pair. En 1898, cela se fait surtout autour de l'ILP et de son étoile montante Tom Mann, dont l'on admire sa capacité à avoir créé l'International Transport Workers Federation (ITF) (dont il préside le comité central) dans le feu de la grève des dockers d'Hambourg. Oscar Paquay, député du POB, lui écrit en janvier :

« Je crois fermement que s'il n'y a pas un bureau international pour rassembler tous les travailleurs du monde, rien de réel et de définitif ne sera fait dans la direction de l'humanité. Je souhaite que vous vous en chargiez. Vous trouverez des partisans dans de nombreux pays et je me mets à votre disposition⁵⁵⁶ ».

Et à deux reprises, en février et en mars, Percy Redfern demande publiquement à l'ILP de s'activer pour que se constitue un comité international capable de formuler une politique commune des socialistes en cas de guerre⁵⁵⁷. Mais si le parti préfère attendre le congrès de Paris, les dispositions mentales vis-à-vis d'une centralisation étendue à l'antimilitarisme connaissent un tournant soudain à l'été 1900. L'Alliance des Huit Nations formée pour écraser la Révolte des Boxers apparaît comme un changement significatif du paradigme impérialiste : Ferri écrit qu'elle constitue le « spectacle le plus paradoxal qu'il puisse y avoir d'un militarisme... international, [...] où le généralissime allemand commande les troupes françaises et russes⁵⁵⁸ ». Surtout, l'Internationale est mise face à son incapacité de coordonner une riposte commune face à ce concert impérialiste. Ainsi, il est clair pour le SDAP-N que « c'est en grande partie la politique étrangère des gouvernements qui a démontré [...] la nécessité d'une unité et d'une action internationales plus étroites⁵⁵⁹ », et pour Jaurès que « l'heure de l'action organisée et immédiate est venue et que les déclarations générales de principe ne suffisent plus⁵⁶⁰ ». Rosa Luxemburg déclare au congrès du SPD de septembre 1900 à Mayence :

⁵⁵⁵ Voir H. POLAK, J.-G. VAN KUYKHOF, *Aperçu des Faits principaux qui se sont produits dans le Mouvement ouvrier des Pays-Bas depuis le congrès international de Londres en 1896*, Paris, Allemane, 1900, p. 9-10.

⁵⁵⁶ *Clarion*, 5 février 1898, p. 7 (Lettre d'Oscar Paquay à Tom Mann, 27 janvier 1898).

⁵⁵⁷ Voir *Clarion*, 26 février 1898, p. 7 ; 26 mars 1898, p. 4.

⁵⁵⁸ FERRI, « Une nouvelle œuvre internationale », art. cit., p. 233.

⁵⁵⁹ *De Nieuwe Tijd*, vol. 5, 1900-1901, p. 286.

⁵⁶⁰ Jean JAURÈS, « La ligue de la paix », *La Petite République*, 7 août 1900, p. 1.

« La guerre de Chine est le premier événement de l'ère de la politique mondiale dans lequel tous les États civilisés sont impliqués : et cette première avancée de la réaction internationale, de la Sainte Alliance, aurait dû recevoir une réponse immédiate par une protestation des partis ouvriers unis d'Europe. [...] Dans une semaine une manifestation sera décidée à Paris ; mais il ne s'agit pas pour les représentants socialistes unis de protester, [...] mais plutôt de soulever les masses populaires indifférentes de tous les pays⁵⁶¹ ».

Reste à savoir, à la veille des assises parisiennes, si les partis doteront de prérogatives antimilitaristes leur éventuelle institution centrale, ou si, comme le suggère Jaurès, ils décideront plutôt d'initier « une Ligue de la paix » pour « donner un centre de ralliement à toutes les bonnes volontés éparses, à tous les éléments pacifiques disséminés⁵⁶² ».

Pendant que l'Internationale se heurte à ses propres contradictions structurelles, l'effervescence internationaliste qui se déploie à ses marges semble procéder dans le sens inverse. D'une part, le souhait de meilleures coordination et rationalisation des solidarités matérielles et financières se fait de plus en plus ressentir. Cette perspective est soulevée à plusieurs reprises lorsque les partis participent aux collectes pour les grévistes, et particulièrement à l'occasion de l'effort transnational pour aider les menuisiers danois confrontés à un lock-out entre mai et septembre 1899⁵⁶³. Mais le sujet est abordé également sous d'autres prismes, particulièrement hétéroclites. En juillet 1896, le SLP propose la constitution d'un fond international pour faire circuler la littérature socialiste grâce aux ouvriers migrants⁵⁶⁴. En octobre 1898, l'*Avanti!* saisit ses homologues d'un projet de « grand Bureau international de placement à l'étranger⁵⁶⁵ », voué à fournir aux socialistes migrants des renseignements sur les conditions de travail des pays tiers. Et à quelques jours du congrès de Paris, pendant son tour de France à vélo et en train, Vinck songe à une commission internationale chargée d'« organiser d'une façon systématique des excursions, des voyages d'étude et de propagande⁵⁶⁶ ». D'autre part, les velléités de centralisation sectorielle réémergent à l'occasion de congrès internationaux qui se tiennent à l'été 1900 à Paris, en marge de celui de l'Internationale. *Primo*, le congrès des étudiants et anciens étudiants socialistes, les

⁵⁶¹ *Protokoll über die Verhandlungen des Parteitag der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands. Abgehalten zu Mainz vom 17. bis 21. September 1900*, Berlin, Vorwärts, 1900, p. 165.

⁵⁶² JAURÈS, « La ligue de la paix », art. cit., p. 1.

⁵⁶³ Voir *Le Peuple*, 29 mai 1899, p. 2 ; 21 juin 1899, p. 1 ; 9 janvier 1900, p. 1.

⁵⁶⁴ Voir *Proceedings of the Ninth Annual Convention of the Socialist Labor Party, held at Grand Central Palace, 43rd street and Lexington Ave., N.Y. City, July 4th to July 10th, 1896*, New York, Labor News Company, 1896, p. 50.

⁵⁶⁵ *Le Parti ouvrier*, 29 octobre 1898, p. 2.

⁵⁶⁶ Emile VINCK, « Notes de Voyage », *Le Peuple*, 10 septembre 1900, p. 1.

20-22 septembre à l'Hôtel des Sociétés savantes⁵⁶⁷, s'insère en continuité d'un projet entrepris depuis une décennie par Vandervelde, Vinck, De Brouckère et Georges Defuisseaux : s'ils avaient réussi à convoquer des congrès similaires à Bruxelles en décembre 1891 puis à Genève en décembre 1893⁵⁶⁸, leurs décisions institutionnelles étaient restées lettre morte⁵⁶⁹. C'est pourquoi aux Sociétés savantes, sous le patronage de Vandervelde, l'on se préoccupe surtout de revivifier ces dispositions, à savoir que *L'Étudiant Socialiste* de Bruxelles fasse office de journal commun, et qu'un secrétariat central siégeant dans la capitale belge⁵⁷⁰ assure les correspondances⁵⁷¹. *Secundo*, le congrès des jeunesses et jeunes gardes socialistes, les 23-24 septembre, est conçu spécifiquement pour aboutir à la « création de la Fédération internationale⁵⁷² », dotée de statuts et dont l'objectif « sera de créer un lien permanent [...] en vue surtout de se renseigner mutuellement⁵⁷³ ». En ce sens, il est prévu de discuter d'un titre uniforme pour toutes les associations de jeunes socialistes, d'un secrétariat permanent et d'un bulletin commun. Un comité provisoire franco-belge avait été fixé à Bruxelles dès juin 1899⁵⁷⁴, et en 1900 ce sont les Belges (Vincent Volckaert, Louis Coenen et Franz Fischer) qui figurent en tant que maîtres d'orchestre et qui finissent donc par être investis de la constitution définitive d'un secrétariat devant siéger encore à Bruxelles⁵⁷⁵. *Tertio*, la conférence des journalistes socialistes, les 1-2 octobre sous le patronage de Jaclard, doit réfléchir aux moyens de consolider les services de correspondance autour d'une motion de Georges Bodereau qui préconise :

« La création d'une Union fédérative internationale de la presse socialiste universelle, s'assemblant chaque année en une conférence internationale, avec bureau permanent, se réunissant obligatoirement au moins une fois par mois ; et la mise à l'étude des voies et moyens de doter la presse socialiste universelle, ainsi fédérée, d'un bureau coopératif international de nouvelles et d'informations socialistes⁵⁷⁶ ».

Notons au passage que c'est encore à Paris que se réunit, les 25-29 juillet 1900, le congrès international pour la protection légale des travailleurs : reprenant les discussions laissées en suspens en 1897, il parvient à adopter cette fois-ci les statuts d'une *Association internationale*

⁵⁶⁷ Pour un compte-rendu, voir *La Revue socialiste*, t. XXXII, 1900 p. 624-628.

⁵⁶⁸ Voir Louis DE BROUCKÈRE, « Le Congrès de Genève », *Le Peuple*, 30 décembre 1893, p. 1.

⁵⁶⁹ Voir *La Petite République*, 22 juillet 1896, p. 2.

⁵⁷⁰ Le congrès de 1893 avait décidé que ce secrétariat aurait dû être établi à Genève et confié à J. Sigg, cf. *Le Socialiste*, 30 décembre 1893, p. 3.

⁵⁷¹ Motion de Tordeur (Bruxelles), Boucher et Longuet (Paris), cf. *La Revue socialiste*, t. 32, 1900 p. 624-628.

⁵⁷² *Le Peuple*, 14 juin 1899, p. 1.

⁵⁷³ *Le Peuple*, 15 septembre 1900, p. 3.

⁵⁷⁴ Voir *Le Peuple*, 14 juin 1899, p. 1.

⁵⁷⁵ Voir *Le Peuple*, 3 octobre 1900, p. 1.

⁵⁷⁶ *La Lanterne*, 3 octobre 1900, p. 2.

pour la protection légale des travailleurs et à valider le principe d'un office international du travail⁵⁷⁷, établi à Bâle l'année suivante.

Les congrès internationaux que plusieurs fédérations de métier tiennent elles aussi à Paris à l'été 1900 confirment une tendance inébranlable à la centralisation institutionnelle : depuis une décennie, avant même que l'Internationale ne s'occupe de secrétariats nationaux du travail, les Secrétariats professionnels internationaux (SPI) se multiplient. Parfois ils sont créés avant même que la fédération de métier ne soit formalisée par l'adoption de statuts et règlements. Entre 1889 et 1900, seize secrétariats centraux rentrent en fonction, souvent entourés de comités à la composition plurinationale : typographes, chapeliers, cigariers, cordonniers, mineurs, verriers, tailleurs, métallurgistes, cheminots, tisserands, gantiers, lithographes, brasseurs, transporteurs, mouleurs et charpentiers⁵⁷⁸. L'organigramme des relations syndicales imaginé à Zurich en 1893 paraît donc en passe de s'achever : Hippolyte Vanderrydt, l'un des partisans les plus farouches de la centralisation transnationale, retrouve déjà en 1896 dans l'activité des SPI la preuve même que « l'Internationale des travailleurs n'existe plus uniquement en projets ou en discours ; elle existe en fait⁵⁷⁹ ». Ainsi, l'argument selon lequel les organisations ouvrières n'entretiendraient pas assez de rapports par-delà les frontières vaut de moins en moins comme excuse pour retarder la centralisation de l'Internationale, d'autant que celle-ci prétend être un centre de ralliement de toutes les manifestations de l'internationalisme ouvrier. Qui plus est, bien que les relations interprofessionnelles brillent par leur inconsistance dans ce climat d'effervescence internationaliste, le spectre de leur centralisation sous l'égide des syndicalistes-révolutionnaires de la CGT a pour effet d'installer un climat de concurrence entre Internationales corporative et politique pour savoir qui sera la première à se doter d'une instance centrale après le divorce institutionnel de Londres. Au grand dam des allemanistes qui espèrent que le bureau central de la *General Federation of Trade Unions* (GFTU), établie en janvier 1899, puisse « être utilisé aussi comme bureau international d'information et de correspondance⁵⁸⁰ », afin de ressusciter le projet de secrétariat international du travail, le TUC réuni à Plymouth en septembre 1899 se déresponsabilise vis-à-vis de toute perspective de congrès interprofessionnels internationaux⁵⁸¹. C'est donc la CGT qui convoque à Paris une telle

⁵⁷⁷ Voir *Congrès international pour la protection légale des travailleurs, tenu à Paris du 25 au 29 juillet 1900. Compte rendu sommaire*, Paris, Imprimerie nationale, 1900, p. 33-35.

⁵⁷⁸ Voir Marcel VAN DER LINDEN, *Workers of the World: Essays toward a Global Labor History*, Leyde, Brill, 2008, p. 273.

⁵⁷⁹ Hippolyte VANDERRYDT pseud. Lux, « La Question ouvrière », *Le Peuple*, 16 février 1896, p. 1.

⁵⁸⁰ *Le Parti ouvrier*, 25 février 1899, p. 2.

⁵⁸¹ Voir Carl LEGIEN, *Le mouvement syndical en Allemagne. Rapport pour le Congrès International Socialiste Ouvrier et Syndical (Paris, 1900)*. Hambourg, Auer, 1900, p. 15-16.

assise peu avant celle de l'Internationale, et il apparaît que « la question dominante⁵⁸² » au programme est la « création d'un Secrétariat international du travail⁵⁸³ ». Cependant, le congrès reçoit un nombre infime d'adhésions et est boycotté par les syndicats proches des sociaux-démocrates. Le rapport de Charles Souléry sur l'établissement d'un secrétariat « qui ne doit pas être un comité directeur⁵⁸⁴ » mais un centre de correspondance et de statistique, trouve certes le consensus de la poignée de délégués présents, mais à titre individuel car dépourvus de mandat sur cette question⁵⁸⁵. Une commission d'étude présidée par Maurice Copigneaux décide alors de confier provisoirement à la CGT elle-même la centralisation des renseignements transnationaux, tandis que l'institution définitive du secrétariat est renvoyée à un congrès ultérieur en l'espoir d'une meilleure représentativité⁵⁸⁶. Les sociaux-démocrates peuvent pousser un soupir de soulagement, d'autant que le 19 septembre le gouvernement français interdit *in extremis*, en vertu des lois dites scélérates, le congrès international convoqué par les anarchistes et les socialistes antiparlementaires⁵⁸⁷, et qui avait à son ordre du jour lui aussi la « fondation d'un bureau de correspondance international⁵⁸⁸ ».

c) Des clarifications permises par une passation de pouvoirs problématique

À la clôture des assises londoniennes, une séparation théorique avait été établie quant au mandat pour les suivantes : la convocation avait été confiée au bureau du congrès, donc à une instance transnationale censée garantir l'application de la résolution sur les conditions d'admission, tandis que la préparation concrète demeurerait, comme de tradition, en charge d'un comité national. En l'occurrence, il avait été décidé que l'entrevue suivante aurait eu lieu en 1899 en Allemagne, ou à défaut en 1900 à Paris⁵⁸⁹. Or, en août 1896, Liebknecht préconise déjà que même la préparation du congrès fasse l'objet d'une prise en charge transnationale, afin de la sécuriser de toute nouvelle ingérence anarchiste. Concrètement, il propose « d'avoir une conférence préliminaire, comme le pratiquent par exemple les mineurs avant chacun de leurs

⁵⁸² *Le Petit Sou*, 6 septembre 1900, p. 1.

⁵⁸³ *Le Parti ouvrier*, 17 décembre 1899, p. 3.

⁵⁸⁴ Edouard BRIAT, « Congrès international Corporatif », *La Lanterne*, 19 septembre 1900, p. 2.

⁵⁸⁵ Voir *La Petite République*, 19 septembre 1900, p. 2.

⁵⁸⁶ Voir *Le Petit Sou*, 19 septembre 1900, p. 2.

⁵⁸⁷ Voir Guillaume DAVRANCHE, « Septembre 1900 : La fusion entre l'anarchisme et la gauche du socialisme échoue » [en ligne] URL : <https://unioncommunistelibertaire.org/?septembre-1900-La-fusion-entre-l>

⁵⁸⁸ *Le Parti ouvrier*, 30 juin 1899 p. 3.

⁵⁸⁹ Voir *International Socialist Workers and Trade Union Congress...*, *op. cit.*, p. 52.

congrès internationaux, et de stipuler des règles communes de discussion⁵⁹⁰ ». Le choix de l'exemple est des plus parlants : au-delà du fait que l'on considère largement que « de toutes les corporations ouvrières, celle des mineurs est certainement la mieux organisée internationalement⁵⁹¹ », ses congrès sont organisés par un comité à la composition plurinationale et doté d'un secrétariat permanent à Londres, se réunissant à d'intervalles réguliers dans différentes villes européennes et disposant d'une certaine latitude en matière de convocation et de fixation de l'ordre du jour⁵⁹². En ce sens, sur fond d'une insuffisance de plus en plus ressentie vis-à-vis d'une simple préparation nationale d'assises internationales, la conférence préliminaire doit pallier à la marche arrière sur l'institution centrale actée à Londres. On s'achemine donc, à partir des expériences de conférences similaires de 1889 et 1893, vers une subsidiarité entre échelons national et transnational dans l'organisation des congrès. Jaurès reconnaît que « naturellement aussi ce sont les délégués socialistes du monde entier [...] qui avaient qualité pour fixer les principes mêmes du Congrès⁵⁹³ ». Si cela ne présuppose pas encore *ipso facto* la relance des discussions sur la centralisation, celle-ci est pourtant l'un des résultats principaux à l'issue de l'entrevue préparatoire qui va se tenir en 1899. D'autant plus qu'au lendemain des assises londoniennes plusieurs voix s'élèvent pour réclamer une réforme des congrès, même si de façon très hétérogène. Georges Renard écrit qu'« il est à souhaiter que dans le prochain Congrès un comité spécial surveille avec soin la rédaction et l'impression des résolutions⁵⁹⁴ ». Bernstein exige « une commission spéciale en tant qu'autorité judiciaire » sur la vérification des mandats, sans « appel final au plénum du congrès »⁵⁹⁵. Il en va de même pour Dubreuilh qui, écrivant à Liebknecht que « le mieux est l'ennemi du bien⁵⁹⁶ », se demande s'il ne faudrait pas restreindre au maximum le cas où le congrès pourrait être saisi en dernière instance de mandats contestés. Hardie aussi plaide en ce sens pour la « transmission de tous les pouvoirs à une commission⁵⁹⁷ », mais la manière dont il imagine les congrès à venir est tout simplement inacceptable pour les sociaux-démocrates :

« L'idéal me semble être [...] que les délégués se réunissent le premier jour et conviennent d'une série de congrès sectoriels pendant trois jours, par exemple. Ainsi, les syndicalistes se réuniraient

⁵⁹⁰ LIEBKNECHT, « Our Recent Congress », art. cit., p. 4.

⁵⁹¹ Jean LONGUET, « Le Congrès international des Mineurs », *La Petite République*, 25 juin 1900, p. 1.

⁵⁹² Voir Jules GUESDE, « Vive les mineurs ! », *Le Socialiste*, 8 avril 1891, p. 1. Voir aussi Voir *Le Peuple*, 26 septembre 1890, p. 1 ; 28 avril 1893, p. 1 ; 31 juillet 1894, p. 2.

⁵⁹³ Jean JAURÈS, « Congrès international », *La Petite République*, 9 juillet 1899, p. 1

⁵⁹⁴ RENARD, « Le Congrès international de Londres », art. cit., p. 203.

⁵⁹⁵ BERNSTEIN, « Kritisches zum Internationalen... », art. cit., p. 648.

⁵⁹⁶ IISG, Wilhelm Liebknecht Papers, 129, f° 33-36, Lettre de Dubreuilh à Liebknecht, 11 juin 1900.

⁵⁹⁷ HARDIE, « Looking Backwards », *Labour Leader*, 8 août 1896, p. 3.

dans leur propre salle et discuteraient de leurs propres questions ; les sociaux-démocrates dans une autre ; les communistes libres (y compris les coopérateurs) dans une troisième ; les anarchistes dans une quatrième. Puis, le cinquième jour, l'ensemble du congrès se réunirait pour recevoir et examiner les rapports de chaque division. Ainsi, les frictions seraient évitées, la réunion serait internationale dans tous les sens du terme⁵⁹⁸ ».

D'autres tentent plutôt d'envisager la façon de transformer les congrès de manifestations sentimentales en outils d'action. Pour George Bernard Shaw, il est question de responsabiliser les congrès quant à l'exécution des résolutions :

« La vérité est que le congrès a fait aussi bien que l'on pouvait s'y attendre, compte tenu du fait qu'il n'avait aucun pouvoir et, par conséquent, aucune responsabilité. Dans la nature des choses, il n'y a rien d'aussi futile qu'un parlement platonicien. La poignée d'hommes la plus banale, appelée à se réunir dans une situation d'urgence pratique pour former un comité et fournir des moyens pour un travail absolument et immédiatement nécessaire d'une valeur d'une demi-couronne, développera une qualité d'entreprise suffisante pour que ce travail soit accompli d'une manière ou d'une autre. Les esprits les plus brillants, réunis de façon irresponsable pour faire des suggestions gratuites pour la direction future de l'humanité sans aucun mandat ou pouvoir exécutif, se rendront ridicules avec la même certitude⁵⁹⁹ ».

Bonnier part du même constat pour réclamer « la limitation des questions et du nombre de délégués », afin que « le congrès international perde le caractère d'une manifestation plus ou moins platonicienne pour assumer celui de l'action »⁶⁰⁰.

Le 30 juillet 1898, le SPD notifie que, à cause du *Zuchthausgesetz*⁶⁰¹, l'option de tenir le congrès en Allemagne est impraticable⁶⁰². Les Français se retrouvent alors investis seulement du mandat d'organisation, mais espèrent le réunir à celui de convocation qui demeurerait aux mains du bureau londonien. Cependant, ils doivent avant tout prouver leur sérieux aux partis-frères, qui, à Londres, avaient assisté à la scission formelle de la délégation française entre pro- et anti-parlementaires. Un Comité d'entente est alors constitué *ad hoc* le 27 novembre 1898 par cinq organisations politiques⁶⁰³ : FTSF, POF, POSR, Parti socialiste révolutionnaire (PSR-F) et

⁵⁹⁸ *Idem.*

⁵⁹⁹ George B. SHAW, « Socialism at the International Congress », *Cosmopolis*, vol. 3, n° 9, 1896, p. 661.

⁶⁰⁰ Charles BONNIER, « Kritik der Kritik des Londoner Kongresses », *Die Neue Zeit*, vol. 15, n° 1, 1897, p. 90-91.

⁶⁰¹ Voir Albert SUDEKUM, « La législation d'Exception en Allemagne », *Le Mouvement socialiste*, n° 13, 1899, p. 73-86.

⁶⁰² Voir *Le Peuple*, 5 août 1898, p. 1.

⁶⁰³ Voir à ce propos Gilles CANDAR, « Jaurès et le parti, retour sur un itinéraire », *Cahiers Jaurès*, n° 187-188, 2008, p. 15-27.

Confédération générale des socialistes indépendants (CGSI). En mars 1899, dans une circulaire, le comité d'entente passe à l'offensive pour se faire attribuer le mandat de convocation. Au plan de la forme, il est contraint d'accepter de tenir une conférence préparatoire avec ses partenaires étrangers, les 27-28 mai 1899 à la Maison du peuple de Bruxelles en présence de onze délégations nationales. Virtuellement, les meneurs qui y sont délégués par les partis sont aussi censés agir en qualité de représentants du bureau londonien, afin de confirmer le passage de témoin au comité français, même si ce bureau ne s'est pas réuni depuis trois ans et qu'il n'a rien de « permanent » comme on le prétend. Quant au fond, le comité d'entente notifie déjà les contours qu'il imagine pour les assises parisiennes : il s'agirait de pousser encore plus loin l'entre-soi socialiste par une interprétation restrictive de la résolution londonienne sur les conditions d'admission. Il compte en effet inviter seulement « les groupes qui acceptent la socialisation des moyens de production et d'échange, l'internationalisme et la conquête du pouvoir politique par le prolétariat⁶⁰⁴ » – ce qui exclurait *de facto* les syndicats qui ne sont pas nettement socialistes –.

Cependant à Bruxelles, contrairement aux espoirs français, la transmission des pouvoirs du bureau londonien donne lieu à des « fatigants travaux⁶⁰⁵ ». La question de forme s'imbriquant avec celle de fond, ceux qui représentent le bureau n'entendent guère se contenter d'une fonction cérémoniale. Les délégations se partagent alors d'abord en deux camps. D'un côté, SDF, SLP et PSS (par télégramme) sont en faveur d'une remise inconditionnelle du mandat de convocation aux Français, soutenant leur proposition d'empêcher l'accès au congrès à la fois aux syndicats anarchistes et réactionnaires. De l'autre côté, POB, Sozialdemokratische Arbeiterpartei (SDAP-Ö), SDAP-N, SPD et ILP entendent maintenir le mandat de convocation aux mains du bureau tant que les Français ne respectaient pas à la lettre la résolution de 1896, afin que le congrès de 1900 garde « à la fois un aspect socialiste et un aspect prolétarien⁶⁰⁶ ». L'exclusion devrait donc concerner explicitement les seuls anarchistes, et non les syndicats en tant que tels, qui dans certains pays ne pouvaient pas, légalement, se déclarer socialistes. Parmi ce deuxième groupe de délégués, Smith et Brocklehurst se démarquent de par les qualités institutionnelles supplémentaires qu'ils revendiquent. Le premier est présent au nom non de la délégation britannique, mais précisément du bureau londonien, où il avait agi en tant que traducteur. Le second, bien que délégué pour compte de l'ILP, met en avant son ancienne

⁶⁰⁴ *Le Peuple*, 28 mai 1899, p. 1.

⁶⁰⁵ *Le Peuple*, 29 mai 1899, p. 2.

⁶⁰⁶ *Le Peuple*, 28 mai 1899, p. 1.

responsabilité de secrétaire permanent du bureau⁶⁰⁷. Un mois plus tôt, la conférence nationale de l'ILP à Leeds s'était d'ailleurs écharpée pour savoir s'il fallait donner un mandat à Brocklehurst, ou s'il « n'était pas nécessaire » puisqu'« il devait forcément être là » en tant que représentant du bureau, alors que Brocklehurst lui-même voulait « anxieusement recevoir des instructions pour pouvoir parler avec autorité »⁶⁰⁸. Il avait été acté finalement que, les participants à l'entrevue bruxelloises agissant en tant qu'individus étant donné que celle-ci était « tout à fait informelle », et d'autre part que les branches locales de l'ILP n'avaient pas pu être consultées au préalable, Brocklehurst aurait été mandaté sur la base des opinions personnelles des membres du Conseil administratif du parti pour « représenter le vote britannique au congrès international de 1896 »⁶⁰⁹. Dans cette situation confuse, bien que depuis août 1896 il n'ait joué aucun rôle particulier en faveur de la continuité institutionnelle, le duo Smith-Brocklehurst se redécouvre comme « dépositaire⁶¹⁰ » des institutions et des résolutions de Londres. Il semble être persuadé que sa légitimité provienne non seulement des fonctions exercées auparavant dans l'une des instances temporaires de ce congrès, mais aussi du comité international mort-né d'après l'issue de la résolution Gibson. Etant donné que le siège de celui-ci avait été théoriquement établi à Londres, Smith et Brocklehurst agissent comme si les mandats du bureau du congrès et du comité international ont été en quelque sorte fusionnés, ce qui donnait aux Britanniques une position prééminente. Cette perception exagérée d'une responsabilité en tant que gardiens d'institutions tout à fait virtuelles se retrouve encore vingt ans plus tard, lorsque Brocklehurst prétend auprès de Vandervelde avoir « agi pendant quelques temps en tant que Secrétaire du Bureau International jusqu'au moment de sa réunion suivante à Bruxelles⁶¹¹ ». Entre fin avril et début mai 1899, Brocklehurst s'était alors activé pour reprendre contact avec les secrétaires des sections nationales « artificiellement instituées » durant les assises de 1896, leur proposant « de convoquer le bureau du congrès de Londres à Bruxelles à la veille de la conférence préparatoire », c'est-à-dire, selon Vaillant, « d'une conférence préparatoire superposée à l'autre et pouvant quelque peu la contredire et contrecarrer »⁶¹². Même si jusqu'à l'avant-veille de la conférence de Bruxelles il est encore annoncé dans la presse qu'une « réunion du Bureau du congrès socialiste international⁶¹³ » aurait eu lieu en aparté par rapport

⁶⁰⁷ Voir IISG, Second International Archives, 158, f° 1, Circulaire de F. Brocklehurst, 24 avril 1899.

⁶⁰⁸ *Report of the Seventh National Conference of the Independent Labour Party, held in the Albert Hall, Leeds, on April 3rd and 4th, 1899*, Londres, ILP Office, 1899, p. 42.

⁶⁰⁹ *Ibidem*, p. 43.

⁶¹⁰ *Justice*, 2 décembre 1899, p. 3.

⁶¹¹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2290, f° 54-55, Lettre de F. Brocklehurst à E. Vandervelde, 29 avril 1919.

⁶¹² IISG, Wilhelm Liebknecht Papers, 325, f° 161-162, Lettre d'E. Vaillant à W. Liebknecht, 10 mai 1899.

⁶¹³ *Le Peuple*, 25 mai 1899, p. 1.

à l'entrevue à proprement parler entre comité français et partis tiers, le projet de Brocklehurst est finalement enterré grâce aux démarches persuasives des Français auprès de leurs partenaires. Ce qui n'empêche pas que la délégation britannique à Bruxelles se scinde entre Hyndman et Quelch d'une part, qui représentent leur parti au sein du bureau londonien, et Smith et Brocklehurst d'autre part, qui font mine de représenter le bureau lui-même. La situation devient potentiellement explosive, puisque le spectre de congrès rivaux plane sur la conférence. En effet, Adler déclare que si un accord entre le comité français et le bureau londonien n'était pas atteint, ce dernier aurait dû convoquer le congrès ailleurs⁶¹⁴. Les Néerlandais aussi vont « jusqu'à proposer que la préparation du congrès international soit retirée des mains des camarades français⁶¹⁵ ». Or, se rangeant du même avis, Smith et Brocklehurst en réalité se saisissent de l'autorité nominale d'une institution transnationale pour défendre surtout un point de vue national, et mettre le dos au mur un parti rival. Préoccupés que l'interprétation française des conditions d'admission creuse l'écart entre socialistes et syndicats, aggravant leur propre position en Grande-Bretagne où le trade-unionisme demeure puissant, ils peuvent profiter de la perspective d'assises concurrentes pour placer dans une position inconfortable la SDF : elle serait obligée de choisir entre un congrès mixte politique-syndical convoqué séparément mais avec l'aval d'une majorité d'organisations britanniques, et un congrès exclusivement socialiste convoqué par ses partenaires étrangers mais coupant les ponts avec les *Trade Unions*. À l'opposé, Vaillant, pour défendre sa propre opposition aux congrès mixtes, n'invoque aucune qualité institutionnelle en tant qu'ancien référent de la commission d'élus. Il est d'ailleurs particulièrement agacé de la posture institutionnelle assumée par Brocklehurst :

« Son insistance à l'application littérale d'une résolution de Londres dont nous appliquions l'esprit en accord avec les circonstances était un acte très impolitique et capable de donner à ceux qui voudraient troubler notre œuvre d'entente et d'organisation de produire ce trouble et de compromettre le congrès de 1900. [...] Mais je ne le connaissais pas et ne savais s'il était mu par un esprit de formalisme étroit, ou par esprit d'opposition jalouse et d'action personnelle⁶¹⁶ ».

Pour sortir de l'impasse, alors que la conférence semble « se terminer par un corps à corps⁶¹⁷ », les délégués élaborent une formule transactionnelle de conditions d'admission. Adoptée à l'unanimité par ceux qui représentent le bureau londonien, elle établit que les assises parisiennes

⁶¹⁴ IISG, Archief Van Kol, 155, f° 1-2, *Voorbereid Congres*, s.l., s.d.

⁶¹⁵ *Proceedings of the Tenth National Convention of the Socialist Labor Party held in New York City, June 2 to June 8, 1900*, New York, Labor News Company, 1901, p. 231.

⁶¹⁶ IISG, Wilhelm Liebknecht Papers, 325, f° 161-162, Lettre d'E. Vaillant à W. Liebknecht, 10 mai 1899.

⁶¹⁷ *Proceedings of the Tenth National Convention of the Socialist Labor Party*..., *op. cit.*, p. 231.

seront ouvertes aux seuls syndicats qui, sans participer directement au mouvement politique, reconnaissent tout de même la nécessité de l'action législative et parlementaire, et se placent sur le terrain de la lutte de classes (un concept absent de la résolution londonienne). Par cet accord au sommet, et alors que déjà en 1896 elle avait été adoptée par un coup de force du bureau, la résolution sur les conditions d'admission est ainsi amendée afin de laisser pour compte les trade-unionistes les plus conservateurs. Par-là, la conférence confirme que ce n'est qu'après l'adoption d'un socle idéologique commun que l'Internationale peut approfondir son organigramme sans craindre le danger d'une paralysie ou d'un détournement, comme le déclare d'ailleurs Quelch lui-même⁶¹⁸. Une fois établi cet accord de fond, la question de forme peut être vite expédiée : il est acté que le comité d'entente recevra les pouvoirs du bureau une fois qu'il aura accepté les nouvelles conditions d'admission. Quelques jours plus tard, les cinq organisations françaises les valident les unes après les autres, ce qui achève la transmission des pouvoirs de l'instance transnationale à celle nationale. À son tour, le comité d'entente transfère son mandat au Comité général des organisations socialistes françaises, qui tiennent un premier congrès unitaire en décembre 1899 à Paris, salle Japy. C'est donc ce nouvel organe qui se constitue en tant que comité d'organisation des assises parisiennes (Louis Dubreuilh du PSR-F est secrétaire, Charles Boutié de la FTSF trésorier).

La conférence de Bruxelles n'en reste pas là pour autant, puisqu'en coulisses des décisions majeures sont prises quant à la relance du processus de centralisation. Les blanquistes avaient concordé au préalable de faire en sorte que la conférence limite l'agenda parisienne « aux questions pratiques de réalisation des décisions antérieures surtout de celles qui se rapportent à la mise en rapport des prolétaires et des socialistes de tous les pays⁶¹⁹ ». Mais d'après les notes de Van Kol⁶²⁰, c'est précisément la diatribe institutionnelle entre bureau londonien et comité français qui crée un consensus autour de l'idée qu'il est temps de doter l'Internationale d'un organe permanent, ne serait-ce que pour lever l'ambiguïté sur une organisation des congrès qui, tout en étant nationale, avait connu depuis 1889 diverses formes d'interventions transnationales. En ce sens, les assises de 1900 doivent être les dernières dont la préparation revient à une seule nationalité. Qui plus est, contrairement à la commission Organisation de Londres, dans laquelle se trouvaient quelques trade-unionistes et antiparlementaires, la conférence de Bruxelles offre un cadre intime d'entre-soi de dirigeants sociaux-démocrates. Dans ce climat de confiance

⁶¹⁸ Voir *Le Peuple*, 28 mai 1899, p. 2.

⁶¹⁹ IISG, Wilhelm Liebknecht Papers, 325, f° 159-160, Lettre d'E. Vaillant à W. Liebknecht, 19 avril 1899.

⁶²⁰ Voir IISG, Archief Van Kol, 155, f° 1-2, *Voorbereid Congres*, s.l., s.d.

mutuelle, on ne se contente pas seulement de trouver un accord de principe sur l'organe permanent, mais on peut aussi déjà en définir les contours, ayant la certitude qu'il sera composé de meneurs estimés et qui ont déjà fait leurs preuves dans la gestion d'entrevues transnationales. Hardie déclarait en 1893, relativement à la fondation de l'ILP, qu'« à moins d'avoir une confiance totale dans les hommes qui devaient être à la tête du mouvement et les représenter dans les intervalles entre les conférences, il valait mieux ne pas avoir de comité du tout⁶²¹ ». Et trois ans plus tard, Liebknecht suggérait qu'une continuité entre les congrès internationaux se configurait déjà précisément grâce aux qualités des personnes habitués à gérer les bureaux :

« Hyndman, Singer, Vandervelde, Vaillant, Sigg se sont montrés bons présidents, chacun d'entre eux connaissant plus d'une langue. Ils ont tous appris depuis le dernier congrès, et je suis certain qu'ils apprendront encore pour le prochain congrès. Toute chose doit être apprise, et ceux qui aspirent à l'honneur de présider nos congrès internationaux ont beaucoup à apprendre⁶²² ».

C'est donc encore Liebknecht qui lance la discussion à Bruxelles, relevant qu'une institution centrale permettrait de ne plus perdre de temps inutilement : elle devrait s'occuper de la désignation préalable des traducteurs, de la bonne tenue des réunions des commissions, de la centralisation des cartes des délégués et des dépêches, de la collecte et la distribution des rapports nationaux pour qu'ils appuient réellement la discussion, ou encore de la résolution de différends. Brocklehurst et Hyndman complètent ce tableau pour confier au futur organe permanent deux autres compétences en vue de faciliter le travail des commissions sur chaque ordre du jour : d'une part, il devrait étudier minutieusement les rapports nationaux et produire des synthèses quant aux positions existantes ; d'autre part, il devrait nommer des experts pour établir des rapports *ad hoc*, à traduire et à envoyer trois mois à l'avance aux organisations affiliées – une proposition reprise publiquement par Eduard David au sortir des assises parisiennes, afin que « la théorie creuse disparaisse⁶²³ ». Or, il est finalement décidé que, la conférence de Bruxelles n'ayant pas les pouvoirs d'acter officiellement tout cela, le tout premier point à l'ordre du jour des assises parisiennes serait libellé *Exécution des décisions du congrès. Recherche et application des moyens pratiques pour l'entente, l'organisation et l'action internationales des travailleurs et des socialistes*. En somme, si la centralisation retrouve des perspectives, c'est avant tout pour servir d'outil aux congrès, pour qu'ils soient le plus efficaces possible. Les contours de la conférence bruxelloise préfigurent d'ailleurs ceux qu'assumera le

⁶²¹ *The Glasgow Herald*, 14 janvier 1893, p. 9.

⁶²² LIEBKNECHT, « Our Recent Congress », art. cit., p. 4.

⁶²³ Eduard DAVID, « Der internationale Congress und die "Einigung" der französischen Socialisten », *Sozialistische Monatshefte*, vol. 4, n° 11, 1900, p. 705.

BSI à partir de l'année suivante. Leurs compositions sociologiques sont les mêmes, et une majorité des participants de 1899 sont déjà ceux qui iront composer le noyau dur du Bureau. Et précisément en tant qu'émanation de l'*upper circle* de l'Internationale, l'autorité nominale d'une « commission permanente de Bruxelles⁶²⁴ » est brandie par certains durant les assises parisiennes lorsqu'il s'agit de combattre les allemanistes qui veulent rajouter la grève générale à l'agenda. Quant aux Belges, choisis pour la deuxième fois consécutive pour héberger une entrevue préparatoire, ils occupent déjà une place prééminente. Se constituant en tant que bureau de la conférence, ils démontrent ensuite savoir jongler entre ce rôle de garants des débats transnationaux et la défense de leur propre point de vue national au sujet des conditions d'admission. Serwy fait lui aussi partie de ce bureau, aux côtés de Furnémont, qui intégrera le Comité exécutif du BSI en 1907. Le maître d'orchestre est néanmoins incontestablement Vandervelde : président de la plupart des réunions du BSI à partir de 1901, il préside déjà la conférence bruxelloise et, en sa qualité de figure conciliatrice, il est rapporteur de la commission chargée d'élaborer la formule transactionnelle d'admission. La conférence inaugure aussi une pratique immédiatement reprise par le BSI : organiser un meeting en marge d'une réunion au sommet (présidé d'ailleurs encore par Vandervelde⁶²⁵), mettant à profit la présence dans une même ville d'autant d'éminents meneurs.

Or, si déjà les clarifications apportées à Bruxelles quant à l'institution centrale restent confidentielles, l'inscription du point *Exécution* au rang de priorité suscite relativement peu de débats par la suite. L'année 1899 est en effet particulièrement turbulente pour le mouvement socialiste, qui connaît l'internationalisation et le croisement⁶²⁶ de deux diatribes : la querelle révisionniste depuis l'Allemagne autour des écrits de Bernstein, et la querelle ministérialiste depuis la France autour de l'affaire Millerand, qui porte à son apogée les différends déjà surgis quant à l'affaire Dreyfus. L'attention accordée au congrès de Paris se focalise alors, plutôt que sur une question perçue comme étant avant tout administrative, sur les ordres du jour les plus proprement politiques, susceptibles de résoudre ces litiges. Mais en partie à cause de ceux-ci, plusieurs organisations ont besoin de rediscuter de leur propre mode de fonctionnement interne, se penchant à nouveau sur la dialectique entre fédéralisme et centralisme. En Belgique⁶²⁷,

⁶²⁴ *La Lanterne*, 26 septembre 1900, p. 1.

⁶²⁵ Voir *Le Peuple*, 29 mai 1899, p. 2.

⁶²⁶ Voir à ce sujet Emmanuel JOUSSE, *Réviser le marxisme ? D'Édouard Bernstein à Albert Thomas, 1896-1914*, Paris, L'Harmattan, 2007.

⁶²⁷ Voir Victor SERWY pseud. Zéo, « Après la Bataille », *Le Peuple*, 16 juin 1898, p. 1 ; *id.* « La Méthode socialiste belge », *Le Peuple*, 2 novembre 1898, p. 1.

Grande-Bretagne⁶²⁸, France⁶²⁹, Allemagne⁶³⁰ et Italie⁶³¹, cette même interrogation de Jaurès se pose :

« Comment concilier l'autonomie nécessaire des fédérations avec la nécessité d'une action centrale ? [...] Comment former un organe central de propagande, de coordination et d'exécution qui traduise exactement la pensée du pays socialiste, et qui ait en même temps, dans les heures critiques, une suffisante rapidité d'action ?⁶³² ».

De plus, la centralisation entreprise par les syndicats britanniques provoque des avis forts divergents à l'étranger, entre Bernstein qui la qualifie de rétrograde et inconsistante⁶³³, et Vanderrydt qui loue « la centralisation la plus complète, on pourrait presque dire un régime tyrannique », qui « s'éloigne peut-être de la conception démocratique courante ; elle a en tout cas pour résultat [...] d'agir avec promptitude et énergie »⁶³⁴. Bien que ces réflexions annoncent la teneur des positions qui seront défendues à l'égard de l'Internationale, la théorie d'organisation est abordée avant tout au prisme d'exigences nationales. Seulement un nombre très restreint de partis se risque à formuler en amont des assises parisiennes des projets de résolution quant aux contours de la centralisation transnationale. Certains semblent d'ailleurs ne pas trop savoir à quoi s'attendre concrètement, à l'image du PSOE qui, tout en étant favorable à un organe permanent depuis 1888, formule une expectative plutôt hésitante :

« On y discutera aussi de comment sortir les résolutions d'un stade purement platonique à travers une action commune et concertée ; il existe bien sûr une unité d'action – même si dans les détails l'action n'est pas homogène et ne pourra jamais l'être – qui n'encourage pas en vain les socialistes selon un même critère ; cependant, manque un lien que, si possible, assure cette action simultanée⁶³⁵ ».

En ce sens, les cas de POF, SDF, SDP-A et SDAP-N constituent des exceptions dignes de note, car leurs réflexions préliminaires vont déterminer en large partie les résultats obtenus à Paris.

⁶²⁸ Voir *Labour Leader*, 16 avril 1898, p. 7.

⁶²⁹ Voir Jean JAURÈS, « Unité socialiste », *La Petite République*, 1^{er} novembre 1899 p. 1 ; Edouard VAILLANT, « Organisation et désorganisation », *Le Petit sou*, 21 septembre 1900, p. 1 ; Jean JAURÈS, « Organisation », *La Petite République*, 23 septembre 1900, p. 1 ; Edouard VAILLANT, « Méthode nécessaire », *Le Petit sou*, 19 octobre 1900, p. 1.

⁶³⁰ Voir *Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands. Abgehalten zu Mainz vom 17. bis 21. September 1900*, Berlin, Vorwärts, 1900, p. 132.

⁶³¹ Voir *La Petite République*, 7 août 1900, p. 1.

⁶³² Jean JAURÈS, « La droite voie », *La Petite République*, 6 octobre 1900, p. 1.

⁶³³ Voir Eduard BERNSTEIN, « Der Kampf im englischen Maschinenbaugewerbe (2): Sein Objekt und seine Folgen », *Die Neue Zeit*, vol. 16, n° 21, 1898, p. 649-650.

⁶³⁴ Hippolyte VANDERRYDT pseud. Lux, « La Question Ouvrière », *Le Peuple*, 13 juillet 1899, p. 1.

⁶³⁵ *El Socialista*, 21 septembre 1900, p. 1.

Et ce, d'autant plus qu'ils envisagent une institution centrale qui ne devrait pas se consacrer à la seule bonne organisation des congrès, contrairement à ce qui était ressorti de Bruxelles.

Le POF, à son congrès à Ivry-sur-Seine les 20-21 septembre 1900, tout en s'exprimant rapidement en faveur d'une institution centrale, a surtout le mérite de relancer le sujet de la commission d'élus :

« On décide de proposer la création d'un bureau international et d'une commission interparlementaire, chargée d'assurer, dans les Parlements de toutes les nations, des interventions communes des élus socialistes, notamment à propos de la suppression des armées permanentes⁶³⁶ ».

L'instance souhaitée semble cependant moins ambitieuse que celle que Vaillant avait tenté de mettre en place : son travail de coordination serait tourné avant tout sur l'antimilitarisme, négligeant l'autre volet qu'était la législation sociale – un choix probablement issu de la précipitation de la situation en Chine –. Les rares commentaires journalistiques donnent eux aussi l'impression d'une commission essentiellement antimilitariste, à l'image du *XIX^e siècle* qui écrit :

« Après avoir examiné l'attitude que devait prendre le parti socialiste international en cas de guerre entre les puissances, [le POF] s'est déclaré partisan de l'organisation d'une commission spéciale qui, si pareil cas se produisait, aurait pour mission de provoquer une conférence internationale, dans laquelle seraient étudiés les moyens de faire prévaloir les intérêts du prolétariat mondial⁶³⁷ ».

Mais à la veille des assises parisiennes, la position des guesdistes quant à la centralisation est très confuse aux yeux des partis tiers. Quatre jours plus tôt, Guesde avait répondu à ceux qui lui rappelaient sa signature de la Circulaire de Sonvillier de 1871, qu'il était partisan de « la discipline poussée jusqu'à la dévotion » et que « l'autonomie des individus ou des groupes n'a jamais été une arme que contre ceux qui la pratiquaient »⁶³⁸. Cependant, la résolution d'Ivry est adoptée pendant une séance à huis clos, à laquelle même l'accès de la presse socialiste française se voit fortement limité⁶³⁹, et juste après d'importants documents sont égarés lorsque la délégation guesdiste se déplace à Paris pour le congrès international⁶⁴⁰. Ainsi, *Le Peuple* fournit un tout autre récit :

⁶³⁶ *Le Socialiste*, 7 octobre 1900, p. 2-3.

⁶³⁷ *Le XIX^e siècle*, 23 septembre 1900, p. 2.

⁶³⁸ Jules GUESDE, « Il y a trente ans », *Le Socialiste*, 16 septembre 1900, p. 2.

⁶³⁹ Voir *La Lanterne*, 23 septembre 1900, p. 2.

⁶⁴⁰ Voir *Le Socialiste*, 21 octobre 1900, p. 5.

« Le Congrès constate l'impossibilité d'établir un comité international, car dans beaucoup de pays la législation punit l'entente internationale socialiste. Cependant, l'assemblée proposera de nommer une commission d'exécution, prise parmi les membres du parti socialiste où se tiendra le congrès et dont les pouvoirs auraient force de loi jusqu'au congrès international suivant. On proposera également la création d'un secrétariat international du travail, tendant à unifier l'action parlementaire⁶⁴¹ ».

Et même si après coup le POF confirme que les décisions du congrès de Paris sur l'organe central « sont conformes aux indications qui avaient été données dans notre Congrès d'Ivry⁶⁴² », cette image d'un parti bien plus timoré que ce que laisserait croire le compte-rendu du *Socialiste*, apparaît également dans un article que Lafargue écrit à l'ouverture des assises internationales :

« Il arrivera un moment où [les partis] devront combiner internationalement leur action ; cette combinaison d'action se fera sans doute dans des conférences, composées d'un petit nombre de délégués, ayant les pleins pouvoirs des partis socialistes nationaux qu'ils représentent. Alors naîtra la troisième Internationale, alors la société capitaliste approchera de sa fin⁶⁴³ ».

En somme, une instance centrale est inévitable, mais si déjà il n'est pas prévu de la doter d'un secrétariat permanent, le congrès de Paris n'est pas forcément le moment opportun pour prendre cette décision en brûlant les étapes.

La SDF, par contre, adopte une position bien plus nette. Hyndman était de plus en plus préoccupé par l'inconsistance du mouvement socialiste face aux autres Internationales qu'il percevait : une catholique, une monarchiste, mais aussi une juive, cosmopolite, ploutocratique et impérialiste, qu'il pointait du doigt comme étant responsable de la situation en Orange et au Transvaal depuis le raid Jameson jusqu'à la seconde guerre anglo-boers⁶⁴⁴. Dès 1898, il imagine alors une institution centrale destinée surtout à exprimer la position de l'Internationale sur les questions de politique étrangère :

« L'esprit international n'a été en aucune façon entravé par l'absence d'un conseil central commun, bien que l'absence de déclarations claires et énergiques sur des questions d'intérêt international général ait parfois été ressentie, et le soit encore aujourd'hui, comme une nécessité pratique sérieuse⁶⁴⁵ ».

⁶⁴¹ *Le Peuple*, 24 septembre 1900, p. 2.

⁶⁴² *Le Socialiste*, 21 octobre 1900, p. 4.

⁶⁴³ LAFARGUE, « L'Internationale », art. cit., p. 1.

⁶⁴⁴ Voir TSUZUKI, H. M. Hyndman..., *op. cit.*, p. 125-128.

⁶⁴⁵ Henry M. HYNDMAN, « Socialism and the Future of England », *Cosmopolis*, vol. 9, n° 25, 1898, p. 22-58.

Deux ans plus tard, la conférence annuelle de la SDF des 5-6 août 1900 à Stratford enregistre une baisse d'adhérents et plusieurs branches en crise, et Hyndman doit faire face à une motion de censure pour avoir tenu des propos antisémites à répétition. Embarrassé, il compte alors d'autant plus puiser dans l'Internationale les forces pour se relancer et se recrédibiliser. Dans son rapport sur l'ordre du jour *Consolidation des relations internationales*, il regrette que l'Internationale n'ait les moyens ni d'exprimer une « opinion internationale⁶⁴⁶ », ni de déployer comme un bloc l'entraide par-delà les frontières. Sur un ton nostalgique, il relève :

« Il est très étrange que, lorsqu'ils étaient si faibles il y a plus de trente ans, [les socialistes] disposaient d'une Internationale dont les encycliques vaticanes produisaient parfois des résultats profonds ; et qu'aujourd'hui, alors qu'ils sont si forts, ils n'aient plus aucun corps central international⁶⁴⁷ ».

Par conséquent, pour faire « le premier pas vers l'organisation universelle de la classe laborieuse⁶⁴⁸ », Hyndman fait adopter à l'unanimité par acclamation une résolution, établie au nom du Conseil exécutif de la SDF, qui demande au congrès de Paris

« de nommer un comité international chargé de maintenir la continuité de la camaraderie et de la propagande socialistes internationales d'un congrès à l'autre, de publier de temps en temps des manifestes et brochures sur des sujets d'intérêt international, et d'aider à l'organisation complète des travailleurs de tous les pays afin d'obtenir le contrôle complet, en tant que communauté industrielle internationale, des pouvoirs de l'humanité pour la production de richesses⁶⁴⁹ ».

Le rapport d'Hyndman, plus encore que sa résolution, est exceptionnel par la manière dont il envisage la solidarité transnationale : il s'agirait plus d'une question qualitative que quantitative. L'idée de fond est que l'opinion de l'Internationale ne devrait pas être issue simplement d'un exercice de bricolage entre les différentes opinions nationales, mais quelque chose de plus. Cette opinion devrait donc être portée par un organe qui ne soit pas simplement la somme mathématique de ses représentants nationaux : sans pouvoir s'imposer, il devrait être au moins capable, en ayant une voix propre, de porter vers le haut la synthèse des positions nationales. En ce sens, il ne se limiterait pas à fonctionner comme un intermédiaire administratif en vue de rendre les solidarités régulières et pérennes, mais constituerait un échelon politique à part, destiné à compléter et améliorer l'œuvre des partis en leur permettant d'élaborer une

⁶⁴⁶ *Report of the Twentieth Annual Conference of the Social-Democratic Federation, held at Stratford Town Hall, On August 5th and 6th, 1900*, Londres, Twentieth Century Press Ltd., 1900, p. 20.

⁶⁴⁷ *Justice*, 11 août 1900, p. 5.

⁶⁴⁸ *Le Peuple*, 13 août 1900, p. 3.

⁶⁴⁹ *Report of the Twentieth Annual Conference of the Social-Democratic Federation...*, *op. cit.*, p. 21.

lecture cohérente des questions internationales, et ainsi les accompagner vers la réalisation de leur but ultime. *La Lanterne* commente que ce « comite international socialiste, [...] dans les questions politiques et sociales d'importance internationale, exercerait, en quelque sorte, la censure socialiste⁶⁵⁰ ». John Hunter Watts exprime encore mieux l'idée d'Hyndman, en suggérant qu'il existerait un « montant [*amount*] d'organisation internationale⁶⁵¹ » que les socialistes ont déjà acquis, et qu'il s'agirait maintenant de mettre à profit. Ainsi conçu, l'organe central aurait des compétences élastiques : à mesure que les partis renforcent leur coopération dans les divers domaines, il pourrait y avoir des transferts de l'échelon inférieur au supérieur. On voit aussi par-là que semble porter quelques fruits au sein de la SDF la manière dont Bax poussait à ses conséquences extrêmes l'organicisme de Spencer, en imaginant la possibilité d'« une nouvelle *personnalité* sociale [...] ayant pour base constitutive la personnalité individuelle⁶⁵² », sans en être la simple somme mathématique :

« L'évolution à partir de l'unité supra-organique ou sociale, c'est-à-dire l'individu ou la personnalité, d'une forme de conscience, basée sur des conditions supra-organiques, inconcevablement plus élevée que la conscience individuelle ou personnelle qui est basée sur des conditions simplement organiques ; une forme de conscience sociale ou collective aussi supérieure à la conscience individuelle que celle qui est plus élevée que la simple sensibilité du protoplasme⁶⁵³ ».

Transposées au plan politique, outre que contribuer à expliquer la constance avec laquelle Bax défend la centralisation, ces considérations configurerait l'organe central comme l'incarnation de cette conscience agrégée : sans pouvoir faire abstraction de ses composantes, il s'en émanciperait dans une certaine mesure, et il serait par-là le prélude de l'Etat socialiste lui-même en tant que « masse cérébrale centrale qui animerait par ses ramifications l'organisme social tout entier⁶⁵⁴ ».

Quant au SDP-A, l'un de ses fondateurs, Algie M. Simons, consacre l'éditorial de septembre 1900 de son *International Socialist Review* à un plaidoyer pour que le congrès de Paris établisse une institution centrale, car « le moment est venu de créer une association internationale sous une forme ou une autre⁶⁵⁵ ». En refusant les simplifications manichéennes du débat sur le CG,

⁶⁵⁰ *La Lanterne*, 22 août 1900, p. 1.

⁶⁵¹ *Report of the Twentieth Annual Conference of the Social-Democratic Federation...*, op. cit., p. 21.

⁶⁵² Ernest B. BAX, « Analysis of Reality », in John H. MUIRHEAD (dir.), *Contemporary British Philosophy: Personal Statements*, vol. II, Londres, George Allen & Unwin Ltd., 1924, p. 76.

⁶⁵³ Ernest B. BAX, « Ideal of the Future – Part 2 », *Modern Thought*, vol. 3, n° 6, 1881, p. 137.

⁶⁵⁴ Ernest B. BAX, « Modern Socialism », *Modern Thought*, vol. 1, n° 8, 1879, p. 150.

⁶⁵⁵ Algie M. SIMONS, « International Organization », *International Socialist Review*, vol. 1, 1900-1901, p. 190.

il démontre qu'une voie médiane de *soft governance* est possible entre fédérations hiérarchique et décentralisée : « Une telle organisation doit nécessairement être très souple. Elle ne saurait avoir de pouvoirs dictatoriaux ou même judiciaires, et la plupart de ses fonctions doivent être celles d'un employé de bureau⁶⁵⁶ ». Or, ce caractère exécutif avant tout administratif de l'organe central ne le vouerait pas pour autant à l'inaction politique. En effet, Simons liste, du moins au plus important, quatre domaines dans lesquels il pourrait jouer un rôle majeur. Premièrement, en tant que dépositaire de la pensée socialiste, il veillerait non seulement à « préserver les nombreux documents historiques qui sortent quotidiennement », mais aussi à assurer « des traductions internationales des classiques du socialisme » et organiser « des tournées de conférences internationales »⁶⁵⁷. Deuxièmement, grâce à son caractère impersonnel et *super partes*, il pourrait fournir un cadre d'échange privilégié quant aux diatribes nationales et transnationales, afin d'œuvrer en faveur de l'unité :

« S'il est tout à fait exclu d'établir une cour d'appel sur ces questions, ou peut-être même une cour d'arbitrage, [...] un organisme central officiel, qui rassemblerait tous les faits et opinions éclairant ces questions litigieuses et les préparerait pour publication, rendrait le plus grand service⁶⁵⁸ ».

Troisièmement, il devrait garantir « une expression sous une forme substantielle de la solidarité internationale du travail dans les moments de grande nécessité dans les diverses luttes nationales⁶⁵⁹ ». Bien qu'il soit possible que Simons se réfère par-là à une pluralité de formes d'entraide, ses exemples pointent surtout un besoin de coordination transnationale de la solidarité physique. Concrètement, l'organe devrait pourvoir à l'envoi de meneurs dans des pays tiers, sorte de *foreign fighters* censés prendre part activement, et directement sur place, aux luttes menées par leurs partenaires. Quatrièmement, enfin, il devrait veiller à que les socialistes commettent un nombre minime d'erreurs le jour où ils prendront le pouvoir, faisant en sorte que ceux qui ont déjà assumé le contrôle de l'Etat puissent conseiller ceux qui en sont novices. Et pour que l'institution puisse accomplir ce mandat ambitieux tout en ayant des pouvoirs directeurs limités, Simons a déjà une idée de son organigramme :

« Il doit y avoir au moins un secrétaire salarié dans le bureau central, avec autant de secrétaires-correspondants qu'il y a de pays désireux d'être représentés. Il devrait probablement y avoir une sorte de conseil consultatif, dont la majorité des membres devraient résider dans le pays où se trouve le secrétaire général. Lorsqu'il y a deux ou plusieurs partis en conflit dans un pays, il n'y

⁶⁵⁶ *Idem.*

⁶⁵⁷ *Idem.*

⁶⁵⁸ *Ibidem*, p. 190-191.

⁶⁵⁹ *Ibidem*, p. 191.

a aucune raison pour que chacun n'ait pas son propre secrétaire correspondant local qui, dans la majorité des cas, serait le secrétaire général de ce parti et pourrait accomplir cette tâche en plus de ses autres fonctions⁶⁶⁰ ».

Pour ce qui est du SDAP-N, il se fait représenter par J. K. van der Veer à la conférence de la SDF à Stratford, et donne un certain écho à sa résolution en faveur d'une institution centrale, insistant particulièrement sur le besoin de convergence des agitations anti-impérialistes⁶⁶¹, mais considérant le texte comme étant « encore dans le vague⁶⁶² ». Surtout, à l'ouverture des assises parisiennes, le 23 septembre 1900 à la salle Wagram, les Néerlandais sont les seuls à ne pas se joindre au chœur des traditionnelles déclarations optimistes. En effet, le bilan que tire *Het Volk* (vraisemblablement rédigé par Van Kol) de l'inconsistance institutionnelle de l'Internationale est sans appel :

« Nous avons le regret de dire que nous assistons à ce congrès avec moins d'enthousiasme qu'aux précédents. La raison en est que certaines graines précieuses d'organisation internationale, semées lors du dernier congrès, n'ont pas germé. Lorsque nous avons quitté le Congrès de Londres [...], nous pouvions déjà voir dans notre imagination quelques-uns des échafaudages et des murs du grand édifice de l'organisation internationale permanente de tous les travailleurs, qui est nécessaire à une coopération fructueuse. Plusieurs commissions avaient été nommées : pour la question agraire, pour l'éducation et l'enseignement, un comité permanent à Londres, etc., tout cela dans l'intention que les partis de tous les pays restent en liaison constante et qu'il y ait un germe d'organisation permanente. Tout cela n'a pas abouti. Même l'Union des parlementaires sociaux-démocrates [...] ne se fit plus entendre par la suite. La raison en est évidente : chaque combattant a les mains tellement pleines chez lui qu'il ne lui reste plus de temps pour une action internationale. Pourtant, il ne sera plus possible de la négliger. Car il est vrai qu'il existe un lien spirituel étroit entre les membres du parti de tous les pays par le biais de sa vaste presse [...] ; mais pour une classe qui [...] peut être appelée à prendre la tête de l'État dans plusieurs pays à la fois, il faut plus que cela. L'organisation est indispensable à toute action, c'est pourquoi nous espérons que le premier point de l'ordre du jour [...] pourra avoir un résultat durable⁶⁶³ ».

Ainsi, avant de se dispatcher dans les différentes commissions, les délégués néerlandais tiennent une réunion privée au cours de laquelle « Van Kol et Troelstra, ainsi que quelques autres⁶⁶⁴, ont déposé une résolution visant à créer une organisation internationale chargée de diriger la mise

⁶⁶⁰ *Ibidem*, p. 192.

⁶⁶¹ Voir J. K. VAN DER VEER, « Engelsche Sociaal-Demokraten », *Het Volk*, 10 août 1900, p. 1-2.

⁶⁶² FERRI, « Une nouvelle œuvre internationale », art. cit., p. 237.

⁶⁶³ *Het Volk*, 24 septembre 1900, p. 1.

⁶⁶⁴ Participent à la réunion H. Gorter, H. Roland-Holst, H. van Kol, P. Tak, P. J. Troelstra, W. Vliegen, F. et M. Wibaut. Il est décidé que Van Kol et Tak représenteront le SDAP-N dans la Commission I.

en œuvre des résolutions du congrès et la préparation des congrès afin de les rendre efficaces⁶⁶⁵ ». C'est cette résolution qui constitue la base des travaux de la Commission I, et qui peut faire revendiquer par la suite au SDAP-N la paternité du BSI⁶⁶⁶ :

« Le Congrès, considérant que pour ces congrès, qui doivent devenir le "Parlement du Prolétariat", il est important de prendre des décisions qui conduiront le prolétariat hors du monde capitaliste dans sa lutte pour la libération ; que ces décisions, résultat de la compréhension internationale, doivent se traduire en actes au lieu de rester des paroles en l'air, décide : 1° Dans le pays où se tiendra le prochain congrès, un Comité d'organisation sera immédiatement nommé par les organisations socialistes de ce pays ; 2° Un Comité international permanent, comprenant un délégué pour chaque pays, sera constitué et doté des moyens financiers nécessaires ; il fixera l'ordre du jour du Congrès général et demandera à cet effet des rapports à chaque pays ; 3° Il élira un secrétaire général, chargé de fournir les informations nécessaires, qui éditera une interprétation des décisions des congrès précédents, préparera un aperçu général des rapports sur les questions à traiter lors du prochain congrès, distribuera les rapports sur le mouvement socialiste de chaque pays deux mois avant l'ouverture du prochain congrès ; 4° Il prendra les mesures nécessaires à l'action et à l'organisation internationale du prolétariat⁶⁶⁷ ».

Même si la marche vers la centralisation était actée depuis mai 1899, un dernier cap psychologique en sa faveur est franchi aux premières heures du congrès de Paris. Le bureau adopte le même mode de fonctionnement qu'à Londres et ses compétences restent inchangées, mais s'il continue d'adopter une attitude partisane, cette fois-ci cela ne se fait guère dans un but d'exclusion⁶⁶⁸ : non seulement il admet en bloc les mandats polonais et étatsuniens contestés, mais surtout, lors de l'épuisante discussion autour de la célèbre « motion-caoutchouc » de Kautsky, il avance des pistes de conciliation sur le fond même de la question, et va jusqu'à modifier le système traditionnel de votation à préférences multiples ordonnées⁶⁶⁹. Or, face à ce bureau performant et inventif, le comité français brille par son incompetence. Le congrès s'était pourtant ouvert sous le signe du pragmatisme, des délégations ayant souhaité expédier le plus rapidement possible toute question cérémoniale et réglementaire. Notamment, les Allemands et les Autrichiens avaient élu leurs représentants au bureau avant d'avoir vérifié leurs mandats. Mais le fait qu'une partie de la délégation française compte faire de même va provoquer un

⁶⁶⁵ *Het Volk*, 27 septembre 1900, p. 2.

⁶⁶⁶ Voir *Het Volk*, 3 octobre 1900, p. 1.

⁶⁶⁷ *Het Volk*, 27 septembre 1900, p. 2.

⁶⁶⁸ Voir Alfred EDWARDS, « Le Bilan », *Le Petit sou*, 29 septembre 1900, p. 1.

⁶⁶⁹ Voir *Compte rendu sténographique non officiel de la version française du cinquième Congrès Socialiste International tenu à Paris du 23 au 27 septembre 1900*, Paris, Cahiers de la Quinzaine, 1901, p. 168-169.

drame qui donne déjà un avant-goût du climat délétère qui règne chez les organisateurs. *Le Peuple* rapporte qu'« il y a de la poudre en l'air et dès l'ouverture de la séance on y met le feu [...], les délégués étrangers ne cachent pas leur tristesse⁶⁷⁰ ». En effet, les assises ont lieu en pleine querelle ministérielle, provoquée depuis juin 1899 par l'entrée de Millerand dans le gouvernement dit de défense républicaine de Pierre Waldek-Rousseau, ce qui avait provoqué une nouvelle division chez les socialistes français entre pro- et anti-participationnistes. Comme à Londres, mais pour des nouvelles raisons, les diatribes françaises sont livrées en spectacle. Mais surtout, paralysé par celles-ci, le comité d'organisation avait négligé toute une série de tâches en amont, ce qui va avoir bien sûr des retombées palpables et qui fait percevoir le congrès comme étant « le moins bien organisé de tous⁶⁷¹ ». Comme le résume David : « Pas de feuille de papier, pas de matériel d'écriture, pas de service postal, pas de possibilité d'imprimer rapidement les résolutions – rien, absolument rien, n'était initialement disponible⁶⁷² ». Et pendant que Dubreuilh et Boutié se jettent les fautes l'un sur l'autre, manquent des clés pour accéder aux salles, les lampes dysfonctionnent et les documents des commissions ne sont que partiellement imprimés. Ainsi, « l'assemblée témoigne manifestement par son énervement du regret qu'elle éprouve de perdre son temps à discuter de questions qui auraient dû être réglées par ceux qui avaient assumé la responsabilité d'organiser le Congrès international⁶⁷³ ». Vandervelde notamment déclare que le travail du comité a été miné de l'intérieur par des « préoccupations étrangères⁶⁷⁴ » – c'est-à-dire étrangères à l'Internationale car éminemment nationales –. En sa qualité de secrétaire permanent du bureau du congrès, Furnémont va jusqu'à proposer que le comité français soit officiellement dépouillé de ses fonctions, y compris financières, en faveur du bureau lui-même, qui de toute façon avait déjà dû prendre directement en charge une bonne partie de la logistique⁶⁷⁵. Le rassemblement devant le Mur des Fédérés au cimetière du Père-Lachaise est proposé et organisé lui aussi par le bureau, tandis qu'auparavant l'animation de ce genre d'événements revenait aux comités organisateurs : si déjà aux Français il ne reste qu'à ramener le vin, Vandervelde va jusqu'à présenter la cérémonie comme en étant une du bureau lui-même à laquelle le reste des délégués est prié de se joindre⁶⁷⁶. De même, le comité organisateur n'avait pas pu exécuter le mandat reçu à Bruxelles, sous proposition de

⁶⁷⁰ *Le Peuple*, 25 septembre 1900, p. 2.

⁶⁷¹ Ernest B. BAX, « Some Reflections on the Paris Congress », *Justice*, 13 octobre 1900, p. 4.

⁶⁷² DAVID, « Der internationale Congress und die "Einigung"... », art. cit., p. 703.

⁶⁷³ *La Petite République*, 27 septembre 1900

⁶⁷⁴ *Cinquième Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 53.

⁶⁷⁵ *Ibidem*, p. 52-54.

⁶⁷⁶ Voir *La Petite République*, 28 septembre 1900, p. 1.

Vaillant, de de publier un code explicatif trilingue de l'ensemble des résolutions adoptées aux congrès depuis 1889⁶⁷⁷ : c'est de ce fait que cette question se retrouve finalement confiée au BSI. En somme, les défaillances du comité national permettent une expropriation de ses prérogatives en faveur d'une instance transnationale : d'abord le bureau du congrès, puis le BSI, afin de préserver les assises de toute paralysie ou instrumentalisation relevant de considérations éminemment nationales. Le consensus qui se dégage autour de la compétence du bureau du congrès sert d'appui à l'adoption, en parallèle, de la résolution qui établit définitivement l'organe central, qui généralise ce transfert de pouvoirs que Furnémont avait dû improviser.

B. La création du BSI : un aboutissement ou un début d'institutionnalisation ?

Le type de centralisation choisi en 1900 s'épouse parfaitement avec le mythe fondateur du pragmatisme de l'Internationale. La résolution *Exécution* se configure donc bel et bien comme un aboutissement, celui de toutes les expérimentations institutionnelles d'auparavant et à la lumière des leçons tirées des tâtonnements depuis Londres. Mais le fait même que la centralisation soit perçue comme une nécessité découlant avant tout de la pratique que de la théorie, produit une situation intrinsèquement évolutive. Déjà le congrès parisien marque en même temps le début d'un nouveau bras de fer transnational, qui remplace celui entre nostalgiques et réalistes, et qui s'articule désormais autour de l'approfondissement de l'organigramme du BSI, de la nature de ses pouvoirs et de leur degré d'extensibilité. Si le débat de principe met en scène l'unanimité, celle-ci se révèle déjà comme étant de façade lorsque le congrès se penche sur des aspects plus concrets. Et s'il est décidé que le BSI siègera à Bruxelles, des perceptions divergentes existent quant au fait qu'il s'agisse d'un choix par défaut ou bien d'une reconnaissance du prestige du socialisme belge, cette seconde option laissant au POB des marges de manœuvre pour s'imposer dans l'organigramme. Enfin, des résolutions corollaires visent à confier immédiatement au BSI des larges prérogatives, y compris politiques, et les réactions à chaud dans la presse suggèrent que si le compromis institutionnel s'est fait au rabais, le nouvel organe a des vastes possibilités de développement, et que le modèle de fédération coopérative, à peine adopté, est loin d'être figé dans le marbre.

⁶⁷⁷ Voir IISG, Wilhelm Liebknecht Papers, 325, f° 159-160, Lettre d'E. Vaillant à W. Liebknecht, 19 avril 1899 ; f° 259-260, Lettre d'E. Vaillant à W. Liebknecht, 27 avril 1900 ; 129, f° 29-30, Lettre de L. Dubreuilh à W. Liebknecht, 1^{er} mai 1900.

a) Un consensus de façade ?

Toutes les conditions étant réunies pour que l'Internationale franchisse un cap institutionnel, la Commission I chargée du point *Exécution* peut tenir une discussion « brève mais pragmatique⁶⁷⁸ », qui s'étale sur la seule soirée du 24 septembre, et sa résolution est déjà prête pour le lendemain matin. Bien qu'elle ait été présidée par Ferri – qu'on ne pouvait pas suspecter de velléités de centralisation politique depuis qu'en 1894 il l'avait associée « à la métaphysique de l'individualisme à laquelle correspond l'artificialisme jacobin, unificateur et uniformisateur », lui opposant « la positivité du socialisme à laquelle correspond le concept de fédéralisme national et international »⁶⁷⁹ –, l'honneur de faire rapport en plénière est laissé à Van Kol. Et ce, non seulement car « en 1872 l'orateur se trouvait sur le lit de mort de la vieille Internationale⁶⁸⁰ », mais aussi parce qu'il s'avère que son projet de résolution a été repris presque à l'identique pour donner naissance au BSI. Van Kol commence par évoquer la facilité avec laquelle les travaux ont pu être conduits, ce qui se confirme aussi par le fait même qu'il ne lit pas de rapport à proprement parler : les délégués lui font assez de confiance pour le laisser improviser. Seulement, un flou demeure quant au résultat du vote en commission : d'après le compte-rendu non-officiel français, le compte-rendu allemand, *La Petite République*, *l'Avanti!*, *l'Arbeiter-Zeitung*, ou encore l'agence Havas citée par *Le Peuple*, il y aurait eu unanimité, tandis que le compte-rendu officiel, *Le Petit sou* et *La Lanterne* parlent de presque unanimité. Van Kol rentre ensuite dans le vif du sujet, confirmant le regret que « nous avons trop longtemps marché vers le même but par des chemins différents⁶⁸¹ », et en fournissant une liste d'arguments pour convaincre du « principe de l'utilité inévitable d'avoir un organe permanent international⁶⁸² ». Il dit que son objectif global est de « traduire en acte les résolutions qui ont été prises dans les différents Congrès⁶⁸³ », afin de parachever l'organisation transnationale du mouvement en rendant palpables et pérennes les liens entre ses composantes :

« Comme la lutte devient de plus en plus acharnée de la part de l'Internationale des capitalistes, il est urgent d'organiser l'Internationale du prolétariat. [...] Si on veut faire une propagande gigantesque dans tous les pays, pour arriver à faire dominer la volonté du prolétariat, il faut créer

⁶⁷⁸ *Avanti!*, 28 septembre 1900, p. 1.

⁶⁷⁹ Enrico FERRI, *Socialismo e scienza positiva*, Rome, Casa editrice italiana, 1894, p. 66-67.

⁶⁸⁰ *Het Volk*, 11 octobre 1900, p. 1.

⁶⁸¹ *Le Petit sou*, 26 septembre 1900, p. 2.

⁶⁸² *L'Aurore*, 26 septembre 1900, p. 1.

⁶⁸³ *Compte rendu sténographique non officiel...*, *op. cit.*, p. 54.

cet organe permanent. [...] Pour exécuter les résolutions prises dans les Congrès, il faudra un comité permanent international, qui sera un lien central unissant toutes les tendances vers le même but, voulant passer par des chemins divers, composé de délégués de tous les pays⁶⁸⁴ ».

De ce constat général, Van Kol trace trois objectifs spécifiques à satisfaire. Premièrement, l'institution centrale doit assurer une meilleure préparation des congrès : elle « formulera l'ordre du jour des Congrès et demandera des rapports, pour chaque question à l'ordre du jour, à chaque nationalité⁶⁸⁵ ». Deuxièmement, elle doit parvenir à une régularité et à une rationalisation des correspondances transnationales, en vue d'une meilleure clarté : « Avec la création du comité s'imposera la charge d'un secrétaire général salarié [...]. De cette façon, nous pouvons être certains que nous ne parlerons plus dans le vide, mais que nous ferons véritablement œuvre utile⁶⁸⁶ ». Troisièmement, elle doit faire en sorte que l'Internationale parle et agisse à l'unisson : « Le même secrétaire général aura à publier un manifeste sur les questions politiques importantes pour le mouvement international et devra prendre toutes les mesures d'action et d'organisation internationale⁶⁸⁷ ». Immanquablement, Van Kol doit également rassurer quant au fait que « le comité nouveau ne [puisse] être assimilé au comité général de l'ancienne Internationale⁶⁸⁸ ». Il le fait de manière grandiloquente, par le recours à des « images gaillardes⁶⁸⁹ » :

« Actuellement le socialisme [...] n'est plus l'enfant chétif qu'il était alors, s'affaissant sous des vêtements trop lourds ; c'est la femme robuste, aux puissantes mamelles, qui a besoin d'un double corset élastique pour contenir les formes toujours grandissantes du mouvement international. Cette création ne sera que l'embryon d'une organisation plus puissante que nous tâcherons de créer [...]. Vous créerez là le germe d'une forte organisation qui est appelée à un grand avenir ; vous planterez ainsi l'arbrisseau qui grandira et deviendra un chêne grand et robuste, à l'ombre duquel se rencontreront les militants de tous les pays et où ils viendront puiser un élan nouveau, une force nouvelle pour les combats nouveaux, destinés à aboutir à la conquête du monde capitaliste⁶⁹⁰ ».

En somme, l'organe a un mandat exécutif aux contours à la fois administratifs et politiques, mais avec un droit d'initiative, extensible qui plus est. Son caractère permanent est assuré à

⁶⁸⁴ *Idem.*

⁶⁸⁵ *Idem.*

⁶⁸⁶ *Idem.*

⁶⁸⁷ *Idem.*

⁶⁸⁸ *Le Petit sou*, 26 septembre 1900, p. 2.

⁶⁸⁹ *La Petite République*, 27 septembre 1900, p. 1.

⁶⁹⁰ *Compte rendu sténographique non officiel...*, *op. cit.*, p. 55.

deux niveaux : par la désignation de délégués nationaux, sur le modèle du comité de la MIF et de ce qu'envisageait Vaillant pour la commission d'élus ; et par la rémunération du secrétaire afin qu'il puisse s'occuper de cette responsabilité à temps plein, ce qui avait déjà été appliqué, non sans difficultés, à la plupart des SPI. La représentation de toutes les nationalités au sein de l'institution centrale par leurs propres délégués est censée prévenir la dérive autoritaire qu'avait connu le CG par son système de cooptation déterritorialisée ; d'autant plus qu'il est sous-entendu que le droit d'initiative laissé au secrétaire, malgré sa prépondérance dans l'organigramme, doit recevoir préalablement l'aval des délégués nationaux. Ce n'est qu'après ces quelques remarques préliminaires que Van Kol donne lecture de la résolution établie par la Commission I :

« Le congrès international socialiste de Paris, considérant : Qu'il importe aux congrès internationaux, destinés à devenir le parlement du prolétariat, de prendre les résolutions qui guideront le prolétariat dans sa lutte de délivrance ; Que ces résolutions, résultat de l'entente internationale, doivent être traduites en actes ; Décide de prendre les mesures suivantes :

1° Un comité d'organisation sera nommé aussi vite que possible par les organisations socialistes du pays où se tiendra le prochain congrès ;

2° Un comité permanent international ayant un délégué pour chaque pays sera formé et disposera des fonds nécessaires. Il arrêtera l'ordre du jour du congrès suivant et demandera des rapports à chaque nationalité adhérente au congrès ;

3° Ce comité choisira un secrétaire général salarié chargé : A.- De procurer les informations nécessaires ; B.- De rédiger un code explicatif des résolutions prises aux congrès antérieurs ; C.- De distribuer les rapports sur le mouvement socialiste de chaque pays, deux mois avant le congrès nouveau ; D.- D'établir un aperçu général des rapports sur les questions discutées au congrès ; E.- De publier de temps à autre des brochures et des manifestes sur les questions d'actualité et d'intérêt général ainsi que sur les réformes importantes, et des études sur les graves questions politiques et économiques ; F.- De prendre les mesures nécessaires pour favoriser l'action et l'organisation internationales du prolétariat de tous les pays⁶⁹¹ ».

Or, dans son rapport, Van Kol avait bien précisé que « sur la question théorique, il n'y a pas eu diversité d'opinions ; mais sur la manière de choisir les délégués, sur l'endroit où se réunira le comité international, sur la question financière, nous avons beaucoup discuté⁶⁹² ». Anseele

⁶⁹¹ *Cinquième Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 37-38.

⁶⁹² *Compte rendu sténographique non officiel...*, op. cit., p. 55.

propose alors d'avoir un débat structuré en abordant séparément trois dimensions : le principe, les finances, et le siège.

Quant au principe de comité international, la résolution Van Kol est adoptée par acclamation, au milieu de scènes d'enthousiasme. Mais si les comptes rendus font un raccourci entre acclamation et unanimité, il semble que certaines délégations soient moins engouées que d'autres. Bax en effet fournit un autre récit :

« Il est vrai que la plupart des délégués allemands ont voté pour le bureau international, mais ce vote n'a certainement pas été donné avec enthousiasme, des doutes ayant été émis par la suite quant à son opportunité, tandis que les éléments les plus réactionnaires, comme Vollmar, ont voté contre⁶⁹³ ».

Ce qui paraît fort vraisemblable au vu non seulement des réserves exprimées dans la suite immédiate des débats par le SPD, mais aussi du passif entre celui-ci et la SDF, dont la sympathie pour la centralisation est bien connue. Hyndman par la suite va d'ailleurs répéter que son parti « a fait plus que tous les autres pour l'établissement du Bureau international », et que lui-même avait été « plus actif que tout autre »⁶⁹⁴. Certes, Hyndman avait cessé de dénoncer publiquement le « teutonisme inhérent qui conduit [le SPD] à imposer les méthodes allemandes à tous les pays⁶⁹⁵ », et il avait même anticipé d'un an l'esprit équilibré de la motion-caoutchouc le congrès allait adopter sous peu⁶⁹⁶. Il n'empêche que précisément Kautsky continue de porter confidentiellement un rare mépris à l'« utopisme dissimulé sous une phraséologie marxiste⁶⁹⁷ » d'Hyndman, et il est tout à fait possible de craindre que celui-ci en retour compte bien s'employer pour limiter l'influence du SPD dans l'institution centrale. De même, l'on comprend aisément la réticence que peut éprouver un Vollmar face au fait qu'un organe central aux compétences malléables puisse entraver ses positions réformistes, déjà mises en échec quelques jours plus tôt au congrès de Mayence et décriées à l'étranger depuis une décennie par des partisans de la centralisation⁶⁹⁸. Plus spécifiquement, le fait que Bax lui-même figure parmi les soutiens les plus farouches de la résolution Van Kol ne doit point réjouir les tenants du

⁶⁹³ BAX, « Some Reflections on the Paris Congress », art. cit., p. 4.

⁶⁹⁴ *International Socialist Review*, vol. 12, 1911-1912, p. 316.

⁶⁹⁵ HYNDMAN, « The International Workers' Congress of Paris of 1889 and the German... », art. cit., p. 3.

⁶⁹⁶ Voir TSUZUKI, H. M. Hyndman..., *op. cit.*, p. 124-125.

⁶⁹⁷ Victor Adler. *Briefwechsel mit August Bebel und Karl Kautsky*, Vienne, Verlag der Wiener Volksbuchhandlung, 1954, p. 221 (Lettre de K. Kautsky à V. Adler, 12 novembre 1896).

⁶⁹⁸ Voir par exemple Ernest B. BAX, « The German Party: its Misfortunes and its Faults », *Justice*, 27 juin 1891, p. 2.

révisionnisme. Déjà en 1896, alors que Bernstein qualifiait de « romantique⁶⁹⁹ » le soutien qu'il accordait aux populations autochtones dans son projet d'instance centrale anticoloniale, Bax avait initié l'internationalisation du *Reformismusstreit* en ostracisant l'ancien secrétaire d'Engels⁷⁰⁰ : « Il a inconsciemment cessé d'être social-démocrate. La forme, la coque vide du parti, lui restent, mais remplies d'un contenu réactionnaire⁷⁰¹ ». Et encore en février 1900, même parmi les socialistes britanniques l'on se demandait si, au fond, Bax ne voulait surtout mettre en place « un tribunal de l'hérésie⁷⁰² ». Pourtant, force est de constater que les raisons avant tout pragmatiques pour lesquelles l'Internationale vient de passer à un modèle de fédération coopérative, se placent dans la droite lignée du système politique que Bernstein imaginait pour l'Etat socialiste à venir, qui, tout en ayant un fondement fédéral, aurait dû maintenir un certain degré de centralisme précisément pour éviter le dilettantisme⁷⁰³. Ce qui était globalement admis par Kautsky aussi, qui employait la formule de *Gemeinwesen*⁷⁰⁴ pour se rallier au constat bernsteinien comme quoi « une société qui doit intervenir pour répondre à certains besoins et réguler certains abus a besoin d'organes, d'une constitution, de ressources financières et, en fin de compte, de moyens de coercition⁷⁰⁵ ». Mais la levée du *Verbindungsverbot* a fait perdre au SPD son arme la plus puissante pour freiner la centralisation de l'Internationale : il fait donc initialement profil bas.

En dépit de l'adoption de la résolution Van Kol, un flou est laissé à la fois sur le libellé officiel de l'institution, sa composition, et les modalités de désignation des délégués. La formule de « comité permanent international », utilisée pourtant dans le document, ne semble avoir rien de définitif, ni pour les délégués eux-mêmes, ni pour les journaux militants. Le matin même du 25 septembre, Furnémont est le premier à employer le terme de « bureau⁷⁰⁶ », suivi de Costa, Polak et Vinck. *Le Peuple* emploie la locution « bureau international⁷⁰⁷ », mais en attribue le premier usage à Anseele. Quant à la composition de l'institution, tandis que sa résolution parle

⁶⁹⁹ Eduard BERNSTEIN, « Die deutsche Sozialdemokratie und die türkischen Wirren », *Die Neue Zeit*, vol. 15, n° 4, 1896, p. 108-116.

⁷⁰⁰ Voir Henry TUDOR, « Introduction », in Henry TUDOR, J. M. TUDOR (dir.), *Marxism and Social Democracy: The Revisionist Debate 1896-1898*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988, p. 11.

⁷⁰¹ BAX, « Our German Fabian Convert... », art. cit., p. 6.

⁷⁰² John B. ASKEW, « Treacherous Toleration and Faddist Fanaticism », *The Social-Democrat*, vol. 4, n° 2, 1900, p. 51.

⁷⁰³ Voir Eduard BERNSTEIN, « Probleme des Sozialismus (5) : Die sozialpolitische Bedeutung von Raum und Zahl », *Die Neue Zeit*, vol. 15, n° 30, 1897, p. 105.

⁷⁰⁴ Voir la note de K. Kautsky au bas de l'article d'Eduard BERNSTEIN, « Probleme des Sozialismus (5) : Die sozialpolitische Bedeutung von Raum und Zahl », *Die Neue Zeit*, vol. 15, n° 30, 1897, p. 102.

⁷⁰⁵ Eduard BERNSTEIN, « Die Soziale Doktrin des Anarchismus », *Die Neue Zeit*, vol. 10, n° 52, 1892, p. 815.

⁷⁰⁶ *Compte rendu sténographique non officiel...*, op. cit., p. 64

⁷⁰⁷ *Le Peuple*, 27 septembre 1900, p. 1-2.

bel et bien d'un seul délégué par pays, Van Kol avait indiqué dans son rapport que « le comité permanent devra comporter, outre les titulaires, des membres suppléants⁷⁰⁸ » qui auraient dû se limiter « à remplacer le titulaire en cas d'empêchement⁷⁰⁹ ». Mais comme en 1896, les congressistes se permettent de modifier informellement un passage de la résolution qu'ils viennent de voter. En effet, *Le Socialiste* explique que « postérieurement, il fut décidé de substituer dans le paragraphe 2 "deux délégués" à "un délégué" pour chaque pays, afin de permettre aux diverses fractions de se faire représenter⁷¹⁰ ». *Le Peuple* aussi, dans son compte-rendu, parle déjà de « deux délégués par nation⁷¹¹ ». En somme, l'on choisit de doubler l'assiette nationale afin d'éviter que l'institution devienne un sujet de discorde dans les pays où il y a une pluralité d'organisations concurrentes. Enfin, quant aux modalités de désignation des délégués, tandis que sa résolution n'imposait aucun délai, Van Kol exige au nom de la Commission I que les membres soient nommés immédiatement⁷¹² ». Mais se pose la même question de principe qu'à Londres : les délégués aux assises ont-ils le pouvoir de procéder à cette élection au nom de leurs partis ? Considérant cette « question des plus délicates⁷¹³ », Furnémont propose que « pour donner plus d'autorité morale au Comité international, la nomination des délégués ne soit pas faite sur le champ à titre définitif, mais reste soumise à la ratification du prolétariat de chaque pays⁷¹⁴ ». Si l'*Avanti!* critique ce « scrupule excessif⁷¹⁵ », le Belge entend surtout éviter que l'institution soit victime d'une crise de légitimité prématurée, suite à une désignation hâtive de ses membres. La commission et le bureau se rangeant finalement à cet avis, il est décidé à l'unanimité « que deux membres provisoires de chaque pays seront nommés au comité international lors de ce congrès ; les partis eux-mêmes procéderont plus tard à la nomination définitive⁷¹⁶ ». Pendant la durée restante des assises, plusieurs délégations nationales vont alors se réunir pour procéder à ces élections provisoires : le bureau se charge de collecter cette première liste, mais seule la délégation étatsunienne, soucieuse de montrer qu'un accord a été possible, lui fait déclarer publiquement ses nominations⁷¹⁷. En tout cas, il apparaît déjà que l'organe sera « composé des meilleurs militants de chaque nationalité⁷¹⁸ » : même si

⁷⁰⁸ *Cinquième Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 36-37.

⁷⁰⁹ *Le Petit sou*, 26 septembre 1900, p. 2.

⁷¹⁰ *Le Socialiste*, 21 octobre 1900, p. 4.

⁷¹¹ *Le Peuple*, 27 septembre 1900, p. 1.

⁷¹² Voir *Cinquième Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 36-37.

⁷¹³ *La Petite République*, 27 septembre 1900, p. 1.

⁷¹⁴ *Cinquième Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 40.

⁷¹⁵ *Avanti!*, 28 septembre 1900, p. 1.

⁷¹⁶ *Het Volk*, 28 septembre 1900, p. 1.

⁷¹⁷ En l'occurrence, sont élus L. Sanial du SLP et J. Rombro du SDP-A, cf. *La Lanterne*, 27 septembre 1900, p. 2.

⁷¹⁸ Franz FISCHER, « Le Congrès de Paris », *Le Peuple*, 1^{er} octobre 1900, p. 1.

ses compétences sont majoritairement administratives, il ne peut être question de s'y faire représenter par des personnes qui ne graviteraient pas déjà dans les hautes instances des partis nationaux. Par exemple, le SPD élit immédiatement Auer et Singer. En parallèle, quelques problèmes émergent déjà parmi d'autres nationalités. Par exemple, une lettre adressée au congrès par Chaim Schitlowski et Charles Rappoport protestant contre l'exclusion du PSR-R de la délégation russe, regrette que « des organisations existantes en Russie et représentées au Congrès, les socialistes démocrates seuls seront représentés au secrétariat international⁷¹⁹ ».

Lorsque le congrès se tourne sur les aspects financiers, l'impression d'un consensus de façade se renforce sur fond d'émotions extrêmes : les ardeurs de certains délégués sont calmées par les porte-parole de la commission, elle-même remise à sa place par un SPD qui n'hésite pas à agiter son droit de veto. L'enjeu est de taille, en effet, comme le rappelle Ferri dans l'*Avanti!* :

« Le première commission [...] présenta des propositions pratiques inspirées du critère non de créer sur papier ou avec des votes platoniques une chose monumentale, sans en avoir les moyens adéquats, mais de créer un embryon vivant, capable de se développer par la suite⁷²⁰ ».

Van Kol avait déjà émis plusieurs considérations dans son rapport – par chance d'ailleurs, puisqu'« en bon socialiste et en mauvais financier⁷²¹ », obnubilé par « l'ardeur de sa foi, la force de son désir⁷²² », il avait initialement oublié de parler de « la chose principale [...] : la question d'argent⁷²³ » – :

« Il nous suffirait, pour commencer, d'une somme de dix mille francs pour avoir un secrétaire salarié et faire face aux autres frais : frais de local, de correspondance, de traduction, etc. Nous avons estimé que cette somme pouvait être réunie ; nous avons fait une liste de dix pays qui interviendraient pour la plus grande part, parce qu'en raison de leur nombre d'adhérents, leur effort financier peut être plus important ; ce sont : la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Autriche, la Belgique, l'Italie, la Hollande, le Danemark, la Suisse, les Etats-Unis, qui pourraient donner chacun huit cents francs, ce qui fait huit mille francs. Il a été décidé, en outre, que les autres pays, dont les organisations ne sont pas encore développées, seraient chargés de fournir chacun deux cents francs, soit les deux mille francs restant à couvrir⁷²⁴ ».

⁷¹⁹ *Cinquième Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 94.

⁷²⁰ Enrico FERRI, « Dopo i congressi », *Avanti!*, 6 octobre 1900, p. 1.

⁷²¹ *Compte rendu sténographique non officiel...*, op. cit., p. 57.

⁷²² *La Petite République*, 27 septembre 1900, p. 1.

⁷²³ *Compte rendu sténographique non officiel...*, op. cit., p. 58.

⁷²⁴ *Idem*.

Trois grands principes se dégagent : le budget de 10.000 frs/an n'est pas figé dans le marbre, il doit être atteint par un système de taxation forfaitaire différenciée, et il couvre tous les chapitres de dépenses ordinaires de l'institution. En ce sens, le projet s'écarte de ce qu'expérimentaient certaines fédérations de métier, à l'image des mineurs qui mutualisaient seulement les frais de local et de matériel de leur comité international, tandis que ses employés étaient rémunérés par leur syndicat national⁷²⁵ ; ou encore à l'image des cheminots, qui n'avaient pas fixé de quote-part exacte pour chaque nationalité, mais seulement une somme minimum (50 frs/an) et une maximum (300 frs/an)⁷²⁶. Le principe même de secrétaire salarié, que l'allemaniste Emile Joindy définissait en 1893 comme étant « au rebours de toutes les notions révolutionnaires⁷²⁷ », ne soulève désormais aucune objection, ayant été progressivement admis par la plupart des fédérations de métier pour pallier à la lourde charge de travail bénévole dont s'étaient plaints les premiers SPI⁷²⁸. Or, si Hendrik Quack remarque que face aux indications de Van Kol « les sourcils se sont contractés un peu plus⁷²⁹ », cela ne se fait pas pour les mêmes raisons parmi les délégués. Des Britanniques et des Français se montrent bien plus ambitieux que la commission, car ils estiment que 10.000 frs sont insuffisants, notamment pour couvrir les frais de publication et de voyage. Adolphe Smith et Marie Bonneval formulent les trois mêmes suggestions⁷³⁰ : que non seulement les partis, mais toutes les organisations affiliées contribuent financièrement ; que le budget atteigne à terme 100.000 frs/an (Smith ajoute qu'« il existe peut-être un moyen d'en réunir 500.000⁷³¹ ») ; que chaque organisation impose à ses membres une cotisation individuelle de 0,10 frs/an. Bonneval va jusqu'à se présenter en tant que « ménagère qui vient vous offrir des moyens pratiques⁷³² », afin de convaincre de sa démarche. Elle précise en effet que ce mode de financement plus exigeant ne serait guère difficile à mettre en place du fait même que l'institution centrale représenterait aux yeux de tous la réalisation pratique d'une solidarité transnationale qui n'avait pas encore pu dépasser un stade déclaratoire⁷³³. En sachant qu'en 1890 les cigariers avaient établi pour leur comité une cotisation individuelle d'1 fr/an⁷³⁴, la proposition de Smith et Bonneval paraît donc très modérée, car l'Internationale, disposant

⁷²⁵ Voir *Le Parti ouvrier*, 24 juillet 1891, p. 2.

⁷²⁶ Voir *La Lanterne*, 6 octobre 1894, p. 2.

⁷²⁷ Emile JOINDY, « Secrétaire payé », *Le Parti ouvrier*, 7 novembre 1893, p. 2.

⁷²⁸ Voir par exemple, pour les métallurgistes : *Labour Leader*, 25 avril 1896, p. 8.

⁷²⁹ Hendrik P. G. QUACK, *De socialisten: Personen en stelsels. Deel 6: In de tweede helft der XIXde eeuw, tweede gedeelte*, Amsterdam, Van Kampen & Zoon, 1912, p. 421.

⁷³⁰ Voir *La Lanterne*, 27 septembre 1900, p. 1.

⁷³¹ *Internationaler sozialisten-kongress zu Paris*, 23. Bis 27. September, 1900, p.10.

⁷³² *La Lanterne*, 27 septembre 1900, p. 1.

⁷³³ Voir *Compte rendu sténographique non officiel...*, op. cit., p. 60.

⁷³⁴ Voir *Le Peuple*, 3 octobre 1890, p. 2.

d'un nombre bien plus important de membres, n'aurait pas eu besoin de les taxer de manière excessive individuellement. Elle se calque en ce sens plutôt sur la même somme qui était demandée par les gantiers⁷³⁵ et les typographes⁷³⁶, mais des remous commençant à traverser la salle Wagram. Le Français Wagner propose alors de fixer le budget plutôt à 50.000 frs/an, sans cotisation individuelle mais à répartir proportionnellement entre les organisations affiliées selon leur force respective⁷³⁷ – un modèle déjà expérimenté par certains SPI comme celui des tisserands depuis 1895⁷³⁸ et celui des cordonniers depuis 1897⁷³⁹ –.

Cependant, Van Kol et Ferri se montrent plus prudents vis-à-vis de l'« illusion généreuse⁷⁴⁰ » de Smith, Bonneval et Wagner. Ils sont conscients que réunir ne serait-ce que 10.000 frs/an serait déjà un exploit, cette somme étant bien plus élevée que les budgets des SPI. Par exemple, celui des typographes était de 4.000 frs/an, dont 2.500 de salaire⁷⁴¹, et celui des tisserands était de 1.300 frs/an, dont 500 de salaire⁷⁴². Ainsi, Van Kol s'oppose tant à la hausse du budget qu'à l'idée de le faire peser sur les militants individuellement, craignant qu'« en demandant trop on n'obtiendra rien [...], ce serait écraser dans l'œuf une œuvre de la plus haute portée que ne point vouloir s'en tenir aux choses immédiatement réalisables⁷⁴³ ». Il propose de laisser plutôt les nationalités libres de choisir la manière de s'acquitter de la somme due, tout en précisant que « nous ne donnerons pas de crédit et il faudra payer d'avance⁷⁴⁴ ». Déclarant qu'« il faut distinguer entre les envolées platoniques et les réalisations pratiques⁷⁴⁵ », Ferri s'oppose lui aussi à la contribution individuelle : « Le budget du secrétariat international ne devra pas être alimenté par les groupes ; inutile donc de s'adresser au dévouement socialiste des militants⁷⁴⁶ ». Hyndman par contre insiste pour acter le principe de flexibilité du budget à l'avenir⁷⁴⁷. Or, silencieux jusqu'alors, les Allemands prennent la parole en derniers. Adolf von Elm tient à informer l'assemblée que c'est bien le SPD qui a mis sur la table la question financière en commission, et que de la manière dont le congrès la résoudra dépendra l'attitude du parti vis-à-

⁷³⁵ Voir *Le Socialiste*, 11 septembre 1892, p. 3.

⁷³⁶ Voir Narcisse PAILLOT, « Congrès de la Fédération du Livre », *La Petite République*, 3 septembre 1900, p. 2.

⁷³⁷ Voir *Compte rendu sténographique non officiel...*, op. cit., p. 58-59.

⁷³⁸ Voir *Le Peuple*, 10 août 1895, p. 2.

⁷³⁹ Voir *Le Peuple*, 15 juin 1897, p. 2.

⁷⁴⁰ *La Petite République*, 27 septembre 1900, p. 1.

⁷⁴¹ Voir REBÉRIOUX, « Naissance du secrétariat... », art. cit., p. 194-195.

⁷⁴² Voir *Le Peuple*, 10 août 1895, p. 2.

⁷⁴³ *La Lanterne*, 27 septembre 1900, p. 1.

⁷⁴⁴ *Le Petit sou*, 26 septembre 1900.

⁷⁴⁵ *Compte rendu sténographique non officiel...*, op. cit., p. 61.

⁷⁴⁶ *La Lanterne*, 27 septembre 1900, p. 1.

⁷⁴⁷ *Compte rendu sténographique non officiel de la version française du cinquième Congrès Socialiste International tenu à Paris du 23 au 27 septembre 1900*, Paris, Cahiers de la Quinzaine, 1901, p. 60.

vis de la résolution Van Kol tout entière. Il indique en effet que, tout en étant « pour la réalisation immédiate du secrétariat international, [...] cette œuvre capitale⁷⁴⁸ », son parti refuse de se faire lier par obligations qui remettraient en cause son autonomie ainsi que, plus globalement, le mode de fonctionnement de l'Internationale. Il maintient alors la pertinence des 10.000 frs/an et, face à un Van Kol qui à un moment avait parlé de « 10.000 ou 12.000 fr.⁷⁴⁹ », il souligne que toute augmentation future de la contribution ne pourra pas être imposée, mais validée par chacun en fonction de ses possibilités, et que la cotisation ne devrait s'appliquer en principe qu'aux partis, sans être étendue automatiquement aux syndicats, qui devraient être libres de décider si participer ou non. Il en conclut alors que le débat sur les modalités concrètes de collecte des cotisations n'a pas lieu d'être, puisque chaque nationalité doit être libre de choisir comment recueillir sa quote-part⁷⁵⁰. L'assemblée finit par se plier aux exigences du SPD, et la somme de 10.000 frs/an est adoptée – à l'unanimité selon le compte-rendu non officiel, à la presque unanimité selon l'officiel –. Par conséquent, tacitement, est aussi admis le principe d'une somme fixée internationalement pour chaque nationalité, mais collectée nationalement selon des modalités propres. Mais rien n'est décidé quant aux modalités de versement : s'il est entendu que la cotisation soit annuelle, l'on ne prévoit pas explicitement des échéances mensuelles ou trimestrielles comme l'avaient fait les cigariers⁷⁵¹ et les cheminots⁷⁵². Quant à la flexibilité du budget, si elle n'est pas rejetée en tant que telle, elle fait néanmoins l'objet d'un rappel de la souveraineté des partis. Il est aussi tacitement établi que le budget ne couvrira aucune dépense extraordinaire liée à d'éventuelles actions de solidarité transnationale, tout comme les SPI ne mélangeaient pas leur budget administratif avec leur caisse de grève (celle-ci étant parfois même confiée à une commission *ad hoc*⁷⁵³). Cependant, contrairement à ceux-ci, non seulement aucun fonds de réserve n'est mis en place de manière préventive, mais surtout aucune modalité de contribution n'est imaginée à cet effet – alors que par exemples les typographes avaient établi au préalable qu'en cas de conflit la cotisation extraordinaire aurait été de 0,05 frs/membre pendant 13 semaines⁷⁵⁴ –. Enfin, le salaire du secrétaire n'est pas discuté publiquement, mais un mois plus tard Ferri annonce qu'« il aura 5.000 francs d'appointement⁷⁵⁵ ».

⁷⁴⁸ *La Lanterne*, 27 septembre 1900, p. 1.

⁷⁴⁹ *La Lanterne*, 27 septembre 1900, p. 1.

⁷⁵⁰ Voir *Compte rendu sténographique non officiel...*, *op. cit.*, p. 61-62,

⁷⁵¹ Voir *Le Peuple*, 3 octobre 1890, p. 2.

⁷⁵² Voir *La Lanterne*, 6 octobre 1894, p. 2.

⁷⁵³ Voir par exemple, pour les cheminots : *La Lanterne*, 17 août 1893, p. 1.

⁷⁵⁴ Voir Narcisse PAILLLOT, « Congrès de la Fédération du Livre », *La Petite République*, 3 septembre 1900, p. 2.

⁷⁵⁵ FERRI, « Une nouvelle œuvre internationale », *art. cit.*, p. 238.

C'est donc la prudence qui s'impose à l'heure où la Deuxième Internationale commence enfin à renouer avec la devise de l'AIT : *Pas de droits sans devoirs, pas de devoirs sans droits*. Le PSOE note en ce sens que « la *modestie* est confirmée par les faibles dépenses du Comité, au point de ne pas les rendre lourdes pour les entités adhérentes, seule manière pour rendre efficace la collecte de ressources [...] précisément du fait de leur distribution équitable et de leur faible quantité⁷⁵⁶ ». Ce débat sur les cotisations est loin d'être anodin : il s'agit de réinscrire dans la durée une contrainte financière, émanant du fait même que les partis se considèrent comme affiliés à l'Internationale, et qui implique en retour une obligation de résultat pour l'instance centrale, qui doit profiter à tous les contributeurs. Désormais, être internationaliste ne signifie plus seulement se soutenir occasionnellement, mais aussi contribuer régulièrement à une institution commune. Remontant plus loin dans l'histoire des institutions de l'internationalisme ouvrier, l'enjeu pécuniaire avait déjà déterminé des dysfonctionnements majeurs du CG, tant que Kautsky relève qu'« au début, il eut été plus facile, sur le continent, d'organiser une émeute que d'obtenir des ouvriers une cotisation d'affiliation⁷⁵⁷ ». Jusqu'en 1900, en présence d'un fédéralisme décentralisé, les dépenses concernant les cadres formels de l'Internationale ne pouvaient que concerner les congrès : elles étaient donc très variables et facultatives, décidées nationalement et selon des considérations propres à chacun, en fonction surtout de l'ampleur que l'on comptait conférer à sa participation. : dès lors, il s'agissait de sommes à allouer qui étaient. Or, pour assurer le caractère permanent de l'organe central, s'impose *ipso facto* un principe de paiements récurrents, fixes et prévisibles au niveau du montant et de la date d'échéance. Mais pour donner l'impression d'un effort commun, partagé sur des bases équitables entre les différentes organisations, la somme est relativement faible et deux échelons seulement sont prévus (Ferri s'auto-attribue le mérite de cette idée), afin de ne pas trop imposer les « grandes puissances » tout en faisant contribuer également les « petites puissances »⁷⁵⁸. Le passage d'un fédéralisme décentralisé à un coopératif se fait ainsi de la manière la moins abrupte possible : psychologiquement la contrainte financière n'est pas excessivement pesante, et politiquement les organisations restent souveraines à la fois pour valider toute révision du montant et pour décider comment le collecter concrètement. C'est là tout le sens de l'intervention de Von Elm : l'obligation décidée à l'échelle transnationale doit rester une exception. D'une part, elle ne peut porter que sur l'objectif à atteindre – la somme

⁷⁵⁶ *El Socialista*, 19 octobre 1900, p. 1.

⁷⁵⁷ Karl KAUTSKY, « Histoire de la Première Internationale (1864-1876) », in *Histoire de l'Internationale Socialiste*, *op. cit.*, p. 11-12.

⁷⁵⁸ FERRI, « Une nouvelle œuvre internationale », *art. cit.*, p. 238.

due –, tandis que sur la manière d’y parvenir aucune ingérence ne peut être admise. D’autre part, elle ne doit pas être dictée par une majorité sur la minorité, mais concordée de la façon la plus large. Von Elm le fait très bien comprendre en frôlant le chantage, car il sous-entend que si le SPD avait l’impression que des décisions lui étaient imposées contre son gré, il pourrait invoquer son droit de retrait. Et ce, non seulement vis-à-vis du financement de l’institution centrale, mais de celle-ci en tant que telle. Les précédents ne manquaient pas pour rendre crédible cette menace, à l’image de la Fédération du Livre de la CGT qui en 1895 s’était retirée de la fédération internationale à cause des frais à payer⁷⁵⁹. Cependant, cette autonomie que le puissant SPD défend si jalousement, se révèle une pure abstraction pour les organisations plus fragiles, ce qui démontre que même une taxation forfaitaire différenciée ne peut pallier aux écarts de développement profonds qui existent au sein de l’Internationale. En effet, Tessart doit déclarer au nom du parti hongrois que celui-ci, ne pouvant pas participer au financement par ses propres moyens, se verra obligé de faire appel aux camarades autrichiens pour qu’ils lui avancement sa quote-part⁷⁶⁰.

b) « Bruxelles devient la capitale de l’Internationale » : hommage ou choix par défaut ?

Tandis que les contours de l’institution centrale et son financement suscitent quelques débats, le choix de son siège est vite expédié, et c’est de manière spectaculaire que le congrès réalise la prophétie d’Engels d’après qui « toute tentative de reconstituer une Internationale donnerait à l’une des petites nations, probablement aux Belges, une prééminence imméritée⁷⁶¹ ». C’est en effet bel et bien « dans la capitale de la petite Belgique [...] que siègera le nouveau Bureau international des travailleurs du monde⁷⁶² ». Et pour comble, c’est Hyndman qui l’annonce. Président de séance, il dit que la commission est unanime à proposer Bruxelles pour trois ordres de raisons. Politiquement, la Belgique est un pays neutre à l’heure où les grandes puissances tissent des alliances dangereuses. Géographiquement, elle est accessible pour la plupart des organisations nationales. Pragmatiquement, la Maison du peuple de Bruxelles permet de disposer de locaux à titre gratuit et d’une imprimerie. En somme, il s’agirait du « siège le moins

⁷⁵⁹ Voir PAILLOT, « Congrès de la Fédération du Livre », art. cit., p. 2.

⁷⁶⁰ *Cinquième Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 42.

⁷⁶¹ ENGELS, LAFARGUE, *Correspondance...*, op. cit., t. III, p. 89-90 (Lettre de F. Engels à P. Lafargue, 17 août 1891).

⁷⁶² *Avanti!*, 30 septembre 1900, p. 1.

dangereux, le plus libre et le plus pratique⁷⁶³ ». Mais en complément, Hyndman déclare que choisir Bruxelles équivaudrait à un « témoignage de sympathie aux vaillants camarades belges⁷⁶⁴ ». Costa, qui coprécide, décide d'autorité de couper immédiatement le tour de parole, en s'exclamant que « certaines questions ne se discutent pas⁷⁶⁵ ». Au milieu de nouvelles scènes d'enthousiasme, le congrès vote alors à l'unanimité par acclamation que « Bruxelles devient la capitale de l'Internationale⁷⁶⁶ ».

La formule utilisée par Costa est loin d'être anodine : si elle semble destinée surtout à rendre hommage au POB⁷⁶⁷, elle cache à peine subtilement le fait qu'aucune autre option possible ne soit perçue. Comme le souligne *El Socialista* :

« La Belgique est peut-être le pays, le seul en Europe, qui remplit les conditions souhaitables : doté d'un gouvernement libéral, d'un parti socialiste uni et très fort, avec à sa tête des hommes lucides, il n'y aura aucun obstacle de la part du gouvernement ni risque de persécution, et les divergences d'opinions entre les socialistes ne perturberont pas le travail du secrétariat⁷⁶⁸ ».

En procédant par exclusion sur la base des critères évoqués, la thèse d'un choix par défaut justifierait aisément pourquoi la décision ait pu être aussi rapide. Premièrement, l'Internationale doit choisir un parti stable, uni et relativement puissant, afin qu'il préserve l'institution de toute secousse émanant de considérations purement nationales. France et Grande-Bretagne se révèlent alors inadaptées, car les fractures multiscalaires qui règnent parmi leurs nombreuses organisations pourraient miner l'organe, le rendant un objet de contentieux. Deuxièmement, l'Internationale nécessite un pays dont les garanties constitutionnelles et le climat de libéralisme politique soient suffisants pour que l'organe puisse œuvrer sans être inquiété par les autorités publiques. Ainsi, les empires austro-hongrois, allemand et russe ne sont même pas pris en considération. Il en va de même pour l'Italie, qui traverse un tournant répressif depuis l'assassinat d'Humbert I^{er} deux mois avant le congrès de Paris, ou encore pour l'Espagne, dont la politique intérieure traverse une crise majeure entre le désastre militaire de 1898 et la régénération conservatrice tentée par Francisco Silvela et Camilo de Polavieja. Pour des considérations similaires, tous les pays placés sous des formes diverses de tutelle impériale ne sont pas envisageables. Troisièmement, enfin, l'Internationale doit choisir un pays

⁷⁶³ Henry M. HYNDMAN, *Further Reminiscences*, Londres, Macmillan, 1912, p. 121-123.

⁷⁶⁴ *Compte rendu sténographique non officiel...*, *op. cit.*, p. 63.

⁷⁶⁵ *Petit sou*, 26 septembre 1900, p. 2.

⁷⁶⁶ FISCHER, « Le Congrès de Paris », *art. cit.*, p. 1.

⁷⁶⁷ Voir *Labour Leader*, 6 octobre 1900, p. 6.

⁷⁶⁸ *El Socialista*, 19 octobre 1900, p. 1.

géographiquement proche de l'épicentre du mouvement ouvrier qu'est l'Europe centre-occidentale, où « il sera aisé pour les délégués de se retrouver souvent⁷⁶⁹ ». L'outre-Atlantique est donc écarté, d'autant que déjà en 1872 le transfert du CG à New York avait marqué « le coup de grâce de la vieille organisation⁷⁷⁰ ». Il ne reste plus alors qu'une poignée de nationalités pouvant concurrencer sérieusement les Belges. Or, les Scandinaves semblent écartés non seulement de par leur position géographique moins confortable, mais aussi par les tensions diplomatiques se manifestant régulièrement au sujet des statuts de la Norvège et de la Finlande, ainsi que par le fait que leurs partis, bien que solidement établis, n'en sont qu'aux débuts de leurs essors politiques. L'on semble préférer qu'ils se concentrent sur leur propre petite Internationale, plutôt que de leur confier la responsabilité de l'organe central d'une Internationale dans laquelle, pour l'instant, ils ont joué un rôle secondaire. Quant au parti suisse, il est laissé pour compte probablement à cause de sa relative faiblesse et de sa contribution intermittente au mouvement transnational. Il est possible aussi que l'on se souvienne non seulement des défaillances de la commission exécutive de 1889 et du comité organisateur des assises de 1893, mais aussi de la manière embarrassante dont les Suisses, en 1897, face aux premiers blocages, avaient tenté de se dessaisir de la responsabilité du SPI des cordonniers, en proposant soit de le transférer de Zurich à Bruxelles⁷⁷¹, soit de le supprimer tout court⁷⁷². Et ce, alors même que déjà en 1896 la responsabilité du bureau international d'information des métallurgistes avait été enlevée aux Suisses en faveur des Britanniques, en déplaçant son siège de Winterthur à Sheffield pour lui assurer une meilleure efficacité⁷⁷³ face aux difficultés déplorées par les Suisses eux-mêmes⁷⁷⁴. Enfin, les Néerlandais sont aussi laissés pour compte plausiblement à cause du fait qu'ils n'avaient atteint que depuis peu un degré satisfaisant d'unité interne⁷⁷⁵, comme l'avais admis d'ailleurs Troelstra lui-même dans son allocution inaugurale aux assises⁷⁷⁶. Bien que, par-là, le SDAP-N s'exclue presque de lui-même, il va demeurer par la suite, aux yeux des autres partis, la seule organisation pouvant remplacer le POB pour héberger l'organe central.

⁷⁶⁹ *Avanti!*, 28 septembre 1900, p. 1.

⁷⁷⁰ BAX, *Reminiscences and Reflexions...*, *op. cit.*, p. 39.

⁷⁷¹ Voir *Le Peuple*, 15 juin 1897, p. 1.

⁷⁷² Voir *Le Peuple*, 31 mai 1897, p. 1.

⁷⁷³ Voir *Le Peuple*, 2 août 1896, p. 1.

⁷⁷⁴ Voir *Le Parti ouvrier*, 14 février 1896, p. 2.

⁷⁷⁵ Peu avant le congrès de Paris, une conférence d'unification avait permis au SDAP-N d'absorber la majorité de ceux qui étaient restés au SDB depuis la scission de Nieuwenhuis de 1896.

⁷⁷⁶ Voir *Avanti!*, 27 septembre 1900, p. 1.

Or, tout en s'agissant de la seule qui remplisse l'ensemble des critères, l'option belge paraît en même temps amplement satisfaisante : elle offre en effet de nombreux avantages qui, même en présence d'une concurrence plus sérieuse, auraient pu faire pencher la balance en sa faveur. Publiquement, en tout cas, tous les partis et journaux réfutent la thèse d'un choix par défaut, et avancent celle d'un hommage rendu au POB pour ses qualités. Les Belges eux-mêmes entretiennent cette vulgate de « surcroît de gloire⁷⁷⁷ », à l'image de ce que Franz Fischer écrit dans *Le Peuple* :

« Dans cette immense armée, le parti ouvrier belge ne constitue qu'un petit bataillon, mais sa merveilleuse cohésion, la sûreté de sa tactique, la multiplicité de ses moyens de lutte, lui assurent une place d'honneur dans le mouvement socialiste contemporain. C'est pour lui rendre hommage que les socialistes ont choisi Bruxelles comme siège central du comité permanent⁷⁷⁸ ».

Et dans *Le Mouvement socialiste*, il souligne que la valeur ajoutée que le POB offre à l'Internationale est le fait même que sa ligne politique soit une synthèse d'apports allemands (la discipline), britanniques (le pragmatisme) et français (l'idéalisme)⁷⁷⁹ – un argument que son groupe parlementaire avançait déjà en 1894 lorsqu'il espérait se mettre à la tête de l'entente interparlementaire du fait même que « placée au carrefour des nations, la Belgique est *internationale* par sa situation même⁷⁸⁰ » –. De Brouckère lui fait écho en écrivant que la décision du congrès révèle, « non sans une légitime satisfaction, la place considérable que notre parti ouvrier tient dans le socialisme international⁷⁸¹ ». De par une solidité interne de longue date, ainsi qu'une intégration organique entre parti, syndicats et coopératives, le POB incarne un bon exemple non seulement d'unité socialiste, mais plus largement d'unité ouvrière⁷⁸². L'attention accordée à presse ouvrière, mutuelles, écoles d'orateurs, Jeunes Gardes et organisation féminine, paysanne et étudiante viennent compléter ce tableau d'un parti très dynamique, qui occupe tous les terrains de la lutte. Les résultats féconds au plan municipal et coopératif, primordiaux dans la doctrine du POB, font de celui-ci une école d'administrateurs sérieux ayant un sens pragmatique et comptable particulièrement prononcé. Au niveau parlementaire, le POB est en pleine affirmation sans pour autant connaître encore de dérive ouvertement électoraliste, voire participationniste à la Millerand. Ce qui explique aussi

⁷⁷⁷ Madeleine REBÉRIOUX, « Parti ouvrier belge et socialisme français », *Jean Jaurès. Cahiers trimestriels*, n° 158, 2000, p. 25.

⁷⁷⁸ FISCHER, « Le Congrès de Paris », art. cit., p. 1.

⁷⁷⁹ Voir Franz FISCHER, « Enquête sur la Presse socialiste à l'étranger », *Le Mouvement socialiste*, n° 3, 1901, p. 588-589.

⁷⁸⁰ *Le Peuple*, 14 novembre 1894, p. 1.

⁷⁸¹ Louis DE BROUCKÈRE, « Pour le S.U. », *Le Peuple*, 3 octobre 1900, p. 1.

⁷⁸² Voir REBÉRIOUX, « Parti ouvrier belge... », art. cit., p. 22-26.

pourquoi les querelles révisionniste et ministérialiste ne provoquent pas de drame majeur parmi les courants du POB. Rétrospectivement, Vandervelde date au tournant de 1893-1894 la perception à l'étranger de la montée en puissance du POB :

« Un peu partout en Europe, on était disposé à croire que, dans cette petite Belgique, où Marx avait cru découvrir le paradis du capitalisme, les prolétaires avaient chances d'être les premiers, dans la course au clocher pour la conquête du pouvoir⁷⁸³ ».

En effet, une vague d'émotion avait traversé l'Internationale lorsque le parti avait remporté un succès éclatant aux élections de 1894 (28 députés élus), juste après avoir mené, en avril 1893, sa première grève générale pour le suffrage universel. Et en 1902, pendant que le POB est aux prises avec sa deuxième grève générale dans le même objectif, Ferri va jusqu'à prophétiser que la Belgique sera le premier pays dans lequel les socialistes pourront composer la majorité d'un gouvernement de coalition avec une minorité libérale-radical⁷⁸⁴.

En outre, contrairement à d'autres partis qui avaient souvent, voire systématiquement privilégié leur propre développement national à celui de l'Internationale, le POB avait démontré son désir de ne pas choisir entre les deux. Ce qui lui avait attribué une place incontournable depuis 1876, renforçant sans cesse l'image d'un parti conciliateur car pragmatique, y compris par la place assumée au sein de bureaux et commissions. Attentif à éviter autant que possible de s'immiscer dans les affaires d'autrui, le POB parvenait à jongler entre les positions françaises et allemandes, et à « manier habilement ces jeux de bascule⁷⁸⁵ » aux congrès. Il avait ainsi pu démontrer ses qualités d'amphitryon naturel du socialisme international, grâce à l'effort unitaire réalisé en vue des assises de 1891 ou encore pendant les conférences de 1893 et 1899. Et lorsqu'il était enfin parvenu à constituer la Commission syndicale belge (CSB), son premier secrétaire Alphonse Octors se préoccupait déjà d'en faire « l'embryon d'un secrétariat international⁷⁸⁶ », considérant que « la fédération nationale est l'ensemble des systèmes qui concourent à toutes les fonctions nécessaires à la vie, mais la fédération internationale, elle, relie le tout pour constituer l'unité sociale, comme notre corps constitue notre individualité⁷⁸⁷ ». Surtout, même lorsqu'il avait voté, voire poussé en faveur d'une centralisation, le parti s'était régulièrement exprimé pour le respect des autonomies nationales, ce qui ne laissait pas craindre une volonté de mainmise sur l'Internationale. Ses perfectionnements institutionnels internes

⁷⁸³ Emile VANDERVELDE, *Souvenirs d'un militant socialiste*, Paris, Denoël, 1939, p. 50.

⁷⁸⁴ Voir *Il Socialismo*, vol. 1, n° 6, 192, p. 87.

⁷⁸⁵ REBÉRIOUX, « Parti ouvrier belge... », art. cit., p. 24.

⁷⁸⁶ Alphonse OCTORS, « La Commission des Syndicats », *Le Peuple*, 9 septembre 1898, p. 1.

⁷⁸⁷ Alphonse OCTORS, « L'Internationale Ouvrière », *Le Peuple*, 9 janvier 1899, p. 1.

avaient d'ailleurs démontré la faisabilité d'un modèle d'organisation que Serwy qualifiait comme étant « à la fois décentralisatrice dans l'élaboration et centralisatrice dans l'exécution⁷⁸⁸ ». L'on s'attend donc à que le POB applique cette même méthode à l'Internationale aussi. Et avec ses nombreux membres bilingues, voire polyglottes, il semble disposer du personnel le plus à même pour garantir une égalité de traitement des échanges.

Plus particulièrement, le choix de la flamboyante neuve Maison du peuple de Bruxelles démontre que, quand bien même l'option belge puisse s'imposer par défaut, l'on y regarde avec une certaine fascination. Chef-d'œuvre de l'Art nouveau conçu par l'architecte Victor Horta, elle avait été inaugurée en grande pompe les 2-3 avril 1899 au bout de trois ans de travaux qui avaient coûté plus d'un million de francs au POB (dont le siège se trouvait, depuis 1886, dans une autre Maison du peuple, plus exiguë, sise place de Bavière). Le POB avait tout fait pour donner un caractère internationaliste à l'événement, faisant venir des figures renommées pour participer à un meeting inaugural aux accents héroïques et à un riche programme de cortèges, concerts et réceptions⁷⁸⁹. L'édifice sis 17 rue Joseph Stevens avait été alors perçu comme le symbole ultime de la puissance du POB et en même temps son cœur battant⁷⁹⁰, matérialisant derrière les quatre murs le principe d'unité organique du mouvement, de concentration des forces ouvrières si cher aux Belges. Et si à l'inauguration Vandervelde affirmait déjà que la Maison du peuple « est notre Eglise et notre Forteresse⁷⁹¹ », l'apothéose était atteinte par les accents lyriques de Jaurès qui, demandant aux Belges de faire des émules partout, déclamaient qu'« ici le rêve prend la solidité de la pierre, de la matière, sans perdre la hauteur de l'esprit⁷⁹² ». Et Xavier Guillemin, présent pour la Bourse des sociétés coopératives de France, écrit que « si les Maisons du Peuple sont les temples, les Anseele, les Vandervelde, les Furnémont, [...] sont les apôtres⁷⁹³ ». Il est alors fort compréhensible qu'un an plus tard, à Paris, l'on songe immédiatement à cette Maison du peuple pour « élever le sommet ultime de notre bâtiment », puisque l'endroit est déjà mythique en tant que « merveilleux bâtiment que la solidarité industrielle du prolétariat belge a su construire pour son évolution intellectuelle et matérielle »⁷⁹⁴. Et, aspect non négligeable, étant administré par les coopératives fédérées au POB, il peut être mis gratuitement à la disposition de l'Internationale. *La Petite République* note d'ailleurs

⁷⁸⁸ *Le Peuple*, 7 mars 1893, p. 1.

⁷⁸⁹ Voir Jean JAURÈS, « La Leçon des Fêtes de Bruxelles », *Le Mouvement socialiste*, n° 8, 1899, p. 449-452. Voir aussi *L'Avenir social*, t. IV, 1899, p. 121-122.

⁷⁹⁰ Voir *Labour Leader*, 21 octobre 1899, p. 1.

⁷⁹¹ Adrien VEBER, « Mouvement social », *La Revue socialiste*, t. XXIX, 1899, p. 501.

⁷⁹² *Ibidem*, p. 505.

⁷⁹³ Xavier GUILLEMIN, « Mouvement coopératif », *La Revue socialiste*, t. XLIV, 1906, p. 369.

⁷⁹⁴ *Avanti!*, 30 septembre 1900, p. 1.

qu'« il eût été désirable pour la France qu'une grande coopérative parisienne fût choisie pour être le siège du secrétariat socialiste international. C'est encore une leçon que les Belges nous donnent⁷⁹⁵ ».

Enfin, au-delà de la qualité du socialisme belge, d'autres facteurs encore jouent en faveur du POB. Les restrictions au droit de coalition en Belgique ne sont pas minimales seulement du point de vue de la politique intérieure, mais aussi en ce qui concerne la société civile transnationale. Par conséquent, à l'instar seulement de la Suisse et de la Grande-Bretagne, à la fin du siècle Bruxelles va devenir l'un des épicentres d'un « âge des internationalismes⁷⁹⁶ » dont le BSI peut tirer profit, car elle héberge également les sièges permanents d'autres associations proches. Ferri émet l'espoir en ce sens que se groupent « autour de ce noyau socialiste permanent [...], des intellectuels internationaux de l'art, de la science, de la politique [...] pour assurer la sauvegarde des conditions élémentaires de la civilisation contemporaine et de son développement progressif⁷⁹⁷ ». Enfin, si comme le souligne Moira Donald « le développement du mouvement socialiste européen peut être mieux compris dans le cadre du processus d'urbanisation, de démocratisation politique et de développement rapide des communications⁷⁹⁸ », les services postaux, télégraphiques et même téléphoniques, l'électrification des grandes villes et la modernisation des réseaux de communications maritimes et ferroviaires ont connu des progrès considérables en Belgique à la fin du XIX^e siècle : l'on peut donc disposer de toute une série d'outils de la modernité que l'Internationale prétend incarner.

Durant le congrès, le choix de Bruxelles implique *ipso facto*, sans débat, que ce sera le POB qui se chargera de l'installation concrète de l'institution centrale. Par ce qu'affirme Hyndman sur la gratuité de la Maison du peuple, il est évident que des accords ont dû être pris au préalable en coulisses. Et juste après le vote par acclamation, de manière tout aussi automatique et spectaculaire, « cette manifestation amène Vandervelde à la tribune⁷⁹⁹ ». Il remercie du « témoignage d'estime et de confiance que l'on va donner au parti ouvrier de notre petit pays⁸⁰⁰ », confirme accepter l'intégralité de la résolution Van Kol, et exprime sa satisfaction du fait que

⁷⁹⁵ *La Petite République*, 29 septembre 1900, p. 3.

⁷⁹⁶ Voir Daniel LAQUA, *The Age of Internationalism and Belgium, 1880-1930: Peace, Progress and Prestige*, Manchester, Manchester University Press, 2015.

⁷⁹⁷ FERRI, « Une nouvelle œuvre internationale », art. cit., p. 239.

⁷⁹⁸ DONALD, « Workers of the World Unite?... », art. cit., p. 202.

⁷⁹⁹ *La Petite République*, 27 septembre 1900, p. 1.

⁸⁰⁰ *Le Peuple*, 27 septembre 1900, p. 2.

l'Internationale, qui « depuis longtemps [...] était dans nos cœurs⁸⁰¹ », « entre maintenant dans la voie des réalisations pratiques⁸⁰² » grâce à la « singulière portée révolutionnaire⁸⁰³ » de « cette décision de remplacer aux liens de sympathie des liens d'organisation⁸⁰⁴ ». Surtout, il promet que le POB apportera au congrès suivant des résultats concrets quant à l'institution qu'il se trouve « d'avoir à constituer⁸⁰⁵ ». Le cri de *Vive l'Internationale des travailleurs !*, lancé par Vandervelde, repris en chœur pendant que « la délégation anglaise bat un ban⁸⁰⁶ », scelle dans l'enthousiasme général l'établissement de l'organe central. Mais s'il intervient nominalelement en tant que dirigeant national, Vandervelde semble agir déjà comme si lui-même et le POB avaient obtenu une place prédominante dans l'architecture institutionnelle de l'organe. Bien que ce ne soit pas (encore) le cas, cette posture va impacter les dynamiques d'installation du BSI dans les mois qui suivent. Le *Vooruit* souligne que « le fait que ce bureau soit situé à Bruxelles [...] est un honneur mais aussi une lourde responsabilité pour les Belges ; ils conserveront leur position de socialistes forts et seront en mesure de s'acquitter correctement de la tâche qui leur est assignée⁸⁰⁷ ». Et dans ses impressions du congrès, Ferri fait comme si c'était déjà acté que le poste de secrétaire international revienne à un Belge : « Il y a aussi, à Bruxelles, la personne très adaptée pour faire le secrétaire salarié, qui s'occupera du travail quotidien⁸⁰⁸ ». Le congrès parisien ne formulant explicitement ce principe à aucun moment, il s'agit là encore de considérations informelles qui semblent découler mécaniquement du choix de Bruxelles et de la pratique courante des SPI.

En outre, dans la suite du congrès, Vandervelde s'efforce de montrer qu'il a parfaitement saisi être désormais garant d'une institution censée traiter tous les partis sur un pied d'égalité et favoriser la conciliation. Son attitude à l'égard de la motion Kautsky est particulièrement habile. En effet, lors de l'enquête transnationale lancée en 1899 par *La Petite République* autour de la participation socialiste à des gouvernements de coalition, il avait pris position résolument contre Millerand. Mais à Paris, il est rapporteur de la motion Kautsky, issue de la majorité de la commission IX sur l'ordre du jour *La conquête des pouvoirs publics et les alliances avec les partis bourgeois*. Alors que Vandervelde est déjà *de facto* le référent pour l'installation de l'organe central, l'insistance avec laquelle il réitère que la motion se veut transactionnelle lui

⁸⁰¹ *La Lanterne*, 27 septembre 1900, p. 1.

⁸⁰² *Cinquième Congrès Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 39.

⁸⁰³ *La Lanterne*, 27 septembre 1900, p. 1.

⁸⁰⁴ *Avanti!*, 26 septembre 1900, p. 3.

⁸⁰⁵ *Compte rendu sténographique non officiel...*, *op. cit.*, p. 63.

⁸⁰⁶ *La Lanterne*, 27 septembre 1900, p. 1.

⁸⁰⁷ VAGRE, « Het Internationaal Socialisten-Congres », *Vooruit*, 10 octobre 1900, p. 1.

⁸⁰⁸ FERRI, « Dopo i congressi », *art. cit.*, p. 1.

donne une allure de garant de l'unité plutôt que de porte-parole d'une majorité. Son allocution est parsemée de références à la théorie d'organisation de l'Internationale, visant à rassurer quant au respect des autonomies tactiques et à l'impossibilité d'autoritarisme ou ostracisme quelconques pouvant dériver de l'institutionnalisation⁸⁰⁹. Contrairement à d'autres partisans de la centralisation, à l'image d'un Bax qui exigeait que l'on tranche « sur le degré de divergence par rapport aux principes et à la politique exprimée qui peut être toléré de la part des membres déclarés du parti⁸¹⁰ », ou en France aux « jeunes socialistes [...] qui voient dans l'organisme international futur une sorte de tribunal arbitral propre à juger nos conflits⁸¹¹ », les Belges estimaient que le congrès devait être capable de « trouver les claires formules où viennent s'harmoniser des tendances d'aspect aussi différent⁸¹² ». Vandervelde déclare donc que les congrès nationaux demeurent les lieux pour faire des bilans critiques, tandis que les cadres transnationaux ne peuvent pas être « une Cour de justice et d'arbitrage, destinée à prononcer des condamnations, des flétrissures et à lancer des décrets d'excommunication », mais jouer « au contraire, un rôle de pacification, de conciliation et de tolérance »⁸¹³. Le *Vooruit* le confirme d'ailleurs quelques jours plus tard :

« La Maison du Peuple de Bruxelles deviendra le Vatican rouge, d'où un souffle de fraternité, d'amour et de solidarité se répandra à travers le monde, contrairement au Vatican noir de Rome, où sont prononcées des interdictions contre les défenseurs de l'humanité et de la justice [...]. Aucun ordre infailible qui doit être servilement suivi ne sera émis par la Maison du Peuple, mais des conseils et des propositions judicieux seront formulés⁸¹⁴ ».

Cette posture va jouer un rôle fondamental dans la manière dont le BSI s'inventera un rôle de garant de l'unité avant même que le congrès de 1904 ne lui accorde formellement un mandat en ce sens. Plus encore, la discussion « dépersonnalisée⁸¹⁵ » sur l'affaire Millerand effleure déjà le paradoxe institutionnel auquel sera confronté le BSI : en effet, comment être garant, voire promoteur de l'unité sans pouvoir opérer aucune ingérence dans les affaires nationales ? Tant la majorité que la minorité de la Commission IX manifestent la préoccupation de sortir l'Internationale de ce que Ferri désigne comme « la phase personnaliste du socialisme⁸¹⁶ », afin

⁸⁰⁹ Voir *Compte rendu sténographique non officiel...*, *op. cit.*, p. 103-105.

⁸¹⁰ Ernest B. BAX, « Treacherous Toleration and Faddist Fanaticism », *The Social-Democrat*, vol. 4, n° 1, 1900, p. 9.

⁸¹¹ Paul BROUSSE, « L'Internationale », *La Petite République*, 1^{er} octobre 1900, p. 1.

⁸¹² FISCHER, « Le Congrès de Paris », *art. cit.*, p. 1.

⁸¹³ *Compte rendu sténographique non officiel...*, *op. cit.* p. 104.

⁸¹⁴ VAGRE, « Het Internationaal Socialisten-Congres », *art. cit.*, p. 1.

⁸¹⁵ FISCHER, « Le Congrès de Paris », *art. cit.*, p. 1.

⁸¹⁶ Cité in G. DESMONS, « Doctrine et Tactique », *Le Réveil du Nord*, 25 janvier 1902, p. 1.

d'établir une responsabilité collective de l'institution vis-à-vis des comportements individuels. Or, l'organe central est conçu selon la même philosophie, c'est-à-dire comme un moyen de sortir la préparation des congrès et l'exécution des résolutions de l'individualité des partis, en y remédiant par une cohérence d'organisation « sous la forme impersonnelle⁸¹⁷ » dont parle Jaurès.

Au-delà de ces considérations sur l'unité, il est symptomatique que l'Internationale se décide à créer une institution centrale et d'en confier la responsabilité au POB au moment même où elle abdique officiellement à toute prétention insurrectionnelle. La motion Kautsky prend acte d'un tournant : la réponse de l'Internationale à la question fondamentale « le socialisme doit-il se superposer à l'organisation capitaliste ou bien doit-il s'y infiltrer et la miner ?⁸¹⁸ », démontre que la social-démocratie du XX^e siècle va se différencier du socialisme du XIX^e. En effet, la motion, faisant « l'aveu de la faiblesse ouvrière », admet en même temps la fin de la croyance dans l'imminence de la révolution par un « coup de baguette magique »⁸¹⁹ qui marquait encore dans une certaine mesure les assises précédentes. Si une structure lâche, une solidarité déclaratoire et des résolutions très génériques pouvaient correspondre auparavant aux exigences de l'Internationale, car nul besoin de s'institutionnaliser dans la durée si des bouleversements imminents devaient se produire, la motion Kautsky inscrit noir sur blanc au plan transnational une conclusion à laquelle de nombreux partis étaient déjà parvenus nationalement :

« Dans un l'État démocratique moderne, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat ne peut être le résultat d'un coup de main, mais bien d'un long et pénible travail d'organisation prolétarienne sur le terrain économique et politique, de la régénération physique et morale de la classe ouvrière et de la conquête graduelle des municipalités et des assemblées législatives⁸²⁰ ».

Et en ce sens, déjà avant que sa grève générale de 1902 ne dissipe complètement les illusions⁸²¹ – faisant affirmer à Bertrand que le slogan *Pacifiquement si possible, révolutionnairement s'il le faut* était en train de perdre son sens⁸²² –, le POB assumait pleinement la « mue du socialisme⁸²³ » par son rejet des théories tant de l'« avènement catastrophique du

⁸¹⁷ *La Petite République*, 28 septembre 1900, p. 2.

⁸¹⁸ FISCHER, « Le Congrès de Paris », art. cit., p. 1.

⁸¹⁹ Louis BERTRAND, « Le Socialisme à la mode », *Le Peuple*, 19 mai 1890, p. 1.

⁸²⁰ *Les Congrès Socialistes Internationaux...*, op. cit., p. 40.

⁸²¹ Voir Auguste DEWINNE, « Nel Belgio - Dopo la battaglia », *Il Socialismo*, vol. 1, n° 6, 1902, p. 87.

⁸²² Voir Louis BERTRAND, « Les élections du 25 mai », *L'Avenir social*, t. VII, 1902, p. 304.

⁸²³ Emile VANDERVELDE, « À propos du Manifeste du Parti communiste », *La Revue socialiste*, t. 27, 1898, p. 341.

socialisme⁸²⁴ » que du « coup de force⁸²⁵ ». Au lendemain du congrès de Paris, Fischer s'empresse de confirmer le ralliement du POB à la motion Kautsky, dont le « grand courage » consisterait dans son « approbation, sans réserves, de la politique de réforme sociale »⁸²⁶. Il rassure donc en même temps sur l'orientation essentiellement modérée et légaliste que les Belges comptent conférer à l'institution centrale :

« Chaque fois qu'un grand problème se posera, d'ordre économique ou politique, aux peuples civilisés, dans les parlements, dans la presse, dans les réunions et, s'il le faut, dans la rue, la pensée socialiste s'affermira avec une majestueuse unité⁸²⁷ ».

Ainsi, dans ce processus que Haupt qualifie de « transformation des socialistes-démocrates européens de parti révolutionnaire en parti d'opposition intégrés dans le système parlementaire », où « le vocabulaire inspiré du marxisme reste péremptoire, mais en pratique l'on s'achemine sans rémission vers le réformisme »⁸²⁸, l'Internationale peut renouer de façade avec le CG tout en conférant à son institution centrale un caractère sensiblement différent. La motion Kautsky lui offre le prétexte de se bureaucratiser pour se présenter comme une force crédible, s'accordant davantage de temps et de moyens pour affermir sa structure et ainsi accompagner ce « long et pénible travail » que ses partis nationaux doivent réaliser au sein d'un système capitaliste résilient, sans pour autant imposer les tactiques diverses qu'ils pourront suivre. C'est sous ce prisme que Furnémont annonce le recueillement au Père-Lachaise :

« Ce matin le Congrès a institué une commission internationale. Cela démontre que le socialisme international entend se préoccuper de l'application pratique de ses décisions. Mais nous ne devons pas [...] abandonner l'idéal révolutionnaire qui est notre but final⁸²⁹ ».

Cette idée d'une institution éminemment pragmatique est confirmée par Ferri un mois plus tard :

« Rien donc de dangereux, de "dynamitard" dans cette nouvelle œuvre internationale. Il y n'a là qu'un organe pour l'entente et l'organisation du parti socialiste dans tous les pays. Et si tous les partis socialistes nationaux sont entrés dans la grande voie évolutionniste, en faisant de la propagande par la persuasion et l'instruction le moyen légitime de leur organisation, on ne saurait

⁸²⁴ *L'Avenir social*, t. IV, 1899, p. 87.

⁸²⁵ Louis BERTRAND, « La question agraire », *L'Avenir social*, t. 1, 1896, p. 81.

⁸²⁶ FISCHER, « Le Congrès de Paris », art. cit., p. 1.

⁸²⁷ *Idem*.

⁸²⁸ HAUPT, *La Deuxième Internationale 1889-1914...*, op. cit., p. 75.

⁸²⁹ *La Lanterne*, 27 septembre 1900, p. 2.

voir un danger de luttes violentes et fratricides dans la réunion internationale de quelques délégués de ces mêmes partis⁸³⁰ ».

Ce n'est finalement que pour une minorité, d'ailleurs silencieuse au congrès, que l'institution doit forcément évoluer vers un rôle insurrectionnel, et assumer donc à terme des compétences de direction à la place d'une simple coordination. C'est le cas par exemple de Sanial qui, lors d'une conférence sur *L'Amérique et les fonctions du Bureau socialiste international*, le 5 novembre 1900 à la Maison du peuple de Bruxelles, estime que l'institution « devra s'occuper d'imprimer une direction systématique au mouvement socialiste, [...] s'imprégner de l'esprit de classe et repousser toutes les transactions⁸³¹ ». Ou encore d'Hyndman, qui écrit dans ses souvenirs :

« Bien qu'à cette date particulière l'idée d'une percée de la carapace du capitalisme s'était quelque peu estompée, et que l'idéal bourgeois d'une progression sans fin par des avancées infinitésimales dominait de nombreuses têtes, il y avait encore suffisamment de véritable esprit scientifique chez les délégués présents pour comprendre que ces étapes lentes et presque imperceptibles vers la période suivante de l'évolution auraient pu se terminer [...] en un seul aboutissement soudain et violent du niveau immédiatement supérieur. [...] Se combiner dans un effort compétent et coordonné pour réaliser, par une action concertée commune, le renversement du décadent et du vétuste, et la construction des fondations d'une société nouvelle et vigoureuse, celle-ci était l'idée qui sous-tendait dans de nombreux esprits présents ici le vote en faveur de l'établissement du Bureau Socialiste International⁸³² ».

c) Des résolutions corollaires aux réactions à chaud : des vastes possibles

La mise en scène du consensus par le *cool enthusiasm*⁸³³ qui accompagne le vote de la résolution Van Kol, provoque un effet domino. Certains délégués prennent assez de confiance pour attribuer instamment des nouvelles prérogatives à l'organe central, qui catalyse ainsi l'espoir de vastes possibles. Il y a en premier lieu la confirmation d'une volonté de centralisation sectorielle, d'après laquelle l'organe central devrait chapeauter l'ensemble des coopérations initiées par les partis dans les différents domaines de l'action politique. Cela se manifeste

⁸³⁰ FERRI, « Une nouvelle œuvre internationale », art. cit., p. 238.

⁸³¹ *Le Peuple*, 7 novembre 1900, p. 1.

⁸³² HYNDMAN, *Further Reminiscences*, op. cit., p. 121-123.

⁸³³ L'expression est d'Hyndman, cf. *De Nieuwe Tijd*, vol. 5, 1900-1901 p. 286-287.

d'abord autour de l'entente interparlementaire. Van Kol reprend la parole pour dire que la Commission I « estime que l'échange d'informations et la discussion de projets de loi par des experts de différents pays peuvent être très utiles⁸³⁴ », pour que « toujours et partout la conduite des députés socialistes soit la même⁸³⁵ » et qu'ils puissent « faire entendre à la même heure les mêmes plaintes⁸³⁶ ». Il dépose cette motion :

« Le Comité socialiste international devra exiger des groupes socialistes parlementaires nationaux l'organisation d'une commission spéciale interparlementaire pour faciliter une action commune sur les grandes questions politiques et économiques internationales. Cette commission sera adjointe au Comité socialiste international⁸³⁷ ».

S'il s'agit de donner satisfaction à la résolution d'Ivry, Van Kol dépasse le prisme essentiellement antimilitariste de celle-ci. Lorsqu'il détaille les objectifs spécifiques de la commission, il indique qu'elle devrait coordonner aussi bien les protestations contre le militarisme et les aventures coloniales, que les dépôts de projets de loi de protection ouvrière⁸³⁸, c'est-à-dire les des deux domaines identifiés par la motion Vaillant-Knudsen. Renouant ainsi avec les mêmes objectifs de la conférence d'élus de 1896, la motion Van Kol va néanmoins plus loin en confiant directement à l'instance centrale un rôle d'impulsion pour augmenter les chances de réussite, et Ferri insiste bien par la suite sur cette dimension obligatoire. Dès lors, il n'est plus question de deux institutions séparées : comme leurs domaines d'interventions sont perméables, elles doivent travailler de concert, et la commission spéciale doit être intégrée à l'organigramme général en tant que « *section parlementaire* du secrétariat⁸³⁹ ». Ce qui va dans le même sens que la motion Kautsky, qui réaffirme la discipline de parti à laquelle les élus doivent se conformer. Van Kol soulignant que l'installation de cette commission ne présupposerait aucun coût supplémentaire pour les partis, sa motion peut être adoptée « à la très grande majorité⁸⁴⁰ », sans aucune discussion, et être rajoutée à la résolution générale. Par la suite, le débat sur l'ordre du jour *Socialisme municipal* va dans le même sens. Le POB visait en effet à transposer au plan transnational l'expérience positive de sa Fédération des conseillers communaux, établie en 1896 et dont le secrétariat permanent avait été confié à Vinck. Dans son rapport, elle avait alors émis le vœu que les assises parisiennes décident de

⁸³⁴ *Het Volk*, 28 septembre 1900, p. 1.

⁸³⁵ *La Petite République*, 27 septembre 1900, p. 1.

⁸³⁶ *La Lanterne*, 27 septembre 1900, p. 1.

⁸³⁷ *Cinquième Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 40.

⁸³⁸ Voir *Petite République*, 27 septembre 1900, p. 1.

⁸³⁹ Enrico FERRI, « Une nouvelle œuvre internationale », art. cit., p. 239.

⁸⁴⁰ *La Lanterne*, 27 septembre 1900, p. 1.

« convoquer un Congrès international de conseillers municipaux socialistes [et] constituer un bureau national dans chaque pays et un bureau international chargés de centraliser tous les renseignements et documents relatifs à la vie municipale, de façon à faciliter l'étude des questions d'intérêt communal⁸⁴¹ ».

Ce passage se retrouve dans la résolution présentée en plénière par Vinck lui-même au nom de la commission, mais avec un rajout important : le soin de convoquer ces assises de conseillers est désormais laissé à l'institution centrale⁸⁴². Plus encore, Modeste Terwagne dépose un amendement pour supprimer le bureau municipal international, et déléguer les compétences prévues pour celui-ci à l'organe central afin d'éviter une superfétation institutionnelle⁸⁴³. La résolution Vinck-Terwagne est adoptée à l'unanimité, sans susciter de grands débats. Désormais, même si de deux manières différentes, l'institution centrale concentre la responsabilité de relancer le travail de coordination à la fois parlementaire et municipale qui avait été laissé en suspens depuis 1896. Enfin, juste après la clôture des assises, la conférence internationale de la presse socialiste adopte la résolution Bodereau et, pour la mettre en œuvre, décide d'élargir son comité d'organisation⁸⁴⁴ à des journalistes désignés par l'ensemble des nationalités représentées⁸⁴⁵, afin de constituer un bureau provisoire. Celui-ci est chargé « de recueillir les adhésions individuelles à une Union fédérative internationale des journalistes socialistes [...] ; d'établir le projet des statuts, et de préparer la fondation d'un bureau coopératif de nouvelles et d'informations socialistes⁸⁴⁶ ». Bien entendu, ce bureau est censé agir comme service auxiliaire de l'instance centrale de l'Internationale, en tant qu'« intermédiaire [...] pour la communication de rapports⁸⁴⁷ » entre celle-ci et les journaux nationaux.

En second lieu, l'institution centrale reçoit des compétences mémorielles et archivistiques. Vandervelde, en effet, soutenu par Ferri, Costa, Singer et Hyndman, dépose cette motion :

« Le secrétariat international siégeant à Bruxelles sera chargé de constituer les archives internationales du socialisme en centralisant les livres, documents, rapports qui concernent le mouvement ouvrier des différentes nations⁸⁴⁸ ».

⁸⁴¹ *Congrès socialiste international, Paris 23-27 septembre 1900*, Genève, Minkoff, 1980, p. 34.

⁸⁴² Voir *Compte rendu sténographique non officiel...*, *op. cit.*, p. 196.

⁸⁴³ *Ibidem*, p. 197.

⁸⁴⁴ Composé de G. Bodereau, Clauzel, E. Sarrazin, Z. Camélinat, V. Jaclard, P. Mink, E. May, cf. *El Socialista*, 12 octobre 1900, p. 3.

⁸⁴⁵ Sont désignés des délégués belges (J. des Essarts, L. Furnémont, G. Serwy), italiens (Schiavi, C. Treves), allemands (Gradnauer, Rivière), autrichiens (Ellenbogen, Domocos), antillais (L. Maurice) et espagnols (P. Iglesias, N. Salmeron y Garcia), cf. *La Lanterne*, 4 octobre 1900, p. 2.

⁸⁴⁶ *La Lanterne*, 4 octobre 1900, p. 2.

⁸⁴⁷ *Avanti!*, 5 octobre 1900, p. 1.

⁸⁴⁸ *Cinquième Congrès Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 41.

Or, le patron du POB ne fait que transmettre un vœu que lui-même, Longuet, Vinck⁸⁴⁹ et Emmanuel Lévy avaient fait adopter trois jours plus tôt au congrès international des étudiants et anciens étudiants socialistes, exigeant que les assises parisiennes créent une bibliothèque socialiste internationale⁸⁵⁰. Une fois que la résolution Van Kol ait été adoptée, il est tout à fait compréhensible que Vandervelde propose de confier l'exécution de ce vœu non vaguement au congrès, mais spécifiquement à l'organe central. Cette initiative ne soulève aucune discussion : elle est adoptée à l'unanimité et intégrée aussitôt elle aussi à la résolution générale.

En troisième lieu, enfin, des pouvoirs plus proprement politiques sont confiés à l'institution lorsque le congrès se penche sur l'ordre du jour *Paix internationale, militarisme, suppression des armées permanentes*. Dans son rapport, Luxemburg complète ce qu'elle disait à Mayence quelques jours plus tôt. Elle relève que la lutte contre le militarisme avait marqué le mouvement ouvrier depuis ses origines, mais qu'il faut désormais « créer quelque chose de nouveau en réponse au nouveau phénomène de la politique mondiale », car « les socialistes ne peuvent plus se limiter aux déclarations platoniciennes »⁸⁵¹. Puisque la « menace internationale permanente de guerre [...] crée une nouvelle base pour une action politique commune », le prolétariat doit « s'opposer à l'alliance de la réaction impérialiste avec un mouvement de protestation international [...], une action internationale constante »⁸⁵². La résolution qu'elle dépose indique que :

« Les députés socialistes, dans tous les pays, s'engagent à voter contre toute dépense militaire et toute dépense pour la flotte et les expéditions militaires coloniales ; la commission socialiste internationale permanente sera chargée d'entamer et de régler, dans tous les cas d'importance internationale, un mouvement de protestation et d'agitation antimilitariste uniforme et commun dans tous les pays ; le congrès proteste contre les soi-disantes conférences de la paix comme celle de La Haye qui, dans la société actuelle, ne peuvent aboutir qu'à des déceptions fâcheuses⁸⁵³ ».

Des recommandations similaires avaient déjà été évoquées en amont. D'abord, Alain-Marie Barrat avait déposé cette motion au nom du POSR pendant la discussion de la résolution Van Kol :

⁸⁴⁹ Vinck à son tour avait transposé au plan transnational les réflexions qu'il menait déjà nationalement, cf. Émile VINCK, « Cercles d'Etudes et Bibliothèques », *Le Peuple*, 13 août 1900, p. 1.

⁸⁵⁰ Voir *La Petite République*, 24 septembre 1900, p. 3.

⁸⁵¹ *Internationaler sozialisten-kongress zu Paris...*, op. cit., p.27.

⁸⁵² *Idem*.

⁸⁵³ *Cinquième Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 105.

« Considérant que le comité permanent international [...] doit non seulement s'occuper de l'organisation des futurs Congrès internationaux, mais avoir des pouvoirs étendus concernant la propagande socialiste révolutionnaire internationale ; Propose, en cas de conflit militariste international produit par la classe dirigeante de quelque pays que ce soit, que le comité aura pour mission de faire une propagande anti-militaire active, afin de provoquer une grève internationale des baïonnettes, afin d'éviter l'effusion de sang prolétarien, au profit du capitalisme international⁸⁵⁴ ».

Si la résolution Luxemburg se concentre sur l'agitation antimilitariste que l'organe central devrait coordonner dans la durée, celle de Barrat, d'orientation nettement grève-généraliste, porte davantage sur le moment clé d'une éventuelle déclaration de guerre. Les deux documents sont complémentaires, mais celui de Barrat, quoique applaudi, n'est ni discuté ni voté, et il n'est pas non plus renvoyé à la commission de Luxemburg : il est tout simplement enterré. Ensuite, durant le débat sur la motion Kautsky, après que Ferri eût critiqué l'attitude des députés socialistes français vis-à-vis de l'expédition de Chine, Marcel Sembat du PSR-F (qui avait siégé dans la Commission I avec Hubert Lagardelle) lui avait rétorqué être prêt même à demander que l'institution centrale et sa commission interparlementaire émettent « une obligation à tous les députés socialistes de tous les pays de reprendre pour leur compte le mot d'ordre de nos camarades allemands : Pas un sou, pas un homme pour les folies guerrières⁸⁵⁵ ». Dans ce climat, la résolution Luxemburg est adoptée par le congrès à l'unanimité par acclamation, mais divers comptes rendus dont celui de la *Nieuwe Tijd* font état du fait que « dans le relâchement et l'attention moindre qui ont suivi les discussions fatigantes des jours précédents, tous ses membres n'ont peut-être pas remarqué que la social-démocratie avait fait un premier pas dans des domaines difficiles, dangereux et sans limites⁸⁵⁶ ». Mais si Luxemburg elle-même avait affirmé que « nous ne proposons pas grand-chose⁸⁵⁷ », sa résolution concrétise les espoirs que Vaillant exprimait à Scheu douze ans auparavant, et de par ses termes génériques, elle préfigure pour l'institution centrale un mandat extensible sur l'antimilitarisme. Un fait qui va marquer profondément ses dynamiques ultérieures, d'autant que le scénario évoqué par Barrat va revenir sur le devant de la scène cinq ans plus tard, manifestant un besoin de précisions sur les marges de manœuvre du BSI. En même temps, la résolution envisage une action autonome de l'Internationale vis-à-vis des pacifismes dits bourgeois, enterrant le projet jaurésien de Ligue

⁸⁵⁴ *Compte rendu sténographique non officiel...*, op. cit., p. 63-64.

⁸⁵⁵ *Compte rendu sténographique non officiel...*, op. cit., p. 133.

⁸⁵⁶ *De Nieuwe Tijd*, vol. 5, 1900-1901, p. 292.

⁸⁵⁷ *Internationaler sozialisten-kongress zu Paris*, op. cit., p. 27.

de la paix précisément grâce à l'institution centrale. Elle ne fait donc pas l'objet d'une réception unanime chez les socialistes indépendants français. Rouanet minimise l'exceptionnalité de son contenu politique⁸⁵⁸, mais André Lefèvre estime qu'il est possible d'applaudir les efforts des philanthropes tout en reconnaissant que le secrétariat international et sa commission d'élus « seront des instruments autrement puissants que les divers congrès de la Paix⁸⁵⁹ », tandis que l'ancien blanquiste Henri Turot remarque qu'« en votant la constitution de ce Comité international [...], nous avons plus fait en une heure pour la paix universelle que les diplomates pendant un mois de conférences à la Haye » et qu'« il est maintenant hors de conteste que le Parti socialiste international est seul capable de barrer la route à l'esprit de conquête et à la politique impérialiste »⁸⁶⁰.

Vers la fin des assises, le passage à un schéma de fédération coopérative semble assez bien délimité dans ses contours institutionnels, mais il reste une question capitale à aborder : la mise en place de l'organe central présuppose-t-elle que les congrès soient désormais moins nécessaires ? Or, deux positions extrêmes s'affrontent. D'une part, soutenus par Vandervelde, les Britanniques et les Italiens estiment que la centralisation ne justifie pas pour autant un relâchement dans la tenue de congrès le plus réguliers possible, et proposent ainsi de prévoir le suivant pour 1902. Costa pointe que c'est justement grâce à l'œuvre méthodique de l'institution que les congrès pourront se réunir plus souvent et dans des meilleures conditions⁸⁶¹. Bax, qui estime que l'organe central doit agir, au même titre que les congrès, « en tant que correctif » des « inconvénients de la phase actuelle », va jusqu'à préconiser qu'« une fois que le Comité international sera en état de fonctionner, il sera finalement possible [...] de se réunir régulièrement, non pas une fois tous les deux ans, mais une fois par an »⁸⁶². D'autre part, le SPD soutient l'exact contraire, c'est-à-dire que les congrès peuvent désormais être plus espacés justement grâce à l'existence d'une instance chargée d'exécuter leurs résolutions, et propose donc de tenir le suivant en 1905. Face à une vague de mécontentement qui traverse la salle et à la suspicion qui plane comme quoi le SPD veuille « mettre en veilleuse les congrès internationaux, les enterrer en catimini et sans bruit⁸⁶³ », Singer argumente qu'au lieu de multiplier les congrès comme s'il y en avait urgence, « grâce au comité permanent, la plupart

⁸⁵⁸ Voir Gustave ROUANET, « Les Deux Congrès de 1900 », *La Revue socialiste*, t. XXXII, 1900, p. 460-496.

⁸⁵⁹ André LEFÈVRE, « Contre la guerre », *La Lanterne*, 9 octobre 1900, p. 1.

⁸⁶⁰ Henri TUROT, « L'Internationale », *La Petite République*, 4 octobre 1900, p. 1.

⁸⁶¹ Voir *Compte rendu sténographique non officiel...*, *op. cit.*, p. 142.

⁸⁶² BAX, « Some Reflections on the Paris Congress », *art. cit.*, p. 4.

⁸⁶³ *Idem.*

des travaux accomplis dans les assises internationales seront l'œuvre de ce comité⁸⁶⁴ ». L'impasse est surmontée seulement grâce à une entremise néerlandaise et autrichienne, et il est finalement établi que le congrès suivant se tiendra en 1903, à Amsterdam. Mais une fois cette décision prise, une autre question de principe en découle : sur quelles bases devraient s'articuler les travaux du comité d'organisation et de l'institution centrale ? La résolution Van Kol restant floue quant au partage des tâches, c'est Polak qui propose *ex nihilo* au nom du SDAP-N un principe de subsidiarité : le parti du pays où se déroule le congrès resterait le référent principal pour l'organisation matérielle, tandis que l'instance transnationale n'interviendrait que ponctuellement pour l'aider⁸⁶⁵. Bien qu'elle ne soit jamais inscrite noir sur blanc, la méthode tracée par Polak est tacitement adoptée tant pour le congrès d'Amsterdam que pour les suivants – et c'est toujours en la respectant dans ses contours généraux que le BSI va se recouper des nouvelles compétences dans la préparation des assises jusqu'en 1914 –. Plus globalement, il est donc admis que l'institution permanente n'a vocation de remplacer aucune des instances temporaires traditionnelles, ni de les diriger en dictant leur composition ou action. Le fait que l'organe central reste identifiable séparément des bureaux, commissions et comités organisateurs constitue la clé de voûte d'un système de double garantie : une à la négative – la souveraineté des congrès eux-mêmes, et donc des organisations nationales –, et une à la positive – l'efficacité de la préparation et du déroulement des assises –. Même si d'après la méthode de Polak l'organe central ne reçoit que des compétences résiduelles, la préparation des congrès est désormais désacralisée pour être problématisée : elle s'émancipe du domaine des fiertés nationales, et rentre dans celui du pragmatisme. Il est admis en effet que, peu importe qui organisera les diverses assises à venir, une tâche aussi lourde ne peut plus être confiée à un seul acteur : les congrès vont désormais connaître une part d'effort transnational. Et étant donné qu'une entremise de tous les partis tiers ne pourrait que résulter cacophonique, celle-ci est confiée au seul organe central, qui représente toutes les organisations affiliées sans néanmoins leur imposer une intervention directe. Du fait de sa composition restreinte, de son caractère permanent et de l'autorité *super partes* dont on espère l'entourer, on considère qu'il pourrait expédier aisément des questions de détail, recoudre les éventuelles divisions au sein des comités organisateurs, ou encore éviter les manipulations politiciennes des instances temporaires des congrès. Le principe de subsidiarité, loin de préfigurer une subordination de l'organe central aux comités organisateurs, permet finalement d'établir *illico* une supériorité morale du premier

⁸⁶⁴ *Le Petit Sou*, 28 septembre 1900, p. 1.

⁸⁶⁵ Voir *Compte rendu sténographique non officiel...*, *op. cit.*, p. 143.

sur les seconds : c'est parce que les comités nationaux ont échoué, qu'il y a eu besoin de confier des tâches à l'instance transnationale. En somme, ce n'est qu'après avoir exproprié définitivement la compétence unique des comités nationaux que l'organe central se place en auxiliaire de ceux-ci.

À la clôture du congrès, les délégués ont l'impression d'avoir fait une œuvre pratique immense, susceptible même de relativiser les querelles françaises⁸⁶⁶, ce qui se transpose dans la réception enthousiaste dont l'institution centrale fait largement l'objet dans la presse socialiste. *La Petite République* note que « jamais heures ne furent mieux remplies⁸⁶⁷ », et un délégué néerlandais va jusqu'à qualifier « les journées du congrès de parmi les plus heureuses de sa vie⁸⁶⁸ ». Si même Allemane qualifie l'institution de « noble besogne⁸⁶⁹ », alors qu'elle ne ressemble guère à l'idée que le POSR se faisait d'un secrétariat international du travail, les anciens nostalgiques comme Bax ne cachent pas leur « satisfaction illimitée » à l'égard de cette « seule pièce de travail solide » qui « justifierait seule l'existence du congrès »⁸⁷⁰. Le PSOE aussi note que « la création du Comité international est en réalité la décision qui donnera renommée et célébrité au Congrès⁸⁷¹ ». Et le SDAP-N peut enfin dire que « nous nous sommes rendus au congrès le cœur lourd, mais nous repartons avec un sentiment de grande satisfaction », de par « la réalisation de cette organisation tant attendue et désormais bien garantie »⁸⁷². D'après *De Nieuwe Tijd*, l'on en a fini avec les congrès dont la portée réside dans leur existence même :

« Lors du premier Congrès ouvrier international, tenu à Paris en 1889, Liebknecht a souligné dans son discours d'ouverture que la signification principale du Congrès résidait dans le fait de sa formation [...]. On peut dire du Congrès de 1900 que sa signification principale réside dans les décisions qu'il a prises et dans les moyens qu'il a recommandés⁸⁷³ ».

Se confirme d'ailleurs l'impression que la centralisation était souhaitée avant tout par des partis de faible ou moyenne puissance, qui comptaient en tirer profit pour leur propre développement. Si PSOE avoue « bénéficier peut-être plus que les autres nations de l'organisation nouvellement

⁸⁶⁶ Voir BROUSSE, « L'Internationale », art. cit., p. 1.

⁸⁶⁷ *La Petite République*, 27 septembre 1900, p. 2.

⁸⁶⁸ *De Nieuwe Tijd*, vol. 5, 1900-1901, p. 294.

⁸⁶⁹ Jean ALLEMANE, « Les Congrès de 1900 », *Le Parti ouvrier*, 30 septembre 1900, p. 1.

⁸⁷⁰ BAX, « Some Reflections on the Paris Congress », art. cit., p. 4.

⁸⁷¹ *El Socialista*, 26 octobre 1900, p. 1.

⁸⁷² *Het Volk*, 3 octobre 1900, p. 1.

⁸⁷³ *De Nieuwe Tijd*, vol. 5, 1900-1901, p. 283.

créée⁸⁷⁴ », en ce qu'elle lui permettrait d'être mieux connu et apprécié, le SDAP-N élargit la perspective :

« Il est naturel que le désir d'une coordination plus étroite soit né et que la proposition soit venue de pays où la social-démocratie n'est pas forte et doit lutter contre de nombreuses difficultés : les Pays-Bas et l'Angleterre. Ils espèrent que l'organisation internationale leur apportera un soutien moral ; une partie de l'influence des partis frères les plus puissants leur profitera s'ils forment une unité aux yeux de leurs adversaires. [...] Dans les pays où leur mouvement est arriéré, les ouvriers doivent certainement quelque chose à la moyenne de la puissance et de l'influence du mouvement international. [...] La création d'une organisation internationale permanente [...] renforcera l'influence de la social-démocratie générale, même là où elle est localement faible⁸⁷⁵ ».

Mais le POB aussi regarde à la responsabilité reçue pour l'institution centrale comme d'un motif pour redoubler les efforts dans la campagne menée nationalement pour le suffrage universel :

« L'Eglise veut que sa capitale ne dépende d'aucun gouvernement temporel. Nous ne sommes pas assez forts pour affranchir la nouvelle capitale que le socialisme s'est donné de la domination bourgeois, mais nous pouvons, en conquérant le suffrage universel, faire en sorte qu'elle ne dépende plus que d'un gouvernement démocratique, sur lequel le socialisme aura une influence suffisante pour l'obliger à demeurer neutre⁸⁷⁶ ».

Les articles au sujet du BSI sont très nombreux, mais ils se font écho pour la plupart, n'apportant pas de nouveautés substantielles par rapport à ce qui avait déjà été dit tout au long des assises. Le *Vorwärts* relève en effet que « la presse étrangère des partis [...] est d'accord [...] sur le fait que les deux conclusions : la création d'un secrétariat international et la détermination d'une tactique socialiste sont les plus importantes⁸⁷⁷ ». En ce sens, tout comme Lagardelle retrouve dans ces décisions la preuve du « passage progressif de l'utopie à la science⁸⁷⁸ », Claudio Treves en parle comme du passage « de l'Evangile à l'action⁸⁷⁹ ». Et tout comme Brousse explique que l'institution centrale suit la même dynamique selon laquelle « tout sur la terre s'internationalise⁸⁸⁰ », Ferri relève qu'elle permet de franchir « les murs de la prison nationale » en tant que « manifestation toute logique et naturelle de cet internationalisme se révélant et s

⁸⁷⁴ *El Socialista*, 19 octobre 1900, p. 1.

⁸⁷⁵ *De Nieuwe Tijd*, vol. 5, 1900-1901, p. 286.

⁸⁷⁶ DE BROUCKÈRE, « Pour le S.U. », art. cit., p. 1.

⁸⁷⁷ *Vorwärts*, 3 octobre 1900, p. 3.

⁸⁷⁸ Hubert LAGARDELLE, « Le Congrès Socialiste International », *Le Mouvement socialiste*, 1^{er} octobre 1900, p. 26.

⁸⁷⁹ Claudio TREVES, « Dall'Evangelio all'azione », *Avanti!*, 5 octobre 1900, p. 1.

⁸⁸⁰ BROUSSE, « L'Internationale », art. cit., p. 1.

attestant autour de nous dans tous les domaines de la vie⁸⁸¹ ». Les rares avis qui sortent du lot ne remettent pas en question le bien-fondé de l'institution centrale, mais avancent des doutes quant à l'effectivité de sa mise en route. Bax conditionne sa portée au fait que la résolution Van Kol soit « exécutée loyalement⁸⁸² », songeant notamment au SPD, à propos duquel il estime qu'il serait « extrêmement souhaitable qu'un parti aussi fort sur le plan national soit continuellement confronté à ses obligations en tant que partie d'un grand mouvement international⁸⁸³ ». Et du côté des révisionnistes allemands, David⁸⁸⁴ et Bernstein⁸⁸⁵ disent vouloir attendre de voir si l'organe sera effectivement créé et s'il fera ses preuves ; et tandis qu'ils félicitent les attributions qu'il avait reçu en matière municipale et parlementaire, ils rabaissent au stade d'utopisme la portée de la résolution Luxemburg.

Pour le reste, c'est encore l'unanimité qui est mise en scène. Premièrement, le bras de fer existant autour de la centralisation depuis au moins 1889 est passé sous silence par une lecture rétrospective parcellaire. Ainsi, l'*Avanti!* traite du tournant de Paris comme d'un coup de baguette :

« L'unité des prolétaires du monde fut confiée seulement à la sympathie, à l'affection, à la solidarité des divers partis socialistes nationaux. Les Congrès internationaux servirent jusqu'ici à renforcer ce lien de solidarité fraternelle, à laquelle manquait un organisme adapté pour s'exprimer visiblement. Et voilà que le Congrès de Paris, dans ses premières séances, a voulu créer cet organisme *ad hoc*⁸⁸⁶ »

Si Lagardelle indique simplement que se réalise enfin « le vœu depuis longtemps émis par les précédents Congrès⁸⁸⁷ », Ferri se limite à constater que « les résolutions de ces congrès internationaux restaient toujours lettres mortes », les secrétariats du travail « ne se réunissant jamais et se bornant à transmettre individuellement des lettres ou des télégrammes⁸⁸⁸ ». Et le PSOE se borne à regretter que, « bien qu'existait cette communauté d'idées, manquait l'organisme qui servait de lien permanent, et tous les efforts de tous les Congrès avaient tendance à le créer, sans qu'aucun [...] ne réussisse à fonder l'entité capable de maintenir continuellement unis les divers partis⁸⁸⁹ ». Les raisons de cet état de fait sont esquivées, à part

⁸⁸¹ FERRI, « Une nouvelle œuvre internationale », art. cit., p. 236.

⁸⁸² BAX, « Some Reflections on the Paris Congress », art. cit., p. 4.

⁸⁸³ Ernest B. BAX, « Reflections on Comrade Rickert », *Justice*, 27 octobre 1900, p. 6.

⁸⁸⁴ Voir DAVID, « Der internationale Congress und die "Einigung"... », art. cit., p. 705.

⁸⁸⁵ Voir Eduard BERNSTEIN, « Paris und Mainz », *Sozialistische Monatshefte*, vol. 4, n° 11, 1900, p. 718.

⁸⁸⁶ *Avanti!*, 30 septembre 1900, p. 1.

⁸⁸⁷ LAGARDELLE, « Le Congrès Socialiste International », art. cit., p. 25.

⁸⁸⁸ FERRI, « Une nouvelle œuvre internationale », art. cit., p. 237.

⁸⁸⁹ *El Socialista*, 19 octobre 1900, p. 1.

justement par le SPD, mais qui par-là tend à se disculper en objectivant l'échec de centralisation au lieu d'expliquer ses propres réticences tactiques et difficultés juridiques :

« Des décisions similaires ont été prises aussi lors de congrès précédents, mais dans de nombreux cas, elles sont restées de simples démonstrations. Les difficultés qui surviennent lors des congrès internationaux en raison du multilinguisme et d'autres circonstances augmentent naturellement considérablement après la dispersion des délégués. Il nous est extrêmement difficile de parvenir à un accord sur la manière dont les décisions prises peuvent être mises en œuvre et c'est pourquoi cela échoue souvent⁸⁹⁰ »

Deuxièmement, les violons s'accordent autour d'une logique de rupture dans la continuité vis-à-vis de l'AIT. L'institution centrale signifie certes « joyusement⁸⁹¹ » la « renaissance de la vieille et glorieuse Internationale⁸⁹² » de par la transformation « d'une solidarité affirmée depuis toujours [...] en un tout organique et discipliné⁸⁹³ », c'est-à-dire « par l'organisation non plus idéale mais concrète et tangible de l'Internationale prolétarienne⁸⁹⁴ », qui « ne sera plus seulement un concert de volontés, [mais] une volonté, un cerveau⁸⁹⁵ », et qui « ne veut plus se limiter aux manifestations, mais plutôt avoir son mot à dire dans la détermination du résultat par une organisation internationale, uniforme et simultanée d'actions politiques qui influencent les classes dirigeantes⁸⁹⁶ ». Cependant, « la refonte se fait sur des bases plus pratiques⁸⁹⁷ », plus « larges et vivantes⁸⁹⁸ ». Hyndman lui-même confirme dans ses souvenirs s'être « efforcé personnellement de réaliser pendant de nombreuses années [...] que les traditions de la "Vieille Internationale" puissent se perpétuer dans des conditions nouvelles et plus favorables⁸⁹⁹ ». Et Bax aussi parle du « rétablissement de l'Internationale sous une forme et dans des conditions adaptées à la nouvelle époque et aux circonstances⁹⁰⁰ ». Fidèle à son positivisme organiciste et évolutionniste, Ferri explique que si à l'époque de l'AIT « on créa l'organe avant que la fonction ne fût développée [...], cette fois-ci, puisque la fonction existait, il ne s'agissait plus que de créer un organe, agencé d'une façon pratique et viable⁹⁰¹ ». Il en découle alors que ce ne soit pas l'organe qui dicte la fonction, mais l'inverse. En effet, Vliegen indique que « s'il s'agit

⁸⁹⁰ *Vorwärts*, 2 octobre 1900, p. 1.

⁸⁹¹ BROUSSE, « L'Internationale », art. cit., p. 1.

⁸⁹² *Arbeiter-Zeitung*, 27 septembre 1900, p. 3.

⁸⁹³ FISCHER, « Le Congrès de Paris », art. cit., p. 1.

⁸⁹⁴ *Avanti!*, 30 septembre 1900, p. 1.

⁸⁹⁵ *El Socialista*, 12 octobre 1900, p. 1.

⁸⁹⁶ *Vorwärts*, 2 octobre 1900, p. 1.

⁸⁹⁷ VAGRE, « Het Internationaal Socialisten-Congres », art. cit., p. 1.

⁸⁹⁸ *Critica sociale*, vol. 10, n° 19, 1900, p. 292.

⁸⁹⁹ HYNDMAN, *Further Reminiscences*, op. cit., p. 121-123.

⁹⁰⁰ BAX, « Some Reflections on the Paris Congress », art. cit., p. 4.

⁹⁰¹ FERRI, « Une nouvelle œuvre internationale », art. cit., p. 237.

d'une réintroduction, sous une forme différente, de l'ancien conseil général de l'Internationale, ce nouveau "conseil général" a certainement une tâche complètement différente de celle du premier », car « maintenant que le principe a été accepté que les tactiques à suivre sont laissées entièrement à la discrétion de chaque pays, la tâche du comité ne peut être que de conduire et de promouvoir une organisation internationale et de mener une action internationale »⁹⁰². La *Nieuwe Tijd* confirme que « cette organisation permanente – et c'est là sa force et le point où elle s'écarte de l'ancienne Internationale – n'a pas été déterminée par l'impulsion du moment, mais a été créée par les circonstances », c'est-à-dire que « les différences entre les pays en termes économiques, historiques et politiques nécessitent d'établir une forme d'action de la social-démocratie internationale si large que chaque parti national puisse y adhérer »⁹⁰³. De même, le PSOE estime que « le Comité international ne ressemblera guère à l'ancien Conseil général », car il sera un organe « non de direction, mais seulement de coordination des activités [...], pas plus qu'une entité de cohésion », où « chaque parti maintiendra l'absolue liberté d'action que jusqu'ici, et personne ne verra ses initiatives modifiées ou entravées, elles seront avant tout secondées lorsqu'elles devront l'être pour un ou plusieurs partis des autres pays »⁹⁰⁴. De là, le registre de la modestie domine le lexique employé pour parler de l'institution centrale. Ferri écrit que « ce n'est pas grand'chose évidemment mais c'est beaucoup quand même »⁹⁰⁵, et le SPD voit « dans cette création d'organismes internationaux aussi simples et discrets [...] le résultat le plus précieux du Congrès »⁹⁰⁶. Mais cette modestie est conçue comme étant la garantie d'existence de l'institution en même temps qu'elle configure son évolutivité inhérente. D'une part, si le PSOE souligne on ne peut plus clairement que « la *modestie* même du Comité assurera son fonctionnement »⁹⁰⁷, et que le SDAP-N relève que « ce sont précisément les ressources limitées et l'environnement de travail bien défini qui font du bien à cet enfant de la pratique »⁹⁰⁸, Lagardelle définit cette faiblesse comme étant la condition même du compromis entre national et transnational :

« Il pouvait sembler difficile, au moment même où le socialisme prend des formes de plus en plus nationales, d'instituer un organisme reliant entre eux tous les partis socialistes en vue d'une activité internationale concertée. Mais la simplification même de cet organisme, la réduction au

⁹⁰² Willem Vlieggen, *Het Internationaal Socialistisch Congres te Parijs*, Amsterdam, Nieuwe Tijd, [1900], p. 2.

⁹⁰³ *De Nieuwe Tijd*, vol. 5, 1900-1901, p. 283-286.

⁹⁰⁴ *El Socialista*, 19 octobre 1900, p. 1.

⁹⁰⁵ FERRI, « Une nouvelle œuvre internationale », art. cit., p. 239.

⁹⁰⁶ *Vorwärts*, 2 octobre 1900, p. 1.

⁹⁰⁷ *El Socialista*, 19 octobre 1900, p. 1.

⁹⁰⁸ *De Nieuwe Tijd*, vol. 5, 1900-1901, p. 286-287.

minimum de ses attributions, son fonctionnement limité au terrain commun à tous les mouvements, ont permis de concilier cette opposition entre l'action nationale et l'action internationale⁹⁰⁹ ».

D'autre part, il est laissé entendre que cette modestie n'est conçue que pour laisser faire ses preuves à l'institution, après quoi elle pourrait élargir ses domaines d'intervention. Ferri dit que c'est ce postulat qui a dominé en Commission I :

« Le développement aura lieu dans la suite, comme il arrive pour tout organisme naturel et vivant. [...] Il fallait résister au désir d'exiger tout d'une pièce et sur le papier quelque chose de monumental, et il importait, au contraire, de se borner à créer un embryon dans des conditions de viabilité propre à assurer son développement au fur et à mesure que ses effets se réaliseraient dans la suite. Voilà pourquoi nous avons tenu à lui donner des débuts très modestes. [...] Mais, si comme je le crois, cet embryon est sûr de vivre et répond [...] aux nécessités pratiques du socialisme international, nous le verrons bientôt se développer et marcher rapidement⁹¹⁰ ».

Et si même le SPD suggère que « l'anarchie internationale de la bourgeoisie est contrée par [...] cette première tentative d'administration et d'exécutif internationaux, cette tentative, pour l'instant très modeste, de mettre en œuvre un droit des peuples plus élevé contient le noyau d'un Conseil fédéral du monde civilisé⁹¹¹ », le SDAP-N peut introduire cette lecture progressive mais optimiste de la résolution Van Kol :

« La préparation minutieuse des congrès et l'interprétation de leurs décisions constituent pour l'instant sa fonction la plus importante. [...] "L'action et l'organisation internationales" arrivent modestement derrière. Et c'est ce qui se passera, nous le savons, pour le moment. Aucune personne sensée n'attend des résultats importants et frappants de la part du nouveau Comité. [...] Mais il serait antisocialiste de ne pas l'accueillir avec l'espoir joyeux qu'un parti mondial organisé se développera à partir de ce modeste début⁹¹² ».

Hyndman aussi confirme dans ses souvenirs qu'il songeait précisément à « un centre permanent pour la préparation d'abord, et, finalement, pour l'action internationale approfondie et simultanée⁹¹³ ».

Cependant, la dimension oxymorique de cette logique d'une institution forte car faible, apparaît aux yeux des antisocialistes bien avant qu'à ceux des socialistes eux-mêmes. Dès le

⁹⁰⁹ LAGARDELLE, « Le Congrès Socialiste International », art. cit., p. 25.

⁹¹⁰ FERRI, « Une nouvelle œuvre internationale », art. cit., p. 237.

⁹¹¹ *Vorwärts*, 2 octobre 1900, p. 1.

⁹¹² *De Nieuwe Tijd*, vol. 5, 1900-1901 p. 286-287.

⁹¹³ HYNDMAN, *Further Reminiscences*, op. cit., p. 121-123.

lendemain des assises, en effet, conservateurs et libéraux ne semblent pas croire que les socialistes aient pu mettre en place un organigramme aussi léger alors qu'ils prétendent conquérir le monde : ils voient seulement la continuité, et non en même temps la rupture, avec l'AIT. Ainsi, tout comme celle-ci « a fait trembler les trônes et les autels⁹¹⁴ », le BSI est perçu comme l'instrument ultime de la révolution mondiale qui doit plonger tous les pays dans le feu et le sang. Les articles alarmistes sont très nombreux et se valent pour la plupart, exagérant ses pouvoirs et réclamant aux autorités respectives des mesures judiciaires immédiates contre ce que la *Deutsches Volksblatt* qualifie de « gouvernement révolutionnaire et international [...] qui, aux côtés des gouvernements légaux, s'arroge le droit d'émettre des ordres⁹¹⁵ ». Sortent du lot surtout d'une part les anti-dreyfusistes de gauche, qui s'ils dénoncent déjà qu'au congrès de Paris « c'est l'étranger qui a fait la loi », ils nient toute confiance possible à l'institution sociale en tant qu'elle sera contrôlée par des « judéo-dreyfusards »⁹¹⁶ ; d'autre part les cléricaux du *Patriote* qui vont jusqu'à prédire une invasion de la Belgique si elle devenait la capitale de l'Internationale :

« Pourquoi voulez-vous imposer à la Belgique ce rôle de bravade envers toutes les puissances ? [...] Engageriez-vous votre fortune personnelle sur la durée de l'indépendance nationale de la Belgique, en cas où Bruxelles deviendrait la "Ville sainte de la Révolution", la "capitale intangible du socialisme international", la "Mecque de tous les réfugiés révolutionnaires" ?⁹¹⁷ »

Mais la crédibilité des organes conservateurs se voit diminuée du fait même que, selon une morale ésopienne, cela faisait trop longtemps qu'ils criaient au loup. Les socialistes avaient l'habitude de démentir les théories du complot à propos d'occultes comités socialistes internationaux tout-puissants qui surgissaient régulièrement dans la presse⁹¹⁸. Maintenant que leur institution centrale existe, et en toute publicité, ils renvoient dos à dos les cléricaux du fait que ce sont eux précisément qui n'assument pas d'être « membres militants d'une Internationale noire officielle⁹¹⁹ ». Plus largement, ils s'efforcent de démontrer que les réactions démesurées, mystifiées et caricaturales de leurs opposants, outre que manifester une méfiance à l'égard de tout progrès social et une jalousie à l'égard de la puissance acquise par l'Internationale, sont aussi des appels ouverts à la répression qui exigent en retour une solidarité transnationale des

⁹¹⁴ *L'Avenir social*, t. V, 1900, p. 592-593.

⁹¹⁵ Cité in *Arbeiter-Zeitung*, 1^{er} octobre 1900, p. 1.

⁹¹⁶ Charles ROGER, « La loi de l'étranger », *L'Intransigeant*, 29 septembre 1900, p. 1.

⁹¹⁷ *Le Patriote*, 4 octobre 1900, p. 1.

⁹¹⁸ Voir aussi BERTRAND, « Le Socialisme à la mode », art. cit., p. 1 ; *id.*, « Sauvés, mon Dieu ! », *Le Peuple*, 2 mai 1893, *Le Peuple*, p. 2.

⁹¹⁹ BROUSSE, « L'Internationale », art. cit., p. 1.

plus fermes⁹²⁰. Ils n'hésitent d'ailleurs pas à tourner en ridicule les craintes vis-à-vis d'un organe dont le SDAP-N avait déjà remarqué qu'« il serait utopique qu'une des puissances qui contrôlent le monde se sente directement menacée par sa naissance⁹²¹ ». Ainsi, l'*Avanti!* offre un sketch satirique de « bavardage scénique-parlementaire de trois députés honorables⁹²² » qui, pris de panique et rentranchés dans une villa somptueuse, planifient des mesures immédiates à prendre contre l'institution centrale de l'Internationale.

⁹²⁰ Voir par exemple *Avanti!*, 7 octobre 1900, p. 2.

⁹²¹ *De Nieuwe Tijd*, vol. 5, 1900-1901, p. 287.

⁹²² TRAMAGLINO, « L'Internazionale », *Avanti!*, 10 octobre 1900, p. 1-2.

Partie II – Inventer une institution : le BSI pendant le secrétariat de Victor Serwy, 1900-1904

1. Donner corps à un principe : entre *institution-building* rapide et difficultés de routinisation

D'après un proverbe latin, il y a loin de la coupe aux lèvres. En ce sens, l'unanimité de façade autour des résolutions parisiennes ne suffit pas à assurer que le BSI soit installé convenablement. Or, bien que le POB se révèle proactif pour achever formellement l'*institution-building*, la routinisation institutionnelle va connaître d'importantes difficultés. Il s'avère que la modestie évoquée lors des réceptions de la résolution Van Kol s'applique, avant même qu'au mandat politique du BSI, à son mode de fonctionnement lui-même, caractérisé dès lors pendant ses quatre premières années par une multitude d'expérimentations ponctuées de polémiques, tergiversations et renoncements. Le rapport introductif de la II^e réunion de plénière du BSI de décembre 1902 regrette déjà plusieurs dysfonctionnements à l'origine du fait que l'activité du secrétariat

« n'a pu être aussi grande que nous l'aurions voulu : 1° parce que nous n'avions point pu, à raison du manque de ressources, rétribuer quelqu'un se consacrant exclusivement à ce travail ; 2° parce que nous n'avons pu obtenir des partis et des organisations socialistes tous les renseignements sollicités à plusieurs reprises ; 3° parce que nous nous heurtons dans la pratique à des difficultés créées par la différence de langues, de tempérament, de conception ; 4° parce que nous avons à exécuter un programme trop considérable et dans lequel il a fallu nous orienter⁹²³ ».

Si l'organigramme se trouve complexifié de par la lecture plutôt libre qu'opèrent les Belges vis-à-vis des résolutions parisiennes, le fonctionnement transnational même de l'institution peine à se mettre en route, et son bilan administratif est finalement en demi-teinte.

⁹²³ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 57-58.

A. Une architecture institutionnelle complexifiée par l'interprétation belge des résolutions internationales

« En préparation depuis 11 ans⁹²⁴ », le BSI est installé en à peine trois mois : il est officiellement considéré comme opérationnel financièrement déjà le 1^{er} novembre 1900, et administrativement le 1^{er} décembre⁹²⁵. Cela est possible précisément par le fait que les délégations avaient quitté Paris sans avoir ni élu en voie définitive leurs représentants, ni discuté jusqu'au bout des détails du mandat du POB. Seulement des grands principes ayant été fixés, d'importantes marges de manœuvre sont alors laissées aux Belges. Forts de l'autorité morale du choix de Bruxelles en tant que siège, ils avancent leur propre lecture extensive des résolutions parisiennes pour combler leurs zones d'ombre et guider d'en haut un *institution-building* à marches forcées. Si l'architecture institutionnelle en sort bien plus articulée par rapport à ce qui avait été prévu à l'origine, cette émancipation du POB des formalismes procéduriers donne lieu à une construction éminemment nationale de l'instance transnationale, qui ne manque pas de produire des incohérences. L'invention d'un Comité exécutif du BSI semble préfigurer une entorse au principe de collégialité établi à Paris, afin de compenser la faible autorité dont jouit déjà au départ la personne choisie en tant que secrétaire. De plus, le POB conçoit le BSI comme intrinsèquement ductile et lance lui-même des pistes pour le renforcer, mais il finit par perdre de vue l'application du strict minimum concordé au congrès, tant que l'institution se morcelle. Enfin, le projet de bulletin international se solde par un repli national.

a) L'invention du Comité exécutif : une entorse au principe de collégialité pour donner plus d'autorité au secrétaire

Laissé seul aux commandes avec la « responsabilité plus haute⁹²⁶ », deux semaines après la clôture des assises parisiennes le POB entame des expérimentations institutionnelles qui ne sont validées rétroactivement que le 30 décembre 1901, lorsque la I^e réunion plénière du BSI consacre l'existence définitive de celui-ci. Jusqu'à cette date, le sort de l'institution

⁹²⁴ *De Nieuwe Tijd*, vol. 5, 1900-1901, p. 286.

⁹²⁵ Voir *Le Peuple*, 15 novembre 1900, p. 1.

⁹²⁶ DE BROUCKÈRE, « Pour le S.U. », art. cit., p. 1.

transnationale dépend en large mesure de l'activisme des Belges. Ceux-ci peuvent néanmoins profiter d'un cadre juridique aléatoire, puisque la dimension collégiale de l'institution se met en route lentement et existe avant tout sur le papier : les partis prennent leur temps pour désigner leurs délégués, et les communications au sujet du BSI ne se font qu'à distance. C'est à la réunion du CG du POB du 10 octobre 1900⁹²⁷ que V. Serwy est choisi à l'unanimité en tant que secrétaire international, et qu'Anseele et Vandervelde sont nommés provisoirement en tant que délégués belges, en l'attente que le tout soit ratifié par le congrès extraordinaire du parti prévu pour le 18 novembre⁹²⁸. Il semble peu probable que la nomination d'Anseele et Vandervelde soit faite dans une optique d'équilibrage entre courants orthodoxe et révisionniste, puisqu'aucun des deux ne peut s'inscrire nettement dans l'un ou l'autre, et que le POB n'avait été que marginalement touché par les querelles transnationales à ce sujet. Il paraît que le choix du duo, outre mettre en avant deux figures dont la renommée transnationale est incontestable, se place surtout dans la droite lignée de la tradition du POB de garantir une place équitable à ses composantes flamande et wallonne. Or, le compte-rendu du *Peuple*, dont le frère de Serwy est pourtant administrateur-délégué, ne mentionne nommément qu'Anseele et Vandervelde, et se limite à indiquer que la réunion a « désigné un titulaire à l'emploi de secrétaire⁹²⁹ ». Ainsi, lorsque le nom de Serwy fuite dans la presse étrangère⁹³⁰ avant même d'avoir été notifié officiellement aux partis, se diffuse immédiatement l'impression que le secrétaire ne sera qu'« un employé subalterne⁹³¹ ». D'autant plus qu'Anseele et Vandervelde n'attendent pas la validation rétroactive du congrès national pour s'autoproclamer membres de droit d'un Comité exécutif du BSI qu'ils inventent de toute pièce. Ils l'annoncent aux autres partis déjà le 31 octobre dans une première circulaire confidentielle au nom du CG du POB, en même temps qu'ils communiquent officiellement le choix de Serwy :

« Le Conseil général du Parti ouvrier belge vous propose d'agréer la candidature du citoyen Victor Serwy (Zéo) dont nous avons pu apprécier les précieuses qualités d'administrateur et la valeur intellectuelle dans les fonctions qu'il exerçait jusqu'à présent. [...] Nous vous prions donc de vouloir bien, dans le plus bref délai possible, nous faire savoir si vous ratifiez ce choix. [...] Nous avons décidé que les deux délégués belges, Anseele et Vandervelde et le secrétaire constitueront le Comité exécutif du Bureau International. Le camarade Anseele a été choisi comme trésorier⁹³² ».

⁹²⁷ Pour un compte-rendu, cf. AMSAB-ISG, 118/Z/006/013, f° 1-4, Réunion du CG du POB, 10 octobre 1900.

⁹²⁸ Voir *Avanti!*, 15 octobre 1900, p. 1.

⁹²⁹ *Le Peuple*, 11 octobre 1900, p. 1.

⁹³⁰ Voir par exemple *Vorwärts*, 21 octobre 1900, p. 3.

⁹³¹ *El Socialista*, 19 octobre 1900, p. 1.

⁹³² HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., note n° 3, p. 23-24.

On le voit, la circulaire demande explicitement de ratifier la seule nomination du secrétaire, tandis que le principe de Comité exécutif suit un mécanisme de silence positif. Qui plus est, la résolution Van Kol suggérait que le choix du secrétaire revînt à l'institution centrale dans sa collégialité, mais le POB n'attend pas que tous ses partenaires aient procédé aux nominations, et demande directement aux secrétaires des partis étrangers de valider le choix qu'il a opéré en toute autonomie. Efficace mais fondamentalement arbitraire, le mode opératoire employé par les Belges pour démarrer l'*institution-building* a pour conséquence que ceux-ci se retrouvent au cœur du BSI encore plus que ce que pouvait suggérer la résolution parisienne. Dès le départ, le fonctionnement de l'institution transnationale va dépendre largement du degré d'implication d'une nationalité en particulier. Vandervelde et Anseele jouissent en effet d'une double investiture : une nationale en tant que délégués belges, et par conséquent, puisque le BSI siège à Bruxelles, une transnationale en tant que membres du CE. Ce cumul de mandats est intrinsèquement porteur de malentendus, puisque la garantie de la nature administrative *super partes* de l'institution est confiée à des personnes qui représentent en même temps politiquement leur propre parti. Toutefois, aucun danger n'est perçu à l'étranger, et un climat de confiance règne à l'égard du POB. Tous les partis acceptent sans remous l'ensemble ses propositions, parfois même ils les félicitent publiquement, à l'image du PSOE qui trouve que l'établissement du CE est un « digne complément de l'accord » de Paris précisément parce que la nomination d'Anseele et Vandervelde est « très réussie »⁹³³. Vaillant avait même incité chaleureusement Anseele et Vandervelde d'agir d'autorité, leur écrivant, la veille de l'envoi de la circulaire susmentionnée : « Il vous appartient de constituer votre bureau comme vous l'entendez »⁹³⁴. Ainsi, le 15 novembre ce sont les seuls Anseele et Vandervelde qui signent, officiellement au nom du secrétariat du BSI, une première circulaire pour faire un premier état d'avancement sur la nomination des délégués nationaux et pour demander divers renseignements techniques⁹³⁵. Trois jours plus tard, au congrès du POB, la ratification unanime de tous les choix opérés depuis le 10 octobre n'est qu'une formalité, vite expédiée dès son ouverture⁹³⁶. Les Belges auront réussi à employer une procédure allégée pour complexifier immédiatement l'architecture institutionnelle souple qui avait été imaginée à Paris, et s'y imposer. Le 15 décembre, lorsque le tout est officialisé par la première circulaire que Serwy

⁹³³ *El Socialista*, 19 octobre 1900, p. 1.

⁹³⁴ Cité in HAUPT, HOWORTH, « Edouard Vaillant... », art. cit., p. 236.

⁹³⁵ Voir *Le Peuple*, 15 novembre 1900, p. 1.

⁹³⁶ Voir Edgard MILHAUD, « Congrès extraordinaire du Parti Ouvrier Belge », *La Petite République*, 19 novembre 1900, p. 1.

signe avec Anseele et Vandervelde, le principe phare qui se dégage est que l'institution centrale, désormais tripartite, est à son tour centralisée.

Le principe de comité exécutif ne sort pas de nulle part. Si le CG de l'AIT disposait déjà d'un Comité permanent où siégeaient président, vice-président, secrétaire général, trésorier et secrétaires-correspondants, certaines fédérations de métier avaient choisi d'entourer leur secrétaire d'une équipe de fonctionnaires issue de la nationalité du pays hôte, se superposant à un bureau qui était composé de représentants de toutes les nationalités affiliées mais qui ne se réunissait qu'annuellement. Par exemple, en 1891 les mineurs avaient prévu des fonctions de président, vice-président et trésorier à côté de celle de secrétaire général⁹³⁷ ; en 1895, les tisserands avaient décidé qu'un comité de sept syndicalistes belges aurait secondé Hardijns à Gand dans son rôle de secrétaire⁹³⁸, un modèle repris tel quel deux ans plus tard lorsque les cordonniers avaient envisagé le renforcement de leur SPI par un transfert de Zurich à Bruxelles⁹³⁹. Un comité exécutif, précisément parce qu'issu d'une seule nationalité, vient donc concrétiser le caractère permanent d'une institution qui autrement ne le serait qu'en théorie, puisque sa composition plurinationale elle-même oblige à ne se réunir que de manière intermittente et rallonge le délai de correspondance. D'autre part, les partis nationaux eux-mêmes disposaient d'une instance exécutive restreinte issue d'une l'institution centrale plus collégiale : si la seconde était composée de délégués des sections locales, la première devait représenter le parti en tant que tel. Le POB lui-même avait un Bureau du CG qui se réunissait plus souvent justement pour assurer la gestion stratégique des décisions que le CG avait pris à son tour sur la manière d'exécuter les résolutions des congrès. L'organigramme était ainsi pyramidal, sans pour autant que l'exécution ne se transformât en direction. De ce point de vue, le silence positif qui accompagne l'invention du CE du BSI n'est pas étonnant en dépit du fait que l'existence même de celui-ci n'ait pas été concordée au préalable dans l'instance souveraine qu'était le congrès.

Cependant, c'est précisément de ce fait que le CE va jongler entre un caractère formel et informel. Il est particulièrement criant l'écart vis-à-vis de la manière dont le POB avait établi son secrétariat national du travail en 1892-1893, faisant l'objet d'échanges approfondis étalés sur deux congrès nationaux, et se matérialisant dans un projet de statuts très détaillé⁹⁴⁰, et

⁹³⁷ Voir *Le Parti ouvrier*, 28 juillet 1891, p. 2.

⁹³⁸ Voir J. LEAKEY, « International Textile Congress at Ghent », *Labour Leader*, 17 août 1895, p. 5.

⁹³⁹ Voir *Le Peuple*, 15 juin 1897, p. 2.

⁹⁴⁰ Voir *Compte-rendu du VIII^e Congrès annuel du Parti ouvrier belge*, Bruxelles, POB, 1892, p. 62-64.

amendé ensuite par Serwy lui-même pour qu'il fût encore plus solide⁹⁴¹. Mais pour le CE du BSI, en manque de statuts déjà pour l'Internationale, les Belges ne vont pas aussi loin : l'organigramme est minimaliste et la répartition des rôles est inachevée, ce flou étant censé servir à une acceptation unanime. Pas de vice-président donc, mais surtout pas de président : Anseele est trésorier et Serwy secrétaire, mais la fonction de Vandervelde n'est pas du tout précisée. Si après la Première Guerre mondiale les militants, et parfois même les historiens, parlent de lui comme du président de l'Internationale en tant que président du BSI, l'existence même d'une fonction présidentielle permanente n'est jamais ratifiée par un congrès ou par une réunion de l'institution centrale. Le fait est que, en tant que figure conciliatrice, Vandervelde préside fréquemment tant les séances de travail du CE que les plénières du BSI : s'il est perçu et accepté comme président *de facto* – à Copenhague Hillquit parle de lui comme du « président de notre bureau⁹⁴² », et les lieutenants d'Hyndman lui adressent une lettre en tant que « citoyen président du Bureau socialiste international⁹⁴³ », – il n'a aucune prérogative formelle qui en découle. Lorsqu'en 1907 l'Internationale adopte à Stuttgart un règlement procédural des congrès, il est écrit que c'est désormais le président du BSI qui prononcera les allocutions inaugurales, mais cela n'implique pas *ispo facto* qu'il s'agisse de Vandervelde : ce poste ne lui étant pas attribué noir sur blanc, il est entendu que le président du BSI est celui qui est désigné au cas par cas pour présider ses réunions de travail en marge des assises. D'ailleurs, Vandervelde est longuement malade au printemps 1907 et sa présence à Stuttgart est incertaine, mais du point de vue de Huysmans cela ne pose aucun problème du fait qu'à l'ouverture du congrès il y aura bel et bien quelqu'un qui préside le BSI⁹⁴⁴. Au congrès de Bâle, en 1912, la fonction de présidence du BSI est assurée par Anseele. Les seuls endroits où l'on suggère que la fonction présidentielle est attribuée de manière permanente à Vandervelde sont les feuilles pré-imprimées que Huysmans commande en 1913 pour servir de support à ses circulaires, et qui comportent le logo du BSI ainsi que la liste des membres du CE avec indication de leurs rôles respectifs⁹⁴⁵. Quant au choix d'Anseele pour la trésorerie, il est dû sans doute à sa renommée en tant qu'homme de terrain pragmatique et administrateur scrupuleux, acquise depuis l'expérience pionnière de la fondation de la boulangerie coopérative Vooruit en 1880 à Gand,

⁹⁴¹ Voir *Le Peuple*, 5 avril 1893, p. 1.

⁹⁴² *Huitième Congrès Socialiste International tenu à Copenhague du 28 août au 3 septembre 1910. Compte rendu analytique publié par le Secrétariat du Bureau Socialiste International*, Bruxelles, BSI, 1911, p. 353-398.

⁹⁴³ *Ibidem*, p. 420.

⁹⁴⁴ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 172, Lettre de C. Huysmans à E. Vandervelde, 20 mars 1907.

⁹⁴⁵ Voir IISG, Sozialistische Jugend-Internationale Archives, 17, f° 122.

première société de ce genre en Belgique et modèle pour la Maison du peuple elle-même⁹⁴⁶. D'autre part, la nature du mandat du CE et de ses rapports avec les deux autres échelons institutionnels dont il se place en intermédiaire (le secrétaire et l'assemblée des délégués), n'est pas immédiatement clarifiée. Haupt relève à juste titre que le CE « resta longtemps un organisme rudimentaire, sans compétences définies⁹⁴⁷ ». C'est encore pour éviter de ralentir l'installation du BSI à cause d'un formalisme excessif – le secrétariat national du travail avait quand même demandé deux ans d'échanges –, que les Belges ne soumettent aucun projet de statut, et que les dispositions à caractère statutaire sont simplement glissées de manière éparse et laconique au sein de circulaires. L'on adopte donc le même *modus operandi* que l'Internationale elle-même, c'est-à-dire des lois constitutionnelles au fur et mesure mais en l'absence d'une constitution, afin de ne pas enfermer d'avance l'effervescence des possibles. Si la fonction du CE se configure dès lors comme intrinsèquement élastique, elle ne peut être accomplie que par une suite d'improvisations. Dans la circulaire du 15 octobre, il est dit explicitement sur le CE seulement qu'il « poursuivra la préparation et l'application, avec le concours de nos amis socialistes de toutes les nations⁹⁴⁸ », des résolutions parisiennes. Il est entendu que les délégués nationaux gardent le droit d'avancer des propositions, mais l'exécution concrète ne relève que du CE ; et s'ils sont obligatoirement consultés sur toute décision à prendre, le processus de navette transnationale est chapeauté par le CE. La circulaire fixe alors déjà son agenda des priorités, à savoir la mise en contact avec l'ensemble des organisations socialistes et la codification des résolutions internationales –. Mais par ses termes génériques, elle laisse planer un doute quant à la durée même de ce rôle d'impulsion que le CE s'est arrogé. Il paraîtrait en effet que celui-ci ne doive durer que pour cette phase de lancement du BSI, requérant des mesures urgentes à accomplir dans un certain ordre, mais rien n'est dit quant à la phase suivante, où l'institution est censée se routiniser. Cependant, c'est justement l'omniprésence du CE dans cette première phase qui va ensuite déterminer que le BSI, une fois devenu opérationnel, ne puisse plus se passer de lui. Une impression qui est d'autant plus renforcée par le fait que la circulaire « annonc[e] la constitution définitive⁹⁴⁹ » du BSI, tout en admettant juste après que certains partis n'ont pas encore procédé à leurs nominations : l'on suggère ainsi que le BSI est constitué car le CE l'est bel et bien. La seule clarification qui est

⁹⁴⁶ Voir Louis BERTRAND, *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830*, Bruxelles, Dechenne, t. II, 1907, p. 336.

⁹⁴⁷ HAUPT, *Camille Huysmans...*, *op. cit.*, p. 27.

⁹⁴⁸ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2302, f° 1-2, Circulaire du CE du BSI, 15 décembre 1900.

⁹⁴⁹ *Idem.*

apportée dès le début grâce aux démarches des Belges relève de la sémantique, ce dont ils ont besoin pour rendre mieux identifiable leur CE. Le terme de « comité international » employé par les résolutions parisiennes se transforme dans le libellé officiel de « Bureau socialiste international » dès la circulaire du 15 décembre, et celui de « secrétariat » devient « Comité exécutif » au sein duquel siège un « Secrétaire socialiste international ». Même si les militants et les journaux continuent parfois d'employer des libellés différents, une certaine rigueur lexicale s'impose progressivement, et culmine aux assises de 1904 lorsqu'il faut désormais distinguer entre comité exécutif et comité organisateur, et entre bureau international et bureau des séances.

Tandis que la résolution Van Kol attribue au secrétaire une responsabilité majeure dans l'institution centrale, les premières circulaires belges, sans en définir clairement le mandat, font ressortir un profil avant tout technique. La présentation de Serwy, déjà très expéditive, met en exergue éminemment ses compétences administratives. Ce qui laisse présager dès le début des incohérences, dans l'attribution des fonctions plus proprement politiques, entre le secrétaire et les deux autres membres du CE. Cette division hiérarchique du travail non plus n'est jamais inscrite noir sur blanc, mais va dépendre à la fois des dynamiques internes au sommet du POB et du degré de prestige transnational dont jouissent les trois figures du CE. En tout cas, le *Vorwärts* ne manque pas de remarquer que Serwy est beaucoup moins connu à l'étranger que les deux autres⁹⁵⁰. Son curriculum vitae⁹⁵¹ est davantage national et, surtout, il ne parle pas l'Allemand. Né en 1864 à Saint-Josse-ten-Noode, instituteur à Bruxelles depuis 1884, il avait pris part à la fondation du POB où il avait rapidement été chargé d'importantes missions de par sa capacité à rédiger des rapports, notes de synthèse et manuels d'organisation et de propagande. Il les signait souvent sous le pseudonyme de Zéo, dont un jeune Huysmans dit en 1898 qu'il « cache l'un des travailleurs les plus étonnant du parti ouvrier⁹⁵² ». En 1888, Serwy avait débuté une collaboration régulière avec *Le Peuple* et intégré le Conseil d'administration de la Maison du peuple, se chargeant de sa réorganisation. Occupant successivement entre 1889 et 1895 les postes de secrétaire de la Ligue ouvrière d'Ixelles et de la Fédération bruxelloise du POB, il avait intégré le CG du POB et s'était retrouvé, sans être candidat, au cœur de l'organisation de la première bataille électorale après la réforme du suffrage de 1893. Fondateur et rédacteur en

⁹⁵⁰ Voir *Vorwärts*, 20 novembre 1900, p. 3.

⁹⁵¹ Pour son autobiographie, voir Victor SERWY, *La coopération en Belgique*, Bruxelles, Propagateurs de la coopération, t. IV, 1952, p. 223-227.

⁹⁵² Camille HUYSMANS « Le Mouvement socialiste à l'étranger – Belgique », *Le Devenir social*, t. IV, 1898, p. 68.

chef depuis 1896 de la revue théorique du POB, *L'Avenir social*, il s'était orienté de plus en plus vers la coopération et l'organisation socialiste en milieu rural⁹⁵³. Se considérant comme un adepte de la première heure du « socialisme constructif⁹⁵⁴ » de Louis Bertrand, Serwy avait collaboré avec lui pour donner une cohérence institutionnelle sur des bases nationales à l'effervescence du mouvement coopératif du POB⁹⁵⁵, ce qui avait abouti en 1899 dans la création de la Fédération des sociétés coopératives socialistes belges⁹⁵⁶. Sans surprise, Serwy en était devenu le premier secrétaire-gérant, entouré d'un Conseil d'administration où siégeait Anseele lui-même et présidé par Bertrand, d'après qui :

« Si cette œuvre a prospéré et si elle s'est développée rapidement, c'est surtout à Victor Serwy qu'il faut l'attribuer. Ancien instituteur communal à Bruxelles, Victor Serwy quitta sa situation pour entrer au service de la Fédération, avec un traitement inférieur à celui qu'il aurait aujourd'hui comme instituteur. Ce qu'il a travaillé pour organiser la Fédération est inimaginable !⁹⁵⁷ ».

L'année suivante, Serwy avait aussi fait en sorte que la Fédération intégrât l'Alliance coopérative internationale (ACI)⁹⁵⁸. *Le Peuple* dira de lui, au moment de sa retraite en 1935, qu'il est « l'un des représentants de cette génération de réalisateurs, qui donnèrent au socialisme belge ses caractéristiques particulières, que nous envient bien souvent nos camarades étrangers⁹⁵⁹ ». Sa contribution à l'Internationale avait été bien plus intermittente, n'ayant participé qu'aux assises de 1891 et 1893 ainsi qu'à la conférence préparatoire de mai 1899, de manière très discrète d'ailleurs. Mais si le CG du POB finit par le choisir comme secrétaire du BSI, cela semble dû à trois ordres de raison. Premièrement, ni son dévouement, ni ses capacités d'organisateur et d'administrateur ne sont plus à prouver. Il a l'habitude de rédiger des rapports, préparer et animer des réunions, correspondre avec une pluralité d'acteurs, et se déplacer au besoin ; c'est d'ailleurs lui qui agit en qualité de secrétaire de la plupart des congrès du POB de la période et qui en établit les comptes rendus. La manière dont il avait réussi, malgré une situation financière très précaire, à fédérer des coopératives jalouses de leurs caractères locaux en avait impressionné plus d'un : on lui confie donc le secrétariat international avec l'espoir qu'il puisse en faire de même. En ce sens, en appréciant le choix de Serwy, le SPD aussi met en avant ses qualités d'administrateur des coopératives, d'« intelligent organisateur » et

⁹⁵³ Voir *L'Avenir social*, t. II, 1897, p. 293-296 ; t. V, 1900, p. 4-12 et p. 119-123.

⁹⁵⁴ SERWY, *La coopération en Belgique*, op. cit., t. IV, p. 227.

⁹⁵⁵ Voir SERWY, *La Coopération Socialiste Belge...*, op. cit., p. 82.

⁹⁵⁶ Voir *L'Avenir social*, t. V, 1900, p. 54-55 et p. 686.

⁹⁵⁷ Louis BERTRAND, *Histoire de la coopération en Belgique*, Bruxelles, Dechenne & Cie, t. II, 1901, p. 711.

⁹⁵⁸ Voir *L'Avenir social*, t. V, 1900, p. 294-295 et p. 388-394.

⁹⁵⁹ *Le Peuple*, 3 août 1935, p. 1.

« membre zélé »⁹⁶⁰ du parti, et s'attend à que son haut sens de responsabilité soit reproduit dans la manière de conduire l'institution transnationale⁹⁶¹. Deuxièmement, le profil de Serwy semble bien correspondre à l'esprit positiviste qui avait présidé les débats et les réceptions de la résolution Van Kol. Dans *L'Avenir social*, son recours aux chiffres et aux statistiques est omniprésent pour expliquer de façon presque mathématique l'intérêt à développer l'organisation ouvrière. Par ailleurs, outre qu'adopter dès le début le système d'indexation décimale et avoir largement recours tableaux, cartes, graphiques et diagrammes, sa revue fait preuve d'un goût érudit pour la compilation de savoirs. La rubrique « Faits Sociaux » que soigne Serwy lui-même est toujours ouverte par une citation de Liebknecht à propos de la puissance logique des faits. Convaincu qu'il convient de bâtir la doctrine socialiste sur des bases tellement palpables qu'elles seraient mesurables, Serwy ne manque pas d'exprimer son plein accord avec l'appel émis par Anseele en 1896 pour « des faits, des faits et encore des faits⁹⁶² ». Il maintient la même attitude dès lors qu'il s'occupe de mouvement ouvrier à l'étranger pour compte de la revue : il accomplit des séries de repérages statistiques et rédige des synthèses sur un éventail très large de faits sociaux puisés depuis une multitude de sources. Lorsqu'il s'occupe plus particulièrement de l'Internationale, il fait preuve d'une attention prononcée pour relater les données exactes sur les congrès des partis-frères, et relève systématiquement tous les éléments qui semblent indiquer un approfondissement institutionnel, étudiant dans le détail la rationalisation des structures, leur division du travail en fonction du type de mandat, leurs rapports avec la base militante, les modes de gestion financière, la pérennisation de pratiques telles les enquêtes, les referenda et les bulletins. Il est ainsi symptomatique que Vandervelde, inaugurant l'Exposition artistique socialiste à la Maison du peuple en janvier 1901, envisage déjà de confier à « l'activité ingénieuse et persévérante de notre cher et dévoué secrétaire » la préparation d'une Exposition du BSI pour démontrer « ici même, sous forme de diagrammes, de tableaux et de photographies, l'œuvre mondiale de la démocratie socialiste »⁹⁶³. Serwy rédigeant aussi très souvent la rubrique bibliographique de *L'Avenir social*, cela nous fournit un aperçu de la richesse de ses lectures. Au tournant de 1900, il a un bagage de connaissances impressionnant quant aux dynamiques idéologiques et organisationnelles des partenaires étrangers, sans pour autant s'en mêler directement. Et en effet, troisièmement, ce travailleur de la pénombre est à l'aise avec sa posture en retrait : cheville ouvrière plutôt que tribun, il est

⁹⁶⁰ *Vorwärts*, 20 novembre 1900, p. 3.

⁹⁶¹ Voir *Vorwärts*, 21 octobre 1900, p. 3.

⁹⁶² *L'Avenir social*, t. I, 1896, p. 209-210.

⁹⁶³ Charles RAPPOPORT, « Revue des livres », *La Revue socialiste*, t. XXXIII, 1901, p. 371-372.

dépourvu de toute manie de protagonisme – et il est même difficile de retrouver des photographies le représentant⁹⁶⁴ –. Il ne risque donc d'éclipser ni Anseele et Vandervelde, ni les éminents meneurs étrangers que l'on sait déjà qu'iront composer le BSI. Par exemple, c'était Vandervelde seul qui avait signé *La Propriété foncière en Belgique* en 1900, mais l'ouvrage n'aurait pas été possible sans le travail de renseignement et de statistique réalisé de concert avec Serwy les deux années précédentes. Sa neutralité pragmatique à l'égard des querelles doctrinaires le fait apprécier tant par les orthodoxes que par les révisionnistes ; et par son caractère pacifique et aimable⁹⁶⁵, il apparaît comme une figure consensuelle apte à jouer le rôle impersonnel que l'on s'attend d'un simple serviteur de l'Internationale. Le POB voit donc en lui la personne la plus susceptible d'accepter ces « peines sans profit⁹⁶⁶ » dont parlait le premier secrétaire international des chapeliers en 1893, voire de travailler jusqu'à 14 heures/jour comme le faisait remarquer le secrétaire de l'*International Metalworkers Federation* (IMF) en 1900⁹⁶⁷. Et ce, alors même que Serwy est un illustre inconnu aux yeux d'une bonne partie de meneurs étrangers, tant que parfois la presse militante le confond avec son frère ou se trompe de prénom⁹⁶⁸. Mais c'est aussi précisément cette indifférence à son égard, couplée à son profil plus administratif que politique, qui explique en retour le besoin de lui adjoindre d'autres meneurs. Sa force étant aussi sa faiblesse, Serwy apparaît comme le point d'équilibre : il a besoin d'Anseele et Vandervelde pour que son travail administratif jouisse d'une plus grande légitimité politique, et en retour il est à même de se dévouer au secrétariat tout en laissant les honneurs à d'autres. Ce qui apparaît déjà le 31 décembre 1900, pendant la Fête du Nouvel An et du Nouveau siècle à la Maison du Peuple, lorsque c'est Vandervelde qui s'exprime au nom du BSI pour lui donner son baptême en célébrant « ce soir l'établissement définitif de la nouvelle Internationale⁹⁶⁹ ».

⁹⁶⁴ Pour les rares exceptions, cf. *Le Peuple*, 30 décembre 1902, p. 1 ; 3 août 1935, p. 1.

⁹⁶⁵ « Il était impossible de connaître l'homme sans l'aimer tant son large sourire et son accueil toujours affable faisaient sentir à tous quel esprit de compréhension et quelle bonté humaine étaient en lui », cf. Bernard LAVERGNE, « Un monument élevé en l'honneur de la Coopération belge », *Revue des études coopératives*, vol. 25, n° 93, 1953, p. 178.

⁹⁶⁶ *Le Parti ouvrier*, 23 octobre 1893 p. 3.

⁹⁶⁷ Voir P. FOREST, « Congrès International de la Métallurgie », *La Petite République*, 23 septembre 1900, p. 2.

⁹⁶⁸ Voir par exemple *Het Volk*, 17 novembre 1900, p. 1, qui parle d'un « George Serwy ».

⁹⁶⁹ [Émile VANDERVELDE], « Le Siècle des Ouvriers », *Le Peuple*, 1^{er} janvier 1901, p. 1.

b) Une institution extensible mais qui s'éparpille

Par l'invention du CE, les Belges ont déjà démontré qu'ils considèrent que l'organigramme du BSI ne doit pas rester figé à la lettre de résolutions parisiennes. Ils vont donc continuer d'interpréter celles-ci à leur guise, mettant en avant, dans l'enthousiasme des premiers mois, l'idée d'une institution fondamentalement ductile. Le CE n'hésite pas à demander immédiatement aux partis affiliés d'avancer des propositions pour « rendre efficace et considérable l'action de notre Bureau⁹⁷⁰ ». Et en attendant, il introduit lui-même une autre nouveauté dans la manière de concevoir le mode opératoire pour les correspondances. La circulaire du 31 octobre 1900 esquisse en effet les contours d'un système radial, préféré à un fonctionnement binaire entre le centre et un seul référent par périphérie. Dans la liste d'interlocuteurs directs du CE sont mentionnés en effet, à côté des délégués nationaux du BSI, les rédactions des organes de presse militante, les secrétaires et trésoriers des partis, ainsi que leurs secrétaires-correspondants (ou correspondants pour l'étranger). Cette multiplication de référents nationaux n'est guère perçue comme problématique, puisque l'on part du principe que tous sont soumis à la discipline de parti et qu'ils ne parleront qu'en son nom. Elle n'est donc pas prévue pour récolter des avis différents au sein d'un même parti, mais surtout pour rendre plus efficaces les démarches du CE, les assurant, d'une part, d'être effectivement portées à la connaissance des décideurs nationaux, et d'autre part, d'être plus rapides en sachant à qui s'adresser en particulier en fonction du sujet. Il est entendu notamment qu'en matière financière, Anseele pourra saisir directement les trésoriers nationaux, et vice-versa, sans passer par l'intermédiaire des délégués nationaux du BSI.

Or, pendant que le CE étire les fondements du BSI pensant par-là de le consolider au plus vite, il finit par négliger l'exécution d'une partie des résolutions parisiennes, tant que fin 1904 l'institution apparaît déjà paradoxalement polycentrique, voire morcelée. C'est en premier lieu le cas de son siège lui-même. La mise à disposition de la Maison du peuple n'est qu'une simple formalité, expédiée aisément entre son Conseil d'administration et le CG du POB, d'autant plus que la coopérative se porte particulièrement bien financièrement⁹⁷¹. Une salle est mise à disposition des archives du BSI, et il est entendu que lorsque celui-ci se réunira, il pourra profiter de toute une série de services annexes comme l'accès à la boulangerie coopérative, au

⁹⁷⁰ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2302, f° 1-2, Circulaire du CE du BSI, 15 décembre 1900.

⁹⁷¹ Voir *L'Avenir social*, t. V, 1900, p. 625-631.

café-bistrot du rez-de-chaussée, à la salle de théâtre ou encore au hall du dernier étage ayant une capacité de 2.000 personnes (et qui va bientôt être équipée de matériel dernier cri pour des projections cinématographiques). Cependant, partant du principe qu'en tant que meneurs du POB, Anseele, Vandervelde et Serwy disposent d'un accès incondtionnel à la Maison du peuple, aucun local n'est prévu *ad hoc* pour les activités du CE : l'on considère que, au besoin, ils auront droit à occuper des espaces comme ils pouvaient déjà le faire au titre de leur implication dans le mouvement ouvrier belge. De ce fait, si les réunions de travail du CE se tiennent effectivement le plus souvent à la Maison du peuple, le reste du temps ce 17 rue Joseph Stevens n'est guère « le centre où se condense l'activité socialiste du monde entier⁹⁷² » comme l'espérait De Brouckère, mais plutôt une adresse postale à laquelle Serwy se rend régulièrement pour récupérer son courrier à la mi-chemin entre son domicile (sis 28 rue du Portugal) et son lieu de travail principal qu'est jusqu'en 1902 l'administration de *L'Avenir social* (sise 35 rue des Sables). Vandervelde habite à La Hulpe, un village au Sud de l'agglomération bruxelloise : s'il est très souvent dans la capitale, ses multiples responsabilités absorbent le gros de son temps, et sa fonction purement cérémoniale, voire indéfinie au sein du CE fait qu'il n'y ait nul besoin de lui prévoir des espaces à cet effet à la Maison du peuple. Quant à Anseele, il est moins souvent à Bruxelles du fait de ses différentes occupations à Gand. Ainsi, pour des raisons pratiques, il préfère exercer les fonctions de trésorerie directement à son domicile, sis 78 rue du Jambon – ce que la circulaire du 15 décembre 1900 notifie officiellement en demandant aux partis d'envoyer leur quote-part directement chez lui à Gand –. En somme, en tant qu'institution, le CE n'est que théoriquement fixé à la Maison du peuple, mais ses fonctions sont exercées de manière décentralisée. Ce schéma se confirme, tout en se complexifiant, lorsque Serwy commence à travailler de plus en plus fréquemment au siège de la fédération des coopératives socialistes, installé en 1902 au 63 rue Heyvaert, à 2 km de la Maison du peuple⁹⁷³. Entre mars 1903 et février 1905, c'est cette adresse qui figure dans l'en-tête des lettres qu'il envoie en tant que secrétaire international (parfois indiqué comme « Secrétariat général », « Département du secrétariat » ou « Office du secrétariat » pour le distinguer du CE), et c'est ici même qu'il déplace les archives du BSI. Si auparavant Serwy avait maintenu un faux-semblant en indiquant comme adresse le 17 rue Joseph Stevens même s'il n'y était pas, il consacre désormais officiellement le détachement entre siège institutionnel du BSI et siège opérationnel du secrétaire. En somme, à la veille de l'arrivée de Huysmans en février 1905, le

⁹⁷² DE BROUCKÈRE, « Pour le S.U. », art. cit., p. 1

⁹⁷³ Voir *L'Avenir social*, t. VII, 1902, p. 428.

BSI a en réalité trois sièges : la Maison du peuple pour ses plénières et pour les entrevues du CE, les locaux de la fédération coopérative pour l'activité du secrétaire, et les archives, et le domicile d'Anseele pour la trésorerie.

Les tâtonnements institutionnels caractérisent également le mandat que le BSI avait reçu à Paris quant au socialisme municipal, puisque son initiateur lui-même, Vinck, expérimente à la fois des difficultés au plan national et un certain isolement au sein de l'Internationale. Au congrès des conseillers municipaux du POB du 26 mai 1901⁹⁷⁴, son rapport introductif déplore non seulement le manque de ressources de sa jeune Fédération nationale des conseillers socialistes, mais aussi le fait qu'aux assises parisiennes les Belges aient été les seuls à fournir un rapport détaillé sur leur activité communale. Au congrès du POB de mai 1902, le constat est le même : sa fédération municipale souffre de problèmes structurels d'adhésion, d'investissement et de manque de fonds empiétant gravement sur le travail de son secrétaire permanent⁹⁷⁵. Ainsi, puisque les partis-frères sont très en retard dans la constitution de fédérations municipales similaires, et que les relations transnationales dans ce domaine ne sont donc pas encore près de se formaliser, c'est le congrès du POB lui-même qui décide d'enterrer la mise en œuvre de la résolution parisienne. Il préfère en effet se recentrer sur des objectifs nationaux, afin tout d'abord de permettre à sa propre fédération municipale de dépasser son stade d'existence éphémère. Si depuis l'étranger personne ne lève le petit doigt contre cette volte-face, Anseele et Vandervelde sont tout aussi passifs. Avant 1902, ils semblent attendre un signal de Vinck ou de Terwagne pour se mettre au travail, mais par la suite ils se rallient tout simplement aux priorités définies par leur parti. Au CG du POB, à ses congrès et à ceux de sa fédération municipale, toute référence à une éventuelle entremise du BSI en matière communale est simplement absente, même dès lors qu'en octobre 1902 Anseele est élu au comité national de la fédération municipale⁹⁷⁶, ou qu'en septembre 1903 celle-ci discute des perspectives à poser au congrès international d'Amsterdam⁹⁷⁷. Seul Serwy paraît se rappeler du mandat formel reçu par le BSI, mais ses interventions à ce propos sont particulièrement intermittentes, et manquent surtout d'un objectif affiché pouvant leur conférer une cohérence d'ensemble. Si les difficultés du POB rayent effectivement la perspective d'un congrès international d'élus municipaux socialistes, Serwy ne parvient pas à élaborer d'autres objectifs pouvant justifier son

⁹⁷⁴ Pour un compte-rendu, cf. *L'Avenir social*, t. VI, 1901, p. 336-345.

⁹⁷⁵ Voir *L'Avenir social*, t. VII, 1902, p. 203-207.

⁹⁷⁶ Voir Victor ERNEST, « Congrès national des Conseillers communaux socialistes », *L'Avenir social*, t. VII, 1902, p. 633-647.

⁹⁷⁷ Voir *L'Avenir social*, t. VIII, 1903, p. 440.

entremise dans les questions communales auprès des partis affiliés et en vue de les mobiliser à plus long terme autour de campagnes communes. Il se focalise alors, mais sans grand enthousiasme, sur l'autre volet de la résolution parisienne, à savoir que le BSI aurait dû fonctionner comme un organe de liaison également sur les questions communales. Au bout de deux ans de silence en la matière, Serwy se borne à informer la II^e plénière de 1902 d'avoir recueilli « les revendications municipales des socialistes des différentes nationalités ⁹⁷⁸ ». Toutefois, il a accompli ce travail dans le cadre d'un projet plus vaste de collecte de renseignements censée aboutir à la première publication d'un répertoire technique du BSI. La collecte d'informations municipales n'en était donc pas l'objectif principal et, une fois ce projet de répertoire abandonné, la documentation reçue finit aux oubliettes dans les archives du BSI. Le moyen employé par le secrétaire pour donner une quelque ampleur transnationale aux réalisations locales des partis affiliés repose surtout sur son travail à *L'Avenir social*. Sa rubrique « Activité municipale », en effet, d'une part s'ouvre de plus en plus aux renseignements reçus par Serwy depuis l'étranger, et d'autre part devient en 1903 le bulletin officiel de la fédération municipale du POB. Jonglant sur ces deux dimensions et sur le rôle de bulletin officieux du BSI que la revue belge recouvre déjà, Serwy y trouve une solution hybride pour traiter de socialisme municipal d'un point de vue transnational, sans pour autant s'acquitter réellement de la tâche de faire fonctionner le Bureau comme un organe de liaison, puisque sa démarche demeure essentiellement informative et non corrélative. Enfin, entre la III^e et la IV^e plénière, le BSI va renoncer ouvertement à favoriser un approfondissement théorique et pratique de l'Internationale en matière municipale. En effet, les délégués décident d'éliminer de l'agenda du congrès d'Amsterdam les points *Commerce municipal des boissons*, proposé par la *Fabian Society*, et *Socialisme et activité municipale*, proposé par l'ILP. Les assises amstellodamoises ne discutant guère des orientations de l'Internationale en la matière, aucun bilan de la non-exécution de la résolution parisienne n'est tiré. L'affaire semble close : il est encore trop tôt pour que le BSI puisse fonctionner comme institution centrale des conseillers municipaux et coordonner des initiatives politiques en ce sens. Serwy ne tentera plus rien par la suite, et Huysmans aussi se montrera peu novateur.

Si en matière municipale l'on assiste à un renoncement progressif, pour ce qui est de la commission interparlementaire c'est plutôt une expropriation institutionnelle qui se produit aux dépens des Belges après des années de tâtonnements. Le CE ne prend aucune initiative sur la

⁹⁷⁸ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 60.

base de la résolution parisienne jusqu'à la I^e plénière de 1901, lorsqu'est répété le principe selon lequel le BSI devra s'adjoindre « un Comité interparlementaire [...] formé des secrétaires des groupes ou fractions de groupes socialistes des Parlements⁹⁷⁹ ». Mais étant donné que la prérogative de nommer en voie définitive des délégués à cet effet ne relève pas du BSI mais des groupes parlementaires nationaux, la plénière ne peut que jouer à désigner une poignée de délégués provisoires, les puisant à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du BSI⁹⁸⁰, et inviter les autres partis à choisir les leurs. La II^e plénière de 1902 révèle que cette démarche a été éphémère et n'enregistre aucune avancée, puisque le rapport d'activité de Serwy ne fait que réitérer le contenu de la résolution adoptée à Paris déjà depuis deux ans⁹⁸¹. Bien que le secrétaire continue d'échanger régulièrement avec les partis pour s'enquérir de leurs élus⁹⁸², le stade d'*institution-building* dans lequel se trouve la commission est tout sauf clair avant le congrès d'Amsterdam, surtout outre-Atlantique où le *Wilshire's Magazine* écrit en janvier 1904 qu'« une commission interparlementaire est désormais constituée⁹⁸³ ». Mais un mois plus tard, à la IV^e plénière, il est bien précisé que celle-ci est encore considérée comme « en voie de formation⁹⁸⁴ ». Serwy rapporte d'une nouvelle composition⁹⁸⁵ tout aussi provisoire et partielle que celle de 1901, et se plaint que d'importants partis, dont le SPD et le SDAP-Ö, n'ont toujours pas fait part de nomination officielle. Le CE procède ainsi de la manière exactement contraire à ce qu'il avait fait à l'automne 1900, lorsqu'il avait décrété l'installation officielle du BSI avant même de disposer d'une liste complète de délégués définitifs. Si bien sûr les raisons de ce revirement attentiste se trouvent dans les difficultés politiques qu'il avait expérimentées depuis lors, il finit par être victime d'un cercle vicieux, puisque si les délégués provisoires de la commission attendent de lui le signal pour se mettre à l'œuvre, celui-ci attend que ce soient eux qui se montrent proactifs pour une institution qui existe pour l'instant seulement en théorie. Ce n'est donc qu'une personne extérieure à la fois au CE et à la commission qui puisse débloquer la situation, et en l'occurrence c'est Vaillant (officiellement au nom de Sembat⁹⁸⁶) qui suggère à la IV^e plénière que l'on se mette au moins d'accord sur la date d'une première réunion

⁹⁷⁹ *La Petite République*, 1^{er} janvier 1902, p. 1.

⁹⁸⁰ Singer (Allemagne), Déjante et Devès (France), Vandervelde (Belgique), Van Kol (Pays-Bas), Keir Hardie (Grande-Bretagne), Costa (Italie).

⁹⁸¹ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International*..., *op. cit.*, p. 58.

⁹⁸² Voir par exemple AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2298, f° 1, Lettre de J. Weltner à V. Serwy, 28 août 1903.

⁹⁸³ *Wilshire's Magazine*, vol. 6, n° 1, janvier 1904, p. 183.

⁹⁸⁴ HAUPT, *Bureau Socialiste International*..., *op. cit.*, p. 96.

⁹⁸⁵ Keir Hardie (Grande-Bretagne), Furnémont (Belgique), Rouanet et Sembat (France), Troelstra et Van Kol (Pays-Bas), Branting (Suède).

⁹⁸⁶ Voir à son propos André MORIZET, « Le congrès d'Amsterdam », *Le Mouvement socialiste*, n° 139-140, 1904, p. 387.

interparlementaire. Une fois acté, sous proposition de Singer, que cette entrevue se tiendra durant les assises de 1904⁹⁸⁷, la plénière peut définir une série de questions de principe sur lesquelles ces mêmes assises devront statuer de manière souveraine, afin de clarifier les rapports institutionnels entre BSI et commission⁹⁸⁸. L'on se demande notamment si les membres de la commission doivent être convoqués à chaque réunion du BSI, s'ils y auront droit de vote ou seulement voix consultative, et combien de délégués par nationalité peuvent siéger à la commission (la même règle que pour le BSI ne s'appliquant pas forcément). Serwy est mandaté pour convoquer la réunion d'élus et, dans son rapport introductif à la V^e plénière d'août 1904, à la veille du congrès, il se fait un plaisir d'annoncer que « la Commission socialiste interparlementaire a enfin été constituée⁹⁸⁹ ». Mais dans les faits, la seule nouveauté est que le SPD ait désormais délégué officiellement Auer et Singer. Mais quant aux autres retardataires, les délais semblent même se rallonger, les partis suisse et autrichien annonçant notamment que le choix de leurs délégués se fera seulement à l'occasion de la réunion suivante de leurs groupes parlementaires. Ce sont alors les deux délégués néerlandais du BSI qui prennent les choses en main, jonglant sur la double investiture nationale et transnationale dont ils peuvent profiter le temps du congrès d'Amsterdam : Troelstra en tant que représentant officiel du BSI au sein du comité organisateur, et Van Kol en tant que président de l'ensemble des séances plénières du congrès. Le matin du 19 août, c'est Troelstra qui annonce que la réunion interparlementaire se tiendra le soir même au café du Palais royal⁹⁹⁰. Le lendemain, c'est Van Kol qui expose et fait adopter aux congressistes les décisions prises à l'entrevue (où les Allemands étaient absents suite à un malentendu) sur l'institution d'une Commission interparlementaire socialiste (CIS) :

« Les représentants des différents groupes parlementaires formeront entre eux une commission dans laquelle sera choisi un secrétaire international. Celui-ci se mettra en rapport avec les secrétaires correspondants de toutes les fractions. Chaque pays nommera pour la Commission interparlementaire deux délégués. Le siège du secrétariat interparlementaire sera la Hollande et les camarades hollandais chercheront la personne compétente. Les réunions se tiendront dans les capitales des grands pays. Si des pays voisins, comme la France et l'Italie, introduisent une même proposition, pour un but indiqué, le secrétaire international convoquera une conférence. Le bureau

⁹⁸⁷ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., note n° 2, p. 100.

⁹⁸⁸ *Ibidem*, p. 100-101 ; p. 111.

⁹⁸⁹ *Ibidem*, p. 108.

⁹⁹⁰ Voir *Sixième Congrès Socialiste International tenu à Amsterdam du 14 au 20 août 1904. Compte rendu analytique publié par le Secrétariat Socialiste International*, Bruxelles, BSI, 1904, p. 59.

international croit que de cette manière il sera possible de s'occuper plus facilement des intérêts du prolétariat international, [...] notamment par des manifestations communes⁹⁹¹ ».

On le voit, la CIS s'écarte sensiblement tant des résolutions des assises de 1896 et 1900, que des quelques mesures prises par le BSI jusqu'alors. En effet, elle se centralise en même temps qu'elle s'autonomise du BSI : elle siège aux Pays-Bas plutôt qu'à Bruxelles (Amsterdam aurait été désignée informellement à cet effet déjà durant le congrès⁹⁹²), et dispose d'un secrétaire à part entière, dont rien n'est dit quant à ses rapports avec celui du BSI. Si l'organigramme de la CIS présente des similitudes avec celui du BSI, deux nouveautés sont introduites au niveau du fonctionnement : un principe de réunions plénières nomades et la possibilité de « réunions restreintes à quelques nations spéciales⁹⁹³ ». D'ailleurs, contrairement à la résolution parisienne, le principe même de réunion physique est clairement posé dès le départ pour la CIS. Par contre, bien que l'on lui reconnaisse un droit d'impulsion d'initiatives transnationales, rien n'est dit explicitement sur les sujets qu'elle devra traiter. Si des remous ont eu lieu en coulisses vis-à-vis de l'expropriation subie par les Belges, et que certains observateurs s'étonnent du détachement formel entre CIS et BSI⁹⁹⁴, une unanimité de façade est maintenue avec discipline durant le congrès, tant que la question ne soulève presque aucun débat et que sa réception dans la presse militante se borne à mesurer la valeur de cet organe. Ainsi, Albert Thomas⁹⁹⁵ et André Morizet⁹⁹⁶ partagent le constat qu'il vient compléter logiquement les rouages de l'Internationale, puisque la difficulté grandissante des questions traitées par celle-ci doit s'accompagner de son perfectionnement institutionnel. Au sortir des assises, le groupe parlementaire du SDAP-N se calque sur ce qu'avait fait le CG du POB en 1900, se constituant en tant que « Comité exécutif provisoire » de la CIS⁹⁹⁷ pour démarrer d'autorité l'*institution-building*. Gerrit Mannoury envoie déjà le 27 août 1904 une première circulaire au nom de Troelstra et de Van Kol aux groupes parlementaires étrangers pour les inviter à adhérer, à fournir leurs listes d'élus et à désigner un secrétaire-correspondant⁹⁹⁸. Des réponses positives sont reçues par l'Allemagne, la Belgique, la France, la Suisse, l'Italie et la Norvège, tandis que d'autres comme les Danois choisissent de n'adhérer que provisoirement en attendant que le

⁹⁹¹ *Ibidem*, p. 117-118.

⁹⁹² Voir MORIZET, « Le congrès d'Amsterdam », art. cit., p. 387.

⁹⁹³ HAUPT, *Bureau Socialiste International*..., op. cit., note n° 1, p. 216.

⁹⁹⁴ Voir *International Socialist Review*, vol. 5, 1904-1905, p. 231.

⁹⁹⁵ THOMAS, « Le Congrès d'Amsterdam », art. cit., p. 286.

⁹⁹⁶ MORIZET, « Le congrès d'Amsterdam », art. cit., p. 388.

⁹⁹⁷ Voir *Commission Interparlementaire Socialiste [CIS]. Première réunion plénière à Londres, juillet 17, 18, 19, 1906, Rapports. Projet d'organisations*, [s.l.], [s.n.], 1906, p. 1.

⁹⁹⁸ Voir FMSH, Fonds Haupt, 8D3/3/1, Circulaire de G. Mannoury, 27 août 1904.

fonctionnement de la CIS soit mieux défini⁹⁹⁹. C'est encore le SDAP-N qui décide de l'adoption des trois langues d'usage de l'Internationale pour les travaux de la CIS, tout en admettant la réception de documents officiels en Italien aussi. En novembre, le parti mandate l'Assemblée générale du *Sociaaldemocratische Studieclub* d'Amsterdam de constituer un « Bureau d'information » chargé de l'administration courante de la CIS à son local sis 4 Cornelis Schuytstraat. Gerrit Mannoury¹⁰⁰⁰, premier secrétaire du *Studieclub*, est choisi pour occuper le poste de secrétaire de la CIS. Son profil se rapproche à bien des égards de celui de Serwy. Mathématicien et comptable de formation, il fait preuve lui aussi d'un goût prononcé pour la compilation de faits et de chiffres afin de démontrer la puissance du socialisme¹⁰⁰¹. Ni théoricien ni tribun, il est avant tout un organisateur et un homme de sciences : il figure parmi les membres de la première heure du groupe d'intellectuels de l'aile gauche du SDAP-N qui avaient impulsé en septembre 1901 la création du *Studieclub* en tant que « bureau scientifique » du parti, censé former des cadres par la tenue de conférences, l'installation d'une bibliothèque, la publication de catalogues raisonnés d'articles de presse, et l'organisation d'enquêtes. Le *Studieclub* était saisi régulièrement par le groupe parlementaire du SDAP-N pour qu'il lui procure des renseignements et des statistiques fiables durant la préparation d'interpellations. L'autonomisation de la CIS vis-à-vis du BSI est consacrée à la VI^e plénière de janvier 1905, lorsque d'une part Mannoury la saisit simplement pour mettre au courant le BSI des démarches entreprises par les Néerlandais depuis août 1904¹⁰⁰², et que Van Kol annonce que les documents parlementaires doivent désormais être transmis et centralisés au *Studieclub*.

c) Le bulletin international : un repli national

Le climat optimiste dans lequel les Belges entament l'*institution-building* fait que non seulement ils interprètent à leur guise le mandat formellement reçu, mais aussi qu'ils s'inventent

⁹⁹⁹ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2328, f° 93-94, Lettre de P. Knudsen à G. Mannoury, 16 novembre 1904.

¹⁰⁰⁰ Voir à son propos Ger HARMSSEN, Gerrit VOERMAN, « Gerrit Mannoury », in *Biografisch Woordenboek van het Socialisme en de Arbeidersbeweging in Nederland*, Amsterdam, Stichting Beheer IISG, vol. 7, 1998, p. 137-141. Voir aussi Jan H. STEGEMAN, *Gerrit Mannoury: A Bibliography*, Tilburg, Tilburg University Press, 1992.

¹⁰⁰¹ Voir Luc BERGMANS, « Gerrit Mannoury and his Fellow Significians on Mathematics and Mysticism », in Teun KOETSIER, Luc BERGMANS (dir.), *Mathematics and the Divine: A Historical study*, Amsterdam, Elsevier, 2005, p. 549-568.

¹⁰⁰² Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2299, f° 1-3, Lettre de G. Mannoury au CE du BSI, 13 janvier 1905.

de toute pièce des domaines de compétence à propos desquels les résolutions parisiennes étaient restées silencieuses. Si le projet de faire ouvrir au BSI « une école internationale de socialisme¹⁰⁰³ » est rapidement abandonné, la perspective d'éditer un bulletin international, qui avait hanté les congrès tant avant qu'après 1889, va connaître une série de péripéties avant de se solder par un repli national. L'idée est déjà évoquée *ex nihilo* dans les réceptions des résolutions parisiennes, notamment par *El Socialista* qui inclut dans les « grands projets » que l'on s'attend du BSI « les publications périodiques en trois ou quatre langues »¹⁰⁰⁴. Le *Vorwärts* annonce déjà en janvier 1901 qu'il y aurait l'intention de publier bientôt un bulletin périodique contenant des rapports sur les faits principaux concernant les partis, les syndicats, les coopératives, les grèves et la législation sociale¹⁰⁰⁵. Il semble donc aller de soi que, maintenant qu'elle est constituée, l'institution centrale doive se donner les moyens d'accomplir son rôle informatif non seulement par des correspondances, mais aussi par un organe de presse public. D'autre part, en vue d'asseoir la légitimité et le suivi de l'institution qu'il anime, le CE a besoin d'une pratique de publication officielle des actes du BSI, y compris pour qu'ils ne soient pas victimes de malentendus issus de traductions erronées. Il reste néanmoins à définir si cette transmission univoque de l'expression institutionnelle se déclinerait de manière centralisée ou décentralisée. En d'autres termes, il s'agit de savoir si le CE devrait lancer *ex nihilo* un support *ad hoc* afin de centraliser en ses mains la communication, ou s'il devrait se contenter de faire publier sa documentation dans les presses socialistes nationales, quitte à ne pas avoir de contrôle sur la manière dont ses communications y seront effectivement relatées. Une question d'autant plus épineuse que le budget du BSI discuté à Paris ne prenait pas en compte les dépenses pour un éventuel organe de presse.

Un premier projet de bulletin centralisé est soumis par Lavigne le 11 avril 1901, qui précise que le premier numéro devrait contenir « les documents constitutifs du Comité international, [...] la liste et les adresses des délégués au BSI, ainsi que celle de chaque Parti et organisation affiliés¹⁰⁰⁶ ». Le CE inscrit alors cette question à l'ordre du jour provisoire de la I^e plénière, mais rajoute :

¹⁰⁰³ *Le Peuple*, 7 février 1901, p. 1.

¹⁰⁰⁴ *El Socialista*, 19 octobre 1900, p. 1.

¹⁰⁰⁵ Voir *Vorwärts*, 24 janvier 1901, p. 4.

¹⁰⁰⁶ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, note n° 18, p. 81.

« En attendant qu'il soit possible de publier un bulletin international, nous ferons paraître dans *Le Peuple*, l'organe du Parti ouvrier belge, les communications les plus intéressantes que nous aurons reçues et que nous jugerons utiles à être connues du monde socialiste¹⁰⁰⁷ ».

Ce choix est symptomatique de la perméabilité de la frontière entre mandats national et transnational des membres du CE, qui est d'autant plus visible dans cette phase de lancement où le national se remplace au transnational pour gagner du temps et des énergies. Ainsi, dans un contexte où rien n'est moins sûr que le fait qu'un jour le BSI puisse tenir effectivement une réunion physique, le CE trouve d'autorité un palliatif au cas où la motion Lavigne ne devait même pas être discutée. C'est au prisme de ce principe de précaution qu'il opte *illico* pour une formule de compromis : sélectionner et insérer lui-même les communications de l'institution transnationale dans une rubrique périodique *ad hoc* du quotidien national de son propre parti. Si néanmoins Rebérioux peut relever qu'« on est même allé jusqu'à dire que *Le Peuple* a joué le rôle de journal semi-officiel de l'Internationale¹⁰⁰⁸ », c'est parce que, bien qu'explicitement conçue comme étant temporaire, la formule du CE va devenir la règle générale. Elle est en effet bien accueillie à l'étranger, et prise dès lors comme modèle pour des évolutions ultérieures. Le SPD annonce certes son accord avec un bulletin centralisé, mais il dit aussi lui préférer la formule du CE, tant qu'il songe à la pérenniser à travers diverses déclinaisons linguistiques, comme l'exprime Kautsky en mai 1901 :

« Le meilleur organe du Bureau sera *Le Peuple*. Mais mes amis ne sont pas opposés à un bulletin international, paraissant en cas nécessaire. Je me permets personnellement de vous annoncer, que je serais très heureux, si vous voudriez, [de] faire paraître dans la *Neue Zeit* vos communications, qui sont trop larges pour la presse quotidienne. La *Neue Zeit*, pourra en ce cas accomplir les fonctions d'un bulletin international pour les pays de langue allemande. Il faudra seulement un bulletin français et, peut-être, anglais¹⁰⁰⁹ ».

Dès juin 1901, Serwy commence effectivement à publier à d'intervalles irréguliers dans *Le Peuple* une rubrique libellée « Bulletin Socialiste International », le plus souvent en première page. Si les actes officiels du CE sont peu nombreux, nous y trouvons avant tout une multitude de notes et rapports reçus de la part des partis nationaux¹⁰¹⁰. En décembre, faute de réussir à concorder des finances supplémentaires, la I^e plénière enterre la motion Lavigne et acte un

¹⁰⁰⁷ *La Petite République*, 22 mai 1901, p. 1.

¹⁰⁰⁸ REBÉRIOUX, « Parti ouvrier belge... », art. cit., p. 25.

¹⁰⁰⁹ IISG, Karl Kautsky Papers, G3-8-15, Lettre de K. Kautsky au CE du BSI, 25 mai 1901.

¹⁰¹⁰ Pour le répertoire des 27 premiers bulletins du BSI parus dans *Le Peuple* de juin à décembre 1901, cf. HAUPT, *La Deuxième Internationale 1889-1914...*, op. cit., p. 285.

principe de bulletin décentralisé. D'une part, le CE voit réconfortée la prérogative qu'il s'était attribuée de gérer la communication officielle de tout le Bureau, puisqu'il est acté qu'il peut continuer de faire paraître de temps à autre son bulletin dans *Le Peuple*. D'autre part, la plénière entérine le projet de Kautsky : considérant que le bulletin devrait être publié au moins en quatre langues (Français, Anglais, Allemand et Néerlandais), elle charge le CE de lancer un appel aux revues socialistes pour qu'elles accueillent systématiquement les communications du BSI. Une liste d'interlocuteurs potentiels est fixée par la même occasion : elle comprend *Die Neue Zeit* pour l'Allemagne, *Die Nieuwe Tijd* pour les Pays-Bas, *The Social-Democrat* pour la Grande-Bretagne, *Le Mouvement socialiste* pour la France, *L'Avenir social* pour la Belgique ; pour les autres pays, il est entendu que les secrétaires des partis se réserveront le droit de désigner les revues qui entreront en rapports directs avec le CE. En complément, la plénière décide aussi que le CE s'adressera directement aux quotidiens socialistes seulement pour les communications urgentes¹⁰¹¹. Il est admis en tout cas que ce mode de fonctionnement peut évoluer, comme le note le *Vorwärts* dans son compte-rendu : « L'expérience doit prouver si cela suffit ou si une publication du secrétariat international est nécessaire¹⁰¹² ».

Le schéma *top down* adopté à la I^e plénière installe ainsi un système de communication unidirectionnelle sur la base d'exigences de clarté publicitaire. Pour que les documents du BSI soient interprétés de façon cohérente par la multitude d'acteurs du mouvement, le CE doit les publier directement dans *Le Peuple* et les envoyer en même temps à une seule revue par pays, qui doit les traduire et les publier à son tour, pour qu'enfin le reste de la presse puisse les relayer à son niveau mais dans une version désormais officiellement établie. Mais bien qu'adopté déjà par défaut, ce schéma se révèle finalement même trop ambitieux. La *Neue Zeit*, la *Nieuwe Tijd* et le *Social-Democrat* ne procèdent que de façon irrégulière à la publication du bulletin du *Peuple*. Quant au *Mouvement socialiste*, la rédaction annonce son intention d'insérer systématiquement les communications reçues depuis Bruxelles¹⁰¹³, et inaugure en effet dans sa « Partie officielle » une rubrique spécialement dédiée au BSI, mais la tendance syndicaliste-révolutionnaire de la revue rend cette promesse rapidement caduque¹⁰¹⁴. C'est donc le plus souvent *La Revue socialiste*, grâce à la rubrique « Mouvement social » tenue par Adrien Veber, qui prend la relève. Hors de Belgique, seule l'*International Socialist Review* de Simons tente d'inscrire dans la durée un travail de traduction et de publication des documents du BSI, à partir

¹⁰¹¹ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International*..., *op. cit.*, note n° 24, p. 47.

¹⁰¹² *Idem.*

¹⁰¹³ Voir *Le Mouvement socialiste*, vol. 4, n° 81, 1902, p. 415.

¹⁰¹⁴ HAUPT, *La Deuxième Internationale 1889-1914*..., *op. cit.*, p. 55.

de mai 1902¹⁰¹⁵ ; mais si elle les reproduit dans sa rubrique « Socialism Abroad », ils se trouvent le plus souvent dans la sous-section dédiée au mouvement belge.

Les défaillances et divergences des gestions nationales de la communication transnationale obligent alors le CE à réinventer sa pratique, sans pour autant amender le principe de bulletin décentralisé. Au courant de 1902, *Le Peuple* et *L'Avenir social* se partagent en effet les tâches d'édition du bulletin. Le premier se réserve la publication de la majeure partie de la documentation politique émanant du BSI ou du CE – manifestes, résolutions, circulaires non-confidentielles, comptes rendus, mises à jour de la liste des délégués et de leurs adresses –, ainsi que des principales communications reçues de la part des délégués nationaux – surtout des rapports sur la situation politique, transmis librement par les partis ou bien faisant suite à une demande expresse du CE –. Ce qui est inséré périodiquement dans *Le Peuple*, c'est ce qui est objectivement produit ou reçu, Serwy n'y rajoutant pas d'observations personnelles. Parallèlement, se servant de sa double casquette de secrétaire international et de rédacteur en chef de la revue théorique du POB, Serwy commence à publier dans *L'Avenir Social* deux rubriques. D'une part, une à d'intervalles irréguliers intitulée « Bulletin socialiste international », qui est censée compléter la documentation politique du *Peuple* en insérant *in extenso* les rapports les plus longs (notamment en 1902 un de Kyrkov sur les élections bulgares¹⁰¹⁶, un du PSOE sur la grève des métallurgistes de Barcelone¹⁰¹⁷, et un sur les projets de loi des socialistes danois pour l'assurance-chômage¹⁰¹⁸), ou encore le manifeste de Serwy du 11 juin 1902 contre les répressions tsaristes¹⁰¹⁹, que l'organe quotidien avait simplement et tardivement résumé¹⁰²⁰. D'autre part, une rubrique mensuelle mais dont l'intitulé change selon les numéros¹⁰²¹, et qui accueille avant tout une documentation technique rédigée par Serwy lui-même. Elle est composée majoritairement de notes de synthèse et de répertoires qui relatent une quantité impressionnante de faits, chiffres et statistiques à laquelle le secrétaire a accès grâce à ses lectures et correspondances. Les renseignements concernent non seulement l'activité des partis affiliés, mais aussi toute question ouvrière susceptible d'attirer l'attention de l'Internationale. Cependant, structurée par pays, la rubrique manque de véritable fil conducteur, et Serwy ne tente que rarement une approche comparatiste ou connectée.

¹⁰¹⁵ Voir Algie M. SIMONS, « The Impossible », *International Socialist Review*, vol. 2, 1901-1902, p. 811.

¹⁰¹⁶ Voir *L'Avenir social*, t. VII, 1902, p. 189-192.

¹⁰¹⁷ *Ibidem*, p. 240-243.

¹⁰¹⁸ *Ibidem*, p. 424-425.

¹⁰¹⁹ *Ibidem*, p. 309-312.

¹⁰²⁰ Voir *Le Peuple*, 20 juin 1902, p. 1.

¹⁰²¹ « Mouvement ouvrier international », « Mouvement ouvrier et social international », « Mouvement socialiste et ouvrier international », « Mouvement socialiste international ».

Considérant que l'objectivité des faits rapportés suffit amplement à démontrer la puissance du socialisme, il ne recourt pas au bulletin pour essayer d'influencer la suite des événements et risquer par-là de dépasser les prérogatives qui lui sont attribuées par les plénières. Tout comme pour le socialisme municipal, l'usage qu'il fait de sa revue est avant tout informatif et non corrélatif. Une seule fois il l'emploie pour inviter un parti à transmettre un rapport au BSI (en l'occurrence, il se limite à espérer que le *Sveriges Socialdemokratiska Arbetareparti* (SAP-S) fournisse de plus amples informations sur le projet de réforme électorale de Branting¹⁰²²). Les rares fois où Serwy exprime son propre avis, c'est avec des termes très génériques sur des sujets largement consensuels, comme souhaiter l'unité entre partis d'un même pays ou féliciter des succès électoraux¹⁰²³. La seule prise de position tranchante est motivée par le souci de défendre l'honneur d'un membre du BSI, en l'occurrence de Van Kol lorsqu'il est accusé de cautionner la guerre d'Aceh¹⁰²⁴.

À la III^e plénière de 1903, Serwy précise que ces publications dans *Le Peuple* et *L'Avenir social* sont réalisées encore « en attendant que le Bureau ait son bulletin propre¹⁰²⁵ ». La perspective d'un support centralisé n'est donc pas abandonnée, d'autant que des organisations à la fois non-francophones et outre-Atlantique se plaignent du fait que les publications belges, tout en étant systématiques, ne leur sont guère accessibles. La plénière est en effet saisie d'une part par le *Socialist Party of Manitoba* qui propose la « création d'un bulletin émanant du Bureau et rédigé en trois langues, allemand, anglais, français, et qui serait vendu aux Etats-Unis à raison de 5 cents et d'un penny en Europe¹⁰²⁶ ». Par son principe de vente, le projet est novateur : le bulletin ne servirait pas seulement à garantir une réception cohérente des documents du BSI auprès de ses affiliés, mais serait aussi un outil de propagande tout-public et d'autofinancement. D'autre part, le V^e congrès national du *Partido Socialista de Argentina* (PSA) de juillet 1903 à Buenos Aires adopte une motion pour « indiquer au secrétariat socialiste international qu'il serait utile de faire et de publier annuellement une statistique démonstrative du mouvement socialiste international dans tous les pays¹⁰²⁷ », sorte de condensation à des fins de propagande de tout ce que Serwy pouvait publier mensuellement dans sa revue. Mais que ce

¹⁰²² Voir Victor SERWY pseud. Zéo, « Mouvement socialiste international », *L'Avenir social*, t. VII, 1902, p. 313-316.

¹⁰²³ Voir par exemple Victor SERWY, « Mouvement ouvrier et social international », *L'Avenir social*, t. VIII, 1903, p. 410-417.

¹⁰²⁴ Voir Victor SERWY, « Mouvement socialiste et ouvrier international », *L'Avenir social*, t. VII, 1902, p. 661-678.

¹⁰²⁵ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 78.

¹⁰²⁶ *Ibidem*, p. 81.

¹⁰²⁷ Victor SERWY, « Mouvement ouvrier et social international », *L'Avenir social*, t. VIII, 1903, p. 374.

soit dans une forme ou dans l'autre, le projet est encore ajourné par la plénière pour des raisons financières, « tout en reconnaissant que ce bulletin serait de grande utilité¹⁰²⁸ ». Ainsi, jusqu'à ce que Huysmans ne relance le sujet après le congrès de Stuttgart, le BSI doit se contenter d'un principe de bulletin décentralisé mais qui, dans son application concrète, se révèle majoritairement cantonné à un seul pays et une seule langue.

B. Faire institution par-dessus les frontières

Le fait qu'une institution ait été créée ne signifie pas que ses membres soient tous disposés à adopter un comportement institutionnel. D'autant plus au vu des réticences qui s'étaient manifestées avant 1900 à l'égard de la centralisation, lorsque le BSI commence à prendre forme son fonctionnement collégial connaît des dynamiques ambivalentes. Sa composition peine à se stabiliser alors que les délégués nationaux n'ont aucun devoir vis-à-vis de lui, et que les premières négligences se font jour. Plus encore, le principe même de réunion *de visu* est loin de faire l'unanimité, tant que certains vont jusqu'à imaginer un fonctionnement exclusivement postal. Cependant, dès lors que des réunions commencent à se tenir, elles se configurent rapidement comme un espace de sociabilité transnationale, permettant de créer un sentiment d'appartenance, corollaire de la *demonstration culture* des partis de l'Internationale.

a) Une composition structurellement fluctuante de délégués non responsables

Au terme des assises parisiennes, tous les partis qui avaient vu leurs mandats validés sur la base des conditions d'admission de 1899 sont considérés *ipso facto* comme affiliés au BSI¹⁰²⁹ (ce qui n'est inscrit noir sur blanc qu'en 1907). Cependant, cela ne veut pas dire qu'ils puissent y être représentés. En effet, le BSI s'organise selon le même principe que les congrès, qui reconnaissent comme unité de base non les partis eux-mêmes, mais des « sections nationales » incluant l'ensemble des délégués d'une même nationalité. S'il s'agissait d'un artifice administratif, puisqu'en dehors des congrès ces sections n'existaient pas, il trouvait sa raison d'être dans l'espoir d'œuvrer par-là à l'unité là où plusieurs partis concurrents coexistaient –

¹⁰²⁸ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 81.

¹⁰²⁹ Voir Savel ZIMAND, *Modern Social Movements*, New York, Wilson, 1921, p. 125.

même si régulièrement c'était l'inverse qui s'était produit, comme lors de la scission de la section française en 1896 –. Le BSI, d'autant plus qu'il est expressément conçu comme une instance numériquement restreinte, adopte ce mode de fonctionnement pour les mêmes raisons – le fait qu'il puisse y avoir seulement deux délégués par nationalité, et non par parti, signifie que l'institution n'entend ni cautionner ni cristalliser les divisions infranationales –, et de ce point de vue il va connaître le même bilan mitigé que les congrès. Quant aux partis absents du congrès de 1900 et à ceux qui se créent par la suite, ils vont devoir soumettre une demande d'affiliation formelle au Bureau avant de pouvoir s'y faire représenter. Mais en manque de statuts, la procédure est plutôt lâche au départ car concentrée surtout aux mains des Belges, dont l'esprit de conciliation et la volonté d'entourer l'institution d'une sensation de puissance les pousse à être particulièrement permissifs. Ils s'appuient sur le fait d'avoir pu inclure les correspondants pour l'étranger des tous les partis parmi les interlocuteurs directs du CE, pour accréditer officiellement au BSI certaines personnes sous ce statut hybride de « secrétaires-correspondants ». C'est ainsi que, sans disposer immédiatement de délégué à proprement parler, l'Australie et le Japon sont reconnus comme étant représentés au BSI depuis mai 1901¹⁰³⁰, le Canada et la Serbie dès janvier 1902¹⁰³¹, la Finlande, le Portugal et le Luxembourg dès juillet 1903¹⁰³², et qu'un dialogue est ouvert timidement dès 1901 avec Bucarest¹⁰³³, et dès 1904 avec La Havane¹⁰³⁴ et Johannesburg¹⁰³⁵. Dans les listes de membres accrédités que Serwy diffuse, le BSI peut vanter une progression spectaculaire : 5 nationalités affiliées en novembre 1900, 10 en janvier 1901, 15 en avril 1901, 18 en mai 1901, 23 en janvier 1902, et 26 en juillet 1903. Des partis qui n'avaient jamais participé aux assises sont alors considérés comme affiliés à l'Internationale de par leur accréditation au BSI. Bien que cela ne soit que symbolique, étant donné que les congrès demeurent souverains quant à la validation des mandats, Vandervelde peut quand même se féliciter que par-là les socialistes se connectent « des steppes de la Russie jusqu'aux confins du Far West Américain¹⁰³⁶ ».

La résolution Van Kol délimite la composition du BSI seulement d'un point de vue quantitatif, mais rien n'est dit sur les aspects qualitatifs de la fonction de délégué. Il n'y en a d'ailleurs point besoin, puisque dans l'Internationale des partis autonomes il va de soi que les

¹⁰³⁰ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2302, f° 11, Circulaire du CE du BSI, 2 mai 1901.

¹⁰³¹ Voir *La Petite République*, 1^{er} janvier 1902, p. 1 ; *La Revue socialiste*, t. XXXV, 1902, p. 746-747.

¹⁰³² Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 85.

¹⁰³³ Voir FMSH, Fonds Haupt, 8D3/33/11, Lettre du BRSDP à V. Serwy, 14-27 novembre 1901.

¹⁰³⁴ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2328, f° 104, Lettre du Club de Propaganda Socialista à P. Iglesias, 20 juillet 1904.

¹⁰³⁵ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2328, f° 98, Lettre de L. Grass à V. Serwy, 12 juillet 1904.

¹⁰³⁶ Emile VANDERVELDE, *Vive la Commune*, Bruxelles, Le Peuple, 1903, p. 18.

modalités et les critères de nomination relèvent des souverainetés nationales. Il en va de même pour la définition des contours des mandats, que ce soit au niveau de l'étendue, du contenu et de la durée. De même, les bilans ne sont tirés que nationalement : dans une majorité de cas ils sont discutés et votés en congrès, et dans l'intervalle c'est exclusivement dans le cadre des directions nationales que sont traitées les questions relatives au BSI. Face aux délégués individuellement, le CE et la plénière sont tout simplement dépourvus de pouvoirs. Ils ne peuvent établir aucun bilan de leur conduite, ni les déchoir sous aucun prétexte. Ils ne peuvent pas non plus les obliger à assister aux plénières, à correspondre et à voter. Si les jugements ne manquent pas, ils restent confidentiels et se font hors des cadres institutionnels : les délégués ne peuvent être jugés qu'en fonction de ce que leur parti s'attend d'eux, et non des attentes du BSI. Entre 1900 et 1903, apparaissent déjà trois schémas de désignation des délégués en fonction du degré de participation démocratique. Une majorité de partis, comme le SPD, la SDF, le SF, le SDAP-N, le PSI et le BRSDP, débattent et établissent au préalable les nominations au sein de la seule direction nationale, et ne sollicitent qu'éventuellement une ratification rétroactive lors d'un congrès national ou par référendum – et à la seule exception du BRSDP, mais qui traverse un conflit politique, les choix des directions sont validés par les bases –. D'autres partis comme le PSS ou le *Suomen Sosialidemokraattinen Puolue* (SSP) traitent les nominations directement en congrès. Enfin, chez des partis comme le PSOE et le *Socialist Party of America* (SPoA), un référendum plurinominal est organisé en amont parmi les branches locales. Dans les sections nationales où coexistent plusieurs partis, il y a une tendance à considérer le poste de délégué du BSI au prisme de rapports de force, et c'est donc une logique de compromis qui doit s'installer pour parvenir à nommer deux personnes seulement.

Cependant, alors que la section étatsunienne avait montré l'exemple pendant le congrès de Paris, l'espoir qu'un consensus sur le BSI puisse se produire en dépit des querelles nationales s'avère bientôt illusoire. Le CE procède par tâtonnements sur ces questions, et obtient des résultats à demi-teinte. En France, la dramatisation des querelles au lendemain des assises internationales empêche au II^e congrès général des organisations socialistes de septembre 1900 d'aborder le sujet des délégués du BSI. Le Comité général qui en est issu fait néanmoins un pas vers les guesdistes et les blanquistes en proposant de nommer Vaillant à côté de Jaurès, ce qui est accepté par le POF et le PSR-F le 27 octobre¹⁰³⁷. Le lendemain déjà, lors d'une manifestation syndicale franco-britannique à la Bourse du travail de Paris contre la guerre et le nationalisme,

¹⁰³⁷ Voir *Le Socialiste*, 28 octobre 1900, p. 3.

Jaurès et Vaillant peuvent prendre la parole ensemble en se présentant en tant que délégués du BSI¹⁰³⁸. Cependant, la scission se cristallise au courant de l'année 1901, et la question de la représentation française n'est définitivement réglée qu'en décembre à la I^e plénière du BSI. Quant aux Britanniques, en novembre 1900 Hyndman et Quelch s'accaparent les deux sièges de la section au nom de la seule SDF, puis se laissent convaincre de partager avec Hardie de l'ILP¹⁰³⁹. Mais lorsqu'en 1901 les rapports entre les deux partis se crispent à nouveau au sujet du *Labour Representation Committee* (LRC), Hardie démissionne du BSI : les deux mandats retombent alors aux mains de la seule SDF, et la question de la représentation britannique n'est définitivement réglée qu'au congrès d'Amsterdam. Un cas extrême est celui des Etats-Unis, où le SLP confirme le mandat de Sanial¹⁰⁴⁰ avant de faire volte-face et de décider de boycotter l'affiliation au BSI¹⁰⁴¹, en attendant de trouver une solution aux diatribes qui l'opposent au SDP-A, qui se dramatisent en juillet 1901 lorsque celui-ci se transforme en SPoA au congrès d'Indianapolis. Un siège de la section est ainsi laissé vacant jusqu'au congrès d'Amsterdam : jusque-là, le SLP se considère comme étant affilié à l'Internationale mais non pas à son Bureau. Une situation qui, si elle déjà paradoxale institutionnellement, elle l'est d'autant plus symboliquement quand on pense que c'étaient les fondateurs du SLP qui avaient pris en charge le CG de l'AIT après son transfert à New York, et que le parti lui-même s'était constitué officiellement à la conférence de Philadelphie de 1876 sur les cendres de l'Internationale. Par ailleurs, au sein de ces sections où coexiste une multitude de partis, la lutte pour l'obtention de places au BSI ne se fait qu'entre les principaux, tandis que les plus modestes en sont rapidement exclus. C'est le cas en France des broussistes et des allemanistes, et en Grande-Bretagne de la *Fabian Society*, qui n'obtient de délégué même dans l'intervalle pendant lequel Hardie a libéré sa place. Moins violents, des conflits sur les nominations peuvent évidemment surgir aussi dans les sections nationales composées d'un seul parti, dès lors que celui-ci est traversé de luttes intestines. Dans ces cas de figure, la représentation au BSI est une projection de l'état dans lequel se trouvent les rapports de force. Si une tendance parvient à s'imposer nationalement, elle s'accapare entièrement la représentation au BSI. Par exemple, à son congrès de juillet 1901 à Plevna, le BRSDP exclut C. Bozveliev et P. Branekov du Comité central et leur retire par la même occasion le statut respectivement de délégué et de suppléant, au profit du seul G.

¹⁰³⁸ Voir Édouard VAILLANT, « Pour la paix », *Le Petit sou*, 2 novembre 1900, p. 1.

¹⁰³⁹ Voir *Vorwärts*, 26 avril 1901, p. 3.

¹⁰⁴⁰ Voir *La Petite République*, 5 janvier 1901, p. 1.

¹⁰⁴¹ Voir *Vorwärts*, 26 avril 1901, p. 3.

Kyrkov¹⁰⁴². Mais si les rapports de force se trouvent dans une situation plus équilibrée, ou si manque au moins la volonté d'exclusion, un compromis est généralement trouvé en confiant aux deux courants principaux le soin de choisir un délégué chacun. Ainsi, Ferri et Turati représentent pour le PSI respectivement la tendance orthodoxe et révisionniste telles que se dégagent au congrès de Rome de 1899.

Pour disposer des noms des représentants de toutes les vingt-trois sections nationales qui seront officiellement reconnues le 1^{er} janvier 1902 au lendemain de la I^e plénière, le CE a dû patienter quatorze mois. Les listes mises à jour transmises à la presse, si elles permettent de suivre la manière dont le BSI « se constitue petit à petit¹⁰⁴³ », font apparaître immédiatement trois traits sociologiques qui vont caractériser l'institution jusqu'en 1914. Premièrement, sans surprise, il y a une prépondérance européenne, blanche et masculine. En cela, le BSI ne fait que reproduire à petite échelle l'environnement de l'Internationale qui est lui-même, comme le remarque Jousse, « un entre-soi européen ; un entre-soi masculin aussi¹⁰⁴⁴ ». Avant le congrès d'Amsterdam, les seules sections accréditées hors d'Europe sont les Etats-Unis, le Canada, l'Argentine, l'Australie et le Japon, mais qui, de par leur éloignement, n'ont que des maigres marges de manœuvre pour s'investir au BSI autant que les autres. Hillquit relève en ce sens que c'est « pour des raisons évidentes¹⁰⁴⁵ » que les délégués non-européens renoncent à traverser l'océan pour accomplir une ou deux journées de travail à Bruxelles, surtout lorsque celles-ci ne coïncident pas avec des congrès internationaux. Précisément de ce fait, le PSA par exemple choisit de déléguer deux de ses membres qui résident en Europe : Cambier qui vit en France, et Dalembach qui vit en Suisse¹⁰⁴⁶. Ce qui rentre donc en contradiction avec le souhait de territorialité des délégués exprimé au lendemain des assises parisiennes par Brousse, d'après qui c'était bien là que devait reposer la différence vis-à-vis d'un CG de l'AIT complètement déterritorialisé :

« Ces délégués doivent vivre, habiter ordinairement leur pays d'origine, et il doit être entendu qu'ils ne pourront jamais se substituer à eux-mêmes des citoyens domiciliés au siège du Comité international. On se laissa aller jadis à nommer comme délégués des nationaux, proscrits ou non,

¹⁰⁴² Voir FMSH, Fonds Haupt, 8D3/33/115, Lettre du BRSDP à V. Serwy, 10 novembre 1901.

¹⁰⁴³ *La Petite République*, 5 janvier 1901, p. 1

¹⁰⁴⁴ JOUSSE, « Le socialisme sans frontière... », art. cit., p. 91.

¹⁰⁴⁵ Rapport de Morris Hillquit, cf. *Proceedings of the National Convention, Socialist Party. Held in Chicago, Ill., May 10 to 17, 1908*, Chicago, SPoA, 1908.

¹⁰⁴⁶ Voir FMSH, Fonds Haupt, 8D3/14, Lettre d'E. Arienzi au CE du BSI, 1^{er} janvier 1901.

vivant à Londres. Il en résulta un Conseil général insuffisamment pénétré des conditions de vie des groupements nationaux, et l'instrument d'union devint un outil de division¹⁰⁴⁷ ».

Les seuls délégués racisés du BSI demeurent Sen Katayama et son suppléant Isoo Abe¹⁰⁴⁸ du *Shakai minshu tō* de Tokyo¹⁰⁴⁹, mais Katayama ne participe qu'à une seule plénière en août 1904, où d'ailleurs est admis à titre honorifique Dadhabhai Naoroji de l'*Indian National Congress*. Au passage, il existe aussi un différentiel de représentativité entre Europe centre-occidentale et orientale : très fort avant 1904, il n'est comblé que lentement par la suite. Cinq femmes seulement accèdent aux plénières du BSI tout au long de son existence. Avant 1904, ce sont seulement Césarine Wojnarowska et Rosa Luxemburg, qui y siègent l'une après l'autre pour le *Socjaldemokracja Królestwa Polskiego i Litwy* (SDKPiL) ; par la suite, Angelica Balabanova pour le *Parti ouvrier social-démocrate de Russie* (POS DR) et le PSI, Angèle Roussel pour la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) et Kate Richards O'Hare pour le SPoA vont également y siéger de temps à autre. Clara Zetkin agit parfois comme traductrice des réunions du BSI qui se tiennent hors de Bruxelles, notamment en amont des congrès internationaux. Dora Montefiore figure en tant que déléguée australienne en 1914, mais ne prend part à aucune réunion. En dépit de leur faveur principielle à l'émancipation féminine, les Belges ne prennent aucune disposition particulière pour améliorer l'inclusivité de l'institution, et les femmes se voient parfois même rabaissées. Si le manque de finesse notoire d'Anseele l'avait déjà amené à tenir des propos offensants, comme dans les coulisses du congrès de Paris lorsqu'il avait comparé Henriette Roland-Holst à une vache laitière du Noord-Holland¹⁰⁵⁰, Vandervelde émet lui aussi des remarques embarrassantes : par exemple, au meeting qui clôture la I^e plénière du BSI, il intervient juste après Wojnarowska pour excuser auprès du public sa « voix trop faible », avant de relever que sa simple « présence au Bureau international prouve que le socialisme poursuit l'émancipation de tous les travailleurs sans distinction de sexe »¹⁰⁵¹. Le compte-rendu d'une réunion du Conseil national du SPoA de 1913 est aussi parlant quant au différentiel de traitement entre hommes et aux femmes du BSI :

« Hillquit dit que l'actuelle secrétaire aux questions internationales, Kate Richards O'Hare, est incapable de présenter ces sujets importants [la grève générale] au Bureau international et qu'un

¹⁰⁴⁷ BROUSSE, « L'Internationale », art. cit., p. 1

¹⁰⁴⁸ Sur leur nomination, cf. Ernest UTERMANN, « Socialism Abroad », *International Socialist Review*, vol. 1, 1900-1901, p. 811 ; Jean LONGUET, « Le Japon socialiste », *La Petite République*, 7 mai 1901, p. 2.

¹⁰⁴⁹ Voir Christine LÉVY, « L'Internationalisme du *Heimin shinbun* (1903-1905) et son héritage lors de la Première Guerre mondiale », *Cahiers Jaurès*, n° 215-216, 2015, p. 81-93.

¹⁰⁵⁰ Voir VANDERVELDE, *Souvenirs...*, op. cit., p. 120.

¹⁰⁵¹ *Le Peuple*, 1^{er} janvier 1902, p. 2.

camarade *expérimenté* devrait l'accompagner – et l'instruire –. Il est donc acté que la camarade O'Hare [...] pourrait avoir le privilège d'aller en Europe mais seulement si elle paye son propre billet. Vu que Victor Berger est maintenant au chômage, le Conseil décide de lui payer son billet pour l'Europe¹⁰⁵² ».

Deuxièmement, la majorité des représentants nationaux sont d'extraction bourgeoise ou petite-bourgeoise instruite : notamment Vandervelde, Serwy, Vaillant, Hyndman, Bax, Plekhanov, Kautsky, Luxemburg, Singer, Troelstra, Van Kol, Adler, Pernerstorfer, Ferri, Jaurès, Bracke, Walecki, Soukup et Ugarte. L'extraction prolétaire est peu représentée, et même lorsque des membres ont connu la condition ouvrière ou paysanne, ils mènent depuis longtemps une vie plutôt aisée en tant que fonctionnaires de parti, de syndicat ou de coopérative, ou encore en tant que députés ou journalistes, à l'image de Bebel, Hardie, Iglesias, Gérault-Richard, Quelch, Herron, Woods, Knudsen, Cipriani, Auer, Ziesnitz, Kringen, Hillquit et Anseele. Ce sont d'ailleurs bel et bien des délégués de partis, et non de syndicats ou de coopératives, qui composent l'écrasante majorité. D'après les résolutions parisiennes, rien n'empêchait à des organisations ouvrières non-politiques de se faire représenter, mais le débat sur les cotisations avait fini par les laisser pour compte et avait pu suggérer auprès de certains une logique selon laquelle, étant donné qu'elles n'avaient pas de devoirs à l'égard du BSI, elles n'avaient pas de droits non plus en retour. Ainsi, si déjà les sections nationales désunies songent avant tout à partager les places entre les partis qui se disputent l'hégémonie, même celles où de tels problèmes sont absents soit ne peuvent pas juridiquement (comme l'Allemagne), soit ne veulent pas laisser à d'autres l'honneur de la représentation. Si les coopérateurs ne sont jamais délégués en tant que tels, il n'y a qu'une poignée de membres qui représentent officiellement un syndicat : jusqu'en 1904, il s'agit essentiellement de Jensen pour les LOiD et de Quejido pour l'UGT, qui peuvent profiter des liens tout à fait étroits entre leur syndicat et le parti, dont d'ailleurs ils sont membres tous deux. On peut rajouter aussi Sam Woods, de la *Miners' Federation of Great Britain* (MFGB) et du LRC, mais qui ne fait qu'une apparition à la II^e plénière dans une démarche d'apaisement entre SDF et ILP. De ce fait, le Bureau reflète davantage la composition sociologique des appareils de parti plutôt que la classe prolétarienne en elle-même : il perpétue en ce sens le décalage qui était déjà en train de se creuser entre directions et bases militantes, et qui allait inspirer en 1911 à Robert Michels le concept de loi d'airain de l'oligarchie¹⁰⁵³. En effet, troisièmement, le processus de nomination confirme

¹⁰⁵² *International Socialist Review*, vol. 13, 1912-1913.

¹⁰⁵³ Voir Robert MICHELS, *Zur Soziologie des Parteiwesens in der modernen Demokratie*, Leipzig, Klinkhardt, 1911.

l'impression qui se dégageait au lendemain des assises parisiennes quant à un BSI « composé de l'élite du mouvement¹⁰⁵⁴ », puisque l'écrasante majorité des délégués sont des figures de premier plan de leurs partis nationaux. L'on assiste ainsi à un défilé de présidents, secrétaires généraux, secrétaires pour l'étranger, secrétaires-trésoriers et rédacteurs en chef de journaux et revues, dont une partie non négligeable exerce ou a exercé des fonctions parlementaires. Et s'il est vrai, comme le remarque Haupt, que « l'autorité des dirigeants n'est pas liée aux fonctions nominales qu'ils occupent dans l'appareil exécutif des partis [mais] est fondée sur la qualité et la fécondité de leurs activité doctrinaires comme idéologues, propagandistes, publicistes et orateurs parlementaires¹⁰⁵⁵ », même de ce point de vue le BSI est richement doté. La généralisation de ce critère de sélection au sommet démontre qu'on envoie prioritairement au BSI des personnes expérimentées non seulement dans la gestion de tâches techniques, mais aussi et surtout dans le leadership politique, au cas où il devait y avoir besoin de généraux pour livrer bataille. La seule dimension dans laquelle le BSI parvient à ne pas constituer un énième entre-soi, est celle de l'orientation idéologique : en effet, tout en demeurant à l'intérieur des larges frontières de la social-démocratie, les révisionnistes, les orthodoxes et les gauches révolutionnaires parviennent à s'y faire représenter et écouter. Et ce, sans y reproduire la plupart des diatribes doctrinaires qui les opposent notamment en matière tactique, puisque celle-ci est laissée en dehors des sphères de compétence du Bureau. Surtout avant le tournant de 1904-1905, celui-ci préfigure une sorte de zone franche où les aprioris idéologiques ne rentrent que très peu en jeu dès lors qu'il s'agit d'exécuter les résolutions internationales, et non de se remplacer aux congrès. Haupt relève en ce sens que les actes du BSI « présentent un caractère concret que n'ont pas au même degré les travaux des Congrès internationaux » : étant donné qu'ils tentent de « mettre en application politique et pratique les décisions de principe des grandes assises », la plupart du temps « au débat idéologique fait place l'action politique qui révèle une continuité »¹⁰⁵⁶. Par exemple, Hyndman et Van Kol sont capables de travailler main dans la main au BSI sans que leur dispute de longue date sur la politique coloniale¹⁰⁵⁷ ne vienne entacher leurs rapports ; et d'autre part, cela n'empêche pas que cette même querelle reprenne des plus belles à Amsterdam. Ainsi, la conflictualité qui traverse pourtant le BSI tout au long

¹⁰⁵⁴ Daniel DE LEON, *Flashlights of the Amsterdam International Socialist Congress, 1904*, New York, Labor News Company, 1904, p. 77.

¹⁰⁵⁵ HAUPT, *La Deuxième Internationale 1889-1914...*, op. cit., p. 77.

¹⁰⁵⁶ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 17.

¹⁰⁵⁷ Voir Fritjof TICHELMAN, « Socialist "internationalism" and the colonial world. Practical colonial policies of social democracy in Western Europe before 1940 with particular reference to the Dutch SDAP », in Frits VAN HOLTHOON, Marcel VAN DER LINDEN (dir.), *Internationalism in the Labour Movement 1830-1940*, Leyde, Brill, 1988, p. 87-108.

de son existence concerne éminemment la manière d'appliquer les résolutions internationales : certes la diversité de points de vue en la matière prend racine dans des divergences idéologiques, mais ces dernières ne sont pas abordées de front en tant que questions de principe, car l'on laisse tout cela aux congrès.

Un autre fait saillant des premières batteries de nominations est l'incohérence entre les manières dont les partis organisent leurs représentations au BSI. Alors que les indications contenues dans la résolution Van Kol et dans les premières circulaires du CE sont très simples, presque aucun parti ne parvient à les respecter à la lettre. Parfois aucun suppléant n'est prévu, ou parfois il y a un seul et même suppléant pour les deux titulaires¹⁰⁵⁸. Si certaines sections ne nomment qu'un seul délégué, un nombre considérable de membres du BSI cumulent les fonctions de délégué et de secrétaire-correspondant (seuls le SPD et le PSI élisent deux délégués et un secrétaire-correspondant distinct). Encore, il est possible qu'une même personne cumule des mandats de plusieurs sections, à l'image de Costa qui est à la fois suppléant pour le PSA et secrétaire-correspondant pour le PSI. En tout cas, l'ensemble de ces individus ne représentent encore qu'une liste sur papier : bien que pour la plupart ils se connaissent déjà entre eux, ils ne se sont pas encore réunis pour « faire institution ». Et lorsque l'on se rend compte que, après avoir tant attendu une liste complète et définitive, il n'y a qu'une minorité qui s'implique réellement dans le fonctionnement de l'organe central, les différences de statut tendent à s'effacer. La I^e plénière de 1901 consacre tout aussi explicitement que symboliquement la « constitution définitive du Bureau Socialiste International¹⁰⁵⁹ », autour d'un ordre du jour éponyme, en ratifiant la liste de délégués nommés jusqu'alors. Mais juste après, lorsqu'il est question de statuer sur la qualité des suppléants, il est décidé que « le Bureau admet leur présence à ses réunions à titre provisoire, temporaire, exceptionnel¹⁰⁶⁰ », l'envisageant notamment comme l'une des manières de surmonter les difficultés des sections nationales fragmentées. Toutefois, cette exceptionnalité disparaît aussitôt : informellement, dans la pratique des plénières qui s'installe depuis lors, il est entendu que les suppléants peuvent toujours être admis même lorsque le titulaire est bel et bien présent. Cela porte virtuellement à quatre le nombre de délégués par nationalité, même si cette situation ne se vérifie que rarement, comme à la VI^e plénière de 1905 où quatre délégués viennent de France pour rapporter sur le processus d'unification. Enfin, la I^e plénière statue également sur la qualité des secrétaires-

¹⁰⁵⁸ C'est le cas par exemple du PSA, cf. FMSH, Fonds Haupt, 8D3/14, Lettre d'E. Arienzi au CE du BSI, 1^{er} janvier 1901.

¹⁰⁵⁹ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 43

¹⁰⁶⁰ *Idem.*

correspondants : elle admet qu'il puisse y avoir deux secrétaires-correspondants « s'il existe deux fractions », et accepte que « ces correspondants peuvent être au besoin les délégués eux-mêmes »¹⁰⁶¹, ratifiant ainsi rétroactivement une dynamique qui était déjà en cours. Mais depuis lors, tout aussi informellement que pour les suppléants, l'on admet que des secrétaires-correspondants puissent se rendre en plénière, soit en s'improvisant suppléants, soit en se superposant avec les deux titulaires. Les frontières entre titulaires, suppléants et secrétaires-correspondants tendant à s'effacer, s'il y a bien un principe qui se dégage, c'est qu'aucun formalisme ne doit empêcher qu'un maximum de nationalités soient représentées et qu'un maximum de personnes soient associées aux travaux du BSI.

Ce manque de formalisme au cœur même de l'institution centrale va se propager dans ses ramifications nationales, qui font et défont leurs représentations avec une facilité impressionnante. S'il était déjà problématique que la constitution définitive du BSI fût décrétée en décembre 1900 sur la base du simple fait qu'au moins le CE était opérationnel, il l'est tout autant que cette constitution définitive soit proclamée une deuxième fois en décembre 1901 sur la base du fait que la plénière ait ratifié une liste de membres accrédités, puisque l'on suggère que la stabilité de l'institution relève de celle de sa composition. Et en ce sens, force est de constater que la composition du BSI connaît un taux de fluctuation particulièrement élevé tout au long de son existence, déjà au niveau des titulaires : entre des membres démissionnaires ou démissionnés, des délégués-fantômes (voire des sections-fantômes), des membres qui correspondent régulièrement avec le CE mais qui envoient toujours leur suppléant en plénière, des titulaires qui deviennent suppléants pour redevenir ensuite titulaires (et vice-versa), des membres qui décèdent mais qui ne sont pas immédiatement remplacés (A. Fauquez notamment meurt en 1901 mais la section suisse ne se préoccupe de le remplacer qu'en 1904), et d'autres encore qui ne sont délégués *ad hoc* que pour participer à une plénière ou signer un manifeste mais qui cessent de s'occuper du BSI par la suite. Les girouettes du SPoA sont particulièrement parlantes : il désigne Debs en janvier 1901, puis le remplace par Dietzgen en avril, mais il délègue Hayes pour signer un manifeste en novembre, pour se faire ensuite représenter en décembre à la 1^e plénière par Herron, qui communique à cette occasion que le délégué officiel sera dorénavant Harriman mais qui continue de s'occuper de correspondre avec le CE et de signer les actes du BSI jusqu'en 1903, lorsqu'il est remplacé par Wiltshire, détrôné à son tour par Hillquit en 1904. Les suppléants aussi sont soumis à tout genre d'aléas : ils peuvent être

¹⁰⁶¹ *Idem.*

désignés à titre permanent ou bien provisoire, mais des suppléants permanents ne remplaceront jamais leur titulaire en plénière, et en même temps des suppléants provisoires s'y substitueront systématiquement au leur. Certaines plénières voient même la participation de suppléants de suppléants. Ainsi Gérault-Richard, qui était le suppléant de Jaurès pour la France, se retrouve à la II^e plénière à représenter l'Argentine (en toute liberté d'ailleurs) en remplaçant Costa qui était déjà à son tour le suppléant de Cambier ; à la III^e plénière, c'est Patroni qui remplace Costa ; par la suite, De Pressensé puis Cipriani remplacent Gérault-Richard au poste de suppléant de Jaurès. En somme, la composition du BSI est essentiellement fluide : elle ne peut être fixée qu'au cas par cas, dans une liste nominative diffusée par le secrétaire, dans celle de participants à une plénière, ou encore dans celle des signataires d'un manifeste. Si les incohérences qui en découlent sont bel et bien perçues, le BSI en lui-même n'a pas le pouvoir d'y remédier, tant que lorsqu'une discussion se produit à la V^e plénière de 1904 sur l'utilité « de fixer les règles pour la nomination des membres » et sur le fait que « le nombre deux fixé par le Congrès de Paris en 1900, doit être considéré comme un maximum »¹⁰⁶², toute décision effective ne peut qu'être renvoyée à la souveraineté du congrès d'Amsterdam. Celui-ci demeurant finalement silencieux à ce propos, la démarche n'aboutira que trois ans plus tard par le couronnement du projet de réforme institutionnelle entrepris sous le secrétariat de Huysmans.

Cette composition mouvante du BSI contribue à creuser un fossé en son sein entre organe collégial et organe exécutif, d'autant qu'aucune plénière ne connaîtra la participation de l'ensemble des délégués officiellement désignés. Ne pouvant pas contrôler le taux de fluctuation de la composition du BSI, le CE ne peut que le subir ou s'y imposer. Il entreprend cette deuxième option, recherchant un rôle moteur en s'appuyant de plus en plus sur la poignée de sections nationales qui maintiennent une certaine stabilité et qui produisent donc les délégués les plus assidus : Troelstra, Van Kol, Vaillant, Hyndman, Singer, Kautsky, Plekhanov, mais qui ne sont pas tous pour autant tous favorables à un élargissement des compétences du CE. Face à un BSI introuvable, c'est avant tout ce noyau dur qui discute avec le CE des projets dans l'intervalle entre les plénières, et qui accorde de plus en plus au CE des tâches, ne serait-ce qu'administratives, qui revenaient en principe à l'organe collégial. Ainsi, si d'après les résolutions parisiennes le BSI en tant qu'organe collégial était censé devenir le gouvernement du parlement du socialisme international qu'étaient les congrès, il devient au contraire un deuxième parlement dédié à enregistrer ou censurer des initiatives établies au préalable par le

¹⁰⁶² *Ibidem*, p. 111.

CE avec le noyau dur. Si avec Huysmans l'on identifiera de plus en plus le BSI avec son secrétaire, cette tendance commence en réalité déjà avant 1905, puisque le CE se configure déjà comme le seul organe permanent d'un BSI qui ne l'est pas. Se retrouvant à devoir parler et agir au nom d'une institution dont les membres ne pas tous aisément identifiables, il est saisi en retour directement par une multitude d'acteurs individuels, branches locales de partis, syndicats, coopératives, etc. qui ne passent pas par l'intermédiaire de leurs délégués nationaux. Cette tension qui s'installe progressivement entre instances collégiale et exécutive, si elle n'atteint que rarement un stade ouvertement conflictuel, modifie les contours de la souveraineté nationale que les partis sont censés reproduire au sein du BSI et qui doit se concrétiser dans les droits de proposition et de vote que détient chaque délégué. En effet, pour renforcer son action face aux passivités, la pratique quotidienne du CE tend à accorder ces droits à des acteurs extérieurs au BSI. Le droit de proposition se configure rapidement comme n'étant guère une prérogative exclusive des délégués, puisque tout acteur peut saisir le CE soit directement soit par l'intermédiaire de délégués nationaux, et s'attendre à que son idée soit étudiée. Par exemple, la I^e plénière adopte une résolution contre la germanisation de la Pologne déposée par Kautsky et Singer mais rédigée par Luxemburg¹⁰⁶³, qui n'est pas encore déléguée. Le droit de vote reste une prérogative exclusive des délégués seulement pendant les plénières, mais dans l'intervalle, les consultations postales chapeautées par le CE s'adressent aussi aux instances nationales des partis.

b) Se réunir *de visu* ?

Jusqu'à la I^e plénière de décembre 1901, se tiennent exclusivement des réunions du CE : en dehors de celles-ci, l'existence d'une institution centrale ne se manifeste que par des échanges de correspondance en circuit restreint et confidentiellement la plupart du temps. D'autre part, la résolution Van Kol n'avait rien dit quant au mode de fonctionnement routinier du BSI : seuls sa composition et ses objectifs ayant été fixés, le principe même de réunions plénières *de visu* est purement hypothétique. Dans ce domaine aussi tout est à inventer. Entre octobre et novembre 1900, le PSOE et le PSI prennent pour acquis que le BSI devra se réunir, mais seulement « lorsque la gravité des événements l'exige¹⁰⁶⁴ », ou « toutes les fois que l'exigera

¹⁰⁶³ *Ibidem*, p. 43-44.

¹⁰⁶⁴ *El Socialista*, 19 octobre 1900, p. 1.

l'importance des questions à discuter ou des manifestes à lancer¹⁰⁶⁵ », c'est-à-dire relativement au seul point 3.f de la résolution Van Kol. La question de principe se pose néanmoins de manière pratique en décembre lorsque le CE est confronté à la toute première décision à prendre de nature politique, à propos de la guerre anglo-boers. Les lacunes d'un fonctionnement institutionnel qui demeurerait exclusivement postal sont saisies par certains, dont Vaillant notamment qui se montre proactif en écrivant à Serwy :

« Je crois que le Bureau International pour organiser son action ne le peut faire exclusivement par correspondance, qu'il faudrait nécessairement des conférences internationales périodiques de ses membres. Qu'à cet effet vous pourriez, choisissant une période de vacances parlementaires, si elle coïncide dans les principaux pays, convoquer ce printemps à Bruxelles à une 1^{re} Conférence vos correspondants du Bureau, qui discuteraient avec vous les propositions que vous leur soumettriez et établiraient la périodicité des conférences suivantes¹⁰⁶⁶ ».

Cette idée de périodicité est précisée dans une autre lettre de Vaillant en janvier 1901 :

« Demander au bureau de Bruxelles d'instituer des réunions périodiques semestrielles ou annuelles du bureau international, mais plutôt deux fois par an qu'une, où les membres de chaque pays du bureau international, réunis avec vous à Bruxelles, conféreraient avec vous, délibéreraient de vive voix sur les propositions les plus urgentes sur l'ordre du jour proposé par vous, et vous aideraient à organiser le mouvement international¹⁰⁶⁷ ».

Enfin, entre août et novembre 1901, l'ancien communard notifie à plusieurs reprises à Serwy que, tant qu'il n'y avait pas eu de réunion physique du BSI, celui-ci ne pouvait ni considérer son action comme entamée, ni se considérer lui-même comme constitué définitivement en tant qu'institution¹⁰⁶⁸. Suivant son raisonnement, le CE détient clairement un droit d'initiative, mais la plénière est la seule instance délibérative légitime pour achever le processus de *decision making*, ne serait-ce qu'en ratifiant rétroactivement les actes du CE.

L'insistance de Vaillant pousse alors le CE à entamer une consultation auprès des délégués nationaux, par une circulaire du 18 mai 1901¹⁰⁶⁹, leur demandant en l'occurrence s'ils sont favorables à se réunir déjà fin juillet. Mais les réponses reçues ouvrent une première grande ligne de fracture interne au BSI, entre ceux qui souhaitent son développement continu et ceux

¹⁰⁶⁵ FERRI, « Une nouvelle œuvre internationale », art. cit., p. 238.

¹⁰⁶⁶ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., note n° 1, p. 32.

¹⁰⁶⁷ HAUPT, HOWORTH, « Edouard Vaillant... », art. cit., p. 239 (Lettre d'E. Vaillant à V. Serwy, 21 janvier 1901).

¹⁰⁶⁸ Voir HAUPT, HOWORTH, « Edouard Vaillant... », art. cit., p. 240 (Lettre d'E. Vaillant à V. Serwy, 16 août 1901) ; p. 243 (Lettre d'E. Vaillant à V. Serwy, 5 novembre 1901).

¹⁰⁶⁹ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2302, f° 7, Circulaire du CE du BSI, 18 mai 1901.

qui se contentent du *statu quo*. Un clivage qui est d'ailleurs dans une certaine mesure la reproduction de ceux qui avaient traversé l'Internationale avant 1889, entre nostalgiques et réalistes, et après 1889, entre centralisateurs et décentralisateurs. Ainsi, sans surprise, le SDAP-N et la SDF accueillent avec enthousiasme l'idée de se réunir régulièrement, tandis que le SPD et SDAP-Ö la repoussent. Les Néerlandais notamment « considèrent cette réunion comme seul moyen de mettre en œuvre le secrétariat international », et « voient dans cette proposition le moyen de donner plus d'extension au comité actuel et partant plus de vie au bureau international », puisqu'une réunion *de visu* aurait « l'effet d'établir exactement les travaux dont le caractère apparaît comme nécessaire, indispensable, les mesures appelées à donner une vie apparente, active au bureau international »¹⁰⁷⁰. Quant à la SDF, Hyndman va jusqu'à faire part publiquement de son souhait de réunion physique du BSI, dans *The Challenge* :

« L'an dernier, à Paris, nous avons réorganisé l'ancienne "Internationale" sur une base nouvelle et permanente. Au fil des années, l'influence de ce comité, avec sa représentation mondiale, ne peut manquer d'être très grande. Ce n'est que par l'action internationale vigoureuse et ordonnée du socialisme qu'il est possible de faire face et de surmonter ces grandes internationales du capitalisme, du monarchisme et du cléricalisme, dont nous éprouvons quotidiennement les effets néfastes. Seulement à travers une telle conférence internationale et une telle organisation internationale, que le comité qui a son centre à Bruxelles a été institué pour favoriser, nous pourrions nous tenir au courant des problèmes sociaux complexes et difficiles que, même en cas de succès, nous devons résoudre¹⁰⁷¹ ».

Du côté du SPD, par contre, Kautsky notifie au CE qu'Auer et Singer ne peuvent pas consentir à sa proposition :

« Ils croient qu'une telle réunion sera très utile un jour avant le prochain congrès international ; mais maintenant pour des choses relativement inutiles, les frais de la réunion ne seraient pas en proportion avec les résultats possibles de la réunion. Et comme la majorité des pays ne pourra pas envoyer des délégués en raison de manque d'argent, la réunion sera très incomplète. [...] Il suffira pour les questions, qui sont à l'ordre du jour de la réunion, de demander les avis [des] membres du bureau, de donner leur opinion par lettres¹⁰⁷² ».

De même, Adler confie à Kautsky en ces termes son intention de s'exprimer vigoureusement contre la proposition de réunion : « J'aime beaucoup aller à Bruxelles, mais c'est insensé de

¹⁰⁷⁰ IISG, Karl Kautsky Papers, G3-16-38, Circulaire de V. Serwy, 26 octobre 1901.

¹⁰⁷¹ Henry M. HYNDMAN, « A Century of Socialism », *The Challenge*, vol. 2, n° 23, 1901, p. 1-3.

¹⁰⁷² IISG, Karl Kautsky Papers, G3-8-15, Lettre de K. Kautsky au CE du BSI, 25 mai 1901.

dépenser l'argent du Parti pour des voyages d'amusement¹⁰⁷³ ». C'est là la première d'une série de réflexions que le meneur autrichien émettra à propos de la futilité du BSI tout au long de son existence, considérant comme une contre-sens historique, du point de vue des dynamiques de développement du socialisme, toute perspective de délégation de compétences à l'institution centrale. Il ne se prive d'ailleurs pas de partager publiquement ses vues, comme en mars 1903 à l'occasion des commémorations du vingtième anniversaire de la mort de Marx :

« L'Internationale avait son Conseil général à Londres, [...] une forme qui a depuis longtemps été rompue aujourd'hui parce que les partis ont désormais grandi bien au-delà de la portée d'une telle direction centrale. Mais à cette époque, cette direction centrale était très importante parce que les embryons du développement d'une organisation ouvrière commençaient seulement à émerger partout¹⁰⁷⁴ ».

Alors qu'une majorité de nationalités finissent soit par s'aligner sur le même avis négatif des Allemands et des Autrichiens quant à la perspective de réunion *de visu*¹⁰⁷⁵, soit par fournir « des réponses évasives¹⁰⁷⁶ », il apparaît que cela est dicté moins par des empêchements de circonstance que par une défaveur principielle à l'égard d'une périodicité semestrielle. De leur côté les Belges, s'ils avaient attendu que l'initiative de se réunir vienne de Vaillant, ils se montrent désormais pleinement convaincus de sa pertinence pour « établir d'une manière précise ce que le secrétariat est autorisé à faire sans avoir recours à un référendum ou à une réunion des membres du Bureau ; ce que le secrétariat doit faire à bref délai¹⁰⁷⁷ ». En somme, se réunir permettrait de fixer les contours du mandat du CE tout en rendant son action plus rapide et efficace dans l'intervalle, et donner par-là « plus de vigueur à l'action de l'Internationale¹⁰⁷⁸ ». Malgré des réceptions largement négatives, la circulaire du 18 mai 1901 acte néanmoins tacitement un principe qui, par la suite, ne va jamais être questionné : c'est bel et bien le CE qui se réserve le droit de proposer l'agenda provisoire de la plénière, tout en lançant une consultation transnationale afin de collecter avis et éventuels amendements en vue de l'agenda définitive.

Or, pendant même que les consultations sur une éventuelle première réunion du BSI sont encore en cours, les Belges trouvent un escamotage pour prouver sa faisabilité. Dans un cadre

¹⁰⁷³ IISG, Karl Kautsky Papers, DI183-273, f° 329-331, Lettre de V. Adler à K. Kautsky, 1^{er} juin 1901.

¹⁰⁷⁴ Victor ADLER, « Die Marx-Feier », *Arbeiter-Zeitung*, 17 mars 1903, p. 2-3.

¹⁰⁷⁵ Un bilan se trouve in IISG, Karl Kautsky Papers, G3-16-38, Circulaire de V. Serwy, 26 octobre 1901.

¹⁰⁷⁶ Victor SERWY, « Bulletin socialiste international », *Le Peuple*, 8 juillet 1901, p. 1.

¹⁰⁷⁷ *La Petite République*, 22 mai 1901, p. 1.

¹⁰⁷⁸ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 38.

juridique complètement aléatoire, ils inventent en effet la possibilité de réunions partielles entre le CE et quelques délégués nationaux seulement. Pour ce faire, ils profitent de la présence de Ferri et Costa en Belgique fin octobre 1901, le premier notamment y ayant prévu une tournée de conférences à la fois savantes et politiques. S'adaptant aux allers-retours de Ferri¹⁰⁷⁹, le CE s'entretient à deux reprises avec les Italiens, les 25 et 31 octobre à la Maison du peuple, et en rend compte à l'ensemble du BSI. C'est dans ce cadre intime que sont prises d'importantes décisions institutionnelles allant déterminer les évolutions ultérieures du BSI. Premièrement, quant aux plénières, les Belges et les Italiens se montrent très ambitieux, puisqu'ils tombent d'accord pour les tenir au moins semestriellement, voire plus souvent si besoin. Cependant, ils admettent aussi qu'en cas d'empêchement de réunir tous les délégués au même moment, il est possible que se retrouvent en plénière au moins ceux des pays voisins de la Belgique (Allemagne, Angleterre, Hollande, France). Bien que par la suite cette hypothèse oxymorique de plénières partielles ne soit plus envisagée, elle révèle néanmoins un problème structurel non négligeable : participer au BSI a un coût, mais son budget n'est pas suffisant et n'a pas été prévu pour rembourser des frais de voyage, de restauration et d'hébergement. La charge financière revient donc aux partis, voire aux délégués eux-mêmes, et elle augmente de manière proportionnelle à la distance qu'ils doivent parcourir. Puisque l'institution n'a pas de moyens pour garantir que les délégations nationales atteignent Bruxelles dans des conditions équitables, il est compréhensible que l'on estime que celles des pays voisins seront les plus assidues, mais la décision de principe italo-belge ne fait qu'accepter un état de fait au lieu de songer aux manières d'y pallier. Deuxièmement, quant au choix des dates des plénières, Belges et Italiens s'accordent sur le fait qu'il convient de profiter des périodes de vacances, et en l'occurrence que la première réunion devrait être tentée durant la période de Noël 1901. L'entrevue italo-belge s'arroge ainsi le droit de relancer tout le processus de consultation, tant sur le principe des plénières que sur leur périodicité, ce que Serwy réalise déjà le 26 octobre, au lendemain de la première réunion de travail. Il indique d'ailleurs que les plénières pourraient avoir lieu aussi bien à Bruxelles qu'à Verviers ou à Paris, et confirme que, si la présence simultanée de tous les délégués n'est pas obligatoire, au moins ceux des pays avoisinant la Belgique devraient s'efforcer de s'y rendre. La période de Noël 1901 est officiellement proposée, mais pour montrer que sa démarche n'est pas autoritaire, Serwy tient à souligner que « les décisions qui seraient prises dans cette réunion seraient soumises ensuite pour ratifications dans la huitaine aux directions de partis ouvriers et à leurs délégués », et qu'« elles deviendraient définitives si

¹⁰⁷⁹ Pour suivre l'agenda de Ferri, cf. *Avanti!* du 18 octobre au 3 novembre 1901.

elles recueillaient la majorité des voix des nationalités »¹⁰⁸⁰. Le coup de force italo-belge se révèle efficace et la proposition de plénière fait cette fois-ci l'objet d'une majorité d'adhésions : le 4 décembre, Serwy peut déclarer que le principe de plénières *de visu* est définitivement acté, et convoque la première pour le 30 décembre 1901 à la Maison du peuple, sur la base de l'agenda provisoire que le CE avait déjà établi. Et tout en réitérant le principe de ratification rétroactive des décisions de la plénière par les sections nationales avant qu'elles puissent être considérées comme définitives, Serwy indique que cette première réunion « est appelée, dans notre pensée, à donner au secrétariat une activité plus grande que celle qu'il a témoignée jusqu'à ce jour¹⁰⁸¹ ». La circulaire du 4 décembre ne pacifie pas pour autant la situation : le SPD notamment demande à Serwy « si la réunion sera importante¹⁰⁸² », confirmant de ne vouloir envoyer de délégation qu'en cas d'urgence ou de décisions fondamentales à prendre. Serwy fait de son mieux pour convaincre Kautsky que la plénière sera bel et bien importante, lui notifiant que des partis tant de grands pays que de pays éloignés ont assuré de leur présence, et relevant par-là qu'une délégation allemande serait la bienvenue « pour donner, de concert avec les autres nationalités, l'impulsion nécessaire au bureau international¹⁰⁸³ ». Le SPD finissant par se ranger du côté de l'avis de la majorité des partis-frères, la I^e plénière du BSI peut dès lors se tenir dans les conditions prévues.

Le fonctionnement de cette première réunion, calqué sur celui des congrès mais avec une part d'improvisation, donne son *imprimatur* à une méthode de travail qui, dans ses contours généraux, reste inchangée jusqu'en 1914. Il y a un président de séance : Vandervelde dans la plupart des cas, remplacé par Anseele seulement une fois. Le président est assisté de secrétaires de séance : Kautsky et Troelstra à la I^e plénière, Anseele et Serwy à la II^e, mais à partir de la III^e c'est exclusivement le secrétaire international qui agit en tant que secrétaire de séance. La lecture, la discussion et le vote du rapport introductif du secrétaire deviennent coutumiers. Les votes se font par tête et à main levée. Bien que, tout comme pour les consultations à distance, en plénière aussi il y ait une quête constante d'unanimité, il est admis que la majorité simple des voix suffit pour adopter des décisions. Chaque proposition nécessite qu'un ou plusieurs délégués la déposent par écrit ou la prononcent en leur nom, parrainés éventuellement par d'autres. La proposition peut ensuite être formalisée davantage sous forme de motion, ou bien

¹⁰⁸⁰ IISG, Karl Kautsky Papers, G3-16-38, Circulaire de V. Serwy, 26 octobre 1901.

¹⁰⁸¹ IISG, Karl Kautsky Papers, G3-16-38, Circulaire de V. Serwy, 4 décembre 1901.

¹⁰⁸² IISG, Karl Kautsky Papers, G3-16-38, Lettre de V. Serwy à K. Kautsky, 16 décembre 1901.

¹⁰⁸³ *Idem*.

demeurer au stade générique de vœu, et chaque délégué a le droit d'avancer toute sorte d'amendement jusqu'au vote. Il n'y a pas encore de traducteurs *ad hoc* en plénière, en dehors des délégués régulièrement désignés : ce sont eux qui traduisent chaque discours ou document dans les trois langues de travail (Français, Anglais, Allemand). Sur la publicité des plénières, la I^e adopte un compromis : les réunions sont à considérer comme semi-publiques par défaut. Elles sont ouvertes uniquement aux correspondants de la presse socialiste, et si une plénière ou une partie de celle-ci doit rester confidentielle, c'est toute l'assemblée qui doit le décider. Cette présence de la presse est d'autant plus nécessaire au cours des premières plénières que le CE ne se préoccupe que tardivement d'établir des comptes rendus officiels. Les journalistes assurent alors la plus large diffusion des actes du BSI, et permettent de renforcer sa légitimité aux yeux du mouvement. Parallèlement, durant les plénières certains délégués fonctionnent eux-mêmes en tant que correspondants particuliers de leurs organes de presse nationaux. C'est pourquoi l'on assiste à la parution de comptes rendus multiples et parfois contradictoires. Par exemple, quant la I^e plénière, celui de Kautsky pour le *Vorwärts*¹⁰⁸⁴ est nettement plus complet que celui que Serwy fait publier en toute vitesse dans *Le Peuple* le lendemain¹⁰⁸⁵. Enfin, la clôture de la I^e plénière est suivie d'un « meeting international » organisé par le CE avec la Fédération bruxelloise du POB à la Maison du peuple, durant lequel divers membres du BSI s'expriment publiquement. Une pratique qui devient traditionnelle depuis lors, même lorsque le Bureau se réunit ailleurs qu'en Belgique, mais qui connaît un perfectionnement progressif. Si les premiers meetings enregistrent des discours très génériques et sans fil conducteur, l'on commence ensuite à prévoir à l'avance des thématiques communes, notamment la paix, en vue d'une plus grande cohérence, mais aussi à mieux assurer le service de traduction et de compte-rendu, à envisager des espaces plus adaptés pour accueillir un auditoire de plus en plus nombreux, et à multiplier les tribunes. En tout cas, les meetings ont une portée éminemment symbolique et consensuelle : il ne s'agit pas de revenir sur les différences d'opinion que les plénières ont pu connaître, et le président d'honneur – Vandervelde la plupart du temps – fait même adopter par acclamation des résolutions inspirées de celles votées en réunion, reproduites avec engouement par la presse socialiste européenne comme preuve de la solidarité inconditionnelle qui se dégage des entrevues du BSI.

Comme il était prévisible au vu des efforts qu'il avait fallu pour la convoquer, la I^e plénière connaît un long débat sur la périodicité des réunions du BSI. Tandis que la plupart des délégués

¹⁰⁸⁴ Voir IISG, Karl Kautsky Papers, G3-5-7, *Sitzung des ISB. Protokollnotizen von K. Kautsky*, [décembre 1901].

¹⁰⁸⁵ Voir *Le Peuple*, 31 décembre 1901, p. 2.

souhaitent qu'elles soient fréquentes, les Allemands insistent pour l'annualité. Ne voulant pas trancher en défaveur du SPD sur la question de principe, la réunion trouve un compromis en se bornant à fixer la plénière suivante au juillet 1902, mais sans établir pour autant la semestrialité comme règle. De ce débat en découle un autre quant à l'attribution du droit de convoquer les plénières, et les délégués finissent par nier que le CE puisse en disposer à lui tout seul. Il est en effet acté que, temporairement, chaque plénière décidera souverainement de la tenue de la suivante¹⁰⁸⁶. Par contre, un consensus se dégage sur le fait que Bruxelles soit l'endroit le plus convenable où se réunir. Quant à la durée des plénières, aucune décision de principe n'est définitivement prise : il est admis que chacune durera en fonction de ses besoins spécifiques. Cette élasticité va se traduire, par la suite, en une variabilité importante : certaines s'étalent sur deux jours entiers, d'autres occupent seulement une matinée de travail, tandis que le plus souvent elles durent une journée entière.

La I^e plénière laisse ainsi la porte ouverte à des interrogations ultérieures qui, tout en déclenchant des diatribes, vont aboutir à des clarifications institutionnelles déjà fin 1902. Le CE en effet, bien que ne détenant pas de droit de convocation, parvient néanmoins à s'arroger celui de proposer des modifications des dates. Déjà en vue de la II^e plénière, il contrevient à la fois à la décision souveraine de la I^e et aux accords pris avec les Italiens en octobre 1901. Seulement, il le fait surtout sur la base des considérations nationales. La préparation de la grève générale d'avril 1902 détourne l'attention des membres du CE : outre sortir épuisés de l'échec qu'ils ont finalement essuyé, ils constatent que presque rien n'a été entrepris par les délégués du BSI depuis décembre 1901. À l'issue de sa séance de travail du 11 juin 1902, le CE lance alors une consultation quant à l'utilité de tenir une nouvelle plénière déjà en juillet, et propose un ajournement « plus utile et plus sérieux¹⁰⁸⁷ » au mois de décembre. Qui plus est, il présente déjà cette plénière à venir comme étant la « séance annuelle¹⁰⁸⁸ » du BSI. De ce fait, les réactions vis-à-vis du CE sont l'inverse de celles de l'été 1901 : le SPD exprime son accord avec lui¹⁰⁸⁹, suivi par une majorité d'autres partis¹⁰⁹⁰, tandis que la SDF s'y oppose vigoureusement. La lettre ouverte qu'Hyndman rédige le 17 juillet 1902, largement relayée dans la presse socialiste à l'étranger, si elle est surtout un cri d'alarme vis-à-vis de l'inconsistance du

¹⁰⁸⁶ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., note n° 18, p. 46.

¹⁰⁸⁷ IISG, Karl Kautsky Papers, G3-39-50, Circulaire de V. Serwy, 14 juin 1902.

¹⁰⁸⁸ *Idem*.

¹⁰⁸⁹ Voir IISG, Karl Kautsky Papers, G3-8-15, Lettre de K. Kautsky au CE du BSI, 18 juin 1902.

¹⁰⁹⁰ Voir IISG, Karl Kautsky Papers, G3-16-38, Lettre de V. Serwy à K. Kautsky, I. Auer et P. Singer, 8 août 1902.

BSI dans une situation internationale qui s'assombrit, constitue aussi une première dénonciation publique de la mainmise belge sur l'institution :

« Jamais, à aucun moment de l'histoire du mouvement socialiste international, il n'a été aussi nécessaire pour les représentants des différents partis socialistes nationaux de se réunir et d'échanger leurs vues [...]. Réunir le Bureau une fois tous les douze mois est évidemment une réduction à l'absurde de la question, et nous sommes tout à fait persuadés, d'autre part, que nos camarades belges n'ont jamais prétendu que leur situation nationale ou leurs connaissances personnelles puissent leur permettre d'être à eux seuls le conseil international du socialisme et d'en remplir toutes les fonctions. Tous nous avons besoin pour notre gouverne de cet échange d'opinions des militants internationaux, qui ne se peut obtenir que par un contact personnel ; car bien des questions ne peuvent être clairement et complètement discutées par correspondance, et sur beaucoup d'autres, il y a plus à dire qu'on ne le croit couramment¹⁰⁹¹ »

Dans une autre lettre adressée au *Wilshire's Magazine*, Hyndman va encore plus loin :

« Le Bureau Socialiste International, au lieu d'accomplir son destin élevé, serait apparemment tombé entre les mains d'une clique locale et tout à fait incompétente à Bruxelles. [...] Notre réunion internationale de juillet sera, je le crains, reportée, et nous ne nous réunirons pas à nouveau, si la clique évoquée arrive à ses fins, avant décembre. Je suis d'autant plus troublé par cela que j'ai proposé moi-même que le centre de la "Nouvelle Internationale" soit en Belgique. Espérons que nos amis belges, qui n'ont pas connu trop de succès ces derniers temps dans leurs affaires nationales, s'éveilleront à l'importance de la position qui leur est accordée¹⁰⁹² ».

Hyndman mobilise ainsi l'arsenal rhétorique anti-clique qu'il avait déjà employé en 1889 contre le congrès marxiste, et en 1891 contre le POB lui-même, ainsi que la critique de longue date que la SDF, et Bax en particulier, portaient à l'égard de partis comme le SPD qui voulaient rallonger les intervalles entre les assises. Bien qu'engagée trop tard pour avoir des chances de maintenir la II^e plénière au juillet 1902, la campagne d'Hyndman introduit néanmoins publiquement le doute : l'*institution-building* du BSI est-il achevé pour qu'il puisse accomplir son rôle politique, ou bien la place prédominante du POB est-elle un frein ? D'autres voix s'associent bientôt à Hyndman pour pointer les lacunes institutionnelles du Bureau. Par exemple, l'*Avanti!*, après avoir relevé que celui-ci a le devoir de se réunir pour discuter de politique internationale, écrit :

¹⁰⁹¹ Henry M. HYNDMAN, « La Situation internationale et le Parti socialiste », *La Petite République*, 20 juillet 1902, p. 1.

¹⁰⁹² Henry M. HYNDMAN, « America Undermining Europe », *Wilshire's Magazine*, vol. 2, n° 50, 1902, p. 52.

« De ce que l'on sait, ce Bureau n'a jamais donné de signe de vie ; de cette situation nous ne croyons pas qu'il faut donner la faute aux membres qui le composent mais à la faible praticité de l'institution. Plutôt qu'un bureau fixe, de type bureaucratique, peuvent mieux valoir les accords pris lorsque s'en manifeste le besoin ou l'opportunité, et lorsque les représentants des nations peuvent effectivement se présenter en réunion en tant qu'interprètes autorisés de la pensée dominante [...] de leurs groupes nationaux respectifs¹⁰⁹³ ».

Simons aussi admet l'urgence de revoir le fonctionnement du BSI pour qu'il soit plus efficace, mais estime que la faute pour son inconsistance revienne bien plus à la passivité des partis nationaux déjà depuis la phase d'*institution-building* qu'aux Belges :

« Il faut dire, pour rendre justice aux camarades qui dirigent actuellement les travaux du bureau, que les partis des différents pays ne leur ont en aucune façon accordé l'appui auquel ils avaient droit. Un grand nombre de partis nationaux sont encore en retard dans le paiement des petites cotisations promises à l'organisation internationale [...]. Il faut se rappeler encore une fois que les difficultés inhérentes à la mise en place des mécanismes nécessaires à une organisation internationale, si simples soient-ils, sont considérables. Plusieurs pays ont tardé à élire leurs délégués au conseil international. Il semble qu'aucun effort n'ait été fait pour maintenir le système des bulletins internationaux à une échelle efficace et, en général, il y a eu beaucoup de relâchement et de manque d'intérêt. En même temps, les camarades belges se sont occupés de manière très intense de leurs affaires locales, ce qui a eu pour effet d'affaiblir le travail du bureau local. Ce sont tous des défauts que le temps, le tact et l'expérience peuvent corriger. Au moment où le congrès d'Amsterdam se réunira, un plan pratique permettant d'éviter la plupart de ces difficultés aura été élaboré et des mesures pourront alors être prises pour une coordination plus systématique et plus efficace des efforts internationaux que ce qui a été possible jusqu'à présent¹⁰⁹⁴ ».

En tout cas, la campagne d'Hyndman préoccupe et fait pénétrer le doute jusqu'au sein du CE, tant que Serwy demande au SPD de lui confirmer une nouvelle fois que l'ajournement de la plénière était la bonne décision à prendre¹⁰⁹⁵.

Lorsque s'ouvre cette II^e plénière, le 29 décembre 1902, la question de la périodicité des réunions connaît un nouveau débat au cours duquel Hyndman est à l'offensive. Soucieux d'influencer surtout le CE, dont il entend recalibrer les initiatives politiques, il va jusqu'à proposer des plénières « une fois par trimestre, afin de rendre plus active l'intervention du

¹⁰⁹³ *Avanti!*, 23 juillet 1902, p. 1.

¹⁰⁹⁴ Algie M. SIMONS, « International Socialist Congress », *International Socialist Review*, vol. 3, 1902-1903, p. 301.

¹⁰⁹⁵ IISG, Karl Kautsky Papers, G3-16-38, Lettre de V. Serwy à K. Kautsky, I. Auer et P. Singer, 8 août 1902.

prolétariat organisé dans la politique internationale¹⁰⁹⁶ ». Ce qui est soutenu rétrospectivement par l'*Avanti!*, pour compenser l'absence de délégués italiens, estimant qu'« il est nécessaire que le Comité international ait une action permanente et sensible¹⁰⁹⁷ ». Par contre, non seulement Adler et Singer, mais Troelstra aussi opposent des objections tant d'ordre pratique que principiel pour montrer qu'il n'y a aucune nécessité de se réunir aussi fréquemment. Les échanges commencent alors à se tendre, ce dont Adler ne ménage pas ses mots lorsqu'il rapporte à Kautsky ses impressions : « Hyndman est mûr pour l'asile des fous. [...] La folie d'Hyndman est heureusement une affaire de famille, il suffit de s'assurer qu'elle ne jaillira pas et qu'elle ne fera pas de compromis¹⁰⁹⁸ ». La proposition du Britannique est finalement rejetée, mais elle aura eu le mérite d'obliger les délégués à trouver une solution transactionnelle : il est acté en effet le principe de tenir des plénières semestrielles, tout en confirmant celui selon lequel chaque plénière est souveraine pour fixer la date de la suivante. Le débat est clos, et cette semestrialité est rigoureusement appliquée jusqu'aux démissions de Serwy à la VI^e plénière de janvier 1905. *Le Peuple* peut alors tirer un bilan particulièrement enthousiaste, car même si « de pareilles entreprises ne vont pas sans quelques tâtonnements et difficultés d'exécutions », l'on peut admettre que « quoi qu'il advienne désormais, l'Internationale est reconstituée ; [...] le socialisme a traversé sa période romantique pour entrer définitivement dans sa phase expérimentale »¹⁰⁹⁹.

Jusqu'aux démissions de Serwy, la nouveauté principale est l'inauguration de la pratique des plénières à la veille des congrès internationaux et dans les mêmes villes que ceux-ci, puisque la V^e se tient le 13 août 1904 au Bondsgebouw d'Amsterdam¹¹⁰⁰, siège du puissant syndicat des diamantaires. Ce qui marque l'affirmation d'un principe de mobilité éventuelle des réunions en fonction des impératifs du moment. Le CE déplace en effet le lieu de l'entrevue afin de profiter de la présence de la plupart des membres du BSI au congrès de l'Internationale, et d'expédier directement sur place certaines questions restées en suspens quant à la préparation matérielle de celui-ci. Le BSI se réunit d'ailleurs tout au long du congrès, mais les discussions ne portent que sur des questions urgentes relatives à celui-ci, tandis qu'aucune mesure de politique générale ne peut y être prise. Pour cela, on considère que le BSI « siège » de manière ininterrompue tout au long du congrès, mais que ces réunions ne sont pas des réunions plénières

¹⁰⁹⁶ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 63.

¹⁰⁹⁷ *Avanti!*, 4 janvier 1903, p. 1.

¹⁰⁹⁸ IISG, Karl Kautsky Papers, DI183-273, f° 348, Lettre de V. Adler à K. Kautsky, 22 janvier 1903.

¹⁰⁹⁹ *Le Peuple*, 30 décembre 1902, p. 1.

¹¹⁰⁰ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 106-111 (*Nota Bene* : Haupt indique une date erronée : le 15 août au lieu du 13 août).

à proprement parler. Nouveauté dans la nouveauté, la V^e plénière inaugure aussi la possibilité d'y admettre des « membres invités », issus de sections nationales embryonnaires ou non encore accréditées. En l'occurrence, c'est Dadhabhai Naoroji de l'*Indian National Congress* (INC) qui est autorisé à assister, sans droit de vote, à l'entrevue d'Amsterdam. La présence d'un invité à une plénière n'est pas anodine : les années suivantes, le CE conviera d'autres personnalités dans l'optique non seulement de continuer un processus de rapprochement devant déboucher sur une affiliation officielle, mais aussi, conformément à la *demonstration culture*, de symboliser l'expansion planétaire du socialisme. Dans le cas de Naoroji, une troisième dimension rentre en jeu, puisque le BSI peut mettre en scène grâce à lui un moment de fraternisation anticoloniale¹¹⁰¹. En effet, c'est déjà pendant la plénière qu'a lieu la répétition générale de l'une des scènes d'ouverture du congrès d'Amsterdam, lorsqu'Hyndman et Naoroji montent simultanément à la tribune pour déposer une motion condamnant la colonisation britannique des Indes. Cependant, en aucun cas les membres invités du BSI ne peuvent servir à pallier les manquements des délégations accréditées : ce ne sont que des groupes non encore affiliés qui peuvent bénéficier de ce mécanisme exceptionnel.

Après Amsterdam, le besoin de tenir une réunion du BSI déjà en janvier 1905 n'est pas ressenti, car un climat de satisfaction règne dans l'Internationale pour la qualité des débats et des résolutions des assises. Seul le CE et Serwy en particulier en sortent affaiblis de par la manière dont ils n'ont pas su gérer toute une série d'aspects techniques. Une conjoncture dont espèrent bien profiter les partisans d'un plus grand espacement entre plénières. Par exemple, en décembre 1904 Adler écrit à Kautsky : « Allons-nous nous voir à Bruxelles ou vaut-il mieux remettre cette histoire à plus tard ? Maintenant, il n'y a plus rien à faire avec les Français et tout le reste a encore du temps!¹¹⁰² ». Si aucune démarche n'est finalement entreprise publiquement, et que la VI^e plénière se tient à la date prévue, il est néanmoins décidé précisément au cours de celle-ci de faire entorse à la semestrialité : la suivante est convoquée un an après, tout en laissant la possibilité au CE d'en anticiper la tenue en cas de besoin¹¹⁰³. Si l'annualité n'est pas ouvertement la règle, de peur de déclencher les colères d'Hyndman, elle le deviendra néanmoins aussitôt dans la pratique qui s'installe au cours du secrétariat de Huysmans : à partir de la VIII^e plénière de novembre 1906, le BSI ne connaîtra plus que des réunions annuelles.

¹¹⁰¹ Pour une critique de l'instrumentalisation de Naoroji par Hyndman, cf. DE LEON, *Flashlights...*, *op. cit.*, p. 86.

¹¹⁰² IISG, Karl Kautsky Papers, DI183-273, f° 357, Lettre de V. Adler à K. Kautsky, 9 décembre 1904.

¹¹⁰³ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 129.

c) La réunion du BSI comme espace de sociabilité transnationale, complément de la *demonstration culture*

Les retrouvailles annuelles ou semestrielles de la crème du socialisme international ne se limitent pas à des séances de travail d'un groupe renfermé dans une salle. Malgré leur courte durée, elles préfigurent l'émergence d'une série d'espaces et d'occasions de sociabilité informelle qui contribuent au renforcement d'un sentiment de « faire institution ». Comme pour les congrès, la valeur accordée à la plénière réside elle aussi avant tout en amont, dans la portée symbolique du fait même qu'une telle rencontre transnationale puisse avoir lieu. Un défi majeur du CE est alors celui de maintenir intact, voire de faire émerger tout court, l'esprit de camaraderie entre individus d'une pluralité de nations, langues et opinions, qui ne connaissent pas forcément tous et qui n'ont guère les mêmes attentes à l'égard de l'institution qu'ils sont censés animer. De ce fait, face aux limites de son mandat politique, le CE initie dès 1901 toute une série de pratiques qui seront poursuivies dans leurs grandes lignes même après l'arrivée de Huysmans en 1905, et qui ont pour but de survaloriser l'informel en marge des plénières afin de garantir un bon fonctionnement des cadres formels de l'institution. Il s'agit de faire en sorte que la fraternité crée un climat de confiance mutuelle, susceptible à son tour de donner lieu à des échanges sereins et productifs, au moins évitant de faire du BSI un duplicata des congrès litigieux, et au mieux en réalisant réellement l'unanimité que l'on espère constamment mettre en scène. L'informel se configure ainsi comme une pratique performative à part entière, digne complément de la *demonstration culture* : l'esprit de camaraderie et le sentiment d'appartenance à une communauté qui transcende les frontières est développé aussi et surtout pour être montré, pour qu'il apparaisse palpable. D'un outil pour créer une cohésion interne à l'institution, il en devient également un de propagande dirigé à l'extérieur du mouvement.

Participer à une plénière signifie tout d'abord la possibilité de renouer les contacts avec des camarades que l'on ne côtoie pas au quotidien et faire la connaissance de nouveaux. Le CE prend donc soin de prévoir à l'avance des temps en marge des séances de travail pour que des échanges spontanés se produisent, allant paradoxalement jusqu'à ritualiser les occasions de convivialité et de partage. Le matin, la plénière commence le plus souvent entre 9 et 10 heures, pour que les délégués qui sont déjà sur place puissent se retrouver au café-bistrot de la Maison du peuple. À midi, une pause conséquente est prévue pour le déjeuner collectif au même endroit. À la clôture des travaux, des slogans comme *Vive l'Internationale !* sont scandés en chœur, et

souvent aussi l'on chante *L'Internationale*, *La Marseillaise des travailleurs* ou d'autres chansons du répertoire socialiste. L'on ne se sépare pas pour autant, car il faut d'abord participer au traditionnel « meeting international » de fin de plénière, complété de festins avec orchestres et chants¹¹⁰⁴. Lorsque ce genre de festivités se tient en marge des congrès, les membres du BSI ont désormais l'habitude d'y faire groupe et d'y mener les danses. Au sens littéral d'ailleurs : plusieurs photographies du congrès de 1904 immortalisent Van Kol, mouchoir de poche à la main, qui fait une démonstration de danse du ventre pendant que Kautsky, Luxemburg, Soukup, Hillquit, Troelstra et Zetkin l'entourent et l'encouragent en battant les mains... le tout sous le regard quelque peu perplexe de Katayama¹¹⁰⁵. Des moments précieux pour forger des bons souvenirs communs, et inscrire par-là dans la durée un sentiment de cordialité en dépit du fait que l'on puisse bel et bien s'écharper en plénière ou en congrès. Ramsay MacDonald aurait dit, au sortir du congrès de Copenhague de 1910 :

« La véritable valeur du Congrès socialiste international ne réside pas dans ce qu'on appelle ses "sessions plénières", mais dans les dîners et les déjeuners, les cafés et les cigares au cours desquels les dirigeants nationaux discutent de leur politique. Personne ne peut estimer l'énorme effet de ces consultations. Elles signifient que chaque dirigeant national de la classe ouvrière est personnellement connu de chaque autre dirigeant national et que la politique nationale reçoit un cadre international¹¹⁰⁶ ».

Le soir non plus les délégués qui logent en ville avant ou après la plénière ne sont pas laissés seuls, puisque les membres du CE font en sorte de dîner tous ensemble dans des hôtels ou bistrots. Même Hyndman, pourtant l'un des délégués les moins appréciés de par son caractère litigieux, relate d'une très bonne ambiance :

« C'était une fête très joyeuse de dîner tous les soirs, durant l'une des réunions du Bureau Socialiste International à Bruxelles, dans la cour de l'ancien Hôtel du Grand Miroir, aujourd'hui disparu. La cuisine était bonne, le vin excellent et le cognac, me dit-on de façon crédible, superbe¹¹⁰⁷ ».

Il va jusqu'à suggérer que Vandervelde lui-même aurait quelque peu adouci ses positions radicalement anti-alcools grâce à ces soirées conviviales : c'est ce « petit rassemblement d'étrangers qui a révolutionné les idées du "patron" [surnom de Vandervelde] et de son foyer

¹¹⁰⁴ Voir par exemple *Le Peuple*, 31 décembre 1901, p. 2 ; *Le Rappel*, 17 janvier 1905, p. 2.

¹¹⁰⁵ Voir IISG, BG A40/977 ; BG B9/807 ; BG B9/809.

¹¹⁰⁶ Cité in Thomas J. MOONEY, « The Eighth International Socialist Congress », *Wilshire's Magazine*, vol. 14, n° 10, 1910, p. 4-5.

¹¹⁰⁷ HYNDMAN, *Further Reminiscences*, op. cit., p. 346.

quant à la sobriété et à la solennité invariables des visiteurs anglophones modernes¹¹⁰⁸ ». Si les déjeuners n'enregistrent pas d'élargissement des convives au-delà du cercle intime des délégués et de l'entourage de la Maison du peuple, les dîners se prêtent davantage à inviter des personnalités extérieures, qui parfois ne sont même pas socialistes et auxquelles on espère faire goûter cette ambiance transnationale et internationaliste. Encore Hyndman raconte que c'est grâce à un dîner avec les membres du BSI qu'il a pu faire rencontrer George F. Williams, ancien député démocrate du Massachussetts, avec qui il est resté en contact par la suite :

« Pas le moins joyeux [...], pas le moins jovial d'entre nous à cette occasion agréable était M. George Frederick Williams, avocat de Boston, un démocrate en politique, sur sa route vers le socialisme, j'espérais, mais de toute façon, malgré ses opinions et sa profession, un convive très charmant. Il s'agit du M. Williams qui a pratiquement établi le droit du référendum aux États-Unis par la victoire en appel à la Cour suprême de l'Oregon sur cette question. [...] M. Williams a eu la gentillesse de m'envoyer l'affaire telle qu'elle l'avait lui-même présentée [...]. M. Williams, dans une lettre qu'il m'a adressé, exprime des vues plutôt optimistes que de cette manière une solution pacifique à la lutte des classes pourra être trouvée¹¹⁰⁹ ».

Enfin, que ce soit à l'arrivée des délégués à Bruxelles ou à leur départ, le CE se plie en quatre pour les aider à s'orienter et résoudre les imprévus, ce qui crée parfois des occasions supplémentaires pour se découvrir. S'il arrive parfois que l'on aille chercher à la gare ou à leurs hôtels ceux qui connaissent mal la ville, la chaleur avec laquelle ces gestes de sympathie sont réalisés est même susceptible d'enterrer des antipathies de longue date. Ainsi en 1917, pendant son emprisonnement, Luxemburg se souvient de la manière dont son opinion de Huysmans a changé du tout au tout le soir du 30 juillet 1914 :

« Pendant dix ans nous avons été tous deux membres du Bureau international et pendant dix ans nous nous sommes haïs [...]. Pourquoi ? C'est difficile à dire. Peut-être ne pouvait-il pas souffrir les femmes qui ont une activité politique ; quant à moi, il est probable que son air impertinent me tapait sur les nerfs. Il se trouve qu'à la fin de la dernière séance à Bruxelles [...] nous nous trouvâmes quelques heures ensemble. C'était dans un élégant restaurant, près d'un bouquet de glaïeuls, posé sur la table, dont la vue absorba toute mon attention sans que je participe à la conversation politique. On parla de mon départ. C'est alors qu'apparut mon désarroi dans les "choses terrestres", mon besoin éternel d'un tuteur pour m'acheter mon billet et me mettre dans le train, rassembler mes paquets perdus, bref, toute ma faiblesse ridicule [...]. Huysmans me regardait en silence tout le temps et cette haine de dix ans se transforma en un instant en amitié

¹¹⁰⁸ *Idem.*

¹¹⁰⁹ *Ibidem*, p. 347.

fervente. [...] Il prit alors aussitôt mon destin en main, me traîna avec Anseele, le charmant petit Wallon, chez lui à souper, m'apporta un petit chat, me joua et me chanta du Mozart et du Schubert. Il possède un bon piano et une jolie voix de ténor, et ce fut pour lui une nouvelle révélation d'apprendre que la culture musicale m'est aussi nécessaire que l'air pour respirer. [...] Ensuite, il me conduisit naturellement au train, porta lui-même ma valise, s'assit encore dans le compartiment avec moi [...]. C'est tout juste si je pus le dissuader de m'accompagner au moins jusqu'à la frontière allemande. Il ne sauta sur le quai que lorsque le train fut en marche, criant encore "Au revoir à Paris !" [...] Mais lorsque mon train arriva à Berlin la mobilisation était en cours, et deux jours plus tard la chère Belgique du pauvre Huysmans était occupée¹¹¹⁰ ».

Encore d'un point de vue subjectif, la plénière revêt une importance toute particulière pour ceux qui ne participent pas depuis longtemps aux congrès et aux échanges transnationaux, et qui voient dans le Bureau une consécration prometteuse de leur entrée dans l'*upper circle*. Rebérioux remarque par exemple que dès 1901 le BSI offre à Jaurès, qui « n'est pas encore à son aise dans le maquis du socialisme international [...], un cadre pour rencontrer les socialistes du monde entier¹¹¹¹ ». Katayama raconte dans ses souvenirs l'émotion profonde qu'il a ressentie de se trouver face aux grandes figures de l'Internationale à la V^e plénière à Amsterdam, et d'avoir été impressionné de leurs cheveux blancs et des marques sur leurs visage symbolisant les années de luttes qu'ils ont mené¹¹¹². D'autant plus pour les rares membres non-européens du BSI, la plénière représente aussi une occasion de mise au point sur l'évolution de mœurs et coutumes. C'est ce qui ressort encore des souvenirs de Katayama, où il dit avoir été confronté à un décalage culturel profond en constatant la différence entre sa propre manière de s'habiller bon marché et la tenue très élégante et formelle du reste des délégués à « l'air de *gentlemen* respectables¹¹¹³ ». Le CE et les délégués les plus expérimentés en tout cas font de leur mieux pour être tout à fait cordiaux avec ces « débutants », Katayama soulignant l'accueil des plus chaleureux qu'ils lui ont réservé et surtout leur effort de bien prononcer son nom¹¹¹⁴. Mais même pour les délégués qui se connaissent depuis longtemps, la plénière est l'occasion d'approfondir les échanges en aparté tout en prenant du bon temps en dehors des moments conviviaux prévus par le CE. Par exemple, Longuet rapporte ainsi de sa discussion avec Bebel et Singer en marge de la VIII^e plénière :

¹¹¹⁰ Stephen Eric BRONNER (dir.), *The letters of Rosa Luxemburg*, Boulder, Westview Press, 1978, p. 212-214. (Lettre de R. Luxemburg à H. Diefenbach, 23 juin 1917).

¹¹¹¹ Madeleine REBÉRIOUX, « Une lettre de Jaurès offerte par François Mitterrand », *Jean Jaurès. Cahiers trimestriels*, n° 139 (supplément), 1996, p. 24-25.

¹¹¹² Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., note n° 3, p. 107.

¹¹¹³ *Idem.*

¹¹¹⁴ *Idem.*

« C'était à l'issue de la réunion du Bureau International. Jaurès, Vandervelde et Vaillant venaient de nous quitter, et nous avions voulu goûter un peu de la fraîcheur du Bois de Boulogne bruxellois. En dix minutes nous y étions transportés et attablés dans un café champêtre de ce délicieux Bois de la Cambre ; nous devisions agréablement des choses du socialisme international en général et de la belle victoire de nos amis autrichiens en particulier¹¹¹⁵ ».

Si déjà les sociabilités informelles jouent un rôle non négligeable en faveur de la cohésion institutionnelle au plan transnational, elles peuvent aussi la servir plus spécifiquement en promouvant l'unité des sections nationales qui la composent. En ce sens, il n'est pas rare de voir des délégués de deux partis rivaux prendre des accords pour partager l'aller-retour à Bruxelles et loger au même endroit. C'est ce font par exemple Hardie et Hyndman en 1906 pour la VII^e plénière, où d'ailleurs, à leur arrivée, ils croisent par hasard Huysmans et finissent par se promener avec lui au centre-ville¹¹¹⁶. Le fait même de passer plusieurs jours en contact étroit entre moments informels et réunions où l'on s'occupe d'affaires qui transcendent les querelles nationales, favorise ainsi l'émergence de conditions d'apaisement au sommet, ne serait-ce que sous la forme d'une simple appréciation mutuelle entre meneurs. C'est ce dont fait part une autre figure de l'ILP, William Stewart, encore à propos du voyage partagé par Hardie et Hyndman :

« [Hardie] avait comme collègue à cette occasion Mr. H. M. Hyndman, dont il a dit, "un compagnon plus charmant et plus agréable qu'aucun voyageur n'a jamais eu", ce qui fait réfléchir au fait que si ces deux avaient pu être en étroite compagnie plus souvent, beaucoup de malentendus réciproques auraient pu être évités¹¹¹⁷ ».

Un mécanisme similaire se met à l'œuvre aussi en amont des scènes de fraternisation transnationale qui ponctuent les plénières et les congrès. Ainsi, en vue des accolades entre Hyndman et Naoroji à Amsterdam, le CE s'arrange pour que les deux partent ensemble de Brasted (Kent) et séjournent au luxueux Amstel Hotel tout au long des assises¹¹¹⁸. Ce qui est particulièrement important pour que le duo, qui polémiquait depuis les années 1890 sur la manière de combattre le Raj britannique, règle ses comptes en amont de la plénière pour ne pas entacher la mise en scène.

¹¹¹⁵ Jean LONGUET, « Comment le "Matin" interviewa Bebel », *L'Humanité*, 12 juin 1907, p. 1.

¹¹¹⁶ Voir James K. HARDIE, « Hyndman, Hardie & Co », *Wilshire's Magazine*, vol. 10, n° 4, 1906, p. 10.

¹¹¹⁷ William STEWART, *J. Keir Hardie. A Biography*, Londres, Cassell & Co., 1921, p. 230.

¹¹¹⁸ HYNDMAN, *Further Reminiscences*, op. cit., p. 80.

Si les sociabilités informelles sont parfois une condition préalable à la propagande, parfois ce sont elles-mêmes l'outil de propagande du BSI. Déjà pour ce qui est des comptes rendus, il est important que ceux-ci reflètent que toute plénière est « sans cesse animée du plus haut esprit de cordialité¹¹¹⁹ ». Lorsque le secrétaire commence à les établir dans une version officielle, il est question d'y retranscrire régulièrement toute une série de blagues, autodérisions et politesses qui se produisent, afin de donner un aperçu de l'ambiance bon enfant de la réunion. Ce qui permet de souligner la sympathie socialiste qui règne par-delà les frontières, mais aussi de désacraliser l'aura qui entoure les figures de proue du BSI, en les peignant dans toute leur humanité afin de ne pas les dissocier de la base militante. Dans le compte-rendu du congrès de 1904 établi par Serwy, l'insistance avec laquelle est détaillée l'ironie de Jaurès et les réactions du public est particulièrement parlante :

« Je m'évertuerai à être aussi bref que le citoyen Bebel (rires). [...] Que de motions contre nous, ou sur nous, au-dessous de nous, à côté de nous ! [...] Je n'ai pas pu encore les examiner d'assez près pour savoir celle qui directement ou indirectement dit le moins de mal de nous. (Rires) [...] (*Jaurès emporté par sa parole heurte Pablo Iglesias, délégué espagnol. Il se retire en lui disant : « Excusez-moi, il n'y a plus de Pyrénées ». Rires prolongés*)¹¹²⁰ ».

Ensuite, la pratique de la photographie de groupe commence à la II^e plénière de 1902¹¹²¹. Mais s'ils sont déjà accompagnés de légendes pour pouvoir mettre des visages sur une institution qui reste encore assez discrète, les premiers clichés ne sont tirés qu'à peu d'exemplaires et envoyées à un nombre réduit d'organes de presse. Le potentiel propagandiste est mieux saisi à la V^e plénière de 1904, qui enregistre un record tant de participation que de représentativité. Le CE fait alors diffuser très largement le cliché pris à cette occasion¹¹²², d'autant plus que l'on a bien pris soin de placer au centre du premier rang Katayama et Plekhanov côte à côte pendant que le Japon et la Russie sont en guerre. Huysmans continue la pratique sans l'innover sensiblement, à part le projet d'album photographique du BSI¹¹²³, qui est effectivement imprimé en série en juin 1914 mais qui ne sera jamais distribué du fait du report du congrès de Vienne. Enfin, les Belges du CE mettent à profit le déplacement d'un nombre considérable de meneurs étrangers pour faire de la propagande pour eux-mêmes, en organisant notamment des visites des coopératives bruxelloises et avoisinantes : il s'agit à la fois de faire observer ce système souvent

¹¹¹⁹ *L'Humanité*, 20 juillet 1906, p. 1.

¹¹²⁰ *Sixième Congrès Socialiste International...*, op. cit.

¹¹²¹ Voir *Wilshire's Magazine*, vol. 5, n° 62, 1903, p. 67.

¹¹²² Voir IISG, Karl Kautsky Papers, H1-429, *Festschrift zum X. Internationalen Sozialisten-Kongress Wien 1914*, p. 13.

¹¹²³ Voir AMSAB-ISG, fo007977, *Het Internationale Socialistische Bureau*, juin 1914.

érigé à modèle et d'encourager le personnel des coopératives lui-même l'entourant du soutien de la crème de l'Internationale. En retour, les coopératives, mais aussi des antennes locales de POB et CSB, demandent de plus en plus fréquemment au CE de pouvoir disposer de membres du BSI pour intervenir aux réunions publiques qu'elles organisent en coïncidence avec les plénières¹¹²⁴. Ce que le CE s'efforce de satisfaire le plus possible, en s'occupant souvent lui-même du choix des orateurs, de leurs déplacements et hébergements. Cependant, au cours de la vie du BSI, ce sont très majoritairement les seuls résidents de l'agglomération bruxelloise qui peuvent assister aux meetings de fin de plénière, et des organisations belges qui peuvent profiter de l'ambiance transnationale qui se crée autour de ces réunions au sommet. Raoul Briquet note en ce sens que le BSI, « faisant de Bruxelles la capitale du socialisme international, oriente de plus en plus les organisations ouvrières belges dans la voie d'une collaboration permanente avec les travailleurs des autres pays¹¹²⁵ ». De ce fait, les rares fois où des plénières se tiennent hors de Belgique, les demandes d'orateurs issus du BSI ou d'échanges informels avec ceux-ci sont d'autant plus nombreuses. Par exemple, lorsque la CIS est en passe d'être englobée par le BSI et qu'elle tient sa première réunion à Londres en 1906, le dîner du 17 juillet et le déjeuner du 18 sont offerts par le groupe parlementaire travailliste dans la Chambre des Communes, et les délégués sont même invités à une *garden-party* organisée par la branche de Catford de la SDF le 21 juillet¹¹²⁶. Il en va de même en décembre 1913 lorsque le BSI tient sa 15^e plénière à Londres pour hâter l'unification du socialisme britannique : la présence d'une déléguée depuis les Etats-Unis, O'Hare, suscite un certain engouement chez les adhérentes de l'ILP, qui s'empressent de s'entretenir avec elle au déjeuner¹¹²⁷.

C. Un bilan administratif en demi-teinte

L'administration courante du BSI se heurte à des problématiques qui deviennent très vite structurelles. Confronté à des partis nationaux qui multiplient les négligences, le secrétariat fonctionne en dessous de ses capacités, et il doit en plus en subir les reproches. Une

¹¹²⁴ Voir par exemple AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 296, Lettre de J. Bologne à C. Huysmans, 24 février 1906.

¹¹²⁵ Raoul BRIQUET, « Le mouvement syndical en Belgique », *Le Mouvement socialiste*, vol. 4, n° 93, p. 994.

¹¹²⁶ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 67, Lettre de la SDF-Catford à C. Huysmans, 18 juillet 1906.

¹¹²⁷ Voir Mary LONGMAN, « Women and Internationalism », in Marion PHILLIPS (dir.), *Women and the Labour Party*, New York, Huebsch, 1920, p. 105.

préoccupation majeure est celle du budget, puisque à cause de sa fragilité, Serwy se retrouve à devoir travailler presque gratuitement pour des tâches pour lesquelles il reçoit peu de gratitude. Freiné dans ses ambitions par des limitations matérielles et financières, il ne réussit pas à donner à la bibliothèque socialiste l'éclat que l'on espérait d'elle au congrès de Paris, et plusieurs projets éditoriaux doivent être revus à la baisse ou abandonnés. Enfin, la préparation des assises d'Amsterdam voit un secrétaire devoir complètement improviser cette nouveauté qu'est l'entremise de l'institution centrale : si des défaillances se retrouvent tant du côté de Serwy que des partis nationaux qui sont censés participer à l'effort, c'est finalement le seul secrétaire qui finit pas faire les frais de l'organisation hésitante du congrès.

a) Une institution déficitaire

Le paiement irrégulier des cotisations, le cumul d'arriérés, voire les défauts de paiement tout court impactent le BSI tout au long de son existence, ce qui démontre l'importance marginale que lui accordent certains partis affiliés et qui a pour effet de limiter ses ambitions. Le règlement de la cotisation au Bureau paraît la dernière des préoccupations financières des partis, d'autant plus que le CE dispose seulement de moyens de sanction moraux. Mais même lorsqu'il en a recours, il se garde bien de transformer les litiges pécuniaires en querelles politiques. Les rappels à la discipline résultent ainsi particulièrement modérés compte-tenu de la gravité de la situation financière. Si à partir de 1905 Huysmans essaye tant bien que mal d'appliquer une ligne de rigueur, Serwy apporte des réponses plus discontinues et moins méthodiques à ce problème, qui devient bientôt structurel.

Tout d'abord, le mode de collecte des cotisations résulte très aléatoire. Si en principe les partis doivent s'en acquitter chaque année au mois de janvier, cette règle d'usage n'est que peu rappelée par un CE qui demandait déjà, dans sa toute première circulaire, de lui « faire savoir [...] à quelle époque nous pouvons percevoir votre quote-part dans les frais d'installation du secrétariat international¹¹²⁸ ». Le CE semble préférer guérir plutôt que prévenir : il n'entame ses rappels financiers annuels à l'égard des retardataires qu'après plusieurs mois de silence de leur part. De plus, il accepte toute modalité de transfert d'argent : tant par mandat postal avec accusé de réception, qu'en main propre lors des plénières ou même de manière accidentelle lors

¹¹²⁸ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., note n° 3, p. 23-24.

de passages à Bruxelles des meneurs nationaux. En l'absence d'une méthode univoque, les incohérences et les malentendus se multiplient. Des sommes sont expédiées mais ne parviennent jamais au destinataire ; d'autres sont transmises par erreur deux fois par deux interlocuteurs différents et selon deux canaux différents, etc. Enfin, la gestion financière se révèle défailante aussi parce que le circuit entre Anseele et ses interlocuteurs nationaux se révèle instable. D'une part, si en principe Anseele est l'unique référent du BSI pour les questions pécuniaires, et que chaque parti doit lui indiquer un référent national de son choix, dans la répartition quotidienne des tâches au sein du CE se dégage très rapidement un dédoublement des acteurs financiers, puisque Serwy aussi commence à s'en occuper. Ce qui s'explique du fait qu'Anseele est de loin le membre du CE le moins réactif et qui se trouve le moins souvent à Bruxelles, et il ne semble d'ailleurs pas prendre des mesures pour se rendre plus disponible vis-à-vis de ses obligations transnationales. Cet état de fait provoque un incident avec les Allemands déjà fin 1900. Le SPD avait en effet transmis sa cotisation pour 1901 à Anseele, mais celui-ci n'avait transmis aucune quittance, ni confirmé à quiconque la réception de la somme. Serwy lui-même, saisi par les Allemands, est sans nouvelles d'Anseele : il doit alors improviser l'envoi d'une quittance provisoire au SPD tout en le priant d'excuser Anseele par sa négligence¹¹²⁹. Par la suite, si Anseele continue de tenir les comptes officiels et de recevoir la majorité des sommes à Gand, c'est progressivement Serwy qui maintient depuis Bruxelles les contacts avec les partis autour des questions pécuniaires, et qui s'assure que les formalités administratives que chaque versement implique soient effectivement expédiées. D'autre part, au plan national aussi la gestion des rapports financiers avec le BSI est souvent incohérente. En effet, avec Serwy et Anseele vont interagir concurremment trois profils : les trésoriers, les secrétaires et les délégués du BSI ; et étant donné que le plus souvent ils ne coordonnent guère leurs communications au CE, celui-ci est privé en retour de toute lecture claire de la situation nationale. Ce manque de référent unique tant au plan national que transnational, loin de favoriser la rigueur financière, ne fait que rallonger les délais pour que le CE puisse obtenir les versements dus. D'après les correspondances et les rapports d'ordre financier sur la période 1900-1904, il est possible d'observer diverses tendances nationales quant aux cotisations. D'abord, chez les sections qui doivent 800 frs/an, seulement quatre partis sont pleinement disciplinés (POB, SPD, PSF et PSdF), tandis que la plupart des autres enregistrent une perte de rigueur en baissant le montant ou en cessant totalement les versements après une période de régularité (c'est le cas de SF, SDAP-Ö, SDAP-N, SDF, ILP,

¹¹²⁹ Voir IISG, Karl Kautsky Papers, G3-39-50, Lettre de V. Serwy à I. Auer, 2 janvier 1901.

SPoA et SLP), et seulement deux partis ne versent jamais de cotisation (PSS et PSI, ce dernier ne commençant à payer sa quote-part qu'en 1904). Ensuite, chez les sections qui doivent 200 frs/an, la moitié des partis s'avère très rigoureuse (c'est le cas de POSDR, PSR-R, ASL, CSDSC, BRSDP, PSOE, PSA et SSP), quatre connaissent une chute des paiements (MSzDP, NAP, SAP-S et SDKPiL), et seulement deux n'envoient qu'une part infime de leur cotisation (PSP et SMT).

Du fait de cette série d'incohérences, jusqu'en 1904 l'encaisse du BSI n'augmente que lentement et légèrement, et dans l'absolu demeure très maigre. Par exemple, l'encaisse globale est de 1.955,74 frs au décembre 1901¹¹³⁰, 4.030,69 frs au juillet 1903¹¹³¹, et 7.896,37 frs au février 1904¹¹³². En outre, une dynamique de paiement régulier des cotisations ne débute véritablement qu'après la circulaire du 18 mai 1901 : auparavant, seules les sections allemande et belge avaient procédé à leur versement. Un premier bilan financier transmis aux partis le 1^{er} novembre 1901 fait encore état d'une minorité de sections qui ont versé leur quote-part : Allemagne, Belgique, Argentine, Autriche-Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Hongrie, Japon et Grande-Bretagne. Mais parmi elles, il n'y a que les trois premières qui ont versé le total de la somme due, tandis que les autres n'en ont versé que la moitié ou moins encore. De ce fait, la circulaire pointe que « c'est le manque de ressources qui a empêché le bureau de traduire en actes les résolutions des congrès¹¹³³ ». Le lien entre problèmes financiers et politiques étant établi, les questions pécuniaires sont dès lors débattues régulièrement aux plénières sans pour autant parvenir à y apporter de solution concrète, puisque le plus souvent le CE est simplement encouragé à s'adresser de manière ferme aux sections indisciplinées et prié d'envoyer son rapport financier aux partis afin qu'ils se rendent compte d'eux-mêmes de l'état lamentable du budget. La permanence des problèmes financiers configure une entorse majeure à la résolution Van Kol, puisque Serwy, qui s'attendait un salaire de 5.000 frs/an, finalement travaille presque gratuitement au poste de secrétaire. C'est aussi de ce fait qu'il ne peut délaisser ses emplois à *L'Avenir social* et à la Fédération des coopératives socialistes, ce qui provoque en retour les incohérences structurelles vues plus haut. Bien que Serwy lamente sa sous-rémunération déjà dans le rapport introductif de la II^e plénière¹¹³⁴, il faut attendre la IV^e pour qu'une décision de principe soit prise en vue de stabiliser la rétribution du secrétaire¹¹³⁵. Mais sa mise en

¹¹³⁰ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 44.

¹¹³¹ *Ibidem*, p. 85.

¹¹³² *Ibidem*, p. 98.

¹¹³³ IISG, Karl Kautsky Papers, G3-16-38, Circulaire de V. Serwy, 1^{er} novembre 1901.

¹¹³⁴ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 57.

¹¹³⁵ Voir aussi à ce propos HAUPT, HOWORTH, « Edouard Vaillant... », art. cit., p. 249 (Lettre d'E. Vaillant à V.

application se heurte au fait qu'au même moment, entre la III^e et la IV^e plénière, Suisses, Danois et Néerlandais exigent une réduction de la moitié de leur quote-part, alors que les Luxembourgeois notifient ne pas pouvoir payer plus que 25 frs/an. Le CE est visiblement dans l'embarras et tâtonne : il acte d'abord la réduction à 400 frs/an¹¹³⁶, puis renvoie la question à la souveraineté des assises d'Amsterdam¹¹³⁷. Le comble est que, pour le salaire du secrétaire, Vandervelde songe à s'en remettre au seul POB pour pallier aux manquements transnationaux, au moins en l'attente du congrès¹¹³⁸. Ainsi, le rapport d'activité que Serwy adresse aux congressistes liste sous forme de questionnaire les problèmes financiers qu'ils doivent résoudre :

« 1° Quelles sont les sections qui doivent payer la cotisation de 800 francs ? ; 2° Quelles sont les sections qui doivent payer la cotisation de 200 francs ? ; 3° Faut-il admettre une cotisation moyenne de 400 francs (par exemple pour le Danemark et la Hollande) ? ; 4° Quelle cotisation faut exiger pour les sections à leurs débuts (par exemple pour le Luxembourg et le Japon) ?¹¹³⁹ ».

Le rapport financier présenté conjointement par Anseele et Serwy au congrès permet de rendre compte, chiffres à l'appui, de quatre années de détresse¹¹⁴⁰. Les cotisations représentent l'écrasante majorité des recettes du BSI, auxquelles s'ajoutent seulement des petits subsides occasionnels du POB et de la Maison du peuple, et une poignée de libras contributions individuelles. Les chapitres de dépense principaux sont les frais de correspondance et de tenue de bureau, la rémunération de Serwy et la gratification de ses collaborateurs occasionnels. Si le montant prévisionnel des cotisations pour l'exercice 1901-1903 était de 30.000 frs, le rapport indique qu'ont été versés à ce titre seulement 16.321,26 frs. Le gain manqué s'élève donc à 13.678,74 frs, c'est-à-dire 45,6 %. Le salaire du secrétaire a alors dû être revu à la baisse : de 1900 à 1904, sur un exercice de 45 mois, Serwy n'est payé que 2.500 frs au total, pour une moyenne de 55,55 frs/mois. Considérant que, d'après les accords pris à Paris, le secrétaire aurait dû recevoir 5.000 frs/an, son gain manqué s'élève à 16.250 frs, et il n'accède qu'au 13,3 % de la somme qui lui était due. Si déjà la gravité de la condition budgétaire décrite dans le rapport n'est pas saisie par tous les congressistes et les commentateurs – à l'image de Morizet qui dit qu'elle « est donc prospère¹¹⁴¹ » –, les assises d'Amsterdam actent avec réalisme une baisse

Serwy, 19 mars 1904).

¹¹³⁶ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 85.

¹¹³⁷ *Ibidem*, p. 99.

¹¹³⁸ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 12, Lettre de G. Maes à V. Serwy, 5 mars 1904.

¹¹³⁹ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 111.

¹¹⁴⁰ Voir *Congrès Socialiste International. Amsterdam 14-20 août 1904*, Genève, Mikoff, 1977, p. 947-950.

¹¹⁴¹ MORIZET, « Le congrès d'Amsterdam », art. cit., p. 387.

pure et simple des ambitions. Sous proposition du BSI lui-même, la quote-part est fixée à 600 frs/an pour le Danemark, 400 frs/an pour l'Italie, les Pays-Bas et la Suisse, et 100 frs/an pour la Serbie, le Japon et le Luxembourg¹¹⁴². En somme, on s'appuie sur l'augmentation du nombre de sections nationales reconnues comme affiliées pour baisser la cotisation de certaines parmi celles qui figuraient déjà au congrès de 1900. Le budget prévisionnel reste ainsi fixé à 10.000 frs/an au lieu d'augmenter justement grâce aux nouvelles adhésions. Surtout, à part revoir les calculs, rien n'est envisagé sur la manière d'assurer l'effectivité de ces nouveaux chiffres, ce qui ne manque pas de susciter des nouvelles défaillances au moment de l'arrivée de Huysmans. Cette fois-ci en tout cas, contrairement qu'à Paris, aucun enthousiaste ne se lève pour proposer des budgets invraisemblables.

b) Des archives semi-vivantes

Les rapports de Serwy rendent compte seulement d'une partie infime de l'activité informative du secrétariat, alors que lui-même perçoit dans le fait « que les relations avec les Partis socialistes et les organisations ouvrières deviennent plus suivies [...] la démonstration la plus évidente de la solidarité ouvrière internationale¹¹⁴³ ». Contrairement à sa vocation politique, le rôle de liaison du BSI n'est guère sujet à débat. De ce fait, il est saisi nominale, mais concrètement par l'intermédiaire de son secrétaire, par un nombre impressionnant d'acteurs nationaux et locaux – socialistes ou pas – en quête de renseignements objectifs et fiables sur les domaines les plus divers : « adresses de militants, d'organisations, habitations ouvrières, alcoolisme, élections, émigration, conditions de travail, grèves, législation, etc¹¹⁴⁴ ». On s'adresse à Serwy pour poser des demandes sur le BSI en vue de créer un bureau international des fédérations d'instituteurs¹¹⁴⁵, ou même simplement pour connaître les conditions du tourisme¹¹⁴⁶, les postes vacants dans les universités¹¹⁴⁷, ou pour solliciter une aide

¹¹⁴² *Sixième Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 123.

¹¹⁴³ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 79.

¹¹⁴⁴ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 60.

¹¹⁴⁵ Voir par exemple AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 60, Lettre de P. Cnudde à V. Serwy, 11 août 1904.

¹¹⁴⁶ Voir par exemple AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 78, Lettre de V. Mériaux à V. Serwy, 24 août 1904.

¹¹⁴⁷ Voir par exemple AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 21-22, Lettre de V. Serwy à A. Sluys, 27 mai 1904.

face au chômage¹¹⁴⁸. Outre que des informations, on lui demande souvent de la documentation aussi, comme « un exemplaire de chacune des publications et des journaux socialistes¹¹⁴⁹ ». La procédure qu'il adopte pour satisfaire les requêtes est essentiellement adaptative. Dans des nombreux cas, il doit contacter à son tour ou rediriger ses interlocuteurs vers des délégués nationaux ou des spécialistes. Parfois, lorsque les requêtes présupposent une démarche comparatiste, il doit même entamer des consultations globales des sections, par exemple sur la législation industrielle, la protection de l'enfance et la presse socialiste pour la jeunesse¹¹⁵⁰. Majoritairement postale, cette activité informative connaît des épisodes en présentiel, comme Serwy en rapporte à la III^e plénière disant « qu'il a reçu la visite des camarades d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, de Finlande, etc., qui désiraient obtenir des renseignements¹¹⁵¹ ».

C'est pour satisfaire ces attentes que Serwy a besoin de mettre immédiatement en exécution la motion corollaire adoptée à Paris quant à la constitution d'une bibliothèque socialiste internationale¹¹⁵², mais force est de constater que les partis font preuve d'un manque criant de volontarisme. Jusqu'à que Serwy ne commence à les solliciter expressément, seul le SPD lui envoie de son propre chef l'ensemble des comptes rendus de ses congrès, même s'il lui fait parvenir le *Vowärts* de manière irrégulière¹¹⁵³. Après une injonction formulée par circulaire en novembre 1901¹¹⁵⁴, le secrétaire peut annoncer à la I^e plénière le mois suivant :

« Les archives du secrétariat se sont enrichies de la plupart des journaux socialistes du monde entier, des comptes rendus des Congrès socialistes internationaux, des brochures éditées par les Partis ouvriers, des publications des offices et des ministères du travail. Il rassemble en ce moment les données statistiques sur le mouvement ouvrier en Europe et aux Etats-Unis pendant ces vingt-cinq dernières années¹¹⁵⁵ ».

Le compte-rendu du *Vorwärts* note cependant qu'« on renonça à la fondation de grandes archives internationales, mais toutes les nations prirent l'engagement d'envoyer régulièrement au secrétariat les rapports des directions des Partis et des organes centraux¹¹⁵⁶ ». Tout étant évidemment une entorse à la lettre de la motion parisienne, la formule obscure qui est employée

¹¹⁴⁸ Voir par exemple AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 45, Lettre de M. Binheim à V. Serwy, 5 août 1904.

¹¹⁴⁹ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 120.

¹¹⁵⁰ Voir par exemple IISG, Karl Kautsky Papers, G3-52-53, Lettre de V. Serwy à I. Auer, 6 novembre 1901.

¹¹⁵¹ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 79.

¹¹⁵² Pour un bilan de cette pratique entre 1900 et 1910, cf. Julius HANAUER, « Die Internationale Sozialistische Bibliothek », *Der Bibliothekar*, n° 9, 1910, p. 179-180.

¹¹⁵³ Voir IISG, Karl Kautsky Papers, G3-39-50, Lettre de V. Serwy à K. Kautsky, 2 janvier 1901.

¹¹⁵⁴ IISG, Karl Kautsky Papers, G3-16-38, Circulaire de V. Serwy, 1^{er} novembre 1901.

¹¹⁵⁵ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 45.

¹¹⁵⁶ *Ibidem*, note n° 17 p. 46.

peut être interprétée de trois manières : que le BSI ne dispose pas d'un budget suffisant pour employer un archiviste à plein temps ; que la Maison du peuple ne peut pas mettre à disposition davantage d'espace ; que les partis n'ont pas de temps à perdre à rechercher des copies de tous les documents qu'eux ou leurs prédécesseurs avaient pu produire depuis le milieu du XIX^e siècle. Si l'on compte donc désormais envoyer à Serwy surtout la documentation récente, notamment « les documents parlementaires relatifs à la législation ouvrière et sociale¹¹⁵⁷ », la pratique de collecte que celui-ci avait déjà entamée n'en ressort guère modifiée. Surtout, Serwy court-circuite les renoncements de la plénière en en appelant directement à la décision souveraine de Paris. Il l'évoque à deux reprises dans sa circulaire du 16 juillet 1902, qui fait suite au transfert des archives et du secrétaire lui-même au siège de la Fédération des coopératives socialistes, et qui décrit sans ambages son « intention de constituer les archives du mouvement ouvrier et socialiste » et de réunir tout ce qui peut compléter « le fonds de la Bibliothèque de l'Internationale »¹¹⁵⁸. Serwy en appelle non seulement aux partis mais à toute sorte d'organisation ouvrière et aux militants individuellement (ce que Job Harriman espérait déjà au lendemain des assises parisiennes¹¹⁵⁹), pour qu'ils l'aident dans son projet :

« Réunir les données principales sur l'organisation ouvrière et socialiste dans tous les pays, ainsi que tous les faits, statistiques et renseignements sur le mouvement socialiste dans le monde [...], pour répondre aux demandes de renseignements [...] et aussi pour connaître la direction et la puissance de l'organisation¹¹⁶⁰ ».

Qui plus est, joignant à sa circulaire un questionnaire et des tableaux à remplir par ses interlocuteurs, Serwy lance une première enquête transnationale autour des archives du mouvement ouvrier. Or, bien que « la plupart des Partis affiliés aient répondu à cette enquête¹¹⁶¹ », les envois de documents avancent plus lentement qu'espéré. Serwy fait preuve néanmoins de ténacité : il s'adresse directement aux éditeurs socialistes¹¹⁶², mais avec peu de succès, et compte alors contacter directement les écrivains¹¹⁶³. À la III^e plénière, il porte enfin un bilan positif¹¹⁶⁴ : il affirme avoir collecté plus de 1.500 ouvrages, et d'avoir entamé un catalogue ; il dit aussi avoir reçu les comptes rendus des congrès syndicaux internationaux et

¹¹⁵⁷ *Ibidem*, p. 47.

¹¹⁵⁸ *Ibidem*, p. 56.

¹¹⁵⁹ Voir Job HARRIMAN, « Some Questions at the Paris Congress », *International Socialist Review*, vol. 1, 1900-1901, p. 308.

¹¹⁶⁰ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 56.

¹¹⁶¹ *Ibidem*, note n° 1, p. 56.

¹¹⁶² Pour le modèle-type de circulaire, cf. AMSAB-ISG, 625/2302, P° 30.

¹¹⁶³ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 60.

¹¹⁶⁴ *Ibidem*, p. 78-79.

de recevoir régulièrement la plupart des quotidiens socialistes européens, des périodiques socialistes étasuniens, des revues théoriques des partis et des organes de presse syndicaux. À la IV^e plénière, il annonce aussi avoir saisi avec succès les Offices du travail ou ministères du Commerce de différents Etats pour recevoir leur documentation¹¹⁶⁵ (Japon, Italie, Royaume-Uni, Etats-Unis, Belgique, France, Bavière), ainsi que de l'Office international du travail de Bâle. Cet échange de documents entre le secrétaire du BSI et les institutions publiques nationales s'inscrit parfois dans la durée, comme par exemple pour ce qui est de la Bibliothèque du Reichstag¹¹⁶⁶.

Or, fidèle à son esprit positiviste, si déjà il conçoit la bibliothèque comme devant le servir dans son activité informative ordinaire, Serwy n'attend pas que les envois se régularisent avant d'envisager de faire de tous ces matériaux des archives vivantes. Il avance très tôt plusieurs idées de publications au nom du BSI, estimant que cette mise en valeur des archives doit « inspirer, de plus en plus, confiance à la classe ouvrière », et « à cette fin lui prouver par des chiffres, que cette vérité [la puissance du socialisme] apparaît de mieux en mieux aux travailleurs de tous les pays »¹¹⁶⁷. La résolution Van Kol ayant laissé d'importantes marges de manœuvre au secrétaire pour se recouper un rôle éditorial au-delà des publications afférentes aux congrès à venir, c'est sur sa base que Serwy s'active autour de trois types de projets.

Premièrement, par une lecture extensive du point 3.a, le secrétaire compte éditer des répertoires techniques. Il se fait mandater alors par la I^e plénière pour publier une « brochure spéciale donnant notamment la liste des organisations ouvrières, la liste des députés socialistes, etc¹¹⁶⁸ ». Un an plus tard, son rapport d'activité se dit prêt, au vu de la quantité de documentation collectée, à éditer un répertoire encore plus large, incluant :

« La liste de tous les journaux et revues socialistes, les statuts et programmes des Partis, les revendications municipales des socialistes des différentes nationalités, la liste des organisations ouvrières dans plusieurs pays, celle des modifications dans les Parlements [...], la plupart des lois concernant les classes ouvrières¹¹⁶⁹ ».

¹¹⁶⁵ *Ibidem*, p. 97.

¹¹⁶⁶ Voir IISG, Karl Kautsky Papers, G3-16-38, Lettre de V. Serwy à K. Kautsky, 4 mars 1904.

¹¹⁶⁷ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 56.

¹¹⁶⁸ *Ibidem*, p. 47.

¹¹⁶⁹ *Ibidem*, p. 60.

Cependant, le projet finit par être victime de sa propre ambition : plus d'informations signifiant plus de pages à imprimer, Serwy n'arrive pas à faire le tri et le BSI ne dispose pas du budget nécessaire.

Deuxièmement, le secrétaire se dédie à l'édition du code explicatif des résolutions des congrès antérieurs qui était expressément envisagé au point 3.b, en commençant par celles des assises de 1889 à 1900. Concorde avec Ferri et Costa en octobre 1901, puis ratifié par la I^e plénière, le volume paraît en 1902 sous le titre *Les Congrès Socialistes Internationaux. Ordres du jour et Résolutions*, imprimé auprès de la coopérative gantoise Volksdrukkerij. Cependant, il ne s'agit plus d'un code explicatif à proprement parler, car il est dépourvu d'appareil critique et prend plutôt la forme d'une compilation raisonnée des ordres du jour et des résolutions selon un plan thématique-chronologique « d'après la nature des objets traités et en suivant l'ordre chronologique afin de mieux indiquer les modifications successives qu'elles peuvent avoir subies¹¹⁷⁰ ». Et bien que dans sa préface Serwy dise que le volume doit « renseigner exactement sur la solution que le socialisme international apporte aux questions politiques, économiques et morales¹¹⁷¹ », l'objectif paraît difficile à atteindre par un ouvrage qui, faute de budget¹¹⁷², est écrit seulement en Français. De même, le système de vente est centralisé à Bruxelles au siège du *Peuple* : l'achat en Belgique coûte 0,75 francs, l'expédition à l'étranger 1 franc¹¹⁷³. Si l'on est donc loin du « nul ne peut l'ignorer¹¹⁷⁴ » émis par Veber à son propos, cette première publication scientifique éditée au nom du BSI est néanmoins appréciée. Ferri pense même qu'elle peut servir la lutte contre le révisionnisme, car « il s'agit d'un vademécum très utile, surtout pour les socialistes de faible mémoire et qui justifient leur sociabilité barométrique avec le prétexte que "la politique est l'art de s'adapter aux possibilités du moment"¹¹⁷⁵ ». Pour Serwy, la diffusion de l'ouvrage est d'autant plus importante que les résolutions qu'il contient constituent ce que l'on attend du BSI qu'il exécute, configurant en même temps sa base juridique et son mandat : leur connaissance la plus large peut donc conférer aux initiatives du Bureau plus de légitimité et de suivi. Dans la notice-type qu'il transmet aux journaux, il écrit que « tous les groupes et tous les militants socialistes ont pour devoir de consulter fréquemment ce *vade-mecum*¹¹⁷⁶ ». Il se lance alors dans un second projet de codification, cette

¹¹⁷⁰ Victor SERWY, « Aux Partis Ouvriers Socialistes », in *Les Congrès Socialistes Internationaux...*, op. cit., p. 5

¹¹⁷¹ *Ibidem*, p. 6.

¹¹⁷² Voir IISG, Karl Kautsky Papers, G3-16-38, Circulaire de V. Serwy, 1^{er} novembre 1901.

¹¹⁷³ Voir Victor SERWY pseud. Zéo, « Mouvement ouvrier et social international », *L'Avenir social*, t. VII, 1902, p. 426-430.

¹¹⁷⁴ Adrien VEBER, *Le Socialisme municipal*, Paris, Giard & Brière, 1908, p. 5.

¹¹⁷⁵ Enrico FERRI, « Libri ed opuscoli », *Il Socialismo*, vol. 1, n° 12, 1902, p. 185.

¹¹⁷⁶ Victor SERWY pseud. Zéo, « Mouvement ouvrier et social international », *L'Avenir social*, t. VII, 1902, p.

fois-ci relatif à l'AIT, qu'il dit en 1902 avoir dû ajourner à cause du « peu de ressources¹¹⁷⁷ ». En juillet 1903, Serwy annonce déjà que « la codification des ordres du jour et des résolutions des Congrès de l'Association internationale des travailleurs de 1866 à 1876 a été préparée ; elle peut paraître et constituer une brochure analogue à celle déjà publiée¹¹⁷⁸ ». Mais l'optimisme ne dure guère, puisque les documents réunis s'avèrent lacunaires et Serwy ne peut pas s'occuper de recherches ultérieures : le volume projeté n'apparaît donc pas, et l'initiative va être reprise du début par Huysmans deux ans plus tard.

Troisièmement, enfin, le point 3.e constitue une clause passe-partout autorisant le secrétaire à publier des brochures sur une large palette de sujets politiques et économiques d'actualité, conçues moins pour un usage interne que pour la propagande. Simons par exemple envisage que le BSI publie « un rapport exhaustif indiquant la force exacte des partis socialistes dans les différents pays, un exposé des problèmes particuliers auxquels ils s'attaquent, les méthodes d'organisation du parti et les perspectives d'avenir immédiat », qui serait non seulement « l'un des documents historiques les plus précieux jamais publiés », mais surtout « d'une grande valeur de propagande et d'éducation »¹¹⁷⁹. Cependant, Serwy développe un projet éditorial aux contours plus techniques, censé « fournir par des faits et par la statistique la démonstration de l'accroissement et de la généralisation des idées socialistes¹¹⁸⁰ ». À partir de mai 1901, il demande régulièrement aux partis de lui transmettre une série de renseignements sur leurs programmes et statuts¹¹⁸¹. À la réunion de travail avec Ferri et Costa, il est décidé de publier en 1902 « un volume sur la puissance des Partis socialistes, de l'organisation ouvrière, sur le mouvement socialiste dans ces dix dernières années¹¹⁸² », dont Serwy affirme avoir déjà entamé la préparation et pour lequel il préconise l'envoi prochain d'un questionnaire à toutes les organisations ouvrières. En attendant, il fixe au 31 mars 1902 le délai pour que chaque parti lui transmette un rapport de 20 à 25 pages « sur l'organisation ouvrière (sous ses diverses formes), sur le mouvement socialiste, sur l'activité du parti au cours des dix dernières années, et si vous le pouvez, depuis l'origine¹¹⁸³ ». À la I^e plénière, il dit continuer de réunir des statistiques sur le mouvement ouvrier européen et américain des vingt-cinq dernières années en vue d'« un

426-430.

¹¹⁷⁷ SERWY, « Aux Partis Ouvriers Socialistes », art. cit., p. 6.

¹¹⁷⁸ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 79.

¹¹⁷⁹ SIMONS, « International Socialist Congress », art. cit., p. 301.

¹¹⁸⁰ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 59-60.

¹¹⁸¹ Voir par exemple FMSH, Fonds Haupt, 8D3/33/116, Lettre du BRSDP à V. Serwy, 11 juillet 1901.

¹¹⁸² IISG, Karl Kautsky Papers, G3-16-38, Circulaire de V. Serwy, 1^{er} novembre 1901.

¹¹⁸³ *Idem*.

volume sur le développement du socialisme à la fin du XIX^e siècle¹¹⁸⁴ », et à la II^e il se dit prêt pour publier en 1903 « un volume sur l'organisation socialiste et ouvrière en Europe, en Amérique et en Asie¹¹⁸⁵ », sur la base des réponses reçues au questionnaire envoyé cinq mois plus tôt quant aux archives ouvrières. Finalement remis à 1904, le volume est censé comporter trois parties : un rapport d'ensemble sur le progrès du socialisme depuis les congrès de 1889 ; un rapport sur la puissance actuelle du socialisme sous ses formes politiques, syndicales et coopératives ; un rapport sur le développement de la presse socialiste et des outils de propagande. Cependant, l'ouvrage qui paraît effectivement à la veille du congrès d'Amsterdam sous le titre de *L'Organisation socialiste et ouvrière en Europe, Amérique et Asie*, imprimé encore au Volksdrukkerij, ne correspond que partiellement aux promesses. Son contenu est hybride : la majeure partie est constituée des rapports d'activité des organisations affiliées pour la période 1900-1904 – rédigés à l'usage des délégués du congrès international comme il était coutume –, mais de temps à autre des notes insérées par Serwy tentent de conférer plus de cohérence transnationale au volume pour qu'il ne soit pas une simple compilation de documents nationaux. En annexe des rapports, Serwy adjoint des fiches qui synthétisent les chiffres et les faits à retenir. Les rapports manquants sont remplacés directement par Serwy, soit par une « Notice du Secrétariat », soit par une interview. Dans la partie conclusive, intitulée « Puissance du Socialisme », il établit un état des lieux purement statistique sur divers aspects du mouvement au point de vue transnational. C'est d'ailleurs surtout sur cette empreinte statistique que Serwy insiste dans la note éditoriale qu'il envoie à la presse :

« On lira avec un vif intérêt ce volume de plus de 500 pages, qui donne un aperçu complet et très vivant du mouvement socialiste dans le monde. On prendra connaissance avec un grand plaisir des statistiques sur les forces politiques (élections législatives, communales et régionales), sur les forces syndicales et coopératives et sur l'importance de la presse de notre parti¹¹⁸⁶ ».

Enfin, il confère aussi au volume une dimension démonstrative de l'utilité du BSI en tant qu'organe de liaison : il annote en effet de temps à autre les documents qu'il possède sur les divers partis affiliés, et précise que tous ces matériaux peuvent être consultés par les acteurs du mouvement. Si la diffusion transnationale de ce volume est mieux garantie que pour celui de 1902, puisque les ventes (au prix de 2,50 frs) commencent directement à Amsterdam pendant le congrès, non seulement il est lui aussi seulement en Français, mais surtout il s'avère entaché

¹¹⁸⁴ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 45.

¹¹⁸⁵ *Ibidem*, p. 59.

¹¹⁸⁶ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2302, f° 27, Circulaire de V. Serwy, 24 décembre 1904.

d'erreurs de traduction : Serwy doit le retirer de la circulation après les assises et le remplacer par une nouvelle édition¹¹⁸⁷ (dont le prix passe à 3,50 frs) puis publier un supplément qui ne contient que le rapport tardif du SDKPiL.

c) Amsterdam : « beaucoup de tonnerres mais pas de pluie¹¹⁸⁸ », sauf pour Serwy

La création du BSI ayant été largement motivée pour assurer une préparation optimale des congrès, celui d'Amsterdam, prévu initialement pour 1903, se configure comme l'occasion du bilan de la maturité institutionnelle. Ce qui ne va pas sans une certaine appréhension, puisque le congrès reste souverain pour modifier sensiblement le fonctionnement et le mandat du Bureau, pouvant aller jusqu'à le dissoudre. Une situation inconfortable qui est d'autant plus accentuée par le fait que les assises parisiennes avaient simplement ébauché le principe de subsidiarité entre BSI et comité organisateur pour toutes les tâches qui n'étaient pas réservées au premier aux termes de la résolution Van Kol. La préparation du congrès va alors connaître une série d'improvisations qui inversent le sens de la subsidiarité, en plaçant le BSI au cœur, en même temps qu'elles affaiblissent la légitimité administrative des Belges, qui finissent par faire de Serwy un fusible pour que Bruxelles continue d'être la capitale de l'Internationale. Les vicissitudes de l'organisation des assises réalisent en ce sens la prophétie émise par Joindy en 1893 dans sa mise en garde contre le principe de secrétaire salarié :

« Que fait-on? On centralise entre les mains d'un seul toutes les responsabilités ; on le charge de tout le travail ; on l'oblige à toutes les initiatives ou on subit les inconvénients de toutes celles qui lui manquent ; on en fait un indispensable au milieu de rois ou de délégués fainéants¹¹⁸⁹ ».

Pendant que les délégués du BSI se chamaillent pour savoir s'il faut se réunir *de visu*, rien n'est entrepris pour le congrès jusqu'en décembre 1901. Le CE semble attendre un signal du SDAP-N, tandis que celui-ci prévoit de se mettre à l'œuvre seulement après une plénière. Lorsque la I^e peut enfin se tenir, la ligne de conduite générale qui est actée est que toute mesure prise par le Bureau ne concernera que les assises amstellodamoises, sans vocation à s'appliquer par automatisme aux suivantes. Il est admis en somme qu'Amsterdam sera surtout un laboratoire pour comprendre ce qui marche et ce qui ne marche pas. Or, en l'occurrence, au fur et à mesure que la préparation avance, le *modus operandi* qui est choisi se révèle tellement

¹¹⁸⁷ HAUPT, *La Deuxième Internationale 1889-1914...*, op. cit., p. 193.

¹¹⁸⁸ Jean LONGUET, « L'unità socialista in Francia », *Il Socialismo*, vol. 3, n° 18-19, 1904, p. 286-288.

¹¹⁸⁹ JOINDY, « Secrétaire payé », art. cit., p. 2.

fragile que plusieurs dispositions prises ne seront plus reproduites. Premièrement, il est décidé à la I^e plénière que la collaboration entre BSI et SDAP-N doit se faire par la désignation de deux représentants officiels du premier au sein du comité organisateur que mettra en place le second, et sont désignés à cet effet Anseele en tant que trésorier du BSI, et Troelstra en tant que délégué néerlandais du BSI¹¹⁹⁰. Mais cela se révèle rapidement inefficace, puisque pour toute question pratique le premier doit se référer à Serwy et le second au comité organisateur. De ce fait, ce circuit indirect est remplacé par l'ouverture d'un canal de communication directe entre Serwy et les figures décisionnaires du comité organisateur, à savoir H. Polak (président), P. Tak (trésorier) et H. Roland-Holst (secrétaire). Déjà en juin 1902, c'est Serwy qui est envoyé par le CE à Amsterdam à la place d'Anseele pour conférer avec les Néerlandais¹¹⁹¹. Les grandes lignes de la répartition des tâches entre le BSI et le comité néerlandais ne sont définies qu'à la II^e plénière, après que Serwy ait déjà entamé toute une série de procédures de concert avec le SDAP-N. Dès lors, Singer a beau faire adopter une conception selon laquelle le comité national doit se charger des questions matérielles et le BSI de celles de principe¹¹⁹² : la pratique ayant précédé la théorie, Serwy est devenu l'interlocuteur privilégié des Néerlandais et continue de partager avec eux même la préparation des moments conviviaux, y compris en saisissant l'ensemble des partis affiliés de la proposition mort-née du PSdF pour que « chaque pays envoie [...] au moins une de ses musiques socialistes, pour y jouer ensemble, à l'aide d'une orchestration uniforme, *L'Internationale*¹¹⁹³ ». Plus encore, saisi directement par de nombreux acteurs au sujet d'aspects logistiques du congrès, il tend à court-circuiter le comité organisateur pour répondre lui-même à des questions peuvent porter jusqu'aux tarifs des transports ferroviaires néerlandais et des hôtels amstellodamois¹¹⁹⁴. Et lorsqu'il a des doutes sur la réponse, il renvoie ses interlocuteurs plutôt à son frère qu'aux Néerlandais¹¹⁹⁵. Ainsi, l'impression qui se dégage à l'ouverture du congrès est que « toutes les dispositions nécessaires ont été prises et réglées par le bureau socialiste international [...] dont le secrétaire infatigable et dévoué est M. Victor Serwy¹¹⁹⁶ », qui se fait même assister d'un employé rémunéré (Robert d'Artois) tout le long. Ce qui ne manque pas de susciter quelques critiques, à l'image de Corinne

¹¹⁹⁰ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International*..., *op. cit.*, note n° 26, p. 48.

¹¹⁹¹ IISG, Karl Kautsky Papers, G3-39-50, Circulaire de V. Serwy, 14 juin 1902.

¹¹⁹² Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International*..., *op. cit.*, p. 63.

¹¹⁹³ *Ibidem*, p. 95.

¹¹⁹⁴ Voir par exemple AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 32, Lettre de S. Schick à V. Serwy, s.d. ; f° 35, Lettre d'E. Royer à V. Serwy, 18 juillet 1904 ; f° 40-41, Lettre d'A. Keiser au CE du BSI, 27 juillet 1904.

¹¹⁹⁵ Voir par exemple AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 52, Lettre de K. Beerblock à V. Serwy, 9 août 1904.

¹¹⁹⁶ *Le Journal*, 14 août 1904, p. 5.

S. Brown qui écrit, dans le *Social Democratic Herald* de Milwaukee, que l'omniprésence arbitraire du BSI a finalement conféré une ambiance de pique-nique au congrès¹¹⁹⁷. Deuxièmement, lorsque le CE et le comité organisateur cosignent la première circulaire d'invitation, le 31 janvier 1902, ils n'avancent aucun ordre du jour provisoire, et exigent au contraire que les partis affiliés eux-mêmes fassent des propositions *ex nihilo*¹¹⁹⁸. Ce qui engendre une situation cacophonique, où ressurgit même la chimère de la grève générale que l'on pensait enterrée, et qui soulève des critiques. Simons par exemple relève qu'une telle manière de procéder a produit un agenda provisoire enfantin, puisqu'il est composé essentiellement de questions tactiques qui ne se posent que dans certains pays et à propos de phénomènes trop spécifiques : en somme, alors qu'on s'attendait de l'institution centrale un ordre du jour d'autant plus transnational, celui-ci est à l'inverse victime de particularismes nationaux précisément à cause du choix d'une procédure *bottom up* pour son élaboration¹¹⁹⁹. Et effectivement aux III^e et IV^e plénières, le BSI est finalement obligé de pallier lui-même aux défaillances en établissant critères généraux de sélection : la priorité est accordée aux propositions qui émanent de partis nationaux par rapport à celles de leurs sections locales, et les ordres du jour sur des sujets qui avaient déjà été tranchés aux congrès précédents ne sont admis qu'en cas de besoin urgent de mise à jour¹²⁰⁰. L'opération de triage entreprise par le BSI s'avère fastidieuse et se solde par une modification sensible de l'agenda, connaissant à la fois fusions, suppressions et rajouts. Des sujets importants passent à la trappe, comme les minorités nationales, l'égalité des droits entre les deux sexes, les relations entre socialisme et religion. Mais étant donné que toute assemblée reste souveraine pour ratifier son programme définitif, le BSI ne peut pas empêcher que d'anciennes ou nouvelles propositions de points à débattre continuent de lui parvenir jusqu'à l'ouverture du congrès. Singer notamment ne manque pas de rappeler confidentiellement à Serwy à l'impuissance de l'institution qu'il anime, en l'occurrence en lui notifiant que si la proposition allemande d'un point sur le 1^{er} Mai était rejetée par le BSI, le SPD et la *Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands* (GGD) l'auraient portée directement à l'attention du congrès¹²⁰¹. Troisièmement, quant au financement du congrès, s'il est entendu au départ que le BSI n'y participera pas avec son budget propre, Serwy, qui est

¹¹⁹⁷ Voir Corinne S. BROWN, « Amsterdam Aftermath », *Social-Democratic Herald*, 17 septembre 1904, p. 3.

¹¹⁹⁸ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2302, f° 12-13, Circulaire du CE du BSI et du comité organisateur du congrès d'Amsterdam, 31 janvier 1902.

¹¹⁹⁹ Voir Algie M. SIMONS, « The International Congress », *International Socialist Review*, vol. 3, 1902-1903, p. 492-493.

¹²⁰⁰ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 83.

¹²⁰¹ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 457, Lettre de P. Singer à V. Serwy, s.d.

mieux au courant que les autres des difficultés du SDAP-N et qui veut éviter à Troelstra de devoir mendier, se démène pour qu'il y ait quand même une intervention indirecte dans une logique d'entraide. Cependant, le secrétaire manifeste une certaine incohérence : en octobre 1902, il consulte les délégués nationaux pour savoir s'il serait pertinent que chaque organisation représentée à Amsterdam s'acquitte d'un droit d'entrée symbolique de 10 francs¹²⁰², et l'idée reçoit une large approbation¹²⁰³. Mais à peine il en a rendu compte à la II^e plénière qu'il change d'avis, et propose désormais un droit d'entrée de 10 francs par délégué accrédité et non plus par organisation, ce qui ne relève plus du symbolique. Seuls Jaurès et Gérault-Richard s'y opposent, mais ils n'accordent pas leurs violons, puisque le second ne veut même pas fixer de montant par organisation mais laisser libre chacune de le décider. Au final, la plénière non seulement vote la taxe de 10 frs par congressiste, mais décide aussi que le BSI interviendra directement en faveur du comité organisateur à la hauteur de 6.000 frs maximum et que les dépenses totales du congrès ne devront pas dépasser 8.000 frs¹²⁰⁴. Mais à la clôture du congrès, le bilan financier¹²⁰⁵ fait état d'un déficit de 3.709 frs. Alors que les dépenses d'organisation du congrès ont finalement dépassé de 932 frs les 8.000 prévisionnels, les recettes ne sont pas parvenues à dépasser un montant exigé de 5.222 frs. C'est notamment dans la collecte des droits d'entrée au congrès que se situe une faille majeure : sur les 6.000 frs prévisionnels qu'elle devait rapporter, elle n'en avait engendré finalement que 4.317. Serwy avait pourtant entrevu le problème déjà à l'approche des assises, et avait fait en sorte d'augmenter les recettes en taxant aussi les convives du festin de la dernière journée¹²⁰⁶ et les visiteurs extérieurs à hauteur de 0,20 frs/séance¹²⁰⁷. Qui plus est, les caisses du BSI sont presque vides et il ne peut rembourser le comité néerlandais que très lentement jusqu'en mai 1905 : il finira d'ailleurs pour lui rendre seulement 4.393 frs¹²⁰⁸. Pendant le secrétariat de Huysmans, la gestion financière d'Amsterdam devient alors ouvertement le modèle à éviter ainsi qu'un leitmotiv pour inciter à la discipline dans les cotisations¹²⁰⁹.

D'autre part, plusieurs innovations apportées par l'entremise du BSI dans la préparation du congrès seront maintenues pour les suivants, quoique améliorées. En premier lieu, les délégations sont priées d'apporter avec elles ou d'expédier en temps utile à Amsterdam leur

¹²⁰² Voir *Avanti!*, 28 octobre 1902, p. 3.

¹²⁰³ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 61.

¹²⁰⁴ Voir *Congrès Socialiste International. Amsterdam...*, op. cit., p. 950.

¹²⁰⁵ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 121-122.

¹²⁰⁶ *Ibidem*, p. 96.

¹²⁰⁷ Voir DE LEON, *Flashlights...*, p. 64.

¹²⁰⁸ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2303, f° 1, Circulaire de C. Huysmans, mai 1905.

¹²⁰⁹ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 370.

littérature en vue d'une mise en vente tout au long du congrès¹²¹⁰. En deuxième lieu, d'autant plus en vue de son projet de publication d'un volume sur la puissance du socialisme, Serwy réalise une ingérence dans la manière même dont les partis vont rédiger leurs rapports d'activités. Il prétend en effet que ceux-ci soient structurés selon un même modèle et qu'ils traitent tous de certaines thématiques clefs, afin de les rendre plus utiles pour les débats des assises en palliant l'importante hétérogénéité qui régnait auparavant dans leurs formes et contenus. Bien qu'une minorité seulement suive à la lettre les indications du secrétaire, et que des nombreux rapports persévèrent dans une fâcheuse tendance à s'occuper de querelles doctrinaires nationales ou transnationales ponctuées d'attaques *ad hominem*, l'initiative ne connaît pas d'oppositions et convainc Huysmans de l'approfondir davantage les années suivantes. En troisième lieu, bien que le modèle *bottom up* pour l'élaboration de l'agenda provisoire s'avère défaillant, l'exigence de Serwy que chaque parti accompagne ses propositions de rajout d'ordre du jour d'un rapport explicatif et d'un projet formel de résolution a pour effet que les commissions ne se retrouvent pas à devoir démarrer leurs travaux *ex nihilo*, et qu'en même temps le secrétaire puisse s'acquitter plus aisément du point 3.d de la résolution Van Kol qui le chargeait « d'établir un aperçu général des rapports sur les questions discutées au congrès ». Il est en effet décidé à la III^e plénière que « la somme de ces rapports constituera un rapport général au Congrès, de manière que les opinions soient déjà clarifiées¹²¹¹ ». Ce rapport général peut être publié par Serwy le 1^{er} août 1904 dans une brochure à part entière intitulée *Rapports et projets de résolutions sur les questions à l'ordre du jour*, distribuée à l'ouverture des assises, puis vendue à 1 franc depuis Bruxelles. Mais à cause des retards d'envoi accumulés par les partis, Serwy a dû travailler dans la précipitation, et le volume en ressent : il est seulement en Français car les versions anglaise et allemande ne parviennent à l'imprimeur gantois qu'au matin du 13 août¹²¹² (un volume trilingue sera publié *pro forma* seulement après le congrès¹²¹³), la traduction est négligée¹²¹⁴, et manquent des rapports parvenus trop tard à Bruxelles (eux aussi seront publiés *pro forma* à la fin de l'année dans un supplément). En quatrième lieu, enfin, sous proposition de Serwy lui-même durant le congrès, le BSI se voit confier la tâche d'en éditer le compte-rendu analytique officiel en trois langues¹²¹⁵. Ce qui

¹²¹⁰ Voir *L'Humanité*, 17 juillet 1904, p. 3.

¹²¹¹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2302, f° 15-18, Circulaire de V. Serwy, 31 août 1903.

¹²¹² Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 67, Lettre d'A. de Backer au CE du BSI, 13 août 1904.

¹²¹³ *Internationaler Sozialistischer Kongress. Congrès Socialiste International. International Socialist Congress. Amsterdam 1904. Resolutionen. Résolutions. Resolutions*, Bruxelles, BSI, [1905].

¹²¹⁴ Voir DE LEON, *Flashlights...*, *op. cit.*, p. 13.

¹²¹⁵ Voir *Sixième Congrès Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 122.

consacre en toute logique le transfert de compétence du plan national au transnational d'une pratique qui avait fait défaut jusqu'alors pour des raisons aussi bien matérielles et financières que politiques, et qui n'avait pas encore réussi à déboucher sur un seul compte-rendu trilingue. Si déjà les comptes rendus d'avant-1904 « diffèrent par leur nature et leur volume », et qu'ils ont tendance « plus à abrégé les discussions [...] qu'à les rapporter fidèlement »¹²¹⁶, ils se taisaient complètement sur les travaux des commissions, alors même que c'est de plus en plus dans ce cadre intime que se concentre le gros des échanges. Dès lors, l'on s'attend désormais que les comptes rendus, authentifiés par l'institution centrale, gagnent non seulement en diffusion, mais aussi en complétude et objectivité, réalisant ce que disait Engels en 1893 sur le fait qu'ils « sont des actes non pas français, belges ou suisses, mais internationaux »¹²¹⁷. Ainsi, le fait que le compte-rendu d'Amsterdam relate de manière plutôt exhaustive des travaux de la commission Règles internationales de la politique socialiste, constitue déjà une nouveauté majeure que Serwy ne manque pas de vanter¹²¹⁸, et qui d'après Kautsky doit se généraliser¹²¹⁹, ce qui sera effectivement entrepris par Huysmans. Mais en 1904, parler de « compte-rendu du BSI » est fort inexact. En amont, le BSI et le comité néerlandais n'ont mandaté personne en guise de sténographe, et c'est seulement à la clôture des assises que l'on se préoccupe du compte-rendu en le confiant au BSI. Et lorsque les délégués quittent la ville, Serwy se retrouve tout seul à devoir réaliser un travail titanesque pour réunir les notes des présidents et secrétaires des commissions, des traducteurs, des membres du bureau des séances, ainsi que les chroniques de presse. Qui plus est, ses compétences linguistiques étant limitées, il doit finalement inventer une méthode qui, si elle tente d'assurer l'édition en trois langues, remet en cause leur égalité de traitement. Il décide en effet de se charger lui-même seulement de la version française et de la publier grâce aux fonds du BSI, tandis que les versions allemande et anglaise auraient dû être éditées et financées par les sections compétentes après accord avec le CE. Or, les trois comptes rendus vont tous connaître des défaillances¹²²⁰. Quant à celui en Français, Serwy en publie une première version basée surtout sur les chroniques de la presse socialiste, mais qui s'avère parsemée d'erreurs et lacunes, ce qui l'oblige à en publier une deuxième dans la foulée à 1.500 exemplaires. Quant à celui en Allemand, il est publié aisément par la librairie du *Vorwärts*¹²²¹

¹²¹⁶ HAUPT, *La Deuxième Internationale 1889-1914...*, op. cit., p. 38.

¹²¹⁷ ENGELS, LAFARGUE, *Correspondance...*, op. cit., t. III, p. 293 (Lettre de F. Engels à P. Lafargue, 27 juin 1893).

¹²¹⁸ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2302, f° 27, Circulaire de V. Serwy, 24 décembre 1904.

¹²¹⁹ Voir Karl KAUTSKY, « Le Congrès d'Amsterdam », *L'Avenir social*, t. IX, 1904, p. 381-394.

¹²²⁰ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2302, f° 23-25, Circulaire de V. Serwy, 8 janvier 1905.

¹²²¹ *Internationaler Sozialistenkongress zu Amsterdam, 14. bis 20. August 1904*, Berlin, Vorwärts, 1904.

grâce aux fonds mis à disposition par le SPD, mais son contenu est bien moins objectif, plus lacunaire et édulcoré par rapport à la version française¹²²². Quant à celui en Anglais, enfin, Serwy contacte les sections britannique et étasunienne, mais celles-ci préfèrent que ce soit le CE qui procède à la traduction depuis la version française, tout en lançant des souscriptions pour lui venir en aide. Mais début 1905 elles sont parvenues à collecter une somme suffisante seulement pour imprimer 310 exemplaires. Bien que Serwy tente encore de les convaincre de réaliser elles-mêmes la traduction, une série de circonstances, allant du remplacement du secrétaire à la Révolution russe et à la crise de Tanger, déterminent l'abandon du projet. Le volume trilingue que le CE fait paraître en janvier 1905 ne comporte qu'une codification des textes officiels des résolutions adoptées à Amsterdam. Huysmans retiendra donc l'idée que les comptes rendus des congrès reviennent au BSI, tout en essayant de pallier la méthode dispersive de Serwy.

Autant toutes les questions ci-dessus ne sont pas débattues comme étant des principes généraux sur les droits et les devoirs du BSI, autant cela s'avère impossible lorsque Singer demande, à la II^e plénière, « d'examiner la question de savoir si le Congrès ne pourrait être retardé jusqu'en 1904¹²²³ », invoquant d'abord une raison nationale (les élections de 1903), et ensuite transnationale (un manque d'actualité à débattre). Troelstra et Woods le suivent, déclarant qu'en 1904 la participation de leurs sections serait plus importante grâce à un ralliement progressif des syndicats au socialisme. Sans s'opposer frontalement au fond de la motion Singer, Jaurès et Troelstra questionnent la hiérarchie des normes de l'Internationale. Le premier, en rappelant que la responsabilité du congrès est désormais partagée avec un comité national, qui doit être consulté. Le second, en demandant si le BSI en tant qu'organe exécutif est légitime pour modifier une décision d'un congrès souverain. Ce à quoi Adler répond tant dans la forme que dans le fond : « le Congrès international de Paris a délégué ses pouvoirs au Bureau¹²²⁴ », et de toute façon « la fréquence des Congrès est moins nécessaire qu'autrefois, alors qu'il n'y avait pas d'autres liens entre les Partis¹²²⁵ ». Enfin Anseele, qui craint que les critiques d'un report des assises tombent surtout sur le CE, comme cela avait été le cas pour la II^e plénière elle-même, insiste sur le besoin de « réunir l'unanimité du Bureau sur la proposition de Singer¹²²⁶ ». Mais tandis que Singer songe à une procédure allégée, écartant même l'option

¹²²² Voir HAUPT, *La Deuxième Internationale 1889-1914...*, op. cit., p. 37.

¹²²³ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 62.

¹²²⁴ *Idem.*

¹²²⁵ *Idem.*

¹²²⁶ *Idem.*

d'un vote en plénière, Troelstra et Jaurès sauvent *in extremis* les apparences : il est acté en effet que le BSI a autorité pour proposer une modification d'une décision d'un congrès en court-circuitant la souveraineté de celui-ci par un appel à celle des partis qui le composent. Serwy doit donc les consulter tout en les informant de la teneur des discussions en plénière, mais lorsqu'il s'en acquitte, il reste très vague et évoque surtout l'espoir d'une plus grande participation¹²²⁷. Il reçoit en tout cas des avis largement favorables, puisque les partis perçoivent l'ajournement comme un sursis « au moment où la lutte de tendances provoquée par la crise révisionniste battait son plein¹²²⁸ ». Le 23 mars 1903, le CE peut alors acter que le congrès est reporté à 1904¹²²⁹, et en juillet 1903 c'est la III^e plénière qui fixe son ouverture à la mi-août 1904¹²³⁰. Mais en février 1904, la IV^e plénière provoque un grand désordre lorsqu'elle décide de reporter les assises à la fin du moins septembre comme l'exigeaient POB et SPD¹²³¹ : cette fois-ci, non seulement aucune consultation préalable des partis affiliés n'est prévue, mais surtout ceux-ci, qui avaient déjà pris des dispositions pour se rendre à Amsterdam à la mi-août, ne prennent connaissance du report que par le compte-rendu de la plénière et non par une circulaire *ad hoc*. Tout se joue en circuit restreint entre CE et comité néerlandais, mais les deux se trouvent finalement dans l'embarras : les Belges, parce qu'ils ont oublié que fin septembre une partie de leurs camarades devait déjà participer au congrès international de la Libre pensée à Rome¹²³² ; les Néerlandais, parce qu'ils avaient déjà avancé un montant pour la location du Concertgebouw. Ainsi, beaucoup de bruit pour rien : le BSI fait marche-arrière et maintient l'ouverture du congrès à la mi-août. Cependant, les débats des II^e, III^e et IV^e plénières sont loin d'être anodins : ils manifestent le caractère essentiellement mouvant des positions sur les compétences du Bureau, en ce que finalement la forme ne dépend que du fond. Les Allemands et les Autrichiens sont même disposés à lui accorder des pouvoirs de direction tant que cela les arrange et reste dans un domaine administratif, alors même que pour des questions politiques ils le rabaissent à un rang à peine facultatif. D'autre part Hyndman, qui pourtant voudrait que le BSI soit plus entreprenant politiquement, voit s'échapper de ses mains l'organe dont il revendique la paternité, et finit par vouloir limiter ses pouvoirs administratifs. À Amsterdam, en effet, il en appelle directement aux congressistes pour « ne plus permettre que le Bureau

¹²²⁷ Voir par exemple *Congrès Socialiste International. Amsterdam...*, *op. cit.*, p. 24 (Lettre de V. Serwy à J. Jensen, 7 janvier 1903).

¹²²⁸ Georges HAUPT, « Introduction », in *Congrès Socialiste International, Amsterdam...*, *op. cit.*, p. 7.

¹²²⁹ Voir *Congrès Socialiste International. Amsterdam...*, *op. cit.*, p. 25-26 (Circulaire du CE du BSI, 23 mars 1903).

¹²³⁰ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 83.

¹²³¹ *Ibidem*, p. 102.

¹²³² Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 7-8, Lettre de L. Furnémont à V. Serwy, 15 février 1904.

remette le congrès d'un an¹²³³ ». Toutefois, il choisit mal son moment, prononçant ce vœu seulement à la clôture du congrès et sans en faire une motion, et se heurte à un mur d'indifférence. Même De Leon, qui avait pourtant dénoncé lui aussi le report du congrès comme une énième preuve de l'imposition de l'agenda nationale du SPD à l'Internationale, refuse de suivre le « *peanut politician*¹²³⁴ » dans sa croisade, étant donné qu'en parallèle son SLP soutenait la « révolte impossibiliste¹²³⁵ » qui était en train de fragmenter la SDF. L'échec d'Hyndman est complet lorsqu'il apparaît qu'une grande majorité de congressistes est tout à fait disposée à suivre les indications du BSI sur la date des assises suivantes. En effet, les Britanniques proposent 1906 et les Allemands 1908, mais la majorité vote pour 1907, qui est proposé par le Bureau en son nom pour parvenir à une médiation¹²³⁶. Dans son allocution de clôture, un Hyndman rancunier ne mentionne même pas le BSI, dont il fait partie, mais seulement le comité néerlandais. C'est Bebel qui intervient juste après pour sauver les apparences et remercier le BSI aussi, alors qu'à cette date il n'en était pas encore membre.

La centralité du BSI dans la préparation des assises se voit confirmée dès l'ouverture de celles-ci, dans la manière de les administrer. Il s'autorise en effet à fonctionner en permanence tout le long : « infatigables¹²³⁷ », ses membres se réunissent publiquement chaque matin et chaque après-midi, une heure avant le début des séances plénières ou des réunions des commissions, afin de régler toute une série de questions urgentes. À la plénière qui se tient la veille des assises, le CE s'y présente avec une série de propositions préétablies formalisées dans une fiche pratique destinées aux congressistes¹²³⁸. *Primo*, la traditionnelle allocution d'ouverture est laissée au comité organisateur, mais le 14 août c'est Troelstra qui la prononce en guise de référent du BSI au sein d'un comité dont il n'a jamais formellement fait partie. *Secundo*, le BSI agit en tant que bureau provisoire des séances jusqu'à la fin des vérifications des mandats, afin d'expédier et dépersonnaliser cette question purement honorifique mais qui s'était avérée chronophage et conflictuelle par le passé. *Tertio*, le CE soumet au vote souverain du congrès à la fois un rapport d'activité et un rapport financier pour la période de décembre 1900 à août 1904 ; mais pour conférer au second plus de légitimité, Serwy et Anseele demandent qu'il fasse l'objet d'une vérification préalable par une commission *ad hoc* de

¹²³³ *Sixième Congrès Socialiste International tenu à Amsterdam...*, *op. cit.*, p. 123.

¹²³⁴ DE LEON, *Flashlights...*, *op. cit.*, p. 116.

¹²³⁵ Voir Chushichi TSUZUKI, « The "Impossible Revolt" in Britain: The Origins of the SLP and the SPGB », *International Review of Social History*, vol. 1, n° 3, 1956, p. 377-397.

¹²³⁶ Voir NIX, « Il Congresso internazionale socialista », *Avanti!*, 23 août 1904, p. 2.

¹²³⁷ NIX, « Il Congresso socialista internazionale di Amsterdam », *Avanti!*, 20 août 1904, p. 1.

¹²³⁸ Voir *Congrès Socialiste International. Amsterdam...*, *op. cit.*, p. 34

membres du BSI¹²³⁹, et effectivement en assemblée Cambier, Plekhanov et Ferri se joignent au CE en tant que commissaires aux comptes. *Quarto*, la procédure de vérification des mandats est allégée, puisqu'en première instance elle ne se fait plus par section nationale mais par organisation, après quoi le BSI est juge en deuxième instance pour les mandats contestés, et le congrès juge en troisième instance. Sans remplacer ni le comité organisateur ni le bureau définitif du congrès, c'est donc le BSI qui s'érige en référent principal pour le bon déroulement des assises, parvenant à conjuguer autorité dans la forme et flexibilité dans le fond, sur la base de l'expérience parisienne. Même De Leon félicite le fait que le BSI ait « assumé justement les fonctions d'un comité général du Congrès pour faciliter ses procédures¹²⁴⁰ ». Plus encore, le BSI s'arroge le droit de déposer des motions en son nom, certes cantonnées aux questions les plus consensuelles et ayant donc un contenu essentiellement symbolique : ainsi, c'est par acclamation qu'il fait voter une motion de soutien à Ferri, condamné à 14 mois de prison pour sa campagne contre le ministère de la Marine militaire italienne¹²⁴¹.

Cette nouveauté de la permanence d'une institution centrale tout au long des assises se révèle néanmoins plus problématique que prévu, précisément car les membres du BSI doivent jongler entre leurs mandats national et transnational, se trouvant finalement dans l'impossibilité d'être en même temps partisans et *super partes*. De ce fait, le BSI fonctionne en accordéon durant le congrès : il existe deux heures par jour en amont des séances plénières et des commissions, mais durant celles-ci il s'efface complètement au profit de logiques éminemment nationales. Le cas du débat sur les migrations ouvrières est particulièrement parlant, puisque ce sont des délégués nationaux du BSI qui s'érigent en chefs de file des deux factions qui s'affrontent. Seul le secrétaire porte intégralement, de manière ininterrompue, un point de vue transnational : son rôle de garant de la conciliation s'exprime par le fait même qu'il renonce à faire usage de son droit de vote. Il est d'ailleurs le seul membre de droit du congrès, pouvant y assister en l'absence de mandat national (même si, pour éviter toute critique d'un éventuel abus de pouvoir de sa part, Serwy se fait conférer *in extremis* un mandat par la Fédération des coopératives socialistes belges¹²⁴²). Vandervelde et Anseele, en revanche, de par leur position hybride au sein de l'architecture du BSI, nécessitent d'un mandat formel : le premier le reçoit du CG du POB¹²⁴³,

¹²³⁹ *Ibidem*, p. 950.

¹²⁴⁰ DE LEON, *Flashlights...*, *op. cit.*, p. 113.

¹²⁴¹ NIX, « Il Congresso internazionale socialista », art. cit., p. 1.

¹²⁴² Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 59, Lettre de L. Bertrand et R. van Loo à la Présidence du Congrès socialiste international d'Amsterdam, 11 août 1904.

¹²⁴³ Voir *Compte Rendu des Congrès du Parti ouvrier de 1904, 1905 et 1906*, Bruxelles, POB, 1907, p. XXI.

le second de la Fédération gantoise du POB¹²⁴⁴. Durant le débat houleux sur le point *Règles internationales de la politique socialiste*, bien que tous deux s'opposent à l'orthodoxie du SPD et du PSdF, ils se comportent de manière sensiblement différente. Anseele figure comme l'un des plus farouches partisans du révisionnisme et de la politique blocarde du PSF, tant que d'après Ferri il aurait été « plus jaurésien que Jaurès¹²⁴⁵ » dans son fétichisme de la réforme sociale – et une fois l'unification française entamée, même Jaurès trouve désormais embarrassant le jusqu'au-boutisme d'Anseele¹²⁴⁶ –. Au contraire, Vandervelde s'impose en tant que chef de file d'une tendance médiane ; et même si la résolution conciliatrice qu'il dépose avec Adler est mise en minorité en commission, il est choisi par la majorité de celle-ci en tant que rapporteur en plénière – un fait inédit –. Le Patron du POB peut dès lors se présenter en assemblée en tant que simple « phonographe¹²⁴⁷ », renouant avec la posture *super partes* de membre du CE du BSI, alors que comme le relèvent Vaillant¹²⁴⁸, De Leon¹²⁴⁹ ou encore Morizet¹²⁵⁰, sa propre résolution était certes pacificatrice mais pas pour autant a-partisane. En tout cas, si on laisse exprimer Vandervelde au nom d'une commission qui l'a mis en minorité, c'est aussi qu'aucune menace n'est ressentie précisément à l'égard du BSI : les deux résolutions en lice n'envisagent d'aucune manière qu'il puisse s'ériger à juge des tactiques nationales, en dépit du fait que l'objectif même de l'ordre du jour était de fixer un socle commun de règles en la matière. Le SPD et le PSdF, dont la résolution finit par être adoptée en séance plénière aussi¹²⁵¹, portent à son apothéose la contradiction structurelle de l'Internationale : tiraillés entre la volonté de dénonciation ferme du révisionnisme et l'exigence qu'aucune institution transnationale ne puisse leur dicter quoi que ce soit, ils finissent par saboter d'avance tout impact réel des décisions à prendre. Dans son rapport en plénière, Vandervelde souligne en effet que la résolution majoritaire émet essentiellement un « avertissement amical mais catégorique à ceux qui glissaient sur une pente fatale¹²⁵² ». Les congressistes ont passé ainsi des journées entières à s'invectiver alors que le postulat de l'autonomie nationale établit d'avance que de toute façon le révisionnisme ne pourra être sanctionné que moralement – et en effet Bernstein constate à juste titre que « battu dans les Congrès par la force de la tradition, le révisionnisme

¹²⁴⁴ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 52, Lettre de K. Beerblock à V. Serwy, 9 août 1904.

¹²⁴⁵ Enrico FERRI, « Impressioni finali », *Avanti!*, 23 août 1904, p. 2.

¹²⁴⁶ Voir Jean JAURÈS, « Les conditions de l'unité », *L'Humanité*, 21 septembre 1904, p. 1.

¹²⁴⁷ *Sixième Congrès Socialiste International tenu à Amsterdam...*, *op. cit.*, p. 59.

¹²⁴⁸ *Ibidem*, p. 103.

¹²⁴⁹ Voir DE LEON, *Flashlights...*, *op. cit.*, p. 23.

¹²⁵⁰ Voir MORIZET, « Le congrès d'Amsterdam », art. cit., p. 397.

¹²⁵¹ La résolution Adler-Vandervelde est rejetée à 21 voix contre 21, tandis que la résolution de PSdF et SPD est adoptée à la majorité de 25 voix contre 5.

¹²⁵² *Sixième Congrès Socialiste International tenu à Amsterdam...*, *op. cit.*, p. 62.

l'emporte victorieusement dans la pratique¹²⁵³ » par la suite¹²⁵⁴ —. C'est seulement au sujet de la grève générale que le BSI parvient à agir en bloc, quoiqu'en coulisses et de manière fondamentalement partisane. Tous ses membres étant agacés par l'insistance du POSR pour inscrire la question à l'ordre du jour, ils finissent par le laisser faire publiquement *pro forma*, tout en se préparant confidentiellement à le combattre dans le fond : ils sollicitent en effet le SDAP-N pour qu'il rédige un rapport et un projet de résolution fortement défavorables au grève-généralisme tous azimuts du POSR¹²⁵⁵, et ce sont ces documents parrainés par le BSI qui finissent par être adoptés au congrès. D'autre part, il convient de remarquer que les divergences multiples qui avaient pu apparaître depuis 1900 au sujet du rôle du BSI n'ont finalement aucun poids dans la manière dont aux assises se tissent les alliances de circonstance. Le cas du point *Règles internationales de la politique socialiste* est encore parlant : Vandervelde et Adler apparaissent effectivement comme les « frères siamois socialistes¹²⁵⁶ », alors qu'ils portent sur le BSI une lecture diamétralement opposée ; il en va de même pour Vaillant et Bebel qui travaillent main dans la main contre Jaurès, alors que l'ancien communard a avec celui-ci bien plus d'affinités qu'avec le président du SPD quant aux attentes vis-à-vis du BSI en matière de politique internationale.

Bien que les rapports du CE et sa fiche pratique soient ratifiés en bloc et à l'unanimité par le congrès¹²⁵⁷, les contours institutionnels du BSI ne sont pas débattus par les congressistes. Pourtant, de base, il ne devait pas en être ainsi : dans le programme définitif avaient été inscrits *in extremis*, par décision du BSI lui-même, un point XIII sur son siège et un point XIV sur son élection¹²⁵⁸. Mais aucune commission n'est instituée à cet effet, et par la suite les deux points disparaissent tout simplement, sans que les délégués n'en reçoivent notification en séance publique. Le point XIV, tout d'abord, est issu du vœu exprimé la veille des assises, à la V^e plénière, quant à une fixation de la composition fluctuante du BSI. Mais il ne s'agit pas d'une question censée être débattue inter-nationalement en congrès : c'est surtout un rappel émis à chaque section nationale pour qu'elle mette à profit ses réunions privées pour s'accorder sur la nomination de deux délégués susceptibles de le rester dans un temps long. Toutefois, entre des sections qui se fragmentent davantage (comme les Etats-Unis) et d'autres qui ébauchent à peine la marche vers l'unité (comme la France), la perspective que le congrès s'achève avec une liste

¹²⁵³ Cité in HAUPT, *La Deuxième Internationale 1889-1914...*, op. cit., p. 75.

¹²⁵⁴ Voir DRACHKOVITCH, *De Karl Marx à Léon Blum...*, op. cit., p. 22-23.

¹²⁵⁵ Voir *Le Mouvement socialiste*, vol. 6, n° 138, 1904, p. 237 ; n° 139, 1904, p. 539.

¹²⁵⁶ VANDERVELDE, *Souvenirs...*, op. cit., p. 98.

¹²⁵⁷ Voir *Sixième Congrès Socialiste International tenu à Amsterdam...*, op. cit., p. 123.

¹²⁵⁸ *Ibidem*, p. 15.

de délégués nationaux qui soient à la fois définitifs et consensuels se préfigure rapidement comme étant irréaliste. Quant au point XIII, le fait qu'il ait été rajouté puis retiré manifeste à la fois qu'en coulisses le bilan du CE n'a pas fait l'unanimité mais qu'un accord a pu être trouvé pour ne pas lui faire le déshonneur de porter la question à l'attention du congrès. Le CG du POB s'était déjà plaint de la quantité insuffisante de documentation transmise par le secrétaire pour favoriser l'échange théorique en amont des assises ¹²⁵⁹, alors que cela relevait essentiellement de négligences nationales. Il en va de même pour le SDAP-N, au nom duquel Floor Wibaut regrette que Serwy n'ait pas été davantage à l'initiative pour la préparation doctrinaire des débats, et pas assez ferme dans l'imposition de délais pour la réception de la documentation :

« Morale : demandons au Bureau International, s'il ne serait pas possible d'adopter et de maintenir fermement pour nos Congrès futurs, la règle suivante : que toute question, afin de pouvoir être mise à l'ordre du jour, devra être élaborée dans un rapport remis au dit Bureau au moins neuf mois avant la date du Congrès, de sorte qu'il pourra être publié au plus tard six mois à l'avance, délai qui laisserait le temps de discuter les questions dans les revues paraissant dans les divers pays ¹²⁶⁰ ».

Mais si Jaurès déclare à Copenhague que « les socialistes parlent tous la même langue ¹²⁶¹ », à Amsterdam ce sont précisément les carences linguistiques de Serwy qui lui coûtent son poste. Les Allemands qui sont particulièrement agacés des erreurs de traduction non seulement des volumes faits paraître par le secrétaire, mais aussi des discours et de la documentation fournie pendant le congrès ¹²⁶², ce dont ils renvoient la faute intégralement à Serwy. Au congrès du SPD à Brême, en septembre 1904, Bebel explique :

« La délégation allemande n'a pas toujours pu suivre les débats avec toute l'attention qu'ils méritaient. Le citoyen V. Serwy [...] est certainement un compagnon intelligent, dévoué, doué de capacités pratiques, mais il ne possède pas notre langue. De sorte que, dans la traduction des documents, notre bonne vieille langue allemande a été maltraitée au point que nous ne la reconnaissons plus ¹²⁶³ ».

Décus aussi par le mode de votation que le CE a fait adopter au congrès au nom du BSI, les Allemands restent par contre impressionnés du pragmatisme et de l'esprit de fraternité dont a

¹²⁵⁹ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f. 47, Lettre de G. Maes à V. Serwy, 6 août 1904.

¹²⁶⁰ Floor M. WIBAUT, « La question des trusts au Congrès d'Amsterdam », *Le Mouvement socialiste*, vol. 6, n° 142, 1904, p. 28.

¹²⁶¹ *Huitième Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 65.

¹²⁶² Voir à ce propos Albert THOMAS, « Après le Congrès », *L'Humanité*, 24 août 1904, p. 1.

¹²⁶³ Cité in Adrien VEBER, « Mouvement social », *La Revue socialiste*, t. XL, 1904, p. 485.

fait preuve le comité organisateur néerlandais. C'est à ce dernier qu'ils attribuent le mérite d'avoir fait en sorte que le congrès puisse achever ses travaux sans se faire paralyser par l'ampleur des querelles doctrinaires qu'avaient pourtant émergé. Dès lors, le SPD songe à retirer au POB la responsabilité du CE pour la confier au SDAP-N. Encore d'après Bebel :

« Nous avons cru un moment qu'il serait plus pratique de transférer à Amsterdam le Bureau international, mais nous avons d'abord rencontré le refus des camarades hollandais pressentis par nous, et, d'autre part, il ne pouvait nous convenir de retirer à nos camarades belges ce qu'ils considèrent comme un honneur. Il résulte de cet incident [...] que l'organisation de nos réunions internationales socialistes doit être perfectionnée¹²⁶⁴ ».

En somme, des démarches ont bel et bien été entreprises, mais au final « il ne sera donc pas nécessaire de demander le transfert du bureau international de Bruxelles à Amsterdam¹²⁶⁵ ». L'argument de l'honneur du POB, contrairement à ce que suggère Bebel, ne joue qu'un rôle marginal. En réalité, l'incident est surmonté par un compromis : le SDAP-N renonce lui-même à administrer le BSI mais se voit confier en compensation la CIS ; le POB maintient le contrôle du BSI mais doit sacrifier Serwy, dont les démissions seront actées cinq mois plus tard. Surtout, les Belges n'obtiennent au mieux qu'un sursis, étant acté que « le Bureau restera trois ans encore à Bruxelles¹²⁶⁶ », en attendant le congrès de Stuttgart.

2. L'appropriation problématique de prérogatives de coordination politique

Le fait que l'institution centrale doive être non seulement une « machinerie administrative permanente¹²⁶⁷ », mais aussi un outil politique, apparaît assez clairement au congrès de Paris. Le SDAP-N l'avait affirmé sans ambages en relevant que « le mouvement de protestation international dans des cas d'importance internationale sera un moyen d'agitation précieux, surtout maintenant que le secrétariat peut l'organiser¹²⁶⁸ ». En retour, il est admis que le BSI sera certes un « quartier général¹²⁶⁹ », mais pas un état-major. Cependant, les termes volontairement génériques avec lesquels les résolutions parisiennes consacrent le passage d'une

¹²⁶⁴ *Idem.*

¹²⁶⁵ *L'Humanité*, 25 septembre 1904, p. 2.

¹²⁶⁶ MORIZET, « Le congrès d'Amsterdam », art. cit., p. 387.

¹²⁶⁷ SWEEZY, *Socialism, op. cit.*, p. 165-166.

¹²⁶⁸ *De Nieuwe Tijd*, vol. 5, 1900-1901, p. 294.

¹²⁶⁹ Ernest UNTERMANN, « Le Socialisme », *L'Avenir social*, t. VIII, 1903, p. 265.

fédération décentralisée à une coopérative n'expliquent pas comment s'y prendre concrètement pour traduire en actes les décisions de principe des congrès. C'est donc essentiellement une « période expérimentale¹²⁷⁰ » qui s'ouvre, d'après Hillquit. Le BSI doit en effet appréhender sa fonction de coordination dans une Internationale où le postulat fondateur de l'autonomie nationale demeure intact, et où il peut donc seulement se rajouter, sans les remplacer, à la fois aux échanges polycentriques et aux tactiques déployées nationalement. Surtout, l'absence de réunion plénière jusqu'en décembre 1901 et la composition structurellement fluctuante du BSI font que, lorsque celui-ci est officiellement opérationnel, la question n'est plus de savoir comment doit-il coordonner des initiatives transnationales, mais s'il acceptera de laisser cette prérogative à un CE qui n'a pas perdu son temps pour démarrer une méthode d'intervention politique. Le BSI oscille dès lors entre chambre d'enregistrement et chambre de censure d'initiatives entamées en circuit restreint, et les règles générales d'action du CE ne sont fixées qu'à posteriori, par à-coups, essentiellement en fonction de considérations nationales au cas par cas sur le fond même de chaque projet. Il en résulte que, jusqu'au tournant de la Révolution russe et des crises de Tanger et de Björkö en 1905, la « politique extérieure du prolétariat¹²⁷¹ » non seulement n'en est pas une, mais le BSI manque de clarté quant à la manière même de s'en approcher, puisque le militarisme et la politique coloniale se configurent avant tout comme un terrain de bataille entre partisans et détracteurs d'un élargissement du degré d'impulsion du CE. Qui plus est, la possibilité d'un BSI à plusieurs vitesses émerge à la fois sur des préoccupations d'ordre intérieur que sur des sujets qui ne relèvent pas de la *high power politics*.

A. La « politique extérieure du prolétariat » : un bras de fer

Les premiers blocages émergent précisément là où le rôle de coordination du BSI était le plus attendu, c'est-à-dire, d'après la résolution Luxemburg, dans la politique internationale. Il est vrai, comme l'affirme Wolikow, que « chaque socialiste, fut-il un dirigeant de la Seconde Internationale, avait d'abord un ancrage explicitement national¹²⁷² ». Plusieurs meneurs sont ainsi réticents à transférer des compétences à priori à l'institution centrale, de peur de se voir entraîner d'en haut sur des positionnements et des modes d'action qu'ils jugent inadaptés vis-

¹²⁷⁰ *Proceedings of the National Convention, Socialist Party...*, op. cit., p. 167.

¹²⁷¹ Enrico FERRI, « La socialdémocratie et la politique étrangère », *L'Avenir social*, t. VIII, 1903, p. 311.

¹²⁷² Serge WOLIKOW, « Internationalistes et internationalismes communistes », in Michel DREYFUS, Bruno GROppo, Claudio INGERFLOM, Roland LEW, Claude PENNETIER, Bernard PUDAL, Serge WOLIKOW (dir.), *Le Siècle des communismes*, Paris, Editions ouvrières, 2000, p. 341.

à-vis de leurs tactiques propres. Haupt relève cependant que certains délégués du BSI tentent de dépasser l'horizon national afin que l'Internationale développe une perspective d'ensemble¹²⁷³ : avant même que Vaillant et les gauches socialistes se démarquent en ce sens au tournant de 1905-1907, ce sont tout d'abord les Belges qui, essayant de comprendre la portée de la responsabilité qu'on leur a confié, estiment que le sens véritable du BSI est de faire parler l'Internationale d'une voix propre et de faire agir les partis à l'unisson là où les politiques nationales se croisent, en vue d'« harmoniser l'action des partis sur le terrain de la politique internationale¹²⁷⁴ ». Ainsi, le bras de fer qui s'enclenche dès décembre 1900 entre ces deux macro-tendances, chacune traversée de ses propres nuances où s'insèrent notamment Hyndman et Vaillant, se configure aussi comme une crise institutionnelle entre un organe collégial qui fonctionne inter-nationalement à l'image des congrès, et un organe exécutif qui pense transnational tout en étant composé d'une seule nationalité. Les initiatives politiques entreprises ou parrainées par le CE connaissent alors un bilan particulièrement contrasté. Une pratique de la mobilisation transnationale est recherchée de manière précoce par les Belges, mais si déjà elle est traversée par une tension entre approche globale ou au cas par cas, elle se solde par la diminution des attributions du CE en décembre 1901. De même, la perspective d'une campagne antimilitariste de longue haleine se heurte à une pluralité de méfiances et de polémiques en 1902-1903, qui préfigurent un BSI complètement désarmé face à la guerre russo-japonaise. Finalement, il n'y a que dans la lutte contre les despotismes que le CE parvient à profiter du consensus qui existait déjà à ce propos parmi les partis, mais cela s'avère aisé précisément car les pistes d'action transnationale sont toutes platoniques.

a) La quête d'une pratique de la mobilisation transnationale, entre approche globale ou au cas par cas

En décembre 1901, tirant un bilan de la première année d'existence du BSI, Vandervelde se plaint du fait que le CE « pour les uns agit trop et pour les autres pas assez¹²⁷⁵ ». En effet, l'idée que le BSI puisse permettre un saut qualitatif politique de l'Internationale se manifeste précocement dans la multitude de projets dont le CE est saisi. Cependant, celui-ci doit inventer

¹²⁷³ Voir HAUPT, *La Deuxième Internationale 1889-1914...*, op. cit., p. 59.

¹²⁷⁴ *Avanti!*, 23 juillet 1902, p. 1.

¹²⁷⁵ *Vorwärts*, 1^{er} janvier 1902, p. 3.

une pratique de la mobilisation transnationale alors que sa légitimité à la coordonner est chancelante, et qu'il reçoit des propositions contradictoires sur l'orientation à donner aux actions elles-mêmes, tiraillé entre ceux qui exigent une approche globale et ceux qui privilégient une approche au cas par cas. Ainsi, à peine constitué, l'on demande au CE à la fois de susciter des manifestations dans toutes les capitales européennes contre le militarisme en général, et d'intervenir spécifiquement contre les guerres en Afrique du Sud et en Chine. Jaurès et Vaillant tout particulièrement conçoivent l'action politique du BSI au prisme de la manifestation syndicale franco-britannique qui avait flétri la guerre et le nationalisme le 28 octobre 1900 à la Bourse de Travail de Paris. Pendant que le premier écrit que ce « rudiment d'organisation » que sont « les réunions ouvrières internationales complèteront ce que le bureau socialiste international a ébauché »¹²⁷⁶, Vaillant invite directement Vandervelde et Anseele à généraliser ce modèle. Il leur écrit, le 30 octobre :

« Une telle manifestation pour la paix internationale entre tous les peuples et tous les pays aurait une importance, une valeur sans égale si elle prenait un caractère non plus seulement syndical mais aussi socialiste, et avait lieu successivement dans les capitales de tous les pays par délégation à cet effet de la classe ouvrière et des partis socialistes de tous les pays, et qu'il appartiendrait à votre bureau international de provoquer et d'organiser au plus tôt ces manifestations ouvrières et socialistes¹²⁷⁷ ».

Le mois suivant, le pacifiste britannique William T. Stead, président de l'*International Arbitration and Peace Association*, demande au BSI que ses partis affiliés s'associent à sa *Peace Crusade*¹²⁷⁸, c'est-à-dire un tour des capitales pour remettre aux gouvernements une pétition pour la paix, notamment en vue de mettre fin à la guerre anglo-boers¹²⁷⁹. Et si en janvier 1901 Pierre Bertrand se plaint du silence du BSI vis-à-vis de la guerre de Chine¹²⁸⁰, en avril Edgard Milhaud exige du CE qu'il donne au 1^{er} Mai le caractère d'une protestation contre celle-ci¹²⁸¹. Or, les Belges n'étaient pas insensibles à la perspective de Vaillant, tant qu'en 1897, à propos de la manifestation antimilitariste océanique qu'ils organisaient à Bruxelles pour le 15 août en coïncidence avec l'Exposition internationale, ils se demandaient déjà si « à travers

¹²⁷⁶ Jean JAURÈS, « Pour la paix », *La Petite République*, 27 octobre 1900, p. 1.

¹²⁷⁷ HAUPT, HOWORTH, « Edouard Vaillant... », art. cit., p. 236 (Lettre d' E. Vaillant à E. Vandervelde et E. Anseele, 30 octobre 1900).

¹²⁷⁸ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2302, f° 3, Circulaire du CE du BSI, 22 décembre 1900.

¹²⁷⁹ Voir à ce propos Christian L. LANGE, August SCHOU, *Histoire de l'internationalisme*, Paris, PUF, vol. 3, 1963, p. 447.

¹²⁸⁰ Voir Pierre BERTRAND, « Le Livre Rouge. II. Vol, viol et massacre », *La Revue socialiste*, t. XXXIII, 1901, p. 130.

¹²⁸¹ Voir Edgard MILHAUD, « Pour le 1^{er} Mai », *La Petite République*, 18 avril 1901, p. 1.

toutes les grandes capitales d'Europe [...] un pareil mouvement pouvait se répercuter et faire surgir de semblables cortèges¹²⁸² ». Cependant, leur esprit pragmatique ne les laisse pas non plus indifférents vis-à-vis de l'idée de Stead, d'autant que Serwy lui-même avait adhéré à la perspective d'arbitrage international discutée par Charles Richet dans *Les Guerres et la Paix* en 1899¹²⁸³. Ils savent pertinemment que la posture mendicante de la *Peace Crusade* faisait déjà l'objet d'invectives, notamment du côté de la SDF¹²⁸⁴, au prisme des mêmes critiques de l'hypocrisie de la conférence de La Haye, dont Stead était un fervent partisan mais que le congrès de Paris avait rejeté sans ambages. Mais ils ont aussi connaissance des divisions du socialisme britannique à propos de la guerre anglo-boers, et avaient assisté à la scène qui s'était produite aux assises parisiennes lorsque, à propos d'une motion condamnant « les atrocités du gouvernement anglais envers les Boers de l'Afrique du Sud¹²⁸⁵ », Pete Curran s'était senti obligé de « démentir la rumeur selon laquelle les socialistes britanniques auraient soutenu leur gouvernement dans la guerre sud-africaine¹²⁸⁶ ». Ainsi, pour sa première prise d'initiative politique, le CE choisit de profiter de la proposition de Stead pour tenter de mettre en mouvement l'Internationale surtout contre la guerre anglo-boers, en vue de pallier aux défaillances britanniques sans pour autant rallier les pacifismes dits bourgeois. Le 22 décembre 1900, le CE propose aux délégués du BSI d'envoyer à Stead une fin de non-recevoir, tout en les questionnant sur l'hypothèse d'une campagne autonome articulée autour de trois axes :

« 1° Si nous ne pourrions pas publier, comme Bureau Socialiste International, un manifeste dans le même sens ; 2° Si les différentes fractions socialistes parlementaires ne pourraient, sous forme d'interpellations, protester contre la violation par l'Angleterre des principes admis par la Conférence de La Haye ; 3° Si, tout au moins, il n'y aurait pas lieu d'organiser, dans ce même but de protestation, des réunions populaires dans chaque pays ; [...] Si dans l'affirmative à la première question, il ne serait pas désirable de publier le manifeste dans un sens plus large : la politique européenne en Chine et dans le Sud-Africain¹²⁸⁷ ».

Il s'agit, en somme, de prendre position publiquement en tant que BSI et en même temps d'encourager un socle commun d'actions nationales, par des interpellations parlementaires en priorité, ou des réunions publiques par défaut¹²⁸⁸. Le principe d'homogénéité viendrait à la fois

¹²⁸² Jules LEKEU, « Le 15 Août », *Le Peuple*, 8 août 1897, p. 1.

¹²⁸³ Voir *L'Avenir social*, t. IV, 1899, p. 344.

¹²⁸⁴ Voir par exemple Ernest B. BAX, « The True Inwardness of the Peace Crusade », *Justice*, 11 février 1899, p. 4.

¹²⁸⁵ *Les Congrès Socialistes Internationaux...*, op. cit., p. 82.

¹²⁸⁶ Harry W. LAIDLER, *Socialism in Thought and Action*, New York, Macmillan, 1920, p. 250.

¹²⁸⁷ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2302, F° 3, Circulaire du CE du BSI, 22 décembre 1900.

¹²⁸⁸ À propos de la place subalterne des réunions publiques par rapport aux interpellations parlementaires, cf. Victor

symboliser que c'est l'Internationale toute entière qui se mobilise et conférer une valeur ajoutée aux actions de chaque parti. Le fonctionnement que la circulaire suggère est que le CE propose, le BSI adopte, et les partis appliquent. Cependant, les pistes d'action du CE ne font guère l'unanimité. Adler considère que le soutien aux Boers n'est pas « une chose spécialement prolétarienne », et fait part de son « goût médiocre pour les démonstrations nécessairement très platoniques et tout en papier »¹²⁸⁹ que sont les manifestes, sans toutefois proposer des idées alternatives. Kautsky¹²⁹⁰, Singer et Auer notifient que le SPD a déjà suffisamment exprimé ses opinions sur cette guerre dans des réunions publiques, dans ses congrès et au parlement, et ne voient donc pas de raison d'en faire davantage ; et s'ils sont d'accord avec un manifeste global plutôt qu'un spécifiquement sur le conflit anglo-boers, ils soulignent qu'il doit recevoir l'aval des délégués nationaux avant toute publication¹²⁹¹. Surtout, Vaillant estime qu'il n'est désormais « pas possible de faire internationalement plus que n'ont fait nationalement les Partis socialistes de chaque pays¹²⁹² », et indique que même sur des questions de politique étrangère les partis des pays directement concernés restent les plus aptes à s'exprimer et agir, tandis que le BSI devrait s'activer seulement sur leur invitation. Et ce, d'autant plus que sans « efficacité africaine¹²⁹³ », son action non seulement n'impacterait guère le cours du conflit, mais pourrait même produire l'effet contraire, à savoir une exacerbation du chauvinisme et des tensions diplomatiques. Il réitère alors sa préférence pour des manifestations organisées par le BSI dans une capitale après l'autre et dirigées contre le militarisme en général :

« s'il n'y aurait pas lieu d'organiser méthodiquement par vous l'envoi de délégations non plus de syndicats, sans pour cela les exclure, mais surtout des partis socialistes successivement dans les capitales de chaque pays pour des manifestations de cet ordre contre la guerre, pour la paix, [...] ce serait un des modes les plus utiles d'agitation socialiste pacifique et d'organisation socialiste internationale¹²⁹⁴ ».

Le secrétaire lui répond accepter de soumettre cette perspective aux délégués du BSI, mais l'interprète d'une manière qui ne plaît guère à Vaillant, puisqu'il serait surtout question « d'inviter les partis socialistes des autres pays à se faire représenter aux congrès nationaux de

SERWY, « Mouvement ouvrier et social international », *L'Avenir social*, t. VIII, 1903, p. 184-187.

¹²⁸⁹ FMSH, Fonds Haupt, 8D3/16/4, Lettre de Victor Adler au CE du BSI, 1^{er} janvier 1901.

¹²⁹⁰ Voir à son propos Mike MACNAIR, *Karl Kautsky on Colonialism*, Londres, November Publications, 2013.

¹²⁹¹ Voir IISG, Karl Kautsky Papers, G3-8-15, Lettre de K. Kautsky au CE du BSI, s.d.

¹²⁹² HAUPT, HOWORTH, « Edouard Vaillant... », art. cit., p. 237-238 (Lettre d'E. Vaillant à V. Serwy, 25 décembre 1900).

¹²⁹³ *Idem.*

¹²⁹⁴ *Idem.*

chaque pays¹²⁹⁵ ». Serwy compte s'appuyer sur une pratique déjà ancrée dans le mouvement depuis la phase dite de transition, pour donner à cet envoi de délégations étrangères aux congrès nationaux une dimension déclaratoire contre guerre et chauvinisme. Mais selon Vaillant, cela ne ferait qu'envenimer les litiges dans les sections fragmentées : il faudrait donc soit attendre que l'unité soit réalisée, soit être en mesure d'envoyer des délégations à parts égales aux congrès de toutes les fractions. Pendant que l'ancien communard ne parvient pas à trouver un terrain d'entente avec Serwy, celui-ci se limite d'abord à prier les partis d'inscrire à l'agenda de leur prochain congrès la question du désarmement¹²⁹⁶, puis à inscrire à l'ordre du jour de la I^e plénière un point *Réunions ouvrières internationales de protestation contre le militarisme*¹²⁹⁷.

Au terme de cette première consultation, seul le refus du CE de s'associer avec Stead aura reçu un accueil unanime. Mais s'il est admis que le BSI doit agir en autonomie dans la politique internationale vis-à-vis des pacifistes dits bourgeois, et que le CE a l'impression que son droit d'initiative ait été reconnu par un silence positif, les différentes manières de concevoir une mobilisation transnationale retardent le passage à l'action. Le jeu est à somme nulle : le CE est légitimé en principe, mais les délégués le sont aussi pour bloquer ses initiatives étant donné qu'il y a désaccord de fond. L'impasse ne peut donc être dépassée que par d'autres délégués. En l'occurrence, ce sont Vandervelde et Anseele qui saisissent tout le potentiel de leur double casquette pour rouvrir le dossier sud-africain à l'été 1901 à la faveur de la polémique déclenchée par les révélations d'Emily Hobhouse sur les camps de concentration britanniques, ainsi que du mouvement de boycott des navires britanniques discuté dans le cadre de l'ITF. Ils émettent d'abord dans la presse du parti « le vœu de voir le socialisme international intervenir pour faire cesser le règne de la barbarie qui sévit dans les républiques sud-africaines », estimant « que l'intervention des socialistes anglais et notamment de la classe ouvrière anglaise se mettant en grève générale, pourrait agir puissamment sur l'opinion publique de ce pays », et proposant concrètement « la tenue d'un Congrès ou d'une réunion Socialiste Internationale pour examiner cette question »¹²⁹⁸. Ensuite, ils font en sorte que le CG du POB demande au CE du BSI, donc à eux-mêmes, « de convoquer à Londres une réunion socialiste internationale de protestation »¹²⁹⁹. L'apothéose de ce jeu de miroirs est la circulaire de Serwy du 10 août, prétextant les propositions belges pour lancer une deuxième consultation interne au BSI. Sans

¹²⁹⁵ *Ibidem*, p. 239 (Lettre d'E. Vaillant à V. Serwy, 21 janvier 1901).

¹²⁹⁶ Voir *La Petite République*, 14 février 1901, p. 1.

¹²⁹⁷ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2302, f° 7, Circulaire du CE du BSI, 18 mai 1901.

¹²⁹⁸ IISG, Karl Kautsky Papers, G3-16-38, Circulaire de V. Serwy, 10 août 1901.

¹²⁹⁹ *Idem*.

évoquer l'idée de manifeste qui avait pourtant reçu quelques appréciations pendant l'hiver, il envisage désormais l'hypothèse d'une entrevue urgente à Londres, sous forme de réunion du BSI, voire de congrès international, dédiée aux seuls moyens à déployer contre la guerre anglo-boers, et suivie d'un meeting de protestation. Si la mise sous tutelle d'un socialisme britannique ayant échoué est à peine voilée, le caractère exceptionnel de la démarche réside surtout dans le fait d'imaginer un BSI capable de convoquer un congrès et de s'immiscer dans la coordination d'une grève générale alors qu'il n'a même pas encore atteint un consensus sur le fait de se réunir *de visu*. Si le CE anticipe par-là des enjeux qui ne reviendront que progressivement sur table entre 1905 et 1912, il se heurte dans l'immédiat à un regain des oppositions d'une majorité de délégués¹³⁰⁰. Hyndman, dont le désintérêt progressif pour le conflit l'a mis en difficulté au sein même de la SDF¹³⁰¹, répond à Serwy que toute manifestation platonique se révélerait infructueuse vis-à-vis tant du conflit en lui-même que des camps de concentration, et qu'il était illusoire de croire que les syndicats continentaux puissent pousser à la grève les *Trade Unions*. De plus, il souligne que d'autres puissances ont commis les mêmes atrocités en Chine, aux Philippines, au Congo et à Madagascar, et qu'il serait donc insensé que le BSI organise une manifestation à Londres pour dénoncer les Britanniques comme étant plus inhumains que les autres. Fauquez et Ferri se disent favorables en principe à une action transnationale, mais doutent de son succès si le prolétariat britannique ne s'y joignait pas. Jedrzejowski rejette l'idée de grève générale et de congrès, et est d'accord seulement avec une réunion du BSI à Londres. Le SPD réitère que l'Internationale ne peut pas faire plus que ce que la SDF et l'ILP ont déjà tenté, et ressort alors, pour calmer les ardeurs belges, l'idée d'un simple manifeste du BSI :

« Ni un congrès ni la menace d'une grève générale auraient l'effet espéré. [...] L'on ne trouverait pas assez de membres pour faire de ce congrès une manifestation importante, et une petite réunion manquerait naturellement le but. Si le BSI veut faire quelque chose [...], l'on pourrait lancer dans toute la presse soc. int. une protestation revenant sur la résolution de Paris contre les barbaries du Transvaal, qui serait souscrite de tous les noms des représentants du parti soc. int.¹³⁰² ».

¹³⁰⁰ Pour une synthèse des réponses reçues, cf. Ernest UNTERMANN, « Socialism Abroad », *International Socialist Review*, vol. 2, 1901, p. 302 ; *Avanti!*, 29 août 1901, p. 1 ; *Vorwärts*, 29 août 1901, p. 4 ; *id.*, 5 septembre 1901, p. 3.

¹³⁰¹ Voir Preben KAARSHOLM, « The South African War and the response of the international socialist community to imperialism between 1896 and 1908 », in VAN HOLTHOON, VAN DER LINDEN (dir.), *Internationalism...*, *op. cit.*, p. 51.

¹³⁰² IISG, Karl Kautsky Papers, G3-8-15, Lettre de L. Kautsky au CE du BSI, s.d.

Quant à Vaillant, il réitère la primauté des partis britanniques et estime que le mandat du BSI n'inclut pas une entremise pacificatrice dans des cas de figure spécifiques, qui ne ferait qu'exciter le chauvinisme tout en se compromettant avec les pacifismes dits bourgeois :

« Je ne pense pas que le bureau international puisse davantage convoquer un congrès d'intervention ou pacification sud-africaine, ni faire à Londres une manifestation de mêmes propos et but, sans sortir de son mandat et en réalité sans obtenir des effets contraires à son désir. Seul le parti socialiste anglais a qualité pour cette action et toute autre [...]. Il me paraît peu acceptable de substituer publiquement l'initiative du bureau international à celle des socialistes anglais, dans le cas spécial et national où ils se trouvent directement engagés, et où notre premier devoir est de leur donner seulement notre concours dans la forme et suivant le mode désiré par eux et dans les conditions qui ressortent de l'esprit et du texte des décisions des congrès. [...] Ces congrès et manifestations pour une intervention gouvernementale conviennent mieux aux partis du gouvernement de la bourgeoisie démocratique qu'aux partis d'opposition gouvernementale et de la révolution du socialisme¹³⁰³ ».

Surtout, Vaillant est agacé du fait que le CE se montre bien plus proactif sur le dossier sud-africain que sur le militarisme en général. Relançant une fois de plus son idée de manifestations pour la paix à organiser dans une capitale après l'autre, il explique à Serwy que seule cette manière de procéder serait la plus à même de conjuguer le rôle de coordination du BSI avec le respect de l'autonomie des partis :

« Je vous l'ai déjà fait connaître par une série de propositions, que vous ne paraissez pas avoir adoptées et dont l'une avait pour objet une manifestation internationale contre la guerre et le militarisme organisée en chaque capitale de chaque pays par le bureau international et le parti de ce pays. Ces manifestations ainsi généralisées gardent, malgré leur caractère spécial, la marque socialiste internationaliste : elles sont la conséquence pratique active des résolutions votées aux congrès internationaux du socialisme. Le bureau international remplirait son devoir en les organisant. [...] Cette action qui ne peut être d'ailleurs faite qu'en accord avec le parti socialiste de chaque pays, s'il juge qu'elle seconde son action propre, seule me paraît d'accord avec le mandat du bureau socialiste international¹³⁰⁴ ».

Dans l'immédiat, Serwy ne peut que se rallier à Vaillant : le 10 septembre, dans son bilan de cette deuxième consultation, il admet que « l'avis général est qu'il ne faut pas plus intervenir à raison de ce conflit contre l'Angleterre que contre toute autre nation », abandonne l'idée de

¹³⁰³ HAUPT, HOWORTH, « Edouard Vaillant... », art. cit., p. 240-241 (Lettre d'E. Vaillant à V. Serwy, 16 août 1901).

¹³⁰⁴ *Idem.*

réunir d'urgence tant le BSI qu'un congrès, envisage un manifeste destiné à protester de manière générale contre tout pillage et massacre colonial, et propose que le BSI coordonne « à la même date, des réunions de protestation contre le militarisme européen, dans les principales villes de chaque pays » afin d'« obtenir une sorte de mouvement général »¹³⁰⁵. Le principe de simultanéité vient désormais compléter durablement celui d'homogénéité dans la manière dont le CE envisage les contours d'une mobilisation transnationale, mais le renversement de la hiérarchie entre action parlementaire et action de masse ne dure qu'un instant. En effet, d'une part, Vaillant relance Serwy le 3 octobre lui proposant que le BSI coordonne plutôt un dépôt simultané de projets de lois pour la transformation des armées permanentes en milices nationales, la suppression des codes militaires et des conseils de guerre, et l'inscription des soldats dans la juridiction civile¹³⁰⁶. D'autre part, les Belges ne démordent pas de leur conviction que la priorité absolue est la guerre anglo-boers. Ils entérinent alors les observations principielles quant à la primauté des partis directement concernés exprimées par Vaillant pour faire exactement l'inverse de ce que celui-ci exigeait. À la réunion de travail du CE avec Ferri et Costa le 25 octobre 1901, Serwy est mandaté pour réaliser un voyage-éclair à Londres pour négocier avec la SDF et l'ILP les moyens d'action¹³⁰⁷, s'entretenant d'un côté avec Hyndman, Quelch et Lee, et de l'autre avec John Penny et Mary Macpherson. Il obtient leur consentement non seulement pour publier un manifeste à la fois général et spécifique, c'est-à-dire insérant la dénonciation des camps de concentration britanniques dans celle de toute politique de conquête, mais aussi pour susciter des interpellations parlementaires dans le même esprit. Rentré à Bruxelles déjà le 30 octobre, le secrétaire fait part le soir même aux délégués belges et italiens des résultats obtenus et ils décident ensemble de lancer une troisième consultation interne au BSI. Serwy transmet alors par circulaire un projet de manifeste pour solliciter tant les amendements que les signatures individuelles des délégués¹³⁰⁸. Quant aux interpellations, il demande d'en ratifier séparément le principe et la période proposée (la dernière semaine de novembre), insistant tout particulièrement qu'il faut « donner à la protestation un caractère d'ensemble »¹³⁰⁹.

Toutefois, pendant que les consultations sont encore en cours, des élus commencent déjà à se mettre à l'œuvre sans que le CE ne puisse les coordonner et leur conférer un écho

¹³⁰⁵ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., note n° 1, p. 37.

¹³⁰⁶ Voir HAUPT, HOWORTH, « Edouard Vaillant... », art. cit., p. 241-242 (Lettre d'E. Vaillant à V. Serwy, 3 octobre 1901).

¹³⁰⁷ Voir *Vorwärts*, 5 novembre 1901, p. 3.

¹³⁰⁸ Voir IISG, Karl Kautsky Papers, G3-138-147, *Aux Partis Ouvriers de tous les Pays*, 3 novembre 1901.

¹³⁰⁹ IISG, Karl Kautsky Papers, G3-16-38, Circulaire de V. Serwy, 1^{er} novembre 1901.

transnational. Qui plus est, certaines initiatives se révèlent problématiques, à l'image de celle des guesdistes et des blanquistes se bornant à appuyer la demande de débat sur les camps de concentration portée par le député nationaliste Georges Berry¹³¹⁰, ce qui amène Morizet à se demander si c'est « pour de telles fadaïses que le Bureau Socialiste International a invité tous les groupes parlementaires socialistes à interpeller leurs gouvernements respectifs¹³¹¹ ». Le projet de manifeste connaît lui aussi des problèmes de temporalité, puisque Serwy ne laisse que dix jours aux délégués pour s'exprimer, et le 13 novembre il finit par envoyer à la presse le document tel que lui-même l'avait rédigé mais avec les signatures de tout le BSI. Le SPD ne manque pas de notifier au CE qu'il a agi arbitrairement :

« Nous désirons que dans une autre occasion pareille les publications qui portent nos signatures ne seront pas publiées avant que nous les avons vues et approuvées. Or il pourrait arriver le cas que vous publierez un manifeste avec nos signatures, qui ne trouve pas notre approbation, qui est opposé à nos vues. Certainement nous n'attendons pas un pareil cas, mais c'est notre principe de ne donner jamais nos signatures aux publications inconnues de nous et nous croyons c'est un principe bon et nécessaire¹³¹² ».

En somme, il y a déjà une entorse à la procédure avant même que celle-ci n'existe, étant donné que le BSI ne s'était pas encore réuni pour définir les contours de sa méthode de travail. De plus, l'écho conféré au manifeste par la presse s'avère particulièrement asymétrique, révélant un décalage dans la légitimité que les partis sont disposés à accorder à l'initiative. Par exemple, tandis que le *Vorwärts* se contente de le synthétiser en troisième page et dans une rubrique dédiée à la Belgique¹³¹³, l'*Avanti!* le reproduit intégralement en première page¹³¹⁴. En Grande-Bretagne, *Justice* publie sa version intégrale mais en sixième page¹³¹⁵, précédée d'une note critique d'Hyndman, tandis que le *Labour Leader* le résume en une dizaine de lignes lui aussi en sixième page¹³¹⁶. Le contenu même du manifeste pose problème en effet, puisque Serwy est finalement contrevenu à l'idée d'un texte à la fois général et spécifique. S'il traite en profondeur des crimes de guerre britanniques, il reste vague et expéditif quant à d'autres phénomènes (guerre en Chine, guerre américano-philippine, massacres arméniens, hausse des crédits militaires). Et tout en affirmant le besoin de relier la guerre anglo-boers aux fondements mêmes

¹³¹⁰ Voir HAUPT, HOWORTH, « Edouard Vaillant... », art. cit., p. 244 (Lettre d'E. Vaillant à V. Serwy, 5 novembre 1900).

¹³¹¹ André MORIZET, « Chroniques », *Le Mouvement socialiste*, vol. 4, n° 78, 1902, p. 259.

¹³¹² IISG, Karl Kautsky Papers, G3-8-15, Lettre de K. Kautsky au CE du BSI, s.d.

¹³¹³ Voir *Vorwärts*, 17 novembre 1901, p. 3.

¹³¹⁴ Voir *Avanti!*, 18 novembre 1901, p. 1.

¹³¹⁵ Voir *Justice*, 23 novembre 1901, p. 6.

¹³¹⁶ Voir *Labour Leader*, 23 novembre 1901, p. 6.

de la politique coloniale, le point de vue socialiste est dilué dans un appel à « la conscience même du genre humain¹³¹⁷ », qui flirte avec les pacifismes dits bourgeois et qui reçoit sans surprise une franche approbation de De Pressensé dans *L'Aurore*. En revanche, Hyndman ne cache pas son mécontentement : sa note dans *Justice* déclare que « la "Nouvelle Internationale" n'a pas été constituée pour publier des manifestes de ce genre », et suggère que le CE aurait agi sur la base de « préjugés continentaux » pour faire de la Grande-Bretagne un bouc-émissaire, alors même que « les camps de concentration tombent dans l'insignifiance »¹³¹⁸ face aux crimes perpétrés ailleurs par les autres puissances. Le manifeste finit par ouvrir une polémique au sein même de la SDF, puisque Bax dénonce les propos chauvins d'Hyndman, estime que le BSI est légitime à agir précisément à cause du chauvinisme dont le prolétariat britannique s'est rendu coupable, et déclare :

« [Le BSI n'] a été créé pour faire autre chose que d'exprimer le sentiment de la conscience socialiste internationale sur les questions publiques à mesure qu'elles se posent, sauf, bien entendu, de fournir un point de ralliement pour l'action du parti en temps de crise. Pour le moins, la fonction la plus importante en temps ordinaire, pour laquelle il a été créé, était précisément [...] de faire des déclarations de ce genre¹³¹⁹ ».

Les perspectives d'action immédiate évoquées par le manifeste se focalisent elles aussi sur le seul cas sud-africain, et sont justifiées au prisme d'un devoir de venir en aide aux socialistes britanniques pour que leur pays respecte la convention de La Haye. Il indique que les interpellations doivent avoir « un caractère de simultanéité internationale¹³²⁰ », se tenant autant que possible le même jour ou au moins autour du 26 novembre, ainsi qu'une même orientation :

« Les mandataires socialistes de tous les pays interpellent leurs gouvernements sur l'attitude qu'ils comptent prendre, en vue de mettre fin aux horreurs de la guerre Sud-Africaine et spécialement d'empêcher l'extermination par la famine et la misère des femmes et des enfants internés dans les camps de concentration¹³²¹ ».

À défaut de pouvoir réaliser des interpellations, le manifeste suggère de prévoir des réunions publiques autour de la même date et avec un même ordre du jour libellé *La guerre sud-africaine et les camps de concentration*.

¹³¹⁷ Francis DE PRESSENSÉ, « L'Action socialiste », *L'Aurore*, 19 novembre 1901, p. 1.

¹³¹⁸ Henry M. HYNDMAN, « England as the Scapegoat of Europe », *Justice*, 23 novembre 1901, p. 5.

¹³¹⁹ Ernest B. BAX, « The International Committee's Resolution », *Justice*, 30 novembre 1901, p. 1.

¹³²⁰ IISG, Karl Kautsky Papers, G3-138-147, *Aux Partis Ouvriers de tous les Pays*, 13 novembre 1901.

¹³²¹ *Idem*.

À la date butoir du 26 novembre, les dynamiques d'homogénéité et de simultanéité de la mobilisation transnationale peinent à émerger, non seulement à cause des différences dans le fonctionnement même des institutions représentatives, mais aussi du fait que chaque parti interprète les recommandations du CE à sa guise et ne l'informe qu'après coup des initiatives réalisées. Le groupe parlementaire français parvient à organiser une interpellation le jour même, confiée à Clovis Hugues¹³²², mais celui du SPD se borne à examiner l'hypothèse d'une interpellation dans une réunion interne, et décide de retarder sa mise en œuvre pour pouvoir l'adresser au *Specialberatung des Stats*¹³²³. Les Suisses réalisent plusieurs interpellations vers la fin novembre, mais déclinées différemment en fonction des institutions électives auxquelles ils s'adressent¹³²⁴. Le POB et le SDAP-N s'organisent tardivement, mais tentent de rattraper le coup. Van Kol notamment annonce à Serwy que son interpellation aurait lieu aux alentours du 4-6 décembre à la *Tweede Kamer*, et qu'elle serait suivie d'un dépôt de projet de résolution deux ou trois semaines après. Il propose donc que le CE coordonne pour la mi-décembre une nouvelle série d'interpellations, qui devraient poser ces deux mêmes questions partout :

« 1° Est-ce que le Ministre des affaires étrangères veut faire l'offre au gouvernement britannique de faire transporter en Europe les femmes et les enfants des camps de concentration qui le désireraient ? ; 2° Le Ministre veut-il demander aux différentes puissances leur appui moral et leur coopération dans cette œuvre destinée à soulager des malheureux des camps de concentration ?¹³²⁵ ».

Serwy s'exécute, mais les partis qui s'étaient déjà activés ne lui donnent pas de suite. Seul Vandervelde réalise une interpellation calquée sur le vœu de Van Kol, le 10 décembre¹³²⁶, tirée l'année suivante sous forme d'une brochure dans laquelle le Patron du POB rappelle la paternité du BSI de l'idée d'agitation parlementaire en faveur des victimes de la guerre anglo-boers¹³²⁷. Il déclare d'ailleurs à la Chambre qu'il parle également au nom de l'Internationale, et cite pratiquement à la lettre des passages du manifeste du BSI.

Malgré le retentissement avec lequel l'interpellation de Vandervelde clôt la campagne sud-africaine du BSI¹³²⁸, le bilan du CE est plutôt maigre par rapport aux ambitions dont il avait fait preuve : il lui aura fallu une année entière de négociations pour publier un manifeste critiqué

¹³²² Voir *Le Rappel*, 27 novembre 1901, p. 1.

¹³²³ Voir *Vorwärts*, 27 novembre 1901, p. 3.

¹³²⁴ Voir *Avanti!*, 3 décembre 1901, p. 1.

¹³²⁵ IISG, Karl Kautsky Papers, G3-39-50, Lettre de V. Serwy à P. Singer et I. Auer, 9 décembre 1901.

¹³²⁶ Voir *Le Peuple*, 11 décembre 1901, p. 2-3.

¹³²⁷ Voir Emile VANDERVELDE, *Pour les Boers. Les camps de reconcentration*, Gand, Volksdrukkerij, 1902.

¹³²⁸ Voir par exemple *Vorwärts*, 18 décembre 1901, p. 4 ; *Avanti!*, 19 décembre 1901, p. 1.

tant pour sa procédure que pour son contenu, et pour susciter une poignée d'interpellations étalées sur trois semaines, mal coordonnées en amont, et qui se heurtent toutes au *non possum* des gouvernements sans provoquer d'importantes réactions en Grande-Bretagne même. Si *Justice* peut au moins se dire satisfaite à la négative, du fait que « dans chaque cas où la question a été soulevée, nos camarades continentaux ont pris soin de souligner que leur action n'était dictée par aucun esprit hostile à l'égard de ce pays¹³²⁹ », plusieurs délégués nationaux ont l'impression qu'on leur a forcé la main. La I^e plénière du 30 décembre 1901 devient alors l'occasion d'un règlement des comptes, puisque c'est au prisme du bilan du dossier sud-africain que sont discutées les règles générales de conduite du CE. Le *Vorwärts* indiquait depuis mai qu'une plénière était nécessaire ne serait-ce que pour déterminer la nature des pouvoirs du CE et les limites dans lesquels celui-ci pouvait agir sans obtenir l'approbation préalable des délégués nationaux¹³³⁰. Et en octobre, Auer confiait à Kautsky que « le secrétariat international doit se laisser enterrer. Ce serait la chose la plus intelligente à faire. [...] Finalement, le mouvement ouvrier est devenu quelque chose de beaucoup trop sérieux pour que nous puissions nous attarder à jouer à l'Internationale¹³³¹ ». Or, à Bruxelles, les représentants de partis susceptibles de prôner d'importants pouvoirs pour le CE soit gardent un silence gêné, comme ceux du SDAP-N et du SPoA, soit sont absents, comme ceux du PSI et du PSOE, et bien sûr Hyndman se garde de se faire accompagner par Bax, lui préférant un Quelch discipliné. Ainsi, les Belges se retrouvent à devoir confronter seuls les Allemands, les Français et les Britanniques. Appuyé par Serwy, Vandervelde fait remarquer que le CE « n'intervient qu'avec l'accord des membres du Bureau des différents pays¹³³² ». Cependant, Singer est tranchant : le BSI ne peut être qu'un centre de distribution de courrier. Il déclare, d'après *Le Peuple* :

« Le secrétariat ne peut exiger que l'action se produise dans tous les pays par les mêmes moyens ; les interpellations parlementaires, les réunions et manifestations publiques ne sont pas toujours possibles ; [...] si certains Partis ne se conforment pas exactement aux résolutions du Bureau, il n'y a pas acte d'indiscipline ; c'est une question de milieu et de circonstances. Le Bureau International doit être [...] un centre de réception de renseignements et un indicateur pour les nationalités par les documents et les renseignements qu'il peut mettre à leur disposition¹³³³ ».

Et d'après le *Vorwärts* :

¹³²⁹ *Justice*, 14 décembre 1901, p. 5.

¹³³⁰ Voir *Vorwärts*, 24 mai 1901, p. 3.

¹³³¹ Cité in HAUPT, *Camille Huysmans...*, op. cit., p. 27-28 (Lettre d'I. Auer à K. Kautsky, 23 octobre 1901).

¹³³² *Vorwärts*, 1^{er} janvier 1902, p. 3.

¹³³³ *Le Peuple*, 1^{er} janvier 1902, p. 2.

« Que le secrétariat international se contente plutôt de proposer des actions internationales là où la nécessité s'en fait sentir, et qu'il laisse aux pays le choix du mode d'action. [...] En général, la tâche principale du secrétariat international est d'informer, et non de diriger¹³³⁴ ».

Il se rallie en somme en tout point à l'avis exprimé publiquement un an plus tôt par les révisionnistes allemands au sortir des assises parisiennes, à l'image de David qui soulignait que le secrétariat était essentiellement un « point international d'information et de suggestions¹³³⁵ ». Vaillant soutient les observations de Singer sur la diversité des tactiques parlementaires, et rajoute « des objections d'ordre politique qui, compte tenu des conditions différentes dans les différents pays, ne permettent une action internationale unifiée que dans certains cas à débattre sérieusement¹³³⁶ ». Il en vient à la conclusion que « dans l'emploi des moyens, il faut laisser le choix à chaque pays¹³³⁷ », d'autant que chaque parti avant tout « doit s'en prendre à son propre régime¹³³⁸ », et que dans le dossier sud-africain c'était les Britanniques qui devaient solliciter l'intervention du BSI et non l'inverse. Enfin, Hyndman réitère ses critiques du manifeste et dépose une résolution flétrissant la politique impérialiste en général et appelant de manière tout autant générique le prolétariat à rejoindre le socialisme, mais qui n'esquisse aucune piste de mobilisation transnationale que le BSI pourrait coordonner. Elle peut néanmoins être adoptée à l'unanimité puisque les critiques et les soutiens du CE la perçoivent respectivement comme étant alternative ou complémentaire vis-à-vis du manifeste de novembre. C'est sur ce compromis de façade sur le fond que s'achève le débat de principe quant aux formes de l'intervention du CE et du BSI. En effet, alors que Wojnarowska va jusqu'à demander « s'il n'était pas dangereux pour les socialistes de faire de la politique extérieure¹³³⁹ », à rien ne vaut une tentative de Gérault-Richard de déposer une résolution définissant des règles obligatoires pour l'action transnationale des partis. Le *Vorwärts* explique en effet qu'« aucune décision n'a été prise car [les délégués] étaient en principe d'accord avec le point de vue du Secrétariat sur ses activités et n'en critiquaient que les détails¹³⁴⁰ ». En somme, le CE a reçu un avertissement, mais il est jugé inopportun de formaliser cette marque de défiance dans une sorte de règlement, car le fait même de fixer ses droits et devoirs aurait pu se révéler une arme à double tranchant pour des partis qui veulent garder une liberté complète d'action. L'on continue donc de laisser

¹³³⁴ *Vorwärts*, 1^{er} janvier 1902, p. 3.

¹³³⁵ DAVID, « Der internationale Congress und die "Einigung"... », art. cit., p. 705.

¹³³⁶ *Vorwärts*, 1^{er} janvier 1902, p. 3.

¹³³⁷ *Le Peuple*, 1^{er} janvier 1902, p. 2.

¹³³⁸ IISG, Karl Kautsky Papers, G3-5-7, *Sitzung des ISB. Protokollnotizen von K. Kautsky*, [décembre 1901].

¹³³⁹ *Idem*.

¹³⁴⁰ *Vorwärts*, 1^{er} janvier 1902, p. 3.

le fonctionnement du BSI dans un cadre juridique aléatoire précisément pour que les partis continuent de disposer informellement d'un droit de retrait intégral. Faisant remarquer d'après Haupt que « l'action n'[est] valable dans certains cas qu'internationalement¹³⁴¹ », Vandervelde a pourtant soulevé une contradiction : à quoi bon avoir créé une institution centrale si les partis restent complètement libres d'agir comme bon leur semble comme c'était déjà le cas vis-à-vis des résolutions des congrès ? Et ce, d'autant que ce n'est pas seulement l'intervention du BSI dans un conflit en particulier qui est rejetée, mais aussi finalement l'idée de Vaillant de manifestations antimilitaristes dans toutes les capitales. L'ancien communard constate en effet que les Allemands sont réticents vis-à-vis de toute sorte d'entremise politique du BSI, qu'elle attaque le militarisme au cas par cas ou en général. S'il les appuie quant aux leçons de procédure à tirer du bilan spécifique du dossier sud-africain, il préfère ne pas discuter dans cette ambiance de son ordre du jour *Réunions ouvrières internationales de protestation contre le militarisme*. Tout en précisant qu'il doit rester parmi les préoccupations du secrétariat¹³⁴², il demande lui-même de le retirer du programme, et en attendant il se contente de la résolution platonique d'Hyndman. L'idée que le BSI puisse coordonner des manifestations dans les capitales européennes et y dispatcher lui-même des orateurs à l'étranger va dès lors être ajournée pendant dix ans (et lorsqu'elle ressortira, il ne s'agira plus de protestations dirigées de manière générique contre le militarisme, mais avant tout contre des crises diplomatiques et des conflits armés qui battent leur plein).

b) Les tâtonnements d'une campagne antimilitariste de longue haleine

Au sortir de la I^e plénière, le mandat du CE n'est clair qu'à la négative : il ne peut rien entreprendre sans le consentement des délégués nationaux, et plus particulièrement de ceux des pays directement concernés par une affaire ; il ne peut pas s'occuper de conflits spécifiques d'une manière qui ferait rallier les socialistes aux libéraux humanistes et qui alimenterait les passions chauvines. Sur la base de la résolution Hyndman, le CE ne peut que faire émettre au BSI des avertissements généraux sur l'impérialisme et attendre que les partis se mettent en mouvement chacun dans son coin pour le combattre. Si le BSI n'est pas réduit à une boîte postale comme le voulait Singer, son action politique ne consisterait guère à coordonner mais à

¹³⁴¹ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., note n° 16, p. 46.

¹³⁴² *Ibidem*, p. 47.

déclarer. Ainsi, après ses exploits pendant sa première année d'activité, le CE connaît une année 1902 marquée par un certain immobilisme sur les questions de politique internationale. Son manifeste pour le 1^{er} Mai montre qu'il a parfaitement entériné les critiques, puisque sa section sur l'impérialisme se borne à faire part « d'indignation et d'opprobre¹³⁴³ » vis-à-vis d'une liste de crimes de guerre et coloniaux, mais contre lesquels il ne tente aucune mobilisation des partis. À l'été 1902, la SDF et le PSI ont beau se faire écho dans une campagne de critiques de l'inconsistance du Bureau : d'une part, ils y ont pourtant contribué dans une certaine mesure ; d'autre part, ils restent vagues quant aux perspectives d'action. En juillet 1902, lorsqu'il s'oppose au report de la II^e plénière, Hyndman évoque une série de faits alarmants qui devraient jouer en faveur d'une réunion du BSI, mais essentiellement pour faire le point et qu'il avertisse les partis de prêter plus d'attention aux complications internationales :

« Nous devons suivre avec un intérêt grandissant les relations internationales de toutes les nations du monde civilisé [...]. La plupart des socialistes les plus connus d'aujourd'hui, tout en se proclamant internationalistes, suivent avec beaucoup moins d'attention le développement général que leurs prédécesseurs. Le Bureau socialiste international, dont on espérait tant lorsqu'il fut créé [...], n'a pas réussi à réagir contre cet état de choses. [...] Je demande aux socialistes d'examiner ces questions et de décider en quel sens ils devront exercer leur grande influence mondiale¹³⁴⁴ ».

Et quant à l'*Avanti!*, il estime que la réunion du BSI doit discuter du « devoir immédiat des partis socialistes » étant donné que l'internationalisation des économies et les alliances diplomatiques rendent « plus difficile le déclenchement de la guerre européenne »¹³⁴⁵. Serwy ne leur répond pas, et se borne à demander le 8 août au SPD de fournir au BSI un aperçu sur cartellisation, militarisme et politique extérieure du Reich, afin de vérifier ce qu'Hyndman avait pu alléguer à ce propos¹³⁴⁶. Le même jour, l'éditorial de l'*Avanti!*, traitant des perspectives pessimistes de désarmement au vu des récents voyages en Russie d'Emile Loubet et de Victor-Emmanuel III, attaque à nouveau le BSI :

« Mais l'idée du désarmement resterait [...] pendant longtemps une vision abstraite, un désir platonique, un vœu théorique, si la conscience prolétaire ne s'assurait d'accélérer le passage de l'idée au domaine des faits concrets. Et voilà que se dessine impérieusement le devoir du parti socialiste. Celui-ci a son bureau international à Bruxelles : bureau qui, comme nous les relevions déjà, n'a été jusqu'à présent d'aucune utilité tangible. Cela nous semble le moment approprié

¹³⁴³ *Ibidem*, p. 51.

¹³⁴⁴ HYNDMAN, « La Situation internationale et le Parti socialiste », art. cit., p. 1.

¹³⁴⁵ *Avanti!*, 23 juillet 1902, p. 1.

¹³⁴⁶ Voir IISG, Karl Kautsky Papers, G3-16-38, Lettre de V. Serwy à K. Kautsky, I. Auer et P. Singer, 8 août 1902.

pour le réanimer. Il faut que se réunissent à Bruxelles nos représentants [...] et qu'ils concordent une action simultanée, une pression convergente à exercer avec les forces populaires dans tous les Etats pour que les bavardages [...] commencent à devenir une réalité¹³⁴⁷ ».

Serwy continue de ne pas se daigner de répondre, et il en va de même lorsque, quelques jours plus tard, H. W. Lee demande au CE d'initier une procédure pour publier un manifeste ou voter une résolution sur la situation dans les Balkans et en Extrême-Orient¹³⁴⁸.

Lorsque la II^e plénière peut enfin se réunir le 29 décembre 1902, la situation délétère laissée par la I^e débouche ainsi sur une nouvelle discussion de principe. Après avoir délimité les pouvoirs du CE, il s'agit désormais de définir le rôle du BSI. Déjà dans son rapport d'activité, Serwy pointe que l'immobilisme est dû dans une large mesure aux divergences entre délégués nationaux eux-mêmes sur cette question¹³⁴⁹. Lorsque le débat sur la périodicité des plénières en devient un sur la manière dont le BSI devrait traiter les sujets brûlants de politique internationale, deux groupes de délégués s'affrontent tout en se faisant des concessions mutuelles. D'une part, Adler, Singer et Troelstra pointent que « le Bureau doit avoir moins un rôle de direction dans la politique internationale que de coordination des efforts réalisés sur ce terrain par chaque nationalité¹³⁵⁰ », ce qui implique qu'il ne peut pas impulser mais peut au moins conférer une cohérence aux initiatives entreprises nationalement. D'autre part, Hyndman, Anseele, Jaurès, Kritchewski et Van Kol estiment qu'il est nécessaire que le BSI « ne se borne pas à des résolutions ne contenant que des généralités vagues, mais se prépare par une étude de plus en plus approfondie des questions de politique étrangère à une intervention pratique et efficace du prolétariat dans les affaires internationales¹³⁵¹ ». En somme, s'il ne peut pas encore impulser de son chef des interventions des partis, il peut au moins pousser ceux-ci vers une expertisation sur les enjeux de politique internationale. La discussion peut alors se solder par l'adoption unanime d'une motion de Jaurès : le BSI appelle les partis à étudier dans le détail les affaires étrangères et leur demande de présenter au congrès d'Amsterdam des rapports « sur la situation internationale, sur les préjugés populaires ou les combinaisons gouvernementales qui peuvent compromettre la paix, et sur les meilleurs moyens de résoudre les antagonismes et de prévenir les conflits de peuple à peuple¹³⁵² ». Soutenu par Gérault-

¹³⁴⁷ [Leonida BISSOLATI], « Sintomi », *Avanti!*, 8 août 1902, p. 1.

¹³⁴⁸ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, note n° 1, p. 65.

¹³⁴⁹ *Ibidem*, p. 58.

¹³⁵⁰ *Ibidem*, p. 63.

¹³⁵¹ *Ibidem*, p. 63-64.

¹³⁵² *Ibidem*, p. 64.

Richard¹³⁵³, Jaurès avait d'ailleurs préparé d'avance son initiative, suggérant dans *La Petite République* du 27 décembre que le BSI réduise au maximum l'ordre du jour d'Amsterdam, afin « qu'il soit procédé, pour chaque ordre de problème, à une analyse exacte et minutieuse de fait, à une critique précise des idées, à une recherche sérieuse de solutions », notamment sur « la question du désarmement et de l'arbitrage international »¹³⁵⁴. Cependant, l'on commence bientôt à suspecter que Jaurès ait tenté par-là surtout de raviver le débat sur son ancienne idée de Ligue de la paix. En février 1903, son allocution parlementaire au sujet du désarmement est durement critiquée par des membres du BSI : Vandervelde relève que le mot « socialisme » était globalement absent, et Kritchewski affirme que Jaurès se rapproche plus du pacifisme de Frédéric Passy que de l'antimilitarisme de l'Internationale¹³⁵⁵. Si sa motion n'a finalement pas le retentissement espéré, c'est le PSI qui prend la relève pour démontrer qu'il est possible d'étudier la politique internationale en même temps que l'on y agit. Ses élus menaient depuis septembre 1902 une intense agitation antimilitariste sous l'égide de Ferri¹³⁵⁶, accompagnée d'une série d'articles dans *Il Socialismo* où le colonel Giovanni Martinelli (sous le pseudonyme de Sylva Viviani) abordait dans le détail divers aspects du phénomène militariste, y compris son impact budgétaire. En février 1903, Alessandro Schiavi songe alors à généraliser aux autres pays le mouvement italien, tout en se demandant si le BSI en l'état serait capable de coordonner une agitation parlementaire, y compris pour donner de la matière à discuter à Amsterdam comme le voulait Jaurès :

« Il est évident qu'une action simultanée des partis socialistes dans tous les Parlements où ils ont des représentants, pour une réduction des dépenses militaires, aurait une grande valeur [...]. Mais pour cette action simultanée, il faudrait l'œuvre d'un *Bureau socialiste international* qui, malgré les sollicitations d'Hyndman et de l'*Avanti*, est resté inerte et muet. D'autant plus que je crois que le projet des socialistes italiens vient à propos pour poser la question de la réduction des budgets militaires sur le terrain pratique et positif des propositions à faire aux socialistes de tous les pays. Je ne doute pas qu'au prochain Congrès socialiste international d'Amsterdam, une des questions qui occupera la plus grande partie des débats, ne soit celle de la lutte contre le militarisme. Et j'espère que le résultat de la discussion ne sera pas une simple affirmation contenue dans un ordre du jour platonique, mais bien un accord parfait pour une action commune et simultanée dans les

¹³⁵³ Voir *Avanti!*, 4 janvier 1903, p. 1.

¹³⁵⁴ Jean JAURÈS, « Congrès international », *La Petite République*, 27 décembre 1902, p. 1.

¹³⁵⁵ Voir Jean LONGUET, « La situazione politica e il Partito socialista in Francia », *Il Socialismo*, vol. 2, n° 1, 1903, p. 6-7.

¹³⁵⁶ Voir Enrico FERRI, « A proposito della mozione contro le spese militari », *Il Socialismo*, vol. 2, n° 1, 1903, p. 4-5.

différents pays, pour arriver au but précis et déterminé qui est posé : réduction du contingent permanent, réduction du service militaire¹³⁵⁷ ».

Pour Serwy, c'est la critique de trop, et c'est de mauvais gré qu'il lance une circulaire le 14 février. S'il est question de consulter les délégués nationaux sur l'hypothèse que le BSI coordonne « une action simultanée au sein des parlements pour obtenir une réduction des dépenses militaires, réduction du contingent permanent, réduction du service militaire », de les prier « de lui communiquer ce qui a été fait, dans ces dernières années, au point de vue de la lutte contre le militarisme », et de leur demander précisément « dans quel sens l'action du bureau doit-elle se produire et par quels moyens »¹³⁵⁸, il s'agit aussi d'une tribune pour se défendre des accusations. D'une part, il nie qu'Hyndman lui ait déjà suggéré une intervention sur les dépenses militaires, et relève justement que sa campagne de presse de juillet 1902 n'avait permis de dégager aucune perspective concrète jusqu'à que ses *desiderata* soient pris en compte par la motion Jaurès. D'autre part, il nie avoir été sollicité par les délégués italiens ou l'*Avanti!* sur une agitation antimilitariste : si Serwy avait probablement eu connaissance de l'éditorial du 8 août 1902, il semble surtout vouloir dire aux Italiens qu'il était temps d'arrêter de s'adresser au BSI par l'intermédiaire de la presse et de le dénigrer alors même qu'ils avaient figuré absents des deux premières plénières. Qui plus est, les réponses à la circulaire de Serwy ne permettent pas de dégager un mandat clair pour le CE¹³⁵⁹. D'abord, il apparaît que si une majorité de partis disent avoir fait de l'antimilitarisme un cheval de bataille dans leur propagande quotidienne, le SPD, le PSOE et la SDF admettent avoir accordé à cette question une importance secondaire. Ensuite, si certains comme le SDAP-Ö et le SDAP-N ne se daignent pas de répondre, et que le SPD ne s'exprime pas sur l'idée d'une coordination antimilitariste confiée au Bureau, quelques partis expriment ouvertement des doutes : le *Polska Partia Socjalistyczna* (PPS) pour ce qui est de la forme, rejetant le principe même d'une simultanéité impulsée d'en haut, et la SDF pour ce qui est du fond, Quelch écrivant que « bien que nous devions nous opposer au militarisme, il faut éviter de paraître soutenir le mouvement bourgeois pour le "désarmement", [...] par conséquent, il ne faut soutenir aucune manifestation ou démonstration spéciale à cet égard¹³⁶⁰ ». Enfin, bien que la plupart des avis transmis à Serwy soient favorables, ils ne sont pas enthousiastes pour autant. Espagnols, Italiens, Serbes et Hongrois restent très vagues, et quant

¹³⁵⁷ Alessandro SCHIAVI, « Le militarisme et les socialistes italiens », *Le Mouvement socialiste*, vol. 5, n° 113, 1^{er} février 1903, p. 223-224.

¹³⁵⁸ IISG, Karl Kautsky Papers, G3-16-38, Circulaire de V. Serwy, 14 février 1903.

¹³⁵⁹ Pour une synthèse, cf. IISG, Karl Kautsky Papers, G3-54-137, Circulaire de V. Serwy, 26 mars 1903 ; Victor SERWY, « La question macédonienne et la socialdémocratie », *L'Avenir social*, t. VIII, 1903, p. 147-150.

¹³⁶⁰ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., note n° 4, p. 66.

aux Tchèques, Nemec doute de l'efficacité d'une agitation essentiellement parlementaire et voudrait que le BSI s'occupe plutôt d'une propagande par l'éducation des jeunes. Enfin, Vaillant et Hardie soulèvent des questions de méthode. Le premier rappelle que des interpellations simultanées avaient déjà été réalisées par le passé pour la transformation des armées permanentes en milices nationales, et que de ce fait, si le BSI voulait donner un nouveau souffle à l'antimilitarisme de l'Internationale, le sujet aurait dû être débattu avant tout en plénière :

« La question anti-militariste comme toute question intimement liée à l'activité socialiste est et doit être autant que possible aussi bien internationalement que nationalement traitée et est un des objets dont la coordination internationale peut et doit rendre utile l'intervention du Bureau Socialiste International. Mais elle est déjà posée dans ces conditions [...], et pour un effort nouveau qui serait plus et autre que la continuation de l'ancien il faudrait non pas seulement un échange de lettres mais une délibération qui pourrait être mise à l'ordre du jour de la prochaine conférence du Bureau International à Bruxelles¹³⁶¹ ».

Le second aussi estime qu'une agitation antimilitariste transnationale doive faire l'objet d'un débat en présentiel pour être plus efficace, mais propose plutôt que cela se fasse lors d'un congrès :

« Lors de mon récent passage à Paris et à Bruxelles, j'ai profité de l'occasion pour suggérer une action aussi simultanée que possible dans tous les Parlements du monde pour amener une réduction des forces armées, [...] l'arbitrage à l'effet de vider les conflits internationaux et pour arriver ainsi à introduire l'abolition du contingent permanent. [...] Je voudrais recommander que le sujet soit discuté au Congrès international et que l'on arrive à une décision affirmant le principe et transmettant au Bureau Socialiste International le pouvoir d'en hâter la réalisation. Ainsi le Bureau pourrait parler et agir avec toute l'autorité du Congrès¹³⁶² ».

Ainsi, Vaillant et Hardie retardent la mise en exécution des propositions de Serwy précisément pour que le BSI reçoive une légitimation unanime pour pouvoir coordonner une agitation antimilitariste de longue haleine. Dans l'immédiat, au vu du ton général des autres réponses, Serwy ne peut que se conformer à leurs vues et ne rien entreprendre. En juillet, la III^e plénière fait sien le point de vue de Hardie : l'inscription d'un point sur le militarisme à l'agenda du congrès d'Amsterdam est validée¹³⁶³, et le BSI fait donc le pari risqué de s'en remettre à ce

¹³⁶¹ HAUPT, HOWORTH, « Edouard Vaillant... », art. cit., p. 246 (Lettre d'E. Vaillant à V. Serwy, 21 février 1903).

¹³⁶² IISG, Karl Kautsky Papers, G3-54-137, Circulaire de V. Serwy, 26 mars 1903.

¹³⁶³ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 85.

dernier pour définir les contours d'une campagne dont il détient déjà formellement le droit de coordonner depuis la résolution Luxemburg de 1900.

L'attentisme optimiste qui avait pu se dégager à la III^e plénière est complètement brisé à la IV^e, qui se tient le 7 février 1904, en pleine crise russo-japonaise, à la veille du début des hostilités. Il aura fallu quelques heures de réunion pour que la perspective d'une campagne antimilitariste de longue haleine, discutée depuis deux ans, soit délaissée au profit du retour d'une approche au cas par cas. Sous le coup de la précipitation, elle se solde par une improvisation. Walecki exige au nom du PPS que le BSI publie immédiatement un manifeste en cas de déclaration de guerre, pour dénoncer l'attitude « russophile » et « tsarophile » des gouvernements européens et de la presse bourgeoise¹³⁶⁴. Mais en attendant l'évolution des événements, la plénière préfère voter une résolution de Vaillant qui définit la guerre comme un crime des gouvernements et du capitalisme, et qui invite les socialistes de tous les pays, mais particulièrement français, britanniques et allemands, « à lutter de toute leur énergie et de tous leurs efforts combinés, pour conjurer toute extension de la guerre, pour faire que leurs pays, loin d'y participer, s'efforcent de rétablir et de maintenir la paix¹³⁶⁵ ». Mais lorsque les Japonais attaquent Port Arthur, le BSI vient de se séparer et le CE n'a reçu aucun mandat. Serwy refuse alors d'entreprendre une initiative quelconque susceptible de faire recommencer le tourbillon de diatribes sur ses pouvoirs. Ainsi, lorsque Kautsky le questionne sur l'éventualité d'une agitation parlementaire coordonnée par le BSI, Serwy le renvoie sèchement à la lettre de la résolution Vaillant :

« La proposition d'une action commune de tous les groupes de députés socialistes dans les parlements au sujet de la guerre russo-japonaise, nous est inconnue. Elle ne nous est pas parvenue.

Le Bureau, dans sa réunion du 7 février dernier, a voté une résolution, laissant l'initiative à chaque parti socialiste concernant le procédé d'intervention dans la question de la guerre¹³⁶⁶ ».

Vaillant lui-même cependant, tout en se jetant corps et âme dans le combat contre un éventuel soutien français à la Russie¹³⁶⁷, déplore bientôt le manque d'une mobilisation transnationale, et se charge de réactiver le BSI. Le 19 mars, il saisit Serwy pour que, tout en restant dans le cadre exigü de ses pouvoirs, il donne une suite plus conséquente à la résolution de la IV^e plénière. Il estime en effet que le conflit russo-japonais est « un cas où, entre tous, le bureau international

¹³⁶⁴ *Ibidem*, p. 104.

¹³⁶⁵ *Idem*.

¹³⁶⁶ IISG, Karl Kautsky Papers, G3-16-38, Lettre de V. Serwy à K. Kautsky, 4 mars 1904.

¹³⁶⁷ Voir Edouard VAILLANT, « Plutôt l'insurrection », *Le Socialiste*, 14 février 1904, p. 1.

a motif justifié de vigilance et d'intervention dans les conditions déterminées pour que son action ne soit pas vaine, ne soit pas en désaccord avec les intentions des partis des pays en cause, préalablement consultés¹³⁶⁸ ». Contrairement à la guerre anglo-boers, en effet, dans celle russo-japonaise les partis concernés sont politiquement incapables d'influer sur les événements par les moyens légaux esquissés en 1901, à savoir les interpellations parlementaires et les réunions publiques. Et ce d'autant plus que l'organisation socialiste du Japon est très jeune et faible numériquement, et qu'en Russie les partis sont nombreux et litigieux. L'idée de primauté des partis directement concernés se heurte ainsi à son inconsistance en tant que règle valable dans tout cas de figure, ce qui laisse au BSI des marges de manœuvre pour intervenir de manière supplétive. Or, Serwy s'exécute, mais avec bien moins de verve qu'en 1901, puisqu'il est essentiellement question d'inviter aux partis à donner suite à la résolution Vaillant¹³⁶⁹. Il donne lui-même l'exemple au congrès du POB d'avril 1904, lorsqu'en tant que secrétaire international il dépose et fait adopter avec Vandervelde une adresse de sympathie aux socialistes russes et japonais opposés au conflit¹³⁷⁰. Il décide néanmoins de ne pas proposer de publication d'un manifeste spécifiquement axé sur la guerre, se contentant d'en traiter dans celui prévu pour le 1^{er} Mai : il la définit comme « l'événement international le plus grave depuis la guerre de 1870-71 », dénonce le pacifisme hypocrite du tsar et de la conférence de La Haye, et souligne que les socialistes russes et japonais ont accompli leur devoir en protestant, et qu'il est temps maintenant que les travailleurs de tous les pays fassent de même « avec tous leurs modes d'action politique, économique et morale »¹³⁷¹. Le renoncement à toute perspective de coordination émerge d'autant plus clairement quatre mois plus tard à Amsterdam. La V^e plénière du BSI¹³⁷² puis le congrès¹³⁷³ mettent en scène une opposition toute symbolique à la guerre au travers de la célèbre accolade fraternelle entre Plekhanov et Katayama, restée dans l'imaginaire collectif¹³⁷⁴ mais qui était largement prévue d'avance¹³⁷⁵. De même, les passages sur la guerre du manifeste du BSI du 1^{er} Mai sont faits voter symboliquement par les allemandes à la séance d'ouverture¹³⁷⁶. Cependant, les tactiques adoptées nationalement pour préserver la paix sont discutées dans le cadre d'une diatribe plus large sur le révisionnisme et

¹³⁶⁸ HAUPT, HOWORTH, « Edouard Vaillant... », art. cit., p. 249 (Lettre d'E. Vaillant à V. Serwy, 19 mars 1904).

¹³⁶⁹ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 108.

¹³⁷⁰ Voir *Compte Rendu des Congrès du Parti ouvrier de 1904, 1905 et 1906*, op. cit., p. X.

¹³⁷¹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2302, f° 19, *Aux Travailleurs de tous les Pays*, 23 avril 1904.

¹³⁷² Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 107.

¹³⁷³ Voir THOMAS, « Le Congrès d'Amsterdam », art. cit., p. 260.

¹³⁷⁴ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2303, f° 60-61, *Aux Travailleurs de tous les Pays!*, [21] juin 1907.

¹³⁷⁵ Voir Enrico FERRI, « Il Congresso di Amsterdam », *Il Socialismo*, vol. 3, n° 12, 1904, p. 177.

¹³⁷⁶ Voir *Sixième Congrès Socialiste International tenu à Amsterdam...*, op. cit., p. 23.

le ministérialisme qui occupe le gros du congrès, autour de l'ordre du jour *Règles internationales de la politique socialiste*. Bebel et Guesde notamment dénoncent la manière dont Jaurès utilise la guerre russo-japonaise pour justifier sa politique blocarde de sauvetage de la République des influences militaristes et tsaristes. Ainsi, lorsque les orthodoxes remportent le vote, la menace à la paix mondiale que constitue le conflit russo-japonais en résulte automatiquement sous-évaluée afin de ne pas donner raison à Jaurès¹³⁷⁷. Nul besoin alors d'approfondir la mobilisation transnationale : Vaillant fait voter par acclamation une motion qui répète globalement celle qu'il avait fait adopter au BSI six mois plus tôt : si « l'entente et l'action concertée des travailleurs et des socialistes de tous les pays¹³⁷⁸ » est définie comme étant la seule garantie de paix, l'appel à s'opposer par tous les moyens à l'extension du conflit ne fait pas mention d'un rôle quelconque que le BSI pourrait jouer. Pour comble, le congrès se sépare sans avoir pu discuter de militarisme dans une séance *ad hoc*, ce qui ajourne la perspective que le CE puisse coordonner une agitation de longue haleine sur la base des décisions de la III^e plénière. Au passage, même la résolution transactionnelle sur la politique coloniale qu'élaborent Van Kol, Bracke et De Brouckère, qui tente de conjuguer le devoir générique de protestation avec l'élaboration d'un programme de réforme coloniale, n'envisage aucun mandat spécial pour le BSI¹³⁷⁹ : les partis restent souverains à l'égard de leurs colonies, et à l'échelle transnationale il est prévu qu'ils se bornent à un simple échange de méthodes et d'expériences. Il en va de même pour la motion sur les Indes britanniques déposée conjointement par Hyndman et Naoroji : elle se tait complètement sur le BSI, alors qu'elle réaffirme à deux reprises la primauté des partis directement concernés¹³⁸⁰.

Au lendemain des assises, le CE ne peut rester que très discret tant sur le militarisme que sur le conflit en cours. Le 25 octobre, *L'Humanité* et *La Petite République* font circuler des rumeurs quant à une note que le BSI aurait l'intention d'adresser aux élus pour donner suite à une proposition de Jaurès, consistant en des interpellations simultanées pour solliciter une entremise diplomatique des grandes puissances en faveur de la paix russo-japonaise¹³⁸¹. Accueil de manière particulièrement enthousiaste par *l'Avanti!*¹³⁸², qui y voit la preuve que la politique étrangère des classes dominantes ne peut plus faire fi du sentiment de fraternité qu'entretient le prolétariat international, il n'en sera finalement rien. Serwy fait publier un démenti déjà le 27

¹³⁷⁷ Voir KAUTSKY, « Le congrès d'Amsterdam », art. cit., p. 390.

¹³⁷⁸ *Internationaler Sozialistischer Kongress. Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 42.

¹³⁷⁹ *Ibidem*, p. 35.

¹³⁸⁰ *Ibidem*, p. 39.

¹³⁸¹ Voir *L'Humanité*, 25 octobre 1904, p. 1 ; *La Petite République*, 25 octobre 1904, p. 4.

¹³⁸² Voir *Avanti!*, 26 octobre 1904, p. 1.

octobre, notifiant « que jusqu'à ce jour aucune proposition de ce genre ne lui est parvenue et qu'au cas où elle lui serait envoyée, il s'empresserait de la soumettre aux membres du Bureau et leur proposerait de se réunir à bref délai pour l'examiner¹³⁸³ ». Qu'il y ait eu malentendu ou bluff de la part de la part de la presse jaurésienne, la proposition dont il était question ne parviendra pas officiellement à Serwy, qui peut donc sauver les apparences en ayant fait mine de vouloir s'activer alors que le sens même des interpellations voulues par Jaurès était fort susceptible de déclencher une énième querelle sur la différence entre antimilitarisme des socialistes et pacifisme des bourgeois. À la VI^e plénière de janvier 1905, alors que Longuet, Roubanovitch, Axelrod et Luxemburg font adopter une motion de soutien aux socialistes japonais persécutés en raison de leur opposition à la guerre¹³⁸⁴, c'est encore Vaillant qui fait voter à l'unanimité une énième, mais dernière, résolution sur le conflit russo-japonais¹³⁸⁵. Si au fond elle ne fait que renouveler l'appel aux partis pour qu'ils restent vigilants et pour qu'ils s'efforcent par tous les moyens d'empêcher l'extension de la guerre, elle invite pour la première fois les socialistes de Russie à profiter de la défaite militaire pour inaugurer une nouvelle phase politique qui assurerait au prolétariat des conditions d'organisation et d'action – et ce, une semaine avant le Dimanche rouge de Saint-Petersbourg –. La valeur de la résolution fait néanmoins l'objet de réceptions contrariées, puisque tandis que *Le Peuple* ne l'insère même pas dans son compte-rendu¹³⁸⁶, Vaillant rappelle Serwy à l'ordre lui notifiant la « réelle importance¹³⁸⁷ » que lui accorde toute la section française.

c) La lutte contre les despotismes : un consensus aisé mais platonique

Avant 1905, le seul domaine qui fait figure d'exception vis-à-vis du tableau sombre d'une inconsistance globale du BSI en politique internationale, est celui de la lutte contre les répressions perpétrées par les despotismes russe et ottoman, notamment à l'égard des minorités nationales et religieuses. Le CE peut en effet profiter du large consensus de principe qui règne au moins sur le besoin de « protester énergiquement contre la barbarie [...] des gouvernements oppresseurs¹³⁸⁸ ». Il n'a pas besoin de préétablir une campagne de longue haleine, jugeant

¹³⁸³ *Le Peuple*, 27 octobre 1904, p. 1.

¹³⁸⁴ Voir *L'Humanité*, 17 janvier 1905, p. 1.

¹³⁸⁵ Voir *L'Humanité*, 16 janvier 1905, p. 1 ; 26 janvier 1905, p. 2.

¹³⁸⁶ Voir *Le Peuple*, 16 janvier 1905, p. 1-2 ; 17 janvier 1905, p. 2.

¹³⁸⁷ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., note n° 5, p. 118.

¹³⁸⁸ *Le Mouvement socialiste*, n° 49, 1901, p. 26.

qu'elle existe déjà dans les faits puisque les partis avaient été réactifs en la matière, ni de dicter une simultanéité aux actions nationales, pouvant se contenter de les seconder ponctuellement en leur conférant plus d'écho ou en suggérant quelques contours homogènes, sans risquer de déclencher des litiges. Surtout, les trois blocages principaux qui s'étaient manifestés au sujet de la guerre anglo-boers, ne s'appliquent pas à la lutte contre les despotismes. Premièrement, la question de la primauté des partis directement concernés semble déjà résolue en amont, puisque les sections russe, polonaise, finlandaise et bulgare sont au moins d'accord, tant en leur sein qu'entre eux, que la répression doit être dénoncée peu importe ce que l'on pense du principe d'autodétermination nationale, et prennent d'ailleurs elles-mêmes le plus souvent l'initiative d'activer le CE. Deuxièmement, les remarques quant au fait que le BSI devait protester contre le militarisme de manière générale, et insérer ses protestations sur des cas spécifiques dans ce cadre systémique, sont-elles aussi caduques en amont par le fait même que l'Internationale n'avait pas eu cesse de traiter au moins le tsarisme comme d'un problème d'ordre général ayant des retombées préoccupantes dans les dynamiques mêmes de la politique internationale. Troisièmement, la crainte qu'une intervention du BSI déclenche les chauvinismes et finisse par s'aplatir sur le pacifisme dit bourgeois ne s'applique pas, précisément puisque ce sont les répressions des régimes despotiques qui sont perçues comme attisant des instabilités régionales susceptibles de dégénérer en un conflit armé européen, et que la dénonciation de ces agissements permet de démontrer le caractère illusoire des conventions internationales comme celle de Berlin de 1878 ou de La Haye de 1899. Le CE dispose ainsi de marges de manœuvre, mais le fait même que le BSI ne puisse s'exprimer que sur les répressions, sans prendre position sur les questions d'autodétermination nationale, fait que le degré déjà très faible de coordination débouche sur une pratique essentiellement déclaratoire : si l'anti-tsarisme semble s'épuiser assez rapidement avant de se réinventer au prisme de nouvelles dynamiques, l'anti-ottomanisme finit par se heurter à l'épineux dossier macédonien.

Les performances du BSI sont particulièrement éclatantes en 1901, puisque pendant que le dossier sud-africain patage, trois initiatives sont prises sans trop d'efforts contre les despotismes. *Primo*, début avril, Plekhanov et Kritchewski pressent le CE¹³⁸⁹ pour dénoncer la répression cosaque du mouvement qui avait touché les grandes villes de l'empire russe suite aux troubles de février à l'université de Kharkov contre l'incorporation forcée des étudiants. Le 21 avril, Serwy peut déjà transmettre à la presse un manifeste signé par tous les délégués du

¹³⁸⁹ Voir *Avanti!*, 12 avril 1901, p. 1.

BSI : il félicite les initiatives déjà entreprises nationalement, notamment les meetings en France et en Belgique (tout en oubliant l'Italie, ce dont l'*Avanti!* se plaint¹³⁹⁰), et invite les sections retardataires, les citant nommément, à suivre cet exemple en organisation des meetings où faire voter une même motion de protestation. Et pour pouvoir donner un écho transnational à cet effort, le manifeste demande de faire remonter à Bruxelles tous les comptes rendus, afin de « centraliser le mouvement de réprobation contre les actes d'un gouvernement odieux et barbare¹³⁹¹ ». L'engouement est tel que Jaurès et Vaillant sont mandatés pour proposer au BSI de donner la directive de faire du 1^{er} Mai « une grande et belle journée pour la Russie révolutionnaire¹³⁹² ». Ce que le CE refuse, mais qui n'empêche pas autant que certains défilés du 1^{er} Mai mettent en avant plus l'anti-tsarisme que la législation sociale, à l'image de celui des socialistes bernois, à propos desquels *Le Temps* note malicieusement qu'ils « n'ont fait qu'obéir à un mot d'ordre donné par le bureau socialiste international¹³⁹³ ». *Secundo*, en octobre 1901, face à une nouvelle vague de massacres d'Arméniens dans l'empire ottoman, l'activation du BSI est sollicitée par le comité éditorial de *Pro Armenia* (P. Quillard, J. Jaurès, F. de Pressensé, G. Clemenceau, Anatole France, E. de Robertis). Le CE tente cette fois-ci de s'émanciper de la procédure de consultation préalable des délégués nationaux, et signe lui seul un manifeste le 18 octobre¹³⁹⁴. Serwy souligne d'ailleurs à deux reprises qu'il est légitime à agir sur la base d'une motion votée unanimement aux assises parisiennes, qui flétrissait les violences anti-arméniennes et appelait les élus socialistes à multiplier les interpellations à ce sujet¹³⁹⁵ : une première fois lorsqu'il informe simplement les délégués du fait qu'un manifeste allait paraître deux jours plus tard¹³⁹⁶, et une deuxième fois au début du manifeste lui-même. Mais le prix à payer pour que cette décision d'autorité soit acceptée dans la forme, est que le CE fasse preuve de mesure dans le fond. Ainsi, en même temps qu'il se met en avant pour impulser l'action, il reste en retrait quant aux dynamiques effectives de celle-ci. Serwy avait déjà indiqué aux délégués qu'ils pouvaient donner au manifeste les suites qui leur semblaient les plus utiles, et de tenir simplement au courant le CE des actions entreprises. Le manifeste alors, tout en appelant les partis à ne négliger aucun moyen pour solliciter l'opinion publique, ne s'écarte pas de la motion parisienne quant aux pistes d'action préconisées par le CE lui-même, à savoir

¹³⁹⁰ Voir *Avanti!*, 27 avril 1901, p. 1.

¹³⁹¹ IISG, Karl Kautsky Papers, G3_138-147, *Aux Partis Ouvriers de tous les Pays*, 21 avril 1901.

¹³⁹² MILHAUD, « Pour le 1^{er} Mai », art. cit., p. 1.

¹³⁹³ *Le Temps*, 4 mai 1901, p. 2.

¹³⁹⁴ Voir IISG, Karl Kautsky Papers, G3-138-147, *Aux Partis Ouvriers de tous les Pays*, 18 octobre 1901.

¹³⁹⁵ Voir *Les Congrès Socialistes Internationaux...*, op. cit., p. 82.

¹³⁹⁶ Voir IISG, Karl Kautsky Papers, G3-39-50, Lettre de V. Serwy à P. Singer, 16 octobre 1901.

exclusivement que les élus interpellent les gouvernements sur leurs obligations internationales à propos de l'Arménie découlant du Traité de Berlin de 1878, et dénoncent leur inaction complice des crimes d'Abdülhamid II. Largement relayé par la presse, qui ne fait aucune différence entre un manifeste du CE ou du BSI, il connaît un bon écho¹³⁹⁷ et suscite non seulement des interpellations parlementaires, mais aussi d'autres formes de protestation, dont Serwy collecte minutieusement les comptes rendus¹³⁹⁸. Cependant en France, où le mouvement arménophile était bien ancré dans les milieux intellectuels¹³⁹⁹, la mobilisation est de loin plus intense qu'ailleurs, et il apparaît que l'appel au BSI avait servi avant tout à la fraction jaurésienne pour cautionner sa campagne d'opinion menée conjointement avec les libéraux humanistes. *Tertio*, la I^e plénière de décembre 1901 confirme le consensus sur l'anti-tsarisme en adoptant à l'unanimité, presque sans débat, deux motions : une de Plekhanov, Kritchewski et Wojnarowska qui dénonce les répressions anti-ouvrières et qui définit le tsarisme comme « l'ennemi commun du socialisme et de la démocratie¹⁴⁰⁰ », et une de Wojnarowska qui dénonce la politique antisémite et les atteintes au statut de la Finlande¹⁴⁰¹. C'est d'ailleurs dans cette ambiance générale que Kautsky et Singer font voter une motion de Luxemburg contre la politique de germanisation forcée de la Pologne prussienne¹⁴⁰².

Les potentialités de la lutte contre les despotismes s'épuisent cependant plus vite qu'elles n'avaient émergé, d'autant plus à cause des querelles qui commencent à traverser le BSI. Une seule prise de position publique est enregistrée en 1902, le 11 juin, lorsqu'au bout d'une multitude de rapports que lui font parvenir le POSDR et le Bund, Serwy se décide à lancer un manifeste, qu'il signe seul, pour dénoncer les répressions sanglantes des démonstrations du 1^{er} Mai dans l'empire russe. Moins ambitieux que celui d'avril 1901, il consiste surtout en une reproduction des rapports reçus sur les répressions, et se limite à inviter les partis « à saisir la population des faits abominables qui frappent la classe ouvrière de Russie et à élever, sans retard, leurs protestations, par les moyens qu'ils jugeront les plus propres à agir¹⁴⁰³ ». Il est

¹³⁹⁷ Pour un aperçu, cf. IISG, Archief Van Kol, 18, *Pro Armenia. Le Parti Socialiste et les massacres d'Arménie*, [novembre 1901] ; Karl Kautsky Papers, G3-138-147, *Parti Socialiste (Comité Général). Les massacres d'Arménie & le Parti Socialiste*, [novembre 1901].

¹³⁹⁸ Voir IISG, Karl Kautsky Papers, G3-39-50, Lettre de V. Serwy à P. Singer et I. Auer, 9 décembre 1901 ; HAUPT, HOWORTH, « Edouard Vaillant... », art. cit. p. 243 (Lettre d'E. Vaillant à V. Serwy, 12 décembre 1901).

¹³⁹⁹ Voir à ce sujet Vincent DUCLERT, Gilles PÉCOUT, « La mobilisation intellectuelle face aux massacres d'Arménie », in André GUESLIN, Dominique KALIFA (dir.), *Les Exclus en Europe (1830-1930)*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1999, p. 323-344 ; Claire MOURADIAN (dir.), *Arménie, une passion française : Le mouvement arménophile en France, 1878-1923*, Paris, Magellan, 2007.

¹⁴⁰⁰ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 49.

¹⁴⁰¹ *Idem*.

¹⁴⁰² Voir *Vorwärts*, 31 décembre 1901, p. 4.

¹⁴⁰³ *L'Avenir social*, t. VII, 1902, p. 309-312.

reproduit dans la presse et utilisé pour initier des meetings de protestation¹⁴⁰⁴. Mais preuve que la campagne anti-tsariste stagne, le seul débat que soulève le manifeste au sein du BSI porte sur l'en-tête de la circulaire avec laquelle Serwy l'avait envoyé. Il avait marqué en effet « aux partis ouvriers socialistes de tous les pays », ce qui agace Vaillant qui rappelle au secrétaire que seule la formule de « partis socialistes » est consensuelle¹⁴⁰⁵. C'est encore de mauvais gré qu'en février 1903, au même moment où il répond aux allégations de Schiavi, Serwy se décide à donner suite aux demandes que H. W. Lee lui avait adressé à deux reprises sous les auspices d'Hyndman¹⁴⁰⁶, en août et octobre 1902, à propos de la dégradation de la situation dans les Balkans suite aux manœuvres de l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne (VRMO). Ainsi, le 18 février, une circulaire de Serwy notifie qu'à Paris et à Bruxelles des démonstrations avaient déjà eu lieu en soutien aux minorités nationales opprimées par les autorités ottomanes, et il demande alors aux délégués leur « avis sur la proposition d'intervention du bureau socialiste international dans la question macédonienne¹⁴⁰⁷ ». Rien n'est envisagé cependant sur la question arménienne, dans laquelle le CE avait pourtant rencontré un certain succès en 1901 : elle n'est plus perçue au prisme de l'urgence et est donc laissée de côté, mais elle va ressurgir dans les réponses reçues en réaction à la perspective court-termiste du secrétaire. Celle-ci se confirme d'ailleurs dans *L'Avenir social*, où en mars 1903 Serwy donne un large écho à la question macédonienne, publiant la traduction d'un article de Bernstein engageant les socialistes à soutenir l'autodétermination nationale¹⁴⁰⁸, ainsi que des extraits d'interpellations parlementaires de James Bryce, Sembat, de Pressensé et Bernstein lui-même¹⁴⁰⁹, ayant comme dénominateur commun l'exigence d'une entremise diplomatique concertée entre les grandes puissances pour que l'empire ottoman apaise la situation en appliquant au plus vite les réformes prospectées pour la Macédoine. Le 26 mars, la circulaire où Serwy résume les réponses reçues démontre que le consensus sur l'anti-ottomanisme n'était possible auparavant que parce qu'il se bornait à des protestations génériques. Mais maintenant qu'une action du BSI pour aider à surmonter la crise macédonienne risque de faire aborder à l'Internationale l'épineuse question de l'autodétermination nationale, il en va tout autrement. Si déjà le fait que les Russes et les Autrichiens ne se daignent pas de répondre constitue un

¹⁴⁰⁴ Voir par exemple IISG, Karl Kautsky Papers, G3-8-15, Lettre de K. Kautsky au CE du BSI, 18 juin 1902.

¹⁴⁰⁵ Voir HAUPT, HOWORTH, « Edouard Vaillant... », art. cit., p. 244-245 (Lettre d'E. Vaillant à V. Serwy, 16 juin 1902).

¹⁴⁰⁶ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., note n° 1, p. 65.

¹⁴⁰⁷ IISG, Karl Kautsky Papers, G3-16-38, Circulaire de V. Serwy, 18 février 1903.

¹⁴⁰⁸ Voir Eduard BERNSTEIN, « La question macédonienne », *L'Avenir social*, t. VIII, 1903, p. 133-139.

¹⁴⁰⁹ Voir *L'Avenir social*, t. VIII, 1903, p. 140-147.

facteur de blocage non négligeable, étant donné que les deux pays sont directement impliqués dans la déstabilisation de la région, les avis transmis à Serwy configurent un affrontement entre trois groupes de partis. Seuls se disent entièrement favorables à une intervention du BSI les partis bulgare, serbe, hongrois, tchèque et espagnol, qui demandent en outre de ne pas se cantonner à la Macédoine mais de traiter de l'ensemble des Balkans et du Caucase. Ils estiment aussi que le BSI devrait « s'abstenir de toute évaluation de nationalités¹⁴¹⁰ », et adopter comme mot d'ordre simplement celui de l'autodétermination balkanique, ou au moins demander des réformes plus ambitieuses des administrations impériales. Cependant, le SPD et l'ILP se disent favorables seulement sous certaines conditions : le premier exige que l'on n'aille pas plus loin que voter une résolution, où d'ailleurs il devrait être question de dénoncer à la fois les régimes ottoman et tsariste, pour ne pas donner l'impression de vouloir choisir entre les deux despotismes ; le second est prêt à donner son accord seulement s'il s'agit d'inviter les élus à interpellier leurs gouvernements. Enfin, un groupe de partis se prononce contre toute forme d'intervention du BSI, mais selon des arguments forts divers. Le SDKPiL refuse que le BSI intervienne avant même que l'Internationale n'ait exprimé de manière exhaustive sa position sur l'autodétermination nationale. Pour le PSdF, Vaillant estime que la question n'est pas spécifiquement socialiste, et demande donc que dans un tel cas de figure les partis soient laissés libres de choisir si agir ou non, conformément aux décisions des plénières sur les limites du rôle du BSI¹⁴¹¹. Et si le SDAP-N craint qu'une intervention intempestive du BSI, même sous forme de manifeste, finisse par faire le jeu de l'un des camps impérialistes, Quelch va jusqu'à dire qu'il faut se taire étant donné que le despotisme ottoman est préférable au tsarisme¹⁴¹². Ainsi, tout comme pour la consultation sur l'agitation parlementaire antimilitariste, la grande diversité d'avis reçus oblige Serwy à l'attentisme. Face à l'aggravation de la situation, les Bulgares ont beau relancer le CE déjà le 17 mai pour « rédiger une résolution protestant contre le vandalisme de la Turquie et la politique inhumaine des gouvernements européens¹⁴¹³ », la III^e plénière de juillet 1903 examine la proposition mais considère encore que les informations parcellaires en sa possession l'empêchent de prendre une décision. La question est ainsi ajournée deux semaines avant que la crise macédonienne ne se transforme en une insurrection armée conduite par la VRMO, écrasée en novembre par les Ottomans. Le BSI peine à réagir, d'autant que le

¹⁴¹⁰ IISG, Karl Kautsky Papers, G3-54-137, Circulaire de V. Serwy, 26 mars 1903.

¹⁴¹¹ Voir HAUPT, HOWORTH, « Edouard Vaillant... », art. cit. p. 246 (Lettre d'E. Vaillant à V. Serwy, 21 février 1903).

¹⁴¹² HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., note n° 4, p. 66.

¹⁴¹³ *Ibidem*, p. 89.

BRSDP et le SDAP-Ö polémiquent quant au caractère révolutionnaire de l'insurrection d'Ilinden-Préobrajénié, reconnu par le premier et nié par le second. Le 1^{er} octobre, l'assemblée ouvrière de Sofia charge le BRSDP de communiquer au BSI « un rapport étendu sur la situation en Macédoine, afin que le Bureau puisse préparer une résolution de protestation énergique de toute la Social-démocratie européenne contre la barbarie turque¹⁴¹⁴ ». Le PSF s'y rallie et demande que le BSI « fasse entendre dans cette douloureuse question d'humanité la voix du prolétariat international¹⁴¹⁵ ». Mais à la IV^e plénière de février 1904, ce rapport n'est toujours pas parvenu, ce qui sert de prétexte au SDAP-Ö pour faire en sorte que le BSI reste immobile. En effet, lorsque Plekhanov propose que le Bureau s'exprime tout de même pour l'indépendance macédonienne, Adler rétorque que, tout en reconnaissant ce droit, une indépendance dans le contexte actuel pourrait provoquer une intervention militaire de puissances étrangères, entravant les intérêts du prolétariat autrichien et par-là du socialisme européen. Ainsi, le BSI devrait éviter même « les déclarations platoniques de solidarité¹⁴¹⁶ », et attendre plutôt la mise en œuvre du programme de réformes de Müzzsteg que les Autrichiens et les Russes avaient imposé aux Ottomans. Van Kol, Watts et Cipriani se rallient du côté d'Adler, et seul Vaillant soutient Plekhanov. La résolution qui est votée en est donc une de compromis : le BSI exprime sa sympathie aux peuples balkaniques en lutte pour l'indépendance et proteste contre les massacres en Macédoine ; pour maintenir la paix, il demande non l'indépendance mais une large autonomie de la Macédoine et l'octroi de droits d'existence pour toutes les minorités nationales¹⁴¹⁷. En attendant, aucune action transnationale n'est prévue.

Pendant même que le dossier macédonien patauge au printemps 1903, l'anti-tsarisme revient occuper l'attention du BSI, mais au prisme de trois nouvelles préoccupations qui permettent de redonner un souffle à la réflexion et à l'agitation transnationales : l'antisémitisme, l'extradition et les voyages diplomatiques. *Primo*, suite à la première vague des pogroms de Chişinău des 6-7 avril 1903, un comité inter-socialiste de soutien aux réfugiés politiques, composé de toutes des organisations révolutionnaires de l'empire, se constitue à Berne le 6 mai et charge Plekhanov, Kritchewski et Wojnarowska de saisir le BSI pour donner le plus large écho aux protestations. Le 12 mai, Wojnarowska écrit à Serwy pour qu'il publie un manifeste où dénoncer, au prisme de Chişinău, toute la politique réactionnaire du tsarisme et son

¹⁴¹⁴ *Ibidem*, p. 100.

¹⁴¹⁵ Adrien VEBER, « Mouvement social », *La Revue socialiste*, t. XXXVIII, 1903, p. 626.

¹⁴¹⁶ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 105.

¹⁴¹⁷ *Idem*.

instrumentalisation des haines religieuses. L'idée est soutenue notamment par Kautsky¹⁴¹⁸ et Vaillant¹⁴¹⁹, mais qui demande un texte nettement socialiste et non humanitaire. Signé de tous les membres du BSI, le manifeste peut être publié déjà le 20 mai¹⁴²⁰. Ses perspectives d'action sont désormais coutumières : il appelle à protester contre les massacres et le silence complice des gouvernements européens, tout en laissant aux partis le choix des moyens d'action. Si la mobilisation qui s'ensuit est encore particulièrement effervescente en France – où le PSdF compte bien s'en servir pour faire éclater les contradictions de la politique blocarde du PSF¹⁴²¹ –, la nouveauté du manifeste réside dans sa portée idéologique. Contrairement aux précédents, qui avaient tendance à diluer les divergences au milieu de formules transactionnelles et peu exigeantes, le manifeste de mai 1903 s'approprie une thèse qui faisait encore débat au sein de l'Internationale : les pogroms seraient une forme d'intimidation et de vengeance vis-à-vis de l'action révolutionnaire du prolétariat juif de Russie. Même si le fait que le BSI ait tranché sur cette question passe globalement inaperçu dans l'urgence de se mobiliser contre les pogroms, cela va quand même contribuer à la propagation et l'acceptation rapides de cette lecture particulière de l'antisémitisme russe dans les milieux internationalistes : Bonnier¹⁴²² et Kautsky¹⁴²³ vont l'étudier tour à tour, et le PSR-R va l'inscrire dans son premier avant-projet de programme¹⁴²⁴. Il s'agit là d'une première tentative, continuée pendant la secrétairerie de Huysmans, pour faire en sorte que l'institution centrale ait une voix propre, qui ne soit pas un bricolage au rabais des opinions des partis nationaux.

Secundo, Vandervelde est saisi par Plekhanov de l'affaire Mikhaïl Gots, membre du PSR-R arrêté en mars 1903 à Naples et menacé d'extradition en Russie, où il était accusé de complicité dans l'assassinat du ministre de l'Intérieur Dmitri Sipiaguine¹⁴²⁵. Le 15 avril, Serwy lance une consultation pour savoir si le BSI devait intervenir pour sa libération en complément des efforts déjà déployés par le PSI¹⁴²⁶. Jetant les bases d'une pratique qui sera reprise et approfondie par Huysmans dès 1905, Serwy avance déjà deux idées d'action : l'envoi d'une adresse de

¹⁴¹⁸ Voir IISG, Karl Kautsky Papers, 621, Télégramme de K. Kautsky à V. Serwy, 19 mai 1903.

¹⁴¹⁹ Voir Madeleine REBÉRIOUX, « Jaurès et Kichinev », *Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 27, 1967, p. 8.

¹⁴²⁰ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2302, f° 14, *Aux Travailleurs de tous les Pays !*, 20 mai 1903.

¹⁴²¹ Voir REBÉRIOUX, « Jaurès et Kichinev », art. cit., p. 5.

¹⁴²² Voir Charles BONNIER, « À propos des massacres de Kichinev », *Le Socialiste*, 5 juillet 1903, p. 1.

¹⁴²³ Voir Karl KAUTSKY, « Das Massaker von Kischineff und die Judenfrage », *Die Neue Zeit*, vol. 21, n° 2, 1903, p. 303-309.

¹⁴²⁴ Voir *L'Organisation socialiste et ouvrière en Europe, Amérique et Asie. Par le secrétariat socialiste international*, Bruxelles, BSI, 1904, p. 44.

¹⁴²⁵ Voir *Il Socialismo*, vol. 3, n° 17, 1904, p. 268-269.

¹⁴²⁶ Voir IISG, Karl Kautsky Papers, G3-54-137, Circulaire de V. Serwy, 15 avril 1903.

félicitation et d'encouragement au PSI, et une saisine du gouvernement italien signée par tous les membres du BSI exigeant la libération de Gots. Plekhanov avait demandé la publication d'un manifeste, mais cette perspective est écartée d'autorité par Serwy, qui songe à adapter les moyens à la spécificité de la situation, et donc à une entremise plus directe vis-à-vis des décideurs eux-mêmes afin d'obtenir un effet pratique immédiat. Sa circulaire reçoit des retours encourageants, ne serait-ce qu'en confirmant au secrétaire qu'il pouvait disposer d'un droit d'initiative dans de tels cas de figure. Des réserves sont émises seulement sur l'opportunité que le BSI s'adresse directement à un gouvernement, notamment par Vaillant qui estime que cela « n'ajouterait rien à l'action du bureau et atténuerait par avance la valeur de la protestation ouvrière¹⁴²⁷ ». Cependant, la question n'a pas le temps d'être approfondie, puisque Gots est libéré déjà le 18 avril. Serwy envoie une adresse de félicitation au PSI, mais par la suite, le fait que le BSI ait songé à un entremise passe largement inaperçu, y compris chez Gots qui ne le mentionne même pas dans sa liste de remerciements¹⁴²⁸. Par ailleurs, un clivage émerge aussitôt sur les leçons à tirer de cette affaire, encore entre approche globale ou au cas par cas. Tandis que Plekhanov¹⁴²⁹ et les Suédois réclament une série de protestations générales du BSI contre la persécution à l'étranger des opposants au tsarisme, une majorité des délégués à la III^e plénière de juillet 1903 estime que le BSI en a déjà assez fait au cours des derniers mois pour flétrir publiquement le tsarisme¹⁴³⁰. Serwy tente alors d'approfondir la pratique ébauchée sur l'affaire Gots pour d'autres cas de figure similaires, persistant dans l'intention de saisir directement les autorités publiques, mais se heurte au même problème de temporalité. Ainsi, en décembre 1903, il songe à intervenir auprès du Conseil d'Etat de Genève pour la libération de Wladimir Bourtzeff et Paul Krakoff, eux aussi membres du PSR-R, arrêtés pour avoir fait circuler des textes incitant à l'assassinat de dignitaires russes¹⁴³¹. Mais le secrétaire, déjà à la traîne par rapport aux meetings de soutien qui s'organisent en Suisse dans la foulée, n'arrive pas à mettre en mouvement les délégués nationaux avant que les deux militants soient libérés et expulsés du territoire¹⁴³². Ses démarches ne sont pas totalement vaines pour autant, puisque lorsque Bourtzeff et Krakoff sont expulsés de France aussi, les meetings de soutien prétendent être organisés « conformément à l'invitation du bureau socialiste international¹⁴³³ ». De même, en

¹⁴²⁷ HAUPT, HOWORTH, « Edouard Vaillant... », art. cit., p. 247 (Lettre d'E. Vaillant à V. Serwy, 17 avril 1903).

¹⁴²⁸ Voir Mikhaïl GOTS, « Sempre sulla breccia », *Il Socialismo*, vol. 2, n° 6, 1903, p. 81-82.

¹⁴²⁹ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., note n° 2, p. 73.

¹⁴³⁰ *Ibidem*, p. 89.

¹⁴³¹ Voir AFS, FF 1903 V 308, *Arrêté du Conseil fédéral concernant l'expulsion, hors du territoire suisse, de Wladimir Bourtzeff et de Paul Krakoff, sujets russes*, 7 décembre 1903.

¹⁴³² Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 97.

¹⁴³³ *L'Humanité*, 25 mai 1904, p. 3.

janvier 1904, Serwy est mis au courant tardivement de plusieurs affaires d'extradition de socialistes russes arrêtés en Allemagne¹⁴³⁴. N'ayant pas réussi à provoquer à temps une entremise du BSI, la IV^e plénière un mois plus tard prend quand même soin de voter une résolution où il est question de dénoncer la « politique de services humiliants qui dégrade l'Allemagne au rôle d'instrument du despotisme russe¹⁴³⁵ », et d'inviter les partis à saisir toute occasion de combattre la diplomatie policière du tsarisme. Ce qui revient déjà d'actualité six mois plus tard, lors du scandale soulevé par les révélations du SDAP-N comme quoi la police néerlandaise avait pris des photographies des délégués de Russie au congrès d'Amsterdam sur demande des diplomates russes¹⁴³⁶.

Tertio, le projet de voyage de Nicolas II en Italie en 1903 est l'occasion pour le BSI de discuter de l'articulation entre anti-tsarisme et antimilitarisme, à l'heure où l'idée d'une agitation parlementaire de longue haleine contre les dépenses militaires n'avait pas encore été ajournée. Ferri saisit Serwy en effet pour que la III^e plénière de juillet 1903 exprime son soutien à l'interpellation adressée par Oddino Morgari au gouvernement italien au sujet de la visite du tsar. Vandervelde, Vaillant et Hyndman déposent une résolution en ce sens, mais l'on se rend compte bientôt qu'il n'y a guère de consensus sur ce qu'elle pourrait impliquer si elle devait être généralisée. Pour le SPD, Richard Fischer objecte en effet qu'« il faudrait, pour être conséquent, que dans chaque pays les fractions socialistes fassent des démonstrations semblables contre les visites tzariennes », voire « à l'égard des visites d'autres monarques », mais « qu'une telle attitude ne peut être prise que d'après la situation des différents pays »¹⁴³⁷. Vaillant reste fidèle à l'idée de primauté des partis directement concernés, et rassure quant au fait que la résolution « ne veut pas [...] imposer des devoirs pour d'autres pays¹⁴³⁸ ». Troelstra et Pfannkuch, par contre, vont jusqu'à déclarer qu'il est inutile de continuer d'adopter des résolutions sur le tsarisme alors que l'Internationale a déjà atteint une unanimité à ce sujet, et que désormais les sorts de cette campagne ne dépendent plus du BSI mais de l'action des partis. Vandervelde insistant pour que la résolution soit quand même mise au vote, elle ne passe qu'à une courte majorité, et dans une version amendée qui se contente de soutenir Morgari et de dénoncer les crimes du tsarisme, tandis qu'elle prescrit toute perspective de généralisation des protestations contre les voyages diplomatiques du tsar. Preuve que la résolution n'est guère

¹⁴³⁴ Pour un aperçu général, voir Botho BRACHMAN, *Russische Sozialdemokraten in Berlin, 1895-1914*, Berlin, Akademie Verlag, 1962.

¹⁴³⁵ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 104.

¹⁴³⁶ Voir *L'Humanité*, 28 août 1904, p. 3.

¹⁴³⁷ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 82.

¹⁴³⁸ *Idem*.

suffisante, les diatribes nationales et transnationales s'enveniment et se généralisent à toute sorte de visite diplomatique de monarques. Au PSI, réformistes et intransigeants recommencent à s'écharper dès septembre à propos de l'affaire Morgari, puisque Bissolati le critique tandis que Ferri le défend¹⁴³⁹. Jaurès s'en mêle et critique les intransigeants de vouloir même en appeler à la rue contre la visite du tsar, car cela pourrait susciter des sentiments kaiserophiles¹⁴⁴⁰. Kautsky à son tour accuse Jaurès de prêter au PSI des fausses intentions¹⁴⁴¹. Nicolas II sauve lui-même la situation en décidant d'ajourner son voyage. Le PSI peut alors revendiquer auprès du BSI le succès de ce « bon exemple de solidarité internationale¹⁴⁴² », et Morgari lui-même suggère avoir rendu justice par-là à toutes les victimes des répressions tsaristes que le BSI dénonçait depuis le début¹⁴⁴³. Mais le Bureau, qui n'aura pas apporté aux Italiens plus qu'un soutien sentimental arraché à une courte majorité, va voir la crainte d'une généralisation des cas d'application de la résolution Vandervelde-Vaillant-Hyndman émerger à nouveau à propos du voyage de Victor-Emmanuel III à Paris à la mi-octobre 1903. Ferri notamment polémique avec Jaurès¹⁴⁴⁴, dont il n'apprécie guère l'accueil chaleureux qu'il avait réservé à la visite royale en tant que facteur de pacification¹⁴⁴⁵. Même si les questionnements nationaux sur une politique étrangère du prolétariat en ressortent d'autant plus effervescents¹⁴⁴⁶, il n'y a qu'une minorité d'acteurs qui identifient explicitement le BSI en l'état comme l'organe le plus à même de la mettre en œuvre, et qui regrettent la lâcheté des liens qui prédomine encore au sein de l'Internationale. C'est le cas par exemple d'Ernest Untermann, qui va jusqu'à envisager des marges d'ingérence du BSI non seulement en politique internationale mais aussi dans les tactiques nationales¹⁴⁴⁷, ou encore de Morizet qui écrit au lendemain du congrès d'Amsterdam :

« Certes, même dans sa forme actuelle, [l'Internationale] demeure surtout entre les socialistes un lien et une autorité d'ordre moral, puisque ses décisions sont sans sanction pratique. Pourtant, depuis quatre ans [...] elle a en maintes occasions provoqué, ou tout au moins coordonné l'action

¹⁴³⁹ Voir Enrico FERRI, « Per l'iniziativa dell'on. Morgari in favore degli oppressi e perseguitati », *L'Avanti!*, 25-28 septembre 1903, p. 1.

¹⁴⁴⁰ Voir Jean JAURÈS, « L'Italie et le Tsar », *La Petite République*, 8 octobre 1903, p. 1.

¹⁴⁴¹ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, note n° 20, p. 81-82.

¹⁴⁴² *L'Organisation socialiste et ouvrière...*, *op. cit.*, p. 292.

¹⁴⁴³ Voir Oddino MORGARI, « Perché i fischì », *Avanti!*, 14 octobre 1903, p. 1.

¹⁴⁴⁴ Voir Enrico FERRI, « La socialdémocratie et la politique étrangère », *art. cit.*, p. 309-311.

¹⁴⁴⁵ Voir Jean JAURÈS, « Vive l'Italie ! », *La Petite République*, 15 octobre 1903, p. 1 ; Jean JAURÈS, « Politique internationale », *La Petite République*, 20 octobre 1903, p. 1.

¹⁴⁴⁶ Voir par exemple *Il Socialismo*, vol. 3, n° 9, 1904, p. 140 ; Harry QUELCH, « Socialism and Foreign Politics », *The Social-Democrat*, vol. 8, n° 4, 1904 ; Jean JAURÈS, « Le Programme Socialiste, les Organisations ouvrières et l'Action internationale », *La Revue socialiste*, t. XXXIV, n° 232, 1904, p. 386.

¹⁴⁴⁷ Voir Ernest UNTERMANN, « Shall We Revise Our Program Forward or Backward? », *International Socialist Review*, vol. 4, 1903-1904, p. 327-328.

des fractions nationales [...]. Et l'on peut espérer que cette action d'ensemble indispensable ira se fortifiant et se régularisant¹⁴⁴⁸ ».

B. Un Bureau à plusieurs vitesses ?

Les controverses sur le rôle du CE et le mode de fonctionnement du BSI produisent rapidement des comportements ambivalents, tant que l'on peut se demander si en 1902-1904 l'on s'achemine vers un Bureau à plusieurs vitesses face à l'incapacité manifeste de faire institution par-delà les frontières. Très vite remis à sa place pour avoir été trop entreprenant, le CE du BSI connaît une involution qui fait émerger la contradiction d'une institution centrale censé être transnationale mais dont le degré d'activisme dépend avant tout de l'équipe nationale qui s'occupe des affaires courantes : s'il tente au départ de conjuguer ses préoccupations nationales avec son mandat transnational, le cercle vicieux des polémiques que cela enclenche finit par produire une prise de distance du CE à l'égard de l'institution qu'il doit animer, particulièrement manifeste en matière de relations partis-syndicats. D'autre part, en tant qu'organe collégial, le BSI peine à s'occuper de sujets qui avaient été très peu abordés par les congrès, notamment les migrations et le racisme. Mais au lieu de parvenir à des compromis au rabais comme lors des assises, les délégués nationaux n'envisagent pas d'autre piste de dépassement des blocages que dans la redéfinition du principe d'unanimité, ce qui n'émancipe pas pour autant le CE de la permanence de droits de veto informels. Enfin, en dépit d'avoir pu se recouper un rôle majeur dans la politique internationale, le CE s'invente une pratique de politique intérieure de l'Internationale pour se porter garant de l'unification entre partis nationaux litigieux. Mais si le mandat de dispenser des « bons offices » pour l'unité socialiste est déjà en acte lorsque le congrès d'Amsterdam le formalise dans une motion, cette pratique s'avère déjà être à géographie variable, en fonction des perceptions d'urgence et des rapports de force transnationaux.

¹⁴⁴⁸ MORIZET, « Le congrès d'Amsterdam », art. cit., 1904

a) Les Belges entre poussées particularistes et relâchement transnational

La I^e plénière ayant délimité seulement de manière informelle les règles de conduite du CE, cela engendre un cercle vicieux pour les Belges. Critiqués sur le dossier sud-africain, ils se livrent à des tâtonnements de méthode puisqu'ils essayent de faire cautionner à l'Internationale leur propre tactique nationale, ce qui ne fait qu'empirer les polémiques et, finalement, ouvrir une parenthèse de désamour du trio du CE à l'égard du BSI. Le *casus belli* est la grève générale pour un suffrage universel masculin sans vote plural qui se déclenche le 10 avril 1902, et qui se solde dix jours plus tard par la marche-arrière du POB et l'échec du mouvement, avec un bilan de 11 manifestants tués¹⁴⁴⁹. Or, comme à l'été 1901, Anseele et Vandervelde se servent une fois de plus de leur double casquette pour que le BSI se range du côté des positions du POB. Ils font en sorte en effet que le CG du POB saisisse le CE du BSI pour solliciter un manifeste de soutien à la grève. La démarche se réalise entièrement à Bruxelles dans le cercle intime de la direction du parti, et Serwy ne tient même pas au courant les délégués du BSI. Ainsi, il peut transmettre à la presse déjà le 15 avril un manifeste co-signé par le seul CE avec le secrétaire du POB, Auguste Dewinne¹⁴⁵⁰. Etablissant un parallélisme plutôt osé entre l'agitation contre le despotisme russe entreprise par le BSI l'année précédente et la lutte pour la révision constitutionnelle menée en Belgique contre les réactionnaires, le manifeste explique que le POB n'avait d'autre choix que de recourir à la grève générale après avoir épuisé les autres moyens légaux de pression, et se termine par un appel aux syndicats des pays limitrophes pour qu'ils soutiennent matériellement les grévistes blessés ou restés sans emploi. Dans l'immédiat, l'appel produit des bons résultats, puisque de l'aide arrive depuis les Pays-Bas, la France, l'Autriche, la Grande-Bretagne et même la Russie, mais la contribution la plus conséquente est celle du SPD et de la GGD à hauteur de 20.000 marks¹⁴⁵¹. Tout en inaugurant par-là une pratique d'intervention du CE dans les dynamiques de solidarité matérielle qui va s'approfondir et se routiniser pendant le secrétariat de Huysmans, la démarche s'avère être biaisée. Premièrement, puisque le CE initie ce type d'action en faveur des grévistes belges alors qu'il n'en avait pas été question auparavant vis-à-vis des victimes des répressions tsaristes et hamidiennes. Deuxièmement, puisque la frontière entre national et transnational est particulièrement floue :

¹⁴⁴⁹ Voir à ce sujet Marcel LIEBMAN, « La pratique de la grève générale dans le Parti ouvrier belge jusqu'en 1914 », *Le Mouvement social*, n° 58, 1967, p. 41-62 ; Gita DENECKERE, *Les turbulences de la Belle Époque : 1878-1905*, Bruxelles, Le Cri, 2010, p. 188.

¹⁴⁵⁰ Voir *Le Peuple*, 16 avril 1902, p. 1.

¹⁴⁵¹ Voir Emile VANDERVELDE, « La Grève Générale en Belgique », *Le Mouvement socialiste*, vol. 4, n° 90, 1902, p. 835.

Vandervelde souligne que l'efficacité de l'appel à l'aide a été possible par le fait que CE ait engagé l'autorité du BSI¹⁴⁵², mais les sommes sont centralisées par le seul CG du POB, qui s'occupe ensuite de les redistribuer. Et si le congrès extraordinaire du POB en mai vote l'envoi de remerciements officiels aux contributeurs¹⁴⁵³, sous proposition de Vandervelde, celui-ci ne songe pas à impliquer le BSI aussi. Ainsi, du point de vue de l'instance centrale, la démarche a un goût d'inachevé puisqu'on laisse au seul POB la tâche de clore un dossier qui a été ouvert de concert. Troisièmement, surtout, le fait que le CE ait engagé de son propre chef l'autorité du BSI derrière le soutien à la tactique particulière du POB ne manque pas de créer des polémiques, d'autant plus après l'échec cuisant de la grève et face au fait que le CG du POB lui-même en ait décrété soudainement la cessation sous les conseils de Vandervelde. L'aventurisme et l'amateurisme belges sont critiqués frontalement par l'aile gauche du SPD, qui tente d'en tirer des conclusions valables pour l'Internationale tout entière à propos d'opportunisme et bureaucratisme¹⁴⁵⁴. Franz Mehring notamment souligne que, si les meneurs du POB avaient le droit et le devoir de demander de l'aide à l'étranger, ils ne pouvaient pas engager les partisans derrière leur tactique erronée et, par-là, le révisionnisme¹⁴⁵⁵. En retour, Vandervelde refuse d'internationaliser le bilan du POB, mais non la sanction de ses adversaires, puisqu'il menace de saisir le BSI :

« Je pense que des attaques dirigées contre l'ensemble du Parti ouvrier belge doivent être relevées par le Parti ouvrier lui-même. Celui-ci ne manquera pas de soumettre à la prochaine réunion du Bureau international la question de savoir si le droit de critique, que nous reconnaissons entièrement aux camarades des autres pays, les autorise, sur des rapports grossièrement inexacts, à porter des jugements non seulement malveillants, mais injurieux¹⁴⁵⁶ ».

Kautsky intervient à son tour pour défendre Mehring et expliquer à Vandervelde en quoi la grève belge a une portée transnationale et peut donc faire l'objet de critique depuis l'étranger, avant de rajouter :

« La menace concernant le Bureau international ne nous touche pas. Même si ce Bureau était autorisé à censurer la presse, ce que nous contestons résolument, nous ne pouvons croire qu'il veuille limiter en quoi que ce soit la liberté de critique. Le droit qu'ont les camarades de chaque pays de critiquer sévèrement la direction de leur propre parti, nous devons le reconnaître

¹⁴⁵² *Idem.*

¹⁴⁵³ Voir *L'Aurore*, 6 mai 1902, p. 3.

¹⁴⁵⁴ Voir Rosa LUXEMBURG, Franz MEHRING, *Grèves sauvages. Spontanéité des masses*, Paris, Spartacus, 1969, p. 9-41.

¹⁴⁵⁵ Voir [Franz MEHRING], « Ein dunkler Maitag », *Die Neue Zeit*, vol. 20, n° 4, 1902, p. 97-101.

¹⁴⁵⁶ Emile VANDERVELDE, « Nochmals das Belgische Experiment », *Die Neue Zeit*, vol. 20, n° 6, p. 168.

également aux camarades étrangers dans toutes les questions d'une portée internationale. La politesse conventionnelle de la diplomatie ne serait pas de mise dans les rapports du prolétariat international¹⁴⁵⁷ ».

Malgré une entremise confidentielle d'Adler auprès de Kautsky en soutien à Vandervelde¹⁴⁵⁸, les positions allemandes sur le droit de critique résultent gagnantes, et le BSI ne va finalement pas être saisi en tant que juge. Cette immunité totale dont les partis jouissent vis-à-vis de l'institution centrale motive certains meneurs intransigeants à profiter du bilan négatif de la grève de 1902 pour remettre en cause la légitimité du POB à administrer le BSI. Ainsi, pendant même qu'ils polémiquent entre eux à propos de salaires, mariage et religion, Daniel De Leon et James Connolly tombent au moins d'accord pour qualifier Vandervelde de « doctrinaire de la classe moyenne, [...] dangereux comme guide¹⁴⁵⁹ ». L'affaire est close par la formule de compromis de Furnémont aux assises d'Amsterdam : s'il reconnaît le droit de critique des partis-frères, il leur notifie subtilement que cela n'a aucune valeur étant donné la difficulté de juger de façon objective depuis loin¹⁴⁶⁰.

Ainsi, le manifeste du 15 avril 1902 reste un cas isolé dans l'histoire du BSI : le CE ne prend plus le risque de faire cautionner publiquement au BSI la tactique du POB, et aucun autre parti ne tente de lancer des manifestes cosignés seulement par lui et le CE. Lorsque Serwy est amené à s'occuper d'autres grèves politiques et répressions, en dehors des cas russe et ottoman, la méthode est bien plus timorée. Déjà en avril 1903, à propos de l'échec de la grève générale des chemins de fer néerlandais contre les restrictions draconiennes au droit de grève prises par le gouvernement, le secrétaire n'en traite que par une circulaire, qu'il signe seul. Et s'il y affirme que le BSI se joint à l'appel à l'aide émis par les syndicats néerlandais, il ne fait que notifier aux partis que, s'ils veulent participer à la solidarité comme l'année précédente à l'égard des Belges, ils doivent adresser leurs souscriptions à Troelstra, présenté non comme membre du BSI mais comme député à Haarlem¹⁴⁶¹. L'engouement cette fois-ci est moindre, d'autant que le SDAP-N lui-même avait été hésitant vis-à-vis d'une grève suscitée et dirigée par les syndicalistes-révolutionnaires et les tribunistes, et virant aussitôt à l'émeute. Dès lors, la démarche de Serwy sert avant tout à aider un SDAP-N désireux de montrer son sérieux et sa fiabilité en prenant lui-même en charge le secours aux victimes de l'aventurisme des éléments

¹⁴⁵⁷ *Ibidem*, p. 169 (note éditoriale de K. Kautsky).

¹⁴⁵⁸ Voir IISG, Karl Kautsky Papers, DI183-273, f° 345-346, Lettres de V. Adler à K. Kautsky, 17-21 mai 1902.

¹⁴⁵⁹ *The Connolly-DeLeon Controversy. On Wages, Marriage & the Church*, Cork, Workers' Club, 1976, p. 9.

¹⁴⁶⁰ Voir *Sixième Congrès Socialiste International tenu à Amsterdam...*, *op. cit.*, p. 159.

¹⁴⁶¹ Voir IISG, Karl Kautsky Papers, G3-54-137, Circulaire de V. Serwy, 15 avril 1903.

anarchistes¹⁴⁶². Deux mois plus tôt d'ailleurs, le secrétaire avait songé à faire de même à l'égard du PSOE vis-à-vis de l'agitation transnationale lancée par l'organe anarchiste *Tierra y Libertad* pour la libération des prisonniers politiques de la *Mano Negra*¹⁴⁶³, mais le refus d'Iglesias avait coupé court aux démarches¹⁴⁶⁴.

Au-delà de revoir à la baisse l'ambition de faire du BSI le cœur battant de la solidarité internationaliste, les Belges ressentent le pincement du flot de critiques reçues à propos du dossier sud-africain et de leur grève générale. Si les procédures qui relèvent du strict minimum administratif n'en ressortent pas particulièrement affectées, le renoncement forcé à jouer un rôle d'impulsion politique sous couvert du CE conduit les Belges à un certain relâchement sur fond de démotivation. Ce qui fait éclater une contradiction intrinsèque : la vitalité de l'institution transnationale dépend avant tout du degré d'implication d'un seul parti national. Hyndman le saisit parfaitement lorsqu'il polémique contre le report de la II^e plénière, puisqu'il demande en même temps au BSI dans sa collégialité d'entamer urgemment une étude de la trustification :

« Je ne crois pas que les socialistes organisés internationalement aient donné sur ce remarquable phénomène un jugement autorisé. Nous ne pouvons confier à nos seuls camarades belges le soin de le faire. [...] J'ose donc espérer que les membres du Bureau socialiste international [...] se décideront à s'éveiller et à se réunir pour accomplir la bonne besogne que l'on est en droit d'attendre d'eux¹⁴⁶⁵ ».

Mais cette même affaire d'ajournement de la II^e plénière est symptomatique des graves difficultés qu'Anseele et surtout Vandervelde connaissent au même moment au sein du POB de par leurs choix d'avril 1902. Si le report est donc conçu pour leur permettre de prendre du recul et faire le point, le nouveau cycle de querelles qu'il engendre jusqu'en décembre 1902, se soldant par une énième définition à la baisse des prérogatives du CE, ne fait que pousser encore plus celui-ci dans ses retranchements. *De facto*, en 1903-1904, les logiques collégiales du CE qui avaient présidé son fonctionnement jusqu'alors sont de moins en moins visibles : il y a peu de réunions de travail, et aucune circulaire ne porte plus les signatures du trio, et ce, alors que la légitimité politique du secrétaire que l'institution du CE devait venir renforcer n'est pas

¹⁴⁶² Voir Willem A. BONGER, « L'opera dei diversi partiti nella reazione e nello sciopero generale d'Olanda. Il testo delle leggi-museruola », *Il Socialismo*, vol. 2, n. 6, mai 1903, p. 87-89.

¹⁴⁶³ Voir à ce propos Juan AVILÉS FARRÉ, *La daga y la dinamita. Los anarquistas y el nacimiento del terrorismo*, Barcelone, Tusquets, 2013, p. 161-164.

¹⁴⁶⁴ Voir IISG, Karl Kautsky Papers, G 3-16-38, Circulaire de V. Serwy, 18 février 1903.

¹⁴⁶⁵ HYNDMAN, « La Situation internationale et le Parti socialiste », art. cit., p. 1.

mieux assise qu'en 1900. En retour, Serwy aussi semble entraîné dans un cercle vicieux, puisque son intérêt pour les affaires du BSI baisse proportionnellement à la hausse de ses succès nationaux et transnationaux dans le mouvement coopératif, où il est bien plus apprécié et à l'aise, car il a l'impression de rester fidèle au pragmatisme de terrain qui avait été à l'origine même de son engagement politique¹⁴⁶⁶. En juillet 1902, pendant que les socialistes britanniques et italiens l'invectivent, le V^e congrès de l'ACI à Manchester consacre le prestige de Serwy en tant que coopérateur, qui intègre son Comité central et figure comme l'un des artisans du rapprochement entre ACI et BIP autour d'une résolution qui affirme nettement la vocation pacifiste de la coopération¹⁴⁶⁷. De même, les congrès des coopératives socialistes belges d'avril et juin 1903 à Bruxelles, qu'il organise, démontrent à Serwy une confiance inébranlable en lui confiant une multitude de responsabilités supplémentaires et songeant de lui adjoindre plusieurs employés¹⁴⁶⁸. En parallèle, il se lance de son chef dans une série de projets qui absorbent le peu de temps qui lui reste, comme des enquêtes sur les coopératives de production¹⁴⁶⁹ et la publication de son *Manuel pratique de la coopération*¹⁴⁷⁰. Ainsi, l'on comprend bien comment Serwy ait de moins en moins de temps et d'envie de se consacrer au secrétariat international pour lequel reçoit plus de critiques que de salaire. Globalement lâché par Anseele et Vandervelde, il est bien moins à l'initiative qu'en 1901 et s'appuie surtout sur la mise en exécution des quelques propositions qui émanent des délégués nationaux ou d'acteurs tiers, mais sans prendre de risques. La dérive passiviste du CE produit bien sûr des incohérences : par exemple, s'il ne tente rien quant à l'étude de la trustification exigée par Hyndman, il ne s'oppose pas non plus au fait que le BSI maintienne au programme d'Amsterdam un point *Trusts et chômage*, alors que le SPoA lui-même, pourtant très concerné, en avait demandé l'ajournement. Le résultat est particulièrement décevant précisément parce que la question est dépourvue de toute préparation théorique, statistique et documentaire en amont, comme le déplore Floor Wibaut en relevant que les débats aux assises ont cruellement manqué de sérieux¹⁴⁷¹.

¹⁴⁶⁶ Voir SERWY, *La coopération en Belgique*, op. cit., t. IV, p. 226.

¹⁴⁶⁷ Voir *L'Avenir social*, t. VII, 1902, p. 467 ; t. VIII, 1903, p. 337.

¹⁴⁶⁸ Voir *L'Avenir social*, t. VIII, 1903, p. 193 ; *L'Aurore*, 14 avril 1903, p. 3-4.

¹⁴⁶⁹ Voir Louis BERTRAND, « Le mouvement coopératif en Belgique et ses résultats », *Revue d'économie politique*, vol. 16, 1902, p. 686.

¹⁴⁷⁰ Victor SERWY, *Manuel pratique de la coopération. Comment on fonde, on administre et on fait prospérer une Coopérative*, Gand, Volksdrukkerij, 1903.

¹⁴⁷¹ Voir Floor M. WIBAUT, « The Trusts at the Amsterdam Congress », *International Socialist Review*, vol. 5, 1904-1905, p. 424-429.

Un élément symptomatique de la mise en retrait progressive de Serwy est l'absence de toute tentative d'entamer des rapports d'institution à institution avec l'équivalent syndical du BSI : le Secrétariat syndical international (SSI). Imaginé en 1901 à la conférence de Copenhague, lancé à celle de Stuttgart de 1902, et définitivement établi à celle de Dublin en 1903, il a pourtant à sa tête Carl Legien qui appartient à la fois au SPD et à la GGD¹⁴⁷². Quoique le processus de centralisation soit guidé par des syndicats très proches des partis socialistes de leurs pays – tant que Pierre Blaise parle du SSI comme d'un « pendant de la Deuxième Internationale¹⁴⁷³ » –, à aucun moment le BSI n'y est associé en tant qu'institution, et il faut attendre 1907 pour qu'il soit chargé d'entretenir des relations régulières avec le SSI. Les initiateurs de ce dernier se reconnaissent en effet dans la doctrine allemande des rapports partis-syndicats, c'est-à-dire dans les principes de division du travail politique et économique (avec subordination théorique du second au premier), d'autonomie d'action et de non-ingérence, avec des liens non-organiques mais assurés par les doubles casquettes des militants eux-mêmes. C'est cette même doctrine qui est appliquée au SSI vis-à-vis du BSI : alors que Legien et Serwy se connaissent bien et qu'ils se croisent à plusieurs reprises, du point de vue institutionnel ils s'ignorent cordialement. Pèse aussi dans cette absence la difficile quête de légitimité du SSI dans un mouvement corporatif très hétérogène. Son installation est en effet de loin plus problématique que celle du BSI, qui déjà n'avait pas été particulièrement heureuse. Ses finances sont encore plus ridicules et ses objectifs de coordination transnationale, qui sont déjà peu ambitieux, restent souvent lettre morte¹⁴⁷⁴. Même si sa structure et son mode de fonctionnement avaient fait l'objet d'un débat préalable très approfondi en 1902¹⁴⁷⁵ – ce qui avait manqué au BSI deux ans plus tôt –, le SSI ne connaît qu'une vie à moitié jusqu'à la constitution de la FSI en 1913, mais qui périclité l'année suivante. Ainsi, lorsqu'après la conférence de Dublin Serwy continue d'être saisi de questions qui relèvent plus du SSI que du BSI¹⁴⁷⁶, non seulement il ne renvoie jamais ses interlocuteurs à Legien, mais surtout il a tendance à s'adresser à son tour plutôt à des meneurs syndicaux belges. Par exemple, lorsqu'en 1904 les verriers du Lancashire essayent de réunir

¹⁴⁷² Voir Geert VAN GOETHEM, *The Amsterdam International: The World of the International Federation of Trade Unions (IFTU), 1913-1945*, Aldershot, Ashgate, 2006, p. 14-15.

¹⁴⁷³ Pierre BLAISE, « Les structures du syndicalisme international », *Courrier hebdomadaire du Centre de Recherche et d'Information Socio-Politique*, Bruxelles, CRISP, 1986, n° 1126, p. 9.

¹⁴⁷⁴ VAN GOETHEM, *The Amsterdam International...*, *op. cit.*, p. 15.

¹⁴⁷⁵ À Stuttgart l'on discute le degré de centralisation, le choix entre instance de coordination ou de direction, l'architecture précise de l'organe central et ses rythmes d'installation, la fréquence de réunion, l'uniformisation statistique, les langues de travail, les modalités de communication et de correspondance, les moyens pour assurer l'entraide en cas de grève, le principe de subsidiarité par rapport aux SPI, cf. *L'Avenir social*, t. VII, 1902, p. 487-491 ; *id.*, p. 554-560.

¹⁴⁷⁶ Voir par exemple AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 13, Lettre d'A. Cantineau à V. Serwy, 10 mars 1904 ; f° 23, Lettre d'A. Cantineau à V. Serwy, 8 juin 1904.

une conférence internationale pour relancer leur SPI qui s'était dissout en 1900, et qu'ils saisissent Serwy pour avoir des contacts à l'étranger¹⁴⁷⁷, celui-ci s'adresse aux verriers belges pour obtenir des noms de correspondants français, allemands, anglais et italiens¹⁴⁷⁸. De même, Serwy court-circuite le SSI lorsque, à partir d'octobre 1904, il entreprend d'établir des correspondances officielles et régulières avec tous les SPI : là encore, il met plutôt à profit ses connaissances personnelles dans les milieux syndicaux belges pour qu'elles lui servent d'intermédiaires¹⁴⁷⁹. Ainsi, ce n'est pas étonnant que son succès le plus remarquable en matière de solidarité syndicale soit son intervention en faveur de la grève des tisserands de Verviers d'août 1904. Pour résister à la grève, le patronat avait procédé à un lock-out puis fait appel à des supplanteurs italiens, mais les Verviétois avaient réussi à convaincre ces derniers de se solidariser avec la grève. Avec l'aide de syndicats allemands, un rapatriement des Italiens avait pu être organisé – et qui plus est, aux frais du patronat¹⁴⁸⁰ –. S'agissant d'un événement qui intéresse avant tout le mouvement ouvrier belge (aussi car le POB compte se rapprocher par-là des syndicats verviétois historiquement anarchisants et les faire adhérer à la CSB¹⁴⁸¹), mais qui suscite également une vague de soutiens de la part de la GGD et des *Landsorganisationen* (LO) scandinaves, Serwy parvient à mettre à profit sa double casquette tout en évitant ce qui lui avait été reproché en 1902 à propos du manifeste sur la grève générale belge. En effet, il n'engage publiquement l'autorité du BSI que lorsque la tentative de supplantage a été déjouée, dans une circulaire qui se limite à féliciter cet « admirable trait de solidarité ouvrière internationale », tout en laissant à l'initiative des partis affiliés « le choix du moyen de participer à cette manifestation admirable de la conscience ouvrière »¹⁴⁸². Mais toutes les démarches qui relèvent de l'entraide sont gérées en circuit restreint entre seuls interlocuteurs belges : Serwy ne prend aucun contact avec le SSI, et ne rend compte que très partiellement au BSI d'avoir servi d'intermédiaire entre les grévistes, le SPI des tisserands¹⁴⁸³, la presse néerlandaise¹⁴⁸⁴ (car des

¹⁴⁷⁷ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 102-103, Lettre de S. Williamson à V. Serwy, 5 octobre 1904.

¹⁴⁷⁸ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 123, Lettre d'E. Gilles à V. Serwy, 24 octobre 1904 ; f° 128, Lettre d'E. Gilles à V. Serwy, 31 octobre 1904.

¹⁴⁷⁹ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 105-106, Lettre d'A. Huygens à V. Serwy, 12 octobre 1904 ; f° 121, Lettre d'H. Jugters à V. Serwy, 20 octobre 1904 ; f° 126, Lettre de la Fédération des cordonniers belges à V. Serwy, 25 octobre 1904.

¹⁴⁸⁰ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 76-77, Lettre de J. J. Brandenburg à Serwy, 23 août 1904 ; f° 120, Lettre de J. J. Brandenburg à V. Serwy, 20 octobre 1904.

¹⁴⁸¹ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International*..., *op. cit.*, note n° 1, p. 111-112.

¹⁴⁸² AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2303, f° 26, Circulaire de V. Serwy, 25 août 1904.

¹⁴⁸³ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 104, Lettre du Syndicat des tisserands Garot à V. Serwy, 6 octobre 1904.

¹⁴⁸⁴ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International*..., *op. cit.*, p. 120.

rumeurs d'un supplantage par des ouvriers néerlandais s'étaient diffusés en octobre 1904), et le PSR-R qui avait envoyé tardivement une souscription de 50 frs¹⁴⁸⁵. Sans avoir trop pris de risques, sa démarche est couronnée de succès dans la durée, puisqu'encore en juin 1906 les syndicats verviétois font appel au secrétaire du BSI, qui est désormais Huysmans, pour qu'il se porte garant d'une enquête sur des malversations des souscriptions transnationales de 1904, dont on suspectait qu'elles eussent été utilisées pour payer des prostituées¹⁴⁸⁶. Et lorsque la grève reprend à Verviers en septembre de la même année, certains s'adressent encore à Huysmans pour recevoir les instructions du BSI pour activer la solidarité¹⁴⁸⁷, notamment pour prendre en charge le déplacement temporaire des enfants des grévistes¹⁴⁸⁸.

b) Une redéfinition de l'unanimité au prisme de polémiques sur migration et racisme

François Vallotton remarque que « l'histoire de l'immigration est encore révélatrice d'un certain nombre de contradictions qui ont traversé le mouvement ouvrier¹⁴⁸⁹ ». Pour le BSI, la question migratoire constitue effectivement un sujet de discorde autour duquel s'articulent les premières expérimentations d'une institution à plusieurs vitesses. Les migrations ouvrières avaient été évoquées seulement de manière accidentelle aux assises de 1889-1900. Ainsi, si le principe d'égalité salariale avait été reconnu au congrès de la salle Pétrelle, à Zurich l'on avait souligné avec préoccupation l'« influence déprimante [et] déloyale¹⁴⁹⁰ » que l'immigration concurrentielle de travailleurs non-syndiqués exerçait sur l'organisation ouvrière, mais sans envisager d'autre solution que d'étendre la propagande socialiste aux migrants. Cette sous-estimation du sujet est d'autant plus problématique que le BSI est créé dans une phase où la structure des migrations a changé profondément : tandis qu'au milieu du XIX^e siècle l'émigration européenne était majoritairement issue de pays en plein développement capitaliste et où existaient déjà des formes d'organisation ouvrière (Italie, Belgique, Irlande, Allemagne), à partir des années 1880-1890 c'étaient de plus en plus l'Extrême-Orient, l'Afrique du Nord et l'Europe orientale qui fournissaient au capitalisme occidental une main-d'œuvre qui n'avait pas

¹⁴⁸⁵ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f. 107-108, Lettre du Syndicat des tisserands Garot à V. Serwy, 12 octobre 1904.

¹⁴⁸⁶ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f. 33, Lettre de C. Huysmans à G. Davister, 8 juin 1906.

¹⁴⁸⁷ Voir par exemple AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 398, Télégramme de J. Doms à C. Huysmans, s.d.

¹⁴⁸⁸ Voir Jean LONGUET, « Le lock-out de Verviers », *L'Humanité*, 21 octobre 1906, p. 1-2.

¹⁴⁸⁹ François VALLOTTON, *Histoire sociale et mouvement ouvrier : un bilan historiographique, 1848-1998*, Lausanne/Zurich, D'en bas/Chronos, 1997, p. 156.

¹⁴⁹⁰ *Les Congrès Socialistes Internationaux...*, op. cit., p. 49.

connu de dynamiques d'organisation ouvrière. Au moment où d'anciens pays d'émigration se transforment en pays d'immigration, la lecture de ce phénomène par le mouvement ouvrier est révélatrice de nombreuses contradictions, mettant en lumière le rapport dialectique entre l'impératif politique de l'internationalisme et la permanence du sentiment d'appartenance nationale¹⁴⁹¹. L'unité du socialisme australien, par exemple, était entravée précisément par le fait que l'*International Socialist Club* (ISC) ne pouvait pas adhérer au programme de 1898 de la *Socialist League* (SL-A) qui préconisait « l'exclusion de l'Australie de toutes les races dont la présence sous les conditions actuelles de la concurrence pouvait diminuer le *standard of life* des ouvriers australiens¹⁴⁹² ». Or, le BSI aussi, qui ne pas s'appuyer sur aucun corpus solide de résolutions des congrès, fait les frais d'un principe de solidarité internationale qui se heurte au devoir des partis de défendre avant tout les intérêts de travailleurs nationaux, préfigurant une bifurcation entre deux lectures inconciliables des migrations jugées concurrentielles. Ainsi, lorsqu'un internationalisme à géométrie variable se fait jour aux plénières, certains vont jusqu'à songer que la solution résiderait dans un BSI à plusieurs vitesses, pouvant engager seulement un nombre restreint de partis.

Le sujet se pose de manière problématique déjà la I^e plénière, où le CE lui-même inscrit un ordre du jour *Secours de passage*, c'est-à-dire relatif à l'aide fournie à un militant ayant fui son pays pour des raisons politiques. Mais contrairement à ses attentes, le CE se retrouve privé de tout pouvoir de fonctionner en tant qu'intermédiaire, puisqu'il est simplement chargé « d'inviter les Secrétaires de Partis ouvriers de toutes les nationalités à faire l'échange des cartes d'identité de membres du Parti au commencement de chaque année¹⁴⁹³ ». Un point *Soutien pécunier aux socialistes de passage* est réinscrit à l'agenda de la III^e plénière à la demande de la Fédération bruxelloise du POB, mais ajourné aussitôt puisque la majorité se range derrière l'avis de Pfannkuch du SPD, selon lequel qui le BSI n'est pas compétent car « les organisations fédérales de syndicats sont mieux placées pour aboutir¹⁴⁹⁴ ». Le *Vowärts* aussi nie au BSI la capacité de pouvoir prendre des dispositions d'ordre général à ce sujet, car « on ne pouvait prendre une décision pour chaque cas qu'après avoir entendu les Partis du pays¹⁴⁹⁵ ». Ainsi, jusqu'à la campagne de soutien à la Révolution russe lancée par Huysmans en 1905, la ligne directrice reste que le BSI ne prend pas en charge la solidarité financière à l'égard des réfugiés

¹⁴⁹¹ Voir VALLOTTON, *Histoire sociale et mouvement ouvrier...*, op. cit., p. 156.

¹⁴⁹² *L'Organisation socialiste et ouvrière...*, op. cit., p. 113.

¹⁴⁹³ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 49-50.

¹⁴⁹⁴ *Ibidem*, p. 81.

¹⁴⁹⁵ *Idem*.

politiques. Serwy doit se limiter au seul soutien moral, comme il l'a déjà tenté pour Gots et comme il le tentera par la suite pour Bourtzeff et Krakoff, mais l'étroitesse de son mandat se révèle aussi lorsque le PSA le sollicite à propos de la *Ley de Residencia*, qui facilite la procédure d'expulsion d'étrangers pour délit d'opinion. Serwy en informe par circulaire en avril 1903¹⁴⁹⁶, puis relate dans le bulletin international de *L'Avenir social* que le congrès du PSA de juillet 1903 a demandé aux partis-frères « de faire de la propagande contre l'émigration vers l'Argentine aussi longtemps que la loi de résidence n'est pas abrogée¹⁴⁹⁷ ». Mais il attend que Cambier lui-même fasse voter à la IV^e plénière de février 1904 une protestation dirigée à la fois spécifiquement contre l'esprit antisocialiste de la *Ley de Residencia*, et de manière générale contre toutes les pratiques d'expulsion pour délit d'opinion¹⁴⁹⁸. Résolution qui reste sans lendemain en Europe, mais qui reçoit un certain écho en Argentine lorsque le suivant le PSA obtient son premier député, Alfredo Palacios, et que celui-ci livre une campagne énergique pour l'abrogation de la *Ley de Residencia*¹⁴⁹⁹.

C'est à la III^e plénière de juillet 1903 que le BSI aborde pour la première fois les migrations économiques, mais autour d'un ordre du jour séparé, libellé *Protection des ouvriers étrangers*. Le débat se révèle néanmoins biaisé dès le départ, puisque le BSI est en train de renverser la hiérarchie des normes de l'Internationale, se remplaçant *de facto* aux congrès qui n'avaient pas encore pu aborder la question. Ainsi, alors qu'un point sur les migrations avait déjà été inscrit au programme d'Amsterdam, les attentes sur le débat que connaît le BSI se révèlent sensiblement différentes, entre des délégués qui le conçoivent simplement comme un échange préliminaire, et d'autres qui sont anxieux de voter déjà des résolutions de principe. Figure dans ce second groupe notamment Vandervelde, qui est d'humeur vengeur depuis les polémiques d'avril 1902 et qui visiblement n'attendait que le bon moment pour se saisir lui-même de ce droit de critique inconditionnel invoqué par ses détracteurs pour internationaliser la portée d'une tactique nationale. Le *casus belli* est le projet de loi que Jules Coutant, député du PSdF, avait déposé à la Chambre pour la deuxième fois le 1^{er} décembre 1902. Vaillant avait déjà tenté de persuader Serwy que si Coutant préconisait une limitation de l'emploi de main-d'œuvre étrangère à 1/10, cela était conçu surtout pour s'opposer aux propositions encore plus restrictives avancées par les nationalistes¹⁵⁰⁰. Mais Vandervelde, quoiqu'évaluant surtout les

¹⁴⁹⁶ Voir IISG, Karl Kautsky Papers, G3-54-137, Circulaire de V. Serwy, 15 avril 1903.

¹⁴⁹⁷ Victor SERWY, « Mouvement ouvrier et social international », *L'Avenir social*, t. VIII, 1903, p. 374.

¹⁴⁹⁸ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 101.

¹⁴⁹⁹ Voir Achille CAMBIER, « Il Socialismo nell'America Meridionale », *Il Socialismo*, vol. 3, n° 23, 1905, p. 361-362.

¹⁵⁰⁰ Voir HAUPT, HOWORTH, « Edouard Vaillant... », *art. cit.*, p. 245-246 (Lettre d'E. Vaillant à V. Serwy, 12

conséquences du projet de loi sur les dynamiques de travail transfrontalier entre France et Belgique, dépose une motion d'ordre général et d'orientation radicale. Elle reconnaît que les migrations sont dues à la misère, que le patronat les utilise pour exercer une pression à la baisse des salaires, et que le protectionnisme et le nationalisme visent à développer dans la classe ouvrière « des antagonismes qui [...] augmentent considérablement les difficultés de l'action internationale du prolétariat¹⁵⁰¹ ». Dès lors, la motion envisage que le BSI « invite les mandataires socialistes à combattre, de toute leur énergie, ces mesures de proscription et, partout où elles existent déjà, d'en poursuivre l'abrogation », et qu'il « charge son Secrétaire de faire parvenir cet ordre du jour aux diverses fractions parlementaires intéressées »¹⁵⁰². Une diatribe s'ouvre alors sur l'inconditionnalité de la solidarité à l'égard la main-d'œuvre étrangère, et voit des discours civilisationnels, penchant entre paternalisme assumé et racisme à peine déguisé, se frayer un chemin. Vandervelde distingue deux types de flux migratoires : ceux d'un pays dit civilisé à un autre du même genre, pour lesquels le BSI pourrait aisément solliciter des actions bilatérales ; et ceux d'un pays dit arriéré à un dit civilisé, pour lesquels le BSI aurait moins de marge de manœuvre. Le Patron campe néanmoins sur sa position : les socialistes ont pour devoir de s'opposer à toute mesure restrictive. Mais tandis que Walecki du PPS relève que ce distinguo, étant élastique et subjectif, risque de faire le jeu des nationalistes, Vaillant minimise la dimension prohibitive du projet de Coutant, relevant qu'il prévoit l'égalité des salaires et des conditions de travail, réitère que les restrictions sont justement le meilleur moyen d'endiguer provisoirement les menées nationalistes, et exige que la motion Vandervelde s'applique explicitement aux seuls pays d'un même niveau de culture. Il est soutenu en ce sens par les délégués allemands, néerlandais et britanniques. Une deuxième diatribe s'ouvre à son tour : portant cette fois-ci sur la compétence du BSI de se prononcer sur une question qui ne concerne qu'une poignée de pays, elle débouche finalement dans une discussion sur le droit d'anticiper en plénière du BSI un débat théorique qui doit avoir lieu en congrès. À un extrême, Vandervelde reconnaît que si les assises demeurent souveraines, « dans le cas spécial actuel, il y a une intervention socialiste qui s'impose d'urgence, avec toute l'autorité de la sanction que lui donnera le Bureau¹⁵⁰³ » : en somme, dans l'immédiat le BSI aurait droit de sanctionner moralement la tactique de Coutant et apparentés, même si le congrès devait finalement donner raison en principe à ces deniers. À l'autre extrême, Van Kol exige que l'on s'en remette au

décembre 1902).

¹⁵⁰¹ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 86.

¹⁵⁰² *Idem.*

¹⁵⁰³ *Ibidem*, p. 88.

congrès au lieu de ne résoudre que partiellement la question au BSI. Dans la recherche d'une formule transactionnelle, Anseele envisage pour la première fois la possibilité d'un BSI à plusieurs vitesses : « Sur une question plutôt restreinte, la motion Vandervelde devrait faire l'objet d'une délibération des délégués français, belges et italiens, seuls intéressés¹⁵⁰⁴ ». L'idée est soutenue par Troelstra, et la plénière adopte finalement une autre motion alternative à celle de Vandervelde :

« Le Bureau, considérant que la question [...] est à l'ordre du jour du Congrès d'Amsterdam, qu'il appartient à ce dernier de la trancher par voie de résolution générale ; Considérant, d'autre part, que les délégués sont unanimes à condamner le principe des propositions de lois déposées par certains députés nationalistes et tendant à proscrire les ouvriers des pays voisins, invite les mandataires socialistes des pays intéressés – pour le cas où ces propositions viendraient à l'ordre du jour avant le Congrès d'Amsterdam – à rechercher, de commun accord, les moyens les plus efficaces pour amener le rejet de ces mesures de proscription¹⁵⁰⁵ ».

Chef d'œuvre de l'art du compromis dont le BSI doit faire preuve, la motion fait entorse au principe de souveraineté des congrès en même temps qu'elle le réaffirme. Si elle condamne bel et bien les mesures restrictives, elle ne le fait qu'au prisme des projets de loi des nationalistes – sauvant par-là l'honneur du PSdF –, et à l'égard des migrants « des pays voisins » que l'on suppose d'un même niveau de culture – épousant la vision de Vaillant sans pour autant contredire ouvertement celle de Vandervelde. Surtout, la motion se veut d'ordre général en même temps qu'elle admet que l'agitation ne devra concerner que certains pays. Les apparences sont sauvées : au lieu de faire signer le document aux seules sections nationales concernées, c'est le Bureau en tant que tel qui a pris position, tout en admettant que la coordination en la matière ne sera que partielle. Et ce, sans ingérence, puisque le BSI se cantonne à inviter les élus concernés à s'entendre les uns les autres. Par la suite, effectivement, seuls les groupes parlementaires italien, autrichien, français, allemand, suisse et belge sont informés directement par Serwy de la motion¹⁵⁰⁶, tandis que les autres doivent se contenter d'en prendre connaissance par le compte-rendu de la plénière, sans trop savoir ce que l'on attend d'eux.

La III^e plénière ayant donné un avant-goût des fractures transnationales sur les migrations économiques, la crainte qu'elles éclatent de façon dramatique à Amsterdam finit par réconcilier Belges et Français. À la IV^e plénière, Vaillant tient des propos rassurants quant aux intentions

¹⁵⁰⁴ *Idem.*

¹⁵⁰⁵ *Ibidem*, p. 88-89

¹⁵⁰⁶ *Ibidem*, p. 96.

des élus du PSdF, et accepte que Vandervelde, pour s'en assurer lui-même, s'invite au nom du BSI à la réunion du groupe parlementaire français qui, fin février 1904, devait délibérer en voie définitive sur les projets de lois visant à taxer les ouvriers étrangers. Même si Giacinto Menotti Serrati note à ce propos que « le Secrétariat international de Bruxelles doit intervenir pour rappeler ces camarades à une attitude plus socialiste¹⁵⁰⁷ », les élus français réservent un bon accueil à Serwy et à Ferri (qui remplacent finalement Vandervelde), et s'en tiennent effectivement aux engagements pris par Vaillant plus tôt dans le mois, repoussant en bloc les textes des députés nationalistes¹⁵⁰⁸. Morizet émet même l'avis que, par son entremise, le BSI « a réalisé l'accord des diverses fractions sur la question de l'emploi des ouvriers étrangers¹⁵⁰⁹ ». Satisfaits, les Belges vont donc en rester là en l'attente du congrès d'Amsterdam. Mais ici, l'on se rend compte bientôt que le traitement des migrations économiques est problématique bien au-delà du cas français et des autres pays sélectionnés par Serwy lorsqu'il avait été question de mettre en exécution la motion équilibrante de juillet 1903. Il apparaît qu'un BSI à plusieurs vitesses n'aura guère assuré un apaisement préalable, puisque ce sont précisément les partis laissés pour compte en 1903 qui prennent la tête des deux camps qui s'affrontent aux assises. Déjà dans les rapports d'activité transmis au BSI, la SF danoise¹⁵¹⁰ et le SLP étatsunien¹⁵¹¹ émettent des réflexions diamétralement opposées sur le supplantage, pendant que seul le Sozialdemokratesch Partei (SP-L) luxembourgeois ose demander une intervention accrue du BSI pour aller plus loin que les vœux platoniques et philanthropiques en vue d'organiser réellement les ouvriers migrants tant entre eux qu'avec les nationaux¹⁵¹². Durant les assises, tant en commission qu'en assemblée, une petite majorité se range derrière une résolution d'Ugarte du PSA, tandis qu'une importante minorité se coalise autour d'une résolution portée par Van Kol du SDAP-N, Hillquit et A. Lee du SPoA, et Claude Thompson du SL-A¹⁵¹³. Malgré leurs nombreux points communs, la majorité condamne les législations empêchant l'emploi d'étrangers de toute origine et exige même « des mesures tendant à réformer la législation, afin que les ouvriers émigrés acquièrent aussitôt que possible les droits politiques et civils¹⁵¹⁴ », tandis que la minorité opère un *distinguo* notamment pour les « ouvriers de nationalités arriérées, comme les Chinois, les Nègres [...] souvent importés par

¹⁵⁰⁷ Giacinto MENOTTI SERRATI, « Per la nostra emigrazione », *Il Socialismo*, vol. 3, n° 6, 1904, p. 88.

¹⁵⁰⁸ Voir *Avanti!*, 26 février 1904, p. 3.

¹⁵⁰⁹ MORIZET, « Le congrès d'Amsterdam », art. cit., p. 387.

¹⁵¹⁰ *L'Organisation socialiste et ouvrière...*, op. cit., p. 251.

¹⁵¹¹ Voir *Congrès Socialiste International. Amsterdam...*, op. cit., p. 928-929.

¹⁵¹² Voir *L'Organisation socialiste et ouvrière...*, op. cit., p. 136-138.

¹⁵¹³ *Sixième Congrès Socialiste International tenu à Amsterdam...*, op. cit., p. 118-122.

¹⁵¹⁴ *Idem*.

des capitalistes pour nuire aux ouvriers indigènes en travaillant pour un minimum de salaires », et dont l'emploi « sert à détruire l'organisation des ouvriers et par là à arrêter le progrès et la réalisation du socialisme »¹⁵¹⁵. La fracture s'avérant insurmontable, le congrès décide de renvoyer la question au suivant pour avoir d'ici là un aperçu plus clair des tenants du débat¹⁵¹⁶. Et grâce à un vœu d'Hardie, dans cet intervalle c'est précisément le BSI qui est chargé de résoudre l'impasse via l'élaboration d'un document transactionnel entre majorité et minorité¹⁵¹⁷. Ce qui est perçu comme étant d'autant plus facile par le fait qu'Ugarte, Van Kol et Hillquit eux-mêmes en sont membres. Ainsi, le congrès d'Amsterdam ne valide qu'à moitié la démarche osée de la III^e plénière : l'on reconnaît rétroactivement que le BSI a fait preuve de prévoyance en anticipant le débat théorique sur les migrations, tant qu'on lui en confie l'achèvement, mais en même temps la perspective d'un BSI à plusieurs vitesses, découlant de l'idée-reçue selon laquelle les migrations n'intéressaient pas tout le monde en égale mesure, se retrouve tacitement remise en cause à l'épreuve des faits. Surtout, le vœu d'Hardie crée un précédent important dans l'évolution des rapports hiérarchiques entre des congrès souverains et leur organe exécutif. Il admet en effet le recours à un principe de subsidiarité : là où les assises se révèlent incapables de produire un compromis satisfaisant, elles peuvent choisir en dernière instance de saisir le BSI, dont on sous-entend la supériorité qualitative du travail qu'il pourrait réaliser. L'institution centrale se voit ainsi autorisée à déposer aux congrès des projets de résolution en son nom, non plus seulement sur des questions ponctuelles essentiellement symboliques comme pour la motion de soutien à Ferri, mais précisément sur des sujets clivants. Ce qui présuppose que les délégués du BSI devraient s'efforcer de ne pas fonctionner selon des logiques inter-nationales, afin de ne pas reproduire à petite échelle les mêmes impasses des congrès.

Au passage, c'est encore Anseele qui au congrès envisage une Internationale à plusieurs vitesses autour de l'ordre du jour *Règles internationales de la politique socialiste* : tandis que le PSdF pointe qu'« à un mal international [le révisionnisme], il faut un remède international¹⁵¹⁸ », le Gantois énumère les pays où l'hypothèse ministérialiste ne se présente pas encore (Russie, Pologne, Bulgarie, Espagne, Japon), et suggère qu'ils devraient donc s'abstenir de voter¹⁵¹⁹. La virulence de son allocution soulève des protestations, notamment

¹⁵¹⁵ *Idem.*

¹⁵¹⁶ Voir THOMAS, « Le Congrès d'Amsterdam », art. cit., p. 285.

¹⁵¹⁷ Voir *Sixième Congrès Socialiste International tenu à Amsterdam...*, op. cit., p. 122.

¹⁵¹⁸ MORIZET, « Le congrès d'Amsterdam », art. cit., p. 390.

¹⁵¹⁹ *Sixième Congrès Socialiste International tenu à Amsterdam...*, op. cit., p. 108-112

d'Iglesias qui rétorque ne pas vouloir « d'une Internationale où il y aurait des grandes puissances socialistes et des petites nationalités en tutelle¹⁵²⁰ », et l'idée est vite enterrée.

Avant Amsterdam, la perspective d'un BSI à plusieurs vitesses, en tant que facteur de déblocage par défaut, émerge d'autant plus nettement dans le feu d'une énième politique axée cette fois-ci sur l'attitude du socialisme à l'égard des politiques racistes. L'affaire du report de la II^e plénière résulte encore déterminant, puisque lorsqu'elle se tient finalement en décembre 1902, l'humeur vengeur d'Hyndman dicte une importante décision de procédure. En effet, pour attaquer le CE, il prend à prétexte le manifeste qu'il avait signé seul en octobre 1901 à propos des massacres arméniens. Si la procédure n'avait visiblement pas posé de problème à Hyndman à l'époque, qui n'en avait pas dit mot à la I^e plénière de décembre 1901, il accuse désormais les Belges de ne pas avoir collecté les signatures individuelles des délégués nationaux avant de rendre public le manifeste. À rien ne vaut le fait que Serwy répète que le CE était légitimé à agir sur la base d'une motion adoptée aux assises parisiennes : son bilan est fragile, et l'assemblée donne gain de cause à Hyndman. Ses critiques sont transformées dès lors en une règle générale de conduite : « Aucun manifeste ne pourra être lancé sans avoir reçu l'approbation des délégués au Bureau Socialiste International¹⁵²¹ ». Or, cette règle stricte de l'unanimité condamne le BSI à l'inaction dans les sujets qui ne font pas encore l'objet d'un consensus transnational. Serwy songe à la surmonter en s'appuyant sur une règle informelle qui avait émergé au cours du dossier sud-africain, à savoir le principe de primauté des partis directement concernés. Mais au lieu de se compléter, les deux règles s'entrechoquent : la diatribe qui traverse le BSI entre septembre et novembre 1903 quant au lynchage des Noirs aux Etats-Unis va donc provoquer une nouvelle révision de méthode.

L'idée de publier un manifeste à ce sujet émane de Cambier et Gérault-Richard. *La Petite République* tout particulièrement avait entrepris une campagne d'opinion¹⁵²² après une énième émeute raciste survenue en juillet 1903 à Wilmington (Delaware)¹⁵²³, et comptait appuyer les efforts du président T. Roosevelt pour mettre fin à la pratique du lynchage¹⁵²⁴. Serwy consulte les délégués le 10 septembre¹⁵²⁵ : il reçoit les avis favorables des partis italien, belge, allemand,

¹⁵²⁰ *Sixième Congrès Socialiste International tenu à Amsterdam...*, op. cit., p. 113.

¹⁵²¹ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 61.

¹⁵²² Voir Alfred Léon GÉRAULT-RICHARD, « Sauvages blancs », *La Petite République*, 30 juillet 1903, p. 1 ; Raoul VAUTIER, « Préjugés de couleurs », *La Petite République*, 5 août 1903, p. 1.

¹⁵²³ Voir *La Petite République*, 24 juillet 1903, p. 2.

¹⁵²⁴ Voir Alfred Léon GÉRAULT-RICHARD, « Un homme », *La Petite République*, 17 août 1903, p. 1.

¹⁵²⁵ Voir IISG, Karl Kautsky Papers, G3-54-137, Circulaire de V. Serwy, 10 septembre 1903.

bulgare et luxembourgeois¹⁵²⁶, mais aussi des critiques de méthode. Vaillant notamment indique que la question du lynchage est d'ordre humanitaire et donc « en dehors des fonctions normales¹⁵²⁷ » du BSI : pour que celui-ci puisse intervenir, il est donc indispensable qu'il soit sollicité par les partis directement concernés, ou au moins qu'il reçoive de façon expresse leur avis favorable ainsi que leur analyse socialiste en la matière – ce qu'exige aussi le SDAP-N –. Le secrétaire en tout cas avait vu venir le coup : préférant prévenir plutôt que guérir, il avait déjà pris soin de contacter la section étatsunienne et avait déjà reçu un avis très favorable d'Herron du SPoA¹⁵²⁸, ainsi qu'une résolution adoptée *ad hoc* par le parti comme base de texte pour le manifeste du BSI¹⁵²⁹. Celui-ci paraît le 22 novembre 1903, avec une liste de signatures de tous les délégués nationaux. Il dénonce le lynchage et d'autres traitements dégradants subis par les Noirs, les analysant au prisme de causes économiques : depuis l'abolition de l'esclavage, le patronat les utiliserait comme « élément de combat contre le travailleur blanc organisé¹⁵³⁰ », grâce à l'introduction d'une logique de guerre de races conçue pour désorganiser la classe ouvrière. De là, il pointe que la question raciale est désormais un problème ouvrier, et qui trouve sa solution dans l'unité de classe contre toute différence de race ou de religion. Il ne suggère aucune piste d'action et n'envisage aucune coordination ultérieure du BSI, s'en remettant simplement aux partis concernés.

Or, la diatribe idéologique qui se déclenche est d'une rare virulence. Les seuls à être pleinement satisfaits du manifeste sont ses initiateurs eux-mêmes et le SDAP-N¹⁵³¹, mais au-dessus de tous Clemenceau, qui exprime précisément le point de vue humanitaire dont Vaillant avait horreur :

« L'institution me paraît singulièrement heureuse de ce tribunal d'opinion qui, sans aucun pouvoir d'Etat et redoutable pourtant par l'universalité et la force des sentiments auxquels il fait appel, cite à sa barre et condamne, des hauteurs de la conscience humaine, les grands méfaits aussi bien des gouvernements que des peuples eux-mêmes, non moins sujets à faillir que leurs dirigeants. [...] Il faudrait faire rougir les criminels en suscitant contre eux la condamnation de la conscience humaine. C'est ce que tente le Bureau socialiste international. Aidons-le¹⁵³² ».

¹⁵²⁶ Voir Victor SERWY, « Bureau Socialiste International. Réponse à Hyndman », *La Petite République*, 5 décembre 1903, p. 1.

¹⁵²⁷ HAUPT, HOWORTH, « Edouard Vaillant... », art. cit., p. 247-248 (Lettre d'E. Vaillant à V. Serwy, 13 septembre 1903).

¹⁵²⁸ La réponse d'Herron est reproduite in SERWY, « Bureau Socialiste... », art. cit., p. 1.

¹⁵²⁹ La résolution est reproduite in *Wilshire's Magazine*, vol. 6, n° 1, 1904, p. 44-45.

¹⁵³⁰ Voir IISG, Karl Kautsky Papers, G3-138-147, *Aux Travailleurs de tous les Pays !*, 22 novembre 1903.

¹⁵³¹ Une lettre de Van Kol est reproduite in SERWY, « Bureau Socialiste... », art. cit., p. 1.

¹⁵³² Georges CLEMENCEAU, « Appel à la Conscience Humaine », *L'Aurore*, 29 novembre 1903, p. 1.

Le premier critique du manifeste est cependant le parti directement concerné, puisqu'Herron notifie à Serwy que le SPoA trouve le ton trop édulcoré et qu'il en aurait préféré un plus catégorique. Le mécontentement reste néanmoins confidentiel jusqu'au congrès du SPoA de mai 1904 à Chicago, où Herron décline toute responsabilité du contenu du manifeste et prononce un bilan du BSI sans appel :

« Ce Bureau ne correspond pas aux buts pour lesquels il a été créé. Il sert uniquement à maintenir des discussions futiles. Seulement l'action des membres socialistes des divers Parlements européens contre la guerre d'Afrique du Sud, qui a été organisée par le Bureau de Bruxelles, a eu de l'importance et de la valeur de propagande, [...] mais au-delà de ça le Bureau n'a donné aucun résultat, par conséquent donc ça ne vaut pas la peine que des camarades surchargés de travail se réunissent de toutes les parties du globe deux fois par an à Bruxelles, avec un énorme gâchis d'argent et d'énergie¹⁵³³ ».

De là, il en appelle à que le BSI se donne les moyens pour ne pas manquer son rendez-vous avec l'Histoire :

« Ce serait incommensurablement digne d'intérêt que le mouvement socialiste international soit fusionné dans un grand et dynamique corps mondial ; que le mouvement Socialiste de toutes nations puisse agir ensemble comme une seule voix, et une seule puissance, sur chaque grande question dans chaque nation ; qu'il puisse agir en tant qu'équilibre des pouvoirs sur lequel chaque nation devrait compter. Le rêve poétique de la fédération mondiale et du parlement des hommes a son germe dans le Bureau Socialiste International, et c'est seulement par la reconnaissance de cela, et par une compréhension plus large des possibilités et de la signification du bureau, qu'il peut justifier et développer son existence¹⁵³⁴ ».

Ainsi, cette première insatisfaction à l'égard du manifeste se résout par le haut, puisque c'est à ce congrès que le SPoA, qui jusqu'alors n'avait pas encore réellement contribué aux finances du BSI, s'engage à lui verser annuellement 1.000 frs dans l'espoir qu'il puisse être plus utile à l'avenir. Mais une deuxième polémique oppose en parallèle Hyndman à Serwy et Cambier dans la presse française, où déjà la revue *Etudes socialistes* jetait de l'huile sur le feu en remarquant qu'« on ne sabre pas encore assez copieusement dans la vieille France pour que s'en émeuvent les plénipotentiaires du Bureau international¹⁵³⁵ ». Entre fin novembre et fin décembre 1903, ils se livrent bataille dans *La Petite République* tant sur le fond du manifeste que sur sa

¹⁵³³ Cité in Ernest UNTERMANN, «Il congresso dei socialisti americani », *Il Socialismo*, vol. 3, n° 11, 1904, p. 165-166.

¹⁵³⁴ George D. HERRON, « Report of the International Bureau by the Secretary for the United States », *International Socialist Review*, vol. 4, 1903-1904, p. 743-744.

¹⁵³⁵ *Etudes socialistes*, vol. 1, n° 6, 1903, p. 381.

procédure. Hyndman proteste en effet du fait que sa signature ait été rajoutée malgré son avis contraire vis-à-vis de la thèse des causes économiques du lynchage¹⁵³⁶. Serwy explique alors que, Hyndman et Quelch ayant été les seuls délégués à refuser de signer, il a « agi conformément aux décisions prises par le Bureau, disant que celui-ci ne peut lancer un manifeste spécial à un pays qu'avec l'assentiment de celui-ci tout d'abord, et ensuite avec celui de la majorité des nations¹⁵³⁷ ». Ce à quoi Hyndman rétorque :

« Nos camarades belges sont d'avis qu'ils avaient le droit de signer mon nom au manifeste [...] parce que Herron et Van Kol croient que ce lynchage est dû aux causes économiques, et moi je ne le crois pas. Voilà un point de vue que je ne puis pas accepter. [...] Mais si j'avais tout à fait tort, si j'étais même dans une infime minorité, évidemment les autres membres du Bureau n'avaient pas le droit, à ce qu'il me semble, de m'associer aux sentiments qui ne sont pas les miens, surtout sans m'envoyer une esquisse du manifeste lui-même¹⁵³⁸ ».

Cambier intervient à son tour pour défendre le manifeste : le BSI avait le devoir de mettre « à leur tour au ban de l'humanité » les racistes étatsuniens tout comme par le passé « il a cloué au pilori de l'histoire les assassins russes et turcs »¹⁵³⁹. Hyndman lui répond que son mode de raisonnement est trop simpliste, et persiste à vouloir fomenter une fronde contre Serwy : « Le seul membre du Bureau avec qui j'en ai causé est tout à fait de mon avis sur ce point-là. Peut-être y en a-t-il d'autres¹⁵⁴⁰ ». Cambier accuse alors le Britannique de cacher derrière sa diatribe sur les causes du lynchage, son opposition au principe même que les socialistes dénoncent le racisme : il avait en effet refusé de signer le manifeste avant même d'en connaître le contenu¹⁵⁴¹. Démasqué, Hyndman publie un dernier article où il raidit encore plus sa position, déclarant qu'il est trop simpliste d'affirmer que n'importe quel phénomène sociétal trouve ses causes dans le système capitaliste¹⁵⁴².

C'est dans ce climat que, un mois et demi plus tard, la IV^e plénière aborde un ordre du jour *Règles d'action du secrétariat*, voué à définir « dans quelles conditions le secrétariat

¹⁵³⁶ Voir Henry M. HYNDMAN, « La haine de race aux Etats-Unis », *La Petite République*, 30 novembre 1903, p. 1.

¹⁵³⁷ SERWY, « Bureau Socialiste... », art. cit., p. 1.

¹⁵³⁸ Henry M. HYNDMAN, « La Haine de races dans les Etats-Unis », *La Petite République*, 11 décembre 1903, p. 1.

¹⁵³⁹ Achille CAMBIER, « Les Haines de races aux Etats-Unis », *La Petite République*, 14 décembre 1903, p. 1.

¹⁵⁴⁰ Henry M. HYNDMAN, « Les Haines de race aux Etats-Unis », *La Petite République*, 17 décembre 1903, p. 1.

¹⁵⁴¹ Voir Achille CAMBIER, « Les Haines de race aux Etats-Unis », *La Petite République*, 18 décembre 1903, p. 1.

¹⁵⁴² Voir Henry M. HYNDMAN, « Les Haines de race aux Etats-Unis », *La Petite République*, 23 décembre 1903, p. 1.

international peut agir au nom de l'Internationale¹⁵⁴³ ». Remarquons au passage que le volet théorique de la polémique, c'est-à-dire sur les causes du racisme, n'y est pas abordé et ne le sera pas non plus par la suite. Vandervelde exprime son chagrin pour la tournure prise par la controverse et « pense que l'assemblée sera unanime pour regretter qu'un de des membres attaque une décision du Bureau International dans un journal socialiste, qui n'est pas même l'organe d'un Parti¹⁵⁴⁴ ». Mais Hyndman s'est fait porter absent, et laisse Watts prendre sa défense. Cependant, pour ce qui relève de la procédure, c'est Vaillant qui s'érige en avocat de la SDF. Il s'invente en effet que sur le lynchage, le principe de primauté des partis directement concernés s'appliquait certes aux Etats-Unis d'abord, mais à la Grande-Bretagne aussi ensuite : Serwy aurait donc dû obtenir l'assentiment préalable des Britanniques, afin d'aboutir à une unanimité qui serait d'ailleurs nécessaire pour la publication de tout manifeste. Vandervelde rappelle alors toutes les étapes de l'iter procédural suivi par le secrétaire, et en conclut que celui-ci a bien fait de rajouter quand même les signatures d'Hyndman et Quelch étant donné qu'ils ont été les seuls à donner un avis défavorable. Le Patron suggère ainsi que le BSI n'est pas une simple somme de délégués, mais une institution collégiale à part entière et qui fonctionne selon un principe de démocratie majoritaire, où la majorité engage derrière elle la minorité et ses individualités. Cependant, sa position s'avère perdante au bout d'un échange qui n'est pas rapporté dans les divers comptes rendus : dans l'Internationale des autonomies nationales, elle ne peut être perçue que comme une forme de tyrannie de la majorité. En effet, la plénière acte que la règle générale est désormais que « les manifestes du Bureau International seront signés des noms des délégués des diverses nationalités, sauf ceux des délégués qui auraient formellement refusé leur signature¹⁵⁴⁵ ». Haupt remarque à propos de cette décision qu'elle « assura au BSI une plus grande facilité de manœuvre et permit de lancer des manifestes à l'occasion de tout événement d'importance internationale¹⁵⁴⁶ ». Le constat mérite cependant d'être nuancé, puisque la décision a des conséquences ambivalentes. D'un point de vue quantitatif, le BSI s'émancipe formellement de la contrainte de l'unanimité, et par conséquent le CE va disposer théoriquement d'une plus grande liberté d'action pour démultiplier sa pratique déclaratoire. Mais d'un point de vue qualitatif, la valeur morale de chaque manifeste varie désormais en fonction des majorités qui peuvent être réunies au cas par cas. En effet, la logique n'est pas qu'un manifeste adopté à la majorité engage la minorité aussi, mais plutôt que

¹⁵⁴³ HAUPT, *Bureau Socialiste International*..., *op. cit.*, p. 102.

¹⁵⁴⁴ *Idem.*

¹⁵⁴⁵ *Idem.*

¹⁵⁴⁶ HAUPT, *La Deuxième Internationale 1889-1914*..., *op. cit.*, p. 56.

celle-ci est complètement déresponsabilisée à son égard. Si déjà auparavant l'unanimité n'était que de façade, puisque chaque parti disposait d'un droit de retrait informel consistant dans la non-application des décisions collectives, ce même droit est désormais formellement établi (certes, à condition que le refus soit notifié explicitement). Et puisque l'Internationale garde toujours un esprit de compromis qui la pousse à rechercher quand même l'unanimité (l'exemple du débat sur les migrations à Amsterdam est parlant), la formalisation de ce droit de retrait ne fait que bloquer informellement le BSI. Pour être légitime et efficace, il va en effet de toute façon continuer de tenter de bricoler des consensus au cas par cas, mais avec une difficulté supplémentaire. C'est là une des raisons qui expliquent la baisse quantitative de manifestes du BSI relevée par Callahan peu après l'arrivée de Huysmans¹⁵⁴⁷ : la IV^e plénière ayant affaibli *de facto* cet outil d'expression en même temps qu'elle l'a libéré des contraintes de procédure, le nouveau secrétaire tentera d'employer d'autres moyens pour engager toutes les sections dans l'action, plutôt que de multiplier des manifestes majoritaires et risquer des polémiques pour si peu.

c) Pour l'unité, des « bons offices » à géographie variable

Bien que Jaurès écrit en septembre 1900 que « l'unité socialiste française se développera dans l'unité socialiste internationale¹⁵⁴⁸ », le congrès de Paris n'avait envisagé pour le BSI aucun rôle de garant de l'unité interne des partis, ni de promoteur de l'unification entre partis rivaux. Il était tout simplement impossible d'accorder une présomption de bonne foi sur un sujet aussi délicat à une institution qui n'existait pas encore, alors même que les affaires Bernstein et Millerand l'avaient déjà faite envisager à certains comme une sorte de tribunal. Cependant, on a vu que dans la suite du congrès Vandervelde avait adopté une posture conciliatrice afin de maintenir l'unité de l'Internationale, conformément d'ailleurs à ce qu'il évoquait déjà au cours de sa tournée triomphale en France en amont des assises. Et ce qui était ressorti du débat sur la motion Kautsky, c'était que l'Internationale n'avait pas vocation de trancher sur des questions de tactique, mais de pacifier les diverses écoles en recherchant des dénominateurs communs sur les questions de principe. Lorsque le BSI se constitue, la règle de l'autonomie nationale ne lui permet évidemment pas d'intervenir en son nom dans la cuisine interne des partis. Toutefois,

¹⁵⁴⁷ Voir CALLAHAN, *Demonstration Culture...*, op. cit., p. 200.

¹⁵⁴⁸ Jean JAURÈS, « La victoire de l'unité », *La Petite République*, 25 septembre 1900, p. 1.

il en va autrement pour le *no man's land* que sont les sections nationales : précisément car il s'agit d'artifices mais qui constituent en même temps les unités de base du fonctionnement institutionnel de l'Internationale, leur désunion impacte le BSI, qui se considère en retour doté d'un droit de regard et légitime à intervenir dans cette intersection entre partis souverains. Le pari est donc de réussir à favoriser l'unification entre partis tout en ne pouvant pas ingérer dans leurs affaires respectives.

C'est le CE qui commence à ouvrir très tôt de son initiative des dossiers d'unification : Grande-Bretagne, Etats-Unis, Russie, Bulgarie, et surtout France. En effet, si d'après la résolution Van Kol le secrétaire doit « prendre les mesures nécessaires pour favoriser l'action et l'organisation internationale », l'unité nationale est un prérequis de son efficacité. Son mot d'ordre est la modération : pour garantir la stabilité et la longévité des unifications, il ne peut pas y avoir des partis gagnants et perdants. Vandervelde notamment transpose au plan de l'unification entre partis ses réflexions sur l'unité interne, qu'il conçoit, selon une métaphore boulangère, comme ayant besoin à la fois de levain (les ailes gauches) et de pâte de pain (les ailes droites)¹⁵⁴⁹. Déjà en novembre 1900, il écrit que ce sont les conceptions médianes qui, en remplaçant les théories sectaires et extrêmes, garantissent le mieux l'unification tant nationale que transnationale entre partis, et promet :

« Pour couronner cet immense effort, le Secrétariat international, qui s'organise en ce moment à Bruxelles, sous l'impulsion des délégués du monde entier, saura créer des nouveaux liens, toujours plus intimes et plus fraternels, entre toutes les Eglises de la catholicité socialiste¹⁵⁵⁰ ».

Si déjà ces positions rassurantes de Vandervelde convainquent du fait de confier surtout aux Belges l'invention d'un BSI promoteur de l'unification, cela se confirme d'autant plus nettement lorsqu'il apparaît que le fonctionnement collégial de l'organe central a tendance à reproduire à petite échelle les dynamiques inter-nationales des congrès. On entrevoit donc dans le CE avant même que dans le BSI l'instance pouvant se rapprocher le plus d'un fonctionnement impersonnel et *super partes*, susceptible de faire exactement l'inverse de la *fatwa* dont rêvait Hyndman, à savoir « que le Bureau Socialiste International ait, de sa propre initiative, le droit d'exclure Millerand, Jaurès, Bernstein, Vollmar, Turati, MacDonald etc¹⁵⁵¹ », ou qui était exigé

¹⁵⁴⁹ Voir *L'Humanité*, 3 octobre 1905, p. 3.

¹⁵⁵⁰ Emile VANDERVELDE, « La croissance du socialisme international », *La Grande Revue*, t. IV, vol. 15, 1900, p. 304.

¹⁵⁵¹ IISG, Jules Guesde Papers, 355-2, f° 2, Lettre d'H. M. Hyndman à C. Bonnier, 16 décembre 1903.

ouvertement par Harlakov contre les « obstacles sérieux à l'évolution du socialisme révolutionnaire¹⁵⁵² » causés à l'étranger par l'opportunisme du PSF.

D'autre part, étant donné que le CE manque d'un mandat clairement établi en la matière, il doit faire preuve d'une prudence extrême et s'occuper au cas par cas des différents dossiers, et éviter d'exprimer des considérations générales sur l'unité qui impacteraient toutes les sections concernées à la fois. Surtout, il doit procéder par tentatives, puisque comme pour les autres volets de son action politique, des règles de conduite générale ne sont actées que progressivement au fur et à mesure que des leçons sont à tirer au prisme de la pratique elle-même. Ce qui explique bon nombre de choix ambivalents et de tâtonnements au moins jusqu'au congrès d'Amsterdam, configurant l'action du CE comme étant à géographie variable, en fonction du ressenti des Belges eux-mêmes à l'égard de l'urgence de certains dossiers ou des affinités qu'ils trouvent auprès de certains interlocuteurs plutôt que d'autres. Sur la question de l'unité interne déjà, il est entendu que le BSI ne puisse pas trancher. Le CE ne peut alors, à la limite, que se féliciter rétroactivement lorsque l'unité a été maintenue en dépit des litiges – comme le fait Serwy dans le manifeste pour le 1^{er} Mai 1902 à l'égard des Italiens, Allemands, Suisses et Hongrois –. Mais cette position paradoxale d'un BSI qui peut seulement guérir et non prévenir, c'est-à-dire intervenir seulement dans l'unification et non dans l'unité, est maintenue strictement seulement à l'égard de partis qui jouent un rôle secondaire. Ainsi, rien n'est entrepris pour éviter les scissions du BRSDP et du POSDR de 1903, alors que le CE était tenu régulièrement au courant des diatribes depuis le début, ni pour celles de la SDF de 1903-1904, dont le CE avait reçu moins d'informations. Le CE ne peut se mettre au travail que lorsque la rupture est déjà consommée, mais recoller les morceaux s'avère d'autant plus difficile. En revanche, la France fait figure d'exception, car lorsque Vandervelde a vent d'une probable scission du Groupe des étudiants collectivistes de Paris, il se saisit de sa double casquette nationale et transnationale pour s'immiscer de l'affaire. Le 20 octobre 1901, il adresse une lettre ouverte à Longuet qui, reproduite aussi hors de France¹⁵⁵³, contribue à créer le climat propice qui va finalement éviter la scission. Pour lui démontrer qu'il est tout à fait possible de ne pas « ajouter un chapitre à l'histoire des divisions du socialisme français¹⁵⁵⁴ », il ne choisit pas son exemple au hasard, mais se réfère précisément à une autre personne pouvant jouir de la même double casquette :

¹⁵⁵² HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, note n° 16, p. 80.

¹⁵⁵³ Voir par exemple *Avanti!*, 11 novembre 1901, p. 1.

¹⁵⁵⁴ Émile VANDERVELDE, « Les Polémiques entre Socialistes français », *Le Mouvement socialiste*, t. III, 1901, p. 516.

« Tous les motifs de divisions qui existent en France, se retrouvent, sous d'autres formes, en Belgique. Mon ami Edouard Anseele, par exemple, est aussi "ministérieliste" que je le suis peu. Il nous arrive souvent de disputer sur ces choses [...]. Mais, pratiquement, nous sommes d'accord pour nous incliner, par avance, devant les décisions du prolétariat organisé, juge en dernier ressort¹⁵⁵⁵ ».

Sur la question de l'unification des partis rivaux, ensuite, le CE insiste dès novembre 1900 pour que les sections nationales tiennent urgemment des entrevues pour discuter des mandats au BSI¹⁵⁵⁶. Mais il n'est acté qu'en décembre 1901 que le BSI n'a aucun droit de s'immiscer dans la répartition des deux sièges dont dispose chaque section, au prisme des tentatives faites en plénière pour convaincre la SDF de faire de la place à l'ILP¹⁵⁵⁷ (le CE ayant insisté dès mai 1901 pour inscrire un ordre du jour *La délégation anglaise*¹⁵⁵⁸). Ce sont d'ailleurs Hyndman et Quelch qui tirent les leçons générales de cette affaire :

« Il n'appartenait pas au Bureau de décider, ni à l'ILP seul de nommer un délégué et la SDF un autre, car les délégués étaient choisis par l'ensemble de la délégation et si chaque section représentée devait prétendre envoyer un délégué au Comité [Bureau], celui-ci cesserait d'être un comité et deviendrait un congrès¹⁵⁵⁹ ».

Ainsi, avant cette date, le CE fait des choix qui se révèlent contreproductifs. Par exemple, lorsque les divisions se cristallisent au congrès général des organisations socialistes françaises de mai 1901 à Lyon, il décide de confier les deux sièges français du BSI à la seule fraction jaurésienne, la reconnaissant comme étant l'émanation légitime du processus d'entente entamé depuis 1899. Ce qui bien sûr irrite fortement les guesdistes et les blanquistes, et qui envenime les litiges en France même. Et si l'insistance de Vaillant¹⁵⁶⁰ conduit finalement le CE à revenir sur sa décision, la confiance est déjà rompue entre l'ancien communard et le secrétaire international. En retour, le PSF n'hésitera pas, pour se légitimer en tant que représentant authentique du socialisme français au congrès d'Amsterdam, à ressortir le même argument avec lequel le CE avait accrédité les seuls jaurésiens en 1901. Mais après la décision de principe de décembre 1901 sur la non-ingérence dans la répartition des sièges, le CE a l'excuse parfaite pour laisser traîner des dossiers sur lesquels il n'était pas à l'aise, notamment celui des Etats-

¹⁵⁵⁵ *Ibidem*, p. 517-518.

¹⁵⁵⁶ Voir *Le Peuple*, 15 novembre 1900, p. 1.

¹⁵⁵⁷ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 43.

¹⁵⁵⁸ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2302, f° 7, Circulaire du CE du BSI, 18 mai 1901.

¹⁵⁵⁹ *International Socialist Review*, vol. 2, 1901-1902, p. 596.

¹⁵⁶⁰ Voir HAUPT, HOWORTH, « Edouard Vaillant... », *art. cit.*, p. 240-241 (Lettre d'E. Vaillant à V. Serwy, 16 août 1901) ; p. 243-244 (Lettre d'E. Vaillant à V. Serwy, 5 novembre 1901).

Unis. Sauf que le fait que rien ne soit entrepris en dehors d'un rappel *pro forma*¹⁵⁶¹ pour convaincre le SLP de se faire à nouveau représenter au BSI et, par-là, de trouver un terrain d'entente avec le SPoA, crée finalement une situation délétère. Dans *L'Avenir social*, que ce soit dans son bulletin international ou dans d'autres rubriques, Serwy a tendance à ne pas traiter sur un pied d'égalité les deux partis étatsuniens : il penche nettement du côté du SPoA, le présentant comme un parti unifié, tandis qu'il ne rate pas une occasion pour relever que le SLP est en perte de vitesse et de prestige, voire en train de se désagréger¹⁵⁶². Et alors que les diatribes entre SPoA et SLP s'invitent à la I^e convention annuelle de la *Federazione Socialista Italiana* de septembre 1903 à West Hoboken (New Jersey), Serwy adresse aux congressistes une lettre au nom du BSI les informant que, pour l'instant, le seul parti reconnu officiellement aux Etats-Unis était le SPoA¹⁵⁶³. Il en va de même pour la Grande-Bretagne, où les campagnes de harcèlement d'Hyndman à l'adresse du CE déterminent une baisse de l'enthousiasme de Serwy vis-à-vis d'une perspective d'unité entre SDF et ILP, tant qu'en 1903 il va jusqu'à écrire, dans le bulletin international de *L'Avenir social*, qu'il n'y a plus de doute qu'un véritable parti ouvrier est en train de se former en Grande-Bretagne grâce à la façon dont l'ILP a permis au LRC de se rapprocher du socialisme en maintenant une tactique indépendante vis-à-vis de libéraux et radicaux¹⁵⁶⁴.

Or, malgré ces contradictions et revirements, le CE parvient tout de même à déployer une pratique plutôt féconde. Pour surmonter l'absence de mandat formel et l'impossibilité de trancher, il s'invente une panoplie d'outils de *soft power* susceptibles au moins de créer un climat favorable à l'apaisement. Ce qui explique pourquoi, à Amsterdam, le rôle entremetteur du BSI puisse être aisément reconnu en voie officielle : les « bons offices » qu'on lui attribue en 1904 était déjà en cours d'expérimentation depuis quatre ans. Premièrement, le CE essaye de démultiplier les espaces de dialogue *de visu* en dehors des plénières. Déjà en octobre 1901, lorsque Serwy se rend à Londres pour traiter du dossier sud-africain, il en profite pour prendre la température chez la SDF et l'ILP à propos d'unification. Et lorsqu'à la I^e plénière Hyndman et Quelch se disent prêts à trouver un arrangement avec l'ILP pour les sièges tout en regrettant que pour l'heure celui-ci avait refusé de se réunir avec eux à ce sujet, il est décidé que le CE est le plus à même pour convoquer cette entrevue en la plaçant sous la houlette du BSI, ainsi que

¹⁵⁶¹ Voir *International Socialist Review*, vol. 2, 1901-1902, p. 596.

¹⁵⁶² Voir par exemple *L'Avenir social*, t. VIII, 1903, p. 245-251 ; *id.*, p. 465.

¹⁵⁶³ Voir Silvio ORIGO, « Italian Socialist Convention », *International Socialist Review*, vol. 4, 1903-1904, p. 212-213.

¹⁵⁶⁴ Voir Victor SERWY, « Mouvement ouvrier et social international », *L'Avenir social*, t. VIII, 1903, p. 370.

pour prendre contact avec l'ILP pour lui notifier la position favorable de la SDF au partage des sièges¹⁵⁶⁵. Programmée pour janvier 1902 à Londres, la réunion n'aura finalement pas lieu car l'ILP persiste dans son refus d'entente avec une SDF dont il ne partage guère l'attitude vis-à-vis du LRC, et d'ailleurs il repousse aussi une motion d'unification que la conférence nationale de la SDF lui adresse aux Pâques 1902¹⁵⁶⁶. Deuxièmement, Serwy prend soin de donner de l'écho à tous les signes qu'il perçoit comme étant favorables à l'unification. Par exemple, fraîchement choisi pour le poste de secrétaire international, il s'efforce de fournir dans *L'Avenir social* une lecture tout autant optimiste qu'invraisemblable du très litigieux congrès général des organisations socialistes françaises de septembre 1900 à Paris : « Si diverses personnalités de la démocratie socialiste française se combattent avec une âpre ardeur, il y a au-dessus d'elles le désir intime de réaliser l'union, si pas l'unité¹⁵⁶⁷ ». Il en va de même lorsqu'il revient de son voyage à Londres en octobre 1901, puisqu'il fait part à tous les partis d'avoir entrevu des marges de manœuvre pour l'unification d'ILP et SDF dans un discours où Hyndman avait relevé que « la décadence économique de la Grande-Bretagne « appelle plus que jamais la nécessité d'une entente entre les forces ouvrières sur le terrain du socialisme¹⁵⁶⁸ ». Dans le bulletin international de *L'Avenir social* aussi, parmi les rares fois où Serwy laisse transparaître son avis, il émet à plusieurs reprises l'espoir d'unification à partir de signes qu'il interprète favorablement : par exemple, une initiative de rapprochement avec la SDF promue par les branches de Newcastle de l'ILP en mai 1902¹⁵⁶⁹, ou encore la fusion des comités exécutifs d'organisations syndicales françaises et algériennes en 1903¹⁵⁷⁰. Troisièmement, Serwy fait un large usage des adresses de sympathie pour créer un climat transnational d'attente vis-à-vis de l'unification. Par exemple, en vue du congrès général des organisations socialistes françaises de mai 1901 à Lyon, il adresse une circulaire aux partis affiliés pour proposer deux actions symboliques : qu'ils adressent un vœu d'unité au congrès de Lyon, et qu'ils autorisent le BSI à émettre ce même vœu en son nom¹⁵⁷¹. L'idée reçoit un accueil tellement favorable que le SPD va jusqu'à dire que, si le BSI lui-même envoyait ce vœu, ce serait inutile que les partis transmettent les leurs¹⁵⁷². Or, Serwy

¹⁵⁶⁵ *International Socialist Review*, vol. 2, 1901-1902, p. 596.

¹⁵⁶⁶ Voir Harry QUELCH, « Il movimento operaio in Inghilterra », *Il Socialismo*, vol. 1, n° 9, 1902, p. 136-137.

¹⁵⁶⁷ Victor SERWY, « Bibliographie », *L'Avenir social*, t. VI, 1901, p. 310.

¹⁵⁶⁸ IISG, Karl Kautsky Papers, G3-16-38, Circulaire de V. Serwy, 1^{er} novembre 1901.

¹⁵⁶⁹ Voir Victor SERWY pseud. Zéo, « Mouvement socialiste international », *L'Avenir social*, t. VII, 1902, p. 313-316.

¹⁵⁷⁰ Voir Victor SERWY pseud. Zéo, « Mouvement ouvrier et social international », *L'Avenir social*, t. VIII, 1903, p. 65.

¹⁵⁷¹ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2302, f° 6, Circulaire de V. Serwy, 24 mai 1901.

¹⁵⁷² Voir IISG, Karl Kautsky Papers, G 3-8-15, Lettre de K. Kautsky au CE du BSI, 26 mai 1901.

s'y étant pris très tard, des nombreux partis peinent à s'activer à temps¹⁵⁷³, et seuls le POB, le PSS, le PSI et le SDP-A réussissent à faire parvenir leurs vœux à Lyon¹⁵⁷⁴. La circulaire de Serwy est lue aux congrès¹⁵⁷⁵, mais dans l'ambiance morose qui y règne elle ne reçoit pas d'attention particulière, à part par Cambier qui l'instrumentalise pour demander que la déclaration finale du congrès indique que le PSR-F et l'Alliance communiste révolutionnaire (ACR) « ont abandonné nos travaux, rendant ainsi impossible l'unité, malgré l'invitation pressante et les vœux ardents formulés par le Bureau international au nom du Parti socialiste universel¹⁵⁷⁶ ». Au congrès extraordinaire du POB de mai 1902, Serwy se sert de sa double casquette pour que soit transmis au PSF et au PSdF une même adresse de félicitation pour leur succès aux élections ainsi qu'un vœu pour leur unité¹⁵⁷⁷. À la IV^e plénière de 1904, la pratique est élargie au cas russe : après avoir annoncé que « des efforts ont été faits pour fusionner les deux fractions de la Social-démocratie », Serwy fait voter une adresse où le BSI exprime « ses chaleureuses félicitations à la Social-démocratie russe, à l'occasion de son 2^e Congrès » et « constate avec une joie bien vive les efforts faits pour l'unification des forces socialistes de la Russie »¹⁵⁷⁸. Quatrièmement, enfin, le CE fait aussi recours à la pratique du silence dans un but de non-prolifération : lorsque les scissions sont minoritaires et qu'elles ont lieu dans des sections déjà surpeuplées, ignorer tout simplement les nouvelles formations revient à ne pas cautionner la désunion. Ainsi, lorsque le groupe de James Connolly et Neil MacLean se sépare de la SDF en 1903, suivi de celui de Jack Fitzgerald en 1904, le CE fait comme s'ils n'existent pas. Dans une note de synthèse publiée en vue du congrès d'Amsterdam, Serwy reconnaît l'existence seulement de SDF, ILP, LRC et *Fabian Society*¹⁵⁷⁹. Quant aux Bulgares, Serwy publie les rapports d'activités des deux fractions dans le volume pour les assises amstellodamoises, mais sa fiche de synthèse se réfère à la seule période pré-scission¹⁵⁸⁰ : une manière élégante d'esquiver une prise de position avant que le congrès n'ait tranché sur l'admission des deux formations.

Durant le congrès d'Amsterdam, sur la base de l'état d'avancement des divers dossiers ouverts par le CE, le sujet se pose sous un nouveau jour au prisme de l'épineuse question des

¹⁵⁷³ Voir par exemple FMSH, Fonds Haupt, 8D3/33/117, Lettre du BRSDP à V. Serwy, 31 mai 1901.

¹⁵⁷⁴ Voir *Troisième Congrès Général des Organisations Socialistes Françaises tenu à Lyon du 26 au 28 mai 1901. Compte rendu sténographique officiel*, Paris, Société nouvelle, 1901, p. 5 ; p. 29 ; p. 122-123 ; p. 299.

¹⁵⁷⁵ Voir *Vorwärts*, 1^{er} juin 1901, p. 3.

¹⁵⁷⁶ *Troisième Congrès Général des Organisations Socialistes Françaises...*, *op. cit.*, p. 466.

¹⁵⁷⁷ Voir *L'Aurore*, 6 mai 1902, p. 3.

¹⁵⁷⁸ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 100.

¹⁵⁷⁹ Voir *L'Organisation socialiste et ouvrière...*, *op. cit.*, p. 282.

¹⁵⁸⁰ *Ibidem*, p. 279.

admissions. Le BSI s'en saisit collectivement, et prend plusieurs dispositions importantes qui, même si parfois sont draconiennes, le configurent d'autant plus comme l'acteur clé des processus d'unification avant même le vote d'une motion en ce sens. Quant aux dissidents de la SDF, il décide de les sanctionner, les obligeant à choisir entre intégrer leur section nationale pour la vérification des mandats ou bien se retirer, ce qui se solde par leur départ¹⁵⁸¹ et une rupture durable des rapports avec le CE avant même qu'ils n'aient commencé. Mais par-là, il envoie surtout un message de fermeté à De Leon, qui semblait convaincu de pouvoir orchestrer une fronde transnationale de partis orthodoxes *socialist labor* contre les révisionnistes *social democratic*, qu'il considérait soutenus par un BSI aux abois et faisant preuve de « précipitation, incohérence et arbitraire à travers une organisation défectueuse¹⁵⁸² ». Or, dans cette offensive contre le SLP, le BSI finit par promouvoir une doctrine de l'unité qui reproduit les logiques paternalistes de la colonisation. Sur la base de la résolution *Politique coloniale* adoptée à Paris en 1900, qui préconisait « la formation de partis socialistes coloniaux adhérents aux organisations métropolitaines¹⁵⁸³ », les mandats australiens et canadiens, qui avaient été confié par procuration à De Leon, sont attribués à la section britannique, alors même que nominalement une section australienne et une canadienne étaient reconnues par le BSI depuis 1901. L'arbitraire de la procédure est extrême : d'une part, car la première séance plénière du congrès avait déjà validé le rapport de procuration produit par De Leon ; d'autre part, car la contestation de celui-ci n'émanait pas d'autres délégués australiens ou canadiens, mais d'Hyndman, qui n'avait théoriquement aucune légitimité pour ingérer dans les affaires internes d'autres sections nationales. Le *Socialist* d'Edimbourg, organe des dissidents de la SDF, va jusqu'à relever ironiquement que « la lutte de classes continue et peut continuer d'exister jusqu'à que le contraire ne soit notifié par les officiers du Bureau International¹⁵⁸⁴ ». La décision du BSI ne manque donc pas de susciter des doutes qui, s'ils ne trouvent pas de réponse aux assises, seront néanmoins centraux dans la manière dont le concept de nationalité sera réinterrogé durant le projet de réforme des modes de vote et de représentation entrepris en 1905-1907. D'autant que des problèmes similaires émergent à l'égard de la Russie. En effet, tandis qu'à sa III^e plénière il avait prétexté le critère de deux délégués maximum (tous attribués au POSDR pour ne pas aggraver sa crise) pour décliner la demande de représentation du PSR-

¹⁵⁸¹ Voir Walter KENDALL, *The Revolutionary Movement in Britain, 1900-21: The Origins of British Communism*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1969, p. 68.

¹⁵⁸² DE LEON, *Flashlights...*, op. cit., p. 87.

¹⁵⁸³ *Les Congrès Socialistes Internationaux...*, op. cit., p. 88.

¹⁵⁸⁴ Cité in DE LEON, *Flashlights...*, op. cit., p. 75-76.

R¹⁵⁸⁵, il s'avère à Amsterdam que selon certains cette règle est malléable. Pour favoriser une entente entre toutes les organisations de l'empire, alors qu'à la demande du PSR-R se rajoutent celles du Bund et du LSDSP, Adler dépose une motion qui envisage, pour la première fois expressément et formellement, la possibilité que le BSI fasse entorse à la lettre de la résolution Van Kol. Elle tend en effet à admettre que la section russe, et elle seulement, pourrait disposer de trois à quatre sièges afin de permettre la représentation des diverses nationalités et des divers courants. Elle est néanmoins repoussée après que Luxembourg ait fait remarquer que la Russie n'était pas « un musée ethnographique¹⁵⁸⁶ », et le BSI procède alors à des auditions des requérants. À leur issue, malgré l'opposition de Plekhanov et Hyndman à toute modification, il est décidé que les deux sièges de la section russe seront partagés entre POSDR (reste à savoir quelle fraction) et PSR-R¹⁵⁸⁷. Le Bund n'obtient pas de siège mais des mesures sont prises pour faciliter son accord avec le POSDR, alors que l'admission du *Latvijas Sociāldemokrātiskā strādnieku partija* (LSDSP) est ajournée pour être mieux étudiée. Bien que toutes ces dispositions soient conçues comme préalables à une unité d'action, voire à une unification du socialisme russe, l'optimisme tombe aussitôt lorsqu'Ilya Roubanovitch, du PSR-R, déclare s'abstenir du vote de la célèbre motion sur l'unification¹⁵⁸⁸.

Cependant, à Amsterdam les yeux sont rivés avant tout vers la section française, à propos de laquelle se produit finalement l'inverse que pour les Russes : le congrès s'ouvre sur des notes pessimistes, mais se termine dans l'euphorie. Serwy ne comptait pas faire des assises une étape clé pour avancer dans ce dossier, il espérait tout au plus qu'il ne s'y envenime pas davantage. La disposition de la salle du Concertgebouw qu'il concorde avec les Néerlandais est parlante, puisqu'entre des rangées de tables symétriques « on a jeté la grande île entre les deux groupements français¹⁵⁸⁹ ». De même, Vandervelde au début est surtout occupé à repousser le POSR, qui exige de pouvoir disposer de ses propres commissaires en plus de ceux de PSF et PSdF, lui notifiant « ce résultat inadmissible que les nations les plus divisées disposeraient du plus grand nombre de voix et que le Congrès international accorderait une prime à la division, ce qui serait intolérable¹⁵⁹⁰ ». Pour trancher, le bureau du congrès s'en remet au BSI, qui à son tour adhère aux remarques de Vandervelde et refuse le triple fractionnement de la section

¹⁵⁸⁵ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International*..., op. cit., p. 80.

¹⁵⁸⁶ *Ibidem*, note n° 2, p. 107.

¹⁵⁸⁷ Voir NIX, « Il Congresso socialista internazionale di Amsterdam », art. cit., p. 1.

¹⁵⁸⁸ Voir *Sixième Congrès Socialiste International tenu à Amsterdam*..., op. cit., p. 208.

¹⁵⁸⁹ *Ibidem*, p. 16.

¹⁵⁹⁰ *Ibidem*, p. 26.

française, ce qui est adopté par l'assemblée¹⁵⁹¹. À partir de là, la question de l'unification – en France comme ailleurs – se configure comme un sous-produit du débat principal du congrès, qui porte sur la tactique et qui oppose orthodoxes et révisionnistes autour de l'ordre du jour *Règles internationales de la politique socialiste*. Mais si pendant cette discussions dramatique le BSI est mis entre parenthèses de par la posture partisane que reviennent assumer tous ses membres, c'est bien lui qui en ressort d'autant plus légitimé pour se porter garant de l'unité. La motion sur l'unification est élaborée au sein même de la commission sur la tactique, par des membres du BSI qui défendent pourtant sur celle-ci des points de vue opposés : Ferri, Vandervelde, Adler, Troelstra, Kautsky et Bebel. L'initiateur en est Ferri, à partir de l'expérience du congrès du PSI à Bologne quatre mois plus tôt, qui avait évité de peu la scission entre réformistes et intransigeants grâce à l'émergence d'une tendance médiane groupée autour de Ferri lui-même, dont le mot d'ordre est « ni à gauche (vers l'anarchie) ni à droite (vers la démocratie bourgeoise), mais droit devant (sur la voie du socialisme)¹⁵⁹² ». Le rapporteur est Vandervelde, qui indique que « la droite et la gauche doivent et peuvent être unies par un centre dans un parti nationalement constitué : il faut éviter que l'intransigeance des uns ou les déviations exagérées des autres, empêchent de méconnaître le but immédiat et le but final¹⁵⁹³ ». La motion engage les partis rivaux dans chaque pays à se réunir autour du socle commun des résolutions internationales, et indique que tant le BSI que tous les partis qui ont déjà réalisé l'unité « se mettent à leur disposition et leur offrent leurs bons offices¹⁵⁹⁴ ». Elle esquisse une logique d'union pour l'union, puisqu'elle esquivait la question fondamentale : l'unification est-elle préalable à la recherche de solutions aux différends tactiques, ou bien c'est l'inverse qui est vrai ? Une incohérence qui est remarquée instamment par un large pan de meneurs, notamment Rakovski, Luxemburg, Iglesias, Jaurès, Hyndman, Vaillant et même Anseele, mais qui n'empêche pas la motion d'être adoptée à l'unanimité par la commission, et par acclamation par le congrès après que Vandervelde en ait été rapporteur. Dans sa portée avant tout symbolique, elle n'engage pas plus qu'elle ne fâche, et permet surtout aux congressistes de ne pas se quitter en ennemis. Ce n'est que rétrospectivement, lorsque les Français réussissent effectivement à s'unir, que la motion fait l'objet d'un véritable engouement et qu'elle rentre dans l'imaginaire collectif de l'Internationale. Mais durant le congrès, rien n'est plus incertain : Pierre Renaudel a beau monter à la tribune promettre que les délégués du PSF soumettront à

¹⁵⁹¹ *Idem.*

¹⁵⁹² Enrico FERRI, « Dopo il Congresso di Amsterdam », *Il Socialismo*, vol. 3, n° 14, 1904, p. 209-211.

¹⁵⁹³ *Sixième Congrès Socialiste International tenu à Amsterdam...*, *op. cit.*, p. 64-65.

¹⁵⁹⁴ *Ibidem*, p. 65.

leurs sections locales la motion Ferri et « soumettront ensuite leurs propositions au bureau international¹⁵⁹⁵ », Jaurès venait de pointer le risque qu'une unification ainsi conçue devienne une « uniformité oppressive¹⁵⁹⁶ », et Vaillant allait relativiser juste après le caractère contraignant de la motion.

Au lendemain du congrès, le BSI a du mal à avancer une lecture univoque des bons offices que lui a confié la motion Ferri. Elle légitime son droit de regard et son rôle consultatif pour qu'il crée un environnement transnational favorable aux unifications, mais il est bien entendu qu'il ne puisse ni imposer de son chef l'ouverture de processus en ce sens, ni trancher sur les différends tactiques et doctrinaux. Cette posture passive qu'il se doit d'assumer contribue à expliquer pourquoi, là où les partis n'ont guère l'intention de trouver une entente, la motion Ferri n'ait aucun impact dans l'immédiat. À la VI^e plénière de janvier 1905, les Etroits bulgares tentent de pousser le BSI à exclure les Larges, alors que sur le dossier russe le seul résultat obtenu est que Vandervelde parvient à calmer une polémique entre Axlerod et Roubanovitch sur le caractère socialiste de leurs partis respectifs¹⁵⁹⁷. Mais quant aux Etats-Unis, le Patron va même compliquer davantage le dossier lorsqu'il se rend en septembre 1904 à l'Exposition universelle de Saint-Louis avec une délégation de l'UIP : si déjà il ignore le SLP tant sur place que dans ses comptes rendus¹⁵⁹⁸, en février 1905 il tient une conférence à l'invitation des Etudiants collectivistes de Paris où il loue la « parfaite unité¹⁵⁹⁹ » du socialisme étasunien réalisée autour du SPoA. Seuls les dossiers britannique et français connaissent des avancées, mais sensiblement différentes et dans lesquelles le Bureau ne joue au mieux qu'un rôle passif. Les partis britanniques accrédités par le BSI à Amsterdam décident en effet de rendre permanent l'artifice de la section nationale en créant un « Comité national de la section britannique pour les congrès internationaux », au sein duquel un secrétaire commun serait chargé de la correspondance officielle avec le BSI (sans se remplacer aux délégués nationaux issus de SDF et ILP). Quant aux Français, la création de la SFIO en avril 1905 est sans aucun doute le plus grand succès enregistré par le BSI – en majeure partie pendant le secrétariat de Serwy, qui laissera à Huysmans en récolter la gloire –. Mais si déjà il reste un cas isolé, le BSI ne peut pas y jouer un rôle réellement déterminant de par les limites mêmes de la motion Ferri, tant que la formule des « bons offices » est finalement remplacée par celle d'« enregistrement ». Et ce,

¹⁵⁹⁵ *Ibidem*, p. 127.

¹⁵⁹⁶ *Ibidem*, p. 67-82.

¹⁵⁹⁷ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 127.

¹⁵⁹⁸ Voir par exemple *L'Humanité*, 18 septembre 1904, p. 3.

¹⁵⁹⁹ *L'Humanité*, 21 février 1905, p. 2. Voir aussi Emile VANDERVELDE, *Impressions d'Amérique*, Gand, Volksdrukkerij, 1909.

d'autant plus qu'au lendemain des assises la « campagne divisionniste¹⁶⁰⁰ » qui se poursuit encore pendant un temps en France désunit le Bureau aussi, tant que d'après Thomas « on pouvait craindre [...] que l'appel prévu au Bureau socialiste international ne fut bien vain¹⁶⁰¹ ». Pendant qu'Adler et Hyndman poléminent avec Jaurès sur sa lecture déformée des résolutions du congrès¹⁶⁰², Kautsky tient des propos conciliants en public¹⁶⁰³, tout en reprochant en privé à Adler et Vandervelde d'avoir fait échouer la mise au ban de Jaurès à Amsterdam, et en tentant de convaincre Guesde de poursuivre dans une attitude inflexible¹⁶⁰⁴. Le déblocage provient des Français eux-mêmes : le 30 août 1904 le PSdF se déclare officiellement prêt à entamer *illico* l'unification, et le 4 octobre il initie une commission d'unification (préférée au comité d'entente que proposait le PSF), qu'il place sous la tutelle du BSI en négligeant complètement celle des autres partis nationaux pourtant évoquée par la motion Ferri :

« Cet ordre du jour [...] sera adressé au Bureau Socialiste International de Bruxelles, sur les bons offices duquel le Parti socialiste de France compte pour, conformément au mandat reçu, seconder et au besoin appeler tous les efforts en vue de l'unité dans les conditions votées à l'unanimité par le prolétariat organisé des deux mondes¹⁶⁰⁵ ».

En somme, le BSI représentant déjà tous les partis-frères, on considère qu'il est suffisamment digne de confiance pour aider à l'unification, et que c'est seulement en cas de difficultés que celui-ci pourra faire appel à d'autres acteurs. Cela se confirme lorsque la commission d'unification tient sa première réunion le 15 novembre, décidant que « toute question importante à l'occasion de laquelle se produirait une opposition de vues jugées irréductible serait portée devant le Bureau international qui agirait comme arbitre¹⁶⁰⁶ », ou encore le 12 décembre dans les déclarations préliminaires de PSF et PSdF¹⁶⁰⁷. Le processus est ainsi placé sous l'arbitrage du BSI par les Français eux-mêmes, et en retour l'on s'attend du BSI qu'il n'intervienne qu'en cas de différends et s'il était explicitement sollicité en ce sens par les concernés. Les bons offices restent une éventualité, mais concrètement le Bureau est saisi avant tout en tant que centre de réception et d'enregistrement auquel sont adressés tous les documents qui scellent les étapes successives de l'unification. Ce qui a tout de même un puissant effet psychologique, puisque le BSI fonctionne comme un épouvantail. Son autorité morale réside

¹⁶⁰⁰ MORIZET, « Le congrès d'Amsterdam », art. cit., p. 416.

¹⁶⁰¹ Albert THOMAS, « Le Congrès de Rouen », *La Revue socialiste*, t. XLI, 1905, p. 386.

¹⁶⁰² Voir Jean JAURÈS, « Au Sortir du Congrès », *L'Humanité*, 22 août 1904, p. 1.

¹⁶⁰³ Voir par exemple KAUTSKY, « Le congrès d'Amsterdam », art. cit., p. 381-394.

¹⁶⁰⁴ Voir Georges HAUT, « Introduction », *Congrès socialiste international, Amsterdam...*, op. cit., p. 8.

¹⁶⁰⁵ *L'Humanité*, 8 octobre 1904, p. 3.

¹⁶⁰⁶ Louis DUBREUILH, Albert ORRY, « L'Unité socialiste », *L'Humanité*, 18 novembre 1904, p. 3.

¹⁶⁰⁷ Voir *L'Humanité*, 14 décembre 1904, p. 1-2.

dans la pression que se mettent les acteurs pour éviter à tout prix de devoir le saisir en tant que juge, pour que ce ne soient pas des partis tiers qui déterminent finalement les modalités d'unification française. Et en même temps, le fait de disposer quoi qu'il arrive d'« une voie de recours auprès du Bureau international¹⁶⁰⁸ » tend à rassurer quant à une dépersonnalisation des polémiques. Cela se manifeste tout particulièrement dans les sections locales, qui semblent considérer le BSI plus à même de réaliser l'unification que les litigieux meneurs nationaux¹⁶⁰⁹. Mais comme Kautsky le relève de manière caustique en mars 1905 lors d'une polémique avec Huysmans, le congrès d'Amsterdam et le BSI n'y sont pour rien dans l'unification française, s'étant bornés à en exprimer le désir sans pouvoir en esquisser ni la forme ni le fond¹⁶¹⁰. Effectivement, s'il y a des grands espoirs autour du BSI, ses moyens sont très réduits en l'absence de différends en France. Ainsi, les bons offices déployés par Serwy consistent essentiellement en deux pratiques. D'une part, il ne se contente pas d'enregistrer les documents qui lui sont transmis, mais essaye de leur donner de la publicité, soit dans le cercle restreint des partis-frères¹⁶¹¹, soit jusque dans la presse¹⁶¹² : à part pour donner de l'écho aux démarches françaises, cela est fait aussi en prévision d'une éventuelle saisine arbitrale, pour créer un climat de transparence de la circulation de l'information qui permettrait aux partis d'apporter leur aide en toute connaissance de cause. D'autre part, il fait en sorte que la VI^e plénière du 15 janvier 1905 entoure les Français du climat de confiance le plus large possible : l'unification est discutée au premier point de l'ordre du jour, avant même le rapport d'activité du secrétaire, et quatre délégués français sont admis en voie exceptionnelle à la plénière. Ni le rapport introductif de Vaillant¹⁶¹³, ni la déclaration de la commission d'unification lue par Bracke¹⁶¹⁴ ne font l'objet d'un vote : ils sont simplement enregistrés par un BSI pleinement satisfait de ne pas avoir dû intervenir pour trancher, et subvertir par-là le principe d'autonomie nationale – Renaudel indiquait à ce propos, déjà deux semaines auparavant, que les Français allaient « donner une communication rassurante : il n'y aura pas besoin que le Bureau socialiste internationale fonctionne comme arbitre, il n'aura qu'à constater que l'accord est réalisé¹⁶¹⁵ » —. Ce qui laisse donc aux Français la liberté de considérer par eux-mêmes que c'est précisément

¹⁶⁰⁸ Francis DE PRESSENSÉ, « Le Congrès d'Amsterdam et l'unité socialiste en France », *La Vie Socialiste*, vol. 1, n° 1, 1904, p. 14.

¹⁶⁰⁹ Voir par exemple *L'Humanité*, 2 septembre 1904, p. 3 ; 4 octobre 1904, p. 3.

¹⁶¹⁰ Voir Karl KAUTSKY, « Gapon und die Einigung der russischen Sozialisten », *Leipziger Volkszeitung*, 29 mars 1905, p. 6.

¹⁶¹¹ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 112-113.

¹⁶¹² *Ibidem*, note n° 1, p. 112.

¹⁶¹³ *Ibidem*, p. 114.

¹⁶¹⁴ *Ibidem*, p. 114-117.

¹⁶¹⁵ *Avanti!*, 1^{er} janvier 1905, p. 1.

car cette documentation a été « enregistrée par le Bureau international¹⁶¹⁶ » qu'elle a « force de loi¹⁶¹⁷ ». Jusqu'au congrès du Globe, le CE peut alors se borner à transmettre un vœu en faveur de l'unification au dernier congrès du PSF, fin mars à Rouen¹⁶¹⁸. Et bien sûr, le CE est invité au Globe, Renaudel insistant particulièrement sur l'importance de cette présence institutionnelle¹⁶¹⁹. Sauf que ce congrès qui doit sceller l'unification française se tient aux mêmes dates que le congrès du POB. Les Belges doivent alors trouver une formule d'équilibre entre leurs obligations nationales et transnationales : ils décident finalement que Huysmans se rendra impérativement au congrès français, Anseele participera seulement au congrès belge, et Vandervelde jonglera entre les deux¹⁶²⁰, tandis que le POB sera représenté par Dewinne¹⁶²¹. Au Globe, Huysmans et Vandervelde reçoivent des grands honneurs et s'expriment tous deux au nom du BSI à la dernière séance, le 25 avril¹⁶²². S'il y a un élément à retenir dans les félicitations largement conventionnelles qu'ils expriment, c'est bien leur volonté de faire en sorte que l'unification française provoque un effet domino d'émulation, et ils citent explicitement les Britanniques, les Russes et les Etatsuniens. Le lendemain, au meeting du Tivoli-Vaux-Hall, Vaillant présente Vandervelde au public comme étant le représentant du BSI, chargé de « veiller à l'exécution du contrat d'unité¹⁶²³ ».

Ainsi, les bons offices du Bureau ne se terminent pas avec la circulaire que signe Huysmans le 29 avril 1905 pour annoncer la constitution de la SFIO et tisser les louanges des Français¹⁶²⁴. La nouveauté est que, par le fait même que le CE avait exercé une influence dans le processus d'unification, il est considéré comme légitime pour faire de même dans le maintien de l'unité. Des références à ses bons offices continuent d'être faites lors des congrès d'unification des fédérations¹⁶²⁵, et il continue d'être agité comme épouvantail face aux réticences à intégrer la SFIO manifestées par certaines sections de Rhône, Isère et Loire¹⁶²⁶, tant que finalement Vandervelde est appelé à y réaliser une tournée de conférences entre septembre et octobre 1905 pour convaincre de la perspective unitaire¹⁶²⁷. À Lyon, il déclare sans ambages de sa propre

¹⁶¹⁶ *L'Humanité*, 20 février 1905, p. 1.

¹⁶¹⁷ Pierre RENAUEDEL, « L'Unité socialiste », *La Vie socialiste*, vol. 1, n° 5, 1905, p. 306.

¹⁶¹⁸ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International*..., *op. cit.*, p. 325.

¹⁶¹⁹ Voir *Avanti!*, 22 avril 1905, p. 2.

¹⁶²⁰ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 189-190, Lettre d'E. Vandervelde à C. Huysmans, s.d.

¹⁶²¹ Voir *L'Humanité*, 25 avril 1905, p. 1.

¹⁶²² Voir *L'Humanité*, 26 avril 1905, p. 1.

¹⁶²³ *L'Humanité*, 27 avril 1905, p. 2.

¹⁶²⁴ Voir *L'Humanité*, 5 mai 1905, p. 1.

¹⁶²⁵ Voir par exemple *L'Humanité*, 9 juin 1905, p. 4.

¹⁶²⁶ Voir Jean JAURÈS, « L'Unité Socialiste », *L'Humanité*, 23 septembre 1905, p. 1.

¹⁶²⁷ Voir *L'Humanité*, 26 septembre 1905, p. 1 ; 29 septembre 1905, p. 3 ; 1^{er} octobre 1905, p. 1, 3 octobre, p. 3 ; 8 octobre 1905, p. 1.

autorité qu'aucun parti en dehors de la SFIO ne sera admis dans la section française reconnue par le BSI¹⁶²⁸, ce qui permet à Jaurès de répéter le même argument trois jours plus tard¹⁶²⁹, et qui se solde par la mise en échec des dissidences. Le suivi du CE continue néanmoins : en mai 1906, craignant un retour des fractures à cause des maigres résultats de la SFIO aux élections législatives, le CE tient à la féliciter officiellement pour une « brillante victoire¹⁶³⁰ » qui ne réside pas dans le nombre de députés obtenus, mais dans le fait que le socialisme français se soit présenté au scrutin comme une seule entité. Dans cette même optique, le CE fait décaler la date d'une conférence qu'Anseele devait prononcer à Limoges à la mi-octobre 1906 pour qu'il puisse rester dans la même ville pour assister au III^e congrès de la SFIO les 1-4 novembre¹⁶³¹, et y prononcer un discours sur l'unité¹⁶³². Les bons offices et le suivi opéré après avril 1905 sont consacrés dans le rapport que Dubreuilh, Bracke et Renaudel présentent au congrès de Stuttgart en 1907, où il est dit que c'est l'Internationale elle-même qui a fait l'unité.

Fidèle à la doctrine belge de l'unité organique du mouvement ouvrier, le CE tente de se recouper un rôle également pour ce qui est du rapprochement entre partis et syndicats, activant des bons offices sept ans avant que le congrès de Stuttgart ne le mandate noir sur blanc en ce sens. Les syndicats belges eux-mêmes se sentent concernés, tant que le congrès de la CSB de décembre 1900 inscrit un ordre du jour *Secrétariat international*, pour lequel il est prévu que fassent rapport conjointement Serwy pour le BSI et Dewinne pour le POB¹⁶³³. C'est finalement Vandervelde qui rend compte de l'état d'avancement de l'installation du BSI, en présence de Legien de la GGD et pendant qu'Anseele préside le congrès. D'après Octors :

« [Vandervelde] montre l'utilité pratique que nous pouvons attendre des relations établies par le bureau socialiste international. Il faut que dès à présent les fédérations de métier se mettent en rapport avec le secrétariat international, à l'effet de pratiquer d'une façon efficace, la solidarité internationale¹⁶³⁴ ».

Si l'établissement de liens entre BSI et CSB est particulièrement aisé, se faisant selon des logiques d'union personnelle, le CE manque toutefois de bases juridiques pour s'immiscer dans

¹⁶²⁸ Voir *L'Humanité*, 4 octobre 1905, p. 2.

¹⁶²⁹ Voir Jean JAURÈS, « Par l'Unité Socialiste », *L'Humanité*, 5 octobre 1905, p. 1.

¹⁶³⁰ *L'Humanité*, 26 mai 1906, p. 1.

¹⁶³¹ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 390, Lettre d'E. Anseele à C. Huysmans, 24 août 1906 ; 625.2292, f° 37, Lettre de C. Huysmans à L. Dubreuilh, 3 septembre 1906.

¹⁶³² Voir Louis DUBREUILH, « Le Congrès de Limoges », *L'Humanité*, 27 octobre 1906, p. 1 ; Albert THOMAS, « A Limoges », *L'Humanité*, 2 novembre 1906, p. 1.

¹⁶³³ Pour des comptes rendus, cf. *L'Avenir social*, t. V, 1900, p. 651-659 ; t. VI, 1901, p. 25-31 ; p. 75-84 ; p. 137-147 ; p. 195-208 ; p. 251-260.

¹⁶³⁴ Alphonse OCTORS, « Le Congrès syndical (suite) », *L'Avenir social*, t. VI, 1901, p. 318.

les relations partis-syndicats dans les pays tiers ou pour se mettre en rapport avec les différents SPI, dont une partie, en retour, est réticente à s'occuper de politique. Dès lors, le CE ne commence à tenter des rapprochements que lorsqu'une question de politique internationale connaît une mobilisation syndicale, en l'occurrence à l'occasion du projet de boycott des navires britanniques discuté dans le cadre de l'ITF au second semestre 1901 pour mettre fin à la guerre anglo-boers¹⁶³⁵. Surtout, dans ce cas de figure spécifique, le CE peut profiter des résolutions sur l'organisation des travailleurs de la mer adoptées aux assises de 1891 et 1900¹⁶³⁶, ayant reconnu cette question comme étant transnationale par définition. Ainsi, durant son voyage-éclair à Londres fin octobre 1901, Serwy consulte SDF et ILP aussi à propos de boycott, qui expriment une sympathie de principe tout en doutant de l'efficacité face à un capitalisme britannique résilient¹⁶³⁷. Pendant même que le secrétaire est sur le chemin du retour, Vandervelde concède une interview au *Soir* dans les couloirs de la Chambre où il déclare déjà compter « proposer au bureau international socialiste d'entrer en rapport avec les syndicats de dockers belges et hollandais, si possible, à l'effet d'examiner, de concert avec eux, ce qu'il y aurait moyen de réaliser pratiquement¹⁶³⁸ ». Le lendemain, Serwy encourage alors les autres délégués nationaux à tâter le terrain auprès de leurs syndicats¹⁶³⁹. Or, les avis, exprimés d'ailleurs plus dans la presse que directement au secrétaire, s'avèrent incompatibles sur la pertinence du boycott¹⁶⁴⁰ avant même que Lafargue ne vienne la discréditer d'un point de vue doctrinal¹⁶⁴¹ et que la GGD n'enterre le projet¹⁶⁴². Cependant, personne n'a remis en cause le bien-fondé de l'initiative du CE et, par-là, l'idée selon laquelle il puisse avoir son mot à dire sur de sujets syndicaux. De ce fait, la I^e plénière peut traiter aisément de questions maritimes autour d'un ordre du jour *Mise en application des décisions du Congrès de Paris*, et décider « de saisir les députations socialistes au Parlement de chaque pays des revendications des ouvriers des docks et des travailleurs maritimes et de les inviter à les traduire en projets de lois¹⁶⁴³ ». Il s'agit d'une simple invitation à l'action, il n'y a ni volonté de coordination, ni de simultanéité – d'autant que Singer et Vaillant relèvent que leurs partis avaient déjà pris des dispositions et engagé des interpellations –. En tout cas, la décision ne passe pas inaperçue du

¹⁶³⁵ Voir *Avanti!*, 30 octobre 1901, p. 1.

¹⁶³⁶ Voir *Les Congrès Socialistes Internationaux...*, *op. cit.*, p. 51-55.

¹⁶³⁷ Voir IISG, Karl Kautsky Papers, G3-16-38, Circulaire de V. Serwy, 1^{er} novembre 1901.

¹⁶³⁸ *Le Soir*, 1^{er} novembre 1901, p. 1.

¹⁶³⁹ Voir IISG, Karl Kautsky Papers, G3-16-38, Circulaire de V. Serwy, 1^{er} novembre 1901.

¹⁶⁴⁰ Voir *Avanti!*, 6 novembre 1901, p. 1 ; *L'Express*, 5 novembre 1901, p. 1.

¹⁶⁴¹ Voir Paul LAFARGUE, « Le Boycottage », *Le Petit Sou*, 18 novembre 1901, p. 1.

¹⁶⁴² Voir Oda LERDA OLBERG, « Rivista delle riviste socialiste », *Il Socialismo*, vol. 1, n° 1, février 1902, p. 9-10.

¹⁶⁴³ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 46.

côté des syndicats, tant qu'au congrès de l'ITF en 1902 à Stockholm, le rapport du SPI notifie d'avoir prévu des initiatives parlementaires pour exécuter la résolution votée par l'Internationale en 1900, et que « par la fraternelle entremise du Bureau de Bruxelles, ces résolutions ont été adressées aux fractions socialistes des Parlements de tous les pays¹⁶⁴⁴ ». Mais c'est précisément du côté de ces derniers que l'appel du BSI reste globalement inécouté : si des élus prennent des dispositions en ce sens, ils négligent d'en informer Serwy. Ce dont il se plaint à la II^e plénière¹⁶⁴⁵, et qui finit par mettre entre parenthèses toute perspective ultérieure d'agitation transnationale à ce sujet.

Dans le contexte de perte de vitesse et de motivation qui affecte le CE dès 1902, Serwy n'ose plus une initiative de telle ampleur. Il va plutôt déplacer sa volonté d'inclusion des syndicats dans le travail du BSI sur d'autres plans, et avec des outils de *soft power* qui se rapprochent de ceux employés pour l'unification des partis. S'il maintient avec le mouvement corporatif une correspondance régulière, quoique technique, il utilise son manifeste pour le 1^{er} Mai 1902 pour saluer les progrès de l'organisation syndicale en France, Allemagne et Grande-Bretagne, et énumérer d'importantes grèves ayant eu lieu en Europe. Dès 1903, dans son travail de constitutions des archives du BSI, il porte un intérêt spécial à la collecte de comptes rendus de congrès syndicaux internationaux¹⁶⁴⁶. Lorsqu'en 1904 le BSI reçoit le mandat d'étudier un nouveau mode de votation pour les congrès, Serwy décide de son propre chef de s'adresser aux SPI pour réunir leurs avis et renseignements sur leurs systèmes respectifs – quoique les jugeant finalement tous impraticables¹⁶⁴⁷ –. Et l'une des rares fois où le secrétaire se mêle d'un débat principal en plénière, en l'occurrence à la III^e à propos des migrations économiques, c'est pour déclarer que la solution aux manifestations xénophobes réside principalement dans l'organisation syndicale des ouvriers étrangers. Surtout, l'espoir d'une plus grande participation syndicale au congrès d'Amsterdam ayant été l'une des considérations sous-jacentes à son report d'un an, Serwy prend cette idée à la lettre tout au long de la préparation des assises. Si les circulaires d'invitation qu'il cosigne avec les Néerlandais s'adressent rituellement aux syndicats aussi, il prend l'initiative d'envoyer « aux Congrès nationaux et internationaux des organisations syndicales une adresse de sympathie, au nom du Bureau, en attirant leur attention sur le Congrès d'Amsterdam, les invitant à y envoyer une nombreuse délégation¹⁶⁴⁸ ». Il le fait

¹⁶⁴⁴ R. JACOBSEN, « Le 2^e Congrès International des Travailleurs des Transports », *Le Mouvement socialiste*, vol. 4, n° 105, p. 1775.

¹⁶⁴⁵ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 60.

¹⁶⁴⁶ *Ibidem*, p. 78.

¹⁶⁴⁷ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2302, f° 23-25, Circulaire de V. Serwy, 8 janvier 1905.

¹⁶⁴⁸ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 94.

notamment à l'adresse du TUC réuni en septembre 1902 à Londres : bien que son télégramme y soit accueilli par une grande froideur¹⁶⁴⁹, il renouvelle la démarche au congrès suivant en septembre 1903 à Leicester¹⁶⁵⁰. Et se servant de sa double casquette, il fait voter au congrès du POB d'avril 1904 une invitation aux fédérations régionales et nationales de métier à participer aux assises amstellodamoises¹⁶⁵¹. Cependant, l'espoir qu'Amsterdam apporte des clarifications quant au mandat du BSI en matière syndical s'estompe aussitôt. Déjà, aucune perspective concrète n'émerge dans les rapports d'activité que les partis, et même certains syndicats¹⁶⁵², adressent au BSI. Sur place, le pourcentage de délégués syndicaux est finalement très faible, et les questions les concernant de plus près ne sont que peu traitées, voire ajournées. Le point *Trade-unionisme et politique* est remis au congrès suivant, et le point *Grève générale* connaît un affrontement entre ceux qui l'avaient fait inscrire, POSR et SDAP-N, avant de se solder par une résolution qui répète des arguments désormais conventionnels et défavorables à ce mode d'action. Enfin, pendant le débat sur les migrations, la seule motion qui parvient à être votée s'en remet aux syndicats pour organiser la solidarité matérielle avec les ouvriers migrants¹⁶⁵³ : bien qu'elle soit conforme à la ligne de Serwy, à Amsterdam cela est perçu avant tout comme une forme de renoncement de l'Internationale, s'avouant incapable d'apporter elle-même une solution. C'est finalement surtout au prisme du dossier d'unification français que le CE retrouve des marges de manœuvre pour reposer sur la table la question des rapports partis-syndicats. En effet, la SFIO vient à peine d'être constituée que déjà Vandervelde, au meeting du Tivoli-Vaux-Hall du 26 avril 1905, où il parle au nom du BSI mais en défendant avant tout la doctrine belge de l'unité organique, pose un nouveau défi aux Français : réaliser l'unité entre parti et syndicats pour en finir avec un régime de séparation stricte des deux modes d'action¹⁶⁵⁴.

¹⁶⁴⁹ Voir Ernest UNTERMANN, « Socialism Abroad », *International Socialist Review*, vol. 3, 1902-1903, p. 240.

¹⁶⁵⁰ Voir *Le Rappel*, 13 septembre 1903, p. 2.

¹⁶⁵¹ Voir *Compte Rendu des Congrès du Parti ouvrier de 1904, 1905 et 1906*, *op. cit.*, p. XXI.

¹⁶⁵² La GGD allemande (Legien), la LO danoise (Olsen), la Commission syndicale de l'empire austro-hongrois (Hueber), l'USS suisse (Merk) et l'Association anglaise des fondeurs d'acier et des travailleurs du fer-blanc (Houge).

¹⁶⁵³ Voir *Sixième Congrès Socialiste International tenu à Amsterdam...*, *op. cit.*, p. 122.

¹⁶⁵⁴ Voir *L'Humanité*, 27 avril 1905, p. 2.

Partie III – L'avènement de Camille Huysmans : un tournant immédiat, 1905-1907

1. « Du passé faisons table rase » ? Huysmans, l'homme de la réforme

L'Humanité souligne que déjà en mars 1906 que « l'activité a crû dans d'heureuses proportions depuis que ce jeune socialiste de grand talent en a assumé les charges¹⁶⁵⁵ ». Elle parle bien sûr de Camille Huysmans, devenu secrétaire international depuis un peu plus d'un an. L'année suivante, au congrès de Stuttgart, son rapport d'activité fournit un aperçu des progrès accomplis :

« Le secrétariat du Bureau est devenu un office administratif fonctionnant régulièrement. Les liens entre les Partis et le Bureau se sont consolidés [...]. La correspondance s'est au moins découplée. Le paiement des cotisations est devenu chose normale. Une bonne part des arriérés, grâce à nos appels incessants et impitoyables, a été soldée¹⁶⁵⁶ ».

Bien que ce bilan s'avère être bien trop optimiste au vu des défaillances structurelles que le BSI continue de connaître en tant qu'organe collégial, il convient de se pencher sur les raisons et les modalités qui ont rendu les historiens unanimes pour affirmer que ce n'est qu'avec l'entrée en fonctions de Huysmans que le BSI devient un organisme réellement vivant. Le nouveau secrétaire porte en effet un projet tous azimuts de « réorganisation du Bureau et du secrétariat¹⁶⁵⁷ », qu'il conçoit comme étant indispensable pour lui assurer une efficacité synonyme de légitimité. D'une part, conscient des raisons qui ont déterminé la démission de Serwy, il vise avant tout à que les institutions bruxelloises ne fassent plus l'objet de discrédit. Il met donc à profit ses propres compétences et prédilections pour propulser une nouvelle vision du BSI. D'autre part, c'est lui qui impulse en grande partie la rationalisation des logiques institutionnelles de l'Internationale, pour mettre fin à la dispersion et à la sensation de tâtonnement, mais aussi pour lui donner des contours encore plus formels.

¹⁶⁵⁵ *L'Humanité*, 5 mars 1906, p. 1.

¹⁶⁵⁶ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 436.

¹⁶⁵⁷ *Ibidem*, p. 330.

A. Redonner confiance dans les institutions bruxelloises

Si à Amsterdam le POB avait évité *in extremis* le déshonneur de se voir retirer l'administration de l'institution centrale, Huysmans apparaît comme l'homme providentiel pour redonner confiance dans le BSI en même temps que dans le parti national qui est censé l'animer. Les démissions de Serwy font alors l'objet d'un jeu de faux-semblants tant dans leur temporalité que dans leur rhétorique, pour que le CE n'ait pas à avouer trop haut qu'il réalisait par-là un choix stratégique en toute urgence. De son côté, Huysmans s'attaque promptement à une réorganisation méthodique du secrétariat, à la fois postale, matérielle et humaine, mais aussi en ce qui concerne ses relations avec ses deux coéquipiers belges. En même temps, il entreprend une révision du mode de fonctionnement du BSI autour de trois impératifs : régulariser la corrélation entre centre et périphéries, obtenir un budget plus conséquent, et faire des réunions du BSI un cadre réellement décisionnel.

a) Le passage de témoin de Serwy à Huysmans : un jeu de faux-semblants pour un choix stratégique

Serwy communique officiellement ses démissions à la clôture de la VI^e plénière le 15 janvier 1905, et il est remplacé tout autant officiellement par Huysmans le 8 février, par une circulaire transmise par Vandervelde et Anseele au nom du CE¹⁶⁵⁸. Cependant, il n'y a guère de surprise dans les milieux internationalistes, puisque les bruits couraient depuis quelques mois dans la presse. *L'Humanité* du 4 décembre 1904 notait déjà :

« Le citoyen Victor Serwy ayant demandé à être remplacé au secrétariat socialiste international, en raison du travail très lourd qui lui impose la Fédération des coopératives belges, le bureau exécutif a décidé de présenter, pour lui succéder, la candidature du citoyen Camille Huysmans¹⁶⁵⁹ ».

Dans ses adieux, Serwy estime son bilan globalement positif, mais souhaite qu'à l'avenir le BSI puisse « examiner la possibilité de payer un camarade qui s'adonnerait exclusivement à cette

¹⁶⁵⁸ Voir *L'Humanité*, 15 février 1905, p. 3.

¹⁶⁵⁹ *L'Humanité*, 4 décembre 1904, p. 3.

tache [...], qui puisse consacrer toute son activité au Bureau International¹⁶⁶⁰ ». S'il répète par là qu'il n'a pas pu agir à la hauteur des attentes du fait qu'il n'avait jamais pu bénéficier d'une rémunération correcte, la raison officielle qu'il met en avant pour justifier ses démissions est de « ne pas avoir le temps nécessaire pour continuer à remplir convenablement son mandat¹⁶⁶¹ ». Il choisit donc de se consacrer à temps plein à ses responsabilités nationales, notamment celles de rédacteur en chef de *L'Avenir social* et de secrétaire-gérant de la Fédération des coopératives socialistes belges, dans une phase où l'activité de celle-ci monte en flèche¹⁶⁶². Ses démissions prennent effet le 1^{er} février lorsque le CG du POB les accepte et qu'il valide la candidature de Huysmans¹⁶⁶³, puis le tout est ratifié *pro forma* par le vote unanime du congrès du POB des 23-24 avril¹⁶⁶⁴. Serwy reste en lien étroit avec le CE jusqu'à cette date afin de liquider la situation financière du BSI avec Anseele.

Les véritables raisons du départ de Serwy ne sont jamais évoquées ouvertement par Anseele et Vandervelde, qui font bien attention à exprimer leurs remontrances de manière strictement confidentielle. Publiquement, tout le monde le complimente : à la VI^e plénière, Vandervelde lui tisse un éloge longuement applaudi¹⁶⁶⁵, où il salue cet « ouvrier de la première heure » qui « s'est donné à l'œuvre du socialisme international avec un désintéressement absolu » et qui « a rendu des services signalés »¹⁶⁶⁶. Au congrès du POB, c'est De Brouckère qui lui adresse au nom du parti des remerciements chaleureux¹⁶⁶⁷. Mais alors que les démissions étaient le résultat d'une marque de défiance majeure à l'égard du POB, ce dernier aborde la nomination de Huysmans de manière plus timorée que ce qu'avait fait pour Serwy. À l'automne 1900, le POB ne s'était pas soucié de demander un mandat formel aux partis-frères sur le principe de pouvoir choisir lui-même secrétaire, mais avait simplement soumis à leur ratification la candidature de Serwy. Or, à la VI^e plénière 1905, Anseele et Vandervelde se préoccupent de faire en sorte que le BSI accorde un mandat explicite et officiel au POB pour qu'il puisse prendre lui-même les mesures nécessaires en vue du remplacement de Serwy et choisir le nouveau secrétaire parmi ses rangs. Au sortir de la plénière il est donc clairement établi que le POB est bel et bien « chargé de désigner son successeur¹⁶⁶⁸ ». Dans sa presse, le parti ne manque pas de souligner

¹⁶⁶⁰ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 129.

¹⁶⁶¹ *Ibidem*, p. 129.

¹⁶⁶² Voir A. MARIE, « Mouvement coopératif », *La Revue socialiste*, t. XLI, 1905, p. 619.

¹⁶⁶³ Voir HAUPT, *Camille Huysmans...*, op. cit., p. 28.

¹⁶⁶⁴ *Compte Rendu des Congrès du Parti ouvrier de 1904, 1905 et 1906*, op. cit., p. 7.

¹⁶⁶⁵ Voir *L'Humanité*, 17 janvier 1905, p. 1.

¹⁶⁶⁶ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 129.

¹⁶⁶⁷ *Compte Rendu des Congrès du Parti ouvrier de 1904, 1905 et 1906*, op. cit., p. 7.

¹⁶⁶⁸ *L'Humanité*, 17 janvier 1905, p. 1.

l'importance d'avoir reçu à nouveau cette prérogative, l'interprétant comme étant plus largement une confirmation de l'honneur reçue aux assises parisiennes : encore en mars 1906, lorsqu'à distance de plus d'un an la VII^e plénière ratifie rétroactivement à l'unanimité la nomination de Huysmans, *Le Peuple* prend soin de relever que celui-ci est « investi du poste suprême de confiance dévolue par la nouvelle Internationale au socialisme belge¹⁶⁶⁹ ».

Pourtant, en janvier 1905, cela faisait plusieurs mois déjà que le CE avait reçu l'accord de Huysmans pour remplacer Serwy. C'est donc un jeu de faux-semblants qui s'installe à la VI^e plénière, pour que les cadres institutionnels aient l'apparence d'être respectés : Serwy n'annonce ses démissions qu'à la première réunion du BSI post-Amsterdam ; les autres délégués, dont les Belges, font comme s'ils ne savaient pas encore qui allait le remplacer ; puis, passées quelques jours de deuil, le choix est annoncé et validé. Mais si la presse socialiste connaît la candidature de Huysmans au moins depuis décembre 1904, les délégués des principaux partis en sont informés déjà dans les coulisses des assises amstellodamoises. Selon ses propres souvenirs, Huysmans aurait été pressenti déjà en septembre 1900 pour s'occuper du secrétariat, « mais Vandervelde se prononça contre lui et le Comité dirigeant du POB préféra Serwy¹⁶⁷⁰ ». Et à Amsterdam, c'est Vandervelde lui-même qui serait revenu vers lui pour lui offrir le poste : Huysmans aurait refusé de prime abord, puis aurait fini par accepter face aux insistances de Bebel et Jaurès. Il est donc désigné officieusement déjà au sortir d'Amsterdam, cinq mois avant la VI^e plénière. Qui plus est, il reste tout sauf passif durant cet intervalle. Il commence en effet à prendre des dispositions directement avec Serwy pour que le passage de témoin se fasse dans les meilleures conditions. Par exemple, en décembre 1904, un accord est conclu entre Serwy, Huysmans et le CG du POB en vue de l'achat d'une nouvelle machine à écrire¹⁶⁷¹. Huysmans prend aussi rapidement des accords avec Anseele et Vandervelde pour déménager le secrétariat dans une salle *ad hoc* mise à disposition par l'administration de la Maison du peuple. Il commence également à s'occuper d'affaires courantes du Bureau : par exemple, c'est lui qui se charge de rencontrer Henriette Roland-Holst pour récupérer des fonds destinés au BSI et pour lui transmettre de la documentation¹⁶⁷². De son côté, Vandervelde prend soin de parrainer Huysmans auprès de l'*upper circle* de l'Internationale. Le 12 janvier 1905, il propose à Serwy de l'inviter à participer en qualité de traducteur à la VI^e plénière comme

¹⁶⁶⁹ *Le Peuple*, 4 mars 1906, p. 1.

¹⁶⁷⁰ D'après les notes dactylographiées des entretiens d'H. Terrace avec C. Huysmans en 1943 à Londres, cf. HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, note n° 1, p. 131.

¹⁶⁷¹ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 262, Lettre de G. Maes à C. Huysmans, 4 janvier 1906.

¹⁶⁷² Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 165, Lettre de C. Huysmans à V. Serwy, 14 janvier 1905.

« moyen de le faire connaître aux membres du Bureau¹⁶⁷³ ». Une démarche qui paraît nécessaire puisque, au moment de la transition, Huysmans est évidemment moins connu que Serwy à l'étranger. Tout en ayant pris part au congrès d'Amsterdam en tant que délégué de la Fédération bruxelloise du POB, il n'y avait guère pris la parole. Il gardait encore un profil de militant essentiellement national, et n'avait pas à son actif des réalisations comparables à celles de Serwy en matière coopérative. Finalement, Huysmans ne peut pas participer à la VI^e plénière, mais Vandervelde tient à prévenir les délégués présents qu'il « croit avoir trouvé le socialiste pour cette importante fonction¹⁶⁷⁴ » de secrétaire. C'est encore lui qui présente la candidature de Huysmans à la réunion du CG du POB du 1^{er} février et qui veille à qu'elle y soit acceptée à l'unanimité.

Le jeune âge auquel Huysmans accède au poste de secrétaire a été parfois mis en avant par l'historiographie pour expliquer les raisons tant de son choix que de son succès. Mais s'il a seulement 34 ans en 1905, il ne faut pas oublier que Serwy en avait 36 en 1900. Les raisons semblent donc devoir se chercher ailleurs, et particulièrement dans le rôle joué par sa formation érudite et polyglotte¹⁶⁷⁵. Né le 26 mai 1871 à Bilzen, dans la province flamande du Limbourg, Huysmans grandit dans un milieu petit-bourgeois libéral et anticlérical¹⁶⁷⁶, et sa politisation commence à l'âge de 8 ans dans le contexte de Guerre scolaire qui oppose libéraux et catholiques¹⁶⁷⁷. Son long parcours scolaire, couronné de succès, lui permet de nouer des liens avec des nombreux érudits et lui confère une formation humaniste polyvalente : il étudie passionnément la littérature, la rhétorique, le théâtre, la musique, le chant, le folklore, la philologie, la toponymie et la linguistique. Au terme de ses études, il est nommé professeur de langues germaniques au Collège de l'Union, à Ypres. Sa conversion au socialisme s'opère progressivement entre 1891 et 1896, en particulier grâce à la rencontre avec Vandervelde. Il écrit ses premiers articles dans *Le Peuple* sous le pseudonyme de Spiridio et, après son mariage avec Marthe Espagne en 1897, il déménage à Bruxelles où il commence à fréquenter la Maison du peuple et se lier d'amitié avec De Brouckère. Dans la capitale, Huysmans entretient en parallèle des carrières de journaliste et d'enseignant : il devient chroniqueur parlementaire du

¹⁶⁷³ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 160-161, Lettre d'E. Vandervelde à V. Serwy, s.d.

¹⁶⁷⁴ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 129.

¹⁶⁷⁵ Pour une biographie synthétique, cf. Denise DE WEERDT, « Huysmans, Jan, Jozef, Camille », in Robert DEBEVER (dir.), *Nouvelle biographie nationale*, Bruxelles, Académie Royale de Belgique, t. I, 1988, p. 182-185.

¹⁶⁷⁶ Voir Herman BALTHAZAR, *Bijdragen tot het Camille Huysmansonderzoek (Etudes de la personnalité de Camille Huysmans)*, Anvers, Stichting Wetenschappelijk Onderzoek Camille Huysmans, 1971, p. 331.

¹⁶⁷⁷ Voir Robert ROEMANS, Hilda VAN ASSCHE (dir.), *Camille Huysmans: een levensbeeld gevestigd op persoonlijke getuigenissen en eigen werk*, Hasselt, Heideland, 1961, p. 14.

Petit Bleu et donne des cours de Littératures française, grecque et latine et en Institutions politiques de l'Antiquité à l'Institut des hautes études et à l'Université nouvelle, créés tous les deux à l'initiative du POB. Au sein de la Fédération bruxelloise, dirigée à cette époque par Serwy, Huysmans se fait remarquer par ses talents d'orateur, organisateur, rédacteur et formateur, et ce n'est pas un hasard si déjà en 1900 il est présenté aux élections législatives à Tongres, sans succès. Lorsqu'il est question de choisir le successeur du secrétaire international, la renommée de Huysmans au POB est déjà celle d'un « intellectuel de vaste culture doublé d'un militant plein de dynamisme, philologue de formation, humaniste de vocation, publiciste de tempérament », apprécié par « ses qualités de polyglotte et son sens aigu de l'organisation méthodique »¹⁶⁷⁸. C'est tout particulièrement au prisme de ces deux derniers aspects qu'Huysmans lui-même critique le fait qu'en 1900 le choix ait porté sur Serwy : dans une interview de 1943, il souligne que l'impasse d'Amsterdam était due au fait que celui-ci ne parlait que le Français et n'était pas assez méthodique dans les questions organisationnelles. À l'inverse, Huysmans s'appuie précisément sur ses connaissances linguistiques incommensurables pour asseoir sa légitimité à la tête du BSI : rendant plus aisés et assonants les échanges avec l'ensemble des partis, ceux-ci peuvent enfin jouir de traductions tempestives et de qualité. Nous trouvons dans les archives du BSI ses lettres manuscrites en Anglais, Français, Allemand, Néerlandais, Espagnol, Italien et Flamand (dans le cadre de sa préoccupation à l'égard de la préservation des minorités linguistiques, Huysmans figure d'ailleurs en tant que pionnier de l'autonomie culturelle flamande). En outre, il s'entoure de collaborateurs qui parlent couramment le Russe et le Bulgare. Si Shaw a l'impression que Huysmans parle parfaitement toutes les langues européennes¹⁶⁷⁹, Longuet souligne les avantages d'un secrétariat polyglotte à l'heure de l'expansion planétaire du socialisme :

« Huysmans, grâce à sa connaissance de l'allemand, de l'anglais, du français, de la plupart des langues germaniques, de l'italien et de l'espagnol, a pu entrer plus directement en contact avec les différents partis socialistes du monde entier et approfondir leurs conceptions et leurs conditions particulières de lutte et développement¹⁶⁸⁰ ».

¹⁶⁷⁸ HAUPT, *La Deuxième Internationale 1889-1914...*, op. cit., p. 51

¹⁶⁷⁹ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 50-51, Lettre de G. B. Shaw à C. Huysmans, 4 février 1912.

¹⁶⁸⁰ LONGUET, « Le mouvement socialiste international », art. cit., p. 88.

Des nombreux délégués nationaux restent impressionnés par la richesse intellectuelle de Huysmans et commencent à nouer avec lui des liens étroits d'amitié, comme c'est le cas notamment de Branting¹⁶⁸¹.

Du point de vue idéologique, il est peu aisé de placer Huysmans dans l'une des catégories usuelles désignant les diverses écoles socialistes de la Belle époque. Certes, il « n'avait rien d'un extrémiste¹⁶⁸² », comme le souligne Haupt, mais en dépit de son passé libéral il n'était proche non plus des révisionnistes. Grand admirateur à la fois de Jaurès et de Kautsky, il estime que leurs doctrines n'ont rien de dichotomique et même qu'elles peuvent se compléter pour que l'Internationale trouve une pratique politique crédible. Huysmans adhère à l'idée selon laquelle les réformes ont un potentiel révolutionnaire, et reconnaît donc dans chaque victoire partielle un renforcement de la conscience de classe devant mener à terme au basculement vers le socialisme. Mais en parallèle, il manifeste aussi systématiquement le besoin de dépasser des formes de solidarité transnationale éminemment déclaratoires, jusqu'à montrer à plusieurs reprises sa sympathie pour l'idée de grève générale internationale contre la guerre. Finalement, tout comme Serwy, Huysmans se perçoit davantage comme un organisateur pragmatique plutôt qu'un théoricien, et c'est précisément au prisme du mot d'ordre d'efficacité qu'il définit sa ligne de conduite. C'est d'ailleurs ainsi que le décrit Robert Hunter après avoir fait sa rencontre :

« Camille Huysmans, le secrétaire du Bureau Socialiste International, était aussi efficient dans le congrès belge qu'il l'est dans tout congrès important et réunions du comité, nationalement ou internationalement¹⁶⁸³ ».

Mais tandis que Serwy avait pu accéder au secrétariat international grâce à son bilan de responsable national, pour Huysmans c'est la logique inverse qui se produit : ce n'est qu'après qu'il soit placé à la tête du BSI qu'il obtient en parallèle des responsabilités nationales d'envergure. En 1905, il intègre le Conseil d'administration de la Maison du peuple de Bruxelles, et est chargé par le CG du POB de coéditer avec Bertrand et De Brouckère l'ouvrage-manifeste *75 années de domination bourgeoise*¹⁶⁸⁴ (à l'occasion du 75^e anniversaire de

¹⁶⁸¹ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 473-474, Lettre de C. Huysmans à H. Branting, 17 novembre 1908.

¹⁶⁸² HAUPT, *Camille Huysmans...*, op. cit., p. 34.

¹⁶⁸³ Robert HUNTER, « First Impressions of Socialism Abroad », *International Socialist Review*, vol. 8, 1907-1908, p. 10.

¹⁶⁸⁴ Voir *Compte Rendu des Congrès du Parti ouvrier de 1904, 1905 et 1906*, op. cit., p. 12.

l'indépendance belge). En avril 1906, il figure parmi les protagonistes du congrès du POB, et à son issue il est désigné pour intégrer le bureau du CG¹⁶⁸⁵.

b) D'une réforme du secrétariat...

Déjà au cours de la période de transition du poste de secrétaire, Huysmans entreprend plusieurs projets de réorganisation du mode de travail du secrétariat, et par-là du CE, la considérant comme étant préalable à toute relance du BSI en tant qu'organe collégial et *a fortiori* de son action politique. Son premier souci est d'obtenir l'accord d'Octors, fraîchement nommé administrateur-délégué et caissier de la coopérative de la Maison du peuple, quant à un déménagement du secrétariat du 63 rue Heyvaert au 17 rue Stevens. Grâce à l'entremise d'Anseele et Vandervelde, le principe est déjà acté le 5 janvier 1905, et Huysmans prend directement contact avec Serwy pour convenir des détails logistiques¹⁶⁸⁶. En février, le secrétariat et les archives sont déjà installés à la Maison du peuple, salle n° 6 au premier étage¹⁶⁸⁷. Cependant, cela ne se fait pas à titre gracieux comme il avait été suggéré aux assises de 1900 : en effet, une cotisation de 800 frs/an est demandée au secrétariat au titre d'affiliation à la coopérative de la Maison du peuple¹⁶⁸⁸. Huysmans ne proteste guère, puisque le déménagement recouvre à ses yeux une double importance. D'une part, il doit rendre plus aisée sa prise de fonctions : à quoi bon, en effet, laisser le secrétariat au siège de la fédération coopérative alors même que Huysmans n'y était guère impliqué et que le cœur battant du mouvement ouvrier belge se plaçait au contraire à la Maison du peuple ? Il exprime par-là la volonté de ne plus couper l'activité du secrétariat du support que peut lui offrir au quotidien l'entourage de la Maison du peuple (ne serait-ce que son service de réparation technique¹⁶⁸⁹). D'autre part, il compte profiter de la haute valeur symbolique de cet endroit pour se légitimer aux yeux de ceux qui, en 1900, avaient voté la résolution Van Kol avec l'espoir enthousiaste que toute l'activité du BSI y fût concentrée. Le déménagement permet ainsi une meilleure lisibilité institutionnelle, mettant fin à la tripartition des sièges apparue sous Serwy. Seule la trésorerie demeure nominalement au domicile d'Anseele, mais dans les faits, le gros de

¹⁶⁸⁵ *Ibidem*, p. 65.

¹⁶⁸⁶ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 159, Lettre de C. Huysmans à V. Serwy, s.d.

¹⁶⁸⁷ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 321.

¹⁶⁸⁸ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 262, Lettre de G. Maes à C. Huysmans, 4 janvier 1906.

¹⁶⁸⁹ Voir par exemple AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 242, Lettre du trésorier de la Maison du Peuple à C. Huysmans, 15 décembre 1905.

l'activité financière continue d'être concentré par le secrétaire à Bruxelles, d'autant que Huysmans réside à 45 minutes à pied de la Maison du peuple (au 10 rue de la Besace). Et pour qu'institution lisible rime avec accessible, ce dernier inaugure aussi des horaires de permanence du secrétariat pendant les jours ouvrables : le matin de 9 à 12 heures et l'après-midi de 14 à 18 heures.

Dans leur circulaire du 8 février 1905, Anseele et Vandervelde demandent « de tenir compte de ce changement d'adresse, afin d'éviter tout retard dans la correspondance¹⁶⁹⁰ ». Ils s'adressent cependant aux seuls interlocuteurs directs du CE, qui de leur côté ne prennent pas particulièrement soin de faire circuler l'information aux échelons inférieurs. Dès lors, le déménagement est source d'innombrables malentendus auprès des correspondants secondaires et occasionnels du secrétariat, qui pendant plusieurs mois continuent d'envoyer leurs courriers rue Heyvaert, et parfois même au domicile de Huysmans – mention à part pour Roubanovitch qui en 1908 adresse sa lettre à Louis Huysmans, député libéral¹⁶⁹¹ –. D'autre part, les courriers transmis à la bonne adresse se heurtent à une administration des Postes bruxelloises particulièrement tatillonne, qui les retient au prétexte de ne connaître qu'un BSI qui siège rue Heyvaert et non rue Stevens. Entre mars et septembre 1905, Huysmans doit entreprendre une série de réclamations avant d'obtenir un accord pour un transfert systématique du courrier et sa réception en bon état. Paradoxalement, ce sont précisément ces incidents postaux qui mènent à la toute première réflexion sur le statut juridique du BSI, ouverte d'ailleurs par les Postes elles-mêmes qui notifient à Huysmans que :

« L'administration supérieure a décidé que vous deviez justifier, par des pièces authentiques, que vous avez le droit de recevoir les envois enregistrés adressés au Bureau socialiste international. [...] Vous devez être en mesure de faire stipuler par ceux qui vous ont appelé à ces fonctions, que vous pouvez retirer à la poste les envois dont il s'agit¹⁶⁹² ».

En somme, juridiquement le BSI peut exister seulement parce que le POB, dont le siège central se trouve à la Maison du peuple, a consenti à sa mise en place et a délégué l'un de ses membres aux fonctions de secrétaire. Malgré les efforts de Huysmans de démontrer l'autonomie du BSI à l'égard du POB et de lui voir reconnue une personnalité juridique propre, le statut de personnes morales de droit privé à but non lucratif n'existe pas encore, et le secrétaire doit se

¹⁶⁹⁰ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 131.

¹⁶⁹¹ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 210, Lettre de C. Huysmans à L. Huysmans, 16 mars 1908.

¹⁶⁹² AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 218, Lettre du Percepteur des Postes à C. Huysmans, 16 septembre 1905.

résigner finalement à agir en tant que mandataire belge. À défaut, en mai 1907 il installe une boîte aux lettres *ad hoc* libellée *Bureau Socialiste International* à côté de celle de la Maison du peuple¹⁶⁹³ – ce qui, cependant, laisse les Postes encore plus perplexes¹⁶⁹⁴ –.

La réorganisation du secrétariat n'est pas seulement postale, mais aussi matérielle et humaine. Outre l'achat d'une nouvelle machine à écrire, Huysmans fait installer une presse typographique et un téléphone, et souscrit un contrat avec une compagnie privée pour être fourni régulièrement en registres, étiquettes et matériel de reliure. En 1906, il fait réaliser des grands travaux de rénovation du mobilier à la coopérative des charpentiers-menuisiers de Molenbeek pour environ 1.000 frs¹⁶⁹⁵ (il ouvrira un contentieux auprès d'elle aussi, encore sans succès). D'autre part, Huysmans procède à l'embauche de deux employés pour le seconder dans l'administration courante. Ce choix trouve ses origines dans les lacunes qu'il avait constaté dans le mode d'administration de Serwy, qui fonctionnait selon une logique éminemment centralisatrice alors même qu'il n'était guère payé à hauteur de l'effort fourni, et qui ne sollicitait de l'aide extérieure qu'exceptionnellement et accessoirement, avec une rémunération à la tâche. Motif de fierté pour l'homme de terrain que Serwy prétendait être, ce *modus operandi* était néanmoins chronophage et épuisant pour quelqu'un qui était déjà très occupé au-delà du BSI. Au contraire, Huysmans veut s'occuper le moins possible d'administration pour pouvoir se consacrer davantage au rôle politique qu'il pense détenir. En février 1905, il embauche le militant belge Robert d'Artois à titre permanent et avec un salaire de 150 frs/mois. C'est ensuite le militant russe I. Kantor qui est embauché à titre temporaire en juillet 1905¹⁶⁹⁶, puis à titre permanent en 1906, rétribué d'abord 125 frs/mois puis 150 frs/mois¹⁶⁹⁷. Or, la rémunération de Huysmans se stabilise à 100 frs/mois¹⁶⁹⁸ : si c'est quand même le double par rapport à Serwy, le fait qu'il accorde un meilleur salaire à ses deux employés en dit long sur l'importance qu'il leur attribue pour qu'ils le déchargent de tout ce qui est secondaire. D'Artois avait déjà été payé pour accompagner Serwy en guise d'assistant au congrès d'Amsterdam¹⁶⁹⁹, et avait continué ensuite de l'aider occasionnellement pour l'édition des volumes afférents, s'occupant des

¹⁶⁹³ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 238, Lettre de C. Huysmans au Percepteur des Postes, 18 mai 1907.

¹⁶⁹⁴ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 93, Lettre de C. Huysmans au Percepteur des Postes, 5 décembre 1907 ; f° 123, Lettre de C. Huysmans au Percepteur des Postes, 28 décembre 1907.

¹⁶⁹⁵ Pour la correspondance afférente, cf. AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 320 ; f° 368 ; f° 382-383 ; f° 396.

¹⁶⁹⁶ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 370.

¹⁶⁹⁷ *Ibidem*, p. 360-370.

¹⁶⁹⁸ Voir IISG, Karl Kautsky Papers, G3-54-137, Rapport du secrétariat pour janvier 1906, 1^{er} février 1906.

¹⁶⁹⁹ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 53-54, Lettre de V. Serwy à R. d'Artois, 10 août 1904.

annonces dans la presse, de la gestion d'une partie des ventes et des relations avec l'imprimeur. Sous les ordres de Huysmans, il va diversifier ses tâches : demandes de documents, impressions de circulaires, expéditions postales, encaisse de chèques, relations avec banques et postes, gestion de l'agenda du secrétaire et préparation de rendez-vous avec recherches bibliographiques et production de notes de synthèse, etc. Quant à Kantor, s'il finit par seconder d'Artois dans ses tâches, il est employé initialement pour s'occuper du fond ouvert par le BSI en soutien à la Révolution russe et aider avec les traductions en Russe et Bulgare. Huysmans en fait souvent son agent de liaison, l'envoyant nouer des contacts avec les réfugiés ou avec ceux qui les cachent, remettre des sommes *de visu* lorsqu'un envoi postal paraît risqué, vérifier les renseignements sur le caractère politique de certains exils, ou encore identifier des espions de l'Okhrana. Lorsque Kantor accomplit ces missions officieuses – quoique défrayées officiellement en ponctionnant le budget du BSI ou son fond russe –, Huysmans recourt à une aide temporaire d'autres socialistes, syndicalistes et coopérateurs qui gravitent autour de la Maison du peuple : B. Joffé en février 1906 (à son tour envoyé à Liège pour gérer l'affaire Kowalewski), S. Potter en mai 1906 (surtout pour des démarches en Anglais), S. J. Ruardey en juillet 1907 (pour l'édition des volumes afférents au congrès de Stuttgart). En complément du staff administratif, Huysmans trouve parfois des collaborateurs informels – et à titre gracieux, sauf défraiement – dans l'*upper circle* du POB. Ainsi, dès avril 1905 Bertrand l'aide à rentrer en contact avec le Volksdrukkerij de Gand afin de reconduire l'accord passé par Serwy quant à l'impression des comptes rendus officiels des plénières¹⁷⁰⁰. De Brouckère entretient à la place du secrétaire une correspondance avec Plekhanov en juillet 1905 à propos des divisions du POSDR¹⁷⁰¹ – et reste par la suite un conseiller privilégié pour ce dossier d'unification ainsi qu'un homme de main de Huysmans pour les encaisses de certains chèques sensibles liés au fond russe¹⁷⁰² –. Furnémont aussi, avant même d'intégrer le CE au sortir du congrès de Stuttgart, aide déjà Huysmans dans les réceptions ou envois postaux liés aux affaires interparlementaires¹⁷⁰³. Jean Bergmans, secrétaire de la CSB depuis janvier 1905, est envoyé par le secrétaire à Liège et à Gand afin de chapeauter la défense politique et juridique d'un groupe de prisonniers lettons. Enfin, c'est également un Henri de Man âgé de 20 ans qui, dès

¹⁷⁰⁰ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 187, Lettre d'A. de Backer à C. Huysmans, 10 avril 1905.

¹⁷⁰¹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 210, Lettre de L. de Brouckère à C. Huysmans, [juillet 1905].

¹⁷⁰² Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 63, Lettre de C. Huysmans à F. Litvinov, 11 juillet 1906.

¹⁷⁰³ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 173, Lettre de C. Huysmans à L. Furnémont, 5 février 1907.

1905, fait profiter Huysmans de son expérience transnationale¹⁷⁰⁴ pour l'aider à établir des liens avec les organisations des jeunesses socialistes.

Or, pendant qu'il s'entoure d'un staff officiel et officieux, Huysmans révisé aussi ses rapports avec Anseele et Vandervelde. Il entreprend en effet de renforcer le CE en même temps qu'il s'en émancipe. Ces deux attitudes ne sont contradictoires qu'en apparence : conscient du prestige de ses camarades, il compte les remettre au centre du fonctionnement du BSI afin qu'en retour son droit d'initiative politique soit légitimé – c'est-à-dire l'inverse de ce qui était arrivé à Serwy après le relâchement de 1902-1903 –. Si avant 1905 il y avait simplement un secrétaire membre du CE, et que les termes de secrétariat et de CE étaient synonymes, Huysmans entend faire en sorte que le secrétariat qu'il forme avec son entourage soit reconnu comme une institution à part entière et dont lui-même assure le trait d'union avec le CE de par ses fonctions de secrétaire. Mais si le secrétariat devient le cœur battant du BSI en ce qu'il fonctionne réellement en permanence, extérieurement il est nécessaire que les délégués nationaux n'aient pas l'impression qu'il ait remplacé le CE. Huysmans le comprend très tôt, puisqu'il fait l'objet d'une première polémique déjà en mars 1905. En effet, il décide de son propre chef d'appuyer au nom du CE, et de transmettre aux partis affiliés dans une circulaire non-confidentielle, la *Déclaration au Bureau Socialiste International* que venait de publier Gueorgui Gapone, et qui proposait de convoquer une réunion de délégués du POSDR et du PSR-R pour « se mettre d'accord en vue de préparer un projet d'action unifiée pour organiser l'insurrection ouvrière en Russie¹⁷⁰⁵ ». Or Kautsky, qui se méfie de la démarche du Pope, dénonce publiquement dans le *Leipziger Volkszeitung* le fait que « ce Secrétariat International, qui curieusement s'est approprié pour lui-même le nom de Comité exécutif du Bureau Socialiste International, dépasse décidément les limites de son pouvoir lorsqu'il agit en tant qu'héraut de Gapone¹⁷⁰⁶ ». Il précise d'ailleurs ne pas critiquer le BSI en tant que tel, mais exclusivement son secrétaire, coupable d'avoir pris tout seul une décision arbitraire, alors que « les membres du Bureau ne doivent au Secrétariat pas plus de respect que celui que le Secrétariat leur doit¹⁷⁰⁷ ». Ainsi, tandis qu'au tout début de son mandat il avait poursuivi la pratique adoptée par Serwy à l'heure du repli national du CE en 1902-1903, c'est-à-dire signer tout seul les circulaires et les rapports, Huysmans comprend la nécessité de fléchir sa méthode afin d'entourer ses propres initiatives

¹⁷⁰⁴ Voir Ivo RENS, Michel BRELAZ, « Préface », in Henri DE MAN, *Au-delà du marxisme*, Paris, Seuil, 1974.

¹⁷⁰⁵ *L'Humanité*, 11 mars 1905, p. 2.

¹⁷⁰⁶ Karl KAUTSKY, « Gapon und die Einigung der russischen Sozialisten », *Leipziger Volkszeitung*, 29 mars 1905, p. 6.

¹⁷⁰⁷ *Idem.*

derrière l'autorité des meneurs belges. Le jeu de faux-semblants qu'il doit entretenir est particulièrement manifeste dans l'évolution rapide des libellés de ses rapports d'activité mensuels : il y a d'abord des rapports du secrétariat au CE, puis du secrétariat au BSI, et enfin du CE au BSI, et ce, alors que c'est toujours le secrétaire qui les rédige seul à chaque fois. D'autre part, Huysmans s'efforce d'imprimer une régularité aux réunions de travail *de visu* du CE, pour que les décisions les plus importantes ne soient pas prises par un système inconfortable de navette triangulaire, source potentielle de malentendus. Il identifie Bruxelles comme lieu de réunion par défaut, et les journées du samedi, dimanche et lundi comme les moments les plus propices (il en va de même d'ailleurs pour les plénières du BSI). En cas d'urgence, cependant, il arrive que les entrevues se tiennent à La Hulpe chez Vandervelde dans n'importe quel jour de la semaine. L'ordre du jour des réunions a tendance à se routiniser : il commence par un rapport du secrétaire sur la correspondance échangée, suivi d'un bilan administratif et financier, et enfin d'un débat sur les questions plus proprement politiques.

Une dernière institution bruxelloise à être reformée est la bibliothèque socialiste internationale. Dans son rapport au congrès d'Amsterdam, Serwy avait déclaré que celle-ci pouvait se considérer comme étant définitivement constituée, mais Huysmans estime que le travail fourni a été insuffisant. Son rapport au congrès de Stuttgart est sans appel : « En 1904, il n'existait pas de Bibliothèque¹⁷⁰⁸ ». De ce fait, l'un des chantiers qu'il ouvre consiste précisément à lui donner un nouveau souffle, pour qu'elle soit utile au travail du secrétariat et pour qu'elle contribue à son rayonnement auprès des tiers. Après son retour à la Maison du peuple, elle assume même les contours d'une institution à part entière, puisque Huysmans utilise un sceau spécial pour les correspondances afférentes, qui mentionne seulement son adresse physique mais sans faire référence à son rattachement au BSI. Et ce, malgré le fait que seul le personnel du secrétariat soit autorisé à faire fonction de bibliothécaire, et que ce soit Huysmans qui décide des conditions d'accessibilité et de financement. Quant au contenu, la tendance des partis à n'envoyer que la documentation récente est révisée. Haupt note en effet que Huysmans était aussi un « historien doublé d'un organisateur méthodique¹⁷⁰⁹ », un « chercheur passionné, pour qui les archives, les documents n'étaient pas que de simples documents administratifs¹⁷¹⁰ ». Faisant coïncider le mandat de 1900 avec sa propre sensibilité intellectuelle, il se donne l'objectif de remonter bien plus loin dans la recherche de documents

¹⁷⁰⁸ HAUPT, *Bureau Socialiste International*..., *op. cit.*, p. 432-433.

¹⁷⁰⁹ *Ibidem*, p. 16.

¹⁷¹⁰ Georges HAUPT, « Note sur les archives de la 1^{re} Internationale réunies par le BSI », *Le Mouvement social*, n° 44, 1963, p. 83-84.

à conserver, se tournant tout particulièrement vers ceux de l'AIT. Il considère en effet le BSI comme l'héritier légitime du CG d'un point de vue aussi bien politique que légal, de par les résolutions prises à la conférence de Philadelphie elle-même¹⁷¹¹ : les archives du CG y avaient confiées « aux vieux militants Sorge et Speyer pour être transmises à l'Internationale nouvelle¹⁷¹² », c'est-à-dire « à l'Office central de la 2^e Internationale si celle-ci se créait éventuellement¹⁷¹³ ». Ainsi, la toute première circulaire qu'il envoie en tant que secrétaire vise à demander au POB et aux délégués du BSI l'autorisation de récupérer les archives de De Paepe auprès de la coopérative du Progrès de Jolimont, où ils risquaient de se détériorer¹⁷¹⁴. L'initiative étant couronnée de succès déjà en mars 1905¹⁷¹⁵ (malgré l'ouverture d'un contentieux financier avec la coopérative qui durera jusque fin 1908), Huysmans se lance *illico* dans un autre projet, bien plus vaste : la collecte méthodique de toute la documentation institutionnelle de l'AIT (actes des congrès et du CG) et des correspondances de ses principaux meneurs¹⁷¹⁶ (non seulement de Marx et Engels¹⁷¹⁷, mais aussi de libertaires¹⁷¹⁸), mais qui s'avère peu aisée du fait de leur dispersion entre Europe et Amérique du Nord¹⁷¹⁹, et qui l'occupe donc jusqu'à la Première Guerre mondiale. D'autre part, le secrétaire accorde une attention renouvelée même à la collecte de documents contemporains. Depuis mai 1905, et à d'intervalles réguliers jusqu'en 1914, Huysmans ne cesse de rappeler aux partis affiliés qu'ils ont le devoir de lui transmettre « un exemplaire de chaque publication socialiste (journal, revue, brochure, rapport, livre)¹⁷²⁰ », qu'elle ait été éditée par une instance nationale ou par une branche locale. Le principe phare est que tout document socialiste est susceptible d'intéresser le secrétariat, et qu'il devrait lui être transmis à titre gracieux¹⁷²¹ – Huysmans refuse de payer même les frais de port, sauf en cas d'envoi groupé d'un grand volume de documents –. Les relances sont aussi bien collectives et générales¹⁷²² qu'individuelles et ciblées¹⁷²³. *Repetita iuvant*, à l'ouverture du congrès de Stuttgart Huysmans peut vanter que le secrétariat reçoit

¹⁷¹¹ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 1, 1909, p. 14.

¹⁷¹² LONGUET, « Le mouvement socialiste international », art. cit., p. 88.

¹⁷¹³ HAUPT, « Note sur les archives... », art. cit., p. 85-86.

¹⁷¹⁴ FMSH, Fonds Haupt, 8D3/3/28, Circulaire de C. Huysmans, 6 février 1905.

¹⁷¹⁵ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 323.

¹⁷¹⁶ *Ibidem*, p. 321.

¹⁷¹⁷ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 430, Lettre de C. Huysmans à O. Morgari, 22 octobre 1907 ; f° 442, Lettre de C. Huysmans à E. Ciccotti, 29 octobre 1907.

¹⁷¹⁸ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 299, Lettre de C. Huysmans à O. Rapin, 8 mai 1907.

¹⁷¹⁹ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 298, Lettre de C. Huysmans à M. Hillquit, 8 mai 1907.

¹⁷²⁰ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 327.

¹⁷²¹ *Ibidem*, p. 264-265 ; p. 323.

¹⁷²² Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 77-79, Circulaire de C. Huysmans, 22 novembre 1906 ; f° 104, Circulaire de C. Huysmans, 22 décembre 1906.

¹⁷²³ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 91-94, Lettres de C. Huysmans, 12 décembre 1906.

désormais régulièrement 155 journaux politiques, 126 journaux syndicaux ou coopératifs, et 53 revues¹⁷²⁴. Mais contrairement à ce qu'il espérait lors de sa prise de fonctions, Huysmans est obligé d'ajourner systématiquement l'idée d'envoyer aux partis un catalogue exhaustif de la bibliothèque, puisque déjà le classement s'avère laborieux face à un afflux d'ouvrages qui monte rapidement en flèche : les 1.500 en possession de Serwy en juillet 1903 sont déjà 10.000 en mai 1905¹⁷²⁵, et 15.000 en mars 1906¹⁷²⁶. Les aperçus sommaires des collections que Huysmans fournit essayent quand même en avant l'image d'un travail fécond : par exemple, dans son rapport d'activité à Stuttgart, il parle d'une institution « riche en raretés bibliographiques, en nombreux ouvrages d'économie politique, en travaux sur la Commune, en comptes rendus des Congrès de l'Internationale, en collections de journaux devenus introuvables, [...] des liasses de lettres adressées à De Paepe par Malon, par Varlin, par Eccarius, par la plupart des militants de l'époque¹⁷²⁷ ». Lorsqu'en mars 1907 la colonie utopiste d'*Helicon Home* au New Jersey est détruite par un incendie, le secrétaire se fait envoyer par Upton Sinclair tous les documents qui avaient pu être sauvés, afin de les conserver à Bruxelles¹⁷²⁸. Tout comme son prédécesseur, afin de nourrir davantage la bibliothèque, Huysmans aussi rentre en contact avec des acteurs extérieurs au mouvement socialiste, allant d'Emile Waxweiler, premier directeur de l'Institut de Sociologie Solvay de Bruxelles¹⁷²⁹, à Archer de Lima, pacifiste portugais président du Comité international de littérature¹⁷³⁰, ou encore à la Direction générale de statistique d'Uruguay¹⁷³¹. Il fait ainsi recours à ses compétences d'érudit, que son rôle de curateur de la bibliothèque lui permet de mettre pleinement en valeur, afin d'élargir son carnet d'adresses, inscrire dans la durée des correspondances voire des collaborations, et d'incarner par-là le sérieux du BSI.

Huysmans voulant créer une « véritable bibliothèque internationale socialiste, comprenant la collection complète des œuvres des socialistes des diverses écoles écloses pendant la première moitié du XIX^e siècle, des publications de la Première Internationale, des œuvres des

¹⁷²⁴ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International*..., op. cit., p. 432-433.

¹⁷²⁵ *Ibidem*, p. 325.

¹⁷²⁶ *Ibidem*, p. 204.

¹⁷²⁷ *Ibidem*, p. 432-433.

¹⁷²⁸ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 363, Lettre de C. Huysmans à U. Sinclair, 22 juin 1907.

¹⁷²⁹ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 46, Lettre de C. Huysmans à E. Waxweiler, 15 juin 1906 ; 625/2287, f° 355, Lettre d'E. Waxweiler à C. Huysmans, 21 juin 1906.

¹⁷³⁰ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 605-606, Lettre de C. Huysmans à A. de Lima, 29 décembre 1908.

¹⁷³¹ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 559, Lettre de C. Huysmans à la Direction générale de statistique d'Uruguay, 4 décembre 1908.

socialistes modernes, des documents de tous les Partis affiliés¹⁷³² », il constate très vite que le projet est victime de son succès et qu'à terme il ne pourra pas s'en occuper seul. S'il se fait aider par Kantor¹⁷³³ lorsqu'il ne l'envoie pas en mission, la perspective d'embaucher un employé affecté à titre permanent à la seule fonction de bibliothécaire est régulièrement envisagée mais se heurte à des finances qui peinent à se stabiliser¹⁷³⁴. Pour préserver le dynamisme qu'il veut conférer à la bibliothèque, il doit alors repenser les espaces, le catalogage, l'accessibilité et la valorisation. *Primo*, quant à l'espace, la hausse exponentielle des fonds conservés l'oblige à partager la bibliothèque entre la salle du secrétariat et les locaux de la Maison du peuple affectés au CG du POB – le frais de déménagement et de fabrication du nouveau mobilier s'élèvent à 4.100 frs, mais au bout d'un énième contentieux Huysmans réussit à faire en sorte que le POB contribue à hauteur de 3.000 francs¹⁷³⁵ –. *Secundo*, pour le catalogage, Huysmans fait appel aux services gracieux d'Henri La Fontaine¹⁷³⁶, sénateur du POB, Prix Nobel pour la Paix en 1913, mais avant tout fondateur de l'Institut international de Bibliographie en 1895 avec Paul Otlet, et qui applique donc aux fonds du BSI la modernité des normes de la classification décimale universelle qu'il avait lui-même introduit¹⁷³⁷. *Tertio*, quant à l'accessibilité, Huysmans entend pallier au cadre tout à fait aléatoire dans lequel Serwy avait ouvert les archives à Robert Hunter durant la rédaction de *Poverty*¹⁷³⁸. Il fixe donc une règle d'autorisation préalable pour la reproduction de documents, ainsi qu'une procédure de prêt et d'envoi à l'étranger (la durée est fixée à un mois maximum, et en cas de dépassement les employés du secrétariat envoient des lettres de rappel à délais fixes). Malgré ce tour de vis, Huysmans répète à plusieurs occasions vouloir « permettre aux hommes d'étude, qui voudraient se rendre compte de l'évolution des divers groupements socialistes, de trouver en notre bibliothèque les matériaux nécessaires¹⁷³⁹ ». La renommée qu'il fait acquérir à la bibliothèque pousse ainsi à s'y rendre en pèlerinage des acteurs aux profils forts différents : James Guillaume pour son *Internationale. Documents et souvenirs* (1905-1910), Jean Longuet pour son *Mouvement socialiste international* (1913), Jules L. Puech¹⁷⁴⁰ pour son *Proudhonisme dans l'Association internationale des travailleurs* (1907), le sociologue étatsunien James J. H.

¹⁷³² HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 204.

¹⁷³³ *Ibidem*, p. 329-330.

¹⁷³⁴ *Ibidem*, p. 433.

¹⁷³⁵ *Ibidem*, p. 204 ; p. 321-322 ; p. 329-330 ; p. 333.

¹⁷³⁶ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 64. Lettre de C. Huysmans à H. La Fontaine, 19 novembre 1907 ; f° 81. Lettre Huysmans à Lafontaine, 3 décembre 1907.

¹⁷³⁷ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 1, p. 14.

¹⁷³⁸ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., note n° 6, p. 388.

¹⁷³⁹ *Ibidem*, p. 432-433.

¹⁷⁴⁰ Voir FMSH, Fonds Haupt, 8D3/13/3, Lettre d'H. Lagardelle à C. Huysmans, 8 septembre 1906.

Raymond pour ses études sur le système parlementaire belge¹⁷⁴¹, ou encore Robert Hunter¹⁷⁴² pour son *Socialists at Work* (1908). Quarto, quant à la valorisation des archives, Huysmans entreprend une série de projets éditoriaux, mais qui doivent régulièrement être revus à la baisse faute de budget. D'abord, l'idée d'« un livre contenant les programmes de tous les Partis socialistes » est endossée par le secrétaire sous proposition des socialistes roumains en juin 1906, qui veulent par-là pouvoir disposer d'« un guide indicatif et précieux soit pour la fondation, soit pour la réorganisation ou pour la fusion de tous les Partis socialistes »¹⁷⁴³. Huysmans songe même à que l'ouvrage contienne l'ensemble des résolutions votées par tous les congrès nationaux de toutes les organisations affiliées depuis leurs origines¹⁷⁴⁴, mais alors que le congrès de Stuttgart lui nie la hausse du budget espérée pour pouvoir employer un bibliothécaire, le projet s'estompe à petit feu entre 1908 et 1909. Ensuite, c'est pour les mêmes raisons que l'idée d'une anthologie des lettres de De Paepe au sujet de l'AIT se solde par la reproduction de sa seule correspondance avec Malon dans *La Revue socialiste*. De même, en contraste avec le très lacunaire *Livre bleu de l'Internationale* fait paraître par Oscar Testut en 1871, Huysmans lance un projet de *Livre rouge de l'Internationale*, consistant en une édition critique des comptes rendus des congrès internationaux de 1864 à 1876, mais à défaut de pouvoir embaucher quelqu'un pour s'en occuper à plein temps, il s'en remet à l'historien militant David Riazanov qui travaille à l'*Anton Menger Stiftung* de Vienne¹⁷⁴⁵ – le préférant de loin à Guillaume qui avait offert lui aussi ses services au secrétaire¹⁷⁴⁶ –. Huysmans confie à Riazanov toute la documentation en sa possession et le fournit de lettres de recommandation pour que les vétérans de l'AIT ou leurs héritiers lui accordent des entretiens et lui laissent emporter temporairement à Vienne des collections privées inédites. À l'été 1914, Riazanov a terminé de rédiger son *Urkundenbuch der Internationale* et est en train de régler les derniers détails avec l'imprimerie Dietz de Stuttgart, lorsqu'éclate le conflit mondial. Le projet éditorial est interrompu, mais après la guerre Riazanov est devenu une figure de proue du pouvoir bolchevik : au lieu de rendre les documents à un Huysmans qui est désormais un adversaire

¹⁷⁴¹ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2299, f° 92, Lettre de J. J. H. Raymond à C. Huysmans, 11 janvier 1909.

¹⁷⁴² Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International*..., *op. cit.*, p. 388

¹⁷⁴³ *Ibidem*, p. 390.

¹⁷⁴⁴ *Ibidem*, p. 433.

¹⁷⁴⁵ Voir à ce sujet la correspondance entre C. Huysmans, A. Braun, E. Bernstein et W. Pfannkuch entre mai et juillet 1908 in AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 248-249 ; f° 284 ; f° 296 ; f° 303 ; f° 323 ; f° 329.

¹⁷⁴⁶ Voir FMSH, Fonds Haupt, 8D3/13/4, Lettre de J. Guillaume à C. Huysmans, 17 septembre 1906.

politique, il les transfère à l'Institut Marx-Engels qu'il fonde et dirige à Moscou, et ce n'est que péniblement que l'IOS réussira à s'en faire rendre une partie en 1926-1928¹⁷⁴⁷.

c) ... à une réforme du Bureau

Pour que le secrétariat devienne un organe dynamique, capable de réaliser un suivi efficace de toutes les démarches entreprises au nom du BSI, Huysmans inaugure une gestion méthodique de la correspondance, d'abord en interne. Dès février 1905, il indique son intention « de classer avec méthode et clarté toutes les pièces, de faire un indicateur d'entrée et de sortie, résumant toute l'activité de l'organisme¹⁷⁴⁸ ». Il instaure ainsi un registre dénommé *Indicateur*¹⁷⁴⁹, où sont relatés de manière exhaustive et structurée la date d'expédition ou réception de chaque pièce, les annexes éventuelles, les groupes ou personnes destinataires ou expéditrices, une synthèse du contenu, le numéro de référence administrative, le numéro de classement dans les archives du secrétariat, l'intitulé du dossier de référence (le plus souvent, le classement se fait par pays ou par grands sujets). De temps à autre, Huysmans y colle directement des copies de lettres particulièrement importantes. Les *Indicateurs* sont en Français dans leurs sections générales, mais celle dédiée à la synthèse est rédigée dans la langue dans laquelle le secrétaire a écrit ou reçu chaque lettre. Les registres sont améliorés au fil du temps : les Indicateurs A et B sont encore des cahiers blancs où les lignes et les titres des sections sont tracés à la main, mais à partir de l'Indicateur C, c'est-à-dire dès janvier 1907, Huysmans s'est visiblement fait éditer des cahiers sur mesure, et les titres des sections sont déjà imprimés. Les Indicateurs C, D, E et F sont aussi accompagnés d'un *Répertoire*¹⁷⁵⁰, c'est-à-dire un deuxième registre censé aider le secrétaire à s'orienter plus facilement pour retrouver sa correspondance, suivant un tout autre type de classement : il se fait par nom alphabétique (individus et groupes confondus, avec souvent l'indication de leur ville) et se borne à indiquer le numéro administratif correspondant à chaque pièce. Huysmans garde aussi soigneusement au moins deux copies de chaque lettre envoyée : une est rajoutée dans le dossier thématique correspondant, classé par ordre chronologique ; l'autre est insérée dans un *Registre de copie de la correspondance du Bureau*

¹⁷⁴⁷ Voir Georges HAUPT, « Note sur les archives de la 1^{re} Internationale réunies par le BSI (II) », *Le Mouvement social*, n° 48, 1964, p. 87-94.

¹⁷⁴⁸ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 321.

¹⁷⁴⁹ Les Indicateurs sont conservés à l'AMSAB-ISG : A (1905), B (1906 et janvier 1907), C (janvier 1907-novembre 1909), D (novembre 1909-août 1912), E (août 1912-décembre 1913), F (décembre 1913-octobre 1916).

¹⁷⁵⁰ Les Répertoires des Indicateurs C à F sont conservés à l'AMSAB-ISG.

Socialiste International, classé lui aussi chronologiquement. En outre, il tient à jour des *Rubriques* qui contiennent des listes d'adresses de ses contacts, distinctes en fonction de leur nature : une pour les membres du BSI et de la CIS ; une pour les secrétaires des partis et des groupes parlementaires ; une pour les sièges sociaux des partis nationaux, des centrales syndicales et d'autres organisations ouvrières ; une pour les rédactions de la presse socialiste. En octobre 1906, lorsqu'une partie de ces rubriques est mise à disposition de l'ensemble des interlocuteurs directs du BSI avec autorisation de publication, *L'Humanité* ne manque pas de relever qu'il s'agit d'« informations précieuses ¹⁷⁵¹ ». Depuis lors, Huysmans continue d'envoyer à d'intervalles réguliers ses rubriques mises à jour. Enfin, il inaugure aussi un *Index* de journaux, albums et almanachs qui contiennent des portraits de grandes figures de l'Internationale¹⁷⁵² : non seulement les délégués du BSI ou les dirigeants des partis, mais aussi des écrivains, journalistes, coopérateurs et syndicalistes. En complément, il collectionne photographies et dessins dans des dossiers *ad hoc*.

Cette rationalisation de la gestion documentaire en interne s'accompagne d'une révision du mode de transmission de correspondances entre le secrétariat et ses interlocuteurs. En juin 1905, une circulaire de Huysmans¹⁷⁵³ énonce clairement qu'il existe désormais une procédure obligatoire pour s'adresser à lui : tout pli, lettre, carte postale ou télégramme doit indiquer comme destinataire *Secrétariat Socialiste International, Maison du Peuple, rue Joseph-Stevens, Bruxelles*. Les plis recommandés ou assurés doivent spécifier, comme destinataire, le prénom et le nom du secrétaire *in extenso*. La circulaire indique également les modalités à suivre pour recevoir un volume édité par le BSI, notamment l'obligation de payer en amont un mandat postal. Le mois d'après, Huysmans revoit la manière de garantir la confidentialité aux correspondances sur des sujets sensibles, en généralisant les leçons à titrer des défaillances émergées dans le cadre du dossier russe. Ayant en effet constaté qu'« à diverses reprises, la presse a publié des extraits ou des reproductions complètes de documents émanant du secrétariat » il informe que, « malgré les frais considérables qui en résulteront, le Comité exécutif a décidé d'envoyer dorénavant toutes les communications sous enveloppe fermée »¹⁷⁵⁴. En février 1906, il note avec satisfaction que le secrétariat a réussi à faire face aux coûts de la garantie de confidentialité¹⁷⁵⁵.

¹⁷⁵¹ *L'Humanité*, 8 octobre 1906, p. 2.

¹⁷⁵² Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2526.

¹⁷⁵³ Voir *L'Humanité*, 14 juin 1905, p. 1.

¹⁷⁵⁴ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 169.

¹⁷⁵⁵ *Ibidem*, p. 370.

Huysmans se distingue de Serwy aussi par la fréquence des correspondances qu'il compte installer avec les partis nationaux. Pour ce qui est du circuit de la périphérie au centre, il a l'impression que les partis s'adressent au secrétariat seulement quand ils en ont besoin. Il pointe déjà en mai 1905 :

« Il est fort regrettable que le secrétariat du Bureau reçoive si peu de rapports et de documents. Trop souvent le Comité exécutif n'est informé des faits et gestes des Partis affiliés que par les comptes rendus des journaux. A chaque moment nous recevons la visite de camarades de divers pays, qui viennent à Bruxelles pour étudier l'organisation socialiste internationale et nous n'avons presque rien à mettre à leur disposition. Il nous paraît que le temps est venu de mettre fin à cette situation¹⁷⁵⁶ ».

Ces rappels à l'ordre sortent des effets bénéfiques, puisqu'en janvier 1906 Huysmans constate – et ses Indicateurs le confirment –, que « depuis un an, la correspondance s'est décuplée¹⁷⁵⁷ » (ce à quoi correspond néanmoins une augmentation moyenne des frais postaux de 150 % par rapport à février 1905¹⁷⁵⁸). Et quant au circuit du centre à la périphérie, il tient à donner lui-même le bon exemple. Il prend en effet l'habitude de transmettre par circulaire toutes les communications officielles qu'il reçoit d'un délégué national et qui concernent le BSI dans son ensemble – et ce, même lorsqu'elles avancent des arguments polémiques, par exemple à propos de dossiers d'unification –. Surtout, Huysmans révisé l'outil des rapports d'activité, afin qu'à leur tour les partis soient régulièrement informés de ce qui est fait à Bruxelles, et qu'en retour le rôle du secrétariat soit de plus en plus reconnu comme incontournable, y compris dans les questions politiques. Ainsi, tandis que Serwy avait produit sept rapports en tout en cinq ans (un pour chaque plénière, et un pour les assises d'Amsterdam), et que le reste du temps les informations étaient publiés au compte-goutte dans *Le Peuple* et *L'Avenir social*, Huysmans instaure dès février 1905 un principe de mensualité pour que la fonction de publicité en devienne une d'autolégitimation. Même si au final la plupart de ses rapports résultent bi- voire trimestriels, le bilan qu'en tire Huysmans à la VII^e plénière de 1906 est très positif en ce qu'il trouve dans leur fréquence et leur concentration de l'information un instrument clé pour sortir de l'immobilisme d'avant-1905 :

« Quand [...] j'ai été désigné pour continuer la tâche qu'avait assuré avec autant de dévouement que d'abnégation, le citoyen V. Serwy, le secrétariat s'est rendu compte de la nécessité d'assurer,

¹⁷⁵⁶ *Ibidem*, p. 327.

¹⁷⁵⁷ *Ibidem*, p. 360.

¹⁷⁵⁸ *Ibidem*, p. 369.

dans la mesure des moyens qui étaient mis à sa disposition, une application plus stricte des résolutions des Congrès internationaux. Il lui a paru que les liens existant entre les Partis affiliés et le Bureau n'étaient pas suffisamment serrés et que les relations, au lieu d'être périodiques, étaient trop accidentelles. Les Partis affiliés n'étaient pas mis au courant, régulièrement, mensuellement, du travail accompli par le secrétariat, de la correspondance échangée, des questions traitées. D'autre part, le Bureau ignorait fort souvent ce qui se passait au sein des Partis affiliés, de telle manière qu'une action d'ensemble, à un moment déterminé, pouvait être entravée par cette conjoncture défavorable. Pour remédier à cette situation, le secrétariat a pris l'initiative de publier et d'envoyer aux secrétaires et délégués des Partis affiliés, un rapport mensuel. [...] Le jour où les Partis affiliés, par l'organe de leurs secrétaires et de leurs délégués, voudront bien adresser régulièrement au secrétariat international un rapport trimestriel ou même semestriel sur leur activité, il nous sera possible de publier un travail du plus haut intérêt pour le prolétariat de tous les pays¹⁷⁵⁹ ».

Ces rapports miméographiés et multigraphiés, sont néanmoins conçus comme une forme essentiellement provisoire, en attendant que le BSI prenne enfin des mesures pour lancer l'édition d'un bulletin périodique officiel¹⁷⁶⁰. À partir d'août 1905, signataires et destinataires se stabilisent : ce sont désormais officiellement des rapports du CE aux délégués du BSI et aux secrétaires des partis affiliés. Ils se composent le plus souvent d'une partie publique et d'une confidentielle (seulement une poignée de rapports sont entièrement confidentiels). La partie publique est censée être transmise par les partis à leur presse pour reproduction, tout comme Huysmans le fait déjà systématiquement dans *Le Peuple* et *L'Avenir social*¹⁷⁶¹. Mais dès février 1907, le secrétaire annonce vouloir procéder régulièrement à un tirage à part d'une centaine d'exemplaires pour les envoyer lui-même à une série d'interlocuteurs privilégiés, en vue d'une plus grande circulation¹⁷⁶². Quant aux paragraphes confidentiels, ils concernent notamment les questions financières et le dossier russe. La limite principale des rapports reste néanmoins celle de la langue : établis au début seulement en Français, ce n'est qu'en octobre 1905 que Huysmans commence à y adjoindre un résumé en Allemand, et il faut attendre avril 1906 pour une version intégrale en Allemand, et septembre 1908 pour une en Anglais. Ces retards s'expliquent du fait que Huysmans, bien que parfaitement capable de traduire tout seul ou avec

¹⁷⁵⁹ *Ibidem*, p. 202.

¹⁷⁶⁰ Voir Georges HAUP, « Le Bulletin du BSI », in *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International 1909-1913*, Genève, Minkoff, 1979, p. 7.

¹⁷⁶¹ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 275, Lettre de *L'Avenir social* à C. Huysmans, 24 janvier 1906.

¹⁷⁶² Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 130, Lettres de C. Huysmans à A. Dewinne et G. Serwy, 9 février 1907.

l'aide de l'entourage de la Maison du peuple, ne veut pas instaurer une logique de passivité des partis à l'égard de ces rapports. Il exige, au contraire, qu'au moins deux interlocuteurs étrangers prennent leurs responsabilités pour le seconder. Cependant, il mélange traduction et circulation, et finit paradoxalement par envisager un retour au schéma de communication unidirectionnelle *top-down* adopté à la I^e plénière de 1901 pour le bulletin décentralisé, et qui s'était déjà avéré défaillant. Huysmans imagine en effet qu'il y ait un traducteur unique pour chaque langue (Kautsky pour l'Allemand, Hyndman ou Green pour l'Anglais) et une seule revue de référence pour la première publication du rapport (*L'Avenir Social*, *Die Neue Zeit* et *The Social-Democrat*), et que chaque délégué national se fasse payer par le BSI un abonnement à l'une de ces revues en fonction de sa langue de préférence¹⁷⁶³. Mais puisque tant le SPD que la SDF s'avèrent être tatillons, et que *L'Avenir social* quant à lui cesse de paraître en 1906, Huysmans doit se résigner à concentrer le travail de traduction à Bruxelles et à un mode de circulation des rapports moins vertical. Ce qui lui laisse en retour plus de marges de manœuvre pour faire évoluer leur portée : tandis que les premiers rapports sont conçus comme un simple moyen administratif de communication synthétique et objective, ils deviennent au fil du temps des outils de proposition politique au même titre que les circulaires. Au lieu de se borner à dire ce qui a été fait, Huysmans s'y prononce de plus en plus ouvertement aussi sur ce qui pourrait être fait et les utilise pour initier des consultations sur ce que lui-même sélectionne comme étant prioritaire.

Un autre chantier auquel Huysmans s'attaque très tôt est la refonte du système de cotisation. La situation financière qu'il hérite est en effet très fragile, le rapport liquidatif établi par Anseele et Serwy en avril 1905 faisant état d'un arriéré des cotisations qui s'élève à 10.675 frs face à une encaisse réduite à 3.407 frs¹⁷⁶⁴. Et étant donné que le congrès d'Amsterdam avait pris des décisions court-termistes sur une poignée de cas de figure spécifiques, certains partis ne se privent pas de continuer de demander de réduire encore plus leur quote-part (notamment SAP-S, PSS, SDAP-N, SDAP-Ö, ILP). Or, la VI^e plénière de janvier 1905 assume une attitude équilibrée : si elle adopte un vœu de Vandervelde pour que le BSI soit « très large dans la régularisation du paiement des cotisations arriérées », elle charge d'« un projet de budget »¹⁷⁶⁵ le nouveau secrétaire et acte que celui-ci devrait occuper son poste à titre permanent en recevant un salaire conséquent. La stratégie qu'emploie Huysmans dans l'intervalle entre VI^e et VII^e

¹⁷⁶³ Voir IISG, Karl Kautsky Papers, D-XIII-218-224, Lettre de C. Huysmans à K. Kautsky, 4 mai 1906 ; AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f^o 13, Lettre de C. Huysmans à H. M. Hyndman, 12 mai 1906.

¹⁷⁶⁴ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2303, f^o 1-5, Rapport financier du secrétariat, mai 1905.

¹⁷⁶⁵ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 128.

plénière consiste alors à conjuguer rigueur et élasticité : si la documentation officielle qu'il transmet à l'ensemble des interlocuteurs fait preuve de fermeté, les correspondances particulières sont imprégnées d'esprit de compromis. Ainsi, d'une part, l'obligation morale de régulariser les arriérés et de payer annuellement l'entièreté de la cotisation fait l'objet de rappels continuels. Huysmans n'hésite pas d'ailleurs à se saisir de logiques de transparence pour que les défaillances de certains soient portées à l'attention de tous. Le rapport de janvier 1906 notamment fait un bilan des entrées reçues de la part de chaque section nationale, avant de déclarer que « cette situation financière n'est pas brillante, elle est due à la négligence de certaines organisations qui laissent les arriérés s'accumuler¹⁷⁶⁶ ». Celui de février 1906 pointe que « malgré toute notre insistance, les Partis négligent d'acquitter leurs dettes, et, tandis que nous voyons les charges du secrétariat augmenter de jour en jour par suite de sa transformation, nous constatons une tendance croissante des Partis affiliés à vouloir diminuer leurs cotisations¹⁷⁶⁷ ». D'autre part, cependant, Huysmans entreprend une multitude de négociations bilatérales pour essayer d'établir un montant réaliste que chaque parti serait en mesure de fournir annuellement, en vue de parvenir à un chiffre global capable de couvrir des dépenses ordinaires du secrétariat qui connaissent une hausse exponentielle (de 375 frs/mois entre février et juin 1905, à 605 frs/mois entre juillet 1905 et février 1906¹⁷⁶⁸). Ainsi, le projet de réforme budgétaire que Huysmans fait présenter à Anseele à la VII^e plénière de mars 1906 abroge le principe forfaitaire établi en 1900, et opte pour un système de cotisation proportionnelle aux capacités réelles, tout en permettant au budget prévisionnel global du BSI de passer de 10.000 à 14.350 frs/an¹⁷⁶⁹. Les quote-part se déclinent comme suit : 2.500 frs pour les Allemands, 1.500 pour les Russes, 1.250 pour les Britanniques, Français et Etatsuniens, 1.000 pour les Belges, 800 pour les Danois, 600 pour les Autrichiens et Tchèques, 500 pour les Polonais, 400 pour les Néerlandais, Hongrois et Italiens, 200 pour les Australiens, Bulgares, Espagnols, Finlandais, Norvégiens, Argentins, Suédois et Suisses, 100 pour les Japonais, Luxembourgeois et Serbes.

Ratifiée sans incident majeur par les délégués puis par les directions nationales (à l'exception du PSS, mais qui finit par s'en excuser publiquement¹⁷⁷⁰), la réforme budgétaire produit une externalité positive immédiate en ce que plusieurs partis, qui ont l'impression d'avoir enfin été écoutés, s'empressent de régler leurs arriérés : en six mois, le secrétariat récupère en effet plus

¹⁷⁶⁶ IISG, Karl Kautsky Papers, G3-54-137, Rapport du secrétariat du BSI du mois de janvier 1906.

¹⁷⁶⁷ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 369.

¹⁷⁶⁸ Voir IISG, Karl Kautsky Papers, G3-54-137, Rapport du secrétariat du BSI du mois de février 1906.

¹⁷⁶⁹ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 205.

¹⁷⁷⁰ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 238, Lettre de C. Huysmans à J. Sigg, 29 mars 1907.

de 6.000 frs à ce titre. Surtout, en novembre 1906, deux partis annoncent de leur plein gré une augmentation de leur cotisation¹⁷⁷¹ : le SAP-S de 200 à 500 frs/an, le SSP de 200 à 300 frs/an. Anseele ne manque pas de conférer à ce geste un caractère d'exemplarité et émet le vœu que d'autres partis fassent de même, allant jusqu'à déclarer qu'il était inadmissible que même certains SPI disposent de plus de fonds que le BSI. Cependant, cet élan volontariste est de courte durée, et le premier semestre de 1907 voit un retour de la stagnation dans le règlement de cotisations et arriérés. En manque de pouvoir de sanction, Huysmans doit alors se lancer dans une nouvelle tournée générale de rappels moraux et négociations concrètes afin de consolider le budget du BSI à l'approche du congrès de Stuttgart, parvenant *in extremis* à faire revenir les arriérés à un taux « ordinaire », en l'occurrence à 9.244 francs¹⁷⁷², sans pour autant devoir réviser les quotes-parts annuelles. En somme, à l'ouverture des assises, si le budget global connaît une légère amélioration par rapport à 1904, son mode de collecte est loin de se routiniser et demande encore une surveillance active et chronophage du secrétaire.

Enfin, Huysmans apporte des améliorations sensibles aussi dans le mode d'organisation et de déroulement des réunions du BSI. Après une affirmation problématique de la semestrialité pendant le secrétariat de Serwy, la VI^e plénière de janvier 1905 était revenue à un principe d'annualité, sous proposition de Bebel¹⁷⁷³. Si cette décision manifeste une perception de la faible nécessité d'entrevues régulières aux yeux d'une majorité de délégués nationaux, Huysmans y trouve néanmoins des marges de manœuvre pour profiter de la situation et faire en sorte que les plénières suivantes enregistrent déjà d'importantes nouveautés. S'il accepte qu'elles se tiennent moins souvent, il compte faire en sorte qu'elles ne laissent transparaître aucune impression d'improvisation et que, au contraire, elles soient le plus efficaces possible pour que le CE y reçoive un mandat politique clair. *Primo*, au niveau de la durée des réunions, Huysmans introduit l'idée qu'elles puissent s'étaler sur plusieurs jours. S'il espère au départ que la VII^e dure trois jours¹⁷⁷⁴, il obtient finalement au moins qu'elle en dure deux¹⁷⁷⁵. *Secundo*, un rapport financier du BSI commence à être lu, discuté et adopté séparément vis-à-vis du rapport d'activité du secrétariat. *Tertio*, la composition des plénières s'élargit en même temps qu'elle se complexifie. D'une part, Huysmans routinise la pratique improvisée vers la fin du mandat de Serwy d'inviter aux plénières des représentants d'organisations non

¹⁷⁷¹ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 265.

¹⁷⁷² *Ibidem*, p. 436-438

¹⁷⁷³ Voir *L'Humanité*, 16 janvier 1905, p. 1.

¹⁷⁷⁴ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 344.

¹⁷⁷⁵ *Ibidem*, p. 195-196.

affiliées (notamment de l'empire russe) : ils sont considérés comme « délégués provisoires » et disposent d'une voix consultative. D'autre part, sous proposition de Vaillant à la IX^e plénière, les secrétaires des groupes parlementaires affiliés à la CIS commencent eux aussi à être admis aux plénières avec voix consultative en qualité de « délégués adjoints ». *Quarto*, un « bureau de plénière » commence à être mis en place. Composé du CE et des employés du secrétariat, il réunit une multitude de responsabilités : élaborer l'ordre du jour provisoire, préparer et imprimer les documents à l'étude, prononcer les allocutions d'ouverture et de clôture, modérer les débats et les votes, formaliser les vœux sous forme de projets de résolution, prendre des notes en vue de l'édition du compte-rendu, etc. Par-là, Huysmans se décharge de toute une série de tâches qui auparavant étaient concentrées surtout par Serwy, et par conséquent il peut intervenir plus aisément dans les discussions de fond. *Quinto*, la lecture des lettres d'excuses des absents commence à assumer une certaine importance. Huysmans veut démontrer l'intérêt qu'est porté au BSI par ses propres membres, et faire en sorte qu'aucune absence ne puisse être interprétée comme une marque de défiance. Ainsi, les excuses sont insérées méticuleusement dans les comptes rendus officiels, et la presse socialiste à son tour commence à s'y pencher de plus près pour savoir si elles sont suffisamment justifiées ou non. Par exemple, l'absence de POSDR et SDAP-Ö à la VII^e plénière fait l'objet de réceptions contrastées entre *Vorwärts* et *International Socialist Review*. Si le premier estime qu'« il y avait des bonnes raisons : à Vienne et en Russie, il y a en ce moment tant à faire qu'on ne peut se passer de personne¹⁷⁷⁶ », la seconde émet une critique sans demi-mots :

« Il est évident que les diverses nationalités n'ont pas encore pris le Bureau aussi sérieusement comme il se doit, et échouent dans la compréhension qu'ici à Bruxelles il y a le centre qui peut donner aux grands et grandissants partis socialistes de toutes les nations une influence toujours croissante sur les affaires du monde. La vieille Internationale était purement une idée. Il y avait quelques généraux sans armée. Aujourd'hui il y a une armée importante de socialistes dans chaque pays civilisé, et s'ils étaient correctement organisés comme une force internationale et leurs délégués étaient envoyés entièrement instruits au Bureau, comme ils devraient l'être, ils seraient de loin le plus grand pouvoir en faveur de la paix et de la bonne volonté qui se trouverait dans le monde. De plus, l'échange d'information et les connaissances personnelles réalisées sont aussi très importants, et peuvent prévenir beaucoup d'incompréhensions. On parle beaucoup

¹⁷⁷⁶ *Vorwärts*, 5 mars 1906.

d'internationalisme et d'action internationale, mais jusqu'à présent il y a eu très peu d'applications de manière à impressionner les classes dirigeantes hostiles d'Europe¹⁷⁷⁷ ».

La manière dont Huysmans favorise l'émergence de ces débats transnationaux provoque d'ailleurs un début d'inversion de la tendance auprès de partis dont l'absence aux plénières était chronique. Ainsi, Oddino Morgari se réveille soudainement en mai 1907 et demande à Huysmans pourquoi aucun rappel à l'ordre n'avait été émis à l'encontre du PSI, qui s'était fait représenter seulement à une plénière sur huit (celle d'Amsterdam, d'ailleurs). Ce à quoi cependant le secrétaire ne peut répondre que c'est exclusivement aux directions des partis que revient le droit de veiller au comportement de leurs délégués¹⁷⁷⁸. *Sexto*, les débats de plénière sont mieux préparés en amont, puisqu'à partir de la VIII^e Huysmans commence à rédiger lui-même et distribuer des rapports introductifs trilingues sur l'ensemble des points à l'ordre du jour. Et avant la IX^e, il consulte aussi les directions des partis pour qu'elles fournissent des avis motivés sur les questions au programme. Par cet élargissement du nombre d'interlocuteurs concernés pour la formulation de l'ordre du jour, Huysmans vise à rendre celui-ci le plus consensuel possible, pour que l'attention des plénières le moins possible détournée par des questions de forme et qu'elles puissent se consacrer entièrement aux réalisations pratiques. *Septimo*, Huysmans approfondit la pratique initiée tardivement par Serwy de procéder à une édition autonome et officielle des comptes rendus des plénières. Des délégués l'encouragent d'ailleurs dans cette direction, face à une prolifération dans la presse de versions non-officielles qui fournissent des informations discordantes¹⁷⁷⁹. Les nouveaux comptes rendus sont plus exhaustifs et soignés, reflétant le penchant érudit du secrétaire. À partir de celui de la IX^e plénière, Huysmans se préoccupe aussi d'y élucider un aspect qui demeurerait confus depuis 1901, à savoir à quel moment Anseele et Vandervelde s'expriment en tant que délégués nationaux et à quel moment ils parlent au nom du CE. Les comptes rendus sont aussi mieux diffusés : non seulement ils sont trilingue et distribués aux interlocuteurs directs par les soins du secrétariat lui-même, mais une partie est aussi destinée à la vente (au prix de 0,50 frs pour celui de la VII^e plénière, puis d'1 fr pour les suivantes). En outre, dès la VIII^e plénière, Huysmans inaugure une procédure de validation des comptes rendus en amont de leur impression¹⁷⁸⁰, afin de parvenir à une version consensuelle car authentifiée par l'ensemble des

¹⁷⁷⁷ *International Socialist Review*, vol. 6, 1905-1906, p. 689-690.

¹⁷⁷⁸ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 239, Lettre de C. Huysmans à O. Morgari, 21 mai 1907.

¹⁷⁷⁹ Voir par exemple FMSH, Fonds Haupt, 8D3/13/1, Lettre d'I. Roubanovitch à C. Huysmans, 18 janvier 1905.

¹⁷⁸⁰ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 100-102, Lettres de C. Huysmans aux délégués nationaux du BSI, 19 décembre 1906.

délégués. Il va de soi que si les comptes rendus gagnent en qualité, ils perdent en rapidité : il faut dès lors en moyenne deux à quatre mois de travail d'édition. Ce sont les traductions qui résultent encore une fois le plus chronophages à cause de l'indiscipline des partenaires allemands et surtout britanniques que Huysmans désigne au cas par cas, et qui parfois exigent même une gratification¹⁷⁸¹. Mais si le secrétaire songe à un moment de se tourner vers ses contacts dans les milieux académiques bruxellois, il y renonce finalement en expliquant : « Je n'aime pas de confier ces choses à des non-socialistes, car leur vocabulaire n'est pas le nôtre¹⁷⁸² ».

B. Une rationalisation des logiques institutionnelles de l'Internationale

Puisque l'institution centrale était sortie morcelée d'Amsterdam, Huysmans tente de profiter de plusieurs conjonctures pour recoller les morceaux et pouvoir présenter, aux assises suivantes, un organigramme cohérent, doté de bases juridiques et performant. Premièrement, il bénéficie des difficultés rencontrées par les Néerlandais pour activer la CIS pour la leur retirer, en deux étapes : d'abord une subordination hiérarchique de la CIS par le BSI, puis son englobement pur et simple. Deuxièmement, la réforme des modes de votation et de représentations aux congrès, déléguée au BSI à Amsterdam, confirme les difficultés immenses éprouvées à donner une lecture univoque des questions nationales, mais se configure en même temps comme la première occasion utile pour doter le BSI d'un rudiment de texte réglementaire, en vue d'asseoir sa place centrale dans les dynamiques relationnelles de l'Internationale. Troisièmement, enfin, la préparation du congrès de Stuttgart donne l'opportunité au secrétaire de montrer que la leçon d'Amsterdam a été apprise, par une meilleure préparation non seulement administrative mais aussi politique.

¹⁷⁸¹ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 149, Lettre de C. Huysmans à H. M. Hyndman, 26 janvier 1907.

¹⁷⁸² AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 226, Lettre de C. Huysmans à Green, 5 mars 1907.

a) De la mise au pas à l'englobement de la Commission interparlementaire

Malgré l'engouement suscité au congrès d'Amsterdam, la CIS rentre très rapidement dans une phase de stagnation politique. Sa seule prise de position publique demeure pendant longtemps son invitation à protester dans les Parlements contre les répressions en Russie, émise en janvier 1905 mais s'inscrivant dans le cadre de la campagne plus large initiée par le BSI. Les occupations du secrétaire Mannoury, de son bureau d'information et du comité exécutif néerlandais restent d'ordre purement administratif : ils tentent en effet de mettre au point le fonctionnement de la CIS sans se préoccuper de commencer à la faire vivre réellement. Tandis que le CE du BSI avait songé très tôt à activer son mandat politique, sans attendre pour cela l'aval d'une première réunion qui tardait à arriver, les Néerlandais préfèrent attendre une entrevue *de visu* avant de tenter de coordonner des actions transnationales. En retour, ils obtiennent une baisse drastique de l'intérêt porté à cette instance par les autres groupes parlementaires, et le bureau d'information est plongé rapidement dans une situation financière inquiétante. Le congrès d'Amsterdam n'avait fixé ni de principe ni de montant pour les cotisations nationales, et par la suite les groupes affiliés n'avaient pris aucune initiative de leur propre gré. En juillet 1906, à la veille de sa I^e plénière, la CIS fait déjà état d'un déficit de 63 florins, ses contributions provenant depuis désormais deux ans des seuls élus du SDAP-N. Mannoury ne dispose même pas d'une machine à écrire : il copie à la main chaque circulaire pour chaque interlocuteur, et dispose seulement de feuilles de papier pré-imprimées portant le libellé de la Commission. C'est dans ces conditions qu'il mène son principal projet : l'élaboration de règlements de la CIS, libellés *Projet d'organisation*¹⁷⁸³, d'après une demande du seul SDAP-N qui s'était rendu compte que la résolution adoptée à Amsterdam était très lacunaire. Achievé en mars 1905, le *Projet* est très détaillé, mais l'architecture institutionnelle qu'il esquisse est particulièrement complexe, notamment car il est question de détacher responsabilités administratives et politiques : les premières seraient confiées de manière permanente au bureau d'information qu'anime Mannoury à Amsterdam, tandis que les deuxièmes seraient confiées à une nationalité différente tous les ans en fonction du lieu de réunion des plénières. Quant aux liens entre CIS et BSI, le *Projet* indique que les délégués du second ont le droit de se faire représenter dans chaque réunion de la première, de prendre part aux discussions et déposer des motions, mais avec voix consultative. Cependant, il est aussi

¹⁷⁸³ Pour les échanges à ce sujet, cf. AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2299, f° 8-20.

écrit que le *Projet* ainsi que toutes ses modifications ultérieures n'entreraient en vigueur qu'après leur ratification par le BSI.

Or, précisément de ce fait, alors que ces règlements devaient permettre d'entamer le travail de coordination interparlementaire, ils se configurent plutôt comme le début de la fin de l'existence autonome de la CIS. Des raisons de temporalité jouent déjà en leur défaveur. Ils sont en effet transmis au BSI à l'heure même où celui-ci commence à se pencher sur la réforme des modes de votation et de représentation aux congrès : dès lors, ils ne sont pas étudiés comme un sujet à part entière, mais sont intégrés à la discussion plus large sur la réforme institutionnelle de l'Internationale. En outre, le *Projet* doit attendre une réunion du BSI pour entrer en vigueur, mais la VII^e plénière n'est prévue qu'au printemps 1906. Ainsi, de mars 1905 à mars 1906, l'existence de la CIS reste en suspens, et Huysmans, qui désire avant tout asseoir l'autorité de sa propre institution, y trouve le prétexte parfait pour se remplacer ouvertement aux Néerlandais dans la gestion de correspondances d'ordre interparlementaire. Et si au congrès d'Amsterdam le SDAP-N avait pu profiter du mécontentement à l'égard de Serwy, le nouveau secrétaire fait rapidement tourner le vent en sa faveur : la manière dont il redonne du dynamisme au BSI ne cesse de faire l'objet de louanges, ce qui rend caduques les raisons qui avaient poussé à ne pas confier aux Belges la responsabilité de la CIS. De ce fait, lorsque le BSI se réunit enfin, il décide de confier à Huysmans lui-même l'organisation de la première réunion de la CIS pour juillet 1906, et de remettre à ce moment-là l'adoption du *Projet*. Huysmans gagne ainsi quelques mois pour préparer son offensive, qui consiste tout d'abord en une mise au pas de la CIS à travers sa subordination vis-à-vis du BSI, afin d'éviter les « conséquences nocives du double organisme [...] avec secrétariat différent¹⁷⁸⁴ ». Au bout de « laborieuses négociations¹⁷⁸⁵ » avec Mannoury, il lui impose le choix de Londres comme siège de la plénière afin de satisfaire Hardie¹⁷⁸⁶. Plus encore, c'est Huysmans qui se charge d'organiser avec la SDF et l'ILP un meeting de soutien à la Révolution russe en marge de la plénière de la CIS. Il ne laisse à Mannoury que d'envoyer les circulaires et composer l'ordre du jour provisoire. Mais même à ce sujet il trouve un moyen pour porter un coup aux Néerlandais : alors que dans leur circulaire d'invitation ils avaient promis d'établir un rapport « de la littérature et des faits historiques ou sociologiques¹⁷⁸⁷ » à l'égard de chaque ordre du jour, Huysmans lamente qu'ils n'aient même pas été capables

¹⁷⁸⁴ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 66, Lettre de C. Huysmans à H. M. Hyndman, 14 juillet 1906.

¹⁷⁸⁵ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 375. Voir aussi AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2299, f° 41, Lettre d'E. Vaillant à G. Mannoury, 21 juin 1906.

¹⁷⁸⁶ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 39, Lettre de C. Huysmans à G. Mannoury, 12 juin 1906.

¹⁷⁸⁷ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 217.

finalement de donner une publicité suffisante à la plénière, et les accuse de diriger celle-ci vers un fiasco¹⁷⁸⁸. Il fait d'ailleurs en sorte que ses critiques ne restent pas confidentielles, tant que *L'Humanité* écrit :

« On s'est plaint, non sans quelque raison, de la façon dont cette Conférence a été préparée par nos amis hollandais. Les informations publiées ne furent certes ni assez nombreuses, ni assez complètes, et les groupes parlementaires des différents pays furent insuffisamment intéressés à cette première Conférence. En outre, le Congrès convoqué quelques jours après par l'Association internationale de l'Arbitrage [...] a quelque peu éclipsé la Conférence socialiste, insuffisamment annoncée¹⁷⁸⁹ ».

Lorsque cette plénière se tient enfin, à l'Essex Hall de Londres du 17 au 19 juillet 1906, la confusion qui régnait durant sa préparation produit une composition tout à fait incohérente : les Britanniques présentent quatorze délégués, les Néerlandais quatre, tandis que les autres nationalités seulement un ou deux. Et comme il était prévisible, une polémique se déclenche dès le début à propos des attributions de la CIS et de ses rapports avec le BSI. Vandervelde accuse les Néerlandais d'avoir établi un ordre du jour qui déborde les questions interparlementaires, et leur inflige de devoir remettre instamment à une commission quadripartite une révision de l'agenda. Et quant aux règlements de la CIS, le *Projet* est encore une fois ajourné après un flot de critiques de Furnémont, Vandervelde et Vaillant, qui le définissent comme étant non seulement trop complexe, mais surtout dangereux en ce qu'il ferait exister une institution centrale en parallèle de celle qui existe déjà. D'après Vaillant notamment :

« Il ne faut pas qu'il y ait une dualité dans l'organisation socialiste. La Conférence Interparlementaire ne doit pas empiéter sur les attributions du Bureau. C'est ce Bureau qui tranche les questions de principe. La Conférence doit simplement chercher les moyens d'appliquer les résolutions du Bureau¹⁷⁹⁰ ».

Une première étape de la mise sous tutelle de la CIS par le BSI est actée dans la motion que fait voter Vaillant :

« Le statu-quo sera maintenu jusqu'au Congrès international socialiste de Stuttgart en 1907 ; la CIS se réunira la veille du Congrès pour délibérer sur le projet d'organisation qui sera soumis à l'approbation du Congrès [...]. Le Comité exécutif du BSI se réunira avec Mannoury pour

¹⁷⁸⁸ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 69, Lettre de C. Huysmans à G. Mannoury, 14 juillet 1906.

¹⁷⁸⁹ *L'Humanité*, 19 juillet 1906, p. 1.

¹⁷⁹⁰ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 218.

composer un avant-projet qui sera soumis une première fois à la séance prochaine du BSI qui aura lieu en novembre prochain¹⁷⁹¹ ».

À partir de là, l'exécution de l'écrasante majorité des résolutions politiques adoptées par la plénière est explicitement dévolue au secrétariat du BSI plutôt qu'à celui de la CIS. Huysmans accepte tout ce dont on le charge, et en profite pour demander déjà la collaboration des partis quant à la transmission de renseignements et documents. Selon la même logique, il est décidé aussi qu'il n'y aura pas lieu de constituer une bibliothèque de la CIS à Amsterdam, car celle du BSI réunit déjà toute la documentation utile pour les élus¹⁷⁹². Comme l'explique Huysmans dans une circulaire de juin 1907 :

« Une des raisons pour lesquelles les secrétariats de la Commission Interparlementaire et du Bureau Socialiste International ont été centralisés, c'est que le Bureau a pour mission de constituer les archives de l'Internationale, qui, nécessairement, doivent comprendre l'action législative des partis¹⁷⁹³ ».

En somme, à l'issue de la plénière, Huysmans remplace déjà *de facto* Mannoury : celui-ci n'est laissé à son poste que pour pouvoir en être exproprié en bonne et due forme lors du congrès souverain de Stuttgart.

Cependant, Huysmans ne compte pas attendre jusqu'au congrès. Une fois obtenue la subordination, l'étape suivante de sa stratégie est de faire en sorte que le BSI puisse englober au plus vite la CIS. Dès août 1906, il commence à s'abonner aux Annales parlementaires de plusieurs pays aux frais de la CIS¹⁷⁹⁴, mettant lui-même en exécution le système de cotisation que Mannoury avait prévu dans son *Projet d'organisation*, et qui consistait en quotes-parts de 5 frs/an par élu¹⁷⁹⁵. Mais étant bien conscient que l'origine de la séparation institutionnelle résidait dans la défiance exprimée par le SPD à Amsterdam vis-à-vis de Serwy, il prend soin de conclure un accord avec les Allemands en octobre 1906, ce dont il informe Mannoury postérieurement¹⁷⁹⁶. Le CE et le SPD décident qu'il doit y avoir une seule institution centrale, et que chaque groupe parlementaire doit désigner un secrétaire chargé de correspondre directement avec le CE en la matière. Sans encore être au courant de la démarche, d'autres acteurs encouragent Huysmans d'aller dans ce sens, à l'image de Lee qui le prie « de ne pas

¹⁷⁹¹ *Ibidem*, p. 221.

¹⁷⁹² *Ibidem*, p. 384.

¹⁷⁹³ *Congrès Socialiste International. Stuttgart, 6-24 août 1907*, Genève Minkoff, 1985, p. 62.

¹⁷⁹⁴ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 87, Lettre de C. Huysmans à Boonen, 9 août 1906.

¹⁷⁹⁵ Voir *Congrès Socialiste International. Stuttgart...*, *op. cit.*, p. 61.

¹⁷⁹⁶ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 108, Lettre de C. Huysmans à G. Mannoury, 19 octobre 1906.

laisser usurper ses fonctions par la Conférence Socialiste Interparlementaire », et de rentrer en relations directes avec les membres de la CIS afin de « concentrer les efforts [...] de telle manière que les propositions législatives sur des questions comme la journée de huit heures, les industries dangereuses, le travail des femmes et des enfants, soient agitées en même temps dans tous les pays »¹⁷⁹⁷. C'est dans cette position de force qu'en amont de la VIII^e plénière du BSI de novembre 1906, le CE se réunit avec Mannoury pour lui imposer un *Avant-projet de Statuts de la Commission Interparlementaire Socialiste*¹⁷⁹⁸ qui bouleverse complètement le *Projet d'organisation* de 1905. L'art. 4 prévoit que les fonctions de secrétaire de la CIS soient remplies par le secrétaire du BSI. L'art. 5 supprime tout simplement le projet de constitution d'un bureau d'information interparlementaire : on revient au principe que chaque groupe parlementaire affilié fonctionnerait en tant que bureau d'information à son niveau national et qu'il s'occuperait lui-même d'une transmission de documents et renseignements tant à ses partenaires étrangers qu'au BSI. L'art. 10 consacre un droit de regard de tout membre du Bureau dans les affaires de la Commission. L'art. 11 confirme que les modalités de votation de la CIS sont les mêmes que pour le BSI. Enfin, l'art. 12 rend le BSI l'unique instance compétente pour l'adoption définitive des statuts de la CIS et pour voter sur toutes les modifications ultérieures. À la VIII^e plénière du BSI, l'adoption de cet *Avant-projet* n'est qu'une formalité. Huysmans explique que le projet original de Mannoury « a été rejeté surtout parce qu'en somme il constituait deux centralisations internationales, deux bibliothèques, deux offices, parce qu'il faisait donc effectuer inutilement une double dépense¹⁷⁹⁹ ». Troelstra et Van Kol ne peuvent que déclarer d'accepter à leur tour l'englobement de la CIS par le BSI¹⁸⁰⁰, et le débat qui s'en suit se focalise essentiellement sur des questions de détail. Quant au libellé de la Commission, il est décidé qu'il sera finalement « Commission Interparlementaire » afin de ne pas heurter les députés travaillistes britanniques. Quant à ses plénières, il est acté qu'elles aient lieu avant ou après celles du BSI et au même endroit. Après ces quelques amendements, l'*Avant-projet* est voté en bloc, et Huysmans peut prendre officiellement les rênes de la CIS à compter du 1^{er} janvier 1907¹⁸⁰¹.

Huysmans à la tête de la CIS fait preuve du même dynamisme que pour le BSI. Et ce, tout simplement parce qu'il s'occupait déjà de l'écrasante majorité de affaires interparlementaires

¹⁷⁹⁷ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 241.

¹⁷⁹⁸ *Ibidem*, p. 254-255.

¹⁷⁹⁹ *Ibidem*, p. 254.

¹⁸⁰⁰ *Ibidem*, p. 255-257.

¹⁸⁰¹ *Ibidem*, p. 395.

depuis sa prise de fonction. S'il en reçoit désormais une investiture formelle, dans le fond cela change peu. Jusqu'à la II^e plénière de la CIS d'août 1907, qui doit aboutir à sa « constitution définitive », le secrétaire tente surtout d'accélérer le processus de nomination de délégués nationaux, en vue de pouvoir décider « comment on organisera le fonctionnement de la CIS par la mise en rapport normale de ses éléments constitutifs »¹⁸⁰². L'englobement devient d'autant plus organique à la IX^e plénière du BSI de juin 1907 car, comme nous l'avons vu plus haut, il est acté sous proposition de Vaillant que « les secrétaires nationaux de la Commission Interparlementaire auront qualité de délégué-adjoint au Bureau Socialiste International et pourront, en cette qualité, assister aux réunions du Bureau Socialiste International¹⁸⁰³ ». Une décision dont Huysmans souligne l'importance dans le rapport d'activité qu'il adresse à Stuttgart :

« On a compris qu'il ne pouvait exister deux centres internationaux, ayant en somme une fonction identique, et c'est pourquoi le secrétariat du Bureau et le secrétariat de la Commission Interparlementaire ont été fusionnés. C'est pourquoi aussi le Bureau a admis comme délégués *adjoints* les Secrétaires nationaux des groupes parlementaires socialistes. Les liens organiques existent donc déjà entre le Bureau et la Commission¹⁸⁰⁴ ».

MacDonald lui fait écho au lendemain des assises :

« Un des résultats les plus importants du Congrès a été [...] la réorganisation du bureau socialiste international par l'adjonction des secrétaires des groupes parlementaires [...]. J'en attends des résultats féconds¹⁸⁰⁵ ».

Lorsque trois ans plus tard, à Copenhague, l'ILP tente un règlement des comptes avec le *Social Democratic Party* (SDP-B) (nouveau nom de la SDF en 1908-1911) pour s'accaparer des deux mandats britanniques au BSI en les attribuant à Hardie pour l'ILP et MacDonald pour le *Labour Party* (LP), et que Vandervelde déclare « impossible que le Bureau ratifie cette décision » car « MacDonald représente déjà le groupe parlementaire socialiste anglais au Bureau Socialiste International, et ne peut évidemment pas représenter encore le LP, car ce système aurait pour conséquences de réunir deux mandats dans sa personne », MacDonald déclare à son tour : « Je ne savais pas que j'étais membre du Bureau comme délégué de la fraction parlementaire »¹⁸⁰⁶. Et alors que Harde se déclare être « également étonné d'entendre que Mac Donald, en sa qualité

¹⁸⁰² *Congrès Socialiste International. Stuttgart...*, op. cit., p. 61-63.

¹⁸⁰³ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 283-284.

¹⁸⁰⁴ *Ibidem*, p. 436.

¹⁸⁰⁵ *L'Humanité*, 28 août 1907, p. 1.

¹⁸⁰⁶ *Huitième Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 412-422.

de délégué du groupe parlementaire du LP, dispose d'un siège au BSI avec droit de vote », Vandervelde dit qu'« il est regrettable que les membres du BSI ne connaissent pas même les statuts du Bureau »¹⁸⁰⁷.

La II^e plénière de la CIS, qui se tient le 17 août 1907 au Mozartsaal du Liederhalle de Stuttgart¹⁸⁰⁸, se configure comme la consécration des efforts de Huysmans au cours des deux années passées. Vandervelde, qui préside grâce à un mandat reçu par le seul CE, confirme l'aboutissement définitif du processus d'englobement dans son allocution inaugurale. Après avoir rappelé que déjà aux assises parisiennes la CIS avait été conçue pour être rattachée au BSI, il déclare :

« Il est apparu clairement que la fusion des secrétariats du Bureau Socialiste International et la Commission Interparlementaire était nécessaire. [...] La fusion des deux secrétariats est aujourd'hui accomplie, et nous espérons, grâce à cette centralisation, donner de la vie à la Commission Interparlementaire¹⁸⁰⁹ ».

Vaillant vient compléter ces observations en faisant en sorte que la plénière ratifie symboliquement le projet de réforme des modes de votation et de représentation internationaux – présenté par le BSI au congrès le lendemain –, car ce texte aussi « établit un lien organique¹⁸¹⁰ » entre le Bureau et la Commission. La plénière passe ensuite à la discussion et au vote, article par article, de l'avant-projet des *Statuts* de la CIS. Seulement deux objections secondaires sont formulées sur des questions de procédure. Furnémont propose de compléter l'art. 6 avec le principe que le secrétaire de la CIS « ne devrait pas percevoir la cotisation de chaque député, mais qu'il lui suffirait de réclamer le paiement de la contribution globale des députés de chaque pays au secrétaire national de ce Parti¹⁸¹¹ ». Il s'agit d'un amendement de rationalisation, faisant en sorte que les cotisations tant pour le BSI que pour la CIS soient centralisées nationalement et seulement ensuite transmises à Bruxelles. L'article 6 ainsi complété est adopté : « La somme globale des contributions annuelles, dues par les parlementaires des sections ou Partis affiliés, est payable en même temps que la cotisation de ces sections ou Partis affiliés au BSI¹⁸¹² ». Delory propose ensuite une motion de procédure,

¹⁸⁰⁷ *Ibidem*, p. 412-422.

¹⁸⁰⁸ Pour le compte-rendu officiel, cf. *VII^e Congrès Socialiste International tenu à Stuttgart du 16 au 24 août 1907. Compte rendu analytique publié par le Secrétariat du Bureau Socialiste International*, Bruxelles, BSI, 1908, p. 8-46.

¹⁸⁰⁹ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 297.

¹⁸¹⁰ *Ibidem*, p. 303.

¹⁸¹¹ *Idem*.

¹⁸¹² *Idem*.

vote sans aucune discussion, afin « qu'à l'avenir les propositions à inscrire à l'ordre du jour de la Commission soient envoyées au secrétariat, soumises aux diverses fractions affiliées et ne puissent être inscrites qu'après adhésion de la majorité des groupes¹⁸¹³ ».

Lorsque les débats d'ordre administratif s'épuisent, et que la plénière se dédie aux perspectives d'action, il apparaît nettement cependant que centralisation administrative ne rime pas avec centralisation politique. Un groupe de délégués tente en effet de confier au secrétaire la coordination de projets ambitieux. Une motion de l'ILP vise à que la CIS « publie un exposé montrant jusqu'où est allé le pays le plus avancé sous le rapport de la législation en matière de questions industrielles, éducatives et économiques », et qu'elle sollicite les élus pour « faire une agitation pour amender leurs lois industrielles de façon à les mettre sous tous les rapports au niveau de celles des nations les plus avancées »¹⁸¹⁴. Une motion de la SDF exige que la CIS fasse « les démarches nécessaires pour coordonner les propositions législatives et ouvrières, à l'effet de renforcer les projets en les présentant simultanément dans toutes les assemblées législatives¹⁸¹⁵ ». Sembat se dit confiant dans le fait que « le Secrétaire international pourrait réellement réunir les propositions dues à l'initiative des Partis adverses¹⁸¹⁶ », et Angiolo Cabrini avait déjà défendu passionnément dans l'*Avanti!* les motions britanniques afin de « promouvoir coordination et réciprocité dans les lois sociales en vigueur dans les différents Etats¹⁸¹⁷ ». Toutefois, un second groupe de délégués refuse à la CIS le pouvoir de s'immiscer autant dans l'orientation du travail national des élus, et rejette par là même la perspective d'harmonisation législative. Guesde, Adler et Van Kol font bloc avec les révisionnistes allemands Vollmar, David et Südekum : ils mettent en garde contre la tendance « à endosser toutes les questions difficiles aux Congrès ou Conférences internationales », et soulignent au contraire « que les travaux personnels eux-mêmes, faits sous les auspices du Parti, engagent dans une certaine mesure la responsabilité de celui-ci »¹⁸¹⁸. Van Kol va jusqu'à déclarer que ce « travail d'Hercule¹⁸¹⁹ » que l'on voudrait confier au BSI serait inutile étant donné que les élus, pour se documenter, ont le droit de saisir leurs gouvernements ou encore l'Office international du travail de Bâle (vers lequel Huysmans lui-même adresse de temps à autre ses interlocuteurs). Au final, la résolution

¹⁸¹³ *Ibidem*, p. 317.

¹⁸¹⁴ *Ibidem*, p. 304.

¹⁸¹⁵ *Idem*.

¹⁸¹⁶ *Ibidem*, p. 306.

¹⁸¹⁷ Angiolo CABRINI, « La "diplomazia" del proletariato », *Avanti!*, 30 juillet 1907, p. 1.

¹⁸¹⁸ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 317.

¹⁸¹⁹ *Ibidem*, p. 304.

transactionnelle que fait voter Vaillant confie au secrétaire international un rôle informatif solide, mais un pouvoir de coordination chancelant :

« 1° Chaque groupe parlementaire doit par correspondance et documents tenir la CIS au courant de ses travaux et de la législation ouvrière de son Parti. La CIS a pour fonctions de recevoir toute demande d'information et d'y donner satisfaction dans la mesure du possible par envoi de documents et renseignements. À cet effet, elle doit, tant par des notes sommaires, des dates et textes de lois votées, que par des enquêtes spéciales sur des questions à l'ordre du jour qui lui ont été signalées, se mettre à même de répondre aux demandes. 2° Par la communication des projets de loi d'un groupe parlementaire sur une des questions à l'ordre du jour, la CIS mettra les autres groupes parlementaires à même de présenter des projets semblables dans les conditions qui sont propres à leur pays, mais autant que possible en concordance avec lui et simultanément¹⁸²⁰ ».

Puisque cette résolution configure des règles de conduite ordinaires pour la CIS, Vandervelde la fait inscrire à l'art. 5 de ses *Statuts*. Ainsi, l'englobement de la CIS par le BSI finit par se traduire en une simple centralisation administrative, qui certes est profitable en vue de l'affirmation de la centralité du secrétaire international, mais qui ne lui laisse que des maigres perspectives d'approfondissement de son mandat politique. Huysmans paraît aigri dans son allocution de clôture : il dénonce gratuitement la responsabilité exclusive des groupes parlementaires nationaux dans la stérilité qu'avait connue la CIS jusqu'alors, et annonce que les secrétaires-correspondants de chaque nation seront convoqués à une réunion restreinte avec le CE en marge des assises de Stuttgart pour « l'amélioration pratique des correspondances¹⁸²¹ ».

b) La réforme des modes de votation et de représentation : en finir avec une Internationale « semblable aux Grecs s'arrachant le corps de Patrocle »

Au congrès d'Amsterdam, le scrutin sur le point *Règles internationales de la politique socialiste* avait engendré des critiques du partage traditionnel des voix au sein de l'Internationale, jusqu'alors strictement égalitaire. Les partisans de la motion Adler-Vandervelde relèvent en effet qu'il est injuste d'attribuer deux voix à chaque section nationale

¹⁸²⁰ *Ibidem*, p. 305-306.

¹⁸²¹ *Ibidem*, p. 318.

en dépit des différences sensibles de poids qui existaient entre elles¹⁸²². Surtout, Katayama concentrant à lui tout seul les deux voix de la section japonaise, il fait l'objet d'importantes pressions pour se rallier du côté de SPD et PSdF¹⁸²³. Ainsi, pour préserver le semblant d'unité de l'Internationale, même Bebel admet qu'il est important d'éviter à l'avenir la reproduction d'un scénario dans lequel les voix des petits partis sont disputées « semblables aux Grecs s'arrachant le corps de Patrocle¹⁸²⁴ ». L'Internationale adhère alors au dicton selon lequel « l'occasion fait le larron », et s'attèle donc à éliminer tout ce qui peut constituer cette occasion. Le prix à payer, c'est de devoir réduire le poids des petits partis au profit de celui des grands. L'Internationale enregistrant une augmentation des demandes d'affiliation, un mandat est alors confié à Amsterdam précisément au BSI pour étudier des solutions plus à même d'accompagner cet élargissement et faire en sorte qu'il ne lèse personne. Or, lorsque le BSI se penche sur la question, il finit par élaborer une réforme institutionnelle de plus grande ampleur tant des modes de votation que de représentation, à la fois des congrès et du Bureau lui-même. L'opération s'étale néanmoins sur trois ans, dans l'intervalle entre Amsterdam et Stuttgart, et cinq avant-projets sont étudiés successivement tant *de visu* que par correspondance : un de Van Kol de juillet 1905¹⁸²⁵, un de Huysmans d'octobre 1905¹⁸²⁶, un de la commission tripartite Vandervelde-Huysmans-Van Kol de janvier 1906¹⁸²⁷, un de la VII^e plénière du BSI de novembre 1906¹⁸²⁸, et un de sa VIII^e plénière d'août 1907¹⁸²⁹. Si l'étude se révèle aussi épineuse, c'est que des divergences profondes émergent très tôt sur toute une série de questions préalables, tant que le mode concret de partage des voix apparaît finalement comme la dernière des préoccupations.

Sur la manière de procéder déjà, à la VI^e plénière de janvier 1905 Vandervelde propose de scinder la réforme du mode de votation aux congrès de celle du mode de représentation au BSI¹⁸³⁰. Au départ, le travail du BSI est donc biaisé par cette séparation artificielle de deux dimensions fondamentalement liées. Comme l'exprime le Bund parmi ses nombreuses critiques de l'avant-projet Van Kol, un même parti ne devrait pas avoir une petite influence aux congrès

¹⁸²² Voir Jean JAURÈS, « Au sortir du Congrès », *L'Humanité*, 22 août 1904, p. 1 ; Albert SÜDEKUM, « Lettre de Berlin », *L'Humanité*, 29 août 1904, p. 3.

¹⁸²³ Voir Émile VANDERVELDE, *Journalisme socialiste*, Bruxelles, L'Églantine, 1930, p. 26.

¹⁸²⁴ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 280.

¹⁸²⁵ *Ibidem*, p. 158-160.

¹⁸²⁶ *Ibidem*, p. 186-188.

¹⁸²⁷ *Ibidem*, p. 192-194.

¹⁸²⁸ *Ibidem*, p. 199-201.

¹⁸²⁹ *Ibidem*, p. 246-254.

¹⁸³⁰ *Ibidem*, p. 122-128.

mais une grande influence au BSI, « attendu que le Bureau remplit les fonctions des Congrès dans l'intervalle de deux assises¹⁸³¹ ». Il en va de même pour Vaillant, qui indique que le parti « qui est représenté au Congrès doit l'être au Bureau qui sans cela ne serait plus la représentation exacte du Congrès et du Parti socialiste international¹⁸³² ». Ce n'est que l'avant-projet de Huysmans qui réunit les deux dimensions, considérant que congrès et BSI sont complémentaires et qu'ils doivent donc appliquer en toute logique les mêmes principes :

« Si c'était un mal que de continuer à exclure du vote dans les Congrès internationaux des Partis solidement organisés, on commettrait la même injustice en n'accordant pas à ces organisations leur part d'influence à l'intérieur du Bureau¹⁸³³ ».

D'autre part, certains délégués estiment que le débat sur la réforme institutionnelle ne peut pas se limiter au cercle restreint du BSI. Au-delà des Etroits bulgares qui plaident pour un renvoi de la question au congrès de Stuttgart, le considérant comme la seule instance autorisée en la matière, Bebel conseille de susciter une discussion transnationale au travers de la presse socialiste, tandis qu'Adler, Van Kol et Roubanovitch préconisent plutôt de consulter chaque parti au préalable pour récolter tous les avis. Lorsque la VI^e plénière se rend compte que l'avant-projet de Van Kol est loin de faire l'unanimité, il est décidé d'adopter une solution hybride : initier une consultation officielle des partis et en même temps mettre en place une commission tripartite chargé de recevoir les propositions et d'élaborer un avant-projet qui puisse convenir au plus grand nombre¹⁸³⁴.

Si les questions de procédure s'avèrent déjà problématiques, ce sont les principes mêmes qui doivent inspirer la réforme qui figurent comme la plus grande source de dissensions. L'affaire des mandats australiens et canadiens confiés à la section britannique à Amsterdam avait manifesté l'existence d'un malaise plus profond non seulement quant au mode d'intégration des diverses nationalités à l'Internationale, mais aussi et surtout quant à la définition même de nationalité¹⁸³⁵. C'est donc bel et bien cela l'un des points d'achoppement les plus importants de tout le processus de réforme. Charles Perger, jeune militant d'origine tchèque, et qui allait devenir en 1918 le premier ambassadeur de la République tchécoslovaque aux Etats-Unis, indique dans l'*International Socialist Review* de février 1906 que le risque encouru durant cette

¹⁸³¹ *Ibidem*, p. 179.

¹⁸³² *Ibidem*, p. 338.

¹⁸³³ *Ibidem*, p. 187.

¹⁸³⁴ *Ibidem*, p. 128.

¹⁸³⁵ Pour une étude générale, cf. Claudie WEILL, *L'Internationale et l'autre. Les relations inter-ethniques dans la II^e Internationale*, Paris, Arcantère, 1987.

réforme institutionnelle est principalement que les congrès et le BSI cessent de représenter des nationalités, et qu'ils ne reconnaissent que l'existence d'Etats, appliquant donc aux minorités nationales la même politique oppressive des empires¹⁸³⁶. Adler lui-même a besoin de pointer à un moment qu'« il y a des Etats qui n'ont pas de nationalité et des nationalités qui n'ont pas d'Etat¹⁸³⁷ », et *L'Humanité* se demande si le BSI finira par « faire entrer arbitrairement les colonies anglaises comme le Canada et l'Australie, dans la nationalité anglaise, ou encore les différentes parties de l'Empire dans la nationalité autrichienne¹⁸³⁸ ». En effet, l'avant-projet de Van Kol définit la nationalité comme un « agglomérat d'habitants luttant contre un même gouvernement¹⁸³⁹ » : il accorde le droit de vote et de représentation aux partis de Finlande, Canada, Australie, Bulgarie, Hongrie, Luxembourg et Norvège, mais non à ceux de Pologne, Tchécoslovaquie, Balkans et Caucase. Vandervelde se rallie à Van Kol, en admettant que les partis privés de vote et de représentation d'après les termes de son avant-projet pourraient être admis aux congrès et au BSI seulement à titre consultatif. Il en va de même pour Vaillant, qui plaide pour que l'on mette fin à la multiplication arbitraire de nationalités, ou encore pour Singer, d'après qui « chaque Etat a sa législation et non pas chaque nationalité¹⁸⁴⁰ ». Mais Hyndman va encore plus loin, demandant que même le Luxembourg et la Finlande soient privés de droits, étant donné qu'ils n'auraient pas d'existence nationale propre. Bebel tente un compromis à travers un amendement à l'avant-projet de Van Kol : « Chaque Etat d'un caractère national uniforme a sa propre représentation. Où il y a plusieurs nationalités, chacune d'elles a droit à une délégation propre¹⁸⁴¹ ». Mais d'après Luxemburg, la formule de Bebel est absurde en ce qu'elle permettrait de réunir dans une même section nationale le SDAP-Ö et le SPD, tout en divisant les partis de l'empire russe, ce qui reviendrait « à séparer les militants luttant sur le même terrain politique et à unir ceux qui luttent dans des conditions tout à fait différentes¹⁸⁴² ». Ce sont les partis des minorités nationales qui mènent la fronde contre toutes ces visions centralistes. Le PPS souligne que les critères pour accorder les droits de vote et de représentation ne peuvent inclure ni les frontières muables des Etats, ni les statuts d'autonomies si péniblement accordés et si facilement abrogés¹⁸⁴³. Le CSDSC relève que l'Internationale ne peut pas adopter la même logique assimilatrice que le paradigme impérial qu'elle prétend

¹⁸³⁶ Voir Charles PERGLER, « A Word of Protest », *International Socialist Review*, vol. 6, 1905-1906, p. 486-488.

¹⁸³⁷ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 124.

¹⁸³⁸ *L'Humanité*, 16 janvier 1905, p. 1.

¹⁸³⁹ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 158.

¹⁸⁴⁰ *Ibidem*, p. 248-249.

¹⁸⁴¹ *Ibidem*, p. 125.

¹⁸⁴² *Ibidem*, p. 127.

¹⁸⁴³ *Ibidem*, p. 345.

combattre¹⁸⁴⁴. Le SDAP-Ö et le PSR-R s'expriment dans le même sens. Adler, qui doit veiller à que la réforme de l'Internationale ne fragilise pas le mode de fonctionnement fédéral de son propre parti, écrit :

« Le principe de considérer comme nationalité l'ensemble des Partis socialistes luttant contre un même gouvernement est inexact, vu qu'il prêche contre les traditions historiques. Au Congrès et au Bureau seront représentées les organisations socialistes politiques, et les organisations politiques seules peuvent constituer l'unité, pour autant que celle-ci englobe tout le prolétariat de la Nation ou, si ce prolétariat est momentanément divisé, puisse l'englober. [...] Le développement du prolétariat d'une nation conduit naturellement à une *autonomie* de plus en plus marquée par l'organisation politique socialiste. La constitution du Bureau Socialiste International entrerait en contradiction avec la loi de développement des Partis socialistes eux-mêmes, si elle perdait ces faits de vue¹⁸⁴⁵ ».

Il en conclut donc que le BSI doit garantir le droit de vote et de représentation autonome non seulement aux partis qui en jouissaient jusqu'alors, mais aussi à tous ceux qui pourraient en faire demande ultérieurement, car l'inconvénient d'une surreprésentation des petites nationalités est un dommage bien moindre que leur éventuelle non-représentation. Il en va de même pour Roubanovitch, qui écrit :

« On ne peut pas toujours considérer comme appartenant à la même nationalité les Partis qui vivent ou sont obligés de vivre sous le même gouvernement. Certes, les Partis socialistes ont à combattre le gouvernement, mais la besogne des Partis socialistes ne se borne pas à cette activité purement politique. La vie socialiste, avec sa lutte de classes, est plus profonde : elle touche à la langue, aux mœurs, aux conditions spéciales de propagande, d'agitation et d'organisation¹⁸⁴⁶ ».

Face à ces arguments émanant de partis des majorités nationales des deux principaux empires multiethniques, la commission tripartite ne peut qu'adopter l'amendement proposé par les Tchèques :

« Sont regardés comme nationalités, les habitants vivant sous un même gouvernement. Toutefois, on pourra également et exceptionnellement considérer comme nationalités les agglomérats d'habitants dont les aspirations vers l'autonomie et l'unité morale, résultant d'une longue tradition historique, ont persisté malgré la dépendance de gouvernements divers ou sous la domination d'un même Etat¹⁸⁴⁷ ».

¹⁸⁴⁴ *Ibidem*, p. 353-355.

¹⁸⁴⁵ *Ibidem*, p. 374-375.

¹⁸⁴⁶ *Ibidem*, p. 125-126.

¹⁸⁴⁷ *Ibidem*, p. 353-355.

En parallèle de la définition de nationalité, des différends s'articulent également autour du principe de proportionnalité des voix que propose l'avant-projet de Van Kol. Un groupe plutôt nourri de partis s'expriment contre toute modification de la règle des deux voix/nationalité. C'est le cas de Bulgares (Larges comme Etroits), Argentins, Luxembourgeois, Autrichiens, Tchèques, Polonais et Allemands. Toutefois, leurs arguments diffèrent sensiblement. Par exemple, Singer défend le maintien du *statu quo* au prétexte que les instances transnationales n'ont une importance que secondaire, en ce qu'elles se bornent à des principes généraux et n'ont aucun pouvoir d'imposer des bouleversements des tactiques décidées nationalement : en somme, autant garder une égalité stricte des voix pour que tout le monde ait l'impression de peser autant que les autres dans des prises de décision sans lendemain. À l'inverse, le délégué luxembourgeois Michel Welter pointe que le problème n'est pas le mode de votation mais le fait que les partis n'exécutent les résolutions que quand cela leur arrange. Les Etroits bulgares, de leur côté, notent que c'est un non-sens d'établir une proportionnalité des voix entre nations alors que leurs entrevues doivent avant tout penser transnational :

« Les délégués des Congrès n'ont pas un mandat impératif et n'ont pas pour but de présenter les particularités nationales de tout Parti, mais ils résolvent les questions au point de vue international ayant comme point de départ les futurs intérêts du mouvement socialiste¹⁸⁴⁸ ».

Quant aux partis qui sont en faveur de la proportionnalité, ils ont du mal eux aussi à se mettre d'accord, notamment au sujet des critères de pondération. Le PPS demande un « principe objectif reconnu par la majorité des nations¹⁸⁴⁹ », et le POB propose en ce sens le montant des cotisations payées au BSI ; mais la SFIO insiste surtout sur la prise en compte de la qualité des forces socialistes et syndicales de chaque nation, et Van Kol mélange critères quantifiables et non : la puissance de l'organisation ouvrière et socialiste par rapport au nombre d'habitants, l'histoire du parti, l'influence dans le Parlement et la responsabilité dans ses actes, les résultats obtenus dans la lutte contre la bourgeoisie, le paiement de cotisation au BSI. L'avant-projet de la commission tripartite prend en compte quatre critères : la proportion entre le nombre de cotisants et le nombre d'habitants ; l'importance de la nationalité ; la force des syndicats et des coopératives socialistes ; la puissance politique des partis qui composent la section.

¹⁸⁴⁸ *Ibidem*, p. 180.

¹⁸⁴⁹ *Ibidem*, p. 345.

D'autre part, pour ce qui est du mode de représentation, l'unanimité est atteinte seulement dans la reconnaissance du fait que la section nationale doit rester l'unité de base des congrès et du BSI, afin de ne pas donner des primes à la division. La SFIO, la SDF et le SDAP-N se montrent particulièrement insistants sur cette question¹⁸⁵⁰, en ce qu'ils la perçoivent comme une arme pour isoler les dissidences. Cependant, l'avant-projet de Huysmans se permet d'envisager un droit d'ingérence des congrès et du BSI à l'égard de la structuration interne des sections désunies, ce que Bracke, Vaillant, Plekhanov, Roubanovitch et Hardie critiquent, parvenant à faire maintenir la règle de deux sous-sections maximum pour certains cas de figure. Il en va de même lorsque Huysmans propose de synchroniser la représentation nationale au BSI au nombre de voix attribuées à chaque nationalité aux congrès. Le secrétaire tente en effet de démentir la conception selon laquelle une réforme du système de scrutin et du quota de délégués admis au Bureau serait susceptible de favoriser les divisions au lieu de l'union. Selon lui, les questions procédurières et numériques des instances transnationales n'ont tout simplement pas d'influence sur les dynamiques nationales d'union ou de division, qui dépendent largement de divergences de fond. L'expérience le prouverait : le mode de représentation au BSI n'a joué aucun rôle dans l'unification française, tandis que c'est justement la rigidité du principe de deux délégués par nationalité qui a nui à l'unité russe. Donc selon Huysmans, élargir et rendre élastique la représentation au BSI ne pourrait avoir que des effets bénéfiques :

« Lorsque les Partis de Russie et d'Amérique, par la force des choses, se verront dans l'obligation de collaborer au sein du Bureau à l'élaboration du Socialisme, de façon constante et non pas incidemment, à l'occasion des Congrès internationaux, tous les trois ou quatre ans, l'idée de l'unité fera des progrès plus considérables qu'à l'heure actuelle¹⁸⁵¹ ».

Enfin selon Huysmans, un BSI plus nombreux n'impliquerait guère que celui-ci soit moins discipliné : si l'on accepte que chaque parti y dispose du même nombre de voix qu'aux congrès, rien n'empêcherait de faire en sorte que les partis confient toutes les voix auxquelles ils ont droit à un ou deux délégués seulement. Or, seuls le Bund et le PO letton appuient ouvertement Huysmans, mais dans la note commune qu'ils lui adressent ils envisagent un dépassement du maximum de deux délégués et deux voix par nationalité seulement en ce qui concerne la section russe :

¹⁸⁵⁰ *Ibidem*, p. 247.

¹⁸⁵¹ *Ibidem*, p. 187.

« Vu le caractère complexe de la conjoncture russe et le grand nombre d'organisations socialistes, la section russe doit [...] comprendre au moins quatre délégués représentant la Social-démocratie, le Bund, les Lettons et les Socialistes révolutionnaires. Le seul moyen pour le Bureau d'acquiescer l'autorité et l'influence auxquels il a droit, c'est qu'il soit en contact intime avec les quatre Partis auxquels nous avons fait allusion et qu'il puise les renseignements sur le mouvement socialiste en Russie aux premières sources¹⁸⁵² ».

Par contre, plusieurs partis se prononcent explicitement contre toute modification des règles de fonctionnement du Bureau, afin de préserver l'égalité des droits des petits partis : SDAP-Ö, SDAP-N, SDKPiL, SP-L et BRSDP (Étroits) – ce dernier allant jusqu'à vouloir imposer une règle selon laquelle c'est à chaque congrès que devrait être fixée la composition définitive du BSI, ce qui permettrait « de donner d'un côté au Bureau Socialiste International le caractère d'une émanation directe des Congrès et d'autre côté de garantir les Partis socialistes nationaux régulièrement constitués contre des dissidences temporaires qui pourraient s'autoriser de l'admission de leurs délégués au Bureau Socialiste International pour contrecarrer le véritable mouvement socialiste et prolétarien¹⁸⁵³ » –. D'autres partis, comme la SFIO et le SPoA, acceptent une synchronisation entre nombre de voix aux congrès et au BSI, mais n'admettent pas qu'il en découle une hausse proportionnelle du nombre de délégués nationaux dans l'institution centrale. Vaillant notamment écrit à Huysmans :

« Il est évident que si tous les admis d'une nation doivent être compris dans la Section internationale d'une nation et si vu leurs différences ils peuvent avoir droit de venir au Bureau, il importe que [...] la représentation de chaque section au Bureau soit aussi limitée que possible, très limitée sans quoi le Bureau deviendrait un petit Congrès où les pays à proximité, même d'un nombre de voix moindre, écraseraient les autres par la présence de plus nombreux délégués¹⁸⁵⁴ ».

De même, Hillquit indique que les congrès et le BSI ont deux fonctions trop différentes : si les premiers sont conçus pour débattre, le second est fait pour exécuter. Ainsi, le BSI, « dans le but de maintenir son efficacité, doit nécessairement se composer d'un nombre peu considérable de membres », autrement il « deviendrait une assemblée pareille à un Congrès, ce qui le transformerait en une machine gênante et lourde au point de vue pratique »¹⁸⁵⁵.

¹⁸⁵² *Ibidem*, note n° 1, p. 252-253.

¹⁸⁵³ *Ibidem*, note n° 1, p. 124.

¹⁸⁵⁴ *Ibidem*, p. 353.

¹⁸⁵⁵ *Ibidem*, p. 364.

Alors que dans l'intervalle entre VI^e et VII^e plénière les échanges se font essentiellement à distance autour des trois premiers avant-projets, et que les avis critiques sont bien plus nombreux que les amendements constructifs, la réunion du BSI de mars 1906 permet d'entamer réellement une élaboration collective de la réforme, sous le signe du marchandage. La petite Internationale d'Autriche-Hongrie impose sa définition de nationalité, mais le principe de proportionnalité des voix est maintenu (avec une variation de 2 à 20), et les critères de pondération restent les mêmes que dans l'avant-projet de la commission tripartite. Le nombre de délégués du BSI n'est pas augmenté, mais Huysmans obtient l'introduction d'une règle quant aux suppléants : ce sont désormais seulement les partis, et non les délégués titulaires, qui peuvent décider des procurations. Le nombre maximum de sous-sections reste fixé à deux, mais le BSI devient juge en dernière instance en cas de conflits d'admission aux congrès. Le vote par tête reste la règle, comme le voulait Bebel, mais une procédure est introduite pour un recours au vote par nationalité en voie exceptionnelle : il faut qu'au moins trois nations le demandent formellement. Cette même logique de marchandage est appliquée à la IX^e plénière de juin 1907, lorsqu'il est question d'établir en voix définitive les voix à attribuer à chaque section aux congrès¹⁸⁵⁶. Puisque Van Kol et Bebel insistent pour que l'on tienne compte surtout des critères les plus mathématiques, tandis qu'Adler et Jaurès rétorquent que la valeur d'une section ne peut pas se réduire à des chiffres, Vandervelde doit faire nommer une commission de cinq membres (Bebel, Adler, Van Kol, Vaillant, Huysmans), chargée d'établir pendant la pause-déjeuner un avant-projet d'attribution des voix. Dans un délai aussi court, il va de soi qu'il soit finalement très peu question de mathématiques, mais surtout d'impressions. Le document présenté par la commission est donc particulièrement contradictoire : Jaurès note qu'« avec le système de la Commission, l'Italie et l'Allemagne auraient eu plus de voix avant leur unification qu'aujourd'hui¹⁸⁵⁷ », et Vandervelde dénonce le fait d'attribuer 38 voix au groupe Russie-Pologne-Finlande, face aux 26 voix pour le groupe Autriche-Hongrie. Ce à quoi Adler rétorque que le Patron du POB exprime plus la pensée de la Maison de Habsbourg que celle du socialisme international. Des nouvelles négociations ont donc lieu, mais inspirées avant tout de logiques affinitaires. La SFIO défend avec succès une hausse de voix pour l'Italie, qui à l'égard du rôle politique du BSI avait développé des positions similaires aux siennes. Le SPD s'oppose avec succès à une baisse de voix pour la Suisse avec qui il dit que l'Internationale tout entière a une dette pour ce qui est de l'esprit de solidarité, mais qui en réalité concerne avant tout les

¹⁸⁵⁶ *Ibidem*, p. 279-281.

¹⁸⁵⁷ *Ibidem*, p. 288.

Allemands eux-mêmes. Le PSR-R défend une hausse de voix pour la Suède mais n'obtient pas gain de cause, puisque les autres partis ne sont pas aussi redevables que lui à la solidarité dont a fait preuve le SAP-S durant la campagne de soutien à la Révolution russe. Une liste de répartition des voix est finalement adoptée pour être soumise au nom du BSI au congrès de Stuttgart.

Au terme du processus de réforme institutionnelle, le BSI aura certes connu des débats parfois dramatiques, mais ses compétences se voient renforcées. Au-delà du fait qu'il devient juge en dernière instance des conflits d'admission, il est aussi entendu que c'est bel et bien lui qui se prononce sur les nouvelles affiliations, que la révision périodique du partage des voix et l'établissement des critères de pondération restent de son ressort à durée indéterminée, et que c'est en fonction de ces éléments qu'il harmonisera les taux de cotisation selon la même périodicité. Il reçoit en outre des pouvoirs formels pour statuer en voie définitive sur l'admission de projets de résolution qui lui parviendraient hors-délai, en fonction de sa propre évaluation de leur caractère urgent. Surtout, l'Internationale se dote enfin d'un rudiment de règlements, bien qu'ils ne prennent en compte qu'un nombre limité de cas de figure afférents exclusivement aux congrès et au BSI, et non aux rapports polycentriques entre partis-frères, et bien que le terme de « statuts » ne soit appliqué qu'à la CIS. Malgré toutes les modifications apportées jusqu'au congrès de Stuttgart, une formule employée par Huysmans dans son avant-projet reste inchangée : le BSI « continuera les fonctions¹⁸⁵⁸ » des congrès. Il ne s'agit plus simplement d'exécuter les résolutions, mais de pouvoir en prendre des nouvelles tout aussi (moralement) contraignantes. Le secrétaire explique que le plus grand avantage de la réforme institutionnelle est bien ceci :

« L'on relie définitivement les Congrès et le Bureau, ce dernier continue le travail du premier ; ceux qui viennent aux Congrès deviendront ainsi, non pas des visiteurs occasionnels, mais des groupes qui s'intéressent à l'organisation internationale ouvrière et socialiste d'une façon permanente¹⁸⁵⁹ ».

Le même argument se retrouve dans des circulaires relatives aux assises de Stuttgart, où Huysmans précise bien que le BSI a pour but à la fois de « continuer les travaux et exécuter les décisions des congrès internationaux¹⁸⁶⁰ ». De même, depuis son avant-projet le secrétaire

¹⁸⁵⁸ *Idem.*

¹⁸⁵⁹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 306, Lettre de C. Huysmans à A. Kamkin, 14 mai 1907.

¹⁸⁶⁰ Voir par exemple AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2303, f° 36, Circulaire du CE du BSI, 10 novembre 1906.

parvient à sacraliser les faits que le siège du BSI se trouve à Bruxelles et que la fonction de CE soit attribuée à la section belge.

Haupt relève justement que la réforme institutionnelle, tout en étant un « aboutissement des efforts du secrétaire pour renforcer la position du BSI¹⁸⁶¹ », connaît des effets contradictoires sur le long-terme : si depuis lors « l'importance du BSI dans le mouvement international ne cessa de croître¹⁸⁶² », il est vrai aussi que « ce règlement ne dissipait pas l'équivoque qui planait autour des compétences et des attributions de cet organisme », tant que persistent les « interprétations les plus diverses concernant le rôle du BSI »¹⁸⁶³. Déjà en novembre 1907, lors d'une conférence qu'il donne à Stockholm, Huysmans lui-même a du mal à définir exactement la portée réelle des décisions institutionnelles de Stuttgart¹⁸⁶⁴. En effet, il met en exergue que certes les assises ont réaffirmé le besoin de coordination transnationale, mais est aussi obligé d'admettre que l'architecture tout à fait particulière de l'Internationale n'a guère changé dans ses contours généraux. Et pour justifier la permanence des souverainetés nationales, il recourt à un argument non d'opportunité politique, mais d'ordre éminemment historique : l'architecture de l'Internationale est un produit de son histoire elle-même, puisque la création de partis nationaux a été une exigence à un moment donné, et désormais l'on ne peut plus revenir en arrière. En somme, une plus grande centralisation serait nécessaire, mais la force de la tradition l'empêche, et seulement une catastrophe comme l'avait été la fin de l'AIT pourrait amener à la production d'une nouvelle tradition.

c) Stuttgart : prouver que la leçon d'Amsterdam a été apprise

Le congrès de Stuttgart est resté dans la mémoire collective comme l'une des manifestations les plus spectaculaires de l'Internationale, « l'expression la plus achevée du style et de l'image que se donne la social-démocratie en pleine expansion, [...] nulle trace de l'improvisation, des tumultes, des éclats, des coups de théâtre qui constituaient l'atmosphère des congrès antérieurs¹⁸⁶⁵ ». Le BSI, cependant, s'en occupe en un temps record, entre mars 1906 et août 1907. Huysmans entend éviter les tâtonnements qui avaient coûté à Serwy son poste, et pour se

¹⁸⁶¹ HAUPT, *La Deuxième Internationale 1889-1914...*, op. cit., p. 31.

¹⁸⁶² HAUPT, *Camille Huysmans...*, op. cit., p. 29.

¹⁸⁶³ HAUPT, *La Deuxième Internationale 1889-1914...*, op. cit., p. 32.

¹⁸⁶⁴ Voir Camille HUYSMANS, « Une Conférence sur l'Internationale », *Le Peuple*, 7 novembre 1907, p. 1.

¹⁸⁶⁵ Georges HAUPT, « Introduction », in *Congrès Socialiste International. Stuttgart...*, op. cit., p. 7.

mettre à l'œuvre il attend donc que la VII^e plénière confirme deux principes : que le BSI en tant qu'organe collégial se réserve la tâche de formulation de l'ordre du jour provisoire, et que le secrétaire international et le comité d'organisation se partagent la responsabilité de la préparation matérielle. Huysmans peut alors prendre directement des accords avec Kautsky en mai 1906¹⁸⁶⁶, puis se rendre en septembre à Mannheim et à Stuttgart pour conférer *de visu* avec le SPD et sa section wurtembergeoise, qui allait se constituer officiellement en décembre en tant que comité organisateur sous la présidence de l'éditeur Johann H. W. Dietz¹⁸⁶⁷. À la VIII^e plénière, le secrétaire peut déjà soumettre aux délégués un contrat en six articles conclu avec les Allemands, envisageant clairement des responsabilités partagées et des responsabilités exclusives¹⁸⁶⁸. Quant aux tâches partagées, il s'agit de l'envoi des circulaires, de l'installation d'une exposition internationale d'ouvrages socialistes, et de l'organisation d'un dépôt de journaux. Quant aux tâches exclusives, le comité organisateur s'occuperait des logements, des festivités, des fournitures, du maintien de l'ordre, des rapports avec la presse et avec les postes, de l'orientation des délégués qui voudraient visiter la ville et ses environs ; Huysmans se dédierait de son côté à l'édition trilingue des volumes afférents au congrès (rapports nationaux d'activité, rapports explicatifs et projets de résolution sur les ordres du jour), à la coordination de la procédure de formulation de l'agenda, et de la publication journalière d'un bulletin trilingue des travaux du congrès. D'autres dispositions sont prises à cette même plénière et les mois suivants. Quant aux frais, le SPD s'était déjà proposé de les prendre entièrement à sa charge, mais il est entendu que l'édition des volumes du congrès sera financée en taxant chaque délégué de 10 frs au titre de droit d'entrée. Quant aux cartes d'accréditation pour les congressistes et les journalistes, Huysmans et Dietz concordent dans les moindres détails leur contenu, leur graphique et leur procédure de distribution¹⁸⁶⁹, tout en prévoyant des mesures spéciales pour assurer la sécurité des délégués de l'empire russe¹⁸⁷⁰. Quant à la coordination du service d'interprétariat, elle est concentrée aux mains de Huysmans : c'est lui qui doit trouver des référents pour la traduction trilingue des allocutions, des résolutions et des amendements. Quant au bulletin journalier du congrès, face au pessimisme sur sa faisabilité dont font part Bebel et Singer, Huysmans insiste pour le maintenir pour des raisons de transparence et de publicité, s'inspirant de la pratique des congrès internationaux de démographie : il compte

¹⁸⁶⁶ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 6, Lettre de C. Huysmans à K. Kautsky, 4 mai 1906.

¹⁸⁶⁷ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 78, Lettre de C. Huysmans à A. Dreesbach, 26 juillet 1906.

¹⁸⁶⁸ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 243.

¹⁸⁶⁹ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 345-346, Lettre de C. Huysmans à J. Dietz, 18 juin 1907.

¹⁸⁷⁰ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 270, Lettre de C. Huysmans à J. Dietz, 22 juin 1907 ; f° 403-404, Lettres de C. Huysmans à H. Diamand et K. Kautsky, 26 juin 1907.

s'entourer d'une équipe de traducteurs et déléguer officiellement certains membres polyglottes du BSI pour lui faire parvenir au fur et à mesure des notes de synthèse des travaux des commissions¹⁸⁷¹ – et comme l'explique à Michels en 1909 en vue de Copenhague, il est important que ces notes soient à la fois certifiées par des membres assermentés et prises sur le vif, puisque « quand on a assisté à une séance de section, l'on se fait toujours un compte rendu pour soi-même, et les quelques impressions qui restent dominant à la fin tous les souvenirs [...] et tout jugement est faussé de cette manière¹⁸⁷² » –. Sous proposition de Vaillant, le bulletin est fait paraître dans le *Schwäbische Tagesblatt*¹⁸⁷³, et il est entendu que cela devra faciliter la tâche d'édition du compte-rendu du congrès, pour laquelle le secrétaire n'a même plus besoin de recevoir de mandat formel. Grâce à ce travail préalable de prise de notes et de traduction, couplé au penchant érudit de Huysmans qui le pousse à comparer un multitude de sources, un compte-rendu en Français bien plus analytique, neutre et exhaustif que ceux des assises précédentes peut être publié début 1908. Comme le remarque Haupt, « nous constatons non seulement un changement dans la méthode d'élaboration mais surtout dans la conception de la nature du compte rendu. D'instrument de propagande, il devient un instrument de travail¹⁸⁷⁴ ». Par contre, l'édition allemande assurée par le SPD omet ou émousse des passages afin de préserver le SPD de poursuites légales, tandis que l'édition anglaise ne paraît finalement pas à cause de la passivité de la section britannique. Quant à l'édition du volume des rapports nationaux d'activité, il est décidé que le SPD s'occupera de la version en Allemand, le POB de celle en Français avec l'aide de la SFIO, et la section britannique de celle en Anglais avec l'aide de la section étatsunienne¹⁸⁷⁵. Huysmans songe même à une édition en Italien, mais doit finalement y renoncer face au manque d'accord avec le PSI à propos des frais de publication¹⁸⁷⁶. Huysmans prend soin de demander aux partis que leurs rapports restent confidentiels jusqu'à la parution du volume, pour que celui-ci ait un réel intérêt d'ensemble¹⁸⁷⁷ (et se vende plus facilement). Des délais stricts sont fixés aussi bien pour la réception des rapports que pour la traduction des volumes, une procédure est mise en place pour les corrections¹⁸⁷⁸, et il est entendu que toute publication supplémentaire de documents parvenus en retard se fera aux frais des partis

¹⁸⁷¹ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2303, f° 51, Circulaire du CE du BSI, juin 1907.

¹⁸⁷² AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2294, f° 49, Lettre de C. Huysmans à R. Michels, 9 janvier 1909.

¹⁸⁷³ Pour des exemplaires de ce bulletin bilingue, cf. *Congrès Socialiste International. Stuttgart...*, *op. cit.*, p. 771-781.

¹⁸⁷⁴ HAUPT, « Introduction », in *Congrès Socialiste International. Stuttgart...*, *op. cit.*, p. 10.

¹⁸⁷⁵ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 491.

¹⁸⁷⁶ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 176, Lettre de Huysmans à O. Morgari, 23 mars 1907.

¹⁸⁷⁷ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 221, Lettre de C. Huysmans à J. Block, 4 mars 1907 ; f° 222, Lettre de C. Huysmans à M. Hillquit, 4 mars 1907.

¹⁸⁷⁸ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 232, Lettre de C. Huysmans à L. Dubreuilh, 16 mai 1907.

concernés. Cela permet à Huysmans de rejeter entièrement sur les partis nationaux la faute de toutes les négligences auxquelles il se heurte, notamment de la part des Britanniques¹⁸⁷⁹, malgré deux révisions des délais et des *ultimata* à leur rencontre¹⁸⁸⁰. Ainsi, lorsque par exemple De Leon enjoint Huysmans de contraindre les Britanniques à honorer leurs promesses, celui-ci rappelle que le BSI ne peut rien imposer aux partis même lorsqu'ils sont fautifs¹⁸⁸¹. Au terme de plusieurs mois de relances effectuées en toute transparence, seule l'édition française paraît intégralement, en deux tomes¹⁸⁸², dans lesquels d'ailleurs Huysmans rajoute de sa plume des notes de synthèse à propos des partis en cours d'affiliation ou de pays où la pensée socialiste est encore « vacillante ». Par contre, l'édition anglaise est abandonnée, et l'édition allemande consiste seulement en une traduction du premier tome de l'édition française. Dans le rapport d'activité qu'il transmet au congrès de Stuttgart, le secrétaire énumère les partis qui ne lui ont pas fait parvenir à temps leurs rapports, et impute explicitement aux Allemands et Britanniques les défaillances rencontrées par l'édition trilingue¹⁸⁸³. Quant au volume de collecte des rapports explicatifs et projets de résolution sur les ordres du jour, Huysmans s'occupe de la traduction avec l'aide des seuls employés du secrétariat, fixe le délai de recevabilité à la IX^e plénière du BSI, et réussit effectivement à le faire paraître en amont des assises. Malgré la persistance de défaillances nationales, l'oeuvre éditoriale globale de Huysmans amène à des améliorations sensibles par rapport au congrès d'Amsterdam : il est aisé de remarquer, suivant le compte-rendu du congrès de Stuttgart, que les délégués ne cessent de renvoyer aux pages des volumes afin d'appuyer leurs propos sur des passages précis. Alors que tout est prêt pour que les assises puissent se tenir à Stuttgart sous les meilleurs auspices, Huysmans fait une dernière preuve de prévoyance : publiquement, il se montre optimiste sur le fait que les autorités allemandes ne les interdiront pas, mais il explore en même temps confidentiellement plusieurs plans de secours pour les déplacer d'urgence à Bruxelles¹⁸⁸⁴ ou à Bâle¹⁸⁸⁵, faisant en sorte que le SPD ne l'apprenne surtout pas. Il se rend d'ailleurs à Stuttgart avec d'Artois et Kantor plusieurs jours en amont du congrès, et demande à Dietz de pouvoir loger près du Liederhalle afin de veiller

¹⁸⁷⁹ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 196, Lettre de C. Huysmans à J. K. Hardie, 20 avril 1907 ; 625/2297, f° 369, Lettre de C. Huysmans à H. M. Hyndman, 21 juin 1907.

¹⁸⁸⁰ Voir par exemple FMSH, Fonds Haupt, 8D3/3/5, Circulaire de C. Huysmans, 7 mai 1907.

¹⁸⁸¹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 125-126, Lettre de C. Huysmans à D. de Leon, 15 janvier 1907.

¹⁸⁸² *L'Internationale Ouvrière et Socialiste. Rapports soumis au Congrès Socialiste International de Stuttgart (18-24 août 1907) par les organisations socialistes d'Europe, d'Australie et d'Amérique sur leur activité pendant les années 1904-1907*, Bruxelles, BSI, 2 vol. 1907.

¹⁸⁸³ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 433-434.

¹⁸⁸⁴ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 45, Lettre de C. Huysmans à M. Hillquit, 15 juin 1906.

¹⁸⁸⁵ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 345, Lettre de C. Huysmans à R. Grimm, 1^{er} août 1907 ; f. 367, Lettre de C. Huysmans à R. Grimm, 5 août 1907 ; f° 372, Lettre de C. Huysmans à R. Grimm 8 août 1907 ; f° 356, Lettre de C. Huysmans à H. de Man, 3 août 190.

personnellement au règlement d'une série de détails techniques¹⁸⁸⁶. D'autre part, il ne manque pas de rappeler aux membres du BSI qu'ils doivent disposer d'un mandat national formel pour pouvoir assister aux assises¹⁸⁸⁷, et tout comme Serwy en 1904, il se fait mandater lui aussi par précaution par une organisation affiliée au POB, la Fédération des employés socialistes¹⁸⁸⁸.

Considérant qu'il était inévitable que durant les débats des assises les membres de l'institution centrale se comportent essentiellement en tant que délégués nationaux, Huysmans s'efforce plutôt de faire en sorte que le CE pousse le BSI à agir de manière collégiale en amont, notamment à l'occasion de la formulation de l'ordre du jour. Il n'est pas simplement question de trier les propositions nationales, comme pour Amsterdam, mais d'élaborer un agenda « comprenant des questions renvoyées au Congrès de Stuttgart par des congrès précédents, des questions d'actualité dont la discussion paraît s'imposer, des questions de réglementation intérieure dont la solution est hautement désirable¹⁸⁸⁹ ». Appartiennent à la première catégorie non seulement la question des migrations ouvrières, renvoyée explicitement au BSI depuis Amsterdam, mais aussi celle de la politique coloniale, puisque le CE considère que les résolutions de Paris et d'Amsterdam étaient restées sans effet, et que donc « le Congrès de Stuttgart est en quelque sorte saisi de cette question par les Congrès antérieurs¹⁸⁹⁰ ». Appartiennent à la deuxième catégorie la question des rapports partis-syndicats, car le CE relève que plusieurs congrès nationaux s'y étaient penchés récemment tandis que les assises internationales ne s'en étaient pas occupées depuis une décennie (en vrai le CE exprime par-là sa volonté de promouvoir le modèle d'unité organique du POB contre le neutralisme syndical, une campagne dans laquelle Vandervelde se lance à l'échelle transnationale entre 1905 et 1907¹⁸⁹¹) ; celle du suffrage féminin, pour laquelle le BSI est saisi à la fois par Adelheid Popp du SDAP-Ö¹⁸⁹² et Ottilia Baader du SPD¹⁸⁹³ ; ou encore celle de l'antimilitarisme, abordée sous un nouveau jour par le BSI au prisme des crises de Tanger et de Björkö. Enfin, appartient à la troisième catégorie notamment la réforme des modes de votation et de représentation. Surtout, Huysmans estime que le BSI doive promouvoir une logique d'expertisation, en fournissant au

¹⁸⁸⁶ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 345-346, Lettre de C. Huysmans à J. Dietz, 18 juin 1907.

¹⁸⁸⁷ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 291, Lettre de C. Huysmans à A. Balabanova, s.d.

¹⁸⁸⁸ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 235, Lettre de C. Huysmans à Van Hamme, 17 mai 1907.

¹⁸⁸⁹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2303, f° 36-37, *Invitation au Congrès socialiste international de Stuttgart*, 10 novembre 1906.

¹⁸⁹⁰ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 257.

¹⁸⁹¹ Voir Albert THOMAS, « Parti politique et syndicats », *L'Humanité*, 24 avril 1905, p. 2 ; *id.*, « Neutralité Syndicale », *L'Humanité*, 19 juin 1905, p. 2.

¹⁸⁹² *Propositions et projets de résolutions avec rapports explicatifs présentés au Congrès socialiste international de Stuttgart, 18-24 août 1907*, Bruxelles, BSI, 1907, p. 183-185.

¹⁸⁹³ *Ibidem*, p. 179-183.

congrès toute la documentation susceptible d'objectiver les échanges et produire ainsi des compromis idéologiques. En ce sens, il donne suite aux observations de Thomas, au sortir d'Amsterdam, comme quoi un groupe de spécialistes, dotés d'esprit pratique et scientifique, était en train d'émerger sur différents sujets, « désormais capable de juger scientifiquement les phénomènes de la vie sociale, et d'en apprécier la valeur exacte par la réalisation de notre programme » : il préconisait ainsi que, dans un futur proche, aux côtés de BSI et CIS, il y ait un « bureau d'information scientifique et ses commissions techniques »¹⁸⁹⁴. Or, quant à la politique coloniale, le CE fait voter à la VIII^e plénière une motion qui invite le BSI, mais en réalité le secrétaire lui-même, à « charger un homme compétent de chaque pays, socialiste, que ses études ou son action signalent à l'attention du Bureau, de faire rapport sur l'exploitation coloniale perpétrée par les classes dominantes de son milieu », ainsi qu'à « demander un rapport sur la question aux colons socialistes eux-mêmes, s'il s'en trouve, car il serait non seulement utile d'entendre la voix d'économistes ou d'hommes politiques, mais aussi des hommes qui vivent dans le milieu colonial »¹⁸⁹⁵. Si finalement l'idée de rapports issus des colonies se heurte aux réticences d'une majorité de délégués métropolitains¹⁸⁹⁶, il est entendu que les experts déjà listés par le CE lui-même seront bel et bien sollicités : Van Kol, Hyndman, Vandervelde, Ledebour et Rouanet. C'est Huysmans qui coordonne le processus de production de leurs rapports¹⁸⁹⁷, malgré une certaine passivité de SPD et SFIO, et un Vandervelde qui donne plus son opinion sur le Congo que celle du POB¹⁸⁹⁸. Mais l'objectif d'apaiser le clivage entre orthodoxes et révisionnistes est finalement déçu : Huysmans est impuissant face à une dramatisation inédite des débats sur la politique coloniale pendant le congrès, et pendant qu'un fossé idéologique se creuse tant entre sections nationales qu'en leur sein même (notamment chez les Allemands, les Britanniques et les Français), et que Vandervelde apporte son soutien aux thèses révisionnistes de Van Kol et Bernstein, il n'en sort avec aucun nouveau mandat pour

¹⁸⁹⁴ THOMAS, « Le Congrès d'Amsterdam », art. cit., p. 280.

¹⁸⁹⁵ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 257-258.

¹⁸⁹⁶ Voir Ruth FISCHER, « Die Internationale und die Kolonialvölker », *Frankfurter Hefte*, vol. 10, 1960, p. 714-720.

¹⁸⁹⁷ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 264, Lettre de C. Huysmans à G. Rouanet, 18 avril 1907 ; f° 435, Lettre de C. Huysmans à E. Vaillant, 11 juillet 1907 ; 625/2292, f° 228, Lettre de C. Huysmans à H. van Kol, f° 228 ; f° 359, Lettre de C. Huysmans à E. Vandervelde, 1^{er} août 1907 ; f° 269, Lettre de C. Huysmans à H. van Kol, 19 juin 1907 ; f° 373, Lettre de C. Huysmans à H. Van Kol, 8 août 1907.

¹⁸⁹⁸ Voir Madeleine REBÉRIOUX, « Les conflits de tendances dans le parti ouvrier belge au moment de la "reprise" du Congo », *Le Mouvement social*, n° 45, 1963, p. 110-119 ; Maxime STEINBERG, « Belgique : la crise congolaise dans le Parti ouvrier belge (1907-1908) », in HAUPT, REBÉRIOUX (dir.), *La Deuxième Internationale et l'Orient*, op. cit., p. 105-135.

que le BSI puisse approfondir sa pratique en la matière. Quant aux migrations, à la VIII^e plénière le CE fait adopter cette motion :

« Que le Secrétaire se mette en rapport avec le citoyen Schippel pour obtenir communication des matériaux rassemblés par ce dernier et en même temps qu'il prie les Partis ou organisations d'Angleterre, des Etats-Unis, de Hongrie ou d'ailleurs, que la question intéresse tout particulièrement, de fournir en temps utile un rapport sur cet objet fort controversé. [...] Peut-être serait-il utile également que l'on examine la situation faite dans les divers pays d'Europe et d'Amérique aux ouvriers qui participent aux émigrations temporaires, pour la moisson, l'arrachage de betteraves, etc¹⁸⁹⁹».

C'est encore Huysmans qui se charge de recueillir cette documentation, censée contrebalancer la résolution en faveur de la limitation de la main-d'oeuvre étrangère qu'Hillquit comptait déposer au congrès. Il prend donc contact avec Max Schippel¹⁹⁰⁰, mais puisque celui-ci n'a pas le temps de produire un rapport *ex novo*¹⁹⁰¹, il fait traduire en Français et en Anglais par le secrétariat une partie de ses recherches traitant du phénomène des *coolies* et des migrations canaques et indous. Il fait valider les extraits choisis au reste du CE, puis au SPD, afin de pouvoir les insérer dans le volume de rapports explicatifs et projets de résolution¹⁹⁰². En parallèle, Huysmans met aussi à profit sa double casquette afin que le congrès national du POB de 1907 se rallie officiellement à la tentative du CE de contrebalancer les tenants des limitations législatives. Il fait en effet amender la résolution que le parti comptait déposer à Stuttgart, pour que « le congrès condamne comme inefficaces et dangereuses toutes mesures tendant à écarter les ouvriers immigrants *bona fide* », que les élus socialistes « exige[nt] pour les ouvriers immigrants l'égalité de droits en matière de législation sociale », et que les syndicats « multiplie[nt] les cartes de transfert donnant aux ouvriers immigrants égalité de droits¹⁹⁰³ ». Malgré ces efforts, les divergences principielles surgies à Amsterdam se reproduisent telles quelles à Stuttgart : la position du SPoA est mise en minorité, mais dans un souci de compromis, une résolution transactionnelle est élaborée à propos des mesures pratiques à prendre pour intégrer les migrants dans le mouvement ouvrier. Elle distingue la ligne de conduite à tenir par

¹⁸⁹⁹ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 258-260.

¹⁹⁰⁰ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 138, Lettre de C. Huysmans à M. Schippel, 13 février 1907.

¹⁹⁰¹ Son rapport est publié finalement in Max SCHIPPEL, « Die fremden Arbeiterkräfte und die Gesetzgebung der verschiedenen Länder, Materialien für den Internationalen Kongress », *Beilage zur Neuen Zeit*, n° 41, 1907.

¹⁹⁰² *Propositions et projets de résolutions...*, *op. cit.*, p. 584-594.

¹⁹⁰³ *L'Humanité*, 3 juillet 1907, p. 2.

les partis dans les pays d'immigration, dans ceux d'émigration, et en matière de transports transnationaux. Le BSI ne se voit attribuer de mandat que dans cette dernière catégorie :

« Comme le transport des émigrants ne peut être réglé légalement que sur une base internationale, le Congrès charge le Bureau Socialiste International de préparer des propositions pour la réglementation nouvelle de cette matière, dans lesquelles on fixera la disposition et l'installation des navires, ainsi que le cube d'air minimum par passager¹⁹⁰⁴ ».

Quant aux rapports partis-syndicats, Huysmans choisit une procédure différente : il lance une enquête auprès des partis affiliés articulée autour de cinq questions¹⁹⁰⁵, inspirée de celle réalisée par *La Revue syndicaliste* en octobre 1906¹⁹⁰⁶. Mis à disposition des congressistes, les résultats ne suffisent guère à garantir des débats apaisés. De Brouckère lui-même minimise leur utilité, estimant que « quelques textes de règlements, quelques indications d'ordre général sur ce qui se passe aux grands centres d'organisations ne peuvent nous éclairer grandement¹⁹⁰⁷ », et plaide pour que le congrès donne le pouvoir au BSI de creuser son enquête :

« Les renseignements si précieux relatifs à cet aspect de la lutte ouvrière sont aujourd'hui dispersés, perdus dans mille publications locales, pratiquement inaccessibles. Il faudrait pour les rassembler une vaste enquête poursuivie systématiquement partout où s'étend l'influence de l'Internationale. Le Bureau ne peut l'entreprendre que si un vote du congrès l'arme du pouvoir nécessaire. La documentation que l'on pourrait rassembler d'ici à nos prochaines assises permettrait de reprendre fructueusement l'examen du problème et d'en pousser plus loin la solution¹⁹⁰⁸ ».

À Stuttgart, deux positions s'affrontent : les Belges se placent en chefs de file des partisans de « l'établissement de liens organiques¹⁹⁰⁹ » entre partis et syndicats, et prévoient un nouveau mandat du BSI en la matière, tandis que les Autrichiens mènent le groupe de partisans de la neutralité entre partis et syndicats et ne préconisent aucune entremise du BSI. Un compromis est finalement trouvé en distinguant entre deux domaines : l'autonomie des organisations syndicales est reconnue exclusivement pour ce qui est de l'action économique, tandis que pour l'action politique un renforcement des liens de collaboration entre partis et syndicats est préconisé. Concrètement, au plan national rien ne change, puisqu'il est répété que chaque parti

¹⁹⁰⁴ VII^e Congrès Socialiste International tenu à Stuttgart..., *op. cit.*, p. 429-430.

¹⁹⁰⁵ *Propositions et projets de résolutions...*, *op. cit.*, p. 19-20.

¹⁹⁰⁶ Voir *La Revue syndicaliste*, t. IV, n° 18 (supplément), 1906, p. 181-196.

¹⁹⁰⁷ *Propositions et projets de résolutions...*, *op. cit.*, p. 85.

¹⁹⁰⁸ *Ibidem*, p. 85.

¹⁹⁰⁹ *Ibidem*, p. 87.

définira ses rapports avec les syndicats comme bon lui semble. Mais pour ce qui est de l'institution centrale, c'est la position belge qui sort gagnante : les syndicats qui remplissent les conditions d'admission à l'Internationale sont invités « à se tenir en relation avec le Bureau Socialiste International », qui est à son tour chargé d'une part « de se mettre en rapport avec le Secrétariat international des syndicats à Berlin pour l'échange de tous les renseignements relatifs à l'organisation ouvrière et au mouvement ouvrier », et d'autre part « de réunir tous les documents qui peuvent faciliter l'étude des rapports entre les organisations professionnelles et les partis socialistes de tous les pays et de présenter un rapport à ce sujet au prochain congrès »¹⁹¹⁰. Enfin, quant au suffrage féminin, la IX^e plénière du BSI échange au préalable sur le contenu des motions de Popp et Baader, et tranche en faveur de la première comme base de discussion du congrès¹⁹¹¹. Le CE n'intervient pas par la suite, et à Stuttgart il ne reçoit aucune prérogative en la matière, ni au congrès international, ni à la conférence des femmes socialistes qui allait fonder l'IFS. Même si Zetkin estime que l'Internationale et l'IFS ont leur mot à dire quant au moment et à la manière d'entamer les campagnes pour le suffrage féminin, Adler et Popp imposent le respect du principe de souveraineté des partis. La résolution qui est finalement votée indique alors que « le Congrès Socialiste International ne peut prescrire une date déterminée à laquelle un mouvement pour la conquête du droit de suffrage doit commencer »¹⁹¹².

En dépit des querelles inter-nationales qui ne manquent pas de traverser le congrès de Stuttgart, son déroulement vient couronner l'efficacité de l'organisation méthodique appliquée par Huysmans, et par association, c'est l'œuvre de tout le Bureau dont on acclame le succès. Pour expédier collectivement les derniers détails, celui-ci se réunit deux jours avant l'ouverture des assises, le 16 août 1907 au Silchersaal du Liederhalle¹⁹¹³. Mais contrairement à Amsterdam, bien qu'elle enregistre un record de participation (45 délégués représentant 18 nationalités), cette entrevue essentiellement technique n'est pas comptabilisée comme une plénière à part entière, étant donné que la IX^e s'était tenue à peine deux mois plus tôt. Ensuite, tout au long des assises le BSI se réunit tous les matin entre 9 et 10h, une heure avant le début des travaux¹⁹¹⁴. Un principe de flexibilité est néanmoins gardé, puisque par exemple le Bureau se voit obligé

¹⁹¹⁰ VII^e Congrès Socialiste International..., *op. cit.*, p. 430.

¹⁹¹¹ HAUPT, Bureau Socialiste International..., *op. cit.*, p. 276.

¹⁹¹² VII^e Congrès Socialiste International..., *op. cit.*, p. 432.

¹⁹¹³ Jean LONGUET, « Avant le Congrès de Stuttgart », *L'Humanité*, 17 août 1907, p. 1.

¹⁹¹⁴ VII^e Congrès Socialiste International..., *op. cit.*, p. 1-7.

de siéger également le soir du 20 août afin de trancher sur les mandats contestés¹⁹¹⁵. Dans ses souvenirs, Hyndman écrit :

« J'étais moi-même le président de la Section Britannique, et je devais être à ma place à huit heures du matin, et y rester, pour l'accomplissement de mes fonctions en cette qualité, et en tant que membre du Bureau International, depuis cette heure matinale jusqu'à ce que le Congrès se lève, et parfois après. Si tout ne s'était pas déroulé comme une horloge, il aurait été impossible d'exécuter le programme prévu¹⁹¹⁶ ».

La vraie nouveauté réside néanmoins dans le fait que cette fois-ci c'est le BSI en tant que tel qui fonctionne comme bureau du congrès tout le long, et « qui a la direction des débats¹⁹¹⁷ » (ce qui sera maintenu à Copenhague et à Bâle). Le choix est d'ailleurs fait à la dernière minute, puisqu'encore à la IX^e plénière il était simplement question de savoir si le bureau devait être désigné par les congressistes ou par le BSI. Mais à la séance inaugurale du 18 août, les membres de l'institution centrale rentrent ensemble dans la salle et prennent place sur l'estrade comme un seul corps : Vandervelde déclare ouvertes les assises, puis cède la parole à Bebel pour qu'il fasse voter le principe d'un BSI agissant comme bureau du congrès, et enfin c'est à nouveau Vandervelde qui intervient pour expliquer les éléments de procédure et pour faire élire Singer comme président permanent des séances¹⁹¹⁸. Ainsi, même si d'un point de vue quantitatif le BSI tient moins de réunions de travail qu'à Amsterdam, il en ressort bien plus visible et efficace étant donné que durant les séances plénières ses membres se regroupent à la tribune. Ce qui explique aussi son dynamisme lorsqu'il se trouve à devoir complètement improviser. D'une part, lorsqu'un incendie se déclenche dans une banlieue ouvrière de Stuttgart dans la nuit du 20 au 21 août, le lendemain matin déjà le BSI fait voter au congrès l'envoi d'un subside de 500 frs¹⁹¹⁹. D'autre part, il réussit à gérer collectivement, sans mettre en péril légalement le SPD, l'épisode délicat de l'expulsion de Quelch du Grand-Duché de Wurtemberg pour avoir qualifié de *thieves' supper* la II^e conférence de la paix de La Haye¹⁹²⁰. Il prend soin de faire en sorte qu'une délégation informelle de congressistes étrangers accompagne Quelch à la gare au petit matin du 23 août, puis s'occupe de l'affaire à sa séance de travail quelques heures plus tard,

¹⁹¹⁵ *Ibidem*, p. 267-283.

¹⁹¹⁶ HYNDMAN, *Further Reminiscences*, *op. cit.*, p. 127-128.

¹⁹¹⁷ *VII^e Congrès Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 304.

¹⁹¹⁸ *Ibidem*, p. 72-87.

¹⁹¹⁹ *Ibidem*, p. 284-294.

¹⁹²⁰ *Ibidem*, p. 294-302.

tout en laissant à Singer la tâche d'en faire rapport en séance plénière du congrès et de protester au nom du seul SPD¹⁹²¹.

Une fiche pratique est distribuée par Huysmans au nom du BSI à tous les congressistes, où il est question bien plus qu'à Amsterdam d'une ingérence dans leurs attributions souveraines pour tout qui relève de l'administratif. Surtout, il est entendu que le règlement procédural qu'elle établit sera valable aussi pour les assises futures. Le vote de cette fiche, unanime, est d'ailleurs en partie rétroactif, puisque ses dispositions quant à la séance inaugurale avaient déjà été mises en oeuvre dès les premières minutes du congrès : il est dit que c'est le président du BSI qui ouvre la première séance plénière, puis un délégué du parti hôte prononce l'allocation de bienvenue, à laquelle le président du BSI répond au nom de tous les congressistes et en priant le parti hôte de désigner le ou les présidents des assises. Quant au secrétaire international, il est acté qu'il remplit les fonctions de secrétaire du congrès, qu'il centralise les rapports sur les vérifications des mandats, les listes nominatives des membres des commissions, et les textes des résolutions à faire traduire, imprimer et distribuer. Il est acté aussi que seules les résolutions issues de commissions ou de sections nationales seront traduites, imprimées et distribuées ; qu'aucune procuration n'est possible pour une section absente ; que les commissions se composent d'un maximum de quatre délégués par nationalité ; que seuls les représentants accrédités d'organes de presse socialiste peuvent assister aux réunions des commissions. Or, le BSI ne se prive pas par la suite d'amender lui-même sa propre fiche pratique en fonction des besoins, se contentant de notifier aux congressistes les modifications apportées. Par exemple, au cinquième jour il est décidé de raccourcir les temps de parole, et de ne pas laisser s'exprimer de suite deux délégués issus d'une même section nationale.

Contrairement à Amsterdam, outre le rapport d'activité du secrétariat et le rapport financier du BSI, les documents que le Bureau fait voter en son nom sont particulièrement divers et nombreux : un rapport récapitulatif de l'ensemble des résolutions politiques votées par les plénières du BSI depuis 1901¹⁹²² (comme l'avait préconisé Vaillant à la VIII^e plénière¹⁹²³) ; la dernière version du projet de réforme institutionnelle, se composant des *Règlements* des congrès et du BSI¹⁹²⁴ ainsi que des *Statuts* de la CIS¹⁹²⁵ ; le projet de nouvelle répartition des voix ; la

¹⁹²¹ *Ibidem*, p. 348-366.

¹⁹²² *Propositions et projets de résolutions...*, *op. cit.*, p. 1-5.

¹⁹²³ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 260-262.

¹⁹²⁴ *Propositions et projets de résolutions...*, *op. cit.*, p. 5-7.

¹⁹²⁵ *Ibidem*, p. 9-11.

motion Popp engageant l'Internationale en faveur du suffrage féminin¹⁹²⁶ ; une motion contre les répressions antiouvrières et antisémites en Roumanie, engageant « les députés socialistes des divers parlements à demander que le gouvernement roumain remplisse ses obligations vis-à-vis des diverses catégories de citoyens de Roumanie que les traités internationaux ont mis sous sa protection¹⁹²⁷ » ; une motion de soutien à la Révolution russe¹⁹²⁸ ; une motion contre la campagne marocaine d'Hubert Lyautey¹⁹²⁹ (élaborée conjointement par les délégués français et espagnols) ; une motion de soutien aux mineurs du Colorado dans le cadre du procès contre Bill Haywood, George Pettibone et Charles Meyer, accusés à tort d'un attentat à la bombe contre l'ancien gouverneur de l'Idaho¹⁹³⁰. C'est encore le BSI qui fait adopter en son nom la proposition danoise de tenir les assises suivantes à Copenhague en 1910¹⁹³¹. Les unes après les autres, toutes ces positions prises par le BSI en tant qu'institution collégiale trouvent les faveurs unanimes des congressistes à la stupeur de certains commentateurs¹⁹³². Certains documents ne font même pas l'objet d'un vote formel, et sont ratifiés par un mécanisme de silence-positif. Dans une circulaire¹⁹³³, Huysmans avait d'ailleurs préconisé un vote en bloc de chaque document soumis au nom du BSI, et écarté toute éventualité de dépôt d'amendements au cours des assises sans avoir été préalablement notifiés au secrétariat selon les délais fixés par celui-ci, et avait justifié cette procédure en arguant que le vote était presque symbolique étant donné que les textes en question étaient l'oeuvre de délégués mandatés officiellement au BSI par tous les partis affiliés (et donc qu'il aurait été un contre-sens de démentir l'action de ses propres représentants). Une procédure que Bracke notamment félicite de par ses implications au niveau de la cohérence interne de l'Internationale :

« Le Bureau Socialiste International demandera l'approbation de ce qu'il a fait durant les trois années qui séparent Amsterdam de Stuttgart. Il soumettra en même temps les projets de règlements à établir pour son fonctionnement, pour celui des Congrès, pour celui de la Conférence interparlementaire entre les élus des diverses nations. Le trait principal qui ressortira des décisions prises, c'est la forme de plus en plus cohérente que tend à prendre l'Internationale. De simples réunions plus ou moins périodiques, qui laissent les nationalités sans lien ensuite, les Congrès

¹⁹²⁶ *Ibidem*, p. 179.

¹⁹²⁷ *VII^e Congrès Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 433.

¹⁹²⁸ *Ibidem*, p. 434.

¹⁹²⁹ *Idem*.

¹⁹³⁰ *Ibidem*, p. 435.

¹⁹³¹ *Ibidem*, p. 385-411.

¹⁹³² Voir par exemple *Avanti!*, 23 août 1907, p. 1.

¹⁹³³ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, note n° 13, p. 277.

tendent et tendront chaque fois davantage à être réellement les Congrès d'un Parti, ayant une action continue et sans cesse combinée¹⁹³⁴ ».

Au final, seulement trois décisions du BSI suscitent un débat, mais celui-ci fait preuve de flexibilité et en est récompensé en termes de légitimité. En effet, alors qu'il est lui-même à l'origine des différends, il est identifié en tant que bouée de sauvetage pour les surmonter, tant que l'on préfère lui demander de réexaminer les dossiers plutôt que d'en appeler au vote tranchant du congrès. L'on assiste ainsi à une généralisation des cas d'applicabilité du vœu émis par Hardie à Amsterdam au sujet des migrations – et qui se confirme trois ans plus tard à Copenhague, tant que Thomas Mooney écrit qu'« en renvoyant les détails des problèmes les plus importants au bureau qui conduit nos affaires internationales entre les assises, le congrès nous a amené à espérer un développement de grande importance¹⁹³⁵ » –. *Primo*, le BSI avait invité à rejeter une motion de la section suisse du PSI visant à mettre en place une carte unique de membre de l'Internationale¹⁹³⁶, mais la délégation française soutient énergiquement l'idée, y voyant « le commencement d'une véritable organisation internationale unitaire¹⁹³⁷ ». Huysmans rétorque que cela « présuppose une organisation internationale centralisée inexistante¹⁹³⁸ », alors que Singer souligne que le projet serait chronophage pour le BSI et qu'une carte unique serait plus facilement détournable par des individus aux intentions malveillantes :

« Vous ne pouvez pas demander non plus au secrétaire du Bureau International de signer les cinq millions de cartes nécessaires pour tous les pays. Le Congrès ne peut pas s'occuper de pareilles questions administratives, dont la solution incombe aux partis nationaux. Pour ces raisons : danger de détournement, abus de paperasserie, impossibilité pratique de réalisation, le Bureau repousse la motion¹⁹³⁹ ».

Mais étant donné que Renaudel insiste pour que la question soit au moins étudiée par le BSI ultérieurement au lieu d'être rejetée définitivement, et qu'il va jusqu'à esquisser déjà les grandes étapes de la procédure à suivre, le Bureau cède au compromis. Singer ajourne la question sur ton ironique, déclarant que « la flamme avec laquelle nos camarades de France ont soutenu la motion suisse ne manquera pas d'éclairer le Bureau Socialiste International¹⁹⁴⁰ ». Ce

¹⁹³⁴ BRACKE, « À Stuttgart », *L'Humanité*, 14 juin 1907, p. 1.

¹⁹³⁵ MOONEY, « The Eighth International Socialist Congress », art. cit., p. 4-5.

¹⁹³⁶ Voir *Propositions et projets de résolutions...*, op. cit., p. 8.

¹⁹³⁷ *VII^e Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 280-281.

¹⁹³⁸ *Idem.*

¹⁹³⁹ *Idem.*

¹⁹⁴⁰ *Idem.*

sera d'ailleurs le CE à clore directement l'affaire trois ans plus tard à Copenhague, pour ne pas risquer par-là de rompre les équilibres institutionnels de l'Internationale :

« Il nous paraît quasi impossible de reproduire le système de la carte unique de la première Internationale. À ce moment, le nombre des membres n'était pas fort considérable et l'organisation était centralisée. Aujourd'hui, le Bureau est avant tout un organisme de coordination et malgré ce lien, assez libre, les rapports entre comités nationaux sont excellents¹⁹⁴¹ ».

Secundo, le BSI avait invité à rejeter un amendement de l'ILP au projet de réforme institutionnelle visant à faciliter l'adhésion à l'Internationale de syndicats *bona fide*, et par-là du TUC et du LP¹⁹⁴². Mais les délégués de l'ILP reviennent à la charge, poléminent avec ceux de la SDF, et obligent Singer et Vandervelde à consulter dans la foulée les quelques membres du BSI qui se trouvent à leurs côtés¹⁹⁴³. Il finalement acté que le BSI réexaminera postérieurement cette question aussi. Cependant, lorsqu'il notifie cette décision, Vandervelde donne une interprétation toute personnelle du fond du problème, qu'il estime comme étant essentiel lexical :

« Il ne me paraît pas douteux que les "Trade Unions" se placent sur le terrain de la lutte des classes. Mais certains camarades anglais font une distinction entre *lutte des classes* et *guerre des classes*, entre "class war" et "class struggle". Les délégués de la "Social Democratic Federation" parlent volontiers du "class war". Mais je crois que les délégués du "Labour Party", qui pratiquent en fait le "class struggle", n'auront rien à objecter à ces derniers termes. Le malentendu me paraît donc résulter de cette traduction, et c'est pourquoi les membres du Bureau acceptent le renvoi [...]. Quant aux différends internes du mouvement anglais, le Bureau doit se cantonner dans une prudente neutralité¹⁹⁴⁴ ».

Ainsi, au terme de quelques échanges de couloir qui semblent avoir été plutôt tendus, le Patron doit faire amende honorable en plénière, allant jusqu'à rectifier son propos dans une motion formelle, où il est dit que son allocution n'avait pas été prononcée au nom du BSI en tant qu'institution, mais à titre personnel et au nom de la poignée de membres du BSI qu'il avait consulté en toute hâte¹⁹⁴⁵. *Tertio*, le BSI avait proposé le rejet d'une motion sud-africaine visant

¹⁹⁴¹ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n. 5, 1910, p. 184.

¹⁹⁴² *Propositions et projets de résolutions...*, *op. cit.*, p. 8. Pour les débats à ce sujet lors de la IX^e plénière du BSI, cf. HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 276-285.

¹⁹⁴³ Bebel, Vaillant, Singer, Troelstra, Hillquit, Knudsen et Luxemburg.

¹⁹⁴⁴ *VII^e Congrès Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 278-279.

¹⁹⁴⁵ *Ibidem*, p. 351-352.

à faire de l'Espéranto la langue de travail de l'Internationale¹⁹⁴⁶. Mais puisqu'un délégué s'était rendu à Stuttgart depuis Johannesburg pour défendre la proposition, l'on décide de ne pas le déshonorer et de renvoyer cette question encore à l'étude ultérieure du BSI.

Une dernière consécration du travail de Huysmans se vérifie à la séance de clôture des assises, puisque pour la première fois les remerciements sont formalisés dans une motion : les délégations autrichienne, tchèque, allemande, hollandaise et suédoise félicitent le BSI, et en particulier le CE et le secrétaire international, non seulement pour la manière dont le congrès a été préparé, mais surtout « pour la façon magistrale dont l'Internationale a été conduite depuis Amsterdam » et « pour le travail prudent, énergique et inlassable consacré à la direction exécutive de l'Internationale »¹⁹⁴⁷. Vandervelde prend alors la parole pour accepter les remerciements au nom du BSI et du CE, et admet que le mérite revient en large partie à Huysmans lui-même.

2. La relance de la coordination de mobilisations transnationales : vers une « politique internationale offensive »¹⁹⁴⁸

Entre 1905 et 1907, le BSI est confronté à deux affaires politiques majeures : la Révolution russe et la crise de Tanger, dont la jonction est assurée aux yeux des internationalistes par la crise du Pacte de Björkö. Survenues toutes deux juste après les résultats en demi-teinte de la gestion de la guerre russo-japonaise par le BSI, c'est dans le feu de ces événements que Huysmans doit apprendre précocement ses marges de manœuvre pour réussir là où son prédécesseur avait rencontré des fortes résistances : la coordination effective de l'action transnationale. En même temps, contrairement à un Serwy qui était de plus en plus isolé, le nouveau secrétaire bénéficie plutôt de la dynamique contraire. Des voix s'élèvent au sein du BSI pour réclamer qu'il ne tâtonne plus comme en 1904, et fournissent un soutien d'envergure à la perspective d'approfondissement des compétences politiques du secrétariat. Ainsi, à Stuttgart, le bilan politique présenté par Huysmans peut déjà vanter un changement sensible, à savoir que de plus en plus de partis comprennent que certaines mobilisations n'ont de sens que

¹⁹⁴⁶ *Propositions et projets de résolutions...*, op. cit., p. 185.

¹⁹⁴⁷ *VII^e Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 405-406.

¹⁹⁴⁸ HAUPT, *Camille Huysmans...*, op. cit., p. 34.

si elles se font par-delà les frontières, et que c'est précisément le BSI qui a le droit de les coordonner :

« Le travail du secrétariat prend chaque jour plus d'extension. Le Secrétaire n'a pas la prétention d'avoir fait œuvre impeccable. Il a été obligé de se mettre au courant de situations parfois compliquées et d'étudier la conjoncture socialiste dans des milieux forts différents. Néanmoins, il croit avoir, avec l'aide de ses collaborateurs, fait son possible pour justifier la confiance du Bureau et du Congrès. Les rapports entre le Bureau de Bruxelles et les secrétaires nationaux deviennent de plus en plus fréquents. Les Partis comprennent de mieux en mieux la nécessité d'entreprendre "internationalement" certaines actions collectives. La période de tâtonnement et, pour employer une expression de nos camarades italiens, de "défiance sympathique", semble passée [...]. Le Bureau ne veut point se substituer aux initiatives nationales, mais il estime qu'il est parfois nécessaire de les coordonner¹⁹⁴⁹ ».

Pour arriver un tel bilan, Huysmans a dû déployer créativité et finesse, appliquant l'une au dossier russe, l'autre au dossier marocain. Quant à la Révolution russe, en effet, il fait preuve d'un sens aigu de prise d'initiative, allant jusqu'à risquer les équilibres traditionnels en improvisant un arsenal inédit d'outils de soutien aux révolutionnaires. Quant à la crise de Tanger, cependant, il accompagne davantage en coulisses le glissement qui s'opère dans la conception du rôle du BSI contre la guerre en général, produisant une première fissure dans la doctrine de la primauté des partis directement concernés.

A. Un arsenal inédit en soutien à la révolution

La Révolution russe étant concomitante avec l'entrée en fonctions de Huysmans, celui-ci saisit l'occasion pour inaugurer son mandat sous le signe d'une multiplication des pratiques de solidarité autour desquelles engager le BSI. Le 31 janvier 1905, poussé par Vaillant, Serwy avait publié son dernier manifeste précisément au sujet du Dimanche Rouge de Saint-Petersbourg, mais il n'y était question que d'un soutien moral aux victimes¹⁹⁵⁰. Au contraire, à l'arrivée de Huysmans, trois objectifs émergent au fil de ses prises d'initiative ou de celles auxquelles il choisit d'accorder son soutien. *Primo*, placer l'entraide financière au cœur de la lutte, en vue de dépasser des formes de solidarité simplement déclaratoire, et de faire passer le BSI de spectateur

¹⁹⁴⁹ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 436.

¹⁹⁵⁰ *Ibidem*, p. 129-131.

à acteur de la révolution. *Secundo*, assurer une solidarité matérielle polyvalente aux vagues d'exilés russes, allant de l'aide à la fuite au repérage des espions, du soutien juridique à la prise en charge de funérailles à la place de leurs familles. *Tertio*, harceler l'autocratie tsariste au travers de la pratique déclaratoire déjà développée par Serwy et qui avait fait consensus auparavant, mais qui se trouve néanmoins innovée pour l'orientation pragmatique que Huysmans compte lui conférer.

a) Le fond russe : l'entraide financière au cœur

La ligne de conduite de Huysmans est bien résumée dans son intervention à la I^e plénière de la CIS de juillet 1906 : « Il ne suffit pas de voter des vœux d'ordre moral, mais il importe également de faire œuvre pratique [...], nos camarades en lutte ont surtout besoin d'argent¹⁹⁵¹ ». Installé officiellement au secrétariat depuis deux semaines à peine, il est sollicité le 16 février 1905 par Roubanovitch non seulement pour qu'il transmette aux délégués nationaux un avis en faveur des collectes pécuniaires que la presse était en train d'ouvrir pour venir au secours des révolutionnaires de l'empire russe et de leurs familles, mais aussi pour que le BSI lance lui-même un appel à souscriptions, à centraliser à Bruxelles et à répartir de commun accord avec les partis concernés. Deux jours plus tard, Huysmans s'exécute : sans n'avoir procédé à aucune consultation, il signe seul une circulaire pour inviter les journaux socialistes à ouvrir des collectes au nom du BSI¹⁹⁵². Alors qu'avant 1905, dans des cas de figure similaires, celui-ci s'était placé au mieux en tant qu'intermédiaire, il se trouve désormais à la tête d'une campagne de solidarité financière, qu'il va animer pendant trois ans. La démarche rencontre un grand succès : plusieurs partis, mais aussi syndicats et coopératives, s'empressent de donner suite aux consignes de Huysmans et de placer leurs propres collectes sous la houlette du BSI, et l'appel à souscriptions est largement relayé par la presse. Le secrétariat peut recevoir des premiers versements au titre du « fond russe » déjà fin février. La seule exception notable est le SPD, qui choisit d'ouvrir lui-même un fond de soutien auquel se joint le SDAP-Ö, mais Huysmans ne manque pas de mettre en œuvre un suivi assez poussé sur l'évolution du fond allemand, notamment pour être tenu informé des destinataires des versements¹⁹⁵³. La SFIO verse les

¹⁹⁵¹ *Ibidem*, p. 225.

¹⁹⁵² *Ibidem*, p. 132.

¹⁹⁵³ Voir par exemple AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 8, Lettre de C. Huysmans à Ladyschnikov, 7 mai 1906 ; f° 9, Lettre de C. Huysmans à Kuhn, 11 mai 1906.

sommes d'abord directement à un Comité inter-socialiste de réfugiés russes siégeant à Paris, puis progressivement les adresse au seul BSI. Quant au POB, une procédure allégée est mise en place immédiatement afin que les sommes collectées parviennent directement au CE sans passer par le CG. La logique *bottom up* des souscriptions évolue au fur et à mesure que la campagne prend de l'ampleur : si au départ les organisations nationales procèdent périodiquement à des envois groupés de dons à Bruxelles, les contributeurs se passent progressivement de ce niveau intermédiaire et transmettent leur obole directement à Huysmans. Quant aux bénéficiaires, Huysmans admet que l'argent puisse être adressé expressément à un parti en particulier, et dans ce cas il prend soin de le lui transmettre directement et sans délai. À défaut de cette mention de destinataire, les autres souscriptions rentrent dans le compte général du fond russe et sont distribuées avec un délai plus important, selon les systèmes de partage adoptés consécutivement par le Bureau. Deux tendances générales se dégagent en ce sens : d'une part, les collectes qui parviennent à Bruxelles par l'intermédiaire d'organisations nationales ne comportent que très rarement une partie destinée à des bénéficiaires explicites, et se soumettent majoritairement au mode de partage global établi par le BSI ; d'autre part, l'argent qui est transmis par des particuliers est très souvent destiné à un parti spécifique. Les sommes sont transmises à Huysmans le plus souvent par mandat postal, et très rarement en main propre. Le secrétariat prend soin d'accuser toute réception par l'envoi systématique d'un reçu bancaire et d'un même modèle de lettre de remerciements, plutôt générique et libellée *Pour le soutien aux victimes du tsarisme*. Si les sommes sont destinées à un parti spécifique, il confirme aux donateurs d'avoir bien pris en compte leurs *desiderata* ; si elles sont destinées à plusieurs partis, il prend détaille au cas par cas le mode de partage qui a été opéré. Puisque les organisations affiliées à l'Internationale ne sont pas les seules à ouvrir des souscriptions, une autre préoccupation de Huysmans est de faire en sorte que le BSI se place au cœur de cette solidarité polycentrique. Par exemple, dès juin 1906 il rentre en contact avec le Comité international de secours aux sans-travail russes, siégeant Lausanne et dirigé par Maxime Gorki. Huysmans fait en sorte que la presse socialiste relaye l'*Appel aux ouvriers du monde* émis par ce comité pour soutenir moralement et matériellement les victimes du tsarisme¹⁹⁵⁴, et que les sommes parvenues à Lausanne soient versées en priorité aux partis de Russie affiliés au BSI ainsi qu'aux syndicats qui leur sont proches¹⁹⁵⁵. La collaboration avec le comité devient tellement serrée que, en mai 1907, celui-ci propose que ce soit le BSI lui-même qui centralise

¹⁹⁵⁴ Voir par exemple *Avanti!*, 17 août 1906, p. 1.

¹⁹⁵⁵ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 384-385.

et répartisse l'argent reçu à Lausanne, l'inscrivant à plein titre dans le compte général de son fond russe¹⁹⁵⁶.

Durant toute la campagne de soutien financier, la tâche la plus délicate s'avère être l'élaboration d'un système de partage des sommes. Selon la proposition originale de Roubanovitch, c'était aux partis concernés eux-mêmes de se mettre d'accord en la matière. Mais des diatribes se déclenchent déjà en mars 1905, dès lors que le PSR-R propose que le BSI adopte le même mode de répartition que le Comité inter-socialiste de réfugiés russes de Paris. Début avril, Huysmans regrette dans son rapport d'activité que les sommes collectées « dorment dans les coffres forts de la Maison du Peuple¹⁹⁵⁷ », et lance un ultimatum :

« Le secrétariat s'est énergiquement refusé à trancher cette question d'*autorité*, mais il est décidé à convoquer le Comité exécutif et à proposer une solution nette de la question, si les négociations n'aboutissent pas à bref délai¹⁹⁵⁸ ».

La déclaration n'est pas sans effet, et des propositions de mode de partage lui parviennent. Mais du fait même de leur pluralité, Huysmans se décide à faire fi de la doctrine de primauté des partis concernés : le 1^{er} juin, il consulte l'ensemble des partis affiliés¹⁹⁵⁹. Deux systèmes de répartition sont soumis à référendum. Celui élaboré par Roubanovitch et Plekhanov, d'une part, prévoit 8/30 au POSDR, 8/30 au PSR-R, 4/30 au Bund, 5/30 au PPS, 5/30 au SDKPiL : si son principe-phare est l'égalité entre les deux principaux partis de Russie et entre les deux principaux de Pologne, la section russe dans son ensemble se verrait attribués les 20/30 des sommes, et la section polonaise seulement les 10/30. Celui élaboré par Luxemburg, d'autre part, prévoit 4/20 au POSDR, 4/20 au PSR-R, 2/20 au Bund, 5/20 au PPS, 5/20 au SDKPiL : le principe d'égalité est appliqué tant entre les sections nationales qu'entre les deux principaux partis de chacune. Le résultat du référendum marque une victoire écrasante de l'option Roubanovitch-Plekhanov, adoptée à l'unanimité moins une abstention¹⁹⁶⁰. Huysmans peut enfin réaliser un premier versement entre juillet et août 1905¹⁹⁶¹.

Ayant déjà mis au point une procédure de collecte des sommes, c'est maintenant l'occasion pour le secrétaire de développer une méthode de versement consistant en trois principes. *Primo*,

¹⁹⁵⁶ Voir *L'Humanité*, 25 mai 1907, p. 3.

¹⁹⁵⁷ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 324.

¹⁹⁵⁸ *Ibidem*, p. 323-324.

¹⁹⁵⁹ *Ibidem*, p. 143-144.

¹⁹⁶⁰ *Ibidem*, p. 330.

¹⁹⁶¹ *Ibidem*, p. 331.

pour qu'aucun suspect de favoritisme ne plane, il procède à des envois simultanés à destination des cinq bénéficiaires. *Secundo*, pour éviter tout risque de dispersion, il choisit un référent officiel unique pour chaque parti : sauf indication contraire, ce sont leurs secrétaires ou leurs délégués au BSI qui reçoivent l'argent. *Tertio*, dans un souci de transparence, il informe des envois l'ensemble de ses interlocuteurs au sein de chaque parti. En somme, Huysmans vise essentiellement à instaurer un climat de confiance autour de l'impartialité du BSI, et à éviter autant que possible que son fond russe n'aggrave les litiges chroniques des sections russe et polonaise.

Cependant, pour conférer au fond russe d'autant plus de dynamisme, et pour l'inscrire dans la durée sans pour autant le routiniser, Huysmans se risque à plusieurs par la suite à prendre des décisions d'autorité au nom du CE qui sortent de l'accord étrié conclu avec les partis affiliés de l'empire russe. Déjà lors du premier versement, c'est lui qui tranche en faveur d'une sous-répartition strictement égalitaire des sommes destinées aux deux fractions du POSDR, après avoir consulté le seul Plekhanov¹⁹⁶². Lors des versements suivants au cours de l'été 1905, il s'emploie pour élargir les bénéficiaires. Il prévoit d'abord la possibilité d'envois à titre exceptionnel soit à des partis considérés comme étant en cours d'affiliation, à l'image du LSDSP et de la Fédération révolutionnaire arménienne (FRA), soit à des partis affiliés exclus du système de partage mais qui font demande expresse d'une aide ponctuelle, à l'image du SSP¹⁹⁶³. Quoique la FRA et le SSP ne soient jamais formellement admis dans le système de partage du BSI, même lorsqu'il est révisé, les versements extraordinaires en leur faveur deviennent progressivement tout à fait réguliers. Les décisions d'autorité de Huysmans quant à l'intégration de nouveaux partis au fond russe procèdent aussi dans le sens inverse, puisqu'il refuse d'accéder aux demandes de versements du PPS et de l'Union social-démocrate lettone (USD-L)¹⁹⁶⁴. Le secrétaire prévoit ensuite la possibilité de ponctionner exceptionnellement des sommes pour secourir des groupes ou des individus, notamment en situation d'exil. C'est le cas notamment pour les célèbres mutins du Potemkine¹⁹⁶⁵, mais aussi pour une longue liste d'anonymes en faveurs desquels Huysmans missionne souvent Kantor pour des remises d'argent en main propre. Dans ce cadre, le secrétariat prédispose en toute autonomie une procédure de vérification de l'éligibilité des bénéficiaires, afin de prévenir les tentatives de

¹⁹⁶² *Ibidem*, p. 153 ; p. 332.

¹⁹⁶³ *Ibidem*, p. 364-365.

¹⁹⁶⁴ *Ibidem*, p. 357.

¹⁹⁶⁵ *Ibidem*, p. 331-333.

malversation. D'une part, les candidats doivent être en possession de pièces justificatives de leur appartenance à l'un des partis socialistes de l'empire, notamment des lettres de recommandation émanant de leurs comités pour l'étranger ou, exceptionnellement, d'hommes de confiance au courant de la situation. D'autre part, toute pièce justificative émanant depuis les territoires de l'empire est systématiquement soumise pour vérification aux comités pour l'étranger des partis de Russie. Enfin, Huysmans s'attèle de son propre chef à une révision officielle du système de répartition issu du référendum de juin 1905. Il profite en ce sens du large écho rencontré par le manifeste signé conjointement par BSI et CIS le 14 août 1906 contre la dissolution de la I^e Douma : l'appel à souscriptions y est renouvelé au travers du mot d'ordre « De l'argent pour les victimes du tsarisme !¹⁹⁶⁶ », ce que l'*Avanti!* commente comme signifiant que « l'argent du pauvre décide de la victoire¹⁹⁶⁷ ». Face à la remontée en puissance du mouvement révolutionnaire, Huysmans étudie avec Anseele une nouvelle base de partage dès novembre 1906¹⁹⁶⁸. Elle s'articule autour d'un principe de proportionnalité en fonction de la puissance réelle des destinataires, inspiré du processus de réforme institutionnelle que le BSI était en train d'étudier en parallèle : 30% au POSDR, 25% au PSR-R, 15% au Bund, 12% au LSDSP, 10% au PPS, 8% au SDKPiL. Mais la révision n'est pas débattue à la VIII^e plénière : elle est simplement notifiée aux partis concernés en janvier 1907¹⁹⁶⁹, et mise en application déjà le mois suivant. Ce n'est que rétroactivement que l'ensemble du BSI en est officiellement mis au courant, dans le rapport d'activité du CE de février 1907 qui est transmis au mois de mars¹⁹⁷⁰. Huysmans était déjà au courant que sa révision ne faisait guère l'unanimité : Roubanovitch notamment avait protesté immédiatement tant dans le fond, contre le partage inégalitaire entre PSR-R et POSDR, que dans la forme, contre le droit que s'était arrogé le secrétariat de modifier une décision adoptée auparavant par tout le BSI en voie officielle et à la quasi-unanimité¹⁹⁷¹. Le secrétaire préfère en tout cas agir d'abord, et seulement ensuite s'expliquer : dans son rapport d'activité de février, il indique que le nouveau partage est inspiré des résultats des élections pour la II^e Douma, mais accepte tout de même de « consulter tous les membres du Bureau et [de mettre] en réserve la somme correspondant à la différence entre les deux modes de répartition¹⁹⁷² ». Il s'adresse en premier lieu aux seuls partis de l'empire russe, mais qui

¹⁹⁶⁶ *L'Humanité*, 25 août 1906, p. 2.

¹⁹⁶⁷ *Avanti!*, 27 août 1906, p. 1.

¹⁹⁶⁸ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 71, Lettre de Huysmans à E. Anseele, 13 novembre 1906.

¹⁹⁶⁹ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 122, Lettre de C. Huysmans à I. Roubanovitch, 15 janvier 1907.

¹⁹⁷⁰ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 413.

¹⁹⁷¹ *Ibidem*, p. 412.

¹⁹⁷² *Ibidem*, p. 413.

expriment pour la plupart d'importantes objections quant à la révision et qui avancent des contre-propositions qui ont tendance à creuser encore plus l'écart entre bénéficiaires¹⁹⁷³. Huysmans déclare alors réserver au CE le droit de trancher¹⁹⁷⁴, tout en entamant une deuxième consultation ouverte cette fois-ci à l'ensemble des délégués du BSI. Il leur explique :

« Le CE ne s'est pas substitué au Bureau dans l'affaire du partage. Il a constaté que le premier mode a soulevé des protestations nombreuses, et c'est alors qu'il a élaboré un nouveau système à soumettre au vote du Bureau. Mais comme le temps pressait, [...] il a procédé à un partage immédiat tout en réservant une somme qui lui permet de corriger les proportions¹⁹⁷⁵ ».

En parallèle, il entreprend d'autres démarches pour démontrer que ses initiatives sont vouées à atteindre un consensus et non des ruptures. Il accueille notamment les demandes qui lui avaient été adressées pour qu'il consulte le SPD à propos de son propre mode de partage¹⁹⁷⁶, et il en sort réconforté puisque le parti allemand lui confirme que lui non plus n'avait pas réussi à atteindre une pleine satisfaction des bénéficiaires¹⁹⁷⁷. Qui plus est, les délégués du BSI se montrent très peu réactifs vis-à-vis de ce nouveau référendum : fin mai 1907, seulement dix ont répondu, dont sept en faveur de la révision de Huysmans¹⁹⁷⁸. Légitimée rétroactivement, celle-ci est donc définitivement actée jusqu'à épuisement du fond russe en octobre de la même année¹⁹⁷⁹. Le reflux du mouvement révolutionnaire amène Huysmans à décider, encore de son propre chef, de ne plus renouveler ses appels à souscriptions, tout en se réservant la possibilité d'organiser des collectes extraordinaires pour des cas spécifiques. La seule occasion qui se présente en ce sens est l'arrivée d'une nouvelle vague d'exilés au Danemark au printemps 1908, mais SF et LO se montrent à la hauteur et réunissent eux-mêmes 41.000 frs en un temps record¹⁹⁸⁰. Le CE n'est alors associé que dans un second temps : il s'entretient avec les Danois pour leur conseiller des mesures pratiques pour faciliter les versements, puis relate l'exemplarité de leur solidarité en septembre 1908 dans le rapport d'activité¹⁹⁸¹. C'est sur cette

¹⁹⁷³ *Ibidem*, p. 413-416.

¹⁹⁷⁴ *Ibidem*, p. 416-417.

¹⁹⁷⁵ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 153, Lettre de C. Huysmans à P. J. Troelstra, 9 mars 1907.

¹⁹⁷⁶ Le SPD prévoit 35 % au POSDR, 17,5 % au Bund, 15 % au SDKPiL, 12,5 % au PPS, 10 % au LSDSP, 10% PSR-R.

¹⁹⁷⁷ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 422-423.

¹⁹⁷⁸ *Ibidem*, p. 423.

¹⁹⁷⁹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 434, Lettre de C. Huysmans à I. Roubanovitch, 24 octobre 1907.

¹⁹⁸⁰ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2472, f° 95, Rapport du secretariat de juillet, août et septembre 1908.

¹⁹⁸¹ *Idem*.

note positive que s'achève la longue campagne de soutien financier engagée par Huysmans au nom du BSI.

Un questionnement majeur plane néanmoins tout au long de cette campagne : le BSI serait-il en train de financer la lutte armée en connaissance de cause ? Les délégués sont tous parfaitement au courant que les partis de la mouvance socialiste-révolutionnaire disposent de « groupes de combat » et qu'ils revendiquent le recours à assassinats ciblés et actions terroristes afin de déstabiliser le régime tsariste. Déjà en mars 1905, la FRA exprime sans ambages dans un rapport au BSI que les souscriptions qu'il pourrait recevoir seraient utilisées « dans le but d'armer les ouvriers¹⁹⁸² ». Bien que finalement ce parti ne bénéficie que de versements extraordinaires, pour Huysmans il est clair que lorsque les sommes parviennent en territoire russe, elles servent à soutenir aussi des formes de résistance armée. Il l'admet d'ailleurs ouvertement dans ses échanges privés avec certains délégués, comme par exemple à l'adresse de Vaillant trois jours après la dissolution de la I^e Douma : la manifeste que BSI et CIS préparent à ce sujet doit « permettre à nos amis de Russie d'obtenir la chose dont ils ont le plus grand besoin : des munitions¹⁹⁸³ ». Cependant, les modes de recours aux armes étant pluriels, le BSI n'entend pas les cautionner tous : tandis que l'usage défensif ne pose aucun problème, l'usage offensif se heurte à des réticences. Cela émerge par exemple au cours des controverses sur la révision du mode de partage du fond russe : pendant que le PSR-R explique avoir besoin de plus d'argent précisément car sa tactique de combat armé impose des frais supplémentaires, le Bund exige que le BSI n'encourage pas spécialement l'action terroriste, et c'est cette dernière position qui s'avère être majoritaire au sein de l'institution centrale¹⁹⁸⁴.

Pour donner un aperçu du volume impressionnant d'argent que Huysmans parvient à mobiliser, il suffit de relever que son rapport financier pour le congrès de Stuttgart fait état de 141.996,64 frs collectés depuis février 1905¹⁹⁸⁵, c'est-à-dire une moyenne de 152 frs/jour. Les sommes qui parviennent à Bruxelles émanent à 91 % des partis affiliés, à 2 % d'envois spéciaux relatifs à la motion Balabanova¹⁹⁸⁶, et à 7 % de particuliers et d'autres types d'organisations (syndicats, coopératives, clubs étudiants, journaux, orchestres, mutuelles, comités de secours). Quant aux particuliers, les donations sont issues majoritairement de résidents étatsuniens (au

¹⁹⁸² FMSH, Fonds Haupt, 8D3/3/24, Transcription d'une lettre de la FRA au CE du BSI, 3 avril 1905.

¹⁹⁸³ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, note n° 3 p. 231.

¹⁹⁸⁴ *Ibidem*, p. 412-416.

¹⁹⁸⁵ *Ibidem*, p. 437.

¹⁹⁸⁶ Pour un bilan des sommes récoltées au titre de cette motion, cf. Angelica BALABANOVA, « Sottoscrizione Pro Rivoluzione russa », *Avanti!*, 25 novembre 1906, p. 5.

profit du LSDSP pour la plupart), mais aussi belges, italiens, français et suédois. Pour ce qui est des syndicats, il s'agit surtout d'organisations suisses, luxembourgeoises, italiennes, belges et étatsuniennes. Quant aux coopératives, journaux, orchestres, clubs étudiants, mutuelles et comités de secours, elles sont essentiellement belges et suisses. Enfin, en ce qui concerne les partis affiliés¹⁹⁸⁷, le plus grand contributeur est de loin le SF (32.555 frs), qui donne presque le triple du deuxième du classement, le POB (14.876 frs) ; suivent le SLP, le SDAP-N et le SPoA, qui tous dépassent les 10.000 frs. Entre 9.000 et 1.000 frs de contributions se positionnent, dans un ordre décroissant, les partis italien, espagnol, hongrois, français, tchèque, argentin, suédois et suisse. Contribuent pour moins de 1.000 francs, dans un ordre décroissant, les partis britanniques, canadien, australien, brésilien, norvégien, serbe et luxembourgeois. Il convient de remarquer que la campagne de souscriptions lancée de manière autonome par le SPD est finalement beaucoup plus importante que celle du BSI du point de vue quantitatif : au janvier 1906, ce sont déjà plus de 250.000 frs qui ont été envoyés aux partis de Russie¹⁹⁸⁸. Mais Huysmans parvient à éclipser le SPD du point de vue qualitatif, à la fois par l'ampleur transnationale de la participation qu'il suscite et par sa gestion directe de l'aide individuelle aux réfugiés. De plus, la campagne du SPD est particulièrement importante entre février 1905 et février 1906, mais s'estompe ensuite brutalement. Ce sont les sollicitations de Huysmans et notamment le manifeste contre la dissolution de la I^e Douma qui font que le SPD rouvre des souscriptions¹⁹⁸⁹. Ce deuxième élan produit d'ailleurs des résultats encore plus impressionnants : au février 1907, 13.000 marks ont été collectés, et ajoutés aux montants antérieurs ils donnent un total de plus de 339.000 marks, c'est-à-dire environ 425.000 frs¹⁹⁹⁰.

Pris dans sa globalité, le fond russe a des conséquences de grande envergure pour le BSI, et particulièrement pour Huysmans. Le retentissement de son initiative est en effet énorme et permet d'affermir sa sphère d'influence auprès de nombreux éléments progressistes qui gravitent en marge de l'Internationale. L'anti-tsarisme se confirmant comme une thématique qui ratisse large, les prises de contact se multiplient et des interlocuteurs auparavant intermittents deviennent réguliers. Et ce, du fait même que Huysmans parvient à se débarrasser en partie du niveau intermédiaire des partis nationaux tant pour la réception des sommes que pour leurs versements. Le fond russe est l'occasion même pour certaines organisations

¹⁹⁸⁷ Pour un récapitulatif détaillé, cf. HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 419-421.

¹⁹⁸⁸ *Ibidem*, p. 357.

¹⁹⁸⁹ *Ibidem*, p. 393-394.

¹⁹⁹⁰ Voir *L'Humanité*, 19 février 1907, p. 1.

ouvrières de leur tout premier contact avec le BSI, allant de l'*Industrial Workers of the World* (IWW) aux sections locales de partis et syndicats à Mantoue, Faenza, Bellegarde, Gembloux, Braine-le-Comte, Salvador de Bahia, etc. La campagne est d'ailleurs un outil de propagande de terrain non négligeable : les partis ne se contentent pas d'attendre que la souscription lancée dans la presse fasse son effet, mais vont multiplier les occasions de rencontrer des nouveaux donateurs grâce à la tenue de meetings et festivités. Le fond russe devient ainsi un thème autour duquel se structurent des moments clefs de la vie locale et nationale des organisations. Le secrétariat incite autant que possible cette logique, accompagnant le glissement des souscriptions au premier rang dans l'arsenal mis à disposition du soutien à la Révolution russe, lui accordant une importance bien plus grande par rapport à la pratique déclaratoire. En octobre 1905, Huysmans rappelle lui-même dans un rapport d'activité que l'urgence n'est pas d'envoyer des encouragements mais surtout de l'argent¹⁹⁹¹. Et si le rôle moteur du BSI dans la coordination transnationale en ressort particulièrement apprécié, ce sont notamment le CE et Huysmans avant tout qui obtiennent une légitimité inédite, non seulement parce que c'est à Bruxelles que se concentrent au quotidien toutes les opérations exécutives concrètes, mais aussi parce que leurs décisions d'autorité sont systématiquement ratifiées rétroactivement. Le BSI est lu sous un nouveau jour tout particulièrement par le mouvement révolutionnaire de Russie : si dans l'immédiat cela fait espérer à Huysmans de réussir une unification entre partis litigieux, les liens de confiance sont encore au goût du jour après la Révolution de février 1917, même si la guerre complique leur normalisation.

b) Le soutien matériel aux réfugiés : de la fuite aux funérailles

Serwy avait jeté les bases d'une pratique de soutien du BSI aux exilés qui était essentiellement politique et activée seulement en cas de menace d'extradition. Huysmans porte à cet égard une volonté plus englobante : tout réfugié peut espérer de recevoir de l'aide, peu importe qu'il soit plus ou moins exposé que d'autres, et ce soutien s'avère être multiforme, à la fois financier, matériel, politique et juridique. Outre ponctionner d'autorité le fond russe pour procéder directement à des envois extraordinaires aux réfugiés afin de couvrir leurs frais de

¹⁹⁹¹ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 336.

voyage¹⁹⁹², le secrétaire veille à que leur soit réservée une politique de bon accueil par les organisations des pays hôtes. Il s'agit en particulier de leur assurer le soutien matériel découlant de leur prompt intégration aux structures militantes locales, ce pourquoi il multiplie les lettres de recommandation et d'accréditation. De même, il est question de prévenir plutôt que de guérir par rapport aux risques d'arrestation issus des manœuvres d'espionnage de l'Okhrana avec la complaisance des autorités policières locales. Lorsque la surveillance concerne directement des exilés, Huysmans ne prend pas le risque d'ébruiter les affaires : il saisit les délégués compétents pour qu'ils mènent une enquête confidentielle et engagent les structures locales à renforcer les mesures de protection, voire à se préparer pour une exfiltration. Mais si la surveillance concerne ceux qui aident les réfugiés, il se risque à tenter des manœuvres plus publiques : par exemple, lorsqu'en mai 1906 il est saisi du cas d'un espion parisien qui suit de près un anarchiste anversoïse impliqué dans la campagne de soutien, Huysmans mobilise immédiatement Jaurès pour qu'il demande des explications à Clemenceau¹⁹⁹³. En dépit de cette approche au cas par cas, une pratique qui se systématisait est l'envoi d'un trombinoscope tenu à jour par le secrétariat avec l'aide de la Fédération bruxelloise du POB, affichant les portraits des espions connus, russes mais aussi français.

Sans limiter ses entremises aux affaires d'expulsion ou d'extradition, c'est bel et bien dans celles-ci que Huysmans peut déployer simultanément tout l'arsenal de la solidarité. Du fait de leur urgence, il dispose d'un excellent prétexte pour mobiliser l'autorité du BSI sans le consulter. Et du fait de leur médiatisation, il en profite pour dénoncer énergiquement ceux qui se compromettent avec la diplomatie policière de Stolypine qui compte « peser sur les gouvernements des divers pays voisins pour obtenir l'expulsion ou l'extradition des réfugiés révolutionnaires¹⁹⁹⁴ ». La pratique du secrétaire précède toute élaboration d'un mandat du BSI en ce sens, puisque ce n'est que la IX^e plénière de juin 1907 qui vote une résolution d'ordre général, par initiative de Balabanova et de Roubanovitch, mais où il est simplement question d'inviter les partis affiliés à empêcher les violations du droit d'asile¹⁹⁹⁵.

Le premier dossier dont Huysmans s'occupe est aussi celui qui dure le plus longtemps : il s'agit du soutien aux mutins du cuirassé Potemkine, de l'été 1905 à l'été 1907. Le secrétaire en

¹⁹⁹² Pour une liste nominative et motivée des premiers réfugiés aidés, cf. HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 365-368.

¹⁹⁹³ AMSAB-ISG, Archiv Huysmans, 625/2297, f° 122-123, Lettre de C. Huysmans à I. Roubanovitch, 15 janvier 1907.

¹⁹⁹⁴ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 394.

¹⁹⁹⁵ *Ibidem*, p. 283.

saisi par Lénine¹⁹⁹⁶ et Plekhanov¹⁹⁹⁷ début juillet 1905, lorsque les matelots se retrouvent bloqués en Roumanie. Il informe immédiatement de la situation les délégués du BSI, les secrétaires des partis affiliés et la presse socialiste leur demandant de se mobiliser contre l'extradition¹⁹⁹⁸, et rencontrant des avis favorables¹⁹⁹⁹. Dans le premier versement du fond russe, une somme de 500 frs est réservée aux mutins²⁰⁰⁰, versée par l'intermédiaire de Roubanovitch²⁰⁰¹. Grâce aux actions entreprises par les partis, Huysmans peut clore cette première phase de soutien politique et financier sur une note positive à la VII^e plénière :

« Le Comité exécutif est intervenu d'une manière efficace pour empêcher certains gouvernements de livrer au tsar ou de condamner à des années d'emprisonnement, en vertu de législations de circonstance, des camarades de Russie qui avaient commis le crime de travailler à la libération de leur pays²⁰⁰² ».

La deuxième phase commence dès lors que les matelots aient pu quitter la Roumanie : il s'agit désormais de leur assurer une aide matérielle au cas par cas, et confidentiellement, jusqu'à qu'ils soient définitivement installés dans le pays de leur choix. Par exemple, sollicité par Roubanovitch en mai 1907, Huysmans s'emploie pour que deux mutins soient transférés en toute sécurité de Charleroi à Anvers, d'où ils comptent s'embarquer pour l'Amérique du Nord²⁰⁰³. Mais une grève à New York ayant paralysé les liaisons maritimes, c'est encore le secrétaire qui prend des dispositions pour assurer aux matelots les finances nécessaires – ponctionnées encore depuis le fond russe – pour rester à Anvers jusqu'à la fin de l'été.

Des actions similaires sont entreprises, encore aux frais du fond russe, dès février 1906 lorsqu'un groupe de militants du LSDSP, qui avaient réparé à Liège où ils avaient intégré la coopérative La Populaire²⁰⁰⁴, sont arrêtés à Gand en possession d'armes, cartouches et matériel explosif, que la police belge suppose être destinés à un envoi en Russie²⁰⁰⁵. Face à la menace d'expulsion, Huysmans envoie des hommes de confiance à Liège et à Gand afin de réunir des pièces justificatives en vue du procès²⁰⁰⁶. Il trouve aussi des avocats pour la défense et mobilise

¹⁹⁹⁶ *Ibidem*, note n° 2, p. 166.

¹⁹⁹⁷ *Ibidem*, p. 166-167.

¹⁹⁹⁸ *Ibidem*, p. 166.

¹⁹⁹⁹ Voir par exemple *Avanti!*, 15 juillet 1905, p. 2.

²⁰⁰⁰ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 331.

²⁰⁰¹ *Ibidem*, p. 333.

²⁰⁰² *Ibidem*, p. 203.

²⁰⁰³ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 290, Lettre d'I. Roubanovitch à C. Huysmans, s.d. ; f° 304, Lettre de C. Huysmans à I. Roubanovitch, 8 mai 1907.

²⁰⁰⁴ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 7, Lettre de C. Huysmans à S. Potter, 5 mai 1906.

²⁰⁰⁵ Voir *L'Humanité*, 24 avril 1906, p. 1.

²⁰⁰⁶ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 368.

les conseillers municipaux du POB gantois pour qu'ils s'entretiennent avec les militants emprisonnés et pour qu'ils les soutiennent le jour du passage en justice²⁰⁰⁷. Or, les Lettons sont finalement expulsés, mais Huysmans continue de les aider pour leur assurer une protection en Allemagne²⁰⁰⁸ et en Suède²⁰⁰⁹, et il s'occupe même de leur faire expédier les habits qu'ils avaient laissés en prison. Son intervention énergique est tellement remarquée que certains commencent à le solliciter même pour des affaires qui n'ont rien à voir avec la Révolution russe, à l'image de Van Kol qui demande à Huysmans, en septembre 1906, de l'aider à cacher et secourir aux Pays-Bas des évadés des bagnes de Cayenne²⁰¹⁰.

L'affaire Tcherniak marque cependant un tournant dans le *modus operandi* de Huysmans, car elle lui laisse le sentiment de ne pas avoir fait tout ce qui était en son pouvoir pour éviter un dénouement dramatique. Jeune chimiste membre du PSR-R, et au passage oncle paternel de Nathalie Sarraute, Jakov Tcherniak avait été accusé de complicité dans le vol à main armée d'une voiture des Postes impériales près du *Fonarny Most* de Saint-Petersbourg en octobre 1906. Parti en exil à Berlin puis à Paris, il est attiré à Stockholm en décembre par une manœuvre de l'Okhrana, qui le fait arrêter par la police suédoise. Pendant que sa détention est maintenue dans le plus grand secret, le gouvernement russe soumet une demande d'extradition, mais l'indiscrétion d'un employé d'ambassade fait découvrir l'affaire à Branting, qui déploie immédiatement une campagne énergique au Riksdag pour réclamer une mise en liberté²⁰¹¹. Informé à son tour des événements, Huysmans lance une circulaire le 2 février 1907 pour demander à tous les partis de participer à l'effort de libération²⁰¹². Dix jours plus tard, une issue heureuse semble se profiler, puisque la Suède rejette l'extradition. Tcherniak est expulsé, et embarqué à Göteborg sous un faux nom en direction d'Anvers. Mais à l'arrivée du steamer dans cette ville, Tcherniak est retrouvé mort asphyxié dans sa cabine²⁰¹³. Huysmans se rend sur place dès le lendemain, où il est rejoint depuis Paris par le frère du défunt et par Roubanovitch. Suspectant un assassinat commis par l'Okhrana, le secrétaire se livre à une enquête officieuse, allant jusqu'à s'improviser médecin légiste. En parallèle, il aide le frère de Tcherniak pour le dépôt d'une plainte contre X, et réussit à persuader le parquet anversoïse de remettre le corps au

²⁰⁰⁷ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 316, Lettre de Gaspar à C. Huysmans, 5 avril 1906.

²⁰⁰⁸ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 42, Lettre de C. Huysmans à Kowalewski, 15 septembre 1906.

²⁰⁰⁹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 127, Lettre de C. Huysmans à Gaspar, 6 février 1907.

²⁰¹⁰ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 392, Lettre d'H. van Kol à C. Huysmans, 4 septembre 1906.

²⁰¹¹ Voir *L'Humanité*, 1^{er} février 1907, p. 1.

²⁰¹² AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 164, Circulaire de C. Huysmans, 2 février 1907.

²⁰¹³ Voir *La Petite République*, 14 février 1907, p. 3.

POB au lieu qu'au Consulat russe. C'est encore Huysmans qui coordonne la préparation d'obsèques grandioses, prises en charge financièrement à parts égales par le BSI, le CG du POB, et sa Fédération anversoise²⁰¹⁴. Le 18 février, le cortège funèbre se transforme en une démonstration transnationale²⁰¹⁵ : quelques milliers de manifestants, dont nombre d'ouvriers en grève ainsi que des délégations d'exilés russes et polonais, arborent des gerbes transmises par une multitude d'organisations étrangères, et dont une porte la signature du BSI. Deux séries d'allocutions ont lieu, l'une dans la morgue, l'autre au cimetière : Huysmans parle en flamand au nom de tout le Bureau pour flétrir les crimes du tsarisme avec des mots d'une rare violence, suivi d'orateurs belges, suédois et russes. Les jours suivants, le secrétaire continue de solliciter une multitude de meneurs belges et étrangers pour mener jusqu'au bout l'enquête sur les circonstances du décès²⁰¹⁶, et aide le frère de Tcherniak à intentier un procès en dommages-intérêts à la compagnie propriétaire du steamer, en convainquant Émile Royer d'être son avocat²⁰¹⁷. Lorsque le parquet d'Anvers est démis de l'affaire au profit de la justice suédoise, Huysmans fait poursuivre à Branting une enquête confidentielle avec des méthodes à la limite du licite²⁰¹⁸, dans les milieux de la police secrète suédoise, des corps diplomatiques et de l'espionnage international – entre des agents français à Stockholm et des agents russes en Finlande –. Mais en juin 1907, l'enquête officielle en conclut que l'asphyxie avait été due à l'émission de gaz de fer de silice suite à un dysfonctionnement des chaudières du paquebot. Branting clos alors le dossier en communiquant à Huysmans que la responsabilité politique du décès de Tcherniak ne sera jamais élucidée²⁰¹⁹ – même la documentation publiée par le gouvernement bolchevik en 1918 suite à la déclassification des archives de l'*Okhrana*²⁰²⁰ reste sujette à débat²⁰²¹ –.

La référence au sort funeste de Tcherniak devient un *leit-motiv* employé régulièrement par Huysmans dans les affaires similaires, pour que les partis redoublent leur vigilance à l'égard des menées de l'*Okhrana*. D'autre part, le secrétaire va de plus en plus focaliser son action sur les aspects juridiques et politiques du soutien aux emprisonnés. En mars 1907, il est saisi par le

²⁰¹⁴ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 189, Lettre de C. Huysmans à A. Hertogs, 15 février 1907 ; f° 209, Lettre de C. Huysmans à H. Branting, 23 février 1907.

²⁰¹⁵ Pour un compte-rendu, cf. *Le Peuple*, 19 février 1907, p. 1-2 ; *id.*, 20 février 1907, p. 2

²⁰¹⁶ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 193, Lettre de C. Huysmans à J. Longuet, 19 février 1907.

²⁰¹⁷ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 213, Lettre de C. Huysmans à I. Tcherniak, 25 février 1907.

²⁰¹⁸ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 256-257, Lettre de H. Branting à C. Huysmans, 16 avril 1907.

²⁰¹⁹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 344, Lettre de C. Huysmans à I. Roubanovitch, 17 juin 1907.

²⁰²⁰ Voir *Svenska Dagbladet* 26 septembre 1918, p. 3.

²⁰²¹ Voir Theodor WESTRIN (dir.), *Nordisk familjebok*, Stockholm, Nordisk familjeboks förlags aktiebolag, vol. 29, 1919, p. 193-194 ; Patrik MÖLLER, *Hemligheternas värld: Bror Gadelius och psykiatrins genombrott i det tidiga 1900-talets Sverige*, Göteborg, Göteborgs Universitet, 2017, p. 72.

PPS et le PPS-P du cas de Georg Kilacziki, accusé de l'assassinat du directeur des chemins de fer de la Vistule, arrêté à Zurich après deux ans de cavale et menacé aussitôt d'extradition. Huysmans envoie une circulaire aux délégués nationaux ainsi qu'aux « journaux partisans d'une Russie libre²⁰²² », lançant publiquement la mobilisation pour la libération à l'adresse du Conseil fédéral suisse. Si pour Tcherniak il avait surtout été question de l'innocenter vis-à-vis des faits dont on l'accusait, pour Kilacziki il s'agit désormais d'une part de cautionner ouvertement les actions armées contre le « gouvernement des bandes noires²⁰²³ », définies en tant que représailles tout à fait légitimes des parents et des amis des victimes de sa politique criminelle, d'autre part de dénoncer que la volonté du régime tsariste de considérer comme un crime de droit commun un acte politique. Le fait que Kilacziki n'ait même pas été l'exécuteur de l'assassinat mais qu'il y ait juste assisté devient secondaire. Début avril, Huysmans se rend en Suisse pour s'entretenir *de visu* avec le PSS, dont la passivité avait été critiquée par certains²⁰²⁴, prendre contact avec les groupes d'exilés polonais, ainsi qu'avec l'avocat de Kilacziki. Il s'emploie ensuite pour que les délégués suisses du BSI transmettent officiellement au Conseil fédéral et au Tribunal fédéral de Lausanne toutes les pièces justificatives attestant l'innocence du détenu²⁰²⁵. La démarche est néanmoins un échec et les juges se prononcent pour l'extradition²⁰²⁶, car comme le relève justement Haupt « l'action en faveur de Kilacziki fut rendue particulièrement difficile par le revirement qui s'opéra à ce moment-là dans l'opinion publique suisse [...] à la suite des acte meurtriers de Tatiana Léontiev, dont le procès et la condamnation en Suisse furent largement commentés par la presse²⁰²⁷ ».

Huysmans semble en tirer les leçons lorsqu'en mars 1908 il commence à s'occuper du cas de Victor Vassiliev, arrêté à Genève et menacé d'extradition car accusé d'être membre des groupes de combat du PSR-R et d'avoir exécuté le préfet de Penza²⁰²⁸. Le secrétaire se fait promettre par les délégués suisses que cette fois-ci ils seront à la hauteur²⁰²⁹, mais à part quelques démonstrations concentrées dans un court laps de temps à Lausanne et Genève, l'affaire passe quasiment inaperçue dans le reste de la Confédération et aucune mobilisation de longue haleine n'est entreprise par le PSS²⁰³⁰. En parallèle, prenant acte que la campagne pour

²⁰²² AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2303, f° 41-43, Circulaire du CE du BSI, 10 mars 1907.

²⁰²³ *Idem*.

²⁰²⁴ Voir *Avanti!*, 16 mars 1907, p. 2.

²⁰²⁵ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 288, Lettre de C. Huysmans à V. Gottofrey, 3 mai 1907.

²⁰²⁶ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 428-429.

²⁰²⁷ *Ibidem*, note n° 4, p. 268.

²⁰²⁸ Ilya ROUBANOVITCH, « L'extradition de Vassiliev », *L'Humanité*, 9 mai 1908, p. 1-2.

²⁰²⁹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 205, Lettre de C. Huysmans à I. Roubanovitch, 10 mars 1908.

²⁰³⁰ *Avanti!*, 21 juillet 1908, p. 1.

la libération avait déjà commencé en France et en Allemagne, le secrétaire sollicite les Britanniques pour déclencher un mouvement identique²⁰³¹. Il entretient encore des rapports directs avec l'avocat du prisonnier²⁰³², et le 19 juillet, jour où les juges ratifient la demande d'extradition, il diffuse un manifeste d'une rare violence²⁰³³, signé par tout le BSI (à l'exception des délégués suisses et russes pour des raisons de sécurité) : il souligne que, tandis que les nations civilisées se font un honneur de ne pas extraditer les accusés de crimes politiques, la Suisse fait exception et prouve par-là que, dans la lutte contre la révolution, les démocraties bourgeoises ne valent pas mieux que les autocraties, et que c'est la conscience universelle qui jugera le Tribunal fédéral de Lausanne. Comme pour Kilacziki, l'acte de Vassiliev est justifié de par sa nature politique. Mais lorsque les autorités russes contreviennent aux clauses des juges suisses, déférant le procès d'un tribunal ordinaire à un spécial, Huysmans s'adresse à un nouvel avocat pour tenter *in extremis* de faire invalider cette procédure du point de vue du droit international²⁰³⁴. Malgré tout, Vassiliev est condamné en novembre 1908 à dix ans de travaux forcés²⁰³⁵.

c) Le harcèlement politique de l'autocratie russe

Au-delà du soutien financier et matériel des révolutionnaires de Russie, l'objectif de harcèlement politique de l'autocratie tsariste conduit le BSI à plusieurs expérimentations qui innovent tant sa pratique de coordination de mobilisations transnationales que sa lecture des événements. La simple dénonciation des massacres occasionnés par les répressions avait déjà montré ses limites durant le secrétariat de Serwy, puisque les mouvements d'opinion suscités, malgré leur ampleur, n'avaient eu aucune efficacité en Russie même. Huysmans continue dans cette voie pendant un temps parce qu'il en est sollicité directement par les partis de l'empire russe, et qu'il y trouve une thématique plutôt consensuelle au travers de laquelle appeler aisément à l'action, mais finit par lui accorder de moins en moins d'importance par rapport à d'autres pistes qui émergent progressivement. Entre mars et juin 1905, trois manifestes

²⁰³¹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 206, Lettre de C. Huysmans à H. M. Hyndman, 13 mars 1908 ; f° 207, Lettre de C. Huysmans à J. R. MacDonald, 13 mars 1908.

²⁰³² AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 236-237, Lettres de Huysmans à Willemin, 7-8 mai 1908.

²⁰³³ Voir *La Tribune russe*, vol. 58, n° 8, 1908, p. 1.

²⁰³⁴ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 552, Lettre de C. Huysmans à Nys, 24 novembre 1908 ; f° 557, Lettre de C. Huysmans à I. Roubanovitch, 3 décembre 1908.

²⁰³⁵ Voir *L'Humanité*, 16 décembre 1908, p. 2.

s'occupent de massacres. D'abord, le *Droschak* en obtient un à propos de la tuerie de Bakou du 10 mars, interprétée comme un produit de la stratégie du régime de détourner le climat insurrectionnel par l'excitation des haines religieuses entre musulmans et catholiques. Huysmans fait comme son prédécesseur en octobre 1901 : il signe un manifeste au nom du seul CE pour inviter les partis et leurs élus à protester par les moyens qu'ils jugent opportuns, en exécutant la motion votée aux assises de 1900 contre les massacres d'Arméniens²⁰³⁶. Ensuite, le SDKPiL envoie au secrétaire un manifeste déjà rédigé à propos des répressions sanglantes des démonstrations du 1^{er} Mai à Varsovie : Huysmans n'a qu'à le transmettre à son tour aux partis affiliés, leur demandant de répondre favorablement à l'appel à la solidarité²⁰³⁷. Enfin, le 30 juin, un manifeste du CE revient sur l'ensemble des violences raciales et anti-ouvrières perpétrées dans l'empire entre le Dimanche Rouge et l'Insurrection de Lodz²⁰³⁸. Il est censé être complété par un autre manifeste spécifiant concrètement par quels moyens protester, mais l'idée est finalement abandonnée puisque les partis ont déjà pris en autonomie des dispositions allant dans le sens du manifeste, et que le fond russe catalyse déjà une large part des efforts. Le sujet n'est plus abordé jusqu'à la VII^e plénière de mars 1906, mais où les Belges ne sont pas à l'initiative : ce sont en effet Branting et Hyndman qui font voter une motion pour que la CIS étudie la possibilité de coordonner des interpellations parlementaires sur les massacres tsaristes. Vandervelde se propose quand même de faire en sorte qu'elles soient homogènes, mais il ne prend aucune disposition en ce sens par la suite. D'autre part, Huysmans continue de traiter des tueries dans les parties non-confidentielles des rapports d'activité mensuels, pour qu'elles soient diffusées dans la presse sans forcément qu'il y ait besoin de lancer des manifestes au cas par cas ou des manifestes récapitulatifs à d'intervalles réguliers. Il est essentiellement question de retranscrire les rapports reçus depuis la Russie, au sujet notamment des répressions dans les pays baltes²⁰³⁹, du pogrom antisémite de Bialystok²⁰⁴⁰, ou encore de l'écrasement de la mutinerie de Sveaborg²⁰⁴¹. Lorsque la CIS tient sa I^e plénière en juillet 1906, le CE est encore plutôt en retrait : c'est Anikine qui engage les élus à fomentier une agitation au sujet des répressions²⁰⁴², et Troelstra qui propose de porter cette question à l'attention de la conférence de l'UIP qui devait se tenir elle aussi à Londres sous peu²⁰⁴³. Le meeting organisé en marge de

²⁰³⁶ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 135-138.

²⁰³⁷ *Ibidem*, p. 141-143.

²⁰³⁸ *Ibidem*, p. 156-157.

²⁰³⁹ *Ibidem*, p. 376-379.

²⁰⁴⁰ *Ibidem*, p. 376.

²⁰⁴¹ *Ibidem*, p. 402-404.

²⁰⁴² *Ibidem*, p. 223-225.

²⁰⁴³ *Ibidem*, p. 226-229.

la plénière, à Hyde Park, a pour thématique les massacres de Russie et fait voter symboliquement aux environ 10.000 participants une motion de condamnation²⁰⁴⁴. Mais lorsque les délégués se séparent, les interpellations sont retardées puisque les parlements sont en vacances, et à la réouverture des sessions, des élus prennent leurs dispositions sans attendre davantage de consignes depuis Bruxelles. Ainsi, comme en 1901 au sujet de la guerre anglo-boers, le secrétaire peine à mettre en avant la dimension simultanée et homogène de protestations auxquelles il semble accorder de moins en moins de centralité.

Huysmans se révèle plus proactif là où il perçoit davantage de chances d'émanciper le BSI d'une routine d'interpellations parlementaires, inefficaces car adressées à des gouvernements qui perçoivent les répressions tsaristes comme relevant essentiellement de la politique intérieure, et pour lesquelles ils ne se risquent donc à aucune ingérence. Son attitude à propos de l'hypothèse d'une réunion extraordinaire du BSI au sujet de la Révolution russe est parlante. Lorsque le 25 février 1905 Plekhanov évoque cette idée auprès de De Brouckère²⁰⁴⁵, Huysmans s'attend à qu'elle se heurte aux mêmes blocages qu'en 1901 : il n'est donc pas prêt à mettre en jeu sa crédibilité en tant que secrétaire, installé depuis un mois à peine, surtout si c'est pour aboutir à la reproduction d'un schéma classique de mobilisations. Ayant lancé le fond russe depuis une semaine en prenant déjà des risques, il estime que c'est bien dans cet outil inédit que réside la priorité du moment. Il tient donc tête à Vandervelde, qui insiste pour que le CE initie de son propre chef une consultation des partis affiliés, et tente plutôt de convaincre Plekhanov de demander d'abord lui-même en voie officielle la convocation d'une réunion extraordinaire, en tant que délégué d'un parti directement concerné²⁰⁴⁶. Mais ce dernier ne donne pas de suite à la proposition de Huysmans, qui se retrouve donc momentanément enfermé dans les contradictions de sa tactique. Quatre mois plus tard, lorsque le succès du fond russe est déjà incontestable, le secrétaire peut réviser son approche. Alors que l'idée d'une plénière extraordinaire revient sur la table au sujet non de la Révolution russe mais de la crise de Tanger, par initiative d'Hyndman, Huysmans saisit l'occasion pour réactualiser le vœu de Plekhanov. Il s'agirait donc de convoquer dans une même période deux entrevues, chacune consacrée à un dossier²⁰⁴⁷. Le secrétaire se permet même d'esquisser déjà les contours de celle sur les affaires russes, proposant notamment d'y convier à titre consultatif des délégués du Bund, du LSDSP,

²⁰⁴⁴ *Ibidem*, p. 381.

²⁰⁴⁵ *Ibidem*, note n° 5, p. 322.

²⁰⁴⁶ *Idem*.

²⁰⁴⁷ *Ibidem*, p. 145-146.

des deux partis arméniens, ainsi que Lénine au nom de la fraction bolchevique du POSDR. La force de la démarche de Huysmans finit néanmoins par s'avérer être sa plus grande faiblesse : le sort de l'entrevue sur la Russie ayant été rattaché à celui de l'entrevue sur le Maroc, les hésitations qui s'articulent autour de la seconde finissent par ajourner également la première. Des perspectives pour un déblocage émergent presque simultanément depuis Amsterdam et San Francisco en novembre 1905. Le 7, Troelstra prétexte l'exportation de l'agitation révolutionnaire de l'empire russe à l'empire austro-hongrois²⁰⁴⁸, pour demander que le BSI se réunisse au plus vite :

« Afin que le prolétariat international en ces moments historiques, parle par la bouche de son unique organe, le Bureau, je propose une séance publique du Bureau, où plusieurs de ses membres d'adressent au monde prolétarien et où une résolution sera adoptée en faveur de la Révolution russe, du suffrage universel, etc²⁰⁴⁹ ».

Le 11, un « projet de manifestation internationale en faveur de la Révolution russe » est transmis par un groupe de socialistes californiens, dont Jack London : ils demandent au BSI de « lancer un manifeste convoquant à une démonstration de sympathie qui aurait lieu simultanément dans chaque ville ou village possédant une organisation socialiste, le 22 janvier 1906, premier anniversaire du massacre des pacifiques pétitionnaires de Saint-Pétersbourg », sous la forme « de cortèges et de meetings dans lesquels on devrait faire des collectes d'argent destinées à être envoyées au Bureau Socialiste International pour servir exclusivement à la Révolution prolétarienne de Russie »²⁰⁵⁰. La lettre exprime une confiance inébranlable à l'égard du BSI : il est considéré comme le seul organe capable de susciter un enthousiasme transnational et de faire avancer la cause révolutionnaire en fortifiant les liens de solidarité. Mais au-delà des louanges, le projet californien est particulièrement captivant pour Huysmans au vu de l'orientation tous azimuts qu'il entend donner à la campagne russe. *Primo*, il conjugue soutiens financier et politique au prisme de démonstrations publiques. *Secundo*, il jette à nouveau dans les débats les principes d'homogénéité et de simultanéité de l'action transnationale. *Tertio*, il identifie le BSI à la fois comme organisateur et destinataire des initiatives, puisqu'il est censé les coordonner et en même temps recevoir les sommes collectées. Huysmans s'emploie alors énergiquement pour que ce projet rencontre l'avis favorable des partis. Mais il agit de finesse pour contourner la procédure de consultation ordinaire. Au lieu d'en informer l'ensemble des

²⁰⁴⁸ Les rapports d'activité transmis par SDAP-Ö et PPS-P au congrès de Stuttgart confirment l'argument de Troelstra, cf. *L'Internationale Ouvrière et Socialiste. Rapports...*, op. cit., vol. 2, p. 105-114 ; p. 120-129.

²⁰⁴⁹ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 344-345.

²⁰⁵⁰ FMSH, Fonds Haupt, 8D3/3/23, Lettre d'un groupe de socialistes étatsuniens au BSI, 11 novembre 1905.

délégués, il s'adresse d'abord aux seuls Britanniques, afin d'obtenir une sorte de consensus des sections anglophones préalable à la consultation globale. Dans une note conjointe, Hardie et Hyndman notifient à Huysmans que le projet californien a été approuvé à l'unanimité lors d'une réunion du Comité national de la section britannique, et le prie de prendre urgemment des dispositions pour le mettre en exécution²⁰⁵¹. Fort de ce soutien, le secrétaire peut annoncer, au moment même où son rapport d'activité de novembre 1905 notifie pour la première fois à tous les partis affiliés la lettre californienne, que le CE aussi s'y rallie entièrement²⁰⁵². Surtout, c'est déjà ce rapport mensuel qui invite à prendre nationalement toutes les dispositions nécessaires pour organiser les collectes pécuniaires et les démonstrations de rue ou meetings, et qui promet la publication d'un manifeste pour leur donner un caractère homogène sur la base d'un argumentaire cohérent. Enfin, le rapport émet l'hypothèse de réunir la VII^e plénière du BSI du 20 au 22 janvier 1906, en concomitance avec les commémorations, car « une manifestation de tout le Bureau symboliserait la solidarité de tout le prolétariat socialiste²⁰⁵³ » (mais à cause de l'indisponibilité des délégués allemands, la réunion sera retardée de deux mois²⁰⁵⁴). Huysmans met ainsi les partis devant le fait accompli et ne leur demande que de valider rétroactivement « la décision que le Comité exécutif a prise d'autorité par raison d'urgence²⁰⁵⁵ ». C'est encore sans attendre d'avoir reçu les avis nationaux que, le 2 décembre 1905, il transmet à la presse un manifeste signé par tout le BSI (à l'exception des délégués russes, pour des raisons de sécurité)²⁰⁵⁶. Il établit un bilan passionné de la première année d'agitation révolutionnaire en Russie, et prédit que la chute prochaine du tsarisme ébranlera tous les pouvoirs réactionnaires en Europe. Il pointe ensuite que le prolétariat russe nécessite de l'appui moral et matériel de l'Internationale, et que les commémorations solennelles du Dimanche Rouge devront avoir les mêmes contours :

« Le lundi 22 janvier 1906, ou tout au moins la veille (le dimanche), tous les groupes de tous les Partis socialistes affiliés organiseront un meeting, et, là où faire se peut, un cortège. Les orateurs inscrits rappelleront l'effort héroïque de nos frères de Russie et une collecte sera faite pour aider de toute manière ceux qui luttent contre le tsarisme pour la cause sainte de la liberté. L'argent

²⁰⁵¹ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 344.

²⁰⁵² *Idem.*

²⁰⁵³ *Idem.*

²⁰⁵⁴ *Ibidem*, p. 349-350.

²⁰⁵⁵ *Ibidem*, p. 344.

²⁰⁵⁶ *Ibidem*, p. 189-191.

recueilli sera envoyé soit au Comité central des Partis affiliés, soit au secrétariat du Bureau Socialiste International²⁰⁵⁷ ».

La légitimité du droit d'initiative que Huysmans s'est accaparé n'est guère remise en cause, bien au contraire. Par exemple, Eugène Fournière relève qu'il « remplit son devoir en appelant les socialistes du monde entier à manifester le 22 janvier²⁰⁵⁸ », et *L'Humanité* aussi parle du devoir qu'a le BSI de concrétiser les mots d'ordre anti-tsaristes émis depuis toujours par l'Internationale²⁰⁵⁹. Anseele est d'ailleurs invité à s'exprimer à la fois au nom du POB et du CE du BSI à la démonstration que la SFIO avait déjà programmé à Lille pour le 25 décembre 1905²⁰⁶⁰. Des projets encore plus ambitieux viennent dès lors se greffer à la proposition initiale des Californiens. C'est notamment le cas d'une motion transmise par Balabanova le 21 décembre à la fois au nom du POSDR et de la section suisse du PSI, demandant au BSI d'engager « les socialistes de tous les pays à verser, au profit de la Révolution russe, le salaire gagné par eux à la date du 22 janvier²⁰⁶¹ ». Huysmans en relate une première fois dans son rapport d'activité de décembre 1905²⁰⁶², puis la transmet par circulaire début janvier 1906²⁰⁶³, mais se refuse de prendre une décision d'autorité en vue d'imposer une taxe plutôt que d'en appeler simplement à des contributions volontaires. Il affirme en effet que, tout en étant d'accord sur le principe, le CE a estimé « qu'il n'avait pas le droit et qu'il était dangereux de lancer une proclamation au sujet d'un projet dont le succès est aléatoire²⁰⁶⁴ », et préfère laisser le choix à chaque parti. Au final, la motion Balabanova est très peu suivie²⁰⁶⁵, aux exceptions notables du PSI et du POB, ce dernier consultant à ce sujet tous ses groupes fédérés²⁰⁶⁶.

Tel qu'admis déjà par Huysmans, les démonstrations commémoratives du Dimanche Rouge s'étalent sur deux journées, les 21-22 janvier 1906. Le succès est indéniable, puisqu'une écrasante majorité de partis affiliés répond présente²⁰⁶⁷. L'effort allemand est particulièrement éclatant puisque, malgré un fort dispositif policier et des provocations²⁰⁶⁸, le SPD parvient à

²⁰⁵⁷ *Ibidem*, p. 191.

²⁰⁵⁸ Eugène FOURNIÈRE, « L'Action socialiste », *La Revue socialiste*, t. XLIII, 1906, p. 97.

²⁰⁵⁹ *L'Humanité*, 22 décembre 1905, p. 1.

²⁰⁶⁰ *L'Humanité*, 26 décembre 1905, p. 3.

²⁰⁶¹ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 194.

²⁰⁶² *Ibidem*, p. 350.

²⁰⁶³ IISG, Karl Kautsky Papers, G3-54-137, Circulaire du CE du BSI, 3 janvier 1906.

²⁰⁶⁴ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 194.

²⁰⁶⁵ Voir Angelica BALABANOVA, « Ai compagni e alle sezioni del Partito socialista italiano », *Avanti!*, 24 août 1906, p. 1.

²⁰⁶⁶ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 195.

²⁰⁶⁷ Pour un panoramique, cf. *L'Humanité*, 22-24 janvier 1906, p. 1 ; *Avanti!*, 23 janvier 1906, p. 1.

²⁰⁶⁸ Voir Karl LIEBKNECHT, *Militarisme, guerre, révolution*, Paris, Maspero, 1970, p. 111.

maintenir au moins 90 réunions publiques dans la seule ville de Berlin ainsi qu'une centaine d'autres ailleurs²⁰⁶⁹. En Italie aussi, plusieurs dizaines de cortèges et meetings se tiennent en dépit du climat répressif notamment à Milan, Pise, Salerne, Florence, Bologne, Turin, Rome, Catane et Livourne. Considérées individuellement, les démonstrations sortent peu de l'ordinaire : les partis mettent à profit le savoir-faire accumulé et déploient toute la symbolique qui façonne leur culture (des drapeaux rouges aux chants et musiques du répertoire ouvrier) ; ils réservent une place aux orateurs étrangers lorsque cela est possible, font voter par acclamation des motions de solidarité, et font en sorte que l'assistance participe aux souscriptions. Mention à part pour la manifestation bruxelloise, où Anseele et Vandervelde eux-mêmes guident un cortège qui se dirige de la Maison du peuple vers l'ambassade russe, avant de heurter à une intervention policière. L'exceptionnalité des démonstrations réside précisément dans le fait qu'elles assument ce caractère d'homogénéité et de simultanéité transnationales à propos desquelles le BSI s'interrogeait depuis ses origines. L'Internationale semble pour la première fois capable d'agir comme un seul corps même en dehors du 1^{er} Mai. Pendant que l'*Avanti!* parle au singulier d'une seule et même manifestation mondiale, synonyme du battement d'un cœur gigantesque²⁰⁷⁰, Longuet écrit :

« Partout, d'un bout à l'autre de l'Europe les travailleurs ont répondu hier par centaines de mille, par millions même peut-on dire, sans exagération, à l'appel du Bureau socialiste international en faveur de nos camarades révolutionnaires de Russie [...]. Jamais le caractère grandiose de notre mouvement qui ne connaît ni distinctions de races, ni différences de langues, ni oppositions de nationalités, ne s'était affirmé avec tant de force et d'unanimité²⁰⁷¹ ».

Le BSI fait l'objet de louanges, à l'image de Fournière d'après qui le succès a été possible précisément grâce aux « instructions données²⁰⁷² » depuis Bruxelles. Ces consignes se révèlent effectivement efficaces en ce qu'elles imposent un cadre commun tout en laissant une très grande latitude aux partis. Certains peuvent alors conjuguer les commémorations du Dimanche Rouge avec leurs propres préoccupations nationales : par exemple, les meetings du SPD et du PSI abordent souvent la question du suffrage universel aussi²⁰⁷³. À Milan d'ailleurs, l'on en profite pour commémorer également les Cinq journées de mars 1848, alors qu'à Macerata l'on dépose des gerbes au monument de Garibaldi. Un saut qualitatif est aussi permis par le fait que,

²⁰⁶⁹ *L'Internationale Ouvrière et Socialiste. Rapports...*, op. cit., vol. 1, p. 209-293.

²⁰⁷⁰ *Avanti!*, 23 janvier 1906, p. 1.

²⁰⁷¹ Jean LONGUET, « Le Dimanche Rouge », *L'Humanité*, 22 janvier 1906, p. 1.

²⁰⁷² FOURNIÈRE, « L'Action socialiste », art. cit., p. 210.

²⁰⁷³ Voir *Avanti!*, 29 décembre 1905, p. 2.

contrairement à 1901, l'appel à la rue soit préféré à l'action parlementaire, qui n'est même pas envisagée durant la préparation des démonstrations. Cela permet non seulement de mettre en mouvement l'organisation socialiste du sommet à la base, mais aussi de ranger derrière elle une grande variété de partenaires : au-delà des syndicats et des coopératives, il s'agit par exemple de la Libre pensée en Suisse et en Belgique, de la LDH en France et en Belgique, des cercles républicains en Espagne et en Italie, et plus largement de toute une galaxie de groupements pacifistes et progressistes.

Définissant les démonstrations comme un « magnifique succès²⁰⁷⁴ », Huysmans confère une attention toute particulière à la collecte de comptes rendus afin d'établir un bilan global (un besoin que Longuet aussi avait mis en avant dans *L'Humanité*). Son rapport introductif à la VII^e plénière de mars 1906 indique :

« Le Comité exécutif et le secrétariat n'ont rien négligé pour obtenir des autres groupes socialistes le soutien moral et matériel auquel les héros de la révolution avaient droit. L'inoubliable démonstration du 22 janvier a été le couronnement de cette action continue et persévérante, et les résultats en ont été tels que tous les Partis de Russie nous ont adressé des résolutions par lesquelles ils témoignent leur fraternelle reconnaissance aux socialistes du monde entier qui avaient répondu à l'appel du Bureau²⁰⁷⁵ ».

Toutefois, la plénière se montre peu inventive quant aux suites à donner aux mobilisations de janvier, à part envisager de les compléter par une agitation parlementaire dont la coordination est déléguée à la CIS, mais qui n'est pas encore tout à fait opérationnelle. Huysmans ne démoralise pas pour autant, et d'ailleurs n'insiste pas pour obtenir un mandat clair au sortir de la réunion. Comme l'année précédente, il attend que des événements favorables lui donnent la prétexte pour intervenir au nom du CE en vue de conférer une cohérence globale à l'action des partis.

L'occasion se présente déjà fin avril 1906, suite à un incident en Belgique même, où *Le Peuple* reproduit une annonce publicitaire invitant à souscrire à un emprunt lancé par le gouvernement russe. Couvert de honte, le CE lui adresse une note de protestation qui pratique ouvertement le chantage : si une rectification n'était pas publiée, la question aurait été évoquée dans le prochain rapport mensuel d'activité, à la prochaine plénière du BSI ainsi qu'au congrès de Stuttgart²⁰⁷⁶. *Le Peuple* fait alors parvenir promptement au CE les 133 frs récoltés au titre de

²⁰⁷⁴ IISG, Karl Kautsky Papers, G3-54-137, Rapport du CE du BSI pour janvier 1906.

²⁰⁷⁵ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 203.

²⁰⁷⁶ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 324, Lettre de C. Huysmans au *Peuple*, 3 mai 1906.

l'emprunt russe²⁰⁷⁷. Mais si l'incident est clos, les emprunts tsaristes reviennent sur la table déjà en juin, et d'un point de vue général, puisque Karski appelle le BSI à entreprendre des mesures pour mettre fin à cet afflux de capitaux étrangers qui permettent au régime de résister aux assauts révolutionnaires²⁰⁷⁸. Huysmans en profite alors pour inscrire la question à l'ordre du jour de la I^e plénière de la CIS sans risquer qu'elle se transforme en un procès à l'égard du *Peuple*. De plus, durant la réunion c'est Vandervelde qui se montre le plus proactif, et qui propose que les élus s'engagent pour asphyxier financièrement le tsarisme, en avertissant l'opinion publique que les placements en fonds d'Etat russes avaient des fortes chances de ne pas être soldés²⁰⁷⁹. Une motion invite alors à « mettre l'opinion publique en garde contre les tentatives nouvelles que le gouvernement russe pourrait faire en vue de se procurer des ressources par voie d'emprunt, tentatives dont la réussite ne ferait que retarder l'inévitable banqueroute du régime absolutiste²⁰⁸⁰ ». Huysmans place alors cet objectif de boycott financier en tête de liste des pistes d'action envisagées dans le manifeste qu'il rédige quelques jours plus tard au nom de BSI et CIS contre la dissolution de la I^e Douma : « Sachons peser sur les gouvernements pour mettre un terme à leur complaisance ! Sachons avertir les possédants que le République russe de demain ne paiera pas les dettes infâmes que le tzar contracte pour soudoyer des assassins !²⁰⁸¹ ». Et en octobre 1906, alors que le gouvernement russe multiplie son lobbying en faveur de son emprunt notamment à l'égard de la presse française, le secrétaire fait signer à tout le BSI un manifeste spécifiquement dédié au boycott financier. Il est question d'y reconnaître la légitimité du *Manifeste de Vyborg* publié le 22 juillet par les députés de la I^e Douma en exil, ainsi que de se rallier à sa menace : tout emprunt émis par le régime tsariste sans le consentement des représentants du peuple n'a aucune valeur et le peuple ne consentira jamais à le rembourser. Le manifeste continue en appelant à la plus grande vigilance, allant jusqu'à subordonner le fond russe du BSI vis-à-vis du boycott financier :

« Il appartient au prolétariat international de déjouer ces manœuvres, car il ne doit pas oublier un seul instant que la mesure dans laquelle la Révolution réussira ou ne réussira pas dépend de l'accumulation ou de la non-accumulation de capital dans les mains du tsarisme [...] et qu'il est encore plus important pour l'issue de ce procès, d'empêcher le tsarisme de trouver de l'argent que d'envoyer de l'argent à nos camarades de Russie²⁰⁸² ».

²⁰⁷⁷ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 326, Lettre de G. Serwy à C. Huysmans, 10 mai 1906.

²⁰⁷⁸ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 379-381.

²⁰⁷⁹ *Ibidem*, p. 224.

²⁰⁸⁰ *Ibidem*, p. 224-225.

²⁰⁸¹ *Ibidem*, p. 235.

²⁰⁸² *Ibidem*, p. 236-239.

Enfin, le manifeste avance trois propositions d'actions concrètes : que les élus interpellent les gouvernements au sujet de l'appui fourni par les milieux financiers à l'autocratie russe, et qu'ils proposent des mesures pour interdire les aides tant directes qu'indirectes ; que la presse socialiste, syndicale et coopérative relaie systématiquement ces interpellations et qu'elle publie tout document pouvant éclairer la situation catastrophique des finances russes ; que les partis tentent de convaincre la petite bourgeoisie hésitante, en distribuant tracts et brochures, en placardant des affiches et en organisant des réunions publiques. Par-là, Huysmans définit les contours transnationaux d'une campagne de longue haleine, mais pour laquelle il ne se risque pas d'aller plus loin en termes d'homogénéité et de simultanéité. Il rappelle à ses interlocuteurs la diversité des moyens dont ils disposent, sans pour autant ingérer outre-mesure : contrairement aux manifestations de janvier 1906, il s'agit en effet davantage de convaincre que d'impressionner, et pour ce faire il considère que les partis sont plus à même de savoir comment s'y prendre à l'égard de leurs réalités nationales, d'autant plus que certains pays sont beaucoup plus concernés que d'autres. Mais si par la suite le secrétaire peut se contenter de rappeler ponctuellement l'objectif de boycott financier dans ses lettres et rapports, c'est parce que le manifeste s'est révélé déjà amplement suffisant pour donner le coup d'envoi à un multitude d'initiatives nationales ou pour appuyer davantage celles qui étaient déjà en cours de préparation²⁰⁸³.

En parallèle de la campagne contre les emprunts tsaristes, Huysmans se préoccupe d'accompagner la redéfinition de la position de l'Internationale à propos des deux premières Doumas. Il est en effet étonné lorsque le 1^{er} juin 1906 Plekhanov lui demande de s'activer pour que les partis socialistes de l'empire abandonnent la stratégie de boycott de cette institution, pourtant octroyée par le régime pour calmer l'agitation révolutionnaire. Le secrétaire croit savoir que le boycott est encore largement majoritaire dans les milieux socialistes en Russie et à l'étranger, mais est personnellement convaincu du bien-fondé de l'objectif de Plekhanov. Cependant, il ne sait pas comment s'y prendre concrètement. Il songe d'abord à une consultation préliminaire et confidentielle des partis de l'empire et des principaux partis affiliés, mais tandis que Vaillant le pousse même à s'adresser seulement aux partis de l'empire, Vandervelde exige au contraire une collecte d'avis auprès de l'ensemble des délégués nationaux²⁰⁸⁴. Sauf que la lettre de Vandervelde, qui est en vacances, parvient à Bruxelles trop tard, alors que Huysmans a déjà envoyé entretemps une circulaire en son propre nom aux seuls

²⁰⁸³ Voir à ce propos le jugement positif de l'*Avanti!*, 29 octobre 1906, p. 1.

²⁰⁸⁴ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 344-345, Lettre d'E. Vandervelde à C. Huysmans, 7 juin 1906.

partis de Russie²⁰⁸⁵. Pire encore, Plekhanov n'apprécie guère le fait que la consultation soit partielle : il reproche à Huysmans de risquer d'envenimer par-là les litiges internes au POSDR après l'accord sur la réunification atteint si délicatement à son IV^e congrès de Stockholm²⁰⁸⁶. Mais au lieu d'abandonner, le secrétaire se tourne vers l'autre délégué russe, Roubanovitch, lui demandant son avis sur une consultation non-confidentielle de l'ensemble du BSI à propos de l'attitude à tenir à l'égard de la Douma²⁰⁸⁷. Le risque qu'entrevoit Huysmans est que les partis affiliés prennent des positions tellement divergentes, que son initiative en résulte contre-productive. Toutefois, Roubanovitch donne au moins son accord pour que le CE invite les élus à déposer des motions de sympathie à l'égard de la Douma. Fort de ce soutien provenant du délégué d'un parti qui avait pourtant boycotté les élections de la I^e Douma, ainsi que de celui de Kautsky qui avait été mis au courant de l'affaire en tant que suppléant de Luxemburg pour le SDKPiL, Huysmans se convainc rétroactivement du bien-fondé de son idée de consultation partielle et confidentielle, et peut passer à l'étape suivante. Le 18 juin, il signe au nom du CE une longue circulaire pour informer tous les délégués nationaux des démarches entreprises au cours des deux dernières semaines, et de leur issue : si la stratégie de boycott de la Douma en tant qu'institution reste bel et bien d'actualité, y compris pour les partis des minorités nationales qui gravitent autour du POSDR, il apparaît qu'un rapprochement entre le BSI et les députés de gauche de la Douma peut être envisagé (et c'est de ce fait que certains sont invités à la I^e plénière de la CIS²⁰⁸⁸). Les Belges précisent néanmoins que, tout en soutenant personnellement l'avis anti-boycott de Plekhanov, ils sont d'accord avec Vaillant sur le fait que « le Bureau ne peut intervenir en tant que collectivité que si tous les Partis importants de Russie soutiennent la proposition de Plekhanov²⁰⁸⁹ ». Ainsi, en attendant que les sections russe et polonaise changent d'avis, la circulaire se borne à solliciter les partis affiliés à examiner l'opportunité d'une manifestation transnationale de soutien à la Douma dans sa lutte contre l'autocratie, mais dont les contours ne sont pas définis. Le même jour, Huysmans écrit également à Plekhanov :

« Le Comité exécutif est allé aussi loin qu'il pouvait pour soutenir votre motion. Mais il lui a paru qu'il ne pouvait intervenir directement dans la politique intérieure d'une section nationale, lorsque les Partis affiliés de cette section sont en désaccord. Au point de vue du Bureau, les Partis affiliés

²⁰⁸⁵ IISG, Karl Kautsky Papers, G3-54-137, Circulaire de C. Huysmans, 8 juin 1906.

²⁰⁸⁶ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., note n° 6, p. 214.

²⁰⁸⁷ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 40-41, Lettre de C. Huysmans à I. Roubanovitch, 13 juin 1906.

²⁰⁸⁸ Voir à ce sujet Bruno NAARDEN, *Socialist Europe and Revolutionary Russia: Perception and Prejudice 1848-1923*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p. 218-219.

²⁰⁸⁹ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 214.

ont les mêmes droits. En demandant l'opinion de tous les Partis de Russie, le secrétariat n'a fait que se conformer à l'avis des délégations française et belge, dont les sympathies pour vos idées vous sont certainement connues²⁰⁹⁰ ».

Toutefois, même le projet de démonstration en soutien à la Douma est tué dans l'œuf, puisque le secrétariat ne reçoit que des réponses négatives de la part de partis directement concernés : PPS²⁰⁹¹. SDKPiL²⁰⁹², SSP²⁰⁹³ et FRA²⁰⁹⁴. Selon ce dernier, par exemple, le BSI, « dont l'autorité est immense pour les camarades de Russie, risque de se compromettre en acceptant de lancer une manifestation internationale dans le sens de la proposition du camarade Plekhanoff²⁰⁹⁵ ». C'est Nicolas II lui-même qui rouvre le dossier lorsqu'il dissout la Douma, le 21 juillet 1906. Huysmans prend l'initiative de rédiger une base de manifeste pour dénoncer l'événement au nom de BSI et CIS²⁰⁹⁶, qui paraît le 14 août après avoir reçu de nombreux amendements²⁰⁹⁷. Même s'il précise que « le socialisme international ne perdra pas son temps en protestations vaines : c'est à l'action de tous qu'il fait une fois de plus appel²⁰⁹⁸ », il n'y a pas d'appel à une démonstration coordonnée telle que semblait l'imaginer le CE en juin. Pourtant, les cercles d'exilés russes de Paris étaient allés jusqu'à « proposer au Bureau Socialiste International d'inviter les fractions socialistes parlementaires de proposer devant leurs Parlements respectifs la rupture de toute relation diplomatique avec le gouvernement du tsar²⁰⁹⁹ ». Huysmans n'entend pas aller aussi loin, et le manifeste préconise surtout une solidarité déclaratoire à l'égard des députés de la Douma qui avait réussi à fuir les répressions, pour qu'ils soient reconnus officiellement comme étant un parlement en exil. En octobre 1906, le manifeste contre les emprunts tsaristes va dans ce même sens, mais fin novembre, dans son rapport d'activité, Huysmans précise qu'il faut le lire également comme étant un manifeste de soutien aux socialistes qui ont décidé de participer aux élections de la II^e Douma prévues pour février 1907²¹⁰⁰. En effet, l'ensemble des partis affiliés de l'empire russe délaissent les uns après les autres leur stratégie de boycott, et Huysmans peut assumer en retour l'attitude entièrement favorable du CE à l'égard de la Douma en tant qu'institution. Déjà à la mi-octobre 1906, il est

²⁰⁹⁰ *Ibidem*, note n° 4 p. 213.

²⁰⁹¹ *Ibidem*, p. 381.

²⁰⁹² *Ibidem*, p. 379-381.

²⁰⁹³ *Ibidem*, p. 383.

²⁰⁹⁴ *Ibidem*, p. 387-388.

²⁰⁹⁵ *Ibidem*, p. 388.

²⁰⁹⁶ IISG, Karl Kautsky Papers, G3-54-137, Circulaire de C. Huysmans, 2 août 1906.

²⁰⁹⁷ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 232-236.

²⁰⁹⁸ *Ibidem*, p. 235.

²⁰⁹⁹ *L'Humanité*, 29 octobre 1906, p. 1.

²¹⁰⁰ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 393-394.

d'ailleurs sollicité par K. Liebknecht et Buchholz pour qu'il lance un appel à souscription spécifiquement dédié à financer la campagne électorale des socialistes de l'empire²¹⁰¹ (et le SPD lui-même collecte 25.000 marks en un temps record²¹⁰²). Alors que plus de 200 députés de gauche sont finalement élus, Huysmans peut entrer en rapport immédiatement et officiellement au nom du BSI avec les groupes parlementaires du PSR et du POSDR²¹⁰³. Mais dans la courte période d'existence de la II^e Douma, du 20 février au 3 juin 1907, ni le BSI ni la CIS ne tiennent des plénières, et le CE ne prend donc pas de résolutions particulières pour déclencher un soutien supplémentaire par rapport à celui que lui accordaient déjà les partis nationalement. C'est encore Nicolas II qui réactive le BSI, lorsqu'il dissout cette nouvelle Douma. Mais comme l'année précédente, après coup les perspectives d'actions concrètes sont minces. Le long manifeste que fait paraître Huysmans le 21 juin 1907²¹⁰⁴, signé par tout le BSI à l'exception des délégués russes, est essentiellement analytique. Il s'agit d'un bilan des treize années de pouvoir de Nicolas II et de la compromission des autres gouvernements à son égard notamment à l'heure de l'ouverture de la II^e conférence de La Haye. La dissolution de la Douma est alors analysée surtout au prisme de ses conséquences sur la paix en Europe, puisque l'absolutisme est présenté comme le terreau le plus fertile pour la culture guerrière, et qu'il est suggéré que Nicolas II pourrait agir envers les autres Etats de la même manière qu'envers son peuple. Lorsque la section britannique demande à Huysmans d'organiser des démonstrations simultanées le 14 juillet, dirigées à la fois contre la dissolution de la Douma et la conférence de La Haye, le secrétaire consulte les délégués nationaux, mais le manifeste a déjà été envoyé à la presse et bon nombre de partis ont pris leur dispositions pour se mobiliser à des jours différents et sous des formes variées. Quoique d'accord en principe avec la proposition britannique, Huysmans décide alors de ne pas y insister outre-mesure, d'autant plus à l'approche du congrès international. Il préfère se concentrer sur le soutien aux ex-députés de Russie qui subissaient diverses formes de répression depuis la dissolution²¹⁰⁵, et inscrit d'ailleurs la question à l'ordre du jour de la II^e plénière de la CIS qui se tient à la veille du congrès de Stuttgart. Ici, le schéma classique se reproduit : une motion de Guesde engage les élus à interpellier les gouvernements à propos du sort des ex-députés de la Douma²¹⁰⁶.

²¹⁰¹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 61, Lettre de C. Huysmans à K. Liebknecht, 18 octobre 1906.

²¹⁰² Voir *L'Internationale Ouvrière et Socialiste. Rapports...*, op. cit., vol. 1, p. 209-293

²¹⁰³ Voir *Avanti!*, 16 mars 1907, p. 1.

²¹⁰⁴ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 292-295.

²¹⁰⁵ *Congrès Socialiste International. Stuttgart...*, op. cit., p. 61-63.

²¹⁰⁶ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 297-299.

B. Face aux crises internationales : de la doctrine de la primauté des partis concernés à un BSI « force d'action et de coordination »

L'enchaînement dans une courte temporalité de la guerre russo-japonaise, de la crise de Tanger et de la crise de Björkö fait réapparaître soudainement le risque d'une conflagration européenne. Lorsque la menace de guerre sort de l'ordre de l'hyopthétique pour devenir une option crédible, certains internationalistes se rendent compte du décalage existant entre l'urgence du besoin de coordination de mobilisations par-delà les frontières et l'état de sous-développement dans lequel sombraient les prérogatives politiques du BSI. Le changement de perception sur le BSI au prisme du maintien de la paix devient alors précisément le terrain sur lequel s'articulent les possibilités pour un premier approfondissement sensible de son mandat politique. Mais le prix à payer dans l'immédiat, c'est de faire adopter au BSI l'attitude exactement opposée à celle dans laquelle Huysmans avait réussi à l'entraîner à l'égard de la Révolution russe. Le BSI vit en effet les crises de Tanger et de Björkö d'un point de vue essentiellement interne : elles lui permettent de redéfinir son rôle en tant qu'institution en cas de crise, sans pour autant qu'il n'émette de manifeste ou autre déclaration publique à propos des tensions effectivement en cours. Si au départ le BSI semble pris au piège du différentiel de perceptions à l'égard des crises, entre alarmismes et attentismes, une exception à la règle de la primauté des partis directement concernés commence à être envisagée au travers du principe de réunions d'urgence. Mais si celui-ci finit par faire l'objet d'un vote unanime, ce n'est que pour laisser le temps au SPD d'aiguiser ses armes en vue du débat sur l'antimilitarisme du congrès de Stuttgart. Ici, le BSI reçoit certes une consécration en tant qu'organe pour la préservation de la paix, mais la question des moyens à déployer en ce sens et qu'il pourrait coordonner se solde est esquivée grâce à un compromis au rabais.

a) Le BSI pris au piège entre alarmisme et attentisme

Lorsque Huysmans assume ses fonctions de secrétaire, le fait que le BSI ne puisse pas jouer de rôle majeur pour canaliser les crises internationales est clair pour bon nombre de meneurs. Même Jaurès, pendant sa campagne contre la politique coloniale française, s'exprimait de

manière réaliste : « Nous savons que contre ces manœuvres rétrogrades, contre ce déchaînement de barbaries, le prolétariat international ne peut pas encore faire prévaloir sa volonté de justice et de paix²¹⁰⁷ ». Le congrès d'Amsterdam, sans aborder le militarisme de front, provoque néanmoins un tournant psychologique : en coulisses, en effet, les Belges se rendent compte déjà parfaitement du fossé qui était en train de se creuser entre Français et Allemands. Dans ses souvenirs, Vandervelde rapporte d'un échange qu'il avait eu avec Bebel, Briand, Jaurès et Vollmar, au cours duquel le président du SPD avait déclaré sans ambages qu'il se serait battu pour sa patrie si elle était attaquée ; après quoi, Jaurès avait confié au Patron du POB son désir d'étudier plus en profondeur le phénomène militariste²¹⁰⁸. Si déjà le conflit russo-japonais avait montré l'émergence d'un décalage entre alarmistes et attentistes au sein de l'Internationale, l'enchaînement de crises internationales qui s'opère depuis lors ne fait que le renforcer, sans que le BSI n'ait dans l'immédiat les moyens pour le surmonter. La faiblesse du BSI dérive précisément de règles d'action du secrétariat qui avaient été délimitées dès 1901 au prisme du respect stricte des souverainetés nationales. Pour que le secrétariat obtienne un mandat lui conférant un droit d'initiative, il a donc besoin surtout au préalable d'une révision de la doctrine des partis concernés, mais une telle démarche à son tour ne peut se produire que suite à une défaillance au niveau national et en présence d'une perception d'urgence.

Le cas de la conférence socialiste internationale qui s'était tenue à Trieste les 21-22 mai 1905 paraît le confirmer. Seuls les représentants des partis italien, autrichien, bohème, hongrois, slovène et croate se réunissent en effet pour protester contre l'escalade militariste des gouvernements d'Italie et d'Autriche-Hongrie dans le golfe triestin au prisme de la question irrédentiste²¹⁰⁹. L'initiative vient des partis directement intéressés, et le CE ne s'y associe que dans un second temps et platoniquement, se contentant d'adresser un télégramme de soutien à l'ouverture de la conférence²¹¹⁰. Qui plus est, au sortir de celle-ci, les délégués ont l'impression que le simple fait de se réunir a joué un rôle déterminant pour empêcher une escalade belliqueuse austro-italienne, comme Ferri l'explique à Huysmans²¹¹¹ et comme le PSI le met en avant encore deux ans plus tard en définissant cette conférence comme « le premier acte de politique étrangère du prolétariat²¹¹² ».

²¹⁰⁷ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., note n° 4, p. 146.

²¹⁰⁸ VANDERVELDE, *Souvenirs...*, op. cit., p. 151-162.

²¹⁰⁹ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 340.

²¹¹⁰ *Ibidem*, p. 327.

²¹¹¹ *Ibidem*, p. 340.

²¹¹² *L'Internationale Ouvrière et Socialiste. Rapports...*, op. cit., vol. 2, p. 1-55.

Il en va de même à l'occasion de l'*Unionsupplösningen*, c'est-à-dire la crise de la dissolution du royaume de Suède-Norvège de mai à novembre 1905. Le SAP-S se fait remarquer par la détermination de sa campagne pacifiste, organisant des actes de résistance face au rappel des réservistes ainsi que menaçant la grève générale en cas de déclaration de guerre²¹¹³. C'est alors précisément du fait des performances suédoises que le secrétariat ne s'occupe des événements qu'au début et à la fin. En juin 1905, le CE signe un télégramme de félicitations au SAP-S « pour son attitude énergique en faveur du maintien de la paix et sa lutte courageuse contre les tendances de la bourgeoisie suédoise à recourir à la force des armes pour enlever à la démocratie norvégienne le droit de disposer d'elle-même²¹¹⁴ ». Et en novembre, Huysmans se borne à mettre en avant l'exemplarité de l'entente entre socialistes suédois et norvégiens, en donnant écho au rapport que lui fait parvenir le SAP-S en guise de clôture du dossier, mais qui suggère que l'action bilatérale a été suffisante :

« Sans les Partis socialistes des ouvriers, qui ont conféré et se sont accordés sur la nécessité d'une politique pacifique, la question de l'Union n'aurait en ce moment été terminée. Au contraire, le résultat final aurait été une guerre terrible entre deux peuples frères. Maintenant tout est arrangé par des concessions mutuelles et chaque peuple a l'occasion, mieux qu'autrefois, de reprendre ses affaires intérieures. Ce résultat final peut, pour beaucoup, être mis sur le compte des efforts en faveur de la paix par les Partis socialistes²¹¹⁵ ».

Ainsi, lorsqu'une crise diplomatique s'ouvre après le « Coup de Tanger » de Guillaume II, le 31 mars 1905, le secrétariat laisse les partis concernés s'activer. Mais deux mois plus tard, Français et Britanniques sont de plus en plus agacés de la passivité des Allemands, et le BSI apparaît comme l'outil pour inverser la tendance. Qui plus est, ce sont précisément les deux meneurs qui avaient fait avaler à Serwy en 1901 le principe de primauté des partis concernés qui révisent complètement leur position : Hyndman d'une part, qui démontre que ce qui le dérangeait avant tout dans le dossier sud-africain était la perception d'ingérence dans ses propres affaires nationales, tandis que son sentiment germanophobe le pousse à ne pas rater une occasion pour s'en prendre au SPD²¹¹⁶ ; Vaillant d'autre part, qui confirme avoir abandonné la hiérarchisation entre approche globale et approche au cas par cas depuis l'alarmisme qu'il avait

²¹¹³ LIEBKNECHT, *Militarisme...*, op. cit., p. 84.

²¹¹⁴ *L'Humanité*, 19 juin 1905, p. 2.

²¹¹⁵ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 346.

²¹¹⁶ Voir TSUZUKI, *H. M. Hyndman...*, op. cit., p. 211.

développé suite à la guerre russo-japonaise, tout en tirant les leçons de la longue série de résolution éminemment platoniques qu'il avait fait adopter au BSI à l'époque.

Au départ, cependant, il est question de faire une exception à la règle de la primauté des partis concernés seulement à l'égard de la crise marocaine. En effet, Hyndman s'adresse à Huysmans le 7 juin pour demander une réunion extraordinaire du Bureau, estimant qu'elle pourrait avoir un effet bénéfique face à l'enlisement de la crise²¹¹⁷. Il affirme d'ailleurs sans demi-mots que la SFIO avait tout fait pour éviter l'effritement diplomatique entre France et Allemagne, tandis que le SPD n'avait pas encore pris la bonne température de l'exceptionnalité des événements marocains. Huysmans transmet la motion Hyndman par circulaire le 21 juin, s'en déclarant partisan et soulignant l'urgence de cette réunion²¹¹⁸. Il propose d'ailleurs déjà des dates – le 9 ou le 16 juillet –, et se permet de rajouter que cette entrevue pourrait aborder également le dossier russe. Mais Huysmans y est allé trop vite, et le lendemain c'est tout le CE qui signe une circulaire rectificative, au contenu plus tempéré et à la méthode plus progressive, afin de s'assurer de l'adhésion unanime des délégués²¹¹⁹. En l'occurrence, les Belges proposent un amendement à la motion Hyndman visant à convoquer une réunion non du BSI mais seulement des délégués britanniques, français et allemands. Anseele et Vandervelde, qui ont un bien meilleur souvenir que Huysmans des blocages de 1901, tentent par-là de mieux faire avaler l'ingérence du BSI dans une affaire qui ne concerne directement que trois sections. L'esprit de la conférence de Trieste serait maintenu, grâce au principe d'entrevue partielle, tout en le plaçant en même temps nettement sous la houlette de l'institution centrale, pour que l'autorité de l'Internationale soit quand même engagée. Mais les réponses aux circulaires montrent rapidement la fragilité du compromis que recherche le CE. Si Vaillant se dit nettement favorable à la motion originale d'Hyndman²¹²⁰, Bebel s'oppose à la fois à celle-ci et à l'amendement belge. Selon le président du SPD, la nature de l'affaire marocaine ne justifierait pas une telle réunion, et l'engouement d'Hyndman refléterait plus la nervosité de la section britannique qu'une lecture sérieuse des événements. Bebel en conclut que « si nous devons nous réunir pour chaque complication diplomatique quelque peu grave, et prendre aussitôt des résolutions, nous risquons fort de perdre très rapidement notre crédit²¹²¹ ». De plus, ni Singer ni Bebel ne sont disponibles entre le 9 et le 16 juillet, étant occupés par la propagande électorale. Bebel

²¹¹⁷ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2303, f° 8, Lettre d'H. M. Hyndman à C. Huysmans, 7 juin 1905.

²¹¹⁸ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2303, f° 7, Circulaire de C. Huysmans, 21 juin 1905.

²¹¹⁹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2303, f° 9, Circulaire du CE du BSI, 22 juin 1905.

²¹²⁰ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 155-156.

²¹²¹ *Ibidem*, p. 155.

motive davantage son refus dans une lettre privée à Adler : il ne croit pas possible que Bülow laisse dégénérer la crise marocaine car il devrait savoir que le peuple allemand ne se laisseraient pas entraîner facilement dans une nouvelle guerre ; et au sujet de la réunion d'urgence du BSI, il insiste qu'« il ne faut surtout pas exagérer l'influence que nous pouvons avoir en tant que Comité international sur la grande politique²¹²² ». Ainsi, c'est bel et bien une défiance principielle à l'égard des possibilités réelles du BSI de jouer un rôle dans l'arène internationale. Or, au contraire, dans sa lettre à Huysmans, Bebel reconnaît poliment que le CE ou une plénière du BSI auraient pu se réserver le droit de trancher sur le différend entre sections concernées. Cette formule, que déjà l'*International Socialist Review* qualifie d'extraordinaire²¹²³, ne va pas être oubliée par le secrétaire, même si dans l'immédiat il se résigne à ajourner toute réunion dédiée à la crise de Tanger²¹²⁴.

Pour les partisans du droit d'initiative du CE, la leçon de ce premier échec est évidente : malgré toutes les dévolutions de mandat attribuées au cas par cas par les partis nationaux à l'organe central – lors des plénières jusqu'aux congrès internationaux –, leur droit de retrait reste inattaquable et peut se transformer en un droit de veto précisément au prisme de la doctrine de primauté des partis concernés. Concrètement, ni la collégialité du BSI ni encore moins le CE ou le secrétariat ne disposent de moyens de contrainte : les procédures à la majorité mises en place avant 1905 ne concernent que les manifestes et autres proclamations publiques, mais ne peuvent pas s'appliquer lorsqu'il s'agit d'engager dans une action coordonnée des partis réfractaires. Bebel est tout à fait dans son droit lorsqu'il impose sa position minoritaire à la majorité que constituent la SFIO, la SDF et le CE. Huysmans déclare devoir reporter la date de la réunion extraordinaire, mais en vrai sa circulaire en ajourne le principe même. Le CE ne peut alors qu'attendre que des nouvelles démarches soient prises nationalement pour le réactiver. Cependant, un événement transnational vient faciliter le déblocage une semaine après l'ajournement de la réunion. En effet, le SPD ne réussit pas à empêcher aux autorités d'interdire l'entrée de Jaurès en territoire allemand, où il devait simplement participer à un meeting pour la paix le 9 juillet au Hasenheide de Berlin. Si cela porte un coup à la crédibilité de l'optimisme du SPD à propos des intentions pacifiques de son gouvernement, lorsque le *Vorwärts* et *L'Humanité* publient simultanément le discours que Jaurès aurait dû prononcer, l'on se rend compte d'autant mieux qu'un fossé est en train de se creuser entre SPD et SFIO sur la question

²¹²² *Idem.*

²¹²³ Voir *International Socialist Review*, vol. 6, 1905-1906, p. 122-123.

²¹²⁴ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2303, f° 13-14, Circulaire de C. Huysmans, 28 juin 1905.

de la paix. Tandis que le parti allemand est incapable de s'impliquer dans la délégation au BSI de la coordination d'une agitation transnationale ne serait-ce qu'à l'égard d'une crise spécifique, la SFIO semble estimer que le BSI n'est même pas suffisant. Il est dit, dans l'allocution de Jaurès :

« [La crise marocaine] rappelle aux peuples et aux prolétaires combien la paix est fragile et précaire dans la société d'aujourd'hui avec les gouvernements d'aujourd'hui. Elle rappelle à toute la classe ouvrière d'Europe, à toute la classe ouvrière du monde son devoir d'union internationale, de vigilance internationale. Il ne faut pas que le prolétariat international soit un mot magnifique et vain. Il ne faut pas qu'il soit une force intermittente et superficielle, se manifestant à intervalles par ses congrès internationaux ou par les circulaires du Bureau socialiste international. Il faut qu'il soit une force constante, toujours avertie, toujours éveillée, toujours en état de contrôler les événements à leur naissance, de surveiller dans leur germe les premiers conflits qui, en se développant, pourraient produire la guerre²¹²⁵ ».

Mais c'est le changement d'attitude de Vaillant à l'égard du secrétariat du BSI qui va provoquer les changements les plus significatifs. Plus de quarante ans plus tard, Huysmans déclare encore, dans une interview : « Vaillant a été pour le secrétaire que j'étais, le membre qui s'intéressait le plus au travail quotidien de mon office. J'étais plus jeune que lui, et il a été pour moi un mentor accompli²¹²⁶ ».

b) Faire d'une exception la règle : le principe des réunions d'urgence

Au Conseil national de la SFIO qui se tient après l'affaire du meeting du Hasenheide, Vaillant expose la nécessité à la fois de réactiver le BSI sur la crise marocaine et d'élargir son mandat, qui devrait être « de rechercher les mesures internationales les plus urgentes pour conjurer toute menace de guerre²¹²⁷ ». Avec l'accord de Jaurès, il transmet alors le 21 juillet 1905 à Huysmans une motion qui vise à charger le BSI de « rechercher les mesures internationales les plus propres à conjurer la menace de guerre comme dans le récent cas marocain, et à la prévenir et empêcher

²¹²⁵ Jean JAURÈS, « La paix et le socialisme », *L'Humanité*, 9 juillet 1905, p. 1-2.

²¹²⁶ Cité in HAUPT, HOWORTH, « Edouard Vaillant... », art. cit., p. 220.

²¹²⁷ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., note n° 1, p. 175.

par une entente et préparation organisée, à cet effet, des Partis socialistes des divers pays²¹²⁸ ». Une deuxième version de la motion est transmise le 30 août :

« Que les Partis socialistes de tous les pays examinent les mesures générales à prendre : 1° par les Partis des pays concernés d'abord et 2° concurremment par tout le Parti socialiste international, pour une action concertée, socialiste et ouvrière, internationale, à l'effet de prévenir et d'empêcher toute guerre. [...] Que saisis de cette proposition pour rechercher dès maintenant les mesures particulières et générales nécessaires pour cette action concertée, les Partis des divers pays soient invités, en même temps, à présenter leurs propositions pour une solution internationale, – la seule qui soit de la compétence du Bureau –, au Bureau International, qui inscrirait cette question à son ordre du jour permanent²¹²⁹ ».

Une dernière version est votée à l'unanimité le 24 septembre par le Conseil national de la SFIO :

« Dès que, secrets ou publics, des événements pourront faire craindre un conflit entre gouvernements, rendre une guerre possible ou probable, les Partis socialistes des pays concernés devront, de suite, spontanément et à l'invitation du Bureau Socialiste International, entrer en rapports directs, à l'effet de déterminer et concerter les moyens d'action ouvrière et socialiste, commune et combinée, pour prévenir et empêcher la guerre. En même temps, les Partis des autres pays seront avisés par le secrétariat du Bureau, et une réunion du Bureau Socialiste International aura lieu, aussitôt que possible, à l'effet d'arrêter pour tout le Parti socialiste international et la classe ouvrière organisée, l'action la plus propre à prévenir et empêcher la guerre²¹³⁰ ».

En somme, tandis que la motion Hyndman envisageait un dépassement conjoncturel et exceptionnel de la doctrine de primauté des partis concernés, la motion Vaillant confie un mandat permanent au BSI et applicable à toute circonstance de menace de guerre. Pour ce faire, elle établit une procédure en deux volets afin de conjuguer primauté des partis concernés et perspective globale, et prévoit trois temps pour passer d'une étude nationale à une discussion inter-nationale censée aboutir à une solution transnationale. Le BSI deviendrait ainsi de manière durable l'épicentre de ce processus, afin de « permettre avant tout d'assurer la vigilance internationale et d'agir de manière immédiate contre tout danger²¹³¹ ». Le degré d'intégration transnationale se verrait ainsi renforcé, puisque les partis pourraient toujours prendre nationalement des mesures selon leur propre gré, mais ils auraient aussi le devoir de participer à l'élaboration d'actions communes à toute l'Internationale : il est sous-entendu que le BSI

²¹²⁸ *Ibidem*, p. 175.

²¹²⁹ *Ibidem*, p. 182.

²¹³⁰ *Ibidem*, p. 184.

²¹³¹ HAUPT, HOWORTH, « Edouard Vaillant... », art. cit. p. 224.

recevrait la prérogative de trancher, et que l'exécution reviendrait encore au CE. L'on demande donc aux partis de penser transnational, mais sans que cela empiète sur leur souveraineté. La logique qui prime est celle d'une quête de dénominateurs communs plutôt que de doter le BSI d'un pouvoir de coercition : il impulse l'entente entre partis concernés, convoque une réunion d'urgence et tranche entre différentes solutions, mais il n'impose toujours pas leur application et ne sanctionne pas l'indiscipline. Haupt et Howorth relèvent justement que « s'il y avait une règle d'action internationale que Vaillant et Jaurès s'obstinaient à faire respecter, c'était celle de l'autonomie nationale. Pas question, dans leur esprit, de contrainte », afin que « librement et en respectant la pleine et entière autonomie des sections nationales l'Internationale pourrait se diriger vers une stratégie commune, acceptée de tous et susceptible d'être universellement exécutée »²¹³². L'ancien communard a beau déclarer que les congrès, « par leurs décisions directrices de doctrine et de tactique, ont accéléré le mouvement de coordination et d'efforts commun qui devait aboutir [...] par l'établissement du Bureau International à Bruxelles, à la reconstitution de l'Internationale, à la création d'un parti socialiste international²¹³³ ». Il estime que le BSI « est surtout un organe de corrélation, ce n'est pas un organe de direction²¹³⁴ ». Il le souligne déjà à la réunion du Conseil national de la SFIO du 14 janvier 1906 : « Il est, en tout cas bien entendu, que le Bureau ne peut établir que des mesures applicables par tous les prolétariats socialistes²¹³⁵ ». La question s'invite aussi au congrès de la SFIO de novembre 1906 à Limoges, puisque certains entendent dépasser la dimension contraignante simplement morale des résolutions internationales, quitte à donner plus de pouvoirs de sanction au BSI. Face à Gustave Hervé qui soulève cette question selon une perspective grève-généraliste, Vaillant critique non tant le fond de sa pensée, mais précisément l'appel à la contrainte :

« Je cesserais d'être délégué au Bureau international si on me demandait non de proposer des solutions mais de poser des conditions à des amis aussi socialistes que nous. Les règles et mesures communes doivent être librement délibérées et décidées par tous, c'est le seul moyen pour qu'elles soient par tous exécutées²¹³⁶ ».

En ce sens, la motion Vaillant n'est pas non plus conçue comme une remise en cause des logiques essentiellement déclaratoires qui dominaient jusqu'alors les interventions du Bureau à

²¹³² *Ibidem*, p. 228-229.

²¹³³ *Le Socialiste*, 15 juin 1902, p. 1.

²¹³⁴ 7^{ème} Congrès national tenu à Paris les 15 et 16 juillet 1910. *Compte rendu sténographique*, Paris, SFIO, 1910, p. 36-37.

²¹³⁵ *L'Humanité*, 19 janvier 1906, p. 3.

²¹³⁶ HAUPT, HOWORTH, « Edouard Vaillant... », art. cit., p. 228.

propos des conflits : elle configure plus une révision de la procédure que des manifestations effectives de l'internationalisme, et en effet le type de « solution internationale » que les partis et le BSI devraient trouver n'est guère précisé. Mais la crise marocaine fait augmenter le sentiment d'insuffisance de cette pratique déclaratoire, notamment en France. Par exemple, répondant à l'enquête transnationale lancée par *La Vie socialiste* à propos de « Socialisme et Internationalisme », Jules Nadi constate que, si une guerre devait éclater dans une phase d'inorganisation de l'Internationale, les partis auraient été obligés de défendre leur nation seulement si leurs camarades étrangers ne procédaient pas (ou ne pouvaient pas procéder) à déclencher une grève générale, et il vient à cette conclusion :

« Je suis certain qu'avant notre prochain Congrès international, l'organisation socialiste mondiale fonctionnera normalement, qu'elle sera investie d'une tout autre force, d'une tout autre puissance que ce simple trait d'union, organe d'enregistrement, manifestation platonique de solidarité universelle, qu'est, à l'heure présente, le bureau international. Je suis sûr que, l'Internationale constituée, l'invitation sera lancée aux socialistes des deux mondes, de mettre à l'étude cette question palpitante d'intérêt mondial : *le socialisme contre la guerre !* Et alors je sais bien que, *fort de son union internationale, de son organisation internationale, de ses moyens d'action internationale*, le socialisme mondial parlera une autre langue que celle des pacifistes bourgeois de la ligue internationale de la paix ; je suis convaincu qu'il se proclamera prêt à la grève générale et à la révolution pour empêcher la guerre !²¹³⁷ ».

Vaillant lui-même est le seul délégué du BSI à se daigner de prêter de l'attention au PSA lorsqu'entre avril et octobre 1905 celui-ci demande à trois reprises que les partis étudient la possibilité d'un mouvement de boycott des navires britanniques, afin d'empêcher qu'ils viennent en aide à un gouvernement argentin qui déclare systématiquement l'état de siège durant la saison des récoltes²¹³⁸. Le Français estime en effet que ce boycott pourrait être une sorte d'entraînement pour l'Internationale, « une première mobilisation partielle de ses forces, préparant des mobilisations plus générales et plus fortes et surtout celle que notre P[arti] S[ocialiste] a demandé au P[arti] S[ocialiste] international de préparer contre toute menace de guerre²¹³⁹ ». Mais c'est Huysmans lui-même qui, en janvier 1906, va le plus loin de tous les membres du BSI en soulignant l'inévitabilité de la portée grève-généraliste de la motion Vaillant :

²¹³⁷ *La Vie socialiste*, vol. 1, n° 19, 1905, p. 140-141.

²¹³⁸ Voir *L'Avenir social*, t. X, 1905, p. 495-498 ; *L'Humanité*, 22 octobre 1905, p. 3.

²¹³⁹ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 336-337.

« [La motion Vaillant] entend mettre fin à ces ordres du jour platoniques qui, depuis le Congrès de Lausanne de 1866 jusqu'au Congrès d'Amsterdam, ne préconisent qu'une action assez négative. Certes, les députés socialistes doivent continuer à refuser leur vote aux budgets de la guerre. Certes, les partis socialistes doivent persévérer dans leur politique antimilitariste. Certes, nous sommes et nous resterons d'avis que seule la suppression du régime capitaliste mettra fin aux antagonismes de classe dont la guerre n'est qu'un des aspects. Mais l'Internationale peut également intervenir d'une manière plus directe dans des conflits [...]. Est-ce suffisant ? Je ne le crois pas. Si les Partis concernés et le Bureau se réunissent, si leurs membres prononcent de beaux discours et si alors on rédige une magnifique résolution, qu'y aura-t-il de changé ? Rien. Ce que la résolution vise à mon sens, c'est la grève générale. Si les gouvernements étaient certains qu'une grève générale éclaterait au lendemain d'une déclaration de guerre dans tous les pays concernés, ils réfléchiraient à deux fois avant de se lancer dans un conflit. Mais alors se pose également la question de savoir si les partis disposent de l'outil nécessaire ? Les syndicats sont-ils partout imprégnés de l'esprit socialiste ? Les syndicats forment-ils partout partie intégrante des partis socialistes ?²¹⁴⁰ ».

Recevant l'accord d'Anseele et Vandervelde aussi, Huysmans s'efforce alors de conférer le plus grand écho aux trois versions de la motion que Vaillant lui transmet successivement. Dans ses circulaires, il déclare que tout le CE s'y rallie et demande aux interlocuteurs d'établir un avis motivé, de statuer nationalement et de fournir un mandat clair aux délégués du BSI²¹⁴¹. Il retranscrit même des passages des lettres de Vaillant où celui-ci soulignait « l'importante qu'il y a, vu les éventualités possibles, de ne pas attendre pour en délibérer, la réunion éloignée du Bureau, mais d'envoyer au Bureau, le plus tôt qu'ils [les partis] le pourront, leur assentiment, de façon que si, comme nous l'espérons, la proposition est adoptée par eux dans un délai prochain, elle puisse aussitôt avoir son effet le cas échéant²¹⁴² ». Le fait que Vaillant entoure son offensive de l'autorité de toute la SFIO permet au secrétaire de le soutenir d'autant plus ouvertement : ses circulaires attirent l'attention justement sur le fait que c'est une proposition de tout un parti et non d'un seul délégué national, et qu'il en découle d'autant plus une obligation morale pour les autres partis de lui accorder un examen attentif et fournir une réponse urgente²¹⁴³. Le CG du POB lui vient d'ailleurs en appui et donne l'exemple, car il soumet la motion à l'examen des fédérations d'arrondissement²¹⁴⁴.

²¹⁴⁰ Camille HUYSMANS, « Mouvement socialiste international », *L'Avenir Social*, t. XI, janvier 1906, p. 28.

²¹⁴¹ IISG, Karl Kautsky Papers, G3-54-137, Circulaire du CE du BSI, 26 août 1905.

²¹⁴² IISG, Karl Kautsky Papers, G3-54-137, Circulaire du CE du BSI, 27 septembre 1905.

²¹⁴³ IISG, Karl Kautsky Papers, G3-54-137, Circulaire du CE du BSI, 27 septembre 1905.

²¹⁴⁴ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 220, Lettre de [G. Maes] à C. Huysmans, s.d.

Le sentiment d'urgence qui entoure la motion Vaillant augmente considérablement dès lors que l'affaire marocaine s'entremêle avec le dossier russe. Les 23-24 juillet 1905, en effet, Guillaume II et Nicolas II se retrouvent à bord de l'*Etoile Polaire* au large de Björkö pour conclure secrètement un pacte de défense mutuelle, censé rentrer en vigueur après la paix russo-japonaise. L'accord remet en cause *ispo facto* l'alliance franco-russe, mais Nicolas II n'en informe même pas son ministre des Affaires étrangères : lorsque celui-ci l'apprend enfin, il se désolidarise du tsar et exige que le pacte ne rentre en vigueur qu'après sa ratification par la France, tout en faisant en sorte que les diplomates russes à Paris convainquent Maurice Rouvier d'en refuser les clauses. Mais les socialistes interprètent l'affaire de Björkö comme pouvant aboutir à une intervention armée de la Triplice en Russie pour écraser la Révolution. Plekhanov s'adresse à Huysmans pour que tout le BSI soit mis en garde du fait que cette menace d'invasion était plausible et qu'il organise une riposte de l'Internationale en cas d'invasion. L'alarmisme du POSDR est rejoint aussitôt par la SFIO, qui à son congrès de fin octobre 1905 à Chalon-sur-Saône vote une résolution de la Fédération de l'Yonne qui « invite les autres Sections de l'Internationale à veiller à ce que leurs gouvernements respectifs n'essayent point d'enrayer, par une intervention armée, le mouvement révolutionnaire que dirige la Section russe de l'Internationale²¹⁴⁵ ». De même, la direction nationale du PSI adopte une résolution de la Fédération milanaise²¹⁴⁶ pour que le BSI mette en œuvre immédiatement la motion Vaillant²¹⁴⁷, et Ferri s'entretient personnellement avec le CE à ce sujet le 10 novembre à Bruxelles. Mais Huysmans craint qu'une exécution précipitée de la motion Vaillant, qui n'a toujours pas fait l'objet d'une délibération en plénière, aboutisse à un échec politique en même temps qu'à une désagrégation du Bureau. Avec Ferri, ils tombent d'accord sur une formule temporisatrice de vigilance active²¹⁴⁸ : d'une part, la motion Vaillant ne serait pas exécutée par une décision d'autorité du CE avant la tenue d'une plénière du BSI, sauf si entretemps la situation internationale ne s'aggravait dangereusement ; d'autre part, les diverses sollicitations à propos de la crise de Björkö seraient portées à l'attention des partis-frères, et tout particulièrement à celle du SPD, « qui seul aurait pu nous orienter en cette matière²¹⁴⁹ » mais qui ne donnait aucun signe de vie depuis le 6 octobre, lorsque Bebel avait informé Huysmans de son adhésion à la motion Vaillant mais sans lui faire part d'aucune observation quant au pacte entre le kaiser et

²¹⁴⁵ 2^e Congrès National. Tenu à Chalon-sur-Saône les 29, 30, 31 Octobre et 1^{er} Novembre 1905. *Compte rendu analytique*, Paris, SFIO, 1905, p. 110.

²¹⁴⁶ Voir *Avanti!*, 5 novembre 1905, p. 1.

²¹⁴⁷ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International*..., *op. cit.*, p. 346.

²¹⁴⁸ Voir *Avanti!*, 14 novembre 1905, p. 1 ; 9 décembre 1905, p. 2.

²¹⁴⁹ HAUPT, *Bureau Socialiste International*..., *op. cit.*, p. 346-347.

le tsar. Ce n'est que lorsque la crise se réabsorbe que le SPD reprend contact avec le secrétariat : Nicolas II se range finalement du côté de ses diplomates et retire sa signature du pacte le 23 novembre, après quoi Bebel informe Huysmans que pendant toute la durée des tensions diplomatiques il a communiqué directement avec Plekhanov, mais qu'il était de toute façon convaincu par les déclarations de Bülow qu'aucune intervention armée n'était envisagée²¹⁵⁰.

Les consultations à propos de la motion Vaillant se poursuivent encore entre octobre et décembre 1905. Le PSI se confirme comme étant l'un des plus enthousiastes. Déjà le 6 octobre l'*Avanti!* note que l'initiative française « constitue une nouvelle preuve de la formation d'une conscience prolétarienne internationale, qui constituera un élément toujours plus décisif dans la vie des peuples²¹⁵¹ ». Dix jours plus tard, la direction du PSI adopte à l'unanimité la motion Vaillant, Ferri remarquant d'ailleurs que la conférence de Trieste en avait été une application *ante litteram*²¹⁵². Un discours similaire est tenu par le SAP-S, dont la direction adopte elle aussi à l'unanimité la motion française, la considérant comme étant inspirée de l'entente entre socialistes suédois et norvégiens pendant l'*Unionsupplösningen*²¹⁵³. Se rallient à la motion aussi successivement le NAP, le PSOE, le PSA et le SPoA²¹⁵⁴. Cependant, le SLP déclare son adhésion tout en soulignant que le BSI « devrait être informé dès maintenant des mesures que comptent prendre les divers Partis pour assurer la réalisation du but poursuivi par Vaillant²¹⁵⁵ », et annonce déjà les siennes : un syndicalisme de lutte des classes, le refus de la collaboration des classes et du patriotisme bourgeois. D'autre part, les Britanniques n'ont guère été convaincus par l'optimisme attentiste du SPD à propos de Tanger et Björkö. Si l'ILP insiste pour que la motion ne soit pas tranchée par correspondance mais qu'elle fasse l'objet d'un échange *de visu* en plénière²¹⁵⁶, la SDF va jusqu'à déclarer de ne pas vouloir attendre que la lente machinerie du BSI se mette en mouvement, et de préférer saisir directement Bebel pour qu'il rende des comptes sur l'attitude de son parti²¹⁵⁷. Le 16 décembre, un meeting conjoint de la section britannique vote et transmet au CE une motion qui « encourage cordialement » le SPD de faire son travail, c'est-à-dire « empêcher l'armée allemande d'intervenir ou d'écraser le soulèvement polonais²¹⁵⁸ ». Vaillant se joint au chœur des mécontents dès lors qu'il apprend

²¹⁵⁰ *Ibidem*, p. 350.

²¹⁵¹ *Avanti!*, 6 octobre 1905, p. 3.

²¹⁵² Voir *Avanti!*, 20 octobre 1905, p. 3.

²¹⁵³ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 346.

²¹⁵⁴ *Ibidem*, p. 340 ; p. 346 ; p. 364.

²¹⁵⁵ *Ibidem*, p. 340.

²¹⁵⁶ *Idem*.

²¹⁵⁷ *Ibidem*, p. 337.

²¹⁵⁸ *Ibidem*, p. 352.

que la VII^e plénière doit être décalée de janvier au printemps 1906 à cause des indisponibilités allemandes : constatant l'adoption presque'unanime de sa motion par les partis-frères, il demande alors à Huysmans de tout faire pour délibérer au plus vite sur ses mesures d'application concrètes²¹⁵⁹. Le CE relate cette lettre dans son rapport d'activité de décembre 1905, mais ne peut pas suivre Vaillant dans son impatience et convoquer une réunion sans avoir l'assurance d'une présence allemande. Début janvier 1906, la situation est à un point très délicat : la date exacte de la plénière n'est toujours pas fixée à cause des retards de correspondance du SPD ; Vaillant veut déjà discuter de mesures concrètes alors que le BSI en tant que tel n'a même pas encore voté sa motion ; Hyndman veut court-circuiter le débat collectif sur la motion par une démarche bilatérale immédiate et à charge vis-à-vis du SPD. La situation se débloque néanmoins progressivement lorsque le Conseil national de la SFIO le 14 janvier²¹⁶⁰, et le Comité national de la section britannique le 21 janvier²¹⁶¹, se prononcent pour attendre que la plénière du BSI ratifie la motion Vaillant avant d'envisager son mode d'exécution. En parallèle, Huysmans laisse tout simplement décider à Bebel et Kautsky la date de réunion, pour être certain qu'ils y soient.

La VII^e plénière se tient finalement les 4-5 mars 1906. D'importantes sections sont absentes, notamment l'Autriche et l'Italie qui étaient pourtant très concernées par la motion Vaillant, mais certains observateurs relèvent déjà que, l'enjeu clef du BSI étant la résolution du différend franco-allemand, la seule présence de délégués français et allemands suffit à justifier la plénière toute entière²¹⁶². La motion Vaillant figure au premier point de l'ordre du jour, mais à la demande de plusieurs délégués, le débat se fait à huis clos : la presse est éloignée et on engage les présents à ne divulguer aucun compte-rendu. D'après les peu d'informations qui ont circulé, notamment dans *L'Humanité*, le débat aurait été particulièrement long (une heure et demie), d'un niveau très soutenu, et y auraient pris part au moins Bebel, Kautsky, Hyndman, Hardie, Jaurès, Vaillant et Vandervelde²¹⁶³. Il en ressort que la motion Vaillant est adoptée à l'unanimité, sans n'avoir subi aucun changement. Elle d'ailleurs faite voter symboliquement le soir même du 4 mars aux 10.000 personnes qui participent au meeting qui se tient à la Maison du peuple avec pour thème « Guerre à la guerre »²¹⁶⁴. Bien que Kautsky y parle au nom du SPD, l'absence

²¹⁵⁹ *Ibidem*, p. 350.

²¹⁶⁰ *L'Humanité*, 19 janvier 1906, p. 3.

²¹⁶¹ Voir Jean LONGUET, « La situation internationale », *L'Humanité*, 24 février 1906, p. 1.

²¹⁶² Voir *International Socialist Review*, vol. 6, 1905-1906, p. 689-690.

²¹⁶³ Voir *L'Humanité*, 5 mars 1906, p. 1.

²¹⁶⁴ À cause du nombre excessif de participants, le meeting doit être séparé en trois : dans la salle de conférences, dans le café-bistrot, et à l'extérieur en face de l'entrée principale ; interviennent Jaurès, Roubanovitch, Kautsky,

de Bebel provoque néanmoins une certaine déception dans le public. Le lendemain, la motion Vaillant n'est plus évoquée par la plénière. Les délégués se quittent donc en ayant bel et bien établi une règle de réunion d'urgence du BSI dont l'initiative reviendrait au secrétariat, mais aucun catalogue d'actions envisageables en cas de menace de guerre n'est dressé, et aucune action spécifique à l'égard du dénouement des crises de Tanger et de Björkö n'est décidée. L'*International Socialist Review* écrit que « malheureusement, aucun plan d'action défini n'a été discuté ou formulé²¹⁶⁵ ». Du fait des lenteurs du processus d'adoption de la motion Vaillant, qui aura pris plus que sept mois, au moment où le BSI peut enfin se réunir la diplomatie classique a déjà réabsorbé la crise de Björkö et est en train de faire de même vis-à-vis de celle de Tanger. La conférence d'Algésiras est en cours depuis janvier 1906, et se termine le 7 avril par un remaniement des sphères d'influence des grandes puissances au Maroc. Si cette solution va se révéler rapidement instable, la perception immédiate chez les socialistes est que le pire a été évité. Le niveau d'alerte descendant, le BSI aura donc vécu les deux crises éminemment d'un point de vue interne et institutionnel : elles lui ont permis d'éclaircir son rôle politique et d'approfondir le droit d'initiative du secrétariat, mais aucune position publique n'a été prise, aucune réunion d'urgence n'a été convoquée, et aucune action transnationale n'a été coordonnée. Notons au passage que le bilan du SSI est encore plus maigre, car la CGT avait saisi Legien non en tant que secrétaire international mais comme dirigeant de la GGD, lui proposant d'organiser des meetings simultanés en France et en Allemagne et une conférence bilatérale extraordinaire à propos des moyens contre la guerre. Mais Legien avait répondu que l'action politique est une prérogative du SPD, et que celui-ci n'aurait pas pris d'initiative pour les meetings sans l'accord de la SFIO, et que quant à une conférence, « cette besogne pouvait être faite par le bureau international siégeant à Bruxelles²¹⁶⁶ ». Ce à quoi Griffuelhes avait rétorqué à son tour « que si un appel était lancé par le Bureau de Bruxelles, j'étais en droit de dire que nous n'y répondrions pas, puisque rien ne nous autorisait à participer à des accords avec des partis politiques²¹⁶⁷ ».

Le CE s'efforce néanmoins de montrer publiquement que l'entente pour la paix est sortie plus forte des deux crises. Dans son manifeste pour le 1^{er} Mai 1906, par exemple, il déclare que « partout la classe ouvrière se rend compte de la nécessité de traduire sa solidarité internationale en actes, pour toutes les fins utiles et par tous les moyens, dans le but de maintenir la paix entre

Troelstra, Vandervelde, Hyndman, Keir Hardie, Vaillant et Kutschikow, cf. *L'Humanité*, 5 mars 1906, p. 1.

²¹⁶⁵ *International Socialist Review*, vol. 6, 1905-1906, p. 689-690.

²¹⁶⁶ Augustin CHABOSEAU, « Mouvement syndical », *La Revue socialiste*, t. XLIII, 1906, p. 216.

²¹⁶⁷ *Idem*.

nations et de déjouer les complots belliqueux des gouvernements capitalistes²¹⁶⁸ ». Mais cet optimisme tend à masquer le décalage profond entre les interprétations françaises et allemandes de la motion Vaillant. Le SPD donne l'impression de l'avoir acceptée précisément parce qu'il n'y a plus besoin de l'exécuter. Et au lendemain de la plénière, le *Vorwärts* se précipite de fournir une lecture rassurante et minimaliste des efforts nouveaux que demanderait la motion française :

« Cette résolution ne demande l'impossible à aucune organisation socialiste, elle n'en engage aucune à des démarches qui pourraient lui nuire, mais fait pleinement valoir la solidarité internationale en rendant internationales toutes les mesures pour la prévention de la guerre et indique ainsi le moyen le plus efficace pour la prévenir, pour autant que le prolétariat soit actuellement en mesure de le faire²¹⁶⁹ ».

Vaillant, au contraire, considère que son œuvre vient à peine de commencer, et tente de solidifier sa motion en élargissant sa portée. En juillet 1906, à la I^e plénière de la CIS, il propose de la compléter avec des consignes spécifiques quant à la réactivité des élus en cas de crises diplomatiques, afin d'aboutir à une synchronisation de leurs initiatives avec celles du BSI :

« Dans les conditions et circonstances ainsi prévues de danger pour la paix internationale, la Commission Interparlementaire Socialiste et du Travail se réunit aussitôt, en même temps et au même lieu que le Bureau Socialiste International²¹⁷⁰ ».

Huysmans, qui à cette réunion est le seul qui représente formellement le BSI, ne manque pas de déclarer de soutenir l'amendement au nom de celui-ci, alors qu'aucune discussion à ce propos n'avait eu lieu au préalable. En tout cas, aucune objection n'est soulevée et le rajout est adopté à l'unanimité. Vaillant se convainc d'autant plus du bien-fondé de sa démarche lorsque, quelques jours plus tard, les troubles qui suivent la dissolution de la I^e Douma font propager des nouvelles rumeurs quant à une intervention armée de la Triplice. Pendant que Longuet commente cette hypothèse déjà le 20 juillet dans *L'Humanité*²¹⁷¹, Vaillant avertit Huysmans trois jours plus tard que, si elle devait se confirmer, le secrétariat serait dans l'obligation de convoquer immédiatement une réunion extraordinaire tant du BSI que de la CIS²¹⁷². Le lendemain déjà, le secrétaire envoie une circulaire au ton encore plus alarmiste, et prévient que

²¹⁶⁸ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 209.

²¹⁶⁹ *Vorwärts*, 6 mars 1906, p. 10.

²¹⁷⁰ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 221.

²¹⁷¹ Voir Jean LONGUET, « La Sainte Alliance », *L'Humanité*, 20 juillet 1905, p. 1.

²¹⁷² Voir *L'Humanité*, 27 juillet 1906, p. 1.

la convocation d'une entrevue d'urgence pourrait se faire par simple télégramme du CE²¹⁷³. En parallèle, il confie à Vaillant que Jaurès lui paraît bien mieux informé sur les affaires diplomatiques que les délégués allemands et autrichiens du BSI – qui s'étaient enfermés à nouveau dans leur silence²¹⁷⁴ –, et demande une collaboration plus stricte entre le CE et la SFIO²¹⁷⁵ : il s'agirait de mettre en place un tandem informel, capable de réagir plus rapidement et efficacement face aux menées de la diplomatie secrète. Bien que les partis répondent globalement à la positive quant à une réunion extraordinaire, au début du mois d'août les bruits d'invasion s'estompent : le manifeste du BSI et de la CIS contre dissolution de la I^e Douma, le 14 août, fait déjà état du fait que cette possibilité est « contre toute attente », et engage simplement le mouvement socialiste à rester vigilant face à la « Sainte Alliance de la réaction internationale »²¹⁷⁶. Mais trois jours après la parution de ce manifeste, les rumeurs alarmistes se propagent de nouveau, et c'est le PSI qui sollicite cette fois-ci une réunion d'urgence « pour répondre à la coalition armée des despotes par une coalition et une intervention également armée en faveur de la cause révolutionnaire russe²¹⁷⁷ ». Lazzari laisse entendre que l'issue de cette entrevue extraordinaire devrait être la constitution d'une milice, composée de socialistes de tous les pays désireux de défendre les armes à la main la Russie révolutionnaire. Huysmans réactive sa circulaire du 24 juillet, et ne ferme pas la porte à l'idée d'une milice : la seule objection qu'il porte est qu'elle présuppose un soulèvement populaire armé contre l'invasion, afin que les volontaires étrangers puisse prendre service directement auprès des partis de Russie. En tout cas, Huysmans prend déjà contact avec ces derniers pour étudier la faisabilité d'une milice de *foreign fighters*²¹⁷⁸. En septembre, le secrétaire se rend à Mannheim au congrès du SPD²¹⁷⁹, où il peut constater que la gauche du parti, par la voix de Liebknecht, défend l'hypothèse de précipiter la défaite de la réaction allemande au cas où elle se rendait coupable d'une invasion de la Russie²¹⁸⁰. Mais au début de l'automne 1906, les dernières rumeurs d'intervention militaire cessent de circuler, car les autorités tsaristes semblent réussir à mater la Révolution sans l'aide directe d'autres puissances.

²¹⁷³ IISG, Karl Kautsky Papers, G3-54-137, Circulaire du CE du BSI, 24 juillet 1906.

²¹⁷⁴ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 32-34, Lettres de C. Huysmans à J. K. Hardie et H. M. Hyndman, 11 août 1906.

²¹⁷⁵ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International*..., *op. cit.*, note n° 2, p. 231.

²¹⁷⁶ *Ibidem*, p. 235.

²¹⁷⁷ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 102, Lettre de C. Huysmans à I. Roubanovitch, 25 août 1906.

²¹⁷⁸ *Idem*.

²¹⁷⁹ Voir *L'Humanité*, 21 septembre 1906, p. 1.

²¹⁸⁰ Voir LIEBKNECHT, *Militarisme*..., *op. cit.*, p. 184.

La frénésie de l'été 1906 sert néanmoins à Vaillant pour légitimer une révision à la hausse des ambitions quant à sa propre motion, à laquelle il veut que le congrès de Stuttgart donne force de loi. Ainsi, déjà au congrès de la Fédération socialiste de la Seine qui s'ouvre à Gentilly le 30 septembre 1906, il fait voter à l'unanimité que la SFIO dépose en son nom un projet de résolution à Stuttgart. Il serait question, d'une part, d'approuver que

« [BSI et CIS] ont dû avec l'assentiment des Partis socialistes de tous les pays, prendre les dispositions nécessaires pour réunir leurs délégués et les mettre à même, en cas de conflit international menaçant, de décider les mesures pour le prévenir et l'empêcher²¹⁸¹ ».

D'autre part, d'inviter les partis-frères

« à rendre possible l'effet de ces décisions par l'organisation ouvrière et socialiste nationale et internationale d'une action préparée, ordonnée et coordonnée, qui mette en chaque pays, tout d'abord dans les pays concernés, et suivant les circonstances en activité, toute l'énergie et tout l'effort de la classe ouvrière et du socialisme pour la prévention et l'empêchement de la guerre par tous les moyens, depuis l'intervention parlementaire, l'agitation publique, les manifestations populaires, jusqu'à la grève générale ouvrière et à l'insurrection²¹⁸² ».

Cette motion de Gentilly se propage par effet domino dans d'autres congrès fédéraux de la SFIO en octobre 1906, de celui du Pas-de-Calais à celui du Gard²¹⁸³ où l'on envisage que le BSI puisse coordonner même « l'insurrection simultanée dans les deux nations aux prises, jusqu'au soulèvement international de la classe ouvrière²¹⁸⁴ ». Début novembre, le congrès national de la SFIO à Limoges accepte de « faire inscrire la question à l'ordre du jour du prochain Congrès international²¹⁸⁵ ». Une semaine plus tard, à la VIII^e plénière du BSI, Vaillant va jusqu'à faire insérer sa motion dans les statuts de la CIS que le BSI était en train d'examiner. Ainsi, l'art. 9 rend obligatoire la convocation d'une réunion extraordinaire de la CIS « en même temps et au même lieu que la réunion du Bureau Socialiste International dès que, secrets ou publics, des événements pourraient faire craindre un conflit entre gouvernements, rendre une guerre possible ou probable, à l'effet de déterminer et concerter les moyens d'action ouvrière et socialiste, commune et combinée, pour prévenir et empêcher la guerre²¹⁸⁶ ». Et quant au congrès de Stuttgart, Vaillant propose que celui-ci ratifie rétroactivement toutes les motions adoptées

²¹⁸¹ *L'Humanité*, 4 octobre 1906, p. 1.

²¹⁸² *Idem.*

²¹⁸³ *L'Humanité*, 10 octobre 1906, p. 3-4.

²¹⁸⁴ *L'Humanité*, 22 octobre 1906, p. 4.

²¹⁸⁵ Albert THOMAS, « L'organisation économique et l'organisation politique », *L'Humanité*, 5 novembre 1906, p. 2.

²¹⁸⁶ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 257.

par le Bureau depuis 1901²¹⁸⁷, pour leur donner plus d'autorité et pour que leur exécution soit perçue comme étant obligatoire. Surtout, il demande au SPD de soumettre aux assises un rapport sur la prévention des conflits. Il s'agit d'un véritable défi qui est lancé : chez lui à Stuttgart, au premier congrès international qu'il a réussi à organiser, le parti allemand serait obligé de rendre des comptes sur sa passivité lors de la crise de Tanger. Bebel le relève en tout cas, confirmant au passage les craintes françaises comme quoi en mars il avait voté la motion Vaillant justement parce qu'il n'y avait plus besoin de l'exécuter dans l'immédiat. Le président du SPD déclare en effet :

« J'accepte de discuter la question de l'antimilitarisme afin de détruire la confusion qui règne sur cette question [...]. Quant à la prévention des conflits internationaux, nous croyons que la proposition Vaillant devra être complétée²¹⁸⁸ ».

Un point *Militarisme et conflits internationaux* est alors inscrit à l'agenda de Stuttgart, et il est entendu qu'il s'agirait de les étudier d'un point de vue à la fois théorique et pratique, tandis que Vaillant préférerait que l'on se concentre essentiellement sur les moyens de prévenir la guerre²¹⁸⁹.

c) À Stuttgart, un « escamotage habile »

Alors que l'antimilitarisme s'annonce comme étant le point crucial des assises de 1907, le BSI ne reçoit que quatre projets de résolution, tous issus du noyau dur de l'Internationale : SPD, SDF, SFIO et POB. Ils ne divergent pas tant dans l'interprétation du phénomène militarisme, mais surtout dans les moyens préconisés pour le combattre, et donc dans le rôle du BSI. Le projet du SPD rédigé par Bebel²¹⁹⁰, au-delà de son caractère strictement légaliste, n'envisage aucune action transnationale qui engagerait simultanément l'ensemble des partis contre les menaces de guerre, car il adhère plus au modèle de la conférence de Trieste qu'à celui de la motion Vaillant : les partis ont certes un devoir de mobilisation, mais restent libres d'agir selon leurs possibilités ; l'entente entre partis des pays concernés est prioritaire, voire exclusive, et elle se fait non par l'intermédiaire du BSI, mais essentiellement de façon bi- ou multilatérale. À l'inverse, le projet de la SDF entend tout déléguer au BSI :

²¹⁸⁷ *Ibidem*, p. 260-263.

²¹⁸⁸ *Ibidem*, p. 263.

²¹⁸⁹ *Ibidem*, p. 286.

²¹⁹⁰ *Propositions et projets de résolutions...*, *op. cit.*, p. 11-12.

« Le Congrès rédigera, sur la base des principes généraux, une déclaration relative à la politique socialiste internationale, et donnera mandat au Bureau de publier des recommandations indiquant les lignes particulières à suivre, dans les cas où surviendrait une crise, menaçant de compromettre la paix²¹⁹¹ ».

Quant à la SFIO, le choix du projet de résolution à présenter à Stuttgart fait l'objet d'un rude affrontement lors de son congrès en août 1907 à Nancy²¹⁹². Pendant qu'Hervé préconise la grève générale et l'insurrection, mais sans mentionner le BSI, et que Guesde se préoccupe surtout d'insérer la théorie et la pratique de l'antimilitarisme dans le cadre plus général de la lutte des classes, c'est Vaillant qui insiste sur la nécessité de prévoir à l'avance la procédure de coordination d'une mobilisation transnationale pouvant conjuguer des formes légales et illégales. Il pointe « un fait nouveau : la constitution d'une Internationale forte, capable d'agir. Cela est si vrai, qu'il y a un commencement d'action : la décision prise sur notre demande, par le Bureau International, de convoquer immédiatement ses délégués, pour empêcher le conflit²¹⁹³ ». Tandis que Lafargue et Longuet appuient l'ancien communard, Guesde relève que le BSI ne pourrait jamais prendre la responsabilité d'appeler à la grève et à l'insurrection, puisque même au cas où tous les partis suivent ses consignes, le pays où les socialistes sont les plus forts serait dupé et envahi par le pays où les socialistes sont les plus faibles²¹⁹⁴. Vaillant parvient tout de même à faire voter à une courte majorité son projet de résolution pour Stuttgart, qui reprend globalement celui qu'il avait déjà fait adopter au congrès de Gentilly²¹⁹⁵. La grève générale et l'insurrection figurent encore dans la liste de moyens envisageables par les partis, à côté des interpellations, des meetings et des manifestations de rue, mais il n'est pas question que le BSI impose quoi que ce soit : il est conçu avant tout en tant que cadre de discussion. D'autres fédérations de la SFIO avaient adopté des résolutions d'autant plus ambitieuses à ce propos dans le cadre de la préparation du congrès de Nancy, à l'image de celle de Basse-Normandie qui préconisait qu'« en cas de guerre entre deux nations le bureau socialiste international se réunira d'urgence et aura seul pouvoir de décider s'il y a lieu d'opposer l'insurrection, la grève générale, ou tout autre moyen de résistance directe à la guerre²¹⁹⁶ ». Quant au POB, enfin, son congrès de juin 1907 vote un projet de résolution qui ne va pas plus loin que la motion Vaillant : BSI et CIS sont invités, « en cas de conflit international menaçant,

²¹⁹¹ *Propositions et projets de résolutions...*, op. cit., p. 19.

²¹⁹² Voir *L'Humanité*, 14 août 1907, p. 2.

²¹⁹³ *L'Humanité*, 13 août 1907, p. 1-2.

²¹⁹⁴ *Idem*.

²¹⁹⁵ *Propositions et projets de résolutions...*, op. cit., p. 12-14.

²¹⁹⁶ *L'Humanité*, 6 août 1907, p. 3.

à étudier d'urgence les mesures propres à le prévenir et à l'empêcher », au moyen « d'une action préparée, ordonnée, combinée, qui mette en chaque pays, tout d'abord dans les pays intéressés, et suivant les circonstances, en activité toute l'énergie et tout l'effort de la classe ouvrière et du Parti socialiste »²¹⁹⁷. Même si Vandervelde en coulisses ne cache pas sa sympathie pour la résolution de Nancy²¹⁹⁸, le rapport explicatif du POB à Stuttgart indique vouloir parvenir à une fusion des projets allemand et français, car aucun moyen d'action ne devrait être exclu d'avance et que l'enjeu fondamental n'est pas l'opposition au militarisme en temps normal, mais la sauvegarde de la paix en temps de crise diplomatique :

« Pour bien poser la question, il importe de se rappeler les résolutions sur les conflits internationaux et votées par le Bureau et la Commission Interparlementaire, mais ces résolutions n'indiquent pas de moyens préventifs. Certes, l'accord socialiste sera unanime quand il s'agira de combattre les dangers de l'encasernement, diminuer les charges personnelles et financières du militarisme, repousser les budgets de la guerre des gouvernements actuels, protester contre l'emploi de soldats dans les grèves. Mais où surgiront les divergences de vue très profondes, c'est lorsqu'il faudra fixer les moyens préventifs de la guerre. [...] Le congrès de Stuttgart n'entend pas limiter le choix de tous les moyens à employer éventuellement. Les circonstances de temps et de lieu, et surtout la puissance positive du prolétariat au moment décisif peuvent seuls trancher la question de la possibilité d'une intervention et donner des indications sérieuses sur le choix des moyens à employer²¹⁹⁹ ».

À l'ouverture des travaux de la Commission I sur militarisme et conflits internationaux, il se confirme immédiatement que le vote unanime de la motion Vaillant en mars 1906 n'avait été qu'une mise en scène. Tandis que la SFIO espère creuser davantage sa portée en détaillant déjà explicitement les mesures pratiques que le BSI pourrait prendre, le SPD entend réaffirmer la souveraineté intégrale des partis et accorder la primauté à l'entente entre ceux qui sont directement concernés, sans entremise du BSI ou de partis tiers. Ainsi d'une part, appuyé par Costa, Vaillant déclare qu'« en cas d'alerte, de conflit, nous voulons que le Bureau de l'Internationale avise, en notre nom, pour faire obstacle au conflit », afin que « l'Internationale ne soit plus une force immense, mais latente et les bras ballants, assistant, impuissante, aux événements, mais soit la force vivante qui sache faire reculer nos ennemis, jusqu'au jour où elle pourra les anéantir »²²⁰⁰. D'autre part, pour Bebel et Vollmar, appuyés par Adler, l'on pourrait

²¹⁹⁷ Cité in Albert THOMAS, « La question du Congo », *L'Humanité*, 2 juillet 1907, p. 1-2

²¹⁹⁸ Voir Gustave Rouanet, « Après Stuttgart. Faits et Résultats », *L'Humanité*, 27 août 1907, p. 1.

²¹⁹⁹ *Propositions et projets de résolutions...*, *op. cit.*, p. 14-19.

²²⁰⁰ *VII^e Congrès Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 130-131.

bel et bien réunir le BSI, mais essentiellement pour décider que chacun ferait chez soi de son mieux : il ne pourrait pas être question que les partis se voient imposer des mesures qu'ils jugent contraires à leur tactique et néfastes pour leur développement (notamment en ce que certaines d'entre elles portent le risque de poursuites judiciaires). De manière transversale, les gauches révolutionnaires parviennent à se coaliser temporairement autour de trois devoirs pour l'Internationale : n'exclure à priori aucun moyen de lutte ; entreprendre des actions coordonnées à l'échelle transnationale ; mettre fin rapidement à tout conflit qu'on n'aurait pas réussi à prévenir, et profiter des conditions dramatiques de sortie de guerre pour déclencher la révolution sociale. Jaurès et Vandervelde font le pont entre centristes et révolutionnaires, préconisant que l'Internationale dépasse sa pratique déclaratoire afin de peser réellement sur le cours des événements, ce qui peut être obtenu par des entremises d'ordre diplomatique aussi bien que par la menace de grève et insurrection. Face à un enchaînement de polémiques principalement entre Français et Allemands, qui se renvoyent dos à dos leurs postures respectivement alarmiste et attentiste pendant les affaires de Tanger et de Björkö, la commission doit trouver ce qu'Hervé qualifie d'« escamotage habile²²⁰¹ » : au lieu d'établir une liste abstraite de moyens à employer, l'on décide d'énumérer ceux qui par le passé ont déjà fait leurs preuves pour préserver la paix depuis la crise de Fachoda jusqu'à la crise de Tanger, et qui consistent selon Vandervelde « un titre de gloire de l'Internationale²²⁰² ». Les Allemands obtiennent d'autant plus gain de cause que cette liste est précédée de l'énonciation d'un principe de flexibilité qui contrebalance le fait même que le besoin de coordination transnationale soit évoqué à plusieurs reprises :

« L'Internationale ne peut pas enfermer d'avance dans des formules rigides l'action nécessairement diverse, selon les temps et les milieux des divers partis nationaux, mais elle a le devoir d'intensifier et de coordonner le plus possible les efforts de la classe ouvrière contre le militarisme et contre la guerre. En fait, depuis le Congrès International de Bruxelles le prolétariat [...] a recouru avec une vigueur et une efficacité croissantes aux moyens les plus variés pour prévenir les guerres ou pour y mettre un terme. [...] L'action de la classe ouvrière sera d'autant plus efficace qu'une propagande incessante aura préparé les esprits à un vigoureux effort et que l'action des divers partis nationaux sera plus fortement stimulée et coordonnée par l'Internationale²²⁰³ ».

Le *Königsberger Volkszeitung* peut dès lors se satisfaire que, « sans pour cela réduire par avance en formules la tactique à employer pour un cas donné, le Congrès se borna à exprimer de

²²⁰¹ *Ibidem*, p. 389.

²²⁰² *Ibidem*, p. 390.

²²⁰³ *Ibidem*, p. 421-424.

nouveau notre opinion sur le militarisme²²⁰⁴ ». Une fois confirmé que rien ne pourra être imposé aux partis, le reste de la résolution peut consister en un bricolage équilibré issu d'un marchandage entre trois groupes de partis. Les Scandinaves obtiennent un positionnement favorable à l'arbitrage international :

« Le Congrès est convaincu en outre que sous la pression du prolétariat, la pratique sérieuse de l'arbitrage international se substituera, pour tous les litiges, aux pitoyables tentatives des gouvernements bourgeois et qu'ainsi pourra être assuré aux peuples le bienfait du désarmement général²²⁰⁵ ».

Les Français et les Belges font insérer un passage qui reprend l'esprit de la motion Vaillant, en vue de confier au BSI un rôle moteur dans la coordination des efforts pour la paix :

« Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les Parlements avec l'aide du Bureau International, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent les mieux appropriés et qui varient naturellement selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale²²⁰⁶ ».

Enfin, les gauches révolutionnaires réussissent à faire adopter le célèbre amendement Luxemburg-Lénine-Martov pour que la guerre sonne le glas du système capitaliste (rajout qui, comme le souligne Jean-Jacques Becker, produit des méfiances dans l'Internationales à propos du fait que l'objectif final des gauches serait « moins la paix que la révolution²²⁰⁷ ») :

« Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste²²⁰⁸ ».

Rapporteur en séance plénière, Vandervelde présente la résolution en bouleversant la hiérarchie des normes qu'elle établit :

« Nous avons été d'accord pour dire que chaque nationalité aurait à employer les moyens les plus efficaces, avec cette restriction d'une importance capitale, que ces moyens doivent être employés

²²⁰⁴ Cité in Albert THOMAS, « Après le Congrès de Stuttgart », *L'Humanité*, 10 septembre 1907, p. 1.

²²⁰⁵ *VII^e Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 421-424.

²²⁰⁶ *Idem*.

²²⁰⁷ Jean-Jacques BECKER, « La II^e Internationale et la guerre », in *Les Internationales et le problème de la guerre au XX^e siècle. Actes du colloque de Rome (22-24 novembre 1984)*, Rome, Publications de l'École française de Rome, 1987, p. 15.

²²⁰⁸ *VII^e Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 421-424.

par chaque nationalité, sous l'action coordonnée et intensive du Bureau Socialiste International²²⁰⁹ ».

En réalité, en effet, c'est l'entremise du BSI qui a pour restriction la liberté du choix des moyens laissée aux partis souverains. Or, seul Hervé tente un ultime assaut pour dévoiler l'inconsistance de la résolution, en exigeant qu'un délégué allemand s'exprime à la tribune sur la manière dont le SPD en interprète réellement la portée²²¹⁰. Mais c'est Singer lui-même qui préside le congrès au nom du BSI et qui empêche à la démarche d'Hervé d'aboutir, « en raison de la mauvaise interprétation qui aurait pu être faite de son discours et du désavantage de la publicité dans une telle affaire²²¹¹ ». La résolution est donc mise au voix sans débat, et adoptée à une écrasante majorité au milieu d'ovations. La SFIO et le SPD s'empressent d'alimenter cette unanimité de façade au lendemain des assises, dans leurs commentaires de la résolution. Rouanet souligne que l'agitation pour la paix « pourra, selon les lieux et les circonstances, prendre toutes les formes²²¹² », et Bracke rajoute que l'Internationale s'est dite prête « à employer, d'un accord unanime, tous les moyens qui ne seront ni un danger ni un leurre²²¹³ ». Leur font écho, de l'autre côté des Vosges, le *Volskstimme*, selon lequel la résolution, « si elle ne reconnaît aucun moyen de défense contre la guerre comme particulièrement approprié, elle n'en condamne aucun comme nuisible et inefficace²²¹⁴ » ; ou encore l'*Hamburger Echo*, d'après qui les partis « ne doivent pas s'attacher à un unique moyen, et d'application hypothétique contre la guerre, mais doivent employer tous ceux qui dans la situation présente semblent efficaces pour empêcher la guerre²²¹⁵ ».

Il est indéniable que nominalement le BSI sorte de Stuttgart plus fort et plus légitime dans ses prérogatives de coordination transnationale, car son droit d'initiative ne peut plus être mis en doute. Hillquit note qu'il s'agit par-là d'une reconnaissance rétroactive des améliorations apportées par Huysmans :

« Pendant la période expérimentale de son existence, il arriva au BSI de tenir ses rares promesses d'obtenir des résultats pratiques pour le mouvement socialiste, mais dans ces toutes dernières

²²⁰⁹ *Ibidem*, p. 390.

²²¹⁰ Voir Émile ROYER, *German Socialists and Belgium*, Londres, Allen & Unwin, 1915, p. 17.

²²¹¹ HYNDMAN, *Further Reminiscences*, *op. cit.*, p. 134.

²²¹² ROUANET, « Après Stuttgart. Faits et Résultats », *art. cit.*, p. 1.

²²¹³ BRACKE, « Tous ensemble », *L'Humanité*, 31 août 1907, p. 1.

²²¹⁴ Cité in THOMAS, « Après le Congrès de Stuttgart », *art. cit.*, p. 1.

²²¹⁵ *Idem*.

années, le BSI s'est adapté rapidement aux besoins du mouvement et aujourd'hui, c'est un facteur utile et important dans le mouvement socialiste mondial²²¹⁶ ».

Cependant, les marges de manoeuvre réelles de l'institution dépendent encore des perceptions de partis souverains dans un cadre de déresponsabilisation, comme depuis 1900. La tendance centripète franco-belge étant contrebalancée par la tendance centrifuge austro-allemande, il est évident que le BSI, avant de pouvoir être une « force d'action et de coordination », sera surtout un cadre de négociation. Ainsi, au lieu de renforcer la dimension intégrative du BSI, la résolution de Stuttgart finit par consacrer exactement l'inverse, c'est-à-dire un BSI qui continue de se configurer comme une reproduction à petite échelle des congrès, où les moyens d'action devront être négociés au cas par cas en fonction des rapports de force entre des partis qui de toute façon restent libres de n'en exécuter aucun. C'est George Allan England qui le souligne de la manière la plus franche et lucide, bien que le bilan qu'il tire de l'action passée du BSI relève surtout du genre de la science-fiction dont il était l'un des pionniers :

« Ce bureau fournit les moyens d'un travail concerté et ininterrompu. [...] Il n'a aucun pouvoir de direction ou de contrôle. Au contraire, il est tout à fait impuissant à l'égard des organisations nationales. Il est simplement un organisme créé par elles pour accomplir le travail commun. A mesure que ce travail prend de l'ampleur et s'étend à des nouveaux domaines, les activités du bureau s'étendent également. [...] Par l'intermédiaire du bureau, une action concertée et simultanée est devenue possible sur toute question touchant au bien-être des travailleurs. En temps de guerre, par exemple, le bureau a déjà mis un frein aux hostilités en proclamant l'identité d'intérêts entre les classes ouvrières des pays concernés. Une fois ce travail complètement achevé, la guerre prendra fin, car sans le prolétariat pour combattre, la guerre est une impossibilité physique. [...] Du point de vue de la royauté, les activités du Bureau sont sans aucun doute très gênantes. A l'époque de l'affaire d'Algésiras, le Kaiser fut brusquement tiré de ce qui aurait pu être une guerre décidément glorieuse et victorieuse contre la France par la position adoptée à Bruxelles – la menace d'une grève générale si les hostilités commençaient –, et les discours de guerre durent être abandonnés comme une patate chaude. La Norvège et la Suède ont effectué leur récente séparation sans effusion de sang grâce à l'intervention de Bruxelles, "*cette main de fer dans un gant de velours*". Et lorsque le tsar demanda des hommes et de l'argent à ses cousins d'Allemagne et d'Autriche pour écraser la révolution dans ses frontières, il se heurta à une opposition efficace et organisée de Bruxelles qui refroidit effectivement les bons offices de ses alliés. [...] Bien que l'action du bureau ou des congrès ne puisse avoir aucun effet contraignant sur aucun parti national, l'influence morale exercée est si énorme qu'elle a un poids irrésistible. L'unification de certaines

²²¹⁶ Morris HILLQUIT, *Socialism in Theory and Practice*, New York, Macmillan, 1909, p. 356.

factions jusqu'ici en guerre en Russie, en France, aux États-Unis et ailleurs a déjà été réalisée depuis le dernier congrès simplement par les résolutions Il est fort douteux qu'une autre force aurait pu souder ces divers éléments. [...] Aucun groupe d'hommes sur cette terre n'exerce une influence plus grande que les délégués à Bruxelles, qui représentent les millions d'ouvriers et d'ouvrières socialistes du monde entier²²¹⁷ ».

Ainsi, Jaurès a beau déclarer que le BSI a été chargé « de stimuler et de coordonner l'effort de tous les prolétaires afin que ce ne soit pas un seul peuple, mais tous les peuples que leurs gouvernements veulent engager dans le conflit, qui se soulèvent à la fois d'un effort concerté, d'un effort passionné, pour que la guerre soit prise entre deux feux²²¹⁸ ». Un mois plus tard, témoignant en faveur de Liebknecht pendant son procès, Bebel déclare sans ambages à la barre qu'en cas de menace de guerre, « que les Français fassent ce qu'ils veulent, cela ne nous lie pas²²¹⁹ ».

²²¹⁷ George A. ENGLAND, « International Socialism as a Political Force », *American Review of Reviews*, vol. 37, n° 5, 1908, p. 578-579.

²²¹⁸ Cité in Charles RAPPOPORT, *Jean Jaurès : l'Homme, le penseur, le socialiste*, Paris, Rivière, 1925, p. 254.

²²¹⁹ *L'Humanité*, 12 octobre 1907, p. 1.

Partie IV. De l'apogée du BSI à la crise de l'Internationale, 1907-1914

1. Maturité institutionnelle ou improvisation efficace ?

Entre 1907 et 1914, le BSI semble rentrer dans une phase de routine, ayant enfin stabilisé les contours généraux de son mode de fonctionnement et reçu une légitimité inédite, ne serait-ce que moralement. Pourtant, au vu de sa responsabilisation croissante à l'égard de la gestion des crises internationales, et alors que sa vie tout entière commence à être rythmée par celles-ci, l'institution continue d'être traversée par des changements multiscalaires qui démontrent l'ambivalence de son adaptabilité inhérente. La temporalité courte dans laquelle s'opèrent certains revirements, ainsi que les tâtonnements qui se produisent avant de pouvoir envisager des résultats palpables, laissent planer le doute entre le fait qu'il s'agisse d'un parcours linéaire vers une maturité institutionnelle ou bien d'une improvisation efficace de la part de Huysmans et de son entourage rapproché en fonction des circonstances. En effet, le décalage est particulièrement criant lorsqu'on compare les succès obtenus dans l'approfondissement des rouages administratifs du BSI et les tâtonnements qui se produisent lorsque celui-ci tente de donner une cohérence à l'élargissement des horizons du socialisme en dehors de ce qui relève de la lutte pour la paix.

A. Une quête de perfectibilité administrative

L'adoption du projet de réforme institutionnelle permet au secrétariat du BSI de clarifier surtout les grandes lignes de son rôle administratif. De ce fait, tout comme en 1900 sa création n'avait été qu'un début de centralisation institutionnelle, ce rudiment de statuts n'est pas non plus un aboutissement. Alors qu'entre 1905 et 1907 le secrétariat avait connu une multitude d'expérimentations au niveau de sa routine de travail, devant rechercher au cas par cas des améliorations à apporter aux défaillances qui s'étaient fait jour sous Serwy, le travail de Huysmans peut désormais s'appuyer aussi bien sur des procédures formelles que sur les pratiques qui avaient déjà fait leurs preuves. Mais loin de paraître satisfait, il ne cesse d'être en

quête d'une perfectibilité des rouages administratifs pour rendre la machinerie du BSI apte à assumer réellement le rôle politique que l'on s'attend d'elle. D'une part, il impulse des nouvelles révisions du mode de fonctionnement interne, parfois marginales, parfois sensibles. D'autre part, il professionnalise de plus en plus la corrélation entre secrétariat et BSI, et entre BSI et partis.

a) Une institution qui continue de se réinventer

Lorsqu'Anseele, Vandervelde et Huysmans se réunissent pour la première fois après les assises de Stuttgart, le 19 octobre 1907 à Bruxelles²²²⁰, il est acté que Furnémont intégrera le CE au titre de secrétaire-correspondant de la CIS²²²¹. La logique est la même qu'en octobre 1900 : puisque Furnémont est le secrétaire-correspondant du groupe parlementaire du POB, il rentre d'office au CE pour seconder Huysmans, qui reste secrétaire international de la CIS, dans le suivi et l'exécution des dossiers interparlementaires. Les *Statuts* et *Règlements* ne font aucune mention de cette hypothèse, mais le CE s'en autorise par une lecture extensive des clauses relatives à la Belgique. Et ce, d'autant plus qu'à Stuttgart sa légitimité avait été renforcée au prisme du bilan positif du secrétariat. Ainsi, la nomination de Furnémont est présentée comme un automatisme aux partis affiliés, auxquels l'on ne demande pas de la ratifier. Il en va de même en 1912 lorsque, après le congrès de Bâle, Bertrand remplace Furnémont en tant que secrétaire-correspondant du groupe parlementaire du POB : *ipso facto*, il prend sa relève aussi au CE en tant que secrétaire-correspondant de la CIS. Même si Furnémont et Bertrand intègrent le CE pour remplir des tâches très spécifiques à une CIS que Huysmans considère désormais comme un « département²²²² » du BSI, ils en sont membres à part entière : ils obtiennent le droit d'assister à toutes les réunions de travail, de s'exprimer sur l'intégralité des sujets qui y sont étudiés, et de signer toute sorte de document. Surtout, Huysmans peut désormais compter sur la collaboration d'un membre supplémentaire du CE qui, comme lui, réside à Bruxelles : Furnémont au 50 rue du Remblai, et Bertrand au 17 rue James Watt. Dans l'immédiat, l'on assiste alors à une baisse drastique des réunions du CE en 1908, d'autant que Vandervelde est particulièrement absorbé par l'affaire de la reprise du Congo par la Belgique (il voyage au

²²²⁰ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 428, Lettre de C. Huysmans à H. Branting, 19 octobre 1907.

²²²¹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 459, Circulaire du CE du BSI, 9 septembre 1907 ; 625/2293, f° 394, Lettre de C. Huysmans à L. Furnémont, 9 septembre 1908.

²²²² AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 102, Lettre de C. Huysmans au PSI, 9 mai 1914.

Congo de juillet à octobre 1908²²²³), qu'il refuse catégoriquement de porter à l'attention du BSI et qui finit par mettre gravement en péril son prestige du sein même du POB (même si ses démissions du CG sont repoussées par la majorité)²²²⁴. Cependant, alors que Huysmans avait fait part au Patron du souhait que le CIS devienne « un organisme vivant²²²⁵ », des incohérences se vérifient aussitôt dans le partage des tâches avec Furnémont. Puisqu'à l'étranger le BSI est identifié de plus en plus au prisme de la seule figure de Huysmans, c'est celui-ci qui continue d'être saisi en premier lieu, la plupart du temps, pour les affaires relatives à la CIS, et qui doit déléguer à son tour Furnémont pour s'en occuper à sa place. Ce qui s'avère parfois chronophage, par exemple lorsque Liebknecht se fait élire au Landtag de Prusse pendant son emprisonnement, et qu'il désire savoir s'il existe des précédents à l'étranger quant à une libération provisoire pour assister aux sessions parlementaires²²²⁶. Huysmans manifeste rapidement son mécontentement face aux retards et négligences de Furnémont à l'égard des demandes des partis affiliés²²²⁷, et en plus il doit fournir la plus grande partie du travail en vue d'établir le rapport introductif du secrétariat pour la III^e plénière de la CIS d'octobre 1908²²²⁸. En janvier 1909, alors qu'au plein milieu de la crise bosniaque Vandervelde propose de rétablir un fonctionnement régulier du CE, Huysmans lui accorde ses faveurs inconditionnelles, se plaignant précisément que, « actuellement, je suis souvent livré à ma propre initiative alors que la responsabilité est collective²²²⁹ », et qui convoque donc une réunion de mise au point le 2 février à la Chambre des députés²²³⁰. L'on en revient ainsi jusqu'en 1914 à la pratique de 1905-1907, à savoir des réunions périodiques avec un agenda routinier, de préférence à Bruxelles les samedis, dimanches ou lundis, et mettant particulièrement à profit les périodes de vacances parlementaires ou de fêtes religieuses²²³¹. Il faut néanmoins attendre l'arrivée de Bertrand fin 1912 pour que Huysmans puisse tirer un bilan entièrement positif du mode de gestion du

²²²³ Voir Émile VANDERVELDE, *Les Derniers jours de l'État du Congo : Journal de voyage (juillet-octobre 1908)*, Paris/Mons, Société nouvelle, 1909.

²²²⁴ VANDERVELDE, *Souvenirs...*, *op. cit.*, p. 68-93.

²²²⁵ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 53, Lettre de C. Huysmans à E. Vandervelde, 13 novembre 1907.

²²²⁶ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 527, Lettre de C. Huysmans à L. Furnémont ; 625/2294, f° 5, Lettre de C. Huysmans à K. Liebknecht, 3 décembre 1908.

²²²⁷ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 480, Lettre de C. Huysmans à L. Furnémont, 19 novembre 1908.

²²²⁸ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 438, Lettre de C. Huysmans à L. Furnémont, 9 octobre 1908.

²²²⁹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2294, f° 75, Lettre de C. Huysmans à E. Vandervelde, 25 janvier 1909.

²²³⁰ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2294, f° 76, Lettre de C. Huysmans à L. Furnémont, 25 janvier 1909 ; f° 77, Lettre de C. Huysmans à E. Anseele, 25 janvier 1909.

²²³¹ Voir FMSH, Fonds Haupt, 8D3/3/22, Lettre de C. Huysmans au CE du BSI, 25 décembre 1912.

secrétariat de la CIS, alors même que celle-ci ne tient plus de plénières depuis 1909. Dans un rapport de décembre 1913, il constate en effet :

« Le service de la Commission Interparlementaire, qui est rattaché au Bureau, est devenu un organisme très vivant par le développement de sa documentation. De plus en plus, les partis s'adressent à notre secrétariat et reçoivent les informations d'ordre parlementaire dont ils ont besoin²²³² ».

Partageant avec Bertrand un même penchant pragmatique et méthodique, Huysmans organise avec lui des dossiers et sous-dossiers documentaires sur une multitude de sujets, pour pouvoir répondre dans les meilleurs délais aux nombreuses sollicitations nationales : prévoyance sociale, militarisme, lois électorales, projets de loi d'initiative socialiste, travail de nuit, travail de femmes et enfants, inspections du travail, etc. Au vu du volume de la documentation réunie, après une négociation financière entre le CE et Vanderrydt²²³³, en juin 1914 la CIS se voit dotée pour ses collections de deux salles à la Maison du peuple (n^{os} 78 et 79), et une procédure de prêt est mise en place séparément pour les documents de CIS vis-à-vis de ceux du BSI²²³⁴. Au total, ce sont désormais 3.500 frs/an que le secrétariat international doit payer à la Maison du peuple au titre de la location des locaux²²³⁵. Or, même si avec Bertrand cela se passe bien mieux qu'avec Furnémont, il est aisé de constater néanmoins que c'est encore Huysmans qui s'occupe par défaut de toutes les tâches relevant de l'administration courante de la CIS : par exemple en juin 1914 c'est lui, et non Bertrand, ni d'ailleurs Anseele, qui établit le rapport financier de la CIS en vue du congrès de Vienne²²³⁶.

En parallèle de la rationalisation des tâches du CE, Huysmans revoit la composition de son staff d'employés. Après avoir dû gérer seuls le secrétariat en l'absence de Huysmans pour tout le mois de septembre 1907 – Huysmans se trouvant à Christiania pour des fonctions de représentation du BSI²²³⁷ –, dès octobre Kantor et d'Artois font preuve de relâchement. Le premier se sent de plus en plus mal à l'aise « dans la peau d'un employé²²³⁸ », alors que

²²³² FMSH, Fonds Haupt, 8D3/49/2, Rapport du secrétariat du BSI, [décembre 1913].

²²³³ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f^o 82-83, Compte-rendu de la réunion du CE du BSI, 23 janvier 1914.

²²³⁴ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f^o 184, Lettre de C. Huysmans à J. Duys, 11 juin 1914.

²²³⁵ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2457, f^o 19, Compte-rendu de la réunion de Londres du BSI, 4 décembre 1913.

²²³⁶ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f^o 190-197, Lettre de C. Huysmans à H. Molkenbuhr, 25 juin 1914.

²²³⁷ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f^o 392, Lettre de C. Huysmans à H. W. Lee, 3 octobre 1907 ; f^o 403, Lettre de C. Huysmans à K. Liebknecht, 3 octobre 1907.

²²³⁸ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f^o 208, Lettre de C. Huysmans à J. Hanauer, 15 mars 1908.

Huysmans a de moins en moins besoin de lui du fait de l'épuisement du fond russe, et que les finances du BSI demeurent fragiles²²³⁹. La rupture du contrat est donc consensuelle en mars 1908, et Huysmans et Kantor se maintiennent en bons termes : lorsque le militant russe se transfère en Allemagne, le secrétaire lui fait parvenir par l'intermédiaire de De Brouckère une fausse carte d'accréditation comme correspondant du *Peuple*²²⁴⁰, et le recommande auprès de Julius Hanauer pour qu'il l'embauche en tant que collaborateur linguistique dans les travaux bibliothécaires et bibliographiques qu'il menait à Francfort en lien avec La Fontaine et Otlet²²⁴¹. Pour ce qui est de d'Artois, celui-ci profite du retour du secrétaire de Scandinavie pour prendre deux mois de congés, mais puisque Huysmans tombe malade dans la même période, et que Kantor commence à se défilier, le travail du secrétariat avance plus lentement que jamais²²⁴². Le retour de d'Artois à son poste est de courte durée, car il s'absente de nouveau de janvier à mars 1908, enchaînant un deuil familial et une maladie : Huysmans l'indemnise à hauteur de 2,29 frs/jour, mais il montre de plus en plus des signes d'impatience, et finit par inviter d'Artois à ne pas abuser de ses droits²²⁴³. D'autant que, ne réussissant pas à expédier à lui tout seul la masse de travail administratif ordinaire, il finit par déléguer en voie définitive certaines tâches à des acteurs extérieurs au secrétariat. Par exemple, à partir de janvier 1908 il confie le monopole exclusif de toutes les publications du BSI au bureau de vente du POB auprès de la librairie du *Peuple*²²⁴⁴. L'économie de temps et d'énergies est considérable, puisque depuis lors Huysmans peut se dessaisir de tout le travail d'information, de vente et d'expédition des volumes qu'il a édité. La situation du secrétariat reste néanmoins instable jusqu'à la fin de l'année. Quand Huysmans doit s'absenter pendant des longues périodes de juillet à septembre, d'Artois se montre négligent²²⁴⁵ ; et quand Huysmans est présent, d'Artois prend des nouveaux arrêts maladie. Huysmans doit solliciter une aide de plus en plus récurrente de Ruardy²²⁴⁶, ou encore du militant italien Leo Garatti²²⁴⁷, correspondant de l'*Avanti!* à Bruxelles²²⁴⁸ depuis son

²²³⁹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 434, Lettre de C. Huysmans à I. Roubanovitch, 24 octobre 1907 ; 625/2293, f° 163, Lettre de Huysmans à H. de Man, janvier 1908.

²²⁴⁰ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 198, Lettre de C. Huysmans à L. de Brouckère, 7 mars 1908.

²²⁴¹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 208, Lettre de C. Huysmans à J. Hanauer, 15 mars 1908.

²²⁴² AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 450, Lettre de C. Huysmans à J. R. MacDonald, 4 novembre 1907.

²²⁴³ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 197, Lettre de C. Huysmans à R. d'Artois, 5 mars 1908.

²²⁴⁴ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 467, Lettre de C. Huysmans à H. W. Lee, 12 novembre 1908.

²²⁴⁵ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 375, Lettre de C. Huysmans à R. d'Artois, 4 septembre 1908.

²²⁴⁶ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 333-334, Lettres de S. Ruardy à H. van Kol et Grünwald, 20-21 août 1908.

²²⁴⁷ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 396, Lettre de C. Huysmans à L. Garatti, 10 septembre 1908.

²²⁴⁸ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 443-444, Lettre de C. Huysmans à P. Ciotti, 17 octobre 1908.

expulsion de Düsseldorf²²⁴⁹ (c'est d'ailleurs Huysmans qui lui avait trouvé un emploi auprès de la librairie du *Peuple*, qui avait pensé à lui pour mener le projet de traduction italienne des volumes du congrès de 1907, et qui l'avait fait participer en guise d'assistant à la réunion de travail du BSI du 16 août 1907 à Stuttgart). En parallèle, Huysmans demande directement au secrétaire du POB, Georges Maes, de le remplacer en tant que secrétaire international pour veiller à l'expédition des tâches administratives durant ses périodes d'absence²²⁵⁰. À partir de novembre 1908, le nom de d'Artois disparaît des documents du secrétariat : Huysmans a vraisemblablement dû mettre fin à son contrat aussi. Depuis lors, profitant de la réorganisation du travail collégial du CE qui se met à l'œuvre, Huysmans n'embauche plus d'employés à durée indéterminée, mais s'appuie sur une collaboration récurrente d'un staff informel rémunéré à la tâche. Outre que Ruardey et Garatti, un dénommé Burvenich, qui réside à proximité de la Maison du peuple, l'assiste pour notamment pour des traductions de documents²²⁵¹. Mais jusqu'en 1914, Huysmans a recours surtout aux services de l'Autrichien Karl Mayer, qui lui est introduit par Terwagne²²⁵², et du Flamand Louis Haemer²²⁵³, qui s'occupe à la place du secrétaire même d'une réclamation auprès de l'entreprise Putzeys à propos du dysfonctionnement de la bouilloire qu'il fait installer²²⁵⁴. En parallèle, Huysmans resserre sa collaboration avec De Man²²⁵⁵ et De Brouckère, ce dernier présidant la II^e et III^e plénières de la Commission des journalistes socialistes (CJS) et allant jusqu'à remplacer officiellement Vandervelde, en cas d'empêchement, en guise de président des réunions du CE²²⁵⁶. D'ailleurs, lorsqu'en 1911 la publication de *Die Arbeiterbewegung in Belgie* par De Man et De Brouckère les fait rentrer en conflit avec Anseele, étant donné que son Vooruit y est accusé de réformisme, Huysmans et Vandervelde parviennent à maintenir la querelle à un plan strictement national et éviter que le travail du secrétariat et du CE s'en retrouve paralysé. Par contre, les relations se crispent entre Huysmans et son prédécesseur : en effet, Serwy exige que Huysmans participe assidument à la direction de la Fédération des coopératives socialistes, à laquelle le secrétariat international était formellement rattaché par l'intermédiaire de l'affiliation qu'il avait dû souscrire en 1905 auprès de la coopérative de la Maison du peuple. Mais en octobre 1907

²²⁴⁹ Voir *Avanti!*, 20 août 1906, p. 2.

²²⁵⁰ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 398, Lettre de C. Huysmans à G. Maes, 10 septembre 1908.

²²⁵¹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 484, Lettre de C. Huysmans à Burvenich, 13 décembre 1907.

²²⁵² AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 243, Rapport de C. Huysmans au CE du BSI, 3 juillet 1916.

²²⁵³ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 86, Lettre de C. Thompson à L. Haemer, 18 avril 1914.

²²⁵⁴ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 116-117, Lettre de L. Haemer, 14 mai 1914.

²²⁵⁵ ROYER, *German Socialists...*, op. cit., p. 51.

²²⁵⁶ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 431, Lettre de C. Huysmans à J. Jaurès, 6 octobre 1908.

Huysmans, qui a l'impression que Serwy veuille surtout profiter de sa notoriété acquise au cours des trois années passées, émet un ultimatum contre ce qu'il perçoit comme un chantage :

« Je ne vends ni beurre, ni café, ni margarine, ce qui est peut-être un tort. Je ne suis pas employé de la Fédération des Coopératives, ce qui me paraît fort heureux. Je n'ai donc ni le droit, ni le devoir d'assister aux séances de votre Comité exécutif. Si vous désirez avoir avec moi un entretien, je me trouverai à mon bureau à l'heure qui vous conviendra. Si vous préférez que l'entretien ait lieu [...] en présence de juges, adressez-vous au bureau du Conseil Général, dont, comme socialistes, nous relevons tous²²⁵⁷ ».

Quant à la bibliothèque socialiste internationale, le rapport d'activité de Huysmans à Copenhague indique que

« pour organiser une bibliothèque selon les exigences scientifiques modernes, il faut en tout premier lieu avoir un budget spécial permettant d'occuper du personnel et un local convenable. La salle que la Maison du Peuple de Bruxelles a mise à notre disposition est trop exiguë et il faudra songer à agrandir nos installations. Aussi longtemps que ces conditions ne seront pas remplies, on ne pourra faire œuvre durable²²⁵⁸ ».

Tout en ne parvenant toujours pas à une stabilité budgétaire lui permettant d'embaucher de bibliothécaire permanent, le secrétaire ne cesse de solliciter les partis affiliés pour des envois de presse, d'ouvrages et de catalogues à titre gracieux²²⁵⁹, et de recourir à ses collaborateurs occasionnels pour s'occuper de la bibliothèque socialiste internationale, qui peut continuer sa progression spectaculaire : dans son rapport d'activité de décembre 1913, Huysmans peut vanter qu'elle recueille désormais des numéros d'environ 300 journaux, et que depuis le congrès de Bâle elle a acquis environ 600 ouvrages supplémentaires²²⁶⁰. D'ailleurs, le secrétaire ne manque pas de donner de l'écho aux dispositions prises par les partis pour constituer leurs propres archives nationales : par exemple, lorsqu'il rapporte de la création de l'*Arbeiderbevaegelsens Arkiv* au Folketshus de Christiania, inspirée à son tour de ce qu'avait déjà entrepris le SAP-S, il ajoute qu'« il serait souhaitable qu'une pareille organisation fut créée dans tous les pays²²⁶¹ ».

²²⁵⁷ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 425, Lettre de C. Huysmans à V. Serwy, 19 octobre 1907.

²²⁵⁸ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 5, 1910, p. 184.

²²⁵⁹ *Ibidem*, vol. 2, n° 7, 1911, p. 53.

²²⁶⁰ FMSH, Fonds Georges Haupt, 8D3/49/2, Circulaire de C. Huysmans, mai 1911.

²²⁶¹ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 1, 1909, p. 15.

Pour ce qui est du déroulement des plénières du BSI, il change très peu par rapport aux améliorations apportées déjà depuis 1906. Mais si entre janvier 1905 et juin 1907 il y a une alternance entre annualité et semestrialité, le sujet revient publiquement sur la table en mai 1908 lorsque la X^e plénière n'a toujours pas été convoquée, et qu'Hyndman fait publier une note critique dans *Justice* :

« Nous avons le regret d'apprendre qu'aucune réunion du Bureau Socialiste International ne s'est tenue depuis le Congrès de Stuttgart, et qu'il semble peu probable qu'une telle réunion se tienne. Cela ressemble à un manquement au devoir de la part des responsables. Nous savons que nos camarades allemands du Bureau ont toujours été opposés aux rassemblements fréquents et qu'ils ont franchement exprimé leur point de vue à ce sujet. Mais, à notre avis, qui est, pour autant que nous le sachions, celui de l'écrasante majorité des délégués, il n'y a aucun espoir d'organiser des Conseils internationaux nombreux et influents, si ce n'est par des réunions des délégués élus au moins une fois tous les six mois. On ne peut pas dire qu'il n'y a pas beaucoup de sujets de discussion et de décision. Jamais, à notre avis, le mouvement socialiste dans le monde entier n'a eu autant besoin de conférences et de suggestions qu'en ce moment. Nous avons la plus profonde estime pour nos camarades belges qui agissent comme une sorte d'exécutif permanent, mais qu'ils ne prétendent pas avoir les mêmes connaissances ou la même influence que l'ensemble du Bureau²²⁶² ».

À rien ne valent les explications que Huysmans adresse à Hyndman²²⁶³ : lorsque la plénière se tient enfin, en octobre 1908, celui-ci revient à la charge et demande des réunions moins espacées « pour accentuer le caractère international du mouvement et prendre des initiatives utiles²²⁶⁴ ». Et comme il l'avait prévu, Molkenbuhr indique au contraire qu'une entrevue annuelle suffit amplement. La pacification entre SDP-B et SPD n'est permise que par Vaillant, qui rappelle que les décisions prises à Stuttgart autorisent le BSI à moduler la fréquence des plénières en fonction de la situation. Dès lors, la plénière acte un principe d'annualité, sauf urgence. Mais par la suite, lorsque le BSI parviendra effectivement à être convoqué d'urgence, les réunions extraordinaires ne se voient pas complétées de réunions ordinaires : il y a une simple modulation de l'ordre du jour, et l'on profite d'une entrevue d'urgence pour discuter également d'affaires courantes. Le SDP-B continuera à défendre de temps à autre le principe de plénières plus fréquentes, et il sera proactif lorsqu'il s'agira de convenir de réunions extraordinaires, mais

²²⁶² *Justice*, 9 mai 1908, p. 1.

²²⁶³ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 242, Lettre de C. Huysmans à H. M. Hyndman, 11 mai 1908.

²²⁶⁴ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2454, f° 10, Compte-rendu de la X^e reunion plénière du BSI, 11 octobre 1908.

la finalité de correction des déviations idéologiques qu'il accompagne régulièrement à ce vœu contribue à l'isoler. Encore en avril 1910, Bax réclame :

« Des réunions plus fréquentes du Bureau de Bruxelles sembleraient impérativement souhaitables ; réunions représentant un contact plus intime avec l'opinion socialiste à travers le monde civilisé. Car l'expansion formidable du socialisme a partout été accompagnée dans certains milieux par le phénomène habituel rencontré à travers l'Histoire dans des cas d'expansion similaires – à savoir, une emprise affaiblie des principes centraux du mouvement, théoriquement considérés, avec une tendance dans la pratique à transiger avec l'essentiel du système capitaliste tel qu'il se présente aujourd'hui. Ces tendances, représentées dans un mouvement distinct au sein du parti, sont connues en Allemagne sous le nom de révisionnisme²²⁶⁵ ».

Grâce à la réforme institutionnelle de 1907, et notamment la révision du partage des voix, Huysmans se sent d'autant plus légitime à émettre des rappels à l'ordre à l'égard des partis qui continuent de s'illustrer pour leur absentéisme. Ainsi, déjà en octobre 1908, lorsque PSI et PSS figurent absents de la X^e plénière, le secrétaire leur notifie que plusieurs membres du BSI désapprouvent ce manque d'intérêt par des partis qui disposent d'un nombre non négligeable de voix : aux Italiens, Huysmans va jusqu'à dire que « Si tous les partis agissaient comme le PSI, l'Internationale serait depuis longtemps morte et enterrée²²⁶⁶ ». Mais pour que les deux partis commencent à régulariser leur présence, il faut attendre la XIII^e plénière de 1911, qui se tient à Zurich durant la crise d'Agadir. C'est d'ailleurs la première réunion qui, en dehors de la coïncidence avec un congrès international, ne se tient pas à Bruxelles : en 1911, cela se fait pour permettre la participation de Bebel justement pour discuter des affaires marocaines, et l'expérience sera répétée en 1913 par une plénière à Londres dans le cadre du dossier d'unification du socialisme britannique. Cette réunion à son tour inaugure une règle d'accès conditionnel des journalistes : sous propositions de Vandervelde, ils peuvent assister et prendre des notes, mais doivent soumettre leurs comptes rendus à Huysmans pour vérification. La nouveauté la plus importante de la période est néanmoins la synchronisation des réunions du BSI, de la CIS et de la CJS. Fortuite en 1907 durant les assises de Stuttgart, elle est ensuite sciemment recherchée par Huysmans en 1908 et 1909²²⁶⁷ : la veille ou le lendemain des plénières du BSI se tiennent en effet les plénières de la CIS et de la CJS aussi, au même endroit. C'est donc pendant trois jours que l'institution centrale travaille à plein régime à Bruxelles : les

²²⁶⁵ Ernest B. BAX, « Some Reflections on the International Movement », *Justice*, 30 avril 1910, p. 3.

²²⁶⁶ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 443-444, Lettre de C. Huysmans à P. Ciotti, 17 octobre 1908 ; f° 446-447, Lettre de C. Huysmans au PSS, 17 octobre 1908.

²²⁶⁷ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 392-393, Lettre de C. Huysmans à S. Sanders, 8 septembre 1908 ; f° 416, Lettre de C. Huysmans à J. R. MacDonald, 26 septembre 1908.

9-11 octobre 1908, et les 6-8 novembre 1909. Mais le fonctionnement *de visu* des deux commissions est lui-même déjà mis en berne en 1910 : le BSI tient bel et bien sa XII^e plénière en marge du congrès de Copenhague ; la CJS y tient également sa IV^e plénière, mais qui sera sa dernière ; la CIS devait y tenir sa V^e plénière, mais qui est finalement ajournée.

Une révision du mode de votation au BSI est discutée à la XII^e plénière de 1910, sur fond de l'offensive parallèle menée par le SPoA et l'ILP pour réduire le poids de la représentation au BSI respectivement du SLP et du SDP-B. Hillquit et MacDonald en effet propose d'amender les *Rèlements* pour qu'au BSI s'applique la même de répartition des voix qu'aux congrès :

« Le mode de votation au BSI aura lieu d'ordinaire à mains levées et chaque membre aura droit à un vote. Cependant, à la demande d'au moins trois membres, le vote aura lieu par sections nationales. Si le vote a lieu par sections nationales, les représentants de chaque section auront autant de votes au Bureau que la section respective en possède au Congrès International. Mais quand une section est divisée en organisations différentes, les représentants de ces organisations au Bureau auront autant de voix que les organisations représentées par eux en possèdent au Congrès. [...] Et si la répartition des sections ne correspond pas à la représentation au Bureau, comme lorsque le vote national est divisé en plus de deux partis, la répartition des votes au Bureau sera réglée par la section nationale dans son entièreté, à moins que les organisations, composant la section nationale, ne préfèrent charger un des deux délégués d'exprimer leur vote²²⁶⁸ ».

De son côté, Kautsky dépose un amendement complémentaire qui vise à bouleverser le mode de représentation traditionnel au BSI, envisageant comme unités de base les partis à la place des sections : « Tout parti qui a droit à une représentation spéciale au Congrès International, a également par là même le droit de se faire représenter au Bureau International²²⁶⁹ ». Des oppositions se font jour cependant : Trolestra considère que par-là l'on « transformera le Bureau en un Congrès permanent, alors qu'il ne doit constituer qu'un organisme administratif [...], car si l'on autorise à s'y faire représenter tous les partis qui ont droit à une représentation au Congrès, toutes les tendances s'y heurteraient et l'on ne ferait pas œuvre pratique [...], on aboutirait à la dissolution du Bureau²²⁷⁰ ». Il dépose à son tour un amendement transactionnel :

« Toute nation ou parti qui dispose d'au moins deux votes au Congrès, a droit à une représentation au Bureau. Les nations et partis qui ont plus de deux votes au Congrès, ont droit à un délégué au Bureau par cinq voix ou fraction de cinq voix²²⁷¹ ».

²²⁶⁸ *Huitième Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 401-402.

²²⁶⁹ *Ibidem*, p. 403.

²²⁷⁰ *Idem*.

²²⁷¹ *Idem*.

Mais puisqu'Adler et Vaillant se rangent du côté de Branting, qui estime que « si même toutes les nuances ne sont pas représentées au Bureau, le mal ne sera certainement pas aussi grand que si l'on devait y faire entrer toutes les nuances possibles²²⁷² », la question est finalement ajournée, et ne sera plus discutée jusqu'en 1914.

Du point de vue administratif, la plus grande inquiétude de Huysmans demeure la question budgétaire. Le volet financier de la réforme institutionnelle adoptée à Stuttgart reste aussitôt lettre morte face à la passivité persistante des partis. Dès novembre 1907, le secrétaire ne cesse donc de multiplier les circulaires et les lettres individuelles de rappel des arriérés²²⁷³. Et à partir du mois suivant, il s'attèle à un nouveau projet de réforme budgétaire, qu'il va tenter de faire aboutir jusqu'à la crise de l'été 1914 : il s'agirait désormais d'aligner le taux de cotisation au nombre de voix attribuées à chaque parti²²⁷⁴, comme cela avait été acté à la réunion de travail du BSI à Stuttgart en août 1907²²⁷⁵. À la X^e plénière, le CE présente deux principes-phares²²⁷⁶ : une cotisation minimum de 100 frs/an pour chaque voix, et des négociations à conduire individuellement entre le secrétariat et les partis. Mais les réactions sont sensiblement différentes : *de visu*, Branting et Adler estiment qu'il faut fixer un taux minimum plus élevé pour les grands partis ; mais à distance, certains partis comme ceux d'Espagne et de Serbie notifient à Huysmans préférer renoncer à une partie de leurs voix plutôt que de voir leur quote-part augmenter²²⁷⁷. Le secrétaire entame alors les négociations prévues, mais exige que ce soient les partis eux-mêmes qui fassent des propositions formelles sur le taux de cotisation qui leur semblait le plus adapté²²⁷⁸. Mais pour des partis qui négligent leurs obligations financières depuis dix ans, cette méthode de Huysmans est l'occasion pour retarder toute prise de décision : l'on préfère rester silencieux et se plaindre ensuite du montant proposé par le CE, plutôt que d'avancer des propositions que l'on n'est pas sûr de pouvoir mettre en œuvre. D'autant qu'en 1910-1912 les yeux du secrétariat sont rivés sur les congrès et les crises internationales, et que ce n'est qu'à sa XV^e plénière de décembre 1913 que le BSI prend le temps de recommencer à

²²⁷² *Idem.*

²²⁷³ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 46, Circulaire de C. Huysmans, 11 novembre 1907.

²²⁷⁴ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 482-483, Lettre de C. Huysmans au Partido Democratico de Chile, 13 décembre 1907.

²²⁷⁵ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2454, f° 25, Ordre du jour de la X^e reunion plénière du BSI, 11 octobre 1908.

²²⁷⁶ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2454, f° 11, Compte-rendu de la X^e reunion plénière du BSI, 11 octobre 1908.

²²⁷⁷ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2472, f° 99, Rapport du secretariat du BSI pour juillet-septembre 1908.

²²⁷⁸ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2294, f° 51-52, Lettre de C. Huysmans à P. Iglesias, 9 janvier 1909.

débattre la réforme des cotisations²²⁷⁹. Le CE est à nouveau chargé d'élaborer un projet, et à sa réunion du 23 janvier 1914 il pointe la nécessité de le soumettre au congrès de Vienne²²⁸⁰. Lorsque l'Internationale vole en éclat en août 1914, la question budgétaire n'a toujours pas été résolue, et Huysmans dira dans l'après-guerre : « S'il avait fallu exclure tous les partis qui n'avaient pas payé leur cotisation, il ne serait pas resté grand monde dans l'Internationale²²⁸¹ ».

b) La professionnalisation de la corrélation

Au bout de près de dix ans de débats et hésitations, en novembre 1909 Huysmans réussit le pari de commencer la publication d'un *Bulletin périodique du Bureau socialiste international*. Trilingue, édité en grand format, et vendu à 0,75 frs, son importance est résumée ainsi par Carl Grünberg en 1913 :

« Ce *Bulletin* constitue une source extrêmement importante pour la connaissance de l'Internationale aussi bien que des organisations à orientation socialiste de tous les pays, car il ne se contente pas de donner des éléments sur la structure, la composition et l'activité du BSI mais il rend compte également des Congrès nationaux et internationaux et des autres rencontres ainsi que des décisions programmatiques importantes et autres déclarations à grande portée, enfin de nombreux faits et événements capitaux²²⁸² ».

De même, Haupt remarque que le *Bulletin*

« est devenu l'instrument essentiel d'information et de coordination de l'activité de la II^e Internationale [...], il représente l'instrument le plus efficace pour mettre les délégués du BSI et les secrétaires des partis affiliés au courant des préoccupations du BSI, des sections de l'Internationale, et contribuer au rapprochement des partis nationaux et à la coordination de leur activité à l'échelle internationale. À travers le Bulletin, le secrétaire cherche à assurer l'information, la présentation chronologique et thématique de l'actualité de l'action socialiste à l'échelle internationale en se fondant sur les rapports, sur la correspondance centralisée au secrétariat du BSI²²⁸³ ».

²²⁷⁹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2457, f° 17-24, Compte-rendu de la XV^e réunion plénière du BSI, 13-14 décembre 1913.

²²⁸⁰ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 82-83, Compte-rendu de séance du CE du BSI, 23 janvier 1914.

²²⁸¹ Cité in HAUPT, *Camille Huysmans...*, op. cit., p. 46.

²²⁸² Carl GRÜNBERG, *Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung*, vol. III, 1913, p. 331-332.

²²⁸³ HAUPT, « Le Bulletin du BSI », art. cit., p. 8.

Bien que *Le Peuple* continue de reproduire de temps à autre des documents issus ou reçus par le secrétariat jusqu'à l'été 1914, et que d'autres encore soient insérés dans *La Semaine politique*, hebdomadaire socialiste bruxellois édité par Max Hallet et Huysmans lui-même entre 1912 et 1914, l'effet principal du *Bulletin* est d'approfondir les modalités de liaison entre le CE et le BSI et en même temps entre le BSI et les partis affiliés. Dans leur forme définitive, les rapports d'activités mensuels étaient issus du CE et destinés au BSI ; le *Bulletin*, au contraire, est édité au nom du BSI et destiné à un public bien plus vaste que le carnet d'adresses d'interlocuteurs directs du CE – même si, comme pour les rapports d'activité, le secrétariat prend en charge entièrement la rédaction et le CE se limite à les valider –. En ce sens, le *Bulletin* est à la fois une « publication à usage interne²²⁸⁴ » et un « organe de large diffusion²²⁸⁵ », c'est-à-dire un outil d'information mais aussi de propagande, quoique non d'impulsion politique. Les rapports d'activité en tant que tels ne disparaissent pas, mais Huysmans peut désormais les éditer seulement à l'occasion de plénières ou de congrès (il y en aura quatre en tout entre novembre 1909 et décembre 1913), tout en donnant à travers le *Bulletin* un aperçu bien plus vaste de ce qu'il a entrepris et de ce dont il a été mis au courant. Il y insère en effet non seulement des résumés de circulaires et manifestes, mais aussi et surtout les comptes rendus des réunions du BSI et des congrès internationaux, les listes mises à jour des délégués et secrétaires nationaux, ainsi qu'une multitude de rapports issus des partis ou de simples notices sur des faits saillants qui lui auraient été communiqués par ses interlocuteurs ou qu'il aurait lus dans la presse. À partir de 1911, le *Bulletin* comporte une rubrique « Chronique » qui rend compte des événements marquants du mouvement ouvrier à l'échelle tant nationale que transnationale : congrès politiques, syndicaux et coopératifs, anniversaires et commémorations, grèves et démonstrations, notices sur les organisations féminines, sportives, de jeunesse et de journalisme, fait divers concernant les conditions de travail, etc. La même année, Huysmans commence à publier dans le *Bulletin* un relevé systématique des publications envoyées au secrétariat²²⁸⁶, cataloguées par thème puis par auteur selon la classification décimale – chaque pays se voit attribuer un numéro, tandis que les publications d'organisations internationales comportent le symbole de l'infini –. En 1913, le supplément au *Bulletin* comporte un « Index analytique par sujets²²⁸⁷ » et un « Index analytique par pays²²⁸⁸ » du contenu des bulletins eux-

²²⁸⁴ *Idem.*

²²⁸⁵ HAUPT, *La Deuxième Internationale 1889-1914...*, op. cit., p. 55.

²²⁸⁶ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 2, n° 7, 1911, p. 67-80 ; vol. 3, n° 8, 1912, p. 101-112 ; vol. 4, n° 10, 1913, p. 72-78 ; vol. 5, n° 11, 1914, p. 95-104.

²²⁸⁷ *Ibidem*, vol. 4, n° 10, 1913, p. 79-83

²²⁸⁸ *Ibidem*, p. 83-86.

mêmes depuis le premier numéro. Les procédés scientifiques appliqués par Huysmans font d'ailleurs des émules : par exemple, en 1913 le SPoA s'en inspire pour la classification de ses propres documents²²⁸⁹.

En près de cinq ans, paraissent onze bulletins, mais à d'intervalles très irréguliers : six jusqu'en 1910, un seul en 1911, deux en 1912 (avec deux suppléments), puis à nouveau un seul en 1913 et en 1914 (avec un supplément). La faiblesse du budget du BSI constitue la limite principale des bulletins, qui doivent être tirés en nombre limité : en 1911, les six premiers numéros sont déjà épuisés, mais Huysmans ne peut pas procéder à une réédition²²⁹⁰. Six mois avant le déclenchement de la guerre mondiale, il songe à régulariser la fréquence de publication, et hésite entre semestrialité et trimestrialité²²⁹¹. Et déjà à partir de novembre 1913, il commence à réfléchir à la parution d'un bulletin à part entière pour la CIS pour juillet 1914²²⁹², une idée qui avait été émise par la SFIO à son congrès de 1910 selon un principe d'annualité :

« Que le Bureau international publie tous les ans, en dehors du bulletin, un fascicule contenant les lois ouvrières votées dans les différents Parlements et les divers projets de lois déposés pendant la même année. [...] Le secrétariat international devra insister auprès des secrétaires des Groupes parlementaires pour obtenir communication des documents qui auront pour but de faciliter, dans la mesure du possible, l'unification de la législation du travail²²⁹³ ».

À défaut, dès 1911 le *Bulletin* avait inauguré une rubrique « Notes Parlementaires » comportant des informations techniques et statistiques sur la situation parlementaire des divers pays du point de vue tant institutionnel que politique, ainsi que des listes nominatives et postales des élus socialistes. En 1913, la rubrique est rebaptisée « Commission interparlementaire », et prend surtout la forme de chroniques raisonnées, pays par pays, des événements parlementaires saillants.

L'activité informative grandit de façon exponentielle par la manière dont Huysmans jongle entre *Bulletin* et circulaires, puisque s'il utilise le premier (et notamment ses rubriques « Chroniques ») pour rendre compte de l'effervescence du mouvement, il recourt aussi de plus en plus aux secondes pour tout ce qui est confidentiel, sensible, ou urgent. Si la circulaire

²²⁸⁹ Voir Carl D. THOMPSON, *Information Department and Research Bureau of the Socialist Party of America*, Chicago, Socialist Party National Office, 1913, p. 8.

²²⁹⁰ *Liste systématique des journaux syndicaux*, Bruxelles, BSI, 1911.

²²⁹¹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 82-83, Compte-rendu de séance du CE du BSI, 23 janvier 1914.

²²⁹² Voir les correspondances de Huysmans avec Sakasoff, Albarda, Grimm, Dubreuilh, Thompson, Welter in AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/288, f° 91-213.

²²⁹³ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 4, 1910, p. 116-117.

demeure l'instrument privilégié pour l'appel à l'action (pour une initiative politique, une convocation de réunion, ou une simple demande de transmission de renseignements et documents), elle ne se cantonne plus qu'à ça. Des circulaires simplement informatives commencent à être envoyées pour transmettre des informations importantes ou des rapports qui méritent une certaine attention, mais sans qu'il y ait de proposition d'action. Ainsi, les circulaires se démultiplient, sans compter les correspondances bilatérales qui augmentent elles aussi de façon exponentielle. Haupt remarque à juste titre, en ce sens, que le *Bulletin* « n'accordait qu'une importance secondaire à la reproduction des documents eux-mêmes : ce qu'on comprend aisément si l'on songe à l'importance croissante (quantitativement et qualitativement) de la correspondance avec les délégués et les secrétaires des Partis affiliés²²⁹⁴ ».

Les modalités de communication entre le secrétariat et ses interlocuteurs directs se rationalisent elles aussi. D'une part, quant au circuit du centre à la périphérie, des fuites d'informations confidentielles se vérifient encore en dépit des précautions déjà prises. Mais la XI^e plénière de 1909 se borne à acter rétroactivement, sous proposition de Vaillant, que toutes les communications du secrétariat soient expédiées sous enveloppe fermée²²⁹⁵. Depuis lors, de son propre chef, Huysmans commence à imprimer les circulaires en nombre réduit et à apposer la mention de confidentialité directement sur l'enveloppe. En 1911, la XIII^e plénière du BSI approuve rétroactivement cette mesure, et décide même que « toutes les communications entre le Secrétariat et les membres du Bureau devaient être considérées comme confidentielles, sauf quand elles seraient publiées par le Secrétaire du BSI²²⁹⁶ ». C'est d'ailleurs à partir de cette plénière que Huysmans commence à numéroté sur base annuelle ses circulaires, généralisant une pratique déjà appliquée aux communications afférentes aux assises de Stuttgart et de Copenhague. En parallèle, Huysmans entreprend aussi de raccourcir les délais de publications des documents du BSI dans les quotidiens socialistes²²⁹⁷. D'autre part, quant au circuit de la périphérie au centre, Huysmans continue d'admettre que tout groupe ou individu puisse saisir le secrétariat, mais acte dès 1908 que toute proposition d'action politique à soumettre à l'étude du BSI « doit émaner non d'un groupement local, mais d'un parti affilié régulièrement²²⁹⁸ ». En 1912, le *Bulletin* notifie la nouvelle procédure à suivre pour toute correspondance avec le

²²⁹⁴ HAUPT, *La Deuxième Internationale 1889-1914...*, op. cit., p. 55.

²²⁹⁵ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 2, 1910 p. 33-43.

²²⁹⁶ HAUPT, *La Deuxième Internationale 1889-1914...*, op. cit., p. 57.

²²⁹⁷ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2294, f° 65-66, Lettre de C. Huysmans à P. Renaudel, 15 janvier 1909.

²²⁹⁸ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, f° 607, Lettre de C. Huysmans à Nagoursay, 29 décembre 1908.

secrétariat : rappeler la date des documents émanant du BSI auxquels l'on se réfère ; utiliser des feuilles séparées pour les diverses questions et/ou pour les divers pays auxquels l'on se réfère ; utiliser d'autres feuilles séparées encore pour tout ce qui concerne les congrès internationaux²²⁹⁹.

Huysmans parvient aussi à assurer une certaine cohérence aux fonctions de représentation du BSI qu'une majorité s'attend de lui. La pratique des adresses de condoléances aux familles et camarades d'illustres militants décédés se routinise, surtout dès lors qu'aucun membre du CE ne peut assister personnellement aux funérailles, comme c'est le cas en 1908 pour l'ancien communard Walery Wroblewski²³⁰⁰. La même année, lors du décès de Grigori Guerchouni, Huysmans va jusqu'à émettre une circulaire à la fois pour exprimer les condoléances du BSI et pour inviter les partis affiliés à envoyer un orateur à Paris pour faire de ses obsèques une démonstration internationaliste²³⁰¹ ; Huysmans intègre d'ailleurs le comité de funérailles mis en place par le PSR-R à cette occasion, et prend la parole à la cérémonie au nom du CE pour saluer la gloire immortelle du combattant de l'anti-tsarisme²³⁰². La dernière intervention en ce sens sera celle aux obsèques de Jaurès, le 4 août 1914²³⁰³. D'autre part, il prend soin également d'envoyer des cartes d'anniversaire au nom du CE aux membres du BSI et autres grandes figures de l'Internationale. Loin d'être considérée comme anodine, cette pratique flatte les égos et permet à Huysmans de mettre ses partenaires dans les meilleures dispositions à son égard en dépit des divergences qui existent. Hyndman va jusqu'à reproduire dans ses mémoires la carte que Huysmans lui a transmis pour son 70^e anniversaire :

« Les membres du Comité exécutif du Bureau socialiste international me chargent de vous prier de transmettre à notre ami Hyndman l'expression de leur affection et de leurs félicitations à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire. Ils se souviennent et admirent les services qu'il a rendus au prolétariat avec un courage inlassable, et lui souhaitent longue vie, afin qu'il puisse encore longtemps propager l'Evangile²³⁰⁴ ».

Huysmans routinise aussi l'envoi d'adresses de félicitations à l'occasion de succès électoraux des partis, ou encore la transmission de vœux de réussite aux congrès nationaux, même si parfois il tient à s'y rendre personnellement pour assister aux débats et prononcer des

²²⁹⁹ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 3, n° 8, 1912, p. 130.

²³⁰⁰ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2472, f° 95, Rapport du secrétariat du BSI, Juillet-septembre 1908.

²³⁰¹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2304, f° 1-3, Circulaires du CE du BSI, s.d.

²³⁰² Voir *La Tribune russe*, vol. 5, n° 9-10, 1908, p. 7.

²³⁰³ *L'Humanité*, 5 août 1914, p. 1.

²³⁰⁴ HYNDMAN, *Further Reminiscences*, op. cit., p. 513.

allocutions au nom du CE. Entre Stuttgart et Copenhague, par exemple, il assiste aux congrès de la petite Internationale scandinave à Christiania (1907), du SPD à Nuremberg (1908), du *Magyarországi Szociáldemokrata Párt* (MSzDP) à Budapest (1908), du SDAP-N à Rotterdam (1909), de la SFIO à Paris (1910)²³⁰⁵. Et puisque les finances du BSI ne permettent pas de défrayer l'ensemble de ses déplacements, il veille à se faire déléguer aussi par le POB en tant qu'observateur aux congrès des partis-frères, afin que ce soit le parti belge qui le rembourse finalement. De leur côté, les partis passent de plus en plus par l'intermédiaire du secrétariat pour communiquer aux tiers leurs adresses de sympathie ou de condoléances²³⁰⁶.

Le domaine où le BSI paraît le plus sortir d'un mode de vie fougueux est sans doute l'organisation des congrès internationaux, puisque tout ce qui avait marché pour Stuttgart est maintenu à Copenhague, et des améliorations sont apportées là où des défaillances s'étaient encore manifestées. Ainsi, malgré le dynamisme et la prévoyance dont fait preuve le comité organisateur danois, c'est surtout Huysmans qui récolte les lauriers aux assises, comme il en ressort d'après l'allocution de clôture de Molkenbuhr :

« Pensons cependant aussi à l'homme qui est le lien de toute l'Internationale, notre secrétaire Huysmans. [...] Il a démontré ici par un travail intensif quelle est la puissance de travail dont un homme est capable lorsqu'il est animé par l'enthousiasme, une forte volonté et le désir de faire de grandes choses²³⁰⁷ ».

En mars 1910, la circulaire d'invitation à Copenhague introduit plusieurs nouveautés. D'une part, quant à l'ordre du jour, Huysmans complète le libellé de chaque point par des commentaires qui servent à orienter les partis dans la manière dont le BSI voudrait voir traité le sujet. Par exemple, quant au point sur les liens entre partis et coopératives, l'on demande si « les coopératives doivent-elles être neutres, indépendantes des organisations politiques, rattachées à celles-ci par un lien personnel, ou bien affiliées au parti » ; et pour le point sur l'organisation de la solidarité transnationale, l'on demande « quelle est la meilleure manière pour réunir des secours en cas de conflit grave entre le capital et le travail, [...] comment faut-il documenter les journaux ouvriers et empêcher la presse et les agences officielles de nuire au mouvement par des informations tendancieuses »²³⁰⁸. Vandervelde confirme en ce sens que Copenhague doit être « plutôt un congrès de travail minutieux qu'une réunion de lutte

²³⁰⁵ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 5, 1910, p. 183.

²³⁰⁶ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 104-105, Lettre d'O. Morgari au BSI, 11 mai 1914.

²³⁰⁷ *Huitième Congrès Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 353-398.

²³⁰⁸ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 2, 1910, p. 25-28.

ardente²³⁰⁹ ». D'autre part, en vue de l'édition des volumes du congrès, Huysmans demande que les partis eux-mêmes s'occupent de traduire au préalable leurs rapports d'activité, rapports explicatifs et projets de résolutions sur les questions à l'ordre du jour. Non seulement il fixe le nombre de rapports d'activité que doivent lui parvenir (1.000 exemplaires/parti pour chaque langue), mais exige aussi un même format papier (18,5 x 12 cm) et attribue un numéro à chaque section nationale selon la classification décimale afin de pouvoir procéder le plus rapidement possible à la reliure des imprimés « en un élégant portefeuille²³¹⁰ ». Au niveau du contenu, il fixe un ordre identique de présentation des différents sujets : mouvement politique, mouvement syndical, mouvement coopératif, autres formes d'organisation ouvrière, tableau statistique général. Quant aux rapports explicatifs et projets de résolution, Huysmans les publie directement en trois langues dans le *Bulletin* du BSI par tranches, au fur et à mesure des réceptions. Une innovation majeure est aussi la constitution d'une commission Résolutions, chargée de rédiger durant le congrès toute une série de déclarations sur des sujets secondaires que le BSI lui-même lui aurait préalablement notifiés (peine de mort, droit d'asile, unité socialiste, situation en Finlande, Perse, Turquie, Japon, Argentine, Espagne). Déjà dans son rapport d'activité à Copenhague, Huysmans pointe que :

« Il va de soi que le Bureau ou le Congrès auront à formuler à Copenhague une résolution de protestation contre les persécutions dont sont victimes nos camarades au Mexique, en Argentine et au Japon, ainsi que contre l'attentat accompli par le tzar en Finlande²³¹¹ ».

Et face aux réticences principielles d'Adler, il parvient à faire adopter ce *modus operandi* à la XII^e plénière du BSI, selon un principe de prévention :

« Il résulte par l'expérience acquise dans les Congrès précédents, qu'un grand nombre de résolutions importantes concernant la politique internationale sont soumises trop tardivement. Pour parer à cet inconvénient, on pourrait créer une commission spéciale, la Commission des résolutions²³¹² ».

Lorsqu'au sein de cette commission fourre-tout Longuet propose d'aborder un sujet qui n'avait pas été validé en amont par le BSI, Luxembourg « demande de ne pas être trop formaliste », mais Seitz rétorque que « la Commission n'[est] qu'une commission exécutive des décisions du Bureau Socialiste International, mais non une fabrique de résolutions »²³¹³.

²³⁰⁹ *Huitième Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 53.

²³¹⁰ *Ibidem*, p. 54.

²³¹¹ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n°5, 1910, p. 181.

²³¹² *Huitième Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 399-401.

²³¹³ *Ibidem*, p. 233-235.

La logique d'expertise préalable des points à l'ordre du jour par des personnes mandatées par le BSI se voit renforcée à Copenhague, lorsque la section britannique se plaint après coup auprès du BSI de la qualité de la résolution votée sur le chômage. Huysmans ne manque pas de relever que « l'Angleterre est le seul pays qui n'ait pas envoyé de rapport sur la question [...], les différentes sections devraient attacher plus d'importance au choix des délégués qu'ils envoient aux commissions et ne pas abandonner ce choix au hasard²³¹⁴ ». Jaurès déclare alors : « Il est nécessaire que le Bureau, pour chaque question importante figurant à l'ordre du jour des prochains Congrès, forme des commissions qui seraient obligées de lire, avant les débats du Congrès, des rapports mûrement préparés²³¹⁵ ». Dès lors, un amendement de l'art. II des *Règlements* de 1907 exige désormais officiellement que le BSI constitue des commissions spéciales chargées d'élaborer des rapports sur les sujets à l'étude des congrès et de les distribuer en temps utile aux partis affiliés²³¹⁶. En vue des assises viennoises, la XV^e plénière de décembre 1913 vote deux motions de Vaillant et Hardie fixant les contours de la procédure que ces commissions spéciales devraient suivre²³¹⁷, puis établit une première liste nominative : Jaurès, Haase, Hardie et Vliegen sur l'impérialisme et l'arbitrage, Bauer, Webb et Justo sur la vie chère, Vaillant et MacDonald pour le chômage (question qui avait été renvoyée au BSI à Copenhague²³¹⁸), Vandervelde et Wurm sur l'alcoolisme, De Pressensé pour les prisons, Molkenbuhr²³¹⁹. À cette même plénière, d'autres décisions sont prises pour Vienne, comme la hausse des frais de participation à 15 frs/délégué et la limitation du nombre de délégués nationaux à 6 maximum par voix – à Copenhague, Branting proposait au BSI de « limiter à 600 maximum le nombre des délégués, car l'affluence gêne le travail à effectuer », et Ebert appuyait « parce qu'ainsi la machine internationale deviendra plus facilement maniable »²³²⁰ –.

Les fonctions de consultations du secrétariat du BSI se développent elles aussi de façon exponentielle. En octobre 1907, Huysmans le CE qu'il est temps d'aborder sérieusement la question des statistiques des partis affiliés, et annonce pour janvier 1908 le début d'envoi de

²³¹⁴ *Ibidem*, p. 431-436.

²³¹⁵ *Idem*.

²³¹⁶ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 66-67, Circulaire du CE du BSI, octobre 1913.

²³¹⁷ AMSAB ISG, Archief Huysmans, 625/2457, f° 17-24, Compte-rendu de XV^e reunion plénière du BSI, 13-14 décembre 1913.

²³¹⁸ *Huitième Congrès Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 431-436.

²³¹⁹ AMSAB ISG, Archief Huysmans, 625/ 2457, f° 2-7, Compte-rendu de XV^e reunion plénière du BSI, 13-14 décembre 1913.

²³²⁰ *Huitième Congrès Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 431-436.

questionnaires²³²¹. L'objectif est de publier avant Copenhague un tableau statistique global donnant un aperçu de la puissance de l'Internationale. Inséré finalement dans le volume des rapports nationaux d'activité, ce tableau structuré par pays, réalisé avec l'aide d'Hanauer²³²², présente toute une série de chiffres sur les groupements locaux, les membres, les budgets, les mandats parlementaires et municipaux, etc²³²³. Mais dans sa préface Huysmans lamente les obstacles que rencontre encore ce travail statistique :

« Les bases des rapports divers ne sont pas toujours les mêmes. Les secrétaires politiques n'ont pas toujours les éléments stables dont disposent les secrétaires syndicaux. Pour des raisons de légalité, le groupement politique est parfois moins fixe que le groupement professionnel. Très souvent même les organisations politiques sont décentralisées à l'infini et les chiffres correspondent, dans d'autres pays, à une centralisation sévère. On ne peut comparer, par exemple, le budget d'un parti polonais, russe ou finlandais à celui d'un parti suisse ou belge. [...] Le jour où tous les secrétaires nationaux nous fourniront des indications ayant la précision des documents allemands, il nous sera plus aisé de faire des rapports généraux²³²⁴ ».

D'autres consultations sont entamées en 1908 aux sujets les plus divers, par des sollicitations de membres du BSI ou de partis affiliés, et le 13 novembre Huysmans lance même une circulaire récapitulative des questions posées pour que les retardataires puissent se rattraper en bloc²³²⁵. Il interroge les partis sur leurs librairies, sur l'hypothèse d'élever un monument à Marx à Londres, sur les retraites ouvrières, sur les lois ou règlements relatifs aux salaires des ouvriers du bâtiment, ou encore pour savoir si les migrants devraient constituer des organisations affiliés au parti du pays d'accueil ou bien à celui du pays d'origine. Les réponses sont d'ailleurs publiées dans un même ensemble dans le premier *Bulletin*²³²⁶. Certains de ces sujets s'inscrivent dans la durée parmi les préoccupations de Huysmans, tant qu'en mai 1911 il entame une nouvelle consultation pour savoir si les partis accepteraient que le CE se charge de rédiger une ébauche de convention transnationale entre librairies et éditeurs socialistes en vue d'une meilleure accessibilité de leurs ouvrages²³²⁷. Les réponses positives ne manquent pas (SDP-B, SFIO, SF, PSP, SDAP-N, PSS, SPoA, SLP)²³²⁸, mais il

²³²¹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 450, Lettre de C. Huysmans à J. R. MacDonald, 4 novembre 1907.

²³²² *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 5, 1910, p. 185.

²³²³ *De 1907 à 1910. Rapports sur le mouvement ouvrier et socialiste soumis par les Partis affiliés au Congrès socialiste international de Copenhague (28 août au 3 septembre 1910)*, Bruxelles, BSI, p. 927-932.

²³²⁴ *Ibidem*, p. 925-926.

²³²⁵ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 1, 1909, p. 16-18.

²³²⁶ *Ibidem*, p. 16-17.

²³²⁷ *Ibidem*, vol. 2, n° 7, 1910 p. 54.

²³²⁸ *Ibidem*, p. 57-58

s'avère que les libraires eux-mêmes envisagent de façon sensiblement différente la manière dont leur réseau transnational devrait fonctionner : si en Autriche l'on penche pour un système décentralisé, en Allemagne l'on préfère plutôt un système à référent unique par pays²³²⁹. Au final, alors que les crises internationales s'enchaînent en 1911-1912, la démarche de Huysmans débouche simplement sur la publication de deux listes nominatives et postales de libraires et éditeurs socialistes dans le *Bulletin*²³³⁰. Plusieurs tournées de consultations thématiques à l'appui de questionnaires sont également entreprises dans le cadre de la CIS : plus documentaires que statistiques, elles portent par exemple sur la neutralité de l'enseignement en 1911²³³¹, les découpages des circonscriptions électorales²³³² et les droits syndicaux des travailleurs des compagnies publiques en 1912²³³³. En juin 1912, Huysmans demande aux secrétaires-correspondants de la CIS de remplir un tableau et un questionnaire sur la représentation et la force parlementaire de leur parti depuis sa toute première entrée au Parlement²³³⁴. La soif de renseignement du secrétaire est tellement forte que, pour pallier aux lacunes des réponses, il n'hésite pas à solliciter des acteurs extérieurs au mouvement socialistes, à l'image du conservateur James Lowther, Speaker de la House of Commons²³³⁵.

Enfin, même si l'expérience heureuse du fond russe ne sera jamais égalée, les partis s'adressent de plus en plus au BSI en cas de difficultés financières, et Huysmans parvient à routiniser son entremise dans les levées de fonds²³³⁶, même si au départ se manifestent quelques incohérences. Entre mai 1909²³³⁷ et janvier 1910, il sollicite à trois reprises des souscriptions en faveur du PSOE, pour lui permettre de relancer un quotidien tant à Madrid qu'à Barcelone ; et pour motiver les partis à donner suite, il rajoute qu'un PSOE puissant en Catalogne serait à même d'« éteindre un des plus grands et des plus anciens foyers de l'anarchie en Europe²³³⁸ ». À Copenhague, les Espagnols tirent un bilan très positif de l'intervention de Huysmans, mais il apparaît que les sommes réunies proviennent essentiellement d'Allemagne, France et

²³²⁹ *Ibidem*, vol. 3, n° 8, 1911, p. 100.

²³³⁰ *Ibidem*, p. 54-57.

²³³¹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2304, f° 149, Circulaire du CE aux secrétaires de la CI, 4 mai 1911.

²³³² AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2305, f° 2, Circulaire du CE aux secrétaires de la CI, 24 janvier 1912.

²³³³ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2305, f° 3-5, Circulaire du CE aux secrétaires de la CI, 23 février 1912.

²³³⁴ FMSH, Fonds Georges Haupt, 8D3/3/18, Circulaire du CE aux secrétaires de la CI, 27 juin 1912.

²³³⁵ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 108, Lettre de C. Huysmans à J. Lowther, 13 mai 1914.

²³³⁶ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 5, 1910, p. 185.

²³³⁷ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2304, f° 44-45, Circulaire du CE du BSI, 27 mai 1909.

²³³⁸ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 2, 1910, p. 63-64.

Belgique²³³⁹. Quant à la grève générale suédoise de 1909, par contre, Huysmans laisse agir surtout le SSI, et ne peut que regretter rétroactivement, à la XI^e plénière, que le mouvement de résistance au lock-out n'ait pas été assez soutenu financièrement en dehors des Allemands et des autres partis scandinaves²³⁴⁰. Il tente alors de se rattraper entre janvier et août 1910 à l'égard des Argentins, qui demandent des financements pour résister aux mesures répressives : il sollicite les partis affiliés, mais aussi immédiatement Legien²³⁴¹. Mais les Suédois sont particulièrement heurtés par les défaillances de l'entraide dont ils avaient fait les frais, et poussent pour inscrire à l'ordre du jour de Copenhague un point *Organisation de la solidarité*, même si leur intention est surtout de blâmer les partis et le SSI, et non le BSI. Or, trois positions s'affrontent déjà durant la préparation du congrès. À un extrême, le SPD décrit l'organisation de la solidarité comme une utopie : ses résultats dépendant essentiellement d'états d'esprit et savoir-faire nationaux, « une réglementation internationale est impossible dans ce cas²³⁴² ». À l'autre extrême, SFIO et POB envisagent une nette augmentation des compétences du BSI. Le projet de résolution de Vaillant exige une collaboration plus systématique avec le SSI :

« Chaque fois qu'un grand conflit économique se produira dans le monde, le Bureau socialiste international de Bruxelles se mettra en rapport avec le Bureau syndical international de Berlin, afin que les syndicats, le Parti et la presse socialiste soient partout saisis et que les Partis de chaque pays fassent l'effort possible pour la réalisation nationale des mesures ainsi internationalement décidées²³⁴³ ».

Quant au POB, son projet de résolution vise à instituer une procédure pour rendre obligatoire une contribution annuelle extraordinaire au BSI :

« 1° Le Bureau Socialiste International est autorisé, en cas de conflit politique, grève, lock-out ou autre fait important nécessitant une intervention immédiate, de frapper les nationalités d'une contribution extraordinaire d'un dixième de la cotisation annuelle, à titre de premier secours ; 2° Cette contribution extraordinaire ne pourra être prélevée qu'une fois par an²³⁴⁴ ».

Dans leur rapport explicatif, les Belges indiquent que :

« Ce serait un moyen de démontrer que le BSI n'est plus simplement une boîte aux lettres recevant les propositions des nations affiliées pour les présenter aux congrès triennaux, mais un organisme

²³³⁹ *De 1907 à 1910. Rapports..., op. cit.*, p. 1167-1174.

²³⁴⁰ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 1, 1909, p. 10.

²³⁴¹ *Ibidem*, n. 2, p. 60-62.

²³⁴² *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 3, 1910, p. 84.

²³⁴³ *De 1907 à 1910. Rapports..., op. cit.*, p. 1160.

²³⁴⁴ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 4, 1910, p. 120-121.

vivant et vigilant de propagande pacifique entre les peuples et de solidarité de classe dans les conflits économiques²³⁴⁵ ».

Entre les positions allemandes et franco-belges, le SAP-S définit la solidarité comme un devoir moral, mais entend confier à la seule « Internationale Syndicale de délibérer sur les arrangements les plus propices au renforcement de la solidarité ouvrière internationale et d'en élaborer les détails²³⁴⁶ ». Or, durant les assises, Jean Bergmans fait ce qu'il peut pour défendre le projet du POB, en rappelant notamment que les Belges et Huysmans ont fait plus que les autres pour aider les réfugiés russes en 1905-1907 :

« Et comme l'Internationale ne pouvait suffire à aider tous les émigrants, les Belges se sont vus obligés d'aider tous les émigrants russes. Et tous les étrangers qui avaient besoin de secours ont afflué vers la Belgique, car ils savaient tous que là ils auraient du secours et aussi parce que c'est là que le Bureau International a son siège. La résolution belge est uniquement basée sur le principe de l'aide mutuelle²³⁴⁷ ».

Mais après que pour le SDAP-Ö Hueber ait rétorqué qu'« il ne peut pas être question ici de fixer des règles pour la solidarité internationale » car « il n'y a pas tous les jours une révolution russe²³⁴⁸ », c'est la position suédoise qui remporte le vote. Même s'il est établi depuis lors que le SSI est compétent en premier ressort des secours matériels et financiers, Huysmans ne va pas se priver de continuer de s'occuper d'entraide transnationale comme si rien n'était, au moins lorsque des demandes lui parviennent directement par des partis affiliés. Ainsi, un appel à souscription est lancé en 1912 en faveur des socialistes croates pour faire face aux répressions²³⁴⁹, et trois appels en 1913 permettent d'aider les socialistes serbes et bulgares à sauvegarder leurs partis pendant la première guerre balkanique²³⁵⁰, le POB à faire face à sa troisième grève générale pour le suffrage universel²³⁵¹, et la Fédération socialiste de Salonique à reprendre sa campagne antimilitariste après la fin de la seconde guerre balkanique²³⁵².

²³⁴⁵ *Idem.*

²³⁴⁶ *Huitième Congrès Socialiste International..., op. cit.*, p. 163.

²³⁴⁷ *Ibidem*, p. 165.

²³⁴⁸ *Ibidem*, p. 165.

²³⁴⁹ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 3, n° 8, 1912, p. 115-117.

²³⁵⁰ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 4, n° 10, p. 65-66.

²³⁵¹ FMSH, Fonds Georges Haupt, 8D3/49/2, Rapport de C. Huysmans, [décembre 1913].

²³⁵² *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 5, n° 11, 1914, p. 63-66.

B. Faire rimer élargissement et cohésion

À l'heure où l'action du secrétariat assume une « dimension continentale, sinon même planétaire²³⁵³ », notamment grâce à l'éclat du congrès de Stuttgart et au nouveau regard qui est porté sur le BSI en tant qu'acteur de la paix, Huysmans se trouve face au défi de faire rimer cet élargissement des horizons de l'Internationale avec sa cohésion interne. L'objectif étant de ne pas perdre en profondeur ce que l'on gagne en largeur, les initiatives entreprises par le secrétaire ou à propos desquelles il est sollicité s'avèrent néanmoins être délicates face à la diversification à la fois des structures du mouvement ouvrier, des acteurs qui tentent d'approcher le BSI, et aux litiges qui demeurent constant parmi ses partis historiques. D'une part, si Huysmans conçoit le Bureau comme devant devenir le centre de ralliement de toutes les institutions transnationales du mouvement ouvrier, il ne parvient à assurer avec elles que des relations asymétriques, conditionnées essentiellement par les marges de manœuvre que lui laissent ses partenaires. D'autre part, la décentralisation du regard du secrétaire ne s'émancipe que partiellement de l'eurocentrisme dont faisaient preuve déjà une majorité de partis : si des nombreux dossiers d'affiliations sont ouverts et qu'un savoir-faire se développe en ce sens, il y a seulement une poignée de cas de figure où Huysmans réussit à régulariser les relations et à aller jusqu'à l'aboutissement de la procédure d'adhésion. Enfin, la nécessité de dépasser les bons offices offerts par le BSI dans les dossiers d'unification se fait certes ressentir, mais ce n'est que lentement que Huysmans parvient à se saisir d'ouvertures favorables susceptibles d'approfondir sa pratique. S'il semble trouver dans ce domaine des marges de manœuvre pour jouer de son autorité face à des partis réticents, ses entremises relèvent à bien des égards d'une improvisation adaptative, et les résultats obtenus sont particulièrement discordants d'un cas à l'autre.

a) Une satellisation asymétrique d'autres Internationales

Galvanisé par l'englobement réussi de la CIS, dans son rapport d'activité pour le congrès de Stuttgart Huysmans esquisse pour l'avenir une structuration quadripartite du BSI, en tant qu'organe de liaison entre partis, élus, syndicats et coopératives :

²³⁵³ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 17.

« Les liens organiques existent donc déjà entre le Bureau et la Commission. Il en sera probablement un jour de même des Centrales syndicales et coopératives, car à mesure que les associations professionnelles se rapprochent du socialisme, à mesure que l'idée socialiste imprègne le mouvement coopératif, toutes ces forces diverses tiendront à envoyer des délégués aux Congrès internationaux. Puis, les relations, qui ne sont souvent qu'accidentelles, deviendront, par la force des choses, permanentes. Les organisations, qui ont pris contact avec les Congrès, voudront rester en relations avec le Bureau, qui continue les travaux des Congrès. L'action socialiste elle-même les poussera dans cette voie. Déjà les conclusions du rapport sur les relations entre les syndicats et les Partis politiques et la résolution des Etats-Unis sur l'immigration ouvrière demandent au secrétariat de nouveaux travaux. Celui-ci entrevoit donc le moment où le Bureau reliera toutes les organisations ouvrières et admettra pour chaque section nationale un délégué du Parti politique, un délégué des syndicats, un délégué des coopératives, un délégué du groupe parlementaire, collège de quatre mandataires incorporant les aspects divers du mouvement socialiste. Il y a peut-être quelque témérité à tracer dès aujourd'hui la voie qui devra être suivie par le mouvement d'organisation internationale. Il était cependant du devoir du secrétariat de l'indiquer dans un rapport consacré à son activité d'hier et aux projets de demain²³⁵⁴ ».

Force est de constater qu'en 1914 non seulement cette extension du BSI n'a pas eu lieu, mais surtout qu'elle a suivi des logiques très distantes de celles prospectées par Huysmans. Le Secrétariat syndical (désormais FSI) et l'Alliance coopérative restent inexpugnables, la Commission interparlementaire connaît une existence de plus en plus nominale et postale, la Commission des journalistes émerge aussi vite qu'elle cesse d'avoir un intérêt, l'Internationale des femmes se développe en toute autonomie, et au final les perspectives les plus prometteuses pour que le BSI s'adjoigne des nouveaux organes de coopération sectorielle viennent de l'Internationale sportive et, surtout, de l'Internationale des jeunes.

Quant à la CIS, alors que son englobement par le BSI devait servir à lui conférer un nouveau souffle, son fonctionnement collégial finit par se contracter de plus en plus. Dès sa III^e plénière en octobre 1908, il apparaît clairement qu'elle se configure avant tout comme un outil de ceux qui entendent entraîner ouvertement l'Internationale dans le réformisme et le compromis de classe. Son ordre du jour, en effet, se résume essentiellement à une tentative de Van Kol pour doter le BSI d'une commission spéciale censée élaborer un programme de réformes coloniales compatibles en tout point avec la persistance du phénomène colonial (il évoque « la nécessité de la corvée, l'impossibilité du suffrage universel [...], l'utilité du travail de nuit dans les pays

²³⁵⁴ *Ibidem*, p. 436.

chauds²³⁵⁵ »), et d'une tentative de La Fontaine de faire cautionner au BSI le pacifisme dit bourgeois de l'UIP. Si les deux assauts sont temporairement repoussés, la plénière n'aura pris aucune décision d'envergure concernant d'autres projets. La suivante, en novembre 1909, enregistre une très faible participation, alors qu'entre-temps seulement Van Kol, Furnémont et Hyndman avaient fait parvenir au secrétariat des rapports sur le programme de réformes coloniales, et le sujet est encore ajourné²³⁵⁶. Pour le reste, la réunion demande simplement aux élus de protester contre les mesures antisémites du gouvernement roumain²³⁵⁷ et contre la menace d'extradition au Mexique de Lázaro Gutiérrez de Lara²³⁵⁸, tandis que l'essentiel du temps est consacré à un échange comparatif d'informations sur les retraites ouvrières. Et alors que Cabrini avait envisagé un approfondissement institutionnel de la CIS, demandant que chaque groupe parlementaire affilié désigne un correspondant spécial au sujet des pensions, Branting et Vandervelde sont en désaccord sur la manière de procéder, et l'idée est ajournée à une réunion ultérieure²³⁵⁹. Mais cette plénière de 1909 est aussi la dernière la CIS : la V^e, prévue pour août 1910 à Copenhague, est « ajournée *sine die*²³⁶⁰ ». Alors que le rapport d'activité du secrétariat pour le congrès disait qu'« il suffira de la nouvelle réunion de Copenhague pour donner à la CIS toute la stabilité désirable²³⁶¹ », lorsque le BSI tient sa XII^e plénière en marge des assises, Huysmans propose désormais de « faire de la Commission Interparlementaire une commission spéciale du Congrès²³⁶² » : entre risque d'instrumentalisation par les éléments les plus réformistes et transformation des entrevues interparlementaires en un simple cadre d'échange platonique en manque de volontés partagés d'uniformisation législative, il finit par estimer qu'il n'est plus nécessaire de réunir la CIS aussi souvent que le BSI²³⁶³. Tandis que le congrès de la SFIO d'août 1910 avait demandé que le BSI « provoque des conférences de parlementaires, de juristes et de représentants d'organisations ouvrières pour examiner d'un commun accord les points les plus importants et les plus urgents de la législation du travail²³⁶⁴ », Huysmans a pleinement conscience que cette démarche serait chronophage et n'aurait que des maigres chances de succès, au vu des différences sensibles nationalement en termes de législations et de capacités d'action parlementaire, alors même que certains partis pourraient y

²³⁵⁵ G. HAUPT, M. REBERIOUX (dir.), art. cit., p. 33.

²³⁵⁶ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 6, 1909, p. 203-217.

²³⁵⁷ *Ibidem*, n° 2, p. 56.

²³⁵⁸ *Ibidem*, p. 55.

²³⁵⁹ *Ibidem*, p. 45-55.

²³⁶⁰ HAUPT, *La Deuxième Internationale 1889-1914...*, op. cit., p. 342.

²³⁶¹ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 5, 1910, p. 180-181.

²³⁶² *Huitième Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 399-401.

²³⁶³ *Ibidem*, p. 408-412.

²³⁶⁴ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 4, 1910, p. 116-117.

voir une atteinte à leur autonomie. Ainsi, tout au long des assises copenhagoises, le secrétaire reste passif quant à la convocation de la plénière de la CIS qui y avait été prévue : ce n'est que l'avant-dernier jour qu'il se demande si elle aurait encore le temps de se tenir, et laisse à Vandervelde le soin de faire acter un report, « car l'ordre du jour du Congrès est très important²³⁶⁵ ». Mais tandis que le Patron souhaite quand même continuer de réunir la CIS « entre deux Congrès, et dans un lieu facilement accessible à tous », Adler s'y oppose car « elle deviendrait ainsi un second Congrès International »²³⁶⁶. Au final, sous proposition de Pernerstorfer, il est décidé que les plénières de la CIS seront « convoquées par le Bureau comme annexes aux Congrès Internationaux », et que seulement « dans des circonstances extraordinaires, la Conférence Interparlementaire peut également se réunir en dehors des périodes de Congrès »²³⁶⁷. Mais puisque celui de Copenhague est le dernier congrès ordinaire de l'Internationale, la CIS ne se réunira plus. Et lorsque les circonstances exceptionnelles évoquées par Pernerstorfer se présenteront, en 1912, l'urgence avec laquelle le BSI convoque le congrès-spectacle de Bâle ne permettra finalement pas de le compléter par l'entrevue interparlementaire qui avait été envisagée au départ. Ainsi, jusqu'à l'été 1914, la CIS continue d'exister seulement nominalement et par correspondance : c'est sous cette étiquette que Huysmans accomplit avec Furnémont puis Bertrand un rôle essentiellement corrélatif et informatif sur les questions parlementaires. Ce travail à distance se révèle néanmoins particulièrement volumineux : il suffit de constater le rapport d'activité de la CIS pour l'année 1909, qui démontre, à l'heure même où ses plénières ne trouvent plus de sens, la grande quantité et diversité de sujets abordés dans la documentation échangée par l'intermédiaire du secrétariat pour aider les groupes parlementaires nationaux²³⁶⁸ : viticulture, droit de vote des marins et des migrants, concessions minières, révolution constitutionnelle persane, suffrage universel national et municipal, suffrage féminin, droit de grève, limitation de la journée de travail, conditions de travail dans les industries de tabac et dans les magasins, chômage, suivi médical des enfants scolarisés, cantines scolaires, retraites ouvrières, gratuité du système de santé, suppression des titres de noblesse, taxes foncières, hypothèques, fidéicommissaires, assainissement des banlieues, orphelinats publics, désarmement, veuvage, âge légal de vote, *gerrymandering*, etc. Ainsi, dans son rapport d'activité soumis à Copenhague, Huysmans affirme déjà que :

²³⁶⁵ *Huitième Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 428-431.

²³⁶⁶ *Idem.*

²³⁶⁷ *Idem.*

²³⁶⁸ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 1, 1909, p. 18-23.

« L'activité de la Commission Interparlementaire se confond généralement avec celle du Bureau, et cet organisme est devenu, par la fusion des secrétariats, un organisme administratif fort régulier. Des documents s'échangent conformément à la résolution de Stuttgart. Bon nombre de secrétaires parlementaires nous envoient les propositions de loi de leurs groupes respectifs et répondent aux questions posées par leurs camarades d'autres pays²³⁶⁹ ».

La constitution d'une Commission de journalistes socialistes émane d'une idée soumise au secrétariat du BSI en mai 1907 par les rédacteurs en chef du *Lavoratore* de Trieste, Valentino Pittoni et Angelo Vivante, afin d'émanciper la presse de l'Internationale du recours aux agences bourgeoises. Mais contrairement aux conférences de jeunes et de femmes organisées en marge du congrès de Stuttgart, le projet de Pittoni et Vivante envisage que ce soit le BSI lui-même qui prenne l'initiative de convoquer une entrevue :

« 1° Le BSI est chargé d'organiser pour le Congrès de Stuttgart une conférence des journalistes socialistes [...] ; 2° Le BSI est chargé de mettre à l'ordre du jour de cette conférence la création d'une Agence Socialiste Internationale ; 3° Le BSI fait communication de cette proposition à tous les journaux socialistes²³⁷⁰ ».

Huysmans s'empresse de notifier le soutien de l'ensemble du CE à cette motion, tout en rassurant les partis sur le fait que la conférence resterait souveraine pour fixer son ordre du jour et trancher les principes politiques, administratifs et financiers d'une éventuelle agence de presse socialiste²³⁷¹. Prenant déjà des accords préliminaires avec la rédaction du *Peuple*, il tente aussi de faire en sorte que le PSI envoie un délégué à la plénière du BSI de juin 1907 pour y défendre le projet²³⁷², mais puisque c'est un échec, il inscrit lui-même le sujet à l'ordre du jour et prononce un rapport introductif. Face aux doutes exprimés par les Allemands, les Autrichiens et les Tchèques tant sur le principe que sur sa faisabilité financière, Huysmans réussit à faire acter « que le Bureau convoque à Stuttgart une réunion de journalistes et éditeurs de journaux socialistes, dans le but d'améliorer les rapports de correspondance entre nos quotidiens et éventuellement examiner la possibilité de créer une agence », conçue « sur le mode Havas et Reuter, assurant toute garantie à l'information ouvrière et socialiste »²³⁷³. Après des négociations avec le comité organisateur de Stuttgart sur la date et le lieu²³⁷⁴, Huysmans

²³⁶⁹ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 5, 1910, p. 180-181.

²³⁷⁰ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 430.

²³⁷¹ *Idem.*

²³⁷² AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 302, Lettre de C. Huysmans à V. Pittoni, 8 mai 1907.

²³⁷³ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 282-289.

²³⁷⁴ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 406, Lettre de C. Huysmans à J. Dietz, 27 juin 1907.

convoque la conférence pour le soir du 19 août 1907 au Schillersaal du Liederhalle. Présidée par le rédacteur en chef de l'*Arbeiter-Zeitung*, Fritz Austerlitz, assisté d'Allemane, elle réunit des délégués des principaux quotidiens socialistes. L'idée d'agence de presse est majoritairement considérée comme prématurée, mais se dégage quand même une volonté de rationalisation des correspondances par un rattachement institutionnel au BSI : l'on établit, d'une part, que tous les informations importantes doivent lui être communiquées ; d'autre part, qu'une nouvelle conférence internationale de journalistes devrait être convoquée par le secrétariat international²³⁷⁵. Huysmans se met au travail déjà le lendemain, promettant d'envoyer à tous les journalistes une liste d'organes de presse avec adresses de leurs sièges sociaux et rédacteurs, et demandant déjà à recevoir des propositions concrètes d'initiatives à prendre à l'échelle transnationale²³⁷⁶. Et puisque l'entrevue n'avait ébauché aucune institutionnalisation permanente, c'est Huysmans qui prend accord avec le CE pour pouvoir agir en qualité de secrétaire par intérim en la matière²³⁷⁷. Il décide donc en toute autonomie de la date de la II^e plénière et de ses conditions d'admission très souples²³⁷⁸ : les membres du BSI se voient d'ailleurs accorder le droit d'assister aux réunions de la CJS même lorsqu'ils ne sont pas mandatés à cet effet par un organe de presse, et finissent par prendre bien plus la parole que les délégués journalistes *stricto sensu*. C'est encore Huysmans qui se charge de présenter à la II^e plénière au nom du CE un *Rapport sur l'amélioration des correspondances entre journaux socialistes*. Constatant que la réunion de Stuttgart « n'a guère eu de résultat pratique²³⁷⁹ », il fixe trois priorités. *Primo*, que les partis fassent « parvenir au secrétariat du Bureau Socialiste International, une liste des personnes désireuses d'envoyer des correspondances aux journaux étrangers, avec indication des questions qu'elles désirent traiter spécialement et la rémunération qu'elles réclament pour leur travail²³⁸⁰ ». *Secundo*, que chaque organe hebdomadaire étudie la faisabilité de l'édition de bulletins quotidiens synthétiques, sur le modèle de celui des socialistes russes de Berlin. *Tertio*, qu'une agence de presse socialiste soit créée selon une logique centre-périphérie depuis Berlin : concrètement, le bureau de presse du SPD tiendrait des échanges téléphoniques et télégraphiques quotidiens soit avec la rédaction de chaque journal étranger, soit avec un référent unique par zone géographique ; les informations réunies seraient ensuite

²³⁷⁵ Jean LONGUET, « À Stuttgart », *L'Humanité*, 27 août 1907, p. 1.

²³⁷⁶ *VII^e Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 267-283.

²³⁷⁷ Voir par exemple AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 520, Lettre de C. Huysmans à E. Anseele, 26 septembre 1908.

²³⁷⁸ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 419, Lettre de C. Huysmans à E. Hins, 30 septembre 1908.

²³⁷⁹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2304, f° 7-20, Rapport sur l'amélioration des correspondances entre journaux socialistes, 10 octobre 1908.

²³⁸⁰ *Idem*.

communiquées de manière certifiée et uniforme à tous les journaux sociaux-démocrates allemands, qui fonctionneraient ainsi en guise d'agence de presse si les journaux étrangers pouvaient s'abonner au moins à l'un d'entre eux. Or, même si De Brouckère rappelle ponctuellement que les pistes envisagées sont modestes et qu'elles ne présupposent aucune ingérence du BSI, toutes les propositions se heurtent à des objections multiples. Pendant que Roussel martèle le danger qui se cache derrière une accréditation transnationale officielle de certains journalistes, étant donné que dans tous les partis il y a une pluralité de tendances, Kautsky entend rabaisser la portée des décisions prises en exigeant qu'elles soient considérées comme « de simples vœux²³⁸¹ » ; il tente aussi d'évincer le secrétariat du BSI dans son rôle d'intermédiaire, préconisant simplement que les partis éditent et s'échangent mutuellement des annuaires de presse. C'est seulement grâce aux efforts de Longuet et De Brouckère que les recommandations de Huysmans sont suivies à la lettre pour les deux premiers points, puisqu'il est « bien entendu que les listes [de journalistes] doivent être réunies par le Bureau International et transmises à toutes les organisations²³⁸² », et que le secrétariat est chargé de lancer une consultation sur la faisabilité de bulletins synthétiques quotidiens. Mais le projet ambitieux d'agence de presse est ajourné sur la base de considérations financières. Du point de vue institutionnel, la seule décision prise consiste à continuer de réunir annuellement les journalistes socialistes en concomitance des plénières du BSI. Entre la II^e et la III^e plénière de la CJS, Huysmans publie dans le premier *Bulletin* deux listes : une de journaux « susceptibles 1^o de faire des échanges ; 2^o d'engager des correspondants et des collaborateurs rémunérés²³⁸³ », une de journalistes accrédités²³⁸⁴ – classée par pays, elle comporte le nom, la profession, le domicile, les sujets de prédilection, les langues pratiquées, et la rémunération demandée (sur la base d'un formulaire unique que Huysmans avait envoyé aux partis en juin 1909²³⁸⁵) – . Ces listes sont périodiquement mises à jour, et à partir de 1911 Huysmans commence à y joindre un relevé systématique de la presse syndicale²³⁸⁶ – classée par pays, elle distingue entre organes des centrales syndicales et organes de fédérations professionnelles, ces derniers étant classés métier par métier –. Quant aux consultations à propos des bulletins quotidiens²³⁸⁷, en novembre

²³⁸¹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2454, f^o 10, Compte-rendu de la X^e reunion plénière du BSI, 11 octobre 1908.

²³⁸² *Idem.*

²³⁸³ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n^o 1, 1909, p. 1.

²³⁸⁴ *Ibidem*, p. 3-5.

²³⁸⁵ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625.2304, f^o 48, Questionnaire du BSI aux partis affiliés, 1^{er} juin 1909.

²³⁸⁶ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 2, n^o 7, 1911, p. 59-66.

²³⁸⁷ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f^o 537, Lettre de C. Huysmans aux partis balkaniques, 11 novembre 1908.

1909 Huysmans a reçu très peu de réponses, et bien que les Serbes et les Roumains s'y expriment favorablement, le SPD notifie déjà qu'il ne pourra pas subvenir financièrement à leurs besoins éditoriaux²³⁸⁸. Par la suite, Huysmans et De Brouckère éprouvent de grandes difficultés à lancer des nouveaux projets pour la CJS. L'agenda de sa III^e plénière de novembre 1909 est une répétition de celui de la II^e, les mêmes objections se font jour (avec Diamand qui réitère ce que Roussel avait pointé l'année précédente), et les débats aussi tournent en rond²³⁸⁹. Quant à la liste de journaux et journalistes accrédités, l'on ne peut que se contenter de souhaiter des mises à jour régulières, et de relever ses effets bénéfiques pour les journaux qui ne peuvent pas dispatcher des correspondants à l'étranger. Mais pour le reste, tout est laissé à la discrétion des partis : Lénine relève que les indications de la plénière précédente ont motivé le POSDR à constituer une équipe de journalistes, et Branting souhaite que les échanges journalistiques soient non seulement réguliers mais aussi égalitaires entre nationalités, mais l'on n'envisage aucune perspective d'action ultérieure que le BSI pourrait entreprendre. Quant à l'idée de bulletins synthétiques quotidiens, la question est vite expédiée : l'on conseille aux partis qui veulent y donner suite de rechercher au préalable des abonnés par l'intermédiaire des journaux accrédités par le BSI dans son *Bulletin*. Quant à une agence téléphonique et télégraphique, l'on continue de relever les problèmes financiers, et l'on finit par préconiser que chaque journal désigne un référent unique pour l'étranger, pour qu'il échange régulièrement avec ses homologues par téléphone du fait de ses moindres coûts. Enfin, Hanauer profite du point *Divers* pour soulever la question des annonces publicitaires, mais De Brouckère plaide pour son ajournement, considérant que leur suppression est impossible en l'état actuel et que le sujet ne concerne pas les journalistes mais les administrateurs. Mais tandis que Renaudel et Branting sont pour établir au moins des critères de sélections pour les annonces admissibles, la question est définitivement enterrée par un vote formel après que Vaillant ait rappelé la place du BSI dans les logiques de fonctionnement de l'Internationale :

« Pour que l'action du BSI soit forte et efficace, il faudrait qu'il n'empiète jamais sur le domaine national et ne dépasse les limites qui lui sont fixées. La question ne peut être posée que pour un échange de vues qui peut être utile, mais il ne saurait être question de prendre des résolutions fermes qui ne pourraient d'ailleurs pas être acceptées ni observées²³⁹⁰ ».

²³⁸⁸ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 1, 1909, p. 5.

²³⁸⁹ *Ibidem*, n° 2, 1910, p. 29-33

²³⁹⁰ *Ibidem*, p. 33.

La IV^e plénière des journalistes, en août 1910 à Copenhague, sonne le glas du fonctionnement en présentiel de la commission. Une seule question figure au programme – la rémunération des journalistes et des correspondants –, et sous proposition de Wurm et des Adler (père et fils), l'on se borne à nommer une commission spéciale composée d'un correspondant par pays et chapeautée par les Allemands, qui « faciliterait les négociations et favoriserait l'établissement de contrats écrits sur les salaires et les heures de travail, les cas de maladie, les pénalités en cas de procès²³⁹¹ ». *De facto*, la commission ne rentrera jamais en fonction : jusqu'en 1914, Huysmans inclut les membres désignés dans son circuit de correspondances pour des affaires journalistiques, mais il profite de l'inconsistance de la plénière de 1910 pour ne pas en convoquer une nouvelle à partir de l'année suivante, d'autant que la réunion du BSI de 1911 est considérée comme étant extraordinaire. Il clôt ainsi sans bruit l'expérience d'une CJS qui avait produit des résultats très maigres et qui était devenue rapidement une coquille vide.

Quant à l'ACI, l'affaire est vite résolue : le CE propose lui-même d'inscrire la question des rapports entre partis et coopératives au programme de Copenhague²³⁹², et réussit à persuader de sa pertinence des délégués nationaux qui considèrent cette question comme très secondaire. Huysmans demande qu'elle soit traitée avec une attention particulière dans les rapports d'activité nationaux²³⁹³, mais Vandervelde remarque justement qu'à Copenhague se reproduit « la même querelle qu'à Stuttgart sur les syndicats²³⁹⁴ ». Tandis que le POB et les jaurésiens de la SFIO pensent que congrès est compétent pour acter l'établissement de liens organiques entre partis et coopératives, ainsi que l'adhésion de celles-ci à l'ACI pour « rallier l'Internationale coopérative entière à l'Internationale socialiste²³⁹⁵ », le SPD, le SDAP-Ö et les guesdistes de la SFIO s'érigent en avocats de l'autonomie entre partis et coopératives, et considèrent que les assises sont incompetentes pour tracer une ligne de conduite valable dans tous les pays. La résolution transactionnelle qui est votée parle de « relations tous les jours plus intimes²³⁹⁶ », mais autorise les partis à poursuivre des tactiques nettement opposées vis-à-vis des

²³⁹¹ *Huitième Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 444-451.

²³⁹² AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2304, f° 51, Circulaire du CE du BSI, 4 juin 1909.

²³⁹³ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 1, Circulaire d'invitation au congrès de Copenhague, 7 mai 1910.

²³⁹⁴ *Huitième Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 106.

²³⁹⁵ *Ibidem*, p. 108.

²³⁹⁶ *Ibidem*, p. 119.

coopératives²³⁹⁷ ; et puisque les méfiances à l'égard de l'ACI sont bien plus marquées que ne l'étaient en 1907 celles à l'égard du SSI, et le BSI ne reçoit donc aucun mandat en la matière.

Pour ce qui est de l'Internationale des femmes socialistes (IFS), si déjà les correspondances avec ses meneuses ne sont pas particulièrement nombreuses et régulières, et que le BSI ne joue aucun rôle dans sa constitution officielle à la conférence tenue à Stuttgart en marge du congrès de l'Internationale, les rapports d'institution à institution que Huysmans parvient à instaurer sont très lâches. Durant les premiers mois de vie de l'IFS, il se charge volontiers de mettre en relation les groupes féminins avec la rédaction du *Gleichheit*²³⁹⁸ – même dès lors que les questions qu'on lui pose ne sont pas spécifiquement féminines²³⁹⁹ –, et de transférer l'argent qu'il reçoit par des interlocuteurs qui ne connaissent pas l'adresse de Zetkin²⁴⁰⁰. Mais lorsque l'IFS est pleinement opérationnelle, Huysmans confirme à Zetkin que son action sera dicté par un principe de stricte subsidiarité : il ne pourrait la remplacer que si elle négligeait de donner suite aux sollicitations, car il existe bel et bien une procédure socialiste, et il ne peut pas empiéter sur ses attributions étant donné que l'IFS n'a émis aucune demande de rattachement formel au BSI²⁴⁰¹. L'autonomie se confirme à Copenhague en 1910, d'autant qu'à une motion polonaise préconisant la création au sein du BSI d'un office d'information pour les organisations ouvrières féminines, est préférée une motion suédoise chargeant le secrétariat de l'IFS de cette mission²⁴⁰².

Quant à l'Internationale sportive, les perspectives d'un rôle à jouer pour le BSI proviennent du scepticisme même d'une grande majorité de meneurs socialistes (et au-dessus de tous des Allemands) quant à l'utilité du sport ouvrier, et qui produit deux dynamiques d'internationalisation discordantes en réponse aux dérives chauvines qui s'étaient vérifiées pendant les Jeux Olympiques de Stockholm de 1912²⁴⁰³. Tandis que les Belges privilégient une approche transfrontalière et court-termiste, les Français optent pour une approche transnationale

²³⁹⁷ Voir Émile VANDERVELDE, *La Coopération neutre et la coopération socialiste*, Paris, Alcan, 1913, p. 125-134 ; p. 181-184.

²³⁹⁸ Voir par exemple AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 380, Lettre d'I. Kantor au *Women's Journal* (Boston), 24 septembre 1907.

²³⁹⁹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 435, Lettre de C. Huysmans à C. Zetkin, 7 octobre 1908.

²⁴⁰⁰ Voir par exemple AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 389, Lettre de C. Huysmans à C. Zetkin, 2 octobre 1907.

²⁴⁰¹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 294, Lettre de C. Huysmans à C. Zetkin, 16 juin 1908.

²⁴⁰² May WOOD-SIMONS, *Report of Socialist Party Delegation and Proceedings of the International Socialist Congress at Copenhagen*, Minkoff, 1910, t. XIX p. 905-910.

²⁴⁰³ André GOUNOT, *Les mouvements sportifs ouvriers en Europe (1893-1939). Dimensions transnationales et déclinaisons locales*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2016, p. 20-43.

à l'échelle européenne et long-termiste, explicitement sous la houlette de l'Internationale. En août 1912, le secrétaire à la propagande de la Fédération sportive athlétique socialiste (FSAS), Bertrand Laine, demande au secrétariat du BSI de l'aider « à cerner l'opportunité qu'il y aurait à créer une Internationale sportive²⁴⁰⁴ ». Huysmans consulte les associations sportives ouvrières dont il a connaissance, et peut transmettre à Laine des réponses positives depuis la Belgique, l'Autriche et la Grande-Bretagne²⁴⁰⁵. Un congrès international des associations sportives ouvrières peut alors être organisé à Gand le 10 mai 1913, et débouche sur la constitution d'une Association socialiste internationale d'éducation physique (ASIEP). Son bureau international est installé à Bruxelles, codirigé par le Belge Gaston Bridoux et le Français Charles Saint-Venant²⁴⁰⁶. Mais les relations avec Huysmans semblent avoir été de courte durée, cantonnées à cet médiation d'août 1912. La FSAS peut profiter en effet des bons offices du secrétaire dans l'un des rares moments d'accalmie dans la politique internationale : les combats italo-turcs ont cessé depuis un mois, et la Ligue balkanique n'a pas encore déclaré la guerre à l'empire ottoman. D'autre part, après le congrès de Gand, l'ASIEP est focalisée avant tout sur sa propre structuration, notamment dans une tentative d'obtenir l'adhésion de la puissante *Arbeiter Turnerbund*, qui ne se concrétise qu'en mars 1914 au bout de négociations délicates.

Quant aux rapports transnationaux entre organisations de jeunesse, les rapports de confiance développés entre Huysmans et De Man dès 1905 posent les prémisses d'une collaboration active déjà en vue de la constitution définitive d'une Internationale de la jeunesse socialiste (IJS) à la conférence tenue à Stuttgart en marge des assises de l'Internationale. Huysmans assure les liens entre certains groupes de jeunesse et De Man, Liebknecht et Ludwig Frank avant même que ceux-ci installent un secrétariat international provisoire à Vienne en mars 1907²⁴⁰⁷, fait en sorte que le CE leur accorde un subside de 100 marks pour l'organisation de leur conférence internationale²⁴⁰⁸, et que tous les partis soutiennent cette perspective²⁴⁰⁹. Dans le volume de collecte des rapports nationaux d'activité paru avant Stuttgart, il insère aussi des rapports émanant d'associations de jeunesse et laisse De Man écrire une préface²⁴¹⁰. En retour, le secrétariat international provisoire adopte un mode de fonctionnement calqué sur celui du

²⁴⁰⁴ *Compte Rendu du I^{er} Congrès International des Groupes Socialistes d'Education physique, tenu à Gand le 10 mai 1913*, Bruxelles, s.n., 1913, p. 3-4.

²⁴⁰⁵ Voir *Le Peuple*, 28 août 1912.

²⁴⁰⁶ GOUNOT, *Les mouvements sportifs ouvriers en Europe...*, op. cit., p. 43.

²⁴⁰⁷ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 127, Lettre de C. Huysmans à L. Frank, 15 janvier 1907.

²⁴⁰⁸ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 275, Lettre de C. Huysmans à H. de Man, 23 avril 1907.

²⁴⁰⁹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 352, Lettre de C. Huysmans à Russel, 1^{er} août 1907.

²⁴¹⁰ IISG, Sozialistische Jugend-Internationale Archives, 1, Rapport de De Man, [1907].

BSI²⁴¹¹ – et depuis sa constitution définitive en août 1907, il est d’ailleurs confronté aux mêmes négligences nationales que le BSI au niveau des correspondances et des cotisations²⁴¹² –. Jusqu’en octobre 1910, l’IJS et le BSI opèrent en autonomie tout en gardant des rapports étroits. De Man parvient à obtenir un nouveau subside (200 frs)²⁴¹³ malgré les hésitations de Huysmans au vu des finances précaires du BSI²⁴¹⁴, et Liebknecht se fait envoyer le carnet d’adresses de journalistes socialistes²⁴¹⁵. Dès décembre 1907, Huysmans assure aussi le lien entre De Man et la SFIO pour que celle-ci autorise la création d’une organisation nationale de jeunesses socialistes²⁴¹⁶, en dépit des réticences historiques des guesdistes. De Man fait d’ailleurs notifier à la SFIO que l’IJS est « une fédération internationale reconnue et subsidiée par le Bureau Socialiste International²⁴¹⁷ ». Cet appui de Huysmans est déterminant, puisque comme le relève De Man :

« Cet appel fut appuyé par le Bureau Socialiste International avec la résultat que la Commission exécutive [de la SFIO] mit la question à l’étude et promit de la mettre à l’ordre du jour de l’une des prochaines séances du Conseil National ou bien du Congrès National²⁴¹⁸ ».

Toutefois, même s’il faut attendre le congrès de la SFIO de 1912 à Lyon pour qu’une première conférence des groupes de jeunesse soit autorisée à se réunir en mars 1913 à Brest²⁴¹⁹, Huysmans est encore proactif à cette occasion en mettant en relation Robert Danneberg avec Cambier pour la transmission de documentation²⁴²⁰. Surtout, le constat qu’IJS et BSI entretiennent des rapports de plus en plus étroits sert à apaiser les doutes principiels de certains meneurs de la SFIO²⁴²¹. À la XII^e plénière que tient le BSI à Copenhague, en effet, Ebert notifie d’avoir « reçu mission d’examiner avec le BSI si une affiliation au BSI de la centrale de la

²⁴¹¹ IISG, Sozialistische Jugend-Internationale Archives, 1, Circulaire de De Man, mars 1907.

²⁴¹² IISG, Sozialistische Jugend-Internationale Archives, 1, Rapport du Secrétariat international de la Jeunesse Socialiste pour la période du 25 août 1907 au 31 décembre 1907, [janvier 1908].

²⁴¹³ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 1, 1909, p. 15.

²⁴¹⁴ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 163, Lettre de C. Huysmans à H. de Man, 24 janvier 1908

²⁴¹⁵ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 403, Lettre de C. Huysmans à K. Liebknecht, 3 octobre 1907.

²⁴¹⁶ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 88, Lettre de C. Huysmans au CN de la SFIO, 4 décembre 1907 ; f° 89, Lettre de C. Huysmans à H. de Man, 4 décembre 1907.

²⁴¹⁷ IISG, Sozialistische Jugend-Internationale Archives, 1, Lettre de De Man au CN de la SFIO, s.d.

²⁴¹⁸ IISG, Sozialistische Jugend-Internationale Archives, 1, Rapport du Secrétariat international de la Jeunesse Socialiste pour la période du 25 août 1907 au 31 décembre 1907, janvier 1908.

²⁴¹⁹ IISG, Sozialistische Jugend-Internationale Archives, 16, Première conférence nationale des jeunesses. Brest 1913, s.d.

²⁴²⁰ IISG, Sozialistische Jugend-Internationale Archives, 14, Lettre de C. Huysmans à R. Danneberg, 19 juin 1912.

²⁴²¹ IISG, Sozialistische Jugend-Internationale Archives, 15, Lettre d’A. Morin et F. Strago à R. Danneberg, 22 août 1912.

Jeunesse n'est pas possible pour supprimer le dualisme qui existe d'une façon évidente²⁴²² », puis fait voter avec Adler une motion en ce sens :

« Le Bureau Socialiste International se déclare d'accord pour l'affiliation au BSI du Secrétariat international des organisations de la jeunesse à Vienne et charge les représentants de l'organisation centrale de la jeunesse de faire à cet effet directement des propositions, afin que le Bureau puisse examiner cette question dans sa plus prochaine séance²⁴²³ ».

Huysmans peut alors annoncer au congrès « l'affiliation prochaine au BSI des organisations de la jeunesse socialiste²⁴²⁴ », et invite les partis à formuler déjà des propositions quant aux modalités d'englobement. La démarche s'avère néanmoins des plus délicates, puisque l'objectif de la direction du SPD n'est pas une rationalisation institutionnelle globale de l'Internationale : elle prend à prétexte la loi allemande sur les associations de 1908, qui avait introduit des mesures répressives d'exception à l'égard la jeunesse²⁴²⁵, surtout pour mettre sous tutelle une IJS perçue comme trop radicale dans ses exigences antimilitaristes. Mais si la II^e conférence de l'IJS en 1910 à Copenhague, boycottée par le SPD, accepte la perspective de rattachement organique au BSI, c'est surtout pour faire face aux dysfonctionnements connus depuis 1907²⁴²⁶. En octobre 1910, lorsque Huysmans se rend à Vienne pour traiter du conflit syndical austro-tchèque, il commence à négocier avec Danneberg²⁴²⁷, qui tente de trouver une formule qui pourrait satisfaire à la fois les tenants de l'autonomie complète des organisations de jeunesse, et un SPD dont il critique la pensée selon laquelle l'IJS « ne peut pas être une entité indépendante, mais rien de plus qu'un département de l'Internationale à Bruxelles²⁴²⁸ ». Un premier projet de règlement est transmis par Danneberg le 3 avril 1911²⁴²⁹. Parmi les principes-phares qui s'y dégagent, il est dit tout d'abord que c'est le BSI qui décide de l'établissement d'un nouveau secrétariat de l'IJS, et que l'agenda des conférences de l'IJS, qui doivent se tenir en synchronie avec les congrès de l'Internationale, devra être préparé de commun accord avec le BSI ; seules sont admises à l'IJS des organisations de jeunesse rattachées ou accréditées par les partis affiliés au BSI, et celui-ci est reconnu comme juge en dernière instance pour les conflits d'admission. L'IJS aurait son propre secrétaire, mais sa candidature devrait recevoir

²⁴²² *Huitième Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 401-405.

²⁴²³ *Ibidem*, p. 436.

²⁴²⁴ *Ibidem*, p. 353-398.

²⁴²⁵ Voir Gilbert KREBS, « Le parti, les syndicats et la jeunesse », in Joseph ROVAN (dir.), *La Social-Démocratie dans l'Allemagne impériale*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 1985, p. 137-156.

²⁴²⁶ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 3, n° 8, 1912, p. 127-129.

²⁴²⁷ *Ibidem*, vol. 2, n° 7, 1911, p. 36.

²⁴²⁸ IISG, Sozialistische Jugend-Internationale Archives, 18, Lettre de R. Danneberg à F. Strago, 4 juillet 1914.

²⁴²⁹ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 2, n° 7, 1911 p. 36.

l'accord préalable du BSI : il serait responsable devant lui et pourrait assister à ses plénières à titre consultatif ; il serait assisté d'un comité exécutif de cinq membres et éditerait son propre bulletin trilingue, mais les frais d'entretien du secrétariat et le salaire du secrétaire seraient à la charge du BSI, qui en fixerait les montants et qui taxerait à cet effet les partis d'une cotisation spéciale de 24 couronnes austro-hongroises par an et par tranches de 1.000 membres. Or, bien que ce projet soit censé rentrer en vigueur dès le 1^{er} janvier 1912, il se heurte à un double blocage. Au niveau du BSI, la XIII^e plénière de 1911 connaît des objections non seulement du SPD, qui l'estime encore trop autonomiste, mais aussi du SDAP-N, qui va bientôt lancer une croisade contre l'affiliation à l'IJS du *Zaaijer*, rattaché aux dissidents tribunistes²⁴³⁰. Même si Huysmans et Adler défendent le projet, il est décidé de ne pas le voter avant d'avoir procédé à une consultation des partis affiliés, d'autant plus qu'il présuppose des nouvelles obligations financières²⁴³¹. De son côté, Danneberg consulte les associations affiliées à l'IJS et leur demande une meilleure discipline au niveau des cotisations pour « ne pas être accusés par le BSI que notre Organisation internationale ne soit pas viable à cause de la passivité et de l'indifférence des mouvements affiliés²⁴³² », mais les retours ne sont guère unanimes²⁴³³. Si les consultations parallèles ouvrent un différend procédurier entre Huysmans et Danneberg²⁴³⁴ (le premier étant accusé par le second de ne pas avoir fourni au BSI la dernière version en date du projet de règlements), l'élément qui heurte le plus les partisans de l'autonomie est l'attribution au BSI du rôle de juge en dernière instance²⁴³⁵, alors même que le SPD persiste dans sa volonté de faire du secrétariat de l'IJS « rien de plus qu'une archive internationale²⁴³⁶ ». Danneberg passe alors l'année 1912 à négocier délicatement « un compromis²⁴³⁷ » avec Ebert, pour finalement échouer²⁴³⁸. En réaction, la seconde version du projet de règlement que Danneberg élabore en novembre 1912 est nettement plus autonomiste que la première : le BSI figure désormais comme juge de deuxième instance, entre un comité exécutif de l'IJS qui est juge en

²⁴³⁰ IISG, Sozialistische Jugend-Internationale Archives, 17, Lettre de P. Voogd à R. Danneberg, 24 mai 1914.

²⁴³¹ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 2, n° 7, 1911, p. 36 ; vol. 3, n° 8, 1912, p. 127-129.

²⁴³² IISG, Sozialistische Jugend-Internationale Archives, 13, Circulaire de R. Danneberg, s.d.

²⁴³³ IISG, Sozialistische Jugend-Internationale Archives, 13, Télégramme de Z. Höglund à R. Danneberg, [1911] ; Lettre de S. Krogh à R. Danneberg, 17 juin 1911 ; Lettre de L. Andresen à R. Danneberg, 28 novembre 1911.

²⁴³⁴ IISG, Sozialistische Jugend-Internationale Archives, 13, Lettre de C. Huysmans à R. Danneberg, 9 octobre 1911.

²⁴³⁵ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 3, n° 8, 1912, p. 100-101.

²⁴³⁶ IISG, Sozialistische Jugend-Internationale Archives, 18, Lettre de R. Danneberg à F. Strago, 4 juillet 1914.

²⁴³⁷ IISG, Sozialistische Jugend-Internationale Archives, 18, Lettre de R. Danneberg à C. Huysmans, [juillet 1914].

²⁴³⁸ IISG, Sozialistische Jugend-Internationale Archives, 12, *Entwurf eines Reglements für das Internationale Jugendsekretariat*, 19 novembre 1912 ; Circulaire de R. Danneberg, 13 novembre 1912.

première, et les conférences de l'IJS qui sont juges en troisième²⁴³⁹. Mais lorsque l'IJS tient une conférence extraordinaire à Bâle le 25 novembre 1912 en marge du congrès de l'Internationale, le SPD continue de boycotter et le règlement fait encore débat : il soulève notamment des objections françaises en ce qu'il n'est pas assez autonomiste²⁴⁴⁰, tant que toute décision définitive est remise à la conférence ordinaire qui devait se tenir à Vienne deux ans plus tard, le 22 août 1914²⁴⁴¹. Or, le 23 décembre 1912 Danneberg transmet quand même à Huysmans le projet qui avait été ajourné à Bâle, ce qui va créer une certaine « confusion²⁴⁴² » tant au niveau du BSI que de l'IJS : Huysmans ne comprend pas quoi faire de ce document provisoire, et les jeunes françaises se plaignent que Danneberg ait saisi le BSI avant même d'entamer des nouvelles consultations au niveau de l'IJS²⁴⁴³. Mais lorsque celles-ci reprennent au premier semestre 1914, il apparaît que les pommes de la discorde se sont démultipliées. Danneberg tente alors de faire émettre urgemment à Huysmans un avis au nom du CE, afin de surmonter les blocages qui persistent au sein du BSI du fait de l'inflexibilité allemande :

« Maintenant, j'aimerais avoir une décision de votre part. Que veut le BSI ? Accepte-t-il les règlements que j'ai envoyés à l'époque ? Ou bien le BSI veut-il la résolution de l'IJS ? Ou voulez-vous que l'IJS ne se dissolve pas et reste dans sa forme actuelle ? Nous devons prendre une décision à la Conférence de Vienne. Mais je veux d'abord connaître, sinon l'avis du bureau, du moins celui du comité exécutif²⁴⁴⁴ ».

En parallèle, le 4 juillet 1914, il confie aux Français que sa démarche risque de n'avoir aucun effet :

« Il se peut que le BSI accepte mes suggestions. L'Allemagne ne le fera en aucun cas. Et comme l'Allemagne est le pays le plus important de l'organisation internationale et en particulier le mouvement de jeunesse allemand est plus grand que le mouvement de jeunesse de tous les autres pays réunis, il est clair qu'aucune décision ne sera prise à Bruxelles qui semble inaccessible aux camarades allemands. Il ne faut pas s'attendre à ce que mon projet, qui vous en offre trop peu, ne soit actuellement négocié qu'à Bruxelles. [...] Il est clair que le BSI ne prendra aucune décision si l'Allemagne déclare qu'elle ne pourra pas participer. C'est pourquoi le BSI a toujours laissé mon

²⁴³⁹ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 4, n° 10, 1913, p. 64.

²⁴⁴⁰ IISG, Sozialistische Jugend-Internationale Archives, 17, Lettre de F. Strago à R. Danneberg, 10 juin 1914.

²⁴⁴¹ IISG, Sozialistische Jugend-Internationale Archives, 16, Première conférence nationale des jeunes. Brest 1913, s.d.

²⁴⁴² IISG, Sozialistische Jugend-Internationale Archives, 15, Lettre de C. Huysmans à R. Danneberg, 31 décembre 1912.

²⁴⁴³ IISG, Sozialistische Jugend-Internationale Archives, 17, Lettre de F. Strago à R. Danneberg, 11 février 1914 ; Lettre de F. Strago à R. Danneberg, 29 mars 1914.

²⁴⁴⁴ IISG, Sozialistische Jugend-Internationale Archives, 18, Lettre de R. Danneberg à C. Huysmans, [juillet 1914].

projet en attente et sans réponse et ne prendra probablement pas de décision maintenant. Le BSI n'a aucune objection à l'existence de l'IJS tel qu'elle est aujourd'hui. Mais il ne peut officiellement reprendre cette Internationale si l'Allemagne ne le fait pas²⁴⁴⁵ ».

Mais la crise austro-serbe vient de commencer, et les yeux de Huysmans sont rivés sur la manière de mettre en mouvement le BSI en faveur de la paix. Il ne peut donc prendre aucun risque de crispier ses rapports avec le SPD pour une question institutionnelle tout à fait secondaire.

Quant aux relations syndicales transnationales, il convient tout d'abord de remarquer que déjà avant 1907 Huysmans considère que le BSI puisse nouer des liens avec les SPI en toute autonomie vis-à-vis du SSI. En ce sens, il est particulièrement proactif à l'égard des diamantaires²⁴⁴⁶ (aussi pour combattre leur posture historiquement neutraliste à l'égard des partis socialistes²⁴⁴⁷), des tisserands²⁴⁴⁸ et des mineurs²⁴⁴⁹, allant jusqu'à servir de traducteur à certains congrès des fédérations de métier. Surtout, Huysmans n'attend pas de recevoir un mandat formel à Stuttgart pour entamer déjà une collaboration avec Legien en tant que SSI. La première affaire en ce sens, le secours aux victimes du lock-out de Lodz de décembre 1906, commence d'ailleurs par un incident²⁴⁵⁰ : le PPS avait indiqué au CE que les aides pécuniaires auraient dû être envoyées directement à Cracovie, tandis que Legien avait exigé qu'elles fussent être centralisées au préalable à Berlin en ses mains. Mais des sommes parviennent à Huysmans à Bruxelles, il choisit de faire bonne figure auprès de Legien et d'adopter la méthode qu'il préconisait pour la redistribution. Un mois plus tard, Huysmans fait encore preuve de dévouement et discipline lorsque Legien sollicite les syndicats nationaux pour soutenir la grève des cheminots bulgares²⁴⁵¹ : sa circulaire du 17 janvier 1907 est transmise par son tour par Huysmans à tous ses contacts syndicaux²⁴⁵², qui s'active ensuite pour faire le lien entre ceux-

²⁴⁴⁵ IISG, Sozialistische Jugend-Internationale Archives, 18, Lettre de R. Danneberg à F. Strago, 4 juillet 1914.

²⁴⁴⁶ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 387, Lettre du Antwerpsche Diamantbewerksbond à C. Huysmans, 18 août 1906.

²⁴⁴⁷ Voir *L'Humanité*, 6 mars 1907, p. 2.

²⁴⁴⁸ Voir par exemple AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 230, Lettre de la Soc. Vakvereniging der Wevers à C. Huysmans, 17 novembre 1905 ; *L'Humanité*, 5 avril 1907, p. 2.

²⁴⁴⁹ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 204. Voir aussi AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 53, Lettres de C. Huysmans à F. Mora et A. Costa, 19 septembre 1906 ; f° 56, Lettre de Huysmans à T. Ashton, 2 octobre 1906.

²⁴⁵⁰ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 405. Voir aussi AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 387, Lettre de C. Huysmans à S. Posner, 2 octobre 1907.

²⁴⁵¹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 131, Lettre de C. Legien aux secrétaires des centrales nationales des syndicats bulgares, 17 janvier 1907.

²⁴⁵² Voir par exemple AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 123, Lettre de C. Huysmans au *Riscatto Ferroviario* (Milan), 28 janvier 1907.

ci, le SSI et le secrétaire de l'ITF²⁴⁵³. Du fait de ces bons offices, c'est à Huysmans que s'adresse la centrale syndicale bulgare en pour l'aider dans ses démarches d'affiliation au SSI²⁴⁵⁴. À partir de là, Huysmans a tendance à renvoyer de plus en plus systématiquement vers Legien ou vers les bulletins du SSI les interlocuteurs qui l'interrogent sur des sujets syndicaux qui ne relèvent pas spécifiquement d'un SPI, en expliquant d'ailleurs que la différence entre SSI et BSI ne réside pas au niveau de la ligne politique mais au niveau des compétences²⁴⁵⁵. D'autre part, entre février et avril 1907, il saisit directement Legien à plusieurs reprises pour qu'il contribue à la mise à jour de la bibliothèque socialiste internationale par l'envoi de documents syndicaux²⁴⁵⁶. Lorsque les assises de Stuttgart consacrent rétroactivement le besoin d'établir une collaboration institutionnelle entre BSI et SSI, Huysmans peut se faire déléguer sans problème pour assister au nom du BSI à la conférence internationale du SSI des 15-16 septembre 1907 à Christiania. Ici, il reste tout sauf passif, recherchant l'entente avec Legien dans la manière même de concevoir le développement du SSI. C'est en effet Huysmans qui est à l'origine d'une motion à l'égard de l'attitude de la CGT, qui avait boycotté la conférence à raison de la non-inscription au programme de la grève générale et de l'antimilitarisme. Le secrétaire estime que la direction de la CGT ne représente pas l'avis de la majorité de ses adhérents, et qu'il convient de faire de la pédagogie auprès de ces derniers sans s'y adresser directement. La motion qu'il fait adopter à l'unanimité, après que Legien l'ait souscrite à son tour, formalise un principe de partage des compétences entre Internationale syndicale et politique en vue de leur unité d'action en dépit du manque d'unité organique : la première doit se focaliser sur les questions pratiques (entraide, uniformisation statistique, etc.), tandis que les questions théoriques et tactiques doivent être laissées à la seconde ; et les ouvriers français sont invités à court-circuiter la CGT pour discuter de sujets politiques directement avec « l'organisation politique de classe de leur propre pays²⁴⁵⁷ » (la SFIO), et pour qu'en agissant ainsi ils puissent recommencer à participer aux relations syndicales transnationales. Cependant, malgré le succès rencontré à Christiania, l'idée du partage de tâches entre BSI et SSI reste avant tout sur le papier. En vue du congrès de Copenhague, Huysmans peut demander aux partis que leurs rapports d'activité traitent de manière succincte de syndicats, étant donné que le SSI établit

²⁴⁵³ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 150, Lettre de C. Huysmans à H. Jochade, 29 janvier 1907.

²⁴⁵⁴ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 485, Lettre de G. Kirkov au BSI, 16 (29) novembre 1907.

²⁴⁵⁵ Voir par exemple AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 202, Lettre de C. Huysmans à Werlb, 25 avril 1907.

²⁴⁵⁶ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 137, Lettre de C. Huysmans à C. Legien, 13 février 1907.

²⁴⁵⁷ *L'Humanité*, 21 septembre 1907, p. 1.

déjà des rapports annuels pays par pays²⁴⁵⁸. Il peut aussi s'occuper de concert avec Legien des deux études qui avaient été demandées au BSI à Stuttgart encore en vue de Copenhague : l'un sur les liens existants nationalement entre partis et syndicats, l'autre sur les conditions d'embarquement des migrants dans les divers ports européens (pour ce dernier, Huysmans saisit aussi le secrétaire de l'ITF et plusieurs syndicats de dockers)²⁴⁵⁹. Mais deux limites apparaissent. D'une part, Huysmans lamente l'impossibilité de réaliser par correspondance des enquêtes satisfaisantes en matière syndicale, et notifie aux partis qu'il faudra le doter d'un budget plus conséquent si l'expérience devait être répétée²⁴⁶⁰ – ce qui n'arrivera pas –. D'autre part, la « division des tâches [...] entre Internationale politique et Internationale syndicale²⁴⁶¹ » dont parle Jean Auger peine à s'installer : lorsqu'il s'agit d'entraide, la frontière s'avère poreuse sans pour autant faire ses preuves en termes d'efficacité, comme le démontrent en 1909 les entremises à demi-teinte tant du BSI que du SSI à l'égard de la grève générale suédoise²⁴⁶² ou des « procès barbares de la Russie Argentine²⁴⁶³ » durant l'état de siège instauré en novembre 1909 suite à un attentat contre le chef de la police à Buenos-Aires. Et bien que le congrès de Copenhague rende le seul SSI compétent en premier ressort de la solidarité matérielle et financière, son état de sous-développement chronique pousse Huysmans à activer de toute façon le BSI pour que ce ne soient pas seulement les organisations allemandes et scandinaves qui fassent vivre l'entraide. De même, à Christiania, Huysmans et Legien avaient concordé un projet éditorial à conduire en parallèle : le BSI aurait publié les statuts et programmes de tous les partis affiliés, et le SSI aurait fait de même pour les centrales syndicales²⁴⁶⁴. Mais si les deux institutions ne disposent finalement pas des moyens nécessaires pour une œuvre aussi ambitieuse, Huysmans se remplace à Legien lorsqu'en 1911 il publie sous forme de brochure la *Liste systématique des journaux syndicaux* qu'il avait commencé à adjoindre au *Bulletin* du BSI, et dont la préface indique que :

« Au moyen de notre liste, il sera facile 1° de passer en revue les journaux des divers pays, 2° de connaître les journaux des diverses professions. Ce dernier avantage est de la plus haute importance pour les praticiens, nos secrétaires ou rédacteurs syndicaux désirant naturellement

²⁴⁵⁸ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 1, Circulaire d'invitation au congrès de Copenhague, 7 mai 1910.

²⁴⁵⁹ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 1, 1909, p. 16.

²⁴⁶⁰ *Ibidem*, n° 5, 1910, p. 184-185.

²⁴⁶¹ Jean AUGER, *Syndicalisme des autres, syndicats d'Europe. Les internationales syndicales*, Paris, Éditions ouvrières, 1980, p. 186.

²⁴⁶² *De 1907 à 1910. Rapports...*, op. cit., p. 1470-1504.

²⁴⁶³ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2304, f° 56-59, Circulaire du CE du BSI, 15 janvier 1910.

²⁴⁶⁴ Voir *Rapport du Secrétariat depuis le Congrès de Stuttgart (août 1907-juin 1908)*, Bruxelles, BSI, 1908, p. 4.

connaître tous les organes de leur profession et, pour autant qu'ils connaissent les langues étrangères, ils pourront se documenter auprès de leurs collègues²⁴⁶⁵ ».

b) Une décentralisation du regard peu aisée

Huysmans relève à Stuttgart que « le soleil ne se couche jamais dans les états du socialisme », puisque « la pensée révolutionnaire germe sur tous les continents, en Europe comme en Amérique, en Australie comme en Afrique et en Asie »²⁴⁶⁶. Van Kol lui fait écho à Copenhague en déclarant que « le soleil ne se couche plus sur l'empire du socialisme²⁴⁶⁷ ». Mais si le BSI pouvait revendiquer 26 nationalités affiliées déjà en juillet 1903, dix ans plus tard elles sont seulement 27 (pour 41 partis)²⁴⁶⁸. La stagnation des adhésions s'explique du fait que certaines sections nationales accréditées de manière intempestive par Serwy ont depuis lors été déclassées au rang d'« en cours d'affiliation », soit parce qu'elles ont réduit drastiquement les communications avec Bruxelles, en raison de problèmes internes (comme le Portugal) ou d'intenses répression (comme le Japon²⁴⁶⁹), soit parce qu'elles se sont heurtées à l'attribution paternaliste de leur droit de représentation aux sections métropolitaines (comme le Canada et l'Australie). Si après Stuttgart les demandes d'affiliation se démultiplient, ce qui impose un renforcement de la procédure de vérification des candidatures, Huysmans de son côté commence à nouer au nom du BSI des liens avec des organisations de pays où l'on considérerait habituellement que le socialisme demeurerait à un stade de sous-développement. Il entreprend ainsi de « contribuer à la diffusion planétaire du socialisme, [...] établir des contacts avec les partis socialistes naissants des continents lointains [...] mais aussi mobiliser en leur faveur le soutien moral et politique de l'opinion européenne²⁴⁷⁰ ». Si des dossiers sont repris depuis l'époque de Serwy, d'autres sont ouverts *ex nihilo* : les contacts sont noués en direction de Japon, Chine, Perse, Canada, Australie, Afrique du Sud, Nouvelle-Zélande, Perse, Inde, Egypte, Arménie, Turquie, Grèce, Croatie, Macédoine, Bosnie-Herzégovine, Ukraine, Roumanie,

²⁴⁶⁵ *Liste systématique des journaux syndicaux*, *op. cit.*, p. 3.

²⁴⁶⁶ *L'Internationale Ouvrière et Socialiste. Rapports...*, *op. cit.*, vol. 2, p. 492.

²⁴⁶⁷ *Huitième Congrès Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 74.

²⁴⁶⁸ FMSH, Fonds Haupt, 8D3/49/2, Rapport de C. Huysmans, [décembre 1913].

²⁴⁶⁹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 145, Lettre de C. Huysmans à U. Morichika, 25 janvier 1907 ; f° 350, Lettre de C. Huysmans à T. Kato, 19 juin 1907 ; 625/2292, f° 166, Lettre de C. Huysmans à S. Kayatama, 18 mars 1907.

²⁴⁷⁰ HAUPT, *Camille Huysmans...*, *op. cit.*, p. 32-33.

Portugal, Irlande, Mexique, Brésil, Bolivie, Uruguay, Chili, Cuba, Philippines. Il n'y a cependant qu'un nombre limité d'entre eux qui aboutissent sur des affiliations. En 1907, les Roumains sont admis dans une section à part entière²⁴⁷¹. En 1908, les Croates sont admis dans la même section que les Hongrois (la section comporte dès lors une sous-section croate et une sous-section hongroise)²⁴⁷² ; la FRA est admise dans une section turco-arménienne censée comprendre toutes les nationalités de l'empire ottoman²⁴⁷³ ; les Chiliens sont admis dans une section à part entière²⁴⁷⁴ (même si à cause de l'intermittence des relations avec le secrétariat ils seront marqués encore pendant quelques temps comme étant en cours d'affiliation). En 1909, la Fédération socialiste de Salonique est admise en tant que sous-section thessale d'une section ottomane qui reste à créer²⁴⁷⁵. En 1911, les Bosniaques sont admis dans une section à part entière²⁴⁷⁶, et il en va de même en 1913 pour les Cubains et les Portugais²⁴⁷⁷.

La procédure d'admission que Huysmans improvise mêle rigidité et flexibilité. Dès que les premiers contacts avec une organisation sont établis, il demande ses statuts et son programme afin d'en vérifier la conformité avec les principes socialistes et internationalistes – ce qui le pousse en 1910 à proposer un ajournement *sine die* de la demande d'affiliation des sionistes du Parti ouvrier socialiste juif (SERP)²⁴⁷⁸, après qu'à Stuttgart leur admission à titre provisoire et consultatif au sein de la sous-section sociale-démocrate russe avait suscité des vives polémiques de Lénine –. De plus, Huysmans demande des rapports sur l'historique du parti, ses activités, son nombre d'adhérents, ses liens avec les autres organisations ouvrières, etc²⁴⁷⁹. De son côté, il transmet les règlements des congrès et du BSI, les statuts de la CIS, les résolutions de l'Internationale, les publications du BSI, etc²⁴⁸⁰. Le secrétaire fixe des délais de réception pour pouvoir étudier la documentation et soumettre un avis formel aux plénières du BSI (qui seules ont le pouvoir de trancher), y compris sur le nombre de voix à attribuer, le montant de la cotisation et le mode d'intégration à une section nationale²⁴⁸¹. Il effectue néanmoins des

²⁴⁷¹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 395, Lettre de C. Huysmans à C. Racovski, 24 juin 1907.

²⁴⁷² AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2454, f° 12-24, Compte-rendu de la X^e séance plénière du BSI, 11 octobre 1908.

²⁴⁷³ *Idem.*

²⁴⁷⁴ *Idem.*

²⁴⁷⁵ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 2, 1910, p. 33-43

²⁴⁷⁶ *Ibidem*, vol. 3, n° 8, 1912, p. 127-129.

²⁴⁷⁷ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2457, f° 2-7, Compte-rendu de la XV^e séance plénière du BS, 13-14 décembre 1913.

²⁴⁷⁸ *Huitième Congrès Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 401-405.

²⁴⁷⁹ Voir par exemple AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 169-170, Lettre du CE du BSI au PSC, 4 février 1907 ; f° 372, Lettre de C. Huysmans au *Vos do Povo*, 22 juin 1907.

²⁴⁸⁰ Voir par exemple AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 234, Lettre de C. Huysmans au Parti social-démocrate de Croatie et Slavonie, 28 mars 1907.

²⁴⁸¹ Voir par exemple *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 2, n° 7, 1910, p. 37 ; vol. 3, n°

relances en cas de retard et adapte son suivi des dossiers à leurs spécificités, et surtout se montre très élastique au niveau des cotisations. Il accepte par exemple de considérer le montant que lui envoie la FRA en décembre 1908 comme étant sa cotisation pour 1909, alors que de base il lui avait été demandé au titre de cotisation pour 1908²⁴⁸². Il notifie aussi à Unpei Morichika que si son parti ne peut plus verser de cotisation régulière, le BSI attendra des temps plus favorables et considérera l'affiliation japonaise comme étant honoraire²⁴⁸³. Et lorsqu'il est question de négocier l'affiliation sud-africaine, Huysmans va jusqu'à envisager une exception à la règle du taux minimum de 100 frs/an²⁴⁸⁴. En dehors des principes établis noir sur blanc durant la réforme institutionnelle, d'autres critères d'admissibilité des candidatures sont établis au fur et à mesure. Par exemple, en 1907, durant l'étude des dossiers canadien, australien et sud-africain, l'on décide que pour les sections nationales qui seront créées *ex nihilo*, s'il y a plusieurs partis candidats ceux-ci doivent au préalable s'unifier²⁴⁸⁵ – ce critère est voté une fois encore en décembre 1913 à l'égard des trois mêmes sections, dont l'affiliation est considérée par le CE comme provisoire « en attendant que la conclusion de l'unité britannique lui permette de poursuivre l'extension de cette politique d'unification²⁴⁸⁶ » –. En 1908, pendant l'étude du dossier sioniste, il est acté que l'admission d'une organisation à un congrès international ne signifie pas *ipso facto* une affiliation à l'Internationale, et que le BSI se réserve le droit de trancher en voie définitive. En 1910, au vu du volume de demandes d'affiliation qui affluent au BSI depuis des partis intéressés avant tout à se faire représenter aux assises de Copenhague, il est décidé, sous proposition de Huysmans, que les candidats doivent prouver qu'ils existent depuis un certain temps et que l'on ne discutera plus d'affiliations lors des réunions du BSI qui se tiennent durant une année de congrès international²⁴⁸⁷. Mais en parallèle de la mise en place de ces règles et procédures, Huysmans développe des outils de *soft power* destinés à favoriser l'habitation des nouveaux partis à la vie de l'Internationale avant même que leur candidature ne soit étudiée par le BSI. Il transmet des adresses de sympathie à l'occasion des congrès dont il est informé²⁴⁸⁸, et il invite à envoyer aux assises internationales aussi bien des délégations

8, p. 127-129.

²⁴⁸² AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2294, f° 18, Lettre de C. Huysmans au Comité central de la FRA, 22 décembre 1908.

²⁴⁸³ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 594, Lettre de C. Huysmans à U. Morichika, 17 décembre 1908.

²⁴⁸⁴ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 592, Lettre de C. Huysmans à Coenen, 17 décembre 1908.

²⁴⁸⁵ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 435.

²⁴⁸⁶ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2457, f° 2-7, Compte-rendu de la XV^e reunion plénière du BSI, 13-14 décembre 1913.

²⁴⁸⁷ *Huitième Congrès Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 428-431.

²⁴⁸⁸ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 105, Lettre de C. Huysmans à C. Racovski, 6 septembre 1906.

que des rapports d'activité à inclure aux volumes édités par le BSI²⁴⁸⁹ – ce qu'il fait même lorsqu'il n'a pas expressément sollicité ces rapports, comme par exemple en ce qui concerne l'*Union Obrera Primo de Mayo* de Tupiza (Bolivie)²⁴⁹⁰ –. De même, alors que dans son compte-rendu d'Amsterdam Serwy s'était borné à lister les adresses de sympathie reçues, Huysmans insère dans les comptes rendus de Stuttgart et de Copenhague leur contenu – parfois *in extenso*, parfois synthétisé –. De même, estimant qu'une plus grande transparence sur les partis non-affiliés devrait éclairer le BSI en vue d'une décision définitive à leur égard, Huysmans non seulement invite leurs représentants aux plénières à titre consultatif, mais insère aussi leurs communications dans ses rapports d'activité mensuels puis dans les bulletins. Ce qui lui vaut d'ailleurs une controverse avec Kautsky en mai 1906 à propos du poids réel de l'organisation socialiste arménienne, au cours de laquelle le secrétaire, tout en autorisant le SPD à enlever les passages incriminés de la version allemande des rapports d'activité, défend les ouvertures :

« En attendant le règlement définitif de la question des affiliations, le comité exécutif peut difficilement refuser l'insertion des documents qu'on nous transmet, même quand ils viennent de groupes hostiles. Anseele et Vandervelde m'ont conseillé d'être très large dans les débuts afin de négocier peu à peu un rapprochement des partis affiliés ou susceptibles de l'être²⁴⁹¹ »

Huysmans prodigue aussi ses bons offices pour que les partis nouvellement affiliés soient satisfaits de leur mode d'intégration. Ainsi, lorsque la FRA demande au BSI de revenir sur l'idée de création d'une section turco-arménienne et d'accepter une section exclusivement arménienne²⁴⁹², Huysmans lui conseille plutôt de négocier un compromis sur la base du modèle de la section russe, à savoir une subdivision en deux sous-sections²⁴⁹³.

En parallèle de ces mesures d'ordre administratif, Huysmans met à profit les compétences plus proprement politiques du secrétariat en vue de rendre le BSI inclusif, et donc attrayant, aux yeux des partis en cours d'affiliation. D'une part, alors qu'aux Etats-Unis la rhétorique du « péril jaune » gagne des soutiens jusqu'au sein du SPoA²⁴⁹⁴, Huysmans tente un rappel à l'ordre en septembre 1908 contre toute déviation à l'égard de l'esprit anti-xénophobe de la

²⁴⁸⁹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 323, Lettre de C. Huysmans à C. Racosvki, 3 juin 1907.

²⁴⁹⁰ *L'Internationale Ouvrière et Socialiste. Rapports...*, op. cit., vol. 1, p. 77-80.

²⁴⁹¹ IISG, Karl Kautsky Papers, DXIII 218-224, Lettre de C. Huysmans à K. Kautsky, 23 mai 1906.

²⁴⁹² AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2472, f° 98, Rapport du CE du BSI pour juillet-septembre 1908.

²⁴⁹³ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 422-424, Lettre de C. Huysmans au *Droschak*, 1^{er} octobre 1908.

²⁴⁹⁴ Voir Christine COLLOMP, *Entre classe et nation : mouvement ouvrier et immigration aux Etats-Unis* (1880-1920), Paris, Belin, 1998.

résolution sur les migrations ouvrières votée à Stuttgart. Il se heurte néanmoins à son tour à un rappel de la hiérarchie des normes de l'Internationale, puisque Hillquit rétorque que son parti est tout à fait légitime dans son refus de trancher définitivement sur « le problème de l'exclusion des asiatiques », puisque « les résolutions de nos congrès internationaux sont seulement des guides théoriques et qu'elles n'ont jamais eu pour but de vinculer le travail tactique et pratique des partis affiliés »²⁴⁹⁵. Huysmans doit faire marche arrière et admettre qu'il ne voulait pas émettre un avis négatif à l'encontre du SPoA, mais publiquement il prend sa revanche dans son rapport d'activité de novembre 1909, en dénonçant les Etats américains qui ont voté des lois d'exception contre les migrants japonais (et par-là tacitement le soutien du SPoA) alors même que le gouvernement central s'y était déclaré hostile²⁴⁹⁶. D'autre part, Huysmans s'efforce de donner un large écho aux luttes non-européennes et montrer que le BSI peut être un outil de soutien, ne serait-ce que moral. En 1907, il écrit au premier ministre japonais Saionji Kinmochi pour l'informer de la résolution adoptée par la IX^e plénière du BSI flétrissant les persécutions antisocialistes²⁴⁹⁷, et continue par la suite de rendre compte dans le *Bulletin* de la situation des camarades japonais. Il accompagne aussi le processus de désillusion de l'Internationale à l'égard des Jeunes-Turcs : tandis que la X^e plénière du BSI d'octobre 1908 avait adopté à l'unanimité une motion de De Brouckère saluant la fin du régime tyrannique d'Abdülhamid II et la phase de liberté pour les peuples et les prolétaires qui devait s'en suivre²⁴⁹⁸, en novembre 1909 Huysmans publie dans son rapport d'activité pour la XI^e plénière ses considérations personnelles sur la manière dont le nouveau régime poursuit la même politique répressive du Sultan tout en se réclamant des principes de la modernité²⁴⁹⁹, sans attendre que le BSI ou le congrès de Copenhague se soient exprimés au préalable en la matière. En 1912, il relate aux partis affiliés l'appel au soutien émis par les Cubains face à la répression antiouvrière²⁵⁰⁰. Et en mai 1914, alors qu'une délégation du *South African Native National Congress* (précurseur de l'*African National Congress*) doit se rendre en Grande-Bretagne, Huysmans prend des accords avec Hardie pour que les délégués britanniques déposent au congrès de Vienne une résolution contre la politique raciste de Louis Botha et Jan Smuts²⁵⁰¹. D'ailleurs, le secrétaire contacte

²⁴⁹⁵ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2472, f° 100, Rapport du CE du BSI pour juillet-septembre 1908.

²⁴⁹⁶ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 1, 1909, p. 10.

²⁴⁹⁷ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 373, Lettre de C. Huysmans à S. Kinmochi, 22 juin 1907.

²⁴⁹⁸ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2454, f° 24, Compté-rendu de la X^e reunion plénière du BSI, 11 octobre 1908.

²⁴⁹⁹ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 1, 1909, p. 10-11.

²⁵⁰⁰ *Ibidem*, vol. 4, n° 10, 1913, p. 50.

²⁵⁰¹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 131, Lettre de C. Huysmans à J. K. Hardie, 19 mai 1914.

également des juristes pour savoir comment donner plus de poids à la dénonciation de la *colour bar*²⁵⁰².

Cependant, l'élargissement de l'Internationale est aussi rythmé par des incohérences sur fond d'improvisation. Huysmans a beau se montrer flexible sur certaines règles : ses ouvertures son asymétriques, et dans certains cas il se montre même particulièrement procédurier. Si Serwy avait tout fait pour qu'à Amsterdam Naoroji pût faire voter avec Hyndman une motion sur les Indes britanniques, Huysmans refuse tant à Stuttgart qu'à Copenhague que des membres de l'*Indian National Congress* prononcent des allocutions et déposent des motions en leur nom : il argumente que les Indiens ne sont pas constitués en section nationale, et propose aux Britanniques de s'en faire les porte-paroles²⁵⁰³. Quant aux Cubains, la procédure d'adhésion stagne de 1907 à 1913 simplement parce que Huysmans n'a toujours pas reçu un relevé du nombre d'adhérents du Partido Socialista di Cuba (PSC). Le dossier cubain démontre d'ailleurs le nombrilisme eurocentré dont le secrétaire fait preuve en dépit de ses volontés d'ouverture. Lorsque l'*Agrupación Socialista Internacional* de La Havane demande son affiliation au BSI en 1906, la lettre de réponse de Huysmans, d'ordre essentiellement administratif, est rendue publique et ouvre un contentieux avec une autre organisation, le *Partido Obrero Socialista*. Le secrétaire se désintéresse de l'affaire jusqu'à qu'en novembre 1906 les Espagnols l'informent que les deux partis cubains viennent de fusionner au sein du PSC. Or, le bilan qu'en tire Huysmans est que l'unification du socialisme cubain est du mérite du BSI, puisque la polémique a finalement permis aux militants de se rapprocher. Le secrétaire ignore complètement que l'unification est due avant tout à la deuxième intervention militaire étatsunienne d'octobre 1906²⁵⁰⁴, événement sur lequel le BSI d'ailleurs se tait complètement, ne le percevant sans doute pas comme un facteur de trouble pour la paix mondiale. Le dossier cubain démontre aussi que, dès lors qu'il a affaire à des pays sur lesquels il a peu de connaissances, Huysmans entend maintenir en place un système d'intermédiaires qui reproduit les schémas impériaux. Après avoir reçu la demande d'affiliation de l'*Agrupación Socialista Internacional*, en effet, son premier réflexe est de demander au préalable des renseignements au PSOE, et c'est seulement parce qu'il est insatisfait de leur réponse qu'il se décide à contacter directement les Cubains²⁵⁰⁵.

²⁵⁰² AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 132, Lettre Huysmans à Nijs, 19 mai 1914 ; f° 133, Lettre de C. Huysmans à H. La Fontaine, 19 mai 1914.

²⁵⁰³ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f. 344, Lettre de C. Huysmans à H. M. Hyndman, 1^{er} août 1907.

²⁵⁰⁴ Voir Robert J. ALEXANDER, *A History of Organized Labor in Cuba*, Westport, Praeger, 2002, p. 21.

²⁵⁰⁵ Voir HAUPT, *Bureau Socialiste International*..., *op. cit.*, p. 361 ; p. 390 ; p. 399-401

Et lorsqu'en 1909 le PSOE est confronté à la répression pour son opposition à la guerre de Melilla, son repli sur ses propres problèmes coupe pendant un temps les Cubains du BSI, car les Espagnols cherchent avant tout d'obtenir la solidarité par-delà les frontières plutôt que de s'en faire les promoteurs pour les camarades étrangers. Il en va de même pour les Philippines, pour lesquelles Huysmans recourt au PSOE et au PSoA, ou encore pour l'Inde, pour laquelle il sollicite essentiellement la section britannique²⁵⁰⁶. Quant à la Bosnie-Herzégovine, il passe par Skaret du SDAP-Ö jusqu'à l'affiliation de 1911. Or, cette tendance à la reproduction des logiques impériales, qui avait déjà émergé tant à Amsterdam qu'au cours de la réforme institutionnelle, se confirme également dans le poids considérable que détiennent les partis métropolitains dans l'élaboration des décisions du BSI sur les divers dossiers d'admission. Le X^e plénière de 1908 acte vaguement le principe selon lequel le BSI ne devrait pas multiplier la création de sections nationales²⁵⁰⁷, mais son application est à géométrie variable : ainsi, les Croates sont intégrées à la même section que les Hongrois pour augmenter légèrement le poids de celle-ci, tandis que les Bosniaques ne sont pas intégrés à la même section que les Autrichiens pour ne pas faire à ces derniers le déshonneur d'être réduits à une sous-section (et au passage, pour ne pas alimenter davantage les polémiques des socialistes serbes sur l'attitude de leurs camarades autrichiens durant la crise de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine). Surtout, la décision sur le dossier croate résulte d'un accord entre Buchinger et Adler, et celle sur le dossier bosniaque de l'accord préalable notifié par le SDAP-Ö au BSI, auquel Huysmans lui-même avait explicitement conditionné son propre avis favorable. Il en va de même pour les travaillistes irlandais, dont l'adhésion est renvoyée à la section britannique pour obtenir son accord préalable, mais qui n'arrive pas. Par contre, l'avis d'un parti d'une minorité nationale est bien moins suivi. Par exemple lorsque, « conformément à la tradition²⁵⁰⁸ », Huysmans consulte la FRA sur la demande d'affiliation des socialistes de Salonique, il reçoit un avertissement quant à l'idée dangereuse d'une sous-section ottomane, mais il ne l'écoute qu'à moitié : si l'on préfère finalement une sous-section thessale, elle est encore censée être rattachée à une section ottomane.

Même lorsque la procédure d'affiliation ne présuppose aucun choix équilibré sur la question des nationalités, les communications entre Huysmans et ses interlocuteurs se heurtent

²⁵⁰⁶ FMSH, Fonds Haupt, 8D3/16/3, Lettre de C. Huysmans à O. Morgari, 31 mars 1911.

²⁵⁰⁷ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2454, f° 12-13, Compte-rendu de la X^e reunion plénière du BSI, 11 octobre 1908.

²⁵⁰⁸ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 1, p. 12-14.

à des entraves politiques de diverse nature. Par exemple, dès que le *Partidul Muncitorilor* est admis au BSI, le gouvernement roumain fait retenir par les Postes les correspondances de Huysmans à Racovski, considérées comme subversives ; le secrétaire fait alors intervenir Anseele auprès du ministère des Affaires étrangères de Belgique pour qu'il dénonce cette infraction des conventions de l'Union postale universelle²⁵⁰⁹. De même, lorsqu'en décembre 1907 Huysmans notifie au *Partido Demócrata* de Chili que le CE présentera leur demande d'affiliation en plénière du BSI²⁵¹⁰, la lettre est confisquée par les pouvoirs publics. Ainsi, quand en novembre 1908 le secrétaire veut notifier aux Chiliens que le BSI a validé leur admission, non seulement il doit leur demander une nouvelle adresse sûre pour les correspondances à venir²⁵¹¹, mais doit aussi passer par l'intermédiaire des Argentins pour s'assurer que cette lettre atteigne son destinataire²⁵¹². Sauf que deux mois plus tard l'organe du PSA, *La Vanguardia*, écrit que le PD n'a pas encore adopté les principes socialistes : Huysmans commence à douter d'avoir fait prendre au BSI une décision intempestive²⁵¹³, et la situation ne se clarifie qu'en octobre 1912 lorsque le groupe de Luis Recabarren scissionne pour former le *Partido Obrero Socialista*, qui prend donc la place du PD au BSI. Cette difficulté d'obtenir des renseignements univoques par les intermédiaires est éprouvée par le secrétaire également à l'égard des sociaux-démocrates persans après la dissolution du *Ferqa'ye Ejtemā 'īyūn-e 'āmmīyūn* en février 1910 : lorsque des tentatives de réorganisation sont entreprises à l'automne 1910, le Parti social-démocrate Hentchak SDHK d'Anzali se porte garant de leur maintien des principes socialistes, tandis que la FRA en parle comme d'un groupe de jeunes sans autorité intellectuelle ni morale, et ayant trait plus aux courants réactionnaires qu'au socialisme²⁵¹⁴.

Huysmans expérimente aussi des difficultés à inscrire dans la durée ses rapports avec ceux qui lui servent d'intermédiaires : il se montre dès lors souvent plus préoccupé à maintenir les contacts qu'à mettre en œuvre les mécanismes de solidarité internationaliste à l'égard des socialismes éloignés. Le cas du Mexique est particulièrement parlant, puisque le secrétaire lamente « des relations seulement occasionnelles²⁵¹⁵ » et, qui plus est, par l'intermédiaire de groupes qui ne sont pas à leur tour affiliés au BSI : la rédaction du journal socialiste italophone

²⁵⁰⁹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 469, Lettre de C. Huysmans à E. Anseele, 26 juillet 1907.

²⁵¹⁰ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 482-483, Lettre de C. Huysmans à Diaz, 13 décembre 1907.

²⁵¹¹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f. 538, Lettre de C. Huysmans au Comité exécutif du Partido Democratico de Chile, 11 novembre 1908

²⁵¹² AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 539, Lettre de C. Huysmans à M. Bravo, 11 novembre 1908.

²⁵¹³ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 612, Lettre de C. Huysmans à M. Bravo, 16 janvier 1909.

²⁵¹⁴ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 2, n° 7, 1911, p. 37.

²⁵¹⁵ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 50, Lettre de C. Huysmans à H. W. Lee, 12 décembre 1907.

de São Paulo, *Avanti!*, et la *Federação Socialista Bahiana*. Ainsi, lorsqu'en 1909 la plénière de la CIS accueille un socialiste mexicain venu évoquer l'affaire Gutiérrez de Lara, Huysmans semble avoir été mis devant le fait accompli, et la Commission peine à entamer un mouvement de soutien similaire à celui qu'avait été accordé aux exilés russes. Il en va de même pour la Chine²⁵¹⁶ : Huysmans peut rencontrer Sun Yat-sen de personne à Bruxelles en avril 1905²⁵¹⁷ par l'intermédiaire de Van Kol²⁵¹⁸, mais lorsque Yat-sen se rend à Tokyo pendant l'été pour fonder le *Tongmenghui*, le recours aux groupes d'exilés chinois en Belgique, de par leur hétérogénéité, se révèle infructueux pour pérenniser les contacts et réunir des renseignements fiables. La révolution de 1911 surprend tant Huysmans qu'une large majorité du BSI, mais si les contacts avec Yat-sen deviennent depuis lors plus réguliers, non seulement ils se font par l'intermédiaire de socialistes étasuniens qui résident à Shanghai²⁵¹⁹, mais surtout il est plus question d'étudier le mode d'affiliation des Chinois au BSI que d'organiser un quelconque soutien à la jeune République de Chine face aux menées de Yuan Shikai et aux pressions impérialistes²⁵²⁰.

Si pour la Chine rien n'est tenté en termes d'action politique, pour d'autres cas de figure aussi Huysmans peine à mettre en mouvement le BSI au-delà de quelques prises de position platoniques. Au sujet de la révolution constitutionnelle persane, ce sont les sociaux-démocrates russes – et particulièrement Lénine – qui s'activent pour faire le point entre Téhéran et Bruxelles après le coup d'Etat de Mohammad Ali Chah Qadjar en juin 1908 avec le soutien de troupes russes. Mais en 1908-1909, Huysmans se borne à solliciter et à donner écho aux interpellations des élus russes et britanniques²⁵²¹. Le secrétaire ne se réactive qu'en décembre 1911, lorsqu'Ahmad Chah Qadjar dissout le second Madjles avec l'aide de troupes russes et britanniques. Il lance au nom du CE plusieurs appel de soutien à la révolution persane, mais qui sont très peu suivis en dehors des partis directement concernés²⁵²². Restent ainsi sans effet les suggestions d'Hardie et de Diamand pour que le CE impulse des interpellations simultanées et pour qu'il convoque une plénière d'urgence du BSI contre l'intervention russo-britannique : les Belges ne prennent pas le risque de réunir de leur propre chef le Bureau pour un tel cas de

²⁵¹⁶ Voir Marianne RACHLINE, Claudie WEILL, « L'Internationale et les Révolutions en Chine et en Iran », in HAUPT, REBÉRIOUX (dir.), *La Deuxième Internationale et l'Orient*, op. cit., p. 49-58.

²⁵¹⁷ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 203.

²⁵¹⁸ HAUPT, *Camille Huysmans...*, op. cit., note n° 22, p. 47.

²⁵¹⁹ *Ibidem*, p. 33.

²⁵²⁰ FMSH, Fonds Haupt, 8D3/3/21, Circulaire de C. Huysmans, 15 septembre 1913 ; AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 82-83, Séance du CE du BSI, 23 janvier 1914.

²⁵²¹ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 1, 1909, p. 8-9.

²⁵²² AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2304, f° 141-144, Circulaire de C. Huysmans, 8 décembre 1911.

figure, et ni les socialistes de Grande-Bretagne ni ceux de Russie ne vont jusqu'à enclencher la procédure de convocation unilatérale qui avait été actée à Copenhague et qui venait d'être appliquée en septembre 1911 au sujet de la crise d'Agadir. Surtout, l'alarmisme de l'ILP se heurte au réalisme du *British Socialist Party* (BSP) (nouvelle étiquette du SDP-B depuis 1911), reflété particulièrement par cet article de Justice du 16 décembre 1911 :

« Mais à quoi servent de telles protestations? Et dans quelle mesure sont-ils, après tout, compatibles avec la politique déclarée de la social-démocratie internationale? [...] Les intérêts de l'Angleterre – même de la classe dirigeante anglaise – résident dans le maintien d'une Perse forte, libre et indépendante. Les intérêts de la Russie résident dans l'asservissement de la Perse. Voici donc un cas dans lequel, dans l'intérêt de l'indépendance nationale de la Perse, nous devrions soutenir les intérêts de notre propre classe dirigeante, si notre gouvernement était suffisamment courageux et indépendant pour les maintenir contre la Russie. En revanche, cela serait contraire à la politique déclarée de l'Internationale et pourrait même être contraire aux intérêts plus généraux de l'humanité. Nous devons donc nous contenter de faire une protestation inefficace pendant que la Russie écrase la Perse dans ses bras mortels et que le gouvernement britannique l'approuve²⁵²³ ».

c) Pour l'unité : dépasser les « bons offices »

Le 29 avril 1905, quatre jours après le congrès du Globe, la circulaire sur l'unification socialiste que signe Huysmans ouvre à la perspective de pouvoir aboutir à des résultats similaires ailleurs aussi, dans un futur proche, par un effet domino de l'exemple français :

« Le Comité exécutif ne remplirait pas la mission qui lui a été confiée par le Bureau et par les Congrès internationaux, s'il n'attirait pas très amicalement l'attention des Partis socialistes non encore unifiés sur la résolution de nos Camarades français²⁵²⁴ ».

Haupt reconnaît que Huysmans déploie en ce sens jusqu'en 1914 une méthode centrée sur « la diplomatie et la correction », mais pour une tâche qui s'avère « tâche gigantesque dans sa complexité et compte tenu des moyens limités dont il disposait »²⁵²⁵. En effet, face à des blocages qui s'avèrent finalement bien plus insurmontables que ceux des Français, et à des interlocuteurs bien moins conciliants, ce n'est que progressivement que le secrétaire

²⁵²³ Justice, 16 décembre 1911, p. 4.

²⁵²⁴ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 139-141.

²⁵²⁵ HAUPT, *Camille Huysmans...*, op. cit., p. 31.

approfondit ses démarches en matière d'unification, pouvant compter sur une hausse formelle de ses compétences administratives à Stuttgart et de ses pouvoirs symboliques Copenhague, où une motion élaborée par Paul Louis « invite toutes les sections nationales qui demeurent encore divisées, à réaliser au plus tôt limité et donne mandat au Bureau International de prêter ses bons offices pour l'accomplissement de cette œuvre nécessaire²⁵²⁶ ». C'est surtout lorsque les crises internationales commencent à s'enchaîner rapidement en 1911-1912 que le secrétaire réalise ses plus grands succès, grâce à des prises d'initiatives inédites. Il écrit en effet à Vaillant en 1912 :

« Nous ne pouvons-nous réunir à Vienne au milieu des hostilités tchéco-allemandes [...]. Ajoutez à cela que la division sévit également chez les Polonais, chez les social-démocrates russes, chez les Bulgares etc. et on est arrivé à un tel point d'exaspération que le congrès de Vienne, au lendemain du congrès eucharistique serait le congrès des divisions socialistes²⁵²⁷ ».

Bien qu'aucun dossier n'aboutisse en voie définitive, les progrès réalisés sont sensibles lorsque la Première Guerre mondiale vient briser l'Internationale – Van Kol va jusqu'à dire que plusieurs unifications auraient abouti si le congrès de Vienne avait eu lieu²⁵²⁸ –.

Certaines pratiques de *soft skills* en gestion de conflits sont gardées par Huysmans depuis 1905 jusqu'à l'été 1914 : il s'agit de faire en sorte au moins que le BSI ne vienne aggraver les querelles nationales, et au mieux qu'il se configure comme un espace de dialogue sur des bases égalitaires. Ainsi, il prend soin de transmettre des adresses de sympathie à l'occasion des congrès et autres événements marquants de chaque fraction, et tente d'aider les diverses fractions dans une égale mesure – par exemple, en 1907 il prête main-forte aussi bien au PSR-R pour organiser son II^e congrès en Norvège²⁵²⁹, qu'au POSDR pour que les délégués de son V^e congrès, à Londres, obtiennent des laissez-passer pour la Belgique²⁵³⁰ –. Et s'il n'hésite pas à faire circuler les plaintes auprès des interlocuteurs directs du CE, pour que les bons offices des partis puissent compléter ceux du BSI dans un environnement de transparence, il a tendance comme Serwy à conférer un écho surdimensionné au moindre signe d'ouverture, et à donner de la publicité autant que possible aux démarches favorables à l'unification – qu'elles émanent du BSI ou non –, les transcrivant dans les circulaires, les rapports d'activité et les bulletins. Enfin,

²⁵²⁶ *Huitième Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 462.

²⁵²⁷ Cité in HAUPT, *Camille Huysmans*, op. cit., p. 31.

²⁵²⁸ IISG, Archief Van Kol, 56, 35.32, *Het Internationaal Socialistisch Bureau*, s.l., s.d., f° 1-4.

²⁵²⁹ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 134, Lettre de C. Huysmans à M. Nilssen, 19 janvier 1907 ; f° 161, Lettre de C. Huysmans à I. Roubanovitch, 2 février 1907.

²⁵³⁰ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 322, Lettre de C. Huysmans à M. Litvinov, 1^{er} juin 1907.

il insiste pour que les délégués des fractions rivales envoient tous des rapports d'activité aux congrès internationaux et soient tous présents aux plénières du BSI²⁵³¹.

Du fait du rôle fondamental que le BSI se recoupe pour lui-même au cours de la réforme institutionnelle, il se configure d'autant plus comme le centre de négociation de premier choix pour les dossiers d'unification. Mais en manque à la fois d'une procédure claire et de pouvoirs de sanction à l'égard des partis qui sont déjà considérés comme affiliés, l'action du secrétaire se révèle problématique de deux points de vue. Au niveau du BSI d'abord, à cause de son fonctionnement le plus souvent inter-national, les délégués nationaux qui sont censés fournir leurs bons offices raisonnent surtout selon des logiques affinitaires : les démarches conciliatrices reçoivent des soutiens variables au cas par cas, et parfois c'est même la désunion qui finit par être cristallisée. Au niveau des partis ensuite, l'appel au BSI est rarement émis selon un esprit de compromis : au-delà de ceux qui entendent ouvertement l'utiliser pour isoler leurs concurrents (comme le SPoA et les Etroits bulgares), certains partis prétendent qu'il cautionne intégralement leurs propres plateformes pour l'unité, mais qui présupposent une renonciation pure et simple des partis rivaux à leurs propres points de vue, et qui se heurtent donc à fins de non-recevoir. Et si cet état de fait n'est déjà pas aisé, une difficulté supplémentaire se rajoute : bien plus qu'en 1900-1904, le BSI doit désormais s'occuper de cas de scissions qui intéressent ses principaux partis affiliés, à l'image de celle des tribunistes néerlandais en 1909 ou du conflit syndical austro-tchèque de 1910, ce qui pousse à imaginer des démarches préventives susceptibles de ne pas être perçues comme une ingérences dans les affaires intérieures.

Si toutes les démarches d'unification pataugent avant Copenhague, deux dossiers n'avancent guère entre 1905 et 1914. D'une part, aux Etats-Unis, les rapports partis-syndicats figurent toujours en tant que nœud gordien du litige entre SPoA et SLP, le premier se rapprochant de plus en plus du *craft-unionism* de l'AFL et de ses positions xénophobes, le second tissant des liens avant tout avec l'IWW. Huysmans s'efforce de maintenir publiquement un certain optimisme : puisqu'il est mis au courant que des initiatives en faveur de l'unification ont été prises par des sections locales des deux partis, son manifeste pour le 1^{er} Mai 1906 affirme que « les organisations des Etats-Unis se préparent à la fusion²⁵³² ». Mais les illusions s'estompent aussitôt, et particulièrement en juin 1908, lorsque le SPoA rejette les bons offices offerts par le

²⁵³¹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 259, Lettre de C. Huysmans à M. Hillquit, 5 juin 1907.

²⁵³² HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 208.

secrétaire par l'intermédiaire de Vaillant²⁵³³ autour d'une proposition d'unification sur la base exclusive des résolutions internationales qu'avait émis le SLP en janvier²⁵³⁴. Dans ses rapports d'activité, Huysmans exprime ses regrets pour le choix du SPoA ; et alors que Hillquit pointe que les Belges sont très peu au courant des rapports de force aux Etats-Unis, où l'unification est futile du poids négligeable du SLP, le CE se dit d'accord avec Vaillant sur le fait « que quel que soit le nombre de socialistes divisés, l'union est préférable²⁵³⁵ ». Or, non seulement ce vœu pieux n'a aucun effet, mais pire encore, entre 1909 et 1913 le SPoA saisit à plusieurs reprises le BSI pour aboutir à une exclusion pure et simple du SLP, exigeant qu'on le prive de son droit de représentation et de l'unique voix qui lui avait été attribué aux congrès depuis la réforme institutionnelle²⁵³⁶. À Copenhague, alors que De Leon demande l'unification et promet la mise en place d'une commission *ad hoc* par le SLP en janvier 1911²⁵³⁷, Hillquit insiste sur le fait que « le Bureau n'a pas moralement le droit d'accorder ce crédit à un parti qui n'existe que de nom, parce qu'il s'en servira en faveur de son action nuisible²⁵³⁸ ». Le *statu quo* est maintenu à l'égard de la section étatsunienne sous proposition de Vandervelde, après que Luxemburg ait fait remarquer que la privation du SLP de ses droits allait constituer un précédent dangereux. Un compromis fragile n'est trouvé qu'en 1913 : le BSI confirme que le SLP ne puisse obtenir plus qu'une voix, mais décide en même temps de porter à 20 le nombre total des voix de la section étatsunienne, afin d'augmenter le poids du SPoA.

D'autre part, chez les socialistes bulgares, les Etroits invoquent régulièrement l'exclusion pure et simple des Larges de l'Internationale. Mais alors que le CE rétorque depuis 1905 que « le Bureau ne peut s'engager dans cette voie, aussi longtemps que les groupes visés acceptent les résolutions des Congrès internationaux²⁵³⁹ », les Etroits dénoncent toutes les tentatives d'apaisement comme une preuve de la compromission des Belges avec le réformisme des Larges – qu'ils ne considèrent même pas comme socialistes – et leur lecture des crises multiscalaires qui traversent les Balkans. Et ce, d'autant plus que les Larges se montrent de plus en plus enclins à en appeler aux bons offices du BSI. Mais en l'absence de toute volonté constructive des Etroits, les démarches de Huysmans se heurtent à chaque fois à une fin de non-recevoir²⁵⁴⁰. Et ce, d'autant plus qu'en 1909 le secrétaire n'a pas tout à fait saisi « lequel

²⁵³³ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 183, Lettre de C. Huysmans à M. Hillquit, 22 février 1908.

²⁵³⁴ *De 1907 à 1910. Rapports...*, *op. cit.*, p. 1583-1596.

²⁵³⁵ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2472, f° 100, Rapport du CE du BSI pour juillet-septembre 1908.

²⁵³⁶ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 1, p. 12-14.

²⁵³⁷ *Huitième Congrès Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 262-300.

²⁵³⁸ *Ibidem*, p. 412-422.

²⁵³⁹ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 322-323.

²⁵⁴⁰ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 1, 1909, p. 12-14.

des deux partis s'oppose à l'unification²⁵⁴¹ ». En 1910-1911, Huysmans tente de passer à deux reprises par l'intermédiaire officieux de Racovski, mais qui renonce très vite à chaque fois après les premiers pourparlers avec les Etroits²⁵⁴². Mais alors que la désunion bulgare mine déjà le processus de conférences socialistes interbalkaniques entrepris en 1909²⁵⁴³, elle paralyse aussi pendant un temps les souscriptions lancées par Huysmans en janvier 1913 pour aider la réorganisation des partis bulgares durant la première guerre balkanique, puisque ceux-ci polémiquent quant au mode de partage des fonds²⁵⁴⁴. En juillet, Huysmans ne peut qu'émettre une plainte platonique, par circulaire, sur la manière dont la désunion bulgare entrave toute action commune et coordonnée contre la seconde guerre balkanique²⁵⁴⁵. En décembre, ce sont des sections locales des partis bulgares qui en appellent à une nouvelle tentative d'unification sous l'égide du BSI, allant jusqu'à proposer à Huysmans de lui payer le voyage à Sofia, mais le rapport d'activité adressé à la XV^e plénière fait part de découragement : le secrétaire affirme que le CE n'a pas pris l'initiative d'offrir ses bons offices car il est convaincu que ses efforts seraient restés sans lendemain²⁵⁴⁶. Cependant, la donne semble pouvoir changer déjà en janvier 1914, à la faveur de la dissolution du parlement bulgare. Les Larges saisissent en effet Huysmans pour que le BSI propose et aide à financer, en vue des nouvelles élections, des listes communes entre Larges et Etroits. À sa réunion du 23 janvier, le CE tente le tout pour tout pour mettre fin aux litiges qui « vraiment dépassent les bornes²⁵⁴⁷ ». Outre prévoir un voyage de Vandervelde à Sofia après le congrès de Vienne, le CE prend une décision inédite : publier un manifeste consacré spécifiquement à un dossier d'unité. Après consultation des partis affiliés²⁵⁴⁸, cette *Adresse du Bureau socialiste international aux socialistes bulgares* est transmise à la presse le 10 février 1914 : signée par le CE, elle demande de « mettre fin aux divisions et querelles byzantines²⁵⁴⁹ » et de trouver une entente à minima pour les élections, proposant notamment un mécanisme de désistements là où les deux fractions comptaient présenter chacune ses propres candidats. Dans ses correspondances avec les Larges, Huysmans fait d'autant plus preuve de fermeté, leur promettant que ni le BSI ni les partis affiliés ne toléreront plus de campagne de suspicions et d'outrages des Etroits à l'égard des Larges. Or,

²⁵⁴¹ Cité in Jivka DAMIANOVA, « Krastio Rakovski et la Deuxième Internationale », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°16, 1989, p. 29 (Lettre de C. Huysmans à S. Avramov, 11 mai 1909).

²⁵⁴² *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 2, n°7, 1911, p. 37

²⁵⁴³ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 2, 1910, p. 66.

²⁵⁴⁴ FMSH, Fonds Haupt, 8D3/20/2, Lettre d'I. Sakazov à C. Huysmans, 30 janvier 1913.

²⁵⁴⁵ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 5, n° 11, 1914, p. 73-76.

²⁵⁴⁶ FMSH, Fonds Haupt, 8D3/49/2, Rapport de C. Huysmans, [décembre 1913].

²⁵⁴⁷ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 82-83, Séance du CE du BSI, 23 janvier 1914.

²⁵⁴⁸ FMSH, Fonds Haupt, 8D3/33/19, Lettre du CG du POB à Camille Huysmans, 30 janvier 1914.

²⁵⁴⁹ *L'Humanité*, 12 février 1914, p. 6.

même s'ils remercient Huysmans pour son « mot autoritaire²⁵⁵⁰ », les Larges lui notifient que l'Adresse est arrivée trop tard pour sortir un quelconque effet positif, et que la formule des désistements consiste en un renoncement à l'unité, et regrettent le manque de pouvoir de sanction du BSI :

« Si le Bureau n'était pas si lent et hésitant dans la question de division des partis socialistes, s'il ne se tenait pas à l'écart de peur de s'immiscer dans les luttes intestines des socialistes, il aurait fait le plus grand bienfait aux nouveaux partis socialistes par l'affirmation d'une tactique socialiste qui comprendrait aussi bien les nuances un peu radicales comme les nuances un peu opportunistes²⁵⁵¹ ».

Au final, la campagne électorale est ponctuée de polémiques et coups bas entre Etroits et Larges, tant que ces derniers demandent encore une fois que le BSI fasse preuve de fermeté, en profitant du voyage que Legien devait entreprendre pour tenter de réunifier les syndicats bulgares. En l'occurrence, les Larges envisagent que le CE s'érige en intermédiaire pour que chaque fraction publie ses propres critiques, et qu'à partir de cette documentation l'on discute de la réunification bulgare au congrès de Vienne, ou bien durant une session extraordinaire du BSI en marge des assises. Surtout, les Larges émettent un ultimatum à l'encontre du BSI : s'il devait ne pas réussir pendant l'été 1914, ils se considéreraient depuis lors comme étant autorisés à considérer les Etroits comme une secte et à les combattre librement. Mais Huysmans ne sait pas comment s'y prendre différemment, et jusqu'en juin 1914, lorsque la crise austro-serbe absorbe entièrement son attention, il ne fait qu'enregistrer les plaintes à répétition que continuent de lui envoyer les Larges à propos du manque de volonté d'unité des Etroits²⁵⁵².

Des incohérences se manifestent dans la manière dont le BSI traite des scissions qui s'opèrent après 1905. Même si, contrairement à la période précédente, la motion d'Amsterdam peut être interprétée dans le sens d'une entremise préventive, les processus de désunion ne sont pas traités sur un pied d'égalité, et les décisions qui leur sont appliquées s'avèrent être asymétriques. Une confrontation des cas néerlandais et austro-tchèque est particulièrement parlante. Jusqu'en février 1909, le CE négocie par correspondance l'apaisement entre la direction du SDAP-N et la dissidence tribuniste²⁵⁵³, mais qui échoue au congrès de Deventer. En mars 1909, c'est encore par correspondance que le CE proteste contre la création du SDP-

²⁵⁵⁰ FMSH, Fonds Haupt, 8D3/33/15, Lettre d'I. Sakazov à C. Huysmans, 6 (19) février 1914.

²⁵⁵¹ *Idem.*

²⁵⁵² FMSH, Fonds Haupt, 8D3/3/11, Lettre d'I. Sakazov à C. Huysmans, 14 juin 1914.

²⁵⁵³ Voir tout le dossier in AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2467.

N²⁵⁵⁴, alors que celui-ci demande *illico* l'affiliation au BSI pour « obtenir ses lettres de grande naturalisation²⁵⁵⁵ ». Ce n'est que lorsque les tribunistes refusent de la demande du CE de reconsidérer leurs manœuvres, que Huysmans se rend à Rotterdam pour tenter une négociation *de visu*. Mais le processus de scission est déjà rentré dans sa phase finale : le SDP-N décide de se maintenir en tant qu'organisation séparée tant que la direction du SDAP-N refuse d'accorder aux tribunistes leur liberté d'action et de propagande, qu'il demande désormais au BSI aussi de défendre. Puisque de son côté le SDAP-N se maintient inflexible²⁵⁵⁶, le CE accepte d'auditionner le SDP-N à la plénière du BSI de novembre 1909²⁵⁵⁷. Mais le débat qui s'y produit fait émerger une question de principe. Troelstra, Adler, Anseele et Vandervelde estiment qu'en cas de scission, seul le parti historique garde ses droits en matière de section nationale : concrètement, le SDAP-N resterait affilié, tandis que le SDP-N devrait demander l'admission *ex novo* dans la section néerlandaise, devant se soumettre pour ce faire, en premier lieu, à l'avis du SDAP-N lui-même. Au contraire, Singer, Vaillant, Guesde et Lénine pointent que se séparer d'un parti ne signifie pas ipso facto se séparer de la section nationale et de l'Internationale, et que donc il est injuste que l'on impose au SDP-N de recommencer de zéro sa procédure d'affiliation. Au bout d'un vote par nationalité et non par tête – l'un des rares cas au BSI –, c'est la première position qui l'emporte à une courte majorité. Or, lorsque l'année suivante dans l'empire austro-hongrois les différends s'enveniment au sein de la Commission syndicale, la démarche préventive qui s'articule autour du BSI est non seulement plus musclée, mais aussi inspirée de principes diamétralement opposés à ceux actés en 1909. Puisque le différend intéresse le SDAP-Ö, perçu comme étant bien plus puissant que le SDAP-N, et qu'il révèle le besoin de nouvelles clarifications à apporter à la lecture des questions des minorités nationales par l'Internationales, le BSI accepte tout d'abord de mettre en place au congrès de Copenhague une commission *ad hoc* : nommée « Questions syndicales », elle n'a en réalité qu'à s'occuper du seul cas austro-tchèque. Ici, séparatistes et centralistes ont l'occasion de déposer chacun, à égalité, des projets de résolution. Mais si tous les deux acceptent la compétence du BSI pour une entremise conciliatrice, les pouvoirs de celui-ci sont perçus différemment. Les centralistes autrichiens, qui savent très bien que l'Internationale penche en leur faveur, s'en remettent essentiellement au congrès et au Bureau : « Si nous avons commis des erreurs, nous nous

²⁵⁵⁴ Voir William E. BOHN, « International Notes », *International Socialist Review*, vol. 10, 1909-1910, p. 74.

²⁵⁵⁵ Robert ECHT, « Les Divisions socialistes en Hollande », *Le Mouvement socialiste*, vol. 11, n° 210, 1909, p. 390.

²⁵⁵⁶ *Avanti!*, 19 avril 1909, p. 1.

²⁵⁵⁷ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 2, 1910, p. 33-43

soumettrons à la direction que nous indiquera l'Internationale. Dans le cas contraire, l'Internationale dictera leur devoir à nos camarades de Bohême ²⁵⁵⁸ ». Des propos particulièrement dissonants par rapport à ce qu'Adler avait déclaré l'année précédente au sujet du dossier néerlandais, à savoir que « le Bureau n'est pas une juridiction d'appel ²⁵⁵⁹ » pour les questions d'unité, car cela présupposerait une ingérence dans affaires internes. De leur côté, les séparatistes tchèques déclarent sans ambages : « Nous savons bien que nous ne sommes pas justiciables ici », car « l'Internationale n'a pas d'autre moyen de sanction que l'exclusion » ²⁵⁶⁰. Tandis que les séparatistes envisagent une procédure chronophage de remise de rapports détaillés au BSI pour une étude préliminaire à soumettre à son tour au congrès international suivant ²⁵⁶¹, tant la commission que l'assemblée adoptent le projet de résolution des centralistes, qui, amendé par les Belges, vise à activer immédiatement les bons offices :

« Le Bureau Socialiste International et le Secrétariat International des syndicats sont invités à offrir leurs bons offices aux parties directement intéressées pour aplanir les conflits qui se produiraient à ce sujet, dans un esprit d'entente et de fraternité socialiste ²⁵⁶² ».

En parallèle, dans la plénière qu'il tient en marge des assises, le BSI manque de courage pour appliquer au cas austro-tchèque les mêmes dispositions prises auparavant à l'égard des dissidents britanniques en 1904 et néerlandais en 1909. En effet, lorsque sept délégués centralistes tchèques exigent de voir admis leurs mandats en dépit du refus de leur propre section nationale, dominée par les séparatistes, le BSI tranche en faveur des centralistes dissidents. Mais pendant que Nemec et Adler s'écharpent pour savoir s'il y a par-là une atteinte à l'autonomie de la section tchèque ²⁵⁶³, et que Vandervelde doit déclarer que « les camarades tchèques ne doivent en rien considérer la décision prise par le Bureau comme une mesure peu amicale à leur égard », seule Luxemburg remarque que « par le vote que nous avons émis il y a un instant, nous avons agi contrairement à la règle suivie généralement » ²⁵⁶⁴. C'est dans ce climat que, début octobre 1910, Huysmans se rend sur place pour activer les bons offices ²⁵⁶⁵ : d'abord à Prague pour rencontrer le parti tchèque et les syndicats séparatistes, puis à Vienne pour assister au congrès ordinaire des syndicats centralistes. Huysmans assiste même aux

²⁵⁵⁸ *Huitième Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 121-123.

²⁵⁵⁹ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 2, 1910, p. 40.

²⁵⁶⁰ *Huitième Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 153.

²⁵⁶¹ *Ibidem*, 336-337.

²⁵⁶² *Ibidem*, p. 158.

²⁵⁶³ *Ibidem*, p. 412-422.

²⁵⁶⁴ *Ibidem*, p. 422-427.

²⁵⁶⁵ Pour un compte-rendu, cf. *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 2, n° 7, p. 19-28.

séances de travail de la commission qui prépare la résolution du congrès sur les conflits en cours, mais ne peut visiblement pas empêcher que celle-ci raidisse davantage le ton à l'égard des séparatistes. Il ne lui reste alors qu'écrire à Soukup que, en dépit de leur résolution, les centralistes autrichiens maintiennent des intentions pacifiques. L'idée de Huysmans de convoquer une commission d'entente début novembre est acceptée par les deux parties, mais qui concordent seules les détails de l'entrevue ; aucun représentant du CE ne sera présent, et Nemec, Soukup, Diamand et Adler eux-mêmes y prennent part en tant que délégués de leurs partis et non en tant que membres du BSI. Les positions qui s'y expriment sont essentiellement partisans, et cela se solde par une motion de renvoi aux syndicats centraliste et séparatiste d'une ébauche de conditions préliminaires d'entente. Lorsqu'en mars 1911 Huysmans reçoit un rapport de Vienne à propos de la persistance des blocages, on ne le sollicite pas pour autant pour une nouvelle prise d'initiative : les centralistes le remercient pour l'aide fournie, mais se satisfont d'avoir reçu le soutien de l'Internationale à Copenhague ; quant aux séparatistes, ils peinent à s'en remettre au secrétaire d'un BSI qui a tranché à leur défaveur au même congrès. Ces craintes se confirment d'ailleurs à la XV^e plénière de décembre 1913, puisque c'est le CE qui propose et fait adopter l'attribution de 2 voix aux centralistes tchèques sur les 7 que comptait leur section nationale, ce qui ouvre un nouveau cycle de polémiques entre délégués tchèques et autrichiens du BSI.

Les trois dossiers qui connaissent les avancées les plus sensibles sont ceux de Grande-Bretagne, Russie et Pologne. Quant aux Britanniques, Huysmans déclare à la VII^e plénière de 1906 que « l'unification nous semble devenue une simple question de temps²⁵⁶⁶ », espérant notamment que le Comité national de la section britannique dépasse bientôt le stade de simple cadre de cohabitation. Mais le litige entre ILP et SDF demeure structurant : le premier impose l'adhésion commune au LP comme première condition de l'unification, tandis que la seconde refuse de se placer sous la houlette d'un parti qui ne respecte pas la résolution *Règles internationales de la politique socialiste* votée à Amsterdam. Considérant que les voies de recours nationales sont épuisées, Hyndman en appelle à une entremise directe du BSI en août 1906, et Huysmans concorde promptement avec le CE la marche à suivre : demander par circulaire aux directs intéressés « sur quelles bases croyez-vous possible d'unifier les partis socialistes du Royaume-Uni ?²⁵⁶⁷ », et constituer une commission *ad hoc* au sein du BSI, y

²⁵⁶⁶ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 203.

²⁵⁶⁷ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 98-100, Lettres de C. Huysmans à E. Vandervelde et E. Anseele, 25 août 1906.

incluant un représentant de la SFIO²⁵⁶⁸. Mais l'ILP concocte une stratégie différente : après avoir freiné la prise d'initiative de Huysmans²⁵⁶⁹, il s'efforce à Stuttgart d'amender la réforme institutionnelle dans un sens favorable à l'admission du LP ; et ayant obtenu au moins un renvoi du sujet au BSI, il s'emploie pour que celui-ci tranche déjà à sa X^e plénière de 1908²⁵⁷⁰. À cette occasion, une motion équilibrée de Kautsky, qui d'après Roubanovitch « délivre un certificat d'inconscience²⁵⁷¹ » au LP, permet à celui-ci de voir son affiliation ratifiée par le BSI :

« Considérant les résolutions antérieures des Congrès internationaux, d'après lesquelles sont admises toutes les organisations qui se placent sur le terrain de la lutte des classes et reconnaissent la nécessité de la lutte politique ; le Bureau Socialiste International déclare qu'il admettra aux congrès socialistes internationaux le Labour Party de Grande-Bretagne, parce que, sans accepter explicitement la lutte prolétarienne des classes, il mène néanmoins pratiquement cette lutte, et se base, par son organisation indépendante des partis bourgeois, sur les fondements du socialisme international²⁵⁷²».

Mais si déjà trois délégués nationaux ont voté contre (Roussel, Roubanovitch et Hyndman), la motion envenime les controverses. Pendant qu'Hyndman se livre à sa campagne habituelle d'invectives publiques contre un BSI qui a « jeté la queue travailliste du parti libéral au sommet du mouvement socialiste²⁵⁷³ », George Weston Wrigley au Canada²⁵⁷⁴ et William English Walling aux Etats-Unis²⁵⁷⁵ délégitiment ouvertement le Bureau. Vandervelde jette de l'huile sur le feu à Copenhague, déclarant dans son allocution inaugurale que le LP est « le résultat de la fermentation socialiste dans la masse des travailleurs anglais²⁵⁷⁶ ». Et Kautsky, pourtant à l'origine de la motion tant contestée, délégitime en même temps confidentiellement le BSI en tant qu'arbitre des litiges britanniques, comme l'écrit à Theodor Rothstein en 1909 :

« Je considère qu'il est inopportun de s'adresser au Bureau [...]. Nous n'avons aucune raison de reconnaître le Bureau en tant qu'arbitre international [...]. Huysmans n'est certainement pas Marx, et que représentent les autres habitués des séances du BSI ? [...] Et que fera le Bureau ? Il

²⁵⁶⁸ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 391, Lettre d'E. Anseele à C. Huysmans, 24 août 1906.

²⁵⁶⁹ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 395.

²⁵⁷⁰ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2453, f° 45-50, Lettre de F. Johnson à C. Huysmans, 11 octobre 1908.

²⁵⁷¹ *Le Peuple*, 12 octobre 1912.

²⁵⁷² *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 5, 1910, p. 182.

²⁵⁷³ Henry M. HYNDMAN, « The SDP and Marx and Engels », *Justice*, 2 juillet 1910, p. 5.

²⁵⁷⁴ George W. WRIGLEY, « Keir Hardie Impeached », *International Socialist Review*, vol. 9, 1908-1909, p. 723-726.

²⁵⁷⁵ William E. WALLING, « New Revisionism in Germany », *International Socialist Review*, vol. 10, 1909-1910, p. 440.

²⁵⁷⁶ *Huitième Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 55.

prendra une décision de principe ? [...] Cela rehausserait les compétences du Bureau et ce serait un précédent dangereux. [...] Je n'ai aucune confiance dans le Bureau International²⁵⁷⁷ ».

Lorsqu'en 1911 le SDP-B se transforme en BSP, il dénonce encore « l'impossible position dans laquelle le Bureau lui-même a placé des socialistes anglais qui refusent de ployer le genou devant ce qui n'est virtuellement pas autre chose qu'un caucus libéral-travailliste d'un caractère absolument dépendant », et va jusqu'à « demande[r] son affiliation directe et indépendante »²⁵⁷⁸ à l'Internationale, c'est-à-dire en dehors de la section britannique formellement constituée²⁵⁷⁹, considérée comme étant dominée par les travaillistes. Le chantage atteint son paroxysme dans la note que Lee adresse au BSI le 10 juin 1912, où il est dit que si le LP continue d'être admis par le BSI, le BSP se réserve le droit « de porter la question toute entière, avec notice dûment motivée, devant le Congrès socialiste international de Vienne »²⁵⁸⁰. Au bout d'une correspondance intense entre le CE et les fractions britanniques de la mi-1912 à la mi-1913²⁵⁸¹, Huysmans parvient à convoquer le 18 juillet 1913 une réunion commune entre BSP, ILP et *Fabian Society* dans les bureaux londoniens de cette dernière. Vandervelde accompagne Huysmans et préside l'entrevue, où les trois fractions se font représenter par trois délégués chacune. Après un exposé de griefs politiques difficilement surmontables, l'unanimité ne peut se réaliser que sur une motion de procédure :

« Etant donnée l'impossibilité de fusionner complètement les trois organisations en ce moment, il serait suggéré ce qui suit, dans le but d'unifier les forces socialistes de Grande Bretagne, pour être soumis aux comités exécutifs des dits partis et il serait tenu une conférence ultérieure de ces comités avec les délégués du BSI pour entendre les rapports des groupes concernés et prendre attitude : 1° Un *Conseil Socialiste Unifié* sera composé de représentants des trois organisations socialistes, conseil dont les pouvoirs et devoirs seront définis plus tard ; 2° Toutes les organisations affiliées au dit Conseil devront être affiliées au Parti Ouvrier²⁵⁸² ».

Huysmans et Vandervelde insistent pour que les termes de l'accord restent les plus flous possibles : lorsqu'un délégué du BSP demande ce qu'aurait impliqué concrètement l'affiliation au Conseil unifié et au LP, la réponse est tout simplement remise à plus tard, à l'issue des processus de consultations internes. Mais dans la circulaire que le CE diffuse pour rendre

²⁵⁷⁷ Cité in HAUPT, *Camille Huysmans...*, op. cit., p. 29-30.

²⁵⁷⁸ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 3, n° 8, 1912, p. 74-75.

²⁵⁷⁹ Voir Rosalind T. HYNDMAN, *The Last Years of H. M. Hyndman*, New York, Brentano's Publishers, 1924, p. 41-43.

²⁵⁸⁰ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 3, n° 8, 1912, p. 74-75.

²⁵⁸¹ Voir tout le dossier in AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2468.

²⁵⁸² AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2457, f° 33, Résolution, [18 juillet 1913].

compte de la conférence inter-fractions, il émerge clairement que les Belges songent, à terme, à la satisfaction des exigences de l'ILP face à celles du BSP : il est dit que le CE estime que l'unité organique entre socialistes ne peut aboutir sans aller de pair avec l'unité ouvrière, « c'est-à-dire en stipulant que l'établissement d'un lien organique entre les partis socialistes, – en attendant la fusion complète, œuvre de temps et œuvre d'une collaboration amicale de quelques années –, aurait comme complément l'affiliation de tous les partis socialistes au Labour Party²⁵⁸³ ». L'étape suivante, d'après le CE, est une nouvelle conférence inter-fractions, mais cette fois-ci en présence de tout le BSI, et particulièrement de ses membres allemands et français ; et en attendant, il prie les partis affiliés d'envoyer aux trois organisations britanniques une adresse de félicitation pour les efforts réalisés. C'est de ce fait que la XV^e plénière du BSI se tient à Londres en décembre 1913 : c'est la section britannique elle-même qui le demande pour que l'on franchisse une étape clé dans le dossier d'unification. Les Britanniques prévoient d'ailleurs un meeting unitaire contre la conscription, en marge de la plénière, mais Huysmans reste attentif à l'égard de cette initiative aussi : lorsqu'il est informé du fait que l'ILP comptait invité à s'exprimer à la tribune des non-socialistes, le CE menace de faire boycotter le meeting aux membres non-britanniques du BSI, pour ne pas leur faire cautionner une nouvelle pomme de la discorde²⁵⁸⁴. Le 13 décembre, en présence des délégués du BSI (mais dont seul Jaurès s'exprime en dehors du CE), la deuxième conférence inter-fractions marque encore des pas en avant²⁵⁸⁵. Le BSP délaisse en effet son opposition principielle à toute affiliation au LP, et se déclare prêt à l'unité à condition que le BSI engage les autres fractions britanniques à aboutir à une modification statuts du LP pour les rendre conformes aux principes socialistes et aux règlements du BSI et des congrès internationaux. Vandervelde fait à son tour un pas vers le BSP, déclarant :

« Si le LP veut rester affilié à l'Internationale, il doit continuer à reconnaître le principe de la lutte des classes. S'il a demandé son affiliation, c'est qu'il était d'accord. Si le reproche du BSP vise le fait que celui-ci ne se conforme pas à ses statuts, il appartient aux socialistes qui en font partie de faire valoir leur action et de la rendre opérante. L'accord me semble donc facile, car le différend ne repose que sur des détails²⁵⁸⁶ ».

²⁵⁸³ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 5, n° 11, 1914, p. 8-9.

²⁵⁸⁴ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 78-81, Lettre de F. Johnson à C. Huysmans, 12 décembre 1913.

²⁵⁸⁵ Pour un compte-rendu, cf. *Supplément au Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 5, n° 11, 1914, p. 1-6.

²⁵⁸⁶ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2457, f° 2-7, Compte-rendu de la XV^e reunion plénière du BSI, 13-14 décembre 1913.

Après une réunion séparée de chaque fraction, puis une réunion des trois fractions en l'absence de tout délégué étranger, le BSI se réunit à nouveau dans sa composition plénière dans l'après-midi pour prendre note de la résolution adoptée par les trois fractions, lue par Sydney Webb : l'accord se confirme autour de la volonté de pousser le LP à entreprendre plus nettement la voie du socialisme, y compris par une modification de ses statuts ; cependant, il est prévu que chaque fraction consulte d'abord ses adhérents lors de ses congrès, et que l'offensive conjointe se déclenche à l'occasion du congrès du LP de 1915. Vandervelde alors se lève, prend acte que l'entente vient d'être scellée et exprime sa joie de pouvoir baptiser le nouveau-né, tout en engageant le BSI à faire de son mieux pour continuer de promouvoir l'idée d'unité, y compris par la publication d'un manifeste. Les mois qui suivent voient agir les Britanniques en autonomie pour approfondir le processus d'unification, notamment déjà le 19 décembre 1913 par la décision de nommer trois co-secrétaires pour le *Socialist Unity Demonstration Committee* (nouveau nom du Conseil socialiste unifié), chargés d'organiser des manifestations conjointes. Aux Pâques 1914, les trois fractions confirment les démarches pour l'unification aux congrès qu'elles tiennent chacune séparément, auxquels Huysmans prend soin de participer et qui accueillent pour la première fois des représentants des autres fractions à titre honorifique²⁵⁸⁷. L'impression que le BSI aura réussi à rajouter l'unification britannique à son palmarès est donc solide lorsqu'éclate le conflit mondial.

C'est au prisme du « volumineux dossier²⁵⁸⁸ » de la galaxie du socialisme russe que Huysmans apprend précocement les limites de son mandat. La perspective d'une unité d'action sous la houlette de Gapone, si déjà elle avait attiré au secrétaire des critiques quant à son appui intempestif, se solde aussitôt dans l'échec de la conférence de Genève du 2 avril 1905 : boycottée par Plekhanov, les mencheviks et le SDKPiL, les bolcheviks, le Bund et le LSDSP quittent l'entrevue en protestant contre la prédominance d'éléments socialistes-révolutionnaires, et la correspondance qu'échangent Huysmans et Gapone encore pendant quelques temps n'est pas notifiée au-delà du cercle restreint du CE²⁵⁸⁹. En juin, Lénine et Plekhanov poléminent par l'intermédiaire de Huysmans sur l'attribution du siège au BSI du POSDR après son III^e congrès, et le secrétaire en relate par circulaire afin d'inviter les partis

²⁵⁸⁷ Voir William E. BOHN, « International Notes », *International Socialist Review*, vol. 14, 1913-1914, p. 752-753.

²⁵⁸⁸ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 203.

²⁵⁸⁹ Voir par exemple AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 213-214, Lettre de C. Huysmans à E. Vandervelde, 14 juillet 1905.

tiers à se proposer de se porter garants de la réconciliation. Bebel cependant, qui confie à Huysmans que les problèmes posés par la désunion russe sont bien plus importants que la crise de Tanger, estime que le BSI devrait s'en occuper lui-même et au plus vite ; mais puisque le dossier est complexe, il préfère que son étude soit réalisée par un petit groupe plutôt que par l'organe collégial²⁵⁹⁰. Concrètement, fait rare provenant de la section allemande, le président du SPD suggère que ce soit exclusivement le CE qui se consacre au dossier et qui tranche sur le différend, et que l'appel au BSI dans sa composition plénière ne soit envisagé qu'en dernier recours. Huysmans saute sur l'occasion et propose déjà, dans une nouvelle circulaire, des mesures préliminaires à prendre non seulement pour le traitement du dossier russe, mais aussi pour ceux de litiges similaires :

« Pour ne pas obliger les camarades russes, dont bon nombre habitent la Suisse, à des déplacements onéreux, les trois membres du Comité exécutif verraient sans inconvénient choisir une ville de ce pays comme lieu de réunion, à condition que la conférence ait lieu au mois de juillet. [...] Il va sans dire que si la proposition Bebel est acceptée et si ces groupes ou d'autres le désirent le Comité exécutif se met à leur disposition pour une conférence conciliatrice qui aurait lieu immédiatement après la conférence relative aux différends russes²⁵⁹¹ ».

Le secrétaire esquisse ainsi une ligne de conduite générale, pouvant être proposée automatiquement aux partis concernés. Mais encore faut-il que la suggestion de Bebel parvienne à être appliquée au moins au cas russe. Or, d'une part, une méthode alternative est envisagée par Lee au nom de la SDF, d'après qui « il est oiseux de prétendre que des étrangers ne doivent pas s'immiscer dans des affaires nationales²⁵⁹² », et qui songe plutôt à remettre au centre le BSI en tant qu'organe collégial : les fractions du POSDR devraient être invitées chacune séparément à mettre en fin aux querelles, de préférence dans le cadre d'une réunion d'urgence du Bureau, ; en cas d'échec, celui-ci devrait convoquer une conférence d'unification sous ses propres auspices. D'autre part, Lénine exige des explications préalables sur la nature et la portée de l'éventuelle entremise du BSI avant que sa fraction ne s'exprime officiellement en la matière :

« a) Faut-il comprendre sous le mot "intervention" une médiation conciliatoire et consultative, n'ayant qu'une force morale non obligatoire ; b) Ou bien le Bureau parle-t-il d'une décision obligatoire prise par un tribunal d'arbitrage ? c) Le Comité exécutif propose-t-il de donner le droit

²⁵⁹⁰ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2303, f° 14, Lettre d'A. Bebel à C. Huysmans, 25 juillet 1905.

²⁵⁹¹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2303, f° 13-14, Circulaire de C. Huysmans, 28 juin 1905.

²⁵⁹² HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 168.

de décider définitivement et irrévocablement la question concernant nos discussions à l'assemblée plénière du Bureau International Socialiste ?²⁵⁹³ ».

Huysmans le rassurant sur le fait que l'entremise ne pouvait avoir qu'une portée morale²⁵⁹⁴, Lénine joue alors le jeu et multiplie les signaux d'ouverture quant à une conférence de conciliation à Genève ou à Berlin, « pourvu qu'elle garde le caractère d'une délibération préliminaire²⁵⁹⁵ ». Mais Lénine penche plutôt pour une interprétation minimaliste de la méthode de Lee, qui lui permet d'éviter une ingérence du BSI étant donné que des pourparlers préliminaires sont déjà en cours entre les fractions du POSDR. Il écrit à Huysmans en septembre 1905 que :

« Puisque la solidité de la réconciliation ne peut être garantie que par une entente complète entre les camarades de Russie, il serait peut-être prudent d'attendre les résultats des négociations avant de convoquer la conférence²⁵⁹⁶ ».

Huysmans ne peut que noter, dans son rapport d'activité, que « le Comité exécutif devra donc attendre²⁵⁹⁷ ». Et dès lors qu'en novembre les fractions du POSDR installent un Conseil fédératif à Saint-Petersbourg pour œuvrer en faveur de la réunification, Huysmans doit se résigner à s'en remettre à leur souveraineté :

« Le Comité exécutif croit donc pouvoir compter sur les groupes intéressés eux-mêmes pour mener à bonne fin l'œuvre d'unification. [...] Le Comité exécutif se tient évidemment toujours à la disposition des camarades russes et pourrait se réunir avec leurs délégués à Bruxelles²⁵⁹⁸ ».

À partir de là, Huysmans ne fait qu'enregistrer les signaux positifs qu'il aperçoit pour que cette ébauche de réunification s'approfondisse, notamment à l'occasion du IV^e congrès de POSDR à Stockholm en avril 1906²⁵⁹⁹. Mais si déjà l'unité du POSDR reste gravement compromise, les dispositions prises par le BSI durant la réforme institutionnelle à propos des deux sous-sections russes²⁶⁰⁰ ne font que cristalliser le schisme du socialisme russe autour de lutte pour l'hégémonie entre POSDR et PSR-R, ce que même Huysmans semble avoir du mal à défendre dans son rapport d'activité à Stuttgart : « La Constitution au sein de la section russe, de deux sous-sections comprenant presque tous les Partis socialistes, semble un acheminement vers la

²⁵⁹³ IISG, Karl Kautsky Papers, G3-169-171, Lettre de Lénine à Huysmans, 24 juillet 1905.

²⁵⁹⁴ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 332 ; p. 341.

²⁵⁹⁵ *Ibidem*, p. 332.

²⁵⁹⁶ *Idem*.

²⁵⁹⁷ *Idem*.

²⁵⁹⁸ *Ibidem*, p. 348-349.

²⁵⁹⁹ *Ibidem*, p. 212.

²⁶⁰⁰ *Ibidem*, p. 282.

cohésion, et tout au moins l'unité d'action²⁶⁰¹ ». Bien que, depuis lors, l'unité du POSDR et l'unification du socialisme russe reste une préoccupation du CE, il faut attendre le déblocage du dossier britannique pour que des nouvelles initiatives d'envergure soient entreprises. Surtout, la scission de la branche varsovienne du SDKPiL à l'été 1912 porte aux yeux du CE le problème plus global de l'unité de la social-démocratie de l'empire russe²⁶⁰², alors même que rien n'avait été possible auparavant quant à une éventuelle unification entre le SDKPiL et un PPS à son tour éclaté en plusieurs fractions depuis 1906. Ainsi, lorsque le SDKPiL, appuyé par Plekhanov²⁶⁰³, propose de rajouter à l'ordre du jour de la XV^e plénière du BSI de 1913 la reconstitution de l'unité du POSDR²⁶⁰⁴ – remise en cause une fois de plus par la séparation entre élus bolcheviks et mencheviks à la IV^e Douma –, Huysmans lui réserve un accueil très positif, et invite même des représentants d'organisations russes qui n'ont aucun délégué au BSI à assister à la deuxième conférence inter-fractions britanniques. Le lendemain, durant la séance plénière du BSI à proprement parler, en dépit d'un long échange procédurier entre Kautsky et Luxemburg, une motion de Kautsky est votée à l'unanimité : le BSI, « collège impartial²⁶⁰⁵ », charge le CE de s'entendre avec les fractions sociaux-démocrates de l'empire russe (donc des sections russe et polonaise) pour convoquer une réunion préliminaire mais non délibérative, en vue de reconstruire l'unité. La motion comporte aussi une clause d'oubliance, puisqu'elle établit que le BSI renonce à examiner les différends antérieurs. Au cas où le BSI devait échouer, il est prévu de saisir le congrès de Vienne de la question. En complément, Roubanovitch lit une déclaration où le PSR-R se dit disposé à entreprendre aussi des démarches pour l'unification du socialisme russe. Lénine, à distance, se montre encore réticent à une immixtion du BSI dans les affaires internes du POSDR, mais reconnaît la bonne foi de Huysmans et décide de ne pas l'entraver ouvertement. Fin décembre 1913, il écrit : « Il faut dire que le Comité exécutif du Bureau est toujours et sans restriction tenu de veiller à l'unité [...]. Par conséquent, la mission confiée à l'exécutif est, je le répète, parfaitement acceptable pour nous²⁶⁰⁶ ». Au bout d'un échange intense de correspondances et rapports préliminaires au premier semestre 1914²⁶⁰⁷, le 29 juin Huysmans peut convoquer une première conférence inter-fractions sociaux-démocrates russes et polonaises pour les 16-18 juillet à la Maison du peuple de Bruxelles (à huis clos). Si

²⁶⁰¹ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 435.

²⁶⁰² IISG, Karl Kautsky Papers, G4-171, Circulaire de C. Huysmans, juillet 1912

²⁶⁰³ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2287, f° 468-471, Lettre de G. Plekhanov à C. Huysmans, 9 décembre 1913.

²⁶⁰⁴ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2457, f° 79, Lettre d'A. Warski à C. Huysmans, novembre 1913.

²⁶⁰⁵ *Supplément au Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 5, n° 11, 1914, p. 1-6

²⁶⁰⁶ Cité in HAUPT, *Camille Huysmans...*, op. cit., p. 31.

²⁶⁰⁷ Voir le dossier in AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2469.

d'après la motion Kautsky il n'est pas tenu de convoquer aussi le BSI dans sa composition plénière, il invite quand même les délégués nationaux qui seraient disponibles à rejoindre les travaux – au final, à part le CE présent dans son intégralité, il y aura seulement Nemec, Kautsky et Roubanovitch en dehors des délégués des fractions du POSDR et du SDKPiL –. La résolution sur l'unité du POSDR²⁶⁰⁸, adoptée à la presque unanimité, est d'un ton nettement optimiste, car le CE s'y dit convaincu qu'il n'existe pas au sein du POSDR des divergences principielles ou tactiques aussi grandes qu'elles pourraient justifier une scission. La résolution esquisse cinq conditions préliminaires pour l'unité : reconnaissance du programme actuel du POSDR ; respect des décisions de la majorité par la minorité ; nécessité de l'organisation secrète et du contrôle de la direction du parti sur les activités des structures légales ; renoncement aux alliances avec les partis bourgeois ; disponibilité à participer à un congrès de réunification au plus vite²⁶⁰⁹. D'autre part, la résolution sur l'unité du SDKPiL comporte un préambule identique à celle sur le POSDR, mais émet aussi un vœu d'unification avec les fractions issues du PPS. Par contre, quant au différend entre la direction du SDKPiL et sa branche varsovienne, la résolution se limite à envisager la procédure à suivre pour trancher dans le plus bref délai : les deux fractions sont invitées à envoyer au secrétariat des rapports explicatifs, qui seront transmis au BSI pour qu'il se prononce en voie définitive au congrès de Vienne²⁶¹⁰. Comme pour le cas britannique, l'impression que Huysmans et le CE aient acquis un savoir-faire en matière d'unification est certaine à la veille de la guerre mondiale, et des grands espoirs reposent sur les assises viennoises. Il est tout à fait possible, cependant, de douter de leur issue au vu de ce que Lénine confiait à Inès Armand à propos de la conférence inter-fractions de 1914 : « Nous sommes un *parti autonome*. Souviens-t'en bien. Personne n'a le droit de nous imposer une volonté étrangère, et le BSI *n'en a pas le droit*²⁶¹¹ ».

2. Un pouvoir de coordination politique défini au prisme de la « sainte croisade contre la guerre »

²⁶⁰⁸ Voir IISG, Karl Kautsky Papers, G5-196-198, Resolution des ISB, [16-18 juillet 1914].

²⁶⁰⁹ IISG, Karl Kautsky Papers, G5-1-4, Aufzeichnungen von K. Kautsky (Brüsseler Vereinigungskonferenz), 16-17 juillet 1914.

²⁶¹⁰ *Idem*.

²⁶¹¹ Cité in Georges HAUPT, « Lénine, les bolcheviks et la II^e Internationale », *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. 7, n° 3, 1966, p. 393.

Comme l'écrit Vandervelde dans ses *Souvenirs* : « Pour la II^e Internationale, la période d'organisation était close. À Stuttgart, à Copenhague, à Bale, on ne parlait plus que de la lutte pour la défense de la Paix²⁶¹² ». Pour ce qui est du BSI, Haupt soulignait déjà que :

« Après le Congrès de Stuttgart au fur et à mesure que se précisait le danger de guerre, prévalait la thèse tendant à élargir les attributions et la responsabilité du BSI. Celui-ci devint avant tout la force d'action et de coordination dans la lutte contre le militarisme²⁶¹³ ».

Effectivement, l'après-Stuttgart confirme la tendance qui avait émergé depuis 1905, à savoir que le rôle politique du BSI se configure de plus en plus comme étant défini au prisme de l'action pour la paix : il doit mettre en mouvement tous les partis dans ce que Zetkin, au congrès de Bâle, qualifiait de « sainte croisade contre la guerre²⁶¹⁴ ». Mais si un consensus semble se dégager autour du fait qu'en cas de menace de guerre le BSI devra bel et bien faire quelque chose, la question des moyens effectifs autour desquels engager l'Internationale demeure une épée de Damoclès qui pèse sur l'institution : elle doit agir, mais dans la limite de ce que les partis négocient entre eux. La contradiction à laquelle se heurte le BSI est que la lutte contre la guerre est le domaine dans lequel l'on s'attend le plus de lui et pour lequel on lui confère le plus de pouvoirs, alors qu'en même temps c'est aussi le terrain sur lequel les différences d'appréciation entre partis sont les plus véhémentes. C'est en ce sens que Haupt décrit la place tout à fait délicate de Huysmans, obligé de déployer une politique d'« improvisation permanente²⁶¹⁵ » à défaut d'avoir réellement les capacités institutionnelles « d'élaborer une politique internationale cohérente et à long terme²⁶¹⁶ ». C'est donc d'autant plus dans ce domaine que Huysmans tente de jouer de finesse, jonglant entre formel et informel, pour rendre le BSI adaptatif en contexte incertain. S'il parvient tant bien que mal à engager l'institution derrière son autorité dans la coordination de mobilisations transnationales grâce à des clarifications de procédure, il apparaît néanmoins au tournant de 1912-1914 que le BSI lui-même se laisse entraîner par une Internationale en perte de ses certitudes.

²⁶¹² VANDERVELDE, *Souvenirs...*, op. cit., p. 162.

²⁶¹³ HAUPT, *La Deuxième Internationale 1889-1914...*, op. cit., p. 32.

²⁶¹⁴ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 4, n° 10, 1913, p. 13-16.

²⁶¹⁵ Georges HAUPT, « L'Internazionale Socialista e la conquista libica », *Movimento operaio e socialista*, vol. 13, n° 1, 1967, p. 3-24.

²⁶¹⁶ HAUPT, HOWORTH, « Edouard Vaillant... », art. cit., p. 225.

A. D'un BSI qui entraîne l'Internationale...

Si les contemporains et les historiens ont eu tendance à voir dans le congrès de Bâle l'apothéose du mythe d'une Internationale résolue à faire la guerre à la guerre, lorsque l'on se penche sur l'évolution des pouvoirs du BSI et sur les innovations pratiques qui en découlent, il semble plutôt que l'on doive fixer ce zénith à 1911. C'est pendant les quatre années qui séparent les assises de Stuttgart de la guerre italo-turque que s'ouvrent en effet pour le BSI les plus vastes possibles en matière de mobilisation transnationale. Et ce, précisément de par la position de faiblesse relative de laquelle il part. Force d'action et de coordination d'après la résolution de Stuttgart, le BSI fait l'objet de tentatives d'activation infructueuses qui démontrent un besoin de préciser ce que l'on entend aussi bien par action que par coordination. En effet, si son rôle moteur demeure théorique jusqu'au congrès de Copenhague, c'est surtout que le secrétariat n'est doté d'aucune procédure sur laquelle s'appuyer pour enclencher son rôle : Huysmans a beau se démener avec des soutiens du calibre de Vaillant, il est encore victime des équilibrismes, et doit à la fois jouer le jeu et sélectionner soigneusement les dossiers qui méritent de prendre des risques. La période qui s'étale du congrès de Copenhague à la crise d'Agadir est cependant charnière, puisque le BSI est enfin doté d'un mécanisme de convocation autoritaire en cas d'urgence, mais qui semble déjà s'enrayer dès lors qu'il rentre en contradiction avec le droit de veto informel que gardent les grandes puissances de l'Internationale. Pour surmonter les blocages, c'est donc encore une fois la finesse stratégique de Huysmans qui joue un rôle déterminant, et qui permet d'aboutir à l'éclat des démonstrations transnationales du 5 novembre 1911 contre la guerre italo-turque.

a) Un rôle moteur qui demeure d'abord théorique

Les diatribes de 1905-1906 au sujet des crises diplomatiques, aussi bien que le compromis de façade de Stuttgart, font comprendre à Huysmans qu'il convient de garder seulement pour des cas exceptionnels la possibilité d'initiatives d'ampleur qui mettraient en mouvement tous les partis de manière homogène et simultanée. Pour tous les autres cas de figure, même dès lors qu'il est sollicité explicitement, il se borne à des émettre circulaires ou manifestes au nom du CE, où l'exposé des faits est suivi d'un appel générique à que les partis tentent quelque chose, leur laissant complètement le choix non seulement si donner suite à l'appel, mais aussi souvent

des moyens éventuels d'action. Cette méthode est suivie notamment pour les affaires de Russie après le reflux du mouvement révolutionnaire. En octobre 1907, la circulaire sur le procès des députés socialistes de la II^e Douma se limite à demander une mise en application d'une motion de soutien faite voter par Guesde à la I^e plénière de la CIS – et ce n'est qu'individuellement que Huysmans sollicite les délégués français et britanniques pour les prier de tout faire pour impressionner l'opinion publique, car il estime que les points focaux des protestations doivent être les pays alliés de la Russie²⁶¹⁷ –. En avril 1908, le manifeste contre la dissolution du parlement finlandais se borne à dénoncer les manœuvres tsaristes et à alerter contre le risque de répressions antisocialistes²⁶¹⁸. Il en va de même en juin 1909 lorsqu'une circulaire se penche sur le tour des capitales européennes que Nicolas II comptait entreprendre : le CE rappelle les crimes du tsar et invite les partis à lui réserver le pire accueil possible²⁶¹⁹. Et en avril 1910, le manifeste sur la suppression de la Constitution finlandaise invite à employer tous les moyens possibles dans la lutte contre le tsarisme, dans les parlements, la presse et les réunions publiques²⁶²⁰. À Copenhague, le rapport d'activité de Huysmans peut tirer un bilan positif de ce genre de mobilisations suscitées avec un moindre effort, sans besoin de relever qu'il y ait eu un décalage qualitatif et quantitatif dans les efforts des différents partis :

« De nombreuses assemblées ont été organisées à la demande du Bureau et par les soins du Secrétariat, pour mettre le public au courant de toute cette politique arbitraire. Relevons notamment les meetings de protestation contre le voyage du tsar en Europe, les meetings contre les persécutions en Argentine et l'oppression en Finlande, les meetings contre les cruautés perpétrées dans les prisons de Russie²⁶²¹ ».

Cependant, durant le congrès est quand même discutée l'hypothèse d'une démonstration transnationale homogène et simultanée coordonnée par le BSI au sujet des affaires finlandaises. Mais tandis que Longuet déclare qu'il est « indispensable que partout elle ait lieu le même jour », et que Luxemburg exige « que le Bureau international s'occupât de faire une manifestation autant que possible unique », Müller du SPD notifie que « la fixation d'une date précise est impossible, les Allemands feront cependant tout ce qu'ils peuvent pour aider à organiser la manifestation de protestation »²⁶²². La résolution de Rappoport qui est votée « donne mandat au Bureau Socialiste International de prendre des mesures pour organiser dans

²⁶¹⁷ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2292, f° 432, Lettre de C. Huysmans à Lénine, 24 octobre 1907.

²⁶¹⁸ *Avanti!*, 16 avril 1908, p. 1.

²⁶¹⁹ William E. BOHN, « International Notes », *International Socialist Review*, vol. 10, 1909-1910, p. 168.

²⁶²⁰ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 2, 1910, p. 70-72.

²⁶²¹ *Ibidem*, n° 5, 1910, p. 182.

²⁶²² *Huitième Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 244-261.

tous les pays une démonstration du prolétariat socialiste aussi unanime et puissante que possible en faveur de la Finlande²⁶²³ ». Mais les réticences allemandes convainquent Huysmans qu'il n'est pas envisageable de faire plus sur ce dossier, à distance de plusieurs mois de la dissolution. Ainsi, d'autant plus au lendemain de la crise d'Agadir, dans les affaires qui ne sont pas perçues comme étant susceptibles de menacer directement la paix européenne, l'on continue de se contenter d'une simple invitation à l'action, sans coordination. Ce type d'appels va d'ailleurs toucher d'autres cas de figure en dehors des affaires de Russie : par exemple en janvier 1910 dans la circulaire du CE à propos de « la semaine tragique de Barcelone²⁶²⁴ » et notamment de l'exécution de Francisco Ferrer le 13 octobre 1909, ou encore en avril 1912 à propos des violences antisocialistes perpétrées par les Jeunes-Turcs durant la campagne électorale²⁶²⁵.

Les mois qui suivent le congrès de Stuttgart se caractérisent par une certaine apathie du CE en manque de crises internationales susceptibles d'activer le BSI. Et même dans les dossiers perçus comme secondaires, lorsque les partis directement concernés se montrent performants, le secrétaire se garde d'intervenir. Il le dit lui-même au congrès des socialistes scandinaves de septembre 1907 à Christiania : pendant l'*Unionsupplösningen*, l'AP et le SAP-S « avaient déjà été au-delà même de la résolution votée sur la question antimilitariste²⁶²⁶ » à Stuttgart. Dès lors, l'application de la motion contre la guerre de la Chaouïa votée à Stuttgart est laissée essentiellement aux mains de SFIO et PSOE, qui se maintiennent en communication étroite pour publier un manifeste en septembre 1907 et pour organiser des meetings simultanés à Paris et à Madrid le 5 octobre²⁶²⁷. La perspective de la réunion de la X^e plénière du BSI réactive cependant certains partis : si le congrès du PSI de septembre 1908 vote une résolution demandant au Bureau d'organiser une propagande d'ensemble contre le militarisme²⁶²⁸, Vaillant et Jaurès font inscrire un ordre du jour libellé *De l'action combinée des prolétaires et socialistes des pays concernés pour prévenir les conflits européens et coloniaux dont, par leurs accords et désaccords et leurs intrigues, les gouvernements les menacent*. Il s'agit de pousser le BSI à approfondir en voie préventive le « mandat de vigilance et d'intervention²⁶²⁹ » reçu à Stuttgart, particulièrement à propos du traitement belliqueux par la presse de l'entente franco-

²⁶²³ *Ibidem*, p. 468-470.

²⁶²⁴ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2304, f° 54, Circulaire de C. Huysmans, janvier 1910.

²⁶²⁵ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2305, f° 23-24, Circulaire du CE du BSI, 22 avril 1912.

²⁶²⁶ Jean LONGUET, « Le Congrès Socialiste Scandinave », *L'Humanité*, 12 septembre 1907, p. 1.

²⁶²⁷ Maurice BERTE, « Contre la politique marocaine », *L'Humanité*, 6 octobre 1907, p. 1-2.

²⁶²⁸ *L'Avanti*, 24 septembre 1908.

²⁶²⁹ *L'Humanité*, 15 juin 1908, p. 1.

britannique et de l'expédition française au Maroc. Par contre, alors même qu'il y a un regain de tensions germano-britanniques à propos du marinisme, entre août et octobre 1908 Bebel tient à rassurer les délégués britanniques quant au bien-fondé de la posture attentiste du SPD, et compte sur la réunion du BSI pour en faire une démonstration des sentiments de fraternité entre socialistes britanniques et allemands²⁶³⁰. Qui plus est, la X^e plénière se tient cinq jours après l'annonce de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'empire austro-hongrois, alors que les socialistes de Serbie polémiquaient avec ceux d'Autriche-Hongrie par l'intermédiaire de Huysmans, les accusant de reprendre de manière acritique les informations tendancieuses de la presse bourgeoise. Si le secrétaire s'était déjà trouvé dans l'embarras en avril-mai 1907 à propos de l'autonomie macédonienne, lorsque Larges et Etroits bulgares avaient polémique autour de l'hypothèse que le CE y consacre son manifeste du 1^{er} Mai²⁶³¹, la crise bosniaque confirme les maigres marges de manœuvre dont il dispose lorsque les partis concernés portent des lectures opposées sur la façon dont impérialisme et nationalisme s'entremêlent. En effet, si à Rome on relève que dans la crise bosniaque la « diplomatie ouvrière internationale » représente « la force formidable d'une orientation homogène et harmonieuse dans ses lignes générales »²⁶³², à Bruxelles l'on se rend compte plutôt que « le concept d'internationalisme était interprété à Vienne de manière différente qu'à Belgrade²⁶³³ ». Le début de la gestion de la crise par Huysmans se fait donc sous le signe de la prudence : il fait circuler les rapports et renseignements qui lui parviennent, même les plus polémiques, mais sans prendre position. En parallèle, il inscrit d'autorité la crise bosniaque à l'ordre du jour de la X^e plénière, sans prendre le risque d'ouvrir en urgence une consultation principielle entre délégués nationaux²⁶³⁴. Enfin, confidentiellement, il notifie à Jaurès l'insistance de tout le CR pour qu'il se libère pour participer à la plénière et notamment au meeting sur la situation internationale prévu à sa clôture²⁶³⁵. Mais durant la réunion, l'optimisme austro-allemand sur le fait que la crise bosniaque ne porte pas de risque de conflagration générale, mène le BSI à inclure cette question spécifique au sein d'une résolution fourre-tout sur la situation internationale (tensions germano-britanniques, expédition française au Maroc, emprunts russes, indépendance bulgare, etc), qui

²⁶³⁰ IISG, August Bebel Papers, 34b, Lettre d'A. Bebel à J. R. MacDonald, 3 août 1908 ; August BEBEL, « A Justification of Our Position », *Justice*, 12 septembre 1908, p. 6.

²⁶³¹ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, *op. cit.*, p. 268-271 ; p. 429.

²⁶³² *Avanti!*, 11 octobre 1908, p. 4.

²⁶³³ HAUPT, « L'Internazionale Socialista e la conquista libica », *art. cit.*, p. 3-24.

²⁶³⁴ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 432-433, Lettre de C. Huysmans à E. Vaillant, 6 octobre 1908.

²⁶³⁵ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 431, Lettre de C. Huysmans à J. Jaurès, 6 octobre 1908.

concrètement remet l'étude transnationale des moyens de mise en œuvre de la résolution de Stuttgart à une étude nationale préliminaire des partis :

« Le Bureau Socialiste International, pour l'application certaine [...] de la décision du Congrès de Stuttgart, invite les partis socialistes de tous les pays à redoubler de vigilance, d'activité et d'efforts. Invite leurs comités directeurs et administratifs, leurs groupes parlementaires, leurs délégations, à rechercher avec le Secrétariat du BSI les moyens et mesures pratiques qui, nationalement et internationalement mises en œuvre, puissent le mieux, suivant le cas et les circonstances, prévenir la guerre²⁶³⁶ ».

Ainsi, il est tacitement acté que rien ne sera entrepris pour l'instant vis-à-vis de la crise bosniaque. Au meeting de fin de plénière, c'est inutilement que Furnémont fait voter une motion à l'audience invitant les partis affiliés à tout faire pour appliquer la résolution de Stuttgart à la crise bosniaque²⁶³⁷. Adler dénonce l'annexion surtout en tant que cause de différends entre l'Autriche et la Hongrie, et promet des protestations en Autriche aussi.

Au sortir de la plénière, Huysmans est visiblement insatisfait du manque de pistes d'action dégagées au sujet de la crise bosniaque, et en novembre il se focalise avant tout sur l'affaire des déserteurs de Casablanca, faisant le lien entre SFIO et SPD²⁶³⁸ pour s'assurer que ce dernier interpelle son gouvernement – il dit à Vaillant le 9 novembre que « c'est déjà quelque chose !²⁶³⁹ » et y entrevoit une possibilité pour que le SPD fléchisse son optimisme traditionnel sur la situation internationale –. Mais quatre jours plus tard, Huysmans est déjà déçu : il confie à Vaillant que le SPD se satisfait du dénouement heureux de l'affaire pour ne pas en appeler à des démonstrations publiques, et propose donc à l'ancien communard que la SFIO fasse le premier pas étant donné que les Allemands ont déjà montré par le passé d'en être incapables. Concrètement, Huysmans propose d'organiser un meeting à Paris pour forcer les Allemands à faire de même à Berlin, et ainsi ébaucher une action collective pour « créer une opinion publique telle que le retour de pareils conflits puisse être évitée²⁶⁴⁰ ». Mais alors que le SPD s'enfonce dans sa léthargie, en décembre Huysmans revient accorder la priorité absolue au dossier bosniaque face à l'aggravation de la crise diplomatique austro-serbe. Il relance par

²⁶³⁶ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 5, 1910, p. 127.

²⁶³⁷ *Avanti!*, 12 octobre 1908, p. 1.

²⁶³⁸ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 458, Lettre de C. Huysmans à W. Pfannkuch, 9 novembre 1908 ; f° 459-460, Lettre de C. Huysmans à P. Singer, 10 novembre 1908.

²⁶³⁹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 457-458, Lettre de C. Huysmans à E. Vaillant, 9 novembre 1908

²⁶⁴⁰ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2293, f° 468-469, Lettre de C. Huysmans à E. Vaillant, 13 novembre 1908

correspondance les délégués des partis des principales puissances pour savoir s'ils ont des idées pour une intervention conjointe²⁶⁴¹. En attendant, il opère sur deux fronts : d'une part, convaincre les Britanniques de prévenir toute tentative de leur gouvernement de soutenir les revendications serbes, que Huysmans considère comme étant légitimes en principe mais aussi l'un des plus graves dangers de guerre²⁶⁴² ; d'autre part, explorer les possibilités pour que le SDAP-Ö s'exprime en faveur d'une « certaine indépendance de la Bosnie et de l'Herzégovine²⁶⁴³ », conformément au principe d'autodétermination nationale, en tant que meilleur moyen pour estomper l'escalade belliqueuse (il confie néanmoins à Vaillant que cela lui semble peu probable, et en tout cas n'en fait pas part directement à Adler²⁶⁴⁴). Le SDAP-Ö mise en tout cas sur une réabsorption rapide de la crise, et son attentisme se voit couronné de succès dès lors que le gouvernement serbe recule officiellement le 31 mars 1909. L'impact psychologique n'est pas négligeable, puisque lorsqu'en parallèle la crise des Dreadnaughts se profile à l'horizon, même les Belges hésitent à rejoindre le chœur des alarmistes. Ainsi, quand en mai 1909 le SDP-B demande la convocation d'une réunion extraordinaire avant la XI^e plénière, prévue pour novembre, le CE écrit que cette convocation « ne se justifierait pas à l'heure actuelle²⁶⁴⁵ ». Les délégués nationaux sont quand même consultés, et il en ressort qu'une majorité est défavorable aussi²⁶⁴⁶.

À la XI^e plénière de novembre 1909, toutes les hésitations connues depuis la X^e sont amnistiées. Le rapport d'activité de Huysmans dit que « les partis affiliés ont fait tout ce qui leur était humainement possible, pour maintenir la paix entre nations, faire respecter les droits à l'existence autonome²⁶⁴⁷ ». Il juge la mobilisation du SPD contre le marinisme comme étant conforme à la résolution de Stuttgart, et particulièrement la démonstration du 15 août à Kiel en présence de délégués danois, suédois et britanniques²⁶⁴⁸. Quant à la crise bosniaque, il récapitule toutes les interpellations des élus socialistes d'Autriche et de Serbie pour démontrer que l'Internationale n'a pas été inactive²⁶⁴⁹. En somme, Huysmans s'active en amont de la plénière pour que celle-ci ne dégénère pas en un règlement de comptes au sujet de crises que l'on

²⁶⁴¹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2294, f° 29, Lettre de C. Huysmans à H. Molkenbuhr, 31 décembre 1908.

²⁶⁴² AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 609, Lettre de C. Huysmans à J. R. MacDonald, 31 décembre 1908.

²⁶⁴³ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2294, f° 30, Lettre de C. Huysmans à E. Vaillant, 31 décembre 1908.

²⁶⁴⁴ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2294, f° 31, Lettre de C. Huysmans à V. Adler, 31 décembre 1908.

²⁶⁴⁵ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2304, f° 51, Circulaire du CE du BSI, 4 juin 1909.

²⁶⁴⁶ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 1, 1909, p. 12.

²⁶⁴⁷ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 1, 1909, p. 7.

²⁶⁴⁸ *Idem*.

²⁶⁴⁹ *Ibidem*, p. 7-8.

considère désormais comme closes. Et comme le remarque effectivement Haupt, les conclusions politiques de la crise bosniaque ne sont formulées clairement qu'à la première conférence des socialistes balkaniques des 7-9 janvier 1910 à Belgrade, esquissant le projet d'une république démocratique fédérative des Balkans²⁶⁵⁰ : c'est sur ce processus d'entrevues interbalkaniques, auquel il n'a contribué que très peu en phase de lancement, que Huysmans va s'appuyer de plus en plus au tournant de la guerre italo-turque pour renouveler la contribution du BSI au maintien de la paix. Mais en attendant le congrès de Copenhague, où Serbes et Autrichiens vont se quereller *de visu*, le Bureau traverse une impasse. La plénière de 1909 est saisie à deux reprises de projets visant à renforcer la capacité à se réunir d'urgence. D'une part, Upton Sinclair et Louis Goaziou écrivent à Huysmans que l'œuvre du BSI en tant que « agence de propagande, de solidarité internationale devrait être largement augmentée [...], le mouvement socialiste, dans chaque pays, devrait nommer des représentants qui, au moindre signe de désaccord entre deux nations, se réuniraient pour s'efforcer d'arriver à une entente²⁶⁵¹ ». D'autre part, durant la plénière elle-même, Hardie déclare qu'à propos de la guerre de Melilla et de la grève générale suédoise « il n'a pas été fait tout ce qui aurait pu se faire », et que donc « le Bureau devrait se réunir plus souvent ou, à défaut de réunions fréquentes, donner au Comité Exécutif beaucoup plus de pouvoirs et l'autoriser à convoquer des réunions extraordinaires²⁶⁵² ». Huysmans se déresponsabilise, rétorquant qu'à chaque fois que l'on a consulté les partis à propos d'une entrevue extraordinaire, la majorité s'est toujours prononcée défavorablement. Singer se prononce pour le maintien de plénières annuelles et pour des réunions extraordinaires seulement pour des cas qui seraient amplement justifiés – et dans ce cas il admet néanmoins que « le Comité Exécutif doit agir sous sa responsabilité²⁶⁵³ » –. Il suggère d'ailleurs à peine subtilement que les réunions du BSI sont une perte de temps du point de vue des affaires nationales dont les délégués sont responsables :

« S'il avait fallu convoquer le Bureau pour les événements de Suède et d'Espagne, il aurait fallu se réunir deux fois à un mois d'intervalle. Or, il n'est pas si facile de réunir le Bureau. Nous avons des tâches à remplir dans nos pays respectifs, et même quand nous sommes ici nous négligeons certains intérêts²⁶⁵⁴ ».

²⁶⁵⁰ Georges HAUP, « L'Internazionale Socialista e la conquista libica », art.cit., p. 3-24.

²⁶⁵¹ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 1, 1909, p. 15.

²⁶⁵² *Ibidem*, n° 2, 1910, p. 39.

²⁶⁵³ *Idem*.

²⁶⁵⁴ *Idem*.

Vaillant aussi va à contrecœur dans le sens de Singer, mais pour des raisons de hiérarchie des normes : le BSI ne peut pas modifier la résolution de Stuttgart, « bien que nous préférions que les réunions soient aussi fréquentes que possible²⁶⁵⁵ ». La plénière ne prend donc aucune décision : en cas d'urgence, le BSI manque encore de toute procédure clairement établie pour se réunir sans que cela n'ouvre des différends ou ne fasse l'objet de longues consultations préalables. Le débat a néanmoins le mérite de faire comprendre à Vaillant les limites institutionnelles de la résolution de Stuttgart, et il va donc s'employer pour elles soient dépassées au congrès suivant. Il propose en effet dans la foulée qu'à Copenhague

« le Bureau présente en son nom et rapporte la question de l'organisation, dans la mesure possible, des relations des partis socialistes entre eux et avec le Bureau Socialiste International pour l'application de plus en plus exacte et facile des résolutions des Congrès et une coordination certaine de la vie internationale socialiste. Nous demandons, en somme, l'élaboration d'une procédure certaine et rapide !²⁶⁵⁶ ».

Un point *Procédure à suivre pour l'exécution rapide des résolutions des congrès internationaux* est dès lors inscrit au programme des assises.

b) Une réactivation problématique entre Copenhague et Agadir

Dans ses souvenirs, Vandervelde définit le congrès de Copenhague comme « le passage au zénith de la II^e Internationale, l'exaltation de ses espoirs de paix, la vision enthousiaste d'une ascension continue du socialisme²⁶⁵⁷ ». Effectivement, le congrès marque un nouveau tournant de deux points de vue : s'il consacre l'implication de l'Internationale dans les mouvements en faveur de l'arbitrage et du désarmement, rompant une importante barrière idéologique à l'égard des pacifismes dits bourgeois, il dote en même temps les partisans d'un BSI aux compétences politiques élargies d'un instrument non négligeable, à savoir une procédure pour convoquer des réunions d'urgence. Dans l'intervalle entre la XI^e plénière du BSI et le congrès international, Vaillant ne fait que durcir sa position. En mars 1910, il écrit à Huysmans qu'« il ne faudrait plus que la résistance des uns empêchât le BSI de régler ou prévenir un conflit²⁶⁵⁸ ». En juillet, au

²⁶⁵⁵ *Idem.*

²⁶⁵⁶ *Ibidem*, p. 35.

²⁶⁵⁷ Vandervelde, *Souvenirs...*, *op. cit.*, p. 168.

²⁶⁵⁸ HAUPT, HOWORTH, « Edouard Vaillant... », *art. cit.*, p. 230 (Lettre d'E. Vaillant à C. Huysmans, 15 mars 1910).

congrès de la SFIO à Paris, il va jusqu'à polémiquer avec Guesde au sujet de la motion à proposer à Copenhague. Vaillant prétend en effet rendre compétent directement le CE pour réunir d'urgence le BSI, mais Guesde considère qu'une convocation sans l'accord préalable des partis directement concernés pourrait rendre intenable la position de l'un des partis directement concernés. Vaillant fait alors voter à l'unanimité une motion transactionnelle, d'après laquelle une seule demande formelle de convocation d'urgence émanant d'un parti directement concerné suffirait pour mettre en mouvement le BSI :

« En tout cas où il y aurait menace de conflit entre deux ou plusieurs pays, s'il y a hésitation ou retard de décision de leurs partis nationaux consultés, le secrétaire du Bureau socialiste international, sur la demande d'au moins un des prolétariats intéressés, convoquera d'urgence le Bureau socialiste international et la Commission socialiste interparlementaire, qui devront aussitôt se réunir, soit à Bruxelles, soit en tout autre lieu qui, suivant les circonstances, paraîtrait mieux convenir²⁶⁵⁹ ».

Le SDP-B compte présenter à Copenhague une motion allant dans le même sens, mais qui n'envisage pas clairement de procédure réglementaire :

« [Le congrès] donne mandat au Bureau International de prendre les mesures nécessaires pour convoquer une conférence entre les représentants du mouvement ouvrier dans les pays qui se trouveraient menacés par le danger de guerre. Cette Conférence devrait décider quelles mesures devraient être prises, de part et d'autre, pour mieux empêcher la guerre, et éviter tous actes agressifs susceptibles de servir comme prétexte à commencer les hostilités²⁶⁶⁰ ».

Il en va de même pour l'ILP, dont le projet de résolution

« recommande au Congrès de considérer l'opportunité d'autoriser le Bureau International à organiser une vigoureuse campagne anti-belliqueuse, dans le but de provoquer une action concertée de la part de la classe ouvrière dans l'éventualité d'une guerre menaçante ou décidée entre des nations européennes, [...] un plan pratique et effectif d'action internationale de la part des travailleurs pour la maintien de la paix et pour assurer une tactique préventive concertée [...] dans le cas où une guerre serait déclarée²⁶⁶¹ ».

En parallèle, Huysmans s'emploie pour faire comprendre aux partis que le point *Procédure* inscrit à l'ordre du jour de Copenhague porte bel et bien aussi sur la manière d'exécuter la résolution de Stuttgart. Dans sa circulaire d'invitation de mars 1910, il invite les partis à

²⁶⁵⁹ *Résolutions adoptées par la Section française en son congrès de Paris, les 15 et 16 août 1910*, Paris, s.n, 1910, p. 10.

²⁶⁶⁰ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 1, n° 3, 1910, p. 81.

²⁶⁶¹ *Ibidem*, p. 80-81.

répondre à cette question pour préparer les débats : « Comment faut-il s'y prendre pour exécuter rapidement, par exemple, en cas de menace de guerre, la résolution de Stuttgart ?²⁶⁶² ». Bien entendu, cette manière d'interpréter le point *Procédure* est critiquée par le SPD, qui dans son rapport explicatif à Copenhague écrit :

« La genèse de cette résolution [de Stuttgart] [...] démontre qu'on ne peut pas élaborer une instruction-type pour l'exécution des résolutions des congrès. [...] Nous ne voyons aucune possibilité d'assurer une exécution immédiate des résolutions des congrès internationaux. Une résolution est une manifestation d'opinion sur une certaine question ou sur un certain événement, en vue de laquelle on définit son opinion. Une intervention pratique est impossible, parce qu'elle n'est pas nécessaire s'il ne s'agit que de manifestations d'opinion. Mais s'il s'agit de l'exécution de résolutions visant des demandes déterminées, il importe d'avoir en vue les circonstances du moment²⁶⁶³ ».

De même, dans sa préface au volume des rapports d'activité des partis distribué au congrès, Huysmans écrit : « Il nous faut, pour marcher à la bataille et à la victoire, une armée disciplinée, possédant des munitions avec des cadres, et, avant tout, une armée sachant ce qu'elle veut²⁶⁶⁴ »

Durant les assises, deux décisions majeures sont prises au niveau de la procédure, mais qui s'émoussent mutuellement. La motion française sur le mode de convocation d'urgence du BSI est adoptée à l'unanimité sans débat, mais est également votée à l'unanimité une motion de Vliegen et Van Kol qui prend en compte les remarques allemandes :

« Le Congrès, reconnaissant qu'il serait difficile d'élaborer une instruction-type pour l'exécution des résolutions des Congrès internationaux, déclare qu'il faut laisser aux partis nationaux la faculté d'en choisir la manière et le moment opportun. Insiste cependant fortement sur le devoir des partis de faire leur possible pour exécuter les résolutions des Congrès internationaux. Le Bureau International déposera, avant chaque Congrès International, un rapport donnant un aperçu sur l'exécution des résolutions des Congrès Internationaux par les partis nationaux²⁶⁶⁵ ».

En somme, le BSI peut désormais se réunir avec une plus grande facilité, et les partis deviennent même théoriquement responsables devant lui de leur exécution des résolutions internationales, car il est autorisé à en faire rapport ; mais tout cela reste soumis noir sur blanc à une liberté d'action complète des partis, qui gardent intact leur droit de retrait. D'autre part, la résolution

²⁶⁶² *Ibidem*, n° 2, p. 25-28.

²⁶⁶³ *Ibidem*, n° 3, p. 83-84.

²⁶⁶⁴ *De 1907 à 1910. Rapports..., op. cit.*, p. 925-926.

²⁶⁶⁵ *Huitième Congrès Socialiste International..., op. cit.*, p. 213.

Arbitrage et désarmement connaît deux amendements au sort diamétralement opposé. Le SDAP-Ö fait rajouter, à la liste de moyens d'agitation essentiellement parlementaires et nationaux qui sont envisagés, que :

« Le Bureau Socialiste International aidera tous les groupes parlementaires socialistes dans la lutte contre le militarisme, notamment par l'envoi de documents, et tendra à amener une action commune de ces groupes²⁶⁶⁶ »

Mais comme le suggère Ledebour, cela ne se fait pas dans un objectif de doter le BSI de plus de marges de manœuvre pour amener à des ententes interparlementaires, mais surtout parce que « durant le conflit serbo-autrichien, il a existé des malentendus entre les partis des deux pays : le Bureau sera chargé de faire disparaître, si possible, de tels malentendus²⁶⁶⁷ ». Etant tout à fait inoffensif, l'amendement autrichien est adopté à l'unanimité. Par contre, Vaillant et Hardie accordent leurs violons pour déposer un amendement qui envisage le recours à la grève générale et à l'action de masse :

« Entre tous les moyens à employer pour prévenir et empêcher la guerre, le Congrès considère comme particulièrement efficace : la grève générale ouvrière, surtout dans les industries qui fournissent à la guerre ses instruments (armes, munitions, transports, etc.), ainsi que l'agitation et l'action populaires sous leurs formes les plus actives²⁶⁶⁸ ».

En commission, il est rejeté par une majorité où figurent notamment SPD, SDAP-Ö, PSI, SPoA, SAP-S, SF, PSS et SDAP-N. Pendant que Ledebour ressort la même rhétorique qu'à Stuttgart sur le fait d'admettre tous les moyens sans n'en expliciter aucun, Renner dénonce sans ambages la volonté franco-britannique de « déclaration autoritaire de l'obligation de faire la grève générale²⁶⁶⁹ ». Et tandis que Russes, Polonais et Norvégiens se rallient aux Français et Britanniques, le POB s'abstient. Vandervelde justifie longuement son équilibrisme : s'il est favorable à l'idée de grève générale, il ne prend pas la responsabilité de la voter sans avoir la certitude au préalable d'une opinion unanime au sein de l'Internationale. C'est donc le Patron qui, suivant une suggestion d'Hardie pour que l'amendement ne soit pas enterré purement et simplement, formule une motion de renvoi au BSI, adoptée à l'unanimité :

²⁶⁶⁶ *Ibidem*, p. 190-193.

²⁶⁶⁷ *Ibidem*, p. 301-352.

²⁶⁶⁸ *Ibidem*, p. 201-202.

²⁶⁶⁹ *Idem*.

« Le Congrès décide que l'amendement Keir Hardie-Vaillant sera renvoyé au BSI pour étude et que celui-ci fera rapport à un prochain Congrès Socialiste International, sur les propositions que l'amendement contient²⁶⁷⁰ ».

Au sortir de Copenhague, en manque de crises internationales, les efforts de Huysmans au premier semestre 1911 peuvent se focaliser sur le mandat essentiellement corrélatif qu'il avait reçu par l'amendement autrichien. Il applique notamment à l'entente bilatérale qu'initient PSI et SDAP-Ö pour favoriser une distension diplomatique entre leurs deux pays, dans la continuité de la conférence de Trieste de 1905²⁶⁷¹, mais qui se retrouve freinée par la dissolution du Reichsrat en avril. Dès le mois suivant, cependant, l'amorce de la crise d'Agadir par l'occupation française de Rabat, Fès et Meknès, démontre que les résolutions en papier ne suffisent pas à garantir la réactivité du BSI. Hyndman est le premier à suggérer une réunion d'urgence, qu'il voudrait limiter aux seuls délégués de Grande-Bretagne, France et Allemagne pour « examiner les relations entre ces trois puissances²⁶⁷² ». Mais deux problèmes de procédure se posent, que le congrès de Copenhague n'avait pas su anticiper dans son étude de la motion française. D'une part, il est dit que le secrétariat doit s'activer à la demande de l'un des « prolétariats intéressés » : il n'est donc pas précisé si la sollicitation doit émaner d'un délégué du BSI, d'un parti ou bien d'une section nationale. D'autre part, la motion est vouée à convoquer une plénière, non une entrevue limitée. Ainsi, même si Hyndman peut revendiquer par la suite d'avoir été à l'origine de l'activation du BSI contre la crise d'Agadir, les contours aléatoires de son initiative prêtent le flanc à Bebel qui peut continuer de faire obstruction efficacement à une réunion d'urgence²⁶⁷³. Il en va de même ensuite lorsque ce sont Vaillant et Jaurès qui envisagent une réunion extraordinaire de délégués allemands, français, britanniques, mais aussi espagnols²⁶⁷⁴. Ainsi, à l'apogée des tensions, entre juillet et début septembre 1911, le BSI est paralysé. Paradoxalement, ce sont les logiques de la diplomatie secrète, tant décriées par l'Internationale, qui jouent un rôle déterminant pour le réactiver. Un intérêt pour les potentialités du BSI en termes de maintien de la paix avait déjà été manifesté ouvertement en novembre 1909 par l'ambassadeur bulgare à Rome Dimitar Rizov, alors même que le bilan du

²⁶⁷⁰ *Ibidem*, p. 475.

²⁶⁷¹ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 2, n° 7, 1911, p. 2.

²⁶⁷² HYNDMAN, *The Last Years of H. M. Hyndman...*, *op. cit.*, p. 297-298. (Lettre de H. M. Hyndman à K. Kautsky, 11 mai 1911)

²⁶⁷³ Voir *International Socialist Review*, vol. 12, 1911-1912, p. 316-317.

²⁶⁷⁴ HAUPT, *Le congrès manqué...*, *op. cit.*, p. 31-33.

Bureau dans la crise bosniaque ne pouvait pas être plus maigre. Interviewé par l'*Avanti!*, Rizov déclarait :

« Je suis un fervent admirateur [...] de votre institution, du Bureau socialiste international de Bruxelles, non seulement parce que, comme tous les partis socialistes européens, il a toujours défendu, avec une sincère et admirable clairvoyance, la libre Confédération des Etats balkaniques ; mais aussi parce qu'il constitue un bon pas en avant vers l'organisation de cette *opinion publique universelle*, qui est déjà en train de rendre des services précieux à la cause de la civilisation [...], jusqu'au point où aucun gouvernement, tout autant puissant qu'il soit, ne sentira de pouvoir exister et agir en contraste avec les idéaux qui agitent et orientent, en les fraternisant, tous les peuples civilisés²⁶⁷⁵ ».

Or, le 11 septembre 1911, c'est le gouvernement allemand qui, au travers de l'ambassadeur de Belgique à Berlin, fait solliciter confidentiellement Vandervelde par le gouvernement belge en vue d'une entremise du BSI pour donner une issue pacifique à la crise et rectifier les allégations de la presse française sur les intentions belliqueuses de l'Allemagne²⁶⁷⁶ – ce qui en impressionne plus d'un parmi les délégués nationaux²⁶⁷⁷ –. Le Patron du POB tergiverse, car il ne veut pas heurter Bebel au moment même où le SPD tient son congrès à Iéna. Huysmans, par contre, prend le risque d'intervenir dès lors qu'il apprend des échanges qu'il avait eus en parallèle Albert Thomas avec Joseph Caillaux, qui l'avait rassuré quant aux intentions pacifiques du gouvernement français²⁶⁷⁸. Le 14 septembre, sans attendre la réponse du télégramme qu'il avait envoyé à Bebel trois jours plus tôt²⁶⁷⁹ (d'autant plus que Bebel ne l'a jamais reçu²⁶⁸⁰), Huysmans se rend donc à Paris pour s'entretenir avec le cercle dirigeant de la SFIO. L'on convient que le parti français transmettra au secrétaire international une demande en bonne et due forme pour convoquer d'urgence le BSI²⁶⁸¹. Ainsi, Bebel et le reste des délégués nationaux sont mis devant le fait accompli, par télégramme, deux jours plus tard²⁶⁸². C'est seulement après avoir fait enclencher aux Français la procédure d'urgence que Huysmans, dans une lettre « strictement confidentielle », explique à Bebel cette « action fébrile apparente »²⁶⁸³. Mais la

²⁶⁷⁵ Francesco CICCOTTI, « Come si risolverà la questione balcanica », *Avanti!*, 23 novembre 1909, p. 1.

²⁶⁷⁶ IISG, August Bebel Papers, 109, Lettre de C. Huysmans à A. Bebel, 17 septembre 1911.

²⁶⁷⁷ Johan Willem ALBARD, *P. J. Troelstra et la politique internationale*, La Haye, Nijhoff, 1931, p. 3.

²⁶⁷⁸ IISG, August Bebel Papers, 109, Lettre de C. Huysmans à A. Bebel, 17 septembre 1911.

²⁶⁷⁹ « Avons des motifs qui aggravent la situation. Êtes-vous d'avis sur la façon dont nous pouvons réunir le bureau ou les délégués français anglais allemands? Si oui, on a mis samedi 16 » (signé Anseele, Vandervelde, Huysmans).

²⁶⁸⁰ Voir IISG, August Bebel Papers, 109, Lettre du Bureau de poste impérial allemand à A. Bebel, 22 septembre 1911.

²⁶⁸¹ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 3, n° 8, 1912, p. 29-30 ; p. 127-129.

²⁶⁸² IISG, August Bebel Papers, 109, Télégramme de C. Huysmans à A. Bebel, 16 septembre 1911.

²⁶⁸³ IISG, August Bebel Papers, 109, Lettre de C. Huysmans à Bebel, 17 septembre 1911.

version des faits qu'il lui présente est déformée, puisqu'il prétend que la réunion du BSI, dont il laisse proposer à Bebel la date, serait vouée avant tout à déterminer comment la SFIO pourrait aider son gouvernement à œuvrer en faveur de la paix :

« Les informations de Paris ont ainsi confirmé les informations de Berlin. Le sujet est donc plus la France que l'Allemagne, et il est donc devenu de notre devoir d'agir sur les socialistes français. [...] Le Conseil national a formellement posé la question de la convocation immédiate du bureau, ce que nous ne pouvons pas refuser après la résolution de Copenhague. [...] Je demande à nouveau que la représentation allemande me fixe bientôt une date²⁶⁸⁴ ».

Dans un autre télégramme, Huysmans insiste sur le fait d'avoir les mains liées, et fait encore un pas vers Bebel quant au lieu de réunion :

« La situation est la suivante : La France veut une convocation du Bureau. C'est indéniable après les statuts. Personnellement, je ne peux pas discuter. Comme il a été dit à Iéna: "Je suis payé pour exécuter les résolutions". Mais comme votre participation en France et à l'étranger est hautement souhaitable, je voudrais vous proposer de tenir la réunion à Zurich. Étant donné que Vandervelde reste dans le nord de l'Italie en raison de la maladie de sa femme, et que les Français, les Allemands et les Autrichiens ont beaucoup plus de facilités à venir en Suisse, la suggestion me semble pratique²⁶⁸⁵ ».

Bebel ayant donné sa disponibilité pour le 23 septembre et ayant bien évidemment accepté la suggestion de Zurich, Huysmans peut télégraphier la convocation officielle à tous les délégués du BSI le 20 septembre²⁶⁸⁶. L'exploit n'est pas négligeable, puisque Huysmans réussit en neuf jours à peine, et sans trop altérer le SPD, à aller d'un bout à l'autre d'une procédure de convocation d'urgence qu'il n'avait jamais encore expérimentée. Autre exploit, la réunion enregistre 25 participants auxquels on n'a laissé que trois jours à peine pour s'organiser, et c'est en un temps record aussi que les socialistes zurichois mettent à disposition du BSI la Volkshaus pendant deux journées. Et en guise d'avant-goût des décisions à prendre, le 21 septembre Huysmans transmet aux partis affiliés une motion déjà concoctée par Vaillant, au ton grève-généraliste :

« Le BSI rappelle à chacune des sections nationales notamment à celles des pays aujourd'hui directement concernés : Allemagne, Angleterre, Espagne et France, les résolutions de leurs

²⁶⁸⁴ IISG, August Bebel Papers, 109, Lettre de C. Huysmans à A. Bebel, 17 septembre 1911.

²⁶⁸⁵ IISG, August Bebel Papers, 109, Lettre de C. Huysmans à A. Bebel, 18 septembre 1911.

²⁶⁸⁶ IISG, August Bebel Papers, 109, Télégramme de C. Huysmans aux délégués du BSI, 20 septembre 1911.

congrès nationaux, et des congrès internationaux de Stuttgart et de Copenhague contre la guerre. Il compte sur elles, sur leur action individuelle et commune pour prévenir et empêcher la guerre ; et si la guerre ne pouvait être prévenue, pour paralyser toute activité militaire de chaque côté des frontières²⁶⁸⁷ ».

La plénière extraordinaire qui se tient à huis clos les 23-24 septembre 1911 entérine « cette entorse aux principes qu'était la participation socialiste à la diplomatie secrète²⁶⁸⁸ ». Bebel et Molkenbuhr y font bonne figure, et participent à l'adoption unanime de quatre résolutions d'appel à la mobilisation²⁶⁸⁹, mais dont une seule envisage une initiative coordonnée directement par le BSI, et aucune la grève générale. Au-delà de dénoncer la nature coloniale et capitaliste de la crise, les résolutions félicitent pour leur action tous les partis directement concernés, et leur rappellent la résolution de Stuttgart pour les inviter à intensifier les protestations par des initiatives propres mais aussi concertées par-delà les frontières. Quant au BSI, il est dit qu'il prendra des dispositions pour organiser des démonstrations transnationales contre la guerre et, par-là, développer par tous les moyens le mouvement pour la paix. Cependant, toutes ces résolutions arrivent tardivement : les gouvernements français et allemand sont déjà rentrés officiellement en négociation, ce qui aboutit le 11 octobre à un accord préliminaire, dit Maroc-Congo, ratifié le 4 novembre.

c) Les manifestations transnationales contre la guerre italo-turque : apothéose de la finesse stratégique de Huysmans

Même si à l'égard d'Agadir « le Bureau international se révéla aussi impuissant que le Tribunal de La Haye devant l'ombre de la guerre²⁶⁹⁰ », les résolutions zurichoises fournissent à Huysmans une arme formidable pour s'émanciper de nouveaux formalismes à l'heure où les crises internationales s'enchaînent. En effet, le BSI est mis au courant de l'ultimatum des Italiens aux Ottomans au sujet de la Tripolitaine 48 heures avant qu'il ne soit effectivement lancé le 26 septembre 1911. Le 24, alors que la plénière zurichoise est sur le point d'être clôturée, Vandervelde reçoit un télégramme d'Ahmed Riza, éminence grise des Jeunes-Turcs et

²⁶⁸⁷ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2304, f° 140, Circulaire de C. Huysmans, 21 septembre 1911.

²⁶⁸⁸ G. HAUPT, *Camille Huysmans...*, *op. cit.*, p. 36.

²⁶⁸⁹ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 3, n° 8, 1912, p. 127-129.

²⁶⁹⁰ HYNDMAN, *The Last Years...*, *op. cit.*, p. 24.

premier président de la Chambre des députés ottomane, qui l'informe des manœuvres italiennes²⁶⁹¹. Pour la deuxième fois en deux semaines, Vandervelde se retrouve impliqué dans la diplomatie secrète, et le BSI est sollicité d'intervenir – ce qui continue d'impressionner profondément certains délégués sur la puissance acquise par l'Internationale²⁶⁹² —. Riza dénonce non seulement l'Italie, mais aussi la complaisance française et britannique, et notifie au Patron du POB qu'une éventuelle agression ne pourrait que l'éloigner l'empire ottoman de la civilisation européenne dont les Jeunes-Turcs ont tenté de se rapprocher, et par conséquent entraîner une vague de militarisation²⁶⁹³. La guerre italo-turque qui se déclenche le 29 septembre 1911 trouve donc un secrétariat du BSI dans les meilleures conditions possibles : il vient de recevoir un mandat pour coordonner une démonstration transnationale et même l'aval préventif de la puissance agressée, et le nouveau conflit n'implique pas directement les principaux partis de l'Internationale. Surtout, le principe de primauté des partis directement concernés rentre en crise aussitôt, face à la faiblesse des partis affiliés de l'empire ottoman – la Fédération socialiste de Salonique notifiant à Huysmans qu'elle allait mettre en parenthèse toute action contre le gouvernement jeune-turc afin de ne pas le déstabiliser face à l'agression italienne²⁶⁹⁴ —, et à un PSI fracturé²⁶⁹⁵ et incapable de mener une agitation d'ampleur après la répression de la grève générale préventive de la *Confederazione generale del lavoro* du 27 septembre²⁶⁹⁶.

Huysmans perd quand même quelques jours à entraîner dans le combat Vandervelde lui-même, qui ne croit pas à une généralisation du conflit tripolitain étant donné qu'« il y a en ce moment en Europe trop de forces pacifistes, des capitalistes juifs, qui donnent des conseils financiers aux gouvernements, aux socialistes, qui sont bien déterminés et à empêcher la mobilisation des peuples, et à sauter à la gorge des gouvernements en cas de défaite²⁶⁹⁷ ». De même, le secrétaire laisse le bénéfice du doute au PSI, et ce n'est qu'après avoir constaté son impuissance qu'il se décide à activer le BSI en voie officielle. Le 3 octobre déjà, les socialistes

²⁶⁹¹ Emile VANDERVELDE, « La guerre italo-turque et l'Internationale », *La Revue Socialiste*, vol. LIV, 1911, p. 484.

²⁶⁹² Voir Morris HILLQUIT, *Socialism Summed Up*, NewYork, The H. K. Fly Company Publishers, 1913, p. 92-94.

²⁶⁹³ *Avanti!*, 5 novembre 1911, p. 1 ; 9 novembre 1911, p. 1.

²⁶⁹⁴ HAUPT, « L'Internazionale Socialista e la conquista libica », art. cit., p. 3-24.

²⁶⁹⁵ Voir Gaetano ARFÈ, « Les socialistes italiens et la question coloniale », *Le Mouvement Social*, n° 45, 1963, p. 82-85 ; Ronald S. CUNSOLO, « Libya, Italian Nationalism and the Revolt against Giolitti », *The Journal of Modern History*, vol. 37, n° 2, 1965, p. 171-185.

²⁶⁹⁶ Pour un aperçu global, voir Gaetano ARFÈ, « Italie : les socialistes, l'Éthiopie et la Libye » in HAUPT, REBERIOUX (dir.), *La Deuxième Internationale et l'Orient*, op. cit., p. 193-211 ; Maurizio DEGL'INNOCENTI, *Il socialismo italiano e la guerra di Libia*, Rome, Editori Riuniti, 1976.

²⁶⁹⁷ VANDERVELDE, « La guerre italo-turque et l'Internationale », art. cit. p. 492.

thessales se plaignent auprès de Huysmans de la « faillite lamentable²⁶⁹⁸ » des camarades italiens, et lui demandent si d'un point de vue statutaire le BSI a le pouvoir de recevoir une motion de blâme et d'adopter des sanctions pour non-respect des résolutions internationales. Huysmans ne peut accueillir que partiellement cet appel à la discipline, mais le rapport thessale lui donne au moins le prétexte parfait pour rentrer en jeu, et coupler l'appel à l'action avec un rappel au PSI de ses engagements internationaux, car « le prolétariat ne peut avoir ni deux opinions ni deux politiques, son action contre la guerre doit être UNE²⁶⁹⁹ ». Le 7 octobre, après avoir reçu notification de Pompeo Ciotti que le PSI ne tenterait rien de plus contre la guerre, il demande au nom du CE aux délégués nationaux un avis sur une ébauche de circulaire confidentielle à destination des partis²⁷⁰⁰, qui selon Haupt constitue « l'une des prises de position les plus nettes et les plus cohérentes que le BSI n'ait jusqu'alors élaboré²⁷⁰¹ ». La circulaire indique en effet que le rôle de l'Internationale est de faire cesser les conflits via l'appel à l'action du prolétariat, et que, le cas échéant, il s'agit aussi d'endiguer l'extension aux Balkans de la guerre italo-turque : elle demande donc que les partis autorisent le BSI à accomplir son mandat et à intervenir directement au vu des manquements des partis directement concernés. Quatre objectifs sont mis en avant : mobiliser l'opinion publique ; solliciter les partis d'Autriche, France, Allemagne et Grande-Bretagne pour faire en sorte que leurs gouvernement ne soient pas tentés de participer au conflit ; aider les partis directement concernés à se conformer aux obligations établies par les résolutions internationales ; aider les partis balkaniques à empêcher leurs gouvernements de profiter de l'occasion pour s'attaquer à l'empire ottoman et mettre ainsi en péril l'équilibre européen. Pour ce faire, le CE envisage trois moyens d'action : campagne de presse, agitation parlementaire, mobilisation de masse. Bien que le mot d'ordre soit de condamner l'agresseur et soutenir l'agressé, la circulaire tient d'une part à recommander de dénoncer de manière générale la politique impérialiste des grandes puissances ; d'autre part, à préciser que, s'il est question de mettre de côté pendant quelques temps l'animosité à l'égard des Jeunes-Turcs, il n'est pas non plus question de cautionner leur régime répressif.

Les réponses des délégués du BSI à cette ébauche de circulaire sont globalement très favorables, à l'exception de Bebel qui notifie, au bout d'une semaine, que le SPD considère

²⁶⁹⁸ Voir : HAUPT, « L'Internazionale Socialista e la conquista libica », art. cit., p. 3-24 (Lettre de C. Huysmans à P. Ciotti, 10 octobre 1911).

²⁶⁹⁹ *Idem.*

²⁷⁰⁰ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2304, f° 135-139, Circulaire de C. Huysmans, 9 septembre 1911.

²⁷⁰¹ HAUPT, « L'Internazionale Socialista e la conquista libica », art. cit., p. 3-24.

pour l'instant l'affaire tripolitaine comme étant dépourvue d'intérêt, car la situation pitoyable de l'empire ottoman devrait permettre une issue rapide, et que dans les Balkans il n'y a pas le moindre signe inquiétant. Outre ne pas vouloir s'engager dans une action qui pourrait être lue comme un soutien indirect à l'empire ottoman et aux Jeunes-Turcs, Bebel entend aussi ne pas orienter le SPD dans une campagne contre la politique extérieure d'un Etat membre de la Triplice à l'approche des élections législatives. Mais après la résolution zurichoise, l'attentisme du SPD ne semble plus pouvoir bloquer Huysmans, qui penche nettement du côté de l'alarmisme de Vaillant. La circulaire que le CE transmet finalement aux partis le 19 octobre 1911, reprise partiellement sous forme de manifeste le 31²⁷⁰², a une portée inédite. D'une part, parce que les insuffisances des Italiens sont subtilement pointées du doigt, tant que l'on dit que les partis tiers doivent leur venir à l'aide : « Il faut que leur effort soit soutenu par l'Internationale tout entière; il faut que toutes nos sections leur donnent le témoignage de leur solidarité morale²⁷⁰³ ». D'autre part, parce que les partis sont engagés à organiser des démonstrations pour le même jour, le 5 novembre – étant un dimanche, cela évite de devoir recourir à la grève –. La légitimité exécutive du BSI est explicitement mise en avant :

« Le BSI, appliquant les résolutions de Stuttgart et de Copenhague, ainsi que la décision spéciale prise à Zurich le 25 septembre dernier, vous engage à organiser dans les principales villes d'Europe, des réunions publiques *contre le coup de force de Tripoli* et, d'une manière générale, *contre la guerre*²⁷⁰⁴ ».

Le SPD est mis devant le fait accompli : son attentisme ne peut plus engager que lui-même. Ainsi, le 5 novembre 1911, jour même où l'Italie proclame l'annexion de la Tripolitaine, des démonstrations océaniques se tiennent simultanément dans les capitales européennes et autres grandes villes²⁷⁰⁵ : Paris, Bruxelles, Londres, Amsterdam, Prague, Pilsen, Brno, Zagreb, Belgrade, Bucarest, Sofia, Stockholm, Lisbonne, Budapest, Athènes, Salonique, Helsinki, Tampere, Vyrborg, etc. Font exception essentiellement l'Italie, où le PSI est paralysé et se borne à demander à Huysmans de faire parvenir ses salutations fraternelles aux meetings des partis-frères ; et l'Allemagne, où le SPD concentre ses initiatives le 12 novembre²⁷⁰⁶ (seulement à Hambourg il mobilise pour le 5 novembre). À Sarajevo, la démonstration est interdite : après l'échec des négociations tentées par les socialistes bosniaques et autrichiens auprès du

²⁷⁰² *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 3, n° 8, 1912, p. 6.

²⁷⁰³ *L'Humanité*, 2 novembre 1911, p. 1-2.

²⁷⁰⁴ *Idem*.

²⁷⁰⁵ *L'Humanité*, 5 novembre 1911, p. 1.

²⁷⁰⁶ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 3, n° 8, 1912, p. 18-19.

gouvernement, l'on doit se contenter de faire paraître un manifeste contre la guerre dans le *Glas Slobode*²⁷⁰⁷. L'hypothèse d'une action transnationale simultanée et homogène contre les conflits coloniaux, introduite par Serwy en 1901, trouve ainsi son application dix ans plus tard et alimente la croyance dans la capacité de l'Internationale capable de faire bloc pour la paix. La pratique de coordination du secrétariat s'approfondit même par rapport aux démonstrations de janvier 1906, puisque Huysmans prend soin cette fois-ci de dispatcher à l'étranger des orateurs officiellement accrédités par le BSI, afin de rendre le caractère internationaliste des meetings d'autant plus palpable. Par exemple, Anseele parle à Amsterdam, Scheidemann, Vaillant et Nahum à Bruxelles aux côtés de Huysmans, Vandervelde à Paris, Racovski à Salonique. Le 12 novembre, à Berlin, interviennent Thomas, Vandervelde, Huysmans, Renner et Winarsky. Les meetings font souvent voter une même motion préparée nationalement²⁷⁰⁸, mais qui reprend dans les grandes lignes le manifeste du BSI : au meeting du Manège Saint-Paul, à Paris, Vandervelde tient à le souligner en tant que preuve supplémentaire du caractère transnational des démonstrations²⁷⁰⁹. L'organisation des meetings laisse libre cours à la créativité des partis, qui prévoient parfois des concerts, des déambulations, des collectes, et qui parviennent à associer une multitude de partenaires – en Suède, le SAP entraîne dans la mobilisation des organisations de femmes, de jeunes, d'étudiants, des syndicats, des associations de consommateurs et des associations de tempérance²⁷¹⁰ ; à Amsterdam, le meeting au Paleis voor Volkavlijt dénombre 52 associations co-organisatrices et enregistre 64 adresses de sympathie²⁷¹¹ –. De son côté, Huysmans centralise les comptes rendus pour pouvoir leur conférer toute l'ampleur possible dans le *Bulletin*²⁷¹² ; il imagine même de publier dans une brochure à part entière tous les discours prononcés et les motions votées, accompagnés d'informations précises sur la date, l'heure et le lieu des meetings, ainsi que le nombre de participants. Il prévoit d'ailleurs en amont la suite des mobilisations, puisque le 2 novembre il communique aux délégués nationaux, par circulaire non-confidentielle, la lettre que Riza avait envoyé à Vandervelde ; et le lendemain, par une nouvelle circulaire cette fois-ci confidentielle, il propose aux partis d'accueillir dans les grandes villes européennes « le pèlerinage de parlementaires turcs²⁷¹³ », et de profiter de l'occasion pour organiser des démonstrations

²⁷⁰⁷ *Ibidem*, p. 24.

²⁷⁰⁸ Pour les cas britannique et allemand, cf. *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 3, n° 8, 1912, p. 10-19.

²⁷⁰⁹ *Ibidem*, p. 32.

²⁷¹⁰ *Ibidem*, p. 39-41.

²⁷¹¹ *Ibidem*, p. 42-43.

²⁷¹² *Idem*.

²⁷¹³ HAUPT, « L'Internazionale Socialista e la conquista libica », art. cit., p. 3-24.

publiques. Au final, dans certains pays, comme en Suède, des manifestations se tiennent tout au long du mois de novembre. Remarquons au passage que, chez les partis-frères, il n'y a qu'une petite minorité qui critique le retard chronique avec lequel le BSI continue de mettre en mouvement ses sections – car si l'amélioration est significative par rapport à Agadir, les démonstrations transnationales sont intervenues plus d'un mois après le début du conflit –. Par exemple, Alexandre Varenne écrit :

« Le Bureau socialiste international est intervenu, mais sans grande succès. Des manifestations ont été organisées à Berlin et à Paris... plus de deux mois après le début de la crise, quand le péril était déjà conjuré. Le Parti socialiste a paru hésiter devant les responsabilités et les risques d'une action énergique et précise. Il s'est tiré d'embarras par de vagues protestations pacifiques, passant ainsi à côté de la difficulté. C'est peut-être qu'il lui a manqué jusqu'ici, en matière de politique extérieure, une doctrine et une direction²⁷¹⁴ ».

Pendant qu'il coordonne l'effort du 5 novembre, Huysmans règle aussi les comptes avec le PSI. S'il n'émet aucune dénonciation trop explicite dans ses circulaires, il publie néanmoins après coup, dans le *Bulletin* du BSI, le manifeste de la Fédération socialiste de Salonique où celle-ci « regrette profondément que le prolétariat italien n'ait pas justifié la confiance de l'Internationale et qu'il n'ait pas su empêcher ou entraver les projets criminels de ses gouvernants²⁷¹⁵ ». Et ses échanges confidentiels avec la direction du PSI se dégradent très vite début octobre, avant de s'apaiser début novembre²⁷¹⁶. Ciotti en effet accuse initialement le BSI de n'avoir offert aucun soutien aux Italiens, et exige de pouvoir avoir son mot à dire sur le principe de meetings simultanés et sur le contenu du manifeste à publier. Huysmans de son côté, tout en faisant en sorte que le manifeste du 31 octobre soit moins véhément vis-à-vis des Italiens que la circulaire du 19 octobre, n'a cessé de rétorquer à Ciotti que le PSI doit s'expliquer de manière convaincante sur son attitude, et que le BSI ne peut pas empêcher une section d'exprimer son avis sur l'attitude d'une autre, d'autant plus lorsque cela se fait sans aucune malveillance. En termes de rappel à l'ordre, Huysmans ne peut pas faire plus. Ciotti semble l'interpréter plus comme une volonté politique du secrétaire que comme une limite de sa position institutionnelle, tant que dès décembre 1911 il tisse plutôt les louanges d'un BSI qui s'est montré finalement clément vis-à-vis du PSI. Pour comble, en février 1912 la direction du PSI vote même une résolution sur la guerre tripolitaine qui invite le BSI à prendre promptement

²⁷¹⁴ *Le Rappel*, 20 novembre 1911, p. 1.

²⁷¹⁵ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 3, n° 8, 1912, p. 45-46.

²⁷¹⁶ La correspondance entre C. Huysmans et P. Ciotti a été publiée in HAUPT, « L'Internazionale Socialista e la conquista libica », art. cit., p. 3-24.

l'initiative d'une agitation énergique en toute Europe contre le risque grandissant de guerre²⁷¹⁷. La passivité de Huysmans à l'égard de l'exclusion du PSI de la droite réformatrice groupée autour de Leonida Bissolati au congrès de Reggio Emilia de juillet 1912, alors même que le CE avait développé une pratique d'entremise préventive dans des cas similaires, en dit long sur la manière dont il compte privilégier la cohérence dans l'engagement pour la paix plutôt que l'unité pour l'unité.

B. ... à un BSI victime de l'Internationale

Après l'exploit de novembre 1911, le BSI rencontre des difficultés à innover les mobilisations qu'il peut enfin coordonner, à l'heure où les crises internationales qui continuent de s'enchaîner renforcent les doutes quant à la suffisance d'une pratique essentiellement protestataire et performative. Même si, à l'égard de la crise balkanique, Huysmans tente de prévenir plutôt que de guérir, les blocages dus à la désunion des partis bulgares ne permettent au BSI de faire plus que de proposer une répétition du même type de mobilisation que l'année précédente, culminant par un congrès extraordinaire qui se configure comme un renoncement à discuter des sujets épineux. En parallèle, les partis assument de plus en plus ouvertement une révision de la doctrine de l'autonomie absolue de l'antimilitarisme socialiste à l'égard des pacifismes dits bourgeois : ceux-ci apparaissent désormais comme une bouée de sauvetage pour un BSI qui peine à discuter franchement de moyens d'action révolutionnaires contre la guerre. Enfin, durant ce fatidique été 1914, le BSI se heurte irrémédiablement aux limites du rôle qui était le sien au sein d'une fédération entre partis autonomes.

a) Entre répétition et mise en scène

En même temps qu'il met en mouvement l'Internationale contre la guerre italo-turque, Huysmans développe davantage le volet préventif de la campagne pour la paix, en vue d'endiguer le risque d'extension du conflit aux Balkans. Pendant que Bebel tient des propos

²⁷¹⁷ *Avanti!*, 29 février 1912, p. 2.

rassurants, le secrétaire s'emploie à conférer l'appui du BSI au processus de conférences socialistes interbalkaniques²⁷¹⁸. Celui-ci avait débuté déjà en marge des assises de Stuttgart, lorsque le parti roumain, avec à sa tête Racovski, avait organisé une entrevue avec Serbes et Bulgares (aussi bien Larges qu'Étroits) : elle avait débouché sur une première conférence officielle en janvier 1910 à Belgrade, réalisant une entente programmatique autour de la perspective de république démocratique fédérative des Balkans, mais dont les Larges avaient été tenus à l'écart. Huysmans avait certes publié les rapports et les résultats de cette entrevue, mais il n'était pas intervenu davantage pour l'encourager, de peur de mettre en péril la posture équilibriste qu'il se devait de maintenir vis-à-vis des Autrichiens et du litige bulgare. Mais lorsqu'à l'été 1911 une deuxième conférence est projetée par les Serbes, la querelle entre Larges et Étroits revient hanter le processus. Le 18 octobre, c'est donc seulement une conférence préliminaire qui peut se tenir à Belgrade en l'absence des deux fractions bulgares²⁷¹⁹, ce qui limite la portée des résolutions adoptées pour que le BSI engage toutes les sections dans la propagande en faveur de la république démocratique fédérative des Balkans à l'occasion des démonstrations transnationales du 5 novembre²⁷²⁰. Le secrétaire, qui a désormais mieux saisi le dossier d'unification bulgare et ses implications dans la campagne pour la paix, et qui est en train d'assister aux conséquences néfastes de la paralysie des partis directement concernés dans le cas tripolitein, se montre alors bien plus proactif. Il intervient alors directement, sans consulter au préalable les délégués nationaux du BSI, et s'adresse au nom du CE aux deux fractions bulgares le 27 octobre pour leur rappeler leur « lourde responsabilité commune » et les inviter à « prendre part sans condition à [la] deuxième conférence interbalkanique »²⁷²¹. Dès qu'il reçoit l'assurance de la collaboration des Larges²⁷²², il en informe les Serbes pour les enjoindre de convoquer instamment la deuxième conférence en application du manifeste du BSI du 2 novembre contre la guerre italo-turque, qui adhérerait ouvertement à l'entente socialiste interbalkanique²⁷²³. La démarche vise ainsi à mettre les Étroits devant le fait accompli et leur laisser le choix entre adhérer ou s'isoler. Mais elle n'aboutit pas, car au lieu de parvenir à un apaisement, les litiges bulgares s'enveniment en même temps que les Étroits commencent à

²⁷¹⁸ Voir à ce sujet Lucie GUESNIER, « Les socialistes et la guerre. Du socialisme roumain à la “Confédération Balkanique”, un projet pour la paix dans l'ombre de la II^e Internationale », in Catherine DURANDIN, Cécile FOL SCHWEILLER (dir.), *Alerte en Europe : la guerre dans les Balkans (1912-1913)*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 97-122.

²⁷¹⁹ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 3, n° 8, p. 67-68.

²⁷²⁰ FMSH, Fonds Haupt, 8D3/20/7, Lettre de D. Tucovic au CE du BSI, 10 (23) octobre 1911.

²⁷²¹ FMSH, Fonds Haupt, 8D3/20/1, Télégramme de C. Huysmans à H. Hristov et G. Kirkov, 27 octobre 1911.

²⁷²² FMSH, Fonds Haupt, 8D3/20/3, Lettre de H. Hristov au BSI, 17 (30) octobre 1911.

²⁷²³ FMSH, Fonds Haupt, 8D3/20/4, Lettre de C. Huysmans à D. Tucovic, 3 novembre 1911.

s'en prendre même aux Serbes, et le projet de conférence est ajourné²⁷²⁴. Le processus ne reprend qu'en août 1912, lorsque cessent les opérations militaires en Afrique du Nord et dans les Dardanelles, et que l'Italie et l'empire ottoman s'acheminent vers la signature du traité de Lausanne. La perspective d'un embrasement balkanique se profilant à l'horizon, les Serbes sont à nouveau à l'initiative d'un projet de conférence, et tentent d'associer encore plus étroitement le BSI pour avoir plus de succès qu'en 1911 pour dépasser les blocages bulgares. À la mi-septembre, Huysmans reçoit une nouvelle confirmation de l'adhésion au processus des Larges, qui l'invitent plus globalement à déclencher une campagne d'opinion aussi bien contre les nationalismes balkaniques que contre le régime jeune-turc, à la fois pour l'autonomie des provinces balkaniques et pour la préservation de la paix²⁷²⁵. Le 27 septembre, Huysmans concorde avec Racovski une stratégie évasive axée sur un faux-semblant : au lieu de laisser les Serbes à l'initiative, et donc de configurer la conférence à venir comme une initiative multilatérale entre partis égaux, il s'agirait plutôt que le BSI convoque directement lui-même de toute son autorité les partis balkaniques qui lui sont formellement affiliés, et déléguer ensuite la préparation et la présidence de l'entrevue à un membre du BSI à l'aise avec les langues et les milieux slaves, c'est-à-dire Racovski²⁷²⁶. Mais lorsque les Etroits notifient leur énième refus à Racovski le 2 octobre, Huysmans passe à l'offensive d'une manière bien plus déterminée que ce qu'il avait entrepris à l'égard du PSI l'année précédente. Ernest Poisson remarque à ce propos que :

« Une grave responsabilité devait peser en ces circonstances tragiques sur le Bureau socialiste international. De la célérité avec laquelle il agirait, de l'ardeur et de la volonté qu'il mettrait dans l'action devait dépendre l'efficacité de l'effort²⁷²⁷ »

La prise d'initiative se fait en plusieurs étapes dans une temporalité très courte. Le lendemain déjà, 3 octobre, une circulaire confidentielle du CE notifie aux partis que la guerre qui se profile aux Balkans impose une réunion de l'Internationale pour préparer une action commune et efficace de concert avec les socialistes balkaniques, et qu'étant donné que les blocages bulgares persistent, c'est le CE qui a assumé la responsabilité pleine et entière de convoquer lui-même la deuxième conférence balkanique et qui a mandaté Racovski à cet effet²⁷²⁸. En complément, une nouvelle circulaire du 4 octobre notifie que les médiations de Racovski ont abouti au moins

²⁷²⁴ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 5, n° 11, 1914, p. 76-79.

²⁷²⁵ *Ibidem*, p. 13-16.

²⁷²⁶ FMSH, Fonds Haupt, 8D3/21/2, Lettre de C. Huysmans à C. Racovski, [27 septembre 1912].

²⁷²⁷ Ernest POISSON, « Le Proletariat contre la guerre », *La Revue Socialiste*, t. LVI, 1912, p. 491-525.

²⁷²⁸ FMSH, Fonds Haupt, 8D3/3/30, Circulaire du CE du BSI, 3 octobre 1912.

au principe de manifeste commun des partis balkaniques, et qu'au vu des rapports inquiétants provenant de la péninsule, l'Internationale doit se tenir prête à une nouvelle démonstration en faveur de la paix²⁷²⁹. Le 12 octobre, quatre jours après le début des hostilités, le CE fait déjà paraître un manifeste, inspiré de celui que les partis balkaniques avaient effectivement réussi à publier avant la déclaration de guerre, à défaut de réussir à convenir d'une conférence étant donné le début de la mobilisation militaire²⁷³⁰. Le manifeste du CE déclare que « seul, dans la tourmente des Balkans, le socialisme a travaillé pour la paix du monde » et, en rendant compte des actions entreprises par ses partis affiliés, relève que ceux-ci « ont montré que seule l'entente interbalkanique avec la Turquie – telle qu'elle a été précisée par les conférences des 7, 8 et 9 janvier 1910 et du 18 octobre 1911 et telle qu'elle est rappelée dans le manifeste commun des socialistes de Turquie et des Balkans, était de nature à résoudre le conflit d'une manière durable »²⁷³¹. En même temps, le manifeste tient à prévenir toute animosité des partis balkaniques à l'égard de ceux d'Autriche-Hongrie, en pointant que ces derniers n'ont jamais cessé de réclamer partout et par tous les moyens que l'empire adopte une ligne démocratique tant dans les affaires intérieures qu'extérieures, basée sur l'autonomie nationale. Enfin, en soulignant que « tout s'enchaîne dans le système capitaliste » depuis Agadir à cause des agissements des grandes puissances, l'Internationale se doit de « répéter son cri contre la bestialité des guerres »²⁷³² en exécutant les résolutions des congrès. Au même moment, le SPD Allemands se range nettement du côté du CE et exige dans son propre manifeste que, « vu la gravité de la situation, [...] le Bureau, qui est convoqué pour le 28 octobre, se réunisse plus tôt si possible » pour « donner une expression formelle »²⁷³³ à l'aspiration à la paix. Mais la demande n'est pas faite selon la procédure ébauchée en 1911, Huysmans de son côté ne juge pas convenable d'entreprendre des démarches convulsives pour anticiper seulement de quelques jours la XIV^e plénière ordinaire qui devait s'ouvrir le 28 octobre à Bruxelles, d'autant plus que plusieurs délégations avaient déjà pris leurs dispositions à cet effet. Bien que maintenue à la date prévue, la réunion a quand même un caractère d'urgence, en ce qu'elle limite la partie politique de son ordre du jour à la seule situation internationale. Adler lui-même le déclare en début de réunion : il s'agit essentiellement de déterminer le devoir de l'Internationale d'endiguer la menace de guerre européenne qui risque de se propager depuis l'incendie

²⁷²⁹ FMSH, Fonds Georges Haupt, 8 D 3/3/13, Complément de circulaire du CE du BSI, 4 octobre 1912.

²⁷³⁰ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 3, n° 9, 1912, p. 5-7.

²⁷³¹ *Ibidem*, p. 4-5.

²⁷³² *Idem*.

²⁷³³ *Ibidem*, p. 8.

balkanique²⁷³⁴. Ce qu'il ressort de la plénière, c'est qu'en manque de tout accord possible quant à grève générale et action de masse, seule une répétition de l'expérience des démonstrations 5 novembre 1911 peut convenir à tout le monde. D'autre part, si l'on décide en complément de convoquer au plus vite un congrès extraordinaire à Bâle avec pour seul ordre du jour l'action contre la guerre, il est acté aussi un report à 1914 du congrès ordinaire prévu à Vienne pour 1913, et dans lequel l'amendement Vaillant-Hardie devait être discuté (la proposition de report venait du SDAP-N depuis septembre 1912, qui relevait le manque d'urgence pour un congrès en 1913, tandis que 1914 aurait pu faire coïncider les assises avec les festivités pour le 25^e anniversaire de la Deuxième Internationale et le 50^e de la Première²⁷³⁵). Ainsi, bien que les assises bâloises et les démonstrations transnationales de novembre 1912 aient souvent été traitées par l'historiographie pour montrer la puissance de l'Internationale et sa détermination antimilitariste, ces événements se configurent avant tout comme un renoncement sur fond d'équilibrisme. Il y a un appel à la rue, mais sous forme avant tout de meetings, un dimanche. Un congrès est prévu et même présenté comme étant une anticipation de la date de celui de Vienne, mais du fait de son caractère extraordinaire il est entendu qu'il ne pourra pas trancher sur les blocages survenus à Copenhague : concrètement, l'occasion tant attendue par Français et Britanniques est bel et bien ajournée d'un an, et ceux-ci ne manquent pas de protester²⁷³⁶. La résolution contre la guerre adoptée par la plénière est certes rédigée par Kautsky sur un ton très déterminé, mais son analyse de la guerre reprend globalement ce que le CE disait déjà dans son manifeste deux mois plus tôt, et reste vague dans la menace qui est formulée dans ses conclusions envers les gouvernements, puisqu'elle en appelle à « une agitation méthodique et intense de tous les groupements socialistes et ouvriers contre les fauteurs des conflits » surtout en tant que « meilleure préparation de ce Congrès »²⁷³⁷ extraordinaire. Le 9 novembre, une circulaire signée par tous les membres du BSI – fait rare –, annonce officiellement les dispositions définitives :

« Vu les dangers de l'heure présente et à l'effet d'appuyer par un mouvement général la démonstration de nos camarades autrichiens, qui a eu lieu le 10 novembre et visait l'extension du conflit balkanique, le Bureau Socialiste International a décidé d'organiser pour le 17 novembre des meetings internationaux dans toutes les grandes villes d'Europe. Il a décidé, en outre, d'avancer la réunion du Congrès international qui aurait dû avoir lieu à Vienne en 1913 et de

²⁷³⁴ *Avanti!*, 30 octobre 1912, p. 1.

²⁷³⁵ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2305, f° 42-43, Circulaire du CE du BSI, 7 septembre 1912.

²⁷³⁶ Voir Ernest B. BAX, Henry M. HYNDMAN, Harry QUELCH, « The International Socialist Congress of 1913 », *Justice*, 5 octobre 1912, p. 4.

²⁷³⁷ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 3, n° 9, 1912, p. 3.

convoquer un Congrès extraordinaire avant le 1^{er} janvier 1913. Dans ces conditions, le Congrès de Vienne a été ajourné à 1914 et le Comité Exécutif a accepté avec reconnaissance l'offre qui lui a été faite par les organisations socialistes de Bâle de réunir en cette ville le Congrès extraordinaire de 1912. La date de ce Congrès est fixée aux 24, 25 et éventuellement au 26 novembre et la réunion aura lieu à la Burgvogteihalle²⁷³⁸ ».

Les démonstrations homogènes et simultanées du 17 novembre 1912 sont préparés par les partis en encore moins de temps que ceux de 1911, mais ils laissent une sensation de réussite encore plus grande. Comme l'écrit encore Poisson :

: « Le Bureau international invitait tous les prolétariats à préparer le Congrès extraordinaire. [...] Ils eurent dans ces trois semaines le temps d'exécuter la première mise en action simultanée de l'Internationale sur le même appel, à la même heure, au même jour. [...] Jusqu'alors l'Internationale s'était contentée de manifestes internationaux, de formules éclatantes, sans efficacité directe sur chacun des pays. C'était toute son action dans une pratique commune. Certes, il y a un an, pour le Maroc, pour la Tripolitaine, de timides essais, après coup et successifs, avaient été tentés ; cette fois-ci [...] on a vu dans toutes les capitales de l'Europe un échange d'orateurs venir affirmer les mêmes volontés pacifiques du prolétariat, pendant que dans les plus petits pays, dans les plus modestes localités, des voix se joignaient aux mêmes langages prononcés en toutes langues. [...] Ils ont tous affirmé, par des paroles semblables, leur horreur de la guerre et la volonté des prolétariats de ne pas s'entretuer. En résumé, sur ce point, le Bureau international, appuyé par tous les prolétariats, a fait le maximum²⁷³⁹ ».

Toutefois, les pratiques qui se déploient lors des meetings ne comportent guère d'innovations. Les motions faites voter aux publics se font écho dans la plupart des cas, Huysmans continue de demander des comptes rendus et d'envoyer des adresses de félicitation, et les délégués accrédités par le BSI continuent de se dispatcher à l'étranger pour rendre palpable l'insignifiance des frontières étatiques, ethniques et géopolitiques²⁷⁴⁰. Vandervelde, Scheidemann, Pernerstorfer, MacDonald et Roubanovitch parlent à Paris, Jaurès, Renner et James O'Grady à Berlin, Joseph Lauche à Bruxelles, Marcel Cachin à Strasbourg, Otto Glöckel et Compère-Morel à Milan (Hervé sera expulsé), Anseele, Longuet, Ludwig Frank et Platon Drakoulis à Londres, Liebknecht et Daszinsky à Budapest, Troelstra à Prague, Molkenbuhr et Albéric Deswarte à Amsterdam, Branting à Christiania, Jeppesen et Löwegren à

²⁷³⁸ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 3, n° 9, 1912, p. 1-2.

²⁷³⁹ POISSON, « Le Prolétariat contre la guerre », art. cit., p. 508-509.

²⁷⁴⁰ Voir *Avanti!*, 16 novembre 1912, p. 1.

Copenhague²⁷⁴¹. Des incohérences se font jour cependant, puisque les Roumains notamment déplorent que le BSI n'ait pas cru bon de leur envoyer un orateur étranger pour leur meeting de Bucarest, alors même que la Roumanie menaçait d'intervenir dans la guerre²⁷⁴². D'autre part, le meeting parisien est bien plus radical que celui de Berlin, car la motion qui y est votée insiste tout particulièrement sur le devoir d'exécution des dernières clauses de la résolution de Stuttgart, évoque explicitement la grève générale et l'insurrection, et demande qu'à Bâle il n'y ait pas de compromis au rabais :

« Reconnaissant que l'action de l'Internationale sera d'autant plus efficace qu'elle sera mieux concertée et plus unanime : Donne mandat à ses délégués au Congrès international de Bale de rechercher l'action réciproque et commune des sections nationales qui réalise le maximum possible d'effort énergique et utile de l'Internationale contre la guerre, pour la paix²⁷⁴³ ».

Le congrès extraordinaire de la SFIO du 21 novembre ne voit d'ailleurs dans les démonstrations du 17 qu'un « prélude d'un effort d'organisation²⁷⁴⁴ ». Mais à la XIV^e plénière du BSI, il était déjà clair qu'à Bâle l'on n'aurait pris aucune décision d'envergure, car la priorité était de donner à l'action contre la guerre « le plus d'unité²⁷⁴⁵ » possible. Par la même occasion, il avait déjà été décidé de mettre en place une instance de négociation et de la réserver seulement aux principaux partis :

« Une commission, présidée par le président du Bureau et formée de délégués d'Allemagne, d'Angleterre, d'Autriche, de France et de Russie serait chargée de préparer un projet de résolution sur l'unique question à l'ordre du jour : *La situation Internationale et l'entente pour une action contre la guerre*²⁷⁴⁶ ».

Le pari de convoquer un congrès en aussi peu de temps en dépit de « la lourdeur administrative de l'Internationale²⁷⁴⁷ » réussit parfaitement à Huysmans (qui parvient même à mutualiser les frais entre les partis), tant que les assises bâloises sont restées dans l'imaginaire collectif comme un moment particulièrement éclatant de la vitalité de l'Internationale. La commission qui doit établir le manifeste à soumettre à l'assemblée est composée de Bebel, Kautsky, Adler, Hardie, Jaurès, Vaillant, Huysmans, Plekhanov et Roubanovitch. Elle entame un « travail pénible²⁷⁴⁸ »

²⁷⁴¹ *L'Humanité*, 17 novembre 1912, p. 1.

²⁷⁴² *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 5, n° 11, 1914, p. 76-79.

²⁷⁴³ *Ibidem*, vol. 4, n° 10, 1913, p. 38.

²⁷⁴⁴ *Ibidem*, p. 38-39.

²⁷⁴⁵ *Ibidem*, p. 2.

²⁷⁴⁶ *Idem*.

²⁷⁴⁷ POISSON, « Le Proletariat contre la guerre », art. cit., p. 491-525.

²⁷⁴⁸ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 4, n° 10, 1913, p. 9-13.

à huis clos pendant la journée entière du 23 novembre surtout pour trouver une manière d'en appeler à l'action sans pour autant envenimer les divergences bien connues. Le soir du 23 novembre et le matin du 24, le BSI tient une réunion de travail pour délibérer sur le projet de manifeste, mais il est encore et surtout question de vérifier son caractère unitaire. Rien ne vaut la tentative de Luxembourg de faire en sorte que le texte explicite des moyens plus musclés pour prévenir ou arrêter la guerre. Ainsi, lorsque le BSI se présente aux congressistes, le mot d'ordre est celui de l'unité à tout prix. Le congrès sert donc avant tout à mettre en spectacle la détermination de l'Internationale qui prétend pouvoir faire bloc contre la guerre, sans pour autant dire jusqu'au bout comment. On en revient ainsi aux logiques des congrès d'avant-1900, dont la signification principale résidait dans leur existence même. L'allocution de bienvenue d'Anseele, qui préside en l'absence d'un Vandervelde malade, peine à cacher la contradiction entre un « Congrès dont la réunion fait déjà prévoir un résultat remarquable » et une « tactique suivie dans les différents pays [qui] ne peut pas encore être entièrement conforme à l'unité »²⁷⁴⁹. Ainsi, en l'attente de pouvoir « aboutir à l'unité des moyens de lutte », il faut se contenter « d'une unité des sentiments et des pensées »²⁷⁵⁰. Avant la lecture du manifeste et du vote, la démonstration organisée à la cathédrale de Bâle mobilise tout l'arsenal symbolique dont l'Internationale dispose. C'est d'ailleurs la première et dernière fois où les membres du BSI manifestent ensemble, formant un bloc à part au sein du cortège : ils se placent aux premiers rangs, juste derrière l'association ouvrière des cyclistes et un groupe d'enfants habillés de blanc et portant les palmes de la paix ; se placent derrière le BSI les groupes nationaux, suivis des syndicats ouvriers bâlois²⁷⁵¹. Mais en dépit de cette unité dans la rue et du lyrisme des allocutions, les membres du BSI ne vont pas tous dans le même sens. Notamment, Hardie déclare que :

« Si l'action politique ne suffit pas, j'espère que la classe ouvrière n'aura pas peur d'user de la deuxième grande arme, l'arme économique, c'est-à-dire la grève Internationale révolutionnaire anti-guerrière ».

Mais Adler juste après précise que :

« Il ne dépend malheureusement pas de nous, social-démocrates, si la guerre aura lieu ou non, [...] ne nous surévaluons pas et surtout n'exagérons pas l'intention de nos gouvernements [...], le principal, c'est que nous trouvons ici la source commune de notre force, que nous emporterons

²⁷⁴⁹ *Ibidem*, p. 3

²⁷⁵⁰ *Idem*.

²⁷⁵¹ *Ibidem*, p. 4-9.

d'ici la force permettant à chacun de faire ce qu'il peut dans son pays, en usant des formes et des moyens dont nous disposons »

Le lendemain, le BSI laisse à Greulich l'honneur d'informer les congressistes qu'on ne leur demande que d'enregistrer une unité de façade par une unanimité elle aussi de façade :

« Je désirerais que ce Congrès extraordinaire ne dégénérât pas en un club oratoire. Sa signification ne peut exister que dans la manifestation unanime d'une forte volonté. Nous vous prions de faire abstraction des divergences d'opinion et de n'avoir en vue que les grandes lignes directrices de l'Internationale Socialiste. Notre résolution respectera la liberté de toutes les nations et n'en obligera aucune à prendre des mesures déterminées²⁷⁵² »

Jaurès lui-même, en lisant le projet de manifeste, tente de pallier à ses lacunes en mobilisant la rhétorique de Stuttgart, à savoir que si l'on ne prévoit aucun moyen, aucun n'est pas explicitement exclu. Comme le relèvent aussi bien Adler que *Justice*²⁷⁵³, la seule nouveauté du manifeste est que, pour l'« action commune, il assigne à chaque parti socialiste sa tâche particulière²⁷⁵⁴ ». Les socialistes des Balkans doivent persévérer dans la revendication d'une fédération démocratique ; ceux d'Autriche-Hongrie doivent endiguer toute velléité de conflit avec la Serbie, œuvrer pour l'autonomie nationale et accorder une attention particulière à la question albanaise de concert avec les socialistes italiens ; ceux de Russie doivent poursuivre grèves et protestations contre les intrigues tsaristes ; ceux de France, Allemagne et Grande-Bretagne doivent exiger que leurs gouvernements ne prêtent pas main-forte à l'Autriche-Hongrie et à la Russie, et qu'ils gardent une neutralité absolue vis-à-vis de la poudrière balkanique et de l'Asie mineure. Le manifeste finit néanmoins par confier au BSI un mandat important, car en cas de guerre, il est censé continuer de servir en tant que centre de liaison :

« L'Internationale redoublera d'efforts pour prévenir la guerre par sa propagande toujours plus intense, par sa protestation toujours plus ferme. Le Congrès charge à cet effet le Bureau Socialiste International de suivre les événements avec un redoublement d'attention, et de maintenir, quoi qu'il advienne, la communication et le lien entre les partis prolétariens de tous les pays²⁷⁵⁵ »

Comme si les remarques préliminaires de Greulich n'avaient pas été suffisantes, le commentaire du manifeste prononcé par Adler met les points sur les i : le document indique certes des lignes directrices, mais chacun fera comme il pourra. Il déclare :

²⁷⁵² *Ibidem*, p. 9-13.

²⁷⁵³ *Justice*, 30 novembre 1912, p. 5.

²⁷⁵⁴ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 4, n° 10, 1913, p. 9-13.

²⁷⁵⁵ *Idem*.

« Nous disons clairement et en termes catégoriques quelle ligne directrice la politique prolétarienne de tous les pays doit suivre [...]. Nous ne pouvons, dans notre manifeste, prescrire aux travailleurs de tous les pays une action déterminée pour une date déterminée ; l'état de choses et la situation sont partout trop différents pour que nous puissions le faire²⁷⁵⁶ ».

Dans un esprit de conciliation, Vaillant aussi confirme que :

« N'ont été exclues ni la pensée, ni la volonté de la Grève Générale et de l'insurrection comme recours suprême contre la guerre. [...] Mais le langage de l'Internationale ne peut être celui d'une section nationale. L'Internationale fait appel à l'action contre la guerre de toutes les sections nationales et elle fait confiance à chacune d'elles dans la certitude que chacune fera tout son devoir et agira dans toute la mesure des possibilités et de ses forces et de toute son énergie pour rendre la guerre impossible²⁷⁵⁷ ».

Malgré ce présumé d'inconsistance, le manifeste peut être voté à l'unanimité, et rares sont les voix qui tirent publiquement un bilan négatif du congrès. Dora Montefiore paraît en ce sens particulièrement isolée dans la section britannique elle-même lorsqu'elle dénonce la « farce » et le fiasco » de Bâle, tant que ces mots provoquent la colère d'Hyndman :

« Comme il était évident que le Bureau avait dès le début l'intention de rédiger lui-même ce manifeste sans intervention du Congrès, puis, grâce au pouvoir des autorités, d'obtenir du Congrès qu'il enregistre sa décision, il aurait tout aussi bien pu nous laisser chacun dans notre pays et ne pas imposer aux ouvriers les frais de notre envoi à Bâle. [...] Son âme de révolte [de l'Internationale] s'est rétrécie et atrophiée sous l'influence de la bureaucratie organisée qui a porté plus d'un coup mortel à l'expression et au contrôle démocratiques²⁷⁵⁸ ».

Mais si d'après Poisson le congrès marque « l'entrée dans la voie de l'action simultanée et concertée²⁷⁵⁹ », son caractère de mise en scène se confirme déjà le mois suivant. Entre décembre 1912 et février 1913, en effet, Huysmans entretient une volumineuse correspondance croisée avec Vaillant et Adler au sujet de la guerre balkanique²⁷⁶⁰, puisque la SFIO reste dubitative de l'optimisme du SDAP-Ö. Avec Dubreuilh, Vaillant insiste d'abord pour que le BSI convoque une conférence entre socialistes balkaniques et austro-hongrois, puis une réunion générale en application du manifeste bâlois afin d'examiner les mesures à prendre contre l'escalade franco-

²⁷⁵⁶ *Ibidem*, p. 13-16.

²⁷⁵⁷ *Idem*.

²⁷⁵⁸ *Daily Herald*, 27 novembre 1912, p. 3.

²⁷⁵⁹ POISSON, « Le Prolétariat contre la guerre », art. cit., p. 524.

²⁷⁶⁰ Voir FMSH, Fonds Haupt, 8D3/16/1 et 8D3/19/2.

allemande²⁷⁶¹. Huysmans s'exécute²⁷⁶², mais le retour à une posture attentiste de SPD et SDAP-Ö font ajourner le projet²⁷⁶³.

b) Le pacifisme bourgeois : bouée de sauvetage ?

Au fur et à mesure que le BSI recherche une pratique efficace de mobilisation pour la paix, les positions adoptées à l'égard du pacifisme dit bourgeois sont de moins en moins rigides, tant qu'à l'été 1914 l'on assiste désormais ouvertement à une synchronisation bilatérale entre BSI et UIP. C'est n'est pas un hasard que ce soit la CIS qui ouvre les réflexions à ce propos dès sa I^e plénière de 1906 à Londres. À cette occasion, si une logique de concurrence avait semblé s'installer avec la réunion de l'UIP dans la même ville, elle débouche sur un début de quête de complémentarité. En effet, la CIS discute d'une motion de Troelstra qui invite les élus socialistes qui préoyaient de participer aux travaux de l'UIP à y apporter leur soutien à la Révolution russe. Trois positions s'affrontent lors du débat qui s'ensuit. À un extrême, Molkenbuhr maintient le dogme de la non-compromission avec un pacifisme bourgeois inconséquent et hypocrite ; à l'autre, Vandervelde prône une participation inconditionnelle aux entrevues pacifistes, selon les mêmes présupposés doctrinaires de la participation aux parlements nationaux. Vaillant et Troelstra défendent une position souple autour de laquelle peut se dégager un consensus : la CIS ne peut conférer aucun mandat pour les conférences de l'UIP, et la participation à celles-ci relève de l'exceptionnalité des circonstances et de la responsabilité individuelle des députés. La motion Troelstra est adoptée, mais si à la base elle se référait uniquement aux travaux de l'UIP de 1906, elle perd aussitôt cette dimension circonstancielle pour devenir une motion de principe, reconduite tacitement à l'occasion de toute entrevue similaire. La CIS n'a donc plus à trancher sur la participation individuelle des socialistes aux activités l'UIP, mais l'aile droite du POB ne s'en contente guère. Terwagne et La Fontaine espèrent en effet que la CIS, fraîchement englobée par le BSI, puisse intégrer organiquement et durablement l'UIP : ils proposent donc à sa II^e plénière d'août 1907 un ordre du jour *De l'action de la Commission Parlementaire Socialiste, au sein de l'Union Interparlementaire pour la paix et l'arbitrage international*. Au vu des oppositions qui s'étaient

²⁷⁶¹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2456, f° 3, Lettre d'E. Vaillant à C. Huysmans, 21 février 1913.

²⁷⁶² AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2456, f° 5, Lettre d'E. Vaillant à C. Huysmans, 22 février 1913.

²⁷⁶³ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2456, f° 6, Lettre de C. Huysmans à E. Vaillant, 27 février 1913.

dégagés un an auparavant à Londres, Vandervelde préfère faire voter un ajournement²⁷⁶⁴, et il en va de même à la plénière suivante, en octobre 1908, lorsque La Fontaine revient à la charge²⁷⁶⁵. Huysmans ne prend pas de position publiquement, mais un mois plus tard il confie à Roubanovitch, au sujet de l'agitation en faveur des prisonniers russes :

« Je trouve que nous n'utilisons pas assez la bonne volonté au sein de la bourgeoisie et que l'on pourrait avoir quelque succès en s'adressant à la Ligue des Droits de l'Homme qui est présidée par l'un de nos amis [Francis de Pressensé]²⁷⁶⁶ ».

Avant Copenhague, si un *modus vivendi* fragile est trouvé à l'égard des entrevues interparlementaires, il en va encore autrement pour les conférences intergouvernementales. Lorsqu'après la paix de Portsmouth l'organisation de la II^e conférence de la paix de La Haye passe des mains de Theodore Roosevelt à celles de Nicolas II, les socialistes néerlandais demandent au BSI d'organiser des meetings partout aux Pays-Bas afin de démontrer le caractère illusoire de l'initiative²⁷⁶⁷. La logique de concurrence est reproposée, mais cette fois-ci en ouverte hostilité. Cependant, Huysmans ne reçoit que des réponses négatives, dont celle de Vaillant qui, considérant qu'« il est inutile de mettre tout le Parti socialiste international en mouvement à ce propos²⁷⁶⁸ », suggère que les Néerlandais organisent eux-mêmes les meetings et qu'ils y invitent des orateurs étrangers. Les délégués britanniques du BSI proposent alors que les partis organisent, le 14 juillet 1907, des manifestations simultanées dans les capitales occidentales contre la comédie de La Haye et la dissolution de la II^e Douma, mais ils se heurtent aux mêmes objections²⁷⁶⁹. Huysmans se borne alors à lancer un manifeste, où il synthétise la critique à un pacifisme qui laisse parler en son nom Roosevelt et Nicolas II, pour qui la paix extérieure ne serait pas la suppression de la guerre mais l'affirmation de leur hégémonie et la poursuite de la répression policière intérieure.

Mais face aux problèmes rencontrés par le BSI dans les crises internationales de 1908-1909, le besoin d'une révision de l'approche aux pacifismes, tant bourgeois que gouvernementaux, se fait de plus en plus ressentir, et un ordre du jour *Arbitrage et désarmement* est inscrit à

²⁷⁶⁴ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 318.

²⁷⁶⁵ *Avanti!*, 14 octobre 1908, p. 2.

²⁷⁶⁶ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 553, Lettre de C. Huysmans à I. Roubanovitch, 24 novembre 1908.

²⁷⁶⁷ HAUPT, *Bureau Socialiste International...*, op. cit., p. 185-186.

²⁷⁶⁸ *Ibidem*, p. 336.

²⁷⁶⁹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2297, f° 366-367, Lettre de C. Huysmans à H. M. Hyndman, 21 juin 1907 ; f° 368, Lettre de C. Huysmans à E. Vaillant, 22 juin 1907.

Copenhague. Le congrès est d'ailleurs saisi d'une lettre du BIP faisant part que le 18^e congrès universel de la paix avait émis le vœu qu'à Copenhague l'Internationale invite les ouvriers de tous les pays à appuyer les efforts pacifistes pour le désarmement général et la création d'un ordre juridique international²⁷⁷⁰. Si le projet de résolution du SPD en appelle désormais directement aux gouvernements pour « faire les démarches nécessaires pour amener le plus tôt possible une entente internationale des puissances pour la limitation réciproque des armements navals et la renonciation au droit de prise dans les guerres navales²⁷⁷¹ », celui de la SFIO, chaleureusement appuyé par Vaillant, le complète d'un *incipit* théorique inspiré des positions de Jaurès :

« C'est précisément parce que l'Internationale Ouvrière est la meilleure ligue pour la préservation de la paix, qu'elle ne saurait se désintéresser même des tentatives faites en dehors d'elle pour garantir cette même paix. Sans s'illusionner sur l'étendue des résultats [...], l'Internationale agira donc pour obliger les gouvernements à prendre eux-mêmes au sérieux les tentatives de plus en plus nombreuses de règlements à l'amiable des conflits entre nations et assurer le fonctionnement le plus régulier et le plus généralisé possible des cours d'arbitrage que la bourgeoisie capitaliste a été contrainte d'instituer [...]. Dans le même esprit encore, elle fera effort incessant pour poursuivre le désarmement simultané des nations²⁷⁷² »

Le PSI est celui qui va sans doute plus loin, préconisant ce que Ledebour qualifie ironiquement de « socialisme de pourcentage²⁷⁷³ », en ce qu'il demande « la convocation d'une conférence des Etats d'Europe ayant pour but de réduire, en attendant, de 50 % les forces militaires sous les armes dans tous les Etats et de suspendre également toutes les augmentations ultérieures des armements ». Plus encore, les Italiens envisagent de « créer une organisation spéciale²⁷⁷⁴ » pour cette campagne que l'Internationale devrait mener en faveur de la limitation des armements, la dotant d'une institutionnalisation à part entière :

« Il faut constituer à Berlin, centre principal du militarisme européen, un secrétariat ayant pour charge exclusive d'inviter les groupes socialistes à collaborer à l'œuvre susdite [...] et de signaler chaque fois les manifestations de chaque groupe à la presse quotidienne dans tous les autres pays²⁷⁷⁵ »

²⁷⁷⁰ *Huitième Congrès Socialiste International...*, op. cit., p. 452-458.

²⁷⁷¹ *Ibidem*, p. 179.

²⁷⁷² *Ibidem*, p. 176-178.

²⁷⁷³ *Ibidem*, p. 301-352.

²⁷⁷⁴ *Ibidem*, p. 188.

²⁷⁷⁵ *Ibidem*, p. 178-179.

Rien ne vaut l'invective tous azimuts de Radek contre la dérive pacifiste bourgeoise qui semble être entreprise²⁷⁷⁶, Ledebour rétorque que :

« Dans l'état actuel des choses, nous ne pouvons toujours exiger le dépôt de motions purement socialistes. [...] Petit à petit, les bourgeois se sont ralliés à l'idée d'une entente sur la limitation navale, sans reconnaître cependant qu'elle avait été émise par la Social-démocratie. Au parlement anglais, une grande partie de la bourgeoisie a voté avec le Labour Party²⁷⁷⁷ ».

Au final, la proposition italienne est renvoyée à une CIS qui va bientôt arrêter de fonctionner hors du bureau de Huysmans, et la résolution qui est adoptée par le congrès engage les élus à se battre pour l'arbitrage obligatoire, la limitation des armements maritimes en vue du désarmement général, l'abolition du droit de prise maritime, l'abolition de la diplomatie secrète et la publication de tous les traités²⁷⁷⁸.

Or, après Copenhague, ce sont les Danois qui poussent à une synchronisation entre CIS et UIP, submergeant Huysmans de propositions. En 1911, ils demandent de convoquer une plénière de la CIS à Rome pendant ou juste après la conférence de l'UIP qui doit s'y tenir en octobre²⁷⁷⁹. En 1912, par l'intermédiaire du CE, ils invitent les élus socialistes qui entendent participer à la conférence de l'UIP des 18-20 septembre à Genève, à se retrouver la veille dans cette même ville pour accorder les violons lors d'une réunion préliminaire²⁷⁸⁰. Il en va de même en 1913 en vue de la conférence de l'UIP de La Haye des 3-6 septembre²⁷⁸¹. Bien que Huysmans relate systématiquement les propositions danoises sans pour autant réactiver le fonctionnement en présentiel de la CIS, il s'emploie pour que le *Bulletin* donne toute l'écho possible aux initiatives prises par les partis dans la droite lignée de la résolution copenhagoise, et qui sont particulièrement intenses déjà depuis 1911²⁷⁸². Le CE montre d'ailleurs lui-même l'exemple en participant en bloc à la réunion entre députés socialistes belges et néerlandais au sujet de la construction du fort de Flessingue, le 27 février 1911 à La Haye²⁷⁸³. Lors des démonstrations du 5 novembre 1911, tandis que l'*Avanti!* dit que celles-ci permettront de réaffirmer la différence entre antimilitarisme et pacifisme bourgeois²⁷⁸⁴, les meetings voient en réalité dans plusieurs pays des groupes libéraux et humanistes être associés à l'effort socialiste, comme aux

²⁷⁷⁶ *Ibidem*, p. 182.

²⁷⁷⁷ *Ibidem*, p. 185-186.

²⁷⁷⁸ *Ibidem*, p. 190-193.

²⁷⁷⁹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2304, f° 150-155, Circulaires du CE du BSI, 31 juillet-18 août 1911.

²⁷⁸⁰ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2305, f° 38-39, Circulaire du CE du BSI, août 1912

²⁷⁸¹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2299, f° 148, Circulaire de la CIS, août 1913

²⁷⁸² *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 2, n° 7, 1911, p. 4-10.

²⁷⁸³ *Ibidem*, p. 2 ; p. 14-15.

²⁷⁸⁴ *Avanti!*, 4 novembre 1911, p. 1.

Pays-Bas et en Suède. Et au tournant du congrès, de plus en plus de voix s'élèvent pour réclamer une meilleure coordination des efforts entre Internationale et pacifismes, à l'image d'André Labey qui écrit :

« Plus l'Internationale socialiste apparaît incapable à l'internationale capitaliste de réunir dans un effort en vue de la paix, plus l'internationale capitaliste devrait se joindre à elle afin de la renforcer. [...] L'œuvre de l'Internationale aide celle de La Haye ; elle lui apporte une sève puissante, elle lui prépare une base plus étendue, à tel point que les chefs d'Etat, qui veulent réellement éviter la guerre, devraient être ses alliés secrets²⁷⁸⁵ ».

Le spectacle bâlois est tellement puissant aux yeux des pacifistes que le parti norvégien en profite d'ailleurs pour proposer au Storting de décerner le Prix Nobel de la paix de 1913 au BSI²⁷⁸⁶ (ou à Branting, à défaut). Au final, le Prix est remporté par La Fontaine, qui non seulement collaborait étroitement avec Huysmans depuis 1905, mais qui assurait aussi le lien entre BSI et UAI, financée par la *Carnegie Endowment for International Peace* et dont il était l'un des secrétaires généraux. C'est encore La Fontaine qui agit souvent en intermédiaire entre BSI et BIP, avant même d'en devenir le président en 1913.

Même Vaillant et Hardie expriment clairement l'intention de compléter leurs exigences sur la grève générale avec une amélioration des rapports entre BSI et pacifismes bourgeois. Quant à Vaillant, « plus la guerre approchait plus il était prêt à avoir recours aux institutions bourgeoises²⁷⁸⁷ » : entre décembre 1912 et février 1913, il demande en effet à plusieurs reprises à Huysmans qu'il s'active pour que la Cour permanente d'arbitrage de La Haye soit saisie par les pays neutres à propos du conflit balkanique. Quant à Hardie, c'est lui qui propose que le BSI inscrive un point sur les Etats-Unis d'Europe au programme du congrès de Vienne, et présente déjà à la XV^e plénière un projet de résolution :

« Considérant l'accroissement de la puissance de la solidarité des mouvements socialistes et syndicaux ainsi que les sentiments d'amitié qui se manifestent entre les nations d'Europe, le Congrès charge le BSI d'organiser une série de meetings et démonstrations dans les principales villes d'Europe à l'effet d'examiner comment la paix peut être maintenue le mieux par l'action combinée des nations et comment on pourrait commencer la création des Etats-Unis d'Europe²⁷⁸⁸ ».

²⁷⁸⁵ André LEBEY, « Réflexions sur le Congrès de Bale », *Revue Socialiste*, t. LVI, 1912, p. 558-559 :

²⁷⁸⁶ *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, vol. 5, n° 11, 1914, p. 45.

²⁷⁸⁷ HAUPT, HOWORTH, « Edouard Vaillant... », art. cit., p. 231.

²⁷⁸⁸ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2457, f° 17-24, Compte-rendu de la XV^e réunion plénière du BSI, 13-14 décembre 1913.

De même, l'arbitrage obligatoire est réinscrit à l'ordre du jour du congrès de 1914 à la demande de SDAP-N et SF. Les Danois d'ailleurs, à l'approche des assises viennoises, renouvellent leurs efforts pour serrer les liens avec l'UIP. Ayant visiblement compris que la CIS a cessé d'exister *de facto*, ils visent désormais à que ce soit le BSI lui-même qui engage les élus socialistes à participer systématiquement au mouvement pour l'arbitrage et à adhérer à l'UIP. Stauning présente un long rapport en ce sens à la XV^e plénière de décembre 1913, issu de l'entrevue préliminaire entre élus socialistes français, belges, suédois et danois tenue à La Haye quelques mois plus tôt en amont de la conférence de l'UIP :

« Nous voulons adhérer à l'Union interparlementaire de la Paix afin de souligner que nous sommes amis de la paix, et aussi parce que cette Union pourra nous devenir avantageuse, si nous y obtenons une telle influence que nous en pourrions profiter pour notre agitation. Si les socialistes de tous les pays participent aux travaux de cette Union, et si nous arrangeons notre participation aux conférences de façon à y faire parler des rapporteurs socialistes prenant pour leur point de départ les idées socialistes, nous aurons alors l'occasion de faire prévaloir notre agitation, et d'exposer nos conceptions devant des personnes qui, peut-être, n'auront pas, jusque-là, réfléchi beaucoup sur des questions restées pour la plupart du temps en dehors de leur cercle d'idées²⁷⁸⁹ ».

Or, sans attendre que le congrès de Vienne se saisisse de la question en voie définitive, Huysmans dépasse de son propre chef même les suggestions danoises. En effet, si depuis 1911 celles-ci visaient plutôt une synchronisation unilatérale de la CIS vis-à-vis de l'UIP, le secrétaire commence à explorer les pistes pour une synchronisation mutuelle. Profitant de la présence des délégués suédois du BSI dans le comité organisateur de la XIX^e conférence interparlementaire prévue à Stockholm pour août 1914, Huysmans parvient à négocier directement avec Christian Lange, secrétaire général de l'UIP²⁷⁹⁰. Il est question en effet de faire en sorte que la conférence de Stockholm et le congrès de Vienne n'aient pas lieu aux mêmes dates, alors que tous deux devaient prendre des décisions capitales quant au mouvement pour la paix. Lange se montre tout à fait disposé à accéder aux requêtes de Huysmans pour permettre aux élus socialistes de participer aux deux entrevues à la fois, et propose donc que Branting s'arrange pour avancer de quelques jours la conférence de l'UIP et que Huysmans lui-même prenne des dispositions pour décaler de quelques jours le congrès de Vienne²⁷⁹¹. Le rapprochement entre BSI et UIP est donc résolument entamé lorsque s'ouvre la crise austro-serbe.

²⁷⁸⁹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans 625.2457, f° 80-82, *La position des partis socialistes envers le mouvement pour l'arbitrage obligatoire* (Rapport de T. Stauning), décembre 1913.

²⁷⁹⁰ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 123, Lettre de C. Huysmans à Lange, 15 mai 1914.

²⁷⁹¹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 143, Lettre de C. Lange à C. Huysmans, 20 mai 1914.

c) Août 1914 : « Un château de cartes renversé »

D'après Claudie Weil, l'éclatement des solidarités transnationales en août 1914 révèle « l'incapacité de l'Internationale à faire face à une situation qu'elle n'avait pas prévue²⁷⁹² ». Pourtant, cela faisait depuis au moins 1905 que l'hypothèse d'une conflagration générale issue de crises localisées agissait le mouvement, et en premier lieu d'*upper circle* du BSI. Ce n'est donc pas tant que l'Internationale ne prévoise pas la situation, c'est surtout qu'une majorité de partis refusent d'aborder franchement en congrès international (et encore moins au BSI) la conduite à tenir en pareil cas de figure, de peur que les réponses fournies minent les principes internationalistes avant même qu'une guerre générale n'éclate réellement. Guesde déclarait déjà aux assises parisiennes de 1900 qu'« avec un Millerand prussien, avec un Millerand italien, avec un Millerand français, avec un Millerand anglais il n'y a plus d'Internationale ouvrière possible²⁷⁹³ ». Les réflexions sur les difficultés de préserver l'Internationale en cas de conflit sont pourtant nombreuses nationalement, mais dans les cadres institutionnels du mouvement elles se heurtent à un mur de la pudeur : l'on ne dit pas ce que l'on compte faire concrètement pour ne pas mettre dans l'embarras ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas le dire à leur tour. Emerge donc nettement ce que Braunthal qualifie de décalage entre discours public et conscience intime²⁷⁹⁴. En complément, l'inflexibilité avec laquelle les socialistes se sont opposés aux positions grève-généralistes des syndicalistes-révolutionnaires jusqu'en 1896 – et même des allemanistes jusqu'encore en 1904 –, finit par fournir un argumentaire inattaquable aux opposants de l'amendement Vaillant-Hardie et, plus globalement, de toute dimension de contrainte accordée aux résolutions des congrès – l'ancien communard renoue d'ailleurs lui-même avec ces arguments dès lors qu'il se retrouve à devoir justifier son ralliement à l'Union sacrée, car il écrit que les résolutions internationales « ne sont pas des formules abstraites, mais des textes dont les conditions d'application et les circonstances déterminent le sens et la valeur²⁷⁹⁵ » –. Par-delà les frontières, les socialistes se bercent ainsi dans l'illusion que la perspective internationaliste demeurera intacte en cas de guerre, alors que déjà depuis la crise

²⁷⁹² Claudie WEILL, « Introduction », in LIEBKNECHT, *Militarisme...*, op. cit., p. 17.

²⁷⁹³ *Compte rendu sténographique non officiel...*, op. cit., p. 149-150.

²⁷⁹⁴ Julius BRAUNTHAL, *The Impact of the First World War on the Socialist International and the Socialist Parties*, Institut of Contemporary History, Séminaire, 2 novembre 1967, p. 6-7.

²⁷⁹⁵ Edouard VAILLANT, « Quelques explications », *L'Humanité*, 6 octobre 1914, p. 1.

traversée par le PSI à l'automne 1911 il est évident que la question est bien plus complexe. L'on maintient et l'on réaffirme donc énergiquement les derniers paragraphes de la résolution de Stuttgart, y compris à Bâle, mais il est déjà clair, comme le déclare Jaurès le 15 juillet 1914 au congrès de la SFIO, que « quand la guerre aura éclaté, notre action sera devenue impossible²⁷⁹⁶ ». Et ce, d'autant plus que les congrès internationaux se refusent aussi d'entamer une étude approfondie de la différence entre guerres défensives et offensives, alors que plusieurs meneurs, y compris Jaurès²⁷⁹⁷, ont déjà dit clairement que la conduite à tenir en dépendra dans une large mesure. Là aussi, l'on se berce dans l'illusion que les responsabilités du déclenchement de la guerre seront limpides et donc reconnues unanimement par les partis, et qu'il n'y aura donc aucune difficulté à départager l'agresseur et l'agressé.

L'itinéraire de l'amendement Vaillant-Hardie démontre bien l'état d'esprit qui règne dans l'Internationale jusqu'à l'été 1914. Depuis la clôture des assises de Copenhague, Vaillant submerge Huysmans de rappels pour qu'il sollicite les partis à étudier sérieusement la question de la grève générale – au moins 12 lettres, dont 7 seulement entre septembre 1913 et mai 1914. Huysmans se met à l'œuvre déjà en décembre 1910, par une circulaire qui garde une objectivité extrême dans son compte-rendu des décisions copenhageoises, mais qui prévoit quand même une nouveauté aussi : les partis sont priés en effet de consulter également les syndicats à ce propos²⁷⁹⁸. Mais en dépit de relances, en septembre 1911 seuls les Finlandais ont fait rapport, à la négative²⁷⁹⁹ ; et en juin 1912, seuls les Arméniens, les Français et les Danois se sont rajoutés. D'autant plus au vu du fait que les quatre réponses ne sont guère unanimes, Huysmans rajoute une perspective supplémentaire pour réactiver le débat transnational : il demande en effet désormais de publier également dans la presse le contenu de l'amendement Vaillant-Hardie²⁸⁰⁰, sans pour autant parvenir à faire sortir de leur léthargie volontaire les partis. Huysmans saisit parfaitement la position inconfortable dans laquelle il se trouve : il lamente auprès de Bebel que les partis « n'ont pas encore examiné dans quelle mesure "quelque chose" est possible²⁸⁰¹ » contre une menace de guerre, et que certains sont mêmes gênés des relances, tant qu'il imagine même pendant un temps de laisser tomber l'affaire.

²⁷⁹⁶ Cité in BECKER, « La II^e Internationale et la guerre », art. cit., p. 18.

²⁷⁹⁷ *L'Humanité*, 11 octobre 1905, p. 2.

²⁷⁹⁸ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2304, f° 121-122, Circulaire du CE du BSI, 15 décembre 1910.

²⁷⁹⁹ IISG, August Bebel Papers, 109, Lettre de C. Huysmans à A. Bebel, 9 septembre 1911

²⁸⁰⁰ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2305, f° 28-29, Circulaire de C. Huysmans, juin 1912.

²⁸⁰¹ IISG, August Bebel Papers, 109, Lettre de C. Huysmans à A. Bebel, 9 septembre 1911.

Au premier semestre 1914, il apparaît de plus en plus que les exploits de 1911-1912 n'avaient été possibles que parce qu'un conflit localisé avait déjà éclaté : l'équilibrisme revient en effet dominer le BSI dans la phase d'accalmie relative qui s'étale de la seconde guerre balkanique à la crise austro-serbe, et Huysmans lui-même se montre moins enclin à prendre le risque d'une action précipitée. Vaillant notamment est très calme depuis le succès de la SFIO aux élections de mai 1914, et garde confiance dans le fait que, en dépit de l'échec des démarches de Huysmans quant à la grève générale, le sujet sera bel et bien tranché au congrès de Vienne²⁸⁰². Ainsi, si en janvier 1914 il appuie chaleureusement la tentative du groupe parlementaire du PSI de se réunir en conférence tripartite avec les élus de la SFIO et du SDAP-Ö²⁸⁰³, il a déjà délaissé l'affaire lorsque du débarquement austro-italien en Albanie le 10 mai. Il fait d'ailleurs remarquer à Dubreuilh, qui en rapporte à Huysmans, que la France n'est que peu concernée par l'affaire albanaise, que l'utilité des élus de la SFIO – déjà très occupés par d'autres sujets – serait médiocre, et qu'il n'y a pas d'urgence pour ressusciter le projet d'entrevue tripartite avant le congrès de Vienne²⁸⁰⁴. Sans l'appui déterminant de Vaillant, Huysmans n'ose pas aller trop loin : si déjà en janvier il avait insisté pour recevoir l'avis favorable du SDAP-Ö avant d'appuyer les initiatives italiennes²⁸⁰⁵, en juin il les qualifie d'« actes convulsives²⁸⁰⁶ » et les laisse tomber face aux réticences autrichiennes et au désintérêt français.

Lorsque l'Autriche émet son ultimatum à la Serbie, le 23 juillet 1914, le moins que l'on puisse dire c'est que le secrétariat international a bel et bien été réactif. Le 26 juillet, par télégramme, Huysmans convoque déjà le Bureau à se réunir d'urgence à Bruxelles pour les 29-30 juillet²⁸⁰⁷. Vandervelde décrit une ambiance de réunion qui mélange angoisse et espoir, et au final c'est l'optimisme qui l'emporte²⁸⁰⁸, même chez Jaurès qui confie au Patron que « ce sera comme à Agadir²⁸⁰⁹ ». Des longues pages ont été écrites au sujet de cette fatidique dernière réunion du BSI : si on l'a utilisé à tort et à travers pour prouver la faillite de l'Internationale, voire la « trahison » de celle-ci, c'est un épisode récurrent même dans des ouvrages qui ne traitent pas spécifiquement d'internationalisme ou de mouvement ouvrier. En réalité, au vu des

²⁸⁰² HAUPT, HOWORTH, « Edouard Vaillant... », art. cit., p. 231.

²⁸⁰³ FMSH, Fonds Haupt, 8D3/17/1, Lettre de la CIS à F. Adler, 24 janvier 1914.

²⁸⁰⁴ FMSH, Fonds Haupt, 8D3/16/3, Lettre de L. Dubreuilh à C. Huysmans, 8 juin 1914

²⁸⁰⁵ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 82-83, Compte-rendu de reunion du CE du BSI, 23 janvier 1914.

²⁸⁰⁶ FMSH, Fonds Haupt, 8D3/16/3, Lettres échangées entre le Parti socialiste italien, le BSI et Victor Adler accompagnées de coupures de presse (4 février 1911 - 6 avril 1911).

²⁸⁰⁷ IISG, Archief Van Kol, 56, 35.32, *Het Internationaal Socialistisch Bureau*, s.l., s.d., f° 1-4.

²⁸⁰⁸ VANDERVELDE, « Histoire de la II^e Internationale... », art. cit., p. 26.

²⁸⁰⁹ Emile VANDERVELDE, *Jaurès*, Paris, Alcan, 1929, p. 5-6.

mécanismes institutionnels qui dominent encore l'Internationale à l'été 1914, il n'y avait pas grand-chose à s'attendre du BSI en tant qu'organe collégial, et encore moins du CE ou du secrétaire : s'ils ne disposent déjà d'aucun moyen pour imposer une action quelconque aux partis et de les sanctionner en cas de déviance, ils sont encore moins compétents sur la grève générale, car le sujet n'a toujours pas été tranché en congrès. Ainsi, il n'est pas étonnant qu'au final la plénière de 1914 prenne des décisions encore moins ambitieuses que celle de 1911 : puisque l'on imagine que le conflit restera localisé, et que cette fois-ci il ne concerne pas la France et l'Allemagne, mais deux puissances secondaires, la priorité absolue est simplement de savoir quoi faire du congrès qui devait se tenir à Vienne. Adler de toute façon, qui paraît à Vandervelde vieilli de dix ans en un seul jour²⁸¹⁰, précise dès le début que :

« Le parti [autrichien] est incapable d'agir. Dire autre chose serait tromper le Bureau. [...] N'est-ce pas un danger d'encourager la Serbie à l'intérieur de notre pays ? N'assumons-nous pas une grande responsabilité en voulant faire croire aux Serbes qu'une révolution menace l'Autriche ? Il nous faut protéger le prolétariat contre pareille infection. Nous devons sauvegarder nos institutions. Les idées de grève, etc. ne sont que des fantaisies²⁸¹¹ ».

Haase de son côté espère que la réunion se termine au plus vite, mais s'il propose au moins que le BSI lance un manifeste, la majorité (y compris Luxemburg) s'y oppose, au prétexte que cela devrait être demandé au congrès international²⁸¹². Ce n'est donc pas un manifeste mais une simple résolution qui est faite voter par Haase : « à l'unanimité, [le BSI] fait une obligation aux prolétaires de toutes les nations intéressées, non seulement de poursuivre, mais encore d'intensifier leurs démonstrations contre la guerre, pour la paix et pour le règlement arbitral du conflit austro-serbe²⁸¹³ », et charge tout particulièrement les Français, les Allemands, les Britanniques et les Italiens de peser sur leurs gouvernements pour faire pression sur leurs alliés respectif pour qu'ils cessent de menacer la paix. Quant à l'exécution de cette résolution, il est entendu que tout est laissé aux mains des partis nationaux, et le seul échange qui se produit – entre Vaillant, Jaurès, Troelstra et Adler – concerne l'hypothèse de rajouter à la résolution un appel aux pays neutres en faveur de l'arbitrage. Vandervelde promet de faire le jour même une démarche officielle auprès du gouvernement belge, mais rien n'est dit quant au rôle que devrait détenir Huysmans dans la coordination de tous ces efforts. Le secrétaire d'ailleurs ne réclame

²⁸¹⁰ Julius BRAUNTHAL, *Victor Adler and the Socialist International*, St. Anthony College, Oxford, Symposium on Aspects of the Second International, 4 novembre 1966, p. 16-17 ;.

²⁸¹¹ FMSH, Fonds Haupt, 8D3/66, Lettre du parti ouvrier socialiste-démocrate bulgare au BSI à propos du socialisme en Bulgarie (Sofia, 25 mars - 8 avril 1909).

²⁸¹² *Idem.*

²⁸¹³ *Idem.*

pas que cela soit discuté, et ne profite pas non plus du court échange qui se produit au sujet de la grève générale pour rappeler la décision prise à Copenhague, et dont la mise à l'étude par les partis faisait encore défaut. Si Bruce Glasier pour l'ILP se mâche pas ses mots à l'égard des Autrichiens « qui auraient dû dire : Sacrifions notre propriété pour faire notre devoir²⁸¹⁴ », Balabanova exige au moins que la réunion du BSI fixe les mesures concrètes et urgentes à discuter au congrès, afin de dépasser la dimension de spectacle platonique de Bâle : « Il ne nous faut pas faire du Congrès une simple démonstration. Il nous faut prendre des mesures²⁸¹⁵ ». Cependant, d'une part, même s'il déclare qu'« on ne peut éviter la question de la grève générale²⁸¹⁶ », Jaurès renvoie à la souveraineté pleine et entière du congrès vis-à-vis du BSI :

« Le Bureau Socialiste International formulera la protestation contre la guerre, le Congrès souverain décidera. [...] Les décisions du congrès ne peuvent être subordonnées à cette réunion. Il nous faut le Congrès. Son travail et ses résolutions inspireront de la confiance au prolétariat²⁸¹⁷ »

Haase, d'autre part, annonce déjà qu'aux assises, le SPD maintiendra les mêmes positions qu'à Stuttgart, à savoir une unanimité de façade sur une résolution qui n'explicite aucun moyen d'action en particulier :

« Quand Jaurès parle de la souveraineté du Congrès pour entendre tous [sic] les opinions, nous sommes d'accord mais c'est au Bureau Socialiste International de prendre des mesures pour démontrer l'utilité de ce Congrès. Il faut qu'au Congrès on soit d'accord. Il faudra donc éviter surtout de prendre des points à discussion comme p. ex. la Grève Générale en cas de guerre, etc.²⁸¹⁸ »

En somme, il apparaît clairement que, tant pour les partisans de la grève générale que pour ses opposants, l'enjeu clé en vue d'une mobilisation pour la paix n'est pas la plénière du BSI à laquelle il sont en train d'assister, mais le congrès. Le gros de la plénière peut dès lors être consacré aux assises viennoises, mais l'essentiel des litiges relèvent de questions administratives, tant que Vandervelde s'exclame : « Si les puissances étaient si lentes à organiser la guerre que nous le sommes à organiser la guerre à la guerre, nous pourrions dormir en paix²⁸¹⁹ ». Huysmans semble particulièrement préoccupé de tout ce qui l'attend en termes de correspondances à échanger, et insiste en ce sens pour répéter le schéma de Bâle : un congrès

²⁸¹⁴ *Idem.*

²⁸¹⁵ *Idem.*

²⁸¹⁶ *Idem.*

²⁸¹⁷ *Idem.*

²⁸¹⁸ *Idem.*

²⁸¹⁹ *Idem.*

extraordinaire, limité tant dans sa durée que dans son ordre du jour, sans commissions, et avec des frais partagés entre l'ensemble des partis²⁸²⁰. Il se rallie aussi à la proposition d'anticiper le congrès et de le déplacer à Paris. Mais Hardie s'oppose tant au changement de date qu'à la limitation de l'agenda, « si la raison unique [...] est de faire une démonstration contre la guerre²⁸²¹ ». De même, Troelstra déclare que :

« On ne peut considérer le Congrès comme extraordinaire. Nous ne pouvons en faire un second Congrès de Bâle. Ce serait prouver que le Congrès de Bâle n'a eu aucun résultat. Il y aurait donc par conséquence contradiction à ne pas discuter les autres points²⁸²² ».

Il est acté finalement que le congrès s'ouvrira à Paris le 9 août, et que le CE sera compétent pour délibérer au cas où même cette option devait s'avérer impraticable ; et que l'ordre du jour prévu de base est maintenu, mais que la question de la guerre sera inscrite au premier point. Le soir du 29 juillet, le meeting au Cirque royal de Bruxelles est à la fois le dernier du BSI et de Jaurès – ainsi que, à notre connaissance, le seul épisode de la vie du BSI qui soit apparu au grand écran, dans le film *Rosa L.* de Margarethe von Trotta (1986) –. Les promesses d'action contre la guerre s'enchaînent, et les allocutions tentent tant bien que mal de diffuser une sensation d'optimisme auprès de l'audience, tant qu'à la sortie, comme le raconte Royer, certains forment un cortège et déambulent presque joyeusement dans les rues de Bruxelles, pensant sincèrement que l'Internationale aura le pouvoir d'empêcher la guerre²⁸²³.

Dès le 31 juillet, Huysmans se met à l'œuvre pour communiquer aux partis affiliés les informations relatives au congrès. Il ne peut donc pas participer de personne à la rencontre entre Hermann Müller et les élus de la SFIO le 1^{er} août à Paris, à propos de la tactique à suivre quant aux crédits de guerre. Même si Huysmans s'y fait représenter par De Man²⁸²⁴, Müller n'a reçu aucun mandat du *Parteivorstand* du SPD à part échanger des informations, et c'est donc seulement confidentiellement et à titre personnel qu'il suggère que la seule tactique commune possible est l'abstention²⁸²⁵. Mais dans l'enchaînement extrêmement rapide des événements, Huysmans n'a aucun moyen de capitaliser sur cette maigre perspective d'action conjointe, susceptible au moins de sauver les apparences. Le jour même, en effet, l'Allemagne déclare la guerre à la Russie, et Huysmans doit émettre une dernière circulaire, laconique, pour notifier le report à une date indéterminée du congrès international. Le vote des crédits de guerre par SFIO

²⁸²⁰ *Idem.*

²⁸²¹ *Idem.*

²⁸²² *Idem.*

²⁸²³ ROYER, *German Socialists...*, *op. cit.*, p. 27.

²⁸²⁴ *Ibidem*, p. 51.

²⁸²⁵ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2289, f° 42, Lettre de H. de Man à C. Huysmans, 1^{er} juillet 1917.

et SPD, et leur intégration respective de l'Union sacrée et de la *Burgfrieden*, provoquent la déliquescence du fonctionnement normal de l'Internationale outre que l'enterrement définitif de son IX^e congrès ordinaire. Huysmans est à Paris le 4 août, aux obsèques de Jaurès, où il déclare que son assassinat est annonciateur de la plus grande calamité. Le matin même, la Belgique est envahie par les troupes allemandes : le secrétaire doit rentrer aussitôt à Bruxelles, et ne peut guère être en contact avec ceux qui, par exemple en Grande-Bretagne et en Italie, tentent des démonstrations pour la paix. Le 5 août, au meeting de Trafalgar Square, Hardie s'exprime encore en tant que délégué au BSI²⁸²⁶ et fait voter une motion où l'on dit que le prolétariat londonien seconde les efforts du BSI pour éviter la conflagration²⁸²⁷, mais le Bureau en tant qu'institution collégiale n'existe déjà plus. Il est certain, comme le relève Zorgbibe, qu'en août 1914 « un mythe est détruit [...], celui de l'Internationale puissance invincible qui serait capable de prévenir la guerre ou de l'arrêter par son action révolutionnaire²⁸²⁸ ». Mais du point de vue institutionnel, au vu des contraintes que les partis avaient sciemment et systématiquement refusé de se créer mutuellement, c'est Liebknecht qui trouve déjà en 1915 la formule la plus parlante, à savoir « un château de cartes renversé²⁸²⁹ ».

²⁸²⁶ STEWART, *J. Keir Hardie...*, *op. cit.*, p. 339-343

²⁸²⁷ *Avanti!*, 10 août 1914, p. 3.

²⁸²⁸ ZORGBIBE, « L'Internationale socialiste... », *art. cit.*, p. 85-86.

²⁸²⁹ LIEBKNECHT, *Militarisme...*, *op. cit.*, p. 117-129.

Partie V. Un secrétaire sans Internationale à l'heure de la guerre mondiale, 1914-1918

1. Préserver l'institution

Liebkecht écrit aussi, en décembre 1914, que ce ne sont pas les principes socialistes qui ont fait faillite, mais ceux qui les représentaient²⁸³⁰. Au même moment, Huysmans annonce officiellement par circulaire que le secrétariat du BSI continuera de fonctionner pendant la guerre. Et ce, en dépit du fait que l'Internationale « a cessé de fonctionner comme expression collective de la politique internationale socialiste²⁸³¹ ». En 1914-1918, du point de vue institutionnel, la situation est donc aux antipodes de 1889-1900 : à une Internationale sans organe central succède un organe central sans Internationale. Huysmans écrit à Branting :

« J'ai fait taire mon cœur pour ne voir que l'œuvre de demain et je suis resté, malgré la guerre, le secrétaire international des partis socialistes, y compris ceux d'Allemagne et d'Autriche »²⁸³².

Or, quatre fractures multiscalaires empêchent ses retrouvailles tout au long de la guerre mondiale. Premièrement, les partis réorganisent désormais leurs rapports transnationaux en fonction de la situation militaire de leur pays : les partis de l'Entente d'une part et ceux des empires centraux de l'autre, alors que ceux des pays neutres développent des coopérations en parallèle (Néerlandais et Scandinaves d'un côté, Italiens et Suisse de l'autre). Deuxièmement, les partis sont en leur sein même fracturés entre « majoritaires » qui soutiennent le ralliement aux gouvernements pour soutenir l'effort de guerre, et « minoritaires » qui maintiennent une ligne de lutte pour la paix. Ces derniers, à leur tour partagés entre centristes et révolutionnaires, se coalisent dans le mouvement de Zimmerwald de manière transversale par rapport à la situation militaire de leur pays. Troisièmement, le CE du BSI est unanime sur la légitime défense de la Belgique face à l'agression allemande, mais si Vandervelde, Anseele et Bertrand préfèrent se consacrer avant tout à cette lutte nationale en invoquant des principes internationalistes, Huysmans se lance dans une tentative désespérée de rétablir les contacts

²⁸³⁰ LIEBKNECHT, *Militarisme...*, op. cit., p. 134-135.

²⁸³¹ COLE, *The Second International...*, op. cit., p. 100.

²⁸³² IISG, BSI 20, Lettre de C. Huysmans à H. Branting, 4 mai 1915.

multilatéraux en restant fidèle à son poste de secrétaire international. Alfred Rosmer écrit à ce propos que :

« La II^e Internationale avait été mise sous clef par son président, Vandervelde, et il entendait l'y maintenir pendant toute la durée de la guerre. [...] Huysmans s'était montré soucieux de conserver au Bureau un minimum de vie en le maintenant au moins comme un centre permettant de garder le contact avec toutes ses sections²⁸³³ ».

Quatrièmement, chez les partis qui soutiennent activement Huysmans, essentiellement ceux des Pays-Bas et des pays scandinaves, s'ouvre une fracture entre « francophiles » et « germanophiles ». Branting et Van Kol notamment justifient la posture de légitime défense de SFIO et POB tout en dénonçant l'adhésion à la *Burgfrieden* du SPD, et avancent une lecture de la guerre comme étant un affrontement entre démocraties et autoritarismes, où seule une victoire des premières pourrait garantir une paix durable. À l'inverse, Stauning et Troelstra considèrent que les responsabilités de la guerre sont partagées, et qu'aucune des deux coalitions n'est plus à même que l'autre de produire une paix durable. Ainsi, comme l'écrit Haupt, si déjà l'action de Huysmans est « presque le combat d'un homme seul », il doit faire face à d'innombrables difficultés pour « préserver l'édifice précaire d'une institution durement ébranlée »²⁸³⁴, pendant même que ses unités de base s'entredéchirent au fur et à mesure qu'elles approfondissent une dynamique centripète, et que « les majoritaires se méfiaient de lui ; ils lui reprochaient une attitude louvoyante entre les Alliés et les Empires centraux²⁸³⁵ ». Deux questions semblent prioritaires dans l'action de ce secrétaire sans organisation durant les premiers mois du conflit : dans l'impossibilité de formuler une ligne politique commune, comment au moins se sortir de l'immobilisme dû aux fractionnements, et comment parvenir à réunir de nouveau le BSI pour tenter de faire dialoguer à nouveau des partis qui se font la guerre.

A. Sortir de l'immobilisme

Pour préserver l'institution, Huysmans a besoin tant de prendre une certaine distance d'une direction du POB jusqu'au-boutiste, que d'une Belgique occupée par les Allemands et d'où il

²⁸³³ Alfred ROSMER, *Le mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale, t. II : De Zimmerwald à la Révolution russe*, Paris/La Haye, Mouton, 1959, p. 132.

²⁸³⁴ HAUPT, *Camille Huysmans...*, *op. cit.*, p. 38.

²⁸³⁵ ROSMER, *Le mouvement ouvrier...*, *op. cit.*, p. 132.

ne peut plus espérer d'entreprendre ne serait-ce qu'une reprise de contacts multilatéraux. Des perspectives favorables émergent néanmoins du dialogue hollando-scandinave, qui permet d'envisager un transfert du secrétariat de Bruxelles à La Haye. Cependant, en dépit du déménagement, toute reprise normale ne serait-ce que des fonctions administratives se heurte aux mêmes types de difficultés qu'en 1900-1914, mais dont l'ampleur est désormais démultipliée à cause de la guerre, tant que le secrétariat semble s'apparenter à une boîte aux lettres morte.

a) Le déplacement du secrétariat à La Haye

Dès le 4 août 1914, Vandervelde est nommé ministre d'Etat par arrêté royal et se range corps et âme du côté du gouvernement belge afin de soutenir la résistance face aux Allemands, mais il prétend aussi continuer d'agir en tant que président de l'Internationale. D'après ses souvenirs :

« Pendant les quatre années de la guerre mondiale, je subordonnai, délibérément, et parfois, je puis le dire, stoïquement, toutes autres préoccupations, à ce postulat préalable : le boutage dehors des intrus et la restauration de l'indépendance de mon pays. [...] Nous étions, nous restions, nous fumes, jusqu'à la fin, des internationalistes, quand même ; mais [...] nous croyions, dur comme fer, au bon droit des Alliés ; nous croyions que les attentats contre lesquels nous étions contraints de nous défendre étaient des crimes sans excuse ; nous croyions qu'une paix injuste, une paix sans réparations, ne serait qu'une fausse paix, une trêve qui ne ferait que suspendre la guerre au lieu de la finir²⁸³⁶ ».

S'il suit son gouvernement dans toutes ses migrations à Anvers, Ostende, puis en exil au Havre, il ne coupe pas les ponts avec Huysmans qui choisit, au contraire, de se consacrer avant tout au maintien d'une Internationale à minima. Mais la double casquette que Vandervelde s'obstine à vouloir porter, bien que jusqu'en 1914 elle n'ait été réglementée noir sur blanc pas plus qu'en 1900, constitue un facteur de blocage plus pour les socialistes des empires centraux que pour les tenants de l'Union sacrée belge. Lors des entretiens de janvier 1916 à Saint-Pierre-Broeck, lorsque Charles de Broqueville propose à Vandervelde de rentrer au gouvernement comme ministre sans portefeuille, et qu'il l'interroge à propos de l'incomptabilité avec sa présidence

²⁸³⁶ VANDERVELDE, *Souvenirs...*, op. cit., p. 97 ; p. 197.

de l'Internationale, le Patron convainc que c'est précisément sa conviction antimilitariste qui le pousse à agir jusqu'au bout contre l'impérialisme allemand aussi bien dans l'Internationale qu'au gouvernement²⁸³⁷. Le roi Albert I^{er} se félicite d'ailleurs lui aussi du fait que Vandervelde reste virtuellement président de l'Internationale, comptant sur le fait que cette responsabilité pourrait revenir utile au moment de la paix²⁸³⁸. Par contre, si déjà les gauches révolutionnaires disqualifient immédiatement la compromission de Vandervelde avec son gouvernement – d'autant qu'il emploie sa double casquette pour tenter de convaincre les socialistes russes de faire une trêve avec le régime tsariste²⁸³⁹ –, les majoritaires du SPD aussi sont heurtés par la présidence nominale de l'Internationale que le Patron continue de s'arroger. Une polémique très virulente oppose Scheidemann et Vandervelde en avril-mai 1915²⁸⁴⁰ : si le premier relève que le second ne peut pas se montrer autant jusqu'au-boutiste vis-à-vis des responsabilités allemandes alors même qu'il est censé représenter le BSI, le Patron rétorque que sa fonction présidentielle ne doit justement pas le contraindre à l'inaction, et qu'elle l'oblige au contraire à protester contre les bourreaux de la Belgique parmi lesquels figure le SPD. Encore en 1915, il écrit dans la préface d'un ouvrage de Royer : « Si j'appartiens au Bureau Socialiste International je suis aussi un membre du Parti Ouvrier Belge, et de ce point de vue j'ai un droit de dire ce que nous pensons tous²⁸⁴¹ ». C'est donc avec toute l'autorité morale dont il dispose en tant que président du BSI qu'il choisit de le mettre sous clé : pas question de le réunir dans sa composition plénière, et encore moins de convoquer un congrès général, tant que l'impérialisme allemand n'avait pas été vaincu. Bien que le degré d'ouverture de Vandervelde vis-à-vis des initiatives de Huysmans varie en fonction des circonstances, cette fermeté à l'égard du BSI en tant qu'organe collégial est maintenue jusqu'en 1918. Vandervelde ne veut et ne peut pas s'asseoir à la même table avec les Allemands et les Autrichiens tant qu'ils soutiennent leurs gouvernements. Cette posture est d'ailleurs maintenue avec un même degré d'inflexibilité par les majoritaires de la SFIO, et les Britanniques finissent eux aussi par s'y accommoder. Il en va de même pour Bertrand, qui se jette corps et âme dans le secours aux victimes civiles, et pour Anseele, farouche opposant de toute collaboration avec les forces d'occupation allemandes –

²⁸³⁷ Emile VAN DEN BERGHE, *Emile Vandervelde. Sa doctrine, son action*, Paris/Courtrai, Vermaut, 1928, p. 108 ; Jules MESSINNE, « Au Ministère », in *Vandervelde. L'Homme et son Œuvre*, Bruxelles, L'Eglantine, 1928, p. 230-231.

²⁸³⁸ VANDERVELDE, *Souvenirs...*, op. cit., Paris, Denoël, 1939, p. 203.

²⁸³⁹ *Ibidem*, p.184-187.

²⁸⁴⁰ ROYER, *German Socialists...*, op. cit., p. 69-72.

²⁸⁴¹ Emile VANDERVELDE, « Préface » in ROYER, *German Socialists...*, op. cit., p. 3.

d'autant plus lorsqu'il devient bourgmestre par intérim de Gand en 1916 après la déportation de son prédécesseur –, et de tout dialogue avec les socialistes des empires centraux.

Lorsque Bruxelles est prise par les Allemands le 20 août 1914, Vandervelde a déjà quitté la ville, et Anseele est bloqué à Gand (et il le reste pendant une grande partie du conflit), seuls Huysmans et Bertrand sont encore dans la capitale, mais au départ le CE se montre parfaitement soudé. Ses quatre membres signent en tant que « délégués au Bureau socialiste international » un manifeste commun avec leurs homologues français (Guesde, Longuet, Vaillant, Sembat), paru le 6 septembre²⁸⁴². Il est dit sans ambages que la France et la Belgique luttent de bon droit face à l'agression impérialiste allemande, mais que cette guerre défensive qu'elles mènent n'est pas dirigée contre le peuple allemand. Même s'ils n'ont pas signé le manifeste en tant que CE, les Belges se font immédiatement attaquer par le SPD pour avoir entrepris une démarche unilatérale avec les Français, sans consulter les Allemands eux-mêmes²⁸⁴³. Or, justement parce qu'il reste à Bruxelles, Huysmans a l'occasion de rencontrer à plusieurs reprises des émissaires du SPD entre fin août et début septembre. Ce qui lui permet, d'une part, de connaître immédiatement les conditions dans lesquelles la fraction parlementaire du SPD a voté les crédits de guerre, et les informations parcellaires dont elle disposait à ce moment-là ; d'autre part, de constater *de visu* que le SPD est loin d'être monolithique à l'égard du conflit en cours. La différence entre les visites que rendent Noske et Liebknecht à la Maison du peuple de Bruxelles est en effet très nette. Tandis que Noske renvoie à l'idéologie bourgeoise les plaintes des socialistes belges sur les humiliations subies²⁸⁴⁴, et qu'il tente de convaincre Huysmans de collaborer pendant l'occupation²⁸⁴⁵, Liebknecht tente plutôt de persuader le secrétaire de ses regrets quant au vote des crédits de guerre et lui garantit sur la mémoire de son père qu'il est incapable de trahir l'Internationale²⁸⁴⁶. Huysmans part d'ailleurs en voiture avec Liebknecht pour lui montrer les destructions matérielles et les souffrances de la population, notamment à Louvain, Tirlemont, Tongres et Liège. Le secrétaire a l'impression d'avoir converti entièrement Liebknecht à l'opposition à la guerre²⁸⁴⁷, ce qui se confirme le 2 décembre lorsque celui-ci refuse pour la première fois de voter les crédits de guerre et qu'il prononce une allocution au

²⁸⁴² *L'Humanité*, 6 septembre 1914, p. 1.

²⁸⁴³ *Avanti!*, 11 septembre 1914, p. 2.

²⁸⁴⁴ VAN DEN BERGHE, *Emile Vandervelde...*, *op. cit.*, p. 100-101.

²⁸⁴⁵ Voir AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 315-316, Lettre de Huysmans, 29 juin 1918.

²⁸⁴⁶ ROYER, *German Socialists...*, *op. cit.*, p. 31-33 ; p. 55-56.

²⁸⁴⁷ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 315-316, Lettre de C. Huysmans, 29 juin 1918.

Reichstag contre la violation des neutralités belges et luxembourgeoises, les dévastations et les humiliations infligées aux civils²⁸⁴⁸.

Pendant même qu'il entrevoit avec espoir les premières fissures au sein du SPD, il se convainc de la pertinence de réactiver le BSI. Et ce, d'autant plus que les initiatives en ce sens fleurissent dans les pays neutres, mais de manière éclatée. Le 24 septembre, le SPoA adresse une circulaire trilingue aux partis de l'Internationale appelant lui-même à « une session extraordinaire de paix du Congrès Socialiste International », puisque l'« on croit que le Bureau International ne peut pas fonctionner à cause de la guerre en Belgique »²⁸⁴⁹. Trois jours plus tard, les socialistes suisses et italiens se réunissent à Lugano et envisagent un mouvement des pays neutres en faveur de négociations de paix. Mais c'est surtout la conférence hollando-scandinave de Stockholm, le 11 octobre 1914, qui établit un plan d'action quant au BSI, puisqu'elle préconise le transfert du secrétariat de Bruxelles à La Haye²⁸⁵⁰, en vue de le remettre en état de marche et de réactiver les contacts transnationaux (et parvenir notamment à un dialogue SPD-SFIO, considéré comme préalable à toute réunion générale de l'Internationale). En dépit des méfiances de la SFIO²⁸⁵¹, qui considère le transfert comme étant prématuré mais qui craint surtout d'être entraînée de force dans des négociations avec le SPD, l'idée rencontre un avis plutôt favorable ailleurs. Le principe de déplacement avait d'ailleurs été discuté au préalable entre Huysmans et Van Kol, pendant que Troelstra avait pu tâter le terrain chez les partenaires scandinaves et se rendre compte que les Pays-Bas convenaient à la plupart²⁸⁵². Au bout de deux semaines de négociations, d'abord à Bruxelles puis à Amsterdam, il est acté fin octobre que le CE se range du côté de la résolution de Stockholm : le secrétariat sera transféré à La Haye, Huysmans restera au poste de secrétaire, et les délégués néerlandais du BSI intégreront le CE.

Les Néerlandais louent pour Huysmans des locaux déjà dotés d'une ligne téléphonique, au 49 Theresiastraat, au centre-ville de La Haye. Mais le déménagement se fait de manière plutôt discrète, tant que le secrétaire du POB lui-même, Laurent Vandersmissen, n'est mis au courant que le 6 janvier 1915²⁸⁵³, alors que Luxemburg s'en félicite auprès de Huysmans déjà en

²⁸⁴⁸ LIEBKNECHT, *Militarisme...*, op. cit., p. 131-133.

²⁸⁴⁹ IISG, BSI 26, Circulaire de W. Lanfersiek, 24 septembre 1914.

²⁸⁵⁰ Olga H. GANKIN, Harold H. FISHER, *The Bolsheviks and the World War: the Origin of the Third International*, Stanford, Stanford University Press, 1940, p. 259-260.

²⁸⁵¹ Jean LONGUET, « Initiative Prématurée », *L'Humanité*, 19 octobre 1914, p. 1.

²⁸⁵² IISG, Archief Van Kol, 56, 35.32, *Het Internationaal Socialistisch Bureau*, s.l., s.d., f. 1-4. Voir aussi *Het Vaderland*, 20 octobre 1914.

²⁸⁵³ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 233-235, Lettre de C. Huysmans à L. Vandersmissen, 6 janvier 1915.

novembre 1914. L'information n'est communiquée officiellement par Huysmans que le 19 décembre 1914, par une circulaire aux partis affiliés :

« Le Comité Exécutif a transporté une partie du personnel du secrétariat à La Haye [...] Son but a été de maintenir les relations entre partis affiliés et il a constaté avec satisfaction que cette préoccupation a inspiré plusieurs organisations qui ont même suggéré d'autres solutions. Le Comité Exécutif, comme par le passé, continuera à gérer les affaires du Bureau, conformément à la délégation qui lui a été donnée par les Congrès et il ne manquera pas, comme il l'a fait dans le passé, de s'entourer en temps opportun des conseils des autres membres du Bureau. Mais il lui a semblé impossible de se transporter en Hollande sans s'entendre préalablement avec la délégation hollandaise, et, dans le but de mieux marquer encore son désir de maintenir les relations entre partis affiliés, il s'est adjoint à titre temporaire, pour la durée de la guerre, les membres de cette délégation »²⁸⁵⁴.

Début janvier 1915, Vandervelde autorise Huysmans à faire venir Karl Mayer à La Haye²⁸⁵⁵, pour l'assister en guise d'employé désormais à titre permanent – mais le fait que Mayer soit autrichien va provoquer un incident fomenté par le *Belgisch Dagblad* de Terwagne, désormais sur des positions ultra-patriotiques²⁸⁵⁶ –. Dans une nouvelle circulaire aux partis affiliés, le 22 janvier, Huysmans confirme que « le personnel du secrétariat a été transporté à La Haye » et précise que la délégation néerlandaise a été « adjointe au Comité Exécutif, dans le but de donner satisfaction à ceux qui s'imaginent que les Belges devraient être considérés comme belligérants au même titre que les Allemands et les Français » : de ce fait, pour répondre aux « désirs formels exprimés par de nombreux partis appartenant à des nations neutres »²⁸⁵⁷, en dépit de l'impossibilité de réunir le BSI dans l'immédiat, il demande aux partis de s'exprimer rétroactivement par courrier sur l'approbation ou non de l'intégration temporaire des Néerlandais au CE – la circulaire comporte déjà un bulletin de vote –. En somme, outre que pour remettre en marche le secrétariat, l'adjonction des Néerlandais sert aussi à Huysmans de caution morale de neutralité, qu'il estime désormais comme étant préalable à toute reprise multilatérale des contacts. Il cesse en effet, par la même occasion, de participer aux réunions du CG du POB. Comme il l'explique à Vandersmissen en janvier 1915, il n'y a pas d'inconvénient pour que Vandervelde, Anseele et Bertrand y prennent part, mais quant à lui, il préfère garder ses distances pour que le secrétariat international « conserve toute sa liberté

²⁸⁵⁴ IISG, BSI 27, Circulaire de C. Huysmans, 19 décembre 1914.

²⁸⁵⁵ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2289, f° 185, Télégramme d'E. Vandervelde à C. Huysmans, [janvier] 1915.

²⁸⁵⁶ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2289, f° 243-246, Rapport de C. Huysmans, 3 juillet 1916

²⁸⁵⁷ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2289, f° 82-84, Circulaire de C. Huysmans, 22 février 1915.

d'action et s'inspire des intérêts généraux des partis affiliés, sinon, on pourrait lui reprocher, à l'étranger, de n'être qu'une annexe du secrétariat du Parti Ouvrier Belge²⁸⁵⁸ ».

Etant donné que seule la SFIO s'abstient lors du référendum lancé par Huysmans, dès le mois de février 1915 la délégation néerlandaise du CE commence à signer des documents officiels, et en août elle stabilise sa composition : H. H. van Kol et P. J. Troelstra en tant que délégués titulaires du SDAP-N au BSI ; J. W. Albarda en tant que délégué-adjoint de la CIS (initialement K. Ter Laan avait été désigné à cet effet) ; W. Vliegen et F. M. Wibaut et en tant que délégués suppléants (respectivement pour Van Kol et Troelstra)²⁸⁵⁹. La distinction des rôles parmi les cinq néerlandais ne reste en réalité que sur papier, puisqu'ils finissent par participer tous au même titre aux diverses activités et réunions. Et tout comme à l'époque où Huysmans opérait en Belgique, il peut compter désormais aux Pays-Bas sur un cercle de collaborateurs informels qu'il n'hésite pas à solliciter pour lui rendre les services les plus divers, à l'image de J. F. Ankersmit et G. van Kuykhof. Cependant, seul Albarda habite à La Haye (au 10 Van der Heimstraat), tandis que van Kol réside à Voorschoten, Troelstra à Scheveningen, Wibaut et Vliegen à Amsterdam. Surtout, Huysmans lui-même ne s'installe définitivement à La Haye qu'en novembre 1915. Auparavant, il se contente d'y envoyer Mayer et de se rendre à La Haye aussi régulièrement que possible « pour assurer le service de secrétariat », mais préférant rester à Bruxelles « comme député, dans l'intérêt de la population ouvrière de Belgique »²⁸⁶⁰. Ce secrétaire nomade se heurte néanmoins à une multitude de problèmes techniques et administratifs. Pendant plusieurs mois, il n'a toujours pas de laissez-passer de la part des autorités d'occupation allemandes, tant qu'il avoue à Sidney Webb devoir se « glisser entre les lignes des soldats²⁸⁶¹ » pour se déplacer. Le *Parteivorstand* du SPD d'ailleurs, sollicité par les Néerlandais, prétexte des mauvaises relations avec le gouvernement allemand pour ne pas donner à une demande d'entremise en faveur des papiers de Huysmans²⁸⁶². Echoue aussi une demande de Van Kol à l'autorité consulaire belge de La Haye pour « réserver régulièrement une place à M. Huysmans dans l'automobile du courrier à Bruxelles²⁸⁶³ », car l'on répond que Huysmans ne pourra y prendre place qu'à défaut d'autres candidats. Le secrétaire rencontre des problèmes également pour échanger en florins néerlandais les francs belges qui constituent le

²⁸⁵⁸ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 233-235, Lettres de C. Huysmans à L. Vandersmissen, 6 janvier 1915.

²⁸⁵⁹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2289, f° 105, Lettre de J. G. van Kuykhof à C. Huysmans, 30 août 1915.

²⁸⁶⁰ IISG, BSI 20, Lettre de C. Huysmans, 15 janvier 1915.

²⁸⁶¹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 207, Lettre de C. Huysmans à S. Webb, 13 janvier 1915.

²⁸⁶² IISG, BSI 20, Lettre de C. Huysmans, 15 janvier 1915.

²⁸⁶³ IISG, Van Kol Archief, 73, f° 11-12, Lettre de l'autorité consulaire belge à Van Kol, 4 novembre 1914.

fond de caisse du BSI, et doit passer par l'intermédiaire de l'autorité consulaire belge pour qu'elle négocie avec la Nederlandsche Bank²⁸⁶⁴. Ce n'est qu'au mois de mai 1915, lorsque le SPD intercède finalement auprès des autorités allemandes pour le laissez-passer de Huysmans (après une rencontre *de visu*) que le secrétaire commence à réfléchir à l'éventualité de se fixer avec sa famille à La Haye, « pour éviter la réédition des difficultés croissantes²⁸⁶⁵ ». Au mois de novembre, c'est chose faite, et Huysmans l'annonce à ses interlocuteurs en prétextant « que le Comité Exécutif a jugé que je devais me trouver à mon poste à titre permanent²⁸⁶⁶ ». Il continue de loger à l'hôtel Victoria (16 Spuistraat), où il séjournait déjà durant la période nomade.

b) Une boîte aux lettres morte

Lorsqu'il notifie par circulaire le déplacement du secrétariat à La Haye, Huysmans ne se limite pas aux questions administratives, mais esquisse déjà les bases pour une relance de l'activité politique du secrétariat. Jugeant que « le jour de l'action n'a pas encore sonné », il explique que c'est surtout le manque d'informations fiables qui l'a poussé à ne pas accueillir « les propositions des partis affiliés qui ont suggéré la convocation d'une réunion plénière du Bureau »²⁸⁶⁷. Dès lors, il fixe deux priorités : que tous les partis lui transmettent tous les documents à leur disposition concernant le conflit (notes diplomatiques, comptes rendus de séances parlementaires, exemplaires de journaux, revues et ouvrages, etc) ; et que tous les partis rédigent un rapport sur leur appréciation de la situation internationale et sur leur attitude depuis août 1914. La méthode de Huysmans est donc de s'informer avant d'agir. Cependant, il s'agit d'un pari délicat au vu des retards et négligences dont les partis avaient déjà fait preuve largement en temps de paix. Si en mai 1915 Huysmans peut annoncer que « les relations du secrétariat avec tous les partis sont rétablies²⁸⁶⁸ », elles ne sont pas pour autant régulières. Ainsi, il lamente encore en novembre 1915 que toute possibilité d'action ait été entravée jusqu'alors par la discontinuité des relations²⁸⁶⁹. Si les partis de pays en guerre déplorent les restrictions

²⁸⁶⁴ Pour la correspondance échangée entre Huysmans et Fallon en décembre 1914, cf. AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2289, f° 62-66.

²⁸⁶⁵ IISG, BSI 20, Lettre de C. Huysmans à H. Branting, 4 mai 1915.

²⁸⁶⁶ IISG, BSI 20, Lettre de C. Huysmans à H. Branting, 21 novembre 1915.

²⁸⁶⁷ IISG, BSI 27, Circulaire de C. Huysmans, 19 décembre 1914.

²⁸⁶⁸ IISG, BSI 20, Lettre de C. Huysmans à H. Branting, 4 mai 1915.

²⁸⁶⁹ IISG, BSI 20, Lettre de C. Huysmans à H. Branting, 21 novembre 1915.

aux communications²⁸⁷⁰, même les partis des pays neutres ne parviennent à régulariser que lentement les envois de leur documentation, à l'image des Norvégiens qui attendent le 1^{er} mai 1916 pour remettre un place un transfert systématique de leur presse à La Haye²⁸⁷¹. Qui plus est, Huysmans n'a pu déplacer à La Haye qu'une partie infime des collections de la bibliothèque socialiste internationale, tandis que certains documents ont été détruits par De Man dans la panique d'août 1914²⁸⁷². Et manquant visiblement de chance dans ses relations avec les services postaux, même à La Haye le secrétaire doit se lancer dans une querelle chronophage avec la direction générale des Postes néerlandaises au sujet de la nouvelle adresse du BSI, qui dure au moins jusqu'en mars 1915²⁸⁷³.

De surplus, les caisses du BSI sont presque vides, car Huysmans avait engagé d'importantes dépenses pour l'impression des volumes destinés au congrès de Vienne. Un autre pari qui s'avère délicat est alors le fait de demander des contributions financières à des partis déjà négligents en temps de paix, alors même que le secrétariat ne s'est pas encore réellement réactivé, et qu'il fait l'objet de méfiances croisées entre socialistes de guerre. Huysmans le tente quand même, et le 5 janvier 1915 il demande aux partis de lui faire parvenir leurs arriérés, leurs cotisations pour l'année en cours au titre tant du BSI que de la CIS, ainsi qu'éventuellement une cotisation extraordinaire du montant de leur choix²⁸⁷⁴. Le lendemain, il transmet aussi une proposition de répartition des dépenses engagées pour Vienne, pondérée sur la base du nombre de délégués nationaux qui étaient prévus²⁸⁷⁵. Bien entendu, les résultats sont en demi-teinte : l'argent afflue principalement des Néerlandais, Danois, Suédois et Norvégiens, mais au compte-goutte et avec des retards²⁸⁷⁶ – les Néerlandais vont jusqu'à négocier un accord financier qui leur soit favorable²⁸⁷⁷, et lorsqu'en octobre 1915 Huysmans n'a pas de quoi leur payer le voyage qu'ils devaient faire vers Londres pour rencontrer les comités de ravitaillement belge, ils ne partent tout simplement pas²⁸⁷⁸ –. C'est encore pour des raisons financières que Huysmans ne

²⁸⁷⁰ Voir par exemple IISG, BSI 60, Lettre d'A. Inkipin à C. Huysmans, 25 juillet 1916 ; Lettre de S. Webb à C. Huysmans, 14 juin 1916.

²⁸⁷¹ IISG, BSI 21, Lettre de C. Huysmans à J. Vidnes, 10 mai 1916.

²⁸⁷² ROYER, *German Socialists...*, *op. cit.*, p. 51.

²⁸⁷³ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2289, f° 114, Lettre des Postes de La Haye à C. Huysmans, 31 mars 1915.

²⁸⁷⁴ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 232, Lettre de C. Huysmans à Nogueira, 5 janvier 1915.

²⁸⁷⁵ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2289, f° 156, Lettre de C. Huysmans à J. G. van Kuykhof, 5 janvier 1915.

²⁸⁷⁶ IISG, BSI 20, Lettre de C. Huysmans à H. Branting, 25 janvier 1916.

²⁸⁷⁷ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2289, f° 106, Lettre de J. G. van Kuykhof à C. Huysmans, 16 septembre 1915.

²⁸⁷⁸ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2289, f° 71, Lettre de K. Mayer, octobre 1915.

réussit à faire paraître aucun nouveau numéro du Bulletin du BSI, alors qu'il y songeait au moins depuis mai 1915²⁸⁷⁹. En février 1916, le secrétaire confie à Branting que :

« Le secrétariat fonctionne normalement, mais il a besoin d'argent. De beaucoup d'argent. Nous avons dû nous installer. Nous voudrions publier un livre qui coûtera un ou deux milliers de florins. Nous devons voyager. Je me rends à Londres et à Paris pour négociations. Voilà des frais ! Un tas d'organisations ne paient pas et il faut cependant faire marcher la machine qui grince²⁸⁸⁰ ».

Et en octobre, Huysmans est obligé de demander à Branting de négocier l'envoi d'une somme exorbitante de la part de SAP-S et SF : « Je voudrais que tu négocies cette affaire avec les Danois. Si nous pouvons obtenir 10.000 francs de vous et 10.000 francs des autres nous serions sauvés jusque fin 1917²⁸⁸¹ ».

Pendant toute l'année 1915, la seule action d'envergure que Huysmans parvient à impulser consiste en une campagne de lobbying auprès de tous les partis, qu'ils soient neutres ou belligérants, pour venir en aide aux civils belges. Les Néerlandais du CE sont parfois envoyés en émissaires à l'étranger (par exemple en septembre 1915 auprès du *Parteivorstand* du SPD²⁸⁸²), mais la plupart du temps Huysmans s'active par correspondance pour décrire la détresse qui règne en Belgique et en appeler aux générosités. Plus spécifiquement, il est question de demander de l'aide financière et matérielle aux partis des pays neutres et de l'Entente, et de l'aide politique au SPD pour qu'il proteste auprès de son gouvernement au sujet du travail forcé. Mais si la SFIO peine à s'activer, tant que Huysmans confie à Webb avoir « l'impression que l'égoïsme petit-bourgeois de nos voisins du sud n'a pas encore été vaincu par la guerre²⁸⁸³ », des résultats probants sont obtenus des Britanniques, des Suisses et des Suédois²⁸⁸⁴, et le SPD aussi donne suite aux requêtes du CE. Et si déjà Albarda et Wibaut avaient dit aux Allemands en septembre 1915 que l'aide aux Belges était l'une des bases possibles pour la relance de l'Internationale, cela semble se confirmer encore en novembre 1916 lorsque Vandervelde demande à Huysmans de mettre en mouvement tous les partis, y compris SPD et SDAP-Ö, en appui à la protestation du POB contre la déportation d'ouvriers belges²⁸⁸⁵. Le 7

²⁸⁷⁹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2289, f° 118-119, Lettre de C. Huysmans à P. J. Troelstra et W. Albarda, 19 mai 1915.

²⁸⁸⁰ IISG, BSI 20, Lettre de C. Huysmans à H. Branting, 9 février 1916.

²⁸⁸¹ IISG, BSI 20, Lettre de C. Huysmans à H. Branting, 6 octobre 1916.

²⁸⁸² AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2289, f° 180-184 Rapport du CE, septembre 1915.

²⁸⁸³ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2289, f° 207. Lettre de C. Huysmans à S. Webb, 13 janvier 1915.

²⁸⁸⁴ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2289, f° 115, Lettre de C. Huysmans à Het Volk, 31 mars 1915.

²⁸⁸⁵ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 258-259, Lettre d'E. Vandervelde à C. Huysmans, 29 novembre 1916.

décembre, Huysmans peut lui annoncer que les Allemands et les Autrichiens ont envoyé des délégués à La Haye et qu'ils se joindront à la protestation²⁸⁸⁶. En manque d'autres pistes pour réunir le BSI et lancer une action multilatérale pour la paix, le secrétaire peut considérer que c'est déjà là un grand pas en avant.

B. Réunir le Bureau ?

L'hypothèse de réunir à nouveau le BSI ne cesse d'agiter les esprits depuis le début des hostilités, reflétant l'espoir qui est porté sur cette institution en vue de reprendre sa politique de paix d'où elle l'avait laissée à l'été 1914, ou au moins en vue de rétablir le dialogue entre les partis belligérants. Mais au vu du veto des partis de l'Entente et des tentatives d'instrumentalisation des partis des empires centraux, même Huysmans ne se range que progressivement en faveur de l'idée de réunion du BSI. La question est néanmoins de comment y parvenir. Tout au long de l'année 1915, le secrétariat subit plus la cristallisation des fractures qu'il n'arrive à influencer sur les programmes qu'elles ébauchent quant à la paix future. Entre des acteurs qui ne révèlent pas leurs cartes et d'autres qui commencent à envisager de formaliser la scission de l'Internationale, plusieurs options de la manière de réactiver le BSI en tant qu'organe collégial sont discutées, avant que Huysmans ne tranche sur une méthode qui révèle finalement contre-productive.

a) Un secrétaire qui subit la cristallisation des fractures

L'idée de réunir le BSI ne cesse d'être discutée dès que se diffusent les premières rumeurs sur le transfert du secrétariat, mais en décembre 1914, Huysmans confie déjà à Middleton qu'« il est assez impossible, inutile et dangereux de convoquer une rencontre du Bureau maintenant²⁸⁸⁷ ». Impossible, car la plupart des délégués nationaux ne seraient pas en capacité de participer. Inutile, car de toute façon la réunion serait dépourvue de pouvoirs réels.

²⁸⁸⁶ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 261, Télégramme de C. Huysmans à E. Vandervelde, 7 décembre 1916.

²⁸⁸⁷ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f°22-224. Lettre de C. Huysmans à Middleton, 3 décembre 1914.

Dangereux, car l'entrevue dégénérerait sans doute en polémique. Ainsi, lorsqu'une nouvelle conférence hollando-scandinave se tient à Copenhague les 17-18 janvier 1915 (à laquelle Huysmans ne peut pas participer à cause du manque de laissez-passer²⁸⁸⁸), la résolution adoptée se borne à en appeler à une réunion plénière du BSI « dès que cela sera jugé opportun²⁸⁸⁹ », et remet toute perspective de congrès général au moment de la paix. Or, le court passage sur le BSI suffit à déclencher à la fois protestations et espoirs. Un groupe de socialistes belges et britanniques (Vandervelde, Destrée, Royer, MacDonald, Henderson, Hyndman, Webb, Pease, Sanders) avait déjà prévenu Van Kol une semaine avant la conférence que celle-ci n'aurait pas dû émettre de proclamation formelle susceptible d'engager le mouvement socialiste international dans une prise de décision quelconque²⁸⁹⁰. En février, le CG du POB émet une protestation officielle contre la résolution de Copenhague du fait qu'elle a « un caractère général », qu'elle est « faite en dehors des formes régulières prévues par les statuts du Bureau Socialiste International », et que ses organisateurs, « en prétendant réunir les sections des pays neutres, n'ont pas cru devoir en informer ni inviter la section belge constituée dans un pays, neutre par ses traités, ses origines et son caractère »²⁸⁹¹. À l'inverse, Morgari profite de la conférence de Copenhague pour demander la convocation d'une conférence générale de l'Internationale²⁸⁹² : en avril, il s'entretient à cet effet à Paris avec Vandervelde et les dirigeants français, et se heurte à leur refus net²⁸⁹³. Huysmans aussi de son côté consulte les délégués des pays neutres, mais qui s'opposent eux aussi unanimement à la réunion intempestive d'une conférence générale²⁸⁹⁴. C'est là le début du processus conduisant à la convocation de la conférence de Zimmerwald, en septembre 1915, puisque le PSI décide finalement de passer outre le veto franco-belge²⁸⁹⁵. Mais s'il est évident qu'une réunion plénière du BSI heurte les sensibilités, le secrétaire commence à songer à des entrevues séparées et préliminaires entre le CE et les différents partis affiliés, et envoie Troelstra à Berlin pour en convaincre le SPD, « malgré nos douleurs et j'oserais même dire, nos répugnances personnelles²⁸⁹⁶ ». Et puisqu'il considère que « sans les Français et sans les Anglais, toute politique internationale est

²⁸⁸⁸ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2289, f° 207, Lettre de C. Huysmans à S. Webb, 13 janvier 1915.

²⁸⁸⁹ GANKIN, FISHER, *The Bolsheviks...*, op. cit., p. 265-266.

²⁸⁹⁰ IISG, Archief Van Kol, 56, 35.34, Telegramme anglo-belge à H. van Kol, 11 janvier 1915.

²⁸⁹¹ IISG, Archief Van Kol, 56, 35.35, Lettre du Bureau du CG du POB à H. van Kol, s.l., s.d., f° 1.

²⁸⁹² Odino MORGARI, « Per l'Internazionale e per la pace », *Avanti*, 30 juillet 1915.

²⁸⁹³ Alfonso LEONETTI, *Mouvements ouvriers et socialistes (chronologie et bibliographie) : L'Italie (Des origines à 1922)*, Paris, Editions Ouvrières, 1952, p. 121.

²⁸⁹⁴ IISG Amsterdam, BSI 61, Lettre de C. Huysmans à P. Axelrod, 15 août 1916.

²⁸⁹⁵ GANKIN, FISHER, *The Bolsheviks...*, op. cit., p. 309.

²⁸⁹⁶ FMSH, Fonds Haupt, 8D3/33/3, Lettre de C. Huysmans à G. Kirkov, 4 mai 1915.

virtuellement condamnée à l'insuccès²⁸⁹⁷ », Huysmans accueille aussi favorablement la convocation d'une conférence des socialistes de l'Entente, à Londres le 14 février 1915. Il décide ainsi de reporter la réunion que le CE devait tenir le jour même²⁸⁹⁸, et réussit à se rendre *in extremis* dans la capitale britannique, mais « en qualité d'hôte, [...] sans mandat et sans prendre part au débat²⁸⁹⁹ ». La résolution votée, au-delà de justifier la guerre de légitime défense que mène l'Entente et d'esquisser les contours généraux de la paix selon les principes socialistes d'avant-guerre, est très expéditive quant à la relance de l'Internationale, qui est tout simplement renvoyée au moment de la paix. Quatre jours plus tard, Huysmans fait part à Adler d'une déception complète, puisque si déjà la conférence londonienne n'a pas permis de clarifier sa position et son rôle, les Français ont aussi posé leur veto quant à l'idée d'un processus d'entretiens séparés avec le CE :

« De tous les groupes intéressés, seuls nos amis du sud, par l'organe de Dubreuilh, ont émis un avis négatif, très tardivement, et ce retard a été encore aggravé par les multiples difficultés de transmissions, inhérentes à la situation. [...] L'avis négatif susdit entraînait nécessairement l'ajournement. J'espère que cet ajournement ne sera pas *ad calendas grecas*, malgré la forme très nette du refus dont le texte est le suivant : "Nous pensons qu'il serait aussi *inopportun* pour nous d'entrer en rapports indirects avec les sections des autres pays belligérants par votre intermédiaire que d'y entrer directement par le moyen d'une conférence plénière". Donc, en ce moment, pas de réunions séparées, pas de séance plénière. Je le regrette, et vous le regretterez avec moi. [...] N'empêche que nos camarades de Rome et de Bucarest nous reprochent avec acuité de ne pas réunir le Bureau et ils m'envoient à ce sujet de vives protestations. Notre position n'est pas facile. Et il est vraiment difficile de contenter tout le monde²⁹⁰⁰ ».

Ce qui reste à faire à Huysmans est alors de conseiller aux socialistes des empires centraux de tenir eux aussi leur propre conférence pour définir leur ligne de conduite²⁹⁰¹. Allemands, Autrichiens et Hongrois se réunissent alors à Vienne les 12-13 avril 1915, à huis clos, et votent une proclamation où il est dit que la participation des partis à l'effort de guerre des deux côtés ne devrait pas entraver la reprise des relations et la continuité du travail des institutions mises en place avant-guerre ; quant aux contours de la paix future, l'on renvoie à la résolution de Copenhague de 1910²⁹⁰². En somme, en avril 1915 l'on en arrive à la situation tout à fait

²⁸⁹⁷ IISG, BSI 61, Lettre de C. Huysmans à P. Axelrod, 15 août 1916.

²⁸⁹⁸ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2289, f° 152-153, Lettres de C. Huysmans à H. van Kol et P. J. Troelstra, 15 janvier 1915.

²⁸⁹⁹ IISG, Karl Kautsky Papers, DI183-273, f° 276, Lettre de C. Huysmans à V. Adler, 18 février 1915.

²⁹⁰⁰ *Idem.*

²⁹⁰¹ FMSH, Fonds Haupt, 8D3/33/3, Lettre de C. Huysmans à G. Kirkov, 4 mai 1915.

²⁹⁰² ROYER, *German Socialists...*, *op. cit.*, p. 68-69.

paradoxe selon laquelle ce sont désormais les austro-allemands les plus fervents partisans de la réunion du BSI – car ils comptent en profiter pour tenter de convaincre de leur politique les partis de l'Entente –, tandis que Belges, Français et Britanniques sont les plus farouches opposants à la réunion du BSI, de peur de se compromettre avec des partis qui soutiennent leurs agresseurs et qui veulent les pousser à avouer que l'Entente ne mène pas une guerre de légitime défense.

Huysmans s'efforce de tirer les conclusions les plus optimistes possibles des trois conférences séparées de janvier-avril 1915. Dans une lettre à Kirkov, le 4 mai, il dit retenir surtout que les entrevues ont été d'accord sur les contours généraux de la paix, conformément à la résolution de Copenhague de 1910 (arbitrage, désarmement, abolition de la diplomatie secrète), ce qui laisse espérer que si le BSI a été incapable d'empêcher la guerre, il pourrait au moins contribuer à la conclusion de la paix ; cependant, il avoue aussi ne pas pouvoir faire plus de son côté, puisqu'il est tenu à l'impartialité et que le CE, « organe de tous ne peut être l'organe de quelques-uns, il ne peut frapper de stérilité une œuvre de demain en faisant aujourd'hui un faux pas²⁹⁰³ ». Il songe alors avant tout à accompagner les partis dans leur analyse de la situation internationale et des contours de la paix à venir, au travers d'un projet de publication d'un volume réunissant tous les manifestes et résolutions adoptés par les partis affiliés depuis fin juillet 1914 à propos de la guerre²⁹⁰⁴ – projet qui se heurte cependant à un manque de finances ainsi qu'aux négligences des partis des pays belligérants –. Huysmans ne peut alors que subir la conférence de Zimmerwald, les 5-8 septembre 1915, même si ceux qui s'opposent à son action de maintien des contacts multilatéraux sont encore forts minoritaires. La majorité espère encore, en effet, que le BSI puisse être réactivé : si une Commission socialiste internationale (CSI) est créée, préfigurant un schisme institutionnel, il est entendu que celle-ci devrait être dissoute à l'occasion de la première réunion du Bureau²⁹⁰⁵. Cependant, certains comme Axelrod ne manquent pas de notifier à Huysmans que Zimmerwald est le fruit de ses hésitations à convoquer d'autorité une nouvelle conférence des socialistes neutres après celle de Copenhague²⁹⁰⁶. Le secrétaire prend donc acte que le mouvement zimmerwaldien lui reproche son choix « c'est-à-dire d'avoir misé sur la majorité, par conséquent d'avoir confiné l'Internationale dans la défensive traditionnelle au lieu de l'orienter dans une direction nouvelle,

²⁹⁰³ FMSH, Fonds Haupt, 8D3/33/3, Lettre de C. Huysmans à G. Kirkov, 4 mai 1915.

²⁹⁰⁴ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2289, F° 76-80, Circulaire de C. Huysmans, juin 1915.

²⁹⁰⁵ GANKIN, FISHER, *The Bolsheviks...*, op. cit., p. 412.

²⁹⁰⁶ IISG, BSI 61, Lettre de C. Huysmans à P. Axelrod, 15 août 1916.

vers une stratégie offensive qui aurait présumé le soutien de forces elles aussi nouvelles²⁹⁰⁷ ». Mais la tournure prise par Zimmerwald inquiète tout particulièrement les directions des partis scandinaves, qui y aperçoivent une rupture vis-à-vis du socle commun pacifiste validé par les différentes conférences séparées jusqu'alors. Ainsi, cinq jours après la clôture de Zimmerwald, Stauning et Carl Madsen s'adressent au CE au nom des trois partis pour agiter à nouveau la perspective de réunir simultanément tous les partis affiliés au BSI dans « une conférence où un travail préparatif pour la paix pourrait être accompli²⁹⁰⁸ ». Pour y arriver, ils laissent le choix au CE : soit convoquer directement une entrevue générale, soit organiser des entretiens séparés au préalable. Ce n'est que trois mois plus tard que Huysmans communique aux partis la note scandinave : non seulement car entre-temps il a dû s'occuper de son installation définitive à La Haye, mais aussi parce qu'il n'est visiblement pas d'accord sur la méthode, qui consiste globalement en une répétition du même schéma déjà tenté en début d'année. Ainsi, dans la circulaire qu'il envoie aux partis, il ne peut qu'avouer que la proposition scandinave « concorde parfaitement avec la politique suivie jusqu'à présent par notre Comité exécutif²⁹⁰⁹ ». Huysmans anticipe donc les réponses qui vont lui être opposées, et songe donc à réviser lui-même la méthode pour pouvoir passer outre les blocages. Il écrit à Jacques Mesnil, le 4 janvier 1916 :

« J'ai été malmené de la même manière [que Rolland] et je le suis encore. Et pourquoi ? Parce que dès le début de la guerre, j'ai voulu maintenir le contact entre le secrétariat de l'Internationale et TOUS les partis affiliés. Et j'y ai réussi ! Parce que dès le début de la guerre j'ai préconisé une politique qui devait avoir pour but de dissiper des malentendus, j'ai proposé que, l'on reçoive successivement, à La Haye, les délégations de tous les partis afin de préparer éventuellement un échange de vues général, AU DESSUS DE LA MELEE, – afin que l'Internationale ait sa politique à elle, détachée de la position des armées, disant à tous : Voici la politique qui peut vous sauver et éviter la nouvelle guerre de demain. L'Internationale aurait ainsi à nouveau édifié sa puissance morale et elle serait apparue comme le dernier refuge du bon sens, de la raison et de l'humanité²⁹¹⁰ ».

Le 9 janvier, il tient un important discours au congrès du SDAP-N à Arnhem pour exposer publiquement la méthode qu'il compte désormais appliquer, avant même de la notifier aux partis :

²⁹⁰⁷ Camille HUYSMANS, *The policy of the International. A Speech of and an Interview with the Secretary of the International*, Londres, G. Allen & Unwin Ltd., 1916, p. 40-41.

²⁹⁰⁸ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2289, f° 89-91, Lettre de T. Stauning et C. F. Madsen au CE du BSI, 13 septembre 1915.

²⁹⁰⁹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2289, f° 85-86, Circulaire de C. Huysmans, décembre 1915.

²⁹¹⁰ HAUPT, *Camille Huysmans...*, op. cit., p. 39.

« Réunir séparément les partis socialistes des pays neutres, de l'Entente, des Empires Centraux, et discuter avec chaque groupe les quatre points qui sont fondamentaux pour une Politique Socialiste de Paix ; recevoir des délégations spéciales à La Haye pour discuter ces points dans le détail [...]. Notre objectif est bien de faire en sorte que les partis se réunissent au moment opportun, mais non pas à travers des actions précipitées. [...] Des camarades impatients ont convoqué des Conférences Internationales, mais vous avez constaté que les principaux intéressés se sont fait remarquer par leur absence. [...] Seulement après ces consultations séparées nous serons en mesure de juger s'il est désirable de réunir le Bureau en entier. [...] L'Internationale est morte disent certains : elle n'a pas pu empêcher la guerre. La réponse est aisée. Seule l'Internationale a fait son devoir mais elle n'était pas encore assez puissante pour empêcher la guerre. Plus encore : nous savions tous en 1914 qu'elle ne pouvait pas être assez puissante²⁹¹¹ ».

Il s'agit, en somme, d'assumer temporairement la triple partition de l'Internationale en fonction de la situation militaire, tout en prenant la tête des conférences séparées et les faisant suivre d'autres entrevues préliminaires cette fois-ci entre le CE et les partis individuellement. Le tout, bien entendu, pour que l'objectif ultime de la réunion générale ne se fasse pas dans la précipitation. Huysmans ne nomme pas Zimmerwald mais c'est bien à cela qu'il se réfère : il choisit publiquement de ne pas le soutenir. Son discours ne manque donc pas de s'attirer les invectives de la gauche zimmerwaldienne, « qui l'accuse d'être un patriote belge déguisé » – et notamment de Lénine qui le traite de « le plus dangereux des centristes »²⁹¹² –, et qui oblige Grimm à préciser que la dissolution de la CSI en cas de réactivation du BSI ne pourrait se faire que si ce dernier renonçait à toute compromission avec les socialistes de guerre et qu'il acceptait la plateforme zimmerwaldienne²⁹¹³. Déjà en février 1916, la CSI convoque en toute autonomie une deuxième conférence pour le mois d'avril à Kienthal, dans la continuité du programme de Zimmerwald. D'autre part, la méthode préconisée par Huysmans est perçue comme dangereuse par les ultras de la *Burgfrieden* : puisque la conférence générale qui est projetée se configure comme un débat non sur les responsabilités de la guerre, mais sur l'élaboration d'un programme pour la paix, ils craignent que cela ne pousse le SPD à adopter une ligne contraire à ses intérêts nationaux. C'est pourquoi Südekum, entre janvier et février 1916, manœuvre pour qu'Ebert et Scheidemann remplacent Haase et Kautsky de leur mandat de délégués du BSI²⁹¹⁴.

²⁹¹¹ HUYSMANS, *The policy of the International...*, *op. cit.*, p. 20-21.

²⁹¹² HAUPT, *Camille Huysmans...*, *op. cit.*, p. 37.

²⁹¹³ GANKIN, FISHER, *The Bolsheviks...*, *op. cit.*, note n° 48, p. 412.

²⁹¹⁴ Agnès BLÄNSDORF, « Friedrich Ebert und die Internationale », *Archiv für Sozialgeschichte*, vol. 9, 1969, note n° 6, p. 371 (Lettre de W. Heine à G. Vollmar, 3 février 1916).

Prenant acte de l'isolement des zimmerwaldiens et laissant couler les manœuvres des majoritaires, en février 1916 Huysmans persévère de son côté pour trouver la manière d'enclencher sa nouvelle méthode. Il prépare donc avec Wibaut un voyage à Londres et à Paris pour commencer une énième tournée de négociations. Mais entre-temps, le SPoA grille la politesse au CE : Hillquit s'adresse en effet directement aux partis des pays non-belligérants pour plaider la convocation d'une nouvelle conférence entre neutres, qu'il envisage comme devant appuyer le projet de résolution que son parti avait déposé au Congrès des Etats-Unis pour que le président Wilson organise un congrès d'Etats neutres²⁹¹⁵. Branting en informe immédiatement le CE, en lui proposant d'« enregistrer l'opinion des socialistes neutres sur les conditions de la paix²⁹¹⁶ ». Le secrétaire décide alors de jouer sur les deux tableaux : il maintient son voyage, mais le 19 février il transmet un questionnaire aux partis des pays neutres sur les sujets que le CE estime comme étant fondamentaux pour réactiver le BSI et le mettre au service d'un programme socialiste de paix :

« 1° Croyez-vous que les camarades français et anglais devraient accepter en ce moment une convocation du Bureau ? ; 2° Quel est votre avis sur la question d'Alsace-Lorraine ? *statu quo*, retour à la France, autonomie complète ? ; 3° Quel est votre avis sur la question de la Pologne ? indépendance complète, rattachement à l'Autriche ? 4° Votre opinion sur la situation en général ? ; 5° Avez-vous des conseils spéciaux à donner aux délégués pour transmission aux camarades anglais et français ? ²⁹¹⁷ ».

Comme il l'affirme dans une interview au *Petit Parisien*, 25 mars 1916 : « le *moment* de la paix n'est pas notre affaire, les *termes* de la paix c'est ce qui nous intéresse²⁹¹⁸ ». Il s'agit alors de consulter les neutres, outre que sur la marche à suivre vis-à-vis des ententistes, sur les contours généraux de la paix future. Pendant que le SPoA presse désormais pour que le CE lui-même convoque une conférence de neutres (censée être suivie de deux réunions séparées entre les socialistes neutres et ceux de chaque alliance)²⁹¹⁹, le voyage de Huysmans et Wibaut semble produire quelques ouvertures : Français et Britanniques maintiennent le souhait que le BSI puisse se réunir, même si seulement à la fin de la guerre, ou du moins après que le SPD ait cessé d'adhérer à la paix des châteaux²⁹²⁰. En avril 1916, le Conseil national de la SFIO confirme

²⁹¹⁵ MOUSSON-LESTANG, *Le Parti social-démocrate suédois...*, *op. cit.*, p. 223.

²⁹¹⁶ IISG, BSI 20, Lettre de H. Branting à F. M. Wibaut, 11 février 1916.

²⁹¹⁷ IISG, SDAP Archive, 4476, Circulaire du CE du BSI, 19 février 1916.

²⁹¹⁸ *Le Petit Parisien*, 25 mars 1916, p. 1.

²⁹¹⁹ IISG, BSI 58, Lettre de M. Hillquit à C. Huysmans, 13 mars 1916.

²⁹²⁰ MOUSSON-LESTANG, *Le Parti social-démocrate suédois...*, *op. cit.*, p. 225.

d'ailleurs que le BSI, quoiqu'inexistant, reste le seul interlocuteur légitime possible, car il déclare que

« le Parti n'aura aucun rapport avec l'organisme issu de la Conférence de Zimmerwald, et qu'il proteste contre la tentative de substitution d'un autre Bureau à celui qui siégeait autrefois à Bruxelles, et que l'agression allemande a obligé de siéger à La Haye²⁹²¹ ».

Huysmans retourne à La Haye avec l'impression que des possibilités s'ouvrent pour relancer l'Internationale. D'abord, Renaudel avait été plus constructif que Sembat et Thomas, indiquant à Huysmans que le CE aurait dû demander aux socialistes de l'Entente, des empires centraux et des pays neutres de « délibérer séparément sur les conditions de paix, le Bureau s'efforcerait ensuite d'harmoniser les résultats de ces délibérations »²⁹²². Ensuite, les minoritaires de la SFIO (Jean Longuet, Adrien Pressemane et Paul Mistral) avaient exprimé le vœu d'une action plus intense de la part du CE et étaient prêts à aller à l'encontre de la résolution du congrès national de la SFIO de décembre 1915 pour participer à une entrevue générale. Huysmans en déduit que l'opposition de la majorité de la SFIO à une plénière du BSI n'est que temporaire et dictée essentiellement par la situation militaire, et que la minorité pourrait jouer un rôle favorable déterminant, ayant « approuvé à l'unanimité l'action du Comité Exécutif » sans tomber dans « la politique de Zimmerwald qui voudrait se substituer au Bureau et l'exproprier »²⁹²³. Ainsi, entre mars et avril, pendant que les Néerlandais aussi le pressent désormais pour organiser au plus vite une conférence des neutres²⁹²⁴, Huysmans prend du temps et ajourne à plusieurs reprises la convocation définitive²⁹²⁵. S'il prétexte les difficultés invoquées par Etatsuniens et Argentins pour se rendre en Europe²⁹²⁶, il attend surtout que les Français lui fassent parvenir un mémorandum sur les conditions de paix, dont il avait été question au cours des pourparlers²⁹²⁷. Et pour rassurer Vandervelde, Huysmans convient avec lui que cette réunion serait « une entrevue comme les autres »²⁹²⁸, c'est-à-dire essentiellement une rencontre préliminaire, non susceptible d'imposer aux partis belligérants la conduite à suivre. Et *pro forma*, le secrétaire n'entend pas agir avant d'avoir consulté la délégation belge²⁹²⁹ et d'avoir prévenu Anseele et

²⁹²¹ *Idem.*

²⁹²² *Idem.*

²⁹²³ *Idem.*

²⁹²⁴ IISG, BSI 57, Lettre de C. Huysmans à E. Vandervelde, 8 avril 1916.

²⁹²⁵ IISG, BSI 58, Lettres et télégrammes échangés entre H. van Kol, F. M. Wibaut, M. Hillquit, C. Huysmans, 24 mars – 3 mai 1916.

²⁹²⁶ IISG, BSI 57, Lettre de M. Bravo à C. Huysmans, 29 juin 1916 ; Lettre de C. Huysmans à M. Bravo, 11 août 1916.

²⁹²⁷ IISG, BSI 57, Lettre de C. Huysmans à E. Vandervelde, 8 avril 1916.

²⁹²⁸ *Idem.*

²⁹²⁹ IISG, BSI 57, Note de C. Huysmans à H. van Kol, F. M. Wibaut et W. Albarda, 8 avril 1916.

Bertrand²⁹³⁰, qui sont encore membres du CE. De même, il prend des accords avec Vandervelde pour qu'Albarda soit nommé secrétaire de la conférence, « pour bien montrer que si le Bureau convoque nous ne prenons aucune responsabilité de ce qui se fera ou dira²⁹³¹ ». Ce n'est donc que le 17 avril, alors que la note française se fait toujours attendre, qu'une première annonce d'une conférence des socialistes des pays neutres est communiquée dans une circulaire confidentielle, mais Huysmans précise que l'objectif est avant tout de « permettre au Comité Exécutif de consulter ces partis sur la situation et surtout sur la solution à donner à la guerre », car « si le moment de la paix nous échappe, le contenu de la paix nous intéresse [...] afin que l'Europe nouvelle ne contienne pas le germe de conflits nouveaux²⁹³² ». Depuis lors, Huysmans martèle dans ses circulaires que « la réunion reste maîtresse de ses décisions », mais qu'elle « n'est pas destinée à remplacer l'assemblée plénière du Bureau, ses décisions ne peuvent engager l'ensemble des partis affiliés et l'autorité de ses résolutions se limite aux groupes participants²⁹³³ ». Il maintient cette même intransigeance dès lors que Troelstra et Wibaut insistent pour conférer d'importantes finalités à l'entrevue : le premier estime en effet qu'elle doit préparer le rapprochement des partis belligérants en vue d'une plénière du BSI, pousser le SPD à réfléchir à la création d'« un milieu démocratique²⁹³⁴ », et ébaucher une réflexion sur le danger de guerre économique qui peut suivre la guerre militaire ; le second exige que le CE prenne davantage de risques et qu'il soumette à la conférence un avis sur une solution acceptable au conflit. Or, Huysmans rétorque que tout avis émis par la conférence aura une valeur « purement indicative »²⁹³⁵. Et ce, même si depuis lors il avait reçu de LP et SFIO des notifications de refus définitif de participer à un processus d'entrevues pouvant déboucher, à terme, sur une rencontre avec le SPD ou les zimmerwaldiens. Renaudel en particulier avait écrit au secrétaire, le 17 mai :

« Les oppositions entre les socialistes ne se résoudront pas automatiquement, mécaniquement. Il ne suffira pas de rassembler les uns et les autres pour croire que l'Unité internationale sera maintenue. L'attitude des gens de Zimmerwald, beaucoup plus que de certains autres doit te le montrer. La rupture se consomme par là et sur un terrain où, on peut bien le dire, le socialisme serait sans force idéale. Dire : nous sommes pour la paix parce que nous sommes contre la boucherie, ce n'est malheureusement pas une solution, - tu le dis toi-même, - que le socialisme

²⁹³⁰ IISG, BSI 57, Note de C. Huysmans à E. Anseele et L. Bertrand, 8 avril 1916.

²⁹³¹ IISG, BSI 57, Lettre de C. Huysmans à E. Vandervelde, 15 juillet 1916.

²⁹³² IISG, BSI 57, Circulaire de C. Huysmans, 17 avril 1916.

²⁹³³ IISG, BSI 58, Lettres de C. Huysmans à H. Branting, T. Stauning, J. Vidnes, 2 juin 1916.

²⁹³⁴ IISG BSI 58, Lettre de C. Huysmans à H. Branting, 2 juin 1916.

²⁹³⁵ *Idem*.

peut offrir à la politique du monde. Dans ces conditions, il faut se tenir bien ferme, même pour les communications du Bureau à ta théorie qui est aussi la nôtre, que, le Bureau ne doit faire violence à aucune section et par conséquent, ne se livrer à aucune interprétation insuffisamment nuancée²⁹³⁶ ».

En somme, Huysmans se retrouve piégé dans les contradictions de sa position : il ne peut que se jeter corps et âme dans une conférence qui n'a guère de chances d'enclencher un quelconque processus multilatéral, et en même temps il doit rabaisser sa valeur pour ne pas crisper ceux qui continuent de faire barrage à une plénière du BSI.

b) Une méthode contre-productive

La conférence des socialistes des pays neutres est définitivement convoquée en juin pour le 31 juillet 1916, à l'hôtel Pomona de La Haye²⁹³⁷. Le manifeste que le CE adresse aux partis affiliés pour le 1^{er} Mai lui sert pour justifier sa démarche et rassurer sur le fait que son objectif n'est pas de diviser encore plus l'Internationale : c'est pour cela que la conférence de La Haye se limitera à discuter du contenu de la paix, et non des moyens d'y parvenir. Mais il s'agit aussi et surtout d'une autodéfense vis-à-vis des critiques zimmerwaldiennes :

« Les uns veulent la paix immédiate et à tout prix. Ils envisagent surtout la fin de la guerre. Les autres repoussent la paix immédiate non parce qu'ils sont adversaires de la paix, mais parce qu'à leur avis la paix serait précaire dans les conditions actuelles. Ils envisagent avant tout la fin des guerres²⁹³⁸ ».

Les présupposés sur lesquels la conférence de La Haye est préparée ne font qu'envenimer les rapports entre CE du BSI et CSI, que ce soit par le refus de Huysmans d'abandonner les socialistes de guerre ou encore par le fait que le début du processus avait été enclenché par le SPoA en vue de soutenir son propre gouvernement. La polémique qui oppose Huysmans au tribuniste David Wijnkoop lors de meetings à Rotterdam et à Amsterdam, respectivement le 26 et le 30 janvier, conforte le secrétaire dans la conviction qu'il est urgent d'isoler les

²⁹³⁶ Cité in HAUPT, *Camille Huysmans...*, op. cit., p. 41.

²⁹³⁷ IISG, BSI 57, Circulaire du CE du BSI, juin 1916.

²⁹³⁸ IISG, SDAP Archive, 4476, Manifeste du CE du BSI, 1^{er} mai 1916.

zimmerwaldiens²⁹³⁹. En mars, durant son voyage à Londres, il exhorte les directions de BSP, ILP et Fabian Society à n'envoyer aucune délégation à Kienthal²⁹⁴⁰. D'après le rapport de Webb sur leur entrevue :

« Huysmans a mis particulièrement en garde contre tout congrès public des minorités dissidentes au sein du mouvement Socialiste », qui aurait eu pour conséquence de transformer le socialisme international d'alliance mondiale en secte internationale, « en décalage perpétuel avec les sympathies de la masse du prolétariat de tous les pays concernés »²⁹⁴¹.

Toutefois, l'issue n'est pas particulièrement heureuse du côté du BSP, puisque s'il ne se fait pas représenter à Kienthal, il désavoue aussi La Haye : Inkpin écrit en effet que, en dehors de toute recherche d'une paix qui ne serait pas résolument anti-impérialiste, « la discussion sur les termes de la paix, initiée par le Secrétaire du Bureau Socialiste International, serait une farce et un piège auquel le Socialisme Britannique ne prendra pas part²⁹⁴² ».

À la conférence de Kienthal, les 24-30 avril 1916, le BSI et la conférence de La Haye sont donc des sujets majeurs. Malgré une unanimité de principe quant au refus de s'associer aux démarches du CE et à la reconnaissance du fait que sa paralysie était déterminée par sa prise en otage par les majoritaires de l'Entente, des divergences s'articulent quant à l'attitude concrète à tenir vis-à-vis des perspectives de réactivation du BSI. La gauche zimmerwaldienne considère que le BSI est désormais entièrement discrédité et qu'il faudrait réfléchir davantage à jeter les bases d'une nouvelle Internationale, tout en ne refusant pas de participer aux initiatives du CE pour faire tomber son masque de complice du social-chauvinisme. Un groupe coalisé autour d'Axelrod préconise plutôt que les zimmerwaldiens s'efforcent de gagner à leurs positions le plus d'éléments possibles qui font encore confiant au CE : sans plaider pour la convocation d'une plénière du BSI, il n'est pas question d'exclure *à priori* une participation zimmerwaldienne à celle-ci, qui pourrait servir à démasquer les traîtres. Enfin, Adolf Hoffmann et les délégués italiens considèrent que le BSI pourrait être exproprié aux majoritaires s'il se réunissait à nouveau avec la participation de délégués non-européens : ils exigent donc une convocation urgente du Bureau précisément en vue de dénoncer les traîtres et gagner le plus d'éléments possibles au programme zimmerwaldien. Au bout d'après débats, une résolution

²⁹³⁹ Camille Huysmans, *ses discours prononcés en Hollande du 9 au 31 janvier 1916*, Bruxelles, Imprimerie industrielle, 1916, p. 50-51.

²⁹⁴⁰ *Ibidem*, p. 374.

²⁹⁴¹ Sydney WEBB, « What Was the Message of Vandervelde and Huysmans ? », *Labour Leader*, 27 avril 1916.

²⁹⁴² IISG, BSI 60, Annexe à la lettre d'A. Inkpin à C. Huysmans, 25 juillet 1916.

transactionnelle est adoptée : elle condamne le CE du fait qu'il s'obstine à ne pas exécuter les résolutions des congrès d'avant-1914 et à ne pas convoquer d'autorité une plénière du BSI en dépit des demandes officielles qui lui sont parvenues en ce sens ; elle affirme que le BSI n'a pas été capable de surmonter la crise de l'Internationale causée par la guerre, et qu'il est désormais complice de la politique de guerre ; elle condamne tout particulièrement Vandervelde de servir en tant que ministre dans un gouvernement de guerre, dégradant ainsi le Bureau au rang d'outil de la coalition impérialiste. D'autre part, la résolution note que c'est seulement à cause de la pression populaire que le CE s'est finalement décidé à examiner l'hypothèse d'organiser une plénière du BSI, mais une telle réunion convoquée sur la base de présupposés biaisés risquerait de servir l'intérêt de l'une ou l'autre coalition en guerre. Ainsi, la résolution engage les partis qui adhèrent au programme de Zimmerwald à « surveiller attentivement toutes les activités du Comité Exécutif du Bureau Socialiste International²⁹⁴³ » : dans l'éventualité d'une plénière du BSI, les zimmerwaldiens devraient y prendre part et saisir cette opportunité pour démasquer les intentions réelles des socialistes de guerre et réaffirmer les principes fondamentaux de l'Internationale. À cet effet, une première annexe à la résolution prévoit que le Comité élargi de la CSI se réunirait dès qu'une plénière du BSI serait convoquée, afin de discuter de l'action conjointe des zimmerwaldiens. Une deuxième annexe laisse à chaque parti qui adhère au programme de Zimmerwald le droit d'appeler individuellement à une réunion du BSI²⁹⁴⁴. En somme, si Kienthal ne ferme pas définitivement la porte au BSI en tant qu'institution, il ostracise bel et bien ceux qui composent son CE pour leur conduite politique. La perspective d'une plénière du BSI est désormais conçu essentiellement comme une occasion de déclencher des polémiques et régler des comptes.

Ainsi, en dépit des déclarations officielles sur la souveraineté de la conférence vis-à-vis de son ordre du jour et de ses résolutions, un travail souterrain de *divide et imperat* est entrepris par le CE pour faire de la conférence de La Haye le moment de départ de la revanche vis-à-vis des zimmerwaldiens. Il compte avant tout tirer profiter des divergences émergées à Kienthal au sujet du BSI, afin de ramener à nouveau vers lui les éléments modérés. Cet objectif s'esquisse déjà dans le choix des invitations à la conférence de La Haye, car la priorité est de diviser PSI et PSS pour ne pas risquer que leur jonction reproduise le schéma de Zimmerwald, qu'ils avaient initié : ainsi, le PSS doit être convié car son pays est neutre, mais le PSI doit être tenu à l'écart au prétexte que son pays est en guerre. Au départ, Huysmans demande au PSS de se

²⁹⁴³ GANKIN, FISHER, *The Bolsheviks...*, op. cit, p. 426-428.

²⁹⁴⁴ *Idem*, p. 412.

faire représenter par Greulich et Sigg²⁹⁴⁵. Et lorsque le parti lui notifie que son délégué sera Grimm lui-même, Huysmans fait preuve d'un dévouement de façade pour qu'il puisse effectivement rejoindre La Haye (il demande au SPD d'intercéder pour lui obtenir un laissez-passer²⁹⁴⁶ et envoie même Troelstra à Berlin pour négocier avec les autorités²⁹⁴⁷), tout en confiant à Branting être d'accord avec Troelstra pour que la conférence serve à « laver la tête à Grimm²⁹⁴⁸ ». En parallèle, Huysmans applique une politique de « deux poids deux mesures » particulièrement évidente en comparant les réponses qu'il fournit aux Italiens et aux Luxembourgeois quant au fait qu'ils ne figurent pas dans la première liste de partis invités. Il finit en effet par reconnaître aux Luxembourgeois la qualité de socialistes des pays neutres même si leur territoire est envahi et que le parti avait appelé à la résistance²⁹⁴⁹. Mais pour les Italiens, qui avaient pourtant maintenu des positions antimilitaristes malgré l'entrée en guerre de leur pays, Huysmans maintient une attitude ferme. Alors que Lazzari critique tant la méthode que la légitimité du CE, et réclame que le PSI soit invité comme étant un parti neutre « par sa conduite²⁹⁵⁰ », Huysmans précise n'être même pas tenu de lui répondre étant donné que le PSI ne remplit plus ses obligations statutaires, mais tient quand même à lui dire que « si le Parti Socialiste Italien a le droit d'initiative [pour Lugano], le Comité Exécutif ne le possède pas moins, et jusqu'à présent il n'a pas encore été écrit que vous êtes les magisters infaillibles de l'Internationale, passée, présente et future²⁹⁵¹ ». Dans la même optique, Huysmans prend à prétexte le fait que Grimm compte participer à La Haye pour montrer aux socialistes roumains, qui n'étaient pas encore acquis à la plateforme zimmerwaldienne et qui qualifiaient de « tardive et incomplète²⁹⁵² » la conférence de La Haye, que celle-ci n'est pas en contradiction avec celle de Kienthal :

« Votre parti sera le seul à raisonner comme vous le faites et [...] le président des conférences de Zimmerwald et de Kienthal lui-même s'est fait déléguer par le Parti Socialiste de Suisse pour assister à la réunion de La Haye²⁹⁵³ ».

²⁹⁴⁵ IISG, BSI 58, Lettre de C. Huysmans à H. Greulich, 29 avril 1916.

²⁹⁴⁶ IISG, BSI 58, Lettre de C. Huysmans au Comité Directeur du SPD, 20 juillet 1916.

²⁹⁴⁷ IISG, BSI 58, Lettre de H. Greulich à C. Huysmans, 24 juillet 1916.

²⁹⁴⁸ IISG, BSI 58, Lettre de C. Huysmans à H. Branting, 2 juin 1916.

²⁹⁴⁹ IISG, BSI 58, Lettre de F. Knaff à C. Huysmans, 18 juin 1916 ; Lettre de C. Huysmans à F. Knaff, 22 juin 1916.

²⁹⁵⁰ IISG, BSI 59, Lettre de C. Lazzari à C. Huysmans, 11 juillet 1916.

²⁹⁵¹ IISG, BSI 59, Lettre de C. Huysmans à C. Lazzari, 14 août 1916.

²⁹⁵² IISG, BSI 58, Lettre de D. Marinescu au BSI, 25 mai 1916.

²⁹⁵³ IISG, BSI 58, Lettre de C. Huysmans à D. Marinescu, 6 juin 1916.

Pourtant, Grimm avait bel et bien écrit en mai que « la lutte que les partis nationalistes tout comme le Bureau International à La Haye mènent contre l'action de Zimmerwald et les plans pour une paix immédiate qui murissent progressivement exigent une réponse et une élucidation²⁹⁵⁴ ». D'autre part, Huysmans compte isoler les zimmerwaldiens aussi grâce à une délégation nombreuse de socialistes scandinaves : c'est ce qu'il demande le 2 juin à Branting, Stauning et Vidnes²⁹⁵⁵ (mais qui échoue du côté norvégien puisqu'au même moment les zimmerwaldiens sont en train de gagner de plus en plus d'influence au sein même du Conseil national du *Norske Arbeiderparti* (NAP)²⁹⁵⁶. En complément, le secrétaire prend soin d'inviter les meneurs des partis des pays neutres à riposter sur le plan idéologique à Zimmerwald, le plaçant au même plan que les jusqu'au-boutistes allemands. Par exemple, il sollicite Branting pour écrire un article dans *L'Humanité* « sur les extrêmes – Zimmerwald et *I.K. Korrespondenz*²⁹⁵⁷ ». Le 17 avril, jour même de la première annonce de l'entrevue de La Haye, Huysmans confie encore à Branting que :

« La réussite de notre conférence du 26 juin dépend en grande partie de la manière dont certains de nos amis auront préparé les solutions. Parmi les membres qui viendront il y aura beaucoup de personnes qui ne connaissent d'autre formule que celle de "la fin de la guerre" et qui ne se sont pas encore rendus compte de la complexité des problèmes qui déterminent cette fin²⁹⁵⁸ ».

Plus concrètement, le secrétaire demande à Branting de s'entretenir avec Troelstra pour préparer ensemble la conférence et faire en sorte que leur entente produise les mêmes résultats qu'à Copenhague, où ils avaient réussi à exclure Alexandre Chliapnikov – un « intrigue²⁹⁵⁹ » qui avait été dénoncé violemment par les bolcheviks –. Mais après Zimmerwald, la donne avait changé : Branting s'érigeait désormais en fervent opposant du mouvement et il était accusé de francophilie en ce qu'il refusait de reconnaître l'égale culpabilité des gouvernements dans la guerre ; Troelstra, au contraire, avait montré à diverses reprises une volonté d'ouverture à Zimmerwald précisément à propos de l'égale responsabilité des gouvernements et dans la dénonciation de tous les militarismes, ce qui lui avait attiré des critiques de germanophilie. Wibaut et Albarda avaient déjà remarqué, durant leur mission à Berlin de septembre 1915, que Branting était cordialement méprisé par le SPD, et qu'il pouvait difficilement s'ériger à figure

²⁹⁵⁴ Robert GRIMM, « Von Zimmerwald bis Kiental », *Neues Leben*, n° 5, mai 1916, p. 133.

²⁹⁵⁵ IISG, BSI 58, Lettres de C. Huysmans à H. Branting, T. Stauning et J. Vidnes, 2 juin 1916.

²⁹⁵⁶ IISG, BSI 58, Annexe à la lettre de J. Vidnes à C. Huysmans, 8 juin 1916.

²⁹⁵⁷ IISG, BSI 20, Lettre de C. Huysmans à H. Branting, 29 avril 1916.

²⁹⁵⁸ Cité in MOUSSON-LESTANG, *Le Parti social-démocrate suédois...*, op. cit., p.226.

²⁹⁵⁹ GANKIN, FISHER, *The Bolsheviks...*, op. cit., p.201

de compromis²⁹⁶⁰. Et la réponse fournie par le meneur suédois au questionnaire de Huysmans de février 1916 laissait craindre des polémiques à propos de sa revendication d'autodétermination pour l'Alsace-Moselle :

« Quant à l'Alsace-Lorraine, nous restons fidèles à l'opinion de Bebel et Liebknecht que l'annexion de 1871 a été un crime contre le droit des gens et un péril permanent pour la paix. La restitution nous semble donc une demande légitime, vu que l'Allemagne en déclarant la guerre a déchiré elle-même le Traité de Francfort, sous condition cependant que la population actuelle des provinces ne préfère pas quelque autre solution et exprimerait cette opinion par un référendum libre et garanti contre toute pression²⁹⁶¹ ».

Ainsi, par sa manœuvre, Huysmans tente de prévenir toute animosité entre francophiles et germanophiles pour faire en sorte que La Haye ne donne pas en spectacle la division des neutres, ne prenne ouvertement la position d'aucun des deux camps, et ne fournisse pas par-là des armes aux gauches révolutionnaires. Enfin, la démarche même du CE de réunir séparément les socialistes des pays neutres est conçue par Huysmans non seulement comme le résultat du refus de certains partis de siéger avec d'autres, mais aussi comme une nécessité pour éviter de reproduire le schéma zimmerwaldien. Cela émerge particulièrement dans ses échanges avec le secrétaire de l'ILP, Francis Johnson. Celui-ci martèle en effet que La Haye ne peut en aucun cas se substituer à une conférence générale de l'Internationale, et que ce n'est pas parce qu'une poignée de partis belligérants refusent de prendre part à une plénière que le BSI devrait cesser ses fonctions²⁹⁶². Or, Huysmans rétorque que convoquer une plénière en l'absence des partis les plus concernés équivaldrait à faire « une nouvelle édition de Zimmerwald²⁹⁶³ ».

Pendant que le secrétaire s'efforce d'isoler les zimmerwaldiens, son projet de conférence subit diverses tentatives de récupération des partis belligérants. Vandervelde en premier, qui justifie son absence à la conférence en tant que membre du CE du fait qu'il ne pourrait pas « être juge et partie à la fois », conçoit La Haye avant tout comme le premier pas d'un rapprochement entre les neutres et les ententistes. Surtout, le schéma qu'il imagine verrait les premiers rentrer *de facto* dans la dynamique des conférences interalliées, passant d'une neutralité passive à une neutralité active²⁹⁶⁴. Et pour que ses vœux se trouvent exprimés dans

²⁹⁶⁰ AMSAB-ISG, Huysmans 625/2289, f° 184, Rapport de F. M. Wibaut et W. Albarda au CE du BSI, septembre 1915.

²⁹⁶¹ MOUSSON-LESTANG, *Le Parti social-démocrate suédois...*, *op. cit.*, p.224.

²⁹⁶² IISG, BSI 58, Lettre de F. Johnson à C. Huysmans, 31 mai 1916.

²⁹⁶³ IISG, BSI 60, Lettre de C. Huysmans à F. Johnson, 15 juin 1916.

²⁹⁶⁴ IISG, BSI 64, Lettre d'E. Vandervelde à la présidence de la conférence de La Haye, 29 juin 1916.

les résolutions de La Haye, le Patron s'adresse à Huysmans pour qu'il charge à son tour Branting de proposer une motion sur le droit à la légitime défense de la Belgique et le rétablissement complet de son indépendance²⁹⁶⁵. De l'autre côté, dans une perspective d'auto-absolution, Ebert exige que soient lus à La Haye tous les discours prononcés par les députés du SPD depuis le début de la guerre et au sujet de celle-ci²⁹⁶⁶. Surtout, le SPD manœuvre pour que La Haye n'enregistre aucune dénonciation explicite de sa conduite : le 16 juillet, c'est sous ses auspices qu'une délégation socialiste suédoise et danoise²⁹⁶⁷ entreprendre un voyage en Allemagne, en Belgique occupée et en Alsace²⁹⁶⁸. À Strasbourg, à un banquet officiel, la délégation répond par des paroles amicales à la déclaration du maire Rudolf Schwander comme quoi l'Alsace était allemande. À Berlin, Olsen déclare que le SF comprend la situation délicate du SPD et qu'il aurait agi de la même manière dans un cas similaire. La polémique qui se déclenche mine l'entente scandinave sur laquelle Huysmans comptait s'appuyer. En Norvège, le *Social Demokraten* rappelle aux Danois la question du Schleswig, et écrit qu'il faut

« douter que ces excellents camarades, même dans leurs propres pays, représentent rien de plus qu'eux-mêmes, lorsqu'il s'agit de manifester aux autorités allemandes leurs sentiments sur les méthodes de guerre de l'Allemagne et sa conduite en général [et] se laisser piloter par ceux qui ont violé de la façon la plus grossière plusieurs des principes fondamentaux du programme internationaliste de la social-démocratie, et se contenter de voir ce qu'il plaît aux autorités de leur montrer. [...] La socialdémocratie a sur son programme, comme un principe essentiel, l'inviolabilité et l'indépendance des nations. La nation danoise est une de celles qui ont eu à supporter la plus grave violation de ce principe. Et justement par la même puissance qui, ensuite, l'a violé en Alsace-Lorraine, et maintenant en Belgique, en Serbie et en Monténégro. Et voilà des socialistes danois qui, dans la capitale alsacienne, fournissent au gouvernement allemand des attestations de bonne conduite dans les pays conquis et violentés, - et donnent ainsi leur adhésion à un discours de conquête²⁹⁶⁹ ».

Branting de son côté s'empresse de rassurer la SFIO que les opinions exprimées par la délégation ne sont partagées en aucun cas par la majorité des socialistes scandinaves²⁹⁷⁰.

²⁹⁶⁵ IISG, BSI 57, Lettre de C. Huysmans à E. Vandervelde, 15 juillet 1916.

²⁹⁶⁶ IISG, BSI 63, Lettre de F. Ebert à C. Huysmans, 26 juillet 1916.

²⁹⁶⁷ A.-C. Lindbald, N. Persson, H. Hallé, S. Olsen, C. F. Madsen, J. A. Hansen, T. Stauning.

²⁹⁶⁸ Voir Solomon GRUMBACH pseud. Homo, « Des Socialistes scandinaves se sont rendus en Allemagne. Discussions politiques et visites », *L'Humanité*, 26 juillet 1916, p. 1.

²⁹⁶⁹ Cité in Pierre Georget LA CHESNAIS, « Le voyage des hommes politiques scandinaves », *L'Humanité*, 25 août 1916, p. 1.

²⁹⁷⁰ [Hjalmar BRANTING], « Le Voyage des Socialistes Scandinaves en Allemagne », *L'Humanité*, 17 août 1916, p. 1-2.

Huysmans se livre à une critique dans le *Politiken* de Copenhague, pointant surtout le fait que les délégués n'ont pu prendre aucun contact avec les populations. En parallèle, Vandervelde oblige Stauning à faire mea culpa, écrivant que le voyage était destiné essentiellement à se renseigner et maintenir les rapports entre neutres et belligérants des deux camps, et que les Norvégiens aussi étaient d'accord en principe²⁹⁷¹.

Or, entre hostilités et instrumentalisations, la conférence de La Haye se solde dans un fiasco patent. Bien qu'elle suscite un certain engouement auprès d'associations pacifistes²⁹⁷² et féministes²⁹⁷³, et que même Henry Ford s'y intéresse²⁹⁷⁴, les défections sont nombreuses, pour des problèmes tant techniques au niveau des transports (pour les Espagnols et les Roumains), que de délivrance de laissez-passer (pour les Suisses et les Norvégiens). Au final, aux côtés d'une délégation néerlandaise en surnombre et qui reçoit la bienvenue du maire libéral de La Haye lui-même (Huysmans dit à ce propos à Van Kol qu'« Albarda devient fou²⁹⁷⁵ »), se retrouvent seulement un Suédois (Branting), un Danois (Stauning), un Etatsunien (Lee) et un Argentin (Repetto). Même si la résolution adoptée appelle à l'organisation d'une plénière du BSI au plus vite, il est difficile d'accorder à La Haye la légitimité suffisante pour surmonter les blocages persistants. Qui plus est, même si finalement Troelstra et Branting se rencontrent la veille de la conférence pour apaiser au préalable leurs différends²⁹⁷⁶, ceux-ci ressurgissent quand même au cours des débats publics précisément sur la question d'Alsace-Moselle et des responsabilités d'août 1914. Troelstra dénonce la part de culpabilité de la SFIO d'avoir refusé le dialogue avec le SPD en dépit des bons offices du CE, déclare que l'annihilation du militarisme prussien n'est pas une condition suffisante pour une paix durable, et appelle au compromis sur la question alsacienne-mosellane :

« Provisoirement, la question de l'Alsace-Lorraine nous paraît d'une solution plus difficile, mais quelque temps avant la guerre, les partis allemand et français ont accordé une résolution identique sur l'Alsace-Lorraine et ils ont demandé pour ce peuple l'autonomie républicaine et l'égalité des droits. Si même cette solution n'a été qu'un compromis pour prévenir la guerre mondiale, l'on

²⁹⁷¹ *L'Humanité*, 8 octobre 1916, p. 1-2.

²⁹⁷² Voir IISG, BSI 63, Télégramme de B. De Jong van Beek en Donk à la conférence de La Haye, 31 juillet 1916.

²⁹⁷³ Voir IISG, BSI 63, Lettre de M. Longman à C. Huysmans, 5 juin 1916.

²⁹⁷⁴ Voir IISG, BSI 58, Lettre de L. Wilson à C. Huysmans, 31 juillet 1916.

²⁹⁷⁵ IISG, BSI 58, Lettre de C. Huysmans à P. J. Troelstra, 18 juillet 1916.

²⁹⁷⁶ MOUSSON-LESTANG, *Le Parti social-démocrate suédois...*, op. cit., p.227.

peut conclure de l'unanimité de cette résolution que les socialistes allemands et français peuvent encore trouver un point de contact en cette question pour mettre fin à la guerre mondiale²⁹⁷⁷ ».

Branting rétorque qu'admettre l'hypothèse d'une entente avec les Allemands signifierait abdiquer à la défaite du militarisme prussien et reconnaître celui-ci comme un interlocuteur comme les autres. Quant à l'Alsace-Moselle, il ressort l'argument de la spoliation de 1871 et déclare que

« les populations des frontières ont le droit elles aussi de disposer d'elles-mêmes. Nos camarades socialistes allemands doivent reconnaître qu'il existe une question d'Alsace-Lorraine. Sans cela, l'Alsace-Lorraine restera un éternel élément de discorde en Europe²⁹⁷⁸ ».

Or, le différend entre Troelstra et Branting s'élargit en une fracture entre germanophiles et francophiles au sein de ce qui reste de l'entourage de Huysmans, et transversale aux nationalités qui le composent. Van Kol s'attaque à Troelstra et rejoint Branting sur l'intransigeance vis-à-vis du militarisme prussien, tandis que Stauning critique la volonté de Branting d'entraîner tous les partis scandinaves dans un soutien aveugle à l'Entente, et rejoint plutôt Troelstra sur la lutte contre tous les militarismes²⁹⁷⁹. La résolution votée ne peut alors qu'être très timide : elle élude la question des responsabilités, et pour ce qui est de l'Alsace-Moselle, elle

« exprime l'espoir que le Parti social-démocrate allemand sera prêt à débattre de la question de l'Alsace-Lorraine avec le Parti français et affirme en outre que l'autonomie des nations devrait être réalisée sur la base d'un cadre d'État démocratique et décentralisateur prenant pleinement en compte de répondre aux besoins culturels des nations²⁹⁸⁰ ».

Troelstra et Branting finissent par se rejoindre sur la base de ce compromis au rabais. Le premier déclare qu'« en ce qui concerne la question d'Alsace-Lorraine, la commission s'est contentée de dire que la socialdémocratie doit reconnaître qu'il existe une question d'Alsace-Lorraine²⁹⁸¹ ». Quant au second, il pointe que « nos camarades allemands disent qu'il n'y a pas de question de l'Alsace-Lorraine ; nous disons qu'il y en a une²⁹⁸² ». Quant à Huysmans, il a du mal à jongler entre impartialité de secrétaire international et francophilie. Déjà en phase préparatoire, il avait accordé une attention surdimensionnée à la rédaction d'un mémorandum

²⁹⁷⁷ *L'Humanité*, 14 août 1916, p. 2.

²⁹⁷⁸ *L'Humanité*, 12 août 1916, p. 1.

²⁹⁷⁹ David KIRBY, *War, Peace and Revolution : International Socialism at the Crossroads, 1914-1918*, Londres, Dartmouth, 1986, p. 85.

²⁹⁸⁰ IISG, Archief Pieter Jelles Troelstra, 416, *Politische Resolutie*, f° 3.

²⁹⁸¹ *L'Humanité*, 13 août 1916, p. 1.

²⁹⁸² *L'Humanité*, 14 août 1916, p. 1.

sur la guerre économique qu'il avait demandé à Wibaut de rédiger dans un sens nettement libre-échangiste pour faire plaisir à la *Fabian Society*, et pour montrer la différence entre pays de l'Entente et empires centraux sur la base d'un projet de résolution de la SFIO²⁹⁸³. Huysmans s'était plaint d'ailleurs qu'à ce sujet la presse néerlandaise manquant d'intérêt pour les contributions socialistes françaises, tandis que « les plus infimes stupidités socialistes allemandes trouvent leur répercussion²⁹⁸⁴ ». Au meeting de clôture de la conférence, il prend nettement le parti de Branting car il fournit une lecture déformée de la résolution :

« La Conférence a dit nettement que la cause immédiate de la guerre devait être cherchée du côté de l'Allemagne. [...] Le gouvernement allemand, jusqu'à ce jour, s'est opposé à l'arbitrage, parce qu'il n'a pas confiance dans le droit, mais ne compte que sur le sabre. Les socialdémocrates allemands, trop hantés par la bataille économique, ne se sont point opposés à cette agression de leur gouvernement. [...] la Conférence a condamné l'impuissance de la socialdémocratie allemande²⁹⁸⁵ »

Au lendemain de La Haye, les suites à lui donner demeurent incertaines. Van Kol tente de s'en saisir pour appeler le gouvernement néerlandais à organiser une conférence d'Etats neutres, il reçoit une fin de non-recevoir. Et si encore Van Kol peut écrire, après avoir échangé avec Renaudel, que la conférence « a donné un sentiment d'apaisement aux amis de la France²⁹⁸⁶ », ce n'est pas pour autant que la SFIO est prête à changer de position. Son Conseil national, les 6-7 août 1916, vote une motion qui confirme l'impossible reprise des liens avec les Allemands, et que « plus le concours du socialisme français à la défense nationale est considérable et soutenu, plus il a le droit et le devoir d'exiger du gouvernement qu'il affirme hautement sa volonté d'une paix durable basée sur la réparation du droit violé en 1871²⁹⁸⁷ ». C'est sur cette base que la SFIO appelle à une nouvelle conférence interalliée à Paris pour mars 1917, en vue d'étudier les conditions de paix²⁹⁸⁸. Stauning confie à Troelstra en conclusion que le SPD reste disposé à ouvrir des pourparlers, mais que la SFIO continuera de faire blocage précisément sur la question alsacienne-mosellane²⁹⁸⁹. En parallèle, le CE se scinde sur l'éventualité de s'associer à cette entrevue interalliée, car Huysmans et Van Kol sont favorables, tandis que Troelstra s'y

²⁹⁸³ Voir IISG, BSI 60, Lettres échangées entre C. Huysmans, F. M. Wibaut, F. Johnson et S. Webb, 11 mai – 3 juillet 1916.

²⁹⁸⁴ IISG, BSI 62, Lettre de C. Huysmans à F. M. Wibaut, 3 juillet 1916.

²⁹⁸⁵ *L'Humanité*, 18 août 1916, p. 1.

²⁹⁸⁶ IISG, Archief Branting, Lettre de H. van Kol à H. Branting, 23 septembre 1916.

²⁹⁸⁷ *L'Humanité*, 8 août 1916, p. 1.

²⁹⁸⁸ *Pendant la Guerre. Le Parti socialiste, la guerre et la paix*, Paris, Librairie de l'Humanité, 1918, p. 147-148.

²⁹⁸⁹ IISG, Archief Pieter Jelles Troelstra, 556, Lettre de T. Stauning à P. J. Troelstra, 14 août 1916.

oppose²⁹⁹⁰. L'annulation du projet français permettra au CE de ne pas se désunir davantage, mais le congrès national de la SFIO de décembre 1916 répète les mêmes positionnements sur l'Alsace-Moselle, mais sous l'impulsion de Longuet, se dit prêt à entamer des négociations uniquement sur la base de la *Note aux belligérants* de Wilson du 18 décembre, sous l'autorité du BSI et suite à des résolutions officielles émanant d'un congrès du SPD²⁹⁹¹. Du côté allemand, pendant qu'Heinrich Cunow traite de La Haye de *Biertisch*, flétrissant Branting et louant uniquement Stauning, le *Parteivorstand* du SPD répond à la conférence par un manifeste anti-annexionniste le 11 août 1916, mais qui se tait sur l'Alsace-Moselle²⁹⁹². À sa *Reichskonferentz* du 21 septembre à Berlin, après une polémique entre David et Haase sur la question alsacienne-mosellane, la minorité quitte la salle et laisse la majorité voter une résolution qui préconise l'adhésion à la *Burgfrieden* jusqu'à obtenir de garanties sur la préservation de l'intégrité territoriale de l'Allemagne. Même les centristes du mouvement de Zimmerwald profitent du bilan en demi-teinte de la conférence de La Haye pour approfondir la discorde dans l'entourage de Huysmans : Morgari notamment se rend en Suède et au Danemark en septembre 1916 pour tenter de relancer l'idée d'une plénière du BSI, et exprime publiquement des arguments tout à fait compatibles avec ceux de Stauning quant à la question des responsabilités.

Huysmans lance déjà à la mi-août une énième consultation à propos d'une réunion du BSI, en exécution de la résolution votée à la conférence. La méthode serait désormais que chaque parti belligérant envoie à La Haye en février 1917 une délégation pour tenir une réunion privée avec le CE, et que celui-ci, après avoir entendu tout le monde, statuerait sur l'hypothèse d'une plénière du BSI²⁹⁹³. Les 8-9 décembre, une conférence des trois partis scandinaves appelle elle aussi tous les partis belligérants à reprendre le dialogue sous les auspices du CE. Mais le secrétaire est contraint d'ajourner le projet puisque, si tous les partis ont donné leur accord entièrement ou partiellement favorable, c'est précisément le rejet de la SFIO²⁹⁹⁴ qui continue de valoir *de facto* comme droit de veto. Seule une délégation belge menée par Anseele et Bertrand s'entretient avec Huysmans et les Néerlandais, puisqu'elle n'avait pas reçu à temps l'information de l'ajournement de tout le processus. En tout cas, les Belges se maintiennent sur leur position de refus de dialogue avec le SPD au vu de sa conduite depuis août 1914²⁹⁹⁵. Anseele avait d'ailleurs reçu des consignes claires de Vandervelde, étant donné que celui-ci

²⁹⁹⁰ IISG, Archief Branting, Lettre de H. van Kol à H. Branting, 23 septembre 1916.

²⁹⁹¹ *L'Humanité*, 30 décembre 1916, p. 1.

²⁹⁹² *L'Humanité*, 19 août 1916, p. 1.

²⁹⁹³ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2289, f° 223, Lettre de C. Huysmans, 8 décembre 1916.

²⁹⁹⁴ *L'Humanité*, 19 janvier 1917, p. 1.

²⁹⁹⁵ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2289, f° 223, Lettre de C. Huysmans, 8 décembre 1916.

refusait de se rendre à La Haye pour des raisons aussi bien matérielles que morales²⁹⁹⁶. Le Patron avait d'ailleurs déclaré au *Petit Parisien*, le 2 janvier 1917 :

« Supposons, en effet, que l'on parvienne à lever les obstacles de toute nature qui s'opposent à la réunion du BSI, que les socialistes allemands, les Anglais, les Français, finissent par se trouver réunis autour d'une même table, pendant que leurs camarades continuent à se tirer des coups de fusil ou à se jeter des grenades dans les tranchées. À quoi pourrait servir, en ce moment, cette réunion, sinon à constater que, dans leur majorité, les socialistes des pays belligérants sont également résolus à voter, d'une part, les crédits de guerre demandés par la République pour défendre son territoire, d'autre part, les crédits demandés par le Kaiser pour échapper au châiment de son agression²⁹⁹⁷ ».

Le 21 janvier, réuni à Laren, le CE songe à comment convaincre les Français de se rendre à La Haye. La question est d'autant plus urgente que le SPoA avait émis un ultimatum au CE, menaçant d'appeler lui-même à une réunion générale de l'Internationale si les blocages devaient persister²⁹⁹⁸. Mais visiblement en manque d'idées, le CE se sépare sans avoir trouvé de solution, à part remarquer positivement que la SFIO avait approuvé la *Note* de Wilson, conformément à ce que Huysmans avait demandé au partis de faire²⁹⁹⁹. Par convictions personnelles, mais aussi en vue de réussir enfin à organiser une réunion générale, Huysmans se rapproche de plus en plus des francophiles néerlandais et scandinaves, et tout particulièrement de Branting qu'il intègre officieusement au CE dès janvier 1917³⁰⁰⁰.

2. La Révolution russe peut-elle ressusciter le BSI ?

La Révolution russe de février 1917 catalyse l'engouement de toutes les fractions socialistes, bien que pour des raisons sensiblement différentes. Pour certains, l'hypothèse de retrouvailles générales de l'Internationale semble pouvoir se concrétiser sous l'autorité morale inédite que

²⁹⁹⁶ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 263-267, Lettre d'E. Vandervelde à E. Anseele, 28 janvier 1917

²⁹⁹⁷ Emile VANDERVELDE, *Dans la mêlée*, Paris, Berger-Levrault, 1919, p. 46.

²⁹⁹⁸ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2463, f° 1, Compte-rendu de réunion du CE du BSI, 21 janvier 1917.

²⁹⁹⁹ IISG, BSI 55, Télégrammes de Huysmans aux partis affiliés et à W. Wilson, 23-30 décembre 1916.

³⁰⁰⁰ IISG, BSI 56, Lettre de C. Huysmans à E. Vandervelde, 6 janvier 1917.

recouvre le socialisme russe. Mais pour éviter une relance des relations officielles biaisées par les prétentions des partis belligérants, Huysmans et son entourage portent un projet particulièrement ambitieux : organiser une conférence ouverte aux partis des empires centraux, de l'Entente et des pays neutres, aussi bien qu'aux syndicats et dans une certaine mesure aux zimmerwaldiens. Surtout, l'entrevue est censée aboutir à un programme socialiste pour le jour de la paix autour duquel consacrer la réactivation de l'Internationale qui n'avait pas pu empêcher la guerre. Toutefois, le projet de retrouvailles s'avère aussitôt être sous menaces plurielles d'instrumentalisation, concurrence et boycott. Au bout de désillusions en chaîne, la révolution d'Octobre sonne le glas des retrouvailles de l'Internationale, alors que Huysmans, qui connaît son deuxième congrès manqué en l'espace de trois ans, se résigne à s'aligner sur les positions des socialistes de l'Entente sans pour autant renoncer à les faire dialoguer à travers lui avec ceux des empires centraux.

A. Stockholm : un espoir sous menaces

En 1917, la révolution est à Petrograd, le CE se trouve à La Haye, mais c'est à Stockholm que se joue le sort de l'Internationale. Devenue « une sorte de Mecque du socialisme universel³⁰⁰¹ » de par sa position stratégique et sa neutralité³⁰⁰², la capitale suédoise se configure soudainement comme le « centre permanent de l'action du prolétariat en faveur d'une paix socialiste³⁰⁰³ » durant toute l'année 1917. Le processus d'organisation de la conférence générale à Stockholm provoque un enthousiasme qui dépasse largement les seuls socialistes, car il touche aussi bien les associations pacifistes que les milieux diplomatiques, et même des monarques comme Albert I^{er}. Mais si, d'après Huysmans, Stockholm est « sur la voie de la liberté, la route conduisant à Petrograd, où se rencontrent en ce moment tous ceux qui entendent travailler à l'aboutissement du conflit³⁰⁰⁴ », elle devient le théâtre d'une multitude d'intrigues, règlements de comptes et trahisons. Chaque fragment de l'Internationale exerce de son mieux un *lobbying*

³⁰⁰¹ MOUSSON-LESTANG, *Le Parti social-démocrate suédois...*, *op. cit.*, p.381.

³⁰⁰² IISG, BSI 53, Rapport de C. Huysmans sur Stockholm sur les conférences avec E. Vandervelde et H. De Man, 16 mai 1917.

³⁰⁰³ *Comité organisateur de la conférence socialiste internationale de Stockholm*, Stockholm, Tidens Förlag, 1918, p. 483.

³⁰⁰⁴ IISG, BSI 53, Rapport de C. Huysmans sur Stockholm sur les conférences avec E. Vandervelde et H. De Man, 16 mai 1917.

en direction du soviet de Petrograd, dans une volonté de récupération de la révolution en fonction de ses objectifs spécifiques. Madeleine Rebérioux note que :

« Les problèmes posés par les socialistes russes acquièrent portée générale [...]. C'est en Russie que se précipitent [...] les socialistes des pays de l'Entente et les neutres chargés de diverses missions [...]. Tous les socialismes [...] regardent maintenant vers Petrograd avec le désir d'une coopération étroite, la volonté d'un freinage efficace ou l'espoir d'un débordement révolutionnaire³⁰⁰⁵ ».

La nouvelle institution qu'improvisent Huysmans et son entourage hollando-scandinave est confrontée à deux épées de Damoclès à la fois : l'ombre de la paix séparée sur le front oriental et la concurrence que lui livrent pendant un temps les socialistes russes eux-mêmes. Mais lorsqu'au moins un processus préliminaire d'entrevues séparées entre les Hollando-Scandinaves et les diverses délégations nationales se met en place à l'été 1917, il apparaît que le sort de l'Internationale se joue avant tout sur les possibilités de faire dialoguer les Français et les Allemands à propos d'Alsace-Moselle.

a) Un comité hollando-scandinave aux prises du spectre de paix séparée et d'une dualité de pouvoir

L'enthousiasme et la satisfaction de Huysmans vis-à-vis du déroulement de la révolution de février sont manifestes. Premièrement, en raison du caractère socialiste démocratique et unitaire, « par le fait que le grand mouvement semble avoir mis fin aux petites chapelles et aux petites sectes qui ont si souvent gêné l'essor de la classe ouvrière russe³⁰⁰⁶ », comme il l'écrit à Tchkhéidzé. Deuxièmement, parce que la fin de l'autocratie tsariste semble pouvoir rapprocher les socialistes de l'Entente et des empires centraux : la compromission avec le tsarisme ne peut plus nuire à l'image des premiers, leur victoire peut réellement être présentée comme celle des démocraties contre les régimes autoritaires ; parallèlement, la chute de la dynastie Romanov enlève aux majoritaires allemands et austro-hongrois l'arme de propagande de la « guerre à l'autocratie tsariste », et peut accélérer la fin de leur collaboration avec leurs gouvernements.

³⁰⁰⁵ Madeleine REBÉRIOUX, « Le socialisme et la première guerre mondiale (1914-1918) », in Jacques DROZ (dir.),

Histoire générale du socialisme, t. II : De 1875 à 1918, Paris, PUF, 1974, p. 625.

³⁰⁰⁶ IISG, BSI 85, Lettre de C. Huysmans à N. Tchkhéidzé, 6 avril 1917.

Troisièmement, Huysmans estime pouvoir utiliser la révolution russe pour stimuler les négociations dans le sens d'une paix générale de compromis, et mettre en échec les plans de la gauche zimmerwaldienne pour une paix immédiate et séparée. Quatrièmement, enfin, il compte utiliser l'élan émotionnel de la révolution pour réunir à nouveau l'Internationale au complet. Ce qui émerge alors dès le Février 1917, c'est la volonté de Huysmans de récupérer la révolution russe du point de vue tant politique qu'organisationnel. Mais pour réussir, il doit passer à l'action le plus rapidement possible. Il s'appuie alors sur Branting, premier meneur étranger à se rendre à Petrograd, du 5 au 9 avril 1917. Sur place, le Suédois se fait le porte-parole de Huysmans auprès de Milioukov, Kerenski, Tchkhéidzé, Tseretelli, Gorki et du comité exécutif du soviet. Il appelle les socialistes russes à l'unité et à éviter toute paix immédiate, et leur conseille de saisir le CE pour convoquer une réunion plénière de l'Internationale. Il rencontre un certain succès, puisque le Département des relations internationales du soviet de Petrograd commence effectivement à s'occuper d'une éventuelle rencontre socialiste internationale dès le 12 avril, sous l'impulsion du menchevik Mikhaïl « Liber » Goldman³⁰⁰⁷. Cependant, les manœuvres de Huysmans et Branting sont cependant aussitôt concurrencées tant par les zimmerwaldiens que par les majoritaires. Du côté des premiers, Grimm essaie de convaincre le soviet de conclure une paix immédiate et séparée avec l'Allemagne³⁰⁰⁸, ce qui convient parfaitement aux majoritaires allemands. Du côté de l'Entente, les voyages des majoritaires à Petrograd se multipliaient, tels ceux de Thomas et de Vandervelde lui-même, avec pour objectif de convaincre les alliés russes de continuer la guerre³⁰⁰⁹.

Pour ne pas se faire déborder à droite comme à gauche, le CE se réunit le 15 avril à Laren, se rallie aux dernières déclarations de Wilson et de Kerenski, et décide de transférer l'épicentre de ses activités de La Haye à Stockholm, en s'associant de plus près aux délégués scandinaves du BSI³⁰¹⁰. Un Comité hollando-scandinave (CHS) est donc constitué à titre permanent comme émanation des partis des pays neutres. Même s'il est formellement indépendant du CE, le CHS agit dans le cadre d'une coordination intime avec celui-ci, selon une logique d'union personnelle³⁰¹¹. Tous les membres néerlandais du CE vont en effet intégrer le CHS, auxquels

³⁰⁰⁷ R. Craig NATION, *War on War: Lenin, the Zimmerwald Left, and the Origins of Communist Internationalism*, Durham/Londres, Duke University Press, 1989, p. 177.

³⁰⁰⁸ MOUSSON-LESTANG, *Le Parti social-démocrate...*, op. cit., p. 359.

³⁰⁰⁹ Voir IISG, BSI 80, Lettre de J. R. MacDonald à E. Vandervelde, 26 avril 1917.

³⁰¹⁰ IISG, BSI 54, Compte-rendu de la réunion du CE du BSI à Laren, 15 avril 1917. Voir aussi IISG, BSI 53, Télégramme de C. Huysmans à H. Branting, 16 avril 1917.

³⁰¹¹ IISG, BSI 53, Rapport de C. Huysmans sur Stockholm sur les conférences avec E. Vandervelde et H. De Man, 16 mai 1917.

s'ajoutent les Suédois H. Branting, G. Möller et E. Söderberg, le Danois T. Stauning et le Norvégien J. Vidnes. C'est Huysmans qui est élu secrétaire du CHS avec Arthur Engberg, du SAP-S, et Branting est choisi comme président sous proposition des germanophiles en guise d'apaisement³⁰¹². Installé à la *Folkets Hus* de Stockholm, le CHS se donne pour seul objectif d'organiser une conférence socialiste générale, réunissant à nouveau l'intégralité des partis, quelle que soit leur attitude vis-à-vis de la guerre³⁰¹³. Huysmans n'avait pas attendu la constitution définitive du CHS pour se mettre à l'œuvre, car le 21 avril déjà, quelques jours avant son départ à Stockholm, il avait intempestivement convoqué par télégramme, de sa propre autorité, une entrevue générale de l'Internationale pour le 15 mai³⁰¹⁴.

Cependant, la volonté d'ouverture demeure une façade. Dans les faits, le projet de Stockholm est conçu dès son origine comme l'offensive finale contre les zimmerwaldiens³⁰¹⁵, qui devait se faire à deux niveaux : sur le plan politique, pour convaincre le soviet de refuser toute paix immédiate et séparée ; sur le plan organisationnel, pour rassembler la vieille Internationale autour du CHS, du CE et des soviets, tout en écartant ceux qui parmi les zimmerwaldiens portaient ouvertement des velléités schismatiques. Le succès de ces plans repose donc d'abord sur les réactions de Français, Britanniques et Belges quant au principe même de conférence internationale : Branting, Huysmans et Vliegen tombent en effet d'accord que sans eux, une rencontre entre Russes, Autrichiens, Allemands et Neutres risquerait de faire le jeu de Lénine et de cautionner une paix séparée³⁰¹⁶. Et ce, d'autant plus que la presse du POB s'était déjà déchaînée contre Huysmans dès qu'elle avait appris d'un projet de conférence initié sans demander l'avis à son propre parti³⁰¹⁷. Ainsi, pendant que Troelstra est envoyé à Berlin le 19 avril pour négocier avec les Allemands avant de rejoindre Stockholm³⁰¹⁸, c'est sur le voyage de Vliegen à Paris le 30 avril que reposent les plus grands espoirs³⁰¹⁹. Ensuite, les plans reposent sur une collaboration stricte avec le soviet de Petrograd³⁰²⁰ : l'autorité morale que les Russes incarnent désormais est indispensable au CE pour légitimer la relance des relations multilatérales alors que la guerre est encore en cours, pour surmonter les hésitations des partis de l'Entente et éloigner la menace zimmerwaldienne. Lorsque le soviet de Petrograd prend les

³⁰¹² *L'Humanité*, 3.5.1917, p. 1.

³⁰¹³ IISG, BSI 53, Télégramme de L. Dubreuilh à C. Huysmans, 7 août 1917.

³⁰¹⁴ IISG, BSI 53, Télégramme de C. Huysmans aux partis affiliés, 21 avril 1917.

³⁰¹⁵ KIRBY, *War, Peace and Revolution...*, *op. cit.*, p. 89.

³⁰¹⁶ IISG, BSI 53, Télégramme de H. Branting à C. Huysmans, 22 avril 1917.

³⁰¹⁷ HAUPT, *Camille Huysmans...*, *op. cit.*, p. 42.

³⁰¹⁸ IISG, Archief Branting, Lettre de H. van Kol à H. Branting, 17 avril 1917.

³⁰¹⁹ IISG, Archief Branting, Lettre de W. Vliegen à H. Branting, 30 avril 1917.

³⁰²⁰ IISG, BSI 54, Télégramme de C. Huysmans à H. Branting, 12 avril 1917.

premiers contacts avec le CHS et commence à considérer l'opportunité de la conférence internationale, la côte de popularité de Huysmans remonte d'ailleurs rapidement auprès des majoritaires de l'Entente, et particulièrement de Vandervelde³⁰²¹. Leurs relations se normalisent autour de la priorité donnée à la canalisation du déferlement révolutionnaire à l'Est. Pour conserver cette nouvelle légitimité et la mettre au profit pour convaincre les socialistes de l'Entente de participer à la conférence de Stockholm, Huysmans doit néanmoins multiplier les négociations et les concessions, dont le prix à payer est un alignement progressif des positions du CHS sur les buts de guerre de l'Entente et sur la politique de Wilson au fur et à mesure que les bolcheviks progressent aussi bien dans le mouvement zimmerwaldien que dans le soviét.

Le 27 avril, le Danois Fredrik Borgbjerg arrive à Petrograd en tant que représentant du CHS pour accorder les violons avec le soviét en vue de la conférence internationale. Mais s'il trouve la faveur de mencheviks, socialistes-révolutionnaires et boundistes, les bolcheviks refusent toute négociation. La teneur des échanges révèle que le projet de conférence se heurte dès le début à deux blocages majeurs : l'ombre de la paix séparée sur le front oriental et l'émergence d'une dualité de pouvoir entre soviét et CHS. Quant au type de paix à conclure, le soviét est partagé, entre les bolcheviks partisans d'une paix immédiate, et les autres forces favorables de différentes manières à une poursuite du conflit. Les hésitations russes font émerger des divergences au sein même du CHS, ce qui produit des incidents, déjà fin avril, entre francophiles et germanophiles. D'une part, Troelstra déclare à la presse qu'il est possible d'imaginer qu'une paix générale pourrait se produire par une série de paix séparées, ce qui est promptement et publiquement désavoué par le CHS le 5 mai. D'autre part, les Danois proposent de ne pas aborder à Stockholm la question des responsabilités des directions socialistes en août 1914, ce qui suscite la vive désapprobation de Branting et de Huysmans, conscients du fait que si cette question n'était pas débattue cela aurait profité aux zimmerwaldiens. Mais en dépit des rectifications, les réticences des majoritaires de l'Entente à l'égard du projet de Stockholm refont surface, et Vandervelde finit par le désavouer publiquement. Le CHS est alors contraint de reporter au 10 juin le début de la conférence, et décide d'organiser préalablement des conférences séparées avec chaque délégation nationale (en séparant aussi majoritaires et minoritaires). Mais en parallèle, une concurrence s'instaure entre soviét et CHS pour être à l'initiative de la conférence générale, symbolisant plus largement

³⁰²¹ IISG, BSI 53, Lettre de la Légation de Belgique à La Haye à C. Huysmans, 18 avril 1917.

la concurrence pour obtenir l'autorité morale sur le nouveau cours du socialisme international. Le 9 mai, face à la paralysie du CHS, le soviet adopte une résolution appelant unilatéralement à l'organisation d'une conférence, à tenir dans un pays neutre et en y conviant tous les partis et groupes de la vieille Internationale qui sont disposés à négocier sur la base de l'appel du soviet du 27 mars 1917, *Aux peuples du monde entier*³⁰²². Cette résolution est exceptionnelle : c'est en effet la première fois que la proposition de réunir l'Internationale émane d'un pays qui fait encore partie de l'Entente, et les contours de la paix future sont conformes au socle commun que le CE avait imaginé en 1915-1916³⁰²³. Mais étant rassurés du fait que le soviet refuse toute paix séparée, SFIO et LP se rangent de son côté³⁰²⁴, commencent à négocier directement avec lui et court-circuitent ainsi le CHS. Le 28 mai, Henderson annonce l'envoi d'une délégation travailliste à Petrograd³⁰²⁵. Le 31, la SFIO – qui précédemment avait refusé de reconnaître au CHS la « qualité pour administrer ou parler au nom de l'Internationale³⁰²⁶ » -, envoie Longuet et Renaudel à Petrograd. Un énième coup à l'autorité du CHS est porté par les zimmerwaldiens le 10 mai, lorsque Grimm lance au nom de la CSI un appel à une troisième conférence du mouvement zimmerwaldien pour les 5-12 septembre, prévue elle aussi à Stockholm³⁰²⁷. La CSI y ouvre d'ailleurs des bureaux, et Radek y assure la liaison entre bolcheviks et minoritaires scandinaves, faisant de la capitale suédoise « une plaque tournante de la propagande bolchevique³⁰²⁸ ».

Menacé d'être mis à l'écart, le CHS essaie d'intégrer de manière permanente une délégation russe en son sein et organiser ensemble la conférence générale. Mais pour arriver à la constitution d'un Comité hollando-russo-scandinave, le parcours est semé d'obstacles. Au début, les Russes retardent leur participation aux conférences séparées des délégations entamées par le CHS à Stockholm, donc leurs modalités d'intégration demeureront incertaines. Finalement, le 17 mai, les mencheviks Axelrod, Martov et Martinov participent à une entrevue, mais gardent une attitude réservée sur la démarche même des conférences séparées. Selon Martinov, elles « ne peuvent que désunir si l'on ne se met pas d'accord pour un programme minimum, vu l'élasticité des résolutions internationales³⁰²⁹ ». De son côté, Martov émet la

³⁰²² HESS GANKIN, FISHER, *The Bolsheviks...*, op. cit., p. 594.

³⁰²³ IISG, BSI 53, Télégramme de C. Huysmans à L. de Brouckère, 10 mai 1917.

³⁰²⁴ IISG, BSI 81, Communiqué de presse du CHS, 20 mai 1917 ; BSI 86, Lettre du CHS à L. Dubreuilh, 29 mai 1917.

³⁰²⁵ IISG, BSI 81, Lettre de A. Henderson à H. Branting, 28 mai 1917.

³⁰²⁶ IISG, BSI 86, Lettre de L. Dubreuilh à H. Branting, 28 avril 1917.

³⁰²⁷ MOUSSON-LESTANG, *Le Parti social-démocrate...*, op. cit., p. 595.

³⁰²⁸ *Ibidem*, p. 509.

³⁰²⁹ IISG, BSI 38, Procès-verbal de la réunion du CHS, 17 mai 1917.

crainte que la Russie devienne une vassale de l'impérialisme britannique, et qu'une paix séparée avec l'Allemagne ne signifie « autre chose que la participation à la guerre du côté de l'Allemagne et qu'il serait impossible ensuite de rester neutres³⁰³⁰ ». L'entrevue se solde ainsi par un échec : aux yeux des mencheviks, le CHS est incapable de formuler une politique socialiste de paix comme troisième option, alternative tant à la paix générale qu'à la paix séparée ; aussi, il est clair que le CHS entend se saisir de la future conférence pour trancher sur la question de la paix principalement en vue de porter un coup fatal aux zimmerwaldiens. Rentrée en Russie, la délégation menchevique convainc alors le soviét de continuer de faire chevalier seul : celui-ci fixe unilatéralement la date de la conférence internationale pour la période du 28 juin au 8 juillet. Branting et Huysmans télégraphient le 1^{er} juin au comité exécutif du soviét, à Axelrod et à Tseretelli que la fixation de la date est prématurée et qu'il faudrait préalablement se concerter à Stockholm. Les craintes se confirment lorsque, le 5 juin, Tseretelli confie à Thomas que la conférence convoquée par les Russes serait « absolument distincte de l'initiative du Comité hollando-scandinave³⁰³¹ ». Huysmans télégraphie à nouveau au soviét le 16 juin, insistant sur le caractère désastreux de l'organisation de deux conférences distinctes et sur l'urgence de l'envoi d'une délégation russe à Stockholm pour discuter avec le CHS. Finalement, cette délégation se met en route le 2 juillet, composée de Vladimir Rozanov, Yosif Goldenberg et Emmanuil « Smirnov » Gurevich (menchéviks), Henryk Ehrlich (Bund), Nikolai Rusanov (socialiste-révolutionnaire). Leur départ coïncide avec les premiers – et temporaires – succès de l'offensive Kerenski en Galicie et en Ukraine, qui semblent pouvoir repousser la perspective de paix séparée. Le mandat de la délégation russe est de faire en sorte de réunir en un seul les trois projets de conférences internationales (du soviét, du CHS, de la CSI). Mais si les négociations avec les zimmerwaldiens échouent, un accord est finalement trouvé le 11 juillet avec le CHS. Les Russes sont ainsi intégrés au comité organisateur de la conférence de Stockholm, prévue dès lors pour le 15 août. La délégation russe part ensuite en France et en Grande-Bretagne pour s'entretenir avec les socialistes de l'Entente et les convaincre du projet. Seul Rozanov reste à Stockholm pour continuer à préparer la conférence avec Huysmans. Mais un conflit d'influences s'ouvre aussitôt, puisque Rozanov exige que Tchkeidzé, déjà président du comité exécutif du soviét de Petrograd, soit également le président provisoire de la

³⁰³⁰ MOUSSON-LESTANG, *Le Parti social-démocrate...*, op. cit., p. 509.

³⁰³¹ *Ibidem*, p. 382.

conférence. Huysmans exige en contrepartie que Branting et Troelstra en soient les vice-présidents³⁰³².

La crainte du CHS de voir la délégation russe s'accaparer davantage de compétences s'accroît d'autant plus lorsque, le 19 juillet, la SFIO s'adresse une fois de plus directement au soviétique et non au CHS pour obtenir un report de la date de la conférence³⁰³³. Les priorités de calendrier de la SFIO, puis des travaillistes, finissent par primer sur celles du CHS : la délégation russe en voyage en Europe occidentale est utilisée pour décider du report de Stockholm au 22 août et de la tenue préalable d'une conférence des socialistes de l'Entente le 8 août³⁰³⁴ ; et le report de celle-ci au 28 août provoque automatiquement un report de Stockholm au 9 septembre³⁰³⁵. La relance de l'agenda du socialisme international paraissant échouer au CHS, Huysmans demande à la SFIO de faire en sorte que malgré ce bouleversement de procédure il soit encore possible de « faire apparaître la continuité de l'Internationale³⁰³⁶ ». Cette mainmise ententiste sur l'agenda de Stockholm ressurgit en parallèle lors de l'affaire des passeports qui va paralyser davantage l'organisation de la conférence. Entre mai et août, en effet, les gouvernements étatsunien, britannique, français et italien refusent l'un après l'autre les laissez-passer aux délégations socialistes. Huysmans et Branting tentent alors de convaincre les gouvernements que la conférence n'irait pas à l'encontre des intérêts de l'Entente³⁰³⁷, mais la démarche échoue. Pour éviter « l'abdication de l'Internationale³⁰³⁸ », les Russes sont utilisés encore une fois de plus pour obtenir le report de la conférence sans discréditer le CHS : Branting invite en effet Kerenski à faire une déclaration sur le caractère inopportun de l'entrevue dans les circonstances présentes, sans en rejeter le principe³⁰³⁹. Un nouvel ajournement est finalement ratifié par la conférence interalliée de Londres des 28-29 août, s'emparant une fois de plus la prérogative de décider à la place du CHS³⁰⁴⁰. La délégation russe revient à Stockholm le 9 septembre³⁰⁴¹, et le 17 un appel rédigé par le Comité hollando-russo-scandinave fait part de la volonté de ne pas abandonner l'idée de conférence générale, sans pour autant fixer de date. Le 10 octobre, il publie un *Manifeste des Neutres* censé relancer le projet, mais qui finit par

³⁰³² IISG, Archief Pieter Jelles Troelstra, 547, Lettre de C. Huysmans à H. Branting et P. J. Troelstra, 20 juillet 1917.

³⁰³³ IISG, BSI 86, Télégramme de L. Dubreuilh à C. Huysmans et H. Branting, 20 juillet 1917.

³⁰³⁴ IISG, BSI 78, Télégramme d'A. Henderson à C. Huysmans, 27 juillet 1917.

³⁰³⁵ IISG, BSI 53, Télégramme de L. Dubreuilh à C. Huysmans, 7 août 1917 ; BSI 78, Télégramme d'A. Henderson à C. Huysmans, 3 août 1917.

³⁰³⁶ IISG, BSI 86, Télégramme de C. Huysmans à L. Dubreuilh, 20 juillet 1917.

³⁰³⁷ Voir IISG, BSI 80, Lettre de C. Huysmans et H. Branting à W. Wilson, 29 mai 1917.

³⁰³⁸ IISG, BSI 53, f° 70, Télégramme de H. van Kol à C. Huysmans, s.d.

³⁰³⁹ MOUSSON-LESTANG, *Le Parti social-démocrate...*, op. cit., p. 385.

³⁰⁴⁰ IISG, BSI 53, Télégramme de la délégation russe à Huysmans, 29 août 1917.

³⁰⁴¹ IISG, BSI 53, Télégramme de C. Huysmans à H. Branting, 9 août 1917.

provoquer des critiques véhémentes. D'abord sur la méthode, de la part des partis balkaniques et de minorités nationales³⁰⁴², qui soulignent que le programme de paix aurait dû être décidé lors de la conférence générale et non directement par le CHS avant celle-ci. Ensuite, le contenu même de la paix esquissé dans le manifeste pose problème, encore par rapport au traitement des minorités nationales³⁰⁴³, et les conflits s'attisent à nouveau entre Allemands et Autrichiens d'un côté, Français et Balkaniques de l'autre. Lorsque le CHS initie, le 23 octobre, une énième tentative de rouvrir le débat, il demande désormais directement aux socialistes de l'Entente s'ils préfèrent convoquer une rencontre à Stockholm suite à une nouvelle conférence interalliée, ou bien une simple réunion du CHS³⁰⁴⁴. Ainsi, à la veille de la révolution d'Octobre, les socialistes sont encore fracturés sur le principe même de se rencontrer, et la date pour la conférence de Stockholm est ajournée *sine die*.

b) Les yeux rivés sur l'Alsace-Moselle

Lorsqu'on regarde de près les procès-verbaux des réunions séparées tenues par le CHS avec les différentes délégations nationales à l'été 1917, l'on se rend compte aisément que, si le différend franco-allemand empêche les retrouvailles de l'Internationale tout au long de la guerre, la question alsacienne-mosellane y joue un rôle encore plus déterminant que celle des responsabilités d'août 1914. Alors qu'elles avaient déjà failli paralyser la conférence de La Haye, les polémiques entre germanophiles et francophiles ressurgissent puissamment dans le traitement de l'Alsace-Moselle à Stockholm. Les germanophiles du CHS avaient d'ailleurs tout fait pour que le sujet ne fût pas abordé, car il préfigurait selon eux l'échec de l'ensemble du processus. Lorsqu'une délégation du SPD se met en route pour Stockholm³⁰⁴⁵, Friedrich Rosen, ministre plénipotentiaire à La Haye, lui donne comme consigne de combattre toute résolution contraire aux intérêts allemands, et de quitter la table des négociations en cas d'insistance. Ainsi, l'entrevue qui se tient avec le CHS du 4 au 13 juin est très tendue. Le SPD présente la

³⁰⁴² Voir par exemple IISG, BSI 53, Lettre de P. J. Troelstra à C. Huysmans, 30 octobre 1917.

³⁰⁴³ Voir par exemple IISG, BSI 51, Télégramme de I. Sakazov au CHS, 25 octobre 1917 ; Lettre de C. Racovski au CHS, 1^{er} décembre 1917.

³⁰⁴⁴ IISG, BSI 81, Télégramme de P. Axelrod, Y. Goldenberg et C. Huysmans à A. Henderson, 23 octobre 1917.

³⁰⁴⁵ F. Ebert, P. Scheidemann, H. Müller, R. Fischer, E. David, G. Bauer, H. Molkenbuhr, C. Legien, J. Sassenbach. Pour un compte-rendu de l'entrevue, cf. *Vorwärts* des 8-16 juin 1917 et *L'Humanité* des 16-19 juin 1917.

question d'Alsace-Moselle comme relevant de la politique intérieure allemande, et soutient que la région est liée à l'Allemagne d'un point de vue linguistique, culturel et économique. Son mémorandum explique que les habitants, qui sont à 90% germaniques, l'ont prouvé en ne revendiquant d'aucune manière le retour à la France. Fischer déclare en outre que les prétentions d'un plébiscite ne sont dues qu'à une minorité, et non à la population germanique majoritaire : les aspirations de cette dernière devraient donc être entendues et respectées³⁰⁴⁶. L'explication du mémorandum se heurte bien sûr aux oppositions des francophiles du CHS, Brainting et Van Kol en premier lieu, qui affirment que 50 ans d'injustice ne peuvent être justifiés par des raisons ethnographiques. Les germanophiles du CHS tentent de leur côté une conciliation par le biais de Troelstra, qui demande au SPD de promettre de prendre au moins en considération l'idée de plébiscite, mais cela est perçu par David comme une infraction de la souveraineté allemande³⁰⁴⁷. La seule concession avancée par la délégation allemande concerne l'autonomie culturelle et institutionnelle du *Reichsland*. La tactique du SPD est audacieuse : il s'agit d'appuyer la lettre du manifeste du soviet pour une paix sans annexions ni indemnités, mais d'écarter la proposition de Thomas de descendre dans les détails de cette formule au cas par cas, et de rejeter ainsi la réconciliation avec la SFIO dans l'espoir que la conférence générale de Stockholm force sa majorité français à céder du terrain à la minorité, consacrant par-là la victoire d'une version biaisée de la formule zimmerwaldienne de paix blanche, car privée de sa trajectoire révolutionnaire.

La rencontre avec les Allemands aggrave les dissensions au sein du CHS. Vliegen déclare que :

« La question de l'Alsace-Lorraine reste la plus difficile de toutes. La majorité allemande ne veut même pas en entendre parler. La minorité, mieux disposée, ne montre pas les qualités qui peuvent donner l'espoir qu'elle prendra la direction de l'évolution dont l'Allemagne a besoin³⁰⁴⁸ ».

Stauning accuse Van Kol d'être coupable de l'échec des négociations et de ne pas avoir préservé une neutralité institutionnelle ; Renaudel condamne le mémorandum allemand comme un entêtement impérialiste³⁰⁴⁹, position que Thomas aussi va soutenir lors de sa rencontre avec le

³⁰⁴⁶ Pour le texte intégral, cf. *Die deutsche Sozialdemokratie und der Frieden: Erklärung der Delegation der deutschen Sozialdemokratie auf der internationalen sozialistischen Friedenskonferenz in Stockholm*, Berlin, Vorwärts Buchdruck, 1917.

³⁰⁴⁷ KIRBY, *War, Peace and Revolution...*, op. cit., p. 159.

³⁰⁴⁸ Cité in Pierre RENAUEL, « Les Misérables », *L'Humanité*, 7 août 1917, p. 1.

³⁰⁴⁹ Pierre RENAUEL, « Mise au point d'abord », *L'Humanité*, 18 juin 1917, p. 1.

CHS à Stockholm³⁰⁵⁰ : prenant le parti de Van Kol, il attaque les germanophiles danois Stauning et Nina Bang pour avoir minimisé la question alsacienne-mosellane, qualifie d'irrecevable le mémorandum du SPD, et confirme que toute conférence générale pour discuter de la paix est impossible tant que la légitimité des négociations sur l'Alsace-Moselle est remise en cause. Ainsi, la participation d'une délégation des majoritaires de la SFIO aux entrevues séparées est encore ajournée une fois de plus. La réunion du CHS avec l'*Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands* (USPD), le 22 juin³⁰⁵¹, permet d'envisager des ouvertures pendant un court laps de temps. Le mémorandum n'hésite pas à qualifier d'opportuniste la manière dont le SPD instrumentalise le concept de paix blanche pour imposer ses conditions d'adhésion au processus de Stockholm. Selon l'USPD, le sort de l'Alsace-Moselle doit faire l'objet d'un vote direct par ses habitants selon leur droit d'autodétermination. Mais le 26 juin, le *Parteivorstand* du SPD rétorque au mémorandum de l'USPD que la cession de l'Alsace-Moselle à la France préfigurerait une paix de défaite, décevant un peuple ayant assez souffert de la guerre³⁰⁵². Sans abandonner la table des négociations, le CHS ne peut alors que constater la profondeur de la fracture et son incapacité à trouver un accord à minima.

Qui plus est, même la SFIO s'avère être finalement partagée sur le sujet. Les majoritaires et les centristes adressent au CHS un mémorandum commun en août 1917 qui, par une argumentation mêlant Histoire et Droit international, définit l'Alsace-Moselle comme une question juridique et non territoriale. Mais le principe de consultation populaire qui est mis en avant se voit aussitôt remis en cause par une déclaration de militants alsaciens-mosellans de la SFIO transmise à Branting en tant que président du CHS³⁰⁵³. La SFIO proposait en effet une révision du traité de Francfort basée sur les principes modernes du droit international, pour mettre en avant une paix durable censée combiner opposition aux annexions et retour de l'unité nationale :

« Le droit imprescriptible n'en reste pas moins établi, et lorsque la France demande hautement devant le monde que son unité nationale soit restituée dans son intégrité, elle ne saurait être accusée de vouloir une annexion, puisqu'elle invoque, non pas au droit historique ou dynastique de conquête, mais la volonté plusieurs fois exprimée des Alsaciens-Lorrains. Les traités qui suivront

³⁰⁵⁰ Ioannis SINANOGLIOU, « Journal de Russie d'Albert Thomas », *Cahiers du Monde Russe et Soviétique*, vol. 14, n° 1-2, 1973, p. 187-191.

³⁰⁵¹ H. Haase, E. Bernstein, K. Kautsky, J. Herzfeld, A. Stadthagen, R. Wengels, O. Cohn, A. Hofer.

³⁰⁵² KIRBY, *War, Peace and Revolution...*, *op. cit.*, p. 160-164.

³⁰⁵³ C. Andler, L. Blum, M. Braemer, M. Brot, E. Lévy, S. Gibaut, C. Himmelsbach, L. Herr, Korn, G. Lévy, L. Maffert, L. Meister, A. Veber, G. Weill, M. Weill, cf. *L'Humanité*, 11 août 1917, p. 2.

la guerre, en rappelant la violation du droit des peuples accomplie en 1871, déclareront que c'est la brutalité de la force qui a seule tranché le lien entre l'Alsace-Lorraine et la France³⁰⁵⁴ ».

Quant au principe de plébiscite, les Alsaciens-Mosellans le rejettent fermement, déclarant s'opposer « d'avance à toute négociation de paix qui ferait d'un plébiscite alsacien-lorrain la condition préjudicielle du rattachement de l'Alsace et de la Lorraine à la France ; au contraire, c'est la réintégration de l'Alsace-Lorraine dans la patrie française qui est une des conditions nécessaires et préalables de toute paix³⁰⁵⁵ ». Ils rejettent ainsi même la perspective d'une consultation placée sous la tutelle d'une future Société des Nations, évoquée par la SFIO en vue de limiter au maximum les pressions étatiques. Ils lui opposent en effet un droit de rattachement à la France basé sur la protestation des députés alsaciens-mosellans lue à l'Assemblée nationale de Bordeaux en 1871.

En septembre, c'est au tour de Huysmans de heurter le SPD, car le mémorandum qu'il rédige à l'issue des entrevues séparées dit que pour l'Alsace-Moselle, la formule de paix blanche doit être complétée par des solutions pratiques ont problèmes qui ont fait surface depuis la rupture du *statu quo*. Le mois suivant, le *Manifeste des Neutres* exclut la désannexion pure et simple aussi bien que la seule modification juridique intérieure du *Reichsland*, et penche nettement du côté d'un référendum. Mais le CHS suggère d'adopter comme base la dernière liste électorale publiée avant la guerre, ce qui signifierait exclure la population émigrée depuis 1871 et prendre en compte les nouveaux arrivants majoritairement germanophones. De ce fait, le manifeste est attaqué par la SFIO, Thomas déclarant qu'il avait heurté toute l'opinion publique française³⁰⁵⁶. Les congrès de la SFIO à Bordeaux les 6-9 octobre et du SPD à Würzburg les 14-20 octobre n'aboutissent à aucune évolution sensible. L'entremise du CHS a déjà échoué lorsque la Révolution d'octobre sonne le glas de cette deuxième phase de tentatives d'organiser la conférence de Stockholm. La question d'Alsace-Moselle s'entremêle dès lors avec le problème de la paix séparée russo-allemande, qui occupe brusquement les préoccupations du CHS.

³⁰⁵⁴ *L'Humanité*, 11 août 1917, p. 1-2.

³⁰⁵⁵ *Ibidem*, p. 2.

³⁰⁵⁶ MOUSSON-LESTANG, *Le Parti social-démocrate...*, op. cit., p. 387.

B. Épilogue : Huysmans « à l'ombre des titans³⁰⁵⁷ » et des désillusions en chaîne

Alors que le processus de Stockholm avait été court-circuité par les majoritaires de l'Entente et qu'il avait été incapable de rétablir le dialogue franco-allemand à cause de la question alsacienne-mosellane, ce sont les bolcheviks qui lui portent le coup fatal. Leur point de vue sur le projet de retrouvailles de l'Internationale est déjà clair lors la conférence panrusse du POSDR de mai 1917, où Lénine dénonce la « comédie » de Stockholm, et Zinoviev la relance de la vieille Internationale par l'amnistie réciproque des « sociaux-patriotes ». Les bolcheviks mènent une campagne sur deux fronts sur la question des relations transnationales : ils veulent convaincre le soviet de renoncer à sa collaboration avec le CHS, et persuader les centristes parmi les zimmerwaldiens d'abandonner leurs illusions sur une éventuelle conférence générale de l'Internationale, et de se préparer plutôt à en créer une nouvelle. Entre mai et octobre 1917, la faveur du soviet de Petrograd à une réunion de la vieille Internationale est donc loin d'être acquise. Alors que des membres du soviet approfondissent leurs relations avec les socialistes minoritaires (notamment dans les pays scandinaves), les zimmerwaldiens concurrencent efficacement le CHS. Grimm dénonçait sans cesse le projet de Stockholm comme n'étant rien d'autre qu'une « conférence de sociaux-patriotes qui discrédite la paix³⁰⁵⁸ », et les travaux préparatoires pour la troisième conférence zimmerwaldienne avancement sans faille. Les 5-12 septembre 1917 celle-ci se tient bel et bien à Stockholm, et marque une nouvelle progression des positions bolcheviques à l'heure même où le CHS demeure paralysé. Après la révolution d'Octobre, l'offre de paix à l'Allemagne modifie radicalement les perspectives : de simple menace, le problème de la paix immédiate et séparée devient une réalité diplomatique, tandis que la paix générale de compromis voulue par le CHS devient une illusion lointaine. L'annonce du début des négociations de paix provoque d'ailleurs des réactions fébriles et des nouvelles divisions en son sein. Stauning exige que le CHS appelle à l'ouverture urgente de la conférence de Stockholm pour le 2 décembre 1917, jour même du début des négociations de Brest-Litovsk, et ce, afin que le CHS puisse peser sur le processus même s'il devait déboucher en une paix séparée³⁰⁵⁹. Cette proposition se heurte au blocage de Branting et de Huysmans : en accord avec les directions de SFIO, LP et POB³⁰⁶⁰, ils déclarent que l'Internationale ne pourrait en aucun

³⁰⁵⁷ GELDORF, *Stockholm 1917...*, *op. cit.*

³⁰⁵⁸ MOUSSON-LESTANG, *Le Parti social-démocrate...*, *op. cit.*, p. 430.

³⁰⁵⁹ IISG, BSI 52, Lettre de T. Stauning à C. Huysmans, 20 novembre 1917.

³⁰⁶⁰ IISG, BSI 52, Télégramme de C. Huysmans à A. Henderson, 22 novembre 1917.

cas cautionner une paix de ce genre³⁰⁶¹. Branting pointe notamment que l'Allemagne se refusait toujours à discuter sérieusement de la question du *Reichsland*, et dénonce la proposition de Stauning comme étant un piège et une trahison, du fait qu'elle parrainait « le rapprochement singulier [...] entre les léninistes russes et les socialistes majoritaires allemands » et qu'une « conférence des éléments germanophiles de l'Internationale n'apporterait rien à la vraie paix générale et comporterait le risque d'une scission absolue de l'Internationale³⁰⁶² ». Quant à Huysmans, dans sa réponse publique à Stauning il refuse de cautionner ce qu'il définit comme une alliance contre-nature entre les bolcheviks et le Reich, puisque

« si la politique de paix séparée réussit, les empires centraux pourront à leur aise concentrer toutes leurs forces contre l'Ouest, et cela, sans avoir eu besoin de faire des déclarations claires sur leurs buts de guerre, et de préciser, par exemple, le sort politique de la Belgique. Au contraire, ils auront pu brutalement refuser de même "envisager" la question d'Alsace-Lorraine. N'est-ce pas là une politique, qui est en contradiction flagrante avec le programme minimum que les neutres ont accepté³⁰⁶³ ».

La référence à l'Alsace-Moselle devient dans cette période la métaphore des effets pervers d'une paix séparée favorable aux puissances centrales : par exemple Daszyński, membre polonais du BSI, déclare au Reichsrat en février 1918 « qu'il y aurait désormais une Alsace-Lorraine entre l'Ukraine et la Pologne³⁰⁶⁴ ». Cependant, les dénonciations de Branting et l'attentisme de Huysmans sont loin de faire l'unanimité au sein même du CHS : ayant constaté que les négociations russo-allemandes se poursuivent sans que le CHS n'y ait le moindre impact, Van Kol³⁰⁶⁵ et Troelstra³⁰⁶⁶ se rangent eux aussi du côté de Stauning. Branting et Huysmans doivent alors se livrer à une nouvelle offensive, insistant sur le fait que tant les socialistes russes³⁰⁶⁷ (mencheviks, socialistes-révolutionnaires et Bund) que certains socialistes des empires centraux (notamment les Hongrois³⁰⁶⁸) demeurent opposés à cautionner la paix séparée à travers une conférence partielle de l'Internationale. Huysmans en conclut qu'il faut parier sur l'échec de Brest-Litovsk, étant donné que même « les partis socialistes des pays

³⁰⁶¹ IISG, BSI 52, Télégramme de C. Huysmans à P. J. Troelstra, 30 novembre 1917 ; Lettre de C. Huysmans à H. van Kol, 24 décembre 1917.

³⁰⁶² IISG, BSI 52, Lettre de H. Branting à C. Huysmans, 24 novembre 1917.

³⁰⁶³ *L'Humanité*, 3 janvier 1918, p. 1.

³⁰⁶⁴ *L'Humanité*, 22 février 1918, p. 2.

³⁰⁶⁵ IISG, BSI 52, Lettre de H. van Kol à C. Huysmans, 20 décembre 1917.

³⁰⁶⁶ IISG, BSI 52, Télégramme de H. van Kol à C. Huysmans, 24 décembre 1917.

³⁰⁶⁷ IISG, BSI 52, Lettre de C. Huysmans à H. van Kol, 24 décembre 1917.

³⁰⁶⁸ IISG, BSI 52, Lettre de C. Huysmans à T. Stauning, 19 décembre 1917.

centraux comprennent que la paix séparée renforce les réactionnaires et [...] menace aussi bien la démocratie du Centre et de l'Est que la démocratie de l'Ouest³⁰⁶⁹ ».

Réuni en janvier 1918 avec la délégation russe, le CHS ne peut que prendre acte de l'impasse pour le projet de Stockholm, et en conclure que le seul moyen de relancer l'Internationale repose sur un alignement encore plus strict sur les positions des socialistes de l'Entente³⁰⁷⁰. Huysmans est alors mandaté pour participer à la conférence que les socialistes interalliés tiennent à Londres en février 1918, où le « programme de paix socialiste » qu'il devait défendre se transforme en un mémorandum listant les butins de guerre réclamés par l'Entente. Par la même occasion, l'idée de conférence générale de l'Internationale est reportée jusqu'au jour de négociations de paix, les socialistes de l'Entente se contentant d'exiger une représentation du mouvement ouvrier lors de l'élaboration des traités de paix³⁰⁷¹. Pour la deuxième fois en moins d'un an, et cette fois-ci à cause de l'incapacité manifeste du CHS de contrer la paix séparée des bolcheviks, ce sont les socialistes de l'Entente qui prennent le contrôle de l'agenda de l'Internationale³⁰⁷².

À Londres, un Huysmans résilient réussit à se faire mandater pour tenter une énième négociation auprès des socialistes des empires centraux³⁰⁷³, pour les convaincre de s'opposer ensemble aux « tentatives de paix bâclée » et d'« organiser la paix pour tuer la guerre à jamais »³⁰⁷⁴. Cependant, il ne peut se déplacer puisque, de février à septembre 1918, il est bloqué à Londres par les autorités qui lui refusent le laissez-passer, en dépit des démarches entreprises en sa faveur par Vandervelde par l'intermédiaire de l'ambassade belge et de Joseph Hellebaut, ministre belge de la Guerre³⁰⁷⁵. Huysmans doit alors travailler dans les locaux que lui met à disposition le LP à son siège sis 33 Eccleston Square, et change de domicile à trois reprises (6 Worsley Road, 11 Ashley Gardens, 12 Willoughby Road, Hampstead), ce qui lui cause des ennuis auprès de la *Police Court*³⁰⁷⁶ : celle-ci prétexte en effet le fait qu'il n'ait pas notifié aux autorités compétentes ses changements d'adresse, mais finit par lui intenter un

³⁰⁶⁹ IISG, BSI 52, Lettre de C. Huysmans à L. Dubreuilh, 19 décembre 1917.

³⁰⁷⁰ IISG, BSI 38, *Adresse du Comité Hollando-Scandinave aux travailleurs organisés de Grande-Bretagne*, 8 janvier 1918.

³⁰⁷¹ Paul U. KELLOGG, Arthur GLEASON (dir.), *British Labor and the War*, New York, Boni and Liveright, 1919, p. 61-65 ; p. 353-366.

³⁰⁷² IISG, BSI 86, Lettre de L. Dubreuilh à C. Huysmans, 11 janvier 1918.

³⁰⁷³ IISG, BSI 81, *From the Labour Party Press Bureau*, s.d.

³⁰⁷⁴ IISG, BSI 77.2, *Aux partis socialistes d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie et de Bulgarie*, 10 mars 1918.

³⁰⁷⁵ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 405, Télégramme d'E. Vandervelde à C. Huysmans, 5 avril 1918.

³⁰⁷⁶ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 315-316, Lettre de Huysmans, 29 juin 1918.

procès politique pour avoir négocié avec des Allemands pendant la guerre. La femme de Huysmans ne réussit à le rejoindre depuis Stockholm qu'à la mi-août³⁰⁷⁷. C'est donc un secrétaire en difficulté qui doit négocier à distance avec les Allemands sur les bases strictes du mémorandum des socialistes interalliés. Or, ce document envisage le règlement de la question d'Alsace-Moselle par le biais d'une « consultation populaire libre et intègre » sous la houlette de la future Société des Nations. Cette formulation étant inacceptable pour le SPD, Scheidemann rétorque à Huysmans que le *Reichsland* demeure une question intérieure allemande non discutable³⁰⁷⁸. Alors que quarante députés français issus de la majorité de la SFIO avaient déjà souscrit, au mois d'avril 1918, une déclaration demandant l'exclusion du SPD de l'Internationale tant qu'il ne reconnaissait pas le droit à l'autodétermination de l'Alsace-Moselle, les éléments francophiles du CHS contribuent à l'exacerbation des tensions. Dénonçant le refus du SPD de considérer l'Alsace-Moselle comme une question devenue internationale du fait de la guerre, Branting déclare qu'un parti qui trahit le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes s'exclue de lui-même de l'Internationale³⁰⁷⁹. La presse sociale-démocrate allemande réagit promptement en dénonçant Branting comme étant non un représentant du socialisme international, mais un défenseur des intérêts de l'Entente³⁰⁸⁰. Troelstra profite de la diatribe pour pointer une fois de plus le manque d'unité du CHS sur le chemin vers la paix : il développe une critique générale de la stratégie de Huysmans de s'aligner sur les buts de guerre de l'Entente, et donc de cautionner la poursuite de la guerre jusqu'à l'obtention d'une paix générale, ce qui ne garantit pas l'obtention d'une paix qualitativement acceptable mais qui contribue à discréditer le CHS dans son rôle de médiateur avec les Allemands.

Craignant de perdre leurs dernières onces de légitimité, Huysmans et Branting trouvent une sortie de secours dans une nouvelle instrumentalisation des Russes, en l'occurrence des exilés, pour fédérer le socialisme international autour de l'antibolchevisme. Kerenski redevient dès lors un interlocuteur privilégié, que l'on utilise pour dénoncer la tyrannie bolchevique, refuser la reconnaissance du traité de Brest-Litovsk et relancer l'idée de conférence générale de l'Internationale. La croisade antibolchevique se configure ainsi comme un potentiel à exploiter pour pouvoir réunir l'Internationale à l'approche de la fin de la guerre. Huysmans dîne avec

³⁰⁷⁷ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/2288, f° 361, Télégramme d'E. Vandervelde à Huysmans, 5 avril 1918.

³⁰⁷⁸ MOUSSON-LESTANG, *Le Parti social-démocrate...*, op. cit., p. 502-503.

³⁰⁷⁹ *Idem.*

³⁰⁸⁰ *Idem.*

Kerenski à plusieurs reprises³⁰⁸¹, et rentre en contact avec d'anciens membres de l'Assemblée constituante russe. Branting se lance dans une campagne d'opinion pour convaincre le centre zimmerwaldien du danger que représentent les bolcheviks, et pour qu'Axelrod appelle à l'envoi d'une commission internationale d'enquête en Russie³⁰⁸². Ces manœuvres se soldent néanmoins par un échec : non seulement à cause de la contre-offensive bolchevique avec les premiers balbutiements de l'organisation du Komintern, mais surtout à cause de l'excessive complaisance des socialistes interalliés avec les prétentions grandissantes de Kerenski. À la dernière conférence des socialistes de l'Entente, en septembre 1918 à Londres, organisée par Huysmans lui-même avec le LP, l'intervention militaire en Russie est condamnée dans un premier temps, mais l'allocution de Kerenski convainc les délégués de modifier leur résolution : il est donc acté que toute intervention armée sur le territoire russe devrait être conforme aux Quatorze points de Wilson et avoir comme seule finalité la restauration de la paix et de la démocratie³⁰⁸³. Huysmans et Vandervelde approuvent ainsi une intervention impérialiste en Russie révolutionnaire, ce qui est inacceptable pour de nombreux socialistes qui, tout en n'étant pas ralliés au bolchevisme, demeurent sincèrement pacifistes. Dès lors, toute réunion générale de la vieille Internationale devient impossible. Mais lorsque les armes se taisent en novembre 1918, Huysmans a le sentiment que s'il rentre en Belgique, c'est quand même la peine capitale qui l'attendra pour les activités internationalistes qu'il a menées durant la guerre. Il vit l'échec de Stockholm comme un second congrès manqué et une défaite personnelle, mais la résilience dont il a fait preuve est réhabilitée dès le lendemain du conflit, à l'image du témoignage intime fourni par William Postgate :

« Pour qui l'a rencontré dans la période de "Stockholm", il donnait l'impression d'un homme doué d'une fabuleuse énergie motrice. [...] Une partie de son énergie débordante provenait, bien sûr, de son entêtement. Il ne voulait pas écouter les arguments ni tolérer la contradiction : il s'en tenait à une attitude rigide de "minorité modérée" et ne voulait rien entendre, ni à droite, ni à gauche. Il voulait "aller à Stockholm" conformément à l'expression d'alors. Il voulait la paix et mener la guerre à une fin sans secousses. Son esprit était concentré uniquement là-dessus : la révolution bolchevique passa à côté de lui sans l'intéresser sauf dans la mesure où elle déplaçait certains éléments du tableau. On voyait en lui, ou du moins on pensait voir au profond de lui-même un substrat de patriotisme belge, on voyait qu'il ressentait intensément les sentiments

³⁰⁸¹ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625/288, f° 315-316, Lettre de C. Huysmans, 29 juin 1918.

³⁰⁸² Pour les manœuvres de Branting dans la campagne antibolchevique du CHS, cf. MOUSSON-LESTANG, *Le Parti social-démocrate...*, op. cit., p. 504-510.

³⁰⁸³ *Proceedings of the Inter-allied Labor Conference*, Washington DC, American Federation of Labor, 1918, p. 20-30.

nationaux naturels chez un travailleur belge. Et cependant, il s'efforçait tout le temps, avec entêtement d'accomplir son devoir international, sachant que c'était entre ses mains plus qu'entre celles d'aucun autre que résidait le destin de l'Internationale. Beaucoup d'hommes plus grands sont apparus pendant la guerre mais aucun qui soit plus digne de notre admiration ou à qui le monde soit davantage redevable. Il a échoué, il est vrai. Mais en fin de compte, l'échec de "Stockholm" – c'est-à-dire l'échec de Huysmans – a causé de grands remous. Il a échoué mais il a converti deux gouvernements français, brisé la coalition britannique et fait sombrer le moral allemand avant que d'être battu³⁰⁸⁴ ».

³⁰⁸⁴ Raymond W. POSTGATE, *The Worker's International*, Londres/New York, Swarthmore/Harcourt Brace & Howe, 1921, p. 93-94.

Conclusion

Nous nous demandions au début de notre étude dans quelle mesure le BSI est-il parvenu à centraliser des compétences pour s'autonomiser des partis nationaux dans la promotion de l'internationalisme. Les éléments que nous avons fournis mettent en lumière un certain nombre de phénomènes qui permettent de nuancer tant la thèse d'un internationalisme qui resterait essentiellement faible et par le bas, que celle d'un apprentissage linéaire des pratiques de la mobilisation transnationale.

Nous avons pu vérifier que des dynamiques de centralisation contrebalancent systématiquement la tendance centrifuge à la base de l'Internationale, même depuis la période dite transition. L'internationalisme polycentrique n'est perçu comme étant suffisant que par une partie du mouvement socialiste, mais il serait erroné de se limiter à dire que ce sont avant tout les petits partis ou ceux de petits pays qui cherchent à centraliser l'Internationale pour puiser une nouvelle force nationale de cette dynamique. Si effectivement certaines organisations réclament systématiquement une institution centrale avec l'espoir d'une solution d'en haut aux problématiques qu'elles traversent d'en bas, il y a tout de même un débat effervescent à l'échelle transnationale qui franchit tant la ligne de démarcation entre grandes et petites puissances, que les postures que l'on pouvait s'attendre des meneurs au vu des positions exprimées par leurs propres partis. Ainsi, si la conception des contours généraux du BSI en 1900 se fait autour d'un axe Londres-Amsterdam, celle-ci n'est rendue possible que par l'existence d'un axe Paris-Berlin où Vaillant et Liebknecht ajustent mutuellement leur propre faveur et opposition principielles à la centralisation. Trouvant son origine dans cette dynamique adaptative, l'institution centrale en reprend les logiques à son tour. Les réactions à chaud après le congrès de 1900 mettent en lumière cette contradiction apparente entre un organe qui, certes, ne peut qu'être modeste au vu des efforts qu'il a fallu pour l'instituer, mais dont les domaines de compétence ont vocation à s'étendre au gré des nécessités pragmatiques. À partir de là, deux dynamiques s'opèrent, parfois en parallèle, parfois en jonction : une centralisation sur papier, et une centralisation *de facto*. Les congrès, la plupart du temps, soit enregistrent des pouvoirs dont le BSI s'était déjà accaparé en toute discrétion – comme l'entremise dans les dossiers d'unification –, soit tranchent sur des discussions qui avaient déjà eu lieu au préalable au sein même du BSI ou grâce à son impulsion, et qui tendent à lui accorder des prérogatives – comme sur le principe des réunions d'urgence, puis sur sa procédure –. En somme, dès que le BSI rentre

en activité, les assises perdent effectivement leur centralité en tant qu'instances souveraines : s'ils le restent en théorie, dans les faits le Bureau s'en autonomise tant en amont qu'en aval. Même si les congrès sont beaucoup moins cacophoniques après 1900, ils continuent d'avoir du mal à conjuguer leur vocation messianique – qui résulte culturellement résiliente – et l'aspiration au pragmatisme que portent un nombre croissant de meneurs – sur fond d'un révisionnisme qui gagne de plus en plus de terrain sans que cela soit avoué franchement –. De ce fait, le BSI se retrouve investi par les congrès d'un nombre croissant de tâches qui ne peuvent être expédiées en quelques jours, déjà très chargés entre allocutions inaugurales, meetings et festivités. Il est identifié comme devant permettre à cette « tradition inventée³⁰⁸⁵ » qu'est l'internationalisme d'avoir un corps à part entière qui lui soit spécifiquement dédié. Ne serait-ce qu'au niveau des perceptions, le BSI s'apparente ainsi à une « communauté épistémique » telle que définie par Peter Haas³⁰⁸⁶, c'est-à-dire un réseau de professionnels ayant des croyances normatives partagées, possédant une expertise et des compétences reconnues dans leur domaine particulier, et prétendant faire autorité. C'est l'enracinement de cette conviction au sein d'au moins une partie des membres du BSI lui-même qui permet la survie de l'institution à sa propre organisation de référence : si les liens sont rompus, seuls des professionnels peuvent les renouer. D'autant plus que durant la guerre, lorsque l'on songe à réactiver l'Internationale, la perspective d'une réunion du BSI – générale ou d'abord par entrevues séparées – est très souvent mise en avant comme étant préalable à tout congrès. En dépit de la situation tout à fait exceptionnelle de la guerre, le décalage entre 1876 et 1914 est saisissant : si dans le premier cas c'est la réactivation de l'Internationale qui seule peut relancer l'institution centrale, dans le second c'est bel et bien la réactivation de l'institution centrale qui est censée relancer l'Internationale. Huysmans n'entérine qu'à moitié l'idée de Kautsky selon laquelle l'Internationale est essentiellement un instrument du temps de paix, puisqu'il considère que la structure peut survivre en dépit de la dislocation de ses composantes afin de permettre leur réunification d'en haut sur la base d'un programme partagé quant à la paix à venir.

Un autre résultat qui se dégage au fil de nos recherches, c'est que l'opposition entre centralisation sociologique et politique, mise en avant par les socialistes durant la période dite de transition, reste intacte dans ses contours généraux jusqu'en 1914. Même si le BSI concentre

³⁰⁸⁵ Eric HOBBSBAWM, « Inventer des traditions », in Eric HOBBSBAWM, Terence RANGER (dir.), *L'invention de la tradition*, Paris, Éditions Amsterdam, 2006.

³⁰⁸⁶ Peter M. HAAS, « Epistemic Communities and International Policy Coordination », *International Organization*, vol. 46, n° 1, 1992, p. 1-35.

en ses mains de plus en plus de tâches, et même dès lors qu'il s'en invente de toute pièce, le décalage au niveau de sa légitimité et des résultats est criant entre sa vocation d'organe de liaison et celle d'organe d'impulsion. Si grâce à son activité corrélative toujours croissante il contribue de manière prépondérante à créer un espace internationaliste ininterrompu et à donner un cadre référentiel commun aux réseaux informels sous-jacentes, la mise en mouvement des acteurs mêmes de cet espace demeure problématique tout au long de son existence. Il est aisé de constater que les blocages sont d'ordre national et qu'ils émanent dans une large majorité des cas de la même coalition austro-allemande. Haupt constatait déjà que le SPD « contesta l'utilité de transformer le Bureau en un organe dirigeant et ne cessa de manifester ses réserves à toute tentative d'élargir les compétences de cet organisme », et que « dès que les questions ne se limitaient plus à des problèmes généraux ou de principe, dès qu'il était question d'agir concrètement, les représentants de la social-démocratie allemande rentraient dans l'ombre »³⁰⁸⁷. Mais au-delà de cette constante, les logiques de fidélité à l'égard de l'institution centrale demeurent variables en fonction des conjonctures et empêchent de fixer réellement une procédure pouvant enclencher l'action de manière inconditionnelle. Il est rare de voir des partis établir une théorie d'organisation englobante à l'égard de l'Internationale, et cela s'applique d'autant plus au BSI dont l'on craint la dérive autoritaire du CG de l'AIT. De ce fait, les partis laissent développer au secrétariat une activité corrélative immense et, globalement en toute liberté, tout en se réservant le droit d'appuyer ou bloquer l'aboutissement des démarches en des démonstrations publiques. La tendance à la nationalisation de la vie politique produit donc des résultats ambivalents à l'égard des compétences politiques du BSI : il est censé permettre de surmonter cette même tendance grâce à l'affirmation de la valeur suprême de l'internationalisme, tout en devant pour cela obtenir l'accord d'organisations qui sont elles-mêmes tiraillées entre nation et Internationale. Dans ce cadre, impossible de mettre fin aux diatribes de principe sur le rôle politique du BSI et de lui déléguer des pouvoirs de direction et sanction : les partis ont besoin de garder des marges de manoeuvre pour garder un droit de retrait – retrait des décisions du BSI mais non retrait de l'Internationale en tant que telle, qui symboliquement reviendrait à faire perdre au partis tout un pan de leur capital symbolique –. En ce sens, la coalition austro-allemande apparaît certes la plus performante, mais elle n'est pas seule. D'autres meneurs très impliqués dans la vie du BSI adoptent eux aussi des postures ambivalentes à son égard, entre un Hyndman à l'avis changeant et un Vaillant qui est prêt à accorder à l'institution centrale des pouvoirs accrus surtout dans un domaine très précis. Ainsi,

³⁰⁸⁷ HAUPT, *La Deuxième Internationale 1889-1914...*, op. cit., p. 30-59.

les délégués qui s'efforcent de penser transnational au lieu d'inter-national, et qui sont partisans d'un BSI politique, ne le sont pas tout le temps, ne sont pas toujours les mêmes, et ne le sont pas pour tous les sujets. Puisque l'émergence d'une méthode de travail du BSI unanimement acceptée et définitivement établie est particulièrement problématique, le schéma suivi se configure comme étant du cas par cas, et ce n'est qu'après des tâtonnements ou des succès pratiques que l'on réduit ou l'on étend sur papier les compétences de l'institution. Il apparaît dès lors que le BSI s'apparente effectivement au modèle d'organisation intégrative, mais comme étant la résultante d'un compromis face aux difficultés manifestes de faire autrement, entre poussées centrifuges et centripètes, à leur tour asymétriques en fonction des sujets et des circonstances. L'adaptabilité de l'institution fait à la fois sa force et sa faiblesse. Sa force, d'une part, grâce à la faiblesse normative qui l'entoure : la crainte de s'enfermer d'avance dans un système de règles et procédures se retourne précisément contre ceux qui s'y opposent, car cela laisse la porte ouverte au dynamisme des acteurs qui veulent pousser l'institution à agir davantage. Sa faiblesse, d'autre part, à cause de la force des blocages informels, qui configurent l'adaptabilité de l'institution comme ne pouvant être qu'une longue série d'improvisations. Si dans les rapports transnationaux entre partis il peut apparaître effectivement un processus d'apprentissage de la gestion des crises, au niveau du BSI la *learning curve* apparaît saccadée précisément à cause de la crainte d'une autonomisation du centre vis-à-vis de périphéries jalouses de leur autonomie. Certes, les résultats sont bien plus probants en 1911-1912 qu'en 1901-1904, mais c'est avant tout car l'émergence laborieuse d'un comportement institutionnel s'est couplée à une perception différente des implications des crises localisées et surtout à un secrétariat qui avait lui-même appris à se saisir de la flexibilité de son mandat pour rendre efficace une improvisation constante. Ainsi, à l'été 1914, le mieux que l'on puisse s'attendre du BSI est qu'il réussisse à se réunir d'urgence en appelant les partis à l'action – ce qu'il fait, même si plus faiblement que pour d'autres cas de figure –. Si nous avons commencé nos réflexions en pointant l'étroitesse du prisme de l'échec dans l'étude de la Deuxième Internationale, il convient néanmoins de conclure en précisant que le BSI en tant qu'institution collégale n'avait pas les capacités de faire plus. Qu'il y ait eu échec ou pas, du point de vue des mécanismes institutionnelles de l'Internationale cela ne peut que relever des partis nationaux, et c'est à d'autres d'en juger.

Pris au piège des poussées centrifuges en son propre sein, entre délégués nationaux qui ne jouent pas le jeu et d'autres qui se bornent à des ralliements de façade, si déjà le BSI peine à faire institution, il apparaît aussi nettement que le perfectionnement continu de son propre

organigramme est un enjeu pour lui garantir d'éviter l'immobilisme. Ainsi, l'élasticité des compétences de l'institution dépend aussi en large mesure de l'autonomisation qu'opèrent vis-à-vis d'elle ceux qui se place au centre de son fonctionnement même. Nous avons donc pu constater que le secrétariat a tendance à s'autonomiser du Comité exécutif, qui lui-même s'émancipe du BSI en tant qu'organe collégial, qui à son tour a tendance à se remplacer aux congrès. Si le secrétaire apparaît au sommet d'un système tout autant pyramidal que non-hiérarchique, il doit jongler entre verticalité et horizontalité, car sa place ne lui donne pas davantage de pouvoirs que les autres délégués, comme tient à le rappeler Kautsky en 1905. Il est apparu au fil de notre étude que Huysmans parvient effectivement à improviser de manière efficace l'impulsion des dynamiques transnationales. Le sort du BSI en tant qu'institution collégiale va tellement dépendre du seul activisme de son secrétaire qu'à certains moments on a réellement l'impression que les deux se confondent. Huysmans marque incontestablement de son empreinte un nouveau souffle pour le BSI après la première phase expérimentale. Quant à Serwy, cependant, c'est à peine si ses (courtes) biographies, voire même sa notice autobiographique, rendent compte de la tâche inconmensurable qu'il a dû entreprendre en 1900. Les jugements sur son mandat, tant dans l'immédiat que de nos jours, ressentent profondément du prisme comparatiste entre les deux secrétaires, qui produit une fausse dichotomie entre un Serwy incompetent et un Huysmans parfaitement à l'aise. S'il y a bien une rupture dans le degré d'engagement et de dynamisme, il y a aussi une continuité dans certaines pratiques et orientations. C'est en effet à Serwy que revient le mérite d'avoir entamé l'écrasante majorité des premières expérimentations institutionnelles et politiques du BSI. Les perspectives ambitieuses qu'il envisage ne sont pas déçues par son incompetence ou son manque de compréhension des logiques de fonctionnement particulières du socialisme international, mais surtout pour des raisons conjoncturelles qui en sont extérieures. L'on peut même dire que, dans le drame qu'elles ont engendré, l'ampleur des crises et guerres qu'a dû traverser Huysmans pendant son secrétariat en sont pour beaucoup s'il a dû s'efforcer d'être d'autant plus performant. Mais pour qui est de Serwy, il lui manque précisément ces conjonctures susceptibles de faire sortir de leur torpeur les meneurs nationaux et de l'entourer d'une équipe de conseillers rapprochés en dehors de ses camarades belges. Malgré cela, c'est quand même lui qui imagine en premier que le sens profond du BSI est celui de propulser l'action transnationale, et que celle-ci doit être homogène et simultanée pour rendre palpable l'existence d'une Internationale non seulement dans les sentiments mais avant tout dans les faits. D'autre part, c'est encore à Serwy que le Bureau doit ses prises d'initiative précoces pour l'unification des partis, pour l'accompagnement de l'expansion mondiale du socialisme, ou encore pour

l'entraide à l'égard des victimes des répressions et des ouvriers migrants. Enfin, c'est Serwy qui expérimente *ex nihilo* une bonne partie de la panoplie d'outils de corrélation et de pratiques sur lesquels Huysmans va s'appuyer à son tour : circulaires informatives et consultatives, rapports politiques et financiers, comptes rendus, publications, bulletin, jusqu'aux modalités mêmes des réunions plénières et des meetings qui se tiennent en marge de celle-ci.

Au sortir de la Première Guerre mondiale, Vandervelde écrit à MacDonald que « jamais le Socialisme, considéré dans chaque pays isolément, n'a été aussi fort ; jamais, par contre, l'Internationale n'a été aussi faible³⁰⁸⁸ ». L'épopée tragique de Huysmans n'a en effet pas sauvé la Deuxième Internationale en tant que centre de ralliement de toutes les nuances du socialisme politique. S'il n'est pas nécessaire de revenir ici sur les scissions qui se formalisent depuis 1919, et qui aboutissent même entre 1921 et 1923 à l'existence de trois Internationales concurrentes, il convient de remarquer que la question de la centralisation n'a pas cessé d'agiter les internationalistes dans l'entre-deux-guerres. En ce sens, l'organigramme et le mode de fonctionnement du Comintern non seulement se place dans la continuité de celui qu'avait déjà adopté la fraction bolchevique du POSDR, mais se veut aussi une réponse à l'internationalisme faible qui a provoqué la dislocation (dans ce cas, la trahison) de la Deuxième Internationale. Et ce, d'autant plus que Lénine, après le congrès de Stuttgart, avait nourri des réels espoirs dans le fait que le BSI pût devenir l'état-major de la révolution, notamment en cas de guerre impérialiste. Mais après le conflit mondial, la question de la centralisation se complexifie davantage, puisqu'elle n'est plus abordée au prisme de l'espoir de créer un point de convergence et d'appui pour l'effervescence de l'internationalisme par le bas, mais essentiellement pour discipliner les partis comme simples exécutants et sanctionner toute hypothèse de retour à la situation de l'été 1914. Les bolcheviks présupposent que la centralisation implique *ispo facto* l'efficacité de la pratique révolutionnaire, et même que c'est du degré de centralisation l'on pourrait juger de la qualité des engagements, puisque céder sa souveraineté serait la preuve d'un internationalisme indéfectible. Cependant, cela implique aussi que les acteurs tous-puissants qui animent les institutions centrales soient effectivement capables de penser de transnational, ce qui n'a pas toujours été le cas pour le Comintern. Quant à l'IOS, bien qu'elle remette en place une institution libellée Bureau socialiste international, le compromis entre Internationales de Berne et de Vienne dont elle est issue penche finalement surtout en faveur des héritiers de la

³⁰⁸⁸ AMSAB-ISG, Archief Huysmans, 625.2436, f° 21-22, Lettre d'E. Vandervelde à J. R. MacDonald, 31 janvier 1920.

première, qui assument de plus en plus ouvertement la participation ministérielle et l'implication des partis dans les institutions nationales. La perspective internationaliste n'est certes pas abandonnée, mais elle sort de plus en plus du domaine de la pratique pour être réléguée à celui des sentiments. Si déjà avant 1914 les partis, qui n'ont aucune responsabilité ministérielle, craignent que la centralisation ne les entraîne dans des tactiques contre-productives, cette tendance se démultiplie dès lors que les partis assument effectivement des responsabilités institutionnelles aux échelons nationaux. Ainsi, la poussée optimiste qui avait permis de créer le BSI en 1900 ne se reproduit plus, même chez le POB. Pendant que le Comintern se centralise de plus en plus sans pour autant venir à bout de la centralisation contradictoire qu'il porte, l'IOS se configure très rapidement comme une fédération de partis autonomes presque aussi lâche que la Deuxième Internationale d'avant 1900, et ce, en dépit du fait qu'elle ait pourtant mis en place plusieurs institutions. Une étude croisée de ces deux Internationales sous ce prisme des dynamiques contradictoires de centralisation et décentralisation pourrait contribuer à saisir les raisons de leur impasse dans les années 1930 avant même que la Seconde Guerre mondiale ne les emporte toutes deux, et que Huysmans ne dise (en 1943) :

« J'ai toujours déploré la séparation des Internationales. C'était un mal. Et un détour insensé. Et maintenant, vingt ans plus tard, nous sommes revenus à notre point de départ. Nous aurions pu nous l'épargner³⁰⁸⁹ ».

³⁰⁸⁹ Cité in HAUPT, *Camille Huysmans...*, *op. cit.* p. 44.

Sources et Bibliographie

1) Sources primaires

Archives

IISG :

Archief Braunthal

Andreas Scheu Papers

Archief Pieter Jelles Troelstra

Archief Van Kol

Bureau Socialiste International Archives

Jules Guesde Papers

Karl Kautsky Papers

SDAP Archive

Second International Archives

Sozialistische Jugend-Internationale Archives

Wilhelm Liebknecht Papers

AMSAB-ISG

Archief Huysmans

FMSH

Fonds Haupt

Journaux et revues

American Review of Reviews (New York)

Arbeiter-Zeitung (Vienne)

Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung (Leipzig)

Avanti! (Rome)

Bulletin de la Fédération Jurassienne (La Chaux-de-Fonds)

Bulletin mensuel du Musée Social (Paris)

Bulletin périodique du Bureau Socialiste International (Bruxelles)

Clarion (Londres)

Cosmopolis (Londres)

Critica sociale (Milan)

De Nieuwe Tijd (Amsterdam)

Die Neue Zeit (Stuttgart)

El Socialista (Madrid)

Études socialistes (Paris)

Het Volk (Amsterdam)

Il Socialismo (Rome)

International Socialist Review (Chicago)

Journal de Genève (Genève)

Journal de la société statistique de Paris (Paris)

Journal des économistes (Paris)

Justice (Londres)

L'Aurore (Paris)

L'Avenir social (Bruxelles)

L'Echo de Paris (Paris)

L'Égalité (Paris)

L'Express (Mulhouse)

L'Humanité (Paris)

L'Intransigeant (Paris)

Labour Leader (Londres)

La Grande Revue (Paris)

La Justice (Paris)

La Lanterne (Paris)

La Nation (Paris)

La Patrie (Paris)

La Petite République (Paris)

La Révolte (Paris)

La Revue des revues (Paris)

La Revue socialiste (Paris)

La Sentinelle (La Chaux-de-Fonds)

La Sociale (Paris)

La Vie Socialiste (Paris)

La Tribune russe (Paris)

Le Cri du Peuple (Paris)

Le Devenir social (Paris)

Le Journal (Paris)

Le Journal de Bruxelles (Bruxelles)

Le Mouvement socialiste (Paris)

Le Patriote (Bruxelles)

Le Parti ouvrier (Paris)

Le Petit Bleu du matin (Bruxelles)

Le Petit Sou (Paris)

Le Peuple (Bruxelles)

Le Prolétariat (Paris)

Le Prolétaire (Paris)

Le Rappel (Paris)

Le Réveil du Nord (Lille)

Le Révolté (Genève)

Le Socialisme progressif (Lugano)

Le Socialiste (Paris)

Le Soir (Bruxelles)

Le Temps (Paris)

Leipziger Volkszeitung (Leipzig)

London Evening Standard (Londres)

Lotta di classe (Milan)

Modern Thought (Londres)

Ni Dieu, ni maître (Paris)

Nineteenth Century (Londres)

Pall Mall Gazette (Londres)

Progress (Londres)

Revue d'économie politique (Paris)

Revue des Deux Mondes (Paris)

Revue des études coopératives (Paris)

Social-Demokraten (Copenhague)

Social-Democratic Herald (Milwaukee)

Sozialistische Monatshefte (Berlin)

Svenska Dagbladet (Stockholm)

The Challenge (Londres)

The Commonweal (Londres)

The Conference Record (Londres)

The Fortnightly Review (Londres)

The Glasgow Herald (Glasgow)

The Globe (Londres)

The Labour Elector (Londres)

The Social-Democrat (Londres)

The Times (Londres)

The Weekly Times & Echo (Londres)

The Westminster Gazette (Londres)

To-day (Londres)

Vooruit (Gand)

Vorwärts (Berlin)

Wilshire's Magazine (New York)

Workmen's Advocate (New Haven)

Anthologies

Frederick Engels, Paul and Laura Lafargue : Correspondence, vol. II : 1886-1890, Moscou, Foreign Languages Publishing House, 1960.

Marx & Engels Collected Works, Londres, Lawrence & Wishart, 2010, vol. 48.

Victor Adler: *Briefwechsel mit August Bebel und Karl Kaustsky*, Vienne, Verlag der Wiener Volksbuchhandlung, 1954.

Werner BLUMENBERG (dir.), *August Bebels Briefwechsel mit Friedrich Engels*, La Haye, Mouton, 1965.

Stephen Eric BRONNER (dir.), *The letters of Rosa Luxemburg*, Boulder, Westview Press, 1978.

J. Robert CONSTANTINE (dir.), *Letters of Eugene V. Debs*, Urbana/Chicago, University of Illinois Press, 1990.

Georg ECKERT (dir.), *Wilhelm Liebknecht: Briefwechsel mit Karl Marx und Friedrich Engels*, La Haye, Mouton & Co., 1963.

Friedrich ENGELS, Laura LAFARGUE, Paul LAFARGUE, *Correspondance*, Paris, Éditions sociales, 1956.

Georges HAUPT, « Correspondance entre Lénine et Camille Huysmans, 1905-1914 », *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. 3, n° 4, 1962, p. 582-665 ; vol. 4, n° 1-2, 1963, p. 56-116.

Sources publiées

VII^e Congrès Socialiste International tenu à Stuttgart du 16 au 24 août 1907. Compte rendu analytique publié par le Secrétariat du Bureau Socialiste International, Bruxelles, BSI, 1908.

2^e Congrès National. Tenu à Chalon-sur-Saône les 29, 30, 31 Octobre et 1^{er} Novembre 1905. Compte rendu analytique, Paris, SFIO, 1905.

7^{ème} Congrès national tenu à Paris les 15 et 16 juillet 1910. Compte rendu sténographique, Paris, SFIO, 1910.

Camille Huysmans, ses discours prononcés en Hollande du 9 au 31 janvier 1916, Bruxelles, Imprimerie industrielle, 1916.

Cinquième Congrès Socialiste International, tenu à Paris du 23 au 27 septembre 1900. Compte rendu analytique officiel, Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1901.

Comité organisateur de la conférence socialiste internationale de Stockholm, Stockholm, Tidens Förlag, 1918.

Compte Rendu des Congrès du Parti ouvrier de 1904, 1905 et 1906, Bruxelles, POB, 1907.

Compte-rendu du VIIIe Congrès annuel du Parti ouvrier belge, Bruxelles, POB, 1892.

Compte rendu sténographique non officiel de la version française du cinquième Congrès Socialiste International tenu à Paris du 23 au 27 septembre 1900, Paris, Cahiers de la Quinzaine, 1901.

Conférence interparlementaire. Salons de l'hôtel Continental, Paris, Balitout et C^{ie}, 1889.

Congrès international des accidents du travail, Paris, Baudry et C^{ie}, 2 t., 1890.

Congrès international ouvrier et socialiste, tenu à Bruxelles du 16 au 23 août 1891, Genève, Minkoff, 1977.

Congrès international ouvrier socialiste, Zurich 6-12 août 1893, Genève, Minkoff, 1977.

Congrès international pour la protection légale des travailleurs, tenu à Paris du 25 au 29 juillet 1900. Compte rendu sommaire, Paris, Imprimerie nationale, 1900.

Commission Interparlementaire Socialiste [CIS]. Première réunion plénière à Londres, juillet 17, 18, 19, 1906, Rapports. Projet d'organisations, [s.l.], [s.n.], 1906.

Congrès Socialiste International. Amsterdam 14-20 août 1904, Genève, Mikoff, 1977.

Congrès Socialiste International. Stuttgart, 6-24 août 1907, Genève Minkoff, 1985.

Compte rendu du 5^e Congrès National tenu à Reims du 30 octobre au 6 novembre 1881. Annexe : Rapport des délégués français au Congrès International de Coire, Paris, Comité national du Parti ouvrier socialiste français, 1882.

Compte rendu sténographique non officiel de la version française du cinquième Congrès Socialiste International tenu à Paris du 23 au 27 septembre 1900, Paris, Cahiers de la Quinzaine, 1901.

Full Report of the Proceedings of the International Workers' Congress. London, July and August, 1896, Glasgow/Londres, The Labour Leader, 1896.

Histoire de l'Internationale Socialiste, Bruxelles, L'Églantine, 1924.

Histoire générale du socialisme : Histoire de la Deuxième Internationale 1889-1914, Genève, Minkoff, 23 vol., 1976-1985.

Huitième Congrès Socialiste International tenu à Copenhague du 28 août au 3 septembre 1910. Compte rendu analytique publié par le Secrétariat du Bureau Socialiste International, Bruxelles, BSI, 1911.

International Socialist Workers and Trade Union Congress. London, 1896. Report of proceedings, List of British and Foreign Delegates, and Balance sheet, Londres, Twentieth Century Press Ltd., 1896.

Internationaler Sozialistischer Kongress. Congrès Socialiste International. International Socialist Congress. Amsterdam 1904. Resolutionen. Résolutions. Resolutions, Bruxelles, BSI, [1905].

Internationaler Sozialistenkongress zu Amsterdam, 14. bis 20. August 1904, Berlin, Vorwärts, 1904.

Internationaler sozialisten-kongress zu Paris, 23. Bis 27. September, 1900.

L'Internationale Ouvrière et Socialiste. Rapports soumis au Congrès Socialiste International de Stuttgart (18-24 août 1907) par les organisations socialistes d'Europe, d'Australie et d'Amérique sur leur activité pendant les années 1904-1907, Bruxelles, BSI, 2 vol. 1907.

L'Organisation socialiste et ouvrière en Europe, Amérique et Asie. Par le secretariat socialiste international, Bruxelles, BSI, 1904.

Le congrès marxiste de 1889. Le congrès possibiliste de 1889, Genève, Minkoff, 1976.

Les Congrès Socialistes Internationaux : Ordres du jour et Résolutions, Bruxelles, BSI, 1902.

Ordre du jour du Congrès International Socialiste des Travailleurs et des Chambres Syndicales Ouvrières. Londres, 1896, Londres, Twentieth Century Press Ltd., 1896.

Proceedings of the Inter-allied Labor Conference, Washington DC, American Federation of Labor, 1918.

Proceedings of the National Convention, Socialist Party. Held in Chicago, Ill., May 10 to 17, 1908, Chicago, SPoA, 1908.

Proceedings of the Ninth Annual Convention of the Socialist Labor Party, held at Grand Central Palace, 43rd street and Lexington Ave., N.Y. City, July 4th to July 10th, 1896, New York, Labor News Company, 1896.

Proceedings of the Tenth National Convention of the Socialist Labor Party held in New York City, June 2 to June 8, 1900, New York, Labor News Company, 1901.

Propositions et projets de résolutions avec rapports explicatifs présentés au Congrès socialiste international de Stuttgart, 18-24 août 1907, Bruxelles, BSI, 1907.

Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands. Abgehalten zu Berlin vom 14. bis 21. November 1892, Berlin, Vorwärts, 1892.

Protokoll des Internationalen Arbeiter-Congresses zu Paris. Abgehalten vom 14. bis 20. Juli 1889, Nuremberg, Druck und Verlag von Wörlein & Comp., 1890.

Protokoll des Internationalen sozialistischen Arbeiterkongresses in der Tonhalle, Zürich, vom 6. bis 12. august 1893, Zurich, Buchhandlung des Schweiz. Grütlivereins, 1894.

Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands. Abgehalten zu Gotha vom 11. bis 16. Oktober 1896, Berlin, Vorwärts, 1896.

Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands. Abgehalten zu Mainz vom 17. bis 21. September 1900, Berlin, Vorwärts, 1900.

Report of the International Trades Union Congress. Held in St. Andrew's Hall, Newman Street, London, on November 6,7,8,9 and 10, 1888, Londres, Roworth, 1888.

Report of the Seventh National Conference of the Independent Labour Party, held in the Albert Hall, Leeds, on April 3rd and 4th, 1899, Londres, ILP Office, 1899.

Report of the Twentieth Annual Conference of the Social-Democratic Federation, held at Stratford Town Hall, On August 5th and 6th, 1900, Londres, Twentieth Century Press Ltd., 1900.

Septième Congrès national du Parti ouvrier tenu à Roubaix, Paris, Oriol, 1884.

Sixième Congrès Socialiste International tenu à Amsterdam du 14 au 20 août 1904. Compte rendu analytique publié par le Secrétariat Socialiste International, Bruxelles, BSI, 1904.

The Connolly-DeLeon Controversy. On Wages, Marriage & the Church, Cork, Workers' Club, 1976.

Troisième Congrès Général des Organisations Socialistes Françaises tenu à Lyon du 26 au 28 mai 1901. Compte rendu sténographique officiel, Paris, Société nouvelle, 1901.

Verhandlungen und Beschlüsse des Internationalen Arbeiter-Kongresses zu Brüssel, 16.-22. August 1891, Berlin, Vorwärts, 1893.

Victor Adlers Aufsätze, Reden und Briefe, Vienne, Volksbuchhandlung, 1922.

Johan Willem ALBARDA, *P. J. Troelstra et la politique internationale*, La Haye, Nijhoff, 1931.

Edward AVELING, *Wilhelm Liebknecht and the Social-Democratic Movement in Germany*, Londres, Twentieth Century Press, 1896.

Ernest B. BAX, *Reminiscences and Reflexions of a mid and late Victorian*, Londres, George Allen & Unwin Ltd., 1918.

Ernest B. BAX, « Analysis of Reality », in John H. MUIRHEAD (dir.), *Contemporary British Philosophy: Personal Statements*, vol. II, Londres, George Allen & Unwin Ltd., 1924.

August BEBEL, *Aus meinem Leben*, Stuttgart, Dietz, 3 t., 1911.

Louis BERTRAND, *Histoire de la coopération en Belgique*, Bruxelles, Dechenne & Cie, 2 t., 1901.

Louis BERTRAND, « Le mouvement coopératif en Belgique et ses résultats », *Revue d'économie politique*, vol. 16, 1902.

Louis BERTRAND, *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830*, Bruxelles, Dechenne, t. II, 1907.

Léon BOICERVOISE, *Le Congrès international de Londres*, Paris, Valéry, 1896.

Hjalmar BRANTING, *Report of the Social Democratic and Trade Union movement in Sweden delivered to the International Socialist and Workmens Congress in Paris 1900*, Stockholm, Workmen Printing Establishment, 1900.

Gilles CANDAR, *Les souvenirs de Charles Bonnier*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2001.

Adéodat COMPÈRE-MOREL (dir.), *Encyclopédie Socialiste, Syndicale et Coopérative de l'Internationale Ouvrière*, 12 vol., Paris, Quillet, 1912-1921.

Christiaan CORNELISSEN, *Les diverses tendances du Parti ouvrier international. A propos de l'ordre du jour du Congrès international ouvrier socialiste de Zurich (1893)*, Bruxelles, Société Nouvelle, 1893.

Enrico FERRI, *Socialismo e scienza positiva*, Rome, Casa editrice italiana, 1894.

Eugène GUÉRARD, *Le Congrès de Londres*, Paris, Allemane, 1896.

James GUILLAUME, *L'Internationale. Documents et souvenirs*, Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 4 t., 1910.

Augustin HAMON, *Le socialisme et le Congrès de Londres : étude historique*, Paris, Stock, 1897.

Hugo HAASE, *Reichstagsreden gegen die deutsche Kriegspolitik*, Berlin, Neues Vaterland, 1919.

Morris HILLQUIT, *Socialism in Theory and Practice*, New York, Macmillan, 1909.

Morris HILLQUIT, *Socialism Summed Up*, NewYork, The H. K. Fly Company Publishers, 1913.

Camille HUYSMANS, *The policy of the International. A Speech of and an Interview with the Secretary of the International*, Londres, G. Allen & Unwin Ltd., 1916.

Rosalind T. HYNDMAN, *The Last Years of H. M. Hyndman*, NewYork, Brentano's Publishers, 1924.

Henry M. HYNDMAN, *Further Reminiscences*, Londres, Macmillan, 1912.

Karl KAUTSKY, *Das Erfurter Programm*, Stuttgart, Dietz, 1892.

Karl KAUTSKY, *Sozialisten und Krieg*, Prague, Orbis, 1937.

Piotr KROPOTKINE, « Les Congrès internationaux et le Congrès de Londres », *Les Temps nouveaux*, vol. 2, n° 18.

Harry W. LAIDLER, *Socialism in Thought and Action*, New York, Macmillan, 1920.

Carl LEGIEN, *Le mouvement syndical en Allemagne. Rapport pour le Congrès International Socialiste Ouvrier et Syndical (Paris, 1900)*. Hambourg, Auer, 1900.

Daniel DE LEON, *Flashlights of the Amsterdam International Socialist Congress, 1904*, New York, Labor News Company, 1904.

Karl LIEBKNECHT, *Militarisme, guerre, révolution*, Paris, Maspero, 1970.

Rosa LUXEMBURG, Franz MEHRING, *Grèves sauvages. Spontanéité des masses*, Paris, Spartacus, 1969.

Robert MICHELS, *Zur Soziologie des Parteiwesens in der modernen Demokratie*, Leipzig, Klinkhardt, 1911.

Marius MONTAGNARD, Louis GROS, « Rapport sur le Congrès International de Londres », *L'Ouvrier syndiqué*, 15 septembre 1896.

Parti Socialiste (SFIO), *Congrès National de Bordeaux, 6, 7, 8 et 9 octobre 1917. Le Programme d'Action du Parti Socialiste*, Paris, Edition de L'Humanité, 1917.

POB (Parti Ouvrier Belge), *Memorandum on peace terms*, New York, G.H. Doran Company, 1918.

Emile VANDERVELDE, *Dans la mêlée*, Paris, Berger-Levrault, 1919, p. 46

H. POLAK, J.-G. VAN KUYKHOF, *Aperçu des Faits principaux qui se sont produits dans le Mouvement ouvrier des Pays-Bas depuis le congrès international de Londres en 1896*, Paris, Allemane, 1900.

Raymond W. POSTGATE, *The Worker's International*, Londres/New York, Swarthmore/Harcourt Brace & Howe, 1921.

Émile POUGET, *Variations guesdistes*, Paris, La Sociale, 1897.

Francis DE PRESSENSÉ, « Le Congrès socialiste international de Londres », *Revue des Deux Mondes*, vol. 66, t. CXXXVI, 1896.

Hendrik P. G. QUACK, *De socialisten: Personen en stelsels. Deel 6: In de tweede helft der XIXde eeuw, tweede gedeelte*, Amsterdam, Van Kampen & Zoon, 1912.

Charles RAPPOPORT, *Jean Jaurès : l'Homme, le penseur, le socialiste*, Paris, Rivière, 1925.

Madeleine REBÉRIOUX, « Une lettre de Jaurès offerte par François Mitterrand », *Jean Jaurès. Cahiers trimestriels*, supplément, 1996.

Alfred ROSMER, *Le mouvement ouvrier pendant la Première Guerre Mondiale, De Zimmerwald à la Révolution Russe*, La Haye, Mouton, 1959.

Émile ROYER, *German Socialists and Belgium*, Londres, Allen & Unwin, 1915.

Victor SERWY, *La coopération en Belgique*, Bruxelles, Propagateurs de la coopération, t. IV, 1952.

Victor SERWY, *Manuel pratique de la coopération. Comment on fonde, on administre et on fait prospérer une Coopérative*, Gand, Volksdrukkerij, 1903.

SFIO, *Pendant la Guerre. Le Parti socialiste, la guerre et la paix*, Paris, Librairie de l'Humanité, 1918.

Adolphe SMITH, *A Critical Essay on the International Trade Union Congress, held in London, November 1888*, Londres, Smith, 1889.

Sozialdemokratische Partei Deutschlands, *Die deutsche Sozialdemokratie und der Frieden: Erklärung der Delegation der deutschen Sozialdemokratie auf der internationalen sozialistischen Friedenskonferenz in Stockholm*, Berlin, Vorwärts Buchdruck, 1917.

Sozialdemokratische Partei Deutschlands, *Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands. Abgehalten in Würzburg vom 14. bis 20. Oktober 1917*, Berlin, Buchhandlung Vorwärts Paul Ginger, 1917.

Carl D. THOMPSON, *Information Department and Research Bureau of the Socialist Party of America*, Chicago, Socialist Party National Office, 1913.

Pieter J. TROELSTRA, *Aan de Besturen der Sociaaldemokratische Onderwijzersvereniging, den Bond van Nederlandsche Onderwijzers en het Nederlandsch Onderwijzers-genootschap*, Utrecht, s.n., 1896.

Emile VANDERVELDE, *Pour les Boers. Les camps de reconcentration*, Gand, Volksdrukkerij, 1902.

Emile VANDERVELDE, *Vive la Commune*, Bruxelles, Le Peuple, 1903.

Emile VANDERVELDE, *Impressions d'Amérique*, Gand, Volksdrukkerij, 1909.

Émile VANDERVELDE, *Les Derniers jours de l'État du Congo : Journal de voyage (juillet-octobre 1908)*, Paris/Mons, Société nouvelle, 1909.

Émile VANDERVELDE, *La Coopération neutre et la coopération socialiste*, Paris, Alcan, 1913.

Emile VANDERVELDE, *Jaurès*, Paris, Alcan, 1929.

Emile VANDERVELDE, *Souvenirs d'un militant socialiste*, Paris, Denoël, 1939.

Henri VAN KOL pseud. Rienzi, *Socialisme et Liberté*, Paris, Giard et Brière, 1898 [1893].

Adrien VEBER, *Le Socialisme municipal*, Paris, Giard & Brière, 1908.

Willem VLIEGEN, *Het Internationaal Socialistisch Congres te Parijs*, Amsterdam, Nieuwe Tijd, [1900].

Savel ZIMAND, *Modern Social Movements*, New York, Wilson, 1921.

2) Bibliographie scientifique

Outils

Gérard BENSUSSAN, Georges LABICA (dir.), *Dictionnaire critique du marxisme*, Paris, PUF, 1982.

David BIDUSSA, « Les archives du Bureau socialiste international. Les enjeux d'un inventaire », *Cahiers Jaurès*, n° 203, 2012, p. 63-67.

Yvon BOURDET, Georges HAUPT, Felix KREISSLER, Herbert STEINER (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international (DBMOI) - Autriche*, Paris, Editions ouvrières, 1971.

Kevin J. CALLAHAN, « A Decade of Research on the Second International: New Insights and Methods », *Moving the Social*, n° 63, 2020, p. 185-199.

Michel CROZIER, Édouard DOLLÉANS, *Mouvements ouvrier et socialiste. Chronologie et bibliographie. (Angleterre, France, Allemagne, Etats-Unis. 1750-1918)*, Paris, Editions ouvrières, 1950.

Michel DREYFUS, « Georges Haupt, pionnier de l'histoire du socialisme », *Cahiers Jaurès*, n° 203, 2012, p. 13-26.

Jacques DROZ (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international (DBMOI) - Allemagne*, Paris, Editions ouvrières, 1990.

Jean-Numa DUCANGE, Marion FONTAINE (dir.), « Georges Haupt, l'Internationale pour méthode », *Cahiers Jaurès*, n° 203, p. 5-136.

Georges HAUPT, « Note sur les archives de la 1^{re} Internationale réunies par le BSI », *Le Mouvement social*, n° 44, 1963.

Georges HAUPT, « Note sur les archives de la 1^{re} Internationale réunies par le BSI (II) », *Le Mouvement social*, n° 48, 1964.

Georges HAUPT, Jeannine VERDÈS, « De la 1^{re} à la 2^e Internationale. Les actes des congrès internationaux, 1877-1888 : répertoire », *Le Mouvement Social*, n° 51, 1965.

Georges HAUPT, *L'Historien et le mouvement social*, Paris, Maspero, 1980.

Annie KRIEGLER, *Le pain et les roses. Jalons pour une histoire des socialismes*, Paris, PUF, 1968.

Jürgen KOCKA, « Losses, Gains and Opportunities: Social History Today », *Journal of Social History*, vol. 37, n° 1, 2003.

Ernest LABROUSSE, « Georges Haupt, historien français du socialisme international », dans *Hommage à Georges Haupt*, Cahiers du monde russe et soviétique, vol.19, n.3, Paris, Editions de l'EHESS, 1978.

Renée LAMBERET, *Mouvements ouvriers et socialistes. Chronologie et Bibliographie, l'Espagne. 1750-1936*, collection dirigée par CROZIER (Michel), DOLLÉANS (Édouard), Paris, Editions ouvrières, 1953.

Alfonso LEONETTI, *Mouvements ouvriers et socialistes (chronologie et bibliographie) : L'Italie (Des origines à 1922)*, Paris, Editions Ouvrières, 1952.

Franz MAREK, « Georges Haupt et la crise du marxisme », dans *Georges Haupt parmi nous*, Le Mouvement Social, n.111, Paris, Editions ouvrières, 1980.

Anson RABINBACH, « Georges Haupt : history and the socialist tradition », dans *Georges Haupt parmi nous*, Le Mouvement Social, n.111, Paris, Editions ouvrières, 1980.

Mariuccia SALVATI, « Un historien socialiste du XX^e siècle », *Cahiers Jaurès*, n° 203, 2012, p. 27-48.

Pierre-Yves SAUNIER, *Transnational History*, Londres, Red Globe Press, 2013.

François VALLOTTON, *Histoire sociale et mouvement ouvrier : un bilan historiographique, 1848-1998*, Lausanne/Zurich, D'en bas/Chronos, 1997.

Gert VAN OVERSTRAETEN, *The Camille Huysmans Papers (1871-1968)*, Gand, AMSAB-ISG, 2021.

Marcel VAN DER LINDEN (dir.), « The End of Labour History? », *International Review of Social History*, n° 38, 1993.

Mouvement socialiste

Robert J. ALEXANDER, *A History of Organized Labor in Cuba*, Westport, Praeger, 2002.

Jean AUGER, *Syndicalisme des autres, syndicats d'Europe. Les internationales syndicales*, Paris, Editions ouvrières, 1980.

Juan AVILÉS FARRÉ, *La daga y la dinamita. Los anarquistas y el nacimiento del terrorismo*, Barcelone, Tusquets, 2013.

Pierre BLAISE, « Les structures du syndicalisme international », *Courrier hebdomadaire du Centre de Recherche et d'Information Socio-Politique*, Bruxelles, CRISP, 1986, n° 1126.

Jean-Jacques BECKER, Gilles CANDAR (dir.), *Histoire des gauches en France*, Paris, La Découverte, 2004.

Stefan BERGER, David BROUGHTON, *The Force of Labour: the Western European Labour Movement and the Working Classes in the 20C*, Oxford, Berg, 1995.

Alain BERGOUNIOUX, Bergounioux, Roger MARTELLI, *1905 la création de la SFIO : unité et diversité des socialistes*, Pantin, Fondation Gabriel Péri, 2006.

Fabio BERTINI, *Gilliatt e la piovra. Il sindacalismo internazionale dalle origini ad oggi (1776-2006)*, Rome, Aracne, 2011.

Mark BEVIR, *The Making of British Socialism*, Princeton, Princeton University Press, 2011.

Botho BRACHMAN, *Russische Sozialdemokraten in Berlin, 1895-1914*, Berlin, Akademie Verlag, 1962.

Julius BRAUNTHAL, *The Historical Significance of the Socialist International: Lecture at the Indian Council of the World Affairs*, Delhi, 30 novembre 1954.

Julius BRAUNTHAL, *Geschichte der Internationale*, Hanovre, Dietz, t. I, 1961.

Julius BRAUNTHAL, *Socialism. The First 100 Years*, Rome, Centre for Labour and Social Studies, 1964.

Julius BRAUNTHAL, *Victor Adler and the Socialist International*, St. Anthony College, Oxford, Symposium on Aspects of the Second International, 1966.

Jean-Paul BRUNET, *Histoire du socialisme en France*, Paris, PUF, 1989.

Donald BUSKY, *Democratic Socialism. A Global Survey*, Westport, Praeger Publishers, 2000.

Jean-Charles BUTTIER, « James Guillaume et l'usage des statistiques : un savoir au service de l'émancipation », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 138, 2018.

Gilles CANDAR, *L'unité socialiste de 1905*, Paris, Fondation Jean Jaurès, 2015.

Gilles CANDAR, « Jaurès et le parti, retour sur un itinéraire », *Cahiers Jaurès*, n° 187-188, 2008.

Olivier CHAÏBI, « L'internationalisation de la question sociale au cours du premier XIX^e siècle, de l'internationalisme des « utopistes » à l'Association internationale des travailleurs », dans *Pour en finir avec le socialisme « utopique »*, *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n°124, 2014.

George D. H. COLE, *British Working Class Politics, 1832–1914*, Londres, Routledge, 1941.

Christine COLLOMP, *Entre classe et nation : mouvement ouvrier et immigration aux Etats-Unis (1880-1920)*, Paris, Belin, 1998.

Michel CORDILLOT, *Aux origines du socialisme moderne. La Première Internationale, la Commune de Paris, l'exil*, Paris, Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, 2010.

John COWLEY, *The Victorian Encounter with Marx: a study of Ernest Belfort Bax*, Londres, British Academic Press, 1992.

Martin CRICK, *The History of the Social-Democratic Federation*, Newcastle-under-Lyme, Keele University Press, 1994.

Guillaume DAVRANCHE, « Septembre 1900 : La fusion entre l'anarchisme et la gauche du socialisme échoue » [en ligne] URL : <https://unioncommunistelibertaire.org/?septembre-1900-La-fusion-entre-l>

Henri DE MAN, *Au-delà du marxisme*, Paris, Seuil, 1974.

Pascal DELWIT, José GOTOVITCH (dir.), *La peur du rouge*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1996.

Gita DENECKERE, *Les turbulences de la Belle Époque : 1878-1905*, Bruxelles, Le Cri, 2010

Patrizia DOGLIANI, « Socialisme et international », *Cahiers Jaurès*, n° 191, 2009.

Milorad M. DRACHKOVITCH, *De Karl Marx à Léon Blum : la crise de la social-démocratie*, Genève, Droz, 1954.

Michel DREYFUS, *L'Europe des socialistes, 1889-1989*, Bruxelles, Complexe, 1991.

Michel DREYFUS, Bruno GROPPPO, Claudio INGERFLOM, Roland LEW, Claude PENNETIER, Bernard PUDAL, Serge WOLIKOW (dir.), *Le Siècle des communismes*, Paris, Editions ouvrières, 2000.

Jacques DROZ (dir.), *Histoire générale du socialisme*, 4 volumes, Paris, PUF, 1997.

Jacques DROZ, *Le socialisme démocratique 1864-1960*, Paris, Armand Colin, 1966.

Jean-Numa DUCANGE, *Quand la gauche pensait la nation. Nationalités et socialismes à la Belle époque*, Paris, Fayard, 2021.

Jean ELLENSTEIN (dir.), *Histoire mondiale des socialismes*, 6 volumes, Paris, Armand Colin, 1984.

Seamus FLAHERTY, *H. M. Hyndman, E. B. Bax, and the Reception of Karl Marx's Thought in Late-Nineteenth Century Britain, c.1881-1893*, Thèse de Doctorat, Londres, Queen Mary University, 2017.

Frank GIRARD, Ben PERRY, *Socialist Labor Party, 1876-1991 : A Short History*, Philadelphia, Livra Books, 1991.

André GOUNOT, *Les mouvements sportifs ouvriers en Europe (1893-1939). Dimensions transnationales et déclinaisons locales*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2016.

Georges HAUPT, Michael LÖWY, Claudie WEILL, *Les Marxistes et la question nationale, 1848-1914*, Paris, Maspero, 1974.

Georges HAUPT, *Correspondance entre Lénine et Camille Huysmans, 1905-1914*, dans Cahiers du monde russe et soviétique, vol. 3, n.4, Paris, Editions de l'EHESS, 1962 // Paris/La Haye, Mouton 1963.

Georges HAUPT, Jolyon HOWORTH, « Edouard Vaillant, délégué au Bureau socialiste international : correspondance avec le Secrétariat international (1900-1915) », *Annali della Fondazione Giangiacomo Feltrinelli*, 1976.

Georges HAUPT, *Le mouvement ouvrier bulgare, 1882-1918. Essai bibliographique*, Paris, Editions de l'EHESS, 1984.

Eric HOBBSBAWM, « Socialism and the avantgarde in the period of the Second International », *Le Mouvement social*, n° 111, 1980.

Emmanuel JOUSSE, *Réviser le marxisme ? D'Édouard Bernstein à Albert Thomas, 1896-1914*, Paris, L'Harmattan, 2007.

Walter KENDALL, *The Revolutionary Movement in Britain, 1900-21: The Origins of British Communism*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1969.

Razmig KEUCHEYAN, Jean-Numa DUCANGE, Stéphanie ROZA, *Histoire globale des socialismes, XIX^e-XXI^e siècle*, Paris, PUF, 2021.

Daniel LAQUA, *The Age of Internationalism and Belgium, 1880-1930: Peace, Progress and Prestige*, Manchester, Manchester University Press, 2015.

Marcel LIEBMAN, « La pratique de la grève générale dans le Parti ouvrier belge jusqu'en 1914 », *Le Mouvement social*, n° 58, 1967, p. 41-62.

Roland C. MARCHAND, *The American Peace Movement and Social Reform, 1889-1918*, Princeton, Princeton University Press, 2015.

Elisa MARCOBELLI, *Solidarité en crise ? : les socialistes français, allemands et italiens face aux crises internationales au temps de la IIe Internationale (1889-1915)*, Thèse de Doctorat sous la direction de Christophe PROCHASSON et Oliver JANZ, Paris/Berlin, EHESS/ Freie Universität, 2015.

Bruno NAARDEN, *Socialist Europe and Revolutionary Russia: Perception and Prejudice 1848-1923*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

Paul PASTEUR, *Les pratiques politiques et militantes de la social-démocratie autrichienne 1888-1934*, Paris, Belin, 2003.

Marion PHILLIPS (dir.), *Women and the Labour Party*, New York, Huebsch, 1920. .

Madeleine REBÉRIOUX, *Pour que vive l'histoire. Écrits*, Paris, Belin, 2017.

Madeleine REBÉRIOUX, « Parti ouvrier belge et socialisme français », *Jean Jaurès. Cahiers trimestriels*, n° 158, 2000.

Madeleine REBÉRIOUX, « Jaurès et Kichinev », *Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 27, 1967.

Jürgen ROJAHN, *The Formation of Labour Movements, 1870-1914: an International Perspective*, Leiden, Brill, 1990.

Joseph ROVAN (dir.), *La Social-Démocratie dans l'Allemagne impériale*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 1985.

Carl SCHORSKE, *German Social Democracy, 1905-1917. The Development of the Great Schism*, Cambridge, Harvard University Press, 1955.

Manfred STEGER, *The Quest for Revolutionary Socialism : Eduard Bernstein and Social Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

Paul M. SWEEZY, *Socialism*, New York, McGraw Hill, 1949.

Chushichi TSUZUKI, « The "Impossibilist Revolt" in Britain: The Origins of the SLP and the SPGB », *International Review of Social History*, vol. 1, n° 3, 1956.

J. M. TUDOR (dir.), *Marxism and Social Democracy: The Revisionist Debate 1896-1898*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

Marcel VAN DER LINDEN (dir.), *The International Confederation of Free Trade Unions*, Berne, Lang, 2000.

Marcel VAN DER LINDEN, *Workers of the World: Essays toward a Global Labor History*, Leyde, Brill, 2008.

Geert VAN GOETHEM, *The Amsterdam International: The World of the International Federation of Trade Unions (IFTU), 1913-1945*, Aldershot, Ashgate, 2006.

Marc VUILLEUMIER, « Paul Brousse et son passage de l'anarchisme au socialisme », *Cahiers Vilfredo Pareto*, t. 3, n° 7-8, 1965.

Claudie WEILL, *Marxistes russes et social-démocratie allemande 1898-1904*, Paris, Maspero, 1977.

Claude WILLARD, *Le mouvement socialiste en France (1893-1905) : les guesdistes*, Paris, Editions sociales, 1965.

Michel WINOCK, *Le socialisme en France et en Europe*, Paris, Seuil, 1992.

Gorge WOODCOCK, *Anarchism: A History of Libertarian Ideas and Movements*, Cleveland, The World Publishing Company, 1962.

Internationale(s)

Pierre ALAYRAC, *L'Internationale au milieu du gué. De l'Internationale socialiste au congrès de Londres, 1896*, Rennes, PUR, 2018.

Éric ANCEAU, Olivier DARD, Jacques-Olivier BOUDON (dir.), *Histoire des Internationales, XIX^e - XX^e siècles*, Paris, Nouveau Monde, 2017.

Jean AUGER, *Syndicalisme des autres, syndicats d'Europe. Les internationales syndicales*, Paris, Éditions ouvrières, 1980.

Agnès BLÄNSDORF, « Friedrich Ebert und die Internationale », *Archiv für Sozialgeschichte*, vol. IX, 1969.

Julius BRAUNTHAL, *History of the International*, New York, Frederick A. Praeger Publishers, 2 vol, 1967.

Kevin J. CALLAHAN, « “Performing Inter-Nationalism” in Stuttgart in 1907: French and German Socialist Nationalism and the Political Culture of an International Socialist Congress », *International Review of Social History*, n° 45, 2000.

Kevin J. CALLAHAN, *Demonstration Culture: European Socialism and the Second International, 1889-1914*, Leicester, Troubadour, 2010.

George D. H. COLE, *The Second International, 1889-1914*, Londres, Macmillan, 1956.

Michel CORDILLOT, Serge WOLIKOW (dir.), *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ? Les difficiles chemins de l'internationalisme (1848-1956)*, Dijon, EUD, 1993.

Jivka DAMIANOVA, « Krastio Rakovski et la Deuxième Internationale », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°16, 1989.

Nicolas DELALANDE, *La Lutte et l'Entraide. L'âge des solidarités ouvrières*, Paris, Seuil, 2019.

André DONNEUR, *Histoire de l'union des partis socialistes pour l'action internationale (1920-1923)*, Thèse de Doctorat, Université de Genève / Université Laurentienne de Sudbury, 1967.

André DONNEUR, *L'Internationale socialiste*, Paris, PUF, 1983.

Jean-Numa DUCANGE, « La petite Internationale d'Autriche-Hongrie : un mythe ? », *Cahiers Jaurès*, n° 215-216, 2015, p. 67-79.

Martin H. GEYER, Johannes PAULMANN (dir.), *The Mechanics of Internationalism: Culture, Society, and Politics from the 1840s to the First World War*, Oxford, Oxford University Press, 2001.

Nicole GABRIEL, « L'internationale des femmes socialistes », dans *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol.16, n.1, Nanterre, BDIC, 1989.

Jean-Louis GUEREÑA, « Les socialistes espagnols et la fondation de la Deuxième Internationale », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 16, 1989

Georges HAUP, *La Deuxième Internationale 1889-1914. Étude critique des sources. Essai bibliographique*, Paris/La Haye, Mouton & Co., 1964.

Georges HAUP, *Le congrès manqué. L'Internationale à la veille de la Première Guerre mondiale*, Paris, Maspero, 1965.

Georges HAUP, Madeleine REBÉRIOUX (dir.), *La Deuxième Internationale et l'Orient*, Paris, Cujas, 1967.

Georges HAUP, *Bureau Socialiste International, vol. 1 : 1900-1907. Comptes rendus des réunions. Manifestes et circulaires*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1969.

Georges HAUP, *L'Internazionale socialista dalla Comune a Lenin*, Torino, Einaudi, 1978.

Georges HAUP, « L'Internazionale socialista e la conquista libica », *Movimento operaio e socialista*, vol. 13, n° 1, p. 3-24.

Georges HAUP, *La II Internazionale*, Florence, Nuova Italia, 1973.

Georges HAUP, « Lénine, les bolcheviks et la II^e Internationale », *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. 7, n° 3, 1966, p. 378-407.

János JEMNITZ, « The International Workers' Socialist Conference of Paris in 1886 (To the Prehistory of the II International) », *Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae*, vol. 32, n° 1-2, 1986.

James JOLL, *The Second International, 1889-1914*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1974.

Annie KRIEGEL, *Les Internationales ouvrières (1864-1943)*, Paris, PUF, 1964.

Horst LADEMACHER, *Die Illusion vom Frieden: Die Zweite Internationale wider den Krieg, 1889-1919*, Münster/New York, Waxmann, 2018.

Christian L. LANGE, August SCHOU, *Histoire de l'internationalisme*, Paris, PUF, Oslo, H. Aschehoug & co., 3. V., 1954-1963.

Arthur LEHNING, « The International Association (1855–1859): A contribution to the preliminary history of the First International », *International Review for Social History*, vol. 3, 1938.

Lewis L. LORWIN, *Labor and Internationalism*, Londres, George Allen & Unwin Ltd.

Elisa MARCOBELLI, *L'internationalisme à l'épreuve des crises : La II^e internationale et les socialistes français, allemands et italiens (1889-1915)*, Nancy, Arbre bleu, 2019.

Maria Grazia MERIGGI, « Les relations internationales sans l'Internationale. Réflexions sur les pas de Georges Haupt », dans *Georges Haupt, l'Internationale pour méthode*, Cahiers Jaurès, n.203, Paris, Société d'études jaurésiennes, 2012.

Hildamarie MEYNELL, « The Stockholm Conference of 1917 », dans *International Review of Social History*, n.5, Paris, Cambridge University Press, 1960.

Giuliano PROCACCI, « Studi sulla Seconda Internazionale e sulla socialdemocrazia tedesca », *Annali della Fondazione Giangiacomo Feltrinelli*, 1958.

Sebastian D. SCHICKL, *Universalismus und Partikularismus: Erfahrungsraum, Erwartungshorizont und Territorialdebatten in der diskursiven Praxis der II. Internationale 1889-1917*, St. Ingbert, Röhrig Universitätsverlag, 2012.

Ioannis SINANOGLU, « *Journal de Russie d'Albert Thomas* », *Cahiers du Monde Russe et Soviétique*, vol. 14, n. 1-2, janvier-juin 1973.

Glenda SLUGA, Patricia CALVIN (dir.), *Internationalisms: A Twentieth Century History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017.

Yuri M. STEKLOV, *History of The First International*, Londres, Martin Lawrence Ltd, 1928.

Maxime SZTEJNBERG, « L'interprétation belge des décisions de l'Internationale sur le ministérialisme », dans *International Review of Social History*, n.10, Paris, Cambridge University Press, 1955.

Geert VAN GOETHEN, *The Amsterdam International. The World of the International Federation of Trade Unions (IFTU), 1913-1945*, Aldershot, Ashgate Publishing Ltd, 2006.

Frits VAN HOLTHOON, Marcel VAN DER LINDEN (dir.), *Internationalism in the Labour Movement 1830-1940*, Leyde, Brill, 1988.

Leo VALIANI, « Dalla prima alla seconda Internazionale. 1872-1889 », *Movimento operaio*, vol. 6, n° 2, 1954.

Claudie WEILL, *L'Internationale et l'autre. Les relations inter-ethniques dans la II^e Internationale*, Paris, Arcantère, 1987.

Charles ZORGBIBE, « L'Internationale socialiste : structure et idéologie », *Politique étrangère*, vol. 34, n° 1, 1969.

Mouvements ouvriers et socialistes pendant la Première Guerre mondiale

Jean-Jacques BECKER, « La II^e Internationale et la guerre », in *Les Internationales et le problème de la guerre au XX^e siècle. Actes du colloque de Rome (22-24 novembre 1984)*, Rome, Publications de l'École française de Rome, 1987.

Vincent CHAMBARLHAC, *Du pacifisme révolutionnaire du mouvement ouvrier français devant la Grande Guerre*, Compte-rendu du Séminaire du 14 novembre 2001, Dijon, IHC - Université de Bourgogne, 2001.

Vincent CHAMBARLHAC, Romain DUCOULOMBIER, *Les Socialistes français et la Grande guerre : ministres, militants, combattants de la majorité, 1914-1918*, Dijon, EUD, 2008.

Julien CHUZEVILLE, *Zimmerwald, l'internationalisme contre la première guerre mondiale*, Paris, Demopolis, 2015.

Maurizio DEGL'INNOCENTI, *Il socialismo italiano e la guerra di Libia*, Rome, Editori Riuniti, 1976.

Romain DUCOULOMBIER, *Les Socialistes dans l'Europe en guerre : réseaux, parcours, expériences, 1914-1918*, Paris, L'Harmattan, 2010.

Merle FAINSOD, *International socialism and the World War*, Londres, Octagon Books, 1973.

Olga H. GANKIN, Harold H. FISHER, *The Bolsheviks and the World War: the Origin of the Third International*, Stanford, Stanford University Press, 1940.

Wim GELDORF, *Stockholm 1917. Camille Huysmans in de Schaduw van de Titanen*, Anvers, Uitgeverij Contact, 1996.

Lucie GUESNIER, « Les socialistes et la guerre. Du socialisme roumain à la "Confédération Balkanique", un projet pour la paix dans l'ombre de la II^e Internationale », in Catherine DURANDIN, Cécile FOL SCHWEILLER (dir.), *Alerte en Europe : la guerre dans les Balkans (1912-1913)*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 97-122

Pierre GUILLEN, « Les Internationales et les crises coloniales avant 1914 », dans *Les Internationales et le problème de la guerre au XX^e siècle. Actes du colloque de Rome (22-24 novembre 1984)*, Rome, Publications de l'École française de Rome, 1987.

Jolyon HOWORTH, « The Left in France and Germany, Internationalism and War : a dialogue of the Deaf », dans CAHM (Vladimir Claude), FISERA (Eric), *Socialism and nationalism: in contemporary Europe (1848-1945)*, Nottingham, Spokesman, 1980.

David KIRBY, *War, Peace and Revolution : International Socialism at the Crossroads, 1914-1918*, Londres, Dartmouth, 1986.

Annie KRIEGEL, Jean-Jacques BECKER, 1914. *La guerre et le mouvement ouvrier français*, Paris, Armand Colin, 1964.

Annie KRIEGEL (dir.), 1914 : *la guerre et la classe ouvrière européenne*, Le Mouvement social, n.49, Paris, Editions ouvrières, 1964.

Christine LÉVY, « L'Internationalisme du *Heimin shinbun* (1903-1905) et son héritage lors de la Première Guerre mondiale », *Cahiers Jaurès*, n° 215-216, 2015.

Marcel LIEBMAN, *Les Socialistes belges, 1914-1918*, Bruxelles, Vie ouvrière, 1986.

Jean-Pierre MOUSSON-LESTANG, *Le Parti social-démocrate suédois et la politique étrangère de la Suède 1914-1918*, Paris, Sorbonne, 1988.

Ivan MULLER, *De la guerre : le discours de la Deuxième Internationale 1889-1914*, Genève, Droz, 1980.

Craig R NATION, *War on War: Lenin, the Zimmerwald Left, and the Origins of Communist Internationalism*, Durham and London, Duke University Press, 1989.

Masao NISHIKAWA, Helmut KONRAD, *Socialists and International Actions for Peace 1914-1923*, Berlin, Frank & Timme, 2010.

Christophe PROCHASSON, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre, 1900-1938*, Paris, Seuil, 1993.

Antimilitarisme et anticolonialisme

Gaetano ARFÉ, « Les socialistes italiens et la question coloniale », *Le Mouvement Social*, n° 45, 1963.

F. BEALEY, « Les travailleurs et la guerre des Boers », *Le Mouvement social*, n° 45.

Jean-Pierre BIONDI, Gilles MORIN, *Les Anticolonialistes (1881-1962)*, Paris, Editions Robert Laffont, 1992.

Gilles CANDAR, *Jaurès et l'Extrême-Orient. La patrie, les colonies, l'Internationale*, Paris, Essais de la Fondation Jean Jaurès, 2011.

Ronald S CUNSOLO, « Libya, Italian Nationalism and the Revolt against Giolitti », *The Journal of Modern History*, vol. XXXVII, n. 2, 1965.

Ciro DOTA, « Il dibattito sul problema coloniale nella stampa socialista (1887-1900) », *Storia contemporanea*, vol. 10, n° 6, 1979, p. 1047-1087.

Rémi FABRE, « La campagne de Jaurès sur le Maroc. Entre pacifisme et colonialisme », dans *Du pacifisme à la culture de paix. Les apports des Peace Studies à la construction de la paix*, Cahiers de la Méditerranée, n° 91, 2015.

Marc FERRO, *La Grande Guerre 1914-1918*, Paris, Gallimard, 1990.

Ruth FISCHER, « Die Internationale und die Kolonialvölker », *Frankfurter Hefte*, vol. 10, 1960.

Roger FLETCHER, « A Revisionist Looks at Imperialism: Eduard Bernstein's Critique of Imperialism and Kolonialpolitik, 1900-14 », *Central European History*, vol. 12, n° 3, 1979, p. 237-271.

Verdiana GROSSI, *Le Pacifisme européen, 1889-1914*, Bruxelles, Bruylant, 1994.

André GUESLIN, Dominique KALIFA (dir.), *Les Exclus en Europe (1830-1930)*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1999.

Pierre GUILLEN, « Les Internationales et les crises coloniales avant 1914 », dans *Les Internationales et le problème de la guerre au XX^e siècle. Actes du colloque de Rome (22-24 novembre 1984)*, Rome, Publications de l'École française de Rome, 1987.

Benoît KERMOAL, *Jaurès contre la violence coloniale*, Paris, Fondation Jean Jaurès, Note n.3, 2014.

Denis LEFEBVRE, *Le Socialisme et les colonies*, Paris, Editions Bruno Leprince, 1994.

Mike MACNAIR, *Karl Kautsky on Colonialism*, Londres, November Publications, 2013.

Abdelkrim MEJRI, *Les socialistes français et la question marocaine : 1903-1912*, Paris, L'Harmattan, 2004.

Claire MOURADIAN (dir.), *Arménie, une passion française : Le mouvement arménophile en France, 1878-1923*, Paris, Magellan, 2007.

Madeleine REBÉRIOUX, *Jaurès : contre la guerre et la politique coloniale*, Paris, Editions sociales, 1959.

Madeleine REBÉRIOUX, « Les conflits de tendances dans le parti ouvrier belge au moment de la "reprise" du Congo », *Le Mouvement social*, n° 45, 1963.

Biographies

Biografisch Woordenboek van het Socialisme en de Arbeidersbeweging in Nederland, Amsterdam, Stichting Beheer IISG, vol. 7, 1998.

Herman BALTHAZAR, *Bijdragen tot het Camille Huysmansonderzoek (Etudes de la personnalité de Camille Huysmans)*, Anvers, Stichting Wetenschappelijk Onderzoek Camille Huysmans, 1971.

Julius BRAUNTHAL, *Victor und Friedrich Adler; zwei Generationen Arbeiterbewegung*, Vienne, Verlag der Wiener Volksbuchhandlung, 1965.

Gilles CANDAR, Jean-Numa DUCANGE, Vincent DUCLERT, Marion FONTAINE, Emmanuel JOUSSE, *Jaurès : Du Tarn à l'Internationale*, Paris, Essais de la Fondation Jean Jaurès, 2011.

Gilles CANDAR, *Jean Longuet, un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, Rennes, PUR, 2007.

Gilles CANDAR, Vincent DUCLERT, *Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2014.

Gilles CANDAR, *Edouard Vaillant. Le socialisme républicain*, Paris, Essais de la Fondation Jean Jaurès, 2015.

Robert DEBEVER (dir.), *Nouvelle biographie nationale*, Bruxelles, Académie Royale de Belgique, t. I, 1988.

Maurice DOMMANGET, *Edouard Vaillant, un grand socialiste*, Paris, Table Ronde, 1956.

Jean-Numa DUCANGE, *Jules Guesde. L'anti-Jaurès ?*, Paris, Armand Colin, 2017.

Georges HAUPT, *Camille Huysmans, secrétaire de la IIème Internationale*, Anvers, Fondation Camille Huysmans, 1971.

Jolyon HOWORTH, *Édouard Vaillant. La création de l'unité socialiste en France*, Paris, EDI, 1982.

Jan HUNIN, *Camille Huysmans. Het enfant terrible. 1871-1968*, Amsterdam, Meulenhoff, 1999.

Hyman KUBLIN, *Asian Revolutionary: The Life of Sen Katayama*, Princeton, Princeton University Press, 1964.

Jean-Jacques MARIE, *Lénine, 1870-1924*, Paris, Balland, 2004.

Jules MESSINNE, « Au Ministère », in *Vandervelde. L'Homme et son Œuvre*, Bruxelles, L'Eglantine, 1928.

Kenneth MORGAN, *Keir Hardie, Radical and Socialist*, Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1975.

John Peter NETTL, *La Vie et l'œuvre de Rosa Luxemburg*, Paris, Maspero, 1972.

Stanley PIERSON, « Ernest Belfort Bax: 1854-1926. The Encounter of Marxism and Late Victorian Culture », *Journal of British Studies*, vol. 12, n° 1, 1972.

Janet POLASKY, *The Democratic Socialism of Emile Vandervelde*, Oxford, Berg, 1990.

Carl REEVE, *The Life and Times of Daniel De Leon*, New York, AIMS/Humanities Press, 1972.

Madeleine REBÉRIOUX, *Jaurès et la classe ouvrière*, Paris, Maspero, 1975.

Madeleine REBÉRIOUX, *Jaurès : la parole et l'acte*, Paris, Gallimard, 1994.

Robert ROEMANS, Hilda VAN ASSCHE (dir.), *Camille Huysmans: een levensbeeld gevestigd op persoonlijke getuigenissen en eigen werk*, Hasselt, Heideland, 1961.

Jurgen SCHMIDT, *August Bebel – Kaiser der Arbeiter. Biografie*, Zurich, Rotpunkt Verlag, 2013.

Jean-Paul SCOT, *Jaurès et le réformisme révolutionnaire*, Paris, Le Seuil, 2014.

William STEWART, *J. Keir Hardie. A Biography*, Londres, Cassell & Co., 1921.

Chushichi TSUZUKI, *H. M. Hyndman and British Socialism*, Oxford, Oxford University Press, 1961.

Emile VAN DEN BERGHE, *Emile Vandervelde. Sa doctrine, son action*, Paris/Courtrai, Vermaut, 1928.

Marek WALDENBERG, *Il papa rosso. Karl Kautsky*, Roma, Editori riuniti, 1980.

Claude WILLARD, *Jules Guesde, l'apôtre et la loi*, Paris, Editions ouvrières, 1991.

Divers

Hedley BULL, *The Anarchical Society: A Study of Order in World Politics*, New York, Columbia University Press, 1977.

Tom BURNS, George STALKER, *The Management of Innovation*, Londres, Tavistock, 1961.

Alexandre DUPONT, *Une internationale blanche : Histoire d'une mobilisation royaliste entre France et Espagne dans les années 1870*, Paris, Editions de la Sorbonne, 2020.

Eric HOBSBAWM, Terence RANGER (dir.), *L'invention de la tradition*, Paris, Éditions Amsterdam, 2006.

Maurizio ISABELLA, *Risorgimento in Exile: Italian Emigres and the Liberal International in the Post-Napoleonic Era*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

Paul J. DI MAGGIO, Walter W. POWELL, « The Iron Cage Revisited: Institutional Isomorphism and Collective Rationality in Organizational Fields », *American Sociological Review*, vol. 48, n° 2, 1983.

Michel FOUCAULT, *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France. 1977-1978*, Paris, Seuil/Gallimard, 2004.

Peter M. HAAS, « Epistemic Communities and International Policy Coordination », *International Organization*, vol. 46, n° 1, 1992, p. 1-35.

Teun KOETSIER, Luc BERGMANS (dir.), *Mathematics and the Divine: A Historical study*, Amsterdam, Elsevier, 2005.

Jean-Jacques LAFFONT, Jean TIROLE, *A Theory of Incentives in Procurement and Regulation*, Londres, MIT Press, 1993.

James G. MARCH, Herbert A. SIMON, *Organizations*, New York, Wiley & Sons, 1958.

William MULLIGAN, *The Origins of the First World War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

Elinor OSTROM, « Beyond Markets and States: Polycentric Governance of Complex Economic Systems », *American Economic Review*, n° 100, 2010, p. 641-672.

Nadjib SOUAMAA, « Les origines de l'OIT (1890-1950) : élaboration et premières expérimentations d'un modèle d'« Europe sociale » », *La Revue de l'Ires*, n° 87, 2015.

Michael ZÜRN, « Global Governance and Legitimacy Problems », *Government and Opposition*, vol. 39, n° 2, 2004.

Michael ZÜRN, *A Theory of Global Governance : Authority, Legitimacy, and Contestation*, Oxford, Oxford University Press, 2018.

Avertissement au lecteur / Warning to the reader

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition des membres de la communauté universitaire. Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Cela implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document. D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction ou représentation illicite encourt une poursuite pénale.

This document is the result of a long process approved by the jury and made available to members of the university community. It is subject to the intellectual property rights of its author. This implies an obligation to quote and reference when using this document. Furthermore, any infringement, plagiarism, unlawful reproduction or representation will be prosecuted.

[Code de la Propriété Intellectuelle](#)

[Article L122-4](#) :

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite. Il en est de même pour la traduction, l'adaptation ou la transformation, l'arrangement ou la reproduction par un art ou un procédé quelconque.

Any representation or reproduction in whole or in part without the consent of the author or his successors in title or assigns is unlawful. The same applies to translation, adaptation or transformation, arrangement or reproduction by any art or process whatsoever.

[Articles L335-1 à L335-9](#) : Dispositions pénales / Penal provisions.

Licence attribuée par l'auteur / Licence attributed by the author

[*Veillez à ne conserver que la licence qui vous convient* / Make sure you only keep the licence that suits you best]



<https://creativecommons.org/licenses/?lang=fr-FR>

Andrea BENEDETTI

Le Bureau socialiste international : de boîte postale à organisation intégrative, 1900-1918

Résumé

Cette thèse étudie le Bureau socialiste international (BSI) au prisme de l'évolution progressive de ses compétences, de sa création laborieuse dans un milieu internationaliste qui refuse toute centralisation institutionnelle, jusqu'à la survie paradoxale de l'institution pendant la Première Guerre mondiale, alors que la Deuxième Internationale s'était disloquée. Nous nous intéressons aux logiques sous-jacentes à la transformation du BSI d'un simple outil de liaison à un organe de coordination de mobilisations politiques transnationales, essayant de comprendre dans quelle mesure peut-il s'apparenter au concept contemporain d'organisation intégrative. Cela permettra de vérifier si l'évolution du BSI peut être considérée comme une redéfinition des dynamiques internationalistes elles-mêmes, visant à rendre palpable la solidarité par-delà les frontières à l'heure de l'exacerbation des nationalismes en Europe.

Mots clés : Bureau socialiste international – Deuxième Internationale – Socialisme – Mobilisation transnationale – organisation intégrative – Première Guerre mondiale

Abstract

This thesis examines the International Socialist Bureau (ISB) through the prism of the gradual evolution of its competences, from its laborious creation in an internationalist milieu that rejected institutional centralisation, to the institution's paradoxical survival during the First World War, when the Second International had broken up. We are interested in the rationale behind the transformation of the ISB from a simple liaison tool to a coordinating body for transnational political mobilisation, in an attempt to understand the extent to which it can be likened to the contemporary concept of integrative organisation. This will enable us to ascertain whether the evolution of the ISB can be seen as a redefinition of internationalist dynamics themselves, aimed at making solidarity across borders palpable at a time of exacerbated nationalism in Europe.

Keywords : International Socialist Bureau - Second International - Socialism - Transnational mobilisation - Integrative organisation - First World War